



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

~~Sci 1480.155.5~~ KF2082

Lawrence Scientific School.

ENGINEERING DEPARTMENT.



TRANSFERRED
TO
HARVARD COLLEGE
LIBRARY

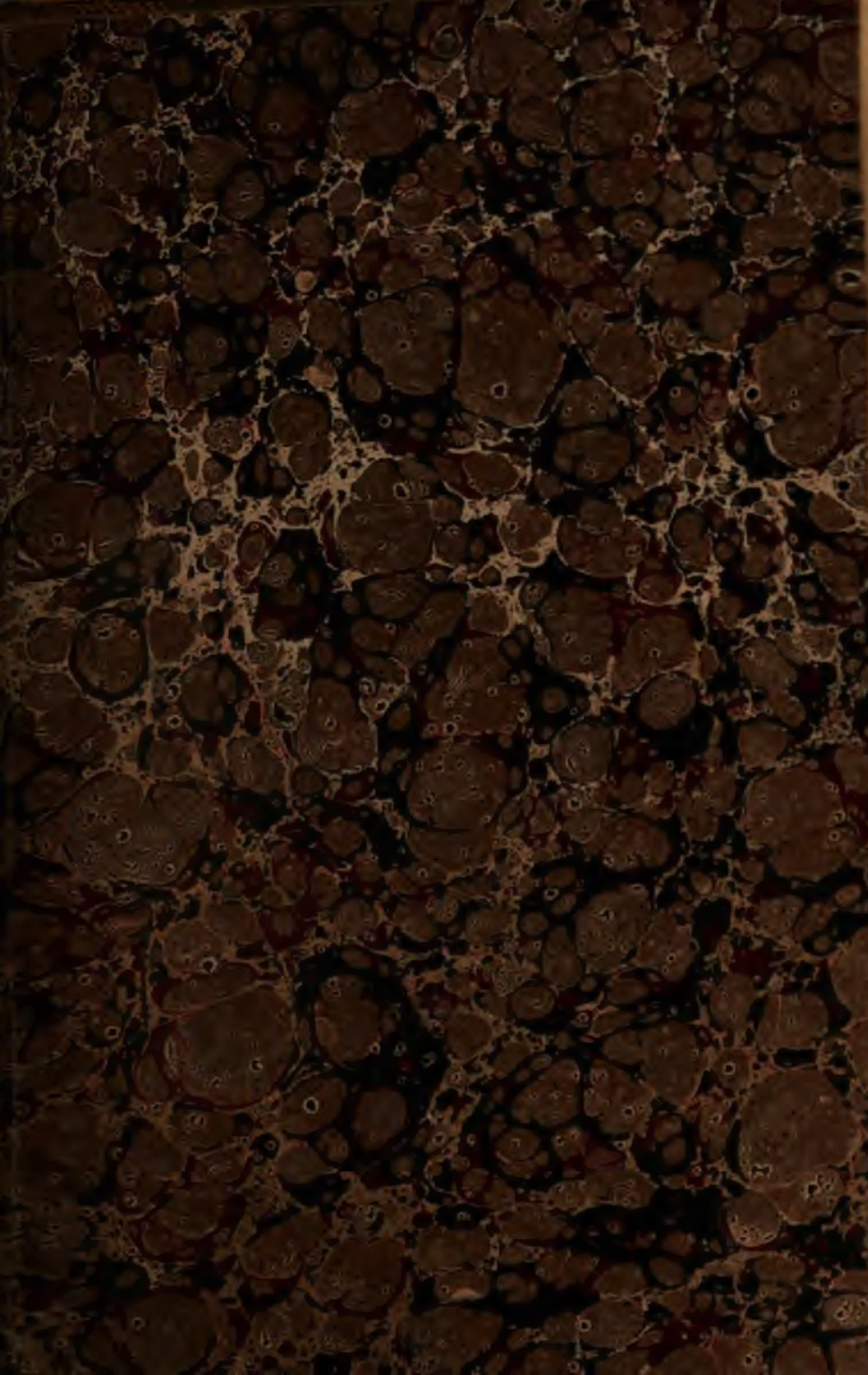


~~Sci 1480.155.5~~ KF 2082

Lawrence Scientific School.

ENGINEERING DEPARTMENT.

TRANSFERRED
TO
HARVARD COLLEGE
LIBRARY



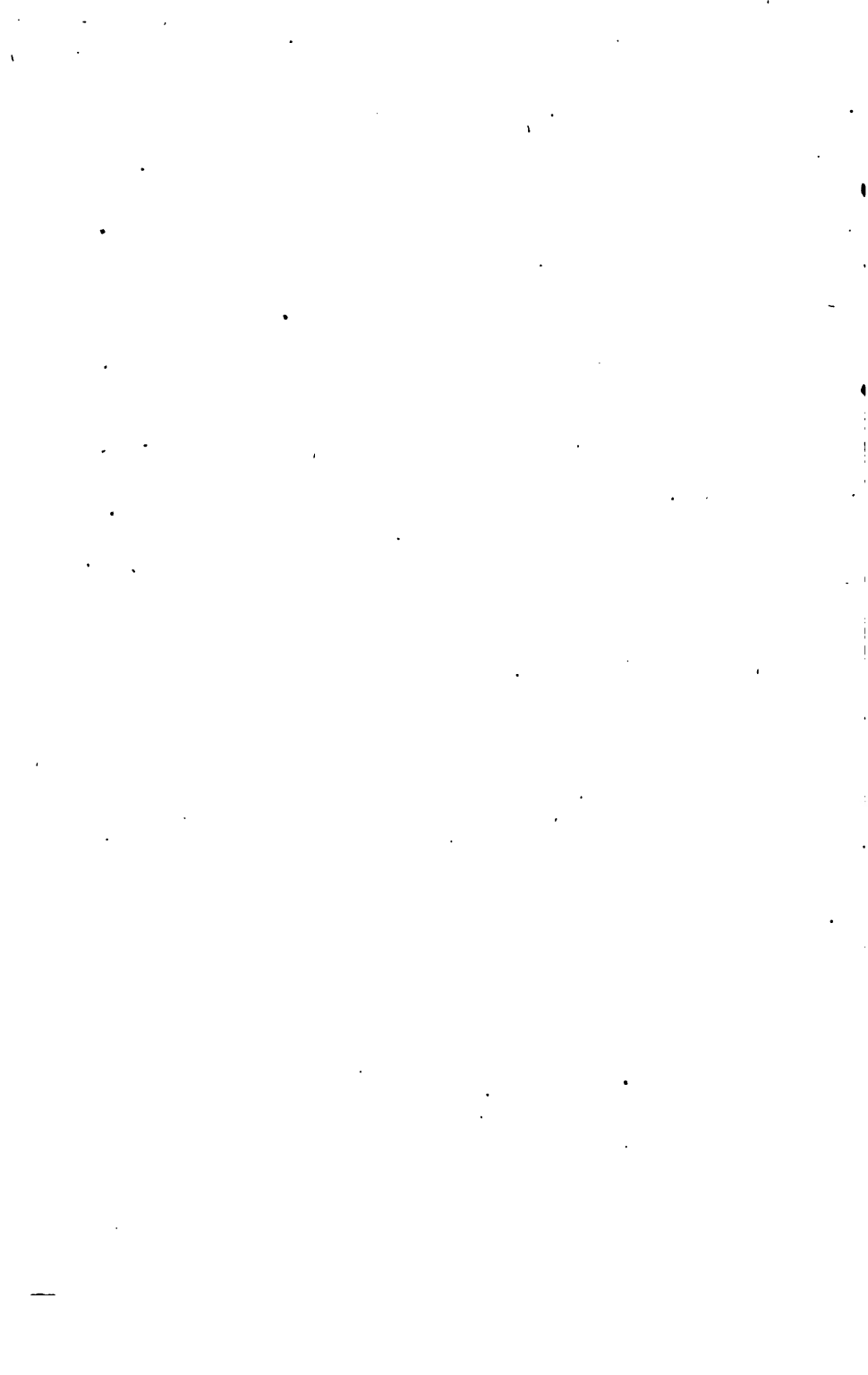
~~Sci 1480.155.5~~ KF 2082

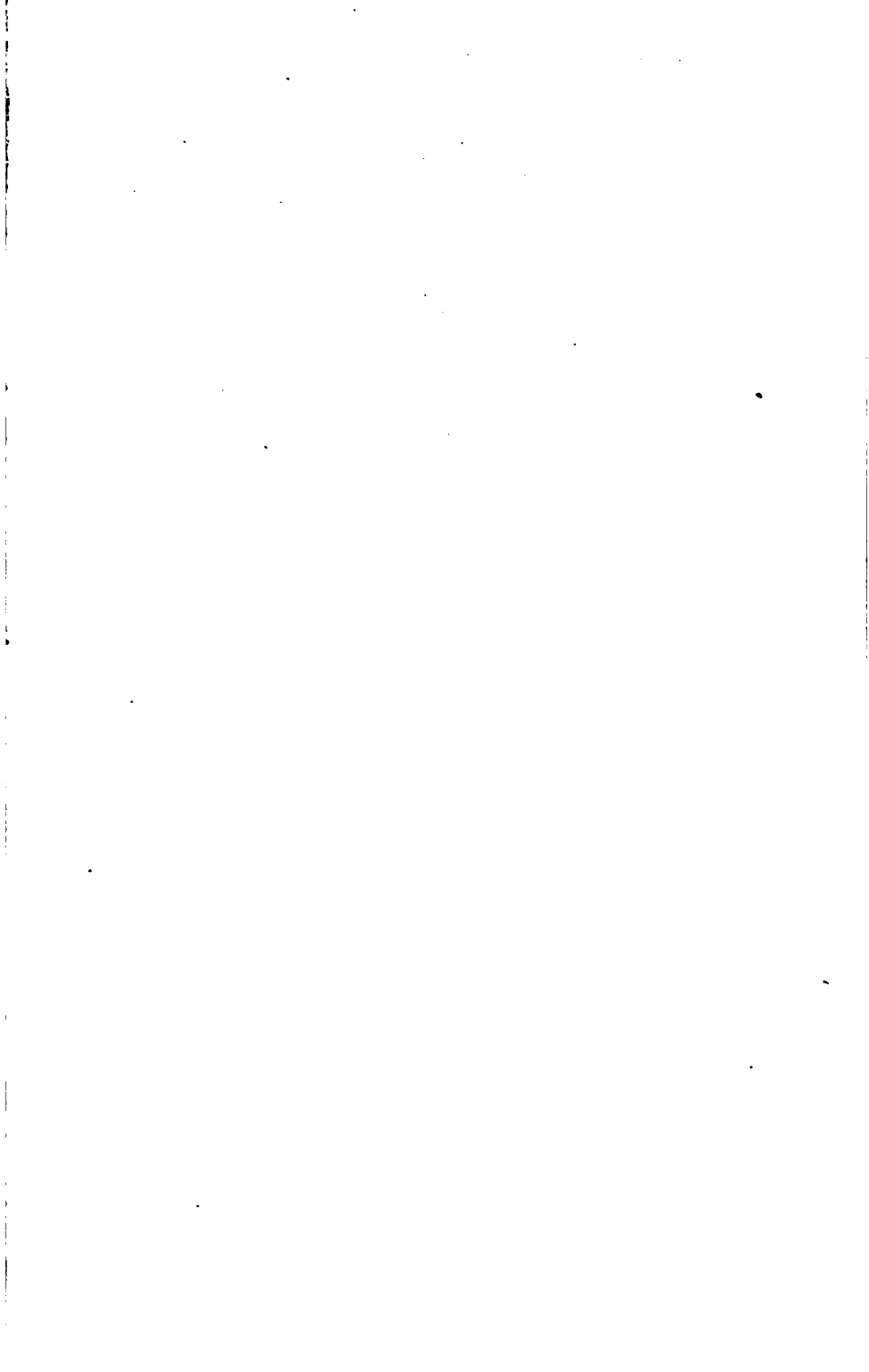
Lawrence Scientific School.

ENGINEERING DEPARTMENT.

TRANSFERRED
TO
HARVARD COLLEGE
LIBRARY







ANNALES

L. S. L. L.

DES

PONTS ET CHAUSSÉES

TABLES GÉNÉRALES

IMPRIMERIE C. MARPON ET E. FLAMMARION
RUE RACINE, 26, A PARIS.

L

ANNALES

DES

PONTS ET CHAUSSÉES

MÉMOIRES ET DOCUMENTS

RELATIFS

A L'ART DES CONSTRUCTIONS

ET AU SERVICE DE L'INGÉNIEUR.

TABLES GÉNÉRALES.

V^e SÉRIE. — II^e PÉRIODE QUINQUENNALE.

1876-1880.

c
PARIS

DUNOD, ÉDITEUR,

LIBRAIRE DES CORPS NATIONAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES, DES MINES

ET DES TÉLÉGRAPHES,

Quai des Augustins, 49.

1881

~~Sci 1450.154.5~~

~~Sci 1480.155.5~~

KF 2082

PREMIÈRE PARTIE.

MÉMOIRES ET DOCUMENTS.

5 ANNÉES : 1876-1880

DIX VOLUMES.

NOTA. — Les deux tables suivantes supposent les cahiers assemblés en dix volumes, et ces volumes numérotés ainsi qu'il suit :

1876	1 ^{er} semestre.	XI
	2 ^e semestre.	XII
1877	1 ^{er} semestre.	XIII
	2 ^e semestre.	XIV
1878	1 ^{er} semestre.	XV
	2 ^e semestre.	XVI
1879	1 ^{er} semestre.	XVII
	2 ^e semestre.	XVIII
1880	1 ^{er} semestre.	XIX
	2 ^e semestre.	XX

SOMMAIRE :

1^{re} Table récapitulative des Articles par noms d'auteurs :

2^e Table analytique des Matières par ordre alphabétique.

PREMIÈRE TABLE.

TABLE DES ARTICLES PAR NOMS D'AUTEURS.

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années	Semestres	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages
ALLARD (E.) :				
— Mémoire sur l'intensité et la portée des phares.	1876	2	XII	5 à 117
— Paroles prononcées aux obsèques de M. Léonce Reynaud.	1880	1	XIX	243 à 244
— Note sur la comparaison de quelques dépenses relatives au service des phares en France, aux Etats-Unis et en Angleterre.	1880	2	XX	297 à 302

Annales des P. et Ch., 5^e SÉRIE. Mémoires (tables).

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
ALEXANDRE :				
— Note sur le barrage de Mérienne, sur la Charente	1876	2	XII	574 à 578
— Note sur la réparation du radier de l'écluse Duquesne, dans le port de Dieppe . .	1880	2	XX	46 à 58
ARON :				
— Note analytique des études de M. L. Regray sur le chauffage des voitures de chemins de fer.	1877	1	XIII	128 à 153
AUCOC (L.) :				
— Les chemins de fer français. Note sur les sommes déversées par les six grandes compagnies de chemins de fer, au profit du nouveau réseau, de 1864 à 1875	1876	1	XI	109 à 114
— Discours prononcé sur la tombe de M. de Franqueville	1876	2	XII	323 à 325
— Lettre à M. Schlemmer, directeur des chemins de fer, sur la juridiction des commissions spéciales en matière de plus-value. . .	1877	1	XIII	219 à 225
BARRAND :				
— Note sur l'exécution des chapes employées pour les ouvrages d'art de la ligne de Rodez à Millau (<i>Chr.</i>)	1878	1	XV	247 à 249
BAUM :				
— Etude sur les chemins de fer d'intérêt local.	1878	2	XVI	489 à 545
— Note sur le chemin de fer à voie étroite d'Ocholt à Westerstede, en Allemagne. . .	1879	2	XVIII	196 à 212
— Des longueurs virtuelles d'un tracé de chemin de fer.	1880	1	XIX	455 à 578
BAZAINE (A.) :				
— Notice sur les expériences faites en Angleterre sur l'emploi de systèmes de freins à grande puissance.	1878	1	XV	117 à 167
BAZIN :				
— Notice sur les travaux d'agrandissement du réservoir de Panthier (canal de Bourgogne). .	1880	2	XX	241 à 260
BELGRAND et G. LAMOINE :				
— Etude sur la grande crue de la Seine, en mars 1876.	1877	1	XIII	435 à 466
BERNARD :				
— Note sur l'élargissement des anciens ponts par encorbellement.	1877	2	XIV	453 à 455
— Note sur la construction d'un batardeau en béton pour les travaux d'achèvement du bassin national, à Marseille. (<i>Chr.</i>)	1880	1	XIX	357 à 358
BERTHIER :				
— Note sur une mire à voyant parlant	1877	1	XIII	476 à 481

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
BLOCH (Richard) : — Note sur la recherche des dépenses d'eau par infiltration et imbibition dans un canal après un changement de sa section mouillée. (Chr.)	1880	2	XX	66 à 70
BORIS : — Note sur la conservation des bois par l'injection au tannate de fer.	1877	1	XIII	198 à 201
BOSRAMIER : — Note sur l'emploi du cylindre compresseur mouillé. (Chr.)	1877	1	XIII	125 à 127
BOULANGIER : — Note sur une méthode de calcul des terrasses par réduction à l'horizontale.	1880	2	XX	312 à 316
BOULE : — Mémoire sur un nouveau système de barrage mobile fermé par des vannes et des fermettes.	1876	1	XI	329 à 374
BOUQUET DE LA GRYE : — Etude sur la baie de Saint-Jean-de-Luz.	1876	1	XI	385 à 458
BOURQUELLE (de) : — Discours prononcé sur la tombe de M. de Franqueville.	1876	2	XII	325 à 328
BRESSE : — Note sur la détermination graphique des moments fléchissants qui se produisent dans une poutre à deux appuis simples, pendant le passage d'un convoi de poids isolés circulant très lentement.	1877	2	XIV	320 à 328
BRETONNIÈRE : — Note sur une pompe, dite à colonne d'eau oscillante, mue par l'action directe de la vapeur.	1876	2	XII	591 à 595
BRICKA : — Notice sur le syphon métallique de Saint-Paul (Var).	1877	1	XIII	370 à 389
BROSSELIN : — Notice sur la construction des ponts Sully.	1880	2	XX	483 à 543
BRUNE : — Mémoire sur la répartition des efforts et les déformations dans les cylindres et les sphères pressés normalement et dans les plaques circulaires chargées symétriquement.	1876	2	XII	227 à 252
— Influence de la position des tirants sur la résistance des arcs circulaires.	1877	2	XIV	105 à 121
BRUNIQUEL et PICARD (A.) : — Mémoire sur l'exhaussement du mouillage du canal de la Marne au Rhin.	1880	1	XIX	249 à 356

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
CAILLAUX :				
— Discours prononcé à l'assemblée annuelle de la Société amicale de secours des anciens élèves de l'Ecole polytechnique (<i>Chr.</i>).	1876	1	XI	99 à 103
CARLIER :				
— Etude historique sur les travaux de la Loire maritime.	1878	2	XVI	563 à 612
CARTAULT :				
— Note sur le plan incliné de Blackwill, sur le canal de Monkland (Ecosse).	1877	1	XIII	361 à 369
CAVAIGNAC (G.) :				
— Note sur les rapports de l'Etat avec les compagnies de chemins de fer en Angleterre.	1879	2	XVIII	106 à 129
— 2 ^e article sur la commission des chemins de fer en Angleterre, en réponse à l'article critique de M. de Franqueville.	1880	2	XX	88 à 117
CENDRE :				
— Notice sur la construction du pont de Claix	1879	1	XVII	5 à 27
CHABAS :				
— Note sur l'augmentation de la section d'écoulement de l'eau sous les ponts isolés des canaux.	1877	2	XIV	649 à 658
— Note sur les quantités d'eau reçues, chaque année, par le réservoir de Montaubry. — Comparaison de ces quantités à la surface totale des versants et à la hauteur de pluie tombée	1878	2	XVI	310 à 319
CHAMBRELENT :				
— Mémoire sur l'assainissement et la mise en valeur des Landes de Gascogne.	1878	2	XVI	157 à 239
— Notice nécrologique sur M. Watier.	1880	1	XIX	152 à 160
CHARIÉ-MARSAINES :				
— Note sur le durcissement du bois de chêne dans l'eau.	1877	1	XIII	509 et 510
CHATONEY :				
— Note sur la situation financière du chemin de fer de Saint-Gothard.	1877	1	XIII	46 à 55
CHEMIN (O.) :				
— Mémoire sur un nouveau béliet aspirateur de M. de Caligny, pouvant tirer l'eau de toutes les profondeurs.	1879	1	XVII	258 à 276
— Note sur les plombages des sacs de chaux et ciments. (<i>Chr.</i>).	1879	2	XVIII	407 à 412
CHEYSSON :				
— Répartition du crédit d'entretien des routes nationales pour 1879. (Rapport de la commission des routes).	1879	1	XVII	299 à 320
— Note sur l'album de statistique graphique				

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Seme- stres.	NUMEROS	
			des volumes.	des pages.
de 1879 publié par le ministère des travaux publics. (<i>Chr.</i>)	1879	2	XVIII	261 à 264
CHOISY :				
— Note sur la construction des voûtes sans cintrage pendant la période byzantine. . . .	1876	2	XII	439 à 449
— Résumé du Mémoire de MM. de Caligny et Bertin sur l'histoire du port de Cherbourg. (<i>Chr.</i>)	1879	2	XVIII	213 et 214
— Résumé du Mémoire de M. Fr. Bômches sur l'exposition du ministère français des travaux publics en 1878 (<i>Chr.</i>)	1879	2	XVIII	215 à 217
— Note sur une mission pour l'étude des lignes de Laghouat à el Goléah et de Biskra à Ouargla.	1880	2	XX	159 à 165
CHRISTOPHE (Albert) :				
— Discours prononcé sur la tombe de M. de Franqueville.	1876	2	XII	315 à 322
CLAVENAD :				
— Mémoire sur les épuisements entrepris en vue de la restauration du bâtiment de la marine à Cherbourg.	1879	1	XVII	28 à 52
— Notice sur la restauration des fondations du bâtiment des subsistances de la marine à Cherbourg.	1880	2	XX	1 à 45
CLÉRAULT :				
— Note sur le 8 ^e exercice de l'association alsacienne des propriétaires d'appareils à vapeur.	1877	1	XIII	53 à 65
— Note sur l'emploi des électro-sémaphores de MM. Lartigue, Tasse et Prudhomme pour la réalisation du Block-system.	1877	2	XIV	197 à 257
COLLIGNON (Edouard) :				
— Note sur quelques travaux récents relatifs à la théorie des voûtes	1876	1	XI	539 à 544
— Note sur le traité d'hydraulique mathématique et pratique de M. Ildebrando Nazzari (<i>Bibl.</i>)	1876	2	XII	611 à 620
— Note sur les leçons de statique graphique de M. Antonio Favaro (<i>Bibl.</i>)	1877	1	XIII	557 à 570
CUNQ (L.) :				
— Note sur la construction graphique des moments fléchissants sur les appuis d'une poutre droite reposant sur des appuis de niveau.	1879	1	XVII	131 à 134
— Note sur la vérification de la stabilité des voûtes.	1880	2	XX	145 à 156
DAGUENET :				
— Note sur la pêche de la montée d'anguilles (<i>Chr.</i>)	1880	1	XIX	359 à 360

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
DARCEL :				
— Mémoire sur l'éclairage des villes.	1878	1	XV	449 à 565
DARTEIN (de) :				
— Paroles prononcées aux obsèques de M. Léonce Reynaud.	1880	1	XIX	245 à 247
DEBAUVE :				
— De la suppression des pertes dans les dis- tributions d'eau.	1876	2	XII	191 à 204
DECŒUR :				
— Mémoire sur de nouveaux types de turbines et de pompes centrifuges.	1877	1	XIII	401 à 434
DOUSSOR :				
— Observations sur une note de M. Labry re- lative à l'utilité des travaux publics.	1880	2	XX	125 à 130
Du Boys (P.) :				
— Etude du régime du Rhône et de l'action exercée par les eaux sur un lit à fond de graviers indéfiniment affouillable.	1879	2	XVIII	141 à 195
DUPONCE :				
— Note sur l'explosion d'une chaudière à va- peur dans une sucrerie à Carvin (Pas-de-Ca- lais.)	1880	1	XIX	36 à 48
DUPUY (Ch.) :				
— Note sur l'appareil destiné à mesurer direc- tement le travail du fer	1877	2	XIV	381 à 410
— Notice sur le viaduc de l'Erdre.	1879	1	XVII	331 à 363
— Note sur les raccordements des courbes avec les alignements droits dans le tracé des che- mins de fer	1880	2	XX	544 à 552
DURAND-CLAYE (Alfred) :				
— Note sur l'état de la question des eaux d'égout en France et à l'étranger (<i>Chr.</i>). . .	1878	1	XV	187 à 195
— Mémoire sur le dessèchement du lac Fucino (Italie.)	1878	1	XV	205 à 231
— Mémoire sur la vérification de la stabilité des voûtes et des arcs. Application aux voûtes sphériques.	1880	1	XIX	416 à 440
DURAND-CLAYE (Léon) :				
— Note sur la résistance des matériaux à la rupture par flexion et par tension	1877	1	XIII	232 à 235
— Rapport au nom de la commission chargée de donner son avis sur un nouveau procédé d'épuration des eaux d'égout de la ville de Reims.	1877	2	XIV	621 à 648
— Rectification au sujet de l'article de M. Malo sur les asphaltes (<i>Chr.</i>).	1880	1	XIX	128
DURAND-CLAYE (Léon et Alfred) :				
— Note sur les gisements actuels de guano, au Pérou	1876	1	XI	223 à 231

NOMS DES AUTEURS et TITRE DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
D'USSEL (P.) : — Note sur l'emploi du chlorure de sodium pour le déglacage des voies publiques en temps de gelée.	1880	2	XX	553 à 580
FOURCY (de) : — Rapport sur la comparaison faite par M. Ricour de diverses méthodes employées pour la détermination des profils en travers des emprises et des talus	1879	2	XVIII	95 à 100
FOURST (G.) : — Note sur la détermination graphique des moments de flexion d'une poutre à plusieurs travées solidaires.	1876	1	XI	473 à 495
FOURNIER : — Notice sur la construction et les prix de revient des chemins secondaires de Valkany à Perjamos et de Vojtek à Bogsan (Hongrie.)	1878	1	XI	603 à 626
GANCHEAU : — Note sur le calcul graphique des surfaces de remblai et de déblai de profils en travers.	1877	1	XIII	526 à 532
GARIEL : — Analyse et extraits des notes recueillies dans une mission en Angleterre (1874), par MM. Poulet et Luneau, élèves ingénieurs des ponts et chaussées.	1876	1	XI	5 à 32 et 150 à 177
— Note sur l'enlèvement de roches sous-marines dans le chenal de Hell-Gate (New-York) (<i>Chr.</i>)	1877	1	XIII	248 à 254
— Note sur le câble aérien transporteur et automateur servant à l'exploitation du ciment de la Porte-de-France, à Grenoble. .	1877	1	XIII	390 à 394
— Analyse du Mémoire de M. Massieu sur la locomotive à adhérence totale de M. Ravchaert (<i>Bibl.</i>)	1877	2	XIV	376 à 379
— Traduction du Mémoire de M. James Harlow sur la consommation et les pertes dans les distributions d'eau.	1879	1	XV	166 à 186
— Les chemins de fer de la Nouvelle-Galle du Sud (Australie).	1879	1	XVII	119 à 129
— Analyse du Mémoire et de la discussion sur les travaux de dérochement exécutés sur la Tees (Angleterre).	1879	1	XVII	277 à 281
— Note sur le pont suspendu de Pittsburg Point-Bridge (Etats-Unis.)	1879	2	XVIII	323 à 333
— Note sur le plan incliné de Madison (Indiana).	1880	1	XIX	5 à 10

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
GOTTELAND : — Note sur le chargement direct, par la drague, des wagons placés sur bateau.	1880	1	XIX	29 à 32
GOURNERIE (de la) : — Notice nécrologique sur M. A. Jégou d'Herbelieu.	1880	2	XX	335 à 345
GRAEFF : — Rapport sur le projet de budget pour l'entretien des chaussées de Paris en 1878.	1878	2	XVI	153 à 156
— Répartition du crédit d'entretien des routes nationales pour 1879 (Rapport de la commission des routes).	1879	1	XVII	299 à 320
GROS (Marcel) : — Note sur le tracé des panneaux d'une voûte biaisée à section droite circulaire lorsque la tête est en talus et que la voûte est appareillée comme une voûte droite (<i>Chr.</i>).	1876	2	XII	219 à 224
— Note sur le tracé direct, en vraie grandeur, des panneaux des voussoirs d'une voûte biaisée à section droite circulaire.	1877	1	XIII	533 à 546
— Note sur les ponts biaisés et courbes (suite de la note précédente).	1878	2	XVI	547 à 549
GRUNER : — Note sur le vrai sens des mots <i>fer</i> et <i>acier</i>	1877	1	XIII	505 à 508
HANET-CLÉRY : — Note sur la corrosion des chaudières à vapeur. — Analyse des comptes rendus de de l'Association belge pour la surveillance des appareils.	1876	2	XII	293 à 307
HARDY : — Etude sur les endiguements de la Durance dans le département de Vaucluse.	1876	1	XI	518 à 538
HENRY : — Note sur le système de décintrement à galeis pouvant fonctionner dans l'eau.	1880	1	XIX	33 à 35
HEURTEAU (E.) : — Rapport sur les divers systèmes de signaux en usage et application des appareils d'enclenchement pour la protection des bifurcations de chemins de fer.	1880	2	XX	396 à 438
HUERNE : — Description du tramway de la rue California à San-Francisco.	1880	2	XX	77 à 82
HOET : — Etude sur les chemins de fer métropolitains de Londres.	1878	2	XVI	5 à 135
— Note rectificative.	1878	2	XVI	631

NOMS DES AUTEURS et TITRE DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
JACOMIN (Albert) :				
— Notice sur la vie et les travaux de M. de Franqueville	1877	1	XIII	261 à 359
— Etude sur les chemins de fer des Pays-Bas.	1878	1	XV	269 à 357
KLEITZ :				
— Note sur les calculs de stabilité des poutres continues reposant sur plus de deux points d'appui et ayant des moments d'inertie variables dans les différentes sections verticales	1876	1	XI	115 à 149
— Discours prononcé sur la tombe de M. de Franqueville.	1876	2	XII	329 à 333
— Deuxième note sur les calculs de stabilité des poutres longitudinales des tabliers métalliques portant des voies de fer	1877	1	XIII	21 à 45
— Note sur la théorie du mouvement non permanent des liquides et sur son application à la propagation des rivières	1877	2	XIV	133 à 196
— Note sur la substitution, dans les calculs de stabilité des travées métalliques supportant des voies de terre, de surcharges uniformément réparties à celles qui résultent du passage des plus lourdes voitures.	1877	2	XIV	549 à 601
— Remarque sur la méthode graphique exposée par M. Lalanne dans son Mémoire publié en 1879 (<i>Chr.</i>).	1880	1	XIX	49 à 51
KRAFFT :				
— Note sur un nouveau mode de préservation du fer (bronzage à la vapeur et bronzage à l'air) (<i>Chr.</i>).	1878	2	XVI	370 à 372
KUNKLER :				
— Rapport au ministre des travaux publics sur l'enlèvement d'écueils formés par des navires coulés à l'embouchure de la Loire. .	1877	1	XIII	186 à 197
KVASSAY (de) :				
— Note sur le moulinet de Woltmann.	1877	1	XIII	236 à 242
LABRY (de) :				
— Note sur le profit des travaux	1880	1	XIX	76 à 85
— L'outillage national et la dette de l'Etat.				
— Réplique à M. Doussot.	1880	2	XX	131 à 144
LACRENÉ (de) :				
— Note sur les bois des Etats-Unis d'Amérique.	1879	1	XVII	73 à 94
LALANNE :				
— Rapport à M. le préfet de la Seine sur les travaux de la commission chargée d'examiner les questions qui se rattachent à l'as-				

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
LALANNE (suite) :				
sainissement des Halles centrales de Paris.	1876	1	XI	553 à 602
— Discours prononcé sur la tombe de M. de Franqueville	1876	2	XII	334 à 336
— Méthode expéditive pour l'évaluation approchée des volumes des terrassements et des superficies occupées pour un avant-projet de chemin de fer de route ou de canal.	1879	2	XVIII	63 à 76
— Note sur une méthode graphique pour la détermination de la distance moyenne de transport des déblais en remblais dans l'exécution des travaux de terrassements.	1879	2	XVIII	77 à 94
— Paroles prononcées aux funérailles de M. H. C. L. Emmerly de Sepfontaines.	1879	2	XVIII	101 à 105
— Note sur la détermination de l'emplacement d'un pont à établir sur le Danube, près de Silistrie (<i>Chr.</i>).	1880	1	XIX	52 à 55
— Paroles prononcées aux obsèques de M. Léonce Reynaud.	1880	1	XIX	239 à 243
— Rapport sur les travaux de la commission technique européenne formée en vertu d'un accord intervenu entre les puissances signataires du traité de Berlin.	1880	2	XX	267 à 296
LATERRADE :				
— Note sur le recensement de la circulation sur les routes; application du comptage ambulant	1876	2	XI	71 à 98
LEAURADO (A.) :				
— Les irrigations en Espagne	1878	1	XVI	613 à 630
LAVOINNE :				
— Note sur la sonnette balistique de Shaw, perfectionnée par M. Prindle	1877	1	XIII	511 à 525
— Notice sur la construction du pont de Saint-Louis, sur le Mississipi, en 1868-1874.	1877	2	XIV	5 à 71
— Note sur le concours ouvert pour l'amélioration de la traction sur les caux de l'Etat de New York.	1877	2	XIV	72 à 104
— Notice sur les tramways à traction par câble sans fin de San Francisco (Californie).	1877	2	XIV	465 à 479
— Notice sur les principaux systèmes de locomotives sans feu.	1878	2	XVI	261 à 309
— Note sur les expériences faites à Saint-Louis (Missouri) sur l'usure des matériaux employés à la construction des chaussées (<i>Chr.</i>).	1879	1	XVII	223 à 228
— Notice sur les divers procédés de dragage employés dans les ports de l'Amérique du Nord.	1880	1	IX	161 à 217
— Note sur les travaux d'assainissement de Memphis (Tennessee, Etats-Unis).	1880	2	XX	561 à 564

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
LEBON (G.) : — Note sur l'emploi de la dynamite gelée pendant les travaux exécutés à Saumur	1880	2	XX	317 à 327
LECHALAS : — Note sur les conditions d'établissement des chemins de fer à petit trafic.	1877	2	XIV	602 à 620
— Mémoire sur le roulage	1879	1	XVII	364 à 425
— Errata	1879	2	XVIII	131 et 132
LEFEBVRE (René) : — Mémoire sur la constitution des terres et sur les accidents dans les terrains argileux. .	1878	2	XVI	390 à 445
LELONG : — Note sur le chlorurage des chaussées empierrées (<i>Chr.</i>)	1876	2	XII	604 et 602
LEMOINE (G.) et BELGRAND : — Etude sur la grande crue de la Seine en mars 1876.	1877	1	XIII	435 à 498
LÉVY-LAMBERT : — Note sur le calcul des ressorts au moyen de tableaux graphiques	1880	2	XX	59 à 65
MALÉZIEUX : — Instructions pour les opérations à faire pour la délimitation des cours d'eau navigables. .	1876	1	XI	67 à 70
— Note analytique sur une biographie de M. Callon, par M. Jacquin	1876	1	XI	105 à 108
— Note sur le canal de l'Est	1876	1	XI	459 à 472
— Note sur l'éclairage électrique et sur les machines magnéto-électriques de M. Gramme.	1876	2	XII	119 à 166
— Conférence faite au palais du Trocadéro sur les travaux publics aux Etats-Unis d'Amérique.	1878	2	XVI	458 à 489
MALO (Léon) : — Note sur l'état actuel de l'industrie de l'asphalte	1879	2	XVIII	267 à 318
MANGON (Hervé) : — Paroles prononcées sur la tombe de M. Nadauld de Buffon	1880	2	XX	478 à 482
MARTIN (Armand) : — Notice biographique sur M. Kolb.	1877	1	XIII	7 à 20
MARTIN (Félix) : — Note sur l'Eucalyptus et ses applications industrielles	1877	2	XIV	411 à 452
MAZoyer : — Notice sur l'appareil employé dans un ancien pont biais situé à Bonneval (Eure-et-Loir).	1877	1	XIII	482 à 493
MENCHE DE LOISNE : — Mémoires sur l'alimentation en eau des				

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
MENCHE DE LOISNE (suite) : — agglomérations de l'arrondissement de Lille. — De l'influence des rampes sur les prix de revient des transports en transit par chemin de fer	1878 1879	1 1	XV XVII	371 à 442 283 à 298
MICHEL (Jules) : — Les gares de triage pour le classement des wagons du marchandises — Nouveaux documents à consulter pour l'évaluation du trafic probable d'un chemin de fer	1876 1879	2 1	XII XVII	531 à 573 53 à 62
MICHELIER : — Note sur la distribution de la pluie dans les Pyrénées pendant les jours qui ont précédé les inondations dans les bassins de la Garonne et de l'Adour, en juin 1875	1879	1	XVII	233 à 249
MILLE : — Note sur l'assainissement de Berlin	1876	1	XI	501 à 517
MILIE père et fils : — Note sur les travaux de colonisation en en Algérie	1877	1	XIII	155 à 185
MOCQUERRY (Ch.) : — Etude de quelques questions relatives aux eaux courantes dans la partie supérieure du bassin de la Saône — Note sur la largeur à donner aux canaux dans les courbes	1879 1880	2 2	XVIII XX	219 à 249 118 à 124
MOREAUX : — Note sur le signal avertisseur (système Moreaux)	1879	2	XVIII	250 à 259
NORMAND (Ch.) : — Note sur les résultats économiques de l'exploitation du chemin de fer de Perpignan à Prades	1876	1	XI	375 à 383
PARANDIER : — Etudes sur les courants de circulation et sur les principes à suivre dans le tracé des voies nouvelles de transport destinées à les desservir	1880	1	XIX	367 à 415
PASQUEAU (A.) : — Note sur les glaces de la Saône en 1879-1880	1880	2	XX	368 à 395
PELLETREAU : — Mémoire sur les murs qui supportent une poussée d'eau — Mémoire sur la résistance des murs qui supportent une poussée d'eau (suite)	1876 1877	2 2	XII XIV	356 à 438 258 à 290

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
PELLETREAU (suite) :				
— Mémoire sur la stabilité des murs qui supportent une poussée d'eau (suite)	1877	2	XIV	480 à 539
— Note sur les barrages cintrés en forme de voûte	1879	1	XVII	198 à 218
PERRODIL (de) :				
— Application des équations générales de la résistance des matériaux au problème de la stabilité des voûtes.	1876	1	XI	178 à 222
— Notice sur un instrument applicable au jaugeage des eaux ou plus généralement à l'observation des lois de l'hydraulique . . .	1877	1	XIII	467 à 475
— Note sur le tarage de l'hydro-dynamomètre hydraulique.	1880	1	XIX	11 à 28
— Note sur la résistance des voûtes et des arcs métalliques.	1880	1	XIX	218 à 232
— Note sur la charge d'écrasement des pierres de construction	1880	2	XX	83 à 87
PETSCHKE :				
— Notice biographique sur M. Ch. Le Joindre.	1877	2	XIV	305 à 319
PICARD (Alfred) :				
— Notice sur l'alimentation en eau du fort Saint-Michel, à Toul.	1876	1	XI	33 à 66
— Notice sur l'exhaussement du pont de la station de Frouard (canal de la Marne au Rhin).	1878	1	XV	592 à 602
— Notice sur l'abaissement du radier et le rempiétage des piles du pont de Malzéville sur la Meurthe.	1879	1	XVII	101 à 118
— Note sur les voûtes biaises; simplification pratique appliquée au pont souterrain des Kœurs.	1879	2	XVIII	339 à 370
— Notice sur la construction du réservoir de Paroy (canal de la Marne au Rhin).	1880	1	XIX	86 à 127
PICARD (A.) et BRUNIQUEL :				
— Mémoire sur l'exhaussement à 2 mètres du mouillage du canal de la Marne au Rhin. .	1880	1	XIX	249 à 356
PICARD (A.) :				
— Note sur les chemins de fer de montagne et en particulier sur les chemins de fer à crémaillère	1879	2	XVIII	7 à 51
PLOCC :				
— Note sur l'exécution des fouilles et fondations d'ouvrages d'art en terrain de sable sur le littoral du département du Nord . . .	1878	2	XVI	373 à 389
PONTZEN (E.) :				
— Chemin de fer de Lima à Oroya, tunnel du faite. — Viaduc métallique de Varrugas. — Chemin de fer de l'Erié, viaduc de Portage (Chr.).	1876	2	XII	167 à 173
— Note sur la concurrence des chemins de				

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NOMÉROS	
			des volumes.	des pages.
PONTZEN (E.) (suite) : fer et des canaux pour le transport de la houille. — Un exemple emprunté aux Etats- Unis d'Amérique (<i>Chr.</i>).	1877	1	XIII	213 à 215
PRADELLE : — Paroles prononcées aux obsèques de M. Léonce Reynaud	1880	1	XIX	248
PRÉAUDEAU (de) : — Note sur les glaces et la débâcle de la Seine pendant l'hiver 1879-1880.	1880	2	XX	346 à 367
QUINETTE DE ROCHEMONT : — Notice sur l'Escaut maritime et le port d'Anvers.	1878	1	XV	7 à 73
— Compte rendu des observations faites au Havre sur la bouée-sifflet automobile du sys- tème Courtenay	1879	1	XVII	250 à 257
RADOULT DE LAFOSSE : — Notice sur les travaux d'amélioration de la Dombes	1879	1	XVII	155 à 197
— Erratum, p. 281.				
RAILLARD : — Notice historique sur le nivellement gé- néral du département du Nord et sur la carte au 40 000 ^e ; annexe de cette opération. . . .	1878	1	XV	566 à 591
RAOULX : Discours prononcé sur la tombe de M. Ch. Noël.	1878	2	XVI	557 à 562
RENAUD : — Note sur le redressement des cheminées d'usines	1877	1	XIII	494 à 496
RÉSAL (H.) : — Notice sur la machine à détente variable de M. Corliss.	1876	2	XII	177 à 180
RITTER (Ch.) : — Exposé d'un mode de notation et de repré- sentation des observations hydrométriques. .	1880	1	XIX	579 à 598
ROUELLE : — Notice nécrologique sur M. Homberg . . .	1878	1	XV	363 à 370
ROUZIÈRES : — Note sur l'utilisation de la chute d'eau du barrage de Saint-Vite (<i>Chr.</i>)	1878	1	XV	196 et 197
SARTIAUX : — Rapport sur la nouvelle gare maritime d'Anvers et sur les appareils hydrauliques de manutention	1876	2	XII	205 à 218

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
SARTIAUX (suite) :				
— Note sur le Block-system et sur quelques appareils destinés à assurer la sécurité sur les lignes à double et à simple voie.	1877	2	XIV	329 à 369
SCHLEMMER :				
— Note sur la propriété des alluvions dites artificielles	1876	1	XI	241 à 319
— Note sur les commissions spéciales prévues dans la loi du 16 septembre 1807.	1876	2	XII	470 à 510
SÉJOURNÉ :				
— Note sur les souterrains à voie unique du chemin de fer de Mende à Sévérac.	1879	2	XVIII	371 à 406
STÖCKLIN et VÉTILLART :				
— Note sur un nouveau système de fonçage des pieux par injection d'eau	1878	1	XV	74 à 78
STROHL :				
— Note sur le danger d'employer le procédé du bain-marie pour dégeler la dynamite . .	1879	2	XVIII	52 à 56
TARBÉ DE SAINT-HARDOUIN :				
— Note sur l'usure des chaussées d'empierrement	1877	1	XIII	226 à 231
— Allocution prononcée à l'ouverture des cours de l'Ecole des ponts et chaussées (Chr.).	1880	1	XIX	56 à 58
TOURNADRE (de) :				
— Notice sur la construction de siphons, à grand diamètre, sur le canal du Verdon (Provence).	1876	2	XII	450 à 469
VALLÈS :				
— Etude sur l'appareil de M. de Caligny, installé à l'écluse de l'Aubois (canal latéral à la Loire). .	1880	2	XX	185 à 240
VAISSIÈRE :				
— Notice sur le nettoyage de la voie publique, à Paris.	1877	1	XIII	66 à 118
VAUDREY :				
— Notice sur le pont de Grenelle.	1876	2	XII	337 à 355
VERNIS :				
— Elargissement des anciens ponts par encorbellement (ponts de Seurre et de Clerval) .	1876	2	XII	579 à 590
VÉTILLART et STÖCKLIN :				
— Note sur un nouveau système de fonçage des pieux par injection d'eau	1878	1	XV	74 à 78
VIALAR (de) :				
— Note sur la construction des voûtes du pont des Quatre-Saisons (chemin de fer de Redon à Millau).	1878	1	XV	259 à 268

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
VIGAN :				
— Note sur les ponts métalliques.	1876	2	XII	253 à 292
VOISIN-BEV :				
— Note sur le bois de Green-Heart de la Guyane anglaise.	1879	1	XVII	95 à 101
WIDMER (Edouard) :				
— Note sur un procédé employé à Honfleur pour faciliter le battage des pieux et des palplanches	1879	2	XVIII	250 à 255
WILLOTTÉ (H.) :				
— Note sur la détermination à l'aide de ta- bleaux graphiques des surfaces des profils de terrassements.	1880	2	XX	303 à 311
Articles publiés sans désignation de nom d'auteur :				
— Instructions données par le <i>Board of Trade</i> pour la détermination de la pression dans les chaudières à vapeur cylindriques	1876	1	XI	627 à 629
— Chaudières à vapeur : 1 ^{re} note sur la cor- rosion des chaudières par l'acide sulfurique ; 2 ^{de} opérations de l'association belge pour la surveillance des appareils à vapeur en 1873 et 1874.	1876	2	XII	293 à 307
— Deux explosions de chaudières à vapeur : 1 ^{re} dans une raffinerie à la Villette ; 2 ^{de} à bord du remorqueur le <i>Cellois</i>	1877	1	XIII	202 à 212
— Deux notes sur des explosions de chau- dières à vapeur : 1 ^{re} dans l'usine métallur- gique de Messempré (Ardennes) ; 2 ^{de} dans une filature, à Bar-le-Duc.	1878	1	XV	79 à 95
— Bulletin des explosions d'appareils à va- peur arrivées pendant l'année 1873.	1878	1	XV	232 à 245
1877.	1878	2	XVI	632 à 639
Recettes de l'exploitation des chemins de fer français d'intérêt général pendant le pre- mier semestre des années 1869, 1875 et 1876.	1876	2	XII	596 à 599
— Id. (années 1869, 1875 et 1876).	1877	2	XIV	122 à 125
— Id. (1 ^{er} semestre de 1877, 1876 et 1869). . .	1878	1	XV	96 à 99
— Id. (1 ^{er} semestre de 1878 et 1877).	1879	1	XVII	146 à 149
— Id. (années 1877 et 1878).	1879	1	XVII	324 à 327
— Id. (années 1878 et 1879).	1880	1	XIX	442 à 445
Résultats comparatifs de l'exploitation des chemins de fer d'intérêt local (années 1877 et 1876).	1878	2	XVI	372 bis
— Id. (1 ^{er} semestre des années 1878 et 1877).	1879	1	XVII	73 bis
— Id. (années 1878 et 1877).	1879	2	XVIII	218

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Années.	Semestres.	NUMÉROS	
			des volumes.	des pages.
Prix décernés aux auteurs des meilleurs mémoires publiés dans les <i>Annales</i> :				
1874.	1877	1	XIII	5
1875.	1878	1	XV	5
1876.	1878	2	XVI	457
1877.	1879	2	XVIII	5
1878.	1880	1	XIX	151
Analyse du Mémoire de M. Massieu sur la locomotive à adhérence totale de M. Rarchaert.	1877	2	XIV	376 à 379
Rapport de la commission chargée de donner son avis sur un nouveau procédé pour l'épuration des eaux d'égout de la ville de Reims.	1877	2	XIV	621 à 648
Ernest Cézanne : note bibliographique.	1878	2	XVI	253
Fondation Baron. Attribution de secours aux cantonniers.	1879	1	XVII	151 à 154
Notice sur le commandeur et sénateur Lombardini.	1879	1	XVII	219 à 221
Prix Berthier.	1879	1	XVII	231 et 232
Travaux de dérochement exécutés sur la Tees (Angleterre).	1879	1	XVII	277 à 281
Dictionnaire technologique en trois langues.	1879	1	XVII	321 à 323
Traité pour la publication des <i>Annales</i> des ponts et chaussées (période de 1881 à 1900).	1880	2	XX	465 à 477

FIN DE LA PREMIÈRE TABLE DES MÉMOIRES ET DOCUMENTS

DEUXIÈME TABLE.

TABLE DES MATIÈRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

NOTA. — Dans cette table, comme dans la précédente, les numéros des volumes sont indiqués en chiffres romains et ceux des pages en chiffres arabes. Quand ces derniers figurent seuls le volume correspondant est celui qui a été indiqué en dernier lieu.

A

- | | |
|--|---|
| <p>ABONNEMENT kilométrique (chemin de fer de Lausanne à Échallens) XI, 499.</p> <p>ACADÉMIE DES SCIENCES :
 Prix DALMONT, décerné à M. Ribaucour, XVII, 426; à M. Collignon, XIX, 441.
 — PONCELET, décerné à M. Maurice Lévy, XVII, 426.
 — Nomination de M. Bresse en remplacement de M. le général Morin, XX, 137 (<i>Chr.</i>).</p> <p>ACCIDENT du pont sur le Tay, (Angleterre), XIX, 446; XX, 439, (<i>Chr.</i>).</p> <p>ACCIDENTS :
 Sur les chemins de fer allemands, XII, 173; XVIII, 336. — Anglais XII, 174; XIII, 252, 399, 551; XVIII, 336. — Américains, XIII,</p> | <p>547. — Suisses, XIII, 258; XVIII, 336.
 — dans les terrains argileux et constitution des terres: Mémoire par M. R. Lefebvre, XVI, 390.</p> <p>ACIER et FER: Note par M. Gruner sur le vrai sens de ces mots, XIII, 505 à 508.</p> <p>ACIER doux (essais et expériences sur l'), XVIII, 335 (<i>Chr.</i>).</p> <p>AGRANDISSEMENT du réservoir de Panthier (canal de Bourgogne). Note par M. Bazin, XX, 241.</p> <p>AIR comprimé (locomotive à), XI, 547 (<i>Chr.</i>).</p> <p>AIGUILLES de chemins de fer, XI, 150.
 — de Cléopâtre, à Londres, XVII, 64 (<i>Chr.</i>).</p> |
|--|---|

ALBERT BRIDGE, XI, 9.

ALBUM de statistique graphique de 1879, publié par le ministère des travaux publics : Note par M. Cheysson, XVIII, 261 (*Chr.*).

ALEXANDRE. Voir la table par noms d'auteurs.

ALGÉRIE (travaux de colonisation en). Note de MM. Mille père et fils, XIII, 155 à 183.

— Conditions naturelles, 155. —
Système de colonisation, 163. —
Travaux publics, 170.

ALIMENTATION en eau du fort St-Michel : Notice par M. Picard, XI, 33 à 66.

— des villes (quelques propriétés physiques des eaux considérées au point de vue de l'), XII, 312 (*Chr.*).

— en eau des agglomérations de l'arrondissement de Lille : Mémoire par M. Menche de Loigne, XV, 371.

— de Paris : eaux XVI, 645 (*Chr.*)

ALLARD (E). Médaille d'or de 600 fr. pour son Mémoire sur l'intensité et la portée des phares, XVI, 457. Voir la table par noms d'auteurs.

ALLEMAGNE. L'union (*Verein*) des chemins de fer, XVIII, 132 (*Chr.*)

— Note sur le Chemin de fer à voie étroite d'Ocholt à Westerstede, par M. Baum, XVIII, 196.

ALLUVIONS (propriété des), XI, 241

AMÉLIORATION de la traction sur les canaux de l'Etat de New-York : Note de M. Lavoinne, XIV, 72.

— de l'entrée de Eagle Harbour (lac supérieur), XIV, 665 (*Chr.*).

— de la Dombes : Notice de M. Radoult de Lafosse, XVII, 155.

AMÉRIQUE (conférence faite sur les travaux publics d'), par M. Malézieux, XVI, 458.

ANGLETERRE (mission en). Notes recueillies par MM. Poulet et Luneau, élèves ingénieurs. Analyse et extraits par M. Gariel, XI, 5 à 32 et 150 à 177.

— Rapport d'une commission spéciale sur les accidents de chemins de fer, XIII, 551 (*Chr.*).

— (expériences faites sur les freins à grande puissance en) : Notice de M. Ach. Bazaine, XV, 117.

— travaux de dérochement exécutés sur la Tees, XVII, 277.

— Recherches expérimentales sur 3 questions mises à l'étude par la Société des « *Mechanical Engineers* » XVII, 328 (*Chr.*).

— (chemins de fer d'). Note sur les rapports de l'Etat avec les compagnies, par M. Cavaignac, XVIII, 106; XX, 88.

ANNALES DES PONTS ET CHAUSSÉES, (articles insérés dans les) : conditions stipulées au profit des auteurs, XV, 116.

— (traité pour la publication des) XX, 465 à 477.

ANVERS (gare d'). Installations d'appareils hydrauliques, XII, 205.

— (port d') et ESCAUT MARITIME : Notice par M. Quinette de Rochemont, XV, 7,

APPAREILS hydrauliques de manutention installés à la gare d'Anvers : extrait d'un rapport adressé à la compagnie du chemin de fer du Nord, par M. Sartiaux, XII, 205 à 218.

Description sommaire des installations faites à Anvers, 206.

— Examen de la valeur des installations hydrauliques, 209.

- Prix de revient de la manutention avec les grues hydrauliques, 212. — Causes de l'élévation des prix de revient de la manutention par les grues hydrauliques, 214. — Comparaison des dépenses de la gare d'Anvers avec celles de la gare de la Chapelle, 215. — Conclusion, 215.
- employé dans un ancien pont biais situé à Bonneval (Eure-et-Loire) : Notice par M. Mazoyer, XIII, 482 à 493.
- d'enclenchement et signaux en usage, pour la protection des bifurcations : Rapport de M. Heurteau, XX, 397.
- destiné à mesurer directement le travail du fer : Note de M. Dupuy, XIV, 381.
- de contrôle du fonctionnement des aiguilles de changements de voie manœuvrées à distance, XIV, 128 (*Chr.*).
- APPAREILS A VAPEUR** (accidents arrivés dans l'emploi des) pendant les années 1873, XV, 232 ; 1874, 1875, 1876, XVI, 320 et 1877, XVI, 632.
- opérations de l'association belge pour leur surveillance en 1873 et 1874, XII, 293.
- associations alsacienne : Note de M. Clérault, ingénieur des mines, XIII, 56 à 65.
- AQUEDUCS SIPHONS** du canal du Verdon : Notice de M. de Tournadre, XII, 450.
- ARCS CIRCULAIRES** (influence de la position des tirants sur la résistance des) : Note de M. Brune, XIV, 105.
- ARMSTRONG**, XI, 163.
- ARON**. Voir la table par noms d'auteurs.
- ASHTABULA** (accident arrivé au pont d'), XIII, 547 (*Chr.*).
- ASPHALTE** (état actuel de l'industrie de l') : Note par M. Léon Malo, XVIII, 267. Note rectificative XX, 428 (*Chr.*).
- ASSAINISSEMENT** :
 - de Berlin. Règlements et travaux : Note par M. Mille, XI, 501 à 514.
 - des Halles centrales de Paris. Rapport à M. le préfet de la Seine sur les travaux de la commission chargée d'examiner les questions qui se rattachent à cet assainissement XI, 553 à 662.
 - et mise en valeur des Landes de Gascogne : Mémoire de M. Chambrelent, XVI, 157. (Voir la table des matières, XVI, 239.
 - et distribution d'eau de Buenos Ayres, XVI, 248 (*Chr.*).
 - de Memphis (Etats-Unis) : Note par M. Lavoinne, XX, 561 (*Chr.*)
- ASSOCIATION** alsacienne des propriétaires d'appareils à vapeur : Note de M. Clérault, XIII, 56.
- AUCOC**. Voir la table par noms d'auteurs.
- AURELIO LASTARRIA**. Voir réservoirs du Rio-Rimac, XIII, 215 (*Chr.*).
- AUSTRALIE** (les chemins de fer en) XVI, 143, (*Chr.*) ; XX, 75 (*Chr.*).
- AUTRICHE - HONGRIE**, (renseignements statistiques sur les voies de communication en), XVI, 251 (*Chr.*).
- AVELING et PORTER**, XI, 6.

B

- BAC** à vapeur sur le lac de Constance, XI 633.
- du détroit de Carquinez (États-Unis), XVII, 428 (*Chr.*).
 - pour le transport des trains de chemin de fer, XX, 442 (*Chr.*).
- BAIE DE SAINT-JEAN DE LUZ.** Étude par M. Bouquet de la Grye, ingénieur hydrographe de la marine, XI, 395 à 458.
- BAIE ST-MICHEL** (endiguement de la) XII, 604 (*Chr.*).
- BANDAGES** de roues (renseignements sur le chauffage des), XV, 361 (*Chr.*).
- BARFF** (nouveau mode de préservation du fer), XIII 554. (*Chr.*).
- BARLOW**, XI, 17.
- BARRAGES** mobiles à forte chute : Mémoire sur un nouveau système de barrage mobile fermé par des vannes et des fermettes; par M. Boulé, XI 320 à 374.
- Exposé, XI 320.
- Chap. I.** Description générale du barrage à fermettes et vannes et justification des dispositions proposées.
- Chapitre II.** Application au barrage de Port-à-l'Anglais. Expériences.
- de Mérianne sur la Charente : Note de M. Alexandre, XII, 574 à 578.
 - de Saint-Vite; Utilisation de la chute d'eau, pour les épaissements : Note de M. Rouzières, XV, 196 (*Chr.*).
- cintrés en forme de voûte : Note de M. Pelletreau, XVII, 198.
 - Mobiles construits en France pour l'amélioration de la navigation. Renseignements statistiques, XIX, 599 (*Chr.*).
- BARRAND.** Voir la table par noms d'auteurs.
- BARON** (fondation). Attribution de secours aux cantonniers du département de la Seine et de la Ville de Paris, XVII, 151.
- BASSINS DE RADOUB** de Pola (Autriche). Emploi des puits à air comprimé dans les fondations, XVI, 454 (*Chr.*).
- BATARDEAU** en béton dans le port de Marseille (construction d'un) Note par M. Bernard, XIX, 357, (*Chr.*).
- BATEAU-PORTE** de Greenock, XI, 30.
- BATEAU** (appareil élévatoire pour les) XI, 392.
- BATEAU-VANNE** du Danube, XX, 70 (*Chr.*).
- BATHOMÈTRE** de M. Siémens, XIII, 119 (*Chr.*).
- BATIMENT** de la marine à Cherbourg (restauration du) : Notice par M. Clavenad, XX, 1.
- BATTAGE** des pieux et palplanches: Note sur un procédé employé à Honfleur, par M. Widmer, XVIII, 250.

BAUDE. Voir chemins de fer. Relation numérique entre le matériel roulant et le trafic, XIII, 397 (Chr.).

BAUM. Médaille d'or de 300 fr. pour son Etude sur les chemins de fer d'intérêt local, XIX, 151. Voir la table par noms d'auteurs.

BAZAINE (Achille). Voir la table par noms d'auteurs.

BAZIN. Voir la table par noms d'auteurs.

BELGIQUE. Les chemins de fer en 1877. Renseignements statistiques, XVIII, 134, (Chr.); — XX, 75 (Chr.).

BELGRAND et G. **LEMOINE.** Voir la table par noms d'auteurs.

BÉLIER ASPIRATEUR de M. de Caligny pouvant tirer l'eau à toutes les profondeurs : Mémoire de M. Chemin, XVII, 258.

BERLIN (assainissement de) Note de M. Mille, XI, 501.

— (compteurs à eau à), XVII, 66 (Chr.).

— (chemin de fer de ceinture de) XVII, 228 (Chr.).

BERMONT. Voir Dessèchement du lac Fucino.

BERNARD (Ch). Voir la table par noms d'auteurs.

BERTHIER. Voir la table par noms d'auteurs.

BERTHIER (prix), XVII, 231.

BERTIN et de **CALIGNY.** Résumé de leur mémoire sur l'histoire du port de Cherbourg, XVIII, 213 (Chr.).

BÉTANCOURT (de) XI, 103.

BIBLIOGRAPHIE :

(1) Note sur le traité d'hydraulique mathématique et pratique de M. Nazzani ; par M. Ed. Collignon, XII, 611.

(2) Note de M. Ed. Collignon sur les leçons de statique graphique de M. Antonio Favaro, XIII, 557.

(3) Note sur les ponts de l'Amérique du Nord, par M. Comolli, XVI, 640.

(4) Dictionnaire technologique en trois langues. XVII, 321.

BULLETINS BIBLIOGRAPHIQUES :

(1) Ouvrages français, XI, 549; XII, 517; XIII, 153; XIV, 295; XVI, 109; XVII, 68; XVIII, 57; XIX, 59, 601; XX, 445.

(2) Ouvrages anglais, XI, 549; XII, 523; XIV, 295; XV, 201; XVI, 254; XVII, 140; XVIII, 136; XIX, 136, 362, 452; XX, 166, 565.

(3) Ouvrages allemands, XI, 550; XII, 524; XIV, 301; XVI, 255; XVII, 142; XVIII, 138; XIX, 143; XX, 173.

(4) Ouvrages américains, XIV, 298; XIX, 453.

(5) Ouvrages italiens, XI, 551; XII, 526; XIV, 303; XVI, 257; XVII, 143; XVIII, 139; XIX, 145; XX, 176.

(6) Ouvrages suisses, XI, 549, XVI, 642.

(7) Ouvrages espagnols, XV, 204; XIX, 145.

(8) Ouvrages russes, XII, XI, 551; 529; XVI, 259.

BIOGRAPHIE :

— Notice sur M. J. Callon, par M. Jacquin; Note analytique par M. Malézieux, XI, 105.

— Notice sur la vie et les travaux de M. de Franqueville, par M. Jacquin, XIII, 261 à 359. [Voir

BIOGRAPHIE (*suite*) :

- la table des matières, XIII, 357]
- Notice sur M. Kolb, par M. Martin, XIII, 7 à 20.
 - Notice sur M. Ch. le Joindre par M. Petsche, XIV, 305.
 - Notice sur M. Homberg, par M. H. Rousselle, XV, 363.
 - Mention d'une notice de M. Fargue sur M. Ernest Cézanne, XVI, 253.
 - Notice sur le commandeur et sénateur Lombardini, XVII, 219 à 221.

BLACKHILL (plan incliné de) sur le canal de Monkland (Écosse).
Note de M. Cartault, XIII, 361.

BLAVIER et Brossard de Corbigny, XIV, 374.

BLOCK-SYSTEM (réalisation du) par l'emploi des électro-sémaphores
Note de M. Clérault, XIV, 197.

- Appareils destinés à assurer la sécurité sur les lignes à double et à simple voie : Note par M. Sartiaux, XIV, 329.

BLOCH (R). Voir la table par noms d'auteurs.

BLYTHE. Nouveau mode de conservation des bois, XIV, 544 (*Chr.*)

BOARD OF TRADE. Voir chaudières à vapeur.

BOILEAU. Théorie et formules concernant l'action retardatrice des parois des courants liquides, XVII, 135 (*Chr.*).

BOIS (conservation des) par l'injection au tannate de fer ; Note de M. Boris, XIII, 198 à 201.

- de chêne (durcissement dans l'eau du) : Note de M. Charié-Marsaines, XIII, 509.

- (procédé de préparation des) par le système John Blythe, XIV, 544 (*Chr.*).

- de charpente (recherches sur la force des) XIV, 666 (*Chr.*).

- de Green-Heart de la Guyane anglaise : Note de M. Voisin-Bey XVII, 95.

- des États-Unis d'Amérique : Note de M. de Lagrené, XVII, 73.

BOLLÉE, voiture à vapeur, XI, 388.

BÖMCHES (Fr.). Résumé de son mémoire sur l'exposition du ministère français des travaux publics en 1878, XVIII, 215 (*Chr.*).

BONNEVAL (ancien pont biais de) :
Notice de M. Mazoyer XIII, 482,

BORIS. Voir la table par noms d'auteurs,

BOSRAMIER. Voir la table par noms d'auteurs.

BOUÉE-SIFFLET automobile du système Courtenay : compte rendu des observations faites au Havre par M. Quinette de Rochemont, XVII, 250.

BOULANGIER. Voir la table par noms d'auteurs.

BOULÉ. Médaille d'or de 300 fr. pour son Mémoire sur un nouveau système de barrages mobile fermé par des vannes et des fermettes, XVI, 457. Voir la table par noms d'auteurs.

BOUQUET DE LA GRYE. Voir la table par noms d'auteurs.

BOUREUILLE (de). Voir la table par noms d'auteurs.

BRESSE. Sa nomination comme membre de l'Académie des

- sciences, XX, 157. Voir la table par noms d'auteurs.
- BRETONNIÈRE.** Voir la table par noms d'auteurs.
- BRICKA.** Voir la table par noms d'auteurs.
- BRISSE.** Voir Dessèchement du lac Fucino.
- BRONZAGE** à la vapeur et bronzage à l'air (nouveau mode de préservation du fer par le) : Note de M. Kraft, XVI, 370 (*Chr.*).
- BROSSARD** de Corbigny et Blavier, XIV, 374.
- BROSSELIN** Voir la table par noms d'auteurs.
- BRUNE.** Voir la table par noms d'auteurs.
- BRUNIQUEL** et **PICARD (A.)** Voir la table par noms d'auteurs.
- BUENOS-AYRES** (Distribution d'eau ; assainissement de la ville de), XVI, 248, (*Chr.*).
- (
- CABESTANS** hydrauliques, XI, 163.
- CABLE** aérien transporteur et automateur, servant à l'exploitation du ciment de la porte de France, à Grenoble : Note par M. Gariel, XIII, 390 à 394.
- sans fin (tramways à traction par) de San Francisco : Notice de M. Lavoigne, XIV, 465.
- transporteur. XIV, 373 (*Chr.*).
- transporteurs aériens, XV, 252 (*Chr.*).
- CAILLAUX.** Discours, XI, 99.
- CAISSE DE SECOURS** des anciens canotiers du département de la Seine et de la Ville de Paris, Fondation Baron, XVII, 151.
- CALCULS** de stabilité des poutres métalliques : 2° Note par M. Kleitz, XIII, 21.
- graphique des surfaces de remblai et de déblai de profils en travers : Note par M. Garceau, XIII, 526 à 532.
- CALIGNY (de)** et **BERTIN.** Résumé de leur mémoire sur l'histoire du port de Cherbourg, XVIII, 243 (*Chr.*).
- CALIGNY (de).** Béliet aspirateur : Mémoire de M. Chemin, XVII, 258.
- Etude sur son appareil installé à l'écluse de l'Aubois (canal latéral à la Loire), par M. Vallès, XX, 185.
- CALLON.** Notice biographique par M. Jacquin : Note analytique par M. Malézieux, XI, 105 à 108.
- CANAL DE L'EST.** Note par M. Malézieux, XI, 459 à 472.
- I. Renseignements techniques, 459.
— II. Renseignements financiers, 465. — III. Résumé, 470.
- CANAL** du Verdon (construction de siphons à grand diamètre sur le) : Notice de M. de Tournadre, XII, 450.

CANAL (suite) :

- de SUEZ et les lacs Amers (communication de M. de Lesseps à l'Institut sur le), XII, 225 (*Chr.*)
- DE SUEZ (les courants des marées dans le). XVI, 555 (*Chr.*).
- de Monkland. — Plan Incliné de Blackill ; Note de M. Cartault XIII, 361.

CANAL. Transport de la houille aux États-Unis, XIII, 213 (*Chr.*).

- Siphon de Saint-Paul sur le canal de Verdon, XIII, 370.
- de la Marne au Rhin ; exhaussement du pont de Frouard : Notice par M. A. Picard, XV, 592.
- de la Marne au Rhin. Construction du réservoir de Paroy ; Notice par M. A. Picard, XIX, 86.
- Exhaussement à 2 mètres du mouillage: Mémoire par MM. Picard (A.) et Bruniquel, XIX, 249.
- ERIÉ (nivellement du), XVI, 553 (*Chr.*).
- MARITIME de Gand à Terneuse, XX, 76 (*Chr.*).

SAINT-MARTIN (siphon du), XX, 72 (*Chr.*).

- recherche des dépenses d'eau par infiltration et imbibition dans un :) Note par M. R. Bloch, XX, 66, (*Chr.*).

CANAUX (largeur à leur donner dans les courbes). Note de M. Ch. Mocquery, XX, 118 à 124.

- DE L'ÉTAT DE NEW-YORK (concours ouvert pour l'amélioration de la traction sur les) ; Note de M. Lavoine, XIV, 72.
- Appareil élévatoire pour les bateaux, XI, 392.

CANTONNIERS (attribution des secours aux), fondation Baron, XVII, 151.

CARLIER. Voir la table par noms d'auteurs.

CARLILE (seismographe de M.), XII 606 (*Chr.*).

CARQUINEZ (détroit de). Bac à vapeur, XVII, 428 (*Chr.*).

CARTAULT. Voir la table par noms d'auteurs.

CASTELNAU (double décimètre), XI, 545.

CAVAIGNAC (G). Voir la table par noms d'auteurs.

CENDRE. Voir la table par noms d'auteurs.

CETTOIS (explosion de la chaudière du remorqueur le), XIII, 202.

CÉZANNE (Ernest). Mention d'une notice biographique par M. Fargue, XVI, 253.

CHABAS. Voir la table par noms d'auteurs.

CHALEUR (action de la) sur les ponts métalliques, XI, 548.

CHAMBRELENT. Médaille d'or de 600 fr. pour son Mémoire sur l'assainissement et la mise en valeur des Landes de Gascogne, XIX, 151. Voir la table par noms d'auteurs.

CHAPES employées pour recouvrir les voûtes des ouvrages d'art de la ligne de Rodez à Millau : Note par M. Barrand, XV, 247 (*Chr.*).

CHARGEMENT direct par la drague des wagons placés sur bateaux : Note par M. Gotteland, XIX, 29.

CHARENTE. Barrage de Mérienne, XII, 574.

CHARIÉ-MARSAINES. Voir la table par noms d'auteurs.

CHATELAIN. Voir la table par noms d'auteurs.

CHAUDÈRES A VAPEUR, (instructions données par le *Board of Trade* pour la détermination de la pression dans les), XI, 627.

— Note sur la corrosion des chaudières par l'acide sulfurique ; Opérations de l'association belge pour la surveillance des appareils à vapeur en 1873 et 1874 XII, 293 à 307.

— Explosions arrivées pendant l'année 1873, XV, 232.

— Explosions survenues à la raffinerie Lebaudy et à bord du remorqueur le Cettois, XIII, 202.

— Explosions survenues :

1° à l'usine de Messempre, XV, 79.

2° dans une filature à Bar-le-Duc, XV, 93.

— (explosion d'une) dans une sucrerie à Carvin : Rapport de M. Duporeq, XIX, 36.

— en Angleterre en 1879 (explosions des), XX, 263 (*Chr.*).

CHAUFFAGE DES VOITURES de chemins de fer (études de M. L. Regray) : Note analytique par M. Aron, XIII, 128 à 153.

Chauffage à la vapeur, 129.

— Chauffage au gaz, 133. — Observations sur les systèmes de chauffage qui nécessitent la jonction des voitures, 134. — Poêles, 135. — Appareils à air chaud, 136. — Appareils à combustibles agglomérés, 138.

— Appareils à circulation d'eau, 140. — Chauffeferettes mobiles, 145. — Évaluation des dépenses des divers systèmes, 147. — Observations sur les divers systèmes de chauffage

comportant des appareils distincts par voiture, 148.

— des villes au moyen de la vapeur, XVII, 427 (*Chr.*).

CHAUSSEES empierrées (chlorurage des) XII, 601 (*Chr.*).

— d'empierrement (usure des) : Note de M. Tarbé de Saint-Hardouin, XIII, 219.

— pavées et empierrées de Paris (entretien des), XIV, 291 (*Chr.*)

— (Cylindrage des) par le cylindre compresseur mouillé, XIII, 125.

— de Paris, rapport sur le projet de budget de leur entretien en 1878, par M. Graeff, XVI, 153.

CHEFDEBIEN. Note sur un moyen d'augmenter le débit des sources, XIV, 545 (*Chr.*).

CHEMIN. Voir la table par noms d'auteurs.

CHEMINS DE fer :

1° Construction.

(1) — Voir Aiguilles.

(2) — Wagons-lits, XI, 386.

(3) — Sifflet automoteur, 497.

(4) — secondaires de Valkany à Perjamos et de Vojtek à Bogsan (Hongrie). Notice sur la constitution et les prix de revient ; par M. Fournier, 626.

(5) — Sur le chauffage des voitures ; par M. Aron, XII, 128.

(6) — Locomotive du système Handyside pour l'exploitation des fortes rampes, 395.

(7) — Les nouveaux wagons Pulmann de la compagnie du Midland-Railway, 498.

(8) — L'accident du pont d'Ashtabula (États-Unis), 547.

(9) — Éclairage par le gaz dans la

CHEMINS DE FER. CONSTRUCTION
(suite).

- traversée du tunnel du mont Cénis, 552.
- (10) — Chemin de fer de Lima à Oroya (Pérou). Traversée du falte, viaduc de Varrugas, 167. — Chemin de fer de l'Erlé, viaduc de Portage, 171.
- (11) — Augmentation de la longueur des rails, 513.
- (12) — Chemin de fer à petit trafic : Note de M. Lechalas, sur les conditions d'établissement, XIV, 602.
- (13) — Manœuvre des freins continus par l'électricité, 371.
- (14) — Expériences sur les freins continus, 542.
- (15) — Expériences faites en Angleterre sur l'emploi de systèmes de freins à grande puissance : Notice par M. A. Bazaine, XV, 117.
- (16) — Locomotives, système Compound, XIV, 541.
- (17) — Patinage des roues de locomotives, 542.
- (18) — Construction rapide d'une ligne de chemin de fer « Philadelphia and Atlantic city Railway », XV, 199.
- (19) — Érection rapide d'un pont sur le chemin de fer de Detroit et Milwaukee (États-Unis), 200.
- (20) Ligne de Rodez à Millau : Note de M. Barrand sur l'exécution des chapes employées pour les ouvrages d'art, 247. — Note de M. Vialar sur la construction des voûtes du pont des Quatre-Saisons, 259.
- (21) — Étude sur les chemins de fer des Pays-Bas; par M. Jacquin, 269.
- (22) — Notice sur l'exhaussement du pont de Frouard (chemin de fer de Paris à Strasbourg); par M. Picard, 592.
- (23) — Étude sur les chemins métropolitains de Londres; par M. Huet, XVI, 5 et 531.
- (24) — Étude sur les chemins de fer d'intérêt local; par M. Baum, 489.
- (25) — Les chemins de fer en Australie, 143.
- (26) — Roues de wagons en fonte en coquille, 247.
- (27) — Roues de wagons en papier, 555; XVII, 230.
- (28) — Les chemins de fer de la Nouvelle-Galle du Sud : Note par M. Garlel, 119.
- (29) — Le chemin de fer de ceinture de Berlin, 228.
- (30) Les chemins de fer à voie étroite aux États-Unis, 229.
- Chemins de fer à voie étroite :
- (31) — d'Ocholt à Westerstede, en Allemagne; par M. Baum, XVIII, 196.
- (32) — aux États-Unis, XVII, 229.
- (33) — Le plan incliné de Madison (Indiana); par M. Gariel, XIX, 5.
- (34) — Notice sur les souterrains à voie unique du chemin de fer de Mende à Severac; par M. Séjourné, XVIII, 371.
- (35) — Viaduc de Llandulas (Angleterre), XIX, 131.
- (36) — Construction de chemins de fer aux États-Unis en 1879, 237.
- (37) Note sur les chemins de fer de montagne, et en particulier sur les chemins de fer à crémaillère; par M. Picard, XVIII, 7.
- (38) Méthode expéditive pour l'évaluation approchée des volumes des terrassements et des superficies occupées pour un avant-projet de chemin de fer, de route

- ou de canal; par M. Lalanne, 63.
- (39) Note sur une méthode graphique pour la détermination de la distance moyenne de transport des déblais en remblais dans l'exécution des travaux de terrassement; par M. Lalanne, 77.
- (40) Rapport de M. de Fourcy sur la comparaison faite par M. Ricour, de diverses méthodes employées pour la détermination des aires des profils en travers des emprises et des talus, 95.
- (41) — Un chemin de fer sur la glace, XIX, 361.
- (42) — Accident du pont sur le Tay (Angleterre), 446, XX, 439.
- (43) — Tableaux graphiques pour le calcul des ressorts: Note par M. Lévy-Lambert, 59.
- (44) — Chemin de fer transaharien: Note par M. Choisy, 159.
- (45) — Chemins de fer au Mexique, 265.
- (46) — Bac à vapeur pour le transport des trains de chemins de fer, 442.
- (47) — Note sur les raccordements des courbes avec les alignements droits dans le tracé des chemins de fer; par M. Ch. Dupuy, 544.
- 2° Exploitation.**
- (1) Chemin de fer suisse: Abonnements kilométriques, XI, 499.
- (2) — Exploitation. Voir Résultats économiques.
- (3) — Note sur les sommes déversées par les six grandes compagnies de chemins de fer au profit du nouveau réseau de 1864 à 1875; par M. Aucoc, président de section au conseil d'État, 109 à 114.
- (4) — Concurrence des chemins de fer et des canaux pour le transport de la houille. Un exemple emprunté aux États-Unis d'Amérique: Note par M. E. Pontzen, XII, 213 (*Chr.*).
- (5) Faits relatifs aux communications qui existent à bord des trains sur les chemins de fer anglais, 398 (*Chr.*).
- (6) Les gares de triage pour le classement des wagons de marchandises, 531.
- (7) — Appareils hydrauliques de manutention de la gare d'Anvers, 205.
- (8) — Note de M. Clérault sur l'emploi des électro-sémaphores de MM. Lartigue, Tesse et Prudhomme, pour la réalisation du block-system, XIV, 197.
- (9) Note sur le block-system et sur quelques appareils destinés à assurer la sécurité sur les lignes à double et à simple voie; par M. Sartiaux, 329.
- (10) — Appareil de contrôle du fonctionnement des aiguilles de changements de voie manœuvrées à distance, 127 (*Chr.*).
- (11) — De l'influence des rampes sur les prix de revient des transports en transit par chemin de fer: Note par M. Menche de Loisne, XVII, 283.
- (12) — Éclairage au gaz des wagons, système Pintsch, 329.
- (13) — Wagon pour l'éclairage électrique, XVIII, 132 (*Chr.*).
- (14) Note sur les rapports de l'État avec les compagnies de chemins de fer en Angleterre; par M. G. Cavaignac, 106; 2° article, XX, 88.
- (15) — Sur la limitation de la vitesse eu égard au tracé de la voie, XIX, 233 (*Chr.*).
- (16) — Des longueurs virtuelles d'un tracé de chemins de fer:

CHEMINS DE FER. EXPLOITATION
(suite).

Note par M. Ch. Baum, 455.

- (17) — Rapport sur les divers systèmes de signaux en usage et l'application des appareils d'enclanchement pour la protection des bifurcations; par M. Heurteau, XX, 395.

3^e Statistique.

- (1) — Consommation des rails en France, XI, 634.
 (2) — Consommation des rails en fer et en acier, XV, 445 (Chr.).
 (3) Note sur la situation financière du chemin de fer du Saint-Gothard, par M. Chatoney, XII, 46.
 (4) — Durée des traverses injectées, XIV, 130 (Chr.).
 (5) — Durée comparative des rails de fer et d'acier, XVI, 144 (Chr.).
 (6) — Prix comparés des locomotives en Europe et en Amérique, XV, 250 (Chr.).
 (7) — Nouveaux documents à consulter pour l'évaluation du trafic probable d'un chemin de fer : Note de M. J. Michel, XVII, 53.
 (8) — Les écoles de chemins de fer en Russie, 135.
 (9) — Les chemins de fer aux États-Unis, 429.
 (10) — Les chemins de fer en Belgique en 1877, XVIII, 134 (Chr.).
 (11) — L'Union (Verein) des chemins de fer allemands, 132 (Chr.).
 (12) Note sur le signal avertisseur, système Moreaux, 256.
 (13) Longueurs des réseaux, accidents, transports, recettes, dépenses d'exploitation, matériel roulant, etc. : Allemagne, XI, 546; XII, 173; XIII, 292; XIV, 292; XV, 359; XVIII, 336. —

Angleterre, XI, 239, 546; XII, 174, 512; XIII, 252, 399, 551; XIV, 372; XV, 360; XVIII, 336.
 — Autriche, XII, 226, 511; XIII, 129; XIV, 129. — Australie, XII, 511; XX, 75. — Belgique, XX, 75. — Chine, XII, 512. — États-Unis, XI, 238, XIV, 123. — Italie, XII, 226. — Portugal, XII, 226. — Prusse, XIV, 293. — République Argentine, XIV, 293. — Royaume Uni, XV, 251. — Russie, XI, 239; XII, 226. — Suisse, XI, 546; XIII, 258; XVIII, 336.

— France. Recettes des chemins de fer d'intérêt général, XII, 596; XIV, 122; XVI, 240; XVII, 146, 324; XIX, 442. — d'intérêt local, XVI, 373; XVII, 73; XVIII, 218. — Relation entre le matériel roulant et le trafic des lignes des six grandes compagnies, XIII, 397.

— Chemins de fer du globe : données diverses, XV, 250.

CHEMINÉES d'usines (redressement des) : Note par M. Renaud, XIII 494 à 496.

CHÈNE (durcissement dans l'eau du bois de) : Note par M. Charé Marsaines, XIII, 509.

CHERBOURG (bâtiment de la marine). Mémoire de M. Clavenad sur les épuisements entrepris pour la restauration de ses fondations, XVII, 28.

— (bâtiment de la marine) : Notice de M. Clavenad sur la restauration des fondations, XX, 1.

— (histoire du port de). Résumé du mémoire de MM. de Caligny et Bertin, XVIII, 213.

CHEYSSON. Voir la table par noms d'auteurs.

- CHLORURAGE** des chaussées empierrées, XII, 601 (*Chr.*).
- CHLORURE** de sodium (emploi du) pour le déglacage des voies publiques en temps de gelée : Noté par M. d'Ussel, XX, 553.
- CHOISY.** Voir la table par noms d'auteurs.
- CHORON.** Médaille d'or de 300 francs pour sa notice sur le calcul des mouvements fléchissants et des flèches dans les poutres droites métalliques à plusieurs travées, XIII, 5.
- CHOTTS tunisiens** (exploration des), XII, 309 (*Chr.*).
- CHRISTOPHE.** Voir la table par noms d'auteurs.
- CHUTE D'EAU** d'un barrage utilisé pour des épuisements, XV, 196 (*Chr.*).
- CINCINNATI** (service des eaux à), XVII, 429 (*Chr.*).
- CLAIX** (construction du pont de) : Notice de M. Cendre, XVII, 5.
- CLAVENAD.** Voir la table par noms d'auteurs.
- CLERVAL** (élargissement du pont de) : Note de M. Vernis, XII, 587.
- CLÉRAULT.** Voir la table par noms d'auteurs.
- COLLE,** Voir Décorations.
- COLLIGNON** (Prix Dalmont décerné à M.) pour 1879, XIX, 441. Voir la table par noms d'auteurs.
- COLMATAGE** dans la vallée du Rhin, (Suisse), XII, 310 (*Chr.*).
- COLONISATION** en Algérie (travaux de). Note de MM. Mille, XIII, 155.
- COMBLE** de la station de Saint-Pancrace, XI, 17.
- COMMISSIONS** spéciales prévues dans la loi du 16 septembre 1807. Note de M. Schlemmer, XII, 470 à 510.
— en matière de plus-value (Jurisdiction des) : Lettre de M. Aucoq à M. Schlemmer, XIII, 219.
- COMPÉTENCE.** Voir Commissions spéciales.
- COMPOUND** (locomotives du système), XIV, 541 (*Chr.*).
- COMPTAGE AMBULANT** Voir Recensement de la circulation sur les routes.
- COMPTEUR** des pertes dans les distributions d'eau : Note de M. Debaue, XII, 191.
— à eau à Berlin, XVII, 66 (*Chr.*).
- CONCURRENCE** des chemins de fer et des canaux pour le transport de la houille. — Un exemple emprunté aux États-Unis d'Amérique : Note de M. E. Pontzen, XIII, 213 (*Chr.*).
- CONDUITE** d'eau sous pression à Manchester, XIV, 463 (*Chr.*).
— (les pertes dans les), XVI, 643 (*Chr.*).
- CONSERVATION** des bois par l'injection au tannate de fer : Note de M. Boris, XIII, 198.
- CONSUMMATION** des rails en France en 1875, XI, 634.
— et pertes dans les distributions d'eau : Mémoire de M. James Harlow, traduit par M. Gariel, XV, 168.
- CONSOLIDATION** de remblais, XI, 236.
- CONSTANCE** (lac de) Bac à vapeur, XI, 633 (*Chr.*).

CONSTANTINOPLE (tramways de) : Renseignements statistiques, XIV, 294 (*Chr.*).

CONSTRUCTION des voûtes byzantines sans cintrage, XII, 439.

— des chemins de fer secondaires de la Hongrie. Prix de revlent, XI, 603.

CORROSION des chaudières à vapeur par l'acide sulfurique, XII, 293.

CORLISS (machine à détente variable de M.) : Notice par M. Résal, XII, 177.

COUPOLES byzantines (construction des), XII, 445.

COURS d'eau navigables. Voir délimitation.

COURS D'EAU. Crue de la Seine en 1876, XIII, 435.

— Relèvement d'un navire coulé dans la Loire, XIII, 186.

— Jaugeage par l'hydrodynamomètre, XIII, 466.

— Moulinet de Woltmann, XIII, 236.

— (Jaugeage des) : Note sur le dynamomètre hydraulique, par M. de Perrodil, XIX, 11.

COURANTS de circulation (principes à suivre dans le tracé des voies nouvelles de transport destinés à desservir les) : Étude par M. Parandier, XIX, 367.

— de marée dans le canal de Suez XVI, 555 (*Chr.*).

COURTENAY (Bouée sifflet du système), expérimentée au Havre. Compte rendu de M. Quinette de Rochemont, XVII, 250.

CRÉDIT d'entretien des routes nationales pour 1879. Rapport de la Commission sur la répartition XVII, 299. — Notes à l'appui de rapport, XVII, 307.

CRUES des rivières. Note de M. Kleitz, sur la théorie du mouvement non permanent des liquides, XIV, 133.

— de la Seine en mars 1876: Étude par MM. Belgrand et G. Lemoine, XIII, 435.

CUNQ. Voir la table par noms d'auteurs.

CYANOFEU, papier pour la reproduction des dessins, plans, etc., XVII, 138 (*Chr.*).

CYLINDRES, sphères et plaques circulaires; leur résistance. Mémoire de M. Brune, XII, 227.

CYLINDRE COMPRESSEUR mouillé : Notes sur son emploi par M. Bosramier, conducteur des p. et ch., XIII, 125 à 127 (*Chr.*).

Cylindrage des chaussées au moment du dégel, XIII, 125.

— des rechargements, XIII, 126.

D

DAGUENET. Voir la table par noms d'auteurs.

DALMONT (prix) décerné à M. Ribaucour, XVII, 426. — à M. Collignon, XIX, 441.

DANUBE (bateau vanne du), XX, 70 (*Chr.*).

DARTEIN (de). Voir la table par noms d'auteurs.

DARCEL. Mention honorable pour

- son mémoire sur l'éclairage des villes, XIX, 151. Voir la table par noms d'auteurs.
- DEACON.** Distribution d'eau de Liverpool; compteur d'eau, XII, 191.
- DEBAUVE.** Voir la table par noms d'auteurs.
- DÉBIT** de sources (augmentation du): analyse d'une note de M. Chesdebien, XIV, 545 (*Chr.*).
- DÉBLAI** et **REMBLAI** (calcul graphique des surfaces des): Note de M. Garceau, XIII, 526.
- DÉCIMÈTRE** (double), perfectionnement, XI, 545.
- DÉCINTREMENT** à galets des voûtes; système pouvant fonctionner dans l'eau: Note de M. Henry, XIX, 33.
- DÉCLIC** (vanne automotrice à), XIII, 497 (*Chr.*).
- DECEUR.** Médaille d'or de 300 francs pour son mémoire sur de nouveaux types de turbines et de pompes centrifuges, XVIII, 5. Voir la table par noms d'auteurs.
- DÉCORATIONS:** Décret du Président de la République nommant chevalier de la légion d'honneur M. Hans, ing. des p. et ch. de Belgique, XIII, 119 (*Chr.*).
- Arrêté de S. M. le roi des Belges nommant chevalier de l'Ordre de Léopold M. Colle, ing. en chef des p. et ch. de France, XIII, 119 (*Chr.*).
- DÉFORMATION** des cylindres, des sphères et des plaques circulaires, XII, 227.
- DE FOURCY.** Voir la table par noms d'auteurs.
- DÉGEL** de la dynamite. Note de M. Strohl, XVIII, 52.
- DÉGLAÇAGE** des voies publiques en temps de gelée au moyen du chlorure de sodium: Note par M. d'Ussel, XX, 553.
- DÉLIMITATION** des cours d'eau navigables: Note par M. Malézieux, XI, 67 à 70, — des fies, XI, 315.
- DEMONT.** Note sur les résultats obtenus par le liquide désinfectant de MM. Rousseau, XI, 598.
- DÉPENSES D'EAU** par infiltration et imbibition dans un canal après un changement de sa section mouillée: Note par M. R. Bloch XX, 66.
- DÉROCHEMENT** exécuté sur la Tees (Angleterre), XVII, 277.
- DÉSINFECTION.** Voir assainissement des Halles Centrales.
- DESSÈCHEMENT** DU LAC FUCINO. Mémoire par M. Alf. Durand-Claye, XV, 205.
- § 1. Le lac Fucino. Conditions physiques, XV, 205. — § 2. Historique, XV, 208. — § 3. Émissaire moderne, XV, 213. — § 4. Travaux dans le lac desséché, XV, 223. — § 5. Résultats et dépenses, XV, 229.
- DESSINS** plans etc., (papier Cyanofor pour la reproduction des) XVII, 138 (*Chr.*).
- DÉTERMINATION** graphique des moments fléchissants qui se produisent dans une poutre à deux appuis simples, pendant le passage d'un convoi de poids isolés circulant très lentement: Note de M. Bresse, XIV, 320.
- DÉTROIT** (Michigan). Renseignements statistiques sur les tra-

DÉTROIT (suite):

- vauz municipaux, XIV, 431 (*Chr.*).
 — de Carquinez (États-Unis), Bac à vapeur, XVII, 428 (*Chr.*).

DÉVERSOIR. Voir chemins de fer français.

DICTIONNAIRE technologique en trois langues : Note bibliographique XVII, 321.

DIGUE de réservoir (rupture d'une), XI, 389.

DISQUE (système Moreaux), XVIII, 256.

DISTRIBUTIONS D'EAU :

(1) (de la suppression des pertes dans les) : Note par M. Debaue, XII, 191 à 204. — Des pertes dans les distributions d'eau, 191. — Compteur des pertes employé à Liverpool, 193. — Usage du compteur des pertes, 196. — Résultats obtenus à Liverpool, 199. — Comparaison entre le service constant et le service intermittent, 201.

(2) — (consommation et pertes dans les) : Mémoire de M. James Harlow traduit par M. Gariel, XV, 468.

(3) — dans l'arrondissement de Lille : Mémoire de M. Menche de Loisne, XV, 371.

(4) — à Turin, XIV, 461 (*Chr.*).

(5) — Paris, XVI, 645, Wiesbaden XVI, 643 (*Chr.*).

— de la pluie dans les Pyrénées en 1875 : Note de M. Michellier, XVII, 233.

DOMBES (travaux d'amélioration de la) : Notice de M. Radoult de Lafosse, XVII, 155.

DOURO (construction d'un pont sur le), XV, 401 (*Chr.*).

DOUSSOT. Voir la table par noms d'auteurs.

DRAGAGES (chargement direct par la drague des wagons) : Note de M. Gotteland, XIX, 29.

— Notice par M. Lavoinne, sur les divers procédés employés dans les ports de l'Amérique du Nord, XIX, 161.

— de la rade de Port-Saïd, XI, 233.

DU BOYS. Voir la table par noms d'auteurs.

DUNA (Pont de Riga sur la), XI, 499.

DUPUY. Médaille d'or de 300 francs pour sa note sur un appareil destiné à mesurer le travail du fer, XVIII, 5. Voir la table par noms d'auteurs.

DURANCE (endiguements de la), XI, 518,

DURAND-CLAYE [(Alfred). Voir la table par noms d'auteurs.

DURAND-CLAYE (Léon). Voir la table par noms d'auteurs.

DURAND-CLAYE (Léon et Alfred). Voir la table par noms d'auteurs.

DUPORCQ. Voir la table par noms d'auteurs.

DURCISSEMENT du bois de chêne dans l'eau : Note par M. Charié-Marsaines, XIII, 509.

DYNAMITE :

(1) — Son emploi dans les travaux de roctage, XI, 235.

(2) — (procédé du bain-marie pour dégeler la) : Note de M. Strohl, XVIII, 52.

(3) — gelée (emploi de la) : Note par M. G. Lebon, XX, 317.

DYNAMOMÈTRE hydraulique : Note de M. de Perrodil sur cet instrument, XIX, 11.

E

- EADS (Cap.)** Voir amélioration de la passe sud du Mississipi.
- EAGLE HARBOUR** (travaux d'amélioration de l'entrée de), XIV, 665 (*Chr.*)
- EAU :**
- (1) — tombée et recueillie pendant les plus fortes averses de 1860 à 1876, XIII, 502 (*Chr.*).
 - (2) — d'égout de la ville de Reims : Rapport d'une Commission sur un nouveau procédé d'épuration XIV, 621.
 - (3) — d'égout (état de la question des) en France et à l'étranger : Note de M. Alf. Durand-Claye, XV, 187 (*Chr.*).
 - (4) — (distribution d') à Turin, XIV, 461 (*Chr.*).
 - (5) — (distribution d') et assainissement de la ville de Buenos-Ayres, XVI, 248 (*Chr.*).
 - (6) — (alimentation en) des agglomérations de l'arrondissement de Lille. Mémoire par M. Menche de Loisne, XV, 371.
 - (7) — (alimentation de Paris), XVI, 645 (*Chr.*).
 - (8) — (consommation et pertes dans les distributions d') : Mémoire de M. James Harlow traduit par M. Gariel, XV, 168.
 - (9) — Les pertes dans les conduites d'), XVI, 643 (*Chr.*).
 - (10) — (filtration des) au moyen du fer en éponge, XX, 261 (*Chr.*).
 - (11) — (propriétés physiques des) XII, 312 (*Chr.*).
 - (12) — du lac Léman (règlement des), XIV, 462 (*Chr.*).
 - (13) — (conduite d') sous pression à Manchester, XIV, 463 (*Chr.*).
 - (14) — (service des) à Londres, XIV, 546 (*Chr.*).
 - (15) — du Danube et de l'Aach, XV, 361.
 - (16) — courantes (détermination de la quantité de vase contenue dans les) XV, 104 (*Chr.*).
 - (17) — (compteurs à) à Berlin, XVII, 66 (*Chr.*).
 - (18) — à Cincinnati (le service des), XVII, 328 (*Chr.*).
 - (19) — sous pression comme force motrice (emploi de l') XVII, 137, (*Chr.*).
 - (20) — souterraines (température des), XIX, 235 (*Chr.*).
 - (21) — courantes. Étude de questions relatives à la partie supérieure du bassin de la Saône, par M. Ch. Mocquery, XVIII, 219.
- ÉCLAIRAGE** électrique et machines magnéto-électriques de M. Gramme : Note par M. Malézieux, XII 119 à 166.
- § 1. Production de la lumière électrique, XII, 120. — § 2. Essais, expériences, applications faites de la lumière électrique, 132. — § 3. Comparaison de l'éclairage électrique et de l'éclairage au gaz, 146. § 4. Conclusions, XII, 161.
- (2). — électrique, XV, 256 (*Chr.*).
 - (3). — électrique (wagon pour l'), XVIII, 132 (*Chr.*).

- ÉCLAIRAGE** des villes : Mémoire par M. Darcel, XV, 449.
- Considérations générales**, 450. — Fabrication du gaz, 457. — Prix de revient du gaz, 515. — Résumé, 529. — Pièces annexes, documents administratifs divers, 531.
- des trains par le gaz, dans le tunnel du Mont-Cenis, XIII, 552 (*Chr.*).
- au gaz des wagons (système Pintsch), XVII, 329 (*Chr.*).
- de la ville de Munich (prix des différents modes d'), XVII, 137 (*Chr.*).
- ECLUSES** mobiles, XI, 392:
- DUQUESNE dans le port de Dieppe (réparation du radier de l'). Note par M. Alexandre, XX, 46.
- ÉCOLE** des ponts et chaussées. Prix *Berthier* et prix *Reynaud* décernés à M. Volontat, XVII, 426.
- Allocution prononcée à l'ouverture des cours, par M. Tarbé de Saint-Hardouin, XIX, 56, (*Chr.*).
- Classement et prix annuellement décernés (*Voir* la 2^e table quin-quennale des lois, décrets, etc.)
- ÉCOLES** de chemins de fer en Russie XVII, 135 (*Chr.*).
- ÉCUEILS** (enlèvement d') formés par des navires à l'embouchure de la Loire : Rapport de M. le capitaine d'artillerie de marine Kunkler à M. le Ministre des travaux publics, XIII, 186.
- EFFORTS** tranchants. *Voir* moments de flexion.
- EGOUT** (état de la question des eaux d') en France et à l'étranger : Note de M. Alf. Durand-Claye, XV, 187 (*Chr.*).
- (eaux d') *Voir* assainissement de Berlin.
- ELARGISSEMENT** des anciens ponts par encorbellement : Note de M. Ch. Bernard, XIV, 453.
- des anciens ponts par encorbellement : Note par M. Vernis, XII, 579 à 590. — Pont de Seurre (sur la Saône), 580. — Pont de Clerval (sur le Doubs), 587.
- ELBE** et la **SAALE** (remorquage par chaîne noyée sur l'), XV, 199 (*Chr.*).
- ELBEUF** (orage du 5 juin 1873 à), XII, 515 (*Chr.*).
- ELECTRICITÉ**. *Voir* sifflet automoteur.
- (manœuvre des freins dans les trains en marche par l'), XIV, 371 (*Chr.*).
- ELECTRO-SÉMAPHORES** (emploi des) pour la réalisation du Block-system; par M. Clérault, XIV, 197.
- EMMERY DE SEPTFONTAINES**. Paroles prononcées sur sa tombe par M. Lalanne, XVIII, 101.
- EMPIERREMENTS** des chaussées, (usure des) : Note de M. Tarbé de Saint-Hardouin, XII, 226.
- ENCORBELLEMENT** (élargissement des anciens ponts de Seurre et de Clerval par) : Note de M. Vernis, XII, 579.
- ENDIGUEMENTS** de la Durance dans le département de Vaucluse. Étude par M. Hardy, XI, 518 à 538.
- de la baie de Saint-Michel, XII, 604 (*Chr.*).
- ENFONCEMENT** de pieux tubulaires, XVII, 428 (*Chr.*).
- ENGERTH**. *Voir* bateau-vanne du Danube.
- ENLÈVEMENT** d'écueils formés par le navire le *Nada* à l'embou-

- chure de la Loire : Rapport de M. Kunkler, XIII, 186.
- de roches sous-marines dans le chenal de Hell-Gate (New-York); explosion du 24 septembre 1876, à Hallett's Point : Note par M. Gariel, XIII, 248 à 251 (*Chr.*).
- ENTRETIEN du pavé de Paris, XIV, 291 (*Chr.*).
- ÉPUISEMENTS pour la restauration du bâtiment de la marine à Cherbourg : Mémoire de M. Clavenad, XVII, 28.
- ERDRE (rivière de l') : Notice de M. Dupuy sur la construction du viaduc, XVII, 331.
- ERECTION de l'aiguille de Cléopâtre à Londres, XVII, 64 (*Chr.*).
- ERIÉ (canal) nivellement par M. Searles, XVI, 553 (*Chr.*).
- ERISMANN. Renseignements sur le prix des différents modes d'éclairage expérimentés à Munich, XVII, 137 (*Chr.*).
- EROSIONS dans la baie de Saint-Jean de Luz, XI, 423.
- ESCAUT MARITIME ET PORT D'ANVERS : Notice par M. Quinette de Rochemont, XV, 7.
- ESPAGNE (Note sur les irrigations en) par M. Llauro, XVI, 613.
- EST (canal de l'), XI, 459.
- ÉTATS-UNIS d'Amérique (conférence faite sur les travaux publics des) par M. Malézieux, XVI, 458.
- (bois des) : Note par M. de Lagrené, XVII, 73.
- Le service des eaux à Cincinnati, XVII, 328 (*Chr.*).
- Note sur le pont suspendu de Pittsburg [Point-Bridge] ; par M. Gariel, XVIII, 323,
- Concurrence des chemins de fer et des canaux pour le transport de la houille : Note de M. E. Pontzen, XIII, 213. — Accidents d'Ashtabula, XIII, 547 (*Chr.*).
- (les chemins de fer à voie étroite aux), XVII, 229 (*Chr.*).
- les chemins de fer, renseignements statistiques, XVII, 429 et XIX, 237 (*Chr.*).
- EUCALYPTUS et ses applications industrielles : Note de M. Martin (F.), XIV, 411.
- EXHAUSSEMENT à 2 mètres du mouillage du canal de la Marne au Rhin : Mémoire par MM. Alf. Picard et Bruniquel, XIX, 249.
- du pont de Frouard : Notice par M. A. Picard, XV, 592.
- EXPLOITATION du chemin de fer de Perpignan à Prades, résultats économiques, XI, 375.
- EXPLOSIONS des chaudières :
- en Angleterre en 1879, XX, 263.
- d'une chaudière à vapeur dans une sucrerie à Carvin (Pas-de-Calais). Rapport de M. Duporcq, XIX, 36.
- de chaudières à vapeur : à l'usine de Messempré (Ardenne), XV, 79; dans une filature à Barle-Duc, XV, 93.
- d'appareils à vapeur, arrivées pendant les années 1873, XV, 232; 1874, 1875, 1876, XVI, 320 et 1877, XVI, 632.
- EXPOSITION universelle de Philadelphie, XI, 385, 497, 631; Chemin de fer de l'exposition, XIV, 659 (*Chr.*).
- EXPOSITION du ministère des travaux publics en 1878. Résumé du mémoire de M. Bômches, XVIII, 215 (*Chr.*).

F

- FARGUE. Notice biographique sur M. Ernest Cézanne, XVI, 233.
- FARNER et SAXBY, XI, 152.
- FAUTRAT, XII, 516.
- FAVARO. Leçons de statique graphique; bibl., XIII, 557.
- FER (Nouveau mode de préservation du), XIII, 554 (*Chr.*).
— (Préservation du) par le bronzage à la vapeur et le bronzage à l'air: Note par M. Krafft, XVI, 370 (*Chr.*).
— (Appareil pour mesurer le travail du). Note de M. Dupuy, XIV, 381.
- FER et ACIER. Note par M. Gruner sur le vrai sens de ces mots, XIII, 505.
- FERMETTES (Nouveau système de barrage à vannes et), XI, 320.
- FILTRATION des eaux au moyen du fer en éponge, XX, 261 (*Chr.*).
- FINLANDE (Grand duché de). Renseignements statistiques, XVI, 645 (*Chr.*).
- FLAMMES (Intensité lumineuse des). Voir Phares.
- FLEUVES (Hydraulique des), XI, 545.
- FOSAGE des pieux par injection d'eau. Note par MM. Stœcklin et Vétillart, XV, 74.
- FONDATEMENTS du bâtiment des subsistances de la Marine à Cherbourg (Restauration des). Notice par M. Clavenad, XX, 1.
— des grands ponts, XIV, 664, (*Chr.*). — Voir Quais de Glasgow.
- FORCE MOTRICE (Emploi de l'eau sous pression comme), XVII, 437 (*Chr.*).
- FOREL. Voir Selches.
- FOREST et LARTIGUE. Sifflet automoteur, XI, 497.
- FORÊTS de pins (Influence des) sur la quantité de pluie que reçoit une contrée, sur l'état hygrométrique de l'air et sur l'état du sol, XII, 515.
- FORT SAINT-MICHEL (Alimentation en eau du), XI, 33.
- FOUILLES et FONDATIONS d'ouvrages d'art en terrain de sable sur le littoral du département du Nord. Note par M. Plocq, XVI, 373.
- FOURET. Voir la table par noms d'auteurs.
- FOURNIER. Voir la table par noms d'auteurs.
- FRAISSE, XII, 310.
- FRANQUEVILLE (de). Discours prononcés sur sa tombe par MM. Christophe, Ministre des travaux publics; Aucoc; de Boureuil; Kleitz et Lalanne, XII, 315.
— Notice sur sa vie et ses travaux par M. Jacquemin, XIII, 261.
- FREINS CONTINUS (manœuvre par l'électricité dans les trains en marche), XIV, 371 (*Chr.*).
- FREINS (expériences sur des) par la C^e du Nord, XIV, 542 (*Chr.*).

FABINS A GRANDE PUISSANCE (expériences faites en Angleterre sur les). Notice de M. Ach. Bazaine, XV, 117. — Expériences de Newark, 119. — Résultats et interprétation des expériences, 126. — Résumé et conclusions, 143. — Appendice, 151.

FROTTEMENT des tourillons (détermination des coefficients de) XVII, 63 (*Chr.*).

FUSCH. Voir Isthme de Gabès.

FUCINO (Dessèchement du lac). Mémoire de M. Alf. Durand-Claye, XV, 205.

G

GABÈS (Exploration de l'Isthme de), XII, 309 (*Chr.*).

— (Isthme de) et la dépression saharienne. Extrait d'un compte rendu de M. Fuschs, XV, 255 (*Chr.*).

GALLAND. Niveau à manomètre, XII, 312 (*Chr.*).

GARCEAU. Voir la table par noms d'auteurs.

GARE D'ANVERS (Appareils hydrauliques de manutention de la). Extrait d'un rapport de M. Sartiaux à la C^e des chemins de fer du Nord, XII, 205.

GARES de TRIAGE (les) pour le classement des wagons de marchandises, par M. J. Michel XII, 531 à 573.

— Extrait du rapport de la Commission des chemins de fer du Nord de l'Allemagne sur les diverses méthodes de triage des wagons.

— Les triages avec voies de tiroir en pente, 539. — Les triages à l'aide de chariots à vapeur, 550. — Les triages au moyen de plaques tournantes, 553. — Conclusions, 554. — Prix de revient des

opérations de triage dans les gares de la Guillotière, de Portes et de Terrenoire, 558. — Conclusion, 572.

GARIEL. Voir la table par noms d'auteurs.

GAUNIN. Méthode de nivellement rapide, XIX, 236 (*Chr.*).

GAZ (Emploi du) pour l'éclairage des villes, XV, 449.

GÉRARDIN. XII, 312.

GIOVANI Salemi Pace. Mémoire sur l'équilibre des voûtes symétriques et symétriquement chargées, XIX, 134 (*Chr.*).

GISEMENTS actuels de guano au Pérou, XI, 223.

GLACES et débâcle de la Seine en 1879-1880: Note par M. de Préau, XX, 346.

— de la Saône en 1879-1880. Note par M. A. Pasqueau, XX, 368.

GLASGOW (quais de), XI, 168.

GOBERT. Mémoire sur les voûtes en maçonnerie XIX, 132 (*Chr.*).

GOBIN. Rapport sur la voirie municipale de Lyon, XVI, 550.

- GOTTELAND.** Voir la table par noms d'auteurs.
- GOURNERIE** (de la). Voir la table par noms d'auteurs.
- GRAEFF.** Voir la table par noms d'auteurs.
- GREENOCH.** Bateau-porte, XI, 30.
- GRAMME.** Voir machines magnéto-électriques.
- GRAPPINS** automoteurs Toselli, XII, 610 (*Chr.*).
- GRENELLE** (Reconstruction du pont de). Notice de M. Vaudrey, XII, 337.
- GREEN-HEART** (Bois de). XVII, 95.
- GROS** (Marcel). Voir la table par noms d'auteurs.
- GRUE** flottante, XI, 392.
- GRUNER.** Voir la table par noms d'auteurs.
- GUANO** (Gisements actuels de) au Pérou. Note par MM. Léon et Alfred Durand-Claye, XI, 223 à 231.
- GUYANNE ANGLAISE** (Bois de Green-Heart de la). Note de M. Voisin-Bey, XVII, 95.

H

- HALLS** centrales. Voir (assainissement des).
- HALLETS-POINT.** Voir Enlèvement de roches sous-marines dans le chenal de Hell-Gate.
- HANET-CLÉRY.** Voir la table par noms d'auteurs.
- HANDYSIDE** (locomotives du système) pour l'exploitation des fortes rampes, XIII, 395. (*Chr.*)
- HANS.** Voir Décorations.
- HARDY.** Étude sur les endiguements de la Durance, XI, 518.
- HARLOW.** La consommation et les pertes dans les distributions d'eau : Mémoire traduit par M. Gariel, XV, 168.
- HAVRE** (Renseignements sur la voirie urbaine du), XVI, 137. (*Chr.*)
- Bouée sifflet du système Courtenay, XVII, 250.
- HELL-GATE** (Enlèvement de roches sous-marines dans le chenal de) : Note de M. Gariel, XIII, 248. (*Chr.*)
- HENRY.** Voir la table par noms d'auteurs.
- HEURTEAU.** Voir la table par noms d'auteurs.
- HIRSCH.** Médaille d'or de 600 francs pour sa théorie des machines aérothermiques, XIII, 5. Voir la table par noms d'auteurs.
- HOMBERG.** Notice nécrologique par M. H. Rousselle, XV, 363.
- HONGRIE.** Voir chemins de fer secondaires.
- HOUILLE** (concurrence des chemins de fer et des canaux pour le transport de la) : Note de M. E. Pontzen, XIII, 213 (*Chr.*).
- HUERNE.** Voir la table par noms d'auteurs.

HUET. Médaille d'or de 300 francs pour son Etude sur les chemins de fer métropolitains de Londres, XIX, 131. Voir la table par noms d'auteurs.

HUILE (consommation d'). Voir Phares.

HYDRAULIQUE des grands fleuves, XI, 545.

— Théorie du mouvement non permanent des liquides et sur son application à la propagation des crues des rivières : Note de M. Kleitz, XIV, 133.

— (formules et questions diverses d'), XVII, 135. (*Chr.*)

— Emploi de l'eau sous pression comme force motrice, XVII, 137, (*Chr.*)

— Mémoire de M. Chemin sur le nouveau béliet aspirateur de M. de Caligny, XVII, 258.

— Étude du régime du Rhône et de l'action exercée sur un lit à fond de gravier affouil-

lable, par M. du Boys, XVIII, 141.

— Étude de quelques questions relatives aux eaux courantes dans la partie supérieure du bassin de la Saône, par M. Mocquery, XVIII, 219.

— Note sur le tarage de l'hydrodynamomètre hydraulique, par M. de Perrodil, XIX, 11.

— Note sur la construction d'un batardeau en béton dans le port de Marseille, par M. Bernard, XIX, 357, (*Chr.*)

— Note sur un mode de notation et de représentation d'observations hydrométriques, par M. Ch. Ritter, XIX, 579.

HYDROLOGIE. Note sur les quantités d'eau reçues annuellement par le réservoir de Montaubry, par M. Chabas, XVI, 310.

HYDRO-DYNAMOMÈTRE (instrument applicable au jaugeage des eaux): Notice de M. de Perrodil, XIII, 467.

I

ILES. Voir délimitation.

INDE (résultats des irrigations dans l'), XIII, 217. (*Chr.*)

INJECTIONS de mortier clair ou de ciment, XI, 237.

— au tannate de fer pour la conservation des bois : Note de M. Boris, XIII, 198.

— des traverses, XIV, 130. (*Chr.*)

INGÉNIEURS des ponts et chaussées et des mines (Société amicale de secours), XIII, 243; XIV, 457; XVI, 447. (*Chr.*)

— civils des États-Unis à l'Exposition universelle de 1878, XVI, 647. (*Chr.*)

INTENSITÉ et portée des phares. Mémoire de M. Allard, XII, 5.

IRRIGATIONS en Espagne (les) : Note par M. Llaurodo, XVI, 613.

— dans l'Inde (résultats des), XIII, 217, (*Chr.*)

ISTHME de Gabès (exploration de l') et des Chotts tunisiens, XII, 309, (*Chr.*)

ISTHME (suite) :

- et l'extrémité orientale de la dépression saharienne, XV, 255, (Chr.)
- de **SUEZ** : entretien du canal, courants, météorologie, les lacs amers, XII, 225. (Chr.)

ITALIE (dessèchement du lac Fucino en) : Mémoire de M. Alf. Durand-Claye, XV, 205.

- (les marégraphes en), XVI, 643, (Chr.)
- (les tramways en), XX, 266. (Chr.)

J

JACQUIN. Voir la table par noms d'auteurs.

JAUGEAGE des cours d'eau au moyen de l'hydro-dynamomètre : Notices de M. de Perrodil, XIII, 466 ; XIX, 11.

JÉGOU D'HERBELINE. Notice nécro-

logique par M. de la Gournerie, XX, 335.

JURIDICTION des commissions spéciales en matière de plus-value ; Lettre de M. Aucoc à M. Schlemmer, XIII, 219 à 225.

K

KINIPPLE. XI, 32.

KLEITZ. Voir la table par noms d'auteurs.

KOLB. Notice biographique (sur M.) par M. Martin, XIII, 7.

KORTING. Voir Câbles transporteurs aériens.

KRAFFT. Voir la table par noms d'auteurs.

KUNKLER. Voir la table par noms d'auteurs.

KVASSAY (de). Voir la table par noms d'auteurs.

L

LABRY (de). Mention honorable pour son Etude sur les rapports financiers établis pour la construction des chemins de fer entre

l'Etat et les six principales compagnies françaises, XV, 6. Voir la table par noms d'auteurs.

LAC FUCINO (dessèchement du) : Mé-

- moire de M. Alf. Durand-Claye, XV, 205.
- de Constance (bac à vapeur sur le), XI, 633 (*Chr.*).
- Léman (règlement des eaux du), XIV, 462. (*Chr.*)
- LADVOCAT. Renseignements fournis sur la voirie urbaine du Havre, XVI, 137. (*Chr.*)
- LAGEBÉ (de). Voir la table par noms d'auteurs.
- LAITIERS de hauts-fourneaux (utilisation des), XX, 331. (*Chr.*)
- LALANNE. Voir la table par noms d'auteurs.
- LAMPES. Voir Phares.
- LANDES DE GASCogne (assainissement et mise en valeur des); Mémoire. de M. Chambrelent, XVI, 157. (Voir la table des matières, XVI, 239.
- LLANDULAS (reconstruction du viaduc de) sur la rivière de Dulas (Angleterre), XIX, 131. (*Chr.*)
- LANTERNES-RÉVERBÈRES (nouvelles) de Paris, XIII, 121. (*Chr.*)
- LARTIGUE et FOREST. Sifflet automobile, XI, 497.
- LATERRADE. Voir la table par noms d'auteurs.
- LAUSANNE à Échallens (chemins de fer de), abonnements, XI, 499.
- LAVOIRNE. Médaille d'or de 600 fr. pour sa Notice sur la construction du pont Saint-Louis sur le Mississippi, XVIII, 5. Voir la table par noms d'auteurs.
- LLAURADO. Voir la table par noms d'auteurs.
- LEBAUDY (explosion d'une chaudière à vapeur dans la raffinerie de M.), XIII, 202.
- LEBON (G.). Voir la table par noms d'auteurs.
- LECHALAS. Voir la table par noms d'auteurs.
- LEFEBVRE (René). Médaille d'or de 300 francs pour son mémoire sur la constitution des terres et sur les accidents dans les terrains argileux, XIX, 151. Voir la table par noms d'auteurs.
- LE JOINDE (Ch.): Notice biographique par M. Petsche, XIV, 305.
- LELONG (chlorurage des chaussées), XII, 601. (*Chr.*)
- LÉMAN (règlement des eaux du lac), XIV, 462. (*Chr.*)
- LENTILLES. Voir Phares.
- LESSEPS (de). Notes présentées à l'Institut sur le canal de Suez et les lacs amers, XII, 225. (*Chr.*)
- LÉVY (Maurice). Prix Poncelet en 1878 pour l'ensemble de ses travaux sur la mécanique, XVII, 426.
- LÉVY-LAMBERT. Voir la table par noms d'auteurs.
- LILLE (alimentation en eau des agglomérations de l'arrondissement de): Mémoire par M. Menche de Loisne, XV, 371.
- LIMA à Oroya (chemin de fer de), traversée du faite, viaduc de Varugas, XII, 167. (*Chr.*)
- LIQUIDES (mouvement non permanent des). Note sur la théorie et sur son application à la propagation des crues des rivières; par M. Kleitz, XIV, 433.
- LIVERPOOL (distribution d'eau de), XII, 193.
- LOCOMOTIVES :
- (1) A air comprimé, XI, 547.

- (2) (sifflet automoteur pour), XI, 497.
- (3) du système Handyside pour l'exploitation des fortes rampes, XIII, 395. (*Chr.*)
- (4) système Compound, XIV, 541. (*Chr.*)
- (5) (patinage des roues des) : expériences, XIV, 542. (*Chr.*)
- (6) en Europe et en Amérique (prix comparés des), XV, 250, (*Chr.*)
- (7) sans feu (principaux systèmes de) : Notice par M. Lavoigne, XVI, 261.
- (8) jumelles pour l'exploitation d'un tramway en Portugal, XVII, 429. (*Chr.*)
- LOIRE (embouchure de la). Enlèvements d'écueils formés par des navires coulés : rapport de M. le capitaine Kunkler, XIII, 186.
- LOIRE MARITIME (Etude historique sur les travaux de la); par M. Carlier, XVI, 563.
- LOMBARDINI (notice biographique sur) XVII, 219.
- LONDRES (service des eaux à), XIV, 546. (*Chr.*)
- Chemins de fer métropolitains de Londres : étude par M. Huet, XVI, 5. Note rectificative, 631.
- (Aiguille de Cléopâtre à), XVII, 64. (*Chr.*)
- LUNEAU et POULET. Notes recueillies dans une mission en Angleterre (1874), XI, 5 et 150.
- LUYT. Rapport sur l'explosion d'une chaudière à vapeur dans une filature de coton à Bar-le-Duc, XV, 93.
- LYON (voirie municipale de). Renseignements, XVI, 550 (*Chr.*)

M

MACHINES :

- (1) magnéto-électriques de M. Gramme : Note par M. Malézieux, XII, 120.
- (2) à détente variable de M. Corliss : Notice par M. H. Résal, ingénieur des mines, membre de l'Institut, XII, 177 à 190.
- (3) à répandre le sable dans les rues, XX, 332 (*Chr.*).
- (4) de tramways à cylindres combinés, XVIII, 412 (*Chr.*).
- MALÉZIEUX. Deux médailles d'or de 300 francs : 1° pour son rapport de mission sur les chemins de fer anglais, en 1873; 2° pour son mémoire sur les fondations à l'air comprimé, XIII, 5. Voir la table par noms d'auteurs.
- MALO (Léon). Voir la table par noms d'auteurs.
- MALZÉVILLE (abaissement du radier et remplétage des piles du pont de) : Notice de M. A. Picard, XVII, 101.
- MANCHESTER (États-Unis). Établissement d'une conduite d'eau sous pression, XIV, 463 (*Chr.*).
- MANGON (Hervé). Voir la table par noms d'auteurs.
- MANN (colonel). Wagons-lits, XI, 386.

- MANŒUVRE DES FREINS CONTINUS** par l'électricité dans les trains en marche, XIV, 371 (*Chr.*).
- MANOMÈTRE** (niveau à), XII, 312, (*Chr.*).
- MARÉGRAPHES** d'Italie, XVI, 643. (*Chr.*)
- MARTIN** (Félix). Mention honorable pour sa Notice sur l'œuvre d'Adam de Craponne, XIII, 6. Voir la table par noms d'auteurs.
- MATÉRIAUX** (résistance des) à la rupture par flexion et par tension : Note de M. Léon Durand-Claye, XIII, 232.
- (usure des) employés à la construction des chaussées : Note de M. Lavoinne sur des expériences faites à Saint-Louis, XVII, 223. (*Chr.*)
- MATÉRIEL** roulant des chemins de fer anglais, XII, 512 (*Chr.*).
- MAZoyer**. Voir la table par noms d'auteurs.
- MÉDAILLES** décernées aux auteurs des meilleurs mémoires publiés dans les Annales, XIII, 5; XV, 5, XVI, 457; XVIII, 5; XIX, 151.
- MEMPHIS** (travaux d'assainissement de) : Note par M. Lavoinne, XX, 561 (*Chr.*).
- MENCHE DE LOISNE**. Voir la table par noms d'auteurs.
- MENN LEQUIEN**, XIX, 36.
- MENTIONS** honorables décernées à l'occasion des mémoires publiés dans les Annales, XIII, 6; XV, 6; XVI, 457.
- MÉRIENNE** (barrage de) sur la Charente : Note de M. Alexandre, XII, 574.
- MÉTÉOROLOGIE**. Influence des forêts de pins, XII, 515 (*Chr.*).
- Averses de 1860 à 1876, XIII, 502.
- MÉTHODE GRAPHIQUE**. Remarque de M. Kleitz sur un mémoire de M. Lalanne, XIX, 49 (*Chr.*).
- MEXIQUE** (les chemins de fer au), XX, 265 (*Chr.*).
- MEYER**. Les chemins de fer de la Suisse occidentale, 642.
- MICHEL** (J.). Mention honorable pour sa Note sur les gares de triage pour le classement des wagons de marchandises, XVI, 457. Voir la table par noms d'auteurs.
- MICHELIER**. Voir la table par noms d'auteurs.
- MILLE** père et fils. Voir la table par noms d'auteurs.
- MILROY**, XI, 169.
- MIRE** à voyant parlant : Note par M. Berthier, conducteur des p. et ch., XIII, 476 à 481.
- MISSISSIPPI** (amélioration dans la passe sud du), XV, 254 (*Chr.*).
- (pont suspendu sur le), XV, 605 (*Chr.*).
- (reconstruction du pont de Saint-Louis sur le) : Notice de M. Lavoinne, XIV, 5.
- MOCQUERY** (Ch.) Voir la table par noms d'auteurs.
- MOMENTS** de flexion d'une poutre à plusieurs travées solidaires. Détermination graphique par M. Fourret, ancien élève de l'École polytechnique, XI, 473 à 495.
- Exposé, 473. — Chap. I. Méthode de fausse position, 474. — Chap. II. Méthode directe purement graphique, 481. — Chap. III. Application à la détermination

MOMENTS (suite) :

des moments fléchissants sur les appuis d'un pont de 220 mètres à 4 travées, 488. — Chap. IV. Détermination graphique des moments fléchissants et des efforts tranchants aux divers points de chaque travée, 492. — Généralisation, 494.

MONT-CENIS (tunnel du) : éclairage des trains par le gaz, XIII, 552 (*Chr.*).

MONT SAINT-MICHEL (endiguement de la baie du), XII, 604 (*Chr.*).

MONTGOLFIER (de). Médaille d'or de 600 fr. pour sa notice sur les travaux de la conduite d'eau de Saint-Étienne et du réservoir du Furens, XV, 5.

MONTRICHER. Voir Dessèchement du lac Fucino.

MONTAUBRY (réservoir de) : Note sur les quantités d'eau qu'il reçoit annuellement, par M. Chabas, XVI, 310.

MONTÉE d'anguilles (pêche de la) : Note par M. Daguenet, XIX, 359 (*Chr.*).

MOREAUX. Voir la table par noms d'auteurs.

MORTIER COALTARÉ pour l'exécution des chapes, XV, 247.

MOULINET de Woltmann (expériences sur le tarage d'un), XIX, 17.

— Note de M. de Kvassay, ingénieur, hongrois, XIII, 236 à 242.

MOUVEMENT non permanent des liquides (théorie du) : Note de M. Kleitz, XIV, 133.

MURICH (prix des différents modes d'éclairage de la ville de), XVII, 137 (*Chr.*).

MURS qui supportent une poussée d'eau : Mémoires de M. Pelletreau, XII, 356 à 438; XIV, 258 et 480.

N

NADAULT DE BUFFON. Paroles prononcées sur sa tombe par M. Hervé-Mangon, XX, 478.

NAVIRES coulés dans la Loire : rapport de M. Kunkler au ministre des travaux publics sur leur enlèvement, XIII, 186.

NORMAND. Voir la table par noms d'auteurs.

NAZZANI. Traité d'hydraulique mathématique et pratique : notice bibliographique par M. E. Collignon, XII, 611.

Nécrologie.

(1) Discours prononcés sur la tombe de M. de Franqueville par MM. le Ministre des travaux publics. — Aucoc. — de Boureille. — Kleitz. — Lalanne, XII, 315 à 336.

(2) Notice biographique sur M. Kolb, par M. Martin, XIII, 7 à 20.

(3) Notice biographique sur la vie et les travaux de M. de Franqueville, par M. F. Jacqmin, XIII, 261 à 359.

- (4) Notice biographique sur M. Ch. Le Joindre, par M. Petsche, XIV, 305.
- (5) Notice biographique sur M. Homberg, par M. Rousselle, XV, 363.
- (6) Discours prononcé sur la tombe de M. Ch. Noël par M. Raoulx, XVI, 557.
- (7) Notice sur le Commandeur et sénateur Lombardini, XVII, 219.
- (8) Paroles prononcées par M. Lallanne aux funérailles de M. Emery de Sepfontaines, XVIII, 101.
- (9) Notice sur M. Watier, par M. Chambrelent, XIX, 152.
- (10) Paroles prononcées sur la tombe de M. Léonce Reynaud par MM. Lallanne, E. Allard, de Dartain et Pradelle, XIX, 239.
- (11) Paroles prononcées sur la tombe de M. Nadault de Buffon par M. Hervé Mangon, XX, 478.
- NETTOIEMENT** de la voie publique à Paris : Notice de M. Vaissière, XIII, 68.
- NETTOYAGE** des rues dans les villes, XV, 447 (*Chr.*).
- NICE**. Construction des ponts des Phocéens et de Garibaldi : Note de M. Vigan, XII, 253.
- NIAGARA** (pont suspendu du), XIV, 662 (*Chr.*).
- NIVEAU** à manomètre, XII, 312 (*Chr.*).
- NIVELLEMENT** du département du Nord : Notice historique, par M. Raillard, XV, 566.
— du canal Érié, XVI, 553 (*Chr.*).
— expéditif, XIX, 235 (*Chr.*).
- NIVOIT**. Rapport sur l'explosion d'une machine à vapeur dans l'usine de Messempré (Ardennes), XV, 79.
- NOËL** (Ch.). Discours prononcé sur sa tombe par M. Raoulx, XVI, 557.
- NORD** (nivellement du département du) : Notice historique par M. Raillard, XV, 566.
— (département du). Notes sur l'exécution des fouilles et fondations d'ouvrages en terrain de sable, par M. Plocq, XVI, 373.
- NOUVEAUX** types de turbines et de pompes centrifuges : Mémoire par M. Decœur, XIII, 401.
- NOUVELLE GALLE DU SUD** (les chemins de fer de la) : Note par M. Gariel, XVII, 119.

O

- OBSERVATIONS** hydrométriques (mode de notation et de représentation des) : Note de M. Ch. Ritter, XIX, 579.
- ORAGE** (l') du 5 juin 1873 à Elbeuf, XII, 514 (*Chr.*).
- ORDISCH**, XI, 11.
- OTTO** (emploi de la machine) pour les signaux à la mer, XX, 330 (*Chr.*).
- OUVRAGES D'ART** (fouilles et fondations des) en terrain de sable sur le littoral du département du Nord : Note par M. Plocq, XVI, 373.

P

- PAPIER** sensible, dit cyanofer, pour la reproduction des dessins, plans, etc., XVII, 138 (*Chr.*).
- PARANDIER.** Voir la table par noms d'auteurs.
- PARMENTIER** (colonel). Nouvelle formule de quadrature, XI, 634.
- PARIS.** Voir assainissement des halles.
- (nettoiemént de la voie publique à) : Notice de M. Vaissière, XIII, 66.
 - Nouvelles lanternes-réverbères, XIII, 121 (*Chr.*).
 - (entretien du pavé de), XIV, 291 (*Chr.*).
 - Étude d'un réseau de chemins de fer métropolitains ; par M. Huet, XVI, 5 ; note rectificative, XVI, 631.
 - Rapport sur le projet de budget pour l'entretien des chaussées, en 1878 ; par M. Graeff, XVI, 153.
 - Alimentation d'eau, XVI, 645 (*Chr.*).
- PASQUEAU (A).** Voir la table par noms d'auteurs.
- PASSE SUD** du Mississipi (amélioration de la), XV, 254 (*Chr.*).
- PATINAGE** des roues des locomotives, XIV, 542 (*Chr.*).
- PAVÉ** de Paris (entretien du), XIV, 291 (*Chr.*).
- PAYS-BAS** (chemins de fer des) : Étude par M. Albert Jacqumin, XV, 269 à 357.
- PEAUCELLIER**, XI, 540.
- PÊCHE** de la montée d'anguilles. Note par M. Daguene, XIX, 359 (*Chr.*).
- PELLET.** Procédé pour la reproduction des dessins, plans, etc., XVII, 138 (*Chr.*).
- PELLETREAU.** Mention honorable pour son Mémoire sur les murs qui supportent une poussée d'eau, XVI, 457. Médaille d'or de 300 fr. pour un deuxième mémoire sur le même sujet, XVIII, 6. Voir la table par noms d'auteurs.
- PÉRON :**
- (1) — Gisements de guano, XI, 223.
 - (2) — Viaduc métallique de Varrugas, XII, 169 (*Chr.*).
 - (3) — Les réservoirs du Rio-Rimac, XIII, 215 (*Chr.*).
- PERPIGNAN** à Prades (chemins de fer de). Voir Résultats économiques.
- PERRIER**, XI, 521.
- PERRODIL (DE).** Voir la table par noms d'auteurs.
- PERTES** dans les distributions d'eau (suppression des) : Note de M. Debaue, XII, 191.
- et consommations dans les distributions d'eau : Mémoire de M. James Harlow, traduit par M. Gariel, XV, 168.
 - (les) dans la distribution d'eau à Wiesbaden, XVI, 643 (*Chr.*).
- PETSCHÉ.** Voir la table par noms d'auteurs.

- PHARES** (intensité et portée des). Mémoire par M. E. Allard, XII, 5 à 117.
 Chap. I. Intensité des flammes d'huile minérale, 7. — Chap. II. Intensités lumineuses des appareils, 28. — Chap. III. Transparence nocturne de l'atmosphère et portée des phares, 70. — Annexes. Lampes employées dans les phares, 93. — Tableau général des phares de France, 101.
- PHARES en France, aux États-Unis et en Angleterre** (comparaison des dépenses relatives au service des) : Note par M. E. Allard, XX, 297.
- PHILADELPHIE** (exposition universelle de), XI, 385, 497, 631.
 — (nouveaux ponts à), XII, 609 (*Chr.*).
 — (chemin de fer de l'exposition de), XIV, 659 (*Chr.*).
- PICARD** (Alfred). Voir la table par noms d'auteurs.
- PICARD (A.)**. Voir la table par noms d'auteurs.
- PIERRES de construction** (charge d'écrasement des) : Note de M. de Perrodil, XX, 83.
- PIEUX** (battage des). Voir sonnette balistique.
 — (fonçage des) par injection d'eau : Note par MM. Stœcklin et Vétillart, XV, 74.
 — tubulaires (enfouissement de), XVII, 428 (*Chr.*).
 — et palplanches : Note de M. Widmer, sur un procédé employé à Honfleur pour en faciliter le battage, XVIII, 250.
- PINCHARD**, (vanne automotrice à déclic de M.), XIII, 497 (*Chr.*).
- PITCH-PINE**, cypress et yellow-pine (bois de), XVII, 77.
- PLAN INCLINÉ** de Blackill sur le canal de Monkland (Écosse) : Note par M. Cartault, XIII, 361.
 — de Madison (Indiana) : Note par M. Gariel, XIX, 5.
- PLANTATIONS d'arbres** : Note de M. Martin (F.) sur l'Eucalyptus, XIV, 411.
- PLAQUES CIRCULAIRES** (résistance des), XII, 227.
- PLOCCQ**. Voir la table par noms d'auteurs.
- PLOMBAGES des sacs de chaux et ciments** : Note par M. Chemin, XVIII, 407 (*Chr.*).
- PLUIE** dans les Pyrénées (distribution de la) : Note de M. Michellier, XVII, 233.
- PLUS-VALUE** (commissions spéciales de), XII, 470.
 — (juridiction des commissions spéciales en matière de). Lettre de M. Aucoc à M. Schlemmer, XII, 219.
- POCHET (L.)**. Médaille d'or de 300 fr. pour son mémoire sur la mise en valeur de la plaine de l'Habra (province d'Oran, Algérie), XV, 5.
- POLA** (bassins de radoub de). Emploi des puits à air comprimé dans les fondations, XVI, 454 (*Chr.*).
- POMPE** dite à colonne d'eau oscillante : Note de M. Bretonnière, conducteur des p. et ch., XII, 591 à 595.
- POMPES centrifuges et turbines** (nouveaux types de) : Mémoire par M. Decœur, XIII, 401.
- PONCELET** (prix décerné à M. Maurice Lévy, XVII, 426 (*Chr.*)).

PONTS :

1° *Ponts en maçonnerie.*

- (1) Ponts de Seurre et de Clerval (élargissement des anciens) : Note de M. Vernis, XII, 579.
- (2) Pont-biais (ancien) situé sur le Loir à Bonneval : Notice de M. Mazoyer, XIII, 482.
- (3) (élargissement des anciens) par encorbellement : Note de M. Ch. Bernard, XIV, 453.
- (4) — isolés (augmentation de la section d'écoulement sous les) : Notice de M. Chabas, XIV, 649.
- (5) — Note par M. Barrand sur l'exécution des chapes des ouvrages d'art de la ligne de Rodez à Millau, XV, 247 (*Chr.*).
- (6) des Quatre-Saisons (construction des voûtes du) : Note par M. de Vialar, XV, 259.
- (7) de Frouard (exhaussement du) : Notice de M. A. Picard, XV, 592.
- (3) de Claix (construction du) : Notice par M. Cendre, XVII, 5.
- (9) de Malzéville sur la Meurthe (abaissement du radier et remplissage des piles du) : Notice de M. A. Picard, XVII, 102.

2° *Ponts métalliques.*

- (1) Pont l'Albert-Bridge à Londres, XI, 9.
- (2) Pont mobile (nouveau système de), XI, 390.
- (3) Ponts métalliques (action de la chaleur sur les), XI, 548.
- (4) Ponts métalliques. Quatre notes sur les), par M. Vigan, XII, 253 à 292.

Note 1. Un exemple sur l'influence exercée sur le prix d'établissement des ponts métalliques des voies de terre par l'ins-

truction ministérielle du 15 juin 1869, 253. — Note II. Recherche de la tension maximum produite dans un arc métallique par un poids uniformément réparti suivant la corde, XII, 290. — Note III. Tableau indiquant les seules recherches indispensables pour déterminer les maximums, tant pour les pressions que pour les tensions dans le calcul des arcs métalliques, XII, 283 bis. — Note IV. Traduction graphique de la loi suivant laquelle varient avec n les positions respectives des paraboles représentatives des pressions et des tensions longitudinales, XII, 284.

- (5) Pont de Grenelle : Notice par M. Vaudrey, XII, 337 à 355.
Renforcement des culées, 340.
— Réfection des arches, 341.
— Entroisement des arcs et des tympanes, 342. — Poutrelles du tablier, 344. — Corniche et parapet, 344. — Voûtes en briques, trottoirs, 345. — Dispositions prises pour maintenir la circulation, 346. — Essais des fontes, 346. — Épreuves des fers, 349. — Épreuves du pont par poids mort, 349. — Pont sur le bras gauche, 349. — Pont sur le bras droit, 351. — Épreuves par poids roulant, 351. — Dispositions de l'appareil enregistreur, 352. — Poids du métal employé, adjudication des travaux, dépense, 353.
- (6) Pont sur le Tay (renseignements sur sa construction), XIII, 422. — Accidents, XIX, 446; XX, 439 (*Chr.*).
- (7) Pont d'Ashtabula (accident arrivé au) (États-Unis), XIII, 57 (*Chr.*).

(8) **Pont de Saint-Louis sur le Mississippi** : Notice de M. Lavoine sur sa construction, XIV, 5 à 71.

(9) **Ponts métalliques**. Note de M. Dupuy, sur un appareil destiné à mesurer le travail du fer, XIV, 381.

Ponts à travées métalliques : Note de M. Kleitz relatifs aux calculs de stabilité, XIV, 549.

— **suspendu du Niagara** : Expertise sur sa solidité, XIV, 662 (*Chr.*).

— (fondations des grands), XIV, 664 (*Chr.*).

— **du Douro**, XV, 401 (*Chr.*).

— **aux États-Unis** (érection rapide d'un), XV, 200 (*Chr.*).

— **flottant de l'Hoooghly**, XV, 443 (*Chr.*).

Ponts de l'Amérique du Nord (ouvrage de M. Comolli sur les), XVI, 640.

PONT SUSPENDU de Pittsburg (États-Unis) : Notice de M. Gariel, XVIII, 323.

— **sur le Severn** (Angleterre), XIX, 129 (*Chr.*).

Ponts SULLY (note sur la construction des), par M. Brosselin, XX, 483.

PONT de Riga sur la Dûna, XI, 499.

— **biais et courbes** : notes de M. Gros (Marcel), XIII, 533 ; XVI 547.

— **provisoire à New-Brunswick** (construction rapide d'un), XV, 444 (*Chr.*).

— **à établir sur le Danube** (détermination de l'emplacement d'un) à l'Est de Silésie : Note par M. Lalanne, XIX, 52 (*Chr.*).

Ponts et chaussées en Suède, XVI, 138 (*Chr.*).

PONTZEN (E.). Voir la table par noms d'auteur.

POROFF. Nouvelles recherches relatives à l'expression des conditions du mouvement des eaux dans les égouts, XVII, 136 (*Chr.*).

PORTS DE MER. Voir Bateau-ports.

— Voir Saint-Jean de Luz.

— Voir Quais de Glasgow.

PORT SAÏD (dragages de la rade de), XI, 233.

— **D'ANVERS ET ESCAUT MARITIME** : Notice par M. Quinette de Rochemont, XV, 7.

— **de Cherbourg**. Résumé du mémoire de MM. de Caligny et Bertin, XVIII, 213 (*Chr.*).

— **de Dieppe**. Réparation du radier de l'écluse Duquesne : Note par M. Alexandre, XX, 46.

— **DE MARSEILLE** (construction d'un batardeau en béton dans le) : Note par M. Bernard, XIX, 357 (*Chr.*).

— **de l'Amérique du Nord** (procédés de dragage dans les) : Notice par M. Lavoine, XIX, 161. 168.

PORT-A-L'ANGLAIS. Voir Barrages mobiles à forte chute.

PORTAGE (viaduc métallique de), XII, 171 (*Chr.*).

PORTÉZ et intensité des phares. Mémoire de M. Allard, XII, 5.

PORTER et AVELING. XI, 6.

PORTUGAL (locomotives jumelles pour l'exploitation d'un tramway en), XVII, 429 (*Chr.*).

— Renseignements statistiques sur les routes et les chemins de fer, XVI, 453 (*Chr.*).

POULET et LEBEAU. Notes recueillies

lies dans une mission en Angleterre (1874), XI, 5 et 150.

POUSSÉE d'eau (murs qui supportent une), Mémoire de M. Pelletreau, I, 356.

POUTRES continues (calculs de stabilité des) reposant sur plus de deux points d'appui et ayant des moments d'inertie variables dans les différentes sections verticales : Note par M. Kleitz, XI, 115 à 149.

POUTRES métalliques (calculs de stabilité des) ; 2^e note de M. Kleitz, XIII, 21.

- **DROITE** reposant sur des appuis de niveau. Construction graphique des moments fléchissants : Note de M. Cunq, XVII, 131.

— **DROITES**. Voir moments de flexion.

POUTRE à deux appuis simples (détermination graphique des moments fléchissants d'une) : Note de M. Bresse, XIV, 320.

PRADELLE. Voir la table par noms d'auteurs.

PRÉAUDEAU (de). Voir la table par noms d'auteurs.

PRESSION dans les chaudières à vapeur cylindriques, XI, 627.

PRINDLE. Voir sonnette balistique.

PRIX Watier, XIX, 75; XX, 158.

— **Berthier**, XVII, 231.

— **Dalmont** décerné à M. Ribaucour, XVII, 426; à M. Collignon, XIX, 441.

— **Poncelet** décerné à M. Maurice Lévy, XVII, 429 (Chr.).

— **Berthier** et **Reynaud** décernés à

M. de Volontat, XVII, 426 (Chr.).

— décernés aux auteurs des meilleurs mémoires publiés dans les *Annales* en 1874, XIII, 5; 1875, XV, 5; 1876, XVI, 457; 1877, XVIII, 5; 1878, XIX, 151.

PRIX de revient des transports en transit par chemins de fer (influence des rampes sur les) : Note de M. Menche de Loinsne, XVII, 283.

— d'établissement des ponts métalliques, XII, 253.

PROCÉDÉ nouveau de sondage à la mer imaginé par sir W. Thomson, XV, 198 (Chr.).

PROFILS en travers (calcul graphique des surfaces de déblai et de remblai) : Note de M. Garceau, XIII, 526.

PROPRIÉTÉ des alluvions dites artificielles : Note par M. Schlemmer, XI, 241 à 319.

Considérations préliminaires, 241. — Jurisprudence de l'autorité judiciaire en matière d'alluvions artificielles, 263. — Résumé et conclusions, 287. — Annexes, arrêts divers, 291. — Remarques sur la délimitation des îles, 315.

PUITS à air comprimé employés aux travaux de Pola (Autriche), XVI, 454 (Chr.).

PULLMANN (nouveaux wagons), XIII, 498 (Chr.).

PULSOMÈTRE, XVI, 246 (Chr.).

PRÉNÉES (distribution de la pluie dans les) : Note de M. Michellier, XVII, 233.

Q

- QUADRATURES** (nouvelles formules de), XI, 631.
- QUAIS** de Glasgow, XI, 168.
- QUINETTE DE ROCHEMONT.** Voir la table par noms d'auteurs.

R

- RACCORDEMENTS** des courbes avec les alignements droits dans le tracé des chemins de fer: Note par M. Ch. Dupuy, XX, 544.
- RADIER** de l'écluse Duquesne (réparation du) dans le port de Dieppe: Note par M. Alexandre, XX, 46.
- RADOULT DE LAFOSSE.** Voir la table par noms d'auteurs.
- RAILS :**
- (1) (consommation de) en France en 1875, XI, 634 (*Chr.*).
 - (2) (Augmentation de la longueur des), XII, 513.
 - (3) en fer et en acier; consommation en France, XV, 445 (*Chr.*).
 - (4) de fer et d'acier (durée comparative des), XVI, 144 (*Chr.*).
- RAILLARD.** Voir la table par noms d'auteurs.
- RAOULX.** Voir la table par noms d'auteurs.
- RECENSEMENT** de la circulation sur les routes. — Application du comptage ambulant: Note par M. Laterrade, XI, 71 à 98.
- REDRESSEMENT** des cheminées d'usines: Note par M. Renaud, XIII, 494.
- RÈGLEMENT** des eaux du lac Léman, XIV, 462 (*Chr.*).
- REGRAY.** Chauffage des voitures de chemins de fer (bibl.), 128. Voir chemins de fer; relation numérique entre le matériel roulant et le trafic, XIII, 397 (*Chr.*).
- RÉGULATEUR** d'air comprimé, XI, 547.
- REIMS** (ville de). Rapport d'une commission sur un nouveau procédé pour l'épuration des eaux d'égout de la ville, XIV, 621.
- REMBLAIS** argileux (consolidation des), XI, 236.
- REMBLAI** et **DÉBLAI** (calcul graphique des surfaces des): Notes de M. Garceau, XIII, 526.
- REMORQUAGE** par chaîne noyée sur l'Elbe, XV, 199 (*Chr.*).
- RENAUD.** Voir la table par noms d'auteurs.
- RÉSAL.** Voir la table par noms d'auteurs.

RÉSERVOIRS :

- (1) (Rupture d'une digue de), XI, 389.
- (2) du Rio-Rimac (Pérou), XIII, 215 (*Chr.*).
- (3) de Montaubry (quantités d'eau reçues annuellement par le) : Note de M. Chabas, XVI, 310.
- (4) de Paroy (construction du) : Notice par M. A. Picard, XIX, 86.

RÉSISTANCE DES MATÉRIAUX :

- Voir. Poutres continues XI, 115; stabilité des voûtes, 178; moments de flexion, 473; stabilité des poutres, XIII, 21.
- Murs qui supportent une poussée d'eau : Note de M. Pelletreau, XII; 356; XIV, 258.
- A la rupture par flexion et par tension : Note de M. L. Durand-Claye, XIII, 232.
- Arcs circulaires : Note de M. Brune, XIV, 105.
- Détermination graphique des moments déchissants d'une poutre droite : Note de M. Bresse, XIV, 320.
- Appareil pour mesurer le travail du fer dans les ponts métalliques : Note de M. Dupuy, XIV, 381.
- Stabilité des ponts à travées métalliques : Note de M. Kéler, XIV, 549.
- Recherches sur la force des bois de charpente, XIV, 666 (*Chr.*).
- Construction graphique des moments déchissants d'une poutre droite, XVII, 131.
- Résistance des voûtes et des arcs métalliques; par M. de Perrodil, XIX, 218.
- Note sur la charge d'écrase-

ment des pierres de construction; par M. de Perrodil, XX, 83.

RÉSISTANCE à la rupture du schiste ardoisier, XIV, 374 (*Chr.*).

— des cylindres et plaques circulaires. Mémoire sur leur résistance, par M. Brune, XII, 227 à 252.

§ 1. Cylindre circulaire soumis à des pressions uniformes, 228. — § 2. Sphère soumise à des pressions normales uniformes, 234. — § 3. Théorie de la plaque circulaire symétriquement chargée, 238.

Ressorts (calculs des) au moyen de tableaux graphiques : Note par M. Lévy-Lambert, XX, 59.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES de l'exploitation du chemin de fer de Perpignan à Prades : Note par M. Ch. Normand, XI, 375 à 383.

Exposé, 375. — Description sommaire de la ligne, 375. — Personnel, 377. — Observations sur la composition des tableaux des dépenses et des recettes, 377.

— des irrigations dans l'Inde, XIII, 217 (*Chr.*).

REYNAUD (Léonce). Paroles prononcées sur sa tombe, par MM. Lalanne, Allard, de Dartein, et Pradelle, XIX, 239.

— (prix) décerné à M. de Volontat, XVII, 426.

RHIN (vallée du) travaux de colmatage, XII, 310 (*Chr.*).

RHÔNE. Étude de son régime et de l'action exercée par les eaux sur un lit à fond de graviers affouillable, par M. Du Boys, XVIII, 141.

SABAUCOUR (prix Delmont décerné à M.) pour 1876, XVII, 426 (*Chr.*).

RIBOUR, XI, 547.

RICOUR. Comparaison de diverses méthodes pour la détermination des profils en travers des emprises et des talus. — Rapport par M. de Fourcy, XVIII, 95.

RIGA (pont de), XI, 499.

RIO-RIMAC (les réservoirs du), XIII, 215 (*Chr.*).

BITTER (Ch.). Voir la table par noms d'auteurs.

RIVIÈRES. Voir Alluvions.

ROBAGLIA. Voir Exécution de chapes en mortier coaltarées, XV, 247.

ROCHES sous-marines (enlèvement de) à Hell-Gate (New-York): Note de M. Gariel, XIII, 248 (*Chr.*).

ROME (Travaux hydrauliques exécutés aux environs de), XIII, 500 (*Chr.*).

ROTRU (de). Voir Dessèchement du lac de Facino.

ROUBAIX (distribution d'eau de), XV, 386.

ROUDAIRE. Mission d'exploration dans l'isthme de Gabès et les chotts tunisiens, XII, 309 (*Chr.*).

ROUES DE WAGONS :

(1) (patinage des); expériences de M. Rabeuf, XIV, 542.

(2) (renseignements sur le chauffage des bandages de), XV, 361.

(3) en papier, XVI, 555; XVII, 230.

(4) en fonte en coquille, XVI, 247.

ROULAGE. Mémoire de M. Lechallas, XVII, 264; Errata, XVIII, 431.

ROULEAU COMPRESSEUR employé à Londres, XI, 5.

ROUSSEAU. Liquide désinfectant, XI, 598.

ROUSSELLE (M.). Voir la table par noms d'auteurs.

ROUTES. Recensement de la circulation, XI, 71.

— Chlorurage des chaussées empierrées, XII, 603.

— **NATIONALES**. Répartition des crédits d'entretien pour 1879; rapport de la commission, XVII, 299 à 320. 1^{er} Rapport, 300; 2^e notes à l'appui du rapport, 307.

— Voir Chaussées.

ROUZIÈRES. Voir la table par noms d'auteurs.

RUPTURE du schiste ardoisier (résistance à la), XIV, 374 (*Chr.*).

RUSSIE. Les écoles de chemins de fer, XVII, 135 (*Chr.*).

S

SABLE (machine à répandre le) dans les rues, XX, 382 (*Chr.*).

SACS de chaux et ciments (plombage des): Note par M. Chemin, XVII, 407 (*Chr.*).

SAINT-ANDRÉ (pont de): Note de M. Ch. Bernard, sur son élargis-

sement par encorbellement, XIV, 453.

SAINT-GOTHARD (tunnel du mont), XI, 547; XIX, 450.

— (chemin de fer du): Note sur sa situation financière, par M. Chateaux, XIII, 46 à 55.

- SAINT-JEAN DE LUZ** (baie de), XI, 395.
- SAINT-LOUIS** (pont de) sur le Mississipi : Notice de M. Lavoinne, sur sa reconstruction, XIV, 5.
- (expériences faites à) sur l'usage des matériaux employés à la construction des chaussées : Note de M. Lavoinne, XVII, 223 (*Chr.*).
- SAINT-PAUL** (siphon métallique de) : Notice de M. Bricka, XIII, 370.
- SAN FRANCISCO** (tramway à) : Note par M. Huérne, XX, 77.
- (ville de). Etablissement de tramways mus par des câbles : Notice de M. Lavoinne, XIV, 465.
- SAÔNE** (bassin de la). Etudes de questions relatives aux eaux courantes, par M. Ch. Mocquery, XVIII, 249.
- (glaces de la) en 1879-1880 : Note de M. A. Pasqueau, XX, 368.
- SARTIAUX**. Voir la table par noms d'auteurs.
- SAXBY et FARMER**, XI, 152.
- SCHAW**. Voir Sonnette ballistique, XIII, 511; sonnette à poudre à canon, XIX, 601.
- SCHISTE ARDOISIER** (résistance à la rupture du), XIV, 374 (*Chr.*).
- SCHLEMMER**. Deux mentions honorables : 1° pour sa note sur l'état actuel de la jurisprudence en matière de délimitation des cours d'eau du domaine public, XIII, 6; 2° pour sa note sur la propriété des alluvions dites artificielles, XVI, 457. Voir la table par noms d'auteurs.
- SEARLES**. Nivellement du canal Erié, XVI, 553 (*Chr.*).
- SECCHI**. Voir Rome.
- SECOURS** aux cantonniers du département de la Seine. Fondation Baron, XVII, 451.
- SECTION D'ÉCOULEMENT** sous les ponts isolés (augmentation de la) : Notice de Chabas, XIV, 649.
- SEICHES** (les); vagues d'oscillation fixe des lacs, XIII, 501 (*Chr.*).
- SEINE**. Etude de la grande crue de mars 1876, par MM. Belgrand et G. Lemoine, XIII, 435 à 466.
- § 1°. Observations sur les rivières et sur la pluie, 435. —
- § 2. Annonce de la crue, 453. —
- § 3. Débit des eaux courantes au moment de la crue, 456.
- (glaces et débâcle de la) en 1879-1880 : Note de M. de Préaudeau, XX, 346.
- SEISMOGRAPHE** de M. Carlile, XII, 606 (*Chr.*).
- SÉJOURNÉ**. Voir la table par noms d'auteurs.
- SÉQUESTRE**. Voir Chemin de fer, XI, 375.
- SEURRE** (élargissement du pont de) : Note de M. Vernis, XII, 580.
- SEVERN** (construction d'un pont sur le) (Angleterre), XIX, 129 (*Chr.*).
- SIDENBLADH**. Renseignements sur les ponts et chaussées en Suède, XVI, 138 (*Chr.*).
- SIEMENS** (Voir Bathomètre de M.).
- SIFFLET** automoteur pour locomotive, XI, 497.
- SIGNAL AVERTISSEUR** (système Moreaux), XVIII, 256.
- SIGNAUX** en usage et application des appareils d'enclenchement pour la protection des bifurcations : Rapport de M. Heurteau, XX, 396.

— à la mer (emploi de la machine Otto pour les), XX, 330 (*Chr.*).

SIPHONS à grand diamètre sur le canal du Verdon : Notice de M. de Tournadre, XII, 450.

— métallique de Saint-Paul (Var) : Notice par M. Bricka, XIII, 370 à 389.

Chap. I. Description de l'ouvrage, 372. — Chap. II. Exécution des travaux, 378. — Chap. III. Dépenses et construction, 381. — Chap. IV. Calculs de résistance, 383.

— établi sur le canal Saint-Martin, XX, 72 (*Chr.*).

SITUATION financière du chemin de fer de Saint-Gothard : Note par M. Chatoney, XIII, 46.

SOCOA, XI, 399.

SOCIÉTÉ amicale de secours des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, XIII, 243; XIV, 457; XVI, 447 (*Chr.*).

SOCIÉTÉ des Ingénieurs civils des États-Unis, XVI, 647.

SONDAGE à la mer (nouveau procédé de), XV, 198 (*Chr.*).

SONNETTE balistique de Shaw perfectionnée par M. Prindle : Note par M. Lavoine, XIII, 541 à 525. — à poudre à canon, XIX, 599.

SOURCES (augmentation du débit des); analyse d'une note de M. Chefdebien, XIV, 545 (*Chr.*).

SOUTERRAIN des Kœurs. Simplification pratique de l'appareil orthogonal convergent : Note par M. Picard, XVIII, 339.

— à voie unique du chemin de fer

de Mende à Sévérac : Note par M. Séjourné, XVIII, 371.

SPHÈRES (résistance des), XII, 227. STABILITÉ :

(1) des poutres continues, XI, 115.

(2) des voûtes (théorie de la). Application des équations générales de la résistance des matériaux au problème de la stabilité des voûtes; par M. de Perrodil, XI, 173 à 222.

(3) des poutres longitudinales des tabliers métalliques portant des voies de fer (deuxième note sur les calculs de), par M. Kleitz, XIII, 21 à 45.

(4) des ponts à travées métalliques : Note de M. Kleitz, sur la substitution, dans les surcharges uniformément réparties à celles qui résultent du passage des plus lourdes voitures, XIV, 549.

STATIQUE GRAPHIQUE (leçons de M. Antoine Favaro, sur la) : Note de M. Collignon, XIII, 557.

STATISTIQUE graphique (album de) de 1879, publié par le ministère des travaux publics; note, XVIII, 261 (*Chr.*).

— Voir Chemins de fer.

STOCKLIN et VÉTILLART. Voir la table par noms d'auteurs.

STRÖHL. Voir la table par noms d'auteurs.

SUÈDE (les ponts et chaussées en) XVI, 138 (*Chr.*).

SUISSE. Abonnements kilométriques sur un chemin de fer, XI, 499.

SUPPRESSION des pertes dans les distributions d'eau : Note de M. Debaube, XII, 191.

T

- TANNATE DE FER (injection du) pour la conservation des bois : Note de M. Boris, XIII, 198.
- TARBÉ DE SAINT-MARDON. Voir la table par noms d'auteurs.
- TAY (pont sur le), XIII, 122; XIX, 446; XX, 439 (*Chr.*).
- TEES (travaux de dérochement sur la) XVII, 277.
- TÉLÉPHONE, XV, 105 (*Chr.*).
- TEMPÉRATURE des eaux souterraines, XIX, 235 (*Chr.*).
- TERRAIN DE SABLE (fouilles et fondation d'ouvrages d'art en) sur le littoral du département du Nord : Note par M. Plocq, XVI, 373.
- ARGILEUX (accidents dans les) et constitution des terres : Mémoire par M. R. Lefebvre, XVI, 390.
- TERRASSEMENTS, emprises. Méthode de calcul expéditif : Note par M. Lalanne, XVIII, 63, 77.
- TESSE, LAREIGUE ET PRUDHOMME, XIV, 197.
- THÉORIE des voûtes (travaux récents), XI, 539.
- THOMSON (W.) (nouveau procédé de sondage à la mer imaginé par M.), XV, 198 (*Chr.*).
- TIRANTS (influence de la position des) sur la résistance des arcs circulaires : Note de M. Brune, XIV, 105.
- TORLONIA (prince). Voir Dessèchement du lac Fucino.
- TOSELLI (grappins automoteurs de M.), XII, 610 (*Chr.*).
- TOURCOING (distribution d'eau de), XV, 386.
- TOURNADRE (de). Voir la table par noms d'auteurs.
- TOURNÉ. Rapport sur un orage en juin 1878 à Elbeuf, XII, 514.
- TOURILLONS (coefficient de frottement des), XVII, 63 (*Chr.*).
- TRACÉ des panneaux de douelle et de lit des vousoirs d'une voûte biale, etc. : Note de M. Gros (Marcel), XII, 219 (*Chr.*).
- TRACTION sur les canaux de l'État de New York (concours ouvert pour l'amélioration de la) : Note de M. Lavoine, XIV, 72.
- TRAFFIC d'un chemin de fer (évaluation) : Note de M. J. Michel, XVII, 53.
- TRAINS en marche (manœuvre des freins communs par l'électricité dans les), XIV, 371 (*Chr.*).
- TRAMWAYS de Constantinople; renseignements statistiques, XIV, 294 (*Chr.*).
- (dépenses d'exploitation des), XIV, 360 (*Chr.*).
- à traction par câble sans fin de San Francisco (Californie) : Notice de M. Lavoine, XIV, 465.

- (exploitation des) : Notice sur les principaux systèmes de locomotives sans feu, par M. Lavoine, XVI, 261.
- en Portugal (locomotives jumelles pour l'exploitation d'un), XVII, 429 (*Chr.*).
- Nouvelle machine à cylindres combinés, XVIII, 412 (*Chr.*).
- de la rue California à San Francisco : Note de M. Huérne, XX, 77.
- en Italie (les), XX, 266 (*Chr.*).
- Statistique : France, XI, 240 ; Constantinople, XIV, 294.
- TRANSPARENCE de l'atmosphère, et des flammes. Voir Phares.
- TRANSPORTS en transit par chemin de fer (influence des rampes sur les prix de revient des) : Note de M. Menche de Loigne, XVII, 283.
- TRAVAUX (profit des) : Note par M. de Labry, XIX, 74.
- municipaux à Détroit (Michigan). Renseignements statistiques, XIV, 131 (*Chr.*).
- Entretien du pavé de Paris, 291 (*Chr.*).
- publics aux Etats-Unis d'Amérique : Conférence faite par M. Malézieux, XVI, 458.
- TRAVERSES INJECTÉES (durée des), XIV, 130 (*Chr.*).
- TRESCA, XI, 388.
- TUNNEL du Mont-Cenis (éclairage des trains par le gaz dans la traversée du), XIII, 552 (*Chr.*).
- sous l'Hudson (le), XX, 329 (*Chr.*).
- TURBINES et pompes centrifuges (nouveaux types de) : Mémoire par M. Deceur, XIII, 401 à 434. Turbine centripète, 401; — Pompes centrifuges, 417.
- TURIN (distribution d'eau à), XIV, 461 (*Chr.*).

U

- UNION (Verein) des chemins de fer allemands, XVIII, 152 (*Chr.*).
- URTIQUE (pont mobile à), XI, 390.
- USSEL (d'). Voir la table par noms d'auteurs.
- USINES (redressement des chemins d') : Note par M. Renaud, XIII, 494.
- Usure des chaussées d'empierrement : note de M. Tarbé de Saint-Hardouin, XIII, 226.
- des matériaux employés à la construction des chaussées; Note de M. Lavoiaine, sur des expériences faites à Saint-Louis, XVII, 228 (*Chr.*).

V

- VAISSIÈRE.** Voir la table par noms d'auteurs.
- VALÉE** du Rhin (Suisse) (travaux de colmatage dans la), XII, 310 (*Chr.*).
- VALLÈS.** Voir la table par noms d'auteurs.
- VANNAGE** (nouveau) du barrage de Port-à-l'Anglais, sur la Seine, XI, 320.
- VANNE** automotrice à déclic, XIII, 497 (*Chr.*).
- VAPÉUR** (chauffage des villes par la), XVII, 427 (*Chr.*).
- VARRUGAS** (viaduc métallique de), XII, 169 (*Chr.*).
- VASE** (détermination de la quantité contenue dans les eaux courantes), XV, 104 (*Chr.*).
- VAUDREY.** Voir la table par noms d'auteurs.
- VÉE** (Léonce). Rapport sur l'assainissement des sous-sols des Halles centrales par la ventilation, XI, 585.
- VENTILATION.** Voir Assainissement des Halles, XI, 553.
- VERDON** (canal du). Construction de siphons à grand diamètre : Notice de M. de Tournadre, XII, 450.
- (canal du). Siphon métallique de St-Paul ; Notice de M. Bricka, XIII, 370.
- VERNIS.** Voir la table par noms d'auteurs.
- VÉTILLART et STÖCKLIN.** Voir la table par noms d'auteurs.
- VIADUC** de l'Erdre. Notice sur sa construction, par M. Dupuy, XVII, 427.
- de Llandulas (Angleterre), XIX, 181 (*Chr.*).
- de Varrugas (Pérou), XII, 169 (*Chr.*).
- de Portage (chemin de fer de l'Erié), XII, 171 (*Chr.*).
- VIALAR** (de). Voir la table par noms d'auteurs.
- VICAIRE**, XIX, 233.
- VIGAN.** Voir la table par noms d'auteurs.
- VIGUIER**, XI, 152.
- VILLES** (éclairage des). Mémoire par M. Darcel, XV, 449.
- (chauffage des) au moyen de la vapeur, XVII, 427 (*Chr.*).
- VISIBILITÉ.** Voir Phares.
- VITESSE** des trains de chemins de fer eu égard au tracé de la voie : Compte rendu d'un mémoire de M. Vicaire, XIX, 233 (*Chr.*).
- VOIE ÉTROITE** (chemins de fer à) aux États-Unis, XVII, 229 (*Chr.*).
- (chemins de fer à) d'Ochoit à Westerstede : Note par M. Baum, XVIII, 196.
- VOIE FERRÉE** destinée à relier l'Algérie au Soudan, XVIII, 265.
- VOIE PUBLIQUE** à Paris (nettoyement

- de la) : Notice de M. Vaissière, XIII, 66 à 188.
- Chap. I. Personnel, 67. — Ch. II. Matériel et désinfectants, 68. — Chap. III. Balayage de la voie publique, balayage des halles et marchés, balayeuses mécaniques, 73. — Chap. IV. Enlèvement des boues, des immondices et des neiges et glaces, 88. — Chap. V. Arrosement, XIII, 104.**
- VOIRIE urbaine du Havre, XVI, 137 (Chr.).**
- municipale de Lyon, XVI, 550 (Chr.).
- VOIES de communication dans la monarchie austro-hongroise ; renseignements statistiques, XVI, 251 (Chr.).**
- nouvelles de transport destinées à desservir les courants de circulation : Etude par M. Parandier, XIX, 367.
- VOISIN-BEY. Voir la table par noms d'auteurs.**
- VOITURE à vapeur de M. Bollée, XI, 386.**
- VOLONTAT (de). Prix Berthier et prix Reynaud, XVII, 426 (Chr.).**
- VOUTES :**
- en maçonnerie (nouveau mémoires sur les), XIX, 132 (Chr.). *Erratum*, XIX, 446.
- sphériques. Mémoire par M. Alf. Durand-Claye, XIX, 416.
- **ET ARCS MÉTALLIQUES** (résistance des) : Note de M. de Perrodil, XIX, 218.
- (système de décintrement à galets des) : Note de M. Henry, XIX, 33.
- **BIAISE avec plan de tête en talus** : Tracé des panneaux : Note de M. Gros (Marcel), XII, 219 (Chr.).
- (tracé des panneaux des voussoirs d'une) : Note par M. Gros (Marcel), XIII, 533 à 546.
- Simplification pratique appliquée au pont souterrain des Kœurs : Note par M. Picard, XVIII, 339.
- VOUTE CONIQUE du pont des Quatre-Saisons** : Note sur leur construction, par M. de Vialar. XV, 259.
- VOUTES sans cintrage** (construction des) pendant la période byzantine : Note par M. Choisy, XII, 439 à 449.
- Voutes en berceau, 439 ; — Voute d'arête, 443 ; — Coupoles, XII, 445.**
- (note sur quelques travaux récents relatifs à la théorie des) ; par M. Ed. Collignon, XI, 539 à 544.
- (Voir Stabilité des).

W

- WAGONS-LITS du colonel Mann, XI, 386.**
- WAGONS** (études de M. Regray, sur le chauffage des) : Note analytique par M. Aron, XIII, 128.
- nouveaux construits dans le système Pullmann, XIII, 498 (Chr.).
- (éclairage au gaz [syst. Pintsch] des), XVII, 329.

- | | |
|---|---|
| <p>— pour l'éclairage électrique, XVIII, 132.</p> <p>WATTEL, XIV, 291.</p> <p>WATIER (prix), XIX, 75.</p> <p>WOEDENSWEL (accident de chemin de fer à), XIII, 258 (<i>Chr.</i>).</p> <p>WESMACOTT, XI, 165.</p> <p>WETLI (système). Accident de Woedensweil, XIII, 258 (<i>Chr.</i>).</p> <p>WIDNER. Voir la table par noms d'auteurs.</p> | <p>WHIPPLE. Nouveau pont mobile, XI, 390.</p> <p>WIESBADEN (les pertes dans la distribution d'eau de), XVI, 643 (<i>Chr.</i>).</p> <p>WILLIAMSBURG. Rupture d'une digue de réservoir, XI, 389.</p> <p>WILLOTTE (H). Voir la table par noms d'auteurs.</p> <p>WOLTMANN (moulinet de): Noté par M. de Kvassay, ingénieur hongrois, XIII, 236.</p> |
|---|---|

FIN DE LA DEUXIÈME TABLE DES MÉMOIRES ET DOCUMENTS.

ANNALES
DES
PONTS ET CHAUSSEES

. TABLES GÉNÉRALES

IMPRIMERIE C. MARPON ET E. FLAMMARION
RUE RACINE, 36, A PARIS.

ANNALES
DES
PONTS ET CHAUSSÉES

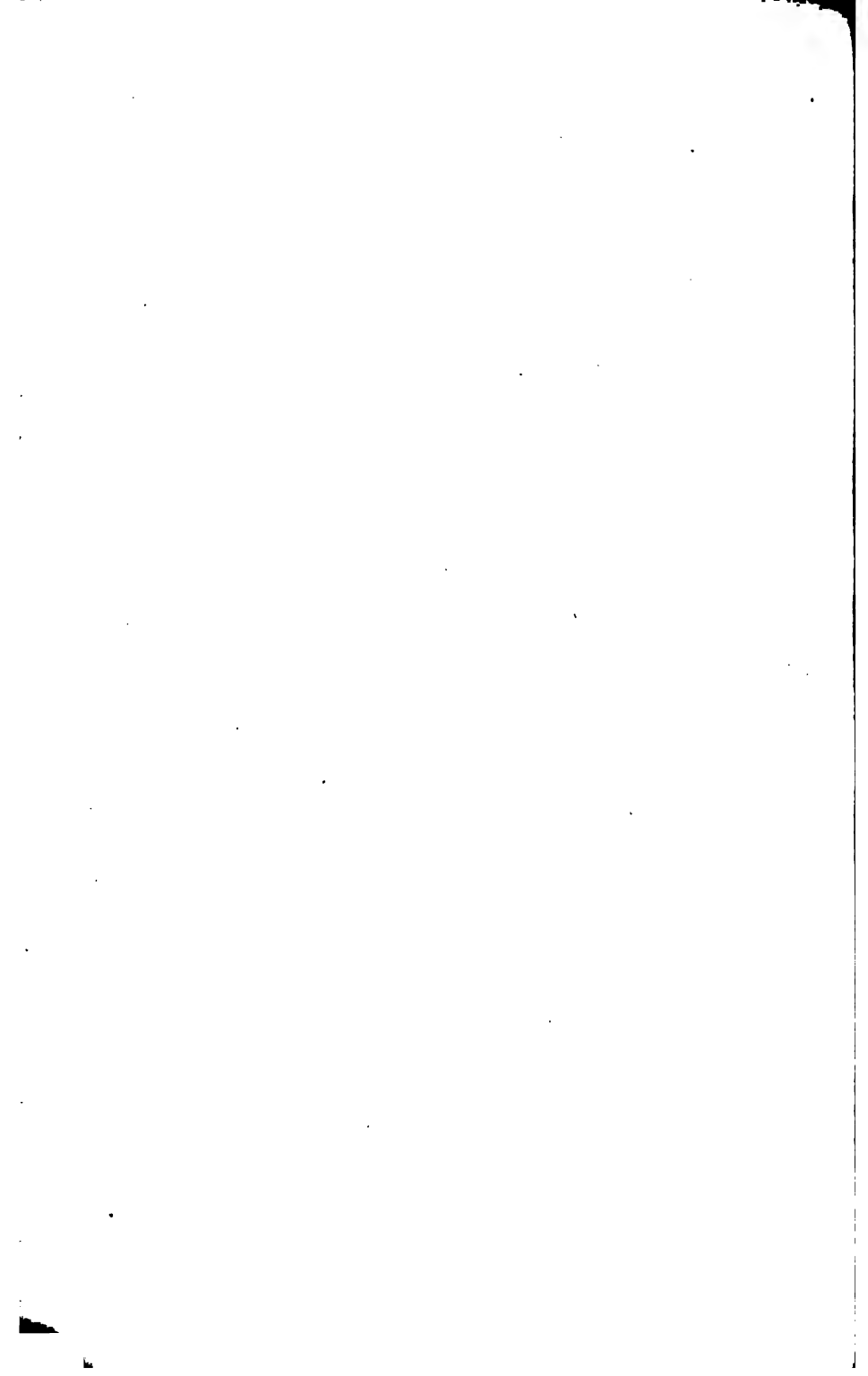
LOIS, DÉCRETS, ETC.
CONCERNANT L'ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSÉES

TABLES GÉNÉRALES.

V^e SÉRIE. — II^e PÉRIODE QUINQUENNALE.
1876-1880.

PARIS
DUNOD, ÉDITEUR
LIBRAIRE DES CORPS NATIONAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES, DES MINES
ET DES TÉLÉGRAPHES
Quai des Augustins, n^o 49

1884



DEUXIÈME PARTIE.

LOIS, DÉCRETS, ETC.

5 ANNÉES : 1876-1880

CINQ VOLUMES.

NOTA. — Les deux tables suivantes supposent les cahiers assemblés en cinq volumes, et ces volumes numérotés ainsi qu'il suit :

1876.	VI
1877.	VII
1878.	VIII
1879.	IX
1880.	X

(Voir le sommaire à la fin de la dernière table.)

PREMIÈRE TABLE.

TABLE DES LOIS, DÉCRETS, ETC., PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

DATES	OBJETS DES LOIS, DÉCRETS, ETC.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	1 ^{re} Lois.			
	1875			
1875				
8 mars.	Loi relative à la poudre dynamite.	48	VI	187
31 mai.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à accepter l'offre faite par le département de la Mayenne, d'avancer à l'Etat la somme de 1 300 000 francs, pour l'achèvement des écluses en construc- tion sur la basse Mayenne.	49	VI	189

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1875				
31 mai.	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt de 1 025 200 francs pour être affecté aux travaux des chemins ordinaires. .	50	VI	190
4 juin.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt de 1 350 000 francs pour être affecté aux travaux du chemin de fer d'intérêt local de Pons à la Tremblade et à s'imposer extraordinairement.	51	VI	191
11 juin.	Achèvement du pavillon de Marsan et installation de la Cour des comptes. — Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1875.	52	VI	192
12 juin.	Loi qui autorise le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt de 5 860 000 francs pour être affecté à la construction des chemins de fer d'intérêt local et à s'imposer extraordinairement.	53	VI	193
3 juill.	Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un emprunt de 150 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun.	54	VI	193
3 juill.	Etablissement de plusieurs chemins de fer et concession de ces chemins à la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Déclaration d'utilité publique.	55	VI	194
6 juill.	Loi relative à la déclaration d'utilité publique et à la concession, à la Compagnie de Picardie-et-Flandres, des chemins de fer, 1 ^{er} de Cambrai à Douai ; 2 ^{er} d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon.	56	VI	202
14 juill.	Amélioration de la rivière d'Aa, de la Scarpe supérieure et des canaux de Neufossé, de Bourbourg et de Calais. — Déclaration d'utilité publique.	57	VI	217
16 juill.	Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt de 475 500 francs pour être affecté à la construction des chemins de fer d'intérêt local.	58	VI	218
17 juill.	Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt de 180 000 francs pour être affecté aux travaux des routes départementales et des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement.	59	VI	219
17 juill.	Loi qui autorise le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 400 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins vicinaux ordinaires.	60	VI	220
19 juill.	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 350 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun.	85	VI	301

DATES des décrets.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
21 juill.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt de 350 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins vicinaux ordinaires.	86	VI	301
22 juill.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics des crédits supplémentaires sur les exercices 1874 et 1875.	87	VI	302
24 juill.	Loi qui autorise le département du Loiret à s'imposer extraordinairement.	88	VI	303
24 juill.	Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement.	89	VI	304
27 juill.	Loi qui autorise le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt de 500 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun.	90	VI	305
28 juill.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement.	91	VI	305
2 août.	Loi qui autorise le département de la Lozère à contracter un emprunt de 400 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun et à s'imposer extraordinairement.	92	VI	306
2 août.	Loi qui autorise la ville de Besançon à contracter un emprunt de 1 million de francs pour être affecté au paiement d'un à-compte sur la subvention votée en faveur du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse par Mortain, et autres dépenses municipales et à s'imposer extraordinairement.	93	VI	306
2 août.	Loi relative à la déclaration d'utilité publique et à la concession d'un chemin de fer sous-marin entre la France et l'Angleterre.	94	VI	307
2 août.	Loi qui approuve une convention passée entre l'Etat et la compagnie des Messageries maritimes.	416	VI	1135
3 août.	Etablissement des chemins de fer de Douai à Orchies et d'Orchies à la frontière belge, vers Tournai, et approbation de la convention passée pour la concession de ces chemins. — Déclaration d'utilité publique.	95	VI	323
3 août.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1875, un crédit extraordinaire pour la réparation des dommages causés aux chemins vicinaux par les inondations.	96	VI	325
3 août.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur les exercices 1875 et 1876, des crédits extraordinaires applicables à la réparation des dommages causés aux travaux publics par les inondations.	97	VI	326
3 août.	Loi qui autorise le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement.	98	VI	326
3 août.	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement.	99	VI	327

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1875				
3 août.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt de 1 million de francs pour être affecté à l'achèvement des chemins ordinaires et à s'imposer extraordinairement	100	VI	327
3 août.	Loi qui autorise le département des Landes à contracter un emprunt de 200 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun et à s'imposer extraordinairement.	101	VI	328
4 août.	Etablissement d'un chemin de fer de grande ceinture autour de Paris et concession dudit chemin à un syndicat représentant les compagnies du Nord, de l'Est, d'Orléans et de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Déclaration d'utilité publique. . . .	102	VI	329
27 nov.	Loi qui autorise le département de l'Ardèche : 1 ^{re} à avancer à l'Etat une somme de 1 200 000 francs pour la rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy ; 2 ^e à contracter un emprunt.	417	VI	1137
2 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Marmande à Angoulême et approuve la convention passée pour la concession dudit chemin de fer.	418	VI	1138
4 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Alais au Rhône et approuve la convention passée pour la concession dudit chemin de fer.	419	VI	1156
14 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de divers chemins de fer et approuve la convention passée avec la compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour la concession de ces chemins de fer.	420	VI	1174
14 déc.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, l'offre d'une avance de 12 600 000 francs pour la continuation des travaux d'amélioration du port de Dunkerque. .	421	VI	1181
14 déc.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, l'offre d'une avance de 5 900 000 francs pour la restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines.	422	VI	1183
14 déc.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la chambre de commerce de Calais d'avancer à l'Etat la somme de 15 millions de francs pour assurer l'exécution des travaux d'amélioration du port de cette ville.	423	VI	1185
14 déc.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875	chambre de commerce de Rouen d'avancer à l'Etat la somme de 3 millions de francs pour l'amélioration du port de cette ville.	424	VI	1186
15 déc.	Loi relative à l'établissement d'un chemin de fer de Constantine à Sétif.	108	VII	339
16 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de divers chemins de fer dans la région Ouest.	425	VI	1188
17 déc.	Loi qui autorise le gouverneur général civil de l'Algérie à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la chambre de commerce de Philippeville d'avancer à l'Etat la somme 2 millions de francs pour être affectée aux travaux d'achèvement du port de cette ville.	426	VI	1190
24 déc.	Loi relative à la concession, au profit de la société Vicat et compagnie, d'une carrière de pierres à ciment dans la forêt domaniale de la Grande-Chartrouse.	427	VI	1191
30 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement des chemins de fer d'Amiens à la vallée de l'Ourcq et d'Abbeville à Eu et au Tréport, et approuve la convention passée avec la compagnie du Nord, pour la concession de ces chemins de fer.	428	VI	1192
31 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de divers chemins de fer.	429	VI	1197
31 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de plusieurs chemins de fer et approuve la convention passée avec la compagnie de l'Est, pour la concession desdits chemins de fer.	430	VI	1200
31 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de plusieurs chemins de fer et approuve la convention passée avec la compagnie de l'Ouest pour la concession desdits chemins de fer.	431	VI	1211
1876				
21 juin.	Loi qui autorise la ville de Paris à emprunter une somme de 120 millions de francs.	109	VII	360
21 juillet.	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Villaine à contracter un emprunt de 858 000 francs pour être affecté aux travaux des lignes ordinaires	110	VII	361
21 juillet.	Loi qui autorise le département du Loiret à contracter un emprunt de 140 000 francs pour être affecté aux travaux des chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement	111	VII	361
21 juillet.	Loi qui autorise le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement	112	VII	362
29 juillet.	Loi relative à l'ouverture, à Paris, d'une Exposition internationale universelle en 1878	113	VII	363
9 août.	Loi qui crée au Conservatoire des arts et métiers, à Paris, une Ecole destinée à l'étude et à l'enseignement des sciences dans leurs rapports avec l'agriculture.	114	VII	364

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1876				
12 août.	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt de 250 000 francs dont le produit sera affecté aux chemins vicinaux d'intérêt commun.	283	VII	859
12 août.	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt de 400 000 francs affecté aux travaux des lignes ordinaires.	284	VII	859
12 août.	Loi qui autorise le département de la Seine à contracter un emprunt de 500 000 francs affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun.	285	VII	859
12 août.	Loi qui autorise le département de la Vienne à s'imposer extraordinairement pour l'exécution de travaux de routes départementales.	286	VII	859
12 août.	Loi qui autorise la ville de Nancy (Meurthe-et-Moselle) à contracter un emprunt de 4 millions de francs pour subvenir à l'établissement d'une nouvelle distribution d'eau et à la construction d'un réseau général d'égouts et à s'imposer extraordinairement.	287	VII	860
15 août.	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à s'imposer extraordinairement pour l'exécution de chemins vicinaux.	288	VII	860
15 août.	Loi qui autorise le département de l'Aude à contracter un emprunt de 420 000 francs, qui sera affecté aux travaux des lignes ordinaires.	289	VII	860
15 août.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1876, un crédit supplémentaire de 5 750 000 francs pour l'achèvement des chemins vicinaux.	290	VII	860
15 août.	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un emprunt de 247 000 francs, qui sera affecté aux travaux des routes départementales et des chemins vicinaux, et à s'imposer extraordinairement.	291	VII	861
15 août.	Loi qui autorise le département du Loiret à contracter un emprunt de 142 200 francs qui sera affecté aux travaux des lignes ordinaires.	292	VII	861
15 août.	Loi qui autorise le département de l'Orne à contracter un emprunt de 648 400 francs pour l'achèvement des chemins ordinaires.	293	VII	861
15 août.	Loi qui autorise le département de l'Orne à s'imposer extraordinairement pour la construction d'un réseau de chemins de fer d'intérêt général.	294	VII	861
15 août.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt de 1 million de francs qui sera affecté à l'achèvement des chemins ordinaires.	295	VII	861
29 déc.	Loi portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1877. (Extraits.).	463	VII	1205

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	de pages.
1876				
29 déc.	Loi qui ouvre à divers ministres des crédits supplé- mentaires sur l'exercice 1876.	464	VII	1209
1877				
24 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de la Cluse à Bellegarde. . .	360	VIII	617
26 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique la concession de divers chemins de fer en Algérie.	117	VIII	281
21 juin.	Loi concernant le tarif des droits à percevoir sur le canal de l'Est.	118	VIII	305
23 juin.	Loi relative à la création d'un port à la Pointe-des- Galets (Ile de la Réunion) et à l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier à ce port tous les quartiers producteurs de l'île, depuis Saint-Pierre jusques et y compris Saint-Benoît, en passant par Saint-Denis.	120	VIII	305
26 juin.	Loi qui ouvre à divers ministres des crédits supplé- mentaires et extraordinaires sur les exercices 1876 et 1877 et des crédits spéciaux d'exercices clos et périmés.	120	VIII	327
2 juillet.	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 500 000 francs qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux. . .	121	VIII	330
2 juillet.	Loi qui autorise le département de la Nièvre à s'im- poser extraordinairement pour l'exécution de tra- vaux de routes départementales et de chemins vi- cinaux.	122	VIII	330
3 juillet.	Loi qui autorise la ville de Limoges à contracter un emprunt de 450 000 francs pour l'achèvement de ses chemins vicinaux et à s'imposer extraordinairement.	123	VIII	330
4 juillet.	Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement pour l'exécution de chemins vicinaux.	124	VIII	330
4 juillet.	Loi qui autorise le département de la Drôme à s'im- poser extraordinairement pour l'exécution de chemins vicinaux.	125	VIII	330
4 juillet.	Loi qui autorise le département de la Sarthe à s'im- poser extraordinairement pour la reconstruction des ponts de Malicorne et de Vivein.	126	VIII	331
4 juillet.	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt de 700 000 francs qui sera affecté aux travaux des lignes ordinaires.	127	VIII	331
12 juillet.	Loi qui autorise la ville de Beauvais à contracter un emprunt de 600 000 francs pour l'établissement d'une distribution d'eau et à s'imposer extraordi- nairement.	128	VIII	331
20 juillet.	Loi qui autorise le département de l'Aisne à con- tracter un emprunt de 1 million de francs pour l'exécution de chemins vicinaux, et à s'imposer extraordinairement.	129	VIII	331

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
Suite des Lois.				
1877 28 déc.	Loi qui autorise le département de l'Allier à contracter un emprunt de 1 million de francs qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux ordinaires et à s'imposer extraordinairement.	261	VIII	619
28 déc.	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un emprunt de 750 000 francs qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux ordinaires	262	VIII	619
28 déc.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pour l'entretien des chemins vicinaux	263	VIII	620
1878 2 janv.	Loi qui autorise le département de la Corse à contracter un emprunt de 260 000 francs qui sera affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun et à s'imposer extraordinairement	264	VIII	620
2 janv.	Loi qui autorise le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pour l'exécution de chemins vicinaux.	265	VIII	620
2 janv.	Loi qui autorise le département de la Mayenne à contracter un emprunt de 1 600 000 francs, pour le paiement d'une subvention applicable à la construction de trois chemins de fer d'intérêt général et à s'imposer extraordinairement	266	VIII	620
2 janv.	Loi qui autorise le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour l'exécution des chemins vicinaux ordinaires	267	VIII	620
11 janv.	Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 610 000 francs qui sera affecté aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	268	VIII	621
2 fév.	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pour l'exécution de travaux de routes départementales	269	VIII	621
2 fév.	Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales, des chemins vicinaux et l'installation de bacs à vapeur sur la Loire	270	VIII	621
2 fév.	Loi qui autorise le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 750 000 francs, qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun . .	271	VIII	621
11 fév.	Loi qui autorise le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 800 000 francs, qui sera affecté aux travaux des chemins de grande com-			

TABLE CHRONOLOGIQUE.

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878	munication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement	272	VIII	621
11 fév.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 1 250 000 francs, qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux ordi- naires	273	VIII	622
15 fév.	Loi qui autorise le département de la Loire à con- tracter un emprunt de 750 000 francs, qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux ordinaires.	274	VIII	622
15 fév.	Loi qui autorise le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt de 600 000 francs, qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux ordi- naires	275	VIII	622
15 fév.	Loi qui autorise le département de la Vienne à con- tracter un emprunt de 900 000 francs, qui sera af- fecté aux travaux des chemins vicinaux ordinaires.	276	VIII	622
26 fév.	Loi portant ouverture sur l'exercice 1878 de crédits provisoires montant à 358 891 171 francs	277	VIII	622
6 mars.	Loi qui autorise la création d'un bassin à flot au port de Paimpol (Côtes-du-Nord)	570	VIII	1421
8 mars.	Loi qui 1 ^o crée parmi les services spéciaux du trésor un compte intitulé : <i>Séquestre administratif des chemins de fer</i> ; 2 ^o ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 5 550 000 francs au titre du- dit compte.	571	VIII	1421
21 mars.	Loi qui approuve la convention conclue à Paris, le 9 mai 1877, entre la France et la Belgique, pour l'établissement d'un chemin de fer de Gorcy à Signeux.	572	VIII	1421
5 juillet.	Loi qui approuve la convention conclue à Paris, le 9 mai 1877, entre la France et la Belgique, pour l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Amand à Antoing.	573	VIII	1421
21 mars.	Loi qui approuve la convention conclue, le 23 sep- tembre 1877, entre la France et la Belgique, pour l'établissement d'un chemin de fer de Cambrai à Dour	574	VIII	1421
30 mars.	Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exer- cice 1878.	575	VIII	1421
3 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Châteaubriant à Rennes, avec embranchement sur Vitré.	576	VIII	1431
4 avril.	Loi qui 1 ^o classe comme ligne d'intérêt général le chemin de fer de Belleville à Beaujeu; 2 ^o approuve la convention passée, le 8 janvier 1878, entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Médit- erranée.	577	VIII	1431
6 avril.	Loi relative à l'amélioration de la Seine entre Paris et Rouen.	578	VIII	1441

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois</i>			
1878 8 avril.	Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un emprunt de 200 000 francs pour les travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun.	579	VIII	1440
9 avril.	Loi qui ouvre à divers ministres, sur les exercices 1876-1877, des crédits supplémentaires et extraordinaires et des crédits pour dépenses d'exercices clos.	580	VIII	1441
13 avril.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt de 1 400 000 francs, qui sera affecté aux travaux des chemins ordinaires. . .	581	VIII	1443
13 mai.	Loi relative à l'amélioration du Rhône entre Lyon et la mer.	582	VIII	1443
18 mai.	Loi qui 1 ^{re} incorpore divers chemins de fer d'intérêt local dans le réseau d'intérêt général; 2 ^e approuve les conventions passées entre le ministre des travaux publics et diverses compagnies de chemins de fer.	583	VIII	1444
11 juin.	Loi qui 1 ^{re} crée la dette amortissable par annuité; 2 ^e ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 381 millions pour le rachat des chemins de fer; 3 ^e autorise le ministre des finances à émettre la même somme de rentes 3 p. 100 amortissables et à convertir les obligations pour travaux publics. . .	584	VIII	1471
11 juin.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt de 1 535 000 francs qui sera affecté à la construction du chemin de fer d'intérêt local du Blayaie (ligne d'Ambarès à Saint-Gier-la-Lande).	177	IX	453
13 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de divers chemins de fer.	585	VIII	1478
13 juin.	Loi relative à l'amélioration du canal de Bourgogne, de la rivière d'Yonne, entre Auxerre et Montereau, et de la Seine, entre Montereau et Paris.	586	VIII	1479
14 juin.	Loi qui autorise l'agrandissement du port de Cette (Hérault) et l'acceptation de l'offre faite par la chambre de commerce de cette ville d'avancer à l'Etat les fonds nécessaires pour l'exécution des travaux projetés.	587	VIII	1480
14 juin.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à entreprendre l'exécution des travaux de superstructure de chemins de fer énoncés à l'article 1 ^{er} de la loi du 16 décembre 1875 et aux articles 1 ^{er} et 3 de la loi du 31 décembre 1875.	588	VIII	1481
15 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Mirecourt à Chalindrey, avec deux embranchements, l'un de Merrey à Neufchâteau, l'autre d'Andilly à Langres.	589	VIII	1482
15 juin.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878	pouvoir aux dépenses d'exécution de diverses lignes de chemins de fer.	590	VIII	1463
15 juin.	Loi qui classe une route nationale entre Lengwy et Pont-à-Mousson.	591	VIII	1484
15 juin.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à pourvoir aux dépenses du séquestre du chemin de fer de Bondy à Aulnay-lès-Bondy.	592	VIII	1485
17 juin.	Loi qui ouvre à divers ministres : 1 ^{er} des crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1877 et 1878 ; 2 ^e des crédits spéciaux pour dépenses d'exercices clos et périmés. (Extraits.)	593	VIII	1485
17 juin.	Loi qui ouvre à divers ministres : 1 ^{er} des crédits extraordinaires et supplémentaires sur les exercices 1877 et 1878 ; 2 ^e des crédits spéciaux pour dépenses d'exercices périmés.	594	VIII	1486
17 juin.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 803 000 francs qui sera affecté aux travaux de deux chemins de fer et autres travaux d'intérêt communal.	478	IX	453
17 juin.	Loi qui autorise le département de la Seine à s'imposer extraordinairement pour le paiement de la subvention applicable à l'exécution des travaux d'amélioration de la Seine entre Paris et Rouen.	179	IX	458
17 juin.	Loi qui autorise la ville de Caen à contracter un emprunt de 500 000 francs qui sera affecté aux travaux d'approfondissement du canal de Caen à la mer, avec construction d'un chemin d'accès, et à s'imposer extraordinairement	180	IX	453
17 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique les chemins de fer d'Ajaccio à Mezzana et de Bastia à Corte.	181	IX	454
17 juin.	Loi qui autorise la création d'un port en eau profonde à Boulogne (Pas-de-Calais).	182	IX	455
18 juin.	Loi portant abandon temporaire à la colonie de l'Inde française pour l'exécution du chemin de fer de Pondichéry, de tout ou partie de la subvention versée annuellement par cette colonie, au Trésor public.	183	IX	456
21 juin.	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux.	184	IX	467
21 juin.	Loi qui autorise le département de l'Aiene à s'imposer extraordinairement pour la construction des chemins de fer d'intérêt local de Saint Quentin à Vélizy-Bertincourt et de Crécy-Mortier à la Fère.	185	IX	467
21 juin.	Loi qui autorise le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires.	186	IX	467
21 juin.	Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement pour l'amélioration du canal de Caen à la mer, la construction du chemin de fer d'Isigny à la gare de la ligne de Cherbourg à Paris et autres travaux	187	IX	467

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1878				
31 juin.	Loi qui autorise le département du Cantal à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux.	188	IX	467
31 juin.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun.	189	IX	468
25 juin.	Loi qui autorise le département de la Manche à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun.	190	IX	468
25 juin.	Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins de fer d'intérêt local et autres travaux.	191	IX	468
25 juin.	Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux.	192	IX	468
25 juin.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt de 2 000 000 francs qui sera affecté au remboursement d'emprunts contractés, et pour le surplus aux travaux des chemins vicinaux.	193	IX	468
23 déc.	Loi portant fixation du budget général des dépenses de l'exercice 1879.	399	IX	969
24 déc.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et pour le paiement de subventions promises pour la construction des chemins de fer.	400	IX	975
24 déc.	Loi qui autorise le département des Vosges à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux.	401	IX	975
26 déc.	Loi portant : 1 ^o régularisation des décrets qui ont ouvert des crédits pendant la prorogation des Chambres; 2 ^o annulation de divers crédits supplémentaires relatifs à l'exercice 1877; 3 ^o ouverture, à divers ministres, de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1878; 4 ^o ouverture de crédits spéciaux pour dépenses d'exercices clos et périmés.	402	IX	975
26 déc.	Loi qui fixe le point de raccordement avec la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, du chemin de fer de Jeumont à Fourmies ou à Anor, et déclare d'utilité publique la section dudit chemin comprise entre Maubeuge et Cousolre.	403	IX	979
26 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Vassy à Doulevant-le-Château (Haute-Marne).	404	IX	979
26 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un canal dérivé de la rivière de la Vésubie pour l'irrigation du territoire de la ville de Nice (Alpes-Maritimes).	606	IX	1397

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
7 janv.	Loi qui approuve la convention conclue entre la France et la Belgique pour le raccordement du chemin de fer de Montmédy à Virton.	405	IX	995
9 janv.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1878, un crédit supplémentaire pour la réparation des dommages causés aux chemins vicinaux par les inondations de 1875, et annule une somme pareille sur l'exercice 1877.	406	IX	995
12 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Jessains à Eclaron.	407	IX	995
24 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Montauban à Brives par Cahors, Gourdon et Souillac.	408	IX	996
24 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Mende au Puy.	409	IX	997
26 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de trois chemins de fer dans le département de Meurthe-et-Moselle.	410	IX	997
28 mars.	Loi qui autorise le département de Constantine à contracter un emprunt de 6 millions de francs pour la construction de chemins vicinaux de grande communication.	411	IX	998
29 mars.	Loi relative au classement des nouvelles routes nationales en Algérie.	412	IX	999
29 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Dives à Deauville.	413	IX	999
2 avril.	Loi qui autorise l'Etat à accepter de la chambre de commerce de Honfleur l'avance d'une somme de 1 200 000 francs, applicables à l'achèvement des travaux d'amélioration du port de Honfleur.	414	IX	1000
2 avril.	Loi qui 1 ^{re} classe dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local d'Épernay (Oiry) à Romilly; 2 ^e déclare d'utilité publique et concède définitivement à la compagnie des chemins de fer de l'Est le chemin de fer de la Ferté-Gaucher à Sézanne.	415	IX	1001
3 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'exécution des travaux nécessaires pour le prolongement du canal à ouvrir entre la Marne et la Saône, de Donjeux à Pontaillier.	416	IX	1001
3 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration de la Seine entre Marcilly et Montereau.	417	IX	1002
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'exécution d'un canal de jonction de l'Aisne à l'Oise.	418	IX	1002
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement des chemins de fer: 1 ^{er} de la ligne de Poitiers à Limoges, près Nouaillé, au Blanc; 2 ^e de Civray à Lussac et de Montmorillon au Blanc; 3 ^e de Confolens à la ligne de Civray au Blanc.	419	IX	1003
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement du			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1879	chemin de fer d'Angers à la limite de la Sarthe, vers la Flèche.	420	IX	1004
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Hirson à Amagne par Remigny.	421	IX	1004
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Cahors à la ligne de Brive au Lot, près Capdenac.	422	IX	1005
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement des chemins de fer de Lons à Bon et à Armentières, et de Valenciennes au Cateau.	423	IX	1006
7 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Niort à Montreuil-Bellay, avec embranchement sur Moncontour.	424	IX	1007
7 avril.	Loi qui 1 ^o ouvre au ministre des finances, sur les exercices 1878 et 1879, un crédit pour le paiement des garanties d'intérêts dues au chemin de fer de l'Ouest, et le paiement des arrérages et des frais de l'emprunt réalisés en rentes 3 p. 100 amortissables; 2 ^o annule divers crédits ouverts, sur l'exercice 1878, au ministre des travaux publics.	425	IX	1008
8 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux d'établissement d'un canal de Montbéliard à Conflandey, destiné à relier le canal du Rhône au Rhin à la Saône.	426	IX	1009
8 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique la construction d'un canal entre Saint-Dizier et Vassy (Haute-Marne).	607	IX	1410
8 avril.	Loi relative au rachat de la concession de la Scarpe inférieure.	608	IX	1417
10 avril.	Loi qui autorise le département des Ardennes à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins d'intérêt commun et des chemins vicinaux.	427	IX	1010
10 avril.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt de 490 000 francs pour la construction d'un pont destiné au service de deux chemins vicinaux ordinaires.	428	IX	1010
10 avril.	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt de 2 500 000 francs pour le paiement de la subvention destinée à l'établissement de deux chemins de fer, et à s'imposer extraordinairement.	429	IX	1010
10 avril.	Loi qui autorise le département du Lot à contracter un emprunt de 500 000 francs qui sera affecté aux travaux des chemins vicinaux d'intérêt commun.	430	IX	1011
10 avril.	Loi relative à une dotation nouvelle de 300 millions de francs pour la caisse des chemins vicinaux.	431	IX	1011
13 juin.	Loi qui autorise le département de la Seine à s'imposer extraordinairement pour paiement de la subvention promise pour l'amélioration de la Seine			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	entre Paris et Rouen, et aux travaux des édifices départementaux, des routes départementales, du canal de Saint-Denis et du bassin de la Villette.	609	IX	1410
28 juin.	Loi qui autorise le département du Var à s'imposer extraordinairement pour l'exécution de travaux des chemins vicinaux ordinaires.	610	IX	1419
2 juillet.	Loi relative à l'exécution des chemins de fer de Bardonviller à Baccarat	611	IX	1420
11 juillet.	Loi qui modifie l'impôt sur les voitures de terre et d'eau en service régulier sur les chemins de fer.	612	IX	1421
15 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Auray à Quiberon.	613	IX	1422
15 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Velluire à Fentenay-le-Comte.	614	IX	1423
15 juillet.	Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer direct de Besançon à la frontière suisse, par Morteau.	615	IX	1423
17 juillet.	Loi qui classe 181 lignes de chemins de fer dans le réseau des chemins de fer d'intérêt général.	616	IX	1426
18 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Nazaire à Châteaubriant.	617	IX	1431
18 juillet.	Loi relative au classement du réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général en Algérie.	618	IX	1432
18 juillet.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1879, un crédit extraordinaire pour la construction, sur les terrains dépendant de l'Ecole Polytechnique, de bâtiments destinés à l'agrandissement de l'Ecole.	619	IX	1434
18 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Nantes à Segré.	620	IX	1434
18 juillet.	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires.	621	IX	1435
18 juillet.	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et les routes départementales.	622	IX	1435
18 juillet.	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à contracter un emprunt de 800 000 francs pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires.	623	IX	1436
18 juillet.	Loi qui autorise le département de la Marne à contracter un emprunt de 500 000 francs pour les travaux des chemins vicinaux.	624	IX	1436
18 juillet.	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt de 471 000 francs pour les travaux des chemins d'intérêt commun.	625	IX	1436
18 juillet.	Loi qui autorise la ville d'Alençon (Orne) à contracter un emprunt de 400 000 francs destiné, avec d'autres ressources, au paiement des travaux de con-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1879	struction d'un boulevard, avec établissement d'un pont sur la Sarthe, ainsi qu'à l'acquittement de travaux communaux.	626	IX	1436
16 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement des chemins de fer de Concarneau à Rospenden, de Morlaix à Roscoff et de Quimper à Douarnenez. .	627	IX	1437
25 juillet.	Loi qui autorise le département du Calvados à s'imposer extraordinairement pour le payement d'une subvention promise pour l'exploitation d'un chemin de fer et de diverses dépenses d'intérêt départemental.	628	IX	1437
25 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Baroncourt à Etain.	629	IX	1438
25 juillet.	Loi qui 1 ^{re} ouvre et annule des crédits sur les exercices 1877, 1878 et 1879; 2 ^e ouvre des crédits spéciaux pour les dépenses d'exercices périmés ou clos. .	630	IX	1438
28 juillet.	Loi relative au classement des travaux à exécuter dans les ports maritimes.	631	IX	1443
28 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de la limite de la Sarthe (vers la Flèche) à Saumur, avec raccordement des gares de Saumur.	632	IX	1448
28 juillet.	Loi qui 1 ^{re} déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de Preuilly à Tournon-Saint-Martin; 2 ^e incorpore dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local de Tournon à la Châtre.	633	IX	1449
31 juillet.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1879, un crédit extraordinaire pour réparer les bâtiments du théâtre de l'Opéra-Comique. .	634	IX	1450
31 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration et l'extension du port de Dunkerque.	635	IX	1450
31 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour la construction d'un quatrième bassin à flot au port de Honfleur.	636	IX	1451
13 juillet.	Loi concernant l'achèvement du port de Saint-Malo-Saint-Servan.	637	IX	1451
31 juillet.	Loi concernant l'achèvement des bassins du port de Saint-Nazaire.	638	IX	1452
31 juillet.	Loi qui incorpore dans le réseau d'intérêt général divers chemins de fer d'intérêt local.	639	IX	1452
31 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Hirson à Bassigny, par Ohis, le sud de la forêt de Nouvion à Wassigny.	640	IX	1454
31 juillet.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à entreprendre les travaux du chemin de fer de Marmande à Angoulême.	641	IX	1455
31 juillet.	Loi qui détermine le tracé de la section du chemin			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	de fer de Grande-Ceinture autour de Paris com- prise, entre Villeneuve-Saint-Georges et Palaiseau.	642	IX	1456
31 juillet.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à entreprendre l'exécution des travaux de super- structure de divers chemins de fer.	643	IX	1457
31 juillet.	Loi concernant l'achèvement du canal de l'Est. . .	644	IX	1458
31 juillet.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1879, un crédit pour la réparation des dommages causés aux routes nationales par les intempéries de l'hiver 1878-1879.	645	IX	1458
31 juillet.	Loi qui autorise le gouverneur général civil de l'Algérie à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la chambre de commerce de Bone d'avancer sans intérêt à l'Etat, la somme de 4 600 000 francs, pour être affectée aux travaux du port de Bone. .	197	X	451
31 juillet.	Loi qui autorise le gouverneur général civil de l'Algérie à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la chambre de commerce d'Alger d'avancer à l'Etat, sans intérêt, la somme de 1 700 000 francs, pour être affectée aux travaux du port d'Alger. .	198	X	452
4 août.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour la construction, dans le port du Havre, d'un neuvième bassin à flot et de deux formes de radoub.	706	IX	1541
4 août.	Loi qui approuve un convention passée entre le ministre des travaux publics et le syndic de la faillite de la compagnie des chemins de fer de Lille à Valenciennes et prolongements, relative au rachat de la ligne de Lérrouville à Sedan. . . .	1	X	5
5 août.	Loi relative au classement et à l'amélioration des voies navigables.	707	IX	1541
5 août.	Loi qui autorise le département du Rhône à con- tracter un emprunt de 150 000 francs pour les travaux de divers chemins d'intérêt commun . . .	708	IX	1547
5 août.	Loi qui autorise le département de la Savoie à con- tracter un emprunt de 690 000 francs pour les travaux de divers chemins de grande commu- nication et d'intérêt commun	709	IX	1547
5 août.	Loi qui autorise la ville de Saint-Etienne à con- tracter un emprunt de 30 millions de francs des- tiné à la réparation des chemins vicinaux et à d'autres travaux communaux, et à s'imposer extra- ordinairement.	710	IX	1517
6 août.	Loi qui autorise le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 465 000 francs destiné aux travaux de divers chemins ordinaires.	711	IX	1518
6 août.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 2 925 000 francs destiné au paiement de la subvention promise pour la con- struction du chemin de fer de Nontron à Sarlat, et à s'imposer extraordinairement.	712	IX	1518
6 août.	Loi qui autorise le département de la Nièvre à			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1879	s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes départementales et des chemins vicinaux.	713	IX	1548
6 août.	Loi qui autorise le département de la Savoie à contracter un emprunt de 400 000 francs destiné aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	714	IX	1548
6 août.	Loi qui autorise le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt de 1 500 000 francs destiné aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	715	IX	1549
7 août.	Loi qui ouvre ou annule divers crédits sur les exercices 1876, 1877, 1878 et 1879.	716	IX	1549
8 août.	Loi qui ouvre ou annule divers crédits sur les exercices 1878 et 1879.	717	IX	1550
8 août.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de la ligne de Lérrouville à Sedan.	718	IX	1553
8 août.	Loi qui accorde à la compagnie des chemins de fer de Picardie et Flandres un nouveau délai pour l'exécution des travaux de la ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain, avec embranchement sur Abbecon.	719	IX	1554
8 août.	Loi qui déclare d'utilité publique la construction d'un canal maritime destiné à faciliter l'accès du port de Nantes.	720	IX	1554
8 août.	Loi relative au chemin de fer d'Aillevillers au Val-d'Ajol.	721	IX	1554
8 août.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de la deuxième section du chemin de fer d'Albi au Vigan.	722	IX	1555
8 août.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour la construction de nouveaux quais au port de Rouen.	2	X	8
9 août.	Loi qui autorise le département de l'Ariège à contracter un emprunt de 1 500 000 francs destiné aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	723	IX	1556
9 août.	Loi qui autorise le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt de 726 000 francs destiné aux travaux de diverses lignes vicinales.	724	IX	1556
9 août.	Loi qui autorise le département du Cantal à contracter un emprunt de 1 200 000 francs destiné aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun.	725	IX	1556
9 août.	Loi qui autorise le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt de 617 000 francs destiné aux travaux des lignes d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	726	IX	1557

TABLE CHRONOLOGIQUE.

19

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
9 août.	Loi qui autorise le département du Cher à contracter un emprunt de 160 000 francs destiné aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun	726	IX	1557
9 août.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 1 725 000 francs destiné au paiement d'une subvention promise pour la construction de deux chemins de fer, et à s'imposer extraordinairement	728	IX	1557
9 août.	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à s'imposer extraordinairement pour le paiement de subventions promises pour la construction de deux chemins de fer, aux travaux de chemins vicinaux et à diverses dépenses d'intérêt départemental . .	729	IX	1557
9 août.	Loi qui autorise le département de l'Indre à contracter un emprunt de 300 000 francs destiné aux travaux des lignes de grande communication, et à s'imposer extraordinairement	730	IX	1558
9 août.	Loi qui autorise le département de l'Isère à contracter un emprunt de 78 000 francs destiné aux travaux des diverses lignes vicinales	731	IX	1558
9 août.	Loi qui autorise le département de la Lozère à contracter un emprunt de 1 million de francs destiné aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun	732	IX	1558
9 août.	Loi qui autorise le département de la Haute-Marne à contracter un emprunt de 840 000 francs destiné aux travaux des chemins d'intérêt commun . . .	733	IX	1558
9 août.	Loi qui autorise le département de la Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt de 281 500 francs destiné aux travaux de divers chemins d'intérêt commun	734	IX	1558
9 août.	Loi qui autorise le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement pour le paiement d'une subvention promise pour la construction d'un chemin de fer, et, pour le surplus, à diverses dépenses d'intérêt départemental	735	IX	1559
9 août.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt de 1 500 000 francs destiné aux travaux des lignes ordinaires, et à s'imposer extraordinairement	736	IX	1559
9 août.	Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un emprunt de 1 500 000 francs destiné aux travaux des lignes ordinaires, et à s'imposer extraordinairement	737	IX	1559
10 août.	Loi qui autorise le département de la Meuse à contracter un emprunt de 619 700 francs destiné aux travaux de diverses lignes vicinales	738	IX	1559
11 août.	Loi qui autorise le département de la Meuse à contracter un emprunt de 200 000 francs destiné aux travaux de lignes d'intérêt commun	739	IX	1559

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1879				
14 août.	Loi qui autorise le département de l'Ain à contracter un emprunt de 104 600 francs destiné aux travaux de diverses lignes vicinales	740	IX	1560
14 août.	Loi qui autorise le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt de 500 000 francs destiné aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun et à s'imposer extraordinairement	741	IX	1560
14 août.	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt de 2 500 000 francs destiné aux travaux des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun.	742	IX	1560
14 août.	Loi qui autorise le département de l'Aube à contracter un emprunt de 662 500 francs destiné aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement	743	IX	1560
14 août.	Loi qui autorise le département de l'Aude à contracter un emprunt de 4 millions de francs qui est destiné aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement	744	IX	1560
14 août.	Loi qui autorise le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement pour les travaux des routes et autres dépenses d'intérêt départemental	745	IX	1561
14 août.	Loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt de 945 000 francs destiné aux travaux des lignes ordinaires, et à s'imposer extraordinairement	746	IX	1561
14 août.	Loi qui autorise le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 4 millions de francs destiné aux travaux des lignes vicinales	747	IX	1561
14 août.	Loi qui autorise le département du Loiret à contracter un emprunt de 1 200 000 francs destiné aux travaux des chemins vicinaux, et à s'imposer extraordinairement	748	IX	1561
14 août.	Loi qui autorise le département du Loir-et-Cher à contracter un emprunt de 485 200 francs destiné aux travaux des lignes d'intérêt commun et des chemins ordinaires, et à s'imposer extraordinairement	749	IX	1562
14 août.	Loi qui autorise le département du Morbihan à contracter un emprunt de 2 040 000 francs destiné aux travaux des lignes vicinales	750	IX	1562
14 août.	Loi qui autorise le département du Pas-de-Calais à contracter un emprunt de 1 million de francs destiné aux travaux des lignes de grande communication.	751	IX	1562
14 août.	Loi qui autorise le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux et le salaire des cantonniers	752	IX	1562

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des art.les.	des volumes.	des pages.
1879				
14 août.	Loi qui autorise le département de la Seine-Inférieure à contracter deux emprunts destinés au paiement de la subvention promise pour l'établissement du canal de Tancarville et l'amélioration des ports et autres travaux départementaux, et à s'imposer extraordinairement	753	IX	1562
14 août.	Loi qui autorise le département des Deux-Sèvres à contracter un emprunt : 1° pour les travaux des lignes vicinales, et à s'imposer extraordinairement; 2° pour le rachat des ponts à péage situés sur les mêmes lignes	754	IX	1563
14 août.	Loi qui autorise le département du Tarn à contracter un emprunt de 2 610 000 francs qui sera consacré aux travaux des chemins vicinaux, et à s'imposer extraordinairement	755	IX	1563
14 août.	Loi qui autorise le département de Tarn-et-Garonne à contracter un emprunt de 1 million de francs destiné aux travaux des lignes vicinales.	756	IX	1563
14 août.	Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt de 1 270 300 francs destiné aux travaux de divers chemins d'intérêt commun.	757	IX	1563
16 août.	Loi qui autorise le département des Landes à contracter un emprunt de 250.000 francs qui sera appliqué aux travaux de chemins de grande communication et d'intérêt commun.	758	IX	1564
16 août.	Loi qui autorise le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 1 500 000 francs destiné aux travaux des lignes vicinales	759	IX	1564
18 déc.	Loi relative à la reconstruction de l'hôtel des Postes.	3	X	8
20 déc.	Loi qui affecte une somme de 600 000 francs aux explorations et études relatives à la mise en communication, par voie ferrée, de l'Algérie avec l'intérieur du Soudan.	91	X	273
20 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'établissement d'un canal dérivé du Rhône en vue de l'irrigation de territoire dans les départements de l'Isère, de la Drôme, de Vaucluse, du Gard et de l'Hérault.	92	X	273
31 déc.	Loi portant fixation du budget de l'exercice 1880.	271	X	557
31 déc.	Loi portant fixation du budget des dépenses de 1880. — (Extraits.)	93	X	274
24 déc.	Loi portant : 1° régularisation des décrets qui ont ouvert des crédits sur l'exercice 1879, pendant la prorogation des chambres; 2° ouverture de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1878 et 1879; 3° ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés. — (Extraits)	94	X	280
24 déc.	Loi qui autorise le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour les travaux des chemins vicinaux ordinaires.	95	X	282
27 déc.	Loi ouvre qui au ministre des travaux publics			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1879	un crédit supplémentaire sur l'exercice 1880. . .	96	X	283
27 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Mexana à Corte.	97	X	284
27 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Tonneins à Villeneuve-sur-Lot.	98	X	285
27 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Gilley à Pontarlier.	99	X	285
27 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de Vougeaucourt à Saint-Hippolyte.	100	X	286
27 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Sablé à Sillé-le-Guillaume.	101	X	287
27 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Carmaux à Rodez.	102	X	288
27 déc.	Loi qui autorise le département du Doubs à contracter un emprunt applicable aux travaux de diverses lignes vicinales.	103	X	288
2 déc.	Loi qui autorise le département de la Loire-Inférieure à contracter deux emprunts applicables aux travaux des chemins de grande communication et d'intérêt commun.	104	X	289
1880				
31 janv.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Quimper à Pont-l'Abbé.	377	X	153
31 janv.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Brieuc au Ligué.	378	X	157
31 janv.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Bas-Evette à Giromagny.	378	X	158
31 janv.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Elmes à Arles-sur-Tech.	379	X	159
12 février.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Fère-Champenoise à Vitry-le-François.	199	X	454
19 février	Loi portant suppression immédiate des droits de navigation intérieure.	200	X	453
21 février.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Moulis à la rive gauche de la Gironde, près Lamarque.	280	X	161
21 février.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Loudun à Châtellerault.	381	X	162
21 février.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Laurent-de-la-Prée à la pointe de la Fumée.	382	X	163
21 février.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un raccordement de chemin de fer entre la ligne de Grande Ceinture et la gare actuelle de St-Germain.	383	X	164
21 février.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Eu à Dieppe.	384	X	165
22 février.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire au port de commerce de Charbourg.	385	X	166

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
6 mars.	Loi qui autorise le département des Vosges à contracter un emprunt de 1 million de francs, applicable aux travaux de grande communication et d'intérêt commun.	202	X	456
9 mars.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Prades à Olette.	203	X	456
9 mars.	Loi relative au chemin de fer d'Alais au Rhône et à l'embranchement de Salindres.	204	X	457
12 mars.	Loi qui ouvre au ministre de l'intérieur et des cultes, sur l'exercice 1879, un crédit extraordinaire pour subventions aux chemins vicinaux.	205	X	458
12 mars.	Loi qui autorise le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt de 800 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	206	X	159
22 mars.	Loi relative à l'achèvement des travaux d'amélioration de la rivière d'Aa, de la Scarpe supérieure et des canaux de Neufossé, de Bourbourg et de Calais.	303	X	645
23 mars.	Loi qui autorise le département de la Drôme à contracter un emprunt de 518 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	207	X	460
27 mars.	Loi qui ouvre ou annule divers crédits sur les exercices 1878, 1879 et 1880.	208	X	460
27 mars.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1880, un crédit extraordinaire de 11 100 000 francs pour l'installation des ministères de l'intérieur, des postes et des télégraphes, de l'agriculture et du commerce, et des travaux publics.	309	X	664
2 avril.	Loi qui incorpore dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local de Moutiers à Albertville.	304	X	645
2 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour la création d'un port en eau profonde à la Mare-à-la-Beasse, dans la rade de la Pallice, près la Rochelle.	305	X	646
2 avril.	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à contracter un emprunt de 3 500 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	306	X	647
2 avril.	Loi qui autorise le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 2 millions de francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	307	X	647
2 avril.	Loi qui autorise le département du Gers à contracter un emprunt de 700 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	308	X	647
2 avril.	Loi qui autorise le département de la Gironde à contracter un emprunt de 2 200 000 francs applicable aux travaux des lignes d'intérêt commun.	309	X	648

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
Suite des Lois.				
1890				
2 avril.	Loi qui autorise le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt de 5 500 000 francs applicable au paiement d'une subvention promise pour l'établissement d'un chemin de fer et autres travaux, et à s'imposer extraordinairement. . . .	310	X	648
3 avril.	Loi autorisant l'exécution de travail à faire pour la submersion ou l'irrigation, par le canal du Midi, de terrains situés dans les départements de l'Aude et de l'Hérault.	311	X	648
3 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration et l'agrandissement du port de Dieppe.	312	X	649
3 avril.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration du port de Tréport.	313	X	650
6 avril.	Loi qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1890, un crédit extraordinaire pour les dépenses de l'Exposition de Melbourne.	210	X	465
7 avril.	Loi qui autorise le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt : 1° pour les travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun ; 2° pour le rachat des ponts à péage situés sur les lignes vicinales.	314	X	650
7 avril.	Loi qui autorise le département de la Vienne à contracter un emprunt extraordinaire, dont le produit sera affecté au paiement des subventions promises pour la construction de divers chemins de fer. . .	315	X	651
7 avril.	Loi qui autorise le département de l'Yonne à contracter un emprunt de 1 700 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication, et à s'imposer extraordinairement.	316	X	651
7 avril.	Loi qui autorise la ville de Saint-Denis (Seine) à contracter un emprunt de 4 millions de francs applicable à la canalisation du Croult, à la construction d'égouts et autres travaux d'utilité communale, et à s'imposer extraordinairement.	317	X	651
10 avril.	Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt de 245 000 francs destiné aux travaux des lignes vicinales.	318	X	651
10 avril.	Loi qui autorise le département du Calvados à contracter un emprunt de 1 058 800 francs applicable aux travaux des lignes vicinales.	319	X	651
10 avril.	Loi qui autorise le département de la Loire à contracter un emprunt de 750 000 francs applicable aux travaux de grande communication et d'intérêt commun	320	X	652
12 avril.	Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un emprunt de 300.000 francs destiné aux travaux des lignes ordinaires non compris dans			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1890	le réseau subventionné, et à s'imposer extraordinairement.	331	X	652
12 avril.	Loi qui autorise le département de l'Aisne à contracter un emprunt pour travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun et pour le rachat des ponts à péage situés sur les lignes vicinales, et à s'imposer extraordinairement.	332	X	652
12 avril.	Loi qui autorise le département de l'Allier à contracter un emprunt de 1 200 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	333	X	652
12 avril.	Loi qui autorise le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt de 1 933 800 francs applicable aux travaux des diverses lignes vicinales.	325	X	655
12 avril.	Loi qui autorise le département du Doubs à contracter un emprunt de 1 200 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	325	X	653
12 avril.	Loi qui autorise le département de l'Eure à contracter un emprunt de 40 000 francs destiné au rachat d'un pont à péage situé sur une ligne vicinale.	326	X	653
12 avril.	Loi qui autorise le département d'Eure-et-Loir à contracter deux emprunts pour les travaux de lignes de grande communication et d'intérêt commun.	327	X	653
12 avril.	Loi qui autorise le département du Gard à contracter un emprunt de 3 659 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	328	X	654
12 avril.	Loi qui autorise le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 1.500.000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	329	X	654
12 avril.	Loi qui autorise le département de la Manche à contracter un emprunt de 200 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	330	X	654
12 avril.	Loi qui autorise le département de la Meuse à contracter un emprunt de 800 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	331	X	654
12 avril.	Loi qui autorise le département de l'Oise à contracter un emprunt de 2 400 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication.	332	X	655
12 avril.	Loi qui autorise le département de l'Orne à contracter un emprunt de 750 000 francs applicable aux travaux des lignes vicinales ordinaires.	333	X	750
12 avril.	Loi qui autorise le département du Puy-de-Dôme à contracter un emprunt de 2 000 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communi-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1880	cation et d'intérêt commun	334	X	655
12 avril.	Loi qui autorise le département de la Sarthe à contracter un emprunt de 1 482 000 francs destiné à la construction de deux chemins de fer d'intérêt local, et à s'imposer extraordinairement.	335	X	655
12 avril.	Loi qui autorise le département de Seine-et-Marne à contracter un emprunt de 200 000 francs destiné au rachat des ponts à péage situés sur les lignes vicinales.	336	X	656
12 avril.	Loi qui autorise le département du Var à contracter un emprunt de 300 000 francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun.	337	X	656
12 avril.	Loi qui autorise le département de la Haute-Vienne à contracter un emprunt de 800 000 francs applicable aux travaux des lignes ordinaires.	338	X	656
12 avril.	Loi qui autorise la ville de Charleville (Ardennes) à contracter un emprunt de 450 000 francs applicable à l'établissement d'une distribution d'eau.	339	X	656
13 avril.	Loi qui autorise la ville de Granville (Manche) à contracter un emprunt de 1 600 000 francs pour concourir à la dépense d'établissement de bassins à flot et d'une cale de radoub, ainsi qu'à l'exécution de divers travaux d'utilité communale, et à s'imposer extraordinairement.	340	X	656
15 avril.	Loi qui autorise le département de la Creuse à contracter un emprunt de 1 million de francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	341	X	657
15 avril.	Loi qui autorise le département d'Indre-et-Loire à contracter un emprunt de 2 millions de francs applicable aux travaux des lignes de grande communication et d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	342	X	657
15 avril.	Loi qui autorise la ville de Perpignan à contracter un emprunt de 270 000 francs destiné au payement des travaux de distribution d'eau.	343	X	657
15 avril.	Loi qui autorise la ville de Rochefort (Charente-Inférieure) à contracter un emprunt destiné à la construction d'un bassin à flot et à l'exécution de projets d'intérêt commun.	344	X	657
15 avril.	Loi qui autorise la ville de Saint-Quentin (Aisne) à contracter un emprunt de 1 million de francs destiné à la construction d'un pont sur la Somme, à la rectification d'un aqueduc, à l'achèvement ou le percement de plusieurs rues et autres travaux d'intérêt commun, et à s'imposer extraordinairement.	345	X	658

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
15 avril.	Loi qui autorise la ville de Tours à contracter un emprunt de 300 000 francs applicable à l'amélioration du service des eaux, à l'établissement de canaux d'amenée à l'usine de Rochepinaud, etc.	316	X	658
20 mai.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration du port de Saint-Vaéry-en-Caux.	410	X	867
30 mai.	Loi qui autorise le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 1 million de francs applicable au paiement d'une subvention destinée à la construction du chemin de fer de Marmande à Angoulême, et à s'imposer extraordinairement.	317	X	658
8 juin.	Loi qui approuve la convention conclue, entre la France et la Belgique, pour le raccordement des sections française et belge du chemin de fer de Douai à Tournai.	411	X	867
11 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement de la deuxième section du chemin de fer de Saint-Florentin à Vitry-le-François.	412	X	868
11 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Châtelleraut à Tournon-Saint-Martin.	413	X	869
11 juin.	Loi relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways.	414	X	870
22 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Montluçon à Eygurande.	415	X	879
22 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Miniac à la Gouesnière, par Châteauneuf.	416	X	879
22 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Mont-de-Marsan à ou près Saint-Sever.	417	X	880
22 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique le raccordement, près Elbeuf, des chemins de fer d'Elbeuf à Rouen (Saint-Sever) et de Serquigny à Rouen.	418	X	880
22 juin.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Pont-Audemer à Quetteville.	419	X	881
24 juin.	Loi qui ouvre ou annule divers crédits sur les exercices 1878, 1879 et 1880.	420	X	881
1 ^{er} juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration du port de Fécamp.	530	X	1141
3 juillet.	Loi qui incorpore dans le réseau d'intérêt général le chemin de fer d'intérêt local de Rameau à Châlon avec embranchement sur Montchanin.	531	X	1141
3 juillet.	Loi qui autorise, dans certains cas, l'augmentation du nombre des jurés portés sur les listes dressées annuellement en vertu de l'article 29 de la loi du 3 mai 1844 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.	532	X	1143
13 juillet.	Loi relative au rachat de la concession du canal de Vire-et-Taute (Manche).	533	X	1143

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
Suite des Lois.				
1880				
17 juillet.	Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1879 et 1880.	534	X	1144
18 juillet.	Loi qui ouvre ou annule des crédits sur les exercices 1878, 1879 et 1880.	535	X	1147
19 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Champagnole à ou près Tancua, avec embranchement sur Morez.	536	X	1151
19 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Lons-le-Saulnier à Champagnole.	537	X	1152
19 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Saint-Claude à la Cluse.	538	X	1152
19 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Tarnay à Château-Chinon.	539	X	1153
19 juillet.	Loi qui modifie la convention du 7 février 1874, relative à la concession d'un canal d'irrigation dérivé de la rivière de la Bourne, dans le département de la Drôme.	540	X	1154
19 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour la construction d'un canal du Havre à Tancarville.	541	X	1156
19 juillet.	Loi qui autorise le gouvernement général civil de l'Algérie à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la chambre de commerce d'Oran d'avancer à l'Etat une somme de 2 500 000 francs pour être affectée à l'achèvement des travaux du port d'Oran.	542	X	1158
21 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de l'Etang-la-Ville à Saint-Cloud.	544	X	1159
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la construction d'un port dans l'anse du Fossillon, à Royan, à l'embouchure de la Gironde.	545	X	1160
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire au port de Marseille pour l'achèvement de l'avant-port Nord.	546	X	1160
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux nécessaires pour l'établissement d'une entrée profonde et d'une rade au port de Cette (Hérault).	547	X	1161
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour la construction d'un troisième bassin à flot au port de Rochefort.	548	X	1161
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique les travaux à faire pour l'amélioration de la ligne navigable de Mons à Paris.	549	X	1162
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Chagny à Auxonne, avec embranchement de Saint-Loup-de-la-Salle à Beaune.	550	X	1162
27 juillet.	Loi qui 1° incorpore dans le réseau d'intérêt général			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1860	le chemin de fer de Pons à la Tremblade, avec embranchement de Saujon sur Royan; 2 ^e approuve une convention passée avec la compagnie du chemin de fer de la Seudre pour le rachat de ladite ligne.	551	X	1163
27 juillet.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Pouancé à la ligne de Paris à Brest, près l'aval.	552	X	1166
27 juillet.	Loi qui approuve une convention passée avec les liquidateurs judiciaires de la compagnie du chemin de fer de Dunkerque à Furnes pour le rachat de la partie française de ladite ligne.	553	X	1167
27 juillet.	Loi qui approuve une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Bondy à Aulnay-les-Bondy pour le rachat de ladite ligne.	554	X	1169
27 juillet.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de divers chemins de fer construits par l'Etat et non concédés.	555	X	1172
29 juillet.	Loi qui autorise le ministre des travaux publics à entreprendre l'exécution des travaux de superstructure de chemins de fer déclarés d'utilité publique et construits par l'Etat.	556	X	1173
	2 ^e Décrets.			
1870				
15 janv.	Décret autorisant la ville de Paris à passer un nouveau traité avec la compagnie parisienne du gaz. (Voir ce décret et le traité dans les Mémoires. 1 ^{er} sem. 1878, p. 531.)	»	VIII	»
1872				
6 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de plusieurs chemins de fer d'intérêt local dans le département de l'Oise.	132	VI	1217
1873				
25 oct.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer partant d'un point pris sur la ligne de Saint-Lô à Lamballe, à ou près Avranches, et aboutissant à la limite du département de Orne, dans la direction de Passais.	215	VI	643
1874				
7 oct.	Accumulation des neiges dans la tranchée de Montredon (Aude)	216	VI	657
7 oct.	Agrandissement de la station de Coursan (Aude)	217	VI	658
7 oct.	Construction de maisons de garde aux passages à niveau, sur la ligne d'Albi à Carmaux (Tarn)	218	VI	658
ct.	Rectification de la route départementale du Lot, n° 13, dans la traverse de Figeac.	219	VI	659
7 oct.	Modification du chemin de fer de Lille à Calais. — Nouveau délai accordé à la compagnie du Nord pour l'acquisition des terrains.	220	VI	659

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1874	<i>Suite des Décrets.</i>			
18 oct.	Rectification de la route départementale de l'Yonne, n° 7 d'Avallon à Lormes	221	VI	660
19 oct.	Rectification de la route départementale de l'Ardèche, n° 1, de Serrières à Barjac.	222	VI	660
18 oct.	Construction d'un nouvel embranchement de la route départementale de la Mayenne, n° 1	223	VI	661
18 oct.	Construction d'un pont fixe sur la Charente (Charente-Inférieure).	224	VI	661
18 oct.	Construction d'un pont suspendu à péage sur l'Isère.	225	VI	662
9 nov.	Construction d'un pont à péage à Douelle (Lot).	226	VI	699
11 nov.	Amélioration du Rhône (Drôme et Ardèche).	226	VI	702
14 nov.	Décret qui affecte au département des travaux publics une parcelle de terrain domanial, située sur la plage de Cayeux (Somme)	226	VI	702
14 nov.	Décret portant règlement pour la répartition en temps de sécheresse, entre l'agriculture et l'industrie, des eaux de rivières non navigables ni flottables, ruisseaux et fontaines du département du Cantal.	237	VI	702
14 nov.	Décret portant règlement pour la répartition des eaux de la Joignes entre l'agriculture et l'industrie, dans les communes de Canisy, Saint-Gilles et Saint-Etienne-de-Bonfossé (Manche)	238	VI	703
21 nov.	Agrandissement de la gare de la Croix-Rousse (Rhône)	239	VI	703
21 nov.	Amélioration du Couesnon en aval de Pontorson (Ille-et-Vilaine et Manche)	240	VI	703
21 nov.	Conversion en station de la halte de Reaillan (Gironde).	241	VI	704
21 nov.	Défense de la ville de Florensac contre les inondations de l'Hérault	242	VI	705
30 nov.	Etablissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès.	243	VI	705
7 déc.	Etablissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Boisleux à Marquion (Pas-de-Calais).	244	VI	725
7 déc.	Amélioration du chenal du Milieu, du Feneau et des Enfers (Charente-Inférieure)	245	VI	738
11 déc.	Reconstruction et transformation de ponts (Seine-Inférieure)	246	VI	738
11 déc.	Restauration de la grande écluse des chasses du port des Sables (Vendée) et reconstruction du quai de la Chaume.	247	VI	739
11 déc.	Décret portant règlement pour le curage des lits et l'entretien des digues et ouvrages d'art des divers affluents de la rive gauche du Var dans le département des Alpes-Maritimes.	248	VI	739
11 déc.	Agrandissement de la station de Pézenas (chemin de fer d'Agde à Lodève)	249	VI	739
11 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Gray à Gy, avec prolongement sur Bucey-lès-Gy	253	VI	1235

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1874				
24 déc.	Approbation du tarif des droits de péage au bac de Rosbras (Finistère).	250	VI	740
24 déc.	Décret qui rend applicable au passage d'eau de l'Herbivage, sur le canal de Nantes à Brest (département du Morbihan), le tarif édicté par décret du 19 mars 1859 pour la perception des droits au bac de Poubo, sur l'Oust.	251	VI	742
1875				
3 janv.	Etablissement d'une voie d'embranchement destinée à relier les fosses Saint-Léonard et Général-Chabaud-Latour à la ligne d'Anzin à la frontière belge. — Déclaration d'utilité publique.	1	VI	5
3 janv.	Etablissement d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier la fosse n° 6, des mines de Lens à la gare d'eau de Vendin-le-Vieil, sur la Deule, et à la gare de Vielaines, sur la ligne de Lille à Béthune.	2	VI	7
3 janv.	Fixation de la cotisation à percevoir sur les traies de bois de charpente, sciage et charroinage flottés, pendant l'exercice 1875. — Approvisionnement de Paris.	23	VI	83
3 janv.	Fonds de concours versés au trésor par la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'agrandissement de l'avant-port de cette ville. — Ouverture de crédit sur l'exercice 1875.	24	VI	84
3 janv.	Fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction des lignes de Port-Vendres à la frontière d'Espagne, de Rodez à Millau et de Carcassonne à Quillan. — Ouverture de crédit sur l'exercice 1875.	25	VI	85
3 janv.	Fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction des chemins de fer de Foix à Tarascon et de Mende à Sévérac, avec embranchement sur Marvejols. — Ouverture de crédit sur l'exercice 1875.	26	VI	86
3 janv.	Fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction du chemin de fer de Condom à Port-Sainte-Marie. — Ouverture de crédit sur l'exercice 1875.	27	VI	86
3 janv.	Fonds de concours versés au trésor par la compagnie du chemin de fer du Nord, pour la construction des chemins de fer d'Épinay à Luzarches et d'Arras à Etaples avec embranchement sur Béthune et Abbeville. — Ouverture de crédit sur l'exercice 1875.	34	VI	107
3 janv.	Construction d'un bassin intérieur d'échouage au port de Port-en-Bessin (Calvados).	252	VI	742
12 janv.	Autorisation accordée à la chambre de commerce de Boulogne de construire et d'exploiter un bâtiment destiné à la réception des voyageurs et à la visite			

DATES des décisions	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1875 12 janv.	des marchandises en provenance ou à destination de l'Angleterre	35	VI	107
12 janv.	Désignation des parties des fleuves, rivières et canaux navigables et flottables réservées pour la reproduction du poisson.	36	VI	111
12 janv.	Décret qui rapporte le décret du 14 mars 1857, affectant au département des travaux publics un terrain domanial situé sur le bord du canal de la Somme, en aval du port d'Abbeville (Somme) . .	253	VI	743
12 janv.	Bassin à flot de Saint-Malo. — Travaux d'amélioration.	254	VI	743
12 janv.	Affectation d'une partie de la forêt domaniale de Château-Regnault (Ardennes).	255	VI	743
20 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Marcoing à la limite du département du Pas-de-Calais, vers Bapaume	256	VI	744
25 janv.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	61	VI	221
25 janv.	Approbation : 1° du traité passé entre le département des Ardennes et la compagnie des chemins de fer de l'Est, pour la cession de la ligne d'intérêt local de Pont-Maugis à Raucourt et à Mouzon ; 2° de la convention passée entre les concessionnaires de la ligne de Sedan à Lérrouville et la compagnie des chemins de fer de l'Est.	62	VI	222
25 janv.	Rectification de la route départementale de Tarn-et-Garonne, n° 11	257	VI	758
30 janv.	Décret qui ouvre, sur l'exercice 1874, un crédit de 318 476 ^{fr.} 35, à titre de fonds de concours versés au trésor par les départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.	258	VI	758
30 janv.	Décret qui autorise l'établissement et l'exploitation, au port de Dunkerque, d'une cale de halage pour la visite et la réparation des navires.	259	VI	762
10 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1874, un crédit de 200 000 francs, à titre de fonds de concours versés au trésor pour la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'agrandissement de l'avant-port de cette ville	260	VI	774
10 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 100.000 francs, à titre de fonds de concours versés au trésor, par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de construction de ce canal	261	VI	774
10 févr.	Ouverture de deux routes départementales destinées à relier la vallée de la Tambouze à la gare de Saint-Victor (Rhône).	262	VI	775

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
10 févr.	Amélioration de la navigation du Rhône aux passages de la Reconvra et de Rochemaure (Drôme et Ardèche)	263	VI	775
24 févr.	Décret qui substitue les sieurs <i>Leignadier</i> et <i>Dumoustier</i> aux droits, charges et obligations résultant de la concession faite au sieur <i>de Montgaillard</i> pour l'installation d'un service de touage sur la Saône	264	VI	776
24 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 900 000 francs, à titre de fonds de concours, versés au trésor, par la chambre de commerce de Bordeaux, pour l'achèvement du bassin à flot et la construction d'une forme de radoub au port de cette ville.	265	VI	777
24 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 1 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Marseille, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	266	VI	777
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer de l'Est	267	VI	778
24 févr.	Décret qui autorise les travaux de restauration et d'amélioration de la forme de radoub du port de commerce de Rochefort	268	VI	779
24 févr.	Rectification de la route départementale n° 20 (Tarn-et-Garonne)	269	VI	782
24 févr.	Rectification de la route départementale n° 3 (Seine-Inférieure).	270	VI	782
5 mars.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 22 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'entretien des routes thermales, du nouveau parc et de la prise d'eau de Vichy	271	VI	783
8 mars.	Bacs de Velotte et d'Avenay (Doubs).	272	VI	784
9 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	273	VI	784
9 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	274	VI	785
9 mars.	Reconstruction de la gare de voyageurs et agrandissement de la gare de marchandises de la station de Valergues (Hérault)	275	VI	787
9 mars.	Établissement d'un faisceau de voies de triage à la bifurcation de Cette-la-Peyrade (Hérault)	276	VI	787
9 mars.	Chemin de fer de Livron à Privas (Ardèche). — Établissement d'une deuxième voie	277	VI	788
9 mars.	Agrandissement de la gare d'Orléans (Loiret).	278	VI	788
9 mars.	Agrandissement de la gare de Caen (Calvados)	279	VI	789
9 mars.	Décret qui proroge le délai fixé pour l'accomplisse-			

DATES des décisions	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1875 12 janv.	des marchandises en provenance ou à destination de l'Angleterre	35	VI	107
12 janv.	Désignation des parties des fleuves, rivières et canaux navigables et flottables réservées pour la reproduction du poisson	36	VI	111
12 janv.	Décret qui rapporte le décret du 14 mars 1857, affectant au département des travaux publics un terrain domanial situé sur le bord du canal de la Somme, en aval du port d'Abbeville (Somme) . .	253	VI	743
12 janv.	Bassin à flot de Saint-Malo. — Travaux d'amélioration.	254	VI	743
12 janv.	Affectation d'une partie de la forêt domaniale de Château-Rognault (Ardennes).	255	VI	743
30 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Marcoing à la limite du département du Pas-de-Calais, vers Bapaume	256	VI	744
25 janv.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	61	VI	321
25 janv.	Approbation : 1° du traité passé entre le département des Ardennes et la compagnie des chemins de fer de l'Est, pour la cession de la ligne d'intérêt local de Pont-Maugis à Raucourt et à Mouzon ; 2° de la convention passée entre les concessionnaires de la ligne de Sedan à Lérrouville et la compagnie des chemins de fer de l'Est.	62	VI	322
25 janv.	Rectification de la route départementale de Tarn-et-Garonne, n° 11	257	VI	758
30 janv.	Décret qui ouvre, sur l'exercice 1874, un crédit de 318 476,25, à titre de fonds de concours versés au trésor par les départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.	258	VI	758
30 janv.	Décret qui autorise l'établissement et l'exploitation, au port de Dunkerque, d'une cale de halage pour la visite et la réparation des navires.	259	VI	762
10 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1874, un crédit de 200 000 francs, à titre de fonds de concours versés au trésor pour la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'agrandissement de l'avant-port de cette ville	260	VI	774
10 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 100.000 francs, à titre de fonds de concours versés au trésor, par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de construction de ce canal	261	VI	774
10 févr.	Ouverture de deux routes départementales destinées à relier la vallée de la Tambouze à la gare de Saint-Victor (Rhône).	262	VI	775

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
10 févr.	Amélioration de la navigation du Rhône aux passages de la Recouvré et de Rochemaure (Drôme et Ardèche)	263	VI	775
24 févr.	Décret qui substitue les sieurs <i>Leignadier</i> et <i>Dumoustier</i> aux droits, charges et obligations résultant de la concession faite au sieur <i>de Montgaillard</i> pour l'installation d'un service de touage sur la Saône	264	VI	776
24 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 900 000 francs, à titre de fonds de concours, versés au trésor, par la chambre de commerce de Bordeaux, pour l'achèvement du bassin à flot et la construction d'une forme de radoub au port de cette ville.	265	VI	777
24 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 1 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Marseille, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	266	VI	777
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer de l'Est	267	VI	778
24 févr.	Décret qui autorise les travaux de restauration et d'amélioration de la forme de radoub du port de commerce de Rochefort	268	VI	779
24 févr.	Rectification de la route départementale n° 20 (Tarn-et-Garonne)	269	VI	782
24 févr.	Rectification de la route départementale n° 3 (Seine-Inférieure).	270	VI	782
5 mars.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 22 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'entretien des routes thermales, du nouveau parc et de la prise d'eau de Vichy	271	VI	783
8 mars.	Bacs de Velotte et d'Avenay (Doubs).	272	VI	784
9 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	273	VI	784
9 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	274	VI	785
9 mars.	Reconstruction de la gare de voyageurs et agrandissement de la gare de marchandises de la station de Valergues (Hérault)	275	VI	787
9 mars.	Établissement d'un faisceau de voies de triage à la bifurcation de Cette-la-Peyrade (Hérault).	276	VI	787
9 mars.	Chemin de fer de Livron à Privas (Ardèche). — Établissement d'une deuxième voie	277	VI	788
9 mars.	Agrandissement de la gare d'Orléans (Loiret).	278	VI	788
9 mars.	Agrandissement de la gare de Caen (Calvados)	279	VI	789
9 mars.	Décret qui proroge le délai fixé pour l'accomplisse-			

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
	ment des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer de Villeneuve-le-Comte à Mortcerf.	280	VI	789
1875 9 mars.	Rectification des routes nationales n° 19 de Paris à Bâle et n° 83 de Lyon à Strasbourg	435	VI	1254
9 mars.	Rectification de la route nationale n° 92 (Ain)	435	VI	1255
9 mars.	Port de Boulogne. — Achèvement du quai Bonaparte et construction d'un mur de quai.	436	VI	1255
9 mars.	Construction d'un pont métallique sur la rivière de Leyre (Gironde).	437	VI	1256
10 mars.	Décret qui nomme M. Caillaux ministre des travaux publics.	281	VI	790
12 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de deux nouvelles voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Lille.	282	VI	790
12 mars.	Décret portant règlement pour l'irrigation des prairies situées sur les bords du ruisseau de Vallan ou de ses dérivations, depuis le village de Vallan jusqu'à la rivière d'Yonne, sur les territoires des communes de Vallan et d'Auxerre (Yonne)	283	VI	792
12 mars.	Décret qui autorise la société des mines de Marsanges à établir un chemin de fer d'embranchement destiné à relier lesdites mines à la ligne de Brioude à Alais.	284	VI	792
12 mars.	Rectification de la route départementale n° 3 du Puy-de-Dôme	438	VI	1256
12 mars.	Agrandissement du port de Thourrotte (Oise)	439	VI	1257
12 mars.	Construction d'un barrage éclusé sur la Saône (Rhône).	440	VI	1257
15 mars.	Construction d'un pont à péage sur le Taurion (Haute-Vienne)	285	VI	807
17 mars.	Fixation de la cotisation à percevoir sur les trains de bois flotté, pendant l'exercice 1875 (Approvisionnement de Paris).	286	VI	809
17 mars.	Décret qui autorise la commune d'Hervy (Cher) à établir dans le canal latéral à la Loire une prise d'eau continue destinée à remplacer la concession intermittente réglée par décret du 18 janvier 1865.	287	VI	810
17 mars.	Délimitation de la mer à l'embouchure de l'Odette.	288	VI	810
17 mars.	Rectification de la route nationale n° 6 (Côte-d'Or).	441	VI	1258
17 mars.	Rectification des routes nationales n° 161 et 169 (Finistère). — Nouveau délai accordé.	442	VI	1258
23 mars.	Décret portant répartition entre les départements de la septième annuité des conventions accordées par les lois des 15 juillet 1868 et 25 juillet 1873 pour l'achèvement des chemins vicinaux.	291	VI	833
23 mars.	Décret portant répartition entre les départements de la somme de 170 000 francs, formant le complément de la septième annuité de la subvention de			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875	100 millions accordés, en vertu de la loi du 11 juillet 1868, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	292	VI	837
27 mars.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	293	VI	839
27 mars.	Ligne de Bordeaux à Cette. — Ouverture d'un fossé.	443	VI	1259
27 mars.	Amélioration du Rhône (Ardèche). — Construction d'une digue.	444	VI	1259
31 mars.	Décret relatif aux prix de vente de la dynamite formant les approvisionnements actuels des magasins de l'Etat.	294	VI	839
5 avril.	Décret qui ouvre au gouvernement général de l'Algérie un crédit de 32 100 francs sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de Constantine, pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées.	295	VI	840
7 avril.	Construction d'un pont à péage sur la Garonne, commune de Grenade (Haute-Garonne).	296	VI	840
12 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux d'assainissement de l'étang de l'Arnel et approuve la concession passée entre l'Etat et le préfet de l'Hérault, pour la concession à ce département de la partie domaniale dudit étang.	297	VI	843
12 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier la ligne de Sathonay à Bourg à celle de Lyon à Genève.	298	VI	847
12 avril.	Décret qui proroge le délai d'exécution des travaux du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin à Guise.	299	VI	848
12 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 1 500 000 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux du canal de l'Est.	300	VI	849
12 avril.	Décret qui approuve l'adjudication d'un service de touage à vapeur à établir sur le canal latéral à l'Oise, et sur l'Oise canalisée, entre Chauny et Conflans.	301	VI	849
12 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Miramas à Port-de-Bouc.	302	VI	850
22 avril.	Agrandissement et modification de la gare de Nancy.	445	VI	1260
12 avril.	Ligne de Bordeaux à Cette. — Agrandissement de la station de Vias.	446	VI	1260
12 avril.	Élargissement et consolidation du remblai de la Combe (Hérault).	454	VI	1278
12 avril.	Construction d'un pont sur la rivière du Brivet (Loire-inférieure).	458	VI	1279

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1875				
13 avril.	Approbation du tarif des droits de péage au bac de Poses, sur la Seine (Eure)	303	VI	863
16 avril.	Décret qui substitue MM. Ernest Dréolle et Fillet aux droits, charges et obligations résultant pour M. Enault du décret du 4 octobre 1848, relatif à l'installation d'un service de tonnage sur le canal de Caen à la mer	304	VI	866
16 avril.	Rectification de la route départementale, n° 21, dans la côte de Belencombre (Seine-Inférieure) . .	453	VI	1279
16 avril.	Rectification de la route départementale de la Haute-Saône, n° 18	454	VI	1279
16 avril.	Rectification de la route départementale, n° 5, de la Creuse	455	VI	1280
16 avril.	Rectification de la route départementale de l'Ariège, n° 3.	456	VI	1280
21 avril.	Décret qui autorise l'établissement de voies ferrées à traction de chevaux dans diverses communes du département d'Alger	305	VI	867
8 mai.	Décret qui ouvre sur l'exercice 1875 un crédit de 1 million de francs, représentant une somme versée au Trésor par la ville de Dunkerque pour les travaux d'amélioration du port de commerce de cette ville.	306	VI	875
8 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	307	VI	875
8 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Saint-Waast-là-Haut à la ligne de Valenciennes à Douzies	457	VI	1281
8 mai.	Agrandissement de la gare de Saint-Étienne (Loire) .	458	VI	1296
17 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	308	VI	877
17 mai.	Balisage de la rade de Lorient. — Construction de quatre feux de direction.	459	VI	1297
17 mai.	Ligne de Bordeaux à Cette. — Agrandissement de la station de Nissan.	460	VI	1297
17 mai.	Écluse de Fontinettes (Pas-de-Calais). — Doublement des sas.	461	VI	1298
17 mai.	Port des Sables-d'Olonne (Vendée). — Établissement d'une grue fixe	462	VI	1298
21 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique le rachat de la concession des ponts desservant le chemin vicinal de grande communication, n° 18, du département de la Charente, dans les communes de la Chapelle et de Marcillac-Lanville.	309	VI	879

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
22 mai.	Décret qui fixe le premier terme de paiement de la subvention allouée sur les fonds du Trésor pour le chemin de fer d'intérêt local de Pons à Royan et à la Tremblade	310	VI	879
23 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	311	VI	879
22 mai.	Établissement d'un chemin latéral sur la gauche de la gare de Tempéras (Gard)	463	VI	1301
29 mai.	Dérivation des eaux du Rançon (Saône-et-Loire). — Modification.	464	VI	1302
29 mai.	Établissement d'un canal de dérivation (Isère).	465	VI	1303
29 mai.	Construction de la route départementale, n° 115 (Loire).	466	VI	1302
29 mai.	Rectification de la route départementale, n° 2, de Lot-et-Garonne	467	VI	1303
29 mai.	Rectification de la route départementale, n° 15, de la Meuse.	468	VI	1303
29 mai.	Rectification de la route nationale, n° 155, dans les côtes de la Huettière (Ille-et-Vilaine).	469	VI	1304
5 juin.	Décret qui autorise les concessionnaires du canal d'irrigation de la Bourne à dériver de la rivière de ce nom le volume d'eau nécessaire à l'alimentation de ce canal (Drôme).	312	VI	880
5 juin.	Traité passé entre le département de la Seine et la compagnie des tramways de Paris, pour l'établissement et l'exploitation du réseau extérieur du sud des voies ferrées à traction de chevaux dans Paris et sa banlieue.	313	VI	880
5 juin.	Expropriation de terrains pour l'établissement d'un port sec (Hautes-Pyrénées)	314	VI	894
5 juin.	Bac de Chancia (Jura). — Application de tarif	315	VI	895
5 juin.	Affectation de terrains pour la construction d'un bâtiment (Pas-de-Calais)	470	VI	1305
9 juin.	Construction d'un pont sur la rivière de Vienne (Vienne).	316	VI	895
15 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Moutiers à Albertville.	317	VI	897
15 juin.	Décret qui prescrit la mise en adjudication d'un service de tonnage à établir sur la Garonne, entre Bordeaux et Castets.	318	VI	917
15 juin.	Décret qui détermine le tracé du chemin de fer de Saint-Lô à Lamballe entre Dol et Lamballe	319	VI	918
15 juin.	Décret qui autorise la compagnie des chemins de fer de l'Ouest d'employer des rails en acier du poids de 30 kilogrammes.	320	VI	918
15 juin.	Rectification de la route départementale du Gard, n° 25	471	VI	1305
15 juin.	Rectification de la route départementale du Doubs, n° 10.	472	VI	1306

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1875				
15 juin.	Rectification du tracé du chemin de fer de Laguy à Neufmoutiers et à Mortcerf	473	VI	1306
15 juin.	Rectification de la route départementale, n° 3, de la Mayenne	474	VI	1307
19 juin.	Décret qui fixe le transport des voyageurs sur la section de voies ferrés à traction de chevaux comprise entre le Louvre et Vincennes	321	VI	919
19 juin.	Décret qui autorise la cession à la compagnie du chemin de fer du Nord à la section du chemin d'intérêt local de Bouquemaizon sur Gamache comprise entre l'extrémité de la station de Doullens et la limite du département du Pas-de-Calais	322	VI	920
19 juin.	Décret qui autorise la cession à la compagnie des chemins de fer du Nord, des chemins d'intérêt local d'Arras à la limite du département de la Somme et de Frévent à Bouquemaizon	323	VI	921
19 juin.	Décret qui autorise la cession à la compagnie des chemins de fer du Nord du chemin d'intérêt local de Doullens à la limite du département du Pas-de-Calais vers Arras	324	VI	922
19 juin.	Décret qui réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à l'entretien des travaux d'assainissement exécutés dans la vallée de la Dive (Calvados), en exécution du décret du 20 mai 1863	325	VI	923
19 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Canaples à Amiens	326	VI	923
19 juin.	Décret qui prescrit la mise en adjudication du service d'amarrage des navires dans le port de Bordeaux	327	VI	939
19 juin.	Décret organisant un service de halage par chevaux sur les rivières et canaux qui mettent Paris en communication avec le nord de la France et la Belgique	328	VI	946
19 juin.	Décret qui ouvre, sur l'exercice 1874, un crédit de 47 246 ^{fr} , 27 à titre de fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics	329	VI	954
19 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Bayonne à Biarritz	475	VI	1307
30 juin.	Décret qui ouvre au ministère des travaux publics un crédit de 1 187 500 francs sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie du chemin de fer du Nord pour la construction des lignes d'Épinay à Luzarches et			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875	d'Arras à Étaples, avec embranchements sur Béthune et Abbeville.	330	VI	953
30 juin.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 1 500 000 francs sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est pour l'exécution des travaux de ce canal.	331	VI	953
30 juin.	Ligne de Bordeaux à Bayonne. — Agrandissement de la station d'Ychoux.	476	VI	1319
5 juillet.	Décret qui fixe le droit intérieur sur la dynamite . .	334	VI	967
6 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement partant d'un point de la ligne de Sablé à Châteaubriant, vers Chemazé, et aboutissant à ou près Craon.	335	VI	967
6 juillet.	Décret qui fixe le point de départ à Orléans du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne. . . .	326	VI	968
6 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, à Poitiers, d'une gare spéciale pour le service du chemin de fer de Saumur à Poitiers.	337	VI	968
6 juillet.	Décret qui ouvre un crédit de 268 577 ¹ / ₁₈ sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du Canal de l'Est pour les travaux de construction de ce canal.	338	VI	969
6 juillet.	Décret concernant divers travaux à exécuter au port de Marseille.	339	VI	969
6 juillet.	Rectification des routes nationales, n° 164, d'Angers à Brest, et, n° 169, de Lorient à Roscoff. . . .	477	VI	1320
9 juillet.	Décret portant répartition, entre les départements, de la somme de 130 000 francs, formant le complément de la huitième annuité de la subvention de 100 millions accordée, en vertu de la loi du 11 juillet 1868, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	340	VI	971
10 juillet.	Décret portant répartition entre les départements de la huitième annuité des subventions accordées, en vertu des lois des 11 juillet 1868 et 25 juillet 1873, pour l'achèvement des chemins vicinaux. .	341	VI	973
15 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 1 950 000 francs sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre pour les travaux d'agrandissement de l'avant-port de cette ville .	342	VI	978
15 juillet.	Décret qui proroge le délai d'exécution des travaux du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin à Guise.	343	VI	979
15 juillet.	Construction d'un débarcadère et d'un mur de quai sur l'Af (Morbihan).	478	VI	1321
15 juillet.	Construction d'un phare (Finistère).	479	VI	1321
15 juillet.	Affectation de terrain (Pas-de-Calais).	480	VI	1321
26 juillet.	Etablissement d'un port sec (Tarn). — Expropriation de terrains	322	VI	954

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des décrets.</i>			
1875				
24 juillet.	Décret qui modifie le cahier des charges de la concession du chemin de fer des mines de Marsanges à la ligne de Brioude à Alais.	344	VI	979
24 juillet.	Ligne de Bordeaux à Cette. — Aggrandissement de la station de Marcorignan (Aude).	481	VI	1322
24 juillet.	Rectification de la route départementale, n° 16, des Basses-Pyrénées	482	VI	1322
24 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Gorcy (Meurthe-et-Moselle) à la frontière de Belgique, près de Signeulx. . .	483	VI	1323
31 juillet.	Décret qui modifie, en ce qui concerne le département des Landes, le tableau annexé au décret du 12 janvier 1875, relatif à la pêche fluviale. . .	345	VI	980
31 juillet.	Décret qui prescrit les mesures à prendre pour le transport par eau des marchandises dangereuses. .	346	VI	981
3 août.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 8 127 228,36 à titre de fonds de concours versés au Trésor par les départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics. . .	347	VI	983
6 août.	Décret qui fixe le prix de vente de la poudre de mine livrée à l'exportation	348	VI	990
10 août.	Décret qui approuve des travaux à exécuter et des dépenses à faire sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	484	VI	1337
17 août.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement de la gare de Conflans, sur la ligne de Paris au Havre, à la ligne de Paris à Dieppe, par Pontoise	349	VI	990
17 août.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	350	VI	991
17 août.	Etablissement d'un canal d'irrigation du Bourg à Digne (Basses-Alpes).	485	VI	1338
17 août.	Décret qui déclare le chenal de Saint-Bonnet navigable entre son embouchure dans la Gironde et le pont éclusé servant aux chasses.	486	VI	1338
17 août.	Etablissement d'ateliers de réparations (Nord). . .	487	VI	1339
17 août.	Rectification de la route nationale, n° 66, de Bar-le-Duc à Bâle.	488	VI	1339
17 août.	Rectification de la route départementale, n° 5, de l'Ardèche	489	VI	1340
17 août.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, à titre d'intérêt général, du chemin de fer d'Hau-bourdin à Lille-Saint-André, et approuve la convention portant concession dudit chemin à la compagnie de Lille à Vincennes.	490	VI	1341
17 août.	Décret qui approuve une convention passée avec			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875	la compagnie de la gare d'eau de Vaise et relative à la construction d'une rampe pour le tirage du bois à Vaise.	492	VI	1344
24 août.	Décret qui proroge de nouveau d'une année le délai fixé pour la mise en activité du service de halage que le sieur <i>Larmanjat</i> a été autorisé à établir sur le canal de Bourgogne.	492	VI	1346
27 août.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 22 000 francs sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au trésor par la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy, pour l'entretien des routes thermales, du nouveau parc et de la prise d'eau de Vichy. . . .	351	VI	994
27 août.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 900 000 francs, à titre de fonds de concours versés au trésor par la chambre de commerce de Bordeaux, pour l'achèvement du bassin à flot et la construction d'une forme de radoub au port de cette ville.	352	VI	995
27 août.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 400 000 francs, à titre de fonds de concours versés au trésor par la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'agrandissement de l'avant-port de cette ville.	353	VI	995
27 août.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est.	354	VI	996
27 août.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	355	VI	997
27 août.	Agrandissement de la station de Moux (Aude) . . .	493	VI	1347
27 août.	Route nationale n° 21. — Construction d'un embranchement annexe destiné à faciliter l'accès du sanctuaire de Notre-Dame-de-Lourdes.	494	VI	1348
27 août.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une nouvelle ligne de voies ferrées à traction de chevaux sur diverses voies publiques de la ville du Havre.	495	VI	1348
4 sept.	Construction de ports sur la rive droite du Rhône (Rhône).	496	VI	1356
9 sept.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de tramways dans la ville de Nice . .	497	VI	1356
9 sept.	Rectification de la route départementale, n° 1, du Finistère	498	VI	1363
9 sept.	Affectation de terrain (Haute-Saône)	499	VI	1364
11 sept.	Décret qui autorise l'établissement et l'exploitation, au port de Brest, 1° de grils de carénage et appareils nécessaires au radoub des navires; 2° d'une machine à mâter; 3° de grues pour le chargement et le déchargement.	500	VI	1365
14 sept.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1875	d'un réseau de tramways dans la ville de Dun-			
20 sept.	kerque.	501	VI	1373
28 sept.	Décret relatif à la perception des droits de naviga-	356	VI	1002
	tion intérieure sur le canal de Marans à la Rochelle.			
28 sept.	Construction de la route départementale de la Seine,	502	VI	1380
	n° 75			
28 sept.	Rectification de la route nationale, n° 137, de Bor-	503	VI	1381
	deaux à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine)			
28 sept.	Ligne de Paris à Mulhouse. — Etablissement de	504	IV	1382
	grands ateliers de réparations			
28 sept.	Ligne de Bordeaux à Cette. — Modification de l'a-	505	VI	1383
	queduc dit de Saint-Martin.			
28 sept.	Ligne de Bordeaux à Cette. — Agrandissement de	506	VI	1383
	la gare de Trèbes.			
28 sept.	Décret qui approuve des travaux à exécuter et des			
	dépenses à faire sur l'ancien réseau de la com-	10	VII	65
28 sept.	pagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à			
	la Méditerranée.			
28 sept.	Décret qui modifie le tracé de la ligne de voies	11	VII	66
	ferrées à traction de chevaux que la compagnie	12	VII	67
1 ^{er} oct.	des omnibus a été autorisée à établir entre Paris			
	et Villejuif.			
28 sept.	Agrandissement de la gare de Capendu (Aude) . . .			
5 oct.	Décret qui ouvre au ministère des travaux publics,	357	VI	1002
	sur l'exercice 1875, un crédit de 700 000 francs,			
	à titre de fonds de concours versés au Trésor par			
	département de la Loire-Inférieure, pour l'achè-			
	vement du bassin de Penhoët, actuellement en			
	cours d'exécution dans le port de Saint-Nazaire. .			
5 oct.	Décret qui ouvre au ministère des travaux publics,	358	VI	1003
	sur l'exercice 1875, un crédit de 1 500 000 francs,	13	VII	68
14 oct.	à titre de fonds de concours versés au trésor par			
	le syndicat du canal de l'Est, pour l'exécution des			
	travaux dudit canal			
5 oct.	Restauration du port Gayant à Saint-Quentin . . .	14	VII	68
14 oct.	Décret qui autorise la chambre de commerce de			
	Boulogne à contracter un emprunt pour la con-			
	struction d'un bâtiment destiné à la réception des			
	voyageurs et à la visite des marchandises en pro-			
	venance ou à destination de l'Angleterre			
15 oct.	Décret qui affecte au département des travaux pu-	15	VII	69
	blics plusieurs parcelles de terrains provenant de			
	fortifications déclassées de la place du Quesnoy			
	(Nord), et qui sont nécessaires à la rectification de			
	la route nationale n° 45, de Marie à Valenciennes			
	et à Tournay.			
29 oct.	Décret pour l'exécution de la loi du 3 août 1875, qui	16	VIII	70
	approuve le traité de création d'une Union géné-			
	rale des pontes			

DATES des Décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
11 nov.	Décret qui ouvre un crédit de 750 000 francs, sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au Trésor par la ville de Dunkerque pour les travaux d'amélioration du port de commerce de cette ville	17	VII	75
11 nov.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	18	VII	76
11 nov.	Ouverture d'une dérivation du canal du Rhône au Rhin (Doubs)	19	VII	76
11 nov.	Élargissement de l'entrée du port du Havre (Seine-Inférieure)	20	VII	77
11 nov.	Rectification de la route départementale, n° 2, des Basses-Pyrénées	21	VII	77
11 nov.	Rectification de la route départementale, n° 11, de l'Hérault	22	VII	78
11 nov.	Rectification de la route départementale, n° 2, de la Drôme	23	VII	78
11 nov.	Pont de Chavanay (Loire). — Tarif des droits de péage	65	VII	207
11 nov.	Exploitation de cinq ponts-basculés (Seine-Inférieure).	66	VII	208
13 nov.	Reconstruction de trois ponts (Ardennes)	24	VII	79
17 nov.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 320 000 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor par la ville de Paris, pour la construction du pont Saint-Germain, sur la Seine	25	VII	81
23 nov.	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est pour l'agrandissement de la gare de Nancy	26	VII	82
23 nov.	Décret qui fixe le chiffre de la subvention accordée par l'État au département des Ardennes pour l'exécution de son réseau de chemins de fer d'intérêt local	27	VII	82
23 nov.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement et l'alimentation du canal dérivé du Verdoube et qui est destiné à l'arrosage d'une partie du territoire de la commune de Soulatgé (Aude)	67	VII	210
23 nov.	Travaux de défense du bourg de Cinq-Mars (Indre-et-Loire)	68	VII	210
29 nov.	Construction d'un pont à péage sur la Vienne (Indre-et-Loire)	69	VII	211
3 déc.	Chemin de fer d'intérêt local de Granges à Gérardmer : décret déclaratif d'utilité publique, Convention, Cahier des charges	1	VII	5
2 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux sur diverses voies publiques de la ville de Roubaix	28	VII	84

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1875 3 déc.	Décret qui approuve la convention passée, le 23 septembre 1875, entre les compagnies des chemins de fer du Nord, de l'Est, de Paris-Lyon-Méditerranée et d'Orléans, pour la constitution du syndicat du chemin de fer de Grande-Ceinture de Paris	39	VII	92
3 déc.	Construction d'un pont à péage sur l'Agout (Tarn).	70	VII	214
14 déc.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie de fer de l'Est.	30	VII	100
14 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier la fosse n° 3 des mines d'Auchy-au-Bois à la station de Lillers, sur la ligne d'Arras à Hazebrouck.	31	VII	101
14 déc.	Rectification de la route nationale n° 94 (Hautes-Alpes).	71	VII	216
21 déc.	Agrandissement de la station de Bram (ligne de Bordeaux à Cette).	72	VII	217
21 déc.	Rectification de la route départementale du Gers, n° 7.	73	VII	217
22 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines d'Allevard à la station de Cheylas, sur la ligne de Grenoble à Montmélian.	74	VII	218
27 déc.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Calais à faire au département du Pas-de-Calais l'avance d'une somme de 500 000 francs et à contracter un emprunt	32	VII	103
29 déc.	Décret qui ouvre un crédit sur l'exercice 1875, à titre de fonds de concours versés au trésor par le syndicat du canal de l'Est pour les travaux de construction de ce canal	33	VII	104
29 déc.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 1 440 571 ^{fr} , 16, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.	34	VII	795
29 déc.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1875, un crédit de 3 000 francs à titre de fonds de concours versés au trésor pour l'exécution de travaux dans l'établissement thermal de Vichy.	75	VII	218
1876 8 janv.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charonnage flottés pendant l'exercice 1876. (Approvisionnement de Paris.)	35	VII	110
8 janv.	Décret qui déclare navigable le chenal de Plassac situé sur la rive droite de la Gironde.	36	VII	112

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
17 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement du chemin de fer de Vitré à Fougères et à la baie du Mont-Saint-Michel, depuis la gare de Moidrey jusqu'au lieudit <i>la Caserne</i> , à l'extrémité du canal de Couësson.	37	VII	112
17 janv.	Endiguement du Doubs (Jura).	76	VII	230
17 janv.	Amélioration de la Cure, du canal du Nivernais et de la Haute-Yonne (Nièvre et Yonne).	77	VII	231
17 janv.	Construction d'un pont sur la Drôme (Drôme).	78	VII	231
23 janv.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	38	VII	113
23 janv.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	39	VII	115
23 janv.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	40	VII	116
23 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les mines de houille de Réty, Ferques et Hardinghen à la station de Caffiers, sur la ligne de Boulogne à Calais.	41	VII	117
28 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique le rachat du péage du pont communal suspendu établi sur la Charente à Basseau.	79	VII	234
4 févr.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, sur le chemin de fer de Ceinture, rive gauche, de gares de marchandises aux stations de Grenelle et de Gentilly.	42	VII	133
12 févr.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Nord.	43	VII	135
12 févr.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	44	VII	135
12 févr.	Décret qui approuve la convention passée entre la Société anonyme de l'éclairage au gaz des hauts fourneaux et fonderies de Marseille et la compagnie des mines de Mokta-el-Hadid, concessionnaire des mines de houille de Trébian, relativement au chemin de fer d'embranchement des mines de Portes à la ligne de Brioude à Alais.	45	VII	138
12 févr.	Décret autorisant l'adjonction des ingénieurs des mines à la Société amicale de secours des ingénieurs ponts et chaussées. — Nouveaux statuts de l'œuvre	64	VII	201
12 févr.	Construction d'un barrage sur le Tagnouc (Corse).	80	VII	234
12 févr.	Décret qui affecte au service des ponts et chaussées cinq parcelles de dunes situées sur le territoire de la commune de Croix-de-Vie (Vendée).	81	VII	234

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876				
12 févr.	Affectation de terrains et de bâtiments provenant de l'ancienne entreprise de la percée des Alpes. . . .	82	VII	235
21 févr.	Décret qui proroge le délai fixé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer de Villeneuve-le-Comte à Mortcerf.	46	VII	141
21 févr.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 176 336 ⁴ / ₁₀₀ à titre de fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.	47	VII	142
21 févr.	Amélioration de la Charente.	83	VII	236
21 févr.	Etablissement d'une rigole destinée à conduire dans la rivière de l'Arrats une partie des eaux dérivées de la Neste (Gers et Tarn-et-Garonne).	84	VII	236
21 févr.	Rectification de la route départementale n° 18 de Saône-et-Loire.	85	VII	237
21 févr.	Elargissement du lit de la Meuse.	86	VII	237
21 févr.	Rectification de la route départementale n° 17 du Gers.	87	VII	238
24 févr.	Autorisation d'établir, près Port-Vendres, une fabrique de dynamite, avec une fabrique d'acide nitrique pour la fabrication de la nitro-glycérine.	103	VII	334
24 févr.	Décret qui autorise la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée à n'exécuter provisoirement, sur le chemin de fer de Collonges à Thonon, les ouvrages d'art que pour une seule voie.	48	VII	146
24 févr.	Décret qui autorise la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Clermont à Tulle, avec embranchement sur Vende, à employer sur ses voies de circulation des rails en acier du poids de 30 kilogrammes par mètre courant.	49	VII	147
24 févr.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	50	VII	147
24 févr.	Décret qui approuve les travaux d'agrandissement à exécuter à la gare d'Orléans.	51	VII	148
24 févr.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	52	VII	149
24 févr.	Agrandissement de la station de Paulhan (Hérault).	88	VII	238
24 févr.	Etablissement de deux voies de garage à l'extrémité aval de la gare Saint-Jean à Bordeaux.	89	VII	239
24 févr.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Bully-Grenay à la ligne de Béthune à Abbeville, près Bryas.	90	VII	240

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
20 fév.	Autorisation d'établir une fabrique de dynamite sur le territoire de la commune de Corveissiat (Ain) .	106	VI	337
1 ^{er} mars.	Décret qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'Etat, l'offre faite par la société concessionnaire du canal de Seclin à la Deule de remettre ce canal à l'Etat.	53	VII	150
1 ^{er} mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, d'Anvin vers Calais.	91	VII	254
9 mars.	Décret qui nomme M. Christophe ministre des travaux publics	54	VII	151
12 mars.	Canal d'irrigation de Beaucaire. — Séquestre	92	VII	268
16 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Saint-Symphorien (Gironde) à la limite du département des Landes, vers Sore.	93	VII	269
16 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Sore (Landes) à la limite du département de la Gironde, vers Saint-Symphorien	94	VII	274
16 mars.	Passage d'eau établi sur la Seine entre Levallois-Perret et Courbevoie (Seine). — Application de tarif.	95	VII	289
16 mars.	Rectification de la route nationale n° 18 (Saône-et-Loire).	96	VII	290
20 mars.	Décret portant règlement d'administration publique relatif aux assimilations de grades à donner aux anciens élèves des Ecoles polytechnique et forestière.	97	VII	290
22 mars.	Décret qui approuve la convention passée entre le gouverneur général civil de l'Algérie et la compagnie franco-algérienne, pour la délimitation des terrains sur lesquels l'exploitation de l'alfa est concédée à cette compagnie.	98	VII	294
25 mars.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	99	VII	297
25 mars.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	100	VII	300
25 mars.	Décret relatif à la concession de l'amarrage des navires dans le port de Bordeaux	101	VII	301
3 avril.	Construction d'un pont sur la Moselle (Vosges) . . .	102	VII	307
4 avril.	Décret portant qu'une Exposition universelle des produits agricoles et industriels s'ouvrira à Paris le 1 ^{er} mai 1878.	108	VII	309
6 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans la ville du Havre, d'une voie ferrée à traction de chevaux partant de la chaussée des États-Unis et se terminant à l'hôtel Frascati.	125	VII	365
6 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics,			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876	sur l'exercice 1876, un crédit de 2 250 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour l'exécution des travaux dudit canal.	116	VII	366
6 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 425 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord pour les travaux d'amélioration de la rivière de l'Aa et des canaux de Neufossé et de Bourbourg	117	VII	367
6 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 million de francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de la Loire-Inférieure, pour l'achèvement du bassin de Penhoët, en cours d'exécution dans le port de Saint-Nazaire.	118	VII	367
6 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 900 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Bordeaux, pour l'achèvement du bassin à flot et la construction d'une forme de radoub au port de cette ville	119	VII	367
6 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	120	VII	367
6 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	121	VII	371
6 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Marlioux à Châtillon-sur-Chalaronne(Ain)	122	VII	372
6 avril.	Affectation de terrains nécessaires à la rectification de la route nationale n° 2 (Nord).	123	VII	387
6 avril.	Agrandissement de la gare de Mohon (Ardennes)	124	VII	388
6 avril.	Affectation de terrains (Pas-de-Calais).	125	VII	388
6 avril.	Canal de Berry. — Alimentation	296	VII	862
6 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, par la commune de Château-Renault (Indre-et-Loire), et à ses frais, d'un canal destiné à mettre le ruisseau le Boisseau, bras de la rivière de Brenne, traversant la ville, en communication avec le canal de décharge du moulin Launoy.	297	VII	862
6 avril.	Canal maritime de la Charente et canal de Marennes (Charente-Inférieure).	298	VII	862
6 avril.	Substitution du passage à niveau des Grelets et déviation d'un chemin vicinal (Cher)	299	VII	863
6 avril.	Rectification de la route nationale, n° 77 bis, de Nevers à Dijon (Côte-d'Or).	300	VII	863

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
7 avril.	Décret qui ouvre au gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'exercice 1876, un crédit de 32100 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de Constantine, pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées	126	VII	388
20 avril.	Rectification du chemin de fer d'embranchement des mines de Lens au canal de la Haute-Deule. . . .	301	VII	864
22 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique le rachat par la ville de Paris des canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis.	127	VII	389
22 avril.	Décret qui approuve le traité passé entre la compagnie des omnibus et la compagnie des tramways Sud de Paris pour l'exploitation de la ligne circulaire de l'Etoile à la barrière du Trône par le pont de l'Alma	128	VII	392
24 avril.	Décret relatif à la zone frontière et à la commission mixte des travaux publics en Algérie	129	VII	399
26 avril.	Décret portant que les droits de navigation intérieure seront perçus sur la rigole navigable de l'Arroux conformément au tarif fixé pour le canal du Centre.	130	VII	401
5 mai.	Décret qui approuve le traité intervenu entre le préfet du Calvados et la compagnie des chemins de fer normands, pour la résiliation de la convention relative à la concession du chemin de fer de Caen à Aunay-sur-Odon (Calvados).	131	VII	401
5 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest. . . .	132	VII	403
5 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter et diverses dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	133	VII	404
5 mai.	Décret qui approuve les travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'établissement d'une gare de voyageurs et de marchandises à Saint-Etienne-du-Rouvray . . .	134	VII	405
5 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement dans le département de la Manche, d'un chemin de fer d'intérêt local de Chérencé-le-Roussel à la limite du département de l'Orne, vers Montsecrét.	135	VII	406
5 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Rouen et sa banlieue.	136	VII	423
5 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans le département de l'Orne, d'un chemin de fer d'intérêt local de Montsecrét à la limite du département de la Manche, vers Chérencé-le-Roussel.	142	VII	449
5 mai.	Décret qui autorise la Société métallurgique de la Haute-Moselle à établir le raccordement du port de Neuve-Maisons avec le chemin de fer de Nancy à Vezelize.	143	VII	464

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876				
5 mai.	Rectification de la route départementale, n° 6. de Tonnerre à Avallon (Yonne)	302	VII	865
9 mai.	Décret qui organise le corps des ingénieurs des pou- dres et salpêtres	144	VII	472
17 mai.	Décret concernant la fabrication et la vente des poudres dynamites en Algérie.	145	VII	478
19 mai.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Marseille, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville	146	VII	479
20 mai.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre pour les tra- vaux d'amélioration du port de cette ville.	147	VII	479
20 mai.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 757 372 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des par- ticuliers, pour l'exécution de divers travaux pu- blics.	148	VII	479
20 mai.	Décret qui approuve le traité passé entre la ville de Versailles et le sieur <i>Franco</i> , pour l'établisse- ment et l'exploitation d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans ladite ville	149	VII	484
20 mai.	Décret qui autorise la compagnie du chemin de fer du Nord à exploiter les lignes concédées aux com- pagnies du Nord-Est, de Lille à Valenciennes et de Lille à Béthune.	150	VII	492
22 mai.	Décret qui ouvre au gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'exercice 1876, un crédit de 600 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Philippe- ville, pour les travaux du port de cette ville . . .	151	VII	494
30 mai.	Dérivation des eaux du Furens pour l'amélioration de réservoirs (Loire)	303	VII	865
31 mai.	Passage d'eau de Lechwater (Nord). — Approbation de tarif	152	VII	494
3 juin.	Décret qui approuve la cession faite à la compagnie générale française de tramways de la ligne de Bon- Secours au chemin de Gentilly, sur les territoires de Nancy et de Maxéville	153	VII	495
3 juin.	Décret qui approuve la cession faite à la compagnie générale française de tramways du réseau de tram- ways de la ville de Marseille	154	VII	497
3 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876	de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	155	VII	498
3 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	156	VII	499
3 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local d'Avesne-le-Comte à la station de Savy-Berlette, sur la ligne d'Arras à Etaples (Pas-de-Calais).	157	VII	500
3 juin.	Construction d'un pont métallique sur le ravin du Pin (Basses-Alpes) et réfection de la route nationale n° 85 de Lyon à Nice	158	VII	512
3 juin.	Rectification de la route départementale n° 13 de Villefranche à Rive-de-Gier (Rhône)	162	VII	533
3 juin.	Amélioration du port de Sables (Vendée)	304	VII	866
14 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux de construction d'un port à Beni-Saf (Algérie).	163	VII	523
14 juin.	Rapport suivi d'un décret qui modifie le règlement d'administration publique du 27 décembre 1858, relatif aux rues de Paris	164	VII	539
16 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	165	VII	542
16 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie du chemin de fer d'Orléans	166	VII	545
16 juin.	Décret qui autorise la compagnie du chemin de fer de Marmande à Angoulême à se servir pour l'établissement de ses voies de circulation, de rails en acier du poids de 25 kilogrammes par mètre courant	167	VII	546
16 juin.	Modification des voies du chemin de fer de Paris à Rennes	305	VII	866
27 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique l'ouverture d'une avenue dite <i>Avenue de l'Opéra</i> et l'exécution de plusieurs autres opérations de voirie dans la ville de Paris.	168	VII	547
28 juin.	Décret qui approuve des travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	169	VII	548
28 juin.	Décret qui substitue la compagnie anonyme des tramways de Sèvres à Versailles dans tous les droits et charges résultant pour le sieur <i>Gibiat</i> des décrets relatifs à la concession de la voie ferrée de Sèvres à Versailles.	170	VII	549
28 juin.	Rectification de la route départementale n° 54 de Paris à Chevreuse (Seine)	306	VII	867
30 juin.	Décret qui institue auprès du gouverneur général de l'Algérie un directeur de l'intérieur, un directeur des travaux publics et un directeur des finances.	171	VII	550
5 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876 5 juillet.	d'une voie ferrée à traction de chevaux destinée à raccorder la ligne de Suresnes à la place de l'Etoile avec celle de Neuilly à Saint-Augustin. . .	172	VII	551
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1875, un crédit de 6 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Dunkerque, pour le paiement d'indemnités aux officiers et maîtres de port de cette ville.	173	VII	552
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 393 750 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Nord, pour la construction de la ligne d'Epinay à Luzarches . .	174	VII	553
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 100 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de l'Ardèche, pour les travaux de rectification de la route nationale de la Voulte au Puy.	175	VII	553
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 600 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la ville de Dunkerque, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville	176	VII	553
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 100 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. . . .	177	VII	553
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 100 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département du Pas-de-Calais, pour les travaux d'amélioration du canal de Calais.	178	VII	554
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction de diverses lignes de chemins de fer.	179	VII	554
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 400 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. . . .	180	VII	554
5 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 610 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le			

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876 5 juillet.	département du Nord, pour les travaux de restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque.	181	VII	554
6 juillet.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 2 250 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour l'exécution des travaux dudit canal	182	VII	555
6 juillet.	Décret qui ouvre, sur l'exercice 1875, un crédit de 48,598 ¹ / ₆₀ à titre de fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.	183	VII	555
6 juillet.	Défense de la ville de Chalabre (Aude) contre les inondations	307	VII	867
6 juillet.	Rectification de la route nationale n° 46 (Pas-de-Calais)	308	VII	868
11 juillet.	Délimitation de la mer (Finistère).	309	VII	868
12 juillet.	Décret portant répartition de la somme de 180 000 francs formant le complément de la neuvième annuité de la subvention de 100 millions de francs accordés, en vertu de la loi du 17 juillet 1868, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	184	VII	557
13 juillet.	Décret portant répartition de la neuvième annuité des subventions et des avances accordées, en vertu des lois des 11 juillet 1868 et 25 juillet 1873, pour l'achèvement des chemins vicinaux	185	VII	558
20 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une voie ferrée à traction de chevaux entre Villiers-le-Bel (Seine-et-Oise) et la station du même nom, sur la ligne de Paris à Creil, par Chantilly.	186	VII	563
20 juillet.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	187	VII	574
25 juillet.	Rectification de la route départementale n° 4 (Loire).	310	VII	868
25 juillet.	Rectification de la route départementale n° 2 (Haute-Marne).	311	VII	869
25 juillet.	Rectification de la route départementale n° 2 (Gard).	312	VII	869
25 juillet.	Rectification de la route nationale n° 167 (Côtes-du-Nord).	313	VII	870
25 juillet.	Port de Brest. — Affectation de terrain au département des travaux publics	314	VII	870
25 juillet.	Affectation de terrain au département des travaux publics (Loiret)	315	VII	871
25 juillet.	Ligne de Lyon à Genève. — Agrandissement de la gare de Part-Dieu.	316	VII	871
25 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Tours et approuve un traité de rétrocession	317	VII	871
4 août.	Décret qui autorise l'établissement et l'exploitation			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876 4 août.	d'un système de grues roulantes à vapeur sur le quai Est du bassin de la Marine, à Dunkerque . . . Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une voie ferrée à traction de chevaux sur la route nationale n° 20, entre la Bascule, faubourg Bannier, et la limite Sud de la ville d'Orléans, et approuve les deux traités de rétrocession passés entre la ville d'Orléans et le sieur de la Hault . .	188 368	VII VII	575 979
4 août.	Agrandissement de la gare de Reims (Marne) . . .	419	VII	1091
8 août.	Construction d'un réservoir sur l'Armaçon (Côte-d'Or).	420	VII	1091
8 août.	Canal de la Marne au Rhin. — Alimentation du bief de Mauvages (Meuse).	421	VII	1092
8 août.	Etablissement d'une gare de marchandises à Clazay (Deux-Sèvres).	422	VII	1092
16 août.	Décret portant répartition du complément de la huitième annuité des subventions accordées par l'Etat pour l'achèvement des chemins vicinaux . .	189	VII	586
18 août.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux ou de locomotives des Andelys à Eltrépagny, avec embranchement sur Guiseniers, Guitry et Chauvincourt, et approuve le traité de rétrocession passé entre le préfet de l'Eure et les sieurs <i>Borger</i> et <i>Vercken</i>	190 369	VII VII	589 988
18 août.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	370	VII	989
18 août.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	370	VII	989
24 août.	Décret qui ouvre au gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'exercice 1876, un crédit de 232 800 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor, pour l'exécution de travaux publics.	191	VII	601
24 août.	Décret qui ouvre au gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'exercice 1876, un crédit de 400 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Philippeville, pour les travaux du port de cette ville	192	VII	601
24 août.	Construction d'un pont fixe à péage sur la Mayenne (Maine-et-Loire)	371	VII	991
29 août.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	372	VII	998
29 août.	Construction d'un pont sur le bras de la Madeleine, à Nantes (Loire-Inférieure)	423	VII	1093
29 août.	Ligne de Charleville à Givet. — Elargissement de la plate-forme de la gare de Neuzon	424	VII	1093

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
10 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 22 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'établissement thermal de Vichy.	373	VII	994
10 sept.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Marcoing à Masnières.	374	VII	994
10 sept.	Remplacement du tablier en bois du pont d'Auxonne (Côte-d'Or).	425	VII	1094
10 sept.	Rectification de la route nationale n° 134 (Basses-Pyrénées).	426	VII	1094
10 sept.	Rectification de la route départementale n° 1 (Gers).	427	VII	1095
10 sept.	Rectification de la route départementale n° 4 (Meurthe-et-Moselle).	428	VII	1095
15 sept.	Décret qui fixe les droits de navigation intérieure à percevoir sur le canal de Roubaix.	375	VII	1009
18 sept.	Affectation de terrain au département des travaux publics (Basses-Pyrénées).	429	VII	1096
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 200 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de l'Ardèche, pour l'achèvement des travaux de rectification de la route nationale n° 103 de la Voulte au Puy.	376	VII	1010
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics sur l'exercice 1876, un crédit de 200 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département du Pas-de-Calais, pour les travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais.	377	VII	1010
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 million de francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de la Loire-Inférieure, pour l'achèvement du bassin de Penhoët en cours d'exécution dans le port de Saint-Nazaire.	378	VII	1010
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 509 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Calais, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	379	VII	1011
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 900 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Bordeaux, pour l'achèvement du bassin à flot et la construction d'une forme de radoub au port de cette ville.	380	VII	1011
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876 22 sept.	la chambre de commerce de Marseille, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville . . . Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	381	VII	1011
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la ville de Dunkerque, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	382	VII	1011
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 100 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur pour les travaux d'amélioration du port de cette ville . . .	383	VII	1012
22 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 2 718 750 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Nord, pour la construction de la ligne d'Epinay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchements sur Béthune et sur Abbeville.	384	VII	1012
22 sept.	Établissement de la section du chemin de fer d'intérêt local de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin comprise dans le département de la Somme. — Déclaration d'utilité publique.	385	VII	1012
22 sept.	Établissement de la section du chemin de fer d'intérêt local de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin comprise dans le département du Pas-de-Calais. — Déclaration d'utilité publique.	208	VIII	459
22 sept.	Établissement de la section du chemin de fer d'intérêt local de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin comprise dans le département de l'Aisne. — Déclaration d'utilité publique.	209	VIII	478
25 sept.	Décret qui autorise l'établissement d'une fabrique de dynamite au plateau d'Ablon, près la rivière de Saint-Sauveur (Calvados).	210	VIII	481
27 sept.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Rouen, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. . . .	386	VII	1012
27 sept.	Agrandissement de la cour des voyageurs de la gare de Saint-Quentin (Aisne)	387	VII	1016
27 sept.	Agrandissement de la gare de Longueville (Seine-Inférieure).	435	VII	1211
		406	VII	1211

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
3 oct.	Décret qui approuve le traité passé entre la ville de Nice, la société financière de Paris et la société des travaux publics et constructions, pour l'établissement et l'exploitation du réseau de tramways concédé à cette ville.	388	VII	1016
3 oct.	Défense de la pointe de Grave (Gironde) contre la mer.	467	VII	1212
3 oct.	Rectification de la route nationale n° 24 bis de Paris à Granville (Orne).	468	VII	1212
9 oct.	Bac de Palavas (Hérault). — Approbation de tarif.	389	VII	1019
9 oct.	Bac de la Cresse sur le Tarn (Aveyron). — Tarif.	390	VII	1020
9 oct.	Bac de Boucoiran (Gard). — Approbation de tarif.	391	VII	1022
9 oct.	Décret relatif aux droits de navigation intérieure à percevoir sur le canal de Séclin à la Deule.	469	VII	1213
14 oct.	Décret qui accorde à la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Saint-Nazaire au Croisic un nouveau délai d'un an pour l'exécution de cette ligne.	392	VII	1023
14 oct.	Délimitation de la mer dans le havre de Saint-Lô-d'Ourville (Manche).	393	VII	1023
14 oct.	Construction d'un port sur la rive droite de l'Adour et défense contre les inondations du quartier de Sablar (Landes).	471	VII	1218
18 oct.	Décret qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce un crédit pour les dépenses de l'Exposition universelle internationale de 1878.	470	VII	1214
21 oct.	Décret rendu sur le rapport du ministre des travaux publics, constituant sur de nouvelles bases l'organisation de l'administration centrale des travaux publics.	448	VI	1275
21 oct.	Décrets nommant le secrétaire général du ministère des travaux publics; le directeur des routes et de la navigation au ministère des travaux publics; le directeur des services du contentieux et des bâtiments civils et palais nationaux.	449	VI	1277
25 oct.	Décrets nommant le directeur des chemins de fer et le directeur de mines au ministère des travaux publics.	450	VI	1277
26 oct.	Décret qui autorise le ministre des travaux publics à accepter, au nom de l'État, l'offre faite par la compagnie des polders de l'Ouest de remettre à l'État le canal de Coutances au pont de la Roque.	394	VII	1024
26 oct.	Canal de Saint-Maurice. — Augmentation du tirant d'eau.	472	VII	1218
26 oct.	Reconstruction du pont de Saint-Pierre, à Montluçon (Allier).	473	VII	1219
26 oct.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier la mine de Val-de-Fer au canal de l'Est et à l'usine de Neuves-Maisons.	474	VII	1219

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1876				
26 oct.	Agrandissement de la gare de Chauny (Aisne). . .	475	VII	1231
11 nov.	Etablissement d'un déversoir sur la rive gauche de la Loire (Loiret)	476	VII	1231
24 nov.	Rectification de la route départementale n° 4 (Ariège)	477	VII	1232
24 nov.	Rectification de la route départementale n° 7 (Haute-Garonne)	478	VII	1232
24 nov.	Rectification de la route départementale n° 18 (Meurthe-et-Moselle)	479	VII	1233
4 déc.	Décret qui ouvre un crédit de 3.882.957 ¹ ,58 sur l'exercice 1876, à titre de fonds de concours ver- sés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics	395	VII	1025
4 déc.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 2 250 000 francs sur l'exercice 1876, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est pour les travaux de ce canal.	396	VII	1032
4 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un prolongement du chemin de fer industriel de Commentry au canal du Berry et à Montluçon jusqu'à la mine des Bourdignats.	397	VII	1032
4 déc.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	398	VII	1033
4 déc.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de l'Est.	399	VII	1034
4 déc.	Agrandissement de la plage d'Etretat (Seine-Infé- rieure)	480	VII	1233
4 déc.	Chemin de P.-L.-M. — Agrandissement des ateliers d'Oulins (Rhône)	481	VII	1234
4 déc.	Rectification de la route départementale n° 4 (Hautes-Alpes)	482	VII	1234
4 déc.	Rectification de la route départementale n° 4 (Rhône)	483	VII	1235
4 déc.	Modification de la route nationale n° 60 (Haute- Marne)	484	VII	1235
4 déc.	Rectification de la route nationale n° 74 (Haute- Marne)	485	VII	1236
8 déc.	Décret qui ouvre au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1876, un crédit de 55 400 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor pour les travaux de la route de Batna à Biskra.	486	VII	1237
18 déc.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	400	VII	1035

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
18 déc.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	401	VII	1035
18 déc.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 250 000 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord, pour les travaux de restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque.	402	VII	1037
18 déc.	Décret qui détermine les époques de paiement de la subvention allouée à la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Marlioux à Châtillon-sur-Chalaronne.	403	VII	1037
18 déc.	Rectification de la route nationale n° 119 (Aude).	487	VII	1237
18 déc.	Chemin de fer P.-L.-M. — Agrandissement de la gare du Péage-de-Roussillon.	488	VII	1237
28 déc.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 300 000 francs à titre de fonds de concours, versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	489	VIII	1238
28 déc.	Reconstruction du pont Saint-Chamont et rectification de la route nationale n° 121.	130	VIII	332
28 déc.	Affectation de terrain (Nord).	131	VIII	332
28 déc.	Exécution des travaux à exécuter pour l'assainissement de la commune de Lajemays (Dordogne). — Déclaration d'utilité publique.	132	VIII	333
1877				
5 janv.	Affectation de terrain (Calvados).	133	VIII	333
9 janv.	Canalisation du Mignon.	134	VIII	332
11 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 2 250 000 francs, sur l'exercice 1876, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de ce canal.	490	VII	1238
21 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 300 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	491	VII	1238
11 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 100 000 francs à titre de fonds de concours, versés au Trésor par le département du Pas-de-Calais pour les travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais.	492	VII	1239
11 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier l'usine de produits chimiques de Salindres à la ligne d'Alais au Rhône, dans la gare de Plans.	493	VII	1239
11 janv.	Rectification et approfondissement du chenal du Nicot (Charente-inférieure).	135	VIII	334

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1877				
11 janv.	Rectification de la route départementale n° 47 (Seine-et-Oise)	136	VIII	334
25 janv.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les trains de bois flotté, pendant l'exercice 1877. (Approvisionnement de Paris)	494	VII	1240
25 janv.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupes, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charrognage flottés, pendant l'exercice 1877. (Approvisionnement de Paris.)	495	VII	1241
25 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, dit du Blayais, partant d'Ambarès et aboutissant à Saint-Ciers-la-Lande (Gironde)	496	VII	1242
25 janv.	Ouverture d'un canal d'assainissement de la plaine de l'Isère (Isère)	137	VIII	335
25 janv.	Déplacement de la route nationale n° 19 (Ille-et-Vilaine)	138	VIII	335
25 janv.	Rectification des côtes et de la courbe de Pléhaut (route départementale n° 2 du Gers)	139	VIII	336
25 janv.	Rectification des côtes de Rouilhac, route départementale n° 19 du Gers	140	VIII	336
30 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 1 354 250 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Nord, pour construction des lignes d'Épinay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchement sur Béthune et sur Abbeville	497	VII	1258
30 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 852 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Nord, pour la construction des lignes d'Épinay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchement sur Béthune et sur Abbeville	498	VII	1258
30 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 75 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la construction de la ligne d'Annecy à Annemasse	499	VII	1259
30 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 1 675 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse	500	VII	1259

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
30 janv.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 6 148 750 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi et par le département de la Haute-Vienne, pour la construction de divers chemins de fer	501	VII	1259
31 janv.	Construction d'un pont fixe en maçonnerie sur le Cher (Indre-et-Loire).	502	VII	1262
21 janv.	Rectification de la route départementale n° 13 (Gard).	141	VIII	337
3 fév.	Limites du rivage de la mer à l'entrée de la Soudre (Charente-Inférieure).	503	VII	1264
6 fév.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Crècy-Mortiers à la Fère par la vallée de la Serre (Aisne).	504	VII	1264
6 fév.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local à voie étroite d'Haironville à Triaucourt (Meuse).	505	VII	1283
10 fév.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	506	VII	1302
10 fév.	Décret qui modifie le tracé de la ligne de voies ferrées à traction de chevaux de la place du Château-d'Eau à Pantin et à Aubervilliers.	507	VII	1304
15 fév.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	508	VII	1305
15 fév.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	509	VII	1306
15 fév.	Décret qui approuve les travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	510	VII	1308
15 fév.	Décret qui fixe le tracé du chemin de fer de Saint-Lô à Lamballe entre Coutances et Avranches.	511	VII	1308
15 fév.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 900 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la ville de Dunkerque, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	512	VII	1309
15 fév.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 240 000 francs, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord, pour les travaux de restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque.	513	VII	1309
15 fév.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1878, un crédit de 100 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	514	VII	1309

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1877				
15 fév.	Décret qui ouvre un crédit de 955.964'-35, sur l'exercice 1876, à titre de fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics	515	VII	1340
15 fév.	Restauration de la jetée Ouest du port de Calais (Pas-de-Calais)	142	VIII	337
15 fév.	Agrandissement de la gare des marchandises d'Aigues-Vives (Gard)	143	VIII	338
20 fév.	Décret qui fixe l'indemnité à allouer aux anciens concessionnaires à titre provisoire du chemin de fer dit de <i>circonvallation</i> , à raison des dépenses faites par eux pour l'étude dudit chemin de fer. .	516	VII	1314
24 fév.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Remiremont à Cornimont (Vosges)	517	VII	1315
27 fév.	Rectification de la route nationale n° 67 (Haute-Saône)	144	VIII	338
6 mars.	Décret qui modifie le traité de la ligne de voies ferrées à traction de chevaux partant de l'église Saint-Germain-des-Prés pour aboutir, d'une part, à Clamart, et, de l'autre, à Châtillon et à Fontenay-aux-Roses	518	VII	1331
6 mars.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	519	VII	1311
6 mars.	Affectation de terrain (Nord)	145	VIII	339
8 mars.	Amélioration de la navigation du Rhône	146	VIII	339
15 mars.	Décret qui ouvre au gouvernement général civil de l'Algérie un crédit de 32 100 francs, sur l'exercice 1877, à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de Constantine pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées en 1877	520	VII	1322
15 mars.	Décret qui ouvre le port de Beni-Saff aux opérations du commerce avec les pays étrangers, aux importations d'Algérie en France et aux exportations de France en Algérie.	521	VII	1323
22 mars.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877 un crédit de 22 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor pour l'entretien de l'établissement thermal de Vichy. .	522	VII	1323
22 mars.	Rectification de la route départementale n° 8 (Côte-d'Or)	147	VIII	339
22 mars.	Construction de la route départementale n° 7 (Haute-Savoie)	148	VIII	340
22 mars.	Affectation de terrain (Gard)	149	VIII	340
24 mars.	Décret qui approuve la délibération par laquelle le			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
1877	conseil général de la Haute-Savoie a réduit le cautionnement fixé par le cahier des charges de la concession du chemin de fer d'intérêt local de			
26 mars.	Moutiers à Albertville.	523	VII	1323
6 avril.	Construction d'un pont fixe en maçonnerie sur la Dordogne (Dordogne).	524	VII	1324
6 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1876, un crédit de 30 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville	525	VII	1327
6 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 900 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Bordeaux, pour l'achèvement du bassin à flot et la construction d'une forme de radoub au port de cette ville.	526	VII	1327
6 avril.	Etablissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Nantes à la limite du département de Maine-et-Loire, vers Cholet, par le Loreux-Bottiereau. — Déclaration d'utilité publique.	150	VIII	341
6 avril.	Défense de la ville de Chambéry (Savoie) contre les inondations	151	VIII	355
6 avril.	Affectation de terrain (Basses-Alpes).	152	VIII	356
6 avril.	Rectification de la route départementale n° 54 de Paris à Chevreuse (Seine).	153	VIII	356
10 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 425 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord, pour les travaux d'amélioration de la rivière de l'Aa et des canaux de Neufossé et de Bourbourg.	527	VII	1327
10 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 1 million de francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le département de la Loire-Inférieure, pour l'achèvement du bassin de Penhoët en cours d'exécution dans le port de Saint-Nazaire. . . .	528	VII	1328
10 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 1 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Marseille, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville . . .	529	VII	1328
10 avril.	Réparation du pont de Bonpas, sur la Durance (Vaucluse).	154	VIII	357
10 avril.	Etablissement d'arches de décharge sous la levée de Jarnac (Charente).	155	VIII	357
10 avril.	Rectification de la route nationale n° 140 (Lot). . .	156	VIII	358
24 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 80 000 francs à			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1877	titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	530	VII	1328
24 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1877, un crédit de 2 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de ce canal.	531	VII	1328
24 avril.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics; sur l'exercice 1877, un crédit de 500 000 francs à titre de fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Rouen, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville.	532	VII	1329
24 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	533	VII	1329
24 avril.	Établissement de diverses voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). — Déclaration d'utilité publique . . .	157	VIII	358
24 avril.	Affectation de terrain (Manche).	158	VIII	368
24 avril.	Prise de possession de terrain (Pas-de-Calais), pour le chemin de fer de Saint-Omer à Berguette . . .	159	VIII	368
24 avril.	Ligne de P.-L.-M. — Construction d'une remise à la gare de la Roche	160	VIII	369
27 avril.	Fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876	161	VIII	369
27 avril.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Dunkerque, pour le paiement d'indemnités aux officiers et maîtres de port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876	162	VIII	373
27 avril.	Approbation du traité passé entre la ville de Dunkerque et le sieur <i>Spillaerdt</i> , pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux sur diverses voies publiques de cette ville	163	VIII	373
27 avril.	Embranchement du chemin de fer d'intérêt local de Machecoul à la Roche-sur-Yon sur le port de Saint-Gilles-sur-Vie, se détachant de la ligne principale près de la station de Commequiers et aboutissant à Croix-de-Vie, sur la rive droite du port. — Déclaration d'utilité publique.	164	VIII	376
27 avril.	Bac de Peyzieux, sur la Saône (Ain). — Approbation de tarif.	165	VIII	378
3 mai.	Rectification de la route nationale n° 3 (Meuse). . .	166	VIII	381
3 mai.	Rectification de la route nationale n° 103 (Ardèche). .	167	VIII	381

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
8 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la commune d'Oran, pour les travaux d'ouverture de la route qui doit relier la place d'Armes au port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876.	168	VIII	382
11 mai.	Décret qui proroge le délai fixé pour l'exécution du chemin de fer d'intérêt local de Vouziers à Apremont	169	VIII	382
11 mai.	Amélioration de la rivière de Douves (Manche). . .	360	VIII	883
12 mai.	Décret qui autorise l'établissement d'une nouvelle fabrique de dynamite à Paulilles (Pyrénées-Orientales)	170	VIII	384
15 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest . . .	171	VIII	384
15 mai.	Etablissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux sur le territoire de la ville de Montpellier. — Déclaration d'utilité publique	172	VIII	386
17 mai.	Décret qui nomme M. Paris ministre des travaux publics	173	VIII	396
22 mai.	Approbation d'une délibération par laquelle le conseil municipal de la ville d'Orléans donne son adhésion à la cession faite par le sieur de la Hault, à la compagnie générale française des tramways, de la concession des voies ferrées à établir dans ladite ville.	174	VIII	396
22 mai.	Affectation de terrains et de bâtiments (Seine-Inférieure).	175	VIII	397
23 mai.	Défense contre la mer de terrains bordant la baie du Mont-Saint-Michel (Manche)	176	VIII	398
22 mai.	Exploitation des grils de carénage dans le port de Granville	177	VIII	398
22 mai.	Assainissement du val de l'Authion (Maine-et-Loire).	361	VIII	883
5 juin.	Défense contre les inondations de la Loire de la ville de Langeais (Indre-et-Loire)	178	VIII	401
5 juin.	Agrandissement de la gare du chemin de fer du Nord, à Paris.	179	VIII	401
5 juin.	Construction d'un quai avec bas port sur la rive gauche de la Saône (Haute-Saône)	180	VIII	402
7 juin.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Philippeville (Algérie), pour l'achèvement du port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	181	VIII	402
9 juin.	Rectification de la route départementale n° 14 (Drôme).	182	VIII	403
9 juin.	Rectification de la route départementale n° 7 (Isère).	183	VIII	403
9 juin.	Rectification de la route départementale n° 24 (Yonne)	184	VIII	404
9 juin.	Rectification de la route départementale n° 31 (Tarn)	185	VIII	404
9 juin.	Rectification de la route départementale n° 2 (Finistère)	186	VIII	405

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1877				
9 juin.	Rectifications des routes nationales n° 117 et 118 (Aude).	187	VIII	405
9 juin.	Décret qui place sous séquestre le lignes formant le réseau de la compagnie des chemins de fer de la Vendée.	188	VIII	406
9 juin.	Administration du séquestre et continuation des travaux sur la ligne du chemin de fer de Tours à Montluçon. Ouverture d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1877.	189	VIII	409
9 juin.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	190	VIII	410
9 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	191	VIII	412
9 juin.	Approbation des travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	192	VIII	414
9 juin.	Limite du rivage de la mer (Pyrénées-Orientales).	193	VIII	415
12 juin.	Limite du rivage de la mer (Pyrénées-Orientales).	194	VIII	415
14 juin.	Rectification de la route nationale n° 65 (Yonne).	195	VIII	416
16 juin.	Approbation du traite passé entre la ville de Rouen et M. Palmer Harding pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans ladite ville et sa banlieue.	196	VIII	416
21 juin.	Chemins de fer du Midi. — Agrandissement de la gare de Tarbes.	197	VIII	432
26 juin.	Port de Toulon. — Exécution de trois jetées en maçonnerie.	198	VIII	433
30 juin.	Etablissement de deux voies ferrées à traction de chevaux de Valenciennes à Vicoigne, d'une part, et Bruay (Nord), d'autre part. — Déclaration d'utilité publique.	199	VIII	433
30 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	200	VIII	443
2 juillet.	Autorisation d'un établissement d'un dépôt de dynamite à Lunas (Hérault).	211	VIII	490
5 juillet.	Curage du port de Port-Vendres (Pyrénées-Orientales).	201	VIII	447
5 juillet.	Affectation de terrain (Pyrénées-Orientales).	202	VIII	447
5 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Calais, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876.	212	VIII	490
5 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord, pour les travaux de restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	213	VIII	490

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
5 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par un département, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers travaux publics. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876	214	VIII	490
5 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877	215	VIII	492
5 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Dunkerque, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877	216	VIII	493
5 juillet.	Décret qui autorise la chambre de commerce du Havre à établir et à exploiter des hangars publics sur les quais de port de cette ville	217	VIII	493
5 juillet.	Affectation de terrain (Seine-Inférieure).	218	VIII	498
7 juillet.	Rectification de la route nationale n° 100 (Basses-Alpes)	219	VIII	498
7 juillet.	Approbation de dépenses faites par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	220	VIII	499
7 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876	221	VIII	499
12 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1876	222	VIII	500
12 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de ce canal. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	223	VIII	500
12 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par les départements de l'Eure et de la Haute-Vienne, la compagnie des mines de Bruay et la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'exécution de divers travaux publics. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	224	VIII	500
12 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie du chemin de fer du Nord, pour la construction des lignes d'Epinau à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchement sur Bethune et Abbeville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	225	VIII	503
14 juillet.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'établissement d'une gare à la Pécardière sur la ligne de Versailles à Rennes.	226	VIII	503
14 juillet.	Etablissement, dans le département de l'Oise, d'un			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1877	chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de la limite du département de Seine-et-Oise, vers Beaumont-Persan, à Hermes. — Déclaration d'utilité publique.	227	VIII	504
14 juillet.	Etablissement, dans le département de Seine-et-Oise, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie étroite, de Beaumont-Persan à la limite du département de l'Oise, vers Hermes. — Déclaration d'utilité publique.	228	VIII	533
14 juillet.	Rivière de Marne. — Travaux de dragage	229	VIII	535
14 juillet.	Affectation de terrain (Seine-Inférieure)	230	VIII	536
14 juillet.	Chemins de fer de l'Ouest. — Etablissement d'une gare (Sarthe)	231	VIII	536
14 juillet.	Affectation de terrain (Seine-Inférieure).	232	VIII	537
14 juillet.	Affectation de terrain et bâtiments (Calvados).	233	VIII	537
20 juillet.	Construction d'un pont sur la rivière d'Isle (Dordogne).	234	VIII	537
24 juillet.	Approbation d'une délibération du conseil général du département de la Haute-Saône concernant le chemin de fer d'intérêt local de Gray à Gy et ses prolongements	235	VIII	540
24 juillet.	Etablissement d'un chemin de fer d'embranchement destiné à relier les forges d'Allevard à la station du Cheylas, sur la ligne de Grenoble à Montmélian. — Déclaration d'utilité publique	279	VIII	626
24 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement d'une ligne de voies ferrées à traction de chevaux dans Paris	280	VIII	638
2 août.	Répartition de la somme de 180 000 francs formant le complément de la dixième annuité de la subvention accordée, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	281	VIII	638
3 août.	Répartition de la dixième annuité des subventions et des avances accordées, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	282	VIII	639
4 août.	Débarcadère de Mindin sur la Loire. — Concession des droits de péage	283	VIII	644
4 août.	Rectification de la route nationale n° 143 (Indre)	284	VIII	646
4 août.	Rectification de la route nationale n° 143 (Indre)	362	VIII	884
4 août.	Rectification de la route départementale n° 9 (Rhône).	363	VIII	884
7 août.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Dieppe à établir et à exploiter des grues à vapeur pour le chargement et le déchargement des navires	285	VIII	646
10 août.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics des crédits extraordinaires sur l'exercice 1877	364	VIII	885
14 août.	Construction d'un chemin de fer d'intérêt local dirigé de la station de Valognes vers Barfleur, avec			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877	embranchement de Vaudreville à la gare de Montebourg-le-Ham (Manche) — Déclaration d'utilité publique.	365	VIII	886
14 août.	Construction d'un quai d'embarquement avec rampe d'accès au port de Dinard (Ille-et-Vilaine)	366	VIII	907
14 août.	Établissement de la section comprise dans le département du Rhône d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, avec raccordement à la ligne de Lyon à Genève — Déclaration d'utilité publique	367	VIII	907
14 août.	Établissement de la section comprise dans le département de l'Isère d'un chemin de fer d'intérêt local de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, par Crémieu et Morestel. — Déclaration d'utilité publique. . . .	368	VIII	934
20 août.	Bac de Daumasanne sur la Drôme. — Application du tarif.	369	VIII	938
21 août.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	370	VIII	938
21 août.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	371	VIII	939
21 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie fermière de Vichy, pour les travaux de grosses réparations de l'établissement thermal et l'entretien des routes thermales, du parc et de la prise d'eau. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877 .	372	VIII	941
21 août.	Rectification de la route nationale n° 16 (Pas-de-Calais)	373	VIII	941
21 août.	Rectification de la route départementale n° 8 (Doubs). .	374	VIII	941
21 août.	Rectification de la route départementale n° 1 (Finistère).	375	VIII	942
21 août.	Établissement de la nouvelle route départementale n° 26 (Doubs)	376	VIII	942
21 août.	Établissement d'une voie ferrée à traction mécanique ou de chevaux dans la ville de Nantes et sa banlieue. — Déclaration d'utilité publique.	397	VIII	993
21 août.	Établissement de six nouvelles lignes de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Paris et sa banlieue. — Déclaration d'utilité publique. .	398	VIII	1004
21 août.	Approbation de la cession faite à la société anonyme des chemins de fer sur routes de tous les droits et charges résultant pour les sieurs <i>Bonnaterre</i> et <i>Coquere!</i> du décret relatif à la concession d'une voie ferrée à traction de chevaux entre Vilers-le-Bel et la station du même nom.	399	VIII	1011
23 août.	Autorisation accordée à la compagnie des chemins de fer de Bourges à Gien et d'Argent à Beaune-la-Rolande d'employer des rails en acier du poids de 30 kilogrammes par mètre courant	400	VIII	1012

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1877				
23 août.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	401	VIII	1013
25 août.	Chemin de fer de l'Est. — Agrandissement de la gare frontière de Batilly.	402	VIII	1014
28 août.	Bac de Pécot sur le Tarn. — Application du tarif.	403	VIII	1014
1 ^{er} sept.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	404	VIII	1015
8 sept.	Décret relatif au chemin de fer d'intérêt local de Mézidon à Dives.	405	VIII	1023
18 sept.	Approfondissement du canal de Caen à la mer et construction d'un quai sur le même canal.	406	VIII	1030
18 sept.	Élargissement de la route nationale n° 80 (Saône-et-Loire).	407	VIII	1030
18 sept.	Établissement d'une voie ferrée à traction de chevaux entre Montpellier et Castelnau-le Lez (Hérault). — Déclaration d'utilité publique.	408	VIII	1031
18 sept.	Amélioration du chenal de la Brande, île d'Oléron (Charente-Inférieure).	409	VIII	1038
18 sept.	Décret qui modifie le cahier des charges annexé au décret du 23 mars 1874, autorisant l'établissement d'une voie ferrée à traction de chevaux entre Bon-Secours et le chemin de Gentilly (Meurthe-et-Moselle).	410	VIII	1038
18 sept.	Rectification de la route départementale n° 22 (Seine-Inférieure).	411	VIII	1041
18 sept.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de ce canal. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	412	VIII	1042
20 sept.	Fonds de concours versés au Trésor par la tribu des Bou-Azid, pour les travaux de la route de Batna à Biskra (Algérie). Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	413	VIII	1042
20 sept.	Construction d'un pont fixe en maçonnerie à péage sur le Cher (Indre-et-Loire).	414	VIII	1042
25 sept.	Établissement d'un chemin de fer destiné à relier à la station de Frejus les mines de la vallée du Reyran et celle des Vaux (Var). — Déclaration d'utilité publique.	481	VIII	1261
25 sept.	Rectification de la route départementale n° 21 (Lozère).	482	VIII	1271
4 oct.	Établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Lesparro à Saint-Symphorien, avec embranchements de Lacanau à Bordeaux et de Hostens à Beautiran. — Déclaration d'utilité publique.	483	VIII	1271
9 oct.	Modification du tracé de la partie <i>extra-muros</i> de la voie ferrée à traction de chevaux du boulevard de la Gare à Ivry (Seine).	484	VIII	1282
11 oct.	Fixation de l'âge auquel les chefs et employés du			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877	ministère des travaux publics seront admis à faire valoir leurs droits à la retraite	485	VIII	1282
12 oct.	Établissement de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Lille (Nord). — Déclaration d'utilité publique.	486	VIII	1283
13 oct.	Travaux de mise en communication de la vieille darse et du bassin de la Rode, au port de Toulon (Var)	487	VIII	1286
17 oct.	Établissement de la gare de Saint-Ouen (chemin de fer de ceinture, rive droite)	488	VIII	1296
25 oct.	Établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux destiné à desservir les communes de Calais, Saint-Pierre-les-Calais, Coulogne, Hames-Boucres et Guines (Pas-de-Calais). — Déclaration d'utilité publique	489	VIII	1297
27 oct.	Affectation de terrain (Charente-Inférieure)	490	VIII	1303
27 oct.	Déclassement d'une partie du chemin de Dunkerque à la frontière belge, vers Furnes	491	VIII	1303
27 oct.	Approbation de la rétrocession du chemin de fer d'intérêt local de Bouzon à Saint-Bonnet-le-Château. Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	492	VIII	1304
2 nov.	Ouverture d'un crédit pour des créances constatées sur un exercice clos.	493	VIII	1309
6 nov.	Relèvement du plan d'eau du canal de la Marne au Rhin	494	VIII	1311
8 nov.	Établissement d'un canal destiné à irriguer et colmater, au moyen des eaux dérivées de la Durance, une partie du territoire de la commune de Rochebrune (Hautes-Alpes). — Déclaration d'utilité publique	495	VIII	1312
8 nov.	Rectification de la route nationale n° 98 (Var).	496	VIII	1313
12 nov.	Établissement d'une gare à Hendaye (Basses-Pyrénées).	497	VIII	1313
12 nov.	Fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877	498	VIII	1314
14 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	499	VIII	1314
14 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	500	VIII	1323
14 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	501	VIII	1324
14 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	502	VIII	1326
14 nov.	Construction d'une digue insubmersible sur la rive droite de la Loire.	503	VIII	1328
16 nov.		504	VIII	1330

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets</i>			
1877				
14 nov.	Pont international de Behobie sur la Bidassoa. — Construction d'un tablier métallique en remplacement du tablier en charpente.	505	VIII	1330
23 nov.	Décret qui nomme M. Graëff ministre des travaux publics.	203	VIII	448
3 déc.	Fonds de concours : Syndicat du canal de l'Est. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	506	VIII	1330
4 déc.	Établissement d'un dépôt de dynamite dans la redouté de Montreuil (Seine)	507	VIII	1331
7 déc.	Fonds de concours : bassin de Penhoët, dans le port de Saint-Nazaire. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	508	VIII	1331
7 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port du Havre. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	509	VIII	1331
7 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Rouen. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	510	VIII	1331
7 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Calais. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	511	VIII	1332
7 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Marseille. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	512	VIII	1332
7 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration de la rivière de l'Aa et des canaux de Neuffossé et de Bourbourg. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	513	VIII	1332
7 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	514	VIII	1332
7 déc.	Fonds de concours : achèvement des travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	515	VIII	1333
10 déc.	Élargissement et endiguement du lit du Vernazobres (Hérault)	516	VIII	1333
11 déc.	Raccordement entre la ligne de Paris à Vincennes et le chemin de fer de Ceinture, intérieur de Paris.	517	VIII	1334
11 déc.	Prorogation du délai fixé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'établissement du chemin de fer industriel des mines d'Allevard à la station de Cheylas (Isère)	518	VIII	1334
11 déc.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Honfleur. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	510	VIII	1335
11 déc.	La compagnie du chemin de fer de Besançon à la frontière suisse, par Morteau, est autorisée à se servir de rails en acier du poids de 30 kilogrammes par mètre courant.	520	VIII	1335

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
12 déc.	Chemin de fer de Paris (la Bastille) à Vincennes et à la Varenne. — Divers travaux à exécuter.	521	VIII	1335
12 déc.	Établissement de chemins de fer d'intérêt local : 1 ^o de Rivecourt à Ormoy-Villers ; 2 ^o d'Estrées-Saint-Denis à Verberie ; 3 ^o de Compiègne à la limite du département de la Somme, vers Roye. — Déclaration d'utilité publique.	522	VIII	1336
12 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est.	523	VIII	1340
12 déc.	Chemin de fer d'Alençon à Domfront (Orne). — Prise de possession de terrain.	524	VIII	1341
12 déc.	Admission des conducteurs des ponts et chaussées dans le corps des ingénieurs. — Décret remplaçant le règlement du 7 mars 1868.	»	VIII	134
13 déc.	Décret qui nomme M. de Freycinet ministre des travaux publics.	504	VIII	418
13 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie du chemin de fer d'Orléans.	525	VIII	1341
13 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer d'Orléans.	526	VIII	1342
20 déc.	Approbation de traité passé entre la ville de Paris et la compagnie générale des omnibus, pour la construction et l'exploitation d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux.	527	VIII	1342
20 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de la station de la Maison-Carrée, sur la ligne d'Alger à Oran, au village de l'Alma.	110	IX	285
27 déc.	Répartition, par chapitres, des crédits provisoires ouverts aux ministres, sur l'exercice 1878.	528	VIII	1349
27 déc.	Élargissement de la route nationale n° 189 (Seine).	529	VIII	1352
1878				
2 janv.	Travaux de défense du bassin d'Arcachon (Gironde).	530	VIII	1353
2 janv.	Fixation de l'emplacement de la gare de Nontron (Dordogne) et du tracé du chemin de fer aux abords.	531	VIII	1354
2 janv.	Agrandissement de la station de Villadaigne (chemin de fer de Bordeaux à Cette).	532	VIII	1354
7 janv.	Établissement d'un déversoir sur la rive droite de la Loire à Auzouer (Loiret).	111	IX	301
7 janv.	Prise de possession de terrains pour l'établissement des chemins de fer de Namers à Mortagne, et de Mortagne à Mézidon (Orne).	112	XI	301
8 janv.	Amélioration du Rhône entre Pont-Saint-Esprit (Gard) et Roquemaure (Vaucluse).	113	IX	301
14 janv.	Décret qui modifie celui du 21 octobre 1876, relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des travaux publics.	533	VIII	1355
14 janv.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port			

DATES des décisions,	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878	de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	534	VIII	1355
14 janv.	Fonds de concours : travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	535	VIII	1356
16 janv.	Établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la ville de Tarbes (Hautes-Pyrénées)	536	VIII	1356
17 janv.	Fonds de concours : construction des lignes d'Epinaay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchements sur Béthune et sur Abbeville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877	537	VIII	1356
17 janv.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Honfleur. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877.	538	VIII	1356
17 janv.	Fonds de concours : construction de lignes de chemins de fer sur le réseau P.-L.-M. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	539	VIII	1357
17 janv.	Fonds de concours : construction des lignes d'Epinaay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchements sur Béthune et sur Abbeville. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	540	VIII	1357
21 janv.	Admission dans le corps des conducteurs des ponts et chaussées.	»	VIII	273
23 janv.	Abaissement de la limite d'âge pour l'admission à l'emploi d'agent secondaire des ponts et chaussées.	»	VIII	450
26 janv.	Fonds de concours : construction de diverses lignes de chemins de fer sur le réseau du Midi. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	541	VIII	1357
31 janv.	Décret qui institue un comité consultatif des chemins de fer	542	VIII	1358
31 janv.	Décret qui institue un conseil supérieur des voies de communication	543	VIII	1360
31 janv.	Rectification de la route nationale n° 79 (Ain). . . .	114	IX	302
7 fév.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Nord	544	VIII	1361
7 fév.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	545	VIII	1364
7 fév.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	546	VIII	1365
8 fév.	Fonds de concours : syndicat du canal de l'Est. Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	547	VIII	1366
8 fév.	Affectation de terrain (Creuse)	115	IX	302
8 fév.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon.	116	IX	303
8 fév.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local d'Henrichemont à Sancerre	117	IX	315

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
13 fév.	Les sieurs <i>Gusgen, Dubois et Canelle</i> sont autorisés à importer de la dynamite fabriquée à l'étranger et à établir un dépôt de cette substance au lieu dit le <i>Petit-Marais</i> , commune de Bruay (Nord) . . .	548	VIII	1366
15 fév.	Fonds de concours : travaux de grosses réparations de l'établissement, l'entretien des routes thermales, du parc et de la prise d'eau de Vichy ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	549	VIII	1366
15 fév.	Fonds de concours : travaux de restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	550	VIII	1367
15 fév.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Dunkerque ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	551	VIII	1367
15 fév.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Dunkerque ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	552	VIII	1367
15 fév.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Honfleur ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	553	VIII	1367
15 fév.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Rouen ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	554	VIII	1368
15 fév.	Fonds de concours : achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	555	VIII	1368
19 fév.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	556	III	1368
23 fév.	Rectification de la route nationale n° 77 (Yonne) . .	119	IX	328
25 fév.	Fonds de concours : exécution de divers travaux publics ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877 . .	557	VIII	1369
27 fév.	Décret portant répartition des crédits provisoires ouverts aux ministres, sur l'exercice 1878, par la loi du 26 février 1878	278	VIII	623
4 mars	Agrandissement de la gare de la Bastille (chemin de fer de Paris à Vincennes)	120	IX	329
8 mars.	Fonds de concours : achèvement du bassin de Penhouët, dans le port de Saint-Nazaire ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	558	VIII	1375
8 mars.	Fonds de concours : travaux d'amélioration du port de Marseille ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	559	VIII	1375
11 mars.	Fonds de concours : syndicat du canal de l'Est ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	560	VIII	1375
11 mars.	Fonds de concours : travaux d'amélioration de la rivière d'Aa et des canaux de Neufossé et de Bourbourg ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	561	VIII	1375
11 mars.	Affectation de terrain (Meuse)	121	IX	329
18 mars.	Fonds de concours : achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	562	VIII	1376

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878				
18 mars.	Rectification de la route départementale n° 11 (Meurthe-et-Moselle)	122	IX	330
18 mars.	Prolongement de la route départementale n° 7 (Seine)	123	IX	330
20 mars.	Affectation de terrain (Meuse)	124	IX	331
27 mars.	Reconstruction du pont de Mazères, sur l'Hers (Ariège), et rectification des routes départementales n° 2 et 14, aux abords de cet ouvrage	194	IX	469
28 mars.	Promulgation de la convention conclue, le 9 mai 1877, entre la France et la Belgique, pour le raccordement, à la frontière, des stations française et belge du chemin de fer de Gorcy à Signeulx	595	VIII	1490
28 mars.	Promulgation de la convention conclue, le 9 mai 1877, entre la France et la Belgique, pour le raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer de Saint-Amand à Antoing	596	VIII	1493
28 mars.	Promulgation de la convention conclue, le 23 septembre 1877, entre la France et la Belgique, pour le raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer de Cambrai à Dour	597	VIII	1495
1 ^{er} avril.	Rectification de la route nationale n° 77 (Ardennes)	195	IX	469
3 avril.	Etablissement d'une passerelle, à l'aval du pont d'Iéna. Subvention du Trésor.	196	IX	470
4 avril.	Décret qui approuve le traité de cession à la compagnie des chemins du Nord-Est d'une portion de l'embranchement de Fléchinelle	125	IX	331
4 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Nord	126	IX	332
4 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	127	IX	331
6 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est	128	IX	338
6 avril.	Agrandissement de la gare d'Amagne (ligne de Reims à Charleville)	197	IX	470
6 avril.	Agrandissement de la gare aux marchandises de Bayonne (chemin de fer de Bordeaux à Bayonne)	198	IX	471
11 avril.	Agrandissement de la gare des marchandises de Vaugirard	199	IX	471
11 avril.	Rectification de la route nationale n° 92 (Drôme)	200	IX	472
15 avril.	Décret qui approuve la délibération du conseil général du Calvados relative à la rétrocession de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Mézidon à Dives	129	IX	339
15 avril.	Décret qui approuve la délibération du conseil général des Basses-Pyrénées relative à la rétroces-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878	sion de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Bayonne à Biarritz.	130	XI	340
15 avril.	Décret qui approuve les délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Gironde, relatives à la rétrocession de la concession du chemin de fer d'intérêt local de la Teste à l'étang de Cazaux.	131	IX	341
15 avril.	Rectification de la route nationale n° 65 (Yonne).	201	IX	472
15 avril.	Rectification de la route nationale n° 94 (Hautes-Alpes).	202	IX	473
15 avril.	Rectification de la route départementale n° 20 (Bouches-du-Rhône).	203	IX	473
15 avril.	Rectification des routes départementales n° 1 et 4 (Lot).	204	IX	474
18 avril.	Fonds de concours : ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 au gouvernement général civil de l'Algérie pour les frais d'étude de la conduite d'eau de l'Oued-Mokta.	132	IX	343
18 avril.	Fonds de concours : ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 au gouvernement général civil de l'Algérie, pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées.	133	IX	343
18 avril.	Fonds de concours : ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour l'exécution de divers travaux publics.	134	IX	343
20 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	135	IX	347
20 avril.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou écluses de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1878. (Approvisionnement de Paris.)	136	IX	348
30 avril.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les trains de bois flottés, pendant l'exercice 1878. (Approvisionnement de Paris.)	137	IX	350
24 avril.	Décret qui approuve le tableau indicatif des logements occupés dans les bâtiments de l'Etat par des fonctionnaires et agents dépendant du ministère des travaux publics.	138	IX	351
29 avril.	Décret qui place sous séquestre le chemin de fer de Bondy à Aulnay-les-Bondy.	139	IX	351
9 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P. L. M.	140	IX	353
9 mai.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	141	IX	356
9 mai.	Établissement d'un port sec sur le chemin de fer de la Roche-sur-Yon, à Bressuire.	205	IX	474
13 mai.	Fonds de concours ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour les travaux du canal de l'Est.	142	IX	357

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878				
18 mai.	Bac de Briare sur la Loire (Loiret). — Approbation de tarif	143	IX	357
18 mai.	Travaux de défense contre les inondations et les corrosions du Rhône	206	IX	475
18 mai.	Pêche fluviale. — Modifications au décret du 10 août 1875	»	VIII	1092
25 mai.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour les travaux d'amélioration du port de Dunkerque	144	IX	359
25 mai.	Décret portant organisation administrative des chemins de fer rachetés et provisoirement exploités par l'Etat	145	IX	360
25 mai.	Décret portant organisation du service financier des chemins de fer provisoirement exploités par l'Etat.	146	IX	364
25 mai.	Chemin de fer du Nord. — Construction d'ateliers et de remisage pour wagons (Seine)	207	IX	476
28 mai.	Décret qui autorise la compagnie du chemin de fer de Saint-Nazaire au Croisic à employer des rails en acier du poids de 30 kilog. par mètre courant.	147	IX	373
7 juin.	Traversée de Paris. — Création d'un bas port et d'un quai sur la rive droite de la Seine et d'un pont sur la Seine	208	IX	477
10 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	148	IX	373
10 juin.	Décret qui approuve les traités relatifs à l'établissement et à l'exploitation de la ligne de tramways de Charenton à la Bastille.	149	IX	375
11 juin.	Décret relatif aux indemnités à allouer aux administrateurs des chemins de fer de l'Etat	150	IX	377
14 juin.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Nord, pour la construction des lignes d'Epinay à Luzarches et d'Arras à Etaples avec embranchements sur Béthune et sur Abbeville; ouverture de crédit sur l'exercice 1878.	151	IX	378
14 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de l'Ouest	152	IX	378
14 juin.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour les travaux du canal de l'Est	153	IX	378
14 juin.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune d'Etion (Ardennes)	154	IX	380
14 juin.	Amélioration du Rhône (Ardèche et Drôme).	209	IX	477
14 juin.	Classement, comme prolongement de la route nationale n° 83 de la voie communale, dans la traversée de Besançon (Doubs).	210	IX	478
14 juin.	Rectification de la route nationale n° 197 (Corse).	211	IX	479

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
14 juin.	Rectification de la route départementale n° 14 (Mourthe-et-Moselle).	212	IX	479
15 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est	153	IX	380
15 juin.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	156	IX	381
15 juin.	Ligne de Saint-Germain-des-Fossés à Nîmes. — Etablissement de voies de réserve pour wagons. . . .	213	IX	480
17 juin.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	214	IX	480
18 juin.	Fonds de concours versés au Trésor pour l'exécution de divers travaux publics ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1877	215	IX	484
18 juin.	Reconstruction du pont de la Ferté à Maintenon (Eure-et-Loir).	216	IX	487
18 juin.	Canal de Nantes à Brest (Morbihan). — Construction d'un débarcadère et rectification du chemin de halage.	217	IX	487
21 juin.	Etablissement d'un service de touage à vapeur, sur chaîne noyée, dans le bief de Mauvages (Meuse), dépendant du canal de la Marne au Rhin.	218	IX	488
22 juin.	Alimentation et établissement du canal dérivé de la rivière de Sahorre (Pyrénées-Orientales).	432	IX	1012
25 juin.	Fonds de concours versés au Trésor, pour la construction des chemins de fer de Vichy à Thiers, et de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse. — Ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	219	IX	489
26 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	220	IX	490
26 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	221	IX	491
26 juin.	Décret qui autorise l'établissement d'une fabrique de nitroglycérine dans la commune d'Airel (Manche).	222	IX	494
1 ^{er} juillet.	Décret qui promulgue le règlement sur le curage de la Seille, signé entre la France et l'Allemagne	223	IX	494
3 juillet.	Décret qui fixe l'époque à laquelle sera payée la subvention allouée à la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Lesparre à Saint-Symphorien, avec embranchements de Lacanau à Bordeaux et d'Hostens à Beautiran	224	IX	497
3 juillet.	Décret qui fixe l'époque à laquelle sera payée la subvention allouée à la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste par Crémieu et Morestel.	225	IX	498
3 juillet.	Décret qui fixe l'époque à laquelle sera payée la subvention allouée à la compagnie concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de Valognes			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878	vers Barfleur, avec embranchement sur Montebourg.	226	IX	499
9 juillet.	Construction d'une dérivation de la rivière d'Aa (Nord).	227	IX	500
9 juillet.	Prise de possession de terrain pour l'établissement du chemin de fer d'Allevard à la station du Cheylas (Isère).	228	IX	500
9 juillet.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	229	IX	501
9 juillet.	Approbation du projet de raccordement direct du chemin de fer de Vincennes avec le chemin de fer de ceinture intérieur de Paris.	230	IX	502
13 juillet.	Élargissement de la tranchée de Chagny sur le canal du Centre (Saône-et-Loire).	231	IX	503
13 juillet.	Dérivation dans la ville de Paris des eaux des sources dites de Cochebies, situées près de Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).	232	IX	503
13 juillet.	Construction d'un aqueduc complémentaire pour la dérivation des sources du Maroy (Yonne).	233	IX	504
13 juillet.	Décret portant répartition de la somme de 180 000 francs formant le complément de la onzième annuité de la subvention de 100 millions accordée, en vertu de la loi du 11 juillet 1868, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	234	IX	504
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	235	IX	506
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	236	IX	507
15 juillet.	Répartition de la onzième annuité des subventions et des avances accordées, en vertu des lois des 11 juillet 1868 et 28 juillet 1873, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	237	IX	509
18 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	238	IX	513
18 juillet.	Décret portant qu'un nouveau délai de deux années est accordé à la compagnie d'Orléans pour l'expropriation de terrains nécessaire à l'agrandissement de la gare de la Bastide, à Bordeaux (ligne de Tours à Bordeaux).	239	IX	516
18 juillet.	Rectification de la route nationale n° 161 (Maine-et-Loire).	240	IX	516
19 juillet.	Décret qui concède à la ville de Bordeaux l'établissement et l'exploitation de magasins-docks le long des quais du bassin à flot.	241	IX	517
22 juillet.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée, en 1877, pour les travaux de défense de la rive gauche de la Garonne, à Palaminy.	242	IX	523

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
23 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction de diverses lignes de chemins de fer; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	243	IX	524
23 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Dunkerque, pour les travaux de restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878. .	244	IX	526
23 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour l'exécution, par l'Etat, de travaux complémentaires sur diverses lignes; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	245	IX	526
23 juillet.	Décret qui ouvre au gouvernement général civil de l'Algérie, sur l'exercice 1878, un crédit à titre de fonds de concours versés au Trésor pour divers travaux publics.	246	IX	528
27 juillet.	Décret qui autorise divers agents à loger dans les bâtiments appartenant à l'Etat et affectés au service des ponts et chaussées.	247	IX	529
3 août.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée, en 1875, pour la construction des chemins de fer d'Arras à Etaples, de Béthune à Abbeville et d'Epinaï à Luzarches.	248	IX	530
3 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	249	IX	530
3 août.	Fonds de concours versés au Trésor pour le rachat du pont suspendu du Fourneau; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	250	IX	530
3 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre, pour l'achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	251	IX	530
3 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Calais, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	252	IX	531
7 août.	Curage et redressement de l'étier de Vue (Loire-Inférieure).	253	IX	531
7 août.	Approbation d'une convention ayant pour objet la concession d'un canal dérivé du Rhône et destiné à l'irrigation de territoires situés dans l'arrondissement d'Uzès (Gard).	254	IX	531
8 août.	Construction d'un pont avec tablier métallique sur la Garonne (Gironde).	255	IX	542
10 août.	Construction d'un pont à péage en fer sur l'Aisne (Aisne).	256	IX	545

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878				
11 août.	Prolongement de la route départementale, n° 8 (Haute-Saône)	257	IX	547
11 août.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de deux lignes de tramways à traction de chevaux sur le territoire de la commune de Boulogne-sur-Seine	258	IX	547
14 août.	Affectation de terrain (Creuse)	259	IX	552
14 août.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement, dans Paris, de trois nouvelles lignes de voies ferrées à traction de chevaux, et approuve le traité de rétrocession de ces lignes à la compagnie générale des omnibus	260	IX	553
14 août.	Décret concernant l'établissement et l'exploitation, dans la ville de Paris, de diverses lignes de voies ferrées à traction de chevaux	261	IX	560
17 août.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée en 1877 pour les travaux de défense de la plage d'Arcachon.	262	IX	565
21 août.	Agrandissement du terre-plein du débarcadère du Pont-du-Roi sur le canal de Nantes à Brest (Finistère).	263	IX	565
21 août.	Construction d'un quai au port de Paimbeuf (Loire-Inférieure).	264	IX	565
21 août.	Construction d'un pont sur l'Aisne, à Pontarcy (Aisne).	265	IX	568
22 août.	Rectification de la route nationale, n° 74 (Meurthe-et-Moselle)	266	IX	568
22 août.	Établissement de trois débarcadères sur le canal de Nantes à Brest (Morbihan).	267	IX	568
22 août.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Nord.	268	IX	569
22 août.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	269	IX	570
22 août.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	270	IX	572
22 août.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	271	IX	573
22 août.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	272	IX	575
22 août.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est.	273	IX	577
26 août.	Chemins de fer d'Arras à Etaples. — Affectation d'une parcelle de terrain (Pas-de-Calais)	274	IX	578
26 août.	Décret qui autorise l'établissement, sur le quai nord du port du Boucau (Basses-Pyrénées), de deux grues à vapeur pour le chargement et le déchargement des navires	275	IX	578

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
30 août.	Amélioration de la navigation du Rhône dans le bras d'Avignon (Vaucluse)	433	IX	1013
4 sept.	Fonds de concours versés au Trésor par le département de l'Ardèche, pour l'achèvement des travaux de rectification de la route nationale, n° 103, de la Voulte au Puy; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	276	IX	582
4 sept.	Fonds de concours versés au Trésor par le département du Pas-de-Calais, pour les travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	277	IX	582
5 sept.	Décret qui institue une commission supérieure pour l'aménagement et l'utilisation des eaux	278	IX	583
6 sept.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de ce canal; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	279	IX	584
8 sept.	Décret portant règlement d'administration publique sur la délimitation de la zone frontière et la réglementation des travaux mixtes.	296	IX	651
10 sept.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour les travaux d'amélioration du port de Marseille.	297	IX	670
10 sept.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour les travaux d'amélioration du port de Rouen	298	IX	670
17 sept.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	299	IX	671
17 sept.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	300	IX	672
17 sept.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	301	IX	674
17 sept.	Travaux de grosses réparations des digues de la Seine (Seine-Inférieure)	434	IX	1013
17 sept.	Amélioration de la navigation de la Garonne (Gironde).	435	IX	1014
17 sept.	Travaux pour la défense de la ville de Chambéry contre les inondations (Savoie)	436	IX	1014
19 sept.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P. L.-M.	302	IX	675
19 sept.	Agrandissement de la gare du Chapier (Loire), ligne de Saint-Etienne au Puy	437	IX	1015
21 sept.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour les travaux du canal de l'Est	303	IX	677
21 sept.	Décret qui place sous séquestre le chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte et aux carrières de Neufmoutiers et son prolongement de Villeneuve-le-Comte à Mortcerf	304	IX	677

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878				
21 sept.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour l'achèvement du bassin de Ponthoët, dans le port de Saint-Nazaire	305	IX	679
28 sept.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour les travaux d'assainissement de la petite plaine de Bône (Algérie).	306	IX	680
2 oct.	Fonds de concours: ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour l'achèvement des travaux de rectification de la route nationale, n° 103, de la Voulte au Puy	307	IX	681
5 oct.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour les travaux d'amélioration de la rivière d'Aa et des canaux Neufossé et de Bourbourg.	308	IX	681
16 oct.	Défense de la ville de Pont-l'Évêque contre les inondations (Calvados)	438	IX	1015
17 oct.	Décret qui approuve la délibération du conseil municipal de Tours relative à la cession faite à la compagnie générale française de tramways, de la concession de voies ferrées à établir dans cette ville.	309	IX	681
17 oct.	Amélioration du port de Fresne et de l'étier de Fresne (Loire-Inférieure et Vendée)	439	IX	1016
25 oct.	Décret qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1878, un crédit extraordinaire applicable aux frais d'exploitation du chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte et aux carrières de Neufmoutiers, placé sous le séquestre de l'Etat	310	IX	683
30 oct.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	311	IX	684
30 oct.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	312	IX	685
30 oct.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	313	IX	687
30 oct.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	314	IX	688
30 oct.	Agrandissement de la gare de Salces (Pyrénées-Orientales) (chemin de fer de Narbonne à Perpignan).	440	IX	1017
31 oct.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour les travaux du canal de l'Est	315	IX	689
31 oct.	Approbation de dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest en vue de l'augmentation de son matériel roulant et de l'accroissement de son outillage	316	IX	690

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
2 nov.	Rectification de la route nationale n. 1, dans les rampes du Pont-de-Bourg (Jura)	441	IX	1017
4 nov.	Fonds de concours versés au Trésor par les départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	317	IX	691
7 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	318	IX	700
7 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	319	IX	702
7 nov.	Décret qui autorise un agent à loger dans les bâtiments appartenant à l'Etat et affectés au service des ponts et chaussées.	320	IX	703
7 nov.	Établissement d'un déversoir sur la rive droite de la Loire et exhaussement des levées du val d'Avary (Loir-et-Cher).	442	IX	1018
12 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	321	IX	704
12 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	322	IX	705
12 nov.	Rectification de la route départementale n° 3 (Gard).	443	IX	1018
12 nov.	Rectification de la route départementale n° 10 (Charente)	444	IX	1019
12 nov.	Prolongement de la ligne de Toulouse à Bayonne. — Établissement de deux voies nouvelles.	445	IX	1020
18 nov.	Rectification de la route départementale n° 11, dans la traverse du Var (Charentes).	446	IX	1020
18 nov.	Amélioration de la rivière de Sarthe, dans la traversée de la ville du Mans	447	IX	1021
20 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Nord.	323	IX	707
20 nov.	Établissement d'un canal dérivé du gavo de Pau, destiné à arroser la plaine entre Pau et Artix (Basses-Pyrénées).	448	IX	1021
20 nov.	Amélioration de la navigation du Rhône (Ardèche et Vaucluse)	449	XI	1022
21 nov.	Décret qui autorise la colonie des établissements français dans l'Inde à contracter un emprunt.	450	IX	1023
22 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	324	IX	708
22 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	325	IX	710
22 nov.	Amélioration de la navigation du Rhône (Ardèche et Vaucluse)	451	IX	1023
30 nov.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour la construction des lignes d'Epinal			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets</i>			
1878	à Luzarches et d'Arras à Etaples avec embranchements	326	IX	711
30 nov.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour la construction du chemin d'Annecy à Annemasse	327	IX	711
30 nov.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier le port de Luçon avec la gare de cette ville, sur la ligne de la Rochelle à la Roche-sur-Yon	328	IX	712
2 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une voie ferrée à traction mixte de chevaux et de moteurs mécaniques entre Béziers et la plage de Sérignan (Hérault).	452	IX	1026
2 déc.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux du canal de l'Est; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	453	IX	1031
3 déc.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	454	IX	1032
3 déc.	Décret qui autorise la société concessionnaire des mines de houille de Blanzay à établir, sur le territoire de Montceau-les-Mines, un dépôt central de dynamite et sept dépôts secondaires.	455	IX	1033
3 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local du village de l'Alma à Ménerville (col des Beni-Aïcha).	473	IX	1105
5 déc.	Affectation de terrain au service des ponts et chaussées (Haute-Vienne)	474	IX	1121
6 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Nîmes (Gard)	456	IX	1033
6 déc.	Fonds de concours versés au Trésor par le département du Pas-de-Calais, pour les travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	475	IX	1121
6 déc.	Fonds de concours versés au Trésor par le département de la Loire, la ville de Feurs, diverses communes et des tiers intéressés, pour le rachat du Pont de Feurs, sur la Loire; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	476	IX	1122
6 déc.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	477	IX	1123
6 déc.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre, pour l'achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	478	IX	1124

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
9 déc.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	339	IX	713
9 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	330	IX	714
9 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de P.-L.-M.	331	IX	716
9 déc.	Raccordement de la gare de Redon avec le bassin à flot de cette ville (Ille-et-Vilaine).	479	IX	1125
9 déc.	Prolongement de la digue du chenal de l'Authie (Pas-de-Calais).	480	IX	1125
12 déc.	Prolongement du canal de Marans à la Rochelle (Charente-Inférieure).	616	IX	1459
16 déc.	Affectation au département des travaux publics de la batterie de l'Aiguillon, sise commune de l'Aiguillon-sur-Mer (Vendée).	481	IX	1126
19 déc.	Décret portant augmentation du nombre des inspecteurs généraux des ponts et chaussées.	92	IX	210
20 déc.	Création d'un cadre auxiliaire d'ingénieurs et de chefs de section des travaux de l'Etat (rapport, décret, arrêté, circulaire).	93	IX	210
20 déc.	Fonds de concours; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878, pour la reconstruction d'un petit barrage sur l'oued Tlélat (Oran).	482	IX	1126
20 déc.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée, en 1877, pour la construction des chemins de fer d'Epinay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchement sur Béthune et Abbeville.	493	IX	1127
20 déc.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée, en 1877, pour la construction de diverses lignes de chemins de fer (Port-Vendres à la frontière d'Espagne, Rodez à Millau, Carcassonne à Millau, Coudom à Port-Sainte-Marie, Foix à Tarascon, etc.	484	IX	1128
20 déc.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée, en 1877, pour la construction des chemins de fer de Vichy à Thiers, de Thiers à Amberg et d'Annecy à Annemasse.	485	IX	1129
21 déc.	Décret permettant le maintien en activité de service d'ingénieurs en chef des ponts et chaussées ayant atteint le terme de la carrière active.	94	IX	216
24 déc.	Décret qui modifie celui du 21 juillet 1861, relatif au canal de Roubaix.	486	IX	1130
24 déc.	Amélioration de la navigation du Rhône entre Saint-Vallier et Tournon (Drôme et Ardèche).	487	IX	1131
26 déc.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est.	488	IX	1132
26 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien ré-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1878	seau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	489	IX	1132
26 déc.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Nord.	490	IX	1134
26 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	491	IX	1136
26 déc.	Loi qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un canal dérivé de la rivière de la Vesubie, pour l'irrigation du territoire de la ville de Nice (Alpes-Maritimes)	606	IX	1397
28 déc.	Décret qui autorise deux agents à loger dans les bâtiments appartenant à l'Etat et affectés au service des ponts et chaussées.	492	IX	1137
28 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	493	IX	1138
28 déc.	Construction d'un pont fixe en maçonnerie sur la Dordogne.	494	IX	1139
28 déc.	Délimitation des limites entre la mer et le Rhône à l'embouchure de ce fleuve.	495	IX	1143
1879				
2 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral de la Garonne.	496	IX	1143
2 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	497	IX	1144
2 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	498	IX	1145
6 janv.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupes, parts ou éclusées de bois de charpente, sciage et charroinage flottés, pendant l'exercice 1879. (Approvisionnement de Paris.)	499	IX	1147
9 janv.	Curage et rétablissement partiel du lit de la Vézouze (Meurthe-et-Moselle)	647	IX	1459
13 janv.	Rectification de la route départementale n° 23 (Manche).	648	IX	1460
14 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Nord.	500	IX	1149
22 janv.	Approbation du traité passé entre la compagnie du chemin de fer de l'Est et la compagnie des chemins de fer de la Suippe, pour l'exploitation, par la compagnie de l'Est, de la ligne d'intérêt local de Bazancourt à Bétheniville	501	IX	1151
22 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Sablonnière à Montalieu-Vercieu (Isère)	502	IX	1152

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
22 janv.	Décret qui approuve des travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	503	IX	1160
22 janv.	Décret qui approuve des travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	504	IX	1161
22 janv.	Décret qui modifie celui du 12 novembre 1878 en ce qui concerne la dépense faite pour l'établissement d'une voie d'évitement à la halte de Corneilla (ligne de Perpignan à Port-Vendres)	532	IX	1249
27 janv.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite dans la commune de Trélazé (Maine-et-Loire)	533	IX	1250
29 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé de la ligne de tramways du cimetière de Saint-Ouen à la Bastille et le prolongement de la ligne du cours de Vincennes à la rue aux Ours	536	IX	1250
29 janv.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la construction des lignes de Vichy à Thiers et de Thiers à Ambert; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879	535	IX	1253
29 janv.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie du Midi, pour l'exécution par l'Etat de travaux complémentaires sur diverses lignes; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879	536	IX	1254
29 janv.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction de diverses lignes de chemins de fer; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	537	IX	1255
29 janv.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Dunkerque, pour les travaux de restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	538	IX	1257
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux de dévasement du port de Vannes	539	IX	1258
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration du port de Dunkerque.	540	IX	1259
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration du port de Carteret (Manche).	541	IX	1260
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration du port de Marseille.	542	IX	1261
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux de divers chemins de fer exécutés par l'Etat	543	IX	1262

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
Suite des Décrets.				
1879				
29 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux sur le territoire de la ville de Bordeaux	544	IX	1262
29 janv.	Rectification de la route nationale n° 163 (Loire-Inférieure)	619	IX	1460
29 janv.	Rectification de la route départementale n° 1 (Drôme)	650	IX	1461
7 févr.	Décret qui reporte à l'exercice 1878 une somme non employée en 1877 pour divers travaux publics en Algérie	545	IX	1275
7 févr.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour l'achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre	546	IX	1276
7 févr.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour l'achèvement du bassin de Penhoët, au port de Saint-Nazaire	547	IX	1277
10 févr.	Fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	548	IX	1278
10 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	549	IX	1283
10 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	550	IX	1284
10 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	551	IX	1285
10 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	552	IX	1286
10 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	553	IX	1287
10 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	554	IX	1289
10 févr.	Rectification de la route nationale n° 70 (Côte-d'Or)	651	IX	1462
10 févr.	Extension des aménagements de la gare d'Yvetot (ligne de Rouen au Havre)	652	IX	1462
12 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'agrandissement de la gare aux marchandises de Clamart	555	IX	1291
12 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	556	IX	1292
12 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'an-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	cien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	557	IX	1293
12 févr.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration du port de Calais	558	IX	1294
12 févr.	Agrandissement de la gare aux marchandises de Clamart (ligne de Paris à Versailles).	653	IX	1463
13 févr.	Décret portant que la portion du Rhône sur laquelle a été établie la gare d'eau de la Voultz cessera d'être classée parmi les rivières navigables et flottables	559	IX	1295
13 févr.	Rectification de la route nationale n° 20 (Haute-Garonne).	654	IX	1463
13 févr.	Rectification de la route départementale n° 6 (Isère).	655	IX	1464
15 févr.	Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Caen, pour les travaux d'approfondissement du canal de Caen à la mer; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	560	IX	1296
15 févr.	Fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord, pour les travaux d'amélioration des canaux de Bourbourg et de Neufossé et de la rivière d'Aa; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	561	IX	1297
15 févr.	Affectation de terrain (Charente-Inférieure).	656	IX	1464
21 févr.	Amélioration de la navigation du Rhône (Bouches-du-Rhône).	657	IX	1465
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	562	IX	1298
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	563	IX	1299
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	564	IX	1300
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	565	IX	1302
24 févr.	Approbation de divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	566	IX	1303
24 févr.	Agrandissement de la gare d'Alençon (Orne).	658	IX	1465
24 févr.	Etablissement de voies de remisage à la gare de Rennes (Ille-et-Vilaine).	659	IX	1466
24 févr.	Amélioration du Rhône (Savoie).	660	IX	1466
28 févr.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour la construction des chemins de fer de Limoges à Eymoutiers, Limoges au Dorat, Saillat à Bassière-Galant et Échauffour à Bernay	567	IX	1305
28 févr.	Rectification de la route départementale n° 5 (Ain).	661	IX	1467
3 mars.	Agrandissement de la gare de l'Est, à Paris.	662	IX	1467

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
Suite des Décrets.				
1879				
4 mars.	Fonds de concours versés au Trésor par le département du Nord pour les travaux d'amélioration des canaux de Bourbourg et de Neufossé et de la rivière d'Aa ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878	568	IX	1306
4 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux de restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines	569	IX	1307
4 mars.	Affectation de terrain (Vendée)	663	IX	1468
5 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non somme non employée en 1878 pour la construction d'une jetée dans le havre d'Omonville-la-Rogue (Manche)	570	IX	1308
5 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration du port de Dieppe.	571	IX	1309
5 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour la construction du quai d'Arènes, sur la rive droite du Doubs, à Besançon.	572	IX	1310
5 mars.	Décret qui reporte à l'année 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux de redressement du Doubs, au coude de Fretterans	573	IX	1311
5 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1869 une somme non employée en 1876 pour la construction des chemins de fer de Limoges à Eymoutiers, Limoges au Dorat et Saillat à Bussière-Galant.	574	IX	1312
5 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1876 une somme non employée en 1878 pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103 de la Voulte au Puy	575	IX	1313
6 mars.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux de ce canal ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879	576	IX	1314
6 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration de la cale établie sur la Garonne à Port-Sainte-Marie	577	IX	1315
6 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie du chemin de fer du Nord.	578	IX	1316
6 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	579	IX	1318
6 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	580	IX	1319
6 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer de Port-de-Bouc à Martigues-Ferrières (Bouches-du-Rhône).	581	IX	1320

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
6 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est pour l'agrandissement de la gare de la Bastille.	582	IX	1333
6 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	583	IX	1334
7 mars.	Décret qui autorise deux agents à loger dans les bâtiments appartenant à l'Etat et affectés au service des ponts et chaussées.	584	IX	1335
11 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 sur les avances faites au Trésor par les compagnies des chemins de fer du Nord, du Midi, de l'Ouest et de Paris-Lyon-Méditerranée, pour des travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	585	IX	1336
11 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux de dérivation de la Neste dans la rivière de l'Arrats.	586	IX	1337
13 mars.	Décret portant que le département des travaux publics contribuera aux dépenses d'établissement d'un pont sur la Loire, entre Diou (Allier) et Gilly-sur-Loire (Saône-et-Loire).	664	IX	1468
14 mars.	Fonds de concours versés au Trésor par le département de Constantine pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	587	IX	1338
18 mars.	Construction d'une partie de la route départementale d'Allevard à Pontcharra (Isère et Savoie).	665	IX	1468
21 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local du village de Saint-Victor à la limite du département du Rhône, vers Cours (Loire).	666	IX	1469
21 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Cours à la limite du département de la Loire, vers la station de Saint-Victor (ligne de Roanne à Lyon (par Tarare).	667	IX	1479
24 mars.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	588	IX	1339
24 mars.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux d'établissement de ce canal; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	589	IX	1340
28 mars.	Approbation de divers travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	668	IX	1484
28 mars.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	669	IX	1485

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1879				
28 mars.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	670	IX	1486
31 mars.	Amélioration du port de Noirmoutier (Vendée)	671	IX	1487
1 ^{er} avril.	Décret relatif aux cautionnements des préposés de chemins de fer de l'Etat	672	IX	1488
2 avril.	Rectification de la route départementale n° 21 (Saône-et-Loire)	673	IX	1489
2 avril.	Reconstruction du pont des Augustins sur le Doubs à Pontarlier.	674	IX	1490
6 avril.	Décret qui autorise divers agents à loger dans les bâtiments appartenant à l'Etat et affectés au service des ponts et chaussées.	590	IX	1361
7 avril.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	591	IX	1362
7 avril.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	592	IX	1363
7 avril.	Approbation de divers travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	593	IX	1364
7 avril.	Établissement d'un quai à la gare du Var (chemin de fer de Toulon à Nice)	675	IX	1490
12 avril.	Classement d'une voie comme annexe de la route nationale, n° 204 (Alpes-Maritimes).	676	IX	1491
12 avril.	Prise de possession de terrain (Seine-et-Oise).	677	IX	1491
15 avril.	Rectification de la route départementale n° 1 (Finistère).	678	IX	1492
15 avril.	Amélioration de la communication du canal de Bourbourg avec les bassins du port de Dunkerque (Nord).	679	IX	1492
15 avril.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes. — Prise de possession de terrain (Loire-Inférieure).	680	IX	1493
18 avril.	Élargissement du quai de la rive droite de la Touques au port de Trouville.	681	IX	1493
18 avril.	Décret qui autorise un agent à loger dans les bâtiments appartenant à l'Etat et affectés au service des ponts et chaussées	682	IX	1494
18 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin du Nord	683	IX	1495
18 avril.	Assainissement de la losne de la Pape (Ain)	684	IX	1496
21 avril.	Construction d'un chemin au port de Sables (Vendée).	685	IX	1497
22 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	686	IX	1497

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
22 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	687	IX	1499
22 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	688	IX	1500
22 avril.	Travaux pour l'établissement et l'amélioration du canal dit du Col-de-Jou (Pyrénées-Orientales) . .	810	IX	1675
22 avril.	Décret qui proroge de cinq ans le délai fixé pour l'achèvement par la commune d'Escouloubre (Aude) du canal d'irrigation d'Escouloubre et de ses rigoles principales.	811	IX	1675
22 avril.	Restauration du pont des Invalides, à Paris. . . .	812	IX	1675
25 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement de la voie ferrée à traction de chevaux de Villiers-le-Bel (Seine-et-Oise), dans l'intérieur de ce village.	689	IX	1502
25 avril.	Prolongement de la digue de Girodet. — Amélioration de la navigation du Rhône (Drôme)	813	IX	1676
26 avril.	Décret qui reporte à l'exercice 1876 une somme non employée en 1879 pour les travaux d'amélioration du port de l'Aiguillate (Charente-Inférieure) . .	690	IX	1504
26 avril.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'agrandissement du port de Marseillan (Hérault).	691	IX	1505
2 mai.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes avec embranchement. — Prise de possession de terrain. .	814	IX	1676
2 mai.	Rectification des côtes du pont Minavoët, route départementale du Finistère.	815	IX	1677
7 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une voie ferrée à traction de locomotives entre Versailles et Epone.	760	IX	1564
7 mai.	Rectification de la route n° 74 de Chalon-sur-Saône à Sarreguemines (Haute-Marne)	816	IX	1677
12 mai.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Granville à installer et à exploiter sur le quai Est du bassin à flot la grue qu'elle avait établie sur le quai Nord.	761	IX	1587
15 mai.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1870 pour les travaux d'achèvement du quai Deschamps à Bordeaux.	762	IX	1590
15 mai.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'amélioration du port de Marseille.	763	IX	1591
15 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	764	IX	1592
15 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	765	IX	1594

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1879				
15 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	766	IX	1596
15 mai.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy.	767	IX	1597
16 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Rouen, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	768	IX	1598
17 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Lyon.	769	IX	1599
17 mai.	Établissement de la partie du chemin de fer de Patay à Nogent-le-Rotrou comprise sur le territoire du département du Loiret.	770	IX	1609
17 mai.	Amélioration du canal de la Somme.	817	IX	1678
17 mai.	Augmentation de la longueur du sas des écluses du canal de la Marne au Rhin.	818	IX	1678
17 mai.	Élargissement de la tranchée de Longpendu (Saône-et-Loire).	819	IX	1679
19 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Calais, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	771	IX	1610
19 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	772	IX	1611
19 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par le département du Pas-de-Calais, pour les travaux d'amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	773	IX	1612
19 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par le département de la Loire-Inférieure, pour l'achèvement du bassin de Penhoët, au port de Saint-Nazaire; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	774	IX	1613
19 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Marseille, pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	775	IX	1614
19 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Dunkerque, pour les travaux de restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	776	IX	1615
19 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	777	IX	1616

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
19 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	778	IX	1617
19 mai.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	779	IX	1618
19 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	780	IX	1619
19 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est.	781	IX	1621
21 mai.	Décret concernant l'inspection du service du contrôle et de la surveillance des chemins de fer en exploitation.	782	IX	1622
27 mai.	Décret concernant les droits de navigation intérieure à percevoir sur la rivière canalisée de la Scarpe inférieure.	783	IX	1624
29 mai.	Affectation de terrain (Dordogne).	820	IX	1679
2 juin.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre pour l'achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	784	IX	1624
2 juin.	Fonds de concours versés au Trésor par la ville de Dunkerque pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	785	IX	1625
2 juin.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est pour les travaux d'établissement de ce canal; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	786	IX	1626
5 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	787	IX	1627
5 juin.	Décret qui modifie celui du 2 janvier 1879, portant approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	788	IX	1628
5 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	789	IX	1629
5 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	790	IX	1630
5 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	791	IX	1632
5 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	792	IX	1633
5 juin.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement de la ligne de tramways de l'hôtel de ville du Havre à Sainte-Adresse jusqu'au carrefour de la Broche-à-Rôtir.	793	IX	1635

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1879				
5 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	794	IX	1642
5 juin.	Amélioration de l'entrée du port de Saint-Martin, Ile de Ré (Charente-Inférieure).	821	IX	1679
8 juin.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 pour les travaux d'achèvement des chemins de fer rachetés par l'Etat.	795	IX	1643
8 juin.	Fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878.	796	IX	1644
8 juin.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 aux travaux de construction du canal de l'Est.	797	IX	1647
10 juin.	Rectification de la route départementale n° 23 (Ain).	822	IX	1680
12 juin.	Décret qui substitue l'Etat dans les droits et obligations qui résultent, pour le département de Constantine et les communes de Bône et de Guelma, des conventions relatives au chemin de fer de Bône à Guelma.	798	IX	1648
12 juin.	Amélioration de la rivière de Vilaine (Ille-et-Vilaine).	823	IX	1680
13 juin.	Décret portant promulgation de la convention conclue, le 20 février 1878, entre la France et la Belgique, pour le raccordement, à la frontière, des sections française et belge du chemin de fer de Montmédy à Virton.	799	IX	1649
13 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	800	IX	1654
14 juin.	Dérivation d'eau pour compléter l'alimentation des fontaines publiques de la ville de Montpellier (Hérault).	824	IX	1681
20 juin.	Décret concernant les inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines chargés de l'inspection des services du contrôle et de la surveillance des chemins de fer en exploitation.	801	IX	1655
20 juin.	Établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de la Vernarède (Gard).	802	IX	1656
23 juin.	Décret qui autorise la compagnie des chemins de fer de Picardie-et-Flandres à se servir, sur les lignes de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Sochain et à Abscon, de rails en acier du poids de 30 kilog. par mètre courant.	803	IX	1656
23 juin.	Approbation de dépenses à faire par la compagnie du chemin de fer d'Orléans pour l'augmentation de son matériel roulant.	804	IX	1656
23 juin.	Établissement d'un réservoir dans l'étang au Mée pour l'alimentation d'un bief du canal de Nantes à Brest.	4	X	11

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
25 juin.	Approbation de dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'augmentation de son matériel roulant.	805	IX	1657
30 juin.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes; prise de possession de terrain.	5	X	12
7 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement dans l'intérieur de Paris des votes sesrés qui aboutissent à la place Saint-Augustin et à la place Moncey.	6	X	12
7 juillet.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes; prise de possession de terrain.	7	X	17
10 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Nord, pour la construction des lignes d'Epinau à Lunarches et d'Arras à Etaples, avec embranchement sur Bèthune et Abbeville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	825	IX	1661
10 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par le syndicat du canal de l'Est, pour les travaux d'établissement de ce canal; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	826	IX	1682
10 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, pour la construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	827	IX	1685
10 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction de diverses lignes de chemins de fer; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	828	IX	1685
10 juillet.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes; prise de possession de terrain.	8	X	17
10 juillet.	Affectation d'une parcelle de terrain à la Route nationale n° 47 (Meuse).	9	X	17
14 juillet.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 des portions de crédits non employées en 1879 pour l'amélioration de la route nationale n° 159 dans la traverse du Lude et de la route nationale n° 136, dans la traverse de la Flèche.	829	IX	1686
14 juillet.	Canal de la Marne au Rhin; reconstruction des portes d'écluses.	10	X	18
14 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de la partie comprise dans le département de la Haute-Marne d'un chemin de fer d'intérêt local de Naix-Menaucourt à Gué-Ancerville, avec divers embranchements.	11	X	18
14 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de la partie comprise dans le département de la Meuse d'un chemin de fer d'intérêt local de Naix-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1879	Menaucourt à Gué-Ancerville, avec divers em- branchements.	12	X	45
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	830	IX	1687
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien ré- seau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	831	IX	1689
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien ré- seau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	832	IX	1690
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	833	IX	1692
15 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien ré- seau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	834	IX	1693
15 juillet.	Décret portant que le ministre des travaux publics peut, dans un but de repeuplement, autoriser les agents de l'administration des ponts et chaussées à pêcher et à transporter en tout temps la montée d'anguilles en se servant d'engins prohibés.	835	IX	1693
15 juillet.	Amélioration de la Seine, en aval de Rouen.	13	X	49
15 juillet.	Rivière du Tarn; établissement d'échelles à poissons.	14	X	49
16 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour le prolongement jusqu'à la place d'Armes de la ligne principale du réseau de tramways de la ville de Calais.	836	IX	1696
16 juillet.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour le prolongement de la ligne de tramways de Nantes jusqu'à la gare du chemin de fer qui dessert la commune de Chantenay.	15	X	50
16 juillet.	Prolongement de la route départementale n° 23 (Manche).	16	X	53
23 juillet.	Décret qui désigne les parties du canal de l'Est où la pêche est interdite en vue de la reproduction du poisson.	837	IX	1697
24 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la commune d'Oran pour les travaux d'achèvement de la route qui doit relier le port d'Oran à la place d'Armes; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	838	IX	1700
2 août.	Restauration et élargissement du viaduc de Sedan (Ardennes).	17	X	54
2 août.	Reconstruction du barrage d'Hérant, sur la rivière d'Aisne (Oise).	18	X	54
4 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Rouen, pour les travaux d'amé- lioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	839	IX	1701

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
4 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce de Honfleur pour les travaux d'amélioration du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	840	IX	1701
7 août.	Décret qui approuve la soumission par laquelle la compagnie des chemins de fer de l'Est s'engage à exécuter les travaux de superstructure du chemin de fer de Mirecourt à Chalindrey.	841	IX	1702
9 août.	Décret portant répartition de la somme de 350 000 francs formant le complément de la douzième annuité de la subvention de 100 millions accordée en vertu de la loi du 11 juillet 1868, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	842	IX	1706
11 août.	Décret portant répartition de la douzième annuité des subventions et des avances accordées, en vertu des lois des 11 juillet 1868 et 23 juillet 1873, pour l'achèvement des chemins vicinaux.	843	IX	1707
13 août.	Décret relatif à la création d'écluses en pierres ou pêcheries à poissons sur certaines parties du rivage du quartier des Sables-d'Olonne.	19	X	54
16 août.	Affectation de terrain aux dépendances du canal de Calais (Pas-de-Calais).	20	X	56
16 août.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes; prise de possession de terrain.	21	X	56
18 août.	Restauration des ouvrages de défense de la pointe du Devin (Vendée).	22	X	57
21 août.	Rectification de la route départementale n° 6, de Paris à Auch (Basses-Pyrénées).	23	X	57
21 août.	Rectification de la route départementale n° 18 (Doubs).	105	X	289
21 août.	Rectification de la route départementale n° 8 (Nièvre).	106	X	290
21 août.	Rectification de la route départementale n° 6 (Basses-Pyrénées).	107	X	290
25 août.	Décret qui approuve la rétrocession à une Société anonyme de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Montsecret à Chérencé-le-Roussel pour la partie comprise dans le département de l'Orne et autorise l'emploi de rails en acier du poids de 25 kilogrammes par mètre courant pour la construction dudit chemin de fer.	24	X	58
25 août.	Décret qui approuve la rétrocession à une Société anonyme de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Montsecret à Chérencé-le-Roussel pour la partie comprise dans le département de la Manche et autorise l'emploi de rails en acier du poids de 25 kilogrammes par mètre courant pour la construction dudit chemin de fer.	25	X	60
25 août.	Affectation de terrain (Nièvre).	108	X	291
25 août.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce du Havre pour l'achèvement des			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1879	travaux en cours d'exécution dans le port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	26	X	62
26 août.	Approbation d'une convention pour la cession de la concession du chemin de fer de Lesparre à Saint-Symphorien, avec divers embranchements.	45	X	141
30 août.	Établissement d'une passerelle à péage sur la Charente, à Saintes.	46	X	147
1 ^{er} sept.	Affectation de terrain (Dordogne).	109	X	291
4 sept.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de deux lignes de voies ferrées à traction de chevaux, l'une entre Rive-de-Gier et Saint-Etienne, et l'autre entre Saint-Etienne et Firminy.	47	X	147
4 sept.	Décret qui approuve un traité passé entre le maire de Nice et les Sociétés rétrocessionnaires du réseau de tramways de cette ville, pour la fixation d'un nouveau tracé de la ligne dite de la gare au port Lympia.	48	X	155
4 sept.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'établissement d'une gare de voyageurs et de marchandises à Houilles.	49	X	160
4 sept.	Chemin de fer de Paris à Rouen; établissement d'une gare à Houilles (Seine-et-Oise).	50	X	161
4 sept.	Chemin de fer de Châteaubriant à Rennes; prise de possession de terrain (Ille-et-Vilaine).	51	X	162
8 sept.	Fonds de concours; amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	52	X	163
8 sept.	Fonds de concours; achèvement du bassin de Penhoët, au port de Saint-Nazaire; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	53	X	163
8 sept.	Fonds de concours; amélioration du port de Honfleur; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	54	X	164
8 sept.	Fonds de concours; amélioration des canaux de Bourbourg et de Neufossé et de la rivière d'Aa; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	55	X	165
9 sept.	Ligne de Versailles à Rennes; échange d'une parcelle de terrain (Sarthe).	56	X	166
9 sept.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'une voie ferrée à traction de locomotives entre Thizy (Rhône) et Saint-Victor (Loire).	57	X	166
13 sept.	Décret qui substitue la société des Forges de Champagne aux droits, charges et obligations résultant de la concession faite au sieur Festugière de la construction et de l'exploitation du canal de Vassy à Saint-Dizier.	58	X	168
13 sept.	Approbation de dépenses faites et à faire sur l'an-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	cien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	59	X	184
13 sept.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	60	X	185
22 sept.	Décret qui reporte à l'exercice 1877 une somme de 89 165 ⁴⁴ applicable aux études et aux travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat.	61	X	186
25 sept.	Décret qui place hors cadres les officiers d'artillerie de réserve ou de l'armée territoriale, anciens élèves de l'Ecole polytechnique, attachés soit aux différentes compagnies de chemins de fer, soit à l'administration des chemins de fer de l'Etat. . .	62	X	187
28 sept.	Fonds de concours; travaux d'établissement du canal de l'Est; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	63	X	188
29 sept.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une portion de crédit applicable au remboursement, aux compagnies de chemins de fer rachetées, des frais d'achèvement des lignes et à la liquidation du compte spécial du séquestre administratif.	64	X	189
29 sept.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme non employée en 1878 au rachat de lignes de chemins de fer.	65	X	189
1 ^{re} oct.	Fonds de concours; exécution de divers travaux publics; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	66	X	190
16 oct.	Reconstruction du pont au Double, sur la Seine, à Paris.	67	X	190
18 oct.	Fonds de concours; achèvement des travaux de rectification de la route nationale, n° 403, de la Voulte au Puy; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	68	X	190
18 oct.	Décret qui reporte sur l'exercice 1878 une somme restée disponible sur les crédits ouverts pour la construction du canal de l'Est.	69	X	200
30 oct.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	70	X	200
30 oct.	Approbation de divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	71	X	201
30 oct.	Reconstruction du tablier du pont de Pont-sous-Avranches (Manche).	72	X	202
30 oct.	Reconstruction du pont Rouge sur la rivière d'Oise (Oise).	73	X	203
31 oct.	Décret qui reporte à l'exercice 1879 une somme restée disponible sur les crédits ouverts en 1878, à titre de fonds de concours, au gouvernement civil de l'Algérie.	74	X	203
23 oct.	Fonds de concours; travaux de restauration des			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
Suite des Décrets.				
1879	ports de Dunkerque et de Gravelines; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	75	X	204
24 oct.	Décret qui approuve la convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie des chemins de fer de l'Est pour l'exploitation provisoire de la ligne de Lérrouville à Sedan.	76	X	205
24 oct.	Décret qui approuve la soumission par laquelle la compagnie des chemins de fer de l'Est s'engage à exécuter les travaux de superstructure de la seconde voie de la ligne de Lérrouville à Sedan. . .	77	X	208
25 oct.	Affectation de terrain (Gironde).	110	X	291
25 oct.	Affectation de terrain (Côtes-du-Nord).	111	X	292
30 oct.	Décret concernant les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines en congés illimités.	»	IX	1761
11 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	78	X	213
11 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	79	X	214
15 nov.	Rectification de la route départementale n° 3 (Manche).	112	X	292
15 nov.	Affectation de terrain (Gard).	113	X	293
18 nov.	Construction d'un môle au port de la Pointe-du-Chapus (Charente-Inférieure).	114	X	293
18 nov.	Décret qui détermine les époques de paiement de la subvention allouée au département du Rhône pour l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Cours à la station de Saint-Victor.	80	X	216
19 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	81	X	217
19 nov.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est.	82	X	218
19 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Nord.	83	X	218
19 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	84	X	220
19 nov.	Décret qui autorise la compagnie des chemins de fer du Midi à imputer sur le compte de 60 millions ouvert par la convention du 14 décembre 1875 la subvention qu'elle doit verser à l'Etat pour les travaux de déviation de la ligne de Graissessac à Béziers, entre la Caumette et Latour.	85	X	221
25 nov.	Rectification de la route départementale n° 9 (Saône-et-Loire).	115	X	293
25 nov.	Rectification de la route départementale n° 12 (Ain).	116	X	294

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
25 nov.	Rectification de la route départementale n° 3 (Vaucluse)	117	X	294
25 nov.	Achèvement et rectification de la route départementale n° 2 (Mayenne)	118	X	295
26 nov.	Approbation de dépenses faites sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de l'Est. . .	119	X	296
26 nov.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	120	X	297
26 nov.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement jusqu'à la rue Lafayette, près la rue Tailbont, de la ligne de tramways de Saint-Denis à la place de la Chapelle.	121	X	298
26 nov.	Décret qui autorise le sieur <i>Venière-Herman</i> à continuer l'exploitation des grues, établies sur le port Gayant, canal de Saint-Quentin.	122	X	303
27 nov.	Décret qui approuve la délibération du conseil municipal de Lille, relative à la cession et à la fusion en une seule entreprise des tramways urbains avec les tramways suburbains	123	X	307
1 ^{re} déc.	Travaux de défense de la place d'Arcachon (Gironde).	124	X	309
3 déc.	Fonds de concours; amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879	125	X	309
3 déc.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port de Honfleur; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	126	X	310
3 déc.	Fonds de concours; construction des lignes de chemins de fer de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	127	X	311
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	128	X	312
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	129	X	313
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	130	IX	314
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	131	X	316
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	132	X	317
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	133	X	318
8 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	134	X	319

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1879				
18 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un embranchement de chemin de fer destiné à relier le port de Marans avec la gare de cette ville, sur la ligne de la Rochelle à la Roche-sur-Yon. . .	135	X	320
18 déc.	Amélioration du port des Sables-d'Olonne (Vendée). .	136	X	321
18 déc.	Fonds de concours; travaux d'établissement du canal de l'Est; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	137	X	322
19 déc.	Chemin de fer de Mortagne à Mézidon. — Prie de possession de terrain.	138	X	323
22 déc.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'établissement d'une seconde voie de tramways dans la traversée des fortifications de Calais.	139	X	323
22 déc.	Décret qui approuve les dépenses à faire par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest pour l'augmentation de son matériel roulant.	140	X	325
22 déc.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	166	X	385
22 déc.	Etablissement d'un dépôt de dynamite au Mas-de-Vaugraine, sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-d'Allevard (Isère).	167	X	386
22 déc.	Décret qui approuve la convention relative à la concession et à l'exécution du chemin de fer de Sathonay à Trévoux (<i>département de l'Ain</i>). . .	348	X	650
22 déc.	Décret qui approuve la convention relative à la concession et à l'exécution du chemin de fer de Sathonay à Trévoux (<i>département du Rhône</i>). . . .	349	X	687
22 déc.	Décret qui autorise la substitution de la compagnie des Dombes et du Sud-Est à la compagnie des chemins de fer du Rhône, comme concessionnaire des chemins de fer d'intérêt local de Sathonay vers Trévoux (Ain).	350	X	691
22 déc.	Substitution de la compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est à la compagnie des chemins de fer du Rhône, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de la limite du département du Rhône à Trévoux.	351	X	695
22 déc.	Substitution de la compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est aux droits et aux obligations de la compagnie des chemins de fer du Rhône, comme concessionnaire du chemin de fer d'intérêt local de la Croix-Rousse à Sathonay. .	352	X	696
27 déc.	Approbation du tarif du passage d'eau de Beauvoir sur le canal du Couesnon (Manche).	168	X	387
28 déc.	Canal du Centre. — Remplacement de quarante paires de portes d'écluse.	169	X	388
28 déc.	Décret qui autorise la commune de Lérouvill			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	(Meuse) 1 ^o à établir une grue sur le port du canal de l'Est; 2 ^o à percevoir des droits pour les dépôts de marchandises sur le port et l'usage de la grue.	170	X	388
28 déc.	Décret qui détermine les formes suivant lesquelles les concessionnaires du chemin de fer de Constantine à Sétif sont tenus de justifier, vis-à-vis de l'Etat, des recettes brutes de l'exploitation	171	X	392
28 déc.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port d'Honfleur; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	172	X	395
28 déc.	Fonds de concours; achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	173	X	396
28 déc.	Décret qui nomme M. Varroy ministre des travaux publics	253	X	697
1880				
10 janv.	Décret qui autorise la chambre de commerce de Dieppe à établir et à exploiter, sur les quais du port de cette ville, huit grues roulantes à vapeur pour le chargement et le déchargement des navires	174	X	397
10 janv.	Rectification de la route départementale n ^o 9 (Saône-et-Loire).	211	X	465
10 janv.	Rectification de la route départementale n ^o 18 (Jura).	212	X	466
10 janv.	Rectification de la route nationale n ^o 138 (Eure).	213	X	467
10 janv.	Élargissement du pont de pierre, à Rouen (Seine-Inférieure)	214	X	467
10 janv.	Affectation de lais de mer (Bouches-du-Rhône).	215	X	468
10 janv.	Assainissement des bâtiments et de la plaine de Magland (Haute-Savoie).	216	X	468
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	175	X	400
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	176	X	402
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	177	X	403
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	178	X	406
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	179	X	407
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	180	X	409

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1880	seau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	181	X	410
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	182	X	411
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	183	X	412
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	184	X	414
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	185	X	415
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi pour l'établissement de la seconde voie entre les stations de la Capvern et de Tournay, sur la ligne de Toulouse à Bayonne	186	X	417
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Est	187	X	418
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	188	X	418
12 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	189	X	419
12 janv.	Chemin de fer de l'Ouest. — Station de Saint-Cloud — Déplacement d'un escalier.	217	X	468
18 janv.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	190	X	420
18 janv.	Décret qui approuve la délibération du conseil municipal de Lyon concernant la cession du réseau de voies ferrées de cette ville à la Société des tramways et omnibus de Lyon.	191	X	421
18 janv.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement jusqu'à la gare de Lyon, à Paris, de la ligne de tramways de la place de l'Alma à la place Walhubert.	192	X	423
18 janv.	Route nationale n° 129 (Hautes-Pyrénées). Substitution de la ville d'Arreau aux droits de l'Etat dans la construction de cette route.	354	X	698
20 janv.	Répartition d'une somme de 260 millions que la caisse des chemins vicinaux est autorisée à prêter aux départements et aux communes.	355	X	698
26 janv.	Décret qui détermine, en ce qui concerne la garantie d'intérêt, les formes suivant lesquelles la compagnie du chemin de fer de Bone à Guelma et prolongement sera tenue de justifier, vis-à-vis de l'Etat, des recettes brutes de l'exploitation	193	X	425

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
26 janv.	Décret qui détermine, en ce qui concerne la garantie de revenu, les formes suivant lesquelles la compagnie du chemin de fer de Duvivier à Souk-Arrbas et à la frontière tunisienne sera tenue de justifier, vis-à-vis de l'Etat, des recettes brutes des lignes concédées	194	X	430
26 janv.	Etablissement en aval du barrage des Settons (Nièvre) d'un réservoir de pêche	218	X	469
29 janv.	Ligne de Saint-Quentin à Erquelines (Nord). Remplacement du passage à niveau aux abords de la gare de Mauberge par un passage supérieur . . .	219	X	469
29 janv.	Etablissement du canal de Saint-Martory à Toulouse. Affectation du terrain (Haute-Garonne)	220	X	470
29 janv.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	221	X	470
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour l'achèvement des travaux en cours d'exécution du port du Havre	222	X	471
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 sur les avances faites par les compagnies des chemins de fer du Nord, du Midi et de Paris-Lyon-Méditerranée, pour l'exécution, par l'Etat de diverses lignes de chemins de fer	223	X	472
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1878, sur les avances faites par les compagnies des chemins de fer du Nord, du Midi et de Paris-Lyon-Méditerranée, en vue de l'exécution par l'Etat de diverses lignes de chemins de fer	224	X	473
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour l'achèvement des travaux de rectification de la route nationale n° 103, de la Voulte au Puy	225	X	474
29 janv.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux de dévasement du port de Vannes	226	X	475
9 février.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port de Marseille; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	195	X	434
13 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux de construction du quai de Bercy et du pont de Tolbiac sur la Seine	227	X	476
13 février.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	228	X	477
13 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux d'amélioration du port de Calais.	229	X	478

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1880				
13 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux de la coupe du Pas-aux-Bœufs, à l'embouchure du Coësnen (Manche)	230	X	479
13 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux d'entretien de la côte des Basques (Basses-Pyrénées).	231	X	480
13 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour l'achèvement des écluses de la basse Mayenne.	232	X	481
16 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux d'amélioration du port de Marseille	233	X	482
16 février.	Fonds de concours; travaux de restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	234	X	483
20 février.	Approbation concernant la cession faite à la compagnie des tramways de Rouen de la construction et de l'exploitation du réseau de voies ferrées concédées à cette ville	235	X	483
26 février.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	236	X	485
26 février.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	237	X	486
26 février.	Etablissement d'un fossé de ceinture pour la défense de la ville d'Amboise (Indre-et-Loire) contre les inondations	238	X	486
27 février.	Décret qui détermine les époques de paiement de la subvention allouée au département de l'Isère pour l'établissement du chemin de fer d'intérêt local de Sablonnière à Montalieu-Vercieu	239	X	487
27 février.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux de construction du canal de l'Est	240	X	488
27 février.	Fonds de concours pour l'exécution de divers travaux publics; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	241	X	489
27 février.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	242	X	497
27 février.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	243	X	497
27 février.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	244	X	499
27 février.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	244	X	500

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
27 février.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	245	X	501
3 mars.	Décret qui porte de quarante-cinq à quatre-vingt-dix jours le terme fixé pour la production aux trésoriers-payeurs de l'Algérie des justifications d'avances concernant les frais d'études pour l'établissement du chemin de fer du Soudan.	246	X	503
3 mars.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	247	X	504
3 mars.	Décret qui fixe la cotisation à percevoir sur les coupons, parts ou échusées de bois de charpente, sciage et charonnage flottés, pendant l'exercice 1880. (Approvisionnement de Paris.)	248	X	505
3 mars.	Amélioration de la navigation du Rhône	422	X	885
5 mars.	Décret relatif aux rues formant le prolongement des chemins vicinaux en Algérie.	249	X	505
6 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de deux chemins de fer d'intérêt local, à voie étroite, du Mans au Grand-Lucé et de Ballon à la forge d'Antoigné.	356	X	701
6 mars.	Amélioration du port de Port-Maria (Morbihan).	423	X	886
6 mars.	Amélioration du canal de la Haute-Colme (Nord).	424	X	886
10 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux d'amélioration du port de Carteret (Manche)	250	X	506
15 mars.	Décret qui organise un service de touage à vapeur dans le souterrain de Ham, sur la Meuse ardennaise	251	X	507
15 mars.	Rectification de la route départementale n° 23 (Ain).	425	X	887
15 mars.	Construction d'un mur de quai à Arques (Pas-de-Calais).	426	X	887
15 mars.	Construction de passerelles de halage au port de Joinville (Vendée).	427	X	887
15 mars.	Prolongement de l'éperon de Boisvinet au port de Saint-Gilles (Vendée).	428	X	888
15 mars.	Amélioration du canal de la Marne au Rhin (Meurthe-et-Moselle).	429	X	888
22 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement de la section stratégique du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris entre Palaiseau et Villeneuve-Saint-Georges.	252	X	508
22 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux d'amélioration du port de Rouen	253	X	510
22 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour l'exécution de divers travaux publics.	254	X	510
22 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Lois.</i>			
1880	employée en 1879 pour les travaux d'amélioration du port de Dunkerque.	255	X	514
22 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour les travaux de reconstruction du quai des Arts, sur la rive droite de la Maine, à Angers.	256	X	515
22 mars.	Décret qui reporte à l'exercice 1880 une somme non employée en 1879 pour la reconstruction du pont de halage du Médier, sur la Garonne.	257	X	516
22 mars.	Fonds de concours; travaux d'amélioration des canaux de Bourbourg et de Neufossé et de la rivière d'Aa; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	258	X	517
22 mars.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	259	X	518
22 mars.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	260	X	518
22 mars.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	357	X	719
22 mars.	Reconstruction du port de Rimeize (Lozère).	430	X	889
22 mars.	Reconstruction du pont sur la Sambre à Maubeuge (Nord).	431	X	889
22 mars.	Fixation du lit de l'Isère à son embouchure dans le Rhône (Drôme).	432	X	890
22 mars.	Ligne de Paris à Rouen. Construction d'un pont sur rails en remplacement d'un passage à niveau et établissement d'une voie de manœuvre (Seine-Inférieure).	433	X	890
22 mars.	Ligne de Rouen au Havre. Etablissement d'une gare de triage et transformation d'une halte (Seine-Inférieure).	434	X	891
22 mars.	Construction d'une forme de radoub au port de Granville (Manche).	435	X	891
22 mars.	Pavage et élargissement des quais de rive gauche du bassin du port de Rouen.	436	X	892
23 mars.	Fonds de concours; travaux à exécuter sur le chemin de Mascara à l'Hillil; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	261	X	519
23 mars.	Passage d'eau du port de Rouen sur la Seine (Seine-Inférieure).	262	X	520
28 mars.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	358	X	720
28 mars.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	359	X	721
30 mars.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	360	X	723

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
30 mars.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour la modification du tracé de la ligne de tramways du Louvre à la station de Passy . .	361	X	724
30 mars.	Prolongement de la route départementale n° 20 (Seine).	437	X	892
9 avril.	Rectification de la route nationale n° 120 (Cantal). .	438	X	893
2 avril.	Décret qui désigne les parties des fleuves, rivières et canaux navigables et flottables réservées pour la reproduction du poisson.	439	X	894
5 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	362	X	727
5 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	363	X	728
5 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	364	X	729
5 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	365	X	731
5 avril.	Approbation des travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	366	X	733
5 avril.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	367	X	734
5 avril.	Décret qui substitue la compagnie générale des Omnibus à la compagnie des tramways de Sèvres à Versailles dans les droits et charges de la concession.	368	X	734
5 avril.	Dérivation éclusée de Saint-Aubin. — Prise de possession de terrains (Seine-Inférieure).	440	X	896
9 avril.	Décret qui autorise l'établissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Verges (Ariège).	441	X	896
14 avril.	Rectification de la route nationale n° 9 (Puy-de-Dôme).	442	X	896
14 avril.	Redressement, élargissement et approfondissement des cours d'eau du Tillet et de la Plonge (Savoie). .	443	X	897
16 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	369	X	736
16 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord. .	370	X	737
16 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord. .	371	X	738
16 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	372	X	740

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1890				
16 avril.	Décret qui approuve divers travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	373	X	741
16 avril.	Reconstruction du pont de Chirac (Lozère).	444	X	898
16 avril.	Rectification de la route départementale de Seine-et-Oise n° 22, de Chaumont (Oise) à Vernon (Eure)	445	X	898
16 avril.	Elargissement de la route départementale n° 8 (Mayenne)	446	X	899
16 avril.	Bac de Tallard sur la Durance (Hautes-Alpes). Approbation de tarif.	447	X	899
22 avril.	Etablissement d'un chemin latéral à la ligne de Bressuire à Poitiers (Vienne).	448	X	900
22 avril.	Etablissement du chemin de fer de Saint-Jean-d'Angely à Niort. — Prise de possession de terrain.	449	X	901
22 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Castelnau à la station de Margaux, sur la ligne du Médoc.	450	X	902
26 avril.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	451	X	913
26 avril.	Fonds de concours versés au Trésor par la chambre de commerce d'Alger pour les travaux du port de cette ville; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1890.	452	X	914
26 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Tourcoing.	453	X	915
26 avril.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la banlieue de Roubaix	454	X	926
26 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	483	X	1033
26 avril.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	484	X	1034
30 avril.	Approbation de la convention passée avec le sieur Bronswick pour la concession du canal d'irrigation de Lalande (Haute-Garonne).	485	X	1035
30 avril.	Rectification de la route nationale n° 93 (Loire).	537	X	1172
4 mai.	Port de Cette. — Etablissement d'un barrage isolateur métallique	558	X	1175
4 mai.	Amélioration complémentaire du canal de Neufosse (Nord et Pas-de-Calais)	559	X	1175
7 mai.	Décret qui proroge d'une année le délai fixé pour l'accomplissement des expropriations nécessaires à l'exécution du chemin de fer d'intérêt local de Chérencé-le Roussel à la limite du département de l'Orne, vers Montsecrot	486	X	1047

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
10 mai.	Port des Sables d'Olonne. — Construction d'un barrage	560	X	1176
10 mai.	Canal de la Marne au Rhin. — Allongement des écluses	561	X	1176
15 mai.	Fonds de concours; travaux de restauration des ports de Dunkerque et de Gravelines; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	487	X	1048
15 mai.	Fonds de concours; achèvement des travaux en cours d'exécution dans le port du Havre; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	488	X	1049
15 mai.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port de Dunkerque; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	489	X	1050
15 mai.	Fonds de concours; travaux d'établissement du canal de l'Est; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	490	X	1051
15 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par des départements, des communes et des particuliers pour l'exécution de divers travaux publics; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879.	491	X	1052
15 mai.	Construction de la route départementale d'Alais à Florac (Gard).	562	X	1177
15 mai.	Rectification de la route départementale n° 13 (Loiret)	563	X	1177
15 mai.	Reconstruction du tablier du pont de la Landelle, sur la route nationale n° 162 (Calvados).	564	X	1178
20 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique le prolongement de la ligne de tramways de l'hôtel de ville du Havre à Sainte-Adresse, jusqu'au lieu dit <i>Le Carreau</i>	492	X	1056
20 mai.	Mise en circulation, à titre d'essai, sur les chemins de fer de l'Etat, de voitures à vapeur portant leur moteur et de locomotives tenders de faible poids remorquant une ou plusieurs voitures sans interposition de fourgon	493	X	1059
20 mai.	Port de Nantes. — Elargissement du quai dit des constructions	565	X	1178
24 mai.	Décret qui déclasse le chemin à rails de bois de Saint-Paul-lès-Dax à Léon (Landes).	494	X	1060
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée sur son réseau algérien	495	X	1061
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	496	X	1062
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	497	X	1063
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	498	X	1065

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1880				
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	499	X	1066
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	500	X	1067
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	501	X	1069
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	502	X	1070
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	503	X	1071
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	504	X	1073
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	505	X	1074
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	506	X	1076
24 mai.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord.	507	X	1077
29 mai.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de Bône à Guelma pour frais de remboursement du prix du matériel cédé et frais de main-d'œuvre; ouverture de crédit sur l'exercice 1879.	566	X	1178
29 mai.	Fonds de concours versés au trésor pour les travaux de la route de Batna à Biskra; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880.	567	X	1180
31 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique les travaux à exécuter pour le prolongement, par le boulevard Haussmann, jusqu'à la rue Taibout, de la ligne de tramways de la Muette à la rue de Rome. . . .	508	X	1078
31 mai.	Décret qui fixe le maximum des avances à faire pour les frais d'études et de missions concernant l'établissement du chemin de fer du Soudan. . .	509	X	1080
31 mai.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement du chemin de fer de grande ceinture autour de Paris entre Savigny-sur-Orge et Palaiseau. . . .	508	X	1181
31 mai.	Décret qui autorise le sieur Gassier à livrer à la circulation, moyennant péage, la passerelle établie sur l'Ubaye (Basses-Alpes).	509	X	1182
31 mai.	Décret qui proroge le délai accordé à la compagnie des mines de Courrières pour la construction du canal de la Souchez (Pas-de-Calais).	570	X	1183
31 mai.	Amélioration de la Scarpe supérieure (Pas-de-Calais)	571	X	1184

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
2 juin.	Etablissement de trois dépôts de dynamite sur le territoire des communes de Saint-Pierre-le-Châtel, Bromont-Lamothe et Chapdes-Beaufort (Puy-de-Dôme)	572	X	1184
3 juin.	Décret relatif aux subventions à allouer aux communes et aux départements pour les travaux de voirie	510	X	1081
7 juin.	Etablissement de deux dépôts de dynamite sur le territoire des communes de Nérès et de Montvicq (Allier)	573	X	1184
8 juin.	Fonds de concours; construction des lignes de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880	574	X	1185
8 juin.	Fonds de concours versés au trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi, pour la construction de diverses lignes; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1879	575	X	1186
10 juin.	Rivière de l'Allier (Haute-Loire). — Etablissement d'une échelle à poissons	576	X	1187
10 juin.	Redressement du lit et fixation des rives de la Lône (Jura)	577	X	1187
11 juin.	Fonds de concours versés au Trésor pour travaux publics en Algérie; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880	511	X	1085
11 juin.	Etablissement d'un dépôt de dynamite sur le territoire de la commune de Meyrannes (Gard)	578	X	1188
11 juin.	Canal de l'Aisne à la Marne. — Travaux complémentaires d'amélioration	579	X	1189
18 juin.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	580	X	1189
1 ^{er} juillet.	Etablissement d'une fabrique de dynamite sur le territoire de la commune de Saint-Just-la-Pendue (Loire)	581	X	1190
6 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la ville d'Alger pour les travaux de percement du tunnel de Tefaha; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880	582	X	1191
6 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par le département de Constantine pour les dépenses du personnel des ponts et chaussées; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1880	583	X	1192
8 juill.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée	584	X	1193
8 juill.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	585	X	1195
8 juill.	Décret qui déclare d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux dans la ville de Reims	586	X	1196
8 juill.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Décrets.</i>			
1890	réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	587	X	1204
8 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.	588	X	1205
8 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	589	X	1206
8 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	590	X	1208
8 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	591	X	1209
13 juillet.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	592	X	1210
13 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie du chemin de fer du Nord	593	X	1211
13 juillet.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest.	594	X	1212
15 juillet.	Décret qui approuve la délibération du conseil municipal de Montpellier relative à la cession de la construction et de l'exploitation des tramways de Montpellier.	595	X	1214
15 juillet.	Décret qui approuve la délibération du conseil municipal de Castelnau-lès-Lez, relative à la cession de la construction et de l'exploitation d'une voie ferrée à traction de chevaux de Castelnau à Montpellier.	596	X	1215
15 juillet.	Décret qui approuve la délibération du conseil municipal de Nîmes relative à la cession de la construction et de l'exploitation des tramways de Nîmes.	597	X	1216
22 juillet.	Fonds de concours; achèvement des travaux de rectification de la route nationale n° 103 de la Voulte au Puy; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1890.	598	X	1218
22 juillet.	Fonds de concours versés au Trésor par la compagnie des chemins de fer du Midi pour la construction de diverses lignes de chemins de fer; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1890.	599	X	1219
22 juillet.	Fonds de concours; travaux d'amélioration du port de Honfleur; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1890.	600	X	1220
22 juillet.	Fonds de concours; travaux d'établissement du canal de l'Est; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1890.	601	X	1221
27 juillet.	Fonds de concours; amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1890.	602	X	1222

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880				
27 juillet.	Approbation de travaux à exécuter par la compagnie des chemins de fer de l'Ouest	603	X	1223
27 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur le nouveau réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	604	X	1224
27 juillet.	Approbation de travaux à exécuter sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.	605	X	1225
27 juillet.	Approbation de diverses dépenses faites sur l'ancien réseau de la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne	606	X	1226
27 juillet.	Décret qui approuve une dépense à faire par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour l'augmentation de son matériel roulant.	607	X	1227
23 sept.	Décret qui nomme M. Carnot (Sadi) ministre des travaux publics	608	X	1228
	3 ^e Arrêts du Conseil d'État.			
1873				
14 nov.	Syndicat. — Décompte. — Réception provisoire. — Délai de garantie. — Réception définitive. — Mandat délivré. — Refus de paiement. — Intérêts. — Compétence. — (<i>Sieurs Curière et Bonafe.</i>)	63	VI	228
14 nov.	Décompte. — Acceptation. — Réclamation antérieure. — (<i>Sieur Agustinetty.</i>)	64	VI	232
14 nov.	Voirie (Grande). — Domaine public. — Rivages de la mer. — Baie de la Seine. — Travaux exécutés par une commune. — Contravention. — Absence d'acte de délimitation. — Dépendance du domaine maritime non justifiée. — (<i>Ministre des travaux publics contre le maire de Goufreville.</i>)	65	VI	234
14 nov.	Voirie (Grande). — Domaine public. — Rivage de la mer. — Nodules de phosphate de chaux. — Concession. — Révocation dans un intérêt privé. — Préfet. — Excès de pouvoirs. — Compétence. — (<i>Sieur Astier, Société générale des phosphates.</i>)	66	VI	236
21 nov.	Cours d'eau. — Travaux défensifs. — Syndicat des dignes de la Camargue. — Salins du Midi. — Cessation d'exploitation. — Taxe. — Demande en décharge. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Jour de l'audience. — Avertissement donné. — Observations orales. — Taxes assimilées aux contributions directes. — Intérêts des taxes non payées. — Dépens. — (<i>Syndicat de la grande Camargue contre compagnie des salins du Midi.</i>)	67	VI	239
21 nov.	Domages. — Grande voirie. — Tiers-experts de droit. — Ingénieur en chef. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Puyon.</i>)	68	VI	244

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1873				
21 nov.	Domages. — Tierce-expertise. — Ingénieur en chef. — Contre-expertise ordonnée. — (<i>Ministre des travaux publics contre Noël</i>)	69	VI	245
21 nov.	Domages. — Exhaussement d'une rue. — Mur écroulé. — Occupation de terrain. — Indemnité. — Compétence. — (<i>Dame Delestre contre ville de Rouen</i>).	70	VI	246
21 nov.	Dettes de l'État. — Travaux de pavage par réquisition. — Compétence. — (<i>Sieur Barret</i>).	71	VI	250
21 nov.	Voirie (Grande). — Communes. — Pouvoirs du maire — Route nationale. — Traverse d'une ville. — Réparations confortatives. — Contravention déferée au conseil de préfecture. — Contrevenant non condamné. — Pourvoi de la ville. — Non-recevabilité. — Procédure. — Conseil d'État. — Qualité pour se pourvoir. — (<i>Ville d'Hyères contre sieur Serres</i>).	72	VI	252
21 nov.	Voirie (Grande). — Chemins de fer. — Introduction de bestiaux sur la voie. — Chemin ne traversant pas les bois. — Absence de dommage. — Contravention. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Bernard</i>).	73	VI	254
28 nov.	Communes. — Chemins vicinaux. — Classement d'un chemin vicinal ordinaire comme chemin d'intérêt commun. — Formalités préalables. — Avis des conseils municipaux des communes intéressées. — Travaux publics. — Occupation de terrains. — Construction de chemin vicinal. — Arrêté préfectoral d'autorisation. — Formalités préalables. — Terrain non entièrement clos. — Bâtiment d'exploitation. — Indemnité. — (<i>Sieur Timoléon d'Ortoli</i>).		VI	
28 nov.	Contributions directes. — Réclamation. — Notification au domicile réel. — Mandataire. — Expert. — Conducteur des ponts et chaussées. — (Pat.) — Libraire. — Commerce distinct. — Même local. — (<i>Demoiselle Beaulieu</i>).	74	VI	256
5 déc.	Entrepreneurs. — Décompte. — Construction de route. — Augmentation du cube des déblais rocheux. — Diminution des déblais ordinaires. — Frais de transport de la pierre. — Aggravation. Indemnité accordée. — Déchéance. — Erreur ou omission. — Demande d'interprétation d'un arrêté du conseil de préfecture. — Procédure. — Délai du pourvoi. — Mention en marge de la minute de la transmission à l'ingénieur de l'arrêté du conseil de préfecture. — Notification non prouvée. — (<i>Sieur Roques, faillite Minet</i>).	75	VI	260
12 déc.	Entrepreneurs. — Décompte. — Approfondissement	76	VI	261

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1873 19 déc.	d'un canal maritime. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Clément.</i>)	105	VI	339
19 déc.	Entrepreneurs. — Décompte. — Compte de travaux exécutés en régie. — Ville de Paris. — Ouverture de la rue Gay-Lussac. — Subvention à payer par la ville à l'entrepreneur. — Conditions. — Point de départ des intérêts. — Sommes payées par la ville pour intérêts d'indemnité d'expropriation. — Contestation au sujet des intérêts d'indemnité. — Compétence. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Arrêté ordonnant une expertise. — Caractère préparatoire. — Recours non recevable. — (<i>Sieur Legrand contre ville de Paris.</i>)	106	VI	343
19 déc.	Domages aux personnes. — Chemin de fer. — Chambres d'emprunt. — Fièvres d'accès. — Indemnité. — Compétence du conseil de préfecture. — Fixation de l'indemnité. — (<i>Sieur Lambert.</i>)	107	VI	346
19 déc.	Voirie (Grande). — Dommages. — Nivellement donné. — Caractère obligatoire. — Niveau abaissé partiellement. — Rue basse et étroite. — Indemnité. — Expertise. — (<i>Ville de Paris contre sieur Berchoux.</i>)	108	VI	348
19 déc.	Domages. — Conséquences de travaux antérieurs — Banquettes d'accès. — Suppression. — Locataire. — Bail. — Location verbale. — (<i>Ville de Paris contre demoiselle Allen.</i>)	109	VI	353
31 déc.	Algérie. — Travaux publics. — Dommages. — Aqueduc. — Eaux déversées. — Aggravation de servitude. — Dommage éventuel. — Réserve. — Constatation d'urgence. — Référé. — Conseil de préfecture. — (<i>Ville d'Alger contre sieur Brincau.</i>)	110	VI	356
26 déc.	Expropriation. — Décret. — Vices de formes. — Recevabilité du recours. — Délai. — Publication. — Jugement passé en force de chose jugée. — Intervention. — Dépens. — (<i>Sieur Garret contre commune de Marchenoir.</i>)	111	VI	358
26 déc.	Domages. — Remblai. — Responsabilité de l'Etat et de la ville. — Intervention. — Précédent propriétaire. — Cession. — Adjudication. — (<i>Ville de Marseille contre sieurs Sol et Barbe.</i>)	112	VI	361
26 déc.	Domages. — Ville de Paris. — Rue surélevée. — Marchand de vins et limonadier. — Difficulté d'accès. — (<i>Sieur Renaud contre ville de Paris.</i>)	113	VI	364
1874 8 mai.	Entrepreneur. — Ajournement des travaux. — Ré-siliation. — Indemnité. — (<i>Sieur Ladouceur.</i>)	3	VI	9
8 mai.	Fabriques. — Entrepreneur. — Eglise. — Mal-façons. — Réception définitive. — Modicité des ressources allouées. — (<i>Fabrique de l'église de Romans contre Bergeron.</i>)	4	VI	11

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1874 8 mai.	Communes. — Eglise. — Décompte. — Acceptation sous certaines réserves. — Droit de réclamation quant aux articles réservés. — Expertise ordonnée. — Dommages-intérêts. — (<i>Sieur Loiselot contre commune de Fays-Billot.</i>)	5	VI	13
8 mai.	Grande voirie. — Canal. — Contravention. — Rupture d'un batardeau. — Amende. — Prescription. — Réparation du dommage. — (<i>Sieur Boucher.</i>)	6	VI	16
15 mai.	Cours d'eau non navigables. — Usine. — Prise d'eau. Chômage. — Force motrice. — Débit. — (<i>Ville de Castres contre sieurs Gary et Combes.</i>)	114	VI	368
15 mai.	Décompte. — Travaux supplémentaires. — Baraques sur le Trocadéro. — Expertise. — Expert unique. — (<i>Sieur Waaser contre ville de Paris.</i>)	115	VI	371
15 mai.	Cours d'eau non navigables. — Communes. — Dommage. — Pont et barrage. — Niveau exhaussé. — Lavoir public. — (<i>Sieur Brice et dame veuve Thouvenot contre commune de Montauville.</i>)	116	VI	376
15 mai.	Travaux de chemin de fer. — Dommage à un chemin vicinal. — Communes. — Expertise ordonnée. — Transaction. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Saint-Michel.</i>)	117	VI	377
15 mai.	Voie (grande). — Bacs. — Abordages. — Avarie. — Construction. — Compétence. — Conseil d'Etat. — Dépens. — (<i>Sieur Sauvignon.</i>)	118	VI	378
22 mai.	Compétence judiciaire ou administrative. — Occupation. — Convention privée antérieure à l'arrêté autorisant l'occupation. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans contre dame Massy et sieur Delignat-Lavaud.</i>)	119	VI	380
22 mai.	Communes. — Eglise. — Architectes. — Entrepreneur. — Résiliation. — Dépenses non approuvées. — Maléfices. — Expertise. — Responsabilité. — Etablissement du décompte. — Frais d'expertise. — Dépens. — (<i>Sieur Bossan et commune d'Echal-lon contre sieurs Miandre et Montagny.</i>)	120	VI	383
22 mai.	Travaux communaux. — Dommages. — Rupture d'une conduite d'eau. — Destruction de maison. — Appréciation des indemnités dues. — Vétusté des constructions, vice des fondations. — Intérêts. — Dépens. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Dépens faits devant l'autorité judiciaire. — Incompétence du conseil de préfecture. — (<i>Sieur Choiselot contre Société des eaux de Meaux.</i>)	121	VI	391
22 mai.	Voie (Grande). — Rivières navigables. — Rupture d'un barrage. — Force insuffisante. — Dom-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1874	mage causé au propriétaire d'une Ile. — Responsabilité de l'Etat reconnue. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Décision fondée sur des faits allégués dans le débat oral et sur lesquels n'a pas porté l'instruction. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Desport.</i>)	122	VI	394
29 mai.	Algérie. — Travaux publics. — Commune. — Conduite d'eau. — Entrepreneur. — Décompte. — Allocation par le conseil de préfecture d'un prix supérieur à celui prévu au bordereau. — Article 42 des clauses et conditions générales de 1866. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Pourvoi formé par un ministre. — Dépens au profit de l'Etat. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Vidal.</i>) . .	123	VI	397
29 mai.	Cours d'eau non navigables. — Syndicat d'irrigation. — Arrêté préfectoral réglant les irrigations. — Canal. — Droit de propriété privée. — Compétence judiciaire. — Excès de pouvoirs. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Recours pour excès de pouvoirs. — Dépens. — (<i>Syndicat de l'Iton contre sieur de Clermont-Tonnerre.</i>)	124	VI	399
29 mai.	Pêche fluviale. — Voirie (grande). — Rivières navigables. — Adjudication du droit de pêche dans la traversée de Paris. — Réquisition pendant le siège. — Pêche rendue libre. — Dommage. — Demande d'indemnité. — Compétence. — (<i>Sieur Duval.</i>)	125	VI	402
29 mai.	Domages. — Travaux de grande voirie. — Expertise. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — (<i>Sieur Morel et Co.</i>)	126	VI	404
5 juin.	Algérie. — Travaux publics. — Entrepreneurs. — Construction de phare. — Résiliation pour ajournement des travaux. — Clauses et conditions générales de 1866, article 34. — Indemnité. — Frais de transport et d'emmagasinage du matériel. — Bourriquets, frais de nourriture et de garde. — Intérêts des intérêts. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Pourvoi formé par un ministre. — Dépens au profit de l'Etat. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Beretta.</i>)	127	VI	405
5 juin.	Communes. — Traités pour l'éclairage au gaz. — Droit de prononcer les retenues. — Réclamations. — Clause attribuant compétence au maire. — Conseil de préfecture. — Inexécution des conditions. — Injonctions obéies. — Retenues non applicables. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Recours introduit sans le ministère d'un avocat au Conseil. — Intervention d'un avocat postérieure à l'expiration des délais. — (<i>Ville de la Ferté-sous-Jouarre contre compagnie du gaz.</i>)	128	VI	410

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1874				
5 juin.	Emigrés. — Légion d'honneur. — Actions du canal du Midi affectées à la Légion d'honneur. — Conditions de la remise. — Époque de la restitution. — Décision de la commission. — Chose jugée. — Arrérages. — Point de départ. — (<i>Sieur Rouzel, succession Riquet de Caraman.</i>)	129	VI	413
5 juin.	Commune. — Rectification de route dans la traversée d'une ville. — Maison démolie. — Dommage causé à la maison contiguë. — (<i>Dame veuve Chauvin contre commune d'Arbois.</i>)	130	VI	418
5 juin.	Dommmages. — Rectification et exhaussement d'une route départementale. — Ecoulement des eaux intercepté. — (<i>Département du Gard contre sieur Comandré.</i>)	131	VI	420
5 juin.	Dommmages. — Commune — Abaissement du niveau d'une rue. — Maison riveraine. — (<i>Sieur et dame Mouren et demoiselle Chébert contre ville de Marseille.</i>)	132	VI	423
12 juin.	Cours d'eau non navigables. — Taxes de curage. — Réclamation. — Pourvoi au Conseil d'Etat. — Délai. — Déchéance. — (<i>Sieur Barrier.</i>)	133	VI	429
12 juin.	Dettes de l'Etat. — Voirie (grande). — Chemin de fer. — Garantie d'intérêts. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.</i>)	134	VI	426
12 juin.	Voirie (grande). — Rivières navigables. — Bateau coulé par un fait de guerre. — Injonction de relever les débris. — Refus d'obtempérer. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Contravention de grande voirie. — Dépens. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Bailly, Poulin et Godefroy.</i>)	135	VI	435
19 juin.	Cours d'eau non navigables. — Travaux publics. — Canalisation de la Marne. — Usine. — Dommage. Diminution de force motrice. — Hauteur d'eau. — Indemnité. — Dommages éventuels. — Réserves. — (<i>Sieur Gatellier.</i>)	136	VI	441
19 juin.	Cours d'eau non navigables. — Chômages d'usine. — Etablissement et alimentation d'un canal. — Force motrice. — Chute. — Débit. — Plus-value procurée. — Exhaussement de la chute. — Compensation admise. — Intérêt. — Intérêt des intérêts. — (<i>Société du canal de jonction de la Sambre à l'Oise contre sieurs Devillers et consorts.</i>)	137	VI	445
19 juin.	Expropriation. — Chemin de fer d'intérêt local. — Cave. — Infiltrations. — Indemnité réclamée. — Conseil de préfecture. — Superficie expropriée. — Etendue de la décision du jury. — Question préalable. — (<i>Sieur d'Houdemur.</i>)	138	VI	451
19 juin.	Construction d'un barrage éclusé. — Agrandissement du projet primitif. — Refus de l'entrepreneur. — Conséquences. — Mise en régie. — Ré-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1874	siliation. — Indemnité. — Reprise du matériel. —			
3 juillet.	Délai de garantie. — <i>Sieurs Caillat et Tissier.</i>)	139	VI	453
	Cours d'eau. — Cours d'eau non navigables. —			
	Taxes de curage. — Caractère non navigable. —			
3 juillet.	(<i>Ville de Douai contre sieurs Talon et autres.</i>)	140	VI	456
	Domage. — Chemin de fer. — Moulin. — Supple-			
	ment d'expertise confié d'office aux premiers			
	experts. — Grief sans objet. — Procédure. —			
	Compensation de plus-value. — Question réservée.			
	— Arrêté préparatoire. — Pourvoi non recevable.			
	— (<i>Sieur Labbé contre compagnie de Paris à</i>			
10 juillet.	<i>Lyon et à la Méditerranée.</i>)	141	VI	458
	Voirie (grande). — Rues de Paris. — Plan d'ali-			
	gnement modifié. — Réclamation d'un riverain.			
	— Conseil municipal non appelé à en délibérer.			
17 juillet.	— Excès de pouvoirs. — (<i>Sieur de Grandmaison.</i>)	142	VI	460
	Communes. — Taxes de pavage. — Ville de Paris.			
	— Avenue. — Largeur exceptionnelle dans un but			
	d'embellissement. — Limite de l'obligation des ri-			
	verains. — Largeur normale. — (<i>Ville de Paris</i>			
17 juillet.	<i>contre sieur Coulet.</i>)	143	VI	462
	Cours d'eau non navigables. — Barrage d'irrigation			
	autorisé en amont d'une usine. — Absence d'inté-			
	rêt général. — Décision judiciaire, chose jugée. —			
	Excès de pouvoirs. — (<i>Sieurs Julian, Roquer,</i>			
	<i>Imer frères et autres contre sieurs Michaëlis et</i>			
17 juillet.	<i>autres</i>)	144	VI	465
	Commune. — Entrepreneur et architecte. — Res-			
	toration d'église. — Mise en régie. — Malfaçons			
	non constatées. — Absence d'inventaire des ma-			
	tériaux et du matériel. — Responsabilité. — (<i>Com-</i>			
	<i>mune de Saint-Giers-Lalande contre sieurs</i>			
17 juillet.	<i>Milbau et Alauz.</i>)	145	VI	467
	Entrepreneur et architecte. — Commune. — Con-			
	struction de mairie. — Dépenses supplémentaires.			
	— Ouvrages nouveaux demandés par le conseil			
	municipal. — Modifications non autorisées et non			
	nécessaires. — Ordres de l'architecte. — Respon-			
17 juillet.	sabilité. (<i>Commune de Souvigné.</i>)	146	VI	469
	Entrepreneur. — Commune. — Route forestière,			
	communale. — Réception des travaux. — Article			
	48 des clauses et conditions générales de 1866. —			
	Caractère de réception définitive contesté. —			
	Dixième de garantie. — Remboursement. — In-			
	terêt des intérêts. — <i>Ville de Corte contre sieur</i>			
17 juillet.	<i>Costa.</i>)	147	VI	472
	Occupation temporaire. — Chemin de fer. — Agran-			
	dissement de gare. — Caractère permanent de			
	l'occupation. — Besoin de l'exploitation. — Excès			
	de pouvoirs. — (<i>Sieur Monnier contre compagnie</i>			
	<i>de Paris-Lyon-Méditerranée</i>)	148	VI	474

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1874				
17 juillet.	Dommages. — Ville de Paris. — Abaissement du sol des voies publiques. — (<i>Sieur Jacquet contre Ville de Paris.</i>)	149	VI	477
17 juillet.	Voirie (grande). — Contravention. — Canal. — Feu de paille allumé sur le trottoir de la levée. — Battoir à blé. — Préposés. — Responsabilité. — (<i>Sieur Beuchot.</i>)	150	VI	481
24 juillet.	Algérie. — Travaux publics. — Prolongement d'une jetée. — Entrepreneur. — Régie. — Détermination du matériel à reprendre par l'Etat. — (<i>Sieur Mayoux.</i>)	151	VI	482
24 juillet.	Cours d'eau. — Travaux publics. — Syndicat d'endiguement. — (<i>Syndicat de Saint-Pierre le Vieux.</i>)	153	VI	499
24 juillet.	Dettes de l'Etat. — Voirie (grande). — Chemin de fer. — Garantie d'intérêts. — (<i>Compagnie du chemin de fer d'Orléans.</i>)	154	VI	502
24 juillet.	Dommages. — Rues de Paris. — Abaissement d'une rue. — (<i>Ville de Paris contre sieur Giroudon.</i>)	155	VI	506
25 juillet.	Dommages. — Rues de Paris. — Nivellement. — — Appréciation de l'indemnité due. — (<i>Sieur Chéreau contre Ville de Paris.</i>)	156	VI	508
31 juillet.	Cours d'eau. — Usine. — Chômage. — Travaux publics. — Indemnité. — Chemin vicinal d'intérêt commun. — Département et communes intéressées. — (<i>Département d'Ille-et-Vilaine contre dame veuve Méhous.</i>)	157	VI	509
31 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Anciens usages. — Propriétaires de moulins et usines. — Riverains. — Procédure. — Avis du jour de l'audience. — Nullité. — (<i>Sieur Lepoissonnier et dame veuve Poulain.</i>)	158	VI	511
31 juillet.	Communes. — Entrepreneur et architecte. — Conduite d'eau, rupture. — Responsabilité. — Dommages-intérêts. — (<i>Sieur Jalla contre commune de Viserny.</i>)	159	VI	513
7 août.	Cours d'eau non navigables. — Dommage à une usine. — Alimentation du canal de Bourgogne. — Indemnité. — Prescription. — Point de départ. — Nécessité d'expertise. — (<i>Sieur Caillet.</i>)	160	VI	516
7 août.	Cours d'eau non navigables. — Usine. — Dommage. — Existence légale. — Indemnité. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Acot.</i>)	161	VI	517
7 août.	Cours d'eau non navigables. — Etangs alimentés en partie par une source appartenant à une ville. — Usine. — Décret réglementaire. — Curage exécuté d'office. — Mise en demeure préalable par le maire. — Droits du préfet. — Décharge. — (<i>Héritiers Laburthe.</i>)	162	VI	519

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1874				
7 août.	Marais (dessèchement de). — Syndicat d'entretien. — Haute Deule. — (<i>Syndicat d'entretien des travaux de dessèchement des marais de la haute Deule contre dame veuve Pitous, sieurs Preux et consorts.</i>)	163	VI	522
7 août.	Marais (dessèchement de). — Haute Deule. — Taxes de plus-value. — (<i>Société de dessèchement de la vallée de la haute Deule.</i>)	164	VI	525
7 août.	Décompte. — Canal du Forez. — Département. — (<i>Sieurs Leglos et Moret contre département de la Loire.</i>)	165	VI	531
7 août.	Entrepreneur et architecte. — Responsabilité décennale. — Commune. — Mur du cimetière. — (<i>Sieur Auvé contre sieur Vinatier et commune d'Anglards.</i>)	166	VI	537
7 août.	Entrepreneurs. — Communes. — Chemin vicinal. — Pont. — Pontrelles. — (<i>Commune de Jonville contre Roy et C^e</i>)	167	VI	540
7 août.	Dommmages. — Ville de Paris. — exhaussement d'un boulevard. — Maison en contre-bas. — Travaux de raccordement. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Signification de l'ordonnance de soit communiqué. — (<i>Ville de Paris contre sieur Firino.</i>)	168	VI	542
7 août.	Voirie (grande). — Contravention. — Droit de poursuite. — Chemin de fer. — Bris de clôture. — Terrain usurpé. — Irrégularité du procès-verbal. — (<i>Sieur Duluat et C^e</i>)	169	VI	549
13 nov.	Dommmages. — Expertise. — Travaux exécutés à la mine. — Responsabilité de l'entrepreneur. — L'Etat non responsable. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Boschetti.</i>)	170	VI	551
13 nov.	Voirie (grande). — Contravention. — Rivière canalisée. — (<i>Sieurs André, Carré et C^e</i>)	226	VI	664
30 nov.	Algérie. — Travaux publics. — Dommage. — Maison détruite par le débordement d'une rivière et la rupture d'un barrage. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Perrin.</i>)	227	VI	671
30 nov.	Communes. — Taxes de pavage. — Ville de Paris. — Carrefour. — Avenue nouvelle. — Largeur exceptionnelle. — But d'embellissement. — (<i>Sieur Geoffroy-Chateau et dame Chauchat.</i>)	359	VI	1004
30 nov.	Communes. — Eclairage au gaz. — Faculté de fournir le gaz aux particuliers après la fin de la concession. — Obstacle apporté par la ville — Indemnité. — (<i>Boyard contre ville de Châlons-sur-Marne.</i>)	360	VI	1006
30 nov.	Communes. — Recours contentieux. — Chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. — Commission de surveillance cantonale. — Conseiller général président. — Révocation. — Préfet. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Graux.</i>)	361	VI	1008

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1874				
20 nov.	Dette de l'Etat. — Travaux publics. — Conseil de préfecture. — Ministres. — Travaux de défense d'une place de guerre. — Chute d'un échafaudage. — Ouvrier tué. — Action en responsabilité pour faute d'agents de l'administration. — Compétence. (<i>Dame veuve Zeig.</i>)	362	VI	1010
20 nov.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Viaduc sous rails. — (<i>Ville de Montluçon.</i>)	363	VI	1012
20 nov.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Contravention prétendue. — Bestiaux. — Barrières non brisées. — Pommiers broutés. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Suriray.</i>)	364	VI	1014
27 nov.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Contestation sur le sens et l'exécution du cahier des charges. — (<i>Compagnie du gaz de la ville de Châlons contre ladite ville.</i>)	365	VI	1016
4 déc.	Cours d'eau non navigables. — Usine. — Règlement. — Retenue abaissée. — Intérêt privé. — Absence d'intérêt général. — Excès de pouvoirs. (<i>Sieur Robelin.</i>)	366	VI	1021
4 déc.	Communes. — Décompte. — Construction d'église. — Transaction intervenue. — Pourvoi sans objet. — (<i>Riondel.</i>)	367	VI	1024
4 déc.	Rectification de route nationale. (<i>Ville de Montargis.</i>)	368	VI	1025
4 déc.	Dommages — Canal. — Rupture d'une berge. — Réparation. — Infiltrations nouvelles. — (<i>Commune d'Aubagne.</i>)	369	VI	1027
11 déc.	Cours d'eau. — Canal d'irrigation. — Compagnie concessionnaire. — (<i>Société du canal de Crillon contre syndicat dudit canal.</i>)	370	VI	1028
11 déc.	Travaux publics. — Décompte. — Canal de Bourgogne. — Agrandissement d'un réservoir. — Demande d'indemnités diverses. — (<i>Sieur Démonet.</i>)	371	VI	1033
11 déc.	Voirie (grande). — Fleuves. — Lit de la Loire. — Délimitation. — (<i>Sieurs Beauchot, Beaussire et autres.</i>)	372	VI	1036
11 déc.	Voirie (grande). — Domaine public. — Chemins de fer. — Gare et embranchement ayant cessé d'être affectés à l'exploitation. — Droit de disposition des terrains et constructions inutiles. — (<i>Ministre des finances contre compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne (gare de Ségur.)</i>)	373	VI	1038
18 déc.	Cours d'eau. — Association syndicale. — Elections. — Demande en annulation. — Conseil de préfecture. — Compétence. — Dépens. — (<i>Sieur Tournain.</i>)	374	VI	1041
18 déc.	Ponts. — Communes. — Travaux publics. — Frais d'entretien d'un pont. — Demande en décharge.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
1874 18 déc.	— Arrêté préfectoral et décision ministérielle. — Compétence. — Recours contentieux. — (<i>Sieur Heurtier contre commune d'Esby.</i>)	375	VI	1042
18 déc.	Travaux publics. — Entrepreneurs. — Décompte. Mode de calcul des déblais. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Beynel.</i>)	376	VI	1044
18 déc.	Entrepreneurs. — Travaux à une place forte. — (<i>Sieur Morel.</i>)	377	VI	1047
18 déc.	Entrepreneurs. — Communes. — Travaux d'élévation et de distribution. — (<i>Ville d'Agen contre sieurs Boigues, Rambourg et C^e.</i>)	378	VI	1052
18 déc.	Extraction des matériaux. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi contre sieur de Monda et autres.</i>)	379	VI	1055
18 déc.	Domages. — Ville de Paris. — Nivellement. — Maison privée d'air et de lumière. — Non écoulement des eaux. — Droit à indemnité. — (<i>Sieur Trémaux contre ville de Paris.</i>)	380	VI	1059
26 déc.	Cours d'eau non navigables. — Barrage autorisé en amont d'une usine. — Demande en réduction de hauteur. — Compétence. — (<i>Sieur Turcat contre sieur Laugier.</i>)	381	VI	1061
26 déc.	Extraction de matériaux. — Arrêté du préfet autorisant l'occupation. — (<i>Sieur Denise contre sieur Tardif.</i>)	382	VI	1065
1875 8 janv.	Extraction de matériaux. — Carrière en exploitation. — Valeur des matériaux extraits. — Dépens. — Frais d'expertise. — (<i>Sieur Munessier contre ville de Saint-Malo.</i>)	383	VI	1068
15 janv.	Domage. — Département. — Rigole d'écoulement. — Insuffisance. — Fabrique inondée par les eaux. — Force majeure. — Responsabilité. — Expertise. — (<i>Sieur Rohart contre sieur Coignet et le département de la Seine.</i>)	384	VI	1070
15 janv.	Communes. — Chemins de fer. — Domage. — Chemin vicinal soumis à des submersions plus fréquentes. — Frais d'exhaussement. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Fin de non-recevoir rejetée. — Motifs suffisants. — (<i>Commune d'Osselle.</i>)	385	IV	1073
15 janv.	Voirie (grande). — Port maritime. — Navire. — Domage à une jetée. — Tempête. — Force majeure. — Responsabilité. — (<i>Sieur Beck.</i>)	386	VI	1076
15 janv.	Voirie (grande). — Ports maritimes. — Navire. — Domage à une jetée. — Jetée endommagée par un navire. — Force majeure. — Réparation du domage. — Intérêts. — (<i>Sieurs Johannesen et Alibert.</i>)	387	VI	1077
22 janv.	Domage. — Extraction de matériaux. — Compa-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1875 22 janv.	guie de chemin de fer et entrepreneurs. — Responsabilité. — Expertise. — Procédure. — Arrêté interlocutoire. — Pourvoi recevable. — (<i>Demoiselle Pichard contre la compagnie des Charentes</i>).	389	VI	1080
29 janv.	Communes. — Entrepreneur. — Décompte. — Restauration d'église. — Travaux supplémentaires. — Ordres de l'architecte. — Autorisation du conseil municipal. — Nécessité reconnue en cours d'exécution. — Cahier des charges. — Malfaçons prétendues. — Expertise. — Provision allouée. — Demande de sursis. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Sursis. — (<i>Commune de Chabris contre Martinet</i>).	390	VI	1084
29 janv.	Ajournement. — Réalisation. — Perte de temps. — Indemnité. — Absence de tierce expertise. — Chef de demande déjà compris dans une précédente indemnité. — (<i>Sieur Foucaux</i>).	391	VI	1087
29 janv.	Communes. — Distribution d'eaux. — Interprétation. — (<i>Ville du Havre contre compagnis anonymes des eaux</i>).	392	VI	1090
5 fév.	Mine. — Chemin de fer. — Périmètre interdit à l'exploitation. — Indemnité. — Intérêts. — (<i>Sieurs Ogier et Larderet contre compagnie P.-L.-M.</i>).	2	VII	31
5 fév.	Rivières navigables. — Plantations et coupe d'arbres sur un atterrissement. — (<i>Sieur Saintemarie</i>).	2	VII	39
5 fév.	Chemins de fer. — Introduction de bestiaux sur la voie. — Poursuite devant le tribunal de simple police. — Acquiescement. — Chose jugée. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Pinguet</i>).	4	VII	40
12 fév.	Algérie. — Travaux publics. — Décompte. — Construction de route. — Conditions générales du 16 novembre 1866. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Beretta</i>).	193	VII	601
12 fév.	Communes. — Église. — Déggradations. — Architecte et entrepreneur. — Responsabilité. — Frais d'expertise. — Honoraires d'architecte. — (<i>Commune de la Nouvelle contre Héritiers Lévy et sieur Cals</i>).	194	VII	606
12 fév.	Domage. — Terrain vendu par la ville de Paris. Obligation de procurer accès. — Interprétation. — Compétence. — Raccordement. — Création d'une impasse. — Nécessité d'expertise préalable. — (<i>Sieur Defoër contre ville de Paris</i>).	195	VII	619
26 fév.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Canalisation supplémentaire. — Règlement. — Travaux omis par erreur. — Rectification. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1975	Nombre de becs. — Dérégation aux cahiers des charges. — Pouvoir éclairant. — Grief non justifié. — (<i>Sieur de Briqueville contre ville de la Roche-sur-Yon.</i>)	196	VII	619
26 fév.	Remblais. — Prix du bordereau. — Lieu d'extraction. — Analyse des prix. — Prix du bordereau maintenu. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Truffau et Dagneaud.</i>)	197	VII	616
26 fév.	Retard dans l'ordre de commencer les travaux. — Exécution pendant l'hiver. — Préjudice. — Frais d'expertise. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieurs Agustinetty contre le département des Alpes-Maritimes.</i>)	198	VII	617
5 mars.	Dettes de l'Etat. — Travaux publics. — Monopole des poudres. — Insuffisance des approvisionnements. — Dommage pour un entrepreneur de travaux publics. — Indemnité. — Pas de recours contentieux. — (<i>Sieur Blanc.</i>)	199	VII	620
5 mars.	Déblais. — Difficultés imprévues. — Demande de prix nouveaux. — Renonciation antérieure. — Expertise ordonnée. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (<i>Dame veuve Giacobbi.</i>)	200	VII	622
5 mars.	Voirie (grande). — Dégâts aux travaux sur les bords et quais du Rhône. — Contravention. — Réparation des dommages. — (<i>Ministère des travaux publics contre la Société de l'exposition universelle de Lyon.</i>)	201	VII	624
12 mars.	Cours d'eau non navigable. — Moulin. — Règlement. — Régularisation. — Intérêt privé. — Pouvoirs du préfet. — (<i>Dame Etienne.</i>)	202	VII	626
12 mars.	Communes. — Architecte. — Conduites d'eaux. — Travaux conformes au projet. — Réception définitive. — Travaux supplémentaires autorisés. — Non-responsabilité. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Adam contre commune de Darnieulles.</i>)	203	VII	629
13 mars.	Souscriptions. — Chemin de fer d'intérêt local. — Non-réalisation prétendue des conditions. — Refus de payer. — Compétence. — (<i>Sieur Estancelin et consorts.</i>)	204	VII	632
13 mars.	Cours d'eau non navigables. — Compétence judiciaire ou administrative. — Rigole de dérivation pour l'alimentation de locomotives dans une gare. — Propriété prétendue du cours d'eau. — Dommages. — (<i>Sieur Cottin.</i>)	205	VII	634
19 mars.	Voirie (grande). — Contravention. — Recours au conseil d'état par l'administration. — Délai. — Point de départ. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Weter.</i>)	206	VII	637
9 avril.	Dommage. — Auberge. — Difficulté d'accès. — Appréciation de l'indemnité. — (<i>Sieur Lucq-Rosa contre compagnie du Nord.</i>)	207	VII	638

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1875				
16 avril.	Algérie. — Port d'Alger. — (Ministre de l'intérieur contre sieur Mayoux.)	208	VII	639
23 avril.	Algérie. — Cours d'eau non navigables. — Usines. — Chute d'eau concédée. — Procès-verbal d'adjudication. — Interprétation. — Compétence. — (Sieur Lavie.)	209	VII	644
23 avril.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Droit d'octroi sur les matières premières. — Redevance en tenant lieu. — Ville de Neuilly. — Territoire annexé. — Interprétation. — (Commune de Neuilly-sur-Seine contre compagnie parisienne du gaz.)	210	VII	649
23 avril.	Communes. — Département. — Souscriptions particulières. — Chemin d'intérêt local. — Rôle exécutoire. — Commandement. — Opposition. — Obligation de payer. — Garantie. — Délai. — (Sieurs Vivet et Farnoux contre communes de Montalieu-Vercieu et d'Amblugnieu.)	211	VII	651
23 avril.	Voirie (grande). — Fleuve. — Délimitation. — Excès de pouvoirs. — (Sieur Bélamy.)	212	VII	654
30 avril.	Décompte. — Travaux imprévus. — Conditions d'exécution. — Application des prix du bordereau, etc. — (Sieur Varangot.)	213	VII	656
30 avril.	Domage causé à un bateau. — Chemin de fer. — Imprudence de la compagnie. — Irresponsabilité de l'Etat. — Indemnité. — Point de départ des intérêts. — (Compagnie du chemin de fer du Nord contre sieurs Billuart, Lizot et Co.)	237	VII	717
30 avril.	Voirie (grande). — Chemins de fer. — Bestiaux sur la voie ferrée. — Clôtures. — Contravention. — Réparation du dommage. — (Ministère des travaux publics contre sieur Romy.)	238	VII	721
7 mai.	Communes. — Ville de Paris. — Taxes de pavage. — Boulevard nouveau traversant une rue pavée. — Carrefour projeté, mais incomplètement exécuté. — (Sieur de Biencourt et autres)	239	VII	723
7 mai.	Cours d'eau navigables. — Association syndicale des marais mouillés des Deux-Sèvres. — Barrage d'irrigation. — Imposition extraordinaire. — Régularité de la délibération. — Intérêt aux travaux. — (Sieur Roy.)	240	VII	724
7 mai.	Communes. — Décompte. — Pierres de granit. — Déchets. — Mesurage. — Prix du cube. — Taille; prix basé sur la surface réelle. — Travaux non prévus ordonnés, pas de résiliation, mais limitation des travaux. — Malfaçons; examen renvoyé après achèvement des travaux; pas de dommages-intérêts — Pas de délai pour l'achèvement des			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 7 mai.	travaux. — Procédure. — Acquiescement. — Conseil d'Etat. — Pourvoi non suspensif. — Exécution sans réserves. — (<i>Fabrique de la paroisse de Pludual contre sieur Tréhen.</i>)	241	VII	736
7 mai.	Communes. — Décompte. — Mode de mesurage; interprétation du cahier des charges. — Rabais. — Intérêts; point de départ. — Réception définitive non faite; retard imputable à la commune; intérêts du jour de la demande. — Procédure. — Conseil de préfecture; composition; conseiller général; juge suppléant; incompatibilité. — (<i>Commune de Gorron</i>)	242	VII	732
7 mai.	Procédure. — Dommages. — Expertise. — Minute d'arrêté incendiée. — Arrêté nouveau. — Caractère préparatoire. — Recours au Conseil d'Etat non recevable. — (<i>Sieurs Mahieu et Pouchet contre ville de Paris et sieur Dumesnil.</i>)	243	VII	736
7 mai.	Voirie (grande). — Rivière de Bièvre. — Etendue des servitudes. — Largeur de la berge. — Travaux en arrière de l'alignement sans autorisation. — Pas de contravention. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Baudoux [1^{re} espèce] et contre sieur Nigon [2^e espèce].</i>)	244	VII	738
14 mai.	Cours d'eau. — Dommages aux usines. — Canal Saint-Denis. — Prise d'eau par la ville de Paris. — Distribution d'eau, fontaines publiques, arrosage. — Territoires annexés. — Indemnité. — Actes primitifs de concession. — Compagnie cessionnaire de la ville. — Navigation et usines. — Indemnités. — Interprétation. — (<i>Sieurs Veyrassat et autres contre ville de Paris.</i>)	245	VII	741
14 mai.	Cours d'eau non navigable. — Canal d'irrigation. — Contestations entre les usagers. — Compétence judiciaire. — Actes administratifs. — Interprétation. — Sursis. — Compétence administrative. — (<i>Sieur Laroutis contre sieur Bernis.</i>)	246	VII	745
14 mai.	Communes. — Décompte. — Entretien du canal de Marseille et distribution d'eaux. — (<i>Sieurs Mergoud et Mayen.</i>)	247	VII	749
14 mai.	Architecte. — Reconstruction d'église. — Plans et devis. — Honoraires dus, mais seulement sur les travaux rentrant dans les prévisions de la commande. — (<i>Sieur Courau.</i>)	248	VII	758
14 mai.	Extraction de matériaux pour l'établissement d'un chemin de fer. — Indemnité. — Appréciation. — (<i>Sieurs Clause.</i>)	249	VII	760
14 mai.	Chemin de fer; rupture d'un barrage d'irrigation. — Crue. — Force majeure. — (<i>Compagnie d'Orléans contre sieur Chapuis et autres.</i>)	250	VII	761
14 mai.	Voirie (grande). — Algérie. — Chemin de fer. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1875	Introduction de bestiaux sur un talus planté. — Absence de clôture. — Absence de dégradation. — Contravention. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieurs Thomas et Sibily.</i>)	251	VII	763
21 mai.	Algérie. — Travaux publics. — Résiliation; reprise du matériel nécessaire pour l'achèvement des travaux; frais de garde, d'entretien et de magasinage. — Expertise. — Matériel non utilisable; reprise non obligatoire. — (<i>Sieur Dessoliers.</i>)	252	VII	767
21 mai.	Comptabilité publique. — Trésorier-payeur général. — Inscription à son débit d'une somme payée par la banque de France sur un reçu faux. — Annulation. — (<i>Sieur Lepic.</i>)	253	VII	771
21 mai.	Ponts à péage. — Durée de la concession. — Travaux de la voirie projetés lors de l'adjudication; inexécution. — Demande d'indemnité. — Rejet. — (<i>Sieurs Escarraguel frères contre ville de Toulouse.</i>)	254	VII	773
21 mai.	Port; construction d'une jetée. — Perte du matériel; ras de marée; cas de force majeure; cahier des clauses et conditions générales de 1866, article 28; dérogation à cet article. — Pas d'indemnité. — (<i>Sieur Grégoire.</i>)	255	VII	777
21 mai.	Extraction de matériaux. — Carrière en exploitation. — (<i>Sieurs Roubière contre sieurs Lesca et Villenave.</i>)	256	VII	781
21 mai.	Voie (Grande). — Chemin de halage coupé pour l'établissement d'une buse. — Contravention. — Amende. — Minimum. — Conseil d'Etat. — Recours dans l'intérêt de la loi. — (<i>Sieur Meyer.</i>)	257	VII	783
4 juin.	Communes. — Pavage. — Rue Saint-Dominique et boulevard Saint-Germain prolongé. — Carrefour projeté au point de rencontre. — Premiers frais de viabilité. — Immeuble n'ayant en façade que la rue Saint-Dominique déjà pavée. — Décharge. — (<i>Sieur de Gontaut de Saint-Blancard.</i>)	258	VII	784
4 juin.	Communes. — Entretien des routes. — Distance du lieu d'extraction. — Approvisionnements. — Préjudice. — Intérêts. — Double degré de juridiction. — (<i>Commune d'Orvilliers contre sieur Gillet.</i>)	259	VII	784
4 juin.	Domage (ville de Paris), exhaussement d'une rue. — Difficultés d'accès. — Diminution de la circulation. — Durée des travaux. — Boutiques. — Local non loué. — Appréciation d'indemnité. — Plus-value. — Intérêts capitalisés. — Frais d'expertise. — Dépens. — (<i>Ville de Paris contre sieur Godin.</i>)	260	VII	787

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 4 juin.	Voirie (Grande). — Rues de Paris. — Trottoir. — Dégradation. — Amende; prescription. — Réparation matérielle; condamnation. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Recours formé par lettre au préfet. — Régularité. — (<i>Sieur Boulenger.</i>) . . .	261	VII	791
11 juin.	Décompte. — Chemin de fer construit pour le compte de l'Etat. — Prix des déblais de diverses classes. — Arrêt antérieur; motifs et dispositif. — Expertise; réserves; pas de chose jugée. — Réclamation tardive; déchéance. — (<i>Sieur Nercum.</i>) . .	262	VII	793
11 juin.	Décompte. — Route départementale. — Déblais. — Cube et classification. — Calcul. — Etats de piquetage et attachements. — Expertise; mission et pouvoirs des experts; arrêt du Conseil d'Etat; interprétation. — Tiers expert. — Arbitre; révocation par décisions judiciaires de sa fonction d'arbitre; nouvelle tierce expertise. — Demande de provision nouvelle; rejet. — Dépens réservés. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Gonthier.</i>)	263	VII	797
25 juin.	Communes. — Ville de Paris. — Premier pavage. — Taxes. — Répartition. — Légalité. — Répartition du conseil municipal. — Commandement de payer antérieur à la publication des rôles. — Insuffisance des revenus. — Avenue. — Largeur normale. — But d'embellissement. — Promenade publique. — (<i>Ville de Paris contre sieurs Corpet, Teste et autres.</i>)	264	VII	801
25 juin.	Communes. — Marché pour l'enlèvement des boues et poussières. — Interprétation. — (<i>Sieur Piston.</i>)	265	VII	813
2 juillet.	Cours d'eau. — Débarcadère provisoire sur le quai de la Gironde. — Domaine public. — Pouvoirs du préfet. — Intervention des intéressés. — Frais de timbre et d'enregistrement. — (<i>Sieurs Provençal, Tastel et autres contre sieur Worms.</i>)	266	VII	814
2 juillet.	Inondations imputables à une compagnie de chemins de fer. — Destruction d'un mur de défense contre une rivière. — Indemnité. — Intérêts. — Expertise déclarée suffisamment complète. — Dommages successifs, évalués ensemble. — Conseil de préfecture; arrêté; référence à l'avis du tiers expert; motifs suffisants. — (<i>Sieurs Neirac et Combal contre compagnie des chemins de fer du Midi.</i>)	267	VII	816
2 juillet.	Voirie (grande). — Contravention. — Dépenses d'un canal navigable. — Plantation. — Arrêté préfectoral d'abatage; décision ministérielle confirmative. — Excès de pouvoirs. (<i>Sieur Fouques de Wagnonville.</i>)	268	VII	818
2 juillet.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Introduction de bestiaux sur la voie ferrée. — Mauvais état des			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1875	clôtures. — Pas de contravention. — (<i>Sieur Des- chateaux.</i>)	269	VII	821
9 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Répartition des eaux. — Pouvoirs du préfet. — Usages locaux. — (<i>Sieur Bassac pour la demoiselle Larcade.</i>)	270	VII	821
9 juillet.	Dettes de l'Etat. — Travaux publics. — Sommes dues à l'entrepreneur. — Prescription au profit de l'Etat. — Suspension des délais pendant la guerre de 1870. — (<i>Sieurs Pinchon, Croze et autres.</i>)	271	VII	823
9 juillet.	Marais (dessèchement des). — Travaux publics. — Rigoles d'écoulement. — Canal de la Haute- Deule, propriété de l'Etat. — Surélévation des eaux. — Inondations. — Dommage. — Respon- sabilité. — (<i>Sieur Schotsmans.</i>)	272	VII	826
9 juillet.	Communes. — Marché pour l'enlèvement des boues et immondices. — Gravier répandu. — (<i>Commune d'Esperax contre sieur Courrent.</i>)	273	VII	828
9 juillet.	Voirie (grande). — Rivière navigable. — Contra- vention. — Marchepied. — Quai projeté et dé- crété, mais non exécuté. — (<i>Sieur Planacas- sagne.</i>)	274	VII	829
23 juillet.	Ponts à péage. — Bacs. — Concession par l'Etat. — Pont nouveau. — Préjudice. — Indemnité. — Distance. — Zone de la concession. — Procédure. — Intervention admise des concessionnaires du nou- veau pont. — (<i>Sieurs Roux et autres (pont de Parentignat) contre sieurs Auger et Cohade.</i>) . .	275	VII	831
23 juillet.	Dommages. — Chemin de fer. — Bâtiments d'ex- ploitation. — Accès sur deux chemins. — Sup- pression de l'un des accès. — Indemnité. — (<i>Com- pagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre sieur Calvet.</i>) . .	276	VII	833
23 juillet.	Dommage. — Chemin de fer. — Avenue d'une gare. — Fermeture à l'une de ses extrémités; diminu- tion de largeur; accès et niveau non modifiés; circulation et communication non changées. — Pas d'indemnité. — Expertise. — Expert mandataire. — Allégation non justifiée. — (<i>Sieur et dame Eynard contre compagnie de Paris-Lyon-Mé- diterranée.</i>)	277	VII	835
30 juillet.	Cours d'eau. — Voirie (grande). — Fleuve. — En- digement. — Alluvions. — Jouissance. — Pro- priété. — Droit des riverains. — Pouvoirs de l'administration. — Procédure. — Recours au ministre. — Absence de décision dans les quatre mois. — Recours au Conseil d'Etat. — (<i>Dame Levacher.</i>)	278	VII	837

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
30 juillet.	Communes. — Etablissement d'une distribution d'eau et de gaz. — Provision allouée à l'entrepreneur en obligations au porteur. — Exécution vicieuse des travaux. — Qualité et quantité insuffisante des eaux. — Garantie d'un minimum de recettes. — Procédure. — Expertise. — Formalités substantielles. — Expert unique. — Parties non mises en demeure. — (<i>Ville de la Châtre contre sieurs Dalifol et Huet.</i>)			
31 juillet.	Compétence judiciaire ou administrative. — Ouvriers tués ou blessés par la chute d'un pont. — Pour-suites correctionnelles contre l'entrepreneur et les agents des ponts et chaussées. — (<i>Sieurs Pradines, Mancel et autres.</i>)	379	VII	839
6 août.	Occupation temporaire pour passage. — Propriété close. — Usages du pays. — Fleuve limitrophe. — Servitude de contre-balage. — Dépens. — (<i>Sieur Busquet de Gaumont.</i>)	380	VII	844
6 août.	Dommage. — Construction d'un pont. — Commerce de vins et débit de tabac. — Difficulté d'accès. — Impasse. — Indemnité. — Procédure. — Arrêt par défaut. — Opposition recevable. — (<i>Sieur Delarasse.</i>)	381	VII	846
6 août.	Dommage. — Construction d'un pont oblique. — Eaux rejetées sur les terrains voisins. — Corrosions; éboulements. — Indemnité. — Expertise. — Expert unique désigné sans mise en demeure. — Présence de la partie à l'expertise. — Serment. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Pourvoi. — Décision exécutée sans réserves. — Effet non suspensif. — (<i>Commune de Saint-Didier-de-Frémans, contre sieurs Bayet et Rérolle.</i>)	318	VII	881
7 août.	Entrepreneur. — Condamnation administrative. — Hypothèque. — Demande en radiation. — Compétence. — (<i>Sieur Chérel contre département de l'Eure.</i>)	319	VII	884
7 août.	Communes. — Captage d'une source. — Malfaçons. — Reconfec-tion des travaux. — Vices des plans successivement imposés par l'architecte à l'entrepreneur. — Responsabilité de l'architecte. — Entrepreneur non responsable. — Pourvois connexes; jonction. — (<i>Sieur Martin contre commune de Cernboing.</i>)	320	VII	887
7 août.	Dommage. — Travaux de grande voirie. — Expertise. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Coulon-Deruelle.</i>)	321	VII	888
12 nov.	Extraction de matériaux. — Fournisseur du pavé de Paris. — Autorisation. — Marché sans adjudication. — Procédure. — Conseiller de préfecture	322	VII	890

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1875 12 nov.	n'ayant pas assisté à toutes les audiences. — (Sieur Juigné.). Cours d'eau. — Dommage. — Association syndicale. — Rupture d'une digue. — Demande en rétablissement de travaux et indemnité. — Compétence. — Procédure. — Arrêté préparatoire. — Recours. — (Sieurs Jullien contre le syndicat des dignes du Reyran.).	323 324	VII VII	891 895
19 nov.	Dettes de l'Etat. — Chute d'un échafaudage. — Ouvrier tué. — Responsabilité. — Procédure. — Expertise non obligatoire. — (Dame veuve Zeig.).	326	VII	902
25 nov.	Avis du Conseil d'Etat sur le point de départ du délai de la déchéance quinquennale en matière de dommages causés à des usiniers par l'établissement de prises d'eau pour l'alimentation d'un canal de navigation.	7	VI	20
26 nov.	Algérie. — Concession. — Création de village. — Obligation de l'Etat. — Inexécution. — Indemnité. — Rejet par interprétation de l'acte de concession. — (Sieur Trémaux contre ministre de l'intérieur.).	327	VII	904
26 nov.	Algérie. — Travaux publics. — Dommage. — Rupture d'un barrage. — Indemnité. — Expertise. — Désaccord des experts. — Tierce expertise nécessaire. — Article 56 de la loi du 16 septembre 1807. — (Sieur Raveaud.).	328	VII	906
26 nov.	Ateliers insalubres. — Fermeture. — Préfet. — Intérêt de salubrité non engagé. — Exces de pouvoirs. — (1 ^{re} espèce : sieur Pariset; 2 ^e espèce : sieur Laumonier-Carriol.).	329	VII	908
26 nov.	Communes. — Taxe de pavage. — Ville de Paris. — Prescription triennale — Insuffisance des revenus. — Largeur de la voie à la charge des riverains. — Prix des travaux de premier pavage. — (Sieur Fournier.).	330	VII	912
26 nov.	Construction d'un pont. — Destruction. — Responsabilité. — Expertise. — (Sieur David contre préfet de la Haute-Garonne.).	331	VII	916
3 déc.	Dommages. — Désaccord des experts. — Nécessité d'une tierce expertise. — (Compagnie du chemin de fer du Nord.).	332	VII	917
10 déc.	Mise en régie et résiliation indûment prononcées. — Perte de bénéfices. — Indemnité. — Supplément d'instruction ordonnée par le Conseil d'Etat. — (Sieur Joret contre le département du Calvados.).	333	VII	918
10 déc.	Chemin de fer. — Retard dans la livraison des terrains par un département. — Indemnité. — Pro-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 10 déc.	cédure. — Conseil de préfecture. — Absence actuelle de litige : non-lieu à statuer. — (<i>Compagnie du chemin de fer du Tréport à Abancourt contre le département de la Seine-Inférieure</i>)	334	VII	921
10 déc.	Digue. — Destruction causée par des malfaçons et aggravées par des pluies torrentielles et une inondation. — Responsabilité. — (<i>Héritiers Mauger contre département du Calvados.</i>)	335	VII	925
10 déc.	Cours d'eau non navigables. — Dommage aux usines. — Dérivation d'un ruisseau. — Chemin de fer. — Indemnité. — (<i>Compagnie des chemins de fer de l'Ouest contre Germain-Fleury.</i>)	336	VII	927
10 déc.	Voirie (grande). — Rues de Paris. — Alignement. — Interdiction de construire et de louer. — Arrêté préfectoral rapporté. — Non-lieu à statuer sur le recours. — (<i>Sieur Pécourt.</i>)	337	VII	928
1876 7 janv.	Communes. — Frais de viabilité. — Subrogation des entrepreneurs aux droits de la ville de Paris. — (<i>Sieurs Tétu, Brunot et Brossonneau contre ville de Paris.</i>)	404	VII	1027
7 janv.	Construction de l'hospice général de Pellegrin à Bordeaux. — Entrepreneur. — Ajournement indéfini des travaux. — Résiliation; conséquences. — Indemnités diverses; cautionnement; retenues de garanties; intérêts; intérêts des intérêts. — (<i>Commission administrative des hospices civils de Bordeaux contre divers entrepreneurs.</i>)	405	VII	1041
14 janv.	Dommage. — Ville de Paris. — Difficulté d'accès. — Raccordement avec la voie publique. — Suppression de marches. — Interprétation d'une décision antérieure. — (<i>Dame veuve Souchay contre ville de Paris.</i>)	406	VII	1050
14 janv.	Voirie (grande). — Procédure. — Contravention. — Chemin de halage. — Pourvoi du ministre dans l'intérêt de la loi. — Délai. — Recevabilité. — (<i>Sieur Mignonneau.</i>)	407	VII	1058
14 janv.	Voirie (grande). — Rues de Paris. — Travaux confortatifs. — Contravention. — Démolition ordonnée. — (<i>Sieur Radiquet.</i>)	408	VII	1059
21 janv.	Dettes de l'Etat. — Voirie (grande). — Ports maritimes. — Police. — Mise à sec des bassins. — Echouement d'un navire. — Responsabilité du préjudice. — (<i>Sieurs Pesarési et Leva (navire Maria Sⁿ).</i>)	409	VII	1061
21 janv.	Légion d'honneur. — Droit au traitement. — Marine. — Conducteur des travaux hydrauliques. — (<i>Sieur Durel.</i>)	410	VII	1062
21 janv.	Procédure. — Entrepreneurs. — Décompte. — Département. — Hôtel de gendarmerie. — Contes-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 31 janv.	tation relative aux prix et aux métrages. — Désignation d'un expert unique par le conseil de préfecture. — Parties non appelées à s'entendre pour cette désignation. — Absence de consentement écrit. — Irrégularité. — (<i>Sieur Mercier contre le département des Deux-Sèvres.</i>).	411	VII	1064
31 janv.	Procédure. — Travaux publics. — Entrepreneurs. — Construction d'un canal. — Difficultés sur l'exécution de conventions avec l'Etat concernant l'allocation de subventions et la garantie du paiement des ouvrages. — Compétence du conseil de préfecture. — Double degré de juridiction. — Recours direct au Conseil d'Etat. — Non-recevabilité. — (<i>Sieur Garnier.</i>).	412	VII	1066
28 janv.	Communes. — Pavage. — Avis du Conseil d'Etat du 25 mars 1807, approuvé par l'Empereur. — Anciens usages. — Insuffisance des revenus ordinaires. — Procédure. — Onze pourvois semblables; jonction. — (<i>Ville de Vannes contre sieurs Pitel et autres, dames Cloirec et autres.</i>).	413	VII	1067
28 janv.	Entrepreneurs. — Décompte. — Canal. — Déblais mouillés et exécutés dans la vase. — Prétendus retards apportés aux travaux. — Délais d'exécution. — Transports omis. — Extraction de souches et fascines. — Obligation imposée de commencer les déblais dans une direction qui les a rendus plus onéreux. — Frais de régalage de remblais. — Déblais employés en remblais; prix spécial demandé. — Frais d'expertise — Procédure. — Conseil de préfecture. — Défaut de motifs prétendu. — (<i>Sieur Haudost-Sauvage.</i>). . .	414	VII	1071
28 janv.	Communes. — Entrepreneurs. — Décompte. — Réparations à un presbytère. — Caractère de travaux publics. — Compétence du conseil de préfecture. — Dépense supplémentaire; souscriptions volontaires; devis convenu avec le maire. — Nécessité urgente. — Travaux bien exécutés. — Obligation de payer. — Intérêts alloués en l'absence de demande. — (<i>Communes de Naves contre sieur Nadal.</i>).	405	VII	1073
28 janv.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Contravention prétendue. — Bestiaux. — Pommiers broutés. —	416	VII	1077

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876 4 fév.	Barrières non brisées. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Suriray.</i>)	417	VII	1079
4 fév.	Cours d'eau non navigables. — Barrage établi par un usinier. — Autorisation administrative. — Modifications ordonnées par décisions judiciaires au profit d'un propriétaire d'usine. — Arrêté du préfet prescrivant à l'usinier la remise du barrage en son ancien état. — Excès de pouvoirs. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Dépens contre l'Etat en matière d'autorisation sur les cours d'eau non navigables. — (<i>Sieur Turcat.</i>)	535	VII	1337
11 fév.	Dommages. — Raccordement des niveaux de deux rues : Gène momentanée. — Exhaussement du sol d'une rue : trottoir mis en contrebas. — Accès des maisons rendu difficile. — Intérêts des intérêts. — (1 ^{re} espèce, <i>sieur de Saint-Jorès</i> ; 2 ^e espèce, <i>sieur Jesson contre ville de Paris.</i>)	536	VII	1340
11 fév.	Ateliers insalubres (3 ^e classe). — Four à chaux permanent. — Autorisation refusée par le préfet, accordée par le Conseil d'Etat à des conditions déterminées dans la décision. — (<i>Sieur Le Boucher.</i>)	537	VII	1344
11 fév.	Communes. — Marché pour une distribution d'eau. — Inexécution; clause pénale; dommages-intérêts. — Droit pour la ville de reprendre l'usine; délai. — Expertise : experts nommés d'office : nullité. — Frais d'expertise. — Dépens. — (<i>Ville de Marquise.</i>)	538	VII	1345
11 fév.	Cours d'eau non navigables. — Existence ancienne. — Curage. — Arrêté préfectoral. — Lit primitif. — Pas d'excès de pouvoirs. — (<i>Sieur de Nédonchel.</i>)	539	VII	1348
11 fév.	Chemin de fer. — Occupation temporaire. — Etablissement d'une ligne provisoire de raccordement — Utilité publique non décrétée. — Règlement de l'indemnité. — Compétence judiciaire. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Nord.</i>)	540	VII	1350
11 fév.	Dommages. — Remblai de chemin de fer. — Dommages à un immeuble. — Inondation. — Dépréciation. — Chose jugée invoquée à tort. — Dommage nouveau : fixation de l'indemnité. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre sieur Bonnaud.</i>)	541	VII	1353
11 fév.	Voirie (grande). — Contravention. — Chemin de halage : travaux non confortatifs : distance légale : démolition. — (<i>Ministre des travaux publics contre Mozeret.</i>)	542	VII	1355
11 fév.	Algérie — Travaux publics. — Décompte. — Procédure : fins de non-recevoir. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Guide.</i>)	543	VII	1356

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876				
18 fév.	Pavage (taxe de premier pavage). — Paris, rue élargie d'un seul côté par suite d'alignement. — Participation du riverain opposé. — (<i>Compagnie des chemins de fer de l'Ouest contre ville de Paris.</i>)	544	VII	1364
18 fév.	Cours d'eau non navigables. — Cours d'eau naturel — Intérêt général; inondations : pouvoirs de police. — Roue motrice autorisée après enquête, à titre de tolérance; suppression sans enquête. — (<i>Sieur Bornet.</i>)	545	VII	1365
18 fév.	Cours d'eau non navigables. — Préfet : réparation d'une passerelle. — Absence d'intérêt général : excès de pouvoirs. — Dépens à la charge de l'Etat. — (<i>Dame d'Anselme de Puisaye.</i>)	546	VII	1367
18 fév.	Dettes de l'Etat. — Chemin de fer de l'Est. — Service des postes. — Traité à forfait : interruption pendant la guerre 1870-1871. — Non-lieu à réduction du forfait. — (<i>L'Etat contre la compagnie des chemins de fer de l'Est.</i>)	547	VII	1370
18 fév.	Décompte. — Moellons de qualité et prix supérieurs à ceux du devis. Emploi facultatif et non obligatoire. — Entrée en compte, mais seulement pour la quantité fournie. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Montalon.</i>)	548	VII	1372
18 fév.	Prises d'eau. — Dommage à une usine. — Indemnité. — Fixation du dommage causé par une autre prise. — Intérêts capitalisés. — Demande nouvelle. — Dommage éventuel : non-lieu à réserves. — (<i>Bergaret [héritiers].</i>)	549	VII	1374
25 fév.	Travaux de l'Etat. — Procédure. — Recours du ministre. — Conclusions prises par le préfet au nom de l'Etat devant le conseil de préfecture. — Rejet. — (<i>Ministre des travaux publics contre : 1° sieur Tournier; 2° sieurs Detat et Roxet.</i>)	550	VII	1377
25 fév.	Communes. — Construction d'une halle. — Augmentation du prix des matériaux. Résiliation. — Retards dans l'exécution : faute commune. — Expertise déclarée inutile. — (<i>Commune de Samatan contre sieur Duranton.</i>)	551	VII	1378
25 fév.	Communes. — Vérification confiée par le Conseil d'Etat à un ingénieur en chef. — Refus d'y procéder. — Nomination nouvelle laissée au choix du préfet. — (<i>Sieur Blondin contre communes de Corenc.</i>)	552	VII	1380
3 mars.	Cours d'eau non navigables. — Syndicat de Relizane. — Taxe d'irrigation. — Publication des rôles non justifiée. — Quittance des termes échus : taxe non payable par douzièmes. — Recours au			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876	Conseil d'Etat. — Procédure. — (<i>Sieur Chabert</i>).	553	VII	1381
3 mars.	Cours d'eau non navigables. — Travaux défensifs. — Syndicat. — Classement. — Périmètre. — Recours sans frais. — Pas de dépens. — (<i>Sieur de Bernis</i>).	554	VII	1383
3 mars.	Asile d'aliénés. — Décompte. — (<i>Sieur Giroux contre le département des Basses-Pyrénées</i>).	555	VII	1384
3 mars.	Communes. — Interruption des travaux. — Augmentation survenue dans les prix. — Augmentation proportionnelle des prix du devis. — Procédure. — Travaux imprévus. — Arrêté préparatoire. — (<i>Sieur Loyselet contre la commune de Poinson-les-Fayt</i>).	556	VII	1390
10 mars.	Dettes de l'Etat. — Accident causé par la chute d'un poteau télégraphique. — Force majeure. — (<i>Sieur Leborgne</i>).	557	VII	1392
10 mars.	Communes. — Chemins vicinaux. — Occupation de terrains. — Convention particulière; incompétence du conseil de préfecture. — Occupation régulièrement autorisée; appréciation de l'indemnité due. — (<i>Sieur de Moracin</i>).	558	VII	1393
10 mars.	Extraction de matériaux. — Compétence. — Valeur des matériaux extraits sur un terrain non exploité comme carrière. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Commune de Gamaches contre sieur Abt et C^e</i>).	559	VII	1396
10 mars.	Dommmages. — Ville de Paris. — Abaissement du sol des voies publiques. — Difficulté d'accès. — Indemnité. — Frais d'expertise. — Dépens. — (<i>Sieur Lefèvre contre la ville de Paris</i>).	560	VII	1401
17 mars.	Contributions directes (patentes). — Centimes additionnels. — Loi du 24 juillet 1873. — Chemins de fer. — Exemption. — Droit fixe. — Droits proportionnels dans diverses communes. — (<i>Ministre des finances contre compagnie Paris-Lyon-Méditerranée</i>).	561	VII	1403
17 mars.	Cours d'eau. — Dommage aux usines. — Etablissement de barrages mobiles. — Variations imprévues de niveau. — Mise en chômage. — Recours incident. — Recouvrabilité. — Prétendus avantages opposés en compensation du préjudice. — Droit à indemnité. — Dommages postérieurs à ceux qui ont fait l'objet de l'expertise. — Procédure. — Connexité : jonction. — (<i>Sieurs Roche, Meslans et autres, usiniers de Meaux</i>).	562	VII	1403
17 mars.	Dommmages. — Chemin de fer. — Dépôt de déblais. Dépréciation du terrain. — Pas de nécessité d'enlever les déblais. — Privation du revenu annuel. (<i>Compagnie du Nord contre sieur Villecot de Rinequesent</i>).	5	VIII	4

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876				
17 mars.	Endiguement du Var. — Reprise du matériel de l'entreprise par l'administration. — Expertise. — Appréciation de la valeur du matériel. — Etats dressés avant l'établissement de la régie et acceptés par les parties. — Pourvois généraux relatifs à la tierce-expertise et à la valeur d'une grue à vapeur. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Sarlin et Rabattu.</i>)	2	VIII	9
17 mars.	Endiguement du Var. — Reprise par l'Etat d'une grue à vapeur. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Sarlin et Rabattu.</i>)	3	VIII	13
17 mars.	Travaux d'endiguement du Var. — Décompte non critiqué par l'entrepreneur. — Demande d'indemnité pour emploi par l'administration de matériaux appartenant à l'entrepreneur. — (<i>Sieurs Sarlin et Rabattu.</i>)	4	VIII	14
17 mars.	Communes. — Honoraires d'expert. — Réduction par le conseil de préfecture. — Rémunération suffisante. — Procédure. — Pourvoi tardif. — Fin de non-recevoir écartée. — (<i>Sieur Pélessier contre Saint-Paul-d'Epis.</i>)	5	VIII	17
17 mars.	Domage. — Responsabilité. — Compétence. — Route thermale. — Travaux de canalisation. — Chute d'un bloc de rocher. — Dommages. — Indemnité allouée par le conseil de préfecture. — Recours de l'Etat. — Mise en cause de la commune. — Cause des dommages étrangers aux travaux publics. — Non-lieu à indemnité de ce chef. — Frais d'expertise. Dépens. — (<i>Ministre des travaux publics contre commune des Eaux-Bonnes et les époux Battault.</i>)	6	VIII	19
24 mars.	Supplément d'expertise ordonné par le conseil de préfecture. — Mesure d'instruction; arrêté préparatoire non susceptible d'un pourvoi spécial au Conseil d'Etat. (<i>Sieur Montjalon frères.</i>)	7	VIII	23
24 mars.	Commune. — Honoraires d'expert. — Réduction par le conseil de préfecture; rémunération insuffisante; augmentation par le Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Borrel.</i>)	8	VIII	23
24 mars.	Commune. — Décompte. — Prix des ouvrages imprévus; mode de règlement; assimilation. — Dommages-intérêts réclamés par l'entrepreneur pour retard dans l'achèvement des travaux. — Expertise — Transaction. — (<i>Sieur Mollard contre ville de Chambéry.</i>)	9	VIII	25
24 mars.	Commune. — Décompte. — (<i>Sieur Mollard contre commune de Saint-Pierre-d'Albigny.</i>)	10	VIII	26
24 mars.	Tierce expertise en matière de dommages causés			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876	par les travaux d'élargissement d'une route ther- male. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Menvielle.</i>).	11	VIII	31
31 mars.	Ville de Paris. — Taxe de balayage. — Taxe exa- gérée relativement à la valeur de l'immeuble. — Voies sablées et non balayées. — (<i>Sieur Bertin.</i>).	12	VIII	31
31 mars.	Ville de Paris. — Construction du collège Chaptal. — Intérêts des deux dixièmes du montant des mé- moires. — Recours incident. — Intérêts des som- mes dues à l'époque de la réalisation. — Dépens. — (<i>Sieurs Michau père et fils contre ville de Paris.</i>).	13	VIII	33
31 mars.	Ville de Paris. — Construction de l'église Saint- François-Xavier. — Résiliation. — Demande d'in- dennité. — Intérêts de sommes dues. — Re- cours incident. — Intérêts de la retenue de ga- rantie. — (<i>Sieurs Michau père et fils contre ville de Paris.</i>).	14	VIII	36
31 mars.	Communes. — Décompte. — Substitution réguliè- rement approuvée de chaux hydraulique à la chaux grasse, prévue au devis. — Dommages-intérêts pour retard dans l'exécution. — Retenue du ma- tériel de l'entrepreneur. — Résiliation. — De- mande en remboursement des droits d'enregistre- ment. — (<i>Sieur Sérail contre commune de Gi- gean.</i>).	15	VIII	40
31 mars.	Communes. — Chemins vicinaux. — Décompte. — Dommages-intérêts pour retards d'exécution par le fait de l'administration et réadjudication de l'en- treprise. — (<i>Sieur Montamat.</i>).	16	VIII	43
31 mars.	Dommages. — Chemins de fer. — Maison. — Réta- blissement de la maison dans son état ancien. — Indemnité à raison de cette dépense de la priva- tion de jouissance et des frais de toute nature. — Appréciation. — (<i>Compagnie du chemin de fer du Nord contre sieur Bollaert.</i>).	17	VIII	47
31 mars.	Dommages. — Chemin de fer. — Maison et ateliers. — Travaux de reconstruction et de remaniement. — Frais de déménagement et privation de joi- sissance. — Plus-value. — Appréciation par le conseil de préfecture. — Recours incident. — (<i>Com- pagnie du chemin de fer du Nord contre sieur Pelyt.</i>).	18	VIII	48
31 mars.	Dommages. — Chemins de fer. — Travaux d'a- grandissement d'une gare. — Jardin et pépinière. — Chute de matériaux. — Danger. — Dégâts — Perte de clientèle. — (<i>Compagnie de Paris- Lyon-Méditerranée contre sieur Nogaret.</i>).	19	VIII	49
31 mars.	Dommages. — Commune. — Voies publiques. — Travaux d'exhaussement. — Dommages. — Réta-			

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 7 avril.	blissement des accès. — Dépréciation de valeur locative. — Réparation équitable. — (<i>Dame veuve et sieur Azémard contre ville de Pontoise.</i>)	20	VIII	51
7 avril.	Communes. — Travaux publics. — Chemins vicinaux ordinaires. — Redressement. — Refus d'approbation par le conseil municipal. — Travaux exécutés. — Refus de paiement. — (<i>Commune d'Olméto contre sieur Pianelli.</i>)	21	VIII	53
7 avril.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Taxes. — 1 ^{re} et 2 ^e espèces : réclamation adressée au préfet. — Publication du rôle. — Délai. — (1 ^{re} espèce : <i>sieur Chazeaux.</i>) — (2 ^e espèce : <i>Ministre des travaux publics contre sieur Raville.</i>)	22	VIII	54
7 avril.	Cours d'eau non navigables. — Décompte. — Canal d'assainissement. — Fin de non-recevoir tirée de l'acceptation d'un décompte. — Changements aux prévisions du devis. — Travaux imprévus. — Demande d'indemnité pour inexécution de travaux prévus. — Non recevabilité du recours portant sur un chef renvoyé à l'examen d'experts. — Intérêts. — Non-lieu à la capitalisation. — (<i>Sieur Redon.</i>)	23	VIII	56
7 avril.	Cours d'eau navigables. — Construction d'une digue. — Réalisation par le fait de l'administration. — Indemnité due à l'entrepreneur. — Intérêts. — (<i>Sieur Rodarie.</i>)	24	VIII	61
7 avril.	Chemin de fer. — Réquisition par l'Etat, pour les travaux de balastage, du matériel des entrepreneurs. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Harel et C^e.</i>)	25	VIII	64
7 avril.	Communes. — Décompte. — Appréciation de prix. — Intérêts. — (<i>Ville de Bergerac contre sieurs Marionnet père et fils.</i>)	26	VIII	70
7 avril.	Extraction de matériaux pour l'entretien d'une route nationale. — Carrière en exploitation. — Application de la loi du 16 septembre 1807. — Prix courant du pays, abstraction faite de l'existence et des besoins de la route. — (<i>Sieur Pradelle contre sieur Reynaud.</i>)	27	VIII	73
7 avril.	Voirie (grande). — Contravention. — Abatage et enlèvement d'arbres sur le talus d'une route nationale. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Loisel.</i>)	28	VIII	74
7 avril.	Voirie (grande). — Chemins de fer. — Introduction de bestiaux sur la voie ferrée. — Mauvais état des clôtures. — Pas de contravention. — (<i>Ministre des travaux publics contre Lainé et Vespier.</i>)	29	VIII	76

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
28 avril.	Dommages. — Nécessité d'une expertise préalable. — Dérivation des sources de la Vanne par la ville de Paris. — (<i>Sieur Regnier contre ville de Paris.</i>)	30	VIII	78
28 avril.	Commune. — Décompte. — Dérivation et distribution d'eau. — (<i>Sieur Coste contre commune de Laudan.</i>)	31	VIII	80
5 mai.	Ville de Paris. — Premier pavage. — Insuffisance de revenus. — Voie élargie d'un seul côté. — Obligation du riverain opposé. — Elargissement dans le but d'embellissement. — Intérêt de la circulation. — Procédure. — 1 ^{re} et 2 ^e espèce. — (<i>Ville de Paris contre sieur Guyot-Sionnest et dame veuve Baudran.</i>)	32	VIII	83
5 mai.	Commune. — Droits de voirie. — Ville de Paris. — Réclamations. — Délai. — Poursuites. — Prescriptions. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieur Mosnier.</i>)	33	VIII	88
5 mai.	Cours d'eau non navigables. — Dommages aux usines. — Moulin. — Chômage. — Indemnité. — Consistance légale. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Arrêté régulier. — (<i>Sieur Rioussel.</i>)	34	VIII	91
5 mai.	Dettes de l'Etat. — Travaux publics. — Sommes dues pour avances de fonds. — Ordonnancement en 1868. — Prescription. — Suspension des délais pendant la guerre de 1870. — Demande de réordonnancement postérieure à l'expiration du nouveau délai. — Rejet. — (<i>Sieurs Gény et Dormont, liquidateurs de la société Guyard, Gény et C^e.</i>)	35	VIII	94
5 mai.	Augmentation des prix. — Demande en résiliation. — Travaux exécutés postérieurement. — Demande d'indemnité. — (<i>Sieur Grouzet.</i>)	36	VIII	96
5 mai.	Communes. — Chemins vicinaux. — Décompte. — Article 32 des clauses et conditions générales du 25 août 1833 applicables à l'entreprise. — Décompte. — Refus. — Motifs non déduits dans le délai de dix jours. Non-recevabilité de la réclamation. — (<i>Sieur Jigouzo contre la ville de Nantes.</i>)	37	VIII	98
12 mai.	Communes. — Ville de Paris. — Taxe de pavage. — Publication du rôle plusieurs années après l'exécution du pavage. — Réclamation. — Délai. — Changement de propriétaire. — Contribuable devenu propriétaire après l'achèvement des travaux. — Décharge. — (<i>Ville de Paris contre dame Pascal.</i>)	38	VIII	100
12 mai.	Communes. — Chemins vicinaux. — Alignement. — Arrêté de classement ne fixant pas les limites. — Construction. — Anticipation. — Procédure. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 12 mai.	Conseil d'Etat. — Anticipation sur un chemin vicinal. — Recours sans frais. — Pas de dépens. — (<i>Commune de Pithiviers-le-Vieil.</i>)	39	VIII	105
12 mai.	Dettes de l'Etat. — Faits de guerre. — Démolition d'un pont par ordre de l'autorité militaire. — Suspension du péage. — Demande d'indemnité par la compagnie concessionnaire. — Force majeure. — (<i>Compagnie des ponts de Billancourt et du Bas-Meudon.</i>)	40	VIII	106
12 mai.	Communes. — Construction d'un abattoir. — Responsabilité de l'architecte et de l'entrepreneur. — Procédure. — Expertise non obligatoire. — Visite des lieux. — Défaut de procès-verbal régulier. — (<i>Ville de Louviers.</i>)	41	VIII	108
12 mai.	Chemin de fer. — Dommages. — Expropriation. — Décision du jury. — Dommages postérieurs. — Dommages antérieurs. — Réclamations nécessitant l'interprétation de la décision du jury. — Travaux ordonnés par le conseil de préfecture. — Remboursement avec intérêts des sommes payées en trop. — Frais. — Dépens. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Assénat.</i>)	42	VIII	110
12 mai.	Grande voirie. — Rivières navigables. — Pont d'un chemin de fer détruit par l'autorité militaire. — Reconstruction sans enlèvement des débris. Perte d'un bateau par suite d'un choc contre ces débris. — Responsabilité. — Compétence. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Piketti.</i>)	43	VIII	115
19 mai.	Cours d'eau. — Travaux défensifs. — Digue. — Syndicat. — Répartition de dépenses. — Réclamation. — Compétence. — Expertise demandée devant le conseil de préfecture. — Renvoi devant ce conseil. — Dépens. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Nord contre syndicat du Mol-lenet.</i>)	45	VIII	122
19 mai.	Dommages. — Extraction de matériaux pour la construction d'un chemin de fer. — Carrière en exploitation. — Indemnité. — Valeur des matériaux. — (<i>Sieur Bertrandon.</i>)	46	VIII	124
19 mai.	Veirie (grande). — Contravention. — Port. — Dépôt de bois autorisé pour un temps déterminé. — Vente des bois et défaut d'enlèvement avant l'expiration du délai. — Contravention non commise par le vendeur. — Défaut de poursuites contre l'acheteur. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Goacolon.</i>)	47	VIII	126

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
26 mai.	Patente (Algérie). — Droit proportionnel. — Chemins de fer. — Locaux imposables. — Citernes. — Logement du chef de gare. — Désistement. — Non-lieu à statuer. — Appréciation de valeur locative. — Frais d'expertise. — Procédure. — Double degré de juridiction. — (<i>Ministre de l'intérieur contre compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	48	VIII	128
2 juin.	Algérie. — Fortifications de Bougie. — Devis général des travaux du génie rendu applicable à l'entreprise. — Indemnités diverses. — Procédure. — Pourvois connexes. — (<i>Ministre de la guerre contre sieur Fabre.</i>)	238	VIII	550
2 juin.	Extraction de matériaux. — Carrière en exploitation. — Valeur des matériaux extraits. — Convention privée. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieur Abougit contre sieurs Brunet, Varigand et C^e.</i>)	239	VIII	554
2 juin.	Communes. — Chemin vicinal de grande communication. — Conditions générales du 16 novembre 1866, articles 30 et 34. — (<i>Sieur Blanc.</i>)	240	VIII	556
2 juin.	Dommages. — Raccordement d'une gare avec un quai. — Remblai. — Propriété placée en contre-bas. — Décision du jury d'expropriation. — (<i>Compagnie du chemin de fer du Nord contre dume veuve Lélendart.</i>)	241	VIII	560
9 juin.	Communes. — Eclairage au gaz. — Expiration du traité. — Effet quant au droit à l'éclairage privé. — Interprétation d'une disposition du traité. — (<i>Ville de Crest contre sieur Tacussel.</i>)	242	VIII	561
9 juin.	Communes. — Places publiques. — Plan général d'alignement. — Réserve relative à la place située autour de l'Eglise. — Alignement délivré par le maire sans tenir compte de la réserve. — Annulation de l'arrêté du maire. — Procédure. — Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Morel contre la fabrique de l'église de Saint-Méloir-des-Andes.</i>)	243	VIII	563
9 juin.	Cours d'eau non navigables. — Irrigation. — Partage des eaux entre deux syndicats. — Arrêté préfectoral. — Intérêt privé. — Excès de pouvoirs. — (<i>Syndicat du canal de Nivolas.</i>) . . .	244	VIII	567
9 juin.	Travaux publics et expropriation. — Cours d'eau. — Dommage aux usines. — Compétence judiciaire ou administrative. — Canal Saint-Martin. — Mise en chômage en vue de l'exécution de travaux d'utilité publique. — Jugement d'expropriation. — Conseil de préfecture incompétent. — (<i>Ville de Paris contre sieur Digonnet-Thiange.</i>)	245	VIII	568
9 juin.	Entrepreneurs. — Décompte. — Travaux d'établissement de biefs de canaux. — Dettes de l'Etat.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876				
9 juin.	— Demande de paiement par un entrepreneur de travaux publics. — Déchéance opposée. — (<i>Sieur Quéret.</i>)	246	VIII	571
9 juin.	Entrepreneurs. — Décompte. — Commune. — Constructions de théâtre. — (<i>Sieur Aubert contre ville d'Angers.</i>)	247	VIII	577
9 juin.	Dommages. — Courants d'air souterrains interceptés dans une cave servant à la fabrication du fromage de Roquefort. — Réserve expresse faite par le jury d'expropriation. — Indemnité. — Procédure. — Intérêts. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi contre sieur Bergonnier.</i>)	248	VIII	580
9 juin.	Voirie (grande). — Ports maritimes. — Tempête. — Navire. — Dommage à une jetée. — Force majeure. — Responsabilité. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Maryn; navire le Jean-Bart.</i>)	249	VIII	583
16 juin.	Algérie. — Travaux publics. — Entrepreneurs. — Décompte. — Entretien de route. — (<i>Sieur Rouzaud.</i>)	250	VIII	585
16 juin.	Cours d'eau non navigables. — Amélioration et entretien d'un canal. — Usine. — Force motrice non utilisée, mais utilisable. — Contributions aux dépenses. — Recours d'un associé. — Recevabilité. — (<i>Sieur Vassal.</i>)	251	VIII	589
16 juin.	Cours d'eau non navigables. — Association syndicale. — Curage. — Frais d'expertise. — Réduction obtenue. — Réimposition partielle, par un rôle ultérieur, du contribuable dégrevé. — Décharge. — (<i>Sieur Locquin et autres; syndicat de l'Izeure.</i>)	252	VIII	590
16 juin.	Communes. — Convention entre une ville et une compagnie propriétaire d'un canal, pour la construction d'un pont sur ce canal. — Entrepreneurs. — Demande en résiliation formée contre la ville. — Appel et garantie des compagnies. — Compétence. — (<i>Canal du Midi contre ville de Toulouse.</i>)	253	VIII	592
16 juin.	Entrepreneurs. — Décompte. — Construction de pont. — (<i>Sieur Grias.</i>)	254	VIII	594
16 juin.	Communes. — Entrepreneurs. — Construction de clocher. — Travaux non autorisés. — Résiliation prononcée par le conseil de préfecture. — Demande d'achèvement des travaux par la commune. — Chose jugée. — Prix des matériaux approvisionnés par ordre de l'architecte; paiement dû. — (<i>Commune de Plouagat contre sieur Bara-toux.</i>)	255	VIII	601
16 juin.	Communes. — Construction de maison d'école. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876	Dégrada-tions. — Responsabilité de l'architecte. — Dommages-intérêts envers la commune. — Expertise antérieure à la mise en cause d'une partie. — Expertise annulée. — (<i>Sieur Colombier contre communs d'Arzens.</i>)	286	VIII	648
16 juin.	Dommages. — Canal. — Filtrations. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Demande d'indemnité pour détérioration de récoltes par suite de travaux publics. — Recours du ministre en interprétation. — Compétence du conseil de préfecture. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur de la Loyère.</i>)	287	VIII	652
16 juin.	Dommages. — Canal. — Infiltration d'eau. — Maison rendue humide. — Demande d'exécution de travaux prévus par les experts; incompétence de la juridiction contentieuse. — Intérêts et intérêts des intérêts. — Frais d'expertise. — (<i>Sieur Ollagnier contre ville de Marseille.</i>)	288	VIII	654
16 juin.	Dommages. — Voirie (grande). — Rues de Paris. — Exhaussement du sol de la voie publique. — Poussée des terres. — Mur de clôture. — Précedent arrêt du Conseil d'Etat. — Conseil de préfecture, droit d'interprétation. — (<i>Sieur Grandjean contre ville de Paris.</i>)	289	VIII	657
16 juin.	Voirie (Grande). — Fleuves. — Arrêté préfectoral de délimitation partielle. — Excès de pouvoirs prétendu. — Arbres coupés ou élagués. — Contravention. — Amende. — (<i>Sieurs Beauchot, Beuussire et autres.</i>)	290	VIII	659
16 juin.	Voirie (Grande). — Route nationale. — Aqueduc bouché. — Contravention. — (<i>Dame veuve Denobilit.</i>)	291	VIII	663
16 juin.	Voirie (Grande). — Route nationale. — Dépôt de matériaux. — Propriétaire et entrepreneur. — Responsabilité du propriétaire. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Valette et Champeval.</i>)	292	VIII	664
16 juin.	Voirie (Grande). — Rue de Paris. — Nivellement donné en vue de l'abaissement du sol d'une rue. — Niveau non modifié. — Dommage. — Demande en indemnité. — (<i>Sieur Foussier contre ville de Paris.</i>)	293	VIII	666
23 juin.	Algérie. — Travaux publics. — Extraction de matériaux. — Indemnité calculée à raison de la valeur réelle des matériaux d'après leur destination naturelle (pierre de taille), et non d'après l'emploi qui en a été fait dans les travaux (ballast). — Capitalisation des intérêts au taux de l'Algérie. (<i>Villeneuve frères contre Poirié.</i>)	294	VIII	668
23 juin.	Communes. — Agent voyer. — Honoraires. — Con-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 23 juin.	struction d'école : premier projet. — Deuxième projet réduit — Honoraires basés sur la moyenne entre les deux projets. — Plans incomplets. — Chemin vicinal transformé en boulevard. — Travaux rentrant dans les attributions d'agent voyer. — Pas d'honoraires. — (<i>Héritiers Sauger contre commune de Châteaurenault.</i>).	295	VIII	671
30 juin.	Travaux publics. — Dommage. — Travaux de grande voirie. — Expertise. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Gouaux.</i>).	296	VIII	674
30 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Expertise postérieure de plusieurs années aux dégradations : moyens de vérification suffisants. — (<i>Sieur Bourdon.</i>).	297	VIII	675
30 juin.	Cours d'eau. — Rivière navigable. — Usine. — Chômage temporaire. — Travaux dans l'intérêt exclusif de la navigation. — Propriétaires et fermiers. — Indemnités distinctes. — Procédure ; conseil de préfecture. — Arrêté. — (<i>Compagnie des moulins de Moissac.</i>).	298	VIII	677
30 juin.	Cours d'eau non navigables. — Création d'un nouveau lit. — Ancien lit. — Curage ordonné par le préfet conformément aux usages. — Contestation sur le montant de la taxe : expertise ordonnée. — (<i>Sieur Reynaud.</i>).	299	VIII	680
30 juin.	Travaux publics. — Retards dans les paiements. — Acceptation sans réserve du solde de l'entreprise : pas d'indemnité. — Procédure : arrêté. — Recours sans objet. — (<i>Ministre de l'instruction publique contre sieur Delinière.</i>).	300	VIII	681
30 juin.	Décompte. — Eglise. — Restauration. — (<i>Sieur Pupin contre commune d'Octeville.</i>).	301	VIII	683
30 juin.	Communes. — Fontaines : débit insuffisant : vice du plan. — Responsabilité de l'architecte. — Indemnité réduite. — (<i>Héritiers Servas contre sieur Hézard et la commune d'Autrey-les-Cerre.</i>).	302	VIII	693
30 juin.	Nouvel Hôtel-Dieu de Paris. — Travaux exécutés : règlement tardif des mémoires : expertise ordonnée. — (<i>Divers entrepreneurs contre l'administration de l'Assistance publique de Paris.</i>).	303	VIII	695
30 juin.	Voie (grande). — Abandon d'un navire échoué dans un chenal. Relèvement. — Offre de concours du capitaine et des armateurs. — Exécution par les ingénieurs de l'Etat. — Absence de mise en demeure. — Pas de contravention. — (<i>Sieurs Gaudet frères.</i>).	304	VIII	706
7 juillet.	Communes. — Traitement pour l'éclairage par le gaz. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876	Durée de l'éclairage. — Interprétation du cahier des charges. — (<i>Compagnie centrale d'éclairage et de chauffage par le gaz contre communes de Saint-Servan et de Saint-Malo.</i>).	305	VIII	709
7 juillet.	Communes. — Construction et entretien des chemins vicinaux et promenades publiques de Nantes. — Décompte. — Procédure. — Omission de statuer. — Suppression d'un passage de mémoire. — (<i>Sieur Jigouzo contre ville de Nantes.</i>).	306	VIII	714
7 juillet.	Communes. — Erreur matérielle contenue dans la copie du cahier des charges. — Travaux de pavage obligatoires pour l'entrepreneur d'après le texte original. — (<i>Sieur Legrand.</i>).	307	VIII	724
7 juillet.	Canal de dérivation. — Inexécution d'une partie des travaux. — Mise en demeure. — Caractère de cette mesure. — Recours non recevable. — Intervention. — (<i>The Credit foncier of England contre sieur de Panissr.</i>).	308	VIII	726
7 juillet.	Chemin de fer. — Entretien d'un chemin latéral. — Effet et caractère d'une mise en demeure. — Compétence. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>).	315	VIII	769
7 juillet.	Voirie (grande). — Domaine public. — Rivières navigables. — Terrain d'alluvion. — Question de propriété. — Compétence judiciaire. — Plus-value. — Commission spéciale. — (<i>Sieur Levailant et dame de Caraman.</i>).	316	VIII	771
14 juillet.	Communes. — Ville de Paris. — Taxes de pavage. — Insuffisance des revenus. — Carrefour. — (<i>Dame Gros.</i>).	317	VIII	773
14 juillet.	Commune. — Nivellement. — Dommage. — Renonciation préalable à indemnité. — Retards dans l'exécution. — Indemnité. — Responsabilité. — (<i>Sieur Lejeune contre sieur Veirane et ville de Marseille.</i>).	318	VIII	776
14 juillet.	Commune. — Distribution d'eaux. — Vices des plans. — Exécution défectueuse et malfaçons. — Procédure. — (<i>Ville de Nogent-sur-Seine contre sieur Durenne.</i>).	319	VIII	780
14 juillet.	Eaux minérales. — Bien d'hospice. — Bail à ferme. — Compétence. — Travaux à exécuter. — Délai. — Clause pénale. — Mise en demeure. — Notification. — Résiliation. — (<i>Commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy contre sieurs Duquaire et Fassy.</i>).	320	VIII	782
14 juillet.	Compétence. — Occupation. — Caractère définitif. — Indemnité. — Incompétence du conseil de préfecture. — Expropriation. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Expitulier.</i>).	321	VIII	789

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 14 juillet.	Voirie (grande). — Contravention. — Immeuble sujet à reculement. — Travaux confortatifs. — Procédure. — Notification sans réserves et recours par la même partie. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Leroy.</i>)	322	VIII	791
21 juillet.	Compétence. — Dommage. — Domaine de l'Etat. — Expropriation. — Cession amiable. — Interprétation. — Compétence. — Dommage. — Procédure : jonction. — (<i>Ministres de la marine et des finances contre ville de Brest.</i>)	323	VIII	793
28 juillet.	Commune. — Ville de Paris. — Taxe de pavage. — Trottoirs. — Réclamation sur papier non timbré, reproduite sur timbre. — (<i>Ville de Paris contre sieur Maujan.</i>)	324	VIII	796
28 juillet.	Cours d'eau. — Syndicat de la Durance à Pertuis. — Taxes. — Bases de la répartition. — Inobservation des règles. — Procédure. — Demande tardive. — (<i>Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	325	VIII	797
28 juillet.	Dommage. — Travaux de curage. — Dommage causé à des digues. — Propriétés envahies par les eaux de la mer. — Indemnité accordée par le ministre. — Dommages nouveaux. — Droit de réclamer. — Nécessité d'une expertise. — (<i>Sieur de Senneville.</i>)	326	VIII	800
28 juillet.	Dommages. — Verrerie. — Poussière. — Humidité. — Expertise. — Dommages non établis. — Intérêts des intérêts. — (<i>Dames Rivière.</i>)	327	VIII	803
28 juillet.	Grande voirie. — Route nationale. — Chemin de fer. — Déviation d'une route. — Parcelles déclassées et vendues. — Attribution du prix à l'Etat. — (<i>Ministre des finances contre compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	328	VIII	805
4 août.	Communes. — Chemin vicinal : anticipation prétendue. — Contravention. — Compétence du conseil de préfecture. — Injonction du maire de supprimer des bornes : caractère de simple injonction. — Refus d'annulation par le préfet. — Pas de recours pour excès de pouvoir. — (<i>Sieur Noyelle.</i>)	330	VIII	815
4 août.	Communes. — Chemins vicinaux. — Anticipation. Largeur. — Arrêté préfectoral. — Augmentation par la commission départementale postérieurement à la construction : pas de contravention. — Démolition prononcée à tort : indemnité : compétence judiciaire. — Procédure. — (<i>Sieur Ghignini.</i>)	331	VIII	816

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
1876				
4 août.	Communes. — Taxe de pavage. — Réclamation. — Délai de trois mois. — Paiement d'annuités. — Connaissance acquise. — Déchéance. — (<i>Ville de Paris contre sieur Michon.</i>)	332	VIII	819
4 août.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Contrôle du pouvoir éclairant. — Avertissement du jour et de l'heure des expériences. — (<i>Ville d'Amiens contre compagnie du gaz.</i>)	333	VIII	820
4 août.	Cours d'eau non navigables. — Usines. — Curage. — Degré d'intérêt. — Réclamation. — Compétence. — (<i>Sieur Lhotte.</i>)	334	VIII	822
4 août.	Compétence. — Manufactures d'armes de Saint-Etienne. — Travaux de maçonnerie. — Difficultés imprévues. — Indemnité. — Refus du ministre. — Pas de recours direct au Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Chabert contre le ministre de la guerre.</i>)	335	VIII	824
4 août.	Compétence. — Chemin de fer. — Communes. — Chemin imposé à une compagnie par le ministre. — Inexécution. — Recours de la commune au contentieux. — Non-recevabilité. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Manduel.</i>)	336	VIII	825
4 août.	Compétence. — Communes. — Rupture des conduites d'eau. — Lavoir particulier. — Branchement. — Dommage. — Incompétence du conseil de préfecture. — (<i>Ville de Paris contre sieur Verbois.</i>)	337	VIII	828
4 août.	Commune. — Eglise. — Décompte. — Déggradations. — Entrepreneur. — Responsabilité. — Adjudication régulière. — Travaux exécutés conformément aux prescriptions du cahier des charges : pas de malfaçons : entrepreneur non responsable. — Retards dans les paiements : intérêts du jour de la demande ; pas de dommages-intérêts. — (<i>Fabrique de la paroisse de Coussa.</i>)	338	VIII	829
4 août.	Grande voirie. — Communes. — Dommages. — Plus-value. — Compensation. — (<i>Commune de Martigny contre Marchand et Leleux.</i>)	624	VIII	1571
4 août.	Grande voirie. — Ligne de séparation de la mer et de rivière. — Réserve du droit des tiers : recours non recevable. — (<i>Sieur Courage Du Parc.</i>) . .	625	VIII	1572
4 août.	Grande voirie. — Chemin de fer. — Contravention au cahier des charges ou aux décisions rendues en exécution des clauses dudit cahier. — Conseil de préfecture. — Amendes multiples. — Réduction. — Pourvois connexes. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Lille à Valenciennes.</i>)	626	VIII	1574
10 nov.	Ouverture d'un souterrain. — Décompte. — Travaux imprévus. — Expertise. — (<i>1^{re} espèce, sieur Ser-ratrice ; 2^e espèce, sieur Sarlat.</i>)	627	VIII	1578

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 10 nov.	Domages. — Ville de Paris. — Rue exhaussee. — — Difficulté d'accès. — Indemnité. — Travaux de raccordement à effectuer. — Sursis à statuer sur l'indemnité y afférente. — (<i>Sieur Bonnefous.</i> <i>Compagnie l'Urbaine contre ville de Paris.</i>) . . .	628	VIII	1595
10 nov.	Grande voirie. — Routes départementales. — Dé- classement général. — Classement comme che- mins vicinaux de grande communication de pre- mière classe. — Recours d'une commune imposée d'office pour contribution aux frais d'entretien des chemins. — (<i>Ville de Bayeux.</i>)	629	VIII	1596
17 nov.	Domages. — Communes. — Construction d'égouts — Appréciation du dommage. — Indemnité. — Frais d'expertise. — (<i>Demoiselle Jollivet.</i>) . . .	630	VIII	1600
17 nov.	Grande voirie. — Chemin de fer. — Contravention. Clôture discontinue. — Droit de poursuite. — Dé- pens. — (<i>Ministre des travaux publics contre</i> <i>Champieux.</i>)	631	VIII	1602
17 nov.	Grande voirie. — Chemin de fer. — Contravention — Procédure. — Poursuites. — Défaut de qualité. — Délai. — Déchéance. — (<i>Sieur Mercier et</i> <i>dame veuve Goulencourt.</i>)	632	VIII	1603
24 nov.	Cours d'eau. — Chemin de halage. — Travaux au- torisés par le préfet. — Annulation de l'autorisa- tion par le ministre. — Recours non recevable. — Intervention. — Dépens. — (<i>Sieur Ménier contre</i> <i>sieur Carteron.</i>)	633	VIII	1604
24 nov.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Canal de dérivation. — Ancien lit abandonné. — Réparti- tion des frais du curage. — Propriétaires rive- rains. — Usiniers. — Absence d'ancien règlement ou d'usage local. — Décharge. — Frais de tim- bre. — (<i>Sieurs Villedary Dumas et autres.</i>) . . .	634	VIII	1606
24 nov.	Entrepreneurs. — Responsabilité décennale. — Dé- gradations aux perrons d'un hôtel de la préfecture. — Procédure. — Omission à statuer sur un chef de conclusions. — Renvoi à se pourvoir devant le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Boizard contre</i> <i>département de la Haute-Marne.</i>)	635	VIII	1608
24 nov.	Décompte. — Route. — Déblais. — Attachements. Acceptation. — Plus-value pour un travail utile. — Résiliation. — Indemnité. — Procédure. — (<i>Ministère des travaux publics contre sieur</i> <i>Gianoli.</i>)	636	VIII	1611
24 nov.	Communes. — Eglise. — Retard dans l'exécution. — Résiliation au profit de l'entrepreneur. — (<i>Sieur Monge.</i>)	637	VIII	1616
24 nov.	Domages. — Rues de Paris. — Travaux de nivel-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876 1 ^{er} déc.	lement. — Indemnité. — Engagement pris par le concessionnaire des travaux. — (<i>Sieur Georget contre ville de Paris</i>).	638	VIII	1617
1 ^{er} déc.	Cours d'eau non navigables. — Moulin. — Dérivation. — Seuils fixes. — Niveau. — Pouvoirs du préfet. — (<i>Sieurs Jacquot ; mineurs Richard</i>). . .	639	VIII	1620
1 ^{er} déc.	Communes. — Construction d'un pont sur un chemin vicinal de grande communication. — Décompte. — (<i>Sieur Primet</i>).	640	VIII	1621
1 ^{er} déc.	Communes. — Dommages. — Travaux de prolongement d'une rue. — Riverain non propriétaire à l'époque de l'exécution des travaux. — Demande d'indemnité. — (<i>Commune de Tlemcen contre sieur Monnier</i>).	641	VIII	1624
8 déc.	Algérie. — Communes. — Traité pour l'éclairage par le gaz. — Minimum de consommation par bec et par année. — Renonciation pour deux années au droit d'exiger le minimum de consommation. — Droit à indemnité pour la période postérieure. — (<i>Compagnie centrale du gaz contre ville de Blidah</i>).	642	VIII	1626
8 déc.	Dessèchement de marais. — Classification des fonds desséchés. — Expertise. — Tiers expert ayant procédé seul. — (<i>Syndicat des marais de Beuvry contre sieurs Dufour, Lecasne et autres</i>). . .	643	VIII	1630
8 déc.	Communes. — Construction d'église. — Décompte. — Régularité de l'expertise. — Procédure. — 1 ^{re} Composition du conseil de préfecture. — Membre du conseil général. — 2 ^{es} Réserves relatives à des frais indéterminés. — Frais d'expertise. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Guggione contre commune de Champagne</i>).	644	VIII	1631
8 déc.	Cours d'eau. — Travaux publics. — Dommages aux usines. — Existence légale. — Prise d'eau. — Alimentation de canaux et d'une ville. — Utilité publique. — (<i>Sieur Pommier contre ville de Paris</i>).	645	VIII	1636
8 déc.	Dommages — Impasse livrée à la circulation et entretenue par la ville — Nivellement. — Indemnité. — Plus-value. — Appréciation. — (<i>Ville de Marseille contre sieurs Chabrière, Vitalis et autres</i>). . .	646	VIII	1638
8 déc.	Grande voirie. — Alignement. — Permission donnée par le maire. — Contravention. — Démolition. — Plan d'alignement. — Projet de modification. — (<i>Sieur F. rner</i>).	647	VIII	1641
8 déc.	Grande voirie. — Chemin de fer. — Travaux complémentaires. — Approbation. — Evaluation. — Décret. — Fixation définitive. — Ministre. — (<i>Compagnie du chemin de fer du Nord</i>). . .	648	VIII	1642
15 déc.	Contributions directes (Mob.). — Valeur locative. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 15 déc.	Ingénieur des ponts et chaussées. — Habitation personnelle. — Bureaux. — Cabinet de travail. — Frais d'expertise. — (<i>Sieur Boyeldieu.</i>)	649	VIII	1643
15 déc.	Cours d'eau non navigables. — Travaux d'assainissement. — Syndicat. — Taxe. — Rôle de répartition. — Contestation sur l'utilité des travaux. — Dépenses payées à l'aide d'un emprunt. — (<i>Sieur Le Conte.</i>)	650	VIII	1646
15 déc.	Eaux minérales. — Etablissement d'un périmètre de protection. — Travaux antérieurs. — Continuation. — Demande d'autorisation. — Rejet. — Recours pour excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Dubois.</i>) .	651	VIII	1649
15 déc.	Compétence. — Chemins de fer. — Dommages. — Expropriation. — Décision du jury. — Interprétation. — Procédure. — Appel au Conseil d'Etat. — Chose jugée — Expertise. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Reynaud, Bruyas et autres.</i>) . .	652	VIII	1652
15 déc.	Extraction de matériaux. — Autorisation. — Recours pour excès de pouvoirs. — Non-recevabilité. — Compétence du conseil de préfecture. — (<i>Sieur Baroux.</i>)	653	VIII	1656
15 déc.	Occupation temporaire. — Evaluation de l'indemnité. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Mémoire produit avant l'audience. — Recevabilité. Vice de forme. — Frais d'expertise. — (<i>Sieur Jeantieu contre sieur et dame Devey-Bertram.</i>) .	654	VIII	1658
15 déc.	Grande voirie. — Chemin de fer. — Bestiaux sur la voie ferrée. — Clôture. — Contravention. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Crusard.</i>)	655	VIII	1661
22 déc.	Cours d'eau. — Travaux défensifs. — Répartition de la dépense. — Régularité. — Prescription en trois ans. — (<i>Sieur Moutet-Thoret.</i>)	657	VIII	1665
22 déc.	Dommages. — Communes. — Travaux destinés à assurer l'écoulement des eaux d'une rue. — Maison riveraine. — Indemnité. — Appréciation du conseil de préfecture maintenue. — (<i>Commune de Maisons-Laffite contre sieur Redon de Jacquemin.</i>)	658	VIII	1666
22 déc.	Canal de Haute-Marne. — Décompte. — Procédure. — Règle de deux degrés de juridiction. — Demande en suppression d'un rapport comme injurieux et diffamatoire. — (<i>Sieurs Croze, Pinchon et Durif.</i>)	659	VIII	1668
29 déc.	Barrages. — Décompte. — Expertise. — (<i>Sieur Dupond.</i>)	660	VIII	1677
29 déc.	Travaux publics. — Décompte. — Résiliation par suite d'augmentation dans la distance moyenne			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876 29 déc.	des transports. — Indemnité. — Faits personnels reprochés aux agents de l'administration. — Incompétence du conseil de préfecture. — (<i>Sieur Dalby</i>).	661	VIII	1687
1877 5 janv.	Route nationale. — Rectification. — Augmentation d'une certaine nature de travaux. — Supplément de prix. — Retard dans les paiements. — Insuffisance des crédits. — Suspension des travaux. — Pas d'indemnité. — Procédure. — (<i>Sieur Chevalier</i>).	662	VIII	1691
5 janv.	Communes. — Chemins vicinaux. — Classement. — Routes départementales. — Excès de pouvoirs. — Subventions spéciales. — Réclamation prématurée. (<i>Sieurs Beaumini, Bolikowski et autres</i>).	430	VII	1096
5 janv.	Construction d'un port. — Résiliation. — Indemnité. — Privation de bénéfices. — Reprises du matériel par l'Etat. — Intérêts; point de départ. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Ladouceur</i>).	431	VII	1100
5 janv.	Dommages. — Locataire de carrière; difficultés d'accès. — Expropriation. — Décision du jury. — Interprétation judiciaire. — Dommage éventuel réservé. — Indemnité. — Compétence administrative. — (<i>Compagnie des chemins de fer de P.-L.-M. contre sieur Guglielminoti</i>).	432	VII	1105
5 janv.	Voirie (grande). — Contravention. — Fleuve. — Arbustes coupés et brisés par un cheval. — Maître responsable. — Amende. — Dommages-intérêts. — Procédure. — Procès-verbal non notifié dans le mois de sa date. — (<i>Sieur Durillon</i>).	433	VII	1108
5 janv.	Voirie (grande). — Contravention. — Dépendances d'un fleuve. — Coupe d'herbes et d'osiers. — Prescription d'un an. — Dépens. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Martin, Letellier et autres</i>).	434	VII	1110
5 janv.	Voirie (grande). — Contravention. — Rives et berges d'un fleuve. — Coupes d'herbes. — Question de propriété. — Sursis. — Pas d'amende. — Dommages-intérêts. — Frais. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Martin, Letellier et autres</i>).	435	VII	1112
5 janv.	Voirie (grande). — Contravention. — Dépendances d'un fleuve. — Digue. — Coupes d'herbes plantées. — Amende et frais. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Delavigne et Mercier</i>).	436	VIII	1116
12 janv.	Décompte. — Mise en régie. — Réadjudication. — Soumissionnaires non admis. — Intérêts. — Capitalisation. — Procédure. — Connexité : jonction. — Conseil de préfecture; composition; communi-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1877	cation du dossier : arrêté par défaut : observations à fin de sursis; absence de mémoire écrit : opposition recevable. — (<i>Sieur Guernet contre le département des Landes.</i>)	437	VII	1117
19 janv.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Ruisseau comblé. — Rétablissement d'office aux frais des propriétaires. — Emplacement contesté. — Compétence. — (<i>Ministre des travaux publics contre dame veuve Michaux.</i>)	438	VII	1128
19 janv.	Décompte. — Palais de justice. — Travaux distraits de l'entreprise. — Privation de bénéfices. — Indemnité. — (<i>Sieur Berneau.</i>)	439	VII	1130
19 janv.	Voirie (grande). — Rivages de la mer. — Travaux d'endiguement. — Contravention. — Exception de propriété. — Compétence. — Sursis. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Périer.</i>)	440	VII	1132
26 janv.	Cours d'eau non navigables. — Pouvoirs du préfet. — Répartition des eaux. — Absence d'ancien règlement et d'usage : caractère d'un règlement préfectoral de l'an XI. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieurs Fritsch, Bardot et autres.</i>)	441	VII	1135
26 janv.	Ville de Paris. — Adjudication annulée : soumissionnaire demandant à être déclaré adjudicataire : nouvelle adjudication ordonnée. — (<i>Sieur Toinet.</i>)	442	VII	1137
26 janv.	Architecte. — Projet d'hôtel de ville. — Concours. — Conditions incomplètement remplies. — Direction des travaux non donnée au concurrent le mieux placé. — Droit de la ville. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Racine contre ville de Cannes.</i>)	443	VII	1138
2 févr.	Cours d'eau. — Association syndicale. — Inexécution des conditions du décret constitutif. — Décharge. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	444	VII	1141
2 févr.	Communes. — Compétence. — Fournitures de bustes par un sculpteur. — Caractère du marché. — Procédure : Conseil d'Etat. — Délai. — Notification administrative. — Recevabilité. — Dépens. — (<i>Dame veuve Lefèvre-Deumier contre commune des Eaux-Bonnes.</i>)	445	VII	1143
2 févr.	Travaux publics communaux. — Résiliation. — Vérification des travaux. — Convocation des parties. — Demande d'expertise non produite devant le conseil de préfecture; vérification nouvelle inutile. — Demande en dommages-intérêts non justifiée. — (<i>Sieur Bertin contre commune de Cusy.</i>)	446	VII	1145
2 févr.	Décompte. — Demande de supplément de prix et de			

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877	plus-value. — Demande d'indemnités pour frais d'épuisement, fourniture de platras, de lambourdes; pour augmentation de droits d'octroi. — Mal-façons. — Procédure : conseil de préfecture. — Irrégularité; non-recevabilité. — Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Martin et héritiers Bourdillon</i>). . .	447	VII	1147
9 fév.	Cours d'eau. — Association syndicale de Tencin à Lancey. — Champtourne construite par une compagnie de chemin de fer. — Apport. — Appréciation de la valeur. — Chose jugée. — Expertise. — Arrêté interlocutoire. — Recevabilité du recours. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée</i>).	448	VII	1153
9 fév.	Travaux à exécuter en cinq exercices. — Inapplicabilité de la faculté de résiliation après trois ans. — (<i>Ministre de la guerre contre sieur Guillotin</i>). . .	449	VII	1157
9 fév.	Résiliation par suite d'interprétation. — Interprétation du cahier des charges. — Infirmité. — (<i>Ministre de la guerre contre sieur Raskin</i>). . .	450	VII	1158
9 fév.	Interprétation d'une précédente décision du Conseil d'Etat. — Profondeur des fouilles; fouilles imprévues; distinction relative aux intérêts des sommes dues; travaux postérieurs à la première introduction d'instance. — (<i>Sieur Grelault contre ville de Poitiers</i>).	451	VII	1159
9 fév.	Nouvel Hôtel-Dieu de Paris. — Délai d'exécution non opposable à l'administration. — Ralentissement et suspension des travaux : expertise. — Procédure : chef de demande devenu sans objet par suite de la résiliation de l'entreprise. — Indemnité pour retards et dommages du fait de l'administration : renonciation prétendue : rejet. — (<i>Sieur Violet contre l'Assistance publique</i>). . .	452	VII	1162
9 fév.	Communes. — Distribution d'eau. — Interprétation du cahier des charges; partage des bénéfices. — Procédure. — Exécution sans réserve de l'arrêté attaqué; pourvoi non suspensif; pas de fin de non-recevoir. — (<i>Sieur Fortin-Hermann et compagnie contre la ville de Laon</i>).	453	VII	1169
10 fév.	Cours d'eau non navigables. — Travaux publics. — Dommage à une usine. — Construction d'un aqueduc communal. — Chômage temporaire. — Convention prétendue. — Dommages-intérêts. — Compétence administrative. — (<i>Sieur Faidides contre la ville de Bourgoin</i>).	455	VII	1174
23 fév.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Degré d'intérêt. — Expertise. — Taxes imposées pour travaux de curage. — Autres travaux effectués postérieurement par un propriétaire. — Non-lieu à compensation. — Procès gagné contre le syndicat			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1877 2 mars.	par un de ses membres. — Répartition sur tous les membres du syndicat. — Constitution d'association. — Syndicat libre. — (<i>Sieur Roca.</i>) . . . Communes. — Marais (dessèchement de). — Salubrité publique. — Taxes. — Réclamation; délai; déchéance. — Annualité; paiement d'un premier rôle : réclamation contre les rôles postérieurs. — Enquête. — Inexécution : décharge. — 78 recours tendant aux mêmes fins et ayant été l'objet d'une même instruction. — Jonction. — (<i>Sieur Leduc et autres contre syndicat de la Dives.</i>) . . .	563	VII	1419
2 mars.	Communes. — Pavage. — Ville de Paris. — Recouvrement par la ville au profit des entrepreneurs. — Rôles régulièrement émis. — Prescription. — Point de départ. — Emission d'un rôle partiel : délai : recours postérieur d'un contribuable non compris au rôle : recevabilité. — Largeur de la voie. — Jonction. — (1 ^{re} et 2 ^e espèce. <i>Ville de Paris contre sieurs Dreux, Massiot et Delatremlais; et sieur Houdnille.</i>) . . .	564	VII	1416
2 mars.	Cours d'eau non navigables. — Division d'un syndicat général en plusieurs syndicats distincts. — Exécution des conditions du décret constitutif. — Rejet. — Procédure. — Pourvois relatifs à deux exercices. — Jonction. — (<i>Sieur Bernard.</i>) . .	565	VII	1421
2 mars.	Décompte. — Construction d'une prison départementale à Saint-Etienne. — (<i>Sieur Demeure contre département de la Loire.</i>) . . .	566	VII	1425
9 mars.	Communes (taxe de balayage). — Réclamation. — Instance pendante. — Effet suspensif. — Poursuites postérieures à la réclamation. — Frais à la charge de la ville. — (<i>Ville de Paris contre dame veuve Nicard.</i>) . . .	567	VII	1427
9 mars.	Communes. — Couverture de marchés à Bordeaux. — Retards dans l'exécution. — Absence de mise en demeure. — Non-lieu à dommages-intérêts. — (<i>Ville de Bordeaux contre sieurs Bergeron, Compan et Patault.</i>) . . .	568	VII	1450
9 mars.	Communes. — Eglise. — Malfaçons; réfections ordonnées; inexécution; résiliation. — Entrepreneur et architecte. — Responsabilité. — (<i>Sieur Humbert contre communes de Courtes et de Vernoux.</i>) . . .	58	VIII	153
16 mars.	Cours d'eau navigables. — Destruction de pêcheries : mesure de salubrité et de sécurité publique. — Procédure. — Délégation. — (<i>Commune de Biscarosse contre sieur Bonard.</i>) . . .	51	VIII	155
16 mars.	Chemin de fer. — Subvention. — Compétence du	55	VIII	157

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877 16 mars.	conseil de préfecture. — Rejet du recours pour excès de pouvoirs. — (<i>Compagnie des chemins de fer de l'Est contre le ministre de la guerre.</i>). Communes. — Egout. — Marché sur série de prix et non à forfait. — Décompte. — Travaux prévus au devis. — Travaux non prévus au devis exécutés en régie. — Autorisation donnée. — Non-lieu à résiliation. — (<i>Ville d'Arcachon contre sieur Cailhava et Co.</i>).	56	VIII	161
16 mars.	Commune. — Ajournement des travaux en cours d'exécution. — Indemnité allouée. — Fin de non-recevoir tirée de l'absence de demande en résiliation : pas de renonciation : rejet. — (<i>Sieur Gasc contre commune de Parisot.</i>).	57	VIII	162
16 mars.	Grande voirie. — Contravention. — Dépendances de la Loire. — Plantation. — Arrêté préfectoral d'abatage; décision ministérielle confirmative. — Excès de pouvoirs. — (<i>Dame veuve de Rozières.</i>).	58	VIII	168
23 mars.	Communes. — Subventions spéciales. — Transport de marchandises à la gare ou en provenant. — Usage de la voie publique dans les conditions de sa destination. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre ville de Tarbes.</i>).	59	VIII	170
23 mars.	Cours d'eau. — Cours d'eau non navigables — Curage d'office. — Rivière reconnue navigable au droit de la propriété du requérant. — Décharge. — (<i>Sieur de Savignac.</i>).	60	VIII	172
23 mars.	Cours d'eau non navigables. — Usines. — Dommage. — Prise d'eau pour l'alimentation d'un canal. — Durée du chômage non augmentée. — Pas d'indemnité. — (<i>Sieur Ferrand.</i>).	61	VIII	173
23 mars.	Hospice. — Désordres dans les fondations dus à un vice du plan. — Responsabilité de l'architecte. — (<i>Sieur Barbou contre l'hospice d'Orbec et le sieur Gérard.</i>).	62	VIII	175
23 mars.	Promesse de subvention par une ville. — Rectification d'une route nationale. — Excédent des dépenses prévues, mis à la charge de l'Etat. — (<i>Ministre des travaux publics contre ville de Montargis.</i>).	63	VIII	176
23 mars.	Dommages. — Indemnité. — Appréciation. — (<i>Sieur Sénac contre ville de Toulouse et ministre de la guerre.</i>).	64	VIII	178
23 mars.	Voie (grande). — Contravention. — Rues de Paris. — Mur de face sujet à reculement. — Travaux confortatifs exécutés au lieu d'un simple ravalement autorisé. — Amende et démolition. — (<i>Sieurs Dorié et Burdy.</i>).	65	VIII	181
27 avril.	Communes. — Classement par mesure générale des	66	VIII	186

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1877 27 avril.	routes départementales comme chemins vicinaux. — Conseil général. — Régularité. — Subventions spéciales. — Evaluation non contestée. — (<i>Sieur Labruyère et Co</i>).	339	VIII	832
27 avril.	Communes. — Chemins vicinaux. — Parcelles déclassées d'une route nationale convertie en chemin vicinal. — Cession aux riverains. — Prix. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieur Clergeaud contre commune de Milhac d'Auberoche</i>).	340	VIII	833
27 avril.	Communes. — Chemins vicinaux. — Anticipation par plantation. — Exception de propriété. — Question préjudicielle. — Sursis obligatoire. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Delorme</i>).	341	VIII	834
27 avril.	Contributions directes (patentes). — Distribution d'eau par une ville. — Abonnements particuliers. — Service public. — Décharge. — (1 ^{re} espèce, ville de Poitiers; 2 ^e espèce, ville de Blois).	342	VIII	836
27 avril.	Cours d'eau. — Dommage aux usines. — Etablissement d'un barrage sur la Seine. — Diminution de force motrice. — Indemnité. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Baudry</i>).	343	VIII	838
27 avril.	Cours d'eau non navigables. — Taxe d'entretien établie, d'après un usage immémorial, proportionnellement à la contenance. — Répartition des dépenses. — Paiement des taxes pendant plusieurs années : recours contentieux désormais non recevable. — Revision générale réservée. — Procédure. — (<i>Sieur de Baciocchi</i>).	344	VIII	843
27 avril.	Cours d'eau non navigables. — Curage ordonné par le maire sur l'invitation du préfet. — Intérêt général. — Dépenses non communales. — (<i>Commune d'Ambarès</i>).	345	VIII	844
27 avril.	Occupation temporaire pour l'extraction des matériaux. — Indemnité. — Responsabilité de l'entrepreneur et de l'Etat. — (1 ^{re} espèce (<i>sieurs Saint-Rames et Champclos</i>); 2 ^e espèce (<i>ministre des travaux publics contre sieur Le Tarouilly</i>).	346	VIII	846
27 avril.	Voirie (grande). — Route nationale. — Plantation de bornes dans le fossé. — Contravention. — Démolition. — Procédure. — Amende. — Délai d'un an. — Prescription. — (<i>Ministre des travaux publics contre héritiers Dodun de Kérouan</i>).	347	VIII	849
4 mai.	Communes. — Ouverture de rues. — Plan d'alignement. — Cour. — Propriété privée. — Excès de pouvoirs. — (<i>Commune de Roux en Champagne et sieurs Turmeau, Constant et autres</i>).	348	VIII	851

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
4 mai.	Communes. — Nettoiement de la voie publique. — Traité pour l'enlèvement des boues. — Prétendu préjudice causé par l'industrie des chiffonniers. — Résiliation. — Indemnité. — (<i>Ville de Brest contre Mazurid.</i>)	349	VIII	853
4 mai.	Départements. — Palais de justice d'Ajaccio. — Mise en régie. — Régularité. — Procédure. — Pourvoi. — Délai. — Fin de non-recevoir non jus- tifiée. — (<i>Sieur Blanc contre département de la Corse.</i>)	350	VIII	855
4 mai.	Chemin vicinal. — Extraction de matériaux. — Propriété close — Terres labourables attenantes à l'habitation. — Exemption. — (<i>Sieur Dozeville et consorts.</i>)	351	VIII	858
4 mai.	Chemins de fer du Midi. — Occupation temporaire. — Carrière de ballast. — Indemnités spéciales. — Intérêts. — Frais d'expertise. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre héritiers de Monda et sieur de Cardeillac.</i>)	352	VIII	859
4 mai.	Chemins de fer. — Dommages. — Etablissement autorisé sur un quai. — Préjudice résultant de la construction postérieure d'un pont par la compa- gnie concessionnaire d'un chemin de fer. — Pas d'indemnité. — (<i>Sieur De La Tour Du Breuil et C^e contre compagnie des chemins de fer de l'Ouest.</i>)	353	VIII	865
11 mai.	Travaux publics. — Expertise et tierce expertise ordonnées par le Conseil d'Etat. — Expertise nouvelle irrégulièrement ordonnée par le conseil de préfecture au lieu de la tierce expertise. — (<i>Dame veuve Giaccobi.</i>)	377	VIII	943
25 mai.	Algérie. — Travaux publics. — Ajudication. — Retrait d'une partie des travaux soumissionnés. — Indemnité. — (<i>Ministre de l'intérieur contre sieur Gérard.</i>)	378	VIII	945
25 mai.	Algérie. — Travaux publics. — Occupation de ter- rains et prise d'eau. — Prix et jouissance. — In- dennité. — Double emploi. — Travaux non au- torisés. — Compétence. — Intérêts. — (<i>Compa- gnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditer- ranée contre sieurs Drot.</i>)	379	VIII	947
25 mai.	Communes. — Police sanitaire. — Ville de Paris. — Préfet de la Seine. — Fosses d'aisances. — — Injonction de supprimer certains appareils. — Arrêté non suivi d'exécution. — Non-lieu à sta- tuer. — (<i>Héritiers Hallé.</i>)	390	VIII	950
1 ^{er} juin.	Communes. — (Taxe de pavage.) — Rôle émis plus d'un an après l'achèvement des travaux. — Pres- cription triennale. — Insuffisance des revenus. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1877 1 ^{er} juin.	Recouvrement par la ville au profit des entrepreneurs. — Largeur normale de la voie : intérêt de la circulation. — (<i>Dame Truchot.</i>).	381	VIII	951
1 ^{er} juin.	Communes. — Chemin vicinal. — Classement par le préfet en 1861 : pas de recours contentieux. — Alignement donné par le maire conforme aux limites fixées par l'arrêté de classement : pas d'excès de pouvoirs. — (<i>Dames Vauquelin et sieur Leguel.</i>).	382	VIII	954
1 ^{er} juin.	Communes. — Chemin vicinal. — Classement. — Commission départementale : avis du conseil municipal : propriétaire et fermier ayant pris part à la délibération. — Régularité. — Recours au conseil général. — Appréciation de l'opportunité du classement. — Pas d'excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Bergeron de Charon.</i>).	383	VIII	956
1 ^{er} juin.	Travaux publics. — Expertise demandée : rejet par une précédente décision. — Accélération des travaux ordonnée et exécutée par suite d'une fausse interprétation du cahier des charges. — Matériel de l'entrepreneur employé par les ouvriers travaillant directement pour le département. — Appréciation de l'indemnité. — (<i>Sieur Giroux contre département des Basses-Pyrénées.</i>).	384	VIII	958
1 ^{er} juin.	Travaux publics. — Occupation temporaire. — Surface occupée. — Arbres abattus. — Relèvement du pavage d'une promenade. — Bâtiment détérioré. — Frais d'expertise. — (<i>Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée contre ville de Sisteron.</i>).	385	VIII	961
8 juin.	Cours d'eau non navigable. — Curage. — Répartition entre les riverains. — Acquisition de propriété. — Taxe due. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>).	415	VIII	1045
8 juin.	Dommages. — Chemin de fer. — Tunnel. — Vices de construction. — Indemnité. — (1 ^{re} espèce, <i>dame Vincent</i> ; 2 ^e espèce, <i>héritiers Lepetit contre compagnie du chemin de fer du Nord.</i>).	416	VIII	1046
8 juin.	Dommages. — Rue exhaussée : maison en contrebas de la nouvelle chaussée : indemnité. — Vue sur un boulevard : pas de plus-value immédiate. — Rue Amelot et boulevard Voltaire. — (<i>Ville de Paris contre sieur de Saint Jorès.</i>).	417	VIII	1048
15 juin.	Dettes de l'Etat. — Grande voirie. — Chemin de fer. — Garantie d'intérêts. — Montant du capital à garantir. — Caisse des annuités. — Montant des produits qui doivent être déversés par la compagnie en atténuation de la garantie de l'Etat. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877	Procédure. — Demande d'intérêts non en état d'être jugée. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.</i>)	418	VIII	1049
15 juin.	Communes (taxe de balayage). — Application exacte du tarif régulièrement établi pour cinq ans. — Loi du 26 avril 1873, article 1 ^{er} . — (<i>Sieur Jouet, héritiers.</i>)	419	VIII	1060
22 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales : conducteur des ponts désigné d'office comme expert des réclamants. — Pas d'irrégularité. — Montant de la subvention exactement calculé, en tenant compte du nombre et du poids des voitures, des parcours, de la saison, etc. — (<i>Sieur Legru et C^{ie}.</i>)	420	VIII	1062
22 juin.	Contribution directe (patente). — Chemin de fer. — Compagnie étrangère exploitant une ligne française. — Entreprise à forfait de transport et des travaux d'entretien. — Profession non classée. — Arrêté d'assimilation. — Renvoi devant le préfet. — (<i>Compagnie des chemins de fer de la Suisse occidentale et compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	421	VIII	1063
22 juin.	Ponts à péage. — Pont faisant suite à un chemin vicinal de grande communication. — Prorogation de la concession primitive. — Inexécution des conditions. — Déchéance prononcée par arrêté préfectoral. — Extinction du péage. — Demande d'indemnité contre l'Etat. — (<i>Sieur Escarra-guel</i>)	422	VIII	1065
22 juin.	Communes. — Marché pour l'entretien des voies publiques en asphalte : développement des surfaces à entretenir pendant la durée du marché, inférieur aux prévisions de l'entrepreneur : non-lieu à indemnité. — Procédure. — Arrêté ordonnant une expertise, tous droits et moyens réservés : demande en annulation : absence d'intérêt : non-recevabilité. — (<i>Sieur Chabrier (Société générale des asphaltes contre ville de Paris.)</i>)	423	VIII	1069
22 juin.	Voirie (grande). — Canal latéral à la Marne. — Passage en voiture. — Contravention. — Compétence. — Condamnation. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Vogué.</i>)	424	VIII	1071
29 juin.	Cours d'eau non navigables. — Usines. — Usagers et riverains. — Construction d'un barrage régulateur. — Arrêté préfectoral. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieurs Rivière-Neils et autres.</i>)	425	VIII	1073
29 juin.	Pensions civiles. — Algérie. — Piqueur et conducteur auxiliaire des ponts et chaussées en Algérie. — Services de piqueur non admissibles. — Services de conducteur admis. — Services hors			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1876 29 juin.	d'Europe. — Bonifications. — (Sieur Talairach.) Travaux publics et expropriation. — Parcelle employée aux travaux en vue desquels l'expropriation avait été prononcée. — Demande de rétrocession. — Rejet par le ministre. — Pas d'excès de pouvoirs. — Loi du 3 mai 1841. articles 60 et 61. — (Sieur Courtin-Pierrard contre compagnie du chemin de fer du Nord.).	426	VIII	1074
29 juin.	Communes : construction d'église. — Décompte approuvé par le conseil municipal : délibération prise sans les plus imposés : validité. — Payement ordonné. — (Commune de Giscos contre sieur Descamps.).	427	VIII	1076
29 juin.	Voirie (grande). — Contravention. — Rivière navigable. — Plantation. — Arrêté préfectoral d'abatage : excès de pouvoirs. — Délimitation administrative : pas d'excès de pouvoirs. — (Sieur Mandement.).	428	VIII	1078
30 juin.	Juridiction des commissions spéciales en matière de plus-value.	429	VIII	1079
6 juillet.	Travaux publics. — (Marine.) — Décompte. — Demande en supplément de prix. — Compétence du conseil de préfecture sans appel au Conseil d'Etat. — Décision du ministre de la marine refusant de faire droit à la demande. — Non-recevabilité du recours au Conseil d'Etat contre cette décision. — (Sieur Rousset.).	137	VII	431
6 juillet.	Décompte. — Prix de la taille de parement vu ; omission au devis ; fixation par comparaison avec les prix du pays. — Renvoi. — (Sieur Henry contre département de la Haute-Vienne.).	430	VIII	1082
6 juillet.	Extraction de matériaux dans un domaine clos, en vertu d'une autorisation rapportée. — Indemnité. — Incompétence du conseil de préfecture. — Dépens, frais d'expertise et de tierce expertise à la charge des demandeurs. — (Dame et héritiers Ledoux contre la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons.).	431	VIII	1083
6 juillet.	Voirie (grande). — Port. — Refus de ranger un bateau ; contravention : amende non édictée. — Absence de dommage. — Frais de procès-verbal. — (Ministre des travaux publics contre sieur Pécher.).	432	VIII	1085
13 juillet.	Algérie. — Cours d'eau. — Réunion de quatre chutes en une chute unique. — Autorisation sous certaines conditions : inaccomplissement de ces prescriptions. — Prétendu droit de propriété. — Loi du 16 juin 1851. — Contravention. — (Sieur Ricci.).	441	VIII	1147
		442	VIII	1149

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
13 juillet.	Communes. — Chemin vicinal. — Classement, Commission départementale. — Fixation de la largeur contrairement à l'avis du conseil municipal ; excès de pouvoirs. — (<i>Commune de Bosbénard-Comm.</i>)	443	VIII	1152
13 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Honoraires pour étude. — Arrêté du conseil de préfecture réduisant une condamnation prononcée contre le liquidateur du syndicat par un précédent arrêté. — Violation de la chose jugée. — Intérêts. — Capitalisation. — (<i>Sieur Deniel.</i>)	444	VIII	1154
13 juillet.	Voirie (grande). — Police du roulage. — Route nationale. — Deux voitures à deux roues attelées chacune de six chevaux. — Contraventions distinctes. — Double amende. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Genest.</i>)	445	VIII	1155
20 juillet.	Décompte, transaction, détermination de son étendue, arrêté ordonnant une expertise : caractère préparatoire : recours immédiat non recevable. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Dignat frères.</i>)	446	VIII	1156
20 juillet.	Restauration de la salle des Pas-Perdus du Palais de justice de Paris. — Incendie de 1871 ayant entraîné la résiliation de l'entreprise et la perte du matériel de l'entrepreneur : cas de force majeure : pas d'indemnité. — Destruction des matériaux approvisionnés : perte à la charge de l'entreprise. — (<i>Sieur Petit contre ville de Paris.</i>)	447	VIII	1158
20 juillet.	Communes. — Construction d'un pont. — Substitution d'un siphon au pont et à l'aqueduc entraînant l'établissement d'un remblai provisoire. — Travail imprévu. — Indemnité pour frais supplémentaires. — Pont à cinq arches substitué à un pont à une arche. — Mise en régie. — Traité passé avec un autre entrepreneur. — Résiliation prononcée avec raison au profit de l'entrepreneur. — Frais d'expertise et de tierce expertise à la charge de la commune. — (<i>Commune de Martigues contre sieur Barnay.</i>)	448	VIII	1160
20 juillet.	Voirie (grande). — Chemins de fer. — Contravention. — Commissaire de surveillance administrative. — Officier de police judiciaire. — Procès-verbal. — Affirmation non prescrite. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Renaud.</i>)	449	VIII	1164
27 juillet.	Marais (dessèchement des). — Travaux publics. — Rigoles d'écoulement. — Surélévation des eaux. — Inondations. — Dommage. — Associations syndicales. — Demande d'indemnité. — Nécessité d'une expertise. — (<i>Sieur Schotsmans contre les syndics de la Haute-Deule et du Flot de Wingles.</i>)	450	VIII	1165

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1877				
27 juillet.	Commune. — Avis du jour de la tierce expertise. — Communication du rapport. — Observation du requérant. — Pas d'irrégularité. — Construction de croix. — Scellement défectueux. — Malfaçons constatées. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Délai du pourvoi. — Nécessité de notification entre parties. — (<i>Sieur Colin contre commune des Paroches.</i>)	451	VIII	1170
27 juillet.	Travaux publics. — Compétence. — Communes. — Restauration d'une église. — Caractère de travaux publics. — Instruction insuffisante. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Sénard contre ville de Brionne.</i>)	452	VIII	1172
27 juillet.	Compétence. — Communes. — Eroulement d'un réservoir. — Conseil de préfecture. — Demande en remboursement des frais de reconstruction. — Responsabilité. — Décision judiciaire. — Pas de chose jugée. — (<i>Ville de Toulouse contre sieur Galinier.</i>)	453	VIII	1173
27 juillet.	Communes. — Eglise. — Décompte. — Fournitures de moellons par la fabrique. — Application des prix du cahier des charges. — Matériaux de démolition. — Reprise obligatoire par l'entrepreneur. — (<i>Fabrique de la paroisse d'Auzesines.</i>)	454	VIII	1174
27 juillet.	Travaux publics. — Occupation temporaire. — Extraction de ballast. — Fixation de l'indemnité. — Rectification d'une erreur sur la contenance occupée : réduction de l'indemnité. — Intérêts du jour de la demande. — (<i>Sieur Toutain contre compagnie des chemins de fer de l'Ouest.</i>)	455	VIII	1177
27 juillet.	Voirie (grande). — Fleuve; construction sur ou longeant le lit; contravention. — Nécessité d'une délimitation et d'un examen des règlements sur le balage; annulation de l'arrêté et renvoi devant le conseil de préfecture. — Recours contentieux et excès de pouvoirs. — Procédure. — (<i>Dame veuve Véron.</i>)	456	VIII	1179
3 août.	Communes. — Pavage. — Ville de Paris. — Taxe payable par annuités. — Réclamation. — Délai. — Impossibilité de justifier de la publication du rôle par suite de l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1871 et du long temps écoulé. — Preuve de la connaissance acquise, résultant du paiement de plusieurs annuités. — Déchéance encourue. — (<i>Ville de Paris contre sieur Delarebeirette.</i>)	457	VIII	1184
3 août.	Communes. — Frais de premier pavage. — Ville de Paris. — Largeur normale. — But d'embellissement. — (<i>Sieur Fayolle.</i>)	458	VIII	1186

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
3 août.	Communes. — Trottoirs. — Ville de Paris. — Revers des rues. — Frais de premier établissement. — Anciens usages. — (<i>Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris.</i>)	459	VIII	1188
3 août.	Communes. — Trottoirs. — Frais de premier établissement. — Revers du cours à Limoges. — Insuffisance des ressources ordinaires. — (<i>Sieur Roussel.</i>)	460	VIII	1189
3 août.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Interprétation. — Hauteur de la flamme : retenues. — Procédure : double degré de juridiction : demande non soumise au conseil de préfecture : non-recevabilité devant le Conseil d'Etat. — (<i>Ville de Lyon contre la compagnie du gaz de Perrache.</i>)	461	VIII	1192
3 août.	Communes. — Chemin vicinal. — Classement. — Commission départementale. — Affectation. — Erreurs dans le devis des travaux. — Ressources de la commune. — (<i>Sieurs Gallet, Caron et autres.</i>)	462	VIII	1195
3 août.	Communes. — Pavage. — Rues de Paris. — Taxes. — Réclamation. — Délai. — Déchéance. — Contribution non divisée en douzièmes. — Quittance des termes échus non exigée. — Payement des trois termes à échoir. — Sursis aux poursuites pour le surplus. — Validité des poursuites. — (<i>Ville de Paris contre sieur Leblond.</i>)	463	VIII	1197
3 août.	Cours d'eau non navigables. — Règlement. — Usine. — Cours d'eau limitant deux départements; préfet; compétence territoriale. — Libre écoulement des eaux. — Danger des inondations. — Formalités légales. — Conditions mises au fonctionnement d'un barrage. — Inexécution. — Mise en chômage du barrage. — Pas d'excès de pouvoirs. (1 ^{re} et 2 ^e espèces.) (<i>Sieur Brescon.</i>)	464	VIII	1199
3 août.	Cours d'eau non navigables. — Barrage. — Prises d'eau. — Arrêté préfectoral. — Anciens règlements abrogés. — Pas d'excès de pouvoirs. — (<i>Sieur et dame Hellouin contre sieur et dame Pouyer.</i>)	465	VIII	1203
3 août.	Cours d'eau non navigables. — Existence ancienne. — Curage. — Arrêté préfectoral. — Lit primitif. — Largeur moindre. — Pas d'excès de pouvoirs. — Travaux de curage exécutés d'office. — Domages : demande en indemnité et en décharge de taxes, portée directement devant le Conseil d'Etat. — Non-recevabilité. — (<i>Sieur Hautcaux.</i>)	466	VIII	1205
3 août.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Fossés d'assainissement. — Infiltrations d'un bief de moulin. — Opportunité des travaux. — Pouvoirs du préfet. — (<i>Sieur Leblanc.</i>)	467	VIII	1207

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1877				
3 août.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Demande d'indemnité : anticipation sur une propriété riveraine. — Dommages. — Compétence. — Instance devant le tribunal civil : prétendue question préjudicielle : non-lieu à statuer. — (<i>Sieur Remery contre commune d'Auxon.</i>)	468	VIII	1206
3 août.	Ville de Paris. — Rue transformée en impasse. — Dommages. — Absence de dépréciation de l'immeuble : maintien du revenu ancien : pas d'indemnité. — Préjudice industriel. — (<i>Sieur Becquet contre ville de Paris.</i>)	469	VIII	1211
3 août.	Agrandissement d'un égout. — Excavations sur les trottoirs d'une rue ; infiltrations des eaux dans les fondations d'une maison ; ébranlement. — Dommages. — Fixation de l'indemnité. — (<i>Sieur et dame Joubert-Celle contre commune d'Yssingeaux.</i>)	470	VIII	1212
3 août.	Dommages causés à un riverain de la rivière de Bièvre par le déversement des eaux de voirie dans ce cours d'eau. — Demande d'indemnité dirigée contre la ville de Paris et le département de la Seine. — (<i>Sieur Grandjean.</i>)	471	VIII	1214
3 août.	Voie (grande). — Ecoulement des eaux de voirie. — Cours d'eau non navigables. — Curage. — Rivière de Bièvre. — Taxes. — Réclamation : délai : suspension des délais pendant la guerre 1870-1871. — Confection des rôles. — (<i>Sieur Grandjean.</i>)	472	VIII	1215
9 nov.	Algérie. — Cours d'eau non navigables. — Curage d'un canal d'irrigation. — Taxe. — Recouvrement. — Réclamation. — Publication du rôle établi par un certificat du caissier du syndicat. — Délai de trois mois : déchéance. — (<i>Sieurs Drot frères.</i>)	473	VIII	1219
9 nov.	Cours d'eau. — Syndicat. — Classement. — Arrêté comprenant une propriété dans le syndicat. — Arrêté ordonnant une expertise sur une demande en réduction de taxe : droits du syndicat au fonds réservés. — (<i>Syndicat de Saint-Fromond contre sieur Boivin.</i>)	598	VIII	1497
9 nov.	Fournitures et marchés. — Réquisition de denrées et fourrages restés en souffrance dans les gares d'un chemin de fer après la guerre. — Propriétaires et expéditeurs ne s'étant pas fait connaître : valeur intégrale des denrées et fourrages allouée à la compagnie du chemin de fer. — (<i>Compagnie des chemins de fer de l'Ouest contre le ministre de la guerre.</i>)	599	VIII	1499
9 nov.	Rivière du jardin de la préfecture à Versailles. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877 9 nov.	Malfaçons : vices de plan et d'exécution : responsabilité. — Expertise. — Procédure. — (<i>Sieurs Manuel et Duchêne contre le département de Seine-et-Oise.</i>)	600	VIII	1500
16 nov.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Contravention. — Pont tournant. — Refus d'ouverture. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.</i>)	601	VIII	1503
16 nov.	Occupation temporaire. — Matériaux extraits : fixation du prix d'après les prix courants dans le pays. — Demande d'indemnité pour privation de jouissance d'une carrière. — Arbres abattus non remis en nature. Demande d'indemnité pour creusement d'un canal. — Frais de remise en culture. — (<i>Sieur Lalanne contre le département des Landes.</i>)	602	VIII	1505
16 nov.	Dommages. — Chemin de fer. — Etablissement d'un viaduc. — Appréciation de l'indemnité. — Procédure : vérification complémentaire après expertise régulière. — (<i>Compagnie de Paris à Orléans contre sieur de Larouverade.</i>)	603	VIII	1508
16 nov.	Eboulements par suite d'infiltrations. — Ville de Marseille. — Procédure. — Désistement du recours de la ville moyennant réduction, consentie par le propriétaire, de l'indemnité allouée par le conseil de préfecture. — Non-lieu à statuer. — (<i>Ville de Marseille contre sieurs Estrine, Tiron et autres.</i>)	604	VIII	1510
16 nov.	Communes. — Dommages causés à des conduites de gaz et fuites occasionnées par les travaux de canalisation des eaux : indemnité. Augmentation dans la consommation de la houille par suite des déperditions de gaz. — (<i>Sieur Lebon contre ville de Joigny.</i>)	605	VIII	1510
23 nov.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Droit d'octroi sur les matières premières. — Redevance en tenant lieu. — Ville de Saint-Mandé. — Territoire annexé. — Interprétation. — (<i>Commune de Saint-Mandé contre compagnie parisienne du gaz.</i>)	606	VIII	1513
23 nov.	Cours d'eau. — Syndicat de l'Emboulas. — Taxes. — Réclamation sans mandat (1 ^{re} espèce). — Recours au Conseil d'Etat (2 ^e espèce). — Taxes supérieures à 30 francs ; réclamation collective sur une seule feuille de papier timbré (3 ^e espèce). — Commission syndicale : composition irrégulière : allégation non justifiée. — Taxes syndicales : rôle dressé par un ingénieur nommé par le préfet sur le refus de la commission syndicale de le faire. — (<i>Dames Massif et Brunet, sieurs Gui-</i>			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIERES.	NUMEROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1877	<i>nouuet, Seveignes et autres, sieurs Fabre, Co-</i>	607	VIII	1515
23 nov.	<i>lombié et autres.).</i> Cours d'eau non navigables. — Curage. — Taxes. — Réclamation. — Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Braupré.</i>)	608	VIII	1520
23 nov.	Décompte. — Construction d'un chemin de fer au compte de l'Etat. — Chômage. — Demande de dommages-intérêts. — (<i>Sieur Coquelet.</i>).	609	VIII	1521
23 nov.	Communes. — Epuration des eaux. — Ingénieur en chef chargé de diriger les travaux pour le compte d'une ville. — Dépenses personnelles — Interruption des travaux : dommages-intérêts. — (<i>Duponchel contre ville de Marseille.</i>).	610	VIII	1524
23 nov.	Commune. — Etablissement d'une fontaine. — Filtre prévu par le devis, non établi. — Canaux : obstruction par des dépôts calcaires provenant de la nature des eaux : irresponsabilité de l'entrepreneur. — (<i>Sieur Monachon contre la commune de Villuroux.</i>)	611	VIII	1526
23 nov.	Communes. — Eglise. — Devis dépassé : travaux supplémentaires non autorisés. — Architecte. — Honoraires limités aux travaux autorisés. — (<i>Bossan et Léo contre commune de Régnv.</i>). . .	612	VIII	1527
30 nov.	Conseil général. — Chemin de fer d'intérêt local. — Concession. — Excès de pouvoirs. — Absence d'intérêt local et personnel : non-recevabilité. — (<i>Sieurs Richard, Gullois et autres.</i>).	613	VIII	1530
30 nov.	Décompte; transaction; réception définitive. — Retenue de garantie : acceptation du décompte. — Intérêts de plein droit. — Capitalisation. — (<i>Sieurs Maille et Rodière.</i>).	614	VIII	1533
30 nov.	Décompte. — Travaux non prévus. — Point de départ des intérêts. — (<i>Sieurs Gazal et C^e contre ville d'Alais.</i>).	615	VIII	1536
30 nov.	Domage — Effondrement d'un mur : ouvrier tué : demande d'indemnité par la veuve contre l'Etat : compétence. — Refus par le ministre — Recours au Conseil d'Etat. — (<i>Dame veuve L. fort contre le ministre de la guerre.</i>).	616	VIII	1537
30 nov.	Domage. — Chemin de fer. — Occupation. — Disparition des eaux d'une propriété; dépréciation; caractère temporaire : indemnité annuelle. — Intérêts — Intérêts des intérêts. — (<i>Compagnie d'Orléans à Châlons contre sieur Garivier.</i>).	617	VIII	1539
30 nov.	Voirie (grande). — Rivière navigable. — Bras non navigable. — Déplacement sans autorisation d'ouvrages autorisés. — Contravention. — (<i>Sieur Dufaur.</i>).	618	VIII	1542

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
7 déc.	Communes. — Traité pour l'éclairage par le gaz. — Interprétation. — Infractions. — Retenues. Résiliation. — (<i>Compagnie du gaz Riche contre ville de Pamiers.</i>)	619	VIII	1544
7 déc.	Cours d'eau non navigables ni flottables. — Mesures de police. — Compétence. — Lavoir. — Démolition ordonnée par le maire. — Excs de pouvoirs. — Démolition d'un mur ordonnée par le préfet. — Arrêté rapporté par le préfet. — Non lieu à statuer — 1 ^{re} et 2 ^e espèce. — (<i>Sieur Bassecourt.</i>)	61	IX	153
7 déc.	Entrepreneur. — Travaux supplémentaires. — Rabais. — Procédure. — Décision <i>ultra petita</i> . — Indemnité à raison des conditions d'exécution des travaux supplémentaires. — Recevabilité de la demande. — Expertise. — <i>Département de Seine-et-Marne contre sieur Bourguignon.</i>)	62	IX	154
7 déc.	Grande voirie. — Dommages. — Tiers expert de droit. — Ingénieur en chef. — Application de l'article 56 de la loi du 16 septembre 1867. — 1 ^{re} espèce. (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Jarrault.</i> — 2 ^e espèce. (<i>Ministre des travaux publics contre dame Lambert.</i>)	63	IX	157
7 déc.	Entrepreneur. — Ajournement des travaux. — Cessation absolue. — Résiliation. — Application de l'article 34 des clauses et conditions générales. — Intérêts d'intérêts. — (<i>Sieurs Jolly et Delafoy.</i>)	64	IX	158
14 déc.	Expertise. — Récusation d'un expert. — Rejet. — Caractère définitif de l'arrêté. — Tiers expert nommé par le conseil de préfecture. — Ingénieur en chef des ponts et chaussées. — (<i>Sieur Copin; faillite Liandier contre le ministre de la guerre.</i>)	65	IX	160
14 déc.	Chemins de fer. — Commune. — Dommages. — Livraison en mauvais état à la commune d'un pont destiné à remplacer un gué supprimé. — Indemnité pour réparations. — Autre gué détérioré. — Prescription. — Chemin vicinal modifié. — Pouvoirs du ministre. — Sources tarées. — Pas d'indemnité. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Saint-Just-sur-Loire.</i>)	66	IX	162
15 déc.	Voie (Grande). — Contravention. — Canal. — Interdiction de manœuvrer les ventelles des écluses. — Amende. — Arrêt du 24 juin 1877. — (<i>Sieur Rousset.</i>)	67	IX	168
21 déc.	Bacs et passages d'eau. — Bail à ferme de passage d'eau. — Résiliation. — Indemnité. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Canard.</i>)	157	IX	381
21 déc.	Colonies (la Réunion). — Cours d'eau. — Domaine public. — Concession. — Sources sur les bords			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1877	d'une ravine; partie du cours d'eau. — Excep- tion de propriété. — Compétence. — Procédure.			
21 déc.	— Décision incidente ou définitive. — (<i>Credit foncier colonial contre commune de Sainte-Ma- rie (Réunion).</i>)	158	IX	383
21 déc.	Communes. — Taxes de pavage. — Ville de Troyes. — Procédure. — Moyen non produit de- vant le conseil de préfecture. — (<i>Sieurs Portier, Rosé et Saulnier contre ville de Troyes.</i>)	159	IX	387
21 déc.	Communes. — Ville de Paris. — Taxe de balayage. — Carrefour. — Taxe excédant le montant de la dépense. — (<i>Sieur Chabré.</i>)	160	IX	391
21 déc.	Contributions directes (patentes). — Exploitant de moulin. — Paire de meules chômant plus de qua- tre mois par manque ou crue d'eau : demi-droit. (<i>Sieur Chéry.</i>)	161	IX	393
21 déc.	Cours d'eau. — Ville de Paris. — Prise d'eau dans la Marne. — Moulin. — Existence légale. — Di- minution de force motrice et chômages. — Loca- taire. — Propriétaire. — Indemnité. — Intérêts. — (<i>Sieur Guerrier-Bonnet contre ville de Paris et sieurs Berson frères.</i>)	162	IX	394
21 déc.	Grande voirie. — Port du Havre. — Occupation temporaire. — Procédure. — Tierce expertise irrégulière. — (<i>Sieur Deslandes contre sieur Sa- valle.</i>)	163	IX	396
21 déc.	Barrage sur rivière. — Décompte. — Demande d'indemnité. — (<i>Sieurs Bru et Plantade.</i>) . . .	164	IX	399
21 déc.	Communes. — Eglise. — Décompte. — Expertise. — Arrêté interlocutoire. — Recours. — (<i>Sieur Cham- brouty contre commune de Bona.</i>)	165	IX	403
21 déc.	Canaux d'irrigation. — Concession. — Déchéance du concessionnaire. — Interprétation de la con- cession. — Compétence du conseil de préfecture. — Recours direct au Conseil d'Etat pour excès de pouvoirs. — (<i>The Credit Company Limited.</i>) . .	166	IX	408
20 déc.	Contributions directes (patentes). — Distribution d'eau par une ville. — Abonnements particuliers. — Service public. — Décharge. — (<i>Ville de Carpentras.</i>)	167	IX	410
20 déc.	Ponts à péage. — Etablissement d'un bateau parti- culier. — Recours pour excès de pouvoir. — Non- recevabilité. — Demande d'indemnité. — Compé- tence. — (<i>Sieurs Lanthier et C^e.</i>)	168	IX	411
20 déc.	Chemin de fer. — Communes. — Emplacement d'une gare. — Promesse de subvention par une ville. — Gare provisoire. — Gare définitive. — Interprétation de convention. — (<i>Ville de Sau-</i>			

TABLE CHRONOLOGIQUE.

177

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877	<i>mur contre compagnie du chemin de Poitiers à Saumur.</i>)			
28 déc.	Chemin de fer. — Dommages. — Canal de navigation. — Chômage nécessité par l'exécution d'un travail public. — Compagnie de navigation. — Compétence. — Pas d'indemnité. — (<i>Sieur Gignoux (les trois compagnies réunies) contre compagnie des chemins du Midi et du canal latéral à la Garonne.</i>)	169	IX	413
28 déc.	Occupation temporaire. — Expertise. (<i>Sieur Bernard contre sieur Périé et autres.</i>)	170	IX	415
1878		171	IX	419
4 janv.	Communes. — Eclairage au gaz. — Ville de Nice. — Théâtre. — Interprétation du cahier des charges. — Prix par bec et par heure. — Application du tarif consenti pour les établissements publics. — (<i>Ville de Nice contre compagnie du gaz.</i>)			
4 janv.	Communes. — Chemins vicinaux. — Classement. — Routes départementales. — Excès de pouvoirs. — Procédure. — (<i>Sieur Cheilus et C^e.</i>)	1	IX	5
4 janv.	Ponts à péage. — Rachat. — Ville de Lyon. — Dépense d'entretien. — Délibération municipale. — Avis contraire du ministre. — Décision. — Recours contentieux. — (<i>Ville de Lyon.</i>)	2	IX	7
4 janv.	Travaux pour le compte de l'Etat. — Construction d'un fort. — Extraction de matériaux. — Désaccords des experts. — Ingénieurs en chef tiers experts de droit — (<i>Sieur Alméras.</i>)	3	IX	9
4 janv.	Travaux publics. — Remblais — Prix. — Silence du cahier des charges et du devis. — Supplément d'expertise. — Remaniement. — Indemnité réduite. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Hunebelle contre ville de Paris.</i>)	4	IX	11
4 janv.	Travaux publics. — Suspension des travaux. — Indemnité réclamée pour désorganisation de l'entreprise par suite des suspensions. — Rejet. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Hunebelle contre ville de Paris.</i>)	5	IX	12
11 janv.	Communes. — Construction d'église. — Décompte. — Expertise : prestation de serment régulière. — Procédure : conseil de préfecture. — (<i>Commune de la Bastide.</i>)	6	IX	15
11 janv.	Extractions de pierres destinées aux travaux des chemins vicinaux. — Galets. — Carrière ouverte. — Valeur des matériaux. — Supplément d'entreprise. — (<i>Sieur Cordier contre commune de Fours.</i>)	7	IX	21
11 janv.	Grande voirie. — Palissade établie sur la propriété du réquérant à plus de 3 ^m 25 du lit du fleuve : servitude de marchepied pour le contre-halage seulement	8	IX	23

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1878 11 janv.	(et non de halage), établie sur cette rive : pas de contraventions. — (Sieur Canard). Grande voirie. — Fleuve. — Délimitation du lit de la Loire. — Précédent arrêt du Conseil d'État. — Violation de chose jugée et excès de pouvoirs. — Arrêté préfectoral rapporté. — Non-lieu à statuer sur le pourvoi. — (Sieur Bélamy).	9	IX	25
18 janv.	Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Traité de gré à gré. — Concurrent évincé. — Recours pour excès de pouvoirs. — (Compagnie du gaz de Wazemmes).	10	IX	27
18 janv.	Communes. — Taxes de pavage. — Réclamation. — Propriété indivise entre plusieurs héritiers. — Rôle ne portant que le nom de l'un des cohéritiers. — Recours des autres cohéritiers non recevable. — (Sieurs Ferlet, Baudoin et autres).	11	IX	27
18 janv.	Cours d'eau. — Travaux défensifs. — Syndicat de l'Isère et de l'Arc. — Taxes. — (Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre syndicat de l'Isère et de l'Arc).	12	IX	29
18 janv.	Cours d'eau non navigables. — Moulin. — Irrigations. — Arrêté préfectoral. — Intérêt privé : excès de pouvoirs. — (Sieur Villon).	13	IX	30
25 janv.	Cours d'eau. — Syndicat d'irrigation. — Frais d'intervention du syndicat dans un procès en appel et cassation. — Frais du même procès soutenus par des membres de l'association dans l'intérêt de tous. — (Syndicat de Sublet contre sieurs Douz et autres).	14	IX	33
25 janv.	Chemin de fer nantais. — Souscriptions particulières en vue d'un emplacement déterminé pour une gare spéciale dans la ville de Nantes. — Condition remplie : condamnation au paiement. — Procédure. — (Sieurs Coicaud, Avril et autres contre compagnie des chemins de fer nantais).	15	IX	34
1 ^{er} févr.	Colonies (la Réunion). — Cours d'eau. — Domaine public. — Concession. — Sources sur les bords d'une ravine. — Compétence. — Conseil privé. — Confirmation au fond de la décision attaquée, sauf recours au profit des usiniers. — (Sieur Guy-Desport contre commune de Saint-Leu).	16	IX	37
1 ^{er} févr.	Grande voirie. — Occupation de terrain. — Désaccord des experts sur l'évaluation de l'indemnité. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — Agent voyer désigné à tort par le conseil de préfecture. — Refus d'évocation. — Renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué après nouvelle tierce expertise. — (Dame veuve Holker contre sieur Lancesseur).	17	IX	39
		18	IX	42

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
8 févr.	Cours d'eau. — Règlement. — Contestation privée pendant devant l'autorité judiciaire. — Demande d'interprétation par l'une des parties. — Droits des tiers réservés. — Pas d'excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Choppard</i>).	19	IX	44
8 févr.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Mise en demeure de mettre une gare en communication avec un chemin public. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée</i>).	20	IX	46
8 févr.	Voirie (grande). — Chemin de fer. — Postes (service des). — Train journalier. — Cahier des charges. — Intention des parties. — Interprétation. — (<i>Compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est contre le ministre des finances</i>)	21	IX	46
16 fév.	Cours d'eau. — Dommages. — Diminution de force motrice. — Indemnité. — Point de départ des intérêts. — Demande en interprétation d'un précédent arrêt du Conseil d'Etat. — (<i>Ministère des finances contre sieur Baudry</i>).	22	IX	50
16 févr.	Cours d'eau. — Syndicat de la Durance à Puyvert. — Taxes syndicales. — Bases de la répartition. — Inobservation des règles. — Décharge. — (<i>Sieur Rey</i>).	23	IX	51
16 févr.	Fabrique. — Eglise. — Demande d'expertise pour vérifier la solidité d'une partie des fondations : expertise antérieure ayant porté sur l'ensemble des fondations. — (<i>Fabrique de l'église de Notre-Dame d'Oloron-Sainte-Marie</i>).	24	IX	53
16 févr.	Voirie (grande). — Carrière (de sable et de cailloux en exploitation). — Dommage. — Voisinage d'un chemin de fer. — Interdiction administrative de la carrière. — Indemnité due. — Règlement. — Compétence du conseil de préfecture. — Procédure. — Arrêté adoptant les propositions du tiers expert. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Modane</i>).	25	IX	56
12 fév.	Communes. — Travaux publics. — Distribution d'eau dans la ville de la Châtre. — Exécution du marché. — Résultat d'une expertise ordonnée par le Conseil d'Etat. — Dimension insuffisante des conduits. — Qualité suffisante de l'eau. — Garantie d'un minimum de recettes. — Entrepreneurs condamnés aux dépens. — (<i>Ville de la Châtre contre sieurs Dalifol et Huet</i>).	26	IX	60
2 fév.	Compétence. — Dommages. — Communes. — Remblai sur une voie publique. — Mur de jardin renversé. — Acte de vente. — Interprétation. — Question préjudicielle. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieur Neumager contre le maire de Guin gamp</i>).	27	IX	63

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1878				
22 févr.	Décompte. — Curage et rectification d'une rivière. — Contestations entre l'entrepreneur et le syndicat. — (<i>Sieur Langlade contre syndicat de l'Emboulns.</i>)	28	IX	66
22 févr.	Dommages. — Ouverture du cours Lieutaud à Marseille. — Dommages éprouvés par une propriété voisine : appréciation de l'indemnité. — Indemnités pour condamnations prononcées contre le propriétaire au profit de ses locataires : intérêts. — (<i>Ville de Marseille contre sieur Arnaud.</i>)	29	IX	73
22 févr.	Voirie (grande). — Canaux. — Cinq radeaux accouplés. — Contravention. — Absence de pénalité portée par des lois spéciales — Article 471 du Code pénal. — Dommages. — Réparation. — Compétence. — Renvoi des fins du procès verbal — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Roussel et autres.</i>)	30	IX	74
1 ^{er} mars.	Pêche. — Adjudicataire du droit de pêche dans le Tarn. — Etablissement de réserves : interdiction temporaire de la pêche dans certaines parties de la rivière. — Indemnité due. — Procédure. — (<i>Ministre des travaux contre sieurs Lalougue et Capmartin.</i>)	280	IX	584
1 ^{er} mars.	Travaux publics. — Architecte. — Honoraires. — (<i>Sieur Dublin contre département de la Vienne.</i>)	281	IX	585
8 mars.	Communes. — Chemins vicinaux. — Rue régulièrement classée comme chemin vicinal. — Demande de déclassement; compétence de la commission départementale sauf recours au conseil général; pas de recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. — (<i>Sieur Noyer Avila.</i>)	282	IX	592
8 mars.	Dérivation de la rivière la Gimone. — Décompte. — (<i>Sieur Lapiere.</i>)	283	IX	594
8 mars.	Communes. — Chemins vicinaux. — Décompte. — Retenues pour prétendues malfaçons; réception définitive tardive; délai de garantie écoulé; arrêté annulé. — (<i>Sieur Bernasse.</i>)	284	IX	598
8 mars.	Dommage. — Chemin de fer. — Indemnité. — Territoire cédé. — Compétence territoriale du conseil de préfecture. — (<i>Compagnie du chemin de fer de l'Est contre sieur Stachelin.</i>)	285	IX	600
15 mars.	Bacs. — Rampe d'accès. — Cale d'abordage. — Chemin de halage. — Entretien — Obligations de la compagnie fermière. — Procédure. — (<i>Ministre des travaux publics contre société de la Vieille-Montagne.</i>)	286	IX	602
15 mars.	Travaux publics. — Prolongement d'une jetée. — (<i>Sieur Compainville.</i>)	287	IX	604

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
15 mars.	Construction d'une caserne. — Dettes de l'Etat. — Effondrement d'un mur. — Homme tué. — Indemnité. — Compétence. — (<i>Dame veuve Dumas et sieur Léonard Dumas.</i>)	288	IX	606
5 avril.	Contribution directe (patente). — Concessionnaire de chemins de fer avec péage. — Compagnie faisant exploiter par une autre compagnie, mais pour son compte personnel, la ligne dont elle est concessionnaire. — Procédure — Double degré de juridiction : chef non soumis au conseil de préfecture : irrecevabilité. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Vassy à Saint-Dizier.</i>)	334	IX	724
5 avril.	Cours d'eau non navigables. — Usines. — Curage. Usiniers. — Anciens règlements non régulièrement modifiés : décharge d'une taxe excédant les obligations à l'usinier. — (<i>Dame veuve Rouzé.</i>)	335	IX	726
5 avril.	Décompte. — Barrage sur la Seine à Melun. — Transaction. — Décision du ministre rectifiant une erreur matérielle. — Pourvoi devenu sans objet. — Désistement. — Non-lieu à statuer. — (<i>Sieur Varangot.</i>)	336	IX	728
5 avril.	Construction d'une route consortiale (Savoie). — Communes réunies en association consortiale. — (<i>Commune de Saint-Martin de Belleville et autres contre sieurs Albertazzi, Pédrino et Gianoli.</i>)	337	IX	728
5 avril.	Décompte : contestation entre une commune et son entrepreneur; responsabilité éventuelle de l'architecte : expertise ordonnée : un expert nommé par chacune des trois parties. — (<i>Sieur Boillot.</i>)	338	IX	731
12 avril.	Cours d'eau non navigables. — Communes. — Dommage à une usine. — Prise d'eau pour le service d'une ville. — Appréciation de l'indemnité due à l'usinier. — (<i>Sieur Avice contre ville du Mans.</i>)	339	IX	733
12 avril.	Dettes de l'Etat. — Travaux publics. — Territoires cédés par le Piémont. — Endiguement du Var. — Liquidation de l'entreprise. — Sommes retenues par l'Etat français. — Intérêts. — Conseil d'Etat. — (<i>Dames Villain-Moisnel et Massongue.</i>)	340	IX	735
12 avril.	Décompte. — Routes départementales et chemins vicinaux de grande communication. — (1 ^{re} espèce (<i>préfet du Loiret contre sieurs Gallon père et fils</i>); 2 ^e espèce (<i>sieur Baclard contre département du Loiret</i>); 3 ^e espèce (<i>département du Loiret contre sieur Maître.</i>)	341	IX	738
2 avril.	Matériaux de démolition déposés près d'une maison. — Exhaussement du sol. — Humidité. — Marchandises avariées. — Impossibilité de pratiquer des ouvertures au rez-de-chaussée. — Dommage à l'immeuble. — (<i>Sieur Labro.</i>)	342	IX	743

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1878 10 mai.	Décompte. — Demande d'expertise nouvelle préalable; rejet de griefs sans expertise. — Procédure. — Arrêté visant les articles du cahier des clauses et conditions générales; motifs suffisants. — (<i>Sieur Chéne.</i>)	343	IX	747
10 mai.	Baraquements pour logement de l'armée allemande. — Décompte. — (1 ^{re} espèce, <i>sieur Péquart contre ministre de la guerre</i> ; 2 ^e espèce, <i>sieur Perrotton.</i>)	344	IX	751
10 mai.	Communes. — Engagement pour la construction d'une église : ajournement : demande en résiliation. — Compétence. — Chose jugée. — (<i>Commune de Cadeihan contre sieur Monge.</i>)	345	IX	757
10 mai.	Inondation d'un immeuble en temps de crue : aggravation prétendue par suite de la construction d'un pont. — Dommages. — Expertise ayant porté, pendant dix ans, sur le régime de la rivière. — (<i>Sieur Brunier contre commune d'Aiguebelle, sieurs Rindens et autres.</i>)	346	IX	760
10 mai.	Voirie (grande). — Plantations d'arbres sans autorisation sur un chantier de la Loire : contravention; amende : ordre d'abatage sans indemnité préalable. (<i>Sieur Béhic.</i>)	347	IX	761
10 mai.	Voirie (grande). — Dépôt de remblai sur un terrain compris dans les limites de la Seine. — Contravention. — Exception de propriété : sursis. — Prescription : condamnation limitée au rétablissement des lieux dans leur état primitif et aux dépens. — (<i>Sieur Vincent, Entrepôts et Magasins généraux de Paris.</i>)	348	IX	763
10 mai.	Voirie (grande). — Port maritime. — Dépôt de charbons. — Abandon de charrette dételée. — Contravention. — Compétence. — Amende non édictée. — Absence de dommage. — Frais de procès-verbal. — (1 ^{re} et 2 ^e espèce, <i>ministre des travaux publics contre sieur Moreau et sieur Renan.</i>)	349	IX	765
17 mai.	Subventions promises par une commune en vue de la construction d'un chemin de fer d'intérêt local. — (<i>Commune de Mauvages contre sieur Delhoye-Thibergeen.</i>)	350	IX	767
17 mai.	Communes. — Subventions pour travaux publics. — Chemin de fer. — Souscription consentie par des particuliers au profit d'une commune en vue de l'établissement d'une halte ou d'un garage. — (<i>Héritiers Desprez et sieur Lepeuple-Lecouffe contre commune de Nomain.</i>)	351	IX	771
17 mai.	Dommages. — Nivellement de rue. — Abaissement			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878 17 mai.	du sol. — Rez-de-chaussée placée en contre-haut. — Intérêts : allocation par le Conseil d'Etat du jour où ils ont été demandés. — (<i>Ville de Rennes contre sieurs Coclin et Fauvel.</i>)	352	IX	773
17 mai.	Cours d'eau non navigables. — Dommages. — Usine. — Construction d'un chemin de fer par l'Etat. — Expertise. — Tiers expert. — Ingénieur en chef chargé du service spécial du chemin de fer en construction et non du service de la grande voirie. — (<i>Sieurs Rousille frères.</i>)	353	IX	776
24 mai.	Voirie (grande). — Rivières navigables. — Bassin de la Seine. — Gardes-ports. — Nomination. — Révocation. — Excès de pouvoirs. — Arrêté ministériel annulé. — Dépens. — (<i>Compagnie des Petites-Rivières.</i>)	354	IX	779
24 mai.	Algérie. — Travaux publics. — Décompte. — Port d'Alger. — Clauses et conditions générales de 1853. — (<i>Sieur Mayoux contre ministère des travaux publics.</i>)	355	IX	783
24 mai.	Travaux de voirie. — Dommages. — Expertise portant sur la responsabilité de la ville et l'importance du préjudice. — (<i>Ville de Mauriac contre le sieur Teruat.</i>)	359	IX	839
24 mai.	Travaux publics. — Décompte. — Résiliation. — Chose jugée. — Indemnité. — Intérêts simples et capitalisés. — Etat condamné à tous les dépens. — Frais d'expertise et de tierce expertise. — (<i>Sieurs Escarraquel et autres.</i>)	360	IX	840
24 mai.	Nivellement et abaissement du sol d'une rue pour régulariser les abords d'une gare. — Dommages. — Travaux s'arrêtant à 100 mètres de l'immeuble : pas d'indemnité. — Nouvel abaissement déchaussant l'immeuble : indemnité allouée. — (<i>Sieur Radiquet contre ville de Paris.</i>)	361	IX	843
24 mai.	Voirie (grande). — Eboulement d'un chemin de halage par suite d'irrigations. — Absence d'injonction de relever les terres éboulées ; pas de contravention ; renvois sans dépens. — (<i>Sieur Aguiré.</i>)	362	IX	845
31 mai.	Chemin de fer d'intérêt local. — Convention entre le département et le concessionnaire : inexécution des conditions par celui-ci : résiliation prononcée avec saisie du cautionnement. — Sous-traitant. — Intervention — Non-recevabilité. — (<i>Sieur de Meritens contre préfet de la Meuse.</i>)	363	IX	847
31 mai.	Etablissement thermal. — Irruption des eaux du canal de la Durance dans les sources minérales. — Discredit et dépréciation de l'établissement. — Dommage. — Droit à indemnité. — Mission donnée aux experts. — (<i>Sieur Ziem contre ville de Marseille.</i>)	364	IX	849

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1878				
7 juin.	Communes. — Trottoirs. — Route nationale. — Répartition des frais par le préfet : absence de délibération du conseil municipal. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieurs Imbert, Héraud et autres.</i>)	365	IX	852
7 juin.	Chemins vicinaux. — Ouverture. — Consentement prétendu conditionnel du Conseil municipal. — (<i>Commune de Saint-Junien contre sieur Guinot.</i>)	366	IX	854
7 juin.	Cours d'eau non navigables. — Dommage aux usines. — Sources détournées pour l'alimentation d'une ville. — Dommages nés et actuels : demande en indemnité recevable : expertise. — (<i>Sieurs Viviant, Riboulet et autres contre ville de Lons-le-Saulnier.</i>)	367	IX	856
7 juin.	Entretien d'une route. — Décompte. — Mise en régie. — Ordre de service. — (<i>Sieur Pianelli.</i>)	368	IX	857
7 juin.	Construction d'un pont et rectification d'une route nationale. — Décompte. — (<i>Sieurs Ladouceur et Salamand.</i>)	369	IX	860
7 juin.	Infiltration des eaux d'une ville : dommage : responsabilité de la ville ; aggravation par le fait du propriétaire : irresponsabilité de la ville. — (<i>Sieur Keunic contre ville de Marseille.</i>)	370	IX	865
7 juin.	Voirie (grande). — Police des ports. — Amarrage des navires. — Contravention. — Frais d'amarrage. — Compétence administrative et judiciaire. — (<i>Sieur Large.</i>)	371	IX	867
14 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Coupe de bois. — Exploitant ou propriétaire. — Tierce expertise régulièrement ordonnée pour vérifier l'état de viabilité du chemin au moment des transports et les dégradations causées. — (<i>Sieur Bureau.</i>)	372	IX	871
14 juin.	Pensions civiles. — Décès par naufrage ou par suite d'un acte de dévouement. — (<i>Dame veuve Hournon.</i>)	373	IX	872
14 juin.	Entretien des routes. — Décompte. — Application du cahier des charges spécial à l'entreprise. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (<i>Sieurs Divert frères contre ville d'Angers.</i>)	374	IX	873
14 juin.	Travaux exécutés en régie, compris dans l'entreprise : indemnité ; ateliers de charité non compris dans l'entreprise : pas d'indemnité. — Intérêts et intérêts des intérêts du jour des demandes. — Frais d'expertise répartis par moitié. — Dépens à la charge de la ville — (<i>Sieurs Divert frères contre ville d'Angers.</i>)	375	IX	878
21 juin.	Asile d'aliénés. — Décompte. — (<i>Département du Rhône contre sieur Salebert.</i>)	376	IX	882

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
28 juin.	Communes. — Service des boues et vidanges. — Marché passé avec l'ajudicataire. — Retard dans la livraison par la ville d'un champ de voirie. — Bases de l'indemnité réclamée : dépenses occasion- nées par le retard ; trouble causé à l'industrie de l'entrepreneur et privation de bénéfices. — (<i>Sieurs Anoll contre ville de Béziers et Jullian.</i>)	377	IX	895
28 juin.	Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Chemin en état de viabilité. — Frais d'expertise à la charge des communes. — (<i>Sieur Mercier et C^o.</i>)	378	IX	898
28 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Propriétaire. — Constructeur. — (<i>Sieur Sauteygrand, supérieur des Pères ma- ristes de Saint-Chamond.</i>)	379	IX	899
28 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Marchand de bois. — Transports pour son compte	380	IX	900
28 juin.	Cours d'eau non navigables. — Usine. — Curage. — Taxe. — Degré d'intérêt. — (<i>Sieur Le Rat de Magniot.</i>)	457	IX	1040
28 juin.	Pont suspendu. — Travaux supplémentaires. — Pro- cédure. — (<i>Ministre de l'intérieur contre le dé- partement du Puy-de-Dôme et le sieur Auger.</i>)	458	IX	1041
28 juin.	Eglise. — Fabrique. — Travaux de sculpture. — Dé- compte. — Modifications et augmentations appor- tées au cours des travaux. — Expertise. — (<i>Fa- brique de Notre-Dame de Joinville contre sieur Forgeot.</i>)	459	IX	1044
28 juin.	Chemin de fer. — Gare nouvelle. — Ministre. — Excès de pouvoirs. — (<i>Ministre des travaux pu- blics contre compagnie des chemins de fer du Nord.</i>)	460	IX	1046
5 juillet.	Communes. — Chemin vicinal de grande communi- cation. — Subventions spéciales. — Tiers-expert maire d'une commune intéressée : instruction ir- régulière : arrêté annulé. — Nouvelle tierce-ex- pertise impossible en l'état des lieux : décision au fond par le Conseil d'État. — (<i>Sieur Giraudier- Boetz.</i>)	461	IX	1052
5 juillet.	Communes. — Chemin vicinal. — Subventions spé- ciales demandées par le maire et non par le ser- vice vicinal, comme le soutenaient les industriels : régularité. — (<i>Sieur Aubineau.</i>)	462	IX	1053
5 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Usine. — Passe- relle. — Reconstruction ordonnée sur la de- mande du Conseil municipal. — Servitude de pas- sage. — Police des eaux. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Barrier.</i>)	463	IX	1056
5 juillet.	Communes. — Eglise. — Décompte. — (<i>Sieur Blon- din contre commune d'Albens</i>)	464	IX	1058

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'État.</i>			
1878				
5 juillet.	Travaux de grande voirie. — Extraction de matériaux pour la construction d'un chemin de fer par l'Etat. — Indemnité. — Expertise. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — Conducteur des ponts et chaussées désigné à tort. — Nullité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Collat.</i>).	465	IX	1062
5 juillet.	Extraction de matériaux. — Retrait de l'arrêté d'autorisation. — Pas de recours contentieux. — (<i>Compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons.</i>).	505	IX	1162
5 juillet.	Abaissement du boulevard Saint-Martin, à Paris. — Dommages. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Procédure. — Immeuble appartenant à un failli. — Indemnité réclamée par le failli pour dommages résultant de travaux publics. — Recevabilité de l'action. — (<i>Sieur Jarry.</i>).	506	IX	1164
5 juillet.	Voirie (grande) — Dettes de l'Etat. — Travaux publics. — Dommages. — Pieux laissés dans le chenal d'un port de mer. — Navire avarié. — Indemnité. — Compétence. — (<i>Sieur Goodchild.</i>).	507	IX	1166
12 juillet.	Déblais dans le rocher. — Décompte. — Prix du bordereau. — Difficultés imprévues. — Appréciation du supplément du prix dû à l'entrepreneur. — (<i>Dame veuve Giacobbi.</i>).	508	IX	1167
19 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Etang communiquant avec la mer. — (<i>Dame veuve et sieur Méhous contre commune de la Fresnais, de Saint-Pères et autres.</i>).	509	IX	1169
19 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Rétablissement des chaussées d'une rivière. — Exécution d'office par une commune en vertu de condamnations judiciaires. — (<i>Ville d'Issoudun contre dames Aladenise et consorts.</i>).	510	IX	1173
19 juillet.	Arbres abattus; démolition et reconstruction d'un mur; dommage; dépréciation d'une propriété par la perte d'ombrage et de vue résultant de l'élévation d'une voie ferrée. — Durée et importance du dommage. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre Detcheverry.</i>).	511	IX	1176
26 juillet.	Algérie. — Grande voirie. — Contravention. — Dépôt de marchandises sur une route nationale. — Relaxe. — (<i>Sieur Tolédano</i>).	512	IX	1180
26 juillet.	Communes. — Ville de Paris. — Taxe de balayage. — Application exacte du tarif régulièrement établi pour cinq ans. — Absence d'intérêt et de qualité pour contester le mode d'exécution du balayage. — Rejet. — (<i>Sieur Heuzé.</i>).	513	IX	1181

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
26 juillet.	Travaux du génie. — Limitation et résiliation. — — Perte de bénéfices : expertise ordonnée. — (<i>Sieur Rouard contre ministre de la guerre.</i>) . .	514	IX	1185
26 juillet.	Port d'Ajaccio. — Suspensions. — Résiliation. — (<i>Sieur Redon-Lionnet.</i>)	515	IX	1188
2 août.	Communes. — Subventions spéciales. — Chemins situés sur une commune et entretenus par une autre. — Droit de réclamer des subventions. — (<i>Sieur Bazin et C^e.</i>)	516	IX	1192
2 août.	Algérie. — Décompte. — Travaux du port de la Calle. — Résiliation. — (<i>Sieurs Michel, Société Rossi, Bourguignon et C^e.</i>)	517	IX	1194
2 août.	Achèvement du bassin de Bérigny, à Dieppe. — Dé- compte. — Conditions générales du 25 août 1933. — (<i>Sieur Moutet.</i>)	518	IX	1198
2 août.	Dépôt de matériaux sur un quai, à Dieppe, pour les travaux du port. — Dommage. — Suppression d'accès. — Gêne pour la location d'un immeuble — Expertise déclarée nécessaire : renvoi devant le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Boucher con- tre sieur Roche et Letellier.</i>)	519	IX	1203
2 août.	Communes. — Pavage. — Taxe. — Rues de Paris. — Publication du rôle. — Poursuites exercées après plus de trois ans. — Demande en nullité. — Prescription. — Compétence (<i>Sieur de Béarn.</i>) . .	520	IX	1205
2 août.	Communes. — Premier pavage. — Mutation de pro- priété après l'exécution des travaux. — (<i>Sieur Desportes.</i>)	521	IX	1207
2 août.	Communes. — Pavage. — Ville de Paris. — Insuffi- sance des revenus municipaux. — Frais de viabi- lité. — Promenades publiques. — Largeur nor- male. — Terrains non bâtis. — (<i>Sieurs Accary et Dervillé contre ville de Paris.</i>)	522	IX	1209
6 août.	Communes. — Travaux publics. — Pavage. — Ville de Paris. — Frais de viabilité. — Anciens usages. Egouts et éclairage. — Ouverture du boulevard Arago. — Compagnie concessionnaire. — Con- vention avec la ville. — (<i>Ville de Paris contre sieur Legrand.</i>)	523	IX	1212
6 août.	Contributions directes (patente). — Entrepreneur de distribution d'eau. — Distribution entreprise par une ville. — Assainissement des rues et alimen- tation des habitants. — Service communal non imposable à la patente. — Décharge. — (<i>Ville de Lille.</i>)	524	IX	1215
6 août.	Usine et établissement hydrothérapique traversés par un ruisseau. — Ouverture par l'Etat d'une rigole pour l'alimentation du canal de l'Est; altération de la limpidité du ruisseau. — Demande d'indem- nité : expertise : renvoi des parties devant le con-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1878 6 août.	seil de préfecture. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Pagelot.</i>)	525	IX	1316
	Voirie (grande). — Chemins de fer d'intérêt local. — Projets définitifs modifiés par le préfet sans enquête spéciale. — (<i>Sieurs Landeau, Lamothe et autres.</i>).	526	IX	1219
15 nov.	Cours d'eau. — Dérivation concédée en vue de l'irrigation. — Interruption des travaux. — Décision ministérielle prononçant la déchéance de la concession. — Recours pour excès de pouvoirs non recevable. — Compétence du conseil de préfecture. — (<i>Sieurs de Preigne, Rougier et Harouel contre ministre des travaux publics.</i>)	594	IX	1345
15 nov.	Cours d'eau. — Endiguement de la basse Seine. — Terrains conquis sur le fleuve. — Valeur. — Bases d'estimation. — (<i>Ministre des finances, endiguement de la basse Seine.</i>)	595	IX	1347
22 nov.	Expropriation. — Agrandissement des ateliers d'un chemin de fer. — Déclaration régulière d'utilité publique. — Recours pour excès de pouvoirs. — Durée de l'enquête. — (<i>Sieurs de l'Hôpital, Fleury et autres contre compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	596	IX	1351
22 nov.	Voirie (grande). — Canal de navigation concédé. — Cession par une ville à l'Etat. — Contestation sur l'obligation d'entretenir. — Perreption des revenus (<i>Ville de Roubaix contre l'Etat.</i>)	597	IX	1354
22 nov.	Subvention promise par une commune à une compagnie de chemin de fer. — Modification de tracé. — Emplacement de gare. — Acceptation par la compagnie. — Conditions remplies. — (<i>Commune de Montreuil-Bellay contre compagnie du chemin de fer de Poitiers à Saumur.</i>)	598	IX	1357
22 nov.	Dommages. — Chemins de fer. — Allongement de parcours. — Droit à indemnité. — Procédure. — Expertise, tous droits réservés. — Arrêté préparatoire. — Recours au Conseil d'Etat non recevable. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Reboux, Bray et Fantin.</i>)	692	IX	1506
29 nov.	Construction d'un pont. — Décompte. — Règlement définitif. — (<i>Sieur Letestu</i>)	694	IX	1510
29 nov.	Voirie (grande). — Domaine public. — Routes nationales. — Autorisation d'y établir une canalisation souterraine pour le gaz. — Redevances réclamées. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Dehaynin.</i>)	695	IX	1514
6 déc.	Cours d'eau. — Syndicats. — Difficultés avec l'an-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878	cien directeur, tendant à des remises de pièces, à la vérification de travaux et à l'examen de compétence. — (<i>Sieurs de Lagorde et Chaptive.</i>).	896	IX	1519
6 déc.	Travaux publics. — Décompte. — (<i>Héritiers Didier contre commune de Moutiers-sur-Saux</i>)	814	IX	1713
13 déc.	Cours d'eau non navigables. — Usine. — Chômage occasionné par les déperditions résultant du mauvais état d'un vannage. — (<i>Marais méridionaux du Loonnals contre sieur Morlet et Gadiffert.</i>).	845	IX	1715
13 déc.	Commune. — Alimentation de fontaines publiques. — Disparition partielle des eaux. — Entrepreneur. et architecte. — Malfaçons. — Retard dans l'exécution. — Responsabilité. — Intérêts des intérêts. — (<i>Commune de Courchaton contre sieurs Vergnory et Siblot.</i>)	846	IX	1719
13 déc.	Communes. — Distribution d'eau dans la ville de Pau. — Exécution vicieuse. — Responsabilité de l'entrepreneur et de ses représentants après son décès. — Possibilité reconnue par les experts de réparer les malfaçons. — Simple indemnité en argent allouée à la ville dans ce but. — Résiliation prononcée à tort contre le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Escurraguel contre ville de Pau.</i>)	847	IX	1723
13 déc.	Communes. — Construction d'un pont pour le service d'un chemin vicinal. — Sommes dues et dixième de garantie. — Intérêts. — Réception provisoire. — Prix de travaux en dehors de l'entreprise. — Intérêts des intérêts échus. — (<i>Héritiers Bossu et Ragis contre commune d'Aouste</i>) .	818	IX	1726
13 déc.	Dommmages. — Expertise. — Travaux exécutés par l'Etat. — Chemin de fer. — Ingénieur en chef tiers expert de droit (dans l'espèce, l'ingénieur en chef directeur des travaux du chemin de fer). — Autre tiers expert désigné. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Pomiès.</i>)	849	IX	1728
13 déc.	Occupation temporaire d'une chaussée — Arrêté d'autorisation. — Recours pour excès de pouvoirs. — Compétence. — (<i>Compagnie des Salins du Midi.</i>)	850	IX	1729
20 déc.	Construction d'un chemin vicinal de grande communication. — Décompte. — (<i>Sieur Battle.</i>)	851	IX	1731
20 déc.	Travaux de nivellement exécutés sur des terrains vendus. — Compétence. — Dommmages. — (<i>Ville de Béziers contre demoiselle Gouzi et sieur Babiot fils.</i>)	852	IX	1736
20 déc.	Accès d'une ferme interceptée par la construction d'un canal. — Dommmage. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Baldon.</i>)	853	IX	1737
20 déc.	Voirie (grande). — Domaine maritime. — Contra-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1878 27 déc.	vention. — Cabanes sur les grèves. — Redevances réclamées par l'Etat. — Refus de payer. — Incompétence du conseil de préfecture. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Joncour.</i>) . . .	854	IX	1733
27 déc.	Demande en résiliation. — Procédure. — Caniveaux d'une route nationale. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Perchez.</i>)	855	IX	1740
27 déc.	Décompte. — Dignes. — Interruption des travaux par suite de la guerre de 1870. — Impossibilité réciproque d'exécuter les engagements pris. — Non lieu à indemnité. — (<i>Sieurs Lobereau et autres.</i>)	856	IX	1743
27 déc.	Communes. — Distribution d'eau dans la ville de Nantes. — (<i>Compagnie générale des eaux contre la ville de Nantes.</i>)	857	IX	1747
27 déc.	Voirie (grande). — Fleuve. — Bords de la Loire. — Contravention. — Plantations. — Injonctions de les supprimer. — Amende. — Prescription. — (<i>Sieur Yvonneau.</i>)	858	IX	1751
31 déc.	Communes. — Abattoir. — Inexécution du marché par l'entrepreneur. — Abandon des chantiers. — Mise en demeure. — Résiliation et adjudication prononcées par le préfet sans mise en régie préalable. — Indemnité. — Dépens. — (<i>Sieur Cravio contre ville de Toulon.</i>)	859	IX	1753
31 déc.	Extraction de matériaux. — Arrêté préfectoral autorisant le ramassage de cailloux à la surface du sol, sur le territoire de plusieurs communes, pour l'entretien d'une route nationale et d'un chemin de grande communication. — Inaccomplissement de formalités spéciales. — (<i>Sieur Baroux.</i>) . . .	860	IX	1757
1879 17 janv.	Communes. — Pavages. — Paris. — Largeur normale. — Intérêt de la circulation. — Boulevard Haussmann. — Recouvrement des taxes. — Délai de trois ans. — Remise du rôle au percepteur. — Poursuites administratives. — (<i>Sieur de Favières.</i>)	27	X	63
17 janv.	Marais (dessèchement des). — Marais mouillés des Deux-Sèvres. — Demande en restitution de taxes — Compétence. — (<i>Sieur Martin de Beaucé et Bonnaud.</i>)	28	X	65
17 janv.	Procédure. — Conseil d'Etat. — Recours contre une décision du ministre des travaux publics confirmative d'arrêtés préfectoraux rendus en matière de cours d'eau. — (<i>Sieur Charamaule.</i>)	29	X	67
17 janv.	Travaux publics. — Compétence. — Expropriation. — Dommage nouveau non prévu par le jury : question préjudi-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	cielle. — (<i>Sieur Bizet-Dessaignes contre ville de Thiers.</i>)	30	X	67
17 janv.	Construction du chemin de fer de Toulouse à Auch. — Décompte. — (<i>Sieur Maille.</i>)	31	X	70
17 janv.	Ville de Paris. — Distribution des eaux d'égout dans les plaines voisines (Clichy, Asnières, Gennevilliers). — Ensemble de travaux adjugés à un entrepreneur. — Travaux en faisant partie, concédés ensuite à un autre entrepreneur. — Indemnité. — (<i>Sieur Varangot contre ville de Paris.</i>)	32	X	76
24 janv.	Cours d'eau non navigables. — Dommages à une usine par le fait du syndicat d'irrigation de la basse Veyle. — Appréciation des éléments de l'indemnité. — (<i>Sieur Verne contre syndicat de la basse Veyle.</i>)	33	X	80
24 janv.	Voirie (grande). — Communes. — Dommage. — Alignement et nivellement donnés. — Modifications. — Constructions. — Traité entre propriétaire et constructeur. — Résiliation judiciairement prononcée. — Conséquences à la charge de la ville de Marseille. — Sommes remboursées. — Intérêts. — (<i>Sieurs Maybon, Baptiste et C^e contre la ville de Marseille.</i>)	34	X	83
24 janv.	Voirie (grande). — Communes. — Traité pour l'ouverture de rues dans Paris. — Quartier Rolin. — Inexécution. — Résiliation. — Subvention de la ville. — Cession de terrain. — Conditions. — (<i>Ville de Paris contre sieur Vaillant.</i>)	35	X	88
24 janv.	Travaux de redressement du canal de Luçon (Vendée). — Propriété envahie par les eaux de la mer (commune de Triaize). — Appréciation de l'indemnité due par l'Etat. — (<i>Sieur de Monts.</i>)	36	X	92
7 fév.	Domaines nationaux. — Vente par l'Etat de terrains domaniaux joignant la plage de Trouville. — Interdiction d'amodier les emplacements situés du côté du large au-devant des terrains vendus. — (<i>Ministre des finances contre dame veuve Tarbé des Sablons.</i>)	37	X	95
7 fév.	Commune. — Entreprise de pavage. — Abandon de l'entrepreneur. — Matériaux approvisionnés. — Prétendu droit de détention au profit de la ville. — (<i>Ville de Falaise contre faillite Colace.</i>)	161	X	326
7 fév.	Remblai de chemin de fer. — Ligne d'Alais au Pouzin. — Dommage. — Obstacle à l'écoulement des eaux. — Propriétés déjà exposées aux débordements. — Pas de dépréciation ; pas d'indemnité due. — Propriétés atteintes par le remous ; dommages aux immeubles. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre les sieurs et dames Arnoux et autres.</i>)	162	X	329

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1879 7 févr.	Canal du Midi. — Absence de curage d'un contre-canal. — Atterrissement. — Obstacle à l'écoulement des eaux. — Inondations et infiltrations. — Dommage aux propriétés voisines. — Indemnité. — (<i>Compagnie du canal et des chemins du Midi contre la dame veuve Babou et les communes de Capestang et Qunrante.</i>)	143	X	333
21 févr.	Algérie. — Communes. — Chemins vicinaux. — Prestation. — Tramways. — Chevaux. — Eléments impossibles exagérés. — Réduction. — (<i>Commune de Mustapha.</i>)	144	X	339
21 févr.	Communes. — Chemin vicinal. — Arrêté de classement attribuant une certaine largeur au chemin, sans fixer son assiette et ses limites. — Prétendue usurpation. — Décision ultérieure de la commission départementale établissant l'assiette du chemin. — (<i>Sieur Franchineau.</i>)	145	X	340
21 févr.	Cours d'eau. — Curage. — Réclamation. — Taxe de curage établie à raison de son inexécution par le propriétaire : curage effectué par lui avant que l'entrepreneur ait commencé le travail. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Iley.</i>)	146	X	343
21 févr.	Cours d'eau. — Association syndicale. — Taxe : conseil de préfecture. — Prétendue omission de statuer. — Rectification par le Conseil d'Etat d'une erreur matérielle dans le montant de la réduction accordée par le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Foriel.</i>)	147	X	344
21 févr.	Cours d'eau. — Association syndicale. — Propriété comprise dans le syndicat. — Demande en décharge fondée sur le non usage de l'eau pendant l'année : absence d'ancien usage prononçant une dispense de taxe pour le cas : rejet de la demande en décharge. — (<i>Sieur Genis Mons.</i>)	148	X	345
21 févr.	Chemin de fer. — Ouverture d'une tranchée dans un rocher protecteur. — Inondations. — Dommage momentané. — Dépréciation permanente. — Frais d'expertise. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre Salomon.</i>)	149	X	346
21 fév.	Chemin de fer. — Tunnel ouvert sur un terrain exproprié. — Dommages. — Détournement de source alimentant les fontaines d'une commune. — Droit de la commune à une indemnité — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre commune de Fix-Saint-Geney</i>)	150	X	349
28 fév.	Algérie. — Travaux publics. — Honoraires d'un			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	chitecte-voyer. — (<i>Sieur Meister contre ville de Constantine.</i>)	151	X	352
23 fév.	Communes. — Application d'un traité pour la distribution des eaux dans la ville de Melun. — (<i>Ville de Melun contre compagnie des eaux.</i>) . .	152	X	356
14 mars.	Travaux publics. — Compétence. — Promesse de concours d'un particulier, relative à une question d'intérêts. — Compétence administrative. — (<i>Ministre des finances contre sieurs Dupont, Dreyfus et autres.</i>)	272	X	557
14 mars.	Construction d'église. — Dépenses excédant les prévisions du devis. — Responsabilité. — Entrepreneur et architecte. — Intérêts, question réservée. — Procédure. — Recours non recevable. — (<i>Commune de Colombier-Saugnieu contre sieur Duchez.</i>)	273	X	560
14 mars.	Route transformée en impasse. — Difficulté d'accès. — Dommages. — (<i>Sieur Rivet contre chemins de fer des Charentes.</i>)	274	X	563
21 mars.	Communes. — Travaux publics. — Dommage. — Chemin vicinal. — Demi-lune. — Riverain. — Etablissement de parterres. — Demande en suppression. — Droits de vue et d'accès. — Recours contentieux non recevable. — Indemnité. — Compétence. — (<i>Dame veuve Vieillard.</i>)	275	X	565
11 mars.	Communes. — Voie publique. — Alignement. — Limites actuelles. — Parcelle limitrophe. — Propriété contestée. — Refus d'alignement. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Taddet.</i>)	276	X	567
11 mars.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Taxes. — Elargissement et approfondissement. — Association syndicale antérieure à la loi de 1865. — Arrêté préfectoral. — Excès de pouvoirs. — Procédure. — Conseil d'Etat. — 154 recours dirigés contre le même arrêté et compris dans la même instruction. — (<i>Sieurs Adam-Lescail, Belval et autres.</i>)	277	X	569
1 mars.	Occupation temporaire en vue de la refection partielle d'un tunnel de chemin de fer. — Indemnité fixée contrairement à l'avis des experts, mais conformément à celui du directeur des contributions directes. — Offre d'indemnité par l'occupant, postérieure à l'expertise : totalité des frais à sa charge. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre dame veuve Canel.</i>) . .	278	X	572
1 mars.	Voirie (grande). — Maison en saillie sur une route nationale. — Réparations. — Autorisation. — Contravention. — Amende. — Démolition. — Entrepreneur. — (<i>Ministre des travaux publics contre demoiselle Le Maigre.</i>)	279	X	573

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1879				
28 mars.	Ingénieurs. — Cours d'eau non navigables. — Travaux ordonnés. — Taxes assimilées. — Frais de séjour et de voyage à la charge du propriétaire. — Décharge accordée à tort. — Annulation dans l'intérêt de la loi. — (Ministre des travaux publics contre sieur Lemoigne-Dutaillis.).	280	X	575
28 mars.	Ponts à péage. — Destruction. — Force majeure. — Responsabilité. — (Sieurs Escarraguel et Joubert.).	281	X	578
28 mars.	Déviation d'un chemin vicinal. — Dommage. — Expropriation. — (Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Souteyran et dame Rogues.).	282	X	580
4 avril.	Ateliers insalubres. — 2 ^e classe. — Usine à gaz. — (Dame Bornibus contre compagnie du gaz et des eaux de Saint-Ouen-l'Aumône.).	283	X	584
4 avril.	Communes. — Chemin vicinal. — Anticipation sur une parcelle comprise dans les limites du chemin. — Démolition des ouvrages ordonnée avec raison. — Exception de propriété : rejet. — Droit éventuel à indemnité réservé. — (Sieur Pénillard-Chardonnay.).	284	X	586
4 avril.	Pont. — Mise en régie. — Délai obligatoire. — Irregularité : prise de possession par l'Etat du matériel de l'entrepreneur. — (Ministre des travaux publics contre sieur Bouchet.).	285	X	587
4 avril.	Voirie (grande). — Concession d'un chemin de fer d'intérêt local. — Inexécution des obligations imposées au concessionnaire. — Travaux à peine commencés, puis entièrement abandonnés. — Déchéance prononcée à bon droit par le préfet. — Nécessité d'une nouvelle adjudication de la concession. — (Sieurs Parent-Pécher et Riche frères contre département de Saône-et-Loire.).	286	X	594
4 avril.	Communes. — Reconstruction d'une bibliothèque communale. — Projet mis au concours. — Architecte le premier classé devant diriger les travaux et n'en ayant pas été chargé. — Indemnité due. — (Commune de Charleville contre sieur Glaize.).	287	X	597
4 avril.	Communes. — Eglise. — Honoraires d'architecte. — (Sieur Fivet contre commune de Saint-Martin-du-Fresne.).	288	X	599
4 avril.	Travaux publics. — Algérie. — Dommages. — Expertise. — Désaccord des experts sur le partage de la responsabilité. — Nécessité d'une tierce expertise. — Arrêté annulé. — Renvoi. — Procédure. — (Sieurs Brossette-Gaillard et autres contre			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	<i>compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	289	X	601
4 avril.	Viaduc de chemin de fer. — Inondation. — Brèches dans une digue. — Cause déterminante. — Responsabilité. — Dommages. — (<i>Sieurs Meissonnier et autres contre compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.</i>)	290	X	605
5 avril.	Voirie (grande). — Ligne séparative de la mer et de rivières. — Réserve du droit des tiers. — Recours pour excès de pouvoirs non recevable. — (<i>Sieurs Labbé et Jouy.</i>)	291	X	607
15 avril.	Cours d'eau non navigable. — Taxe pour l'amélioration et l'entretien d'un canal. — Usine. — Force motrice non utilisée, mais utilisable (scierie de marbre tombant en ruine et ne fonctionnant plus depuis longtemps). — (<i>Sieur Maurel.</i>)	292	X	608
2 mai.	Colonies. — Sénégal. — Conseil du contentieux. — Communes. — Rues et places. — Trottoir formant terre-plein au-devant d'une maison. — Droit de le conserver. — (<i>Sieurs Merle et Robert contre ville de Saint-Louis du Sénégal.</i>)	293	X	610
2 mai.	Communes. — Subventions spéciales. — Transports effectués pour une usine. — Annualité. — Exagération alléguée. — Constatations et mode d'évaluation. — (<i>Sieur Brunehaut.</i>)	294	X	613
2 mai.	Marais (dessèchement de). — Marais de Floirac. — Nomination des syndics. — Propriétaires les plus imposés. — Terrains à imposer et travaux à exécuter. — Mode de recours. — Excès de pouvoirs. — Voie contentieuse. — (<i>Sieur Balguerie.</i>)	381	X	769
2 mai.	Marais (dessèchement de). — Etang de Froideville. — Curage d'un ruisseau formant fossé. — Arrêté interprétatif. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieur Germain et autres contre commune de Froideville.</i>)	382	X	771
3 mai.	Raccordement d'un chemin rural avec une route. — Dommages — Exécution par un particulier. — Caractère de travail public. — Responsabilité de la commune. — Compétence administrative. — (<i>Ministre des travaux publics contre commune de Monistrol.</i>)	383	X	773
3 mai.	Communes. — Hôtel de ville de Poitiers. — Mal-façons. — Responsabilité de l'entrepreneur. — Retards. — Frais d'expertise. — (<i>Sieur Grelault contre ville de Poitiers.</i>)	384	X	778
3 mai.	Voirie (grande). — Contravention. — Canal. — Chemin de halage. — Circulation en voiture. — Compétence. — Prescription. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Cuséot-Cheminon.</i>)	385	X	781

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1879				
2 mai.	Voirie (grande). — Canal dérivé d'une rivière. — Digue. — Servitude de halage. — Domaine public. — (<i>Sieur Digeon.</i>).	386	X	783
1 9 mai.	Pensions civiles. — Veuve d'un éclusier mort noyé par suite d'un acte de dévouement accompli dans un intérêt public, en vue de prévenir une inondation. — (<i>Dame veuve Legros.</i>).	387	X	787
9 mai.	Entrepreneur. — Ordre de service lui enjoignant de suspendre les travaux. — Ajournement n'ayant pas duré plus d'un an. — Ralentissement des travaux : aucun délai fixé pour leur achèvement. — Non-lieu à résiliation ni à indemnité. — (<i>Sieur Catani.</i>).	388	X	789
9 mai.	Canal d'irrigation. — Dommages causés à une commune. — Responsabilité. — (<i>Compagnie générale des canaux contre commune d'Artignosc.</i>).	389	X	791
9 mai.	Rectification du talus d'une tranchée de chemin de fer pour élargir la voie. — Propriété limitrophe de la crête du talus : conditions d'exploitation modifiées. — Dommage. — Appréciation de l'indemnité due. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Imbert.</i>).	390	X	795
9 mai.	Dommage. — Chemin de fer d'intérêt local. — Ligne de Gisors à Pont-de-l'Arche. — Cave sous la voie ferrée. — Infiltrations. — Indemnité. — Responsabilité. — Département. — Compagnie concessionnaire. — (<i>Département de l'Eure contre compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons et le sieur d'Houdemare.</i>).	391	X	796
16 mai.	Transports de sable. — Ville de Vernon. — Décompte. — Dépens. — Recours incident. — Frais d'expertise. — (<i>Sieur Hughes contre ville de Vernon.</i>).	392	X	801
16 mai.	Communes. — Construction d'un chemin vicinal ordinaire. — Travaux non prévus au devis. — Utilité pour une autre commune. — Payement de la dépense. — Mise hors de cause du maire. — (<i>Sieur Lefèvre contre sieur Courmont.</i>).	393	X	805
16 mai.	Propriétés voisines d'une gare de chemin de fer. — Dommages. — Ebranlement causé par le passage des trains. — Appréciation de l'indemnité due. — Frais d'expertise et dépens. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Vitte, Pillet et autres.</i>).	394	X	809
16 mai.	Voirie (grande). — Rue de Paris. — Alignement. — Mur en façade — Construction d'un dossier en pierre à côté de la pile de la porte cochère. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879	Travail non confortatif. — Non-lieu d'ordonner la			
16 mai.	démolition. — (<i>Sieur Radiguet</i>).	395	X	811
	Voirie (grande). — Port. — Navire entrant. — Refus			
	de déclaration. — Contravention. — Compétence.			
	— Amende. — (<i>Ministre des travaux publics</i>			
	<i>contre sieur Le Sund (sloop la Clurté)</i>	396	X	812
23 mai.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions			
	spéciales. — (<i>Sieur Guillotin</i>).	397	X	815
23 mai.	Cours d'eau. — Syndicat. — Recours contre l'esti-			
	mation par classes arrêtées par la commission spé-			
	ciale et l'approbation du périmètre des classes			
	donnée par le préfet. — Pas de recours conten-			
	tieux. — (<i>Chemins de fer de Paris-Lyon-Médi-</i>			
	<i>terrannée (syndicat de Moirans)</i>).	398	X	827
23 mai.	Cours d'eau. — Syndicat de l'Arc et de l'Arvan :			
	taxes. — Réclamation recevable dans les trois			
	mois de la publication du rôle, encore bien qu'elle			
	n'ait pas été produite lors de l'enquête prescrite			
	par les statuts. — (<i>Chemins de fer de Paris-</i>			
	<i>Lyon-Méditerranée (syndicat de l'Arc et de</i>			
	<i>l'Arvan)</i>	399	X	819
23 mai.	Travaux publics. — Ecole. — Malfaçons. — Archi-			
	tecte. — Responsabilité. — (<i>Sieur Pourchot</i>). . .	400	X	823
13 mai.	Voirie (grande). — Canal. — Chemin de halage. —			
	Passage avec des chevaux de halage. — Mono-			
	pole. — Contravention. — Compétence. — (<i>Sieur</i>			
	<i>Bocquet contre ministre des travaux publics</i>). . .	455	X	932
13 mai.	Voirie (grande). — Route nationale. — Alignement.			
	Constructions différentes de celles autorisées, et			
	faisant saillie. — Condamnation du propriétaire			
	et de l'entrepreneur chacun à une amende dis-			
	tincte et à la démolition. — (<i>Sieurs Fontaine et</i>			
	<i>Cassier</i>).	456	X	935
10 mai.	Cours d'eau. — Irrigations. — Syndicat. — Taxes			
	pour intérêts et amortissement d'emprunts. —			
	Taxes d'entretien. — Chômage. — Arsosages ir-			
	réguliers. — (1 ^{re} espèce : <i>sieur Privat de Ga-</i>			
	<i>rille</i> ; 2 ^e espèce : <i>sieur Gauthier</i>).	457	X	936
0 mai.	Marais. — Ecoulement des eaux d'un étang. — Ca-			
	naux d'assainissement sous des chemins ruraux			
	comblés par une commune. — Refus par l'admini-			
	stration d'exécuter des travaux pour assurer l'é-			
	coulement. — Excès de pouvoirs. — Recours non			
	recevable. — (<i>Sieur Bellot</i>).	458	X	940
0 mai.	Travaux publics. — Décompte. — Communes. —			
	(<i>Sieur Alauzet contre ville de Rodez</i>).	459	X	942
0 mai.	Commune. — Nivellement du chemin de ronde d'une			
	église. — Dommages. — Accès des propriétés			
	riveraines rendu plus difficile, nécessité de con-			
	solider les façades. — Indemnités non exagérées.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1879 6 juin.	— Frais d'expertise. — Intérêts. — (<i>Commune du Chesne contre sieurs Durcote-Petitpas et consorts.</i>)	460	X	945
6 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Maire d'une commune intéressée, nommé tiers expert; nullité. — Nouvelle expertise impossible. — (<i>Sieur Giraudier-Boetz.</i>)	461	X	947
6 juin.	Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions extraordinaires. — (<i>Sieur Leclerc d'Osmonville, héritiers Métairie et autres.</i>)	462	X	948
6 juin.	Cours d'eau. — Syndicat d'irrigation. — Constitution irrégulière. — Voies de recours. — (<i>Sieurs de Vitar, Nicolau et autres contre le syndicat du canal de Thuir.</i>)	463	X	949
6 juin.	Travaux publics. — Hôtel de ville. — Décompte. — Architecte et entrepreneur. — Responsabilité. — (<i>Sieur Ozanne c. sieur Lasserre et ville d'Aire.</i>)	464	X	953
6 juin.	Projet de construction d'école communale. — Honoraires d'architecte. — Appréciation. — Intérêts non demandés devant le conseil de préfecture, alloués du jour de la demande devant le Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Darnis contre commune de Saint-Denis près Martel.</i>)	465	X	958
6 juin.	Dépossession définitive d'un terrain en vertu d'un arrêté autorisant l'occupation temporaire. — Excès de pouvoirs. — Expropriation nécessaire. — (<i>Sieur Remize.</i>)	466	X	959
13 juin.	Communes. — Service de distribution d'eau : arrosage. — Ville de Cannes. — Concession du canal de la Siagne. — (<i>Ville de Cannes contre the Credit company.</i>)	467	X	961
13 juin.	Communes. — Chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. — Subventions spéciales. — (<i>Préfet du Pas-de-Calais contre sucrerie centrale de Cambrai, 2^e esp. contre sieurs Grand et C^o.</i>)	468	X	966
13 juin.	Travaux publics. — Résiliation réclamée pour augmentation des prix et modifications. — Décompte. — Déblais. — Maçonnerie. — Absence de préjudice causé à l'entrepreneur : pas de dommages-intérêts. — (<i>Syndicat du canal de la Soultaise contre sieur Miallot.</i>)	469	X	969
13 juin.	Cours d'eau. — Concession du canal d'irrigation de la Siagne et du Loup. — (<i>Ministre des travaux publics contre the Credit company (canal de la Siagne et du Loup, sieur de Panisse-Passis.)</i>)	470	X	973
13 juin.	Infiltration des eaux d'une fontaine et d'une citerne communale dans une cave; indemnité allouée. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879 13 juin.	Inondations postérieures dues à l'humidité naturelle du sol et à la construction défectueuse de la cave : [pas d'indemnité. — (<i>Sieur et dame Cabaud.</i>)].	471	X	977
27 juin.	Travaux publics. — Alignement modifié, demande d'indemnité. — Maison mise en contrehaut d'une voie publique nouvelle, indemnité. — Intérêts du jour de la demande; capitalisation. — (<i>Sieur Cornail et dame veuve Decugis contre ville de Nice.</i>).	472	X	979
27 juin.	Concession à des particuliers des travaux d'ouverture d'une rue, avec vente des terrains riverains (<i>Sieurs Pot, Mauss et autres contre ville de Marseille.</i>).	639	X	1295
4 juillet.	Communes. — Etablissement d'une fontaine; modification de système, fonctionnement interrompu. — Faute. — Responsabilité. — (<i>Commune de Bailly-Romainvilliers contre sieur Hanriau.</i>).	640	X	1299
4 juillet.	Communes. — Pavage. — Taxes. — Réclamation. — Délai. — Publication du rôle. — Connaissance acquise. — (<i>Ville de Paris contre héritiers Demion.</i>).	641	X	1303
4 juillet.	Communes. — Subventions spéciales. — Désaccord des experts. — Absence de tierce expertise. — Nullité. — Rapports d'experts ne contenant que des allégations contradictoires et dénuées de preuves sur l'existence ou l'importance des dégradations. — (<i>Sieur Adol.</i>).	642	X	1306
4 juillet.	Pensions civiles. — Démissionnaire pour refus de serment en 1851, réintégré dans ses fonctions en vertu du décret du 12 septembre 1870. — (<i>Sieur Tarenne.</i>).	643	X	1307
4 juillet.	Occupation temporaire et extractions. — Dépôt de matériaux. — Autorisation non excédée. — Indemnité. — Compétence du conseil de préfecture. (<i>Sieurs Dubos, Capy et C^e contre sieurs Dupin et Varangot.</i>).	644	X	1309
4 juillet.	Route nationale obstruée. — Décompte. — Frais, faux frais et réparations de dommages. — Déblais par la mine. — (<i>Sieur Sogno.</i>).	645	X	1311
4 juillet.	Sol d'une route exhaussée. — Décompte. — Droits d'octroi sur les matériaux. — Augmentation de prix. — Demande en remboursement. — Difficultés imprévues de transport. — Expertise. — (<i>Administration de l'Assistance publique contre sieurs Roche et de Launay.</i>).	646	X	1315
4 juillet.	Vues droites supprimées, privation d'air et de lumière par suite de la construction d'une maison d'écluser sur un terrain. — Dommages. — (<i>Ministre des finances contre sieur Revon.</i>).	647	X	1318

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1879 4 juillet.	Modification du niveau des voies publiques au devant d'un immeuble par suite de la construction d'un pont. — Immeuble placé en contre-bas. — Difficulté d'accès. — Dommages. — Appréciation de l'indemnité. — (<i>Sieur Bazin contre sieur Séguin et C^{ie}.</i>)	648	X	1322
11 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Travaux d'amélioration. — Contribution à la dépense. — Taxes syndicales. — Degré d'intérêt. — Moulin aliéné avant les travaux. — (<i>Sieurs Cochois-Marsilly et consorts contre le syndicat de la Haute-Seine.</i>)	649	X	1324
11 juillet.	Cours d'eau non navigables. — Curage. — Demande en décharge. — Commune riveraine prétendant n'avoir pas la mitoyenneté. — Question préjudicielle. — Sursis par le conseil de préfecture. — (<i>Sieur Emmery.</i>)	650	X	1327
11 juillet.	Entreprise résiliée. — Indemnités distinctes accordées à l'entrepreneur : 1 ^o pour pertes résultant de la résiliation ; 2 ^o pour privation de bénéfices — Appréciation des chiffres. — Intérêts et capitalisation. — (<i>Sieur Foucaux.</i>)	651	X	1329
11 juillet.	Refus d'alignement sur l'emplacement d'une rue projetée. — Compétence. — Dommage. — Indemnité. — Compétence du conseil de préfecture. — Expertise. — (<i>Ville d'Alger contre sieur Alçay.</i>)	652	X	1332
11 juillet.	Dommage causé à un pont sur la Dordogne par le choc des cintres en charpente d'un autre pont en construction enlevé par une crue des eaux. — Demande d'indemnité. — Questions de force majeure et de responsabilité : retard dans le décinement. — (<i>Compagnie du pont de Saint-Jean de Blagnac contre sieur Barthélemy.</i>)	653	X	1334
11 juillet.	Sources particulières détournées par les tranchées d'un chemin de fer. — Dommages. — Exercice d'un droit. — Non-lieu à indemnité. — Frais d'expertise mis à la charge des propriétaires réclamants. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Chamboredon et Brahic.</i>)	654	X	1337
12 août.	Communes. — Travaux publics. — Distribution d'eau dans la ville de Brest. — Concession. — Expertise ordonnée ; condamnation de la ville aux dépens. — Intérêts et intérêts des intérêts. — (<i>Sieur Branellec contre ville de Brest.</i>)	655	X	1339
12 août.	Communes. — Travaux publics. — Marché pour l'enlèvement des boues de la ville de Nice. — (<i>Sieur Krohn et ville de Nice.</i>)	656	X	1344

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
12 août.	Émigrés. — Loi du 5 décembre 1814. — Actions du canal du Midi affectés à la Légion d'honneur. — Conditions et époque de la remise. — Chose jugée. — Point de départ des arrérages. — Intérêts du jour de la demande, capitalisés à diverses époques où ils étaient dus pour plus d'une année entière. — (<i>Grand chancelier de la Légion d'honneur contre héritiers de Caramon.</i>)	657	X	1353
12 août.	Marais. — Ordonnance constitutive d'un syndicat l'obligeant à soumettre tous projets de travaux neufs et autres que ceux d'entretien et de conservation à l'approbation de l'administration supérieure. — (<i>Syndicat des marais de Bois-de-Céné et de Châteauneuf.</i>)	658	X	1371
12 août.	Génie militaire. — Cube des terrassements. — Profils et décompte acceptés sous réserves : réclamation dans les six mois ; recevabilité. — Expertise jugée nécessaire. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Algérie. — (<i>Sieur Gérard.</i>)	659	X	1373
12 août.	Travaux du génie. — Fort de Dampierre. — Déblais imprévus. — Emploi imprévu de déblais de rocs. — Demandes de prix nouveaux. — (<i>Sieur Guillo-tin contre ministre de la guerre.</i>)	660	X	1375
12 août.	Travaux publics. — Résiliation. — Demande d'indemnité. — Algérie. — (<i>Sieurs Champenois et Meuret contre ministre des travaux publics.</i>)	661	X	1380
12 août.	Commune. — Eglise. — Décompte. — Travaux supplémentaires. — Retenue de garantie. — Intérêts. — (<i>Commune de Colombier-le-Vieux.</i>)	662	X	1383
1880				
16 janv.	Travaux publics communaux. — Distribution d'eau. — Point de départ du délai d'exécution. — Travaux non abandonnés : pas de dommages-intérêts pour retard dans l'exécution. — (<i>Sieur Lalou.</i>)	512	X	1086
16 janv.	Chemin d'exploitation. — Dommages postérieurs à l'expropriation. — Droit à indemnité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Non-lieu à statuer quant à présent sur une demande d'intérêts. — (<i>Sieurs Tambon.</i>)	513	X	1090
16 janv.	Voirie (grande). — Rivière navigable. — Délimitation. — (<i>Sieurs Amiot, Barbereau et autres.</i>)	514	X	1093
	Grande (voirie). — Rivière navigable. — Amarrage. — Contravention à l'arrêt de 1877 et non à l'ordonnance d'août 1681. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieurs Lancien et Bertin.</i>)	515	X	1095
17 janv.	Travaux publics. — Compétence. — Dommage. — Ouvrier blessé. — Action contre un conducteur des ponts et chaussées représentant l'Etat. — Intervention de l'Etat. — Compétence administrative. — (<i>Sieurs Bruno et Barra contre sieur Bijon (Haute-Savoie)</i>)	516	X	1096

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Conseil d'Etat.</i>			
1880				
23 janv.	Communes. — Taxe de pavage. — Trottoirs. — Réclamation. — Délai. — Déchéance. — Pas de dépense en cette matière. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre ville de Rive-de-Gier.</i>)	517	X	1106
23 janv.	Communes. — Taxe de pavage. — Trottoirs. — Pavés. — Communes annexées. — (<i>Ville de Paris contre héritiers Cottin.</i>)	518	X	1071
23 janv.	Entreprise de dragages dans le port de Dunkerque. — Nature de déblais et quantité d'emvasement imprévues. — Vérification ordonnée par le Conseil d'Etat. — (<i>Sieur Leborgne et dame Louvet.</i>)	519	X	1109
23 janv.	Inondation d'une propriété par suite d'éboulements d'une voie ferrée. — Dommages. — Expertise. — (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Sollier.</i>)	520	X	1112
23 janv.	Dommages. — Gêne momentanée causée à la circulation d'un chemin pendant l'exécution d'un chemin de fer. — Interruption complète. — (<i>Sieurs Lesouple et Jumelle.</i>)	521	X	1114
23 janv.	Voirie (grande). — Rivières navigables. — Arbres coupés, saules et osiers. — Contravention. — Absence de pénalité. — Réparation du dommage. — Frais du procès-verbal. — (<i>Ministre des travaux publics contre sieur Bresnu.</i>)	522	X	1115
23 janv.	Voirie (grande). — Rivières navigables. — Chantiers de la Loire. — Arrêté autorisant une construction. — Qualité pour l'attaquer. — Danger d'inondation. — (<i>Sieur Boitard.</i>)	523	X	1117
30 janv.	Construction de chemin vicinal. — (<i>Sieurs Rigaud frères et C^e.</i>)	524	X	1118
30 janv.	Substitution du mode d'exploitation d'une forêt communale. — Carrière ; allongement du parcours. — Dommage à un pont non établi. — Intérêts capitalisés (art. 1154). — Frais d'expertise à la charge de la compagnie qui n'a pas offert d'indemnité. (<i>Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	525	X	1119
30 janv.	Travaux publics. — Dommages. — Qualité pour réclamer. — Evaluation du dommage causé. — Dommage éventuel. — Intérêts du jour de la demande. — Capitalisation demandée d'intérêts échus depuis moins d'une année : rejet. — (<i>Sieur Pichard contre commune de Bauliac.</i>)	526	X	1120
30 janv.	Rupture de conduite d'eau : infiltration. — Maison démolie : responsabilité de la compagnie des eaux. — Dommages. — Intérêts capitalisés dans les termes de l'article 1154 du Code civil. — (<i>Com-</i>			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>pagnie des eaux d'Arras contre sieur Trannin-Harbaville.</i>	527	X	1125
	Arrêts du Tribunal des Conflits.			
1874 18 juillet.	Décisions judiciaires passées en force de chose jugée sur la compétence. — Droit d'élever le conflit. — Déclinatoire rejeté, préfet condamné aux dépens. — Cours d'eau. — Travaux défensifs. — Constitution de syndicat. — Annulation du décret pour vice de forme. — Entrepreneurs. — Travaux antérieurement effectués. — Action contre les propriétaires intéressés. — Caractère de travaux publics. — Compétence. — (<i>Sieur Langlade, conflit de Tarn-et-Garonne</i>).	77	VI	265
1875 16 janv.	Compétence judiciaire ou administrative. — Chemin de fer en exploitation. — Etablissement d'un dépôt de charbons. — Dommage résultant de la manipulation — Conflit. — (<i>Sieur Colin contre compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée</i>).	388	VI	1079
13 nov.	Conflit (procédure en matière de). — Déclinatoire admis en première instance. — Appel. — Conflit non élevé dans la quinzaine. — Conflit élevé devant la cour sans déclinatoire préalable. — Refus de la cour d'ordonner le sursis. — (<i>Sieur de Chargère contre l'Etat</i>).	325	VII	898
1876 13 mai.	Cours d'eau non navigables. — Redressement des rives. — Propriété des alluvions. — Incorporation au lit de la rivière. — Dépossession. — Indemnité. — Conflit. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieurs Ancel, Hussenet et Michaut contre la commune de Longeville</i>).	44	VIII	119
27 mai.	Compétence. — Subvention promise en vue d'un travail public. — Concession conditionnelle de terrains pour l'exécution d'une rigole navigable. — Refus d'exécution par les héritiers. — Conflit. — (<i>Sieur de Chargère contre l'Etat</i>).	236	VIII	541
27 mai.	Voirie (grande). — Rivages de la mer. — Délimitation des limites actuelles. — Question préjudicielle. — Propriété ou possession des terres riveraines. — Conflit; compétence administrative. — (<i>Commune de Saudouville contre l'Etat</i>).	237	VIII	546
29 juillet.	Communes. — Actes administratifs. — Chemin vicinal. — Démolition d'office. — Sécurité publique. — Arrêté préfectoral. — Exécution. — Agent voyer. — Faits personnels. — Dommages. — Indemnité. — Conflit. — Questions préjudicielles. — Actes			

DATES. des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts du Tribunal des conflits.</i>			
1876 16 déc.	administratifs. — Ordres des supérieurs. — Interprétation. — (<i>Sieur Lecoq contre sieur Louis; Eure-et-Loir.</i>) Communes. — Traité pour l'éclairage au gaz. — Prorogation de la concession. — Stipulation au profit de la ville d'une participation aux bénéfices — Conflit. — Compétence administrative. — (<i>La ville de Lyon contre compagnie du gaz de la Guillotière.</i>)	329	VIII	808
1877 10 fév.	Conflit négatif. — Requête en règlement de juges. — Conclusions et jugement au fond. — Chose jugée. — Requête sans objet. — Cours d'eau non navigables. — Droit des riverains. — Limites. — Intérêt privé. — Compétence. — (<i>Commune de Bussang contre sieur Tocquaine et consorts.</i>)	56	VIII	1662
12 mai.	Travaux publics. — Compétence. — Amélioration et rectification d'un cours d'eau. — Occupation définitive de terrains. — Dépossession. — Conventions amiables sur l'indemnité. — Conflit. — (<i>Dame veuve Dodun contre l'Etat.</i>)	454	VII	1172
12 mai.	Travaux publics. — Compétence. — Route départementale. — Extraction de matériaux sur une propriété privée. — Inobservations des formalités. — Agents subalternes des ponts et chaussées. — Indemnité. — Action en garantie contre le département. — Conflit. — (<i>Sieur Gagne contre sieurs Joubert et Veyssyre et l'Etat.</i>)	386	VIII	965
1878 30 mars.	Arrosage d'une promenade publique. — Infiltrations. — Compétence. — Dommage à une propriété voisine. — Conflit négatif. — Dépens réservés. — (<i>Sieur Donnadieu contre ville de Narbonne.</i>)	387	VIII	908
30 mars.	Dommage causé à un champ par le dépôt de vases provenant d'un réservoir d'eau établi dans une gare de chemin de fer. — Compétence. — Conflit. — (<i>Sieur Gagneur contre compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.</i>)	332	IX	718
23 nov.	Travaux publics. — Compétence. — Sous-traitant. Conflit négatif. — (<i>Sieur Sebelin contre sieurs Montessuy et Chomer.</i>)	333	IX	721
		693	IX	1507
	<i>Arrêtés des Conseils de préfecture.</i>			
1875 26 juin.	Contraventions. — Grande voirie. — Chemins de fer. — Obstacles à la circulation. — (<i>L'Etat contre la compagnie de Lille à Valenciennes.</i>)	365	VII	965

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 26 juin.	Contraventions. — Grande voirie. — Chemins de fer. — Passage à niveau (défaut de gardiennage des). — (<i>L'Etat contre la compagnie de Lille à Valenciennes.</i>)	366	VII	966
1876 3 mars	Contraventions. — Grande voirie. — Navigation. — Pêcheries établies sans autorisation sur un bras non navigable. — Caractères des bras non navigables d'une rivière navigable. — Dépendances de la grande voirie. — Compétence. — Prescription de l'amende. — Condamnation aux frais. — Sursis à statuer sur la démolition des pêcheries. — (<i>Le préfet des Landes contre le sieur Dufaur.</i>)	328	VI	673
9 mai.	Pont construit par une compagnie de chemin de fer, choc et perte d'un train de flottage : responsabilité de la compagnie. — (<i>Sieur Labrosse contre la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.</i>)	6	VII	46
22 juin.	Chemins de fer : création de nouvelles stations ou gares. — (<i>Compagnie du chemin de fer du Nord contre l'Etat.</i>)	7	VII	48
	Arrêtés de la Cour de cassation. (Chambre civile.)			
1874 18 mars.	Garantie. — Jugement signifié au garanti et non au garant. — Droit d'appel du garant. — Délais. — (<i>Sieurs Laumonier et fils.</i>)	8	VI	23
23 mars.	Chemin de fer. — Transport de marchandises à grande vitesse. — Délais réglementaires. — Bénéfice des délais maintenus quant à la livraison. — (<i>Sieur Lebatteux.</i>)	9	VI	26
30 mars.	Commissionnaire de transport. — Colis. — Perte. — Action en responsabilité. — Prescription. — Exception péremptoire. — Interruption inadmissible. — (<i>Sieurs Hummel.</i>)	10	VI	27
31 mars.	Chemins de fer. — Marchandises transportées en vrac. — Application des tarifs spéciaux. — Garantie. — Frais de transport. — Avances faites par une compagnie à de précédents voituriers. — Refus de paiement par le destinataire. — Appel en garantie légitime. — Dommages-intérêts à tort prononcés. — Cassation. — (<i>Sieur Hersant.</i>)	11	VI	29
11 mars.	Chemin de fer. — § 1 ^{er} . Réception de marchandises et paiement du prix de transport en cours de route, sans protestation ni réserves. — Avaries. — Responsabilité de la compagnie. — § 2. Convention réglant le mode de transport. — Avaries qui en résultent. — Action contre la compagnie. — Rejet. — Marchandises. — Transport. — Action			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1874 7 avril.	principale. — Recours en garantie. — Lien de dépendance. — Cassation pour le tout. — (<i>Sieurs Meyer et Shanenberg.</i>)	28	VI	87
	Marchandises. — Transport. — Refus de réception. — Recours de l'expéditeur contre le transporteur. — Expiration des délais de la signification de la protestation et de la demande en justice. — Nullité — (<i>Sieur Rouchand.</i>)	29	VI	91
13 avril.	Marchandises. — Transport. — Voituriers successifs. — Avaries apparentes. — Responsabilité assumée par le voiturier primitif. — Déclaration écrite. — Irresponsabilité du voiturier intermédiaire. — (<i>Sieur Fabry.</i>)	30	VI	92
14 avril.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Chemin privé. — Propriétaires non indiqués au plan cadastral. — Formalités de publicité. — Délai imparti aux intéressés. — Déchéance. — (<i>Sieur Sardou et consorts</i>)	31	VI	93
21 avril.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Citation. — Heure de la réunion du jury. — Défaut d'indication précise sur la citation notifié à l'exproprié. — Nullité. — (<i>Sieur Comtet.</i>)	32	VI	97
22 avril.	Fonctionnaire public. — Décret du 19 septembre 1870. — Abrogation de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII. — Effet rétroactif. — (<i>Sieur Flament.</i>)	37	VI	154
29 avril.	Marchandises. — Transport. — Commissionnaires successifs. — Faute imputable au premier. — Responsabilité mise à la charge du second. — Nullité. — (<i>Sieur Grataloup.</i>)	38	VI	156
5 mai.	Chemin de fer. — Tarif différentiel spécial à certains trajets. — Voie interrompue par force majeure. — Trajet détourné. — Supplément de prix. — (<i>Sieur Hinsling.</i>)	39	VI	157
5 mai.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Voie directe interrompue par force majeure. — Trajet détourné. — Supplément de prix. — (<i>Sieur Duchemin.</i>)	40	VI	159
6 mai.	Cours d'eau. — Rivière non navigable ni flottable. — Contestations sur des questions de droit privé. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieur Béghin.</i>)	41	VI	160
6 mai.	Cours d'eau. — Rivière non navigable ni flottable. — Prise d'eau. — Contestation. — Compétence. — (<i>Sieur Pouchain.</i>)	42	VI	162
13 mai.	Chemin de fer. — Marchandises non enlevées dans les délais réglementaires. — Droits de magasinage. — Tarif obligatoire. — (<i>Veuve Combes-Mall.</i>)	43	VI	164
16 juin.	Eaux. — Ville de Paris. — Compagnie pour la			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	vente et la distribution. — Société civile. — Arrêt. — Caractère civile ou commercial d'une société. — Motifs suffisants. — Faillite. — 1 ^{re} Contestation entre un créancier et le syndic. — Fournitures faites avant la faillite. — Compétence du tribunal de commerce. — 2 ^e Fournitures d'eaux. — Ab- sence de privilège. — (<i>Société Billoir et C^e</i>) . . .	44	VI	166
1874 14 juillet.	Chemin de fer. — Transport à petite vitesse. — Tarifs généraux. — Clause de non-garantie. — Marchandises déterminées. — Validité. — Faute. — Responsabilité. — Preuve à la charge du pro- priétaire de la marchandise. — (<i>Sieur Durene</i>).	45	VI	171
15 juillet.	Chemin de fer. — Expédition. — Refus de prendre les marchandises à domicile. — Retard domma- geable pour le destinataire. — Irresponsabilité de la compagnie de chemin de fer. — Interprétation du cahier des charges. — (<i>Sieur Laprègue</i>) . . .	46	VI	172
21 juillet.	Chemin de fer. — Concession par une compagnie d'un accès particulier sur la voie ferrée pour le chargement des marchandises. — Nullité. — Con- testation. — Incompétence de l'autorité judiciaire. — (<i>Sieurs Noël et Montperney</i>)	78	VI	272
19 août.	Marchandises. — Perte. — Affectation de la voie ferrée au service militaire et invasion. — Cas de force majeure. — Irresponsabilité des compagnies de chemins de fer. — Négligence du destinataire. — Circonstance nécessaire pour la responsabilité. — (<i>Sieur Menesson et C^e</i>)	79	VI	274
24 nov.	Voiturier. — Transport de marchandises. — Retard. — Destinataire provisoire. — Réception de la marchandise et paiement des frais de transport sans réserves. — Extinction de l'action. — Con- nexion. — Demande principale. — Demande en garantie. — Jugement. — Cassation pour le tout. — (<i>Sieurs Bordet et Boston</i>)	80	VI	276
24 nov.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Indemnité. — Domages futurs et incertains. — Cassation. — (<i>Héritiers Triadou</i>)	81	VI	278
1 ^{re} déc.	Chemin de fer. — Transport de marchandises — Délais réglementaires. — Droit de s'en prévaloir nonobstant convention contraire. — (<i>Sieur Lherme</i>) .	171	VI	553
1 ^{re} déc.	Prescription. — Action. — Voiturier. — Perte de marchandises. — Réclamation verbale. — Inter- ruption à tort admise. — (<i>Sieur Poterlet</i>) . . .	172	VI	554
1 ^{re} déc.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Train non obligatoire. — Commune intention des parties. — Accident. — Retard. — Délais régle- mentaires observés. — Domages-intérêts non dus. — (<i>Dame Lepallec, épouse du sieur Le- pinée</i>)	173	VI	555

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1874 9 déc.	Cassation. — Pourvoi recevable. — Acquiescement tacite invoqué. — Fin de non-recevoir inadmissible. — Prescription. — Suspension pendant la durée de la guerre. — Loi du 26 mai 1871. — Délais expirés. — Exception rejetée. — Nullité. — (<i>Sieurs Robert et Bouvet.</i>)	174	VI	557
21 déc.	Chemin de fer. — Marchandises. — Prolongation de parcours. — Force majeure. — Taxe supplémentaire. — (<i>Sieur Chimène.</i>)	175	VI	559
23 déc.	Chemin de fer. — Homologation ministérielle d'un livret de tarifs. — Approbation implicite des conditions d'application. — (<i>Sieur Lavieille.</i>)	176	VI	561
29 déc.	Chemin de fer. — Action en dommages-intérêts. — Prescription de six mois. — Promesse d'un chef de gare. — Incident sans conséquence. — (<i>Sieur Jugé.</i>)	177	VI	562
29 déc.	Chemin de fer. — Droit de magasinage. — Lettre d'avis. — Délai. — Mise à la poste après la dernière levée. — (<i>Sieur Marchesseau.</i>)	178	VI	563
1875 4 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — L'avis. — Désignation du jury. — Loi du 3 mai 1841. — (<i>Sieur Borda.</i>)	179	VI	564
4 janv.	Chemin de fer. — Tarif homologué. — Clause de non-garantie. — Marchandise déterminée. — Perte. — Responsabilité. — Faute. — Preuve à la charge du propriétaire de la marchandise. — (<i>Sieurs Morelière et André.</i>)	180	VI	566
5 janv.	Chemin de fer. — Tarif spécial. — Stipulation de non-garantie. — Perte des objets transportés. — Responsabilité. — Faute. — Constatation du jugement. — (<i>Compagnie des Dombes et sieur Mordeste May.</i>)	181	VI	567
18 janv.	Marchandises. — Transport. — Chemin de fer. — Délais réglementaires. — (<i>Sieur Pinsard.</i>)	182	VI	568
20 janv.	Chemin de fer. — Transport. — Délai de transmission. — Marchandises sujettes à s'altérer. — (<i>Sieur Fourquet.</i>)	183	VI	570
20 janv.	Chemin de fer. — Transport des marchandises. — Réception et payement du prix de transport. — Avaries occultes. — Demande en dommages-intérêts. — Rejet. — (<i>Sieur Canagnier.</i>)	184	VI	571
3 févr.	Cours d'eau. — Propriétaire non riverain. — Possession légale. — Action possessoire. — (<i>Sieur Salloberry.</i>)	185	VI	571
8 févr.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Réquisition d'acquisition totale. — Offres supplémentaires nécessaires. — Délais. — (<i>Sieur Caley contre Delloye-Tiberghien.</i>)	186	VI	573

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875				
15 fév.	Chemin de fer. — Transports. — Petite vitesse. — Délais distincts pour l'expédition et le transport des marchandises. — (<i>Sieur Lecomte.</i>)	187	VI	574
1 ^{er} mars.	Action possessoire. — Trouble apporté à la possession d'un cours d'eau. — Maire. — Exécution d'un arrêté préfectoral. — Acte administratif. — Incompétence des tribunaux civils. — (<i>Sieur Fos-sat contre sieur Chambon-Bellot.</i>)	188	VI	576
3 mars.	Chemin de fer. — Transport des marchandises. — Réquisition de wagons vides. — Pas d'obligation pour la compagnie. — (<i>Sieur J. Bédos et fils.</i>)	189	VI	577
17 mars.	Cassation. — Pourvoi formé par un mandataire. — Ratification. — Validité. — Expropriation pour cause d'utilité publique. — § 1 ^{er} . Jury. — Composition. — Serment. — Juré excusé. — Remplacement contraire à la loi. — § 2. — Irrégularité dans la constitution du jury. — Silence et comparation des parties. — (<i>Sieur Samazeuilh.</i>)	190	VI	580
4 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Pourvoi. — Décision du jury seule visée. — Vice propre à l'ordonnance du magistrat directeur. — Recevabilité. — Tableau des offres et demandes. — Mise sous les yeux du jury. — Procès-verbal. — Mention erronée indifférente. — (<i>Epoux Daurel.</i>)	191	VI	582
31 mai.	Chemin de fer. — Transport des marchandises. — Petite vitesse. — Réseaux différents. — Exploitation par une seule et même compagnie. — Délais réglementaires. — (<i>Sieur Guillemain.</i>)	192	VI	584
2 juin.	Séparation des pouvoirs. — Travaux d'utilité communale. — Défaut d'autorisation administrative. — Ouvrages non publics. — Compétence des tribunaux ordinaires. — Cassation. — Ordre de juridictions. — Moyen compliqué d'une question de fait non soumise aux premiers juges. — Irrecevabilité. — Appel civil. — Conclusions primitives. — Moyen nouveau. — Demande nouvelle à tort prétendue. — Cassation. — Action communale. — Formalités légales non observées. — Moyen à tort invoqué. — Irrecevabilité du moyen invoqué pour la première fois en cassation. — (<i>Sieur Viviant.</i>)	193	VI	585
juin.	Chemin de fer. — Tarif spécial. — Demande expresse. — (<i>Sieur Nizerolle.</i>)	194	VI	589
10 juin.	Séparation des pouvoirs. — Contestation entre plusieurs syndicats. — Compétence judiciaire. — (<i>Syndicat de Cabedan-Neuf.</i>)	229	VI	675
1 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Appréciation d'un dommage éventuel. Nullité. — (<i>Sieur Magne.</i>)	230	VI	678

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1875 4 août.	Chemin de fer. — Transport. — Délais réglementaires. — Vérification par la cour de cassation. — Transport. — Dépôt dans un bureau de ville. — Indivisibilité de l'ensemble des délais. — Point de départ. — Livraison à domicile. — Heure de délivrance. — (<i>Sieur Chabanne.</i>)	393	VI	1093
11 août.	Cassation. — Pourvoi formé au nom d'une compagnie de chemin de fer. — Directeur de l'exploitation. — Recevabilité. — Expropriation pour cause d'utilité publique. — Liste du jury. — Maximum dépassé. — Choix de l'autorité judiciaire. — Nullité. — (<i>Dame veuve Granet.</i>)	394	VI	1095
11 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Liste du jury. — Maximum dépassé. — Choix fait par la cour. — Nullité d'ordre public. — (<i>Sieur Pierre-François Marqués.</i>)	395	VI	1097
11 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Expropriation partielle. — Réquisition d'expropriation totale. — Défaut d'offre, de demande et de conclusions. — Impossibilité pour le jury de statuer. — (<i>Epoux Espagnac.</i>)	396	VI	1098
25 août.	Chemin de fer. — Transport des marchandises. — Avaries. — Vice propre de la chose. — Responsabilité à tort admise. — (<i>Sieur Goby et Lavelle.</i>)	397	VI	1099
25 août.	Chemin de fer. — Compagnie étrangère. — Règlements régulièrement publiés. — Caractère obligatoire. — Contrat de transport. — Extinction du contrat. — Livraison des marchandises. — Voiturier. — Restriction de la responsabilité. — Forfait. — Clause licite. — (<i>Sieurs Adler et Rousseau.</i>)	398	VI	1100
15 nov.	Chemin de fer. — Condamnation de la compagnie à des dommages-intérêts. — Commandement et saisie. — Signification faite en dehors du siège social. — Nullité. — (<i>Sieur Durand.</i>)	399	VI	1102
17 nov.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Indemnité hypothétique et distincte des divers chefs d'indemnités contestés. — (<i>Sieurs Coignet père et fils.</i>)	400	VI	1103
24 nov.	Chemin de fer. — Réception de la marchandise et paiement du prix du transport. — Demande ultérieure de dommages-intérêts pour avaries. — Exception. — Rejet. — Nullité. — (<i>Sieur David Bacri.</i>)	401	VI	1106
14 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Chemins vicinaux. — Jury. — Composition illégale. — Nullité. — (<i>Sieur Caumon.</i>)	402	VI	1107
	Chemin de fer. — Transport de marchandises. —			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 14 déc.	Tarifs dûment homologués. — Clause de non-garantie. — Responsabilité. — Preuve. — (<i>Sieur Pirani</i>).	403	VI	1108
23 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Agrandissement d'un cimetière. — Désignation du jury. — Tribunal de première instance. — Excès de pouvoirs. — (<i>Sieurs Auclair et autres</i>).	404	VI	1109
22 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Serment préalable non prêté. — Décision. — Nullité. — (<i>Compagnie des Dombes et des chemins de fer du sud-Est</i>).	405	VI	1110
22 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Chemins vicinaux. — Délibération du jury. — Présence nécessaire du magistrat directeur. — Voix délibérative. — Jurés. — Serment non prêté. — Nullité. — (<i>Sieur Gardes</i>).	406	VI	1112
23 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Fabrication d'allumettes chimiques. — Indemnités. — Questions distinctes. — Décision unique. — Excès de pouvoir. — Nullité. — (<i>Sieur Choisy</i>).	407	VI	1114
27 déc.	Chemin de fer. — Emargement de la feuille de livraison et paiement du prix de transport. — Défaut de réception effective. — Vérification impossible. — Perte. — Responsabilité du voiturier. — (<i>Sieurs Boutin, Brière et Rousteaux</i>).	408	VI	1115
1876 18 janv.	Action possessoire. — Adjudicataire de travaux publics défendeur. — Domages. — Arrêté préfectoral en cause. — Incompétence du juge de paix. — Appel. — Intervention de la commune. — Possession contestée. — Conclusions au fond. — Compétence. — Titres contestés. — Instance au pétitoire. — Rejet de l'action possessoire. — Cassation — (<i>Héritiers Lagarrigue contre sieur Boussés</i>).	214	VII	659
24 janv.	Chemin de fer. — Tarif spécial. — Clause de non-responsabilité. — Preuve. — (<i>Sieurs Abbeé, Collet et C^e</i>).	215	VII	662
7 fév.	Pourvoi. — Fin de non-recevoir. — Réception des dépens. — Acquiescement. — Terrains affectés à des travaux d'utilité publique. — Occupation sans transmission de propriété. — Epoque de l'évaluation de l'indemnité. — (<i>Sieur Régis Cély</i>).	216	VII	663
14 fév.	Chemin de fer. — Transport. — Avarie. — Responsabilité. — Fin de non-recevoir. — Réception de la marchandise et paiement de la lettre de voiture sans protestation ni réserves. — Expertise dissimulée. — Cause des avaries. — Charge de la preuve. — (<i>Sieur Caroff et C^e</i>).	217	VII	665
13 fév.	Chemins de fer. — Voie de terre reliant deux sections. — Homologation des tarifs non obligatoire. — (<i>Sieur Thiollier</i>).	218	VII	666

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1876				
13 mars.	Cours d'eau. — Règlement par arrêté préfectoral. — Convention. — Nullité. — (<i>Dame veuve Gousard.</i>)	219	VII	668
22 mars.	Chemins de fer. — Wagons requis par un expéditeur. — Délai de transport. — (<i>Sieur Alphonse Lehomme.</i>)	220	VII	671
22 mars.	Cassation. — Requête civile. — Eaux fluviales et ménagères. — Voie publique. — (<i>Sieur Barilly.</i>)	221	VII	673
5 avril.	Chemins de fer. — Marée. — Délais de transport. — (<i>Sieur Corbie.</i>)	222	VII	675
26 avril.	Chemins de fer. — Avaries. — Action en indemnité. — Fin de non-recevoir. — Réception de la marchandise et paiement du prix de transport sans protestation ni réserve. — (<i>Sieur Hausert et autres.</i>)	223	VII	676
10 mai.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Avaries. — Prescription. — Livraison des marchandises. — Retard. — Demande en dommages-intérêts. — Article 108 du Code de commerce inapplicable. — Délai réglementaire. — (<i>Sieur Pagès-Ville.</i>)	224	VII	677
15 mai.	Chemins de fer. — Réception de la marchandise. — Réclamation pour retards. — Fin de non-recevoir. — Force majeure non constatée. — (<i>Sieurs Lambon, Anlot et Braum.</i>)	225	VII	680
30 mai.	Chemin de fer. — Transport. — Demande de wagons vides. — Convention illicite. — (<i>Société des mines d'Anzin.</i>)	226	VII	681
31 mai.	Chemins de fer. — Impôt sur le prix des places des voyageurs. — Enregistrement des bagages. — (<i>Administration des contributions indirectes.</i>)	227	VII	682
18 juillet.	Chemins de fer. — Perte de la marchandise. — Responsabilité — Délai de livraison à domicile. — (<i>Sieur Eugène Robert.</i>)	338	VII	929
18 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Défaut de notification. — (<i>Sieur Dupont.</i>)	339	VII	930
31 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Dommage direct. — Compétence du jury. — (<i>Sieur Fontanseau.</i>)	340	VII	931
3 août.	Cours d'eau. — Règlement administratif. — Compétence judiciaire. — (<i>Sieur Prestrot.</i>)	341	VII	932
7 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Publicité. — Défaut de constatation. — (<i>Sieur Bau- not.</i>)	342	VII	935
14 août.	Commissionnaire de transport. — Voiturier. — Responsabilité. — Etendue. — (<i>Sieur Léry.</i>)	343	VII	935
28 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Compétence judiciaire. — Arrêté de cessibilité. — (<i>Ville de Versailles et autres.</i>)	344	VII	937

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876				
28 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Désignation des membres du jury. — Jonction d'affaires distinctes. — Lieu des délibérations. — Délibération secrète et sans déssemparer. — (<i>Compagnie du Crédit agricole et autres.</i>)	345	VII	939
7 nov.	Rivières non navigables ni flottables. — Droit de jouissance. — Action en complainte. — Compétence. — Appel des jugements de justice de paix. — Demande reconventionnelle. (<i>Sieur Lautel.</i>)	346	VII	941
8 nov.	Compétence. — Question préjudicielle. — Interprétation d'actes administratifs. — (<i>Commune de Payrac et sieur Albarel.</i>)	347	VII	943
15 nov.	Chemins de fer. — Tarifs obligatoires. — Supplément de taxe à l'arrivée. — (<i>Sieur Fougère.</i>)	348	VII	944
20 nov.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Aliénement. — Indemnité. — (<i>Sieur Bertucat.</i>)	349	VII	946
6 déc.	Chemins de fer. — Tarifs obligatoires. — Délais de transports. — (<i>Sieur Longe.</i>)	350	VII	946
11 déc.	Chemins de fer. — Tarifs obligatoires. — Transport de chiens. — Responsabilité. — (<i>Sieur Levasseur-Bouchez.</i>)	351	VII	947
1877				
2 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Indemnités distinctes. — (<i>Dame veuve Paul Barthez.</i>)	352	VII	949
2 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Composition du jury. — (<i>Sieur Blanc et consorts.</i>)	353	VII	950
9 janv.	Chemins de fer. — Application des tarifs. — (<i>Sieur Boisset.</i>)	354	VII	951
10 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Cession amiable. — (<i>Dame veuve Deligny.</i>)	355	VII	952
5 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Pourvoi en cassation. — Délai. — Envoi des pièces au greffe. — Nature de l'indemnité. — (<i>Sieur Raignoux et consorts.</i>)	356	VII	953
19 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Serment. — (<i>Sieur Abel Milhé.</i>)	357	VII	955
9 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Liste ancienne. — (1 ^{er} arrêt, sieur Garnier; 2 ^e arrêt, sieur Nicolas.)	358	VII	956
6 fév.	Chemins de fer. — Avaries. — Réception de marchandises. — Mandataire. — (<i>Bonassieu et sieur Billy.</i>)	359	VII	959
6 fév.	Chemins de fer. — Tarif spécial. — Clause de non-garantie. — (<i>Sieur Stable et C^e.</i>)	360	VII	960
9 fév.	Chemins de fer. — Tarif spécial. — (<i>Sieur Chailan frères.</i>)	361	VII	961
9 avril.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Compétence. — Déclaration d'utilité publique. — Jugement d'expropriation. — Production des pièces.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1877	— Enquête préalable. — Rues de Paris. — (<i>Sieur Haincque de Saint-Senoch.</i>)	67	VIII	187
11 avril.	Chemin de fer. — Avaries. — Réception et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — (<i>Sieur Guérin.</i>)	68	VIII	190
11 avril.	Chemin de fer. — Avaries. — Responsabilité. — (<i>Sieurs Rouillié et Bourcier.</i>)	69	VIII	191
23 avril.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Indemnité inférieure aux offres. — Cassation totale. — Connexité. — (<i>Sieur Laumonier-Cariol.</i>)	70	VIII	193
25 avril.	Chemin de fer. — Prix de transport. — Répétition. — Fin de non-recevoir. (1 ^{re} espèce : <i>sieur Emilien Delhon</i> ; — 2 ^e espèce : <i>sieur Etienne Gourron.</i>)	71	VIII	194
25 avril.	Chemin de fer. — Livraison à domicile. — Délai. — (<i>Sieur Constant Delaune.</i>)	72	VIII	196
1 ^{er} mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Remise des pièces au jury. — (<i>Sieur Jenart.</i>)	73	VIII	197
1 ^{er} mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Délibération sans désemparer. — (<i>Madame veuve Monnier.</i>)	74	VIII	198
29 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Expropriation du sol. — Substructions. — Offres. — Indemnité. — Mode de calcul. — Offres. — Délai pour délibérer. — (<i>Sieur Adolphe Boulland.</i>)	75	VIII	199
28 mai.	Chemins de fer. — Défaut de paiement du prix de transport. — Droit de vente. — Droits de magasinage. — Entrepôt. — (<i>Sieur Léon Cuvier.</i>)	76	VIII	202
29 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Publicité des débats. — (<i>Sieur Duboscq.</i>)	77	VIII	203
29 mai.	Chemins de fer. — Droits de magasinage. — Tarif obligatoire. — (<i>Sieurs Gaussern et Baluyet.</i>)	78	VIII	204
30 mai.	Chemins de fer. — Transport sans garantie. — Avarie. — Preuve. — (<i>Sieur Gouirand et Schffoltz.</i>)	79	VIII	205
11 juin.	Prescription. — Acte interruptif. — Chemins de fer. — (<i>Sieur Viaud.</i>)	80	VIII	207
12 juin.	Jugements et arrêts. — Qualités. — Rédaction. — Cassation. — Moyen nouveau. — Chemins de fer. — Livraison de marchandises. — Jugements et arrêts. — Défaut de motifs. — Chose jugée. — (<i>Sieurs Husson, Rohée et Laffetay.</i>)	81	VIII	208
13 juin.	Chemins de fer. — Réception de la marchandise et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — Destinataire. — (<i>Sieurs Bless et consorts.</i>)	82	VIII	210
10 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Ques-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877	tion préjudicielle. — Indemnité alternative. — (<i>Sieur Brunot.</i>)	83	VIII	211
11 juillet.	Action pétitoire. — Cours d'eau. — Cumul du pos- sessoire et du pétitoire. — (<i>Sieur Faraldo.</i>) . . .	84	VIII	212
16 juillet.	Chemins de fer. — Avaries. — Réception et paye- ment du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — (<i>Dame Ducret et sieurs Schmüttelin et Hu- ret.</i>)	85	VIII	214
24 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Tra- vaux d'intérêts commun. — Offres. — Convoca- tion des parties. — Signification. — (<i>Commune de Rodez.</i>)	86	VIII	215
24 juillet.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délai. — Tarif spécial. — Transport sans garan- tie. — Avarie. — Preuve. — (<i>Sieur Boichet.</i>) . .	87	VIII	217
25 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Tra- vaux accessoires. — Acquisitions postérieures au jugement. — (<i>Sieurs Roudières.</i>)	88	VIII	220
6 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Che- mins vicinaux. — Composition du jury. — Visite des lieux. — (<i>Sieurs Chollet.</i>)	89	VIII	222
8 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délai. — (<i>Sieur Lagache.</i>)	90	VIII	224
8 août.	Chemins de fer. — Tarifs. — (<i>Sieur Bouvard.</i>) . .	91	VIII	225
14 août.	Chemins de fer. — Tarifs. — Militaires. — Chevaux. — (<i>Sieur Humann.</i>)	92	VIII	226
21 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — (Dé- signation des ayants-droit.	93	VIII	227
12 nov.	Société. — Action en justice. — Pourvoi. — Par- ties en cause. — Garantie. — Pourvoi du garant. — Voiturier. — Transport de marchandises. — Prescription. — (<i>Compagnie des chemins de fer de l'Est et autres.</i>)	388	VIII	971
20 nov.	Action possessoire. — Domaine public. — Impres- criptibilité. — (<i>Sieur Méau.</i>)	389	VIII	973
19 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — In- dennité en nature. — Arbres. — (<i>Sieur Ferrey.</i>) .	390	VIII	974
1878				
2 janv.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Tarif. — (<i>Sieur Albouy.</i>)	31	IX	77
22 janv.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Chargement. — Engagement d'un chef de gare. — (<i>Sieur Bassuyaux-Seulfort.</i>)	32	IX	78
22 janv.	Chemins de fer. — Tarif de transport. — Pouvoir du juge. — (<i>Compagnie des chemins de fer du Midi.</i>)	33	IX	79
5 fév.	Chemins de fer. — Tarif spécial. — Demande ex- presse. — (<i>Sieur Guéret-Delamare.</i>)	34	IX	80
6 févr.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Juge- ment. — Jonction du plan parcellaire à la minute.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1878	— Excès de pouvoir. — (Sieurs <i>Dacher et autres.</i>)	35	IX	81
13 fév.	Chemins de fer. — Tarifs. — Erreur sur la taxe. — Dommages-intérêts. — (Sieur <i>Aggery.</i>)	36	IX	82
13 fév.	Chemins de fer. — Avaries. — Responsabilité. — Fin de non-recevoir. — (Sieur <i>Enjabric.</i>)	37	IX	84
13 fév.	Chemins de fer. — Tarifs. — Répétition de l'indû. — Preuve. — (Sieur <i>Schmid.</i>)	38	IX	85
20 fév.	Chemins de fer. — Avaries. — Responsabilité. — Preuve. — Action en justice. — Dommages-intérêts. — (Sieur <i>Girard et consorts.</i>)	39	IX	86
20 fév.	Chemins de fer. — Tarifs. — Erreur de l'expéditeur. — Dommages et intérêts. — (Sieurs <i>Bijean et Hales.</i>)	40	IX	88
26 fév.	Compétence. — Acte de commerce. — Distribution d'eau. — (Sieurs <i>Thébaud et autres.</i>)	41	IX	89
11 mars.	Chemins de fer. — Tarifs. — Cassation. — Chefs distincts. Cassation partielle. — Dépens. — (Sieur <i>Filliol et compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans et de l'Ouest.</i>)	42	IX	90
11 mars.	Chemins de fer. — Tarifs. — Perception insuffisante. — Erreur imputable à la compagnie. — Dommages-intérêts. — (Sieur <i>Barthélemy, Corcellet et Bernard.</i>)	43	IX	92
11 mars.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Cassation. — Incompatibilité. — Magistrat directeur. — Jury. — Nombre de jurés. — (Sieurs <i>Saleil et autres.</i>)	44	IX	93
27 mars.	Chemins de fer. — Tarifs. — Retard. — Avaries. — Indemnités distinctes. — (Sieur <i>Goulden et compagnie des chemins de fer de l'Est.</i>)	45	IX	95
8 avril	Chemins de fer. — Refus de recevoir du destinataire. — Remise des épaves à l'administration des domaines. — (Compagnie des chemins de fer du <i>Midi et sieur Rivière.</i>)	46	IX	96
10 avril.	Chemin de fer. — Dommages-intérêts. — Fin de non-recevoir. — Réception et paiement. — (Sieur <i>Juteau.</i>)	47	IX	98
10 avril.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délai. — (Sieur <i>Roux.</i>)	48	IX	99
17 avril.	Chemins de fer. — Tarif commun. — (Compagnie des chemins de fer du <i>Midi.</i>)	49	IX	101
17 avril.	Chemins de fer. — Tarif commun. — Demande expresse. — (Sieur <i>Puzykouski et compagnies des chemins de fer du Midi et de l'Ouest.</i>)	50	IX	103
6 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Liste des jurés. — Renouvellement. — Conseil général. — Désignation du jury. — Sursis. — (Sieurs <i>Daliphard, Ruel et autres.</i>)	51	IX	103

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
6 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Désignation du jury. — Sursis. — (<i>Sieurs Duterte, Béchet et autres.</i>)	59	IX	105
7 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jugement d'expropriation. — Signification. — Pourvoi. — Recevabilité. — Acquiescement. — Jugement d'expropriation. — Noms des parties. — (<i>Veuve Agulhon.</i>)	53	IX	106
8 mai.	Chemins de fer. — Avaries. — Réception et paiement. — Fin de non-recevoir. — (<i>Sieur Jacquier.</i>)	54	IX	109
14 mai.	Chemin de fer. — Tarifs. — Classification des marchandises. — (<i>Sieur Mage-Boité.</i>)	68	IX	169
14 mai.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délais réglementaires. — Convention spéciale. — (<i>Sieur Tony-Benon.</i>)	69	IX	171
22 mai.	Cours d'eau. — Colonies. — Compétence administrative. — Jugements et arrêts. — Clôture des débats. — Production. — (<i>Mademoiselle Prévile.</i>)	70	IX	173
22 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Jurés supplémentaires. — (<i>Sieur Fabrier.</i>)	71	IX	175
27 mai.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Réception et paiement. — Fin de non-recevoir. — (<i>Sieur Desclaux.</i>)	72	IX	176
27 mai.	Chemins de fer. — Tarifs. — Classification des marchandises. — Emballage. — (<i>Sieur Tourrou fils.</i>)	73	IX	178
27 mai.	Chemins de fer. — Livraison de marchandises. — Jugements et arrêts. — Défaut de motifs. — (<i>Sieurs Ribaudy.</i>)	74	IX	179
4 juin.	Chemins de fer. — Compagnies étrangères. — Règlements étrangers. — (<i>Sieurs Camion frères.</i>)	75	IX	180
5 juin.	Chemins de fer. — Avaries. — Vice propre. — Responsabilité. — (<i>Sieur Beuzebosc.</i>)	76	IX	182
5 juin.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Rétrocession. — Evaluation. — (<i>Epoux Abeille.</i>)	77	IX	184
16 juin.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury. — Incapacité. — Cassation. — (<i>Sieur Aubert.</i>)	78	IX	185
3 juillet.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Droits de magasinage. — (<i>Sieurs Chabrier et consorts.</i>)	79	IX	186
15 juillet.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Envois partiels. — Réception et paiement. — (<i>Sieurs Decourt et Aufrève.</i>)	80	IX	187
6 juillet	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délai de livraison. — (<i>Sieur Lafite.</i>)	81	IX	189
5 août.	Chemins de fer. — Lettre de voiture. — Retrait des marchandises. — Responsabilité. — (<i>Sieurs Filho et Hatet et C^e.</i>)	381	IX	901
7 août.	Chemins de fer. — Livraison des marchandises. — Lettres d'avis. — (<i>Sieur Carreyron.</i>)	382	IX	903

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1878				
7 août.	Chemins de fer. — Compagnies étrangères. — Conditions de transport. — (<i>Sieur Tomatis et compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon.</i>) . . .	383	IX	904
7 août.	Chemins de fer. — Avaries. — Tarifs spéciaux. — Responsabilité. — (<i>Sieur Alaux.</i>)	384	IX	905
20 août.	Chemins de fer. — Avaries. — Délai de transport. — Responsabilité. — (<i>Sieur Saury.</i>)	385	IX	906
27 août.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury — Désignation des membres. — Notification des offres. — (<i>Sieur de Mark de Panisse-Passis.</i>) . .	386	IX	907
27 août.	Chemins de fer. — Livraison de marchandises. — Lettres d'avis. — (<i>Sieur Bernardy.</i>)	387	IX	908
27 août.	Chemins de fer. — Avaries. — Commissionnaire de transport. — Responsabilité. — (<i>Dame Dubail contre veuve Boucart.</i>)	388	IX	910
6 nov.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Payement du prix. — Vérification en douane. — (<i>Sieurs Debax et Strapp.</i>)	389	IX	911
12 nov.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Droits de transmission. — Tarifs spéciaux. — Chemins de fer d'intérêt local. — (<i>Sieurs Firmin Didot et C^e et la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Rouen.</i>)	390	IX	914
13 nov.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jugement. — Désignation des terrains. — (<i>Le préfet de la Somme et la compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Vélucourt d'Orléans à Rouen.</i>)	391	IX	916
20 nov.	Transports maritimes. — Mandat. — Dommages-intérêts. — (<i>Sieurs Pardiac et Rives.</i>)	392	IX	919
10 déc.	Chemins de fer. — Avaries. — Clause de non-garantie. — Responsabilité. — (<i>Sieur Chapon.</i>) . .	397	IX	1521
10 déc.	Chemins de fer. — Avaries. — Bulletin de garantie. — (<i>Sieurs Milliaud, Fénelon et fils.</i>)	398	IX	1522
1879				
8 janv.	Chemins de fer. — Application des tarifs. — Erreur. — Répétition. — Fin de non-recevoir. — (<i>Sieurs Daumas et Long.</i>)	409	X	1228
15 janv.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Dommages directs. — Chose jugée. — (<i>Héritiers Cénac.</i>)	410	X	1229
5 févr.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Responsabilité. — Avaries. — Vice de la chose. — (<i>Sieurs Axemar et consorts.</i>)	411	X	1231
11 févr.	Voirie. — Déclassement. — (<i>Sieur Chamonin et ville de Lille.</i>)	412	X	1232
11 févr.	Voirie. — Chemin public impraticable. — Dommage. — (<i>Sieur Gosse.</i>)	413	X	1233

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
17 févr.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Pour- voi. — Signification. — Domicile élu. — (<i>Sieur Montcharville, syndic de la faillite de la com- pagnie du chemin de fer de Lille à Valenciennes.</i>)	614	X	1234
25 mars.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Tarif. — (<i>Sieur Chailan</i>)	615	X	1236
26 mars.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Lettre d'avis. — (<i>Sieur Ducardon.</i>)	616	X	1237
31 mars.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Retard. — (<i>Sieur Nicolet.</i>)	617	X	1238
8 avril.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — In- dennité alternative. — (<i>Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.</i>)	618	X	1239
9 avril.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Commissionnaire. — Voituriers successifs. — Obli- gations directes. — Chose jugée. — Défendeurs différents. — (<i>Compagnie du chemin de fer du Nord et les sieurs Van Gendt et C^e.</i>)	619	X	1240
9 avril.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Remise. — Destinataire. — (<i>Compagnie du che- min de fer du Nord et les sieurs Van Gendt et C^e.</i>)	620	X	1242
20 mai.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Dommages directs. — Indemnité. — Fixation éven- tuelle. — Renvoi. — Indemnités distinctes. — Complexité. — (<i>Commune de Pleudihen (Côtes- du-Nord.)</i>)	621	X	1243
16 juin.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Avaries. — Responsabilité. — (<i>Sieurs Ravillat et Werlein frères.</i>)	622	X	1245
16 juin.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délais réglementaires. — Conventions nouvelles. (<i>Sieur Venturi Pompilio.</i>)	623	X	1247
17 juin.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Avaries. — Responsabilité. — (<i>Sieur Seilhan.</i>)	624	X	1248
17 juin.	Chemins de fer. — Transport des marchandises. — Responsabilité. — (<i>Sieur Desseignet.</i>)	625	X	1249
1 ^{er} juillet.	Voirie. — Mitoyenneté. — (<i>Sieur Vigé.</i>)	626	X	1250
2 juillet.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Perceptions indues. — Responsabilité. — Trans- port de marchandises. — Perception indue. — Intérêts. — (<i>Sieur Deler.</i>)	627	X	1251
2 juillet.	Chemin de fer. — Transport de marchandises. — Fin de non-recevoir. — Faute. — (<i>Sieur Mar- tin.</i>)	628	X	1253
2 juillet.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Livraison. — Délais. — (<i>Dame veuve Moutié et consorts.</i>)	629	X	1254
28 juillet.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Ma- gistrat directeur. — Plus-value. — Excès de pou-			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. civ.).</i>			
1879	voir. — Dommage éventuel. — Indemnité additionnelle. — (<i>Sieur Galonnier de Miremont et sieur Grousset (Pierre)</i> .)	630	X	1255
4 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — — Prescription en cas de perte ou d'avarie. — Non-envoi. — (<i>Sieur Gauthier de Sainte-Croix</i> .)	631	X	1260
6 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Tarifs spéciaux. — (<i>Sieur Marot</i> .)	663	X	1387
6 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Tabacs. — Délai. — (<i>Sieurs Dulac et Cluzel</i> .)	664	X	1389
6 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Tarifs internationaux. — Avaries. — Clause de non-garantie. — Preuve. — (<i>Sieur Deharbes-Radix</i> .)	665	X	1390
6 août.	Chemins de fer. — Avaries. — Responsabilité. — (<i>Sieur Hardy-Lebègue fils</i> .)	666	X	1391
12 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Réception de la marchandise et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — (<i>Compagnie des messageries nationales et MM. Creissac et Armorin</i> .)	667	X	1392
13 août.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Tarif international. — Compétence. — (<i>Sieurs Coignet père et fils</i> .)	668	X	1393
20 août.	Responsabilité. — Accident. — Faute commune. — (<i>Société anonyme des tramways du département du Nord</i> .)	669	X	1394
5 nov.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Visite de lieux. — Cas de force majeure. — Offres. — Notification irrégulière. — (<i>Compagnie du chemin de fer de Tulle à Clermont-Ferrand</i> .)	670	X	1395
24 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Droit de récusation. — Tableaux des offres. — Redressement de chemins vicinaux. — Visite des lieux. — Magistrat directeur. — Déclaration du jury. — (<i>Sieur Châles des Etangs</i> .)	671	X	1397
31 déc.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Avaries. — Tarifs spéciaux. — Responsabilité. — (<i>Sieur Bournet</i> .)	672	X	1400
31 déc.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — (<i>Sieur Lemoine</i> .)	673	X	1402
31 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Jury spécial. — Nomination. — Redressement de chemins vicinaux. — Magistrat directeur. — Signature. — (<i>Préfet du département de l'Orne</i> .) . .	674	X	1403
31 déc.	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Délai. — (<i>Sieur Riguet</i> .)	675	X	1405
1880				
12 mai.	Chemin de fer de Prez-en-Pail à Mayenne. — Expropriation.	401	X	825

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	Arrêts de la cour de cassation. (Chambre criminelle.)			
1874				
5 juin.	Voirie. — Voitures. — Conduite des chevaux. — Article 479, § 2, du Code pénal. — (<i>Sieurs Dieusy et Cléret.</i>)	12	VI	31
5 juin.	Voirie. — Eclairage des voitures. — Voitures ne servant pas au transport des personnes. — Pénalité. — (<i>Sieur Bonnin.</i>)	13	VI	33
5 juin.	Voirie. — Plaque de voiture. — Caractères illisibles. — Constatations du procès-verbal. — Foi due. — (<i>Sieur Cougnet.</i>)	14	VI	34
28 août.	Voirie. — Dégradations. — Barrage et rigole pratiqués sur la voie publique. — Contravention existante. — Prescription. — Dégradation d'un chemin public. — Pluralité des faits. — Prescription reconnue à l'égard de l'un d'eux seulement. — (<i>Sieur Labbé.</i>)	15	VI	35
28 août.	Voirie. — Travaux joignant la voie publique. — Absence d'empiètement. — Refus d'ordonner la démolition. — Juste application de la loi	16	VI	37
14 nov.	Voirie. — Travaux le long de la voie publique. — Absence de plan d'alignement. — Autorisation néanmoins nécessaire. — Travaux non autorisés. — Ouvriers et entrepreneurs. — Condamnation. — Propriétaire. — Responsabilité distincte. — Excuse illégale. — (<i>Sieur Vidal.</i>)	195	VI	591
14 nov.	Contravention. — Foi due aux procès-verbaux. — Police du roulage. — Allégation de force majeure. — Preuve non offerte ni administrée. — Excuse illégale. — (<i>Sieur Loyau.</i>)	196	VI	592
20 nov.	Chemins de fer. — Transports à grande vitesse. — Expédition de valeurs. — Taxe <i>ad valorem</i> . — Coupons d'obligations retirées de la circulation. — Caractère de papier d'affaires. — (<i>Sieurs Piganeau et fils.</i>)	197	VI	594
1875				
14 janv.	Rivière non navigable ni flottable. — Régime des eaux. — Arrêté préfectoral. — Sanction. — Article 471, 15°, du Code pénal. — Propriétés riveraines. — Point de dommage. — Article 16 de la loi du 16 octobre 1791 non applicable. — Circonstance indifférente. — (<i>Sieur Blaise.</i>)	198	VI	596
16 janv.	Canal de navigation (francs bords ou talus d'un). — Partie du canal. — Dépendance du domaine public. — Détériorations ou dégradations. — Contravention. — Grande voirie. — Conseils de préfecture. — Compétence. — 3° Détérioration. — Article 479, 10°, du Code pénal non applicable. — Relaxe illégal. — Déclaration d'incompétence nécessaire. — (<i>Sieurs Mignot et consorts.</i>)	199	VI	597

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (sh. crim.).</i>			
1875 23 janv.	Roulage (police du). — Loi du 30 mai 1851. — — Charretier. — Abandon de voiture. — Voie pu- blique n'étant ni une route ni un chemin de grande communication. — Loi de 1851 non applicable. — Contravention à l'article 475, 3°, du Code pénal. — (<i>Don Louis Benedetti.</i>).	200	VI	599
28 janv.	Roulage (police du). — Loi du 31 mai 1851. — Dé- cret réglementaire du 10 août 1852. — Voiture sans lanterne. — Voie qui n'est ni une route ni un chemin vicinal de grande communication. — Pas d'infraction à la loi de 1851. — Absence d'arrêté spécial. — Pas de contravention. — Cassation. — Simple police. — Fait non punissable. — Con- damnation ou relaxe illégal. — Annulation sans renvoi. — (<i>Sieur Jean Morelli.</i>).	201	VI	600
12 fév.	Voirie. — Travaux faits sans autorisation. — Démo- lition. — Plan d'alignement. — Approbation du préfet. — (<i>Sieur Jean-Evangéliste-Alexandre Lecarpentier.</i>).	202	VI	602
27 fév.	Cassation. — Pourvoi. — Déclaration. — Mandat. — Syndic d'une corporation. — Non-recevabilité. — Voitures. — Arrêté préfectoral. — Tarif. — Obligation de transporter les voyageurs. — Ar- rêté préfectoral. — Illégalité. — (<i>Sieur Jean Sylva.</i>).	203	VI	603
27 fév.	Lois et règlements. — Arrêté municipal. — Désué- tude. — Contravention. — Relaxe. — Nullité. Voirie. — Travaux confortatifs. — Appréciation. — Incompétence de l'autorité judiciaire. — Tribu- nal de simple police. — Renseignements pris par le juge. — Enquête par le juge de paix. — Nul- lité. — Expert. — Serment. — Défaut de con- statation. — Nullité. — Ministère public. — Tri- bunal de simple police. — Condamnation aux dé- pens. — Excès de pouvoir. — (<i>Sieur Boussi- nesq.</i>).	204	VI	606
12 mars.	Chemins de fer. — Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Tarifs généraux. — Cuivre ouvré et cuivre manufacturé. — Métal suscep- tible d'être employé ou ayant reçu un emploi dé- nitif. — Série distincte. — Objets de piété en cui- vre ciselé, verni ou doré. — Classement dans la série des objets manufacturés. — (<i>Sieur Marcet.</i>).	205	VI	608
12 mars	Chemins de fer. — Transport de marchandises. — Tarifs. — Contravention. — Compétence cor- rectionnelle. — Fil de coton à tricoter en pe- lote. — Tarifs. — Pas de classification. — Fil de coton pour tissage. — Classement par analogie.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 20 mars.	— Régularité. — Contravention. — Fait matériel. — Infraction indépendante de l'intention. — (<i>Sieurs Couturier, Savigny et autres.</i>).	206	VI	610
14 mai.	Cours d'eau. — Ruissseau. — Conduit ouvert en tout temps. — Passage à travers une propriété. — Arrêté préfectoral. — Interdiction de coupure des berges. — Ancien règlement de police. — Irrigation. — Textes non applicables. — Pas d'infraction. — (<i>Sieur Hardouin Turbé de Vauxcelaire.</i>).	207	VI	612
15 mai.	Actes administratifs. — Interprétation. — Tribunaux. — Nécessité de surseoir. — Dispositions régulières. — Pas lieu à sursis. — Voirie. — Simple police. — Alignement. — Mur réparé sans autorisation. — Arrêté préfectoral. — Chemin classé comme vicinal. — Traverse de la commune. — Doute impossible. — Chemin bordant le mur réparé. — Constatation du jugement. — Principe de la séparation des pouvoirs non violé. — Application régulière de l'arrêt de classement. — (<i>Dame Brossard, veuve Jarriau.</i>).	208	VI	613
4 juin.	Voirie. — Alignements. — Mur construit sans autorisation et sur une partie du sol dépendant de la voie publique. — Simple police. — Exception de propriété. — Titres applicables à un autre terrain. — Décision par le juge de police. — Pas de sursis pour décision par la juridiction civile. — Légalité. — (<i>Dame Tesseidre, veuve Peigné.</i>).	209	VI	616
15 juillet.	Immondices. — Arrêté municipal. — Jet par dessus les parapets. — Renseign. — Contravention. — Excuses inadmissibles. — (<i>Sieur Le Moan.</i>).	210	VI	617
10 juillet.	Voirie. — Chemins ruraux. — Reconnaissance. — Maires et préfets. — Pas de droit exclusif. — Publicité antérieure. — Négation. — Juge de police. — Chemin dégradé ou intercepté. — Compétence. — Classement par arrêté municipal pris en conseil. — Approbation préfectorale. — Arrêté non réformé. — Pas de décision de la justice civile. — Négation de la publicité. — Excès de pouvoir. — (<i>Sieur Robert Bouton.</i>).	211	VI	619
10 juillet.	Voie publique. — Dépôt de matériaux ou autres choses. — Interdiction absolue. — Permission de l'autorité municipale. — Excuse illégale. — Maire de Saint-Nazaire. — Arrêté du 10 mai 1856. — Saillies sur la voie publique. — Etalage de marchandises. — Pas d'application à la voie publique elle-même. — (<i>Sieur Dubreuil.</i>).	212	VI	621
10 juillet.	Voie publique. — Voirie urbaine. — Loi des 16-24 août 1790. — Maires. — Commodité et sûreté du passage. — Chemins locaux ou autres. — Pas de distinction. — Arrêtés ne contredisant ni la loi			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. crim.).</i>			
1875 13 août.	générale, ni la loi du 30 mai 1851 sur le roulage, ni le règlement d'administration publique du 10 août 1851. — Validité. — Chemin de grande communication. — Traversée d'un village. — Défense de circuler autrement qu'au pas. — Légali- té. — (<i>Sieur Caylan.</i>)	213	VI	623
14 août.	Lois et règlements. — 1 ^{re} Voie urbaine. — Liberté et sécurité de la circulation. — Conduites d'eaux. — Fouilles. — Compagnie concessionnaire des eaux. — Excuse inadmissible. — 2 ^e Traité avec la commune. — Arrêté municipal. — Contraven- tion de simple police. — Pas d'empiètement sur la compétence administrative. — (<i>Sieur Fer- rand.</i>)	231	VI	679
5 nov.	Voitures. — Abandon. — Voie publique. — Néces- sité. — Excuse illégale. — (<i>Sieur Cuyaubère.</i>) Arrêtés préfectoraux. — Intérêt public. — Mesure individuelle suffisante. — Caractère d'utilité gé- nérale. — Voirie vicinale. — Chemin de grande communication. — Arrêté préfectoral. — Autori- sation de construire et de déposer des matériaux. — Obligation de faire enregistrer au commis- ariat de police. — Légali- té. — Pas de fixation de délai. — Circonstance indifférente. — (<i>Sieur François Chaix.</i>)	232	VI	681
13 nov.	Travaux publics (marché de). — Route départemen- tale. — Rechargement. — Adjudicataire. — Four- niture de matériaux. — Vente au département. — Louage d'ouvrage. — Contrat mixte — Extrac- tion des cailloux. — Arrêt du conseil du 7 sep- tembre 1755. — Décrets du 16 septembre 1807 et 8 février 1868. — Assignation des carrières. — Prohibition de changement de destination. — Cir- constances indifférentes. — Tromperie sur la na- ture des matériaux. — Application de l'article 423 du Code pénal. — Acte administratif. — Inter- prétation. — Administration. — Compétence. — Tribunaux. — Obligation de surseoir. — Disposi- tions claires. — Routes départementales. — Re- chargement. — Adjudicataire. — Matériaux à fournir à titre de vente. — Arrêt. — Constata- tion. — Appréciation et exécution du contrat. — Pas lieu à interprétation. — Magistrat. — Limite d'âge. — Successeur nommé. — Fonctions conti- nuées jusqu'à la prestation du serment et à l'ins- tallation. — (<i>Sieurs Auguste Poiget père et fils.</i>)	409	VI	1116
19 nov.	Voirie. — Alignement. — Travaux non autorisés. —	410	VI	1119

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1875 25 nov.	Amende. — Plan d'alignement non approuvé. — Pas lieu à démolition. — Cassation. — Simple police. — Voirie. — Alignement. — Démolition refusée à bon droit. — Pourvoi. — Rejet. — Motifs du jugement. — Pas lieu à examen. — (<i>Veuve Bouffaré.</i>)	411	VI	1123
27 nov.	Imprudence (homicide par). — Architecte. — Voûte. — Ecoulement. — Mort d'homme. — Plan et exécution. — Insolidité présumée et défaut de vigilance. — Constatations souveraines. — Délit personnel. — Architecte ayant cessé d'être employé. — Tiers. — Imprudences ultérieures. — Responsabilité éventuelle et distincte. — Conclusions de l'architecte contre le tiers. — Vice de construction. — Cause déterminante de l'accident. — Rejet des conclusions. — Motifs suffisants. — (<i>Sieur Dominique Petit.</i>)	412	VI	1124
31 déc.	Simple police. — Transport sur lieux. — Article 41 du Code de procédure civile. — Application. — Pas de jugement préparatoire. — Ministère public non présent. — Parties non appelées. — Nullité. — Moyens de preuve. — Articles 153, 154 et 155 du Code d'instruction criminelle. — Limitation. — Examen personnel. — Preuve illégale. — Cassation. — Voirie. — Voie publique. — Construction sans autorisation. — Aveu. — Ministère public. — Conclusion à fin d'amende et de démolition. — Juge de police. — Doute de l'empiètement. — Droit de surseoir. — Condamnation à l'amende. — Refus d'ordonner la démolition. — Constatation de l'absence d'empiètement. — Examen personnel. — Excès de pouvoir. — Cassation. — (<i>Sieur Noël Roccaserra.</i>)	413	VI	1126
1876 12 janv.	Voie publique. — Dépôt gênant la circulation. — Absence de nécessité constatée. — Foi due au procès-verbal. — Relaxe non justifié. — (<i>Sieur Etienne Dubreuil.</i>)	414	VI	1128
23 mars.	Construction d'un pont à péage sur un cours d'eau non navigable. — Définition d'un passage à gué. — Sanction pénale. — (<i>Sieur Emilien Pradès.</i>)	8	VII	55
30 mars.	Pêche fluviale. — Barrage. — Obstacle à la remonte du poisson. — Liberté de passage sur d'autres points. — Relaxe illégale. — (<i>Sieur Auguste Thiennot et David Seraine.</i>)	228	VII	683
	Questions préjudicielles. — Tribunal de simple police. — Dock de Marseille. — Interprétation du cahier des charges. — Dispositions administratives. — Sursis jusqu'à la décision du conseil de préfecture. — (<i>Sieur Raynaud, Issert et Dalmas.</i>)	229	VII	685

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1876	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. crim.).</i>			
7 avril.	Simple police. — Contravention. — Allégation de force majeure. — Preuve déjà faite. — Preuve nouvelle déclarée inutile. — Notoriété résultant des débats et non de renseignements extrinsèques. — Pas de procès-verbal. — (<i>Sieur Joseph Busquet.</i>)	230	VII	687
7 juillet.	Voirie. — Constructions faites sans autorisation. — Plan d'alignement suivi. — Amende prononcée. — Démolition non ordonnée. — (<i>Sieur Bailly.</i>)	231	VII	690
10 nov.	Abandon d'instrument. — Echelles. — Cour ouverte. — Pas de surveillance de nuit. — Contravention. — Excuse illégale. — (<i>Sieur Toussaint Marinichi.</i>)	262	VII	963
12 nov.	Voie publique (dépôt de matériaux sur la). — Jeu de paume. — Contravention non appliquée. — (<i>Sieurs Martial Gasquet et autres.</i>)	263	VII	963
24 nov.	Peines. — Circonstances atténuantes. — Lois spéciales. — Saint-Pierre et Miquelon. — Défense de faire jeter du lest dans la rade. — (<i>Sieur Edouard David.</i>)	264	VII	964
9 déc.	Voirie. — Boues. — Enlèvement. — Entrepreneur. — Preuve à faire. — (<i>Sieur Louis Bédry.</i>)	94	VIII	230
16 déc.	Eau. — Arrêté municipal. — Mesure temporaire. — Fléau calamiteux. — Force obligatoire. — (<i>Sieur Prodhomme.</i>)	95	VIII	231
1877				
janv.	Règlements administratifs. — Caractère obligatoire jusqu'à l'abrogation. — Plan d'alignement. — Voirie urbaine. — Bâtiments sujets à reculement. — Reconstruction sans autorisation. (<i>Sieurs Pouleuc et Bessière.</i>)	96	VIII	232
27 janv.	Règlements administratifs. — Caractère obligatoire jusqu'à modification. — Voirie urbaine. — 1 ^o Plan d'alignement. — Pétition pour reconstruire en dehors du plan. — Prétendue autorisation implicite. — 2 ^o Arrêté municipal. — Voie publique. — Maisons contiguës. — Défense de réparer les façades sans autorisation. — Contravention. — (<i>Sieurs Armans Girbal et Firmin Cambon.</i>)	97	VIII	234
7 janv.	Voie publique (instruments et machines abandonnés sur la). — Echelles. — Cour non close communiquant avec la voie publique. — Corde reliant l'échelle à un échafaudage. — Contravention. — (<i>Sieur François Debard.</i>)	98	VIII	236
1 ^{er} fév.	Voirie. — Constructions joignant la voie publique. — Défaut d'autorisation. — Refus d'ordonner la démolition. — Absence de plan d'alignement. — (<i>Sieurs Louis Gazalot, Dominique Daube et Jacques Lulqui.</i>)	99	VIII	237

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
1 ^{er} fév.	Voirie. — Démolition de travaux. — Compétence respective du tribunal de simple police et du conseil de préfecture. — Chemin vicinal. — Absence d'arrêté d'alignement. — (<i>Sieur Louis Le Bras.</i>)	100	VIII	239
3 fév.	Etablissements insalubres. — Autorisation. — Mesures de salubrité. — Tanneurs. — Défense d'élever des ponts et de laver dans les eaux d'un canal. — Usage immémorial. — Cassation. — Deux amendes consignées. — Restitution de l'une — (<i>Sieurs Félix Déchosal et Jacques et Joseph Salomon.</i>)	101	VIII	240
10 fév.	Voirie. — Dépôt de matériaux sur la voie publique. — Contestation sur la propriété. — Plan d'alignement. — Nécessité de surseoir. (<i>Sieur Denis Courcelles.</i>)	102	VIII	242
1 ^{er} mars.	Voirie. — Réparations. — Autorisation municipale. — Conditions stipulées dans l'arrêté. — Mesures de sûreté publique. — (<i>Dame et sieur Mathieu.</i>)	103	VIII	244
1 ^{er} mars.	Voirie. — Usurpation sur un chemin public. — Décision du juge de simple police. — Excès de pouvoir. — (<i>Sieur Galloni d'Istria.</i>)	104	VIII	246
2 mars.	Voirie. — Travaux confortatifs. — Révocation d'autorisation. — Suppression de travaux exécutés. — (<i>Demoiselle Mariette Soulié.</i>)	105	VIII	247
9 mars.	Voirie. — Recrèpissage. — Autorisation de badi-geonner. — Relaxe. — Excès de pouvoir. — (<i>Sieur Charles Giraudan.</i>)	106	VIII	249
31 mars.	Chemins de fer. — Voitures stationnant dans les cours des gares. — Arrêté préfectoral. — Circulaire ministérielle du 22 février 1868. — Interprétation. — (<i>Sieur Vors.</i>)	107	VIII	250
31 mars.	Voirie. — Chose jugée. — Travaux confortatifs. — Premier jugement. — Absence de faits nouveaux. — Suppression de travaux. — Demande accessoire. — Action principale non recevable. — (<i>Sieur Firmin Acary.</i>)	108	VIII	251
27 avril.	Voirie. — Constructions intérieures. — Hauteurs et dimensions. — Contravention. — Amende. — Préjudice. — Démolition nécessaire. — (<i>Sieurs Chazette, Laporte et Cochelin.</i>)	109	VIII	256
9 juin.	Lois et règlements. — Anciens règlements. — Eaux du Vernet. — Ordonnance de la chambre du domaine du Roussillon. — Sanction. — Domaines-intérêts. — (<i>Sieur Albert Delays.</i>)	110	VIII	257
3 août.	Chemin de fer. — Tarifs. — Classification des marchandises. — Appréciation souveraine. — (<i>Sieur Riboulet.</i>)	391	VIII	975
4 ^{er} déc.	Voirie. — Boues et immondices (Enlèvement des). — Maire. — Traité. — Force de règlement de			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Arrêts de la Cour de cassation (ch. crim.).</i>			
1877 8 déc.	police. — Enlèvement quotidien. — Nombre de contraventions. — Par jour et non par tas. — (Sieur Desprez.)	82	IX	191
	Trottoirs. — Arrêté municipal. — Entretien à la charge des riverains. — Mesure de police municipale. — Ancien usage reconnu par l'administration. — Livre de règlement de police. — Contravention non administrative. — Compétence judiciaire. — (Sieur Pascal.)	83	IX	192
1878 11 janv.	Voie publique. — Excavation. — Article 479, n° 11 du Code pénal. — Entrepreneur de travaux publics. — Excuse illégale. — (Sieur Severin-Frot.)	84	IX	194
26 janv.	Voirie. — Démolition de travaux indûment faits. — Sursis. — Excès de pouvoir. — (Sieur Delaage.)	85	IX	196
2 fév.	Voirie. — Maison sujette à reculement. — Construction en retraite. — Nécessité de l'autorisation. — (L'abbé Gallier.)	86	IX	197
23 fév.	Voirie. — Arrêté municipal. — Autorisation. — Destruction de la besogne mal plantée. — Démolition totale. — (Epoux Roques.)	87	IX	199
23 fév.	Voirie. — Chemins vicinaux. — Réparation des dommages. — Compétence des conseils de préfecture. — Destruction de haies. — Réquisition du ministère public. — (Sieur Douillet.)	88	IX	200
23 fév.	Voirie. — Maison joignant la voie publique. — Nécessité d'une autorisation écrite et préalable. — Permission donnée au cours des travaux. — (Sieur Calvet.)	89	IX	202
2 mars.	Voirie. — Cassation. — Opposition. — Pouvoir non notifié. — Hauteur des maisons. — Ville de Paris. — Démolition. — Renvoi. — (Sieur Chazette, Laporte et Cochelin.)	90	IX	203
16 mars.	Voirie. — Cassation. — Jugement interlocutoire. — Sursis jusqu'après décision de l'autorité administrative. — 1° Travaux non autorisés. — Autorisation au cours de l'instance. — Amende. — Démolition. — 2° Travaux confortatifs. — Compétence de l'autorité administrative. — (Demoiselle Soulié.)	91	IX	206
18 juin.	Voie publique. — Embarras. — Cafés. — Autorisation municipale — (Sieur Lulz-Lamatte, Vausson, Barbignac et Boyer.)	393	IX	220
9 août.	Responsabilité civile. — Tramway. — Conducteur. — Exécution d'un service. — (Sieur Raymond Baduel.)	609	IX	1525
10 août.	Voie publique. — Embarras. — Excuse tirée de la			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878	nécessité. — Appréciation souveraine en fait. — (<i>Sieur Jean Cougny.</i>)	700	IX	1527
30 nov.	Voie publique. — Embarras. — Excuse illégale. — (<i>Sieur Gilbert Gouxon.</i>)	701	IX	1528
12 déc.	Voie publique. — Embarras. — Excuse tirée de la nécessité. — (<i>Sieur Derouen.</i>)	702	IX	1529
13 déc.	Voirie. — Terrain communal formant le prolonge- ment d'une promenade. — Voie publique. — (<i>Sieur de Barruel Saint-Pons.</i>)	703	IX	1530
20 déc.	Voirie. — Rue servant de traverse à une route ra- tionale. — Contravention. — Compétence. — (<i>Sieur Ferdinand Astié contre dame Dieu- lafoy.</i>)	704	IX	1531
Circulaires et arrêtés ministériels.				
1854				
25 janv.	Chemins de fer. — Instructions relatives à l'enquête à ouvrir sur les emplacements des stations	392	VIII	977
1859				
9 août.	Chemins de fer. — Enquête des stations. — Instruc- tions	393	VIII	979
1875				
10 mai.	Recensement général de la circulation sur les routes, à opérer en 1876	17	VI	38
23 août.	Même sujet : surveillance des observateurs.	18	VI	40
17 août.	Entretien des chemins aboutissant aux gares et sta- tions des chemins de fer.	354	VIII	867
25 oct.	Pêche fluviale. — Nouvelle réglementation. — En- voi du décret du 10 août 1875	19	VI	41 51
15 nov.	Même sujet : envoi d'un nouveau modèle de cahier des charges pour l'adjudication de la pêche. . . .	20	VI	56 60
15 nov.	Alignements des traverses routes. — Irrégularités commises dans l'instruction de ces affaires.	21	VI	74
27 déc.	Domaine public maritime. — Procédure à suivre pour l'instruction des demandes en autorisation d'extraire des matériaux.	232	VII	691
1876				
25 janv.	Personnel. — Conducteurs et gardes-mines.	82	VI	281
26 fév.	Personnel. — Officiers et maîtres de ports.	83	VI	283
19 juin.	Domaine public maritime. — Procédure à suivre pour l'instruction des demandes en autorisation d'enlever des amendements marins	233	VII	696
1 ^{er} juillet.	Personnel. — Assimilations de grade.	239	VI	811
19 oct.	Tenue des bureaux des ingénieurs. — Modifications apportées aux modèles n ^{os} 32, 33, 34 et 37, rela- tifs aux déplacements des objets portés sur l'in- ventaire et des objets en magasin.	55	VII	152
22 oct.	Cantonniers. — Caisse des retraites pour la veil- lesse. — Modifications	56	VII	160

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Circulaires et Arrêtés ministériels.</i>			
1876				
22 nov.	Retenues versées à la caisse de retraites pour la vieillesse. — Instructions.	57	VII	102
27 nov.	Réduction du format de certaines pièces de comptabilité	58	VII	106
15 déc.	Concours pour l'admission au grade de conducteur des ponts et chaussées. — Modifications au programme	59	VII	167
20 déc.	Affaires contentieuses soumises aux conseils de préfecture. — Intervention des ingénieurs des mines.	60	VII	169
21 déc.	Tramways à traction de chevaux. — Envoi d'un modèle de cahier des charges pour les concessions d'une formule type de traité de rétrocession et d'un avis du conseil d'Etat	61 62	VII VII	170 186
23 déc.	Personnel. — Secours.			
1877				
20 janv.	Droits d'enregistrement des marchés.	138	VII	435
27 janv.	Appareils à vapeur placés à bord des bateaux. — Revision des ordonnances du 23 mai 1843 et du 17 janvier 1846.	139	VII	437
17 févr.	Nivellement général de la France. — Conservation des repères.	140	VII	440
21 févr.	Instructions des projets de construction des chemins de fer.	159	VII	513
12 mars.	Tramways. — Emplacements des voies ferrées. — Invitation d'ouvrir une enquête de <i>commodo et in-commodo</i> lorsqu'on propose de placer la voie ferrée le long du trottoir.	160	VII	519
15 mars.	Routes nationales. — Projet de budget des dépenses d'entretien, et tableau de la décomposition de ces dépenses. — Nouvelles instructions.	55	IX	111
3 avril.	Routes nationales. — Consommation des matériaux d'entretien.	234	VII	700
14 avril.	Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées. — Arrêté du 16 novembre 1866. — Articles 31 et 43. — Instructions	235	VII	704
9 juillet.	Ponts métalliques. — Revision des circulaires du 26 février 1858 et du 15 juin 1869, relative aux épreuves des ponts métalliques	456	VII	1176
10 juillet.	Tramways. — Comptes moraux et tournées d'inspection. — Renseignements statistiques	457	VII	1182
13 juillet.	Tournées d'inspection. — Renseignements à fournir sur les ingénieurs, les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines en service détaché ou en congé illimité.	458	VII	1189
12 juillet.	Renseignements à fournir sur les ingénieurs, conducteurs des ponts et chaussées et gardes-mines en service détaché	459	VII	1190

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1877				
20 juillet.	Canaux. — Fixation de la largeur utile des sas. . .	356	IX	794
31 juillet.	Adjudications des travaux publics.	460	VII	1190
1 ^{re} août.	Droit des créanciers sur le montant de la retenue de garantie imposée aux entrepreneurs de travaux publics	461	VII	1191
30 déc.	Personnel. — Mandat de conseiller municipal. . . .	49	VIII	131
31 déc.	Admission des conducteurs des ponts et chaussées dans le corps des ingénieurs. — Décret du 12 dé- cembre 1877, remplaçant le règlement du 7 mars 1868. — Programme	50	VIII	131
31 déc.	Timbres des décomptes et métrages de travaux pro- duits comme pièces justificatives de dépense . . .	51	VIII	150
31 déc.	Instruction des affaires contentieuses à porter devant le Conseil d'Etat	52	VIII	151
1878				
3 janv.	Travaux en régie. — Formules des feuilles de com- mande.	111	VIII	260
3 janv.	Logements occupés par des fonctionnaires et agents dans les bâtiments de l'Etat affectés au service des ponts et chaussées.	112	VIII	263
14 janv.	Conseils généraux. — Session de décembre 1877. — Vœux émis au sujet des chemins de fer.	113	VIII	264
19 janv.	Ports de commerce et voies navigables. — Institution de commissions techniques et administratives. . .	114	VIII	264
23 janv.	Admission dans le corps des conducteurs des ponts et chaussées.	115	VIII	272
11 fév.	Instruction des affaires d'intérêt communal ou vicinal.	205	VIII	449
11 fév.	Abaissement de la limite d'âge pour l'admission à l'emploi d'agent secondaire des ponts et chaussées.	206	VIII	449
4 mars.	Ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. — — Mariage.	256	VIII	603
8 mars.	Renseignements généraux sur le personnel et la ten- nue des bureaux.	257	VIII	604
8 mars.	Pêche fluviale. — Renseignements périodiques à fournir sur la marche de cette partie du service. .	258	VIII	608
14 mars.	Ordonnement de fonds sur les chapitres des tra- vaux.	309	VIII	729
30 mars.	Contrôle des fonctionnaires et agents des services des ponts et chaussées non disponibles en cas de mobilisation.	310	VIII	732
10 avril.	Marché de gré à gré.	311	VIII	743
11 avril	Travaux en régie. — Formules de feuille de com- mande.	312	VIII	743
20 avril.	Conducteurs des ponts et chaussées au service de la voirie départementale considérés comme en ser- vice détaché.	313	VIII	745
25 avril.	Loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. — Notification aux parties des poursuits contre les jugements des tribunaux (art. 20).	355	VIII	868

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Circulaires et Arrêtés ministériels.</i>			
1878				
9 mai.	Service militaire. — Application aux cantonniers du service des ponts et chaussées des dispositions concernant les non-disponibles en cas de mobilisation	356	VIII	870
11 mai.	Correspondance télégraphique officielle.	357	VIII	871
17 mai.	Chevaux appartenant aux ingénieurs. — Exemptions de réquisitions militaires en cas de mobilisation de l'armée	358	VIII	872
20 mai.	Service militaire. — Les fonctionnaires et agents convoqués aux réunions de l'armée territoriale recevront l'intégralité de leur traitement	394	VIII	980
24 mai.	Sous-ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées et gardes-mines. — Retraites	395	VIII	980
14 juin.	Pêche fluviale. — Modifications au décret du 10 août 1875. — Envoi du décret du 18 mai 1878.	433	VIII	1089
18 juin.	Cours d'eau navigables ou flottables. — Modèles de règlement d'eau.	434	VIII	1094
21 juin.	Modèle d'arrêté préfectoral portant règlement pour la police des cours d'eau non navigables ni flottables	435	VIII	1110
22 juin.	Police des cours des gares. — Article 1 ^{er} de l'ordonnance du 15 novembre 1846.	436	VIII	1115
28 juin.	Canaux. — Fixation de longueur utile des sas	437	VIII	1118
3 juillet.	Envoi, pour être soumis au conseil général, du projet de loi relatif au classement du réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général, accompagné d'une carte.	438	VIII	1119
4 juillet.	Atlas statistique des irrigations	439	VIII	1122
23 juillet.	Service militaire. — Exécution des prescriptions concernant les non-disponibles	474	VIII	1221
23 juillet.	Routes nationales. — Qualité des matériaux	475	VIII	1222
29 juillet.	Routes nationales. — Entretien des chaussées d'empierrement.	476	VIII	1224
1 ^{er} août.	Concours de l'administration des domaines dans les échanges de terrains	477	VIII	1227
2 août.	Routes nationales. — Travaux neufs et crédits d'entretien.	478	VIII	1230
8 août.	Agents temporaires	479	VIII	1239
16 août.	Modifications apportées dans l'établissement de diverses pièces de comptabilité	563	VIII	1377
16 août.	Chemin de fer. — Demande des renseignements complémentaires sur l'établissement des voies. — Envoi d'un tableau à remplir.	620	VIII	1544
18 août.	Occupations temporaires du domaine public. — Instruction des demandes.	564	VIII	1397
19 août.	Remise à l'administration des domaines des terrains occupés par les compagnies de chemins de fer sur les dépendances du domaine public	565	VIII	1397

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1878				
12 sept.	Etudes de chemins de fer. — Réseau complé- mentaire d'intérêt général. — Demande de renseigne- ments.	566	VIII	1401
12 sept.	Travaux de chemins de fer exécutés par l'Etat. — Comptes moraux	567	VIII	1401
12 sept.	Etudes de chemins de fer. — Comptes moraux . . .	568	VIII	1406
22 sept.	Logements occupés dans les bâtiments de l'Etat. — Logements de 2 ^e et 3 ^e classe	402	X	829
30 sept.	Adjudications publiques. — Dépôt des soumissions.	621	VIII	1550
5 oct.	Nivellement général de la France. — Institution d'une commission	57	IX	122
21 oct.	Devis général d'entretien des routes nationales. — Instruction pour l'interprétation de l'article 27 . . .	663	VIII	1695
25 oct.	Arrêté ministériel reconstituant la Commission des Annales des ponts et chaussées.	622	VIII	1553
7 nov.	Tramways. — Comptes rendus trimestriels des ré- sultats de l'exploitation	56	IX	117
25 nov.	Nivellement général de la France. — Commissions de département	58	IX	122
13 déc.	Curage des cours d'eau non navigables ni flottables. — Envoi d'un modèle d'acte d'association syndi- cale et de deux modèles d'arrêtés préfectoraux. . .	98	IX	220
13 déc.	Tramways. — Instructions relatives aux enquêtes de <i>commodo et incommodo</i>	99	IX	242
18 déc.	Routes nationales. — Qualité des matériaux . . .	59	IX	122
19 déc.	Arrêté relatif aux frais de bureau et de tournées des inspecteurs généraux des ponts et chaussées . . .	95	IX	217
19 déc.	Arrêté modifiant la répartition des inspections gé- nérales	96	IX	218
19 déc.	Arrêté modifiant l'organisation du Conseil général des ponts et chaussées.	97	IX	218
23 déc.	Emploi du papier de couleur pour les pièces de comptabilité.	100	IX	243
28 déc.	Règles à suivre pour accélérer l'instruction des affaires relatives aux travaux.	101	IX	244
30 déc.	Expropriation pour cause d'utilité publique. — Pour- vois en cassation	102	IX	256
1879				
9 janv.	Dépenses du personnel. — Demande de renseigne- ments sur les décès, mutations, nominations, etc.	103	IX	256
9 janv.	Dépenses du personnel. — Remaniement des chapit- res.	104	IX	257
10 janv.	Création temporaire d'un cadre auxiliaire d'ingé- nieurs et de chefs de section des travaux de l'Etat. — Conducteurs des ponts et chaussées de- mandant à bénéficier du décret du 20 décembre 1880	105	IX	259
15 janv.	Augmentation des traitements des sous-ingénieurs et des conducteurs et gardes-mines principaux, de 1 ^{re} et de 2 ^e classe. — (Décrets annexes.)	106	IX	260

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Circulaires et Arrêtés ministériels.</i>			
1879				
17 janv.	Nouvelle répartition des arrondissements d'inspection	137	IX	434
18 janv.	Expériences sur la qualité des matériaux	107	IX	263
25 janv.	Institution d'un comité de l'exploitation technique des chemins de fer	173	IX	421
27 janv.	Attributions des ingénieurs en chef. — Rapports avec les préfets	108	IX	264
27 janv.	Caisse des retraites pour la vieillesse. — Cantonniers des ponts et chaussées. — Interprétation de l'article 10 du 30 avril 1861	174	IX	422
1 ^{re} fév.	Production, dans les différents services des ponts et chaussées et des chemins de fer, au plus tard le 15 du mois de mars de la 2 ^e gestion de chaque exercice, d'un état nominatif et récapitulatif des frais de découchers et de déplacements alloués aux divers agents	175	IX	430
3 mars.	Cours d'eau non navigables ni flottables. — Règlement d'eau. — Clause relative au repère	290	IX	616
10 mars.	Service militaire. — Dispositions relatives à l'appel de 1879 des officiers des compagnies territoriales du génie	291	IX	618
11 mars.	Personnel. — Services d'études et de travaux. — Indemnités accessoires	292	IX	620
25 mars.	Comptabilité. — Dépenses de personnel. — Modifications apportées dans l'état trimestriel, formule n° 30.	293	IX	623
26 mars.	Pêche fluviale. — Dispositions relatives aux affaires intéressant plusieurs services. — Application des règles de la circulaire du 12 juin 1850 en matière de pêche fluviale.	294	IX	626
23 avril.	Tournée extraordinaires des inspecteurs généraux.	394	IX	921
29 avril.	Admission au grade d'ingénieur auxiliaire des chefs de section principaux ou de 1 ^{re} classe.	357	IX	795
9 mai.	Tramways. — Modification de l'article 15 du modèle-type des cahiers des charges, et des articles 1 et 2 de la formule de rétrocession.	395	IX	922
11 mai.	Routes nationales. — Nouvelles formules de décomposition des dépenses d'entretien et de projet de budget.	396	IX	925
17 mai.	Services des ingénieurs ordinaires. — Affectation aux travaux urgents du personnel des différents services.	397	IX	943
30 mai.	Canaux de navigation. — Hauteur libre sous les ponts. — Instructions.	466	IX	1064
31 mai.	Constructions de chemins de fer. — Chambres d'emprunt. — Conférences entre MM. les ingénieurs du service hydraulique et ceux du service de la construction.	467	IX	1066

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1879				
7 juin.	Renseignements annuels sur le personnel du cadre auxiliaire des travaux de l'Etat.	468	IX	1067
10 juin.	Pêche fluviale. — Evacuation dans les cours d'eau de résidus d'usines susceptibles de nuire au poisson. — Application de l'article 25 de la loi du 15 avril 1829.	469	IX	1067
15 juin.	Tournées d'inspection des inspecteurs généraux du contrôle de l'exploitation	470	IX	1070
16 juin.	Situation définitive adressée aux inspecteurs généraux remplacée par un état récapitulatif	471	IX	1071
28 juin.	Recueil de formules pour l'étude et la construction des chemins de fer	599	IX	1361
28 juin.	Recueil de formules pour l'étude et la construction des chemins de fer.	600	IX	1366
11 juillet.	Objet : nivellement général de la France. — Concours des départements	527	IX	1221
18 juillet.	Demande d'un tableau indiquant les modifications survenues mensuellement dans le personnel des agents inférieurs	528	IX	1224
26 juillet.	Personnel. — Indemnités de changement de résidence.	529	IX	1227
30 juillet.	Recueil de types et de tableaux et procédés graphiques pour l'étude et la construction des chemins de fer.	601	IX	1367
5 août.	Création de cours spéciaux pour les aspirants conducteurs	530	IX	1228
9 août.	Etablissement de champs de tir. — Conférences à ouvrir entre le service civil et le service militaire.	602	IX	1372
19 août.	Promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur	603	IX	1274
25 août.	Expropriations pour cause d'utilité publique. — Formalités hypothécaires. — Salaires dus aux conservateurs des hypothèques.	604	IX	1277
18 oct.	Personnel. — Les agents des ponts et chaussées ne peuvent concourir aux adjudications des travaux publics.	806	IX	1658
19 oct.	Pêche fluviale. — Importation et transport du poisson pendant les périodes supplémentaires d'interdiction de la pêche.	807	IX	1659
20 oct.	Empoisonnement des cours d'eau au moyen de la montée d'anguilles.	808	IX	1661
17 nov.	Personnel. — Congés illimités des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines	861	IX	1760
30 nov.	Routes nationales. — Modifications apportées à divers tableaux des comptes de tournées d'inspection.	38	X	98
3 déc.	Application des règlements maritimes aux bateaux du service des ponts et chaussées.	39	X	103
8 déc.	Occupations temporaires du domaine public fluvial et terrestre. — Etat des permissions accordées. — Instructions	40	X	105

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Circulaires et Arrêtés ministériels.</i>			
1879				
30 déc.	Délai de conservation des pièces dans les bureaux des ingénieurs.	41	X	112
26 déc.	Police des ports maritimes. — Mesures à prendre pour le recouvrement des amendes.	42	X	118
26 déc.	Police des voies navigables. — Mesures à prendre pour le recouvrement des amendes.	43	X	121
1880				
26 janv.	Personnel. — Augmentation du traitement des employés secondaires de 1 ^{re} classe.	86	X	222
30 janv.	Personnel. — Frais fixes des ingénieurs	87	X	223
10 fév.	Concours à prêter aux préfectures pour la préparation et l'expédition des pièces.	88	X	225
22 fév.	Feuilles de commande.	153	X	359
23 fév.	Cours d'eau navigables et non navigables. — Instruction des règlements d'eau. — Nivellement. — Modification du programme annexé à la circulaire du 23 octobre 1851	154	X	360
13 mars.	Canaux. — Circulation sur les lignes et chemins de halage. — Instructions	263	X	521
25 mars.	Marchés passés par l'Etat pour la construction des chemins de fer. — Droit d'enregistrement	264	X	523
25 mars.	Nivellement général de la France. — Commissions locales. — Etablissement des lignes de base	265	X	524
8 avril.	Adjudication de travaux. — Mesures à prendre après une tentative infructueuse d'adjudication.	266	X	526
10 avril.	Compétences mixtes. — Intervention des Ingénieurs en chef des mines chargés d'un service de contrôle de chemin de fer	267	X	526
20 avril.	Adjudications de travaux publics. — Modèle d'affiche.	268	X	527
26 avril.	Recueil de types (maisons de gardes, stations : dispositions générales et bâtiments) pour l'étude et la construction des chemins de fer.	295	X	615
28 avril.	Simplification à apporter aux projets. — Projets de chemins de fer construits par l'Etat.	269	X	531
3 mai.	Tenue des bureaux des ingénieurs des ponts et chaussées.	296	X	616
7 mai.	Notifications des décisions ministérielles.	297	X	617
7 mai.	Frais de tournées des ingénieurs des ponts et chaussées.	298	X	618
14 mai.	Dossiers d'enquête d'utilité publique. — Réserve à garder dans l'appréciation des avantages à espérer de l'entreprise.	299	X	619
15 mai.	Contraventions. — Condamnation aux frais et dommages.	300	X	620
1 ^{er} juin.	Marchés de gré à gré et adjudications restreintes.	301	X	620
6 juin.	Déclaration d'utilité publique de grands travaux.			

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1880	— Dossiers à produire à l'appui des projets de loi.	374	X	744
7 juin.	Immatriculation sur les sommiers des domaines des immeubles acquis par l'Etat. — Exécution de la loi du 29 décembre 1873	375	X	745
8 juin.	Budget des dépenses sur ressources extraordinaires. — Instructions pour l'ordonnancement et le paiement des créances restant à payer à la clôture des exercices	376	X	746
15 juin.	Affectation des employés secondaires des ponts et chaussées à l'armée du génie	377	X	747
16 juin.	Bacs. — Modification du modèle du cahier des charges	378	X	748
21 juin.	Frais de tournées des ingénieurs des ponts et chaussées.	379	X	749
29 juin.	Cumul de la solde militaire avec les traitements civils pour les agents appelés en temps de paix à des exercices ou à des manœuvres. — Application de la loi du 1 ^{er} juin 1878.	403	X	830
30 juin.	Expropriations. — Désignation des avocats et des avoués de l'administration	404	X	831
30 juin.	Reproduction de dessins.	405	X	832
5 juillet.	Intérêt dus par l'Etat sur le prix des acquisitions d'immeubles.	406	X	835
6 juillet.	Service des grands canaux. — Dépenses. — Bureaux des ingénieurs. — Bureaux extérieurs. — Mémoires	407	X	836
19 juillet.	Canaux. — Profil en travers type. — Instructions.	408	X	843
24 juillet.	Navigation intérieure. — Bateaux de plaisance.	473	X	982
7 août.	Cadre auxiliaire des travaux de l'Etat	474	X	985
9 août.	Emploi de la dynamite dans les mines de carrières. — Mesures de précaution.	475	X	986
10 août.	Bateaux à vapeur. — Application des articles 80 de l'ordonnance du 23 mai 1843 et 58 de l'ordonnance du 17 janvier 1846	476	X	989
11 août.	Adjudication de travaux métalliques. — Communication des pièces du projet.	477	X	991
12 août.	Avant-projets. — Frais généraux à comprendre dans l'estimation des dépenses.	478	X	993
16 août.	Conférences mixtes. — Application des dispositions de l'article 5 du décret du 8 septembre 1878.	528	X	1128
18 sept.	Chemins de fer construits par l'Etat. — Travaux de superstructure. — Matériel fixe des voies.	632	X	1261
18 sept.	Responsabilité des ingénieurs en matière de travaux d'intérêt communal ou privé	633	X	1262
19 sept.	Admission dans le corps des conducteurs des ponts et chaussées. — Modifications des dispositions de l'arrêté relatif aux examens.	634	X	1263
19 sept.	Reproductions des dessins et pièces écrites. — Achat des objets et matières nécessaires aux reproductions par tirage sur papier sensible.	635	X	1274

DATES des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	NUMÉROS		
		des articles.	des volumes.	des pages.
	<i>Suite des Circulaires et Arrêtés ministériels.</i>			
1880				
25 sept.	Pêche fluviale. — Périodes d'interdiction. — Application de l'article 1 ^{er} du décret du 10 août 1875.	636	X	1275
27 sept.	Dépenses extraordinaires d'éclairage et de chauffage. — Indemnités des ingénieurs	637	X	1276
23 oct.	Taxe des cantonniers comme témoins	676	X	1407

—————

Pour les décisions relatives au Personnel, voir la table analytique ci-après].

—————

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

DEUXIÈME TABLE.

ANALYSE DES MATIÈRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

NOTA. — Dans cette table, comme dans la précédente, les numéros des volumes sont indiqués en chiffres romains et ceux des pages en chiffres arabes. Quand ces derniers figurent seuls, le volume correspondant est celui qui a été indiqué en dernier lieu.

A

AA, (amélioration de la rivière d'), VI, 217; VII, 367; X, 645; construction d'une dérivation, IX, 500.

ABANDON D'INSTRUMENT. — Échelles. — Cour ouverte. — Pas de surveillance de nuit. — Contravention. — Maçon. — Engins journellement nécessaires. — Obligation gênante. — Excuse illégale. — (*Sieur Toussaint Marinichi*.) — L'article 471, 7°, du Code pénal punit tout abandon d'instruments (exemple des échelles) dont peuvent abuser des malfaiteurs, non seulement sur la voie publique ou dans les lieux publics, mais encore dans une cour ouverte à tout venant et non placée, la nuit, sous une surveillance spéciale. — Est il-légale l'excuse de cette contraven-tion tirée de ce que l'on ne pour-rait imposer à un maçon l'obli-

gation de retirer chaque nuit des lieux où il travaille les engins mêmes, tels que les échelles, qui lui sont journellement nécessai-res pour exécuter ses travaux, (*C. de cass.*), VII, 962.

ABEG, COLLET et C^{ie}, 662.

ABEILLE (époux) IX, 184.

ABOUCIT, VIII, 554.

ABT et C^{ie}, VII, 1396.

ACARY, VIII, 245.

ACCARY et DEBVILLE, IX, 1200.

ACOT, VI, 517.

ACQUISITION d'immeubles (intérêts dus par l'État sur les prix d'). (*Circ.*), X, 835.

ACTION POSSESSOIRE. Voir VI, 576; VIII, 973. — Adjudica-taire de travaux publics défen-deur. — Dommages. — Arrêté préfectoral en cause. — Incom-pétence du juge de paix. — Ap-pel. — Intervention de la com-mune. — Possession contestée.

Conclusion au fond. — Compétence. — Titres contestés. — Instance au pétitoire. — Rejet de l'action possessoire. — Cassation. — (*Héritiers Lagarrigue contre sieur Boussès.*) — Lorsque, sur une action en complainte possessoire, le défendeur, sans contester la possession du demandeur, se borne à conclure à sa mise hors de cause par le motif qu'il a agi comme adjudicataire de travaux publics exécutés pour le compte d'une commune et en vertu de l'autorisation spéciale qui lui a été donnée par un arrêté préfectoral, le juge de paix est incompétent, la question de dommage qui reste seule à régler étant du ressort de la juridiction administrative. — Néanmoins, lorsque la commune, intervenant sur l'appel, conteste la possession du demandeur, le juge d'appel est compétent et peut, tout en infirmant la sentence comme incompétemment rendue, statuer au fond, si le demandeur a accepté le débat en concluant au fond sur le possessoire. — Lorsque, à l'appui de la possession plus qu'annale qu'il prétend avoir, le demandeur au possessoire invoque des titres, le juge ne peut, sans examiner ces titres, rejeter l'action possessoire en se fondant uniquement sur ce qu'ils sont contestés et subordonnés, quant à leur effet, au résultat d'une instance pétitoire introduite contre le demandeur au possessoire par le défendeur. (*C. de cass.*), VII, 659.

ACTION PÉTITOIRE. Voir Cours d'eau.

ADAM LESCAIL, BELVAL et autres, X, 569.

ADJUDICATIONS de travaux publics :
Instructions relatives au rabais (*Circ.*), VII, 1190 ; — Interdiction aux agents des ponts et chaussées de concourir (*Circ.*), IX, 1658 ; — Mesures à prendre après une tentative infructueuse (*Circ.*), X, 526 ; — Modèle d'affiche (*Circ.*), X, 527.
— de travaux métalliques : communication des pièces du projet (*Circ.*), X, 991.
— publiques : dépôt de soumissions (*Circ.*), VIII, 1550.

ADJUDICATION ANNULÉE : soumissionnaire demandant à être déclaré adjudicataire : nouvelle adjudication ordonnée. (*Sieur Toinet.*) — Lorsque le préfet de la Seine a refusé d'approuver une adjudication de travaux publics par application de l'ordonnance du 14 novembre 1837, il ne lui appartient pas de substituer un soumissionnaire à l'adjudicataire évincé, mais il doit faire procéder à une nouvelle adjudication. (*C. d'Ét.*), VII, 1137.

ADLER et ROUSSEAU, VI, 1100.

ADMINISTRATION des contributions indirectes, VII, 682.

ADMINISTRATION centrale du ministère des travaux publics : décret de réorganisation, VI, 1275 ; modification du décret relatif à l'organisation, VIII, 1355.

ADOL, X, 1306.

ADOUR (rivière d') :

— Modification des parties réservées pour la reproduction du poisson, VI, 980 ; construction d'un pont, VII, 1218.

AFF. Construction d'un débarca-

dère et d'un mur de quai, VI, 1321.

AFFECTATIONS DE TERRAINS au ministère des travaux publics et au service des ponts et chaussées :

— Alpes (percée des), VII, 235; — Alpes (Basses), VIII, 356; — Ardennes, forêt de Château-Regnault, VI, 743; — Bouches-du-Rhône, X, 468; — Calvados, VIII, 333, 537; — Charente-Inférieure, VIII, 1303; IX, 1464; — Côtes-du-Nord, X, 292; — Creuse, IX, 302, 552; Dordogne, IX, 1679; X, 291; — Finistère (port de Brest), VII, 870; — Gard, VIII, 340; X, 293; — Gironde, X, 291; — Haute-Garonne, X, 470; — Haute-Saône, VI, 1366; — Haute-Vienne, IX, 1121; — Loiret, VII, 871; — Manche, VIII, 368; — Meuse, IX, 329, 331; — Nièvre, X, 291; — Nord, VII, 69, 387; VIII, 332, 339; — Pas-de-Calais, VI, 1305, 1321; VII, 388; IX, 578; X, 56; — Pyrénées (Basses), ancien arsenal de la marine à Bayonne, VII, 1096; — Pyrénées-Orientales, VIII, 447; — Seine-Inférieure, VIII, 397, 498, 536, 537; — Somme : plage de Cayeux, VI, 702; — Vendée, VII, 234; IX, 1126, 1468.

AGEN (ville d'), VI, 1052.

AGENTS SECONDAIRES. Abaissement de la limite d'âge pour l'admission à l'emploi (*Circ.*), VIII, 449. — Admission dans le corps des conducteurs, VIII, 272; — Augmentation du traitement de la 1^{re} classe X, 222; — Leur affectation dans l'armée du génie, X, 747; — Cumul de la solde militaire avec les traitements civils en temps de paix, X, 830.

AGENTS des ponts et chaussées autorisés à loger dans les bâtiments de l'État, IX, 529, 703, 1137, 1335, 1341, 1494.

AGGERY, IX, 82.

AGOUT (construction d'un pont à péage sur l'), VII, 214.

AGUIRÉ, IX, 845.

AGULHON (V°), IX, 106.

AGUSTINETTY, VI, 232; VII, 617.

AIGUES-VIVES. Agrandissement de la gare des marchandises, VIII, 338.

AIGUEBELLE (commune d'), RANDELS et autres, IX, 760.

AIRE (ville d') et **LASSERRE**, X, 953.

AIREL (commune d'). Dépôt de dynamite, IX 494.

AISNE (rivière d'). Reconstruction de ponts, VII, 79. Reconstruction du barrage d'Hérant, X, 54.

AISNE à l'Oise. Exécution d'un canal de jonction. — Déclaration d'utilité publique, IX, 1002.

ALADENISE (dames et consorts), IX, 1173.

ALAIS (ville d'), VIII, 1534.

ALAUZET, X, 942.

ALBAREL, VII, 943.

ALBENS (commune d'), IX, 1058.

ALBERTAZZI, PEDRINO et GIANOLI, IX, 729.

ALBOUY, IX, 77.

ALÇAY, X, 1332.

ALFA (exploitation en Algérie de l'). Approbation de la convention, VII, 294.

ALGER (ville d'), VI, 356; X, 1332.

ALIBERT et **JOHANNESSEN**, VI, 1077.

ALIGNEMENT des traverses des routes nationales et départementales. Irrégularités commises dans l'instruction de ces affaires, VI, 74.

(1) Plan général. — Places publiques. — Réserve relative à la place située autour de l'é-

glise. — Alignement délivré par le maire sans tenir compte de la réserve. — Annulation de l'arrêté du maire. — Recours pour excès de pouvoirs. — Intervention de la fabrique. — Procédure. — Conseil d'État. — Dépens en matière de recours pour excès de pouvoirs. — (*Sieur Morel contre la fabrique de l'église de Saint-Méloir-des-Andes.*) — Un maire excède ses pouvoirs lorsqu'il délivre à un propriétaire un alignement qui, bien que conforme à un plan général régulièrement approuvé, a été donné sans qu'il ait été tenu compte de la clause de l'arrêté préfectoral d'homologation aux termes de laquelle les alignements, sur la place où était située la maison de l'impétrant, ne pouvait recevoir leur exécution qu'après que la commune aurait été spécialement autorisée à faire les acquisitions de terrain nécessitées par l'application du plan. — Pas d'autres dépens à allouer au tiers intervenant, en matière de recours pour excès de pouvoirs, que le remboursement des droits de timbre et d'enregistrement. (Art 1^{er} du décret du 2 novembre 1864. (*C. d'Ét.*), VIII, 563.

- (2) Ouverture de rues. — Cour. — Propriété privée. — Excès de pouvoirs. — (*Commune de Rouez-en-Champagne et sieurs Turmeau, Constant et autres.*) — Le droit du préfet d'arrêter les plans d'alignements dans les villes ne peut s'appliquer qu'aux rues ayant le caractère de voies publiques. — Dès lors, il y a excès de pou-

voirs dans l'arrêté qui approuve un plan d'alignement portant ouverture d'une rue sur le terrain d'une cour qui n'est traversée par aucun chemin public, dont les riverains se prétendent propriétaires et ont été maintenus en possession. — (L'ouverture ne peut avoir lieu qu'autant que la commune aura fait reconnaître par les tribunaux compétents son droit de propriété sur le sol ou qu'elle aura rempli les formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841 pour l'expropriation.) — La commune et des particuliers non propriétaires de l'immeuble atteint par le plan d'alignement sont-ils recevables à se pourvoir contre l'arrêté approuvé de ce plan? — Non résolu. (*C. d'Ét.*), VIII, 851.

ALLAUX et MILHAU, VI, 467.

ALLAUX, IX, 905.

ALLEN (demoiselle), VI, 353.

ALLEVARD (mines d'). Chemins de fer d'embranchement, VII, 218 ; VIII, 626.

ALNÉRAS, IX, 11.

AMARRAGE (mise en adjudication du service d') des navires dans le port de Bordeaux, VI, 939 ; concession, VII, 301.

AMBARÈS (commune d'), VIII, 844.

AMBOISE (ville de). Établissement d'un fossé de ceinture pour la défense de la ville contre les inondations, X, 885.

AMBLAGNIEU et MONTALIEU-VERIEU (communes de), VII, 651.

AMÉ, VI, 537.

AMÉNAGEMENT et utilisation des eaux. Décret qui institue une commission, IX, 583.

AMIENS (ville d'), VIII, 820.

AMIOT, BARBEREAU et autres, X, 1093.

ANCEL, HUSSENOT et MICHAUT, VIII, 119.

ANDRÉ, CARRÉ et C^e, VI, 664.

ANDRÉ et MORELIÈRE, VI, 566.

ANGERS (ville d'), VIII, 577; IX, 873, 878.

ANGLARDS (commune d') et VINATIER, VI, 537,

ANLOT, LAMBON et BRAUM, VII, 680.

ANNALES DES PONTS ET CHAUSSÉES (arrêté ministériel reconstituant la commission des), VIII, 1553.

ANOLL, IX, 895.

ANZIN (société des mines d'), VII, 681.

Aoust (commune d'), IX, 1726.

APPAREILS à vapeur placés à bord des bateaux. Revision des ordonnances du 23 mai 1843 et du 17 janvier 1846, VII, 487.

APPROVISIONNEMENT DE PARIS : Fixation de la cotisation à percevoir sur les trains de bois de charpente, sciage et charonnage flottés pendant l'exercice 1875, VI, 83, 809; 1876-1877, VII, 110, 1240, 1241; 1878-1879, IX, 348, 350, 1147; 1880, X, 505.

ARBOIS (commune d'), VI, 418.

ARCACHON (ville d'), VIII 163.

— (Travaux de défense du bassin d'), VIII, 1353.

ARCHITECTE :

(1) Reconstruction d'église. — Plans et devis. — Honoraires dus, mais seulement sur les travaux rentrant dans les prévisions de la commande. — (*Sieur Courau*). — Décidé qu'un architecte ayant, sur les ordres du maire, dressé un projet qui a été approuvé par le conseil municipal, avait droit à des honoraires, mais seulement sur le montant des dépenses rentrant dans les prévisions de la commande, VII, 758.

(2) Communes. — Projet d'hôtel de ville. — Concours. — Conditions incomplètement remplies. — Direction des travaux non donnée au concurrent le mieux placé. — Droit de la ville. — Indemnité accordée. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Racine contre ville de Cannes*.) — La ville de Cannes, ayant mis au concours un projet d'hôtel de ville, la commission du concours décide qu'aucun des deux concurrents n'a complètement rempli les obligations du concours, et que leurs plans doivent être combinés ensemble. Dans ces circonstances, le concurrent qui a obtenu le n° 1, ne peut pas revendiquer le bénéfice de la clause du programme de concours aux termes de laquelle l'auteur du projet qui aurait obtenu le n° 1, devait être chargé de l'exécution des travaux. — Il n'a droit qu'à l'indemnité de 500 francs que le conseil municipal lui avait accordé, pour le cas où il livrerait son plan, afin de permettre de l'utiliser dans la confection du plan définitif. (*C. d'Et.*), VII, 1138.

(3) Honoraires. — (*Sieur Dulin contre le département de la Vienne*.) — Travaux départementaux. — Architecte du département : traitement fixe exclusif de remises proportionnelles; dérogation pour un travail déterminé, dont les plans et devis ont été dressés, mais non exécutés : honoraires fixés au tiers du tarif établi dans l'avis du conseil des bâtiments civils du 12 pluviôse an VIII. — Pas d'honoraires pour les travaux autres que celui spécialement prévu. — Palais de

ARCHITECTE (suite) :

justice. Dépenses partagées par tiers. Département engagé pour un tiers : honoraires dus par le département jusqu'à concurrence d'un tiers. Travaux non reçus : honoraires de l'architecte réduits d'un tiers. — Modifications et additions au projet primitif : pas de remaniements dans les travaux : pas de dépenses frustratoires : pas de responsabilité. — Consolidation de poutres : responsabilité bien appréciée. — Consolidation postérieure au départ de l'architecte, non nécessaire lors de la construction : pas de responsabilité. — Intérêt du jour de la demande. — Expertise : répartition des frais. — Procédure. — Trois arrêtés dans la même instance : jonction. — Double degré de juridiction : chef de demande non soumis au conseil de préfecture : irrecevabilité. — Décidé que l'architecte du département, recevant, en cette qualité, un traitement fixe, n'a pas droit, en principe, à une remise proportionnelle aux travaux départementaux dont il a la direction ou dont il a rédigé les plans et devis. — Décidé en fait que, dans l'espèce, une remise supplémentaire de 2 p. 100 lui était due, en vertu d'une délibération du conseil général, que la loi lui avait expressément accordée. (*C. d'Ét.*), IX, 565.

- (4) Communes. — Honoraires d'un architecte-voyer. — (*Sieur Meister contre ville de Constantine.*) — Remise proportionnelle non due sur les simples projets non utilisés par la ville, ni pour travaux exécutés seulement après la suppression de cette remise

proportionnelle et son remplacement par un traitement fixe. — Architecte-voyer. — Employé municipal. — Retrait d'emploi. — Indemnité. — Compétence. — La demande en indemnité formée contre une ville par un architecte-voyer qui avait dans ses attributions l'exécution et la surveillance des travaux publics et qui a été privé de son emploi, ne rentre pas dans la compétence du conseil de préfecture. — Cet architecte est un employé municipal, et sa demande d'indemnité pour retrait d'emploi ne soulève aucune difficulté relative aux travaux publics exécutés sous ses ordres. (*C. d'Ét.*), X, 352.

- (5) Communes. — Honoraires d'architecte. — Eglise. — (*Sieur Fieul contre commune de Saint-Martin-du-Fresne.*) — Projet de maître-autel. — Caractère artistique non établi. — Appréciation du chiffre des honoraires pour ce travail. — Frais de voyage et de déplacement, compris dans les honoraires de 5 p. 100 alloués à l'architecte qui a rédigé les avant-projets, conduit l'exécution et effectué le règlement des travaux : aucune indemnité due en sus, d'après une instruction préfectorale et les usages suivis dans le département de l'Ain. — Intérêts alloués à tort à partir de la réception définitive des travaux ; la commune n'en ayant fait l'offre que sous certaines conditions qui n'ont pas été acceptées, ces intérêts ne sont dus qu'à partir de la demande qu'en a faite l'architecte. — Les intérêts des intérêts ne sont pas dus, lorsqu'au moment où ils sont demandés, il n'est pas encore dû

une année d'intérêts. — Article 1154 du Code civil. (*C. d'Ét.*), X, 599.

(6) Honoraires d'architecte. — Projet de construction d'école communale. — Appréciation. Intérêts non demandés devant le conseil de préfecture, alloués du jour de la demande devant le Conseil d'État. — (*Sieur Darnis contre commune de Saint-Denis près Martel.*) (*C. d'Ét.*), X, 958.

(7) Ecole. — Malfaçons. — Architecte. — Responsabilité. — (*Sieur Pourchot.*) — Lorsque avant la réception définitive d'une école, la commune s'est plainte de malfaçons (dans l'espèce, modifications apportées au plan par l'architecte; hauteur d'une classe réduite à 3^m,67 au lieu de 4 mètres; larmiers des caves placés en contre-bas du sol extérieur); l'architecte doit être déclaré responsable. (*C. d'Ét.*), X, 823.

(8) Communes. — Reconstruction d'une bibliothèque communale. — Projet mis au concours. — Architecte le premier classé devant diriger les travaux et n'en ayant pas été chargé. — Indemnité due. — (*Commune de Charleville contre sieur Glaize.*) — Appréciation de l'indemnité due à un architecte qui, ayant été classé le premier pour la confection d'un projet de bibliothèque communale mis au concours, devait, d'après le programme, avoir la direction des travaux, et s'était vu, néanmoins, évincé, bien que son projet répondît aux conditions exigées et fût d'une exécution facile et peu coûteuse, moyennant quelques remaniements sans importance, signalés par la commission de classe-

ment, que l'architecte avait lui-même offert d'effectuer. (*C. d'Ét.*), X, 597.

ARNAUD, IX, 72.

ARNEL (assainissement de l'étang de l'), VI, 843.

ARNOUX et autres, X, 329.

ARRATS (rivière de l'). Établissement d'une rigole de dérivation, VII, 236.

ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX. — Intérêt public. — Mesure individuelle suffisante. — Caractère d'utilité générale. — Voirie vicinale. — Chemins de grande communication. — Arrêté préfectoral. — Autorisation de construire et de déposer des matériaux. — Obligation de faire enregistrer au commissariat de police. — Légalité. — Pas de fixation de délai. — Circonstance indifférente. — (*Sieur François Chaix.*) — Les arrêtés préfectoraux doivent avoir pour objet un intérêt général et public, et ne peuvent statuer exclusivement et uniquement dans l'intérêt privé. — Mais un arrêté, même individuel, peut avoir ce caractère, lorsqu'une mesure individuelle suffit à sauvegarder l'intérêt général. — Il en est ainsi, en matière de police de voirie de l'arrêté préfectoral autorisant un individu à construire le long d'un chemin vicinal de grande communication et à y déposer des matériaux, à la charge de faire enregistrer ledit arrêté au commissariat de police de l'arrondissement. — Un tel arrêté est obligatoire pour les tribunaux comme pour la personne qu'il concerne. — Il importe peu qu'il n'ait pas été fixé de délai pour son enregistrement, qui, ayant pour but

ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX (*suite*) :
de faciliter la surveillance de son exécution, doit, en tous cas, être préalable à toute construction et à tout dépôt. (*C. de cass.*), VI, 1116.

ARROUX (droits de navigation intérieure à percevoir sur la rigole de l'), VII, 401.

ARTIGNOSC (commune d'), X, 791.

ARZENS (commune d'), VIII, 648.

ASPHALTES (société générale des), VIII, 1069.

ASSAINISSEMENT :

(1) — de l'étang de l'Arnel (Hérault), VI, 843.

(2) — de la Dive. Création d'une association syndicale, VI, 922.

(3) — de la commune de Lajemaye (Dordogne), VIII, 333.

(4) — du val de l'Aubion (Maine-et-Loire), VIII, 883.

(5) — des bâtiments et de la plaine de Maryland (Haute-Savoie), X, 468.

ASSÉNAT, VIII, 110.

ASSIMILATION des grades à donner aux anciens élèves des Écoles polytechnique et forestière, VII, 290.

ASSISTANCE PUBLIQUE, VII, 1162; X, 1315.

ASSOCIATIONS SYNDICALES :

— (formation d'une) pour l'assainissement de la vallée de la Dive, VI, 922.

(1) Association syndicale des marais mouillés des Deux-Sèvres. — Barrage d'irrigation. — Imposition extraordinaire. — Régularité de la délibération. — Intérêt aux travaux. — (*Sieur Roy.*) — Décidé par interprétation de l'ordonnance constitutive de l'association syndicale, que la commission qui a voté l'établissement d'un barrage n'intéres-

sant que deux sections de l'association, ainsi qu'une contribution extraordinaire pour faire face à la dépense, avait été régulièrement composée des syndics et, en nombre égal, des plus imposés de ces deux sections, sans qu'il y ait à rechercher si ces derniers profitaient ou non des travaux, et s'ils étaient ou non appelés à y contribuer. Rejet, comme non justifié, d'un grief fondé sur ce que le réclamant ne retirait aucun avantage des travaux, VII, 724.

(2) **Dompage**. — Association syndicale. — Rupture d'une digue. — Demande en rétablissement de travaux et indemnité. — Compétence. — Procédure. — Arrêté préparatoire. — Recours. — (*Sieurs Jullien contre le syndicat des digues du Reyran.*) — Il n'appartient pas à un conseil de préfecture d'ordonner l'exécution de travaux publics, et spécialement la construction d'ouvrages destinés à protéger à l'avenir une propriété contre l'envahissement des eaux. — Il ne peut statuer que sur les dommages résultant de la destruction ou la non-reconstruction de la digue. — Décidé que l'arrêté qui avait ordonné une expertise à l'effet de constater l'existence et l'étendue du dommage allégué, n'était qu'un arrêté préparatoire réservant les droits et moyens des parties : recours non recevable quant à présent. (*C. d'Ét.*), VII, 895.

(3) Association syndicale. — Inexécution des conditions du décret constitutif. — Décharge. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*).

née.) — Lorsqu'un syndicat général a été divisé, par décret, en plusieurs associations syndicales distinctes et que le décret impose à celles-ci l'obligation de dresser un plan parcellaire, de déterminer le périmètre et la classification des terrains, et de soumettre le tout à une enquête, l'inexécution de ces conditions entache d'irrégularité les taxes arrêtées par un des syndicats nouveaux, d'après les bases précédemment établies pour l'ancien syndicat général. — Décharge accordée. (*C. d'Ét.*), VII, 1141.

- (4) Association syndicale de Tencin à Lancey. — Champtourne construite par une compagnie de chemin de fer. — Apport. — Appréciation de la valeur. — Chose jugée. — Expertise. — Arrêté interlocutoire. — Recevabilité du recours. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*). — Décidé, par application d'un précédent arrêt du Conseil d'État que la compagnie n'était pas fondée à faire accepter, comme offert à un syndicat, une certaine partie de champtourne, et que, dès lors, il n'y avait pas lieu d'ordonner une expertise pour en apprécier la valeur. — Décidé qu'une autre portion de champtourne devait être acceptée en apport, et qu'une expertise supplémentaire avait été ordonnée avec raison par le conseil de préfecture, pour en faire l'estimation, en recherchant notamment les conditions et le prix de la champtourne, si elle eût été construite dans un but exclusif d'assainissement. — Décidé que l'arrêté qui ordonne l'expertise

sur le premier point, était interlocutoire et pouvait faire l'objet d'un recours au Conseil d'État avant le jugement du fond. (*C. d'Ét.*), VII, 1153.

ASTIER (société générale des phosphates), VI, 236.

ASTIÉ (Ferdinand), IX, 1531.

ATELIERS INSALUBRES :

- (1) Fermeture. — Préfet. — Intérêt de salubrité non engagé. — Excès de pouvoirs. — 1^{re} espèce : *sieur Pariset*; 2^e espèce : *sieur Lau-monnier-Carriol*. — Un préfet n'a pu, sans excès de pouvoirs, ordonner la fermeture de fabriques d'allumettes (1^{re} classe) à la requête du ministre des finances et dans un intérêt financier, alors qu'aucune question de salubrité n'était engagée. (*C. d'Ét.*), VII, 908.

- (2) (2^e classe). — Four à chaux permanent. — Autorisation refusée par le préfet, accordée par le Conseil d'État à des conditions déterminées dans la décision. — (*Sieur Le Boucher*). (*C. d'Ét.*), VII, 1344.

- (3) — 2^e classe. — Usine à gaz. — (*Dame Bornibus contre compagnie du gaz et des eaux de Saint-Ouen-l'Aumône*). — Modification par le préfet, après l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par le décret du 15 octobre 1810, de l'emplacement précédemment désigné par un premier arrêté préfectoral : régularité. — Distance suffisante de l'habitation du réclamant : opposition rejetée avec raison par le conseil de préfecture : autorisation maintenue. — Demande subsidiaire en dommages-intérêts : compétence de

ATELIERS INSALUBRES (suite):

- l'autorité judiciaire. (*C. d'Ét.*), X, 584.
AUBAGNE (commune d'), VI, 1027.
AUBERT, VIII, 577; IX, 185.
AUBINEAU, IX, 1053.
AUCLAIR et autres, VI, 1109.
AUPRÈVE et **DECOURT**, IX, 187.
AUGER et **COHADE**, VII, 831.
AUTHIE (prolongement de la digue du chenal de l'), IX, 1125.
AUTHION (val de l'). Travaux d'assainissement, VIII, 883.
AUTREY-LES-CERRE (commune d'), VIII, 693.

AUVESINES (fabrique de la paroisse d'), VIII, 1174.

AUXON (commune d'), VIII, 1208.

AVANT-PROJETS. Frais généraux à comprendre dans l'estimation des dépenses (*Circ.*), X, 993.

AVENUE DE L'OPÉRA (ouverture de l'), VII, 547.

AVESNES-LE-COMTE à la station de Savy-Berlette (établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de), VII, 500.

AVICE, IX, 733.

AVRIL, **COICAUD** et autres, IX, 37.

AZÉMAR et consorts, X, 1231,

B

BABIOT fils et demoiselle **GOUZY**, IX, 1736.

BABOU (veuve), et les communes de Capestang et Quarante, X, 332.

BACS. Modification du modèle du cahier des charges (*circ.*), X, 748.

BACS. Approbation de tarif:

— (1) de Beauvoir sur le canal du Couesnon (Manche) X, 387.

— (2) de Boucoiran sur le Gardon (Gard), VII, 1022.

— (3) de Briare sur la Loire (Loiret), IX, 357.

— (4) de Chancia sur la Bienne (Jura), VI, 895.

— (5) de la Cresse sur le Tarn (Aveyron), VII, 1020.

— (6) de Daumasanne sur la Drôme (Drôme), VIII, 938.

— (7) de Lechwater sur le canal de la Haute-Colme (Nord), VII, 494.

— (8) de Levallois-Perret sur la Seine, VII, 289.

— (9) de Palavas sur le canal du Gruau-du-Lez (Hérault), VII, 1017.

— (10) de Pécot sur le Tarn (Tarn), VIII, 1014.

— (11) de Peyzieux sur la Saône (Ain), VIII, 378.

— (12) de Poses sur la Seine, VI, 862.

— (13) de Rosbras sur l'Aven (Finistère), VI, 740.

— (14) du port de Rouen, sur la Seine (Seine-Inférieure), X, 520.

— (15) de Velotte et d'Avenay (Doubs), VI, 784.

— (16) Bail à ferme de passage d'eau. — Résiliation. — Indemnité. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Canard*). — Décidé que la résiliation ayant été prononcée par une juste application du cahier des charges, et le fermier n'ayant pas justifié qu'il eût fait des dépenses profitables à l'État, le conseil de préfecture lui avait à tort alloué une indemnité. (*C. d'É.*) IX, 381.

— (17) Bacs. — Rampe d'accès. — Cale d'abordage. Chemin de halage. — Entretien. — Obligation

de la compagnie fermière. — Procédure. — Conseil d'État. — Pourvoi par le ministre. — Pas de frais exposés. — Pas de dépens à allouer au ministre. — Décret du 22 juillet 1806, articles 16 et 17. (*Ministre des travaux publics contre société de la Vieille-Montagne.*) — Contestation entre l'État et la société fermière d'un bac qui, aux termes de son cahier des charges, est obligée à tous les travaux de réparation et d'entretien des cales d'abordage pour tout ce qui est étranger aux routes et chemins vicinaux servant d'accès au passage. — Décidé que la rampe d'accès du bac dont il s'agit n'était ni une route ni un chemin vicinal; — que, bien que soumise à la servitude du halage, elle n'avait pas été construite en vue du halage; — qu'en conséquence, le conseil de préfecture avait condamné à tort l'État à rembourser à la société le montant des travaux de réparation que celle-ci avait exécutés directement et sans aucune autorisation sur ladite rampe d'accès. (*C. d'E.*) IX, 602.

BACIOCCHI (de), VIII, 843.

BACLARD, IX, 741.

BACRI (David), VI, 1106.

BADIN, VII, 42.

BAIE du mont St-Michel. Défense de terrains contre la mer, VIII, 398.

BAILLY, VII, 690.

BAILLY-ROMAINVILLIERS (commune de), X, 1299.

BAILLY, POULIN et GODEFROY, VI, 435.

BALAYAGE. Voir *Taxe*.

(1) *Communes*. — *Travaux publics*. — Marché pour l'enlèvement des boues de la ville de Nice. — In-

terprétation du cahier des charges. — (*Sieur Krohn et ville de Nice*). — Mise en régie prononcée pour suspension du service de balayage, après avertissement donné la veille au maire qu'il ait à prendre ses dispositions pour éviter une interruption de service. Arrêté municipal de mise en régie non approuvé par le préfet et non notifié. Régularité. — Résiliation. — Reprise du matériel. — Résiliation prononcée au profit de l'adjudicataire à raison de la tolérance apportée par l'administration à l'infraction des conditions du cahier des charges stipulées en sa faveur, infraction qui augmentait les charges de l'entreprise (balayage non exécuté par les riverains, décharge par eux d'immondices sur la voie publique au lieu d'être mise directement au tombereau). Compte de régie établi en tenant compte des dépenses résultant de cette infraction au contrat. Reprise du matériel imposée à la ville comme conséquence de la résiliation. Résiliation prononcée du jour où elle a été demandée par l'entrepreneur bien que reposant sur des faits antérieurs à la demande. — *Compte de régie*. — Balayage d'un marché occupé par des cultivateurs et revendeurs seulement; charge de l'entreprise; non-lieu d'appliquer la clause du contrat qui met ce balayage à la charge des marchands étalagistes ayant des places à demeure. — Demande tendant à ce que les dépenses de régie soient réduites aux dépenses minima prévues par le cahier des charges. — Rejet: aucune dépense de la ville n'a été inutile. — Abonnements passés

BALAYAGE (suite) :

par la ville après la mise en régie estimés à un chiffre de dépenses correspondant. — Provision versée à la caisse municipale de l'entrepreneur; déduction au profit de l'entrepreneur. — Demande d'indemnité pour pertes de bénéfices futurs par suite de la résiliation, rejetée comme non justifiée. — Demande d'indemnité pour suspension du service, rejetée comme non fondée. — Procédure. — Jonction de recours dirigés par les parties adverses contre des arrêtés connexes entre eux. — Arrêté statuant sur une demande de résiliation de marché et irrégularité de mise en régie. — Caractère interlocutoire: recours au Conseil d'État immédiatement recevable. — Frais de vérification mis à la charge de la ville, les principaux points contestés par la ville ayant été reconnus exacts. (*C. d'Ét.*), X, 1344.

BALAYET et GAUSSERN, VIII, 204.

BALDON, IX, 1737.

BALGUERIE, X, 769.

BALHAM (commune de). Reconstruction de trois ponts sur l'Aisne, VII, 79.

BALISAGE de la rade de Lorient, VI, 1297.

BARATOUX, VIII, 601.

BARBE et SOL, VI, 361.

BARBEREAU, AMIOT et autres, X, 1093.

BARNIGNAC, BOYER, VAUSSAN et LULX-LAMOTTE, IX, 920.

BARBOU, VIII, 176.

BARDOT, FRITSCH et autres, VII, 1135.

BARILLY, VII, 673.

BARNAY, VIII, 1160.

BARNY, VII, 1054.

BAROUX, VIII, 1656; IX, 1757.

BARRA et BRUNO, X, 1096.

BARRAGES. Voir COURS D'EAU.

— (Construction d'un) sur le Tagnouc, VII, 234.

— éclusé (construction d'un) sur la Saône à Lyon. VI, 1257.

— d'irrigation, VII, 724.

BARRET, VI, 250.

BARRIER, VI, 426; IX, 1056.

BARTHÉLEMY, X, 1334.

BARTHÉLEMY, CORCELLET et BERNARD, IX, 92.

BARTHEZ (veuve), VII, 949.

BASSAC pour la demoiselle Larcade, VII, 821.

BASSECCOURT, IX, 153.

BASSES-PYRÉNÉES (départ. des) *C. d'Ét.* VII, 1384; VIII, 958.

BASSUYAUX-SEULFORT, IX, 78.

BASTIDE (commune de la), IX, 21.

BATEAUX du service des ponts et chaussées (application des règlements maritimes aux) *Circ.* X, 103.

— de plaisance (*Circ.*) 982.

— à vapeur. Application des articles 80 de l'ordonnance du 23 mai 1843 et 58 de l'ordonnance du 17 janvier 1846 (*Circ.*), 989.

BATILLY (agrandissement de la gare de), VIII, 1014.

BÂTIMENTS DE L'ÉTAT :

Approbation du tableau indicatif des logements occupés par des fonctionnaires et agents, IX, 351, autorisations accordées, 529, 703, 1137, 1335, 1341, 1494.

BATTAULT (époux), VIII, 19.

BATTLE, IX, 1731.

BAUDOIN, FERLET et autres, IX, 29.

BAUDOUX, VII, 738.

BAUDRAN veuve, VIII, 83.

BAUBRY, VIII, 638; IX, 50.

BAULIAC, X, 1122.

BAUNOT, VII, 935.

- BAYET** et **RÉROLLE**, VII, 884.
BAYEUX (ville de), VIII, 1596.
BAZIN et Cie, IX, 1192.
BAZIN, X, 1322.
BÉARN (de), IX, 1205.
BEAUCHOT, **BEAUSIRE** et autres, VI, 1036; VIII, 659.
BEAULIEU (demoiselle), VI, 260.
BEAUMINI, **BOLIKOWSKI** et autres, VII, 1096.
BEAUPRÉ, VIII, 1520.
BEAUSIRE, **BEAUCHOT** et autres, VI, 1036; VIII, 659.
BÉCHET, **DUTERTE** et autres, IX, 105.
BECCQUET, VIII, 1211.
BECK, VI, 1076.
BÉDOS et fils, VI, 577.
BÉDRY, VIII, 230.
BÉGNIN, VI, 160.
BÉNIC, IX, 781.
BELAMY, VII, 654; IX, 27.
BELLOT, X, 940.
BELVAL, **LESCAIL** et autres, X, 569.
BENEDETTI, VI, 599.
BENI-SAF (Algérie) : construction d'un port, VII, 533.
 — (ouverture du port de) aux opérations du commerce avec les pays étrangers et avec les ports d'Algérie, VII, 1322.
BERCIOUX, VI, 348.
BERETTA, VI, 405; VII, 601.
BERGERAC (ville de), VIII, 70.
BERGERET (héritiers), VII, 1374.
BERGERON, **COMPAN** et **PATAULD**, VIII, 153.
BERGERON DE CHARON, VIII, 956.
BERGERON, VI, 11.
BERGONNIER, VIII, 580.
BERNARD, VI, 264; VII, 1425; IX, 419.
BERNARD, **CORCELET** et **BARTHÉLEMY**, IX, 92.
BERNADY, IX, 909.
BERNASSE, IX, 598.
BERNEAU, VII, 1130.
BERNIS, VII, 745.
BERNIS (de), VII, 1383.
BERSON (frère) et ville de Paris, IX, 394.
BERTIN, VII, 1145; VIII, 31.
BERTIN et **LANCIEN**, X, 1095.
BERTRANDON, VIII, 124.
BERTUCAT, VII, 946.
BESANÇON (ville de) : ouverture d'une dérivation sous la citadelle, VII, 76.
BESSIÈRE et **POULENC**, VIII, 232.
BEUCHOT, VI, 481.
BEUVRY (syndicat des marais de) VIII, 1630.
BEUZEBOSC, IX, 182.
BEYNEL, VI, 1044.
BÉZIERs (ville de), IX, 895, 1736.
BIDASSOA (Construction d'un tablier métallique au pont international de Béhobie sur la), VIII, 1330.
BIENCOURT (de) et autres, VII, 722.
BIÈVRE (Rivière de), VII, 738.
BIGEARD, VII, 1054.
BIJEAN et **HALES**, IX, 88.
BIJON, X, 1096.
BILLANCOURT et du Bas-Meudon (Cie des ponts de), VIII, 106.
BILLOIR et Cie, VI, 166.
BILLUART, **LIZOT** et Cie, VII, 717.
BILLY et **BONASSIEU**, VII, 959.
BISCAROSSE (commune de), VII, 157.
BIZET-DESSAIGNES, X, 67.
BLAIZE, VI, 596.
BLANC, VII, 620; VIII, 556, 855.
BLANC et consorts, VII, 950.
BLESS et consorts, VIII, 210.
BLIDAH (ville de), VIII, 1626.
BLONDEAU et autres, VI, 529.
BLOIS (ville de), VIII, 836.
BLONDIN, VII, 1380; IX, 1058.
BECQUET, X, 932.
BOICHET, VIII, 218.
BOIGUES, **RAMBOURG** et Cie, VI, 1052.

BOIJARD, VIII, 1608.

BOILLOT, IX, 731.

BOIS FLOTTÉS. Voir Approvisionnement de Paris.

BOISSET, VII, 951.

BOITARD, X, 1117.

BOIVIN, VIII, 1497.

BOLIKOWSKI, **BEAUMINI** et autres, VII, 1096.

BOLLAERT, VIII, 47.

BONA (commune de), IX, 403.

BONAFE et **CURIÈRE**, VI, 228.

BONARD, VIII, 157.

BONASSIEU et **BILLY**, VII, 959.

BÔNE (commune de). Fonds de concours pour travaux d'assainissement, IX, 680.

BONNAUD, VII, 1353.

BONNAUD et **MARTIN DE BEAUCÉ**, X, 65.

BONNEFOUS (Compagnie l'Urbaine), VIII, 1593.

BONNIN, VI, 33.

BORDA, VI, 564.

BORDEAUX (ville de) :

— (Commission administrative des hospices civils de), VII, 1041, 1043, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055.

BORDEAUX (port de) :

— Achèvement du bassin à flot et construction d'une forme de radoub. Fonds de concours, VI, 777, 995; VII, 367, 1011, 1327.

— Mise en adjudication du service d'amarrage des navires, VI, 939; concession du service d'amarrage des navires, VII, 301.

BORDET et **BOSTON**, VI, 276.

BORNET, VII, 1365.

BORNIBUS (dame), X, 584.

BORREL, VIII, 23.

BOSBÉNARD-COMMIN (commune de), VIII, 1152.

BOSCHETTI, VI, 551.

BOSSAN et **LÉO**, VIII, 1526.

BOSSAN et commune d'Échallon, VI, 383.

BOSSU (héritiers) et **RAGIS**, IX, 1726.

BOSTON et **BORDET**, VI, 276.

BOUCHER, VI, 17; IX, 1203.

BOUCHET, X, 587.

BOUFFARÉ (veuve), VI, 1123.

BOULLAND (Adolphe), VIII, 199.

BOULENGER, VII, 791.

BOULOGNE (ville de) :

— Établissement de lignes de tramways, VIII, 358.

BOULOGNE (port de) :

— Achèvement et construction de quais, VI, 1255.

— Création d'un port en eau profonde, IX, 455.

— Autorisation de construire et d'exploiter un bâtiment destiné à la réception des voyageurs et à la visite des marchandises en provenance ou à destination de l'Angleterre, VI, 107; emprunt, VII, 68.

BOULOGNE-SUR-SEINE (commune de). Établissement de deux lignes de tramways, IX, 547.

BOURBON-LANCY (hospice de), VIII, 782.

BOURBOURG (amélioration du canal de), VI, 217.

— (Amélioration de la communication du canal de) avec les bassins du port de Dunkerque, IX, 1492.

BOURDILLON (héritiers) et **MARTIN**, VII, 1147.

BOURDON, VIII, 675.

BOURGOIN (ville de), VII, 1174.

BOURGUIGNON, IX, 154.

BOURGUIGNON, **MICHEL**, **SOCIÉTÉ Rossi et C^e**, IX, 1194.

BOURNE (canal de la) Autorisation de prise d'eau, VI, 880.

BOURNET, X, 1400.

BOUSSES, VII, 659.

BOUSSINESQ, VI, 606.
 BOUTIN, BRIÈRE et ROUSTEAUX, VI, 1115.
 BOUTON, VI, 619.
 BOUVARD, VIII, 225.
 BOUVET et ROBERT, VI, 557.
 BOYARD, VI, 1006.
 BOYELDIEU, VIII, 1646.
 BRAHIC et CHAMBOREDON, X, 1337.
 BRANELLEC, X, 1338.
 BRAUN, ANLOT et LAMBON, VII, 680.
 BRAY, REBOUX et FANTIN, IX, 1506.
 BREIL et GOEYTES, VII, 1043.
 BRESCON, VIII, 1199.
 BRESNU, X, 1115.
 BREST (ville de), VIII, 793, 853 ; X, 1338.
 BREST (port de). (Établissements de grils de carénage, machine à mâter et grue, VI, 1364.
 BRICE et dame THOUVENOT, VI, 376.
 BRIÈRE, BOUTIN et ROUSTEAUX, VI, 1115.
 BRINCAT (ville d'Alger contresieur), VI, 356.
 BRIONNE (ville de), VIII, 1172.
 BRIQUEVILLE (de), VII, 612.
 BRIVET. Construction d'un pont à Pont-Château, VI, 1278.
 BRODU, VIII, 700.
 BROSSARD (veuve Jarriau), VI, 614.
 BROSSETTE-GAILLARD et autres, X, 601.
 BROSSONNEAU, BRUNOT et TÊTU, VII, 1037.
 BRUNHAUT, X, 613.
 BRUNET, VARIGARD et C^{ie}, VIII, 554.
 BRUNET et MASSIP (dames), VIII 1515.
 BRU et PLANTADE, IX, 399.
 BRUNIER, IX, 760.
 BRUNO et BARRA, X, 1096.
 BRUNOT, VIII, 211.

BRUNOT, BROSSONNEAU et TÊTU, VII, 1037.
 BRUYAS, REYNAUD et autres, VIII, 1652.
 BUDGET des dépenses sur ressources extraordinaires. Instructions pour l'ordonnancement et le paiement des créances (*Circ.*) X, 746.
 BUDGET. Voir Fonds de concours, chemins vicinaux.
 BUDGETS généraux des dépenses et des recettes :
 Exercice 1877, VII, 1205.
 Exercice 1878, VIII, 1428.
 Exercice 1879, IX, 969.
 Exercice 1880, X, 274, 557.
 Ouverture au ministre des travaux publics :
 — de crédits extraordinaires sur l'exercice 1877, VIII, 885.
 — d'un crédit extraordinaire applicable aux frais d'exploitation du chemin de fer de Lagny à Ville-neuve-le-Comte placé sous le séquestre de l'État, IX, 683.
 — de deux crédits extraordinaires pour l'agrandissement de l'École polytechnique, et du théâtre de l'Opéra-Comique, IX, 1434 et 1450.
 — d'un crédit pour la réparation des dommages causés aux routes nationales pendant l'hiver 1878-1879, IX, 1458.
 — d'un crédit supplémentaire, X, 283.
 — d'un crédit extraordinaire pour l'installation des ministères de l'intérieur, des postes et des télégraphes, de l'agriculture et du commerce et des travaux publics, X, 464.
 — d'un crédit pour les dépenses de l'exposition universelle de Paris en 1878, VII, 1214.
 — d'un crédit extraordinaire pour

BUDGET (suite) :

les dépenses de l'exposition de Melbourne, X, 465.

- de crédits extraordinaires sur l'exercice 1875 pour réparations des dommages causés aux chemins vicinaux et aux travaux publics par les inondations, VI, 325, 327.

Ouverture au ministre de l'intérieur :

- d'un crédit supplémentaire pour l'achèvement des chemins vicinaux, VII, 860.
- d'un crédit pour des créances constatées sur un exercice clos, VIII, 1311.

Loi qui 1° crée la dette amortissable par annuité ; 2° ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 331 millions pour le rachat des chemins de fer ; 3° autorise le ministre des finances à émettre la même somme de rentes 3 p. 100 amortissables et à convertir les obligations pour travaux publics, VIII, 1471.

- d'un crédit supplémentaire pour réparations de dommages causés aux chemins vicinaux, par les inondations de 1875 et annulation d'une somme pareille sur l'exercice 1877, IX, 995.

Ouverture au ministre des finances sur les exercices 1878 et 1879 : 1° d'un crédit pour le paiement des garanties d'intérêt dues au chemin de fer de l'Ouest et le paiement des arrérages et des frais de l'emprunt réalisé en rentes 3 p. 100 amortissables ; 2° annule divers crédits ouverts, sur l'exercice 1878, au ministre des travaux publics, IX, 1008.

Ouverture à divers ministres de crédits supplémentaires sur l'exercice 1876, VII, 1209.

— de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1876 et 1877 et de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, VIII, 327.

— de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1876, 1877, et 1878 et des dépenses d'exercices clos VIII, 1441, 1485, 1488.

Ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1877, 1878, et 1879 ; ouverture de crédits spéciaux pour dépenses d'exercices périmés ou clos, IX, 1438.

Ouverture ou annulations de divers crédits sur les exercices 1878, 1879 et 1880, X, 460, 881, 1144, 1147.

Ouverture à divers ministres sur l'exercice 1878 de crédits provisoires, VIII, 622.

Répartitions des crédits provisoires ouverts aux ministres sur l'exercice 1878, VIII, 623.

Répartition par chapitres de crédits provisoires ouverts aux ministres sur l'exercice 1878, VIII, 1349.

Régularisation des décrets qui ont ouvert des crédits pendant la prorogation des chambres ; annulation de crédits ; ouverture à divers ministres de crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1878 ; ouverture de crédits spéciaux pour dépenses d'exercices clos et périmés, IX, 975.

Régularisation de décrets qui ont ouvert des crédits sur l'exercice 1879, pendant la prorogation des chambres ; ouvertures de crédits supplémentaires et extraordinaires sur les exercices 1878 et 1879 ; ouverture de crédits supplémen-

cices clos et périmés, X, 280.

BURBY et **DODÉ**, VIII, 186,

BUREAU, IX, 871.

BUREAUX des ingénieurs. Modifications au sujet des déplacements d'objets portés sur l'inventaire et des objets en magasins, VII, 152, (conservation des pièces dans les) (*Circ.*), X, 112. — Tenue des bureaux (*Circ.*), X, 616. — Service de grands canaux.

— Reproduction des dessins et pièces écrites. Achat des objets et matières nécessaires aux reproductions par tirage sur papier sensible (*Circ.*), X, 1274. — Dépenses extraordinaires d'éclairage et de chauffage. Indemnités (*Circ.*), X, 1276.

BUSQUET, VII, 687.

BUSQUET de **CAUMONT**, VII, 846.

BUSSANG (commune de), VII, 1172.

C

CABAUD, X, 977.

CABEDAN-NEUF (Syndicat de), VI, 675.

CABLEY, VI, 573.

CADEILHAN (commune de), IX, 757.

CAEN. Agrandissement de la gare. VI, 789.

CAILLAT et **TISSIER**, VI, 453.

CAILLAUX, sa nomination au poste de ministre des travaux publics, VI, 790.

CAILLET, VI, 516.

CAILHAVA et **C^e**, VIII, 163.

CAISSE de retraite pour la vieillesse. — Instructions (*Circ.*), VII, 162.

CALLAT, IX, 1062.

CALAIS (port de). Travaux d'amélioration. — Avance à l'État d'une somme, VI, 1185. — Fonds de concours, VII, 1011, IX, 1231, 1610; X, 477, 504. — Rectification de la jetée ouest, VIII, 337.

CALE de halage (établissement d'une) à Dunkerque. Autorisation. Tarif, VI, 762.

CALS et héritiers **LÉVY**, VII, 606.

CALVADOS (département du). (*C. d'Ét.*), VII, 918, 925.

CALVET, VII, 833; IX, 202.

CAMARGUE (syndicat de la grande), VI, 239.

CAMBON et **GIRBAL**, VIII, 234.

CAMION (frères), IX, 180.

CANAGNIER, VI, 571.

CANARD, IX, 25, 381.

CANAUX. Fixation de la longueur utile des sas. (*Circ.*), VIII, 1118, IX, 794. — Hauteur libre sous les ponts; instructions. (*Circ.*), IX, 1064. — Circulation sur les digues et chemins de halage: instructions. (*Circ.*), X, 521. — Profils en travers type: instructions. (*Circ.*), X, 843.

CANAUX DE NAVIGATION:

Lois.

Déclaration d'utilité publique.

— d'un canal entre Saint-Dizier et Vassy (Haute-Marne), IX, 1410.

— d'un canal maritime destiné à faciliter l'accès du port de Nantes, IX, 1554.

— d'un canal du Havre à Tancarville, X, 1156.

— d'un canal de jonction de l'Alsne à l'Oise, IX, 1002.

CANaux DE NAVIGATION (*suite*) :

- d'un canal de Montbéliard à Conflandey destiné à relier le canal du Rhône au Rhin à la Saône, IX, 1009.
- Prolongement du canal à ouvrir entre la Marne et la Saône de Donjeux à Pontallier, IX, 1001.

Décrets.

Travaux divers.

- d'Aire à la Bassée. Service de halage par chevaux, VI, 946.
- de l'Aisne à la Marne. Travaux complémentaires d'amélioration, X, 1189.
- de Berry. Alimentation complémentaire, VII, 862.
- de Bourbourg. Amélioration, VI, 217. — Service de halage, VI, 946; VIII, 1332; X, 645. — Amélioration de la communication avec les bassins du port de Dunkerque, IX, 1492.
- de Bourgogne. Travaux d'amélioration, VIII, 1479. — Prorogation du délai de mise en activité du service de halage, VI, 1346.
- de Caen à la mer. Service de touage : substitution de concessionnaires pour l'exploitation, VI, 866. — Travaux d'approfondissement et construction d'un quai, VIII, 1030.
- de Calais. Travaux d'amélioration, VI, 217. — Service de halage, VIII, 1332, X, 645.
- du Centre. Élargissement de la tranchée de Chagny, IX, 503; — de Longpendu, IX, 1679. — Remplacement de portes d'écluses, X, 388.
- de Coutances au pont de la la Roque. Remise à l'État de ce canal, VII, 1024.

- de l'Est. Fonds de concours, VI, 774, 849, 953, 969, 1003; VII, 104, 366, 535, 1032, 1238, 1328; VIII, 500, 1042, 1330, 1366, 1375; IX, 357, 378, 584, 677, 689, 1031, 1314, 1339, 1606, 1682; X, 188, 322, 1051, 1221. — Loi concernant son achèvement, IX, 1458. — Tarifs des droits à percevoir, VIII, 305. — Établissement d'une grue sur le port et droits à percevoir pour dépôts de marchandises, X, 388.
- de la Haute-Colme. Travaux d'amélioration, X, 886.
- de la haute Deule. Service de halage, VI, 946.
- latéral à la Loire. Établissement d'une prise d'eau à Hervy (Cher), VI, 810.
- latéral à l'Oise. Agrandissement du port de Thourotte, VI, 1257. — Adjudication d'un service de touage à vapeur, VI, 849.
- de Marans à la Rochelle. Perception des droits de navigation intérieure, VI, 1002. — Prolongement du canal, IX, 1459.
- de Marennes et canal maritime de la Charente à la Seudre, Travaux d'amélioration, VII, 862.
- de la Marne au Rhin. Alimentation du bief de Mauvages, VII, 1092. — Relèvement du plan d'eau, VIII, 1312. — Service de touage dans le bief de Mauvages, IX, 488. — Augmentation de la longueur du sas des écluses, IX, 1678. — Reconstruction de portes d'écluses, X, 18. — Allongement des écluses, X, 1176. — Travaux d'amélioration, X, 888.
- du Midi. Travaux pour la submersion ou l'irrigation de terrains (Aude et Hérault), X, 648.
- de Nantes à Brest. Construction d'un débarcadère et rectifica-

487. — Agrandissement du terre-plein du débarcadère du Pont-du-Roi, IX, 565. — Établissement de trois débarcadères (Morbihan), IX, 568. — Établissement d'un réservoir pour l'alimentation dudit canal, X, 11.
- du Nivernais et de la haute Yonne. Travaux d'amélioration, VII, 251.
 - de Neufosé. Travaux d'amélioration, VI, 217; VIII, 1332. — Service de halage, VI, 946. — Doublement des sas de l'écluse de Fontinettes, VI, 1298.
 - de l'Ourcq et de Saint-Denis. Rachat, VII, 389.
 - du Rhône au Rhin. Ouverture d'une dérivation sous la citadelle de Besançon, VII, 76.
 - de Roubaix. Droits à percevoir, VII, 1009. — Modification du décret relatif à l'abandon du canal à l'État, IX, 1130.
 - de Saint-Maurice. Augmentation du tirant d'eau, VII, 1218.
 - de Saint-Quentin. Service de halage, VI, 946. Restauration du port Gayant, VII, 68. — Exploitation de grues sur le port Gayant, X, 303.
 - de Séclin à la Deule. Droits de navigation intérieure à percevoir, VII, 1213.
 - de la Sensée. Service de halage, VI, 946.
 - de la Somme. Travaux d'amélioration, IX, 1678.
 - de Souchez. Prorogation du délai accordé pour son exécution, X, 1183.
 - de Vassy à Saint-Dizier. Substitution de concessionnaire dans la construction et l'exploitation dudit canal, X, 183.

concession), X, 1143.

(1) Canal de navigation (francs bords ou talus d'un). — 1° Partie du canal. — Dépendance du domaine public. — 2° Détériorations ou dégradations. — Contravention. — Grande voirie. — Conseils de préfecture. — Compétence. — 3° Détérioration. — Article 479, 10°, du Code pénal non applicable. — Relaxe illégal. — Déclaration d'incompétence nécessaire. — (*Sieurs Mignot et consorts*). — 1° Les francs bords ou talus d'un canal de navigation (tel que le canal du Berry) font partie intégrante dudit canal et sont, à ce titre, des dépendances du domaine public. — 2° Les détériorations ou dégradations commises sur iceux constituent des contraventions qui doivent être poursuivies et réprimées, comme en matière de grande voirie, par les conseils de préfecture. — 3° Le juge de simple police qui en est saisi, et qui constate que l'article 479, 10°, du Code pénal, n'est pas applicable dans l'espèce, parce que lesdits francs bords sont des voies publiques et ne peuvent être assimilés aux propriétés rurales, ne doit pas prononcer le relaxe, mais seulement se déclarer incompétent (C. de cass.), VI, 597.

(2) Convention entre une ville et une compagnie propriétaire d'un canal, pour la construction d'un pont sur ce canal. — Entrepreneurs. — Demande en résiliation formée contre la ville. — Appel et garantie des compagnies. — Compétence. — (*Canal du Midi contre ville de Toulouse*). —

CANALX DE NAVIGATION (*suite*) :

L'adjudicataire des travaux de construction d'un pont sur un canal en prolongement d'une rue, a actionné la ville pour le compte de laquelle les travaux devaient être exécutés, devant le conseil de préfecture, à l'effet d'obtenir la résiliation de son entreprise; sur cette demande, la ville a appelé en garantie la compagnie du canal du Midi, en se fondant sur ce qu'aux termes d'une convention intervenue entre elles, celle-ci serait responsable de l'inexécution des engagements dont se plaint l'entrepreneur : — le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur cet appel en garantie. — (La convention passée entre la ville et la compagnie se rattache à l'exécution d'un travail public.) (C. d'Ét.), VIII, 592.

- (3) Chômage nécessité par l'exécution d'un travail public. — Compagnie de navigation. — Préjudice allégué. — Compétence. — Pas d'indemnité. — *Sieur Gignoux (les trois compagnies réunies) contre compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne)*. — Le conseil de préfecture est compétent pour connaître des demandes en indemnités formées à raison du prétendu dommage causé par le chômage d'un canal de navigation, chômage autorisé en vue de l'exécution d'un travail public, même en ce qui touche la période postérieure à la date fixée par l'arrêté d'autorisation pour la fin du chômage. — Le fait que le chômage a été prolongé au delà de cette date ne

porte pas atteinte à un droit qu'une compagnie de navigation puisse faire valoir par la voie contentieuse. — La compagnie de navigation n'a pas qualité pour réclamer contre l'inobservation, par la compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, du cahier des charges de celle-ci. — Le préjudice allégué par la compagnie de navigation n'est pas de nature à motiver l'allocation d'une indemnité (C. d'Ét.), IX, 415.

- (4) Canal du Midi. — Absence de curage d'un contre-canal. — Atterrissement. — Arbres et broussailles. — Obstacle à l'écoulement des eaux. — Inondations et infiltrations. — Dommage aux propriétés voisines. — Indemnité. — (*Compagnie du canal et des chemins du Midi contre la dame veuve Rabou et les communes de Capetang et Quarante*.) — Partage de la responsabilité incombant aux deux compagnies propriétaire et fermière du canal du Midi, ainsi qu'à deux communes. Appréciation des résultats d'une expertise. Réduction des indemnités allouées. Obligation de rembourser les sommes payées en trop. Application d'un arrêté du conseil du 24 avril 1739, du décret du 12 août 1807 et de la loi du 5 décembre 1814. — Refus d'allocation des intérêts d'intérêts, aucune année d'intérêts n'étant échue au moment de la demande (C. d'Ét.), X, 332.

CANALX D'ALIMENTATION, D'ARROSEMENT, DE DESSÈCHEMENT ET D'IRRIGATION :

Alpes-Maritimes. Établissement d'un canal dérivé de la rivière de la Vesubie, IX, 1397.

Aude. Canal d'irrigation d'Escouloubre. Prorogation du délai fixé pour son achèvement, IX, 1675.

— Établissement et alimentation du canal dérivé du Verdoube destiné à l'arrosage du territoire de Soulatgé, VII, 210.

Hautes-Alpes. Établissement du canal de Bourg à Digne, VI, 1338.

Hautes-Pyrénées. Établissement d'un canal dérivé du gave de Pau, IX, 1021.

Drôme. Canal de la Bourne. Autorisation de prise d'eau, VI, 880.

— Modification de la convention relative à la concession d'un canal dérivé de la rivière de la Bourne, X, 1154.

Gard. Concession d'un canal dérivé du Rhône, IX, 531. — Canal de Beaucaire. Sequestre, VII, 268.

Hautes-Alpes. Établissement d'un canal destiné à irriguer le territoire de la commune de Rochebrune, VIII, 1313.

Haute-Garonne. Approbation de la convention passée pour la concession du canal de Lalande, X, 1035.

Indre-et-Loire. Établissement d'un canal par la commune de Châteaurenault, VII, 862.

Loire. Établissement d'un canal d'arrosage à dériver de la Souloise, VI, 1302.

— Ouverture d'un canal d'assainissement de la plaine de l'Isère, VIII, 335.

Isère, Drôme, Vaucluse, Gard et Hérault. Établissement d'un ca-

nal dérivé du Rhône pour l'irrigation de terrains, X, 273.

Pyrénées-Orientales. Alimentation et établissement du canal dérivé de la rivière de Sahorre, IX, 1012; — du canal dit du Col-de-Jou, IX, 1675.

Yonne. Dérivation, dans la ville de Paris, des eaux des sources dites de Cocheplies, IX, 503.

(1) Compagnie concessionnaire. — (*Société du canal de Crillon contre Syndicat dudit canal*).

— Syndicat des arrosants. — Prise d'eau en Durance. — Prises d'eau individuelles. — Travaux à exécuter. — Contestations sur les obligations respectives résultant des titres de concessions et d'un décret réglementaire. — Interprétation. — Décision ministérielle. — Instance judiciaire. — Demande en interprétation rejetée par le motif qu'on ne justifie d'aucune décision par laquelle l'autorité judiciaire, saisie du litige, aurait sursis à statuer jusqu'à ce que l'administration ait déterminé le sens et la portée des actes contestés. — Autre demande en interprétation rejetée par le motif qu'on ne justifie d'aucun litige existant sur la difficulté dont il s'agit dans ladite demande (C. d'Ét.), VI, 1028.

(2) Concession. — Déchéance du concessionnaire. — Interprétation de la concession. — Compétence du conseil de préfecture. — Recours direct au Conseil d'État pour excès de pouvoir contre la décision ministérielle prononçant la déchéance. — Non-recevabilité. — (*The Credit Company Limited.*) La décision ministérielle qui

CANAUX DE NAVIGATION (suite) :

prononce la déchéance du concessionnaire d'un canal d'irrigation, à la suite d'une mise en demeure, restée sans effet, d'avoir à exécuter les travaux dans un délai déterminé, ne fait pas obstacle à ce que le concessionnaire conteste devant le conseil de préfecture les clauses de la concession dont le ministre a prétendu faire l'application. — Elle ne constitue qu'un acte d'administration non susceptible d'être déféré au Conseil d'État par la voie contentieuse (C. d'Ét.), IX, 408.

- (3) Concession du canal d'irrigation de la Siagne et du Loup. — (*Ministre des travaux publics contre the Credit Company (canal de la Siagne et du Loup), sieur de Panisse-Passis*). — Déchéance de la concession prononcée par le ministre des travaux publics, par le concessionnaire d'avoir obtempéré à la mise en demeure qui lui avait été faite d'opérer dans un certain délai la dérivation du Loup : décidé par le conseil de préfecture et, sur le recours du ministre par le Conseil d'État, que le ministre avait prononcé à tort la déchéance, les concessionnaires ne se trouvant pas dans les conditions où le cahier des charges stipulait que ce travail était obligatoire. — Intervention admise d'un intéressé à l'annulation de la décision du conseil de préfecture. — Rejet de la demande en annulation : frais d'intervention à sa charge (C. d'Ét.), X, 973.

CANEL (D^{ns} v^{rs}), X, 572.

CANNES (ville de), VII, 1138; X, 961.

CANTAL (dépt du). Répartition des eaux en temps de sécheresse. —

Rectification de la route nationale n° 120, VI, 702; X, 893.

CANTONNIERS. Caisse de retraites pour la vieillesse. Nouveau modèle de formule (*Circ.*), VII, 160.

CAPENDU (agrandissement de la gare de), VII, 67.

CAPESTANG et **QUARANTE** (communes de), X, 332.

CAPMARTY et **LADOGUE**, IX, 584.

CAPY, **DUBOS** et C^{ie}, X, 1309.

CARAMAN (dame de), VIII, 771; (héritiers de), X, 1353.

CARDEILLAC (de), VIII, 859.

CARNOT (Sadi). (Sa nomination au poste de ministre des travaux publics), X, 1228.

CARPENTRAS (ville de), IX, 410.

CAROFF et C^{ie}, VII, 665.

CARRÉ, **ANDRÉ** et C^{ie}, VI, 664.

CARREYRON, IX, 903.

CARRIÈRES. Voir extraction de matériaux.

CARTERON, VIII, 1604.

CASSIER et **FONTAINE**, X, 935.

CASTRES (ville de), VI, 368.

CATANI, X, 789.

CAUMON, VI, 1107.

CAUTIONNEMENT. Réduction. — Chemin de fer d'intérêt local de Moutiers à Albertville, VII, 1521.

CAYLAN, VI, 623.

CEMBOING (commune de), VII, 888.

CÉNAC (héritiers), X, 1229.

CHAALES DES ÉTANGS, X, 1397.

CHABANNE, VI, 1093.

CHABBERT, VII, 1381.

CHABERT (demoiselle) et **MOULIER** (dame), VI, 423.

CHABERT, VIII, 824.

CHABRIER, VIII, 1069.

CHABRIÉ, **VITALIS** et autres, VII, 1638.

CHABRIÉ, IX, 391.

CHABRIER et consorts, IX, 186.

CHABRIS (commune de), VI, 1084.
CHAGNY (élargissement de la tranchée de) sur le canal du centre IX, 503.
CHAILAN (frères), VII, 961.
CHAILX (François), VI, 1116.
CHALABRE (ville de). Travaux de défense contre les inondations, VII, 867.
CHALONS (compagnie du gaz), VI, 1016.
CHALONS-SUR-MARNE (ville de), VI, 1006.
CHAMBERY (ville de). Travaux de défense contre les inondations, VIII, 355; IX, 1014.
CHAMBON BELLOT, VI, 576.
CHAMBOREDON et **BRACHIC**, X, 1837.
CHAMBROUTY, IX, 403.
CHAMONIN, X, 1233.
CHAMPAGNE (commune de), VIII, 1631.
CHAMPCLLOS et sieur **RAMES**, VIII, 846.
CHAMPENOIS et **MEURET**, X, 1380.
CHAMPEVAL et **VALETTE**, VIII, 664.
CHAMPIEUX, VIII, 1602.
CHAPON, IX, 1521.
CHAPTIVE et de **LAGARDE**, IX, 1519.
CHAPUIS et autres, VII, 761.
CHARANAULE, X, 67.
CHARAUX, VIII, 54.
CHARENTE. Construction d'un pont (sur la), à Saintes, VI, 661.
 — (Rachat du péage du pont suspendu établi sur la) à Basseau, VII, 234.
 — (Amélioration de la rivière de), VII, 236.
CHARGÈRE (de), VII, 898, VIII, 541.
CHARLEVILLE (commune de), X, Emprunt, X, 656.
CHATEAU-RENAULT (commune de). Établissement d'un canal, VII, 862; C. d'Ét., VIII, 671.
CHATRE (ville de la), VII, 839; IX, 60.

CHAUGHAT (dame) et **GEOFFROY-CHATEAU**, VI, 1004.

CHAUNY (agrandissement de la gare de), VII, 1231.

CHAUVIN (dame), VI, 418.

CHAVANAY (pont de) : tarif des droits de péage, VII, 207.

CHAZETTE, **LAPORTE** et **COCHELIN**, VIII, 256; IX, 203.

CHEILUS et C^{ie}, IX, 7.

CHEMINS DE FER :

A. — DÉCISIONS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES

§ 1. — Chemins de fer d'intérêt général.

a. *Classement dans le réseau d'intérêt général des chemins de fer d'intérêt local dont les noms suivent, et approbation de conventions.*

— **Belleville à Beaujeu**, VIII, 1434;
 de **Bordeaux à la Sauve**; de **Cofolens à Exideuil**; d'**Orléans à Chartres**; de **Chartres à Saint-Georges** (limite de l'Eure); de **Chartres à Auneau**; de **Chartres à Brou**; de **Patay à Nogent-le-Rotrou**; de **Brou à Savigny**, vers **Saint-Calais**; de la limite du département de l'Eure à **Rouen**; d'**Evreux-Ville à Evreux-Navarre**, avec raccordement à la gare de l'Ouest; de **Neuville à Saumur**; de **Montreuil-Bellay à Angers**; de **Faye à Chalonnes**; de **Nantes à Machecoul**, avec raccordement de la gare de la prairie au Duc avec la gare de la Compagnie d'Orléans, à Nantes; de **Sainte-Pazanne à Paimboeuf**; de **Saint-Hilaire à Pornic**; de **Machecoul à la Roche-sur-Yon**, avec embranchement sur **Croix-de-Vie**, VIII, 1444; — d'**Epernay (Oiry) à Romilly**, IX, 1001; — de 181 lignes, IX, 1426; — **Saint-Georges à Evreux**

CHEMINS DE FER (suite) :

par Saint-André; d'Evreux au Neubourg; de Neubourg à Caudebec-lès-Elbœuf; d'Evreux à Verneuil; de Verneuil à Senonches; de Senonches à la Loupe; de la Loupe à Brou; de Dreux à Maintenon; de Maintenon à Auneau; d'Auneau à la limite de Seine-et-Oise, vers Etampes; de Voves à Toury; du Neubourg à Glos-Montfort, IX, 1452. — Moutiers à Alberville, X, 645; — Roanne à Chalon, avec embranchement sur Montchanin, X, 1141; — Pons à la Tremblade avec embranchement de Saujon-sur-Royan, X, 1163.

Algérie : A. Lignes nouvelles.

- de la frontière du Maroc à Tlemcen; de Tlemcen à la Sénia (Oran), par Aïn-Temouchent; du massif minier du Rio-Salado à un point à déterminer entre Aïn-Témouchent et la Sénia; de Seb-dou à un point à déterminer entre Tlemcen et la frontière du Maroc; de Sidi-bel-Abbès à Magenta; de Mostaganem à Tiaret, par Aïn-Tédelès et Relizane; de Mascara à Aïn-Thlzy; de Ténès à Orléansville; d'Affréville à Houch-Moghzen; de Mouzaïaville à Berrouaghia, par Haouch-Moghzen; de Berrouaghia aux Trembles; des Trembles à Bordj-Bouïra; de Ménerville à Sétif, par Bordj-Bouïra; de Ménerville à Tizi-Ouzou; de Béli-Manzour à Bougie; de l'Oued Tikester vers Bougie, par les vallées du Bou-Sellam et de l'Oued Amassine; d'El Guerrah à Batna; de Batna à Biskra; d'Aïn-Beïda au réseau de la province de Constantine; de

Tébessa à Souk-Ahras, IX, 1432.

B. Lignes actuellement concédées à titre d'intérêt local.

- de Sainte-Barbe-du-Tiélat à Sidi-bel-Abbès; de Maison-Carrée à Ménerville, IX, 1432.

CHEMINS DE FER INTERNATIONAUX :

- Approbation de conventions conclues entre la France et la Belgique pour les lignes de Gorcy à Signeulx, de Saint-Amand à Antoing, de Cambrai à Dour, VIII, 1426, 1427. Promulgation des conventions, VIII, 1490, 1493 et 1495.
- sous-marin entre la France et l'Angleterre : Convention; cahier des charges, VI, 307.

b. Déclaration d'utilité publique.

- *Est* : Lignes de Revigny à Vouziers; de la Ferté-Milon à Esternay; d'Esternay à Romilly; de Châtillon-sur-Seine à Is-sur-Tille avec embranchement sur Langres; d'Is-sur-Tille à Gray. Conventions, VI, 1200; Recordement entre la ligne de Paris à Vincennes et le chemin de fer de ceinture intérieure de Paris, VIII, 1334.
- de Jessains à Eclaron, IX, 995; de La Ferté-Gaucher à Sézanne, IX, 1001.
- *Chemins entrepris par l'État*. Lignes d'Alençon à la ligne de Caen à Laval, et embranchement sur la Ferté-Macé; de Pres-en-Pall à Mayenne; de Mayenne à Fougères; de Mamers à Mortagne; de Mortagne à Mézidon, et embranchement sur Laigle; de Caen à Dozulé, et embranchement sur Deauville; de Saint-Gauburge à Gacé et embranche-

bec, VI, 1188; de Châteaubriant à Rennes, avec embranchement sur Vitré, VIII, 1433; de Mirecourt à Chalindrey, avec deux embranchements, VIII, 1482; de Ploërmel à Caulnes; de Port-de-Piles à Port-Boulet, par Chinon, avec embranchement partant de Crouzilles pour aboutir près d'Azay-le-Rideau et destiné à desservir le camp du Ruchard; de Port-de-Piles à Preuilly; de Buzy à Laruns; de Port-d'Isigny à la ligne de Caen à Cherbourg, VIII, 1478; d'Ajaccio à Mezzana et de Bastia à Corte, IX, 454; d'un embranchement destiné à relier le port de Luçon avec la gare de cette ville, IX, 712; de Montauban à Brive par Cahors, Gourdon et Souillac, IX, 996; de Mende au Puy; de Badonviller à Baccarat; de Colombey à Frenelle-la-Grande, vers Mirecourt, par Favières et la vallée du Brémon, IX, 997; de Dives à Deauville, IX, 999; de la ligne de Poitiers à Limoges, près Nouaillé, au Blanc; de Civray à Lussac et de Montmorillon au Blanc; de Confolens à la ligne de Civray au Blanc, IX, 1003; d'Hirson à Amagne, par Rumigny; d'Angers à la limite, de la Sarthe, vers la Flèche, IX, 1004; de Cahors à la ligne de Brive au Lot, près Capdenac, IX, 1005; de Niort à Montreuil-Bellay, avec embranchement sur Moncontour, IX, 1007; de Lens à Don et à Armentières, et de Valenciennes au Cateau, IX, 1016; d'Auray à Quiberon, IX, 1422; de Veuville à Fontenay-le-Comte, IX, 1423; de Saint-Nazaire à Châteaubriant,

IX, 1434; de Concarneau à Rosporden, de Morlaix à Roscoff et de Quimper à Douarnenez, IX, 1436; de Baroncourt à Etain, IX, 1438; de la limite de la Sarthe (vers la Flèche), à Saumur, avec raccordement des gares de Saumur, IX, 1448; de Preuilly à Tournon-Saint-Martin, IX, 1449; d'Hirson à Busigny, par Ohls, le sud de la forêt de Nouvion à Wassigny, IX, 1454; de la 2^e section du chemin d'Alby au Vigan, IX, 1555; de la partie du chemin de Patay à Nogent-le-Rotrou comprise sur le territoire du département du Loiret, IX, 1609; de Mezzana à Corte, X, 284; de Tonnelus à Villeneuve-sur-Lot; de Gilley à Pontarlier, 285; de Vougeaucourt à Saint-Hippolyte, 286; de Sablé à Sillé-le-Guillaume, 287; de Carmaux à Rodez, 288; d'un embranchement destiné à relier le port de Marans avec la gare de cette ville, sur la ligne de la Rochelle à la Roche-sur-Yon, 320; de Quimper à Pont-l'Abbé, 377; de Saint-Brieuc au Légué; de Bas-Evette à Giromagny, 378; d'Elmes à Arles-sur-Tech, 379; de Moulis à la rive gauche de la Gironde, près Lamarque, 380; de Loudun à Châtellerault, 381; de Saint-Laurent-de-la-Pré à la Pointe-de-la-Fumée, 382; du raccordement du chemin entre la ligne de Grande-Ceinture et la gare actuelle de Saint-Germain, 383; d'Eu à Dieppe, 384; de Fère-Champenoise à Vitry-le-François, 454; de Prades à Olette, 456; de la section stratégique du chemin de grande ceinture autour de Paris, entre Palaiseau

CHEMINS DE FER (*suite*) :

et Villeneuve-Saint-Georges, 508; de la 2^e section de Saint-Florentin à Vitry-le-François, 868; de Châtellerault à Tournon-Saint-Martin, 869; de Montluçon à Eyguraude; de Miniac à la Gouesnière, par Châteauneuf, 879; de Mont-de-Marsan à ou près Saint-Sever; du raccordement, près Elbeuf, des chemins d'Elbeuf à Rouen (Saint-Sever) et de Serquigny à Rouen, 880; de Pont-Audemer à Quetteville, 884; d'un chemin latéral à la ligne de Bressuire à Poitiers aux abords de la station de Migné-lez-Lourdes, 901; de Champagnole à ou près Tancua, avec embranchement sur Morez, 1151; de Lons-le-Saulnier à Champagnole; de Saint-Claude à la Cluse, 1152; de Tannay à Château-Chinon, 1153; de l'Etang-la-Ville à Saint-Cloud, 1159; de Chagny à Auxonne, avec embranchement de Saint-Loup-de-la-Salle à Beaune, 1162; de Pouancé à la ligne de Paris à Brest, près Laval, 1166; de Grande-Ceinture autour de Paris entre Savigny-sur-Orge et Palaiseau, 1181.

— *Midi* : Lignes de Cette à Montbazin; de Malx à Cannes; de Narbonne à Blize; de Mont-de-Marsan à Roquefort; de Marmande à Casteljaloux; de Condom à Riscle; de Montauban à St-Sulpice; de St-Sulpice à Castres; de Puyô à St-Palais; de Tarascon-sur-Ariège à Ax. Convention, cahiers des charges, VI, 1174.

— *Nord* : De Douai à Orchies, et d'Orchies à la frontière belge. Convention, VI, 323; d'Amiens à la vallée de l'Ourcq; d'Abbe-

ville à Eu et au Tréport. Concessions, VI, 1192; Fixation du point de raccordement avec la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, du chemin de fer de Jemont à Fourmies ou à Anor, la section dudit chemin comprise entre Maubeuge et Cousolre, IX, 979.

— *Ouest* : D'un Embranchement partant de la ligne de Sablé à Chateaubriant, et aboutissant à ou près Craon, VI, 967; d'un embranchement de Conflans à la ligne de Paris à Dieppe par Pontoise, VI, 990; lignes de Harfleur à Montivilliers; de Beuzeville à Lillebonne; de Motteville à Saint-Valery-en-Caux; du pont de l'Alma aux Moulinaux; d'Auteuil à Boulogne; de Sillé-le-Guillaume à la Hutte; de la Hutte à Mamers; de Chateaubriant à Redon; des Moulinaux à Courbevoie; de Plouaret à Lannion; de Barentin à Duclair et Caudebec, et divers raccordements. Convention, VI, 1211.

— *Paris - Lyon - Méditerranée* : De Nîmes au Teil, par Remoulins; de Remoulins à Uzès; de Remoulins à Beaucaire; d'Uzès à St-Julien, avec prolongement sur 10 kilomètres dans la vallée d'Auzonnet; d'Uzès à Nozières; de Vézénobres à Quissac, avec embranchement sur Anduze et prolongement direct jusqu'à Montpellier; de Nîmes à Sommières; de Sommières aux Mazes; d'Aubenas à Prades; et une seconde ligne de Lyon à St-Étienne, par ou près Givors, se raccordant, dans tous les cas, avec la gare de Givors, et desservant aussi directement que

du Gier ; de ou près Sérézin à ou près Montluel ; de Dijon à la ligne de Bourg à Lons-le-Saulnier, près St-Amour, par ou près St-Jean-de-Losne, avec raccordement par rails à la voie d'eau ; de Virieu-le-Grand à St-André-le-Gaz ; de St-André-le-Gaz à Chambéry ; de Roanne à Paray-le-Monial ; de Gilly-sur-Loire à Cercy-la-Tour ; d'Avallon à Dracy-St-Loup, près Autun, par ou près Saulieu ; de Filay, près Malesherbes, à la ligne de Moret à Montargis, près Bourron ; de Gap à Briançon, et prolongement jusqu'à la frontière d'Italie, dans le cas où le gouvernement italien assurerait le raccordement, sur son territoire, dudit chemin avec la ligne de Turin à Bardonnèche ; d'une ligne prolongeant celle de Briançon à Gap jusqu'à la vallée du Rhône, soit vers Crest, soit vers un point à déterminer entre Valence et Avignon, VI, 194 ; établissement d'une ligne destinée à relier les mines d'Allevard à la station de Cheylas, VII, 218 ; Constantine à Sétif, VII, 339.

— *Grande-Ceinture* : Syndicat des compagnies du Nord, de l'Est, d'Orléans et de Paris-Lyon-Méditerranée ; établissement d'un chemin de fer de grande-ceinture autour de Paris Convention, VI, 329 ; approbation de la convention, VII, 92 ; syndicat de grande ceinture autour de Paris, entre Savigny-sur-Orge et Palaiseau, X, 1181.

— *Alais au Rhône* : Convention, cahier des charges, VI, 1156 ; embranchement à l'u-

Salindres à la ligne d'Alais au Rhône, dans la gare des Plans, VII, 1239.

— *Anzin* (compagnie des mines d') : Établissement d'une voie d'embranchement desservant les fosses St-Léonard et Général-Chabaud-Latour (Nord), VI, 5.

— *Auchy-au-Bois* (compagnie des mines d') : Embranchement destiné à relier la fosse n° 3 des mines d'Auchy-au-Bois à la station de Lillers, sur la ligne d'Arras à Hazebrouck, VII, 101.

— *Commentry - Fourchambault* (société de) : Prolongement du chemin de fer industriel de Commentry au canal de Berry et à Montluçon jusqu'à la mine des Bourdignats, VII, 1032.

— *Compagnie des Dombes et du Sud-Est* : De la Cluse à Bellegarde. Approbation de la convention, VIII, 617.

— *Lignes diverses* : De Gorcy à la frontière de Belgique, cahier des charges, VI, 1323.

— De Grenoble à Montmélian. Établissement d'un embranchement destiné à relier les forges d'Allevard à la station du Cheylas, VIII, 626.

— *Lens* (société des mines de). Établissement d'un embranchement desservant la fosse n° 6 des mines de Lens (Pas-de-Calais), VI, 7.

— *Lille à Valenciennes*. Établissement de la ligne d'Haubourdin à Lille-St-André, VI, 1341.

— *Marmande à Angoulême*. Convention, cahier des charges, VI, 1138.

— *Picardie et Flandres*. De Cambrai à Douai ; d'Aubigny-au-

CHEMINS DE FER (suite) :

Bac à Somain, avec embranchement sur Abscon. Convention, cahier des charges, VI, 202.

— De Port-de-Bouc à Martigues-Ferrières (Bouches-du-Rhône), IX, 1320.

— Rety, Ferques et Hardinghen (compagnie des mines de houille de) : Embranchement destiné à relier les mines de houille de Réty, Ferques et Hardinghen à la station de Caffiers, sur la ligne de Boulogne à Calais, VII, 117.

— De Sathonay à Bourg. — Construction d'un embranchement destiné à relier la ligne de Sathonay à Bourg à celle de Lyon à Genève, VI, 847.

— De Vassy à Doulevant-le Château (Haute-Marne), IX, 979.

— *Société de construction des Batignolles.* — *Algérie* : Lignes de Duvivier à Souk-Arhas; de Guelma à la ligne de Constantine à Sétif, aux abords du Kroubs, en passant par Hammam-Meskoutine, VIII, 281.

— Approbation de la convention passée entre la société anonyme de l'éclairage au gaz des hauts fourneaux et fonderies de Marseille et la compagnie des mines de Mokta-el-Hadid, relativement au chemin de fer d'embranchement des mines de Portes à la ligne de Brioude à Alais, VII, 138.

c. Approbation de travaux et de dépenses.

— *Est* : Agrandissement de la gare de Nancy, VI, 1260; VII, 82; de Mohon, VII, 388; de Reims, VII, 1091; de la gare frontière

de Batilly, VIII, 1014; d'Igney-Avrincourt, IX, 328; de la Bastille, IX, 329; d'Amagne, IX, 470; de Paris, IX, 1467; établissement d'ateliers de réparations, à la gare de Romilly-sur-Seine, VI, 1382; élargissement de la plateforme de la gare de Nouzon, VII, 1093; projet de raccordement direct du chemin de Paris à Vincennes avec le chemin de ceinture intérieur de Paris, VIII, 1334; IX, 502.

— Ancien réseau, VI, 778, 996; VII, 100, 1034; VIII, 1340; IX, 338, 380, 502, 577, 1132, 1333, 1621; X, 218, 296, 418.

— *Midi* : Agrandissement des gares et stations de : Coursan, VI, 658; Pezenas, 739; Vias, 1260; Nissan, 1297; Ychoux, 1319; Marcorignan, 1322; Moux, 1347; Trèbes, VI, 1383; Capendu, VII, 67; Bram, 217; Paulhan, 238; Tarbes, VIII, 432; Ville-daigne, 1354; Bayonne (gare aux marchandises), IX, 471; Salces, IX, 1017; établissement de la gare d'Hendaye, VIII, 1314; établissement de plantations contre l'accumulation des neiges, VI, 657; construction de maisons de gardes, 658; conversion en station de la halte de Roillan (Gironde), 704; ouverture d'un fossé, 1259; élargissement et consolidation du remblai de la Combe, 1278; modification de l'aqueduc de Saint-Martin, 1382; établissement de deux voies de garage à la gare de Saint-Jean à Bordeaux, VII, 239; établissement de deux voies nouvelles (ligne de Toulouse à Bayonne), IX, 1020.

— Ancien réseau, VI, 877; VII, 147, 149, 371, 574, 993, 1321;

- VIII, 419, 589, 1004, IX, 684, 685, 687, 688, 705, 1138, 1145, 1160, 1343, 1486, 1619, 1627, 1628, 1629; X, 201, 220, 316, 412, 414, 734, 740, 1034, 1073, 1074, 1205, 1226, 1227.
- Nouveau réseau, VIII, 938, 1365; IX, 704, 1143, 1144, 1161, 1344; X, 200, 312, 314, 317, 415, 733, 736, 1033, 1204.
 - *Nord* : — Agrandissement de la gare de Chauny, VII, 1231; de Paris, VIII, 401; établissement d'ateliers de réparations, VI, 1339; agrandissement de la cour des voyageurs de la gare de Saint-Quentin, VII, 1211; construction d'ateliers et de remisage pour wagons, à Saint-Denis, IX, 476.
 - Ancien réseau, VI, 221, 991, 997; VII, 135, 367, 542, 1302; VIII, 443, 1015, 1326, 1328, 1361; IX, 332, 334, 373, 480, 513, 569, 570, 572, 707, 1134, 1136, 1149; 1289, 1300, 1316, 1334, 1495, 1616, 1617, 1642, 1654, 1693; X, 184, 185, 218, 297, 313, 385, 470, 497, 721, 723, 737, 738, 741, 1062, 1071, 1077, 1189, 1195, 1211.
 - Nouveau réseau, IX, 332, 569, 707, 1134, 1136.
 - *Orléans* : Agrandissement de la gare d'Orléans, VI, 788; VII, 148; de la gare de Longueville, VII, 1211; établissement d'une gare à marchandises à Clazay, VII, 1092; passage à niveau des Grelets (Cher), VII, 863; raccordement de la gare de Redon avec le bassin à flot de cette ville, IX, 1125.
 - Ancien réseau, VIII, 1342.
 - Nouveau réseau, VII, 545; VIII, 1341; IX, 1656.
 - *Ouest* : Agrandissement de la

gare de Caen, VI, 789; de la gare de Longueville, VII, 1211; du Châprier (Loire), IX, 1015; d'Alençon (Orne), IX, 1465; de la gare aux marchandises de Vaugirard, IX, 471; de Clamart, IX, 1463; établissement de gares de marchandises aux stations de Grenelle et de Gentilly, VII, 133; d'une gare à Saint-Etienne-du-Rouvray, VII, 405; d'une gare à la Pécardière, VIII, 503; extension des aménagements de la gare d'Yvetot, IX, 1462; établissement de voies de remisage à la gare de Rennes, IX, 1466.

- Ancien et nouveau réseau, VI, 784, 839; VII, 116, 403, 404, 1035; VIII, 1013, 1368; IX, 347, 378, 501, 690, 700, 702, 713, 1032, 1283, 1291, 1298, 1299, 1618, 1657; X, 217, 418, 419, 420, 497, 719, 913, 1076, 1210, 1213, 1223.
- *Paris - Lyon - Méditerranée* : Reconstruction et agrandissement de la gare de Valergues (Hérault), VI, 787; agrandissement de la gare de la Croix-Rousse, VI, 703; de Saint-Etienne, VI, 1296; de Part-Dieu, VII, 871; du Péage-de-Roussillon, VII, 1237; agrandissement des ateliers d'Oullins, VII, 1234; construction d'une remise à la gare de la Roche, VIII, 369; établissement d'un quai à la gare du Var, IX, 1490; établissement d'une seconde voie entre la Voulte et le Pouzin, VI, 788; établissement d'un faisceau de voies de triage à Cette-la-Peyrade, 787; établissement d'un chemin latéral à la gare de Tempéras, 1301; autorisation de n'exécuter provisoirement sur la ligne de Collonges à Thonon,

CHEMINS DE FER (*suite*) :

- les ouvrages d'art que pour une seule voie, VII, 146; établissement de voies de réserve pour wagons près de la station de Saint-Hilaire, IX, 480.
- Ancien réseau, VI, 785, 875; VII, 65, 76, 113, 115, 297, 499, 548, 988, 1033, 1035, 1306, 1308; VIII, 412, 499, 1310, 1323; IX, 353, 381, 491, 506, 575, 671, 672, 708, 714, 1132, 1286, 1287, 1293, 1302, 1319, 1342, 1486, 1499, 1500, 1592, 1594, 1596, 1633, 1642, 1689, 1690; X, 214, 319, 400, 402, 403, 406, 485, 500, 518, 729, 731, 1063, 1065, 1066, 1193, 1208, 1225.
 - Nouveau réseau, VI, 879, 1335; VII, 300, 498, 989, 1305; VIII, 414, 499, 1310, 1323; IX, 356, 490, 507, 573, 674, 675, 710, 716, 1284, 1285, 1292, 1303, 1318, 1484, 1496, 1630, 1632, 1687; X, 213, 318, 407, 409, 410, 411, 486, 499, 501, 518, 727, 728, 1067, 1069, 1070, 1206, 1209, 1224.
 - *Syndicat du chemin de fer de Ceinture* (R. D.) : Etablissement de la gare de Saint-Ouen (R. D.), VIII, 1296.
 - Angoulême à Limoges. Fixation de l'emplacement de la gare de Nontron et du tracé aux abords, VIII, 1354.
 - De Badonviller à Baccarat; de Colombey à Frenelle-la-Grande, et de Nomény vers Frouard, avec raccordement sur la Moselle canalisée, IX, 1420.
 - Affectation d'une somme de 600,000 francs aux explorations et études relatives à la mise en communication, par voie ferrée, de l'Algérie avec l'intérieur du Soudan, X, 273.
 - Fixation du maximum des avances à faire pour les frais d'études et de missions concernant l'établissement du chemin de fer du Soudan, X, 1080.
- d. *Modifications de tracés, prolongations de délais, prise de possession de terrains, expropriations, rachat, autorisations diverses, etc.*
- *Est* : Cession à cette compagnie du chemin de La Ferté-Gaucher à Sézanne, IX, 1001; — Approbation du traité passé avec la compagnie des chemins de fer de la Sulppe, pour l'exploitation, par la compagnie de l'Est, de la ligne d'intérêt local de Barancourt à Betheniville, IX, 1151.
 - *Nord* : Prolongation du délai d'exécution de la modification du chemin de fer de Lille à Calais et à Dunkerque, VI, 659.
 - *Nord-Est* : Approbation du traité de cession d'une portion de l'embranchement de Fléchi-nelle, IX, 331.
 - *Orléans* : Autorisation d'employer des rails en acier du poids de 29 kilogrammes, VII, 546; — Nouveau délai accordé pour l'expropriation de terrains nécessaires à l'agrandissement de la gare de la Bastide, à Bordeaux, IX, 516.
 - Orléans à Châlons-sur-Marne; Fixation du point de départ. — Orléans, VI, 968.
 - *Ouest* : Autorisation d'employer des rails en acier, VI, 918; — Détermination de tracé : ligne de St-Lô à Lamballe, VI, 918; — Modification des voies du chemin de fer de Paris à Rennes, VII, 866; — de Versailles à Rennes. Échange d'une parcelle de terrain (Sarthe), X, 166.
 - *Paris - Lyon - Méditerranée* :

Autorisation d'employer des rails en acier de 30 kilogrammes, VII, 147.

- Approbation de la cession faite à la compagnie du chemin de fer et de navigation d'Alais au Rhône et à la Méditerranée, du chemin de fer d'Alais au Rhône et de l'embranchement de Salindres, X, 457.
- Alençon à Domfront. Prise de possession de terrain, VIII, 1341.
- d'Allevard à la station du Cheylas. Prise de possession de terrain (Isère), IX, 500.
- Prorogation du délai d'accomplissement des expropriations, VIII, 1334.
- Besançon à la frontière suisse par Morteau. Approbation d'une convention passée entre le ministre des travaux publics et la compagnie pour les travaux d'achèvement de la ligne, IX, 1423;
- Autorisation d'employer des rails en acier du poids de 30 kilogrammes, VIII, 1335.
- Approbation d'une convention passée avec le ministre des travaux publics et la compagnie du chemin de fer de Bondy à Aulnay-lès-Bondy pour le rachat de ladite ligne, X, 1169.
- Bône à Guelma. Substitution de l'État dans les droits et obligations des conventions relatives aux chemins de fer, IX, 1648.
- Bourges à Glen et d'Argent à Beaune-la-Rolande. Autorisation d'employer des rails en acier du poids de 30 kilogrammes par mètre cube, VIII, 1012.
- Châteaubriant à Rennes. Prise de possession de terrain (Loire-Inférieure), IX, 1493; 1676; X, 12, 17, 56, 162.

du département de l'Orne, vers Monsecrét. Prolongation du délai fixé pour l'accomplissement des expropriations, X, 1047.

- Dunkerque à la frontière belge.
- Déclassement d'une partie du chemin de fer, VIII, 1303.
- Dunkerque à Furnes. — Approbation d'une convention passée avec les liquidateurs judiciaires de la compagnie du chemin de fer de Dunkerque à Furnes pour le rachat de la partie française de ladite ligne, X, 1167.
- Grande-Ceinture autour de Paris comprise entre Villeneuve-Saint-Georges et Palaiseau. Détermination du tracé, IX, 1456.
- Lagny à Neufmoutiers. Rectification de tracé, VI, 1306.
- Rectification du chemin de fer d'embranchement des mines de Lens au canal de la Haute-Deule, VII, 864.
- Lille à Valenciennes. Approbation d'une convention relative au rachat de la ligne de Léroutville à Sedan, X, 5.
- Fixation du tracé du chemin de fer de Saint-Lô à Lamballe entre Coutances et Avranches, VII, 1308.
- Embranchement des mines de Marsanges à la ligne de Brioude à Alais, VI, 792; modification du cahier des charges, VI, 979.
- Mamers à Mortagne, et de Mortagne à Mézidon (Orne). Prise de possession de terrain, IX, 301.
- Mortagne à Mézidon. Prise de possession de terrain, X, 323.
- Picardie et Flandres. — Nouveau délai accordé pour l'exécution des travaux de la ligne d'Aubigny-au-Bac à Somain avec em-

CHEMINS DE FER (*suite*) :

branchement sur Abscon, IX, 1554 ; Autorisation accordée d'employer sur les lignes de Cambrai à Douai et d'Aubigny-au-Bac à Somain et à Abscon, des rails en acier du poids de 30 kilogrammes, IX, 1656.

— Pons à la Tremblade, avec embranchement du Saujon sur Royan et approbation de la convention passée avec la compagnie du chemin de la Soudre, X, 1163.

— Saint-Jean-d'Angely à Niort. Prise de possession de terrain, X, 901.

— Saint-Nazaire au Croisic. Autorisation d'employer des rails en acier du poids de 30 kilogrammes, IX, 375 ; Nouveau délai accordé pour l'exécution de cette ligne, VII, 1023.

— Villeneuve-le-Comte à Mortcerf. Prorogation du délai d'accomplissement des expropriations, VI, 789 ; VII, 141.

e. *Exploitation de lignes par l'État et les compagnies, — Séquestres, rachat, lois diverses.*

— Nord : Décret qui autorise la compagnie à exploiter les lignes concédées aux compagnies du Nord-Est, de Lille à Valenciennes et de Lille à Béthune, VII, 492.

— Fixation de l'indemnité à allouer aux anciens concessionnaires à titre provisoire du chemin de fer de circonvallation, VII, 1314.

— Loi qui autorise le ministre des travaux publics à entreprendre l'exécution des travaux de superstructure de chemins de fer, VIII, 1481.

— Loi qui autorise le ministre des travaux publics à pourvoir aux dépenses d'exécution de diverses lignes de chemins de fer, VIII, 1483.

— Chemins de fer de la Vendée. Séquestre, VIII, 406.

— Ouverture d'un crédit pour l'administration du séquestre et la continuation des travaux du chemin de fer de Tours à Montluçon, VIII, 409.

— Loi qui autorise le ministre des travaux publics à pourvoir aux dépenses du séquestre du chemin de fer de Bondy à Aulnay-les-Bondy, VIII, 1485 ; décret qui place sous séquestre ledit chemin, IX, 351.

— Loi qui : 1° crée un compte intitulé : « Séquestre administratif des chemins de fer » ; 2° ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 5,500,000 francs, VIII, 1425.

— Loi qui : 1° crée la dette amortissable par annuité ; 2° ouvre au ministre des travaux publics un crédit de 331 millions pour le rachat des chemins de fer ; 3° autorise le ministre des finances à émettre la même somme de rentes 3 p. 100 amortissable, et à convertir les obligations pour travaux publics, VIII, 1471.

— Abandon temporaire à la colonie de l'Inde française pour l'exécution du chemin de fer de Pondichéry, de tout ou partie de la subvention versée annuellement, par cette colonie, au trésor public, IX, 456.

— Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de la ligne de Lérouvillle à Sedan, IX, 1553.

le chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte et aux carrières de Neufmoutiers et son prolongement de Villeneuve-le-Comte à Mortcerf, IX, 677 ; ouverture d'un crédit sur l'exercice 1878 pour les frais d'exploitation dudit chemin, IX, 683.

— Loi qui autorise le ministre des travaux publics à assurer l'exploitation provisoire de divers chemins de fer construits par l'Etat et non concédés, X, 1172.

— Décret qui détermine, en ce qui concerne la garantie de revenu ou d'intérêt, les formes suivant lesquelles les concessionnaires du chemin de fer de Duvivier à Souk-Arhas et à la frontière tunisienne, de Bone à Guelma et prolongement, de Constantine à Sétif, sont tenus de justifier vis-à-vis de l'Etat des recettes brutes de l'exploitation, X, 392, 425, 430.

— Décret qui porte de 45 à 90 jours le terme fixé pour la production aux trésoriers-payeurs de l'Algérie des justifications d'avances concernant les frais d'études pour l'établissement du chemin de fer du Soudan, X, 503.

f. Décisions judiciaires et contentieuses.

— (1) Chemins. — Entretien d'un chemin latéral. — Effet et caractère d'une mise en demeure. — Compétence. — Recours contentieux. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — Le conseil de préfecture devant être appelé à statuer sur les contestations relatives au sens et à l'exécution des marchés de travaux publics, l'arrêté préfectoral qui met une

sous un chemin public relatif à une gare, et la décision par laquelle le ministre refuse d'annuler cet arrêté, ne constituent pas des actes susceptibles d'être déférés au Conseil d'Etat par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872. — Ces actes ne font pas obstacle à ce que la compagnie fasse juger la question de savoir si elle est tenue d'entretenir ce chemin, en vertu de son cahier des charges (*C. d'Ét.*), VIII, 769.

— (2) Compétence. — Communes.

— Chemin imposé à une compagnie par le ministre. — Inexécution. — Recours de la commune au contentieux. — Non-recevabilité. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Manduel*). — Une compagnie de chemins de fer a été autorisée par les décisions ministérielles à établir une gare de marchandises à peu de distance d'une station. Mais, en même temps, le ministre a imposé à la compagnie l'obligation de construire, dans les meilleures conditions de viabilité, un chemin longeant la voie ferrée et destiné à servir de communication entre les deux gares.

— La commune n'est pas recevable à se plaindre, devant la juridiction contentieuse, de ce que ledit chemin n'aurait pas été établi par la compagnie dans les conditions prescrites et à demander que la compagnie soit condamnée à donner au chemin plus de largeur et le mettre en état de viabilité. — Le chemin n'est pas destiné à remplacer

CHEMINS DE FER (*suite*):

un chemin vicinal supprimé : il n'a été exigé que dans l'intérêt général de la circulation entre les deux gares, et c'est seulement vis-à-vis de l'administration que la compagnie a pris un engagement. De plus, les terrains ont été acquis par la compagnie, suivant les règles posées par la loi du 3 mai 1841, ont été englobés dans les emprises de la voie ferrée et font partie du domaine public (*C. d'Ét.*), VIII, 825.

- (3) Mise en demeure de mettre une gare en communication avec un chemin public. — Caractère de cette mesure. — Pas de recours contentieux. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*). — Une décision par laquelle le ministre se borne à mettre une compagnie en demeure d'exécuter certains travaux, notamment une avenue destinée à assurer l'accès d'une gare en la reliant à un chemin vicinal, et à présenter, dans le délai de deux mois, un plan pour la construction de cette avenue, — n'est pas susceptible d'être déférée au Conseil d'Etat, par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872. — Cette décision ne fait pas obstacle à ce que la compagnie fasse juger par l'autorité compétente (conseil de préfecture), la question de savoir si son cahier des charges l'oblige à construire cette nouvelle avenue (*C. d'Ét.*), IX, 46.
- (4) Dommages. — Expropriation. — Décision du jury. — Dommages postérieurs. — Dom-

mages antérieurs. — Réclamations nécessitant l'interprétation de la décision du jury. — Travaux ordonnés par le conseil de préfecture. — Remboursement avec intérêts des sommes payées en trop. — Frais. — Dépens. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Assénat*). — La décision du jury d'expropriation accordant une indemnité pour dépossession de terrains, y compris dépréciation et pour toutes choses, ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire puisse réclamer une indemnité à raison de dommages qui ne pouvaient être prévus au moment de l'expropriation. — Appréciation d'un dommage provenant d'une cause étrangère et postérieure à l'expropriation (établissement des piles d'un viaduc, qui n'étaient pas indiquées sur les plans soumis au jury). — Rejet d'une demande relative à des dommages appréciés par le jury (établissement d'un aqueduc; insuffisance de hauteur des passages sous voie). — Il n'appartenait pas au conseil de préfecture de connaître des réclamations portant sur des dommages résultant de l'exécution défectueuse ou de l'inachèvement des travaux prévus lors de l'expropriation. — (Ces réclamations nécessitent l'interprétation de la décision du jury et font naître des questions se rattachant à l'exécution de la loi du 3 mai 1841). — Décidé que le conseil de préfecture avait à tort obligé les parties à exécuter certains travaux. — Décidé que les sommes payées en trop par la

sées avec intérêts à partir du jour du paiement (*C. d'Et.*), VIII, 110.

- (5) Dommages. — Établissement autorisé sur un quai. — Préjudice résultant de la construction postérieure d'un pont par la compagnie concessionnaire d'un chemin de fer. — Pas d'indemnité. — (*Sieur De La Tour Du Breuil et C^e contre Compagnie des chemins de fer de l'Ouest.*) — Des travaux exécutés par une compagnie de chemins de fer (un pont sur l'Orne, destiné à raccorder la gare de Caen avec la voie ferrée établie sur les quais), en sa qualité de concessionnaire et comme représentant l'État aux droits duquel elle a été substituée, causent un dommage à un ouvrage installé sur un quai (embarcadère le long de la rivière), en vertu d'une autorisation essentiellement révocable et précaire, et de plus accordée sous la condition expresse qu'aucune indemnité ne serait réclamée en cas de dommages résultant de travaux exécutés par l'État. — Décidé que, dans ces circonstances, les possesseurs dudit embarcadère ne sont pas fondés à demander une indemnité (*C. d'Et.*), VIII, 865.

- (6) Dommages. — Tunnel. — Vices de construction. — Indemnité. — 1^{re} espèce (*dame Vincent*) et 2^{me} espèce (*héritier Lepetit contre Compagnie du chemin de fer du Nord*). — Décidé que les dommages constatés dans les immeubles de la requérante résultaient, pour majeure partie, de vices de construction et, pour

terrains occasionnés par le percement du tunnel et l'établissement de la galerie souterraine du chemin de fer. Indemnité fixée au tiers de la somme nécessaire pour réparer le préjudice causé (*C. d'Et.*), VIII, 1046.

- (7) Dommages. — Établissement d'un viaduc. — Appréciation de l'indemnité. — Procédure : vérification complémentaire après expertise régulière. — (*Compagnie de Paris à Orléans contre sieur de Larouverade*). — Le conseil de préfecture, saisi d'une demande d'indemnité pour dommages causés par des travaux publics, peut après expertise et tierce expertise, conformes à la loi de 1807, charger un architecte de procéder à un complément d'instruction (*C. d'Et.*), VIII, 1508.

- (8) Commune. — Dommages. — Livraison en mauvais état à la commune d'un pont destiné à remplacer un gué supprimé. — Indemnité pour réparations. — Autre gué détérioré. — Prescription. — Chemin vicinal modifié. — Pouvoirs du ministre. — Sources tarées. — Pas d'indemnité. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Saint-Just-sur-Loire*). — Une compagnie de chemin de fer étant tenue, d'après les projets approuvés par décision ministérielle pour la construction d'une ligne nouvelle, de remettre à une commune, pour remplacer un gué supprimé, un pont en bois dépendant d'une ancienne voie ferrée et la compagnie ayant livré ce pont en mauvais état, dé-

CHEMINS DE FER (suite) :

cidé qu'elle n'a pas accompli ses obligations et qu'elle doit être condamnée, non pas à rétablir le gué, mais à payer à la commune la somme reconnue nécessaire pour la réparation du pont. — Rejet de la demande d'indemnité, pour dégradation d'un autre gué, ces dégradations étant dues à des travaux remontant à plus de trente ans et la compagnie opposant la prescription; la commune n'ayant d'ailleurs pas justifié que la compagnie eût pris l'engagement d'empêcher la détérioration du gué. — Modifications au tracé d'un chemin vicinal. — Déviation. — Rampe rapide. — Tournant brusque. — Exécution conforme aux projets approuvés par le ministre. — Pas de droit d'indemnité par la voie contentieuse. — Sources tarées par suite de l'établissement de tranchées. — Pas de droit à indemnité. — Chemin rural supprimé. — Défaut de justification (*C. d'Et.*), IX, 162. — (9) Garantie d'intérêts. — Montant du capital à garantir. — Caisse des annuités. — Montant des produits qui doivent être déversés par la compagnie en atténuation de la garantie de l'Etat. — Procédure. — Double degré de juridiction : demande nouvelle : non recevabilité. — Comptes arrêtés : erreurs matérielles : recevabilité de la demande en rectification. — Demande d'intérêts non en état d'être jugée : renvoi devant le ministre. — Réclamations semblables relatives à plusieurs exercices : jonction. — (*Compagnie au chemin de fer de Paris*

à Orléans.) — Des conventions du 11 juin 1863, modificatives de conventions antérieures, en ce qui concerne le mode de paiement de subventions accordées par l'Etat pour l'exécution de diverses lignes, ont fixé à des dates déterminées les échéances des annuités payables par semestres, destinées au paiement de ces subventions, en cessant de soumettre la compagnie à des justifications sur l'avancement ou l'achèvement des travaux. — Décidé, en conséquence, que les annuités, dont le paiement pouvait être retardé, aux termes des premières conventions jusqu'à la mise en exploitation de la ligne, devaient être considérées comme versées au jour de leur échéance et être déduites du capital à garantir à partir de ce jour et non à dater de la mise en exploitation de la ligne. — Pour déterminer les sommes à déverser en atténuation de la garantie d'intérêts, il faut porter aux dépenses d'exploitation celles relatives au remplacement des rails de fer hors de service par des rails d'acier, et porter au compte de premier établissement l'excédant de dépenses résultant du remplacement de plaques tournantes par d'autres plaques de plus grandes dimensions (*C. d'Et.*), VIII, 1049.

— (10) Gare nouvelle. — Ministre. Excès de pouvoir. — (*Ministre des travaux publics contre Compagnie des chemins de fer du Nord.*) — Le ministre des travaux publics n'a pas le droit d'imposer à une compagnie de

- chemin de fer, en dehors d'un accord préalable avec cette compagnie, la création de gares nouvelles en sus de celles dont le nombre et l'emplacement ont été déterminés lors de la construction du chemin. — Une telle obligation ne résulte ni des lois et règlements généraux sur les chemins de fer, ni du cahier des charges annexé aux conventions intervenues entre l'Etat et la compagnie (*C. d'Et.*), IX, 1046.
- (11) Marchés de travaux publics. — Interprétation. — Stations de voyageurs et gares de marchandises. — La création n'en peut être ordonnée d'office par l'Etat à défaut d'une proposition de la compagnie. — (*Compagnie des chemins de fer du Nord contre l'Etat.*) (*Cons. de préfet.*), VII, 48.
- (12) Occupation temporaire. — Etablissement d'une ligne provisoire de raccordement. — Utilité publique non décrétée. — Règlement de l'indemnité. — Compétence judiciaire. — (*Compagnie des chemins de fer du Nord.*) — Un préfet n'a pu autoriser une compagnie du chemin de fer à occuper, même temporairement, le terrain d'un particulier pour y établir une voie de raccordement provisoire, en vue des besoins de son exploitation commerciale et pour suppléer à l'insuffisance de la ligne principale; en attendant l'exécution d'un raccordement; dont le projet n'était pas encore définitivement arrêté. — Cette occupation n'ayant pas été ordonnée dans l'un des cas prévus par l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755, la loi du 28 pluviôse an VIII, et celle du 16 septembre 1807, est entachée d'irrégularité. — En conséquence, c'est avec raison que le conseil de préfecture a renvoyé le propriétaire à faire valoir devant l'autorité judiciaire les droits qu'il prétend avoir à une indemnité pour la prise de possession de son terrain (*C. d'Et.*), VII, 1350.
- (13) Chemin de fer. — Domaines. — Occupation. — Disparition des eaux d'une propriété; dépréciation; caractère temporaire: indemnité annuelle. — Intérêts. — Point de départ. — Echéance des annuités. — Intérêts des intérêts. — (*Compagnie d'Orléans à Châlons contre sieur Garivier.*) — Décidé que la disparition des eaux d'une propriété par suite des travaux effectués pour l'écoulement des eaux d'une ballastière pouvant n'être que temporaire, la dépréciation définitive de la propriété qui en résulterait ne pouvait être établie qu'après l'achèvement des travaux. — Allocation, en conséquence, d'une indemnité annuelle, pour occupation de terrain et privation de la jouissance des eaux jusqu'à cette époque, avec intérêts du jour de l'exigibilité de chaque terme (*C. d'Et.*), VIII, 1539.
- (14) Subvention. — Compétence du conseil de préfecture. — Rejet du recours pour excès de pouvoirs. — (*Compagnie des chemins de fer de l'Est contre le ministre de la guerre.*) — Les difficultés qui peuvent s'élever entre une compagnie de chemin

CHEMINS DE FER (suite) :

de fer et un département ministériel sur le sens et la portée des conventions arrêtées entre eux, lors de la construction de la ligne, ne sont pas de la compétence du ministre, mais de celle du conseil de préfecture.

— Ce sont des difficultés relatives à l'exécution d'un travail public. La décision du ministre ne fait pas obstacle à ce que l'autorité compétente soit saisie : rejet, en conséquence, du recours contre cette décision (*C. d'Et.*), VIII, 161.

g. Instructions administratives.

- Instructions relatives aux projets de construction (des), VII, 513. — Instructions relatives à l'enquête à ouvrir sur les emplacements des stations, VIII, 977; enquête des stations : instructions, 979; police des cours de gares, 1115; classement du réseau complémentaire d'intérêt général, 1119; institution d'un comité consultatif, 1358; remise aux domaines des terrains occupés par les compagnies, 1397; études de chemins de fer : réseau supplémentaire d'intérêt général : demande de renseignements, 1401; chemins de fer exécutés par l'Etat : comptes moraux, 1401; études de chemins de fer : comptes moraux, 1406; demande de renseignements complémentaires sur l'établissement des voies; envoi d'un tableau à remplir, 1546; organisation administrative des chemins de fer rachetés et provisoirement exploités par l'Etat, IX, 360; organisation du service

financier des chemins de fer provisoirement exploités par l'Etat, 364; indemnités à allouer aux administrateurs des chemins de fer de l'Etat, 377; cautionnement des préposés de chemins de fer de l'Etat, 1488; inspection du service du contrôle et de la surveillance des chemins de fer en exploitation, 1622; inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines, chargés de l'inspection des services du contrôle et de la surveillance des chemins de fer en exploitation, 1655; modification de l'impôt sur les voitures de terre et d'eau en service régulier et sur les chemins de fer, 1421; marchés passés par l'Etat : droit d'enregistrement, X, 523; chemins de fer construits par l'Etat : simplification à apporter aux projets, X, 534; recueil de types (maison de gardes, stations, etc.), X, 615; mise en circulation, à titre d'essai, de voitures à vapeur portant leur moteur, et de locomotives-tenders de faible poids remorquant une ou plusieurs voitures sans interposition de fourgon, X, 1659.

B. — EXPLOITATION COMMERCIALE*1^o Transports.**a. Tarifs.*

- (1) Tarifs. — Classification des marchandises. — Appréciation souveraine. — (*Sieur Ribould.*) — Les tarifs des chemins de fer régulièrement homologués acquièrent force de loi; mais le juge du fait apprécie souverainement dans quelle catégorie de tarification une marchan-

dise doit être rangée. — Un ar rêt peut, en se fondant sur la nature de la marchandise, sur son emploi possible, sur son prix, sur sa qualification usuelle, classer dans la série des engrais innommés et non dans celle des déchets de soie, des résidus de cocons déclarés comme chrysalides de ver à soie pour engrais (*C. de cass.*), VIII, 975.

— (2) Tarifs. — Classification des marchandises. — (*Sieur Mage-Boité.*) — Les tarifs des chemins de fer doivent être littéralement appliqués pour la détermination des prix de transport; chacune des marchandises doit être tarifiée suivant le prix de la série dans laquelle elle a été classée, sans qu'il soit permis de lui appliquer les prix d'une autre série, soit par une interprétation prétendue de l'intention des parties, soit par des considérations d'équité, soit en vertu d'une tolérance ou d'un usage contraire aux dispositions des tarifs (*C. de cass.*), IX, 169.

— (3) Tarifs. — Classification des marchandises. — Emballage. — (*Sieur Tourrou fils.*) — Les tarifs des chemins de fer doivent être littéralement appliqués. Les conditions d'emballage prévues pour la classification des marchandises ne peuvent être interprétées contrairement au sens littéral des termes, sous prétexte de tolérances antérieures (*C. de cass.*), IX, 178.

— (4) Tarif commun. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi.*) — Une compagnie de chemin de fer n'est pas tenue d'appliquer à une expédition de marchandises destinées à voya-

ger sur plusieurs réseaux ce qu'on appelle les tarifs communs, lorsque l'expéditeur s'est borné à demander l'application du tarif spécial (*C. de cass.*), IX, 101.

— (5) Tarif commun. — Demande expresse. — (*Sieur Pazykouski et compagnies des chemins de fer du Midi et de l'Ouest.*) — Lorsque le tarif commun à plusieurs compagnies de chemins de fer stipule qu'il n'y a lieu à son application qu'autant que l'expéditeur en a fait la demande expresse, les expéditeurs qui n'ont pas fait cette demande doivent être taxés aux prix et conditions du tarif spécial, IX, 102.

— (6) Compagnies étrangères. — Règlements étrangers. — (*Sieurs Camion frères.*) — Le contrat de transport formé en pays étranger entre un expéditeur étranger et une compagnie de chemin de fer étrangère, pour l'expédition de marchandises en France, doit être apprécié, à l'égard du destinataire français, conformément aux lois et règlements qui régissent, dans le pays étranger, les contrats de cette nature, sous la réserve que ces règlements n'aient rien de contraire à la loi française ou à l'ordre public (*C. de cass.*), IX, 180.

— (7) Compagnies étrangères. — Conditions de transport. — (*Sieur Tomatis et compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon.*) — L'expéditeur qui traite en pays étranger avec une compagnie de chemins de fer, pour faire transporter des marchandises en France, se soumet,

CHEMINS DE FER (*suite*) :

tant pour lui que pour le destinataire, aux règlements qui régissent cette compagnie (C. de cass.), IX, 904.

— (8) Prix de transport. — Répétition. — Fin de non-recevoir.

— (1^{re} espèce : *Sieur Emilien Delhon* ; — 2^e espèce : *Sieur Etienne Gourron*.) — La fin de non-recevoir établie par l'article 105 du Code de commerce ne peut être repoussée par le motif que l'action avait pour objet, non la réparation d'une perte ou d'une avarie, mais la répétition d'une somme payée en trop, du moment que cet excès prétendu de prix ne résulte pas d'une erreur de calcul ou d'une fausse application d'un tarif, mais a pour cause l'exécution d'un transport par une voie autre et plus longue que celle qui aurait dû être prise c'est-à-dire une faute de la compagnie (C. de cass.), VIII, 194.

— (9) Tarifs. — Erreur sur la taxe.

— Dommages-intérêts. — (*Sieur Aggery*). — Le jugement qui reconnaît que la taxe réclamée par une compagnie est bien celle qui était due à raison du transport opéré dans les conditions convenues, ne peut compenser le complément de taxe demandé, avec une somme égale accordée à l'expéditeur, à titre de dommages-intérêts, par l'unique motif que les renseignements fournis sur le chiffre de la taxe avaient induit l'expéditeur en erreur sur le chiffre véritable de la dépense du transport, et que la compagnie était responsable de la faute de son préposé, qui avait donné le renseigne-

ment erroné (C. de cass.), IX, 82.

— (10) Tarifs. — Répétition de l'indû. — Preuve. — (*Sieur Schmid*.) — Celui qui réclame à une compagnie de chemin de fer les sommes qu'il prétend avoir été indûment payées, doit prouver le bien-fondé de sa demande, la compagnie ne pouvant, après réception de la marchandise et paiement sans réserves de la lettre de voiture, être tenue de justifier l'exactitude matérielle des taxes qu'elle a perçues (C. de cass.), IX, 85.

— (11) Tarifs. — Erreur de l'expéditeur. — Dommages et intérêts. — (*Sieurs Bijean et Hales*.) — Les tarifs de chemins de fer, légalement approuvés et publiés, ont force de loi pour toutes les parties intéressées, et sont réputés connus de tous. Conséquemment, un expéditeur ne peut légalement prétendre avoir été induit en erreur par un employé de la compagnie sur les conditions de transport, et faire peser sur celle-ci, par une condamnation en dommages-intérêts, la responsabilité des conséquences de cette erreur (C. de cass.), IX, 88.

— (12) Tarifs. — Perception insuffisante. — Erreur imputable à la compagnie. — Dommages-intérêts. — (*Sieurs Barthélemy, Corcéllet et Bernard*.) — L'erreur commise dans l'application d'un tarif de chemin de fer, alors même qu'elle serait imputable à la compagnie, ne peut faire obstacle à la demande en paiement du complément de la taxe réellement applicable formée contre les expéditeurs, sous

prétexté d'une compensation qui devrait être admise entre le complément de taxe réclamé et les dommages-intérêts prétendus par les expéditeurs, à raison du préjudice résultant pour eux de l'erreur imputable à la compagnie (*C. de cass.*), IX, 92.

— (13) Application des tarifs. — Erreur. — Répétition. — Fin de non-recevoir. — (*Sieurs Dautenas et Long.*) — L'article 105 du Code de commerce est inapplicable quand l'action intentée contre le voiturier est fondée, non sur une faute dans l'exécution du contrat de transport, mais sur une erreur commise dans l'application des tarifs. — La rectification de l'erreur et, par suite, la répétition de l'indû peuvent être poursuivies malgré la réception de la marchandise et le paiement de la voiture par le destinataire (*C. de cass.*), X, 1228.

— (14) Transport à petite vitesse. — Tarifs généraux. — Clause de non-garantie. — Marchandises déterminées. — Validité. — Faute. — Responsabilité. — Preuve à la charge du propriétaire de la marchandise. — (*Sieur Durenne.*) — Est valable la clause insérée par l'administration supérieure dans les tarifs généraux d'une compagnie de chemin de fer pour les transports à petite vitesse, et qui porte que telle marchandise sera transportée sans responsabilité. — L'effet d'une telle clause n'est sans doute pas d'affranchir la compagnie de la responsabilité des fautes qui seraient reconnues avoir été commises par elle ou par ses agents; mais elle a du

moins pour résultat de mettre la preuve desdites fautes à la charge du propriétaire de la marchandise (*C. de cass.*), VI, 171.

— (15) Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Tarifs généraux. — Cuivre ouvré et cuivre manufacturé. — Métal susceptible d'être employé ou ayant reçu un emploi définitif. — Série distincte. — Objets de piété en cuivre ciselé, verni ou doré. — Classement dans la série des objets manufacturés. — (*Sieur Marquet.*) — Les tarifs généraux de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée classent le cuivre ouvré dans la deuxième série, et les objets manufacturés dans la première. — Il faut entendre par cuivre ouvré seulement celui qui a reçu la préparation suffisante pour être employé dans l'industrie, et par objet manufacturé celui qui a été définitivement employé à un produit spécial et qui peut être livré à la vente. — Cela étant, il faut classer dans la catégorie des objets manufacturés les objets en cuivre ciselé, verni ou doré, tels que christes, candélabres avec leurs accessoires, croix avec leur hampe, adressés à des ecclésiastiques ou à des marchands faisant le commerce des objets servant au culte (*C. de cass.*), VI, 608.

— (16) Homologation ministérielle d'un livret de tarifs. — Approbation implicite des conditions d'application. — (*Sieur Lavieille.*) — Une décision ministérielle homologuant un livret publié par une compagnie de che-

CHEMINS DE FER (*suite*) :

min de fer, et dans lequel sont insérés à la fois les prix qui composent les tarifs spéciaux et les conditions d'application de ces mêmes prix, implique nécessairement l'approbation des dites conditions et les rend obligatoires (*C. de cass.*), VI, 561.

- (17) Tarif homologué. — Clause de non-garantie. — Marchandise déterminée. — Perte. — Responsabilité. — Faute. — Preuve à la charge du propriétaire de la marchandise. — (*Sieurs Morelière et André.*) — Est valable la clause insérée dans les tarifs, dûment homologués, d'une compagnie de chemin de fer, et qui porte qu'elle ne répond pas de la perte ou avarie de telle marchandise par elle transportée. — L'effet d'une telle clause n'est cependant pas d'affranchir la compagnie de la responsabilité des fautes qui seraient reconnues avoir été commises par elle ou par ses agents; mais elle a du moins pour résultat de mettre la preuve des dites fautes à la charge du propriétaire de la marchandise (*C. de cass.*), VI, 566.

- (18) Transport de marchandises. — Tarifs dûment homologués. — Clauses de non-garantie. — Responsabilité. — Preuve. — (*Sieur Pisani.*) — Les clauses de non-garantie, insérées par une compagnie de chemin de fer dans ses tarifs dûment homologués par l'autorité supérieure, sont obligatoires pour tous; elles ont pour effet, non de soustraire la compagnie à la responsabilité de ses fautes, mais d'en mettre la preuve à la

charge des propriétaires des colis avariés ou perdus (*C. de cass.*), VI, 1108.

- (19) Voie de terre reliant deux sections. — Homologation des tarifs non obligatoire. — (*Sieur Thiollier.*) — Lorsqu'il existe une lacune entre deux tronçons d'un chemin de fer concédé à une compagnie, celle-ci n'est pas obligée de soumettre à l'homologation ministérielle le tarif des prix de transport qu'elle entend percevoir sur la voie de terre qui sépare ces deux sections; — Et, dans le cas où elle a présenté à l'approbation du ministre un tarif applicable aux deux voies, mais distinguant les droits exigés pour chacune, le tarif homologué ainsi n'est pas obligatoire en ce qui concerne l'une et l'autre, et peut être modifié sans une autorisation nouvelle. — On ne peut considérer comme camionnage le transport d'une gare à une autre gare, distante de plusieurs myriamètres de la première (*C. de cass.*), VII, 666.
- (20) Transport des marchandises. — Tarifs internationaux. — Avaries. — Clause de non-garantie. — Preuve. — (*Sieur Desharbes-Radix.*) — La disposition des tarifs internationaux franco-allemands qui porte que les compagnies de chemins de fer ne répondent ni du nombre des colis, ni du poids porté sur la lettre de voiture, est applicable au déficit constaté sur le poids des marchandises voyageant en vrac. Cette stipulation, qui ne décharge pas la compagnie des fautes qu'elle peut commettre, en met la preuve à la

charge de l'expéditeur (*C. de cass.*), X, 1390.

- (21) Transport de marchandises. — Tarif international. — Compétence. — (*Sieurs Coignet père et fils.*) — N'est point contraire à l'ordre public la clause d'un tarif de chemin de fer international entre la France et l'Angleterre portant que, « en cas d'accident, retard ou perte, le dommage devra toujours être réglé au lieu de destination, et, s'il y a litige, devant les tribunaux de ce lieu. » Cette clause est obligatoire pour l'expéditeur français qui y a adhéré en réclamant pour le transport de ces marchandises en Angleterre le tarif dans lequel elle est écrite (*C. de cass.*), X, 1393.

- (22) Tarifs obligatoires. — Marchandises non enlevées dans les délais réglementaires. — Droits de magasinage. — Tarif obligatoire. — (*Sieur Combes-Mall.*) — Les tribunaux ne peuvent pas substituer aux droits de magasinage établis par les tarifs des chemins de fer une somme qu'ils fixeraient à forfait. — Ils se prévaudraient vainement, pour le faire, de ce que dans la cause la compagnie n'aurait été qu'un commissionnaire ordinaire. — Cette qualification ne peut jamais être appliquée à une compagnie de chemin de fer, dont le monopole est réglé par des tarifs qui sont sa loi comme celle du public (*C. de cass.*), VI, 164.

- (23) Droit de magasinage. — Lettre d'avis. — Délai. — Mise à la poste après la dernière levée. — (*Sieur Marchesseau.*) — Aux termes de l'arrêté ministé-

riel du 12 janvier 1872, les droits de stationnement et de magasinage sont dus aux compagnies de chemins de fer à dater du surlendemain de la mise à la poste de la lettre d'avis adressée au destinataire des marchandises par la gare d'arrivée. Il n'y a pas d'exception à cette règle pour le cas où la lettre a été mise à la poste à une heure où il n'y avait plus de distribution (*C. de cass.*), VI, 563.

- (24) Tarifs obligatoires. — Supplément de taxe à l'arrivée. — (*Sieur Fougère.*) — Les compagnies de chemins de fer ont le droit, nonobstant toute convention contraire, de rectifier, à la gare d'arrivée, les erreurs de tarification commises à la gare de départ pour le prix de transport des marchandises expédiées, bien que ce prix ait été fixé et inscrit dans la lettre de voiture, d'accord entre l'expéditeur et les employés de la gare de départ (*C. de cass.*), VII, 944.

- (25) Tarifs obligatoires. — Délais de transports. — (*Sieur Longe.*) — Les tarifs des compagnies de chemins de fer sont obligatoires pour les compagnies comme pour les expéditeurs. — Toutes conventions contraires, par exemple l'engagement de transporter des marchandises dans un délai plus court que celui prévu par les tarifs, sont illicites et nulles (*C. de cass.*), VII, 946.

- (26) Tarifs obligatoires. — Transport des chiens. — Responsabilité. — (*Sieur Levasseur-Bouchez.*) — Les dispositions des tarifs dûment homologués ont force de loi entre les compa-

CHAMIONS DE FER (suite) :

gnies de chemins de fer et les parties qui contractent avec elles. — En conséquence, lorsque les tarifs stipulent qu'en cas de transport d'un chien les accidents seront à la charge de l'expéditeur et du destinataire, la compagnie ne doit être déclarée responsable de la perte de l'animal qui s'est enfui que lorsque le propriétaire établit la faute ou la négligence des agents de la compagnie (*C. de cass.*), VII, 947.

— (27) Droits de magasinage. — Tarif obligatoire. — (*Sieurs Gaussern et Balayet.*) — Les droits de magasinage sont dus aux compagnies des chemins de fer, par cela seul que la marchandise expédiée n'a pas été retirée de la gare d'arrivée dans les délais réglementaires, pour quelque cause que ce soit, notamment à raison d'un désaccord entre l'expéditeur et le destinataire. Les tribunaux ne peuvent réduire arbitrairement ces droits, sous le prétexte que la compagnie aurait dû, conformément à l'article 106 du Code de commerce, se faire autoriser à consigner la marchandise chez un tiers (*C. d'Ét.*), VIII, 204.

— (28) Tarifs. — (*Sieur Bouvard.*) — Les tarifs des chemins de fer doivent être appliqués à la lettre. Le tarif spécial n° 65 de la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée, qui classe les toiles non enveloppées dans la troisième série des marchandises de première classe, est inapplicable non seulement aux toiles emballées, mais encore aux toiles revêtues d'une enveloppe

quelconque, même d'une simple enveloppe de papier (*C. de cass.*), VIII, 225.

— (29) Tarifs spéciaux. — Marchandises transportées en vrac. — Application des tarifs spéciaux. — Garantie. — Frais de transport. — Avances faites par une compagnie à de précédents voituriers. — Refus de paiement par le destinataire. — Appel en garantie légitime. — Dommages-intérêts à tort prononcés. — Cassation. — (*Sieur Hersant.*) — La déclaration, par un expéditeur, dans la lettre de voiture, que les marchandises à transporter devront voyager en vrac, et l'acceptation de cette déclaration par la compagnie de chemin de fer suffisent à établir que les parties ont entendu déroger aux tarifs ordinaires, et que les tarifs spéciaux et exceptionnels sont applicables. — La compagnie de chemin de fer, qui a payé à de précédents voituriers les frais de transport effectués par eux, use d'un droit légitime en les appelant en garantie lorsque le destinataire refuse de rembourser les prix de transport. Par suite, est sujet à cassation le jugement qui impute à faute à la compagnie d'avoir appelé en garantie les voituriers antérieurs, et la condamne à des dommages-intérêts envers eux (*C. de cass.*), VI, 20.

— (30) Tarif différentiel spécial à certains trajets. — Voie interrompue par force majeure. — Trajet détourné. — Supplément de prix. — (*Sieur Hissling.*) — Les tarifs différentiels qui régissent certains transports

de marchandises accomplies par les voies ferrées ne peuvent être étendues par analogie à des parcours autres que ceux pour lesquels ils ont été expressément établis. — En conséquence, si un événement de force majeure rend momentanément impraticable un trajet pour lequel il existe un tarif spécial, le propriétaire des marchandises se trouve sans droit pour réclamer l'application de ce tarif au trajet détourné que la marchandise a réellement suivi. — Et cela, quand même il offrirait un supplément de prix, calculé sur la base du tarif spécial, et proportionnel à l'allongement du parcours (*C. de cass.*), VI, 457.

— (31) Tarif spécial. — Stipulation de non-garantie. — Perte des objets transportés. — Responsabilité. — Faute. — Constatation du jugement. — (*Compagnie des Dombes et sieur Modeste May.*) — La clause des tarifs d'une compagnie de chemin de fer qui porte qu'elle ne répond pas de la perte ou de l'avarie de certains objets transportés par elle en franchise, n'a pas pour effet de l'exonérer de la responsabilité des fautes qui seraient reconnues avoir été commises par elle ou par ses agents. — Et si la faute suffisamment constatée à la charge de cette compagnie lorsque la marchandise ayant disparu durant un trajet très court, le tribunal y voit la preuve qu'elle n'a pu disparaître que par l'effet de la négligence ou de l'infidélité des agents de la compagnie (*C. de cass.*), VI, 567.

— (32) Tarif spécial. — Demande expresse. — (*Sieur Nizerolle.*) — Les expéditions sont soumises aux conditions des tarifs généraux des compagnies de chemins de fer, lorsqu'il n'y a pas eu demande expresse et préalable du tarif spécial (*C. de cass.*), VI, 589.

— (33) Tarif spécial. — Clause de non-responsabilité. — Preuve. — (*Sieur Abegg, Collet et Cie.*) — La compagnie de chemin de fer qui, aux termes de ses tarifs, ne répond pas de la perte ou des avaries de certains objets par elle transportés en franchise, n'est pas affranchie de toute responsabilité, mais cette clause a pour effet de mettre à la charge de l'expéditeur la preuve des fautes qui lui ont causé préjudice, lesquelles ne peuvent s'induire du fait seul de la perte des colis (*C. de cass.*), VII, 662.

— (34) Tarif spécial. — Clause de non-garantie. — Preuve. — (*Sieur Stable et Cie.*) — En matière de transports par voies ferrées, la clause de non-garantie, stipulée dans un tarif spécial dûment homologué, a pour effet d'affranchir la compagnie du chemin de fer de la présomption de faute édictée par l'article 103 du code de commerce, et d'obliger l'expéditeur ou le destinataire à prouver que l'avarie, dont il se plaint, provient d'une faute commise par la compagnie ou par ses agents (*C. de cass.*), VII, 660.

— (35) Tarif spécial. — (*Sieurs Chabon, frères.*) — Les chemins de fer ne sauraient

CHEMINS DE FER (*suite*) :

être assimilés à des charpentes en fer, et par conséquent ne peuvent profiter de l'application du tarif spécial n° 65 de la compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (*C. de cass.*), VII, 961.

— (36) Tarif spécial. — Demande expresse. — (*Sieur Guéret-De-lamare*). — Lorsque le tarif spécial d'une compagnie de chemin de fer stipule qu'il n'y a lieu à son application qu'autant que l'expéditeur en a fait la demande expresse, les expéditeurs qui n'ont pas fait cette demande doivent être taxés aux prix et conditions du tarif général (*C. de cass.*) XI, 80.

— (37) Transport de marchandises. — Droits de transmission. — Tarifs spéciaux. — Chemins d'intérêt local. — (*Sieurs Firmin Didot et C^e et la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Rouen.*) — Le droit de 0 fr. 40 par tonne, établi par l'article 14 des conditions d'application du tarif général des chemins de fer de l'Ouest, pour le cas où le transport se fait sur la ligne de l'Ouest et sur une autre ligne qui la joint en un point de son réseau, est dû au cas où le transport a lieu aux conditions des tarifs spéciaux n° 11, 16, 21 et 22, comme au cas où c'est le tarif général qui a été adopté pour l'expédition. — Il importe peu, pour la perception de ce droit de transmission, que la ligne sur laquelle le transit a lieu soit une ligne de chemin de fer d'intérêt local ; l'article 14 sus-indiqué ne distingue point entre le cas où les deux lignes sont

d'intérêt général et celui où l'une d'elles fait partie du réseau des chemins de fer d'intérêt local. — On ne peut considérer comme un simple destinataire des marchandises expédiées par la compagnie de chemin de fer dont la ligne joint à celle de la compagnie et sur laquelle le transit doit avoir lieu, si le contrat a pour objet le transport de ces marchandises d'une gare de la compagnie de l'Ouest à une station déterminée de la seconde compagnie (*C. de cass.*), IX, 914.

— (38) Transport de marchandises. — Tarifs spéciaux. — (*Sieur Marot.*) — Lorsque le tarif spécial d'une compagnie de chemins de fer porte qu'il n'y a lieu à son application qu'autant que l'expéditeur en fait la demande expresse avec pièces justificatives à l'appui, les expéditeurs qui ne font pas cette demande et les justifications exigées doivent être taxés aux prix et conditions du tarif général (*C. de cass.*), X, 1387.

— (39) Transport de marchandises. — Avaries. — Tarifs spéciaux. — Responsabilité. — (*Sieur Bournet.*) — Lorsque les marchandises voyagent dans les conditions d'un tarif spécial, sur wagon découvert, c'est à l'expéditeur qu'il incombe de prendre les précautions nécessaires contre certaines avaries ; aucune convention particulière ne peut, d'ailleurs, valablement déroger aux dispositions du tarif (*C. de cass.*), X, 1400.

— (40) Transport de marchandises. — Voie directe interrompue par force majeure. — Trajet dé-

ourné. — Supplément de prix. — (*Sieur Duchemin.*) — Le prix de transport des marchandises circulant sur les voies ferrées doit, en principe, être calculé d'après le trajet que ces marchandises ont effectivement suivi. — En conséquence, si un événement de force majeure rend momentanément impraticable un trajet pour lequel il existe un tarif spécial différentiel, le propriétaire des marchandises se trouve sans droit pour réclamer l'application de ce tarif au trajet détourné qu'il a fallu substituer au trajet direct (*C. de cass.*), VI, 159.

(41) Marchandises. — Prolongation de parcours. — Force majeure. — Taxe supplémentaire. — (*Sieur Chimène.*) — Il est dû un supplément de taxe à une compagnie de chemin de fer qu'un événement de force majeure oblige à dévier de la voie directe et à suivre un parcours prolongé. — Ce supplément est dû quand même la compagnie n'aurait d'abord réclamé et perçu que la taxe afférente au trajet par la voie directe, si d'ailleurs il n'est pas constaté que le destinataire des marchandises aurait été, préalablement à l'expédition, induit par la compagnie elle-même dans une erreur qu'il ne lui était pas possible de rectifier (*C. de cass.*), VI, 559.

— (42) Transports à grande vitesse. — Expédition de valeurs. — Taxe *ad valorem*. — Coupons d'obligations retirés de la circulation. — Caractères de papier d'affaires. — (*Sieurs Piganeau et fils.*) — On ne peut considérer comme valeurs dont l'expédition

par chemin de fer serait, d'après les tarifs sur les transports à grande vitesse, soumise à une taxe proportionnelle, des coupons d'obligations au porteur retirés de la circulation, après paiement par le banquier qui avait mandat de les payer, et par lui adressés, comme pièces de comptabilité à son mandant. Ces coupons ne doivent être taxés que comme papiers d'affaires (*C. de cass.*), VI, 594.

— (43) Transport de marchandises. — Tarifs. — Contravention. — Compétence correctionnelle. — Fil de coton à tricoter en pelote. — Tarifs. — Pas de classification. — Fil de coton pour tissage. — Classement par analogie. — Régularité. — Contravention. — Fait matériel. — Infraction indépendante de l'intention. — (*Sieurs Couturier, Savigny et autres.*) — Les contraventions aux dispositions des règlements relatifs à la perception des tarifs et au transport des marchandises sur les chemins de fer sont de la compétence de la juridiction criminelle. — Le fil de coton à tricoter en pelote n'est l'objet, dans les classifications du tarif général de la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, d'aucune mention textuelle. Il doit donc être rangé pour les droits à percevoir, dans la classe avec laquelle il a le plus d'analogie. — Un arrêt a pu régulièrement le classer avec le fil de coton pour tissage, et non avec le fil de coton à coudre et à broder ou avec les objets manufacturés non dénommés. — En matière de contravention,

CHEMINS DE FER. (suite) :

il n'y a pas à rechercher la bonne foi des parties : la contravention réside tout entière dans le fait même matériel commis en infraction aux dispositions de la loi (*C. de cass.*), VI, 610.

— (44) Impôt sur le prix des places des voyageurs. — Enregistrement des bagages. — (Administration des contributions indirectes.) — Aux termes de l'article 3 de la loi du 15 juillet 1855, le calcul du dixième dû au Trésor sur le prix des places des voyageurs transportés par chemin de fer doit porter sur le prix total de la place. Il en résulte que l'impôt dont il s'agit doit être exigé sur le produit des 10 centimes payés lors de l'enregistrement d'un bagage pesant moins de 30 kilogrammes, car ces 10 centimes forment une partie intégrante du prix total de la place du voyageur (*C. de cass.*), VII, 682.

— (45) Réquisition de denrées et fourrages restées en souffrance dans les gares d'un chemin de fer après la guerre. — Décret du 7 octobre 1870. — Propriétaires et expéditeurs ne s'étant pas fait connaître : valeur intégrale des denrées et fourrages allouée à la compagnie du chemin de fer. — Prix à fixer d'accord entre la compagnie et le ministre du commerce. — (Compagnie des chemins de fer de l'Ouest contre le ministre de la guerre.) (*C. d'Ét.*), VIII, 1499.

— (46) Défaut de paiement du prix de transport. — Droit de vente. — Droits de magasinage. — Entrepoteur. — (Sieur

Léon Guvier.) — La faculté ouverte par l'article 106 du Code de commerce, au voiturier non payé du prix de la voiture, de se faire autoriser à vendre la marchandise et à se payer sur le prix, ne saurait être arbitrairement convertie en obligation.

— Les droits de magasinage établis en faveur des compagnies de chemin de fer par l'arrêté ministériel du 12 janvier 1872 leur sont dus, quand même la compagnie aurait déposé la marchandise en dehors de ses gares, chez un entrepositaire choisi par elle et dont elle répond (*C. de cass.*), VIII, 202.

— (47) Tarifs. — Militaires. — Chevaux. — (Sieur Humeau.) — Les officiers n'ont pas droit à la réduction de la taxe pour le transport de leurs chevaux, lorsque ceux-ci voyagent sans être accompagnés de cavaliers ni d'ordonnances militaires, et se trouvent sous la conduite de domestiques civils (*C. de cass.*), VIII, 220.

— (48) Refus de recevoir le destinataire. — Remise des épaves à l'Administration des domaines. — (Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral.) — La disposition du décret du 13 août 1810, qui ordonne la remise à l'Administration des domaines et la vente aux enchères des objets confiés à des entrepreneurs soit de roulage, soit de messageries par terre ou par mer, pour être transportés dans l'intérieur de la France et qui n'ont pas été réclamés dans le délai de six mois à compter du jour de leur arrivée au lieu de leur destination, comprend tous

les colis qui n'ont pas été réclamés pour quelque cause que ce soit : on ne saurait en restreindre l'application aux seuls objets égarés dont l'expéditeur serait inconnu. — Dans le cas de refus, par le destinataire, de la marchandise transportée, le voiturier n'est pas tenu d'user de la faculté que lui accorde l'article 106 du Code de commerce, d'en provoquer la mise en séquestre et la vente jusqu'à concurrence du prix de la voiture. Il peut, s'il le préfère, conserver la marchandise en sa possession, mais il doit alors se conformer aux prescriptions du décret du 18 août 1810. — Une compagnie de chemin de fer ne peut pas, en conséquence, être condamnée à des dommages-intérêts sous prétexte qu'elle a remis à l'Administration des domaines des marchandises refusées par le destinataire et non réclamées par l'expéditeur dans un délai de six mois (*C. de cass.*), IX, 96.

— (49) Lettre de voiture. — Retrait des marchandises. — Responsabilité. — (*Sieurs Filho et Halet et C^{ie}*). — La désignation du destinataire ne peut impliquer pour le transporteur une indication de propriété; tant que la lettre de voiture est entre les mains de l'expéditeur, le contrat de transport peut être rompu et les marchandises retirées (*C. de cass.*), IX, 901.

— (50) Transport de marchandises. — Payement du prix. — Vérification en douane. — (*Sieurs Debax et Strapp*). — L'article 105 du Code de commerce n'est applicable que lorsque le paye-

ment du prix de la voiture par le destinataire et la réception effective des marchandises ont eu lieu. — Mais si, après avoir payé, le destinataire fait sortir les marchandises de la gare du chemin de fer qui les a transportées, ou des magasins de la douane établis en cette gare, sans élever aucune réclamation, le transporteur peut invoquer la fin de non-recevoir. — Le voiturier ne doit pas rendre impossible au destinataire la vérification de l'état des marchandises; mais la Cour de cassation doit rechercher si cette impossibilité résulte des faits constatés par le juge. — Les résultats d'une vérification faite par l'administration des douanes en l'absence d'une compagnie de chemin de fer ne peuvent être opposés à ladite compagnie comme formant titre contre elle (*C. de cass.*), IX, 911.

— (51) Tarif de transport. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi*). — Lorsqu'un tarif de transport porte qu'il n'est applicable que sur la demande expresse des parties, les tribunaux ne peuvent, dans le silence des intéressés, décider que les prix contenus dans ce tarif doivent seuls être exigés (*C. de cass.*), IX, 79.

— (52) Transport de marchandises. — Tarif. — (*Sieur Albouy*). — La simple indication, dans une lettre de voiture, de la destination particulière de la marchandise transportée, ne peut suffire pour établir la transformation de cette marchandise et la faire passer dans une catégorie à laquelle elle n'appartenait

CHEMINS DE FER (*suite*) :

pas par elle-même. Est, en conséquence, sujet à cassation l'arrêt qui, en pareil cas, déclare applicables les prix fixés pour le transport des marchandises comprises dans cette catégorie (*C. de cass.*), IX, 77.

- (53) Tarifs. — Cassation. — Chefs distincts. — Cassation partielle. — Dépens. — (*Sieur Filliol et C^e des chemins de fer de Paris à Orléans et de l'Ouest.*) — Le tarif n° 39 de la compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, pour les années 1865-1866, portant que le prix de transport des savons de Marseille en caisse, sur toutes les sections du réseau, est celui du tarif général de la sixième série, sans toutefois que la taxe puisse être supérieure à 14 francs par tonne pour les expéditions de Marseille à Lyon, ne peut être appliqué dans cette dernière disposition exceptionnelle aux expéditions de Marseille à Genève passant par Lyon. — Lorsqu'un jugement condamnant l'une des parties sur plusieurs chefs distincts l'a condamnée par suite en tous les dépens, et que sur l'un de ces chefs il y a cassation, la disposition du jugement relative aux dépens doit être également cassée par voie de conséquence, pour être remise en question devant le tribunal de renvoi (*C. de cass.*), IX, 90.
- (54) Transport de marchandises. — Droits de magasinage. — (*Sieurs Chabrier et consorts*). — Les droits de magasinage auxquels sont soumises les marchandises expédiées en gare qui

ne sont pas enlevées dans les quarante-huit heures de la mise à la poste de la lettre d'avis adressée au destinataire, ne peuvent être exigés si cette marchandise s'arrête en cours de voyage dans une gare intermédiaire, alors même que ce stationnement aurait pour cause une force majeure (*C. de cass.*), IX, 186.

- (55) Application des tarifs. — (*Sieur Boisset.*) — Il n'appartient pas aux tribunaux de décider que certains savons de toilette peuvent, à raison de leur prix modique et de leur qualité inférieure, bénéficier d'un tarif spécial à prix réduit, lorsque ce tarif est muet sur les savons de toilette et que le tarif général dénomme au contraire ce genre de savons d'une manière expresse et sans aucune distinction (*C. de cass.*), VII, 951.
- (56) Transport de marchandises. — Tarif. — (*Sieur Chailan.*) — Le tarif commun d'exportation n° 1 de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée n'est applicable aux tôles ouvrées qu'autant qu'elles sont seulement préparées pour un emploi industriel; mais on ne saurait étendre le bénéfice de ce tarif à des objets en tôle auxquels leur forme a fait attribuer une dénomination spéciale et qui se trouvent classés à part dans le tarif général (*C. de cass.*), X, 1236.

β. Délais, Avaries.

- (1) Transport des marchandises. — Avaries. — Vice propre de la chose. — Responsabilité à tort admise. — (*Sieurs Goby et Lavelle.*) — Le voiturier cesse

d'être responsable des avaries éprouvées par les marchandises qu'il transporte, lorsque ces avaries proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure: il en est spécialement ainsi du coulage provenant du mauvais conditionnement du fût. — En conséquence, est sujet à cassation le jugement qui, sans imputer aucune faute à une compagnie de chemin de fer, la condamne à réparer le préjudice résultant des avaries et lui refuse tout recours contre l'expéditeur, par ce seul motif qu'elle avait reçu sans réserves la marchandise à transporter (*C. de cass.*), VI, 1099.

— (2) Transport. — Avaries. — Responsabilité. — Fin de non-recevoir. — Réception de la marchandise et paiement de la lettre de voiture sans protestation ni réserve. — Expertise dissimulée. — Cause des avaries. — Charge de la preuve. — (*Sieur Caroff et Cie.*) — La réception de la marchandise et le paiement du prix de la voiture, sans protestation ni réserves, éteignent toute action contre le voiturier; mais celui-ci perd le bénéfice de cette fin de non-recevoir, si ayant, au cours du voyage, fait constater les avaries au moyen d'une expertise, il a dissimulé cette expertise et ses résultats au destinataire. — Le voiturier reste responsable des avaries subies par la marchandise, s'il n'établit pas régulièrement qu'elles sont le résultat de la force majeure, du vice propre de la chose ou de la faute de l'expéditeur (*C. de cass.*), VII, 665.

— (3) Avaries. — Action en indemnité. — Fin de non-recevoir. — Réception de la marchandise et paiement du prix de transport sans protestation ni réserve. — (*Sieur Hausert et autres.*) — La réception par le destinataire des colis transportés et l'acquiescement immédiat du prix de transport, sans protestation ni réserve, éteignent toute action contre le voiturier pour avaries constatées postérieurement à la livraison, à moins que le voiturier n'ait apporté un obstacle à la vérification, lors de la remise (*C. de cass.*), VII, 676.

— (4) Transport de marchandises. — Avaries. — Prescription. — Livraison de marchandises. — Retard. — Demande en dommages-intérêts. — Article 108 du Code de commerce inapplicable. — Délai réglementaire. — (*Sieur Pagès-Ville.*) — A défaut d'interruption de la prescription, l'action dirigée contre une compagnie de chemin de fer pour avarie des marchandises transportées, se trouve éteinte lorsque six mois se sont écoulés depuis le jour où les colis ont été mis à la disposition du destinataire. — L'article 108 du Code de commerce n'étant relatif qu'aux actions contre le commissionnaire et le voiturier à raison de la *perte* ou de l'*avarie* des marchandises, n'est pas applicable à une action en indemnité pour retard dans la délivrance des marchandises expédiées. — Si, aux termes de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, les compagnies de chemin de fer sont tenues de

CHEMINS DE FER (*suite*) :

remettre, dans les deux heures de leur arrivée en gare, les marchandises expédiées par le train de grande vitesse, elles ont la faculté d'user de ce délai dans toute son étendue et ne peuvent être privées, sous aucun prétexte, du bénéfice de la loi (*C. de cass.*), VII, 678.

— (5) Avaries. — Réception de marchandises. — Mandataire. — (*Sieur Bonassieu et sieur Billy.*)

— La réception de la marchandise et le paiement du prix du transport par un mandataire en exécution de son mandat, sans protestation ni réserve, ont pour effet d'éteindre toute action pour avaries contre le voiturier (*C. de cass.*), VII, 959.

— (6) Avaries. — Responsabilité.

— (*Sieurs Roullié et Bourcier.*)

— Le voiturier cesse d'être responsable des avaries lorsqu'il prouve qu'elles proviennent du fait de l'expéditeur ou de l'état de la marchandise au moment où il l'a reçue. — Et cette preuve peut résulter d'un bulletin de garantie à raison des défectuosités de l'emballage, remis par l'expéditeur au voiturier (*C. de cass.*), VIII, 191.

— (7) Transport sans garantie. —

Avaries. — Preuve. — (*Sieurs*

Guirand et Schffoltz.) — Lorsqu'une marchandise est expédiée sur la demande de l'expéditeur, au prix du tarif n° 65, le plus réduit de la compagnie des chemins de fer de Lyon à la Méditerranée, c'est à l'expéditeur qu'incombe l'obligation de prouver que l'avarie reconnue à l'arrivée est due à la faute des agents de la compagnie. La pré-

somption qui, en matière de transport ordinaire, s'élève contre la compagnie, ne peut, au dit cas, recevoir d'application (*C. de cass.*), VIII, 205.

— (8) Avaries. — Responsabilité.

— Fin de non-recevoir. —

(*Sieur Enjalric.*) — Lorsque le

destinataire de marchandises expédiées par chemin de fer, après en avoir pris livraison à la gare d'arrivée, a fait transporter ces marchandises à son domicile, la constatation d'un manquant ou déficit faite à ce moment est tardive, et ne peut servir de base à une action en responsabilité contre la compagnie du chemin de fer. — Toute action est éteinte, même pour la partie du manquant qui aurait été reconnue à la gare d'arrivée, si, en même temps, les parties ont été d'accord pour attribuer la perte, alors reconnue, à un vis propre de la chose, la vétusté des fûts (*C. de cass.*), IX, 84.

— (9) Avaries. — Responsabilité.

— Preuve. — Action en justice.

— Dommages-intérêts. — (*Sieur*

Girard et consorts.) — Une com-

pagnie de chemins de fer ne

peut être déclarée responsable

d'un déchet survenu en cours

de route, sous prétexte qu'elle

aurait accepté le colis sans ob-

servations ni réserve, alors que

le jugement ne méconnaît pas

que le déchet a été causé par le

mauvais état et la vétusté du

fût expédié. — La partie qui a

exercé une action en justice ne

saurait être condamnée ni aux

dépens ni aux dommages-inté-

rêts, alors que cette action n'a-

vait en elle-même rien d'irrè-

gulier ni de venstoire (*C. de cass.*), IX, 86.

— (10) Tarifs. — Retard. — Avaries. — Indemnités distinctes.

— (*Sieur Goulden et Compagnie des chemins de fer de l'Est.*)

— Lorsqu'un tarif de transport porte que l'indemnité due pour un retard de plus de quarante-huit heures ne peut excéder la totalité du prix de transport, les tribunaux saisis d'une demande de dommages-intérêts fondée à la fois sur le retard apporté au transport de la marchandise expédiée et sur une avarie éprouvée par cette marchandise, doivent, dans la condamnation, distinguer entre l'indemnité d'avarie et celle de retard, cette distinction étant la seule justification possible de l'exacte application du tarif (*C. de cass.*), IX, 95.

— (11) Avaries. — Vice propre.

— Responsabilité. — (*Sieur Beuzebosc.*) — Le voiturier n'est pas responsable de la perte ou de l'avarie des choses qu'il est chargé de transporter, lorsque la perte ou l'avarie proviennent d'un vice propre de la chose ou de la faute de l'expéditeur (*C. de cass.*), IX, 182.

— (12) Avaries. — Tarifs spéciaux.

— Responsabilité. — (*Sieur Alaux.*) — Lorsque les marchandises voyagent dans les conditions d'un tarif spécial, sur simple plate-forme, c'est à l'expéditeur qu'il incombe de prendre des précautions nécessaires contre certaines avaries (*C. de cass.*), IX, 905.

— (13) Avaries. — Délai de transport. — Responsabilité. — (*Sieur Saury.*) — L'avarie survenue

pendant le délai réglementaire de transport ne peut être mise à la charge d'une compagnie de chemin de fer par le motif qu'il y aurait eu retard dans l'expédition (*C. de cass.*), IX, 906.

— (14) Avaries. — Commissionnaire de transport. — Responsabilité. — (*Dame Dubail, veuve Bourcart.*) — Le dernier commissionnaire qui, en recevant la marchandise, a fait constater une avarie, ne peut être déclaré responsable de cette avarie antérieure au moment où il s'est chargé du transport (*C. de cass.*), IX, 910.

— (15) Avaries. — Clause de non-garantie. — Responsabilité. — (*Sieur Chapon.*) — La clause de non-garantie stipulée dans un de ses tarifs par une compagnie de chemin de fer n'a pas pour effet de l'exonérer de la responsabilité des fautes commises par elle ou par ses agents ; mais elle a pour résultat, contrairement aux règles de droit commun, d'en mettre la preuve à la charge de l'expéditeur ou du destinataire (*C. de cass.*), IX, 1521.

— (16) Avaries. — Bulletin de garantie. — (*Sieurs Milliaud, Fénélon et fils.*) — Lorsqu'un expéditeur de marchandises à transporter par chemin de fer a souscrit au profit de la compagnie transporteur un bulletin de garantie d'avarie, ce bulletin de garantie est opposable par la compagnie au destinataire, en tant qu'il en résulterait que l'avarie constatée à l'arrivée existait antérieurement à la prise en charge par la compagnie ; —

CHEMINS DE FER (suite) :

Et le juge ne peut écarter l'exception ainsi opposée par la compagnie au destinataire, sans s'expliquer sur la force probante du bulletin de garantie relativement au fait allégué, en se fondant uniquement sur ce que le destinataire ne connaît que la compagnie et est étranger à ce qui s'est passé entre elle et l'expéditeur (*C. de cass.*), 1X, 1522.

— (17) Transport de marchandises. — Responsabilité. — Avaries. — Vice de la chose. — (*Sieur Azémar et consorts.*) — Le voiturier est garant des avaries survenues en cours de route, mais non de celles qui proviennent du vice propre de la chose (*C. de cass.*), X, 1231.

— (18) Transport de marchandises. — Avaries. — Responsabilité. — (*Sieurs Ravillat et Werlein frères.*) — La fin de non-recevoir établie au profit du voiturier par l'article 105 du Code de commerce est applicable, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les avaries occultes et les avaries apparentes dont aurait souffert la marchandise. — Il n'importe pas davantage que le paiement du prix de la voiture ait précédé la livraison de la marchandise, si cette livraison a eu lieu néanmoins dans des conditions qui permettaient au destinataire de vérifier l'état de la marchandise en présence du voiturier (*C. de cass.*), X, 1245.

— (19) Transport de marchandises. — Avaries. — Responsabilité. — (*Sieur Seilhan.*) — La disposition de l'article 105 du

Code de commerce, qui déclare toute action contre le voiturier éteinte par la réception des objets transportés et le paiement du prix de la voiture est générale. Elle ne comporte aucune distinction entre le cas d'une avarie apparente ou simplement intérieure et occulte (*C. de cass.*), X, 1248.

— (20) Transport de marchandises. — Prescription en cas de perte ou d'avarie. — Non-envoi. — (*Sieur Gauthier de Sainte-Croix.*) — La prescription fixée, par l'article 108 du Code de commerce, à six mois, à compter, pour le cas de perte, du jour où le transport aurait dû être effectué, ne peut être invoquée par le voiturier actionné en paiement du prix d'une marchandise qu'il ne justifie pas et n'offre même pas de justifier avoir réellement expédiée, alors que l'expéditeur affirme la lui avoir remise (*C. de cass.*), I, 1260.

— (21) Transport. — Délai de transmission. — Marchandises sujettes à s'altérer. — (*Sieur Fourquet.*) — L'arrêté ministériel du 12 juin 1866, qui accorde un délai de trois heures pour la transmission de marchandises passant d'un réseau sur un autre sans solution de continuité, et qui prescrit à la compagnie de faire l'expédition par le premier train dont le départ suivra l'expiration de ce délai, ne distingue point entre les marchandises sujettes à s'altérer et à se décomposer promptement ; le délai de trois heures peut être invoqué par la compagnie, notamment pour la transmission

de paniers de marée ou de poisson (*C. de cass.*), VI, 570.

— (22) Transport. — Petite vitesse.

— Délais distincts pour l'expédition et le transport des marchandises. — (*Sieur Lecomte.*)

— Les délais fixés par le cahier des charges de la compagnie du chemin de fer de l'Ouest, pour l'expédition des marchandises et pour le parcours sur la voie ferrée, sont distincts et ne peuvent être confondus, alors même que la distance à parcourir est inférieure à 150 kilomètres (*C. de cass.*), VI, 574.

— (23) Wagons requis par un expéditeur. — Délai de transport.

— (*Sieur Alphonse Lehomme.*)

— L'expéditeur de chaux et ciments, qui requiert de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest des wagons au tarif spécial P.V. n° 12 bis pour le transport des dites chaux, ne peut exiger que ces wagons soient tenus à sa disposition dans les vingt-quatre heures de sa demande. — Cette compagnie remplit suffisamment ses obligations lorsqu'elle remet la chaux à destination dans le délai prévu par les conditions générales du tarif spécial, quel que soit, dans les limites de ce délai, le moment où elle met les wagons à la disposition de l'expéditeur (*C. de cass.*), VII, 671.

— (24) Marée. — Délais de transport. — (*Sieur Corbie.*)

— La marée est comprise au nombre des denrées que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 autorise à ne remettre aux destinataires que deux heures après l'arrivée du train. — Une compagnie de chemin de fer ne

saurait être en faute pour avoir usé des délais réglementaires qui lui sont accordés par la loi, et que celle-ci détermine en termes absolus, sans se préoccuper des circonstances de fait (*C. de cass.*), VII, 675.

— (25) Livraison à domicile. —

Délai. — (*Sieur Constant Delaune.*) — Le tarif spécial P. V. n° 16 de la compagnie du chemin de fer du Nord, homologué le 10 mars 1871, accorde un délai de deux jours pour le camionnage à domicile en sus du délai fixé pour la livraison en gare par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866. — La livraison à domicile effectuée dans les trois jours de l'arrivée ne peut donner lieu à une allocation de dommages-intérêts (*C. de cass.*), VIII, 196.

— (26) Transport de marchandises.

— Délai. — Tarif spécial. —

Transport sans garantie. —

Avarie. — Preuve. — (*Sieur Boichet.*)

— Le délai total accordé aux compagnies de chemins de fer par l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 pour le transport et la livraison des marchandises, est seul obligatoire. En conséquence, la compagnie qui a livré des marchandises avant l'expiration de ce délai ne peut être déclarée en retard et, par suite, condamnée à des dommages-intérêts envers l'expéditeur, par le motif que, depuis l'arrivée effective en gare, le délai spécial à la livraison serait écoulé. — La clause stipulée dans un tarif spécial d'après laquelle la compagnie ne doit pas être responsable des déchets et avaries de route a pour effet

COMMUNE DE FER (suite):

de mettre à la charge de l'expéditeur ou du destinataire l'obligation de prouver que l'avarie reconnue à l'arrivée est due à la faute de la compagnie (C. de cass.), VIII, 218.

— (27) Transport des marchandises. — Délai. — (Sieur Lagache.)

— Une compagnie de chemin de fer qui a opéré dans les délais réglementaires le transport de marchandises à elles confiées ne peut pas être condamnée à des dommages-intérêts sous prétexte que, par des avis et des renseignements fournis aux expéditeurs, elle leur a donné lieu de croire que l'expédition serait effectuée dans un plus court délai (C. de cass.), VIII, 224.

— (28) Transport de marchandises.

— Délai. — (Sieur Roux.) — Une compagnie de chemins de fer qui a opéré dans les délais réglementaires le transport des marchandises à elles confiées ne peut pas être condamnée à des dommages-intérêts, sous prétexte qu'elle aurait eu l'habitude d'abréger pour une certaine catégorie de marchandises les délais d'expédition (C. de cass.), IX, 99.

— (29) Transport de marchandises.

— Délai de livraison. — (Sieur Lafitte). — Une compagnie de chemins de fer, en expédiant des marchandises dont le transport lui a été confié, par un train non obligatoire pour elle, n'est pas réputée renoncer aux délais de livraison réglementaires. Elle peut, en conséquence, ne livrer ces marchandises que dans le délai qu'elle aurait dû observer, si elles avaient été expédiées

par le train pour lequel elles avaient été remises (C. de cass.), IX, 189.

— (30) Transport de marchandises.

— Tabacs. — Délai. — (Sieurs Dulac et Cluzel.) — Une compagnie de chemins de fer qui a opéré dans les délais réglementaires les transports de feuilles de tabac ne peut pas être condamnée à des dommages-intérêts sous prétexte qu'elle se serait tacitement obligée à remettre ces feuilles de tabac dans le délai imposé par les lois-passer qui les accompagnaient (C. de cass.), X, 1839.

— (31) Transport de marchandises

— Délai. — (Sieur Riguet.) — Une compagnie de chemin de fer ne peut pas être déclarée responsable de ce qu'elle n'a pas remis la marchandise à l'heure à laquelle aurait dû arriver le train sur lequel la marchandise a été chargée, alors qu'elle a offert la livraison dans les délais réglementaires (C. de cass.), X, 1495.

— (32) Transport de marchandises à grande vitesse. — Délais réglementaires. — Bénéfices des délais maintenus quant à la livraison.

— (Sieur Labatoux.) — Une compagnie de chemin de fer, en faisant partir les marchandises, dont le transport lui a été confié, par un train non obligatoire pour elle, n'est pas censée avoir renoncé au droit qui lui appartient de se prévaloir des délais tels qu'ils sont fixés par l'arrêté ministériel du 12 juin 1866. Elle jouit en conséquence, pour livrer ces marchandises, des délais qu'elle aurait dû observer, si celles-ci avaient été expédiées

- par le train réglementaire (*C. de Cass.*), VI, 26.
- (33) Transport de marchandises. — Délais réglementaires. — Droit de s'en prévaloir nonobstant convention contraire. — (*Sieur Lherme.*) — Les délais réglementaires de transports par chemins de fer s'imposent aux compagnies comme aux expéditeurs, nonobstant toute convention contraire, tacite ou expresse (*C. de Cass.*), VI, 553.
- (34) Transport de marchandises. — Train non obligatoire. — Commune intention des parties. — Accident. — Retard. — Délais réglementaires observés. — Dommages-intérêts non dus. (*Dame Lepallec, épouse du sieur Lepinée.*) — Une compagnie de chemins de fer qui consent à faire partir des marchandises par un train non obligatoire pour elle, ne peut déroger au droit de se prévaloir des délais réglementaires fixés par son cahier des charges et les arrêtés ministériels. — En conséquence, elle n'est pas passible d'une indemnité de retard, du moment que la marchandise a été mise à la disposition du destinataire, à la gare d'arrivée, dans le délai réglementaire (*C. de Cass.*), VI, 555.
- (35) Transport de marchandises. — Délais réglementaires. — (*Sieur Pinsard.*) — Un expéditeur n'est pas fondé à réclamer une indemnité parce que des marchandises par lui remises à une compagnie de chemin de fer, et destinées à être rendues à un marché déterminé, ne sont parvenues au lieu d'arrivée qu'après l'heure du marché, si d'ailleurs elles ont été livrées dans les délais réglementaires (*C. de Cass.*), VI, 568.
- (36) Transport de marchandises. — Petite vitesse. — Réseaux différents. — Exploitation par une seule et même compagnie. — Délais réglementaires. — (*Sieur Guillemin.*) — Si l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866 accorde aux compagnies de chemins de fer un jour de délai pour la transmission, d'un réseau à l'autre, des objets transportés en petite vitesse, c'est à la condition que l'un et l'autre réseau soient exploités chacun par une compagnie différente. — Spécialement, l'ancien réseau du Victor-Emmanuel ayant été cédé par l'État à la compagnie de Lyon, désormais chargée de l'exploiter, cette compagnie n'a pas droit au délai de transmission d'un réseau à l'autre, parce qu'une marchandise qui lui est confiée transite par le réseau du Rhône au mont Cenis (*C. de Cass.*), VI, 584.
- (37) Transport. — Délais réglementaires. — Vérification par la Cour de cassation. — Dépôt dans un bureau de ville. — Indivisibilité de l'ensemble des délais. — Point de départ. — Livraison à demielle. — Heure de délivrance. — (*Sieur Chabanne.*) — Il appartient à la Cour de cassation de vérifier si les compagnies de chemins de fer ont observé les délais réglementaires qui leur sont imposés pour le transport des marchandises. — Quand une marchandise a été déposée dans un bureau de ville pour être camionnée jusqu'à la gare, c'est à la

CHEMINS DE FER (suite):

date du dépôt dans le bureau que remonte le point initial du calcul des délais de transport. — Le règlement concernant les heures d'ouverture et de fermeture des gares de chemin de fer s'applique uniquement aux marchandises amenées ou livrables en gare, et non à celles que les compagnies vont prendre ou livrer à domicile (*C. de cass.*), VI, 1093.

- (38) Transport de marchandises. — Délais réglementaires. — Convention spéciale. — (*Sieur Tony-Benon*). — Une compagnie de chemins de fer ne peut, sur le seul motif qu'une promesse a été faite par un chef de gare, être condamnée à des dommages-intérêts à raison d'un retard accidentel dans la marche d'un train, alors qu'il n'est pas constaté que la marchandise à transporter ait été remise à la gare d'expédition trois heures avant le départ de ce train, ni que les délais réglementaires impartis à la compagnie pour le transport de cette marchandise aient été excédés (*C. de cass.*), IX, 171.

- (39) Transport de marchandises. — Délais réglementaires. — Conventions nouvelles. — (*Sieur Venturi Pompilio*). — Si les délais réglementaires sont obligatoires pour les expéditeurs et pour les compagnies de chemins de fer, nonobstant toute convention contraire expresse ou tacite, cela n'est vrai que pour le calcul des délais afférents à un seul et unique contrat de transport, recevant son exécution complète, mais reste sans application, quand, par suite d'un ac-

cord licite intervenu entre les parties, sous l'empire de circonstances nouvelles, un nouveau contrat de transport a été substitué au contrat primitif dont toutes les conséquences ont été définitivement réglées (*C. de cass.*), X, 1247.

- (40) Livraison de marchandises.

— Lettres d'avis. — (*Sieur Carreyron*). — L'obligation imposée aux compagnies de chemins de fer de mettre les expéditions voyageant en petite vitesse à la disposition des destinataires dans un délai déterminé, n'implique point celle de les prévenir, dans le même délai, par lettres ou autrement, que lesdites expéditions sont arrivées en gare (*C. de cass.*), IX, 903.

- (41) Livraisons de marchandises.

— Lettres d'avis. — (*Sieur Bernady*). — L'obligation imposée aux compagnies de mettre les marchandises expédiées en petite vitesse à la disposition des destinataires le jour qui suivra leur arrivée, ne comprend pas celle de prévenir ces destinataires par des lettres d'avis (*C. de cass.*), IX, 909.

- (42) Transport de marchandises.

— Lettre d'avis. — (*Sieur Ducardon*). — Les compagnies de chemins de fer ne sont pas tenues de prévenir les destinataires, par une lettre d'avis, de l'arrivée en gare des marchandises : l'envoi de la lettre d'avis n'est qu'une condition de l'accomplissement de laquelle dépend l'ouverture au profit des compagnies des droits de magasinage (*C. de cass.*), X, 1237.

- (43) Marchandises. — Perte. — Affectation de la voie ferrée au

service militaire et invasion. — Cas de force majeure. — Irresponsabilité des compagnies de chemins de fer. — Négligence du destinataire. — Circonstance nécessaire pour la responsabilité.

— (*Sieur Mennesson et C^{ie}.*) —

Les compagnies de chemins de fer ne sont pas responsables de la perte des marchandises résultant de l'affectation de la voie ferrée au service militaire et de l'occupation ultérieure du pays par des troupes ennemies. Ces faits constituent un cas de force majeure. — Un destinataire ne peut être non plus condamné à tenir compte de la valeur des marchandises à l'expéditeur par cela seul qu'il a négligé d'avertir ce dernier de la non-réception des marchandises. Il faut, en outre, qu'il soit constaté que cette négligence a causé le préjudice (*C. de cass.*), VI, 274.

- (44) Réception de marchandises et paiement du prix de transport en cours de route, sans protestation ni réserves. — Avaries. — Responsabilité de la compagnie. — Convention réglant le mode de transport. — Avaries qui en résultent. — Action contre la compagnie. — Rejet. — Marchandises. — Transport. — Action principale. — Recours en garantie. — Lien de dépendance. — Cassation pour le tout. — (*Sieurs Meyer et Schanenberg.*) — La réception de la marchandise et le paiement du prix de la voiture sans protestations ni réserves n'ont pas pour effet d'éteindre toute action d'avarie contre l'entrepreneur de transport, si ces faits se sont produits en cours de route et

s'ils ont été accomplis, non par le destinataire, mais par un commissionnaire intermédiaire. — Si la clause absolue de non garantie stipulée par l'entrepreneur de transports est nulle comme contraire à l'ordre public, et devrait être écartée alors même que la législation du pays étranger où le contrat de transport a été passé l'autoriserait, il en est autrement du cas où le voiturier oppose à une action d'avarie les effets d'une convention par laquelle a été réglé le mode de transport, et soutient que le dommage provient, non d'une faute à lui imputable, mais du mode même de transport accepté ou choisi par l'expéditeur. — La cassation du jugement doit être totale et prononcée contre toutes les parties lorsqu'il s'agit de garantie et qu'il y a entre la demande principale et les divers recours en garantie un lien de dépendance et de subordination, VI, 87.

- (45) Transport de marchandises.

— Réception et paiement du prix de transport. — Avaries occultes. — Demande en dommages-intérêts. — Rejet. — (*Sieur Canagnier.*) — Aux termes de l'article 105 du Code de commerce, la réception des objets transportés et le paiement du prix de la voiture éteignent toute action contre le voiturier, aussi bien lorsqu'il s'agit d'avaries occultes que lorsqu'il s'agit d'avaries apparentes, le destinataire ayant toujours le droit d'ouvrir le colis avant d'en prendre livraison et de payer le prix du transport (*C. de cass.*), VI, 574

- (46) Réception de la marchandise

CHEMINS DE FER (suite):

et paiement du prix du transport. — Demande ultérieure de dommages-intérêts pour avaries.

— Exception. — Rejet. — Nullité.

— (*Sieur David Bacri.*) — Lorsque le destinataire a reçu, sans réserves ni protestations, les objets transportés, et a payé le prix de leur transport, il ne saurait plus exercer ultérieurement l'action d'avaries contre la compagnie chargée du transport, et celle-ci, s'il l'intente, peut lui opposer l'exception tirée de l'article 105 du Code de commerce, VI, 1106.

— (47) Emargement de la feuille de livraison et paiement du prix de transport. — Défaut de réception effective. — Vérification impossible. — Perte. — Responsabilité du voiturier. — (*Sieurs Boutin, Brière et Rousteaux.*) — L'emargement de la feuille de livraison et le paiement des frais de transport par le destinataire ne suffisent pas pour permettre à une compagnie de chemin de fer d'invoquer la fin de non-recevoir résultant de l'article 105 du Code de commerce, quand il est établi que la vérification des colis dont la perte lui est imputée a été, par son fait, rendue impossible (*C. de cass.*), VI, 1115.

— (48) Réception de la marchandise. — Réclamation pour retards. — Fin de non-recevoir. — Force majeure non constatée. — (*Sieurs Lambon, Anlot et Braum.*) — Lorsque l'article 105 du Code de commerce est invoqué contre une action en dommages-intérêts pour cause de retard dans la livraison des mar-

chandises transportées, l'application du dit article ne peut être écartée par ce seul motif que la rapidité avec laquelle on est obligé de prendre livraison pour éviter les droits de magasinage ne permet pas de faire constater avant l'enlèvement des colis le retard dans le transport; la généralité de ces termes ne constate pas suffisamment que, dans l'espèce, le destinataire a été mis, soit par une force majeure, soit par le fait de la compagnie, dans l'impossibilité réelle de constater le retard ou de faire des réserves à cet égard (*C. de cass.*), VII, 680.

— (49) Avaries. — Réception et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — (*Sieur Guérin.*) — Le destinataire qui a enlevé les marchandises de la gare sans protestation ni réserve est déchu de toute action pour avaries, alors même qu'avant de prendre livraison il a été obligé de payer le prix du transport, si d'ailleurs rien n'établit qu'après avoir payé ce prix et avant de prendre livraison il ait été mis par l'administration du chemin de fer dans l'impossibilité de vérifier l'état de ses marchandises (*Code de commerce*, art. 105) (*C. de cass.*), VIII, 190.

— (50) Avaries. — Réception et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — (*Dame Ducret et sieurs Schmittlein et Huret.*) — La disposition de l'article 105 du Code de commerce est absolue, et ne saurait être écartée sous prétexte que la rapidité des relations commerciales ne permettrait pas de débiter les marchandises dans

- une gare de chemin de fer et d'en vérifier l'état avant de prendre livraison (*C. de cass.*), VIII, 214.
- (51) Réception de la marchandise et paiement du prix du transport. — Fin de non-recevoir. — Destinataire. — (*Sieurs Blass et consorts.*) — La réception par le destinataire des colis transportés et le paiement du prix du transport sans réserves ni protestations éteignent toute action contre le voiturier. — Pour le voiturier, le destinataire des marchandises est la personne indiquée dans la lettre de voiture comme celle à laquelle elles sont adressées (*C. de cass.*), VIII, 210.
- (52) Dommages-intérêts. — Fin de non-recevoir. — Réception et paiement. — (*Sieur Juteau.*) — La réception par le destinataire des colis transportés et le paiement du prix de transport sans protestations ni réserves éteignent contre le voiturier toute action même de la part de l'expéditeur (*C. de cassation*), IX, 98.
- (53) Avaries. — Réception et paiement. — Fin de non-recevoir. — (*Sieur Jacquier.*) — Des allégations vagues reposant sur une prétendue notoriété ne peuvent prévaloir contre la disposition légale formelle d'après la réception des objets et le paiement du prix de la voiture éteignent toute action contre le voiturier. — Alors même que, pour les livraisons en gare, une vérification facultative s'opérerait encore après le paiement et la signature du reçu qui précède la livraison effective, cette tolérance ne doit pas être opposée à la compagnie, surtout s'il s'agit de livraisons à domicile (*C. de cass.*), IX, 109.
- (54) Transport de marchandises. — Réception et paiement. — Fin de non-recevoir. — (*Sieur Desclaux.*) — Lorsque le prix de la voiture a été payé et que livraison effective des marchandises a été prise, il ne peut être élevé aucune réclamation, alors même que, par suite de l'interruption du service, les marchandises auraient dû être ramenées à la gare de départ et réexpédiées par une autre voie (*C. de cass.*), IX, 176.
- (55) Transport de marchandises. — Envois partiels. — Réception et paiement. — (*Sieurs Decourt et Aufrève.*) — Lorsqu'une expédition composée de plusieurs colis fait l'objet d'une seule lettre de voiture, si le voiturier divise le transport en deux envois, la signature et l'emargement constatant la réception et le paiement du prix de transport total, alors que la première partie de l'envoi est seule parvenue à destination, n'éteignent pas l'action contre le voiturier (*C. de cass.*), IX, 187.
- (56) Transport de marchandises. — Réception et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — Faute. — (*Sieur Martin.*) — Aux termes de l'article 105 du Code de commerce, la réception des objets transportés et le paiement du prix de voiture éteignent toute action contre le voiturier alors même que le destinataire exerce d'une fausse direction, c'est-à-dire

CHEMINS DE FER (suite) :

- d'une faute commise (C. de cass.), X, 1253.
- (57) Transport de marchandises. — Réception de la marchandise et paiement du prix de transport. — Fin de non-recevoir. — (*Compagnie des messageries nationales et MM. Creissac et Armorin.*) — La réception par le destinataire des colis transportés et le paiement du prix de transport sans réserve ni protestation éteignent toute action contre le voiturier (C. de cass.), X, 1392.
- (58) Transport. — Demande de wagons vides. — Convention illicite. — (*Société des mines d'Anzin.*) — Une compagnie de chemin de fer n'est pas tenue de mettre d'avance et à jour fixe des wagons vides à la disposition des expéditeurs pour le chargement de leurs marchandises. Toute convention, ayant pour objet de soumettre la compagnie à cette obligation, est nulle, comme illicite (C. de cass.), VII, 681.
- (59) Transport de marchandises. — Engagement d'un chef de gare. — (*Sieur Bassuyaux-Seulfort.*) — N'est pas obligatoire l'engagement, pris par un chef de gare, de tenir d'avance et à jour fixe un certain nombre de wagons vides à la disposition d'un expéditeur (C. de cass.), IX, 78.
- (60) Transport de marchandises. — Grande vitesse. — (*Sieur Lemoine.*) — Aux termes de l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 12 juin 1866, les marchandises expédiées par la grande vitesse ne peuvent être transportées que par les trains composés de voitures de toutes classes. On ne peut dès lors en inférer par voie d'interprétation que la compagnie est également obligée d'opérer le transport de ces marchandises par les trains composés exclusivement de voitures de 2^e classe, sous le prétexte que la vitesse de ces trains serait la même que celle des trains spécialement visés dans l'arrêté (C. de cass.), X, 1402.
- (61) Transport de marchandises. — Perception induue. — Responsabilité. — Transport de marchandises. — Perception induue. — Intérêts. — (*Sieur Deler.*) — La compagnie qui a reçu les marchandises des commissionnaires de transports antérieurs et en a opéré livraison est tenue de la restitution de ce qui a été indûment payé sur le prix de transport. — Lorsqu'un voiturier de bonne foi est condamné à payer une somme indûment perçue, il ne doit les intérêts de cette somme qu'à compter du jour de la demande et non de celui de la réception du prix (C. de cass.), X, 1251.
- (62) Transport de marchandises. — Remise. — Destinataire. — (*Compagnie du chemin de fer du Nord et les sieurs Van Gendl et C^e.*) — Le commissionnaire et le voiturier ne peuvent être obligés de remettre la marchandise par eux transportée à d'autres que le destinataire nommé en la lettre de voiture, et par conséquent de débattre avec d'autres que lui les conditions de cette remise. — Et cela, quand même celui qui réclame l'exécution du contrat de trans-

- port se dirait propriétaire des marchandises et destinataire véritable (*C. de cass.*), X, 1240.
- (63) Transport des marchandises. — Réquisition de wagons vides. — Pas d'obligation pour la compagnie. — (*Sieurs J. Bédos et fils.*) — Une compagnie de chemin de fer n'est pas tenue de mettre d'avance et à jour fixe des wagons vides à la disposition des expéditeurs pour le chargement de leurs marchandises. Elle doit seulement transporter dans les délais réglementaires les marchandises apportées à la gare (*C. de cass.*), VI, 577.
- (64) Transport de marchandises. — Responsabilité. — (*Sieur Desseignet.*) — Le destinataire qui a reçu la marchandise et qui a soldé le prix du transport a perdu toute action contre le voiturier, quand même la constatation des manquants aurait été faite avant l'entrée des marchandises en magasin (*C. de cass.*), X, 1249.
- (65) Transport de marchandises. — Retard. — (*Sieur Nicolet.*) — La remise des marchandises à une compagnie de transport est le point de départ des délais réglementaires de transport et de livraison ; dès lors le jugement qui condamne la compagnie à des dommages-intérêts pour retard dans le transport et la livraison est nul s'il ne constate pas l'heure de cette remise (*C. de cass.*), X, 1238.
- (66) Compagnie étrangère. — Règlements régulièrement publiés. — Caractère obligatoire. — Contrat de transport. — Extinction du contrat. — Livraison des marchandises. — Voiturier. — Restriction de la responsabilité. — Forfait. — Clause licite. — (*Sieurs Adler et Rousseau.*) — L'expéditeur qui traite avec une compagnie de chemins de fer étrangers se soumet aux règlements qui les régissent, et ne peut être admis à décliner l'application de ces règlements régulièrement publiés, sous le prétexte qu'il n'en connaissait pas les dispositions. — Ce n'est pas l'arrivée des marchandises au lieu de destination, c'est la livraison au destinataire qui met fin au contrat de transport ; jusqu'au moment de cette livraison, les clauses qui règlent la responsabilité de l'entrepreneur de transport restent applicables. — La clause qui a pour objet, non d'exonérer une compagnie de chemin de fer de la responsabilité qui lui incombe comme entrepreneur de transport, mais de régler d'avance et à forfait la conséquence de cette responsabilité, ne saurait être déclarée nulle en France comme contraire à nos principes d'ordre public (*C. de cass.*), VI, 1100.
- (67) Prescription. — Acte interruptif. — (*Sieur Viaud.*) — La simple constatation faite par un chef de gare d'un déficit dans la quantité de la marchandise expédiée ne constitue pas un acte interruptif de la prescription qui court au profit de la compagnie. Il en est de même de la réponse faite au réclamant que sa réclamation recevra la suite qu'elle comporte, et qu'il lui sera donné avis de la solution qu'elle aura reçue (*C. de cass.*), VIII, 207.

CHEMINS DE FER (suite):

- (68) Postes (service des). — Train journalier. — Cahier des charges. — Intention des parties. — Interprétation. — (*Compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est contre le ministre des finances*). — Décidé, par interprétation du cahier des charges et de la commune, intention des parties, et par application de l'usage constamment suivi en cette matière, — qu'en stipulant qu'un compartiment spécial serait réservé gratuitement pour le service des postes dans l'un des trains journaliers de voyageurs ou de marchandises, les parties avaient entendu parler d'un train circulant dans l'un et l'autre sens, — et non pas de l'un des trains circulant chaque jour dans un seul sens (*C. d'Etat*), IX, 48.
- (69) Qualités. — Rédaction. — Cassation. — Moyen nouveau. — Livraison de marchandises. — Jugements et arrêts. — Défaut de motifs. — Chose jugée. — (*Sieurs Husson, Rohée et Lafetay*). — Le moyen par lequel la partie défenderesse, devant le juge du fond, prétend qu'un jugement serait nul, parce que des conclusions en réponse à la demande n'auraient point été insérées dans le jugement, manque en fait, s'il n'apparaît ni des qualités ni du dispositif du jugement que des conclusions aient été prises à la barre ni signifiées. — La fin de non-recevoir résultant de l'article 105 du Code de commerce au profit du voiturier qui a livré la marchandise et reçu le prix de la lettre de voiture, n'est pas d'ordre public et

ne peut par conséquent être produite pour la première fois devant la Cour de cassation. — Lorsqu'une partie a, dans les motifs d'une assignation en garantie, soutenu que le principe de la responsabilité du défendeur a été admis par un précédent jugement et qu'elle est fondée à l'invoquer dans la nouvelle instance, elle a ainsi relevé l'exception de chose jugée, et le tribunal ne peut repousser l'action en garantie sans donner de motifs à l'appui du rejet de cette exception. A défaut de motifs, le jugement est nul comme violant l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 (*C. de cass.*), VIII, 208.

- (70) Société. — Action en justice. — Cassation. — Fin de non-recevoir. — Pourvoi. — Dépens. — Parties en cause. — Garantie. — Pourvoi du garant. — Voiturier. — Transport de marchandises. — Prescription. — (*Compagnie des chemins de fer de l'Est et autres*). — Le défendeur qui n'a, ni en première instance ni en appel, contesté le droit d'une société d'ester en justice sans représentant, ne peut lui dénier le droit de se pourvoir, dans les mêmes conditions, devant la Cour de cassation. — La partie condamnée aux dépens à l'égard de toutes les autres parties peut diriger son pourvoi contre toutes ces parties, bien qu'elle n'ait été mise en cause, soit en première instance, soit en appel, que par l'une d'entre elles. — Le pourvoi du garant profite au garanti s'il existe entre la demande principale et les demandes récusoi-

res un lien de dépendance et de subordination. — La déclaration faite par le voiturier que la marchandise transportée n'a pas été égarée, mais qu'elle a été livrée au destinataire, ne peut être considérée comme une reconnaissance interruptrice de la prescription édictée par l'article 108 du Code de commerce (*C. de cass.*), VIII, 971.

γ. Camionnage.

— (4) Expédition. — Refus de prendre les marchandises à domicile. — Retard dommageable pour le destinataire. — Irresponsabilité de la compagnie de chemin de fer. — Interprétation du cahier des charges. — (*Sieur Laprègue.*) — Aucune clause du cahier des charges de la compagnie des chemins de fer d'Orléans ne lui impose l'obligation de faire enlever les marchandises au domicile de l'expéditeur, et par suite la compagnie ne fait qu'user d'un droit légitime en refusant d'aller prendre les marchandises dans les magasins de l'expéditeur. Si ce refus entraîne un retard dommageable pour le destinataire, la réparation du préjudice ne peut être mise à la charge de la compagnie, même quand elle a ultérieurement consenti à aller chercher les marchandises en ville, cette concession volontaire ne pouvant porter atteinte à son droit (*C. de cass.*), VI, 172.

— (2) Perte de la marchandise. — Responsabilité. — Délai de livraison à domicile. — (*Sieur Eugène Robert.*) — Les délais prescrits par l'arrêté ministériel

du 12 juin 1866, pour la remise au destinataire des marchandises transportées, ne s'appliquent pas lorsque les colis sont livrables à domicile. Dans ce cas, la compagnie a droit à un délai supplémentaire, à moins qu'il ne soit inutile, ce qu'il incombe au juge du fait de déclarer. — En conséquence, la compagnie qui se trouve encore dans le délai accordé pour opérer la livraison à domicile ne peut être déclarée responsable de la perte des marchandises survenue par un vice propre, qu'autant que le destinataire établit qu'il s'est présenté à la gare pour se mettre en possession (*C. de cass.*), VII, 929.

— (8) Subventions spéciales. — Transport de marchandises à la gare ou en provenant. — Usage de la voie publique dans les conditions de sa destination. Décharge. — Recours sans frais. Pas de dépens. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre ville de Tarbes.*) — Une compagnie de chemin de fer, empruntant un chemin vicinal pour le transport des marchandises allant à la gare ou en provenant, ne peut pas être assujettie à des subventions spéciales. — La compagnie, en sa qualité d'entrepreneur de transports, n'a fait qu'user de la voie publique dans les conditions de sa destination (*C. d'Ét.*), VIII, 170.

— (4) Voitures stationnant dans les cours des gares. — Arrêté préfectoral. — Circulaire ministérielle du 22 février 1868. — Interprétation. — (*Sieur Vors.*) — Les arrêtés préfectoraux qui

CHEMINS DE FER (suite) :

confient aux chefs de gare, de concert avec les commissaires de surveillance, le soin de désigner les lieux de stationnement des différentes sortes de voitures dans les cours des stations, ne permettent auxdits agents que de déterminer l'emplacement de chaque catégorie de voitures suivant l'ordre de leur arrivée, sans distinction entre les voitures de service libre et celles des correspondants de la compagnie, ni entre les voitures qui desservent régulièrement tous les trains et celles qui ne desservent que quelques trains seulement. — La circulaire ministérielle du 22 février 1868 n'a pu modifier lesdits arrêtés, et autoriser à traiter différemment les voitures publiques effectuant un même service, suivant qu'elles desservent plus ou moins régulièrement les trains. — Par suite, est nul l'arrêt qui condamne un entrepreneur de voitures libres, pour infraction à un ordre qui, à raison de l'intermittence de son service, lui assignait un emplacement différent de celui qui était réservé au correspondant de la compagnie (*C. de cass.*), VIII, 251.

5. Police, Contraventions.

- (1) Concession par une compagnie d'un accès particulier sur la voie ferrée pour le chargement de marchandises. — Nullité. — Contestation. — Incompétence de l'autorité judiciaire. — (*Sieurs Noël et Montperney.*) — Une compagnie de chemin de fer ne peut concéder un accès

particulier sur la voie pour le chargement et le transport des marchandises sans contrevenir aux articles 4 de la loi du 15 juillet 1845 et 64 de l'ordonnance du 15 novembre 1846, relative à la police des chemins de fer ; une telle convention est nulle et ne peut être invoquée en justice. — L'autorité judiciaire ne peut ordonner la suppression d'un travail public ; conséquemment, ne peut retenir la connaissance d'une demande en suppression d'une clôture de chemin de fer (*C. de cass.*), VI, 272.

- (2) Condamnation de la compagnie à des dommages-intérêts. — Commandement et saisie. — Signification faite en dehors du siège social. — Nullité. — (*Sieur Durand.*) — Un commandement ne peut être valablement signifié à une compagnie de chemin de fer, en parlant au chef d'une gare située en dehors du siège social, lorsque l'arrêt attaqué ne constate pas que cette gare, quelque importante qu'elle soit, ait été transformée en une véritable succursale, ni que la compagnie y ait acquis un domicile (*C. de cass.*), VI, 1102.

- (3) Actions en dommages-intérêts. — Prescription de six mois. — Promesse d'un chef de gare. — Incident sans conséquence. — (*Sieur Jugé.*) — Est sujet à cassation, le jugement qui, dans une instance en dommages-intérêts intentée contre une compagnie de chemin de fer, refuse de faire application à la cause de la prescription de six mois invoquée par la compagnie, en se fondant sur ce qu'avant l'ex-

piration de ce délai, un chef de gare aurait promis de faire régler l'affaire à l'amiable. — Une reconnaissance formelle de l'obligation de réparer le dommage eût seule pu avoir pour effet de substituer la prescription trentenaire à la prescription de six mois (*C. de cass.*), VI, 562.

— (4) Introduction de bestiaux sur la voie. — Poursuite devant le tribunal de simple police. — Acquiescement. — Chose jugée. — Intervention. — (*Ministre des travaux contre le sieur Pinquet.*) — Un conseil de préfecture méconnaît l'autorité de la chose jugée, lorsqu'il statue sur les poursuites dirigées contre un particulier à raison d'un fait (dans l'espèce, introduction de bestiaux sur une voie ferrée) pour lequel celui-ci avait été déjà acquitté par le tribunal de simple police, sans qu'il ait été formé appel de ce jugement (article 360, code d'instruction criminelle) : annulation de l'arrêt du conseil de préfecture, et rejet du recours du ministre (*C. d'Ét.*), VII, 40.

— (5) Bestiaux sur la voie ferrée. — Clôtures. — Contravention. — Réparation du dommage. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Romy.*) — Celui qui laisse des animaux pénétrer sur une voie ferrée dont la clôture, conforme au mode admis par l'administration, n'était pas discontinuë, commet une contravention de grande voirie (*C. d'Ét.*), VII, 721.

— (6) Algérie. — Introduction de bestiaux sur un talus planté. — Absence de clôture. — Absence

de dégradation. — Contravention. — (*Ministre de l'intérieur contre sieurs Thomas et Sibily.*) — L'introduction d'animaux sur le talus, planté d'arbres, de la voie ferrée, constitue une contravention, alors même qu'il n'existe pas de clôture le long du chemin de fer, et qu'il n'y a pas eu de dégradation constatée (*C. d'Ét.*), VII, 763.

— (7) Introduction de bestiaux sur la voie ferrée. — Mauvais état des clôtures. — Pas de contravention. — (*Sieur Deschateaux.*) — L'introduction d'une vache sur la voie ferrée ne constitue pas une contravention, s'il n'est pas établi que ce fait ait eu lieu avec bris de clôture, ni qu'il ait causé aucune dégradation soit à la voie ferrée, soit à ses dépendances (*C. d'Ét.*), VII, 821.

— (8) Chemin de fer. — Contravention prétendue. — Bestiaux. — Pommiers broutés. — Barrières non brisées. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Suriray.*) — Le fait d'avoir laissé des bestiaux brouter les tiges de pommiers plantés par une compagnie de chemin de fer en arrière des barrières en bois établies à la limite même de la voie ferrée, ne constitue pas une contravention de grande voirie, alors que, d'ailleurs, il n'est pas allégué que ces bestiaux aient brisé les barrières, ni pénétré sur la voie. — Ces pommiers, dans les conditions où ils sont plantés, ne peuvent être considérés comme faisant partie de la clôture de la voie (*C. d'Ét.*), VII, 1079.

— (9) Contravention. — Pont tour-

CHEMINS DE FER (suite) :

nant. — Refus d'ouverture : intervalle, entre deux trains, inférieur à quarante minutes : refus légitime par application des termes du règlement concernant le pont. — Contravention à une autre disposition du règlement, mais non relevée dans le procès-verbal : non lieu à répression. — Pas de dépens : recours sans frais. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.*) — (*C. d'Et.*), VIII, 1503.

- (10) Introduction de bestiaux sur la voie ferrée. — Mauvais état des clôtures. — Pas de contravention. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Lainé et Vespier.*) — L'intervention de la compagnie concessionnaire d'un chemin de fer dans l'instance relative à une contravention commise sur ce chemin, en vue d'obtenir la réparation du dommage causé, doit être admise. — L'introduction de bestiaux sur la voie ferrée ne constitue pas une contravention, s'il est établi que les clôtures n'offraient pas les conditions d'entretien réglementaires et présentaient une brèche (*C. d'Et.*), VIII, 76.

§ 2. Chemins de fer d'intérêt local.**1° Déclaration d'utilité publique.**

- Loi prescrivant les dispositions auxquelles doivent être soumises la construction des chemins de fer d'intérêt local et les tramways établis par des départements ou par des communes, X, 870.

— Département de l'*Ain* : de Marlieux à Chatillon-sur-Chalalonne, VII, 372; — l'*Aisne* : de Crécy-Mortiers à la Fère, par la vallée de la Serre, VII, 1264; de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin, VIII, 481; — *Algérie* : de Sainte-Barbe-du-Trélat à Sidi-bel-Abbès, VI, 705; de la station de la Maison-Carrée, sur la ligne d'Alger à Oran, au village de l'Alma; du village de l'Alma à Ménerville, IX, 285, 1105; — *Basses-Pyrénées* : de Bayonne à Biarritz, VI, 1307; — *Bouches-du-Rhône* : de Miramas à Port-de-Bouc, VI, 850; — *Cher* : de la Guerche à la ligne de Tours à Montluçon; d'Henrichemont à Sancerre, IX, 303, 315; — *Gironde* : de Saint-Symphorien à la limite du département des Landes, vers Sore; dit du Blayais partant d'Ambarès et aboutissant à Saint-Ciers-la-Lande, VII, 269, 1242; de Lesparre à Saint-Symphorien, avec embranchements de Lacanau à Bordeaux, de Hostens à Beautiran, VIII, 1271; de Castelnau à la station de Margaux, sur la ligne du Médoc, X, 902; — *Haute-Marne* : de Vassy à Doulevant, IX, 979; de Naix-Menaucourt à Gué-Ancerville, avec divers embranchements, X, 18, 45; — *Isère* : de Sablonnière à Montalieu-Vercieu, IX, 1152; — *Landes* : de Sore (Landes) à la limite du département de la Gironde, vers Saint-Symphorien, VII, 274; — *Loire-Inférieure* : de Nantes à la limite du département de Maine-et-Loire, vers Cholet, par le Coroux-Botttereau, VIII, 341; — *Loire* : de Saint-Victor à la limite du département du Rhône,

vers Cours, IX, 1469; — *Manche* : d'un chemin partant d'un point pris sur la ligne de Saint-Lô à Lamballe, à ou près Avranches, et aboutissant à la limite du département de l'Orne, dans la direction de Passais, VI, 643; de Chérencé-le-Roussel à la limite du département de l'Orne, vers Montsecrét, VII, 406; de la station de Valognes vers Barfleur avec embranchement de Vaudreville à la gare de Montebourgle-Ham, VIII, 886; — *Meuse* : d'Haironville à Triaucourt, VII, 1283; — *Meurthe-et-Moselle* : Raccordement du port de Neuves-Maisons avec le chemin de fer de Nancy à Vezellse, VII, 464; embranchement destiné à relier les mines du Val-de-Fer au canal de l'Est et à l'usine de Neuves-Maisons, VII, 1219; — *Nord* : de Marcoing à la limite du département du Pas-de-Calais, vers Bapaume, VI, 725; de Saint-Waast-la-Haut à la ligne de Valenciennes à Douzies, VI, 1281; de Marcoing à Masnières, VII, 994; — *Oise* : d'Abancourt à la ligne projetée de Beaumont à Amiens, par Beauvais, vers Saint-Omer-en-Chaussée; de Gisors à Beauvais; de Beauvais à Clermont; de Clermont à Compiègne; de Beauvais à Saint-Just; de Saint-Just à la limite du département de la Somme, vers Montdidier; de Pont-Sainte-Maxence à la limite du département vers Roye; de la ville de Breteuil à la station de ce nom, VI, 1217; de la limite du département de Seine-et-Oise, vers Beaumont-Persan, à Hermes, VIII, 504; de Rivecourt à Ormoy-Villers, d'Estreées-Saint-Denis à Verberie, de

Compiègne à la limite du département de la Somme, vers Roye, VIII, 1336; — *Orne* : de Montsecrét à la limite du département de la Manche, vers Chérencé-le-Roussel, VII, 449; — *Pas-de-Calais* : de Boisleux à Marquion, VI, 725; de Bully-Grenay à la ligne de Béthune à Abbeville, près Bryas, VII, 240; d'Anvin vers Calais, 254; d'Avignes-le-Comte à la station de Savy-Berlette, sur la ligne d'Arras à Etaples, 500; de la section de Vélou - Bertincourt à Saint-Quentin, VIII, 478; — *Rhône* : de la section de Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, avec raccordement à la ligne de Lyon à Genève, VIII, 907; de Cours à la limite du département de la Loire, vers la station de Saint-Victor, IX, 1479; — *Saône (Haute-)* : de Gray à Gy, avec prolongement sur Bucey-lès-Gy, VI, 1235; — *Sarthe* : du Mans au Grand-Lucé, et de Ballon à la forge d'Antoigné, X, 701; — *Savoie* : de Moutiers à Albertville, VI, 897; — *Seine-et-Oise* : de Beaumont-Persan à la limite du département de l'Oise vers Hermes, VIII, 533; — *Somme* : de Canaples à Amiens, VI, 922; de la section du chemin de Vélou-Bertincourt à Saint-Quentin, VIII, 459; — *Var* : d'un chemin destiné à relier à la station de Fréjus les mines de la vallée du Reyran et celle des Vaux, VIII, 1261; — *Vendée* : embranchement du chemin de Macheoul à la Roche-sur-Yon sur le port de Saint-Gilles-sur-Vie, et aboutissant à la Croix-de-Vie, VIII, 376; — *Vosges* : de Remiremont à Cornilmont, VII, 1315.

CHEMINS DE FER (*suite*):

- Loi relative au chemin de fer d'Aillevillers au Val-d'Ajol, IX, 1554.

2° *Prorogations de délais, fixations de tracés, etc.*

- (1) Achèvement d'études relatives à diverses lignes, VI, 1198.
- Est. Approbation de traités passés avec le département des Ardennes pour la cession d'une ligne d'intérêt local et avec la compagnie de Lerouville à Sedan, VI, 222.
- Département de l'Aisne. Prorogation du délai d'exécution des travaux de la ligne de Saint-Quentin à Guise, VI, 840, 979.
- Département de la Vienne. Etablissement d'une gare spéciale à Poitiers pour la ligne de Poitiers à Saumur, VI, 968.
- Vouziers à Apremont. Prolongation du délai d'exécution, VIII, 382.
- Chemin de fer de Saint-Omer à Berguette. Prise de possession de terrain, VIII, 368.

3° *Cession de lignes.*

- Département des Ardennes. Cession à la Compagnie de l'Est de la ligne de Pont-Maugis à Raucourt et à Mouzon, VI, 222.
- Département du Pas-de-Calais. Cession à la Compagnie du Nord des lignes d'Arras vers Doullens, et de Frévent à Bouquemaison, VI, 921.
- Département de la Somme. Cession à la compagnie du Nord d'une section de la ligne de Bouquemaison, vers Gamaches, VI, 920; de la ligne de Doullens vers Arras, VI, 922.

- Rétrocession du chemin de fer de Bonson à Saint-Bonnet-le-Château, VIII, 1304.
- Calvados. Approbation d'une délibération concernant la concession du chemin de fer de Mézidon à Dives, VIII, 1022.
- Haute-Saône. Approbation de la délibération du conseil général portant adhésion à la cession du chemin de fer d'intérêt local de Gray à Gy et ses prolongements, VIII, 540.
- Approbation de la délibération du conseil général du Calvados relative à la rétrocession de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Mézidon à Dives, IX, 339.
- Approbation de la délibération du conseil général des Basses-Pyrénées relative à la rétrocession de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Bayonne à Biarritz, IX, 340.
- Approbation des délibérations du conseil général et de la commission départementale de la Gironde relatives à la rétrocession de la concession du chemin de fer d'intérêt local de la Teste à l'étang de Cazaux, IX, 341.
- Approbation de la rétrocession à une Société anonyme de la concession du chemin de fer de Monsecrét à Chérencé-le-Roussel (Orne et Manche) et autorisation d'employer des rails en acier du poids de 25 kilog., X, 58, 60.
- Approbation de la convention passée entre les préfets de l'Ain et du Rhône et la compagnie des chemins de fer du Rhône relative à la concession et à l'exécution du chemin de fer de Satigny à Trévoux, X, 659, 687.
- Approbation d'une convention

- pour la concession à la compagnie du chemin de fer des Landes et de la Gironde, du chemin de fer de Lesparre à Saint-Symphorien, avec divers embranchements, X, 141.
- Substitution de la compagnie des Dombes et du Sud-Est à la compagnie des chemins de fer du Rhône, comme concessionnaire du chemin de fer :
 - De Sathonay vers Trévoux, X, 691, 695.
 - De la Croix-Rousse à Satonay, X, 696.
- 4° *Fixation des termes de paiement de subventions, Résiliations, etc.*
- Département de la Charente-Inférieure. Ligne de Pons à Royan et à la Tremblade, VI, 879.
 - Décret qui fixe le chiffre de la subvention accordée par l'Etat au département des Ardennes pour l'exécution de son réseau, VII, 82.
 - Département de l'Ain. Ligne de Marlieux à Châtillon-sur-Chalaronne, VII, 1037.
 - Réduction du cautionnement fixé par le cahier des charges de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Moutiers à Albertville, VII, 1323.
 - Lesparre à Saint-Symphorien avec embranchements. Fixation de l'époque pour le paiement de la subvention allouée, IX, 497.
 - Lyon à Saint-Genix-d'Aoste, par Crémieu et Morestel. Fixation de l'époque pour le paiement de la subvention allouée, IX, 499.
 - Valognes vers Barfleur, avec embranchement sur Montebourg. Fixation de l'époque pour le paiement de la subvention allouée, IX, 499.
- Cours à la station de Saint-Victor. Fixation des époques de paiement de la subvention allouée au département du Rhône, X, 216.
 - Sablonnière à Montalleu-Verclieu. Fixation des époques de paiement de la subvention allouée au département de l'Isère, X, 58.
 - Approbation du traité intervenu entre le préfet du Calvados et la compagnie des chemins de fer normands, pour la résiliation de la convention relative à la concession du chemin de fer de Caen à Aunay-sur-Ordon, VII, 401.
- 5° *Décisions judiciaires et contentieuses.*
- (1) Concession. — Excès de pouvoirs. Absence d'intérêt local et personnel : non-recevabilité. — (*Sieurs Richard, Gallois et autres.*) La délibération par laquelle un conseil général approuve le traité passé entre le département et une compagnie de chemin de fer, et portant suppression d'une ligne précédemment concédée et remplacement de cette ligne par deux lignes nouvelles, ne peut pas être attaquée pour excès de pouvoirs par des particuliers ne justifiant pas d'un intérêt direct et personnel, et se bornant à invoquer l'intérêt de la généralité des habitants des communes desservies par la ligne supprimée (*C. d'Etat*), VIII, 1530.
 - (2) Convention entre le département et le concessionnaire : inexécution des conditions par celui-ci : résiliation prononcée avec saisie du cautionnement.

CHEMINS DE FER (suite) :

— Sous-traitant. — Intervention.

— Non-recevabilité. — (*Sieur de Méritens contre préfet de la Meuse.*) — Question de savoir si un tiers, que le concessionnaire d'un chemin de fer d'intérêt local aurait substitué tant à ses droits qu'à ses obligations, au moyen d'un traité qui n'a d'ailleurs été soumis à l'approbation ni du département, ni de l'administration supérieure, avait pu intervenir dans une instance en opposition contre l'arrêté du conseil de préfecture prononçant la résiliation des conventions passées entre le département et le concessionnaire. — Ledit traité n'avait pu créer aucun droit au profit du concessionnaire contre le département. — Le titulaire de la concession avait, il est vrai, la faculté de constituer une société anonyme, mais à la charge de rester seul responsable jusqu'à ce moment, vis-à-vis du département, de l'exécution de ses engagements, et de rester, après la constitution de la société, responsable solidairement avec elle, jusqu'à l'entier achèvement des travaux (*C. d'Etat*), IX, 847.

— (3) Projets définitifs modifiés par le préfet sans enquête spéciale. — (*Sieurs Landeau, Lamothe et autres.*) — Lorsqu'un chemin de fer d'intérêt local a été, après l'enquête prescrite par le titre I^{er} de la loi du 3 mai 1841, déclaré d'utilité publique, le préfet n'est pas tenu, avant d'approuver les projets définitifs pour l'établissement de la ligne, de faire procéder à une enquête spéciale.

— Dans l'espèce, ces projets étaient différents de ceux soumis à l'enquête qui avait précédé la déclaration d'utilité publique, mais l'expropriation qui en avait été la conséquence avait été précédée de la seconde enquête prescrite par le titre II de la loi de mai 1841 (*C. d'Et.*), IX, 1219.

— (4) Retard dans la livraison des terrains par un département. — Indemnité. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Absence actuelle de litige : non lieu à statuer. — (*Compagnie du chemin de fer du Tréport à Abancourt contre le département de la Seine-Inférieure.*)

— Aux termes du cahier des charges, le département de la Seine-Inférieure devait acheter et livrer gratuitement à la compagnie du chemin de fer du Tréport à Abancourt, tous les terrains nécessaires à l'exécution des travaux, dans les six mois de la présentation des projets par les concessionnaires.

— Décidé que le département ne pouvait être déclaré responsable du retard dans l'exécution de cette clause, par le motif que, d'une part, la compagnie avait demandé des modifications au projet immédiatement après l'avoir remis; que, d'autre part, le département avait, malgré les événements de guerre, livré une quantité de parcelles assez considérable pour permettre de commencer les travaux et de les continuer sans interruption; et qu'enfin le département n'avait pas été constitué en demeure de livrer les terrains. — Mais le département peut devoir une

indemnité à la compagnie pour les faux frais qu'elle aurait causés le retard dans la livraison des terrains postérieurement à une mise en demeure, encore que ce retard n'ait eu aucune influence appréciable sur la marche générale des travaux. — Le conseil de préfecture n'a pas à statuer sur une question de remboursement de frais acceptés en principe et n'ayant pas fait l'objet d'un litige (*C. d'Etat*), VII, 921.

— (5) Communes. — Emplacement d'une gare. — Promesse de subvention par une ville. — Gare provisoire. — Gare définitive. — Interprétation de convention. — (*Ville de Saumur contre compagnie du chemin de fer de Poitiers à Saumur.*) — Décidé, par application de la convention intervenue et interprétation des délibérations du conseil municipal, que la seule condition mise par la ville à sa promesse de versement d'une somme de 100,000 francs pour concours à la construction d'un chemin de fer, ladite convention relative à l'emplacement de la gare, ayant été accomplie par la compagnie du chemin de fer, la ville n'était pas fondée à refuser le paiement de la subvention promise, sous prétexte que la gare aurait été construite en bois et non en pierre, et n'aurait ainsi qu'un caractère provisoire (*C. d'Etat*), IX, 413.

— (6) Souscriptions. — Non réalisation prétendue des conditions. — Refus de payer. — Compétence. — (*Sieur Estancelin et consorts.*) — Une souscription consentie au profit d'un départe-

tement pour l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, et l'acceptation de cette souscription par le préfet, constituent un contrat ayant pour objet l'exécution d'un travail public; — par suite, la juridiction administrative a seule compétence, aux termes de la loi du 27 pluviôse an VIII, pour statuer sur les contestations auxquelles l'existence ou l'exécution de ce contrat peuvent donner lieu (*C. d'Etat*), VII, 632.

— (7) Communes. — Département. Rôle exécutoire. — Commandement. — Opposition. — Obligation de payer. — Garantie. — Délai. — (*Sieurs Vivet et Farnoux contre communes de Montalieu-Vercieu et d'Amblagnieu.*) — Commandement signifié à la requête du percepteur des contributions directes, à fin de paiement du montant des rôles, rendus exécutoires par le préfet, pour le recouvrement d'une souscription consentie par plusieurs maîtres carriers en vue de la construction d'un chemin d'intérêt local. — Opposition de ceux-ci devant le conseil de préfecture : ils soutiennent que la convention n'a pas été soumise à l'acceptation des communes, ni du département; qu'en supposant qu'ils fussent liés vis-à-vis des communes le département serait sans qualité pour les poursuivre, attendu qu'ils avaient simplement garanti le versement de la somme que leurs ouvriers s'étaient obligés à payer au moyen d'une retenue de 1^{fr},50 sur leurs salaires; que, par suite du retard apporté dans les travaux qui n'étaient pas encore

CHEMINS DE FER (*suite*) :

achevés, la plupart de leurs ouvriers avaient abandonné leur industrie et ne pouvaient plus subir de retenue. — Rejet : Le département et les communes ont également accepté les engagements des maîtres carriers, qui étaient absolus et indépendants des versements à effectuer par les ouvriers. Aucun délai n'était stipulé pour l'exécution des travaux (*C. d'Etat*), VII, 651.

- (8) Souscriptions particulières en vue d'un emplacement déterminé pour une gare spéciale, dans la ville de Nantes. — Condition remplie : condamnation au paiement. — Procédure : pourvois connexes ; jonction. — (*Sieurs Coicaud, Avril et autres contre compagnie des chemins de fer nantais.*) (*C. d'Etat*), IX, 37.

- (9) Subvention promise par une commune en vue de la construction d'un chemin de fer d'intérêt local. — (*Commune de Mauvages contre sieur Delloye-Thibergeen.*) — Conditions : vente de coupes affouagères et compensations offertes aux habitants. — Autorisation accordée par l'administration des forêts, mais non conforme aux conditions offertes par la commune. — Réduction de la subvention. — Le conseil municipal d'une commune a promis au concessionnaire d'un chemin de fer d'intérêt local une subvention de 6,000 francs, à la condition que la commune serait autorisée : 1° à vendre la coupe affouagère de l'année et à délivrer, par anticipation, aux ha-

bitants la coupe affouagère de l'année suivante; 2° à délivrer aux habitants, dans la période de 1880 à 1890, en compensation de la coupe vendue et à la volonté du conseil municipal, un ou deux des coupons de réserve désignés pour être exploités dans cette période. — Le décret qui autorise la commune à faire par anticipation, la coupe de 1870, stipule que la période d'aménagement serait rétablie au moyen de la délivrance, à titre d'affouage pour l'année 1883, des coupons de réserve affectés aux années 1883-1884.

— En présence de ce refus de laisser à la commune la faculté de déterminer elle-même, dans la période de 1880 à 1890, l'année dans laquelle il lui conviendrait de prélever une coupe affouagère, jusqu'à due concurrence sur sa réserve, le conseil municipal déclare qu'il renonce à faire, par anticipation, la coupe de 1870 et qu'il réduit à 2,500 francs la subvention offerte. — Dans ces circonstances, la commune est fondée à soutenir qu'elle n'est tenue de payer que cette dernière somme (*C. d'Etat*), IX, 767.

- (10) Communes. — Subventions pour travaux publics. — Souscription consentie par des particuliers au profit d'une commune en vue de l'établissement d'une halte ou d'un garage, et non d'une gare proprement dite. — Interprétation. — Condition remplie. — Simple garage établi sans protestation. — Souscription déclarée obligatoire. — (*Héritiers Desprez et sieur Lepeuple - Lecouffle contre com-*

mune de Nomain.) (*C. d'Etat*), IX, 771.

- (11) Subvention promise par une commune à une compagnie de chemin de fer. — Modification de tracé. — Emplacement de gare. — Acceptation par la compagnie. — Conditions remplies. — Subvention obligatoire. — Communes. — Conseil municipal. — Concours des plus imposés. — Vote d'une subvention. — Emprunt. — (*Commune de Montreuil-Bellay contre compagnie du chemin de fer de Poitiers à Saumur.*) — Décidé : 1° qu'en votant une subvention pour l'exécution d'un chemin de fer projeté, le conseil municipal s'était seulement proposé d'obtenir une modification du tracé qui permettrait de faire passer la ligne près de la ville et d'y établir une gare proportionnée à son importance, mais qu'il n'avait pas été question de l'emplacement de la gare ; 2° que la compagnie, ayant obtenu du préfet la concession du chemin de fer, avait accepté par cela même les subventions à l'aide desquelles elle s'engageait à le construire, et que, dès lors, la ville ne pouvait plus revenir sur sa promesse, qui avait un caractère définitif et obligatoire. — Une commune n'est pas fondée à contester la légalité d'une délibération prise par son conseil municipal au sujet d'une subvention demandée pour l'exécution d'un chemin de fer, en se fondant sur ce que cette délibération aurait été prise sans le concours des plus imposés, article 19, loi 18 juillet 1837. — C'est seulement lorsqu'il s'agira

de voter des emprunts ou des impositions extraordinaires pour payer la subvention, que le conseil municipal devra être assisté des plus imposés, article 42, même loi (*C. d'Etat*), IX, 1357.

CHEMINS VICINAUX. Voir Alignements, Décomptes, Dommages, Expropriation pour cause d'utilité publique, Classement, Subventions spéciales, Extractions de matériaux, Entrepreneurs.

- (1) Ouverture d'un crédit supplémentaire sur l'exercice 1876, VII, 860.
- (2) Ouverture d'un crédit supplémentaire sur l'exercice 1878, pour la réparation des dommages causés par les inondations de 1875 et annulation de pareille somme sur l'exercice 1877, IX, 991.
- (3) Ouverture d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1875, pour la réparation des dommages causés aux chemins par les inondations, VI, 325.
- (4) Ouverture d'un crédit extraordinaire sur l'exercice 1879, X, 458.
- (5) Dotation nouvelle de trois cent millions, IX, 1011.
- (6) Répartition d'une somme de deux cent soixante millions que la caisse des chemins vicinaux est autorisée à prêter aux départements et aux communes, X, 698.
- (7) Répartition entre les départements de la 7^e annuité (1875), pour l'achèvement des chemins vicinaux, VI, 833, 837.
- (8) Répartition du complément et de la 8^e annuité des subventions et des avances accordées par les indemnités des 11 juillet 1868 et 25 juillet 1873, VI, 972,

CHEMINS VICINAUX (*suite*):

973; VII, 586; de la 9^e annuité, VII, 557, 558; de la 10^e annuité, VIII, 638, 659; de la 11^e annuité, IX, 504, 509; de la 12^e annuité, IX, 1706, 1707.

— (9) Anticipation prétendue. — Contravention. — Compétence du conseil de préfecture. — Injonction du maire de supprimer des bornes : caractère de simple injonction. — Refus d'annulation par le préfet. — Pas de recours pour excès de pouvoirs. — (*Sieur Noyelle.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 815.

— (10) Anticipation. — Largeur. — Arrêté préfectoral. — Augmentation par la commission départementale postérieurement à la construction : pas de contravention. — Démolition prononcée à tort : indemnité ; compétence judiciaire réservée. — Procédure. — Arrêté par défaut : opposition recevable. — Conseil d'État ; recours. — Dépens. — (*Sieur Ghighini.*) — Un propriétaire a construit au droit d'un chemin vicinal d'après la largeur qui avait été déterminée par arrêté du préfet. — Un arrêté d'alignement délivré par le maire et approuvé par le sous-préfet lui a ensuite imposé l'obligation de reculer sa construction en prévision d'un élargissement projeté, et cet élargissement a été en effet décidé par la commission départementale. — L'existence de la construction ainsi édifiée ne constituait pas une anticipation sur le chemin vicinal et sa démolition ne pouvait pas être ordonnée par le conseil de préfecture. — L'arrêté du maire ne pouvait modifier la

largeur du chemin, telle qu'elle avait été fixée par l'arrêté préfectoral. — Quant à la commission départementale, elle n'a statué qu'après l'achèvement de la construction, et d'ailleurs comme il s'agissait dès lors de prendre possession d'un terrain bâti, elle n'a pu attribuer ce terrain à la voie publique sans qu'il ait été procédé à une expropriation dans les formes légales. — En ce qui touche l'indemnité réclamée pour dépossession, il y a lieu seulement de réserver, au profit du propriétaire, les droits qu'il aura à faire valoir devant les autorités chargées de prononcer sur ces questions. — Est par défaut vis-à-vis de celui qui n'a conclu qu'à un sursis, l'arrêté qui prononce une condamnation au fond. — Les recours contre les arrêtés des conseils de préfecture en matière d'anticipation sur le sol des chemins vicinaux ne peuvent pas donner lieu à des dépens. — Ils peuvent être formés sans ministère d'avocat : assimilation aux poursuites pour contraventions de grande voirie (*C. d'Ét.*), VIII, 816.

— (11) Anticipation par plantation. Exception de propriété. Question préjudicielle. Sursis obligatoire. Renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Sieur Delorme.*) — Lorsque sur une poursuite pour anticipation sur un chemin vicinal, le prétendu contrevenant soutient qu'il s'agit d'un chemin qui est sa propriété exclusive, le conseil de préfecture doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait statué sur la question préjudicielle de pro-

- priété dans l'espèce (*C. d'Ét.*), VIII, 834.
- (12) Anticipation sur une parcelle comprise dans les limites du chemin. — Démolition des ouvrages ordonnée avec raison. — Exception de propriété : rejet. — Droit éventuel à indemnité réservé. — (*Sieur Pénillard-Chardonney.*) — Lorsqu'une parcelle de terrain a été comprise dans les limites d'un chemin vicinal ordinaire par un arrêté préfectoral portant reconnaissance dudit chemin (dans l'espèce, arrêté remontant à 1825) l'exécution de travaux sans autorisation sur cette parcelle constitue une anticipation, et c'est avec raison que le conseil de préfecture, saisi du procès-verbal, condamne le contrevenant à restituer la parcelle, et à rétablir les lieux dans leur état primitif, sans s'arrêter à l'exception préjudicielle de propriété soulevée devant lui. — Le réclamant pourra seulement faire valoir ses droits à une indemnité, s'il s'y croit fondé (*C. d'Ét.*), X, 586.
- (13) Alignement. — Arrêté de classement ne fixant pas les limites. — Construction. — Anticipation. — Procédure. — Conseil d'État. — Anticipation sur un chemin vicinal. — Recours sans frais. — Pas de dépens. — (*Commune de Pithiviers-le-Viel.*) — L'arrêté de classement d'un chemin ayant fixé la largeur de ce chemin, sans que les limites en aient jamais été déterminées, le propriétaire qui a bâti, avec autorisation, le long du chemin en lui laissant une largeur supérieure à celle fixée par l'arrêté, ne peut pas être considéré comme ayant commis une anticipation (*C. d'Ét.*), VIII, 105.
- (14) Classement d'un chemin vicinal ordinaire comme chemin d'intérêt commun. — Formalités préalables. — Avis des conseils municipaux des communes intéressées. — Travaux publics. — Occupation de terrains. — Construction de chemin vicinal. — Arrêté préfectoral d'autorisation. — Formalités préalables. — Terrain non entièrement clos. — Bâtiment d'exploitation. — Indemnité. — (*Sieur Timoléon d'Ortoli.*) — La seule formalité prescrite par l'article 6 de la loi du 21 mai 1836, préalablement au classement des chemins vicinaux ordinaires comme chemins vicinaux d'intérêt commun, est de prendre l'avis des conseils municipaux des communes intéressées. — Il a été satisfait aux prescriptions de l'article 17 de la loi du 21 mai 1836 relatif aux occupations temporaires de terrains pour la construction des chemins vicinaux, — lorsque l'arrêté préfectoral d'autorisation a été, dix jours à l'avance, notifié au propriétaire, que celui-ci a été en même temps averti du jour où, après l'expiration de ce délai, il serait procédé à la visite des lieux, et que, faute par le propriétaire de s'être présenté à cette visite et d'avoir désigné un expert, le terrain n'a été occupé qu'après une nouvelle mise en demeure adressée à l'intéressé par l'agent-voyer. — Peuvent être soumis à l'occupation temporaire pour travaux publics, des terrains faisant par-

CHEMINS VICINAUX (*suite*) :

tie d'un domaine *non entièrement clos*, divisé en parcelles cultivées pour la plupart comme terres arables, et qui renferme non une maison d'habitation, mais un simple *bâtiment* d'exploitation, VI, 256.

- (15) Classement. — Routes départementales. — Excès de pouvoirs. — Recours. — Contribuables. — Industriels. — Subventions spéciales. — Réclamation prématurée. — Droits réservés. — (*Sieurs Beaumini, Bolkowski et autres.*) — Recours, pour excès de pouvoirs, contre la délibération d'un conseil général qui a déclassé simultanément toutes les routes départementales d'un département, et les a classées comme chemins vicinaux de grande communication, en réservant les droits de ce département sur la propriété du sol desdites routes, et des plantations qui en dépendent. — Rejet : 1° les réclamants, en tant que contribuables, ne justifient pas d'un intérêt direct et personnel qui leur donne qualité pour attaquer cette délibération ; 2° en tant que propriétaires d'établissements industriels passibles de subventions spéciales, c'est seulement à l'occasion des subventions qui leur seraient réclamées qu'ils pourront être admis à contester la régularité du classement (*C. d'Ét.*), VII, 1096.

- (16) Classement par mesure générale des routes départementales comme chemins vicinaux. Conseil général. — Régularité. — Subventions spéciales. — Évaluation non contestée. — (*Sieur La-*

bruyère et C^{ie}.) — L'industriel auquel une subvention est réclamée pour dégradations causées par des transports à une ancienne route départementale classée par le conseil général comme chemin vicinal, n'est pas fondé à demander la décharge par le motif que le déclassement aurait fait l'objet d'une mesure générale (*C. d'Ét.*), VIII, 832.

- (17) Classement par le préfet en 1861 : pas de recours contentieux. — Alignement donné par le maire conforme aux limites fixées par l'arrêté de classement : pas d'excès de pouvoirs. — (*Dames Vauquetin et sieur Leguel.*) — N'est pas susceptible de recours contentieux l'arrêté par lequel un préfet a prononcé (en 1861), après enquête et avis du conseil municipal, le classement d'un chemin vicinal et fixé sa largeur. — N'est pas entaché d'excès de pouvoirs l'arrêté d'alignement donné par un maire, conformément aux limites fixées par l'arrêté du préfet (*C. d'Ét.*), VIII, 954.

- (18) Classement. — Commission départementale : avis du conseil municipal ; propriétaire et fermier ayant pris part à la délibération. — Régularité. — Recours au conseil général. — Appréciation de l'opportunité du classement. — Pas d'excès de pouvoirs. — (*Sieur Bergeron de Charon.*) — (Recours contre la décision d'une commission départementale classant un chemin vicinal, après avis du conseil municipal et enquête régulière ; — le dit recours fondé sur ce que le propriétaire et le fermier d'une parcelle atteinte par le

chemin avaient pris part à la délibération du conseil municipal. — Rejet : ce propriétaire et ce fermier n'avaient pas dans l'affaire un intérêt personnel dans le sens de l'article 21 de la loi du 5 mai 1855. — La décision par laquelle le conseil général statue sur l'opportunité de la décision de la commission départementale n'est pas entachée d'excès de pouvoirs. Loi 18 août 1871, art. 88 (*C. d'Ét.*), VIII, 956.

- (19) Classement. — Commission départementale. — Fixation de la largeur contrairement à l'avis du conseil municipal; excès de pouvoirs. — (*Commune de Bosbénard-Commin.*) — Une commission départementale ne peut pas, sans l'assentiment du conseil municipal et par voie de classement comme chemin vicinal ordinaire, ordonner en réalité l'ouverture d'un chemin nouveau. — Sa décision aurait pour conséquence de mettre à la charge de la commune les frais d'établissement de ce chemin, qui ne sont obligatoires qu'autant qu'ils ont été votés par le conseil municipal. — Rapp. art. 15 et 16, L. 21 mai 1836; 19, 30, 45, L. 18 juillet 1837; 86, L. 10 août 1871 (*C. d'Ét.*), VIII, 1152.

- (20) Classement. — Commission départementale. — Affectation. — Ressources spéciales. — Erreurs dans le devis des travaux. — Ressources de la commune. — (*Sieurs Gallet, Caron et autres.*) — Le conseil municipal, en votant la création d'un nouveau chemin, ne doit pas nécessairement délibérer en

même temps sur les ressources à effectuer annuellement aux dépenses d'entretien. — La délibération par laquelle une commission départementale décide le classement d'un chemin vicinal ne peut pas être attaquée devant le conseil d'Etat, par le motif que le devis des travaux, qui a servi de base aux délibérations du conseil municipal et de la commission départementale, renfermerait des appréciations inexactes, que la commune n'aurait pas les ressources nécessaires pour l'exécution des travaux. — Ces questions ne sont pas de celles qui peuvent être portées devant le Conseil d'Etat par application de l'article 88 de la loi du 10 août 1871 (*C. d'Ét.*), VIII, 1195.

- (21) Classement. — Routes départementales. — Excès de pouvoirs. — Subventions spéciales : déclassement de routes interdépartementales. — Absence de concert préalable entre les conseils généraux des deux départements : griefs non recevables de la part des industriels. — Procédure : tierce expertise ordonnée; recours au Conseil d'Etat non recevable. — (*Sieur Cheilus et C^{ie}.*) — Recours pour excès de pouvoirs contre la délibération d'un conseil général, qui a déclassé simultanément toutes les routes départementales d'un département et les a classées comme chemins de grande communication. — Rejet : les réclamants ne peuvent critiquer cette décision qu'à l'occasion des subventions spéciales qui leur sont réclamées comme

CHEMINS VICINAUX (*suite*) :

propriétaires d'établissements industriels. — L'irrégularité tirée de ce qu'une route inter-départementale aurait été déclassée sans que les conseils généraux des deux départements se soient concertés ne peut être invoquée par l'industriel à l'appui de sa demande en décharge des subventions spéciales qui lui sont réclamées.

— Cette formalité est édictée seulement dans l'intérêt des départements. — La décision par laquelle un conseil de préfecture ordonne une tierce expertise est préparatoire et n'est, dès lors, pas susceptible de recours direct devant le Conseil d'Etat (*C. d'Et.*), IX, 7.

- (22) Rue régulièrement classée comme chemin vicinal ; plan général d'alignement de ce chemin, approuvé par la commission départementale après enquête et avis du conseil municipal extraordinairement convoqué ; alignement maintenu par le conseil général sur appel ; pas d'excès de pouvoirs. — (Art. 86 et 88 de la loi du 10 août 1871.) — Demande de déclassement ; compétence de la commission départementale, sauf recours au conseil général ; pas de recours au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. — (Art. 86.) — (*Sieur Noyer-Avila.*) (*C. d'Et.*), IX, 592.

- (23) Communes. — Chemin vicinal. — Arrêté de classement attribuant une certaine largeur au chemin, sans fixer son assiette et ses limites. — Prétendue usurpation. — Décision ultérieure de la commission

départementale établissant l'assiette du chemin. — Renvoi. — (*Sieur Franchineau.*) — Décidé qu'il y a lieu de renvoyer des fins du procès-verbal dressé contre lui un propriétaire que le conseil de préfecture avait condamné à restituer une parcelle prétendue usurpée sur un chemin vicinal, alors que le procès-verbal, postérieur à un arrêté de classement fixant la largeur du chemin sans en indiquer l'assiette, ni les limites, était d'une date antérieure à la décision de la commission départementale, qui, seule, avait définitivement établi l'assiette du chemin et déclaré de quel côté sa largeur devrait être complétée (*C. d'Et.*), X, 340.

- (24) Communes. — Construction d'un chemin vicinal ordinaire. — Travaux non prévus au devis. — Utilité pour une autre commune. — Payement de la dépense. — Mise hors de cause du maire. — (*Sieur Lefèvre contre sieur Courmont.*) — Lorsque, pour la construction d'un chemin vicinal ordinaire, le maire d'une commune a ordonné l'exécution de travaux non prévus au devis, mais indispensables pour parer à des nécessités révélées en cours d'entreprise, en vue de prévenir la prompte dégradation du chemin, et dont la commune a profité, c'est avec raison que le maire, assigné personnellement devant le conseil de préfecture en payement du supplément de dépense, est mis hors de cause, alors même qu'il aurait ordonné les travaux sans l'autorisation préalable du conseil municipal.

— Dans ce cas, la totalité de la dépense incombe à cette commune, sur le territoire de laquelle tous les travaux ont été exécutés, et c'est à tort qu'une partie de la dépense serait laissée à la charge d'une autre commune voisine, sous le prétexte que l'ouverture du chemin profiterait surtout à celle-ci. — Les chemins qui n'ont pas été déclarés de grande communication ou d'intérêt commun, sont entretenus par les communes auxquelles ils appartiennent (*C. d'Et.*), X, 805.

(25) Déclassement. — Parcelles déclassées d'une route nationale convertie en chemin vicinal. — Cession aux riverains. — Prix. — Compétence judiciaire. — (*Sieur Clergeaud contre commune de Milhac d'Auberoche.*) — En matière de chemins vicinaux, un propriétaire riverain, auquel est faite la rétrocession des parcelles déclassées, est fondé à soutenir que le conseil de préfecture est incompétent pour fixer le prix dû par lui à la commune et pour statuer sur les frais d'expertise. — La rétrocession dont il s'agit est un contrat de droit commun, et les contestations auxquelles donne lieu l'exercice du droit attribué aux propriétaires riverains par l'article 19 de la loi du 21 mai 1836, doivent être portées devant l'autorité judiciaire (*C. d'Et.*), VIII, 833.

— (26) Communes. — Occupation de terrains. — Convention particulière; incompétence du conseil de préfecture. — Occupation régulièrement autorisée;

appréciation de l'indemnité due. — (*Sieur de Moracin.*) — Lorsque, postérieurement à un arrêté préfectoral autorisant l'occupation d'un terrain dans le but d'y extraire des matériaux, une convention particulière est intervenue à l'effet de régler les conditions du passage dans une avenue (non comprise dans l'arrêté) pour le transport des matériaux extraits, le conseil de préfecture est incompétent pour connaître des difficultés nées de cette convention. — Appréciation du dommage causé par l'occupation d'un terrain, en vertu d'un arrêté préfectoral. — Intérêts du jour de la demande (*C. d'Et.*), VII, 1393.

— (27) Ouverture. — Consentement prétendu conditionnel du conseil municipal. — (*Commune de St-Junien contre sieur Guinot.*) — Décidé que, bien qu'un conseil municipal eût prévu dans une délibération qu'un chemin vicinal ordinaire pour l'ouverture duquel il avait émis un avis favorable et voté les crédits nécessaires, devait être exécuté en même temps qu'un autre chemin, il n'avait pas subordonné son consentement à leur exécution simultanée (il n'a présenté ni observation, ni protestation contre la décision de la commission départementale qui se bornait à prononcer l'ouverture et le redressement de l'un de ses chemins, et au cours des travaux, le maire a versé un à-compte à l'entrepreneur. — En conséquence, c'est avec raison que celui-ci a dirigé contre la commune son action en paye-

CHEMINS VICINAUX (*suite*):

ment des travaux (*C. d'Et.*), IX, 854.

- (28) Redressement. — Refus d'approbation par le conseil municipal. — Travaux exécutés. — Refus de paiement. — (*Commune d'Olméto contre sieur Pianelli.*) — Une commune ne peut pas être condamnée à supporter la dépense des travaux de redressement d'un chemin vicinal ordinaire, alors que le conseil municipal a refusé d'approuver le projet, et que, de plus, les décisions de la commission départementale approuvant le projet ont été annulées par le Conseil d'Etat (*C. d'Et.*), VIII, 53.

- (29) Subventions spéciales. — Expertise postérieure de plusieurs années aux dégradations: moyens de vérification suffisants. — Transports agricoles, non comptés dans le chiffre des subventions. — Transports de mélasse: subventions à la charge de celui pour le compte duquel ils ont été effectués. — Subventions non exagérées; nature des chargements, état du sol et de la température pris en considération. — Frais d'expertise. — Répartition exacte. — (*Sieur Bourdon.*) — (*C. d'Et.*), VIII, 675.

- (30) Subventions spéciales: conducteur des ponts, désigné d'office comme expert des réclamants. — Pas d'irrégularité. — Montant de la subvention exactement calculé, en tenant compte du nombre et du poids des voitures, des parcours, de la saison, etc. — (*Sieur Legru et Cie.*) — (*C. d'Et.*), VIII, 1062.

- (31) Subventions spéciales. — Coupe de bois. — Exploitant ou propriétaire. — Tierce-expertise régulièrement ordonnée pour vérifier l'état de viabilité du chemin au moment des transports et les dégradations causées: vérification possible à l'aide des documents fournis et malgré la réparation du chemin.

- (*Sieur Bureau.*) — Décidé que les transports de bois provenant de la coupe d'une forêt avaient eu lieu pour le compte de l'adjudicataire et non pour le compte du propriétaire; — qu'en conséquence, la subvention devait être à la charge de l'exploitant. — Résolu affirmativement (*C. d'Et.*), IX, 871.

- (32) Subventions spéciales. — Chemin en état de viabilité: évaluation fixée, en tenant compte de la saison et des circonstances où les transports ont eu lieu, mais en écartant les dépenses autres que celles qui avaient pour objet la réparation des dégradations causées par les transports, telles que les rechargements nécessités par le peu d'épaisseur de la chaussée. — Réduction. — Frais d'expertise à la charge des communes. — (*Sieur Mercier et C^e.*) — (*C. d'Et.*), IX, 898.

- (33) Subventions spéciales. — Propriétaire. — Constructeur. — (*Sieur Sauteygrand, supérieur des Pères Maristes de Saint-Chamond.*) — Les dégradations causées par le transport des matériaux nécessaires à la construction d'une maison ne sont pas de nature à faire imposer à une subvention spéciale le propriétaire de la maison ou

- son constructeur, fût-il même entrepreneur de travaux publics (*C. d'Et.*), IX, 899.
- (34) Subventions spéciales. — Marchand de bois. — Transport pour son compte : subvention non exagérée ; rejet. — (*Sieur Mora.*) (*C. d'Et.*), IX, 900.
- (35) Subventions spéciales. — Tiers-expert maire d'une commune intéressée : instruction irrégulière ; arrêté annulé. — Nouvelle tierce-expertise impossible en l'état des lieux : décision au fond par le conseil d'Etat ; chiffre de la subvention fixée conformément à l'aveu du réclamant. — (*Sieur Giraudier-Boetz.*) (*C. d'Et.*), IX, 1052.
- (36) Subventions spéciales demandées par le maire, et non par le service vicinal, comme le soutenaient les industriels : régularité. — (*Sieur Aubineau.*) Expertise : agent-voyer cantonal, expert de la commune, aucune incompatibilité légale. — Viabilité du chemin suffisamment établie par un procès-verbal de visite des lieux dressé par l'agent-voyer cantonal après convocation des intéressés. — Règlement annuel des subventions : chiffre fixé chaque année, sans qu'il y ait à se préoccuper du chiffre admis l'année précédente. — Eléments d'évaluation appréciés par les experts : nombre de voitures et colliers en circulation, distances parcourues, saison, nature et poids des chargements ; régularité. — Frais d'expertise à la charge du réclamant (*C. d'Et.*), IX, 1053.
- (37) Subventions spéciales. — Chemins situés sur une com-
- mune et entretenus par une autre. — Droit de réclamer des subventions. — (*Sieurs Bazin et C^{ie}.*) — Betteraves : transport à l'usine par les cultivateurs ; caractère industriel ; usinier débiteur de la subvention. — Expertise accomplie en décembre 1875 pour les dégradations de 1874 : visite des chemins et moyens de vérification suffisants. — Régularité. — Usage normal des chemins par les réclamants : élément compris dans la réduction accordée par le conseil de préfecture (*C. d'Et.*), IX, 1192.
- (38) Usine. — Chômage. — Travaux publics. — Indemnité. — Chemin vicinal d'intérêt commun. — Département et communes intéressées. — (*Département d'Ille - et - Vilaine contre dame veuve Méhouas.*) — Les départements ne sont pas responsables des dommages causés (dans l'espèce, à l'exploitation d'un moulin) par les travaux exécutés sur le sol des chemins vicinaux d'intérêt commun. — C'est contre les communes intéressées à l'entretien de ces chemins que les demandes d'indemnités doivent être dirigées. — (Il en est ainsi encore, bien que les subventions puissent être accordées sur les fonds départementaux.) — Loi des 21 mai 1836 et 10 août 1871 (*C. d'Et.*), VI, 509.
- (39) Algérie. — Communes. — Chemins vicinaux. — Prestation. — Tramways. — Chevaux. — Eléments imposables exagérés. — Réduction. — (*Commune de Mustapha.*) — Une compagnie de tramways en Algérie doit

CHEMINS VICINAUX (suite):

être imposée au rôle des prestations, à raison des chevaux qu'elle possède dans une commune, bien qu'aux termes de son cahier des charges elle soit tenue des dépenses d'établissement et d'entretien des voies ferrées (*C. d'Et.*), X, 339.

CHÈNE, IX, 747.

CHER (rivière du). — Construction d'un pont fixe en maçonnerie, VII, 1262.

CHÉREAU, VI, 508.

CHÉREL, VII, 887.

CHÈRY, IX, 393.

CHESNE (commune du), X, 945.

CHEVALIER, VIII, 1692.

CHIMÈNE, VI, 559.

CHOISELAT, VI, 391.

CHOISY, VI, 1114.

CHOLLET (frères), VIII, 222.

CHOMER et **MONTESUY**, IX, 1507.

CHOPPART, IX, 44.

CHRISTOPHE, sa nomination au poste de ministre des travaux publics, VII, 151.

CINQ-MARS (travaux de défense du bourg de), VII, 210.

CIRCULAIRES ministérielles. Voir la table chronologique.

CIRCULATION sur les routes. (Recensement de la), VI, 38, 40.

CLAIRIN, VIII, 704.

CLASSEMENT. Voir chemins vicinaux.

CLAUSSE, VII, 760.

CLAZAY. Établissement d'une gare de marchandises, VII, 1092.

CLÉMENT, VI, 339.

CLÉRET et **DIEUST**, VI, 31.

CLERGEAUD, VIII, 833.

CLERMONT-TONNERRE (de), VI, 399.

CLOIREC (dames) et autres, VII, 1071.

sement d'un chemin de fer de), VIII, 617.

CLUZEL et **DULAC**, X, 1389.

COCHELIN, **CHAZETTE** et **LAPORTE**, VIII, 256; IX, 203.

COCHOIS-MARCILLY et consorts, X, 1324.

COCLIN et **FADVEL**, IX, 773.

CONADE et **AUGER**, VII, 831.

COICAUD, **AVRIL** et autres, IX, 37.

COIGNET (père et fils), VI, 1070, 1103; X, 1395.

COLACE (faillite), X, 326.

COLIN (H^r.), VI, 1079.

COLLET, **ABBÈGE** et C^e, VII, 662.

COLLIN, VIII, 1170.

COLOMBIER, VIII, 648.

COLOMBIER-SAUGNIEU (commune de), X, 560.

COLOMBIER-LE-VIEUX (commune de), X, 1383.

COLOMBIÉ, **FABBE** et autres, VIII, 1517.

COMANDRÉ, VI, 420.

COMBAL et **NEIRAC**, VII, 816.

COMBES et **GART**, VI, 368.

COMBES-MALL, VI, 164.

COMMISSION mixte des travaux publics en Algérie, VII, 399.

COMMISSION supérieure pour l'aménagement et l'utilisation des eaux, IX, 583.

COMMISSION des Annales des ponts et chaussées (arrêté ministériel reconstituant la), VIII, 1553.

COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. — Voiturier. — Responsabilité. — Étendue. — (*Sieur Lévy*). — Le dernier commissionnaire ou le dernier voiturier est responsable envers le destinataire, s'il ne livre pas le nombre de colis indiqués par la lettre de voiture, alors qu'il s'est substitué aux précédents commissionnaires ou voituriers en acceptant la lettre de voiture sans protestation ni

CLUSE (la) à Bellegarde. — (Établissements, sauf son recours contre le précédent voiturier ou commissionnaire qu'il prouverait être l'auteur de la perte. — La clause par laquelle une compagnie de chemins de fer règle à l'avance et à forfait les conséquences de la responsabilité qu'elle peut encourir en cas de perte de la marchandise n'est point contraire aux principes d'ordre public reçus en France, lorsqu'elle laisse à l'expéditeur la faculté d'opter au moment de l'expédition entre le règlement à forfait ou le remboursement de la valeur déclarée (*C. de cass.*), VII, 935.

COMMUNES : (1) Marché pour l'enlèvement des boues et poussières. — Interprétation. — (*Sieur Piston.*) — Décidé que le marché passé entre la ville de Nice et un entrepreneur pour l'enlèvement des boues et poussières amoncelées sur les voies publiques s'appliquaient même aux amas faits par les cantonniers (*C. d'Et.*), VII, 813.

— (2) Marché pour l'enlèvement des boues et immondices. — Gravier répandu. — (*Commune d'Esperaza contre sieur Courrent.*) — L'adjudicataire de l'enlèvement des boues et immondices dans une commune, se fondant sur ce que la grande quantité de gravier répandu sur les voies publiques, l'aurait empêché d'utiliser le fumier provenant de son entreprise, demande une indemnité. — Rejet par le motif que le gravier n'a été répandu que dans la mesure nécessaire à l'entretien des voies publiques, ainsi que cela s'était

praticqué les années précédentes (*C. d'Et.*, VII, 828).

COMPAGNIES :

— des chemins de fer des Charentes, VI, 1082 ; X, 563.

— des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est, VI, 1110 ; IX, 48.

— des chemins de fer de l'Est, VIII, 161, 971 ; IX, 600.

— du gaz de la ville de Nice, IX, 5.

— du gaz et des eaux de Saint-Ouen-l'Aumône, X, 584.

— du gaz de Wazemmes, IX, 27.

— générale des eaux, IX, 1747 ; X, 791.

— des eaux de Melun, X, 356.

— des eaux d'Arras, X, 1125.

— des messageries nationales, X, 1392.

— des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, VI, 1038, 1055 ; VIII, 170, 580, 859, 1503 ; X, 332.

— des chemins de fer Nantais, IX, 37.

— du chemin de fer du Nord, VIII, 5, 47, 48, 122, 560, 1046, 1076, 1643 ; IX, 1046 ; X, 1240.

— du chemin de fer de Paris à Orléans, VI, 426, 502 ; VIII, 1049, 1508.

— du chemin d'Orléans à Châlons, IX, 1162 ; X, 796.

— des chemins de fer de l'Ouest, VIII, 865, 1177, 1499 ; X, 1239.

— des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée, VI, 377, 458, 474, 1079 ; VIII, 49, 110, 115, 128, 769, 789, 797, 805, 825, 947, 961, 1045, 1063, 1197, 1652 ; IX, 721, 1506 ; X, 329, 346, 349, 572, 580, 604, 605, 795, 808, 817, 819, 1106, 1112, 1119, 1337.

— des Petites-Rivières, IX, 779.

— du pont de Saint-Jean de Blagnac, X, 1334.

— des Salins du Midi, IX, 1729.

COMPAGNIES (suite) :

— des chemins de fer de Vassy à Saint-Dizier, IX, 724.

— du chemin de Tulle à Clermont-Ferrand, X, 1395

COMPAN, BERGERON et PATAULT, VIII, 153.

COMPÉTENCE :

— (1) Acte de commerce. — Distribution d'eau. — (*Sieurs Thébaud et autres.*) — La compagnie qui, en vertu d'un traité régulièrement approuvé, s'est engagée à fournir, dans les divers quartiers d'une ville, de l'eau prise dans un fleuve faisant partie du domaine public, n'accomplit pas un acte de commerce. En conséquence, les contestations auxquelles donne lieu cette opération sont de la compétence des tribunaux civils (*G. de Cass.*), IX, 89.

— (2) Chemin de fer en exploitation. — Etablissement d'un dépôt de charbons. — Dommage résultant de la manipulation. — Conflit. — (*Sieur Colin contre compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.*) — Lorsqu'un dépôt de charbons pour l'alimentation des locomotives a été établi par une compagnie de chemins de fer à la suite d'un décret autorisant à cet effet l'expropriation pour cause d'utilité publique et sur un terrain indiqué au plan annexé à ce décret, la demande en dommages-intérêts formée contre la compagnie par un propriétaire voisin à raison des inconvénients résultant de la manipulation des charbons appartient à la compétence du conseil de préfecture. — (Les ouvrages exécutés étant la conséquence directe du

décret qui a autorisé l'expropriation ne peuvent être réputés simples travaux d'exploitation industrielle et commerciale, VI, 1079.

— (3) Chemin de fer. — Dommages.

— Expropriation. — Décision du jury. — Interprétation. — Procédure. — Intervention. — Arrêté par défaut. — Arrêté contradictoire. — Appel au Conseil d'État. — Chose jugée. — Expertise. — Simple mesure préparatoire. — Pourvois connexes : jonction. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris - Lyon - Méditerranée contre Reynaud, Bruyas et autres.*) — Une compagnie de chemin de fer s'étant pourvue contre un arrêté de conseil de préfecture qui renvoyait les parties devant l'autorité judiciaire pour faire décider si le dommage allégué par des propriétaires riverains, à la suite de travaux exécutés par elle, avait été compris dans l'indemnité fixée par le jury, il y a lieu d'admettre l'intervention devant le Conseil d'État de certains propriétaires dont le conseil de préfecture a réservé à la compagnie le droit de contester les qualités, mais sans déclarer leurs demandes non recevables. — Décidé, au fond, que la contestation soumise au conseil de préfecture nécessitait l'interprétation des décisions du jury, et que, par suite ce tribunal administratif avait avec raison renvoyé les parties devant l'autorité judiciaire pour faire statuer sur cette question préjudicielle. — Une partie n'est pas recevable à demander au Conseil d'État de déclarer qu'un arrêté de conseil

de préfecture a été rendu par défaut. — (Elle ne peut saisir le Conseil d'État de cette question que par voie d'appel contre l'arrêt ultérieur qui a statué sur son opposition contre le dit arrêt). — Lorsqu'un conseil de préfecture a renvoyé une partie à se pourvoir devant l'autorité judiciaire il peut, avant que l'autorité judiciaire ait été saisie, ordonner une expertise sur la demande sans violer la chose jugée par son premier arrêt. — (La demande n'avait pas été déclarée non recevable, et le conseil s'est borné à prescrire une mesure préparatoire qui ne fait pas obstacle à ce que la compagnie fasse ultérieurement valoir ses moyens et exceptions contre cette demande.) (*C. d'Ét.*), VIII, 1652.

- (4) Contravention. — Canal. — Chemin de halage. — Circulation en voiture. — Compétence. — Prescription. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Cuitot-Cheminon.*) — Le fait d'avoir circulé en voiture sur le chemin de halage d'un canal de navigation contrairement à un arrêté préfectoral pris pour l'exécution de l'article 11 de l'arrêt du Conseil du 24 juin 1877, dans l'intérêt de la navigation et de la conservation des ouvrages, constitue une contravention de grande voirie dont il appartient au conseil de préfecture de connaître. — Condamnation du prévenu à 16 francs d'amende et aux frais du procès-verbal. — La prescription établie par l'article 640, Code instruction criminelle, est-elle acquise au contrevenant, lors-

que le conseil de préfecture ayant statué dans l'année, soit en renvoyant celui-ci des fins de la poursuite, soit en se déclarant incompétent, le Conseil d'État n'a pu lui-même statuer dans l'année qui a suivi le procès-verbal? — Question examinée par le commissaire du gouvernement, quoique non soulevée dans l'affaire (*C. d'Ét.*), X, 781.

- (5) Cours d'eau. — Rivière non navigable ni flottable. — Contestation sur des questions de droit privé. — (*Sieur Béghin.*) — C'est aux tribunaux civils et non à l'autorité administrative qu'il appartient de connaître d'une contestation existant entre une ville et un particulier, et qui ne soulève que des questions de droit privé à décider d'après les principes qui régissent la propriété et l'usage des eaux courantes ne formant pas des dépendances du domaine public (*C. de cass.*), VI, 160.
- (6) Cours d'eau. — Rivière non navigable ni flottable. — Prise d'eau. — Contestation. — Compétence. — (*Sieur Pouchain.*) — C'est aux tribunaux civils qu'il appartient de connaître des contestations auxquelles donne lieu la concession d'une prise d'eau dans une rivière non navigable ni flottable, lorsque la prise d'eau ne présente pas le caractère d'un travail d'utilité publique, et a été concédée dans un intérêt privé (*C. de cass.*), VI, 162.
- (7) Cours d'eau non navigables. — Syndicat d'irrigation. — Arrêté préfectoral réglant les irrigations. — Canal. — Droit de pro-

COMPÉTENCE (suite):

priété privée. — Compétence judiciaire. — Excès de pouvoirs. — Procédure. — Conseil d'État. — Recours pour excès de pouvoirs. — Dépens. — (*Syndicat de l'Iton contre sieur de Clermont-Tonnerre.*) — Recours d'un syndicat d'irrigations contre une décision ministérielle qui a annulé la disposition d'un règlement préfectoral assujettissant à certaines prescriptions, quant à l'irrigation, un canal dont un particulier prétend être propriétaire : — Rejet par le motif que le ministre s'étant borné à maintenir le régime existant relativement au mode de jouissance des eaux du canal, jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité compétente sur le droit de propriété invoqué, a agi dans la limite de ses pouvoirs. — En matière de recours pour excès de pouvoirs, la partie qui succombe et contre laquelle il est conclu aux dépens ne peut être condamnée qu'au paiement des droits de timbre et d'enregistrement, VI, 399.

- (8) Conflits. — Décisions judiciaires passées en force de chose jugée sur la compétence. — Droit d'élever le conflit. — Déclinatoire rejeté, préfet condamné aux dépens. — Cours d'eau. — Travaux défensifs. — Constitution du syndicat. — Annulation du décret pour vice de forme. — Entrepreneurs. — Travaux antérieurement effectués. — Action contre les propriétaires intéressés. — Caractère de travaux publics. — Compétence. — (*Langlade, conflit de Tarn-et-Garonne.*) — Le préfet conserve le droit d'élever le conflit, alors

même qu'un jugement du tribunal, confirmé en appel, a rejeté l'exception d'incompétence proposée par l'une des parties en cause. — Un tribunal ne peut condamner le préfet aux dépens en raison du rejet du déclinatoire qu'il a présenté, sans méconnaître les pouvoirs conférés à l'autorité administrative pour la revendication de ses attributions devant l'autorité judiciaire. — Les propriétaires intéressés aux travaux de défense des rives d'un fleuve ont été constitués en association syndicale en vertu d'un décret qui plus tard a été rapporté comme irrégulier en la forme par un décret rendu au contentieux : — mais antérieurement à cette annulation, des travaux avaient été exécutés pour le compte du syndicat ; l'action en paiement dirigée par l'entrepreneur contre les propriétaires intéressés ayant fait partie de l'association syndicale, doit être portée devant les tribunaux judiciaires, devant la juridiction administrative à raison du caractère de travaux publics qu'auraient eu les travaux à l'époque où ils ont été adjugés et exécutés. — (Tant que les propriétaires intéressés n'ont pas été, par un acte de l'autorité administrative compétente, constitués en association pour concourir à la défense des ouvrages, les travaux de défense entrepris ne peuvent être assimilés à des travaux publics, et, la demande en paiement, formée par l'entrepreneur, ne soulève qu'une contestation entre parties privées qui doit être résolue par

- l'application de droit commun (*Trib. des conflits*), VI, 265.
- (9) Action possessoire.—Trouble apporté à la possession d'un cours d'eau. — Maire. — Exécution d'un arrêté préfectoral. — Acte administratif — Incompétence des tribunaux civils. — (*Sieur Fossat contre sieur Chambon-Bellot.*)—Lemaire actionné en complainte pour trouble apporté dans la possession d'un cours d'eau peut décliner la responsabilité du fait qui lui est imputé, en excipant de ce qu'il a agi non comme simple particulier et pour son propre intérêt, mais en sa qualité de maire et pour l'exécution d'un arrêté préfectoral. — Le fait, dans de telles conditions, constitue un acte administratif et non un trouble de nature à autoriser l'exercice d'une action en complainte. L'autorité civile ne peut donc, sans méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs, accueillir la prétention du demandeur (*C. de cass.*), VI, 576.
- (10) Séparation des pouvoirs. — Contestation entre plusieurs syndicats. — (*Syndicat de Cabedan-Neuf.*) — La juridiction civile est seule compétente pour statuer dans une contestation où il s'agit uniquement de rechercher si un syndicat appelé à garantir une condamnation prononcée contre un autre syndicat a commis dans sa gestion certaines fautes, causes du dommage qui a amené la condamnation. — Si la solution rendait nécessaire une interprétation préalable des actes administratifs, l'autorité judiciaire devrait surseoir jusqu'à la décision de l'autorité administrative, et non se dessaisir (*C. de cass.*), VI, 675.
- (11) Cours d'eau.—Association syndicale. — Élections. — Demande en annulation. — Conseil de préfecture. — Compétence. — Dépens. — (*Sieur Toutain.*) — Le conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur les réclamations dirigées contre les élections des membres d'un syndicat institué en vertu de la loi du 21 juin 1865. (Aucune disposition législative n'a attribué aux conseils de préfecture la connaissance de ces demandes (*C. d'Et.*), VI, 1041.
- (12) Compétence.—Dommages. — Raccordement d'un chemin rural avec une route. — Exécution par un particulier. — Caractère de travail public. — Responsabilité de la commune. — Compétence administrative. — (*Ministre des travaux publics contre commune de Monistrol.*) — Procédure. — Conseil d'État. — Recours par un ministre. — Point de départ du délai. — Lorsqu'un propriétaire prétend que la servitude d'écoulement des eaux, qui grevait son immeuble, a été aggravée par des travaux que l'État a exécutés sur une route nationale ou laissé exécuter sur un chemin rural en vue de le raccorder avec la route, c'est au conseil de préfecture, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, qu'il appartient d'apprécier dans quelle mesure la commune doit participer au paiement de l'indemnité due à raison du volume d'eau déversé sur la route par

COMPÉTENCE (*suite*):

l'effet du raccordement du chemin rural. — Dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture, en condamnant l'État à payer la totalité de l'indemnité, en lui réservant son action en garantie contre la commune, s'est déclaré incompétent pour fixer la part de responsabilité de la commune. — La remise faite à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, par le préfet, d'un arrêté rendu en matière de travaux publics contre l'administration, ne fait pas courir contre cette dernière le délai du recours au Conseil d'État. — Ce délai court seulement du jour où l'arrêté est parvenu au ministre (*C. d'Ét.*), X, 773.

- (13) Compétence. — Dommage. — Refus d'alignement sur l'emplacement d'une rue projetée. — Indemnité. — Compétence du conseil de préfecture. — Expertise. — (*Ville d'Alger contre sieur Alçay.*) — Lorsqu'un maire, en vue de ménager les intérêts de sa ville, refuse de délivrer un alignement pour bâtir sur un terrain qui doit être exproprié en partie pour le prolongement projeté d'une rue classée, il appartient au conseil de préfecture de statuer sur la demande d'indemnité formée par le propriétaire du terrain à raison de ce refus. — Un refus d'alignement motivé sur l'éventualité du prolongement d'une rue qui doit absorber en partie le terrain du demandeur cause à celui-ci un dommage de nature à ouvrir à son profit un droit à indemnité. — Dès lors, c'est avec raison qu'une expertise a

été ordonnée à l'effet de reconnaître l'existence et l'importance du dommage (*C. d'Ét.*), X, 1332.

- (14) Compétence. — Expropriation. — Dommage nouveau non prévu par le jury : interprétation de sa décision ; question préjudicielle. — (*Sieur Bizet-Desaignes contre ville de Thiers.*) — Lorsque la demande en indemnité portée devant le conseil de préfecture par le propriétaire d'une usine contre une ville, à raison du dommage résultant du mode d'exécution d'un chemin vicinal qui traverse et intercepte la voie d'accès à l'usine, soulève la question de savoir si l'indemnité déjà allouée par le jury d'expropriation a été fixée en prévision d'un passage à niveau ou d'un remblai plus ou moins élevé, le conseil de préfecture doit, avant de statuer, renvoyer les parties devant l'autorité judiciaire pour faire déterminer le sens et la portée de la décision du jury (*C. d'Ét.*), X, 67.
- (15) Expropriation. — Chemin de fer d'intérêt local. — Cave. — Infiltrations. — Indemnité réclamée. — Conseil de préfecture. — Superficie expropriée. — Etendue de la décision du jury. — Question préalable. — (*Sieur d'Houdemarre.*) — Il n'appartient pas à un conseil de préfecture, saisi d'une demande d'indemnité à raison du dommage causé à une cave par l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local sur le terrain supérieur qui a été exproprié, de rejeter la demande, en se fondant sur ce que l'indemnité accordée par le jury comprenait

à la fois la superficie et la cave existant au-dessous, alors que le réclamant prétend au contraire que la superficie seule a fait l'objet de l'indemnité ; il doit, en pareil cas, avant de statuer, renvoyer les parties devant l'autorité judiciaire, qui, seule, a le droit de déterminer le sens et la portée des décisions rendues par le jury d'expropriation, VI, 451.

- (16) Fourniture de bustes par un sculpteur. — Caractère du marché. — Procédure : conseil d'Etat. — Délai. — Notification administrative. — Recevabilité. — Dépens. — (*Dame veuve Lefèvre-Deumier contre commune des Eaux-Bonnes.*) — Il n'appartient pas au conseil de préfecture de statuer sur une contestation relative à l'exécution d'un marché qui aurait exclusivement pour objet la fourniture de deux bustes à une commune. — Dans une instance engagée entre une commune et un tiers, le délai de recours contre un arrêté du conseil de préfecture ne court pas à partir de la notification qui a pu être faite par l'administration supérieure. — Il faut une notification opérée à la requête de la partie intéressée à poursuivre l'exécution de la décision attaquée. — Les dépens d'une instance engagée devant un tribunal incompétent doivent être mis à la charge de la partie qui a introduit l'instance (*C. d'Et.*), VII, 1143.
- (17) Lois et règlements. — Voirie urbaine. — Liberté et sécurité de la circulation. — Conduites d'eaux. — Fouilles. —

Compagnie concessionnaire des eaux. — Excuse inadmissible. Traité avec la commune. — Arrêté municipal. — Contravention de simple police. — Pas d'emplètement sur la compétence administrative. — (*Sieur Ferrand.*) — Le traité qui concède à une société la distribution des eaux d'un fleuve dans une localité, ne peut conférer à cette société que les droits civils de la commune, sans restreindre aucunement les droits de police du maire, notamment en ce qui concerne la sécurité et la liberté de la circulation en matière de voirie urbaine. — Par suite, le directeur de la dite société qui, contrairement aux prescriptions d'un arrêté municipal, a fait sans autorisation des fouilles dans une rue pour y placer des conduites d'eau, ne peut se justifier en prétendant que la société qu'il représente a été substituée à tous les droits de la commune. — Le juge, en pareil cas, peut prononcer sur la contravention sans interpréter les traités passés entre la compagnie concessionnaire et la commune, et sans empiéter sur la compétence de l'autorité administrative (*C. de cass.*), VI, 679.

- (18) Manufacture d'armes de Saint-Etienne. — Travaux de maçonnerie. — Difficultés imprévues. — Indemnité. — Refus du ministre. — Pas de recours direct au Conseil d'Etat. — (*Sieur Chabert contre le ministre de la guerre.*) — L'entreprise des travaux de maçonnerie dans une manufacture d'armes de l'Etat rentre dans la compétence at-

COMPÉTENCE (suite) :

tribuée au conseil de préfecture, en matière de travaux publics, par l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII. — Le refus par le ministre de la guerre d'accorder à l'entrepreneur des travaux de maçonnerie, exécutés pour le compte de l'Etat dans une manufacture d'armes (à St-Etienne), une indemnité à raison des difficultés imprévues qui se seraient produites dans l'exécution de ces travaux, ne peut pas être désérée directement au conseil d'Etat. — Ce refus ne fait pas obstacle à ce que l'entrepreneur porte sa réclamation devant le conseil de préfecture, seul compétent pour en connaître aux termes de la loi du 28 pluviôse an VIII, article 4 (C. d'Et.), VIII, 824.

- (19) Occupation de terrain. — Convention privée antérieure à l'arrêté autorisant l'occupation. — (*Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans contre dame Massy et sieur Delignat-Lavaud.*) — Une compagnie de chemin de fer a occupé plusieurs parcelles de terrains, en vertu d'une convention intervenue entre elle et un particulier agissant tant en son nom, comme fermier de ces parcelles, qu'au nom du propriétaire, convention qui réglait à la fois l'indemnité à payer au fermier pour privation de jouissance, et celle à laquelle le propriétaire aurait droit pour dépréciation du sol. — Postérieurement, et après que les travaux étaient commencés depuis plusieurs mois, les mêmes parcelles de terrains ont été comprises dans un arrêté

préfectoral autorisant la compagnie à occuper temporairement divers terrains appartenant soit au même propriétaire, soit à d'autres ; l'occupation a depuis lors, continué, sans être interrompue, dans les mêmes conditions et sans qu'aucun départ ait été établi, par la compagnie, entre les fouilles faites avant et les fouilles qui ont eu lieu depuis l'arrêté : — Dans ces circonstances, le conseil de préfecture était incompétent pour apprécier les demandes d'indemnité faites en vertu de la convention précitée pour dommages causés par l'occupation des parcelles auxquelles elle s'appliquait (C. d'Et.), VI, 380.

- (20) Occupation temporaire et extractions. — Dépôt de matériaux. — Autorisation non excédée. — Indemnité. — Compétence du conseil de préfecture. — (*Sieurs Dubos, Capy et C^e contre sieurs Dupin et Varangot.*) — Annulation d'un arrêté du conseil de préfecture qui avait décliné sa compétence en se fondant sur ce que les entrepreneurs, en convertissant en lieu de dépôt un terrain dont l'occupation n'aurait été autorisée qu'en vue d'une extraction de matériaux, avaient excédé les droits qu'ils tenaient de l'arrêté préfectoral d'autorisation. — Décidé que l'autorisation, dans les termes où elle avait été sollicitée et accordée, comprenait le droit de déposer des matériaux et déblais sur ledit terrain et que, dès lors, le conseil de préfecture était compétent pour connaître de la demande en indemnité

formée par les propriétaires (*C. d'Et.*), X, 1309.

- (21) Ouvriers tués ou blessés par la chute d'un pont. — Poursuites correctionnelles contre l'entrepreneur et les agents des ponts et chaussées. — (*Sieurs Pradines, Mancel et autres.*) — Lorsqu'un entrepreneur et des agents de l'administration des ponts et chaussées sont poursuivis correctionnellement pour homicide par imprudence, à raison de la chute d'un pont qui a tué ou blessé plusieurs ouvriers, le conflit ne peut pas être valablement élevé sur la question préjudicielle de savoir si, dans les faits qui leur sont reprochés, les agents des ponts et chaussées se sont ou non conformés aux conditions et obligations professionnelles que les règlements administratifs leur imposent. — (Du moment qu'il n'est excipé d'aucun ordre, d'aucun acte administratif déterminé dont l'existence serait contestée ou dont l'interprétation préalable serait nécessaire, l'action pénale et l'action civile, résultant de l'accident sont de la compétence des tribunaux judiciaires.) (*C. d'Et.*), VII, 844.

- (22) Ponts. — Communes. — Travaux publics. — Frais d'entretien d'un pont. — Demande en décharge. — Arrêté préfectoral et décision ministérielle. — Recours contentieux. — (*Sieur Heurlier contre commune d'Esbly.*) — Les décisions par lesquelles le préfet et le ministre de l'intérieur refusent de modifier la répartition des frais d'entretien d'un pont entre une commune et les propriétaires

intéressés, répartition établie, en 1793, par l'assemblée départementale du département, ne peuvent être l'objet d'un recours par la voie contentieuse. — Mais ces décisions ne font pas obstacle à ce que le propriétaire réclamant porte son opposition devant l'autorité compétente, si une part contributive lui est réclamée, et prétende qu'il n'est pas tenu ou qu'il a cessé d'être tenu de contribuer. — Est-ce à l'autorité judiciaire qu'il appartiendrait de connaître de cette opposition? — Non rés. par l'arrêt, mais rés. aff. dans l'avis du ministre de l'intérieur sur le pourvoi (*C. d'Et.*), VI, 1042.

- (23) Promesse de concours d'un particulier, relative à une question d'intérêts. — Compétence administrative. — (*Ministre des finances contre sieurs Dupont, Dreyfus et autres.*) — Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les difficultés qui s'élèvent sur l'exécution d'un engagement pris par des particuliers en vue d'obtenir la canalisation de la Moselle, et aux termes duquel ils devaient servir au département, qui faisait l'avance des fonds, la différence d'intérêt entre ceux garantis par l'Etat au département et ceux de l'emprunt à faire par le département. — Rejet d'une objection tirée par le conseil de préfecture de ce que les travaux étaient terminés lorsque la contestation s'était élevée (*C. d'Et.*), X, 557.

- (24) Question préjudicielle. — Interprétation d'actes administratifs. — (*Commune de Payrac et sieur Albarel.*) — Une cour

COMPÉTENCE (*suite*):

d'appel, compétente pour connaître d'un litige, ne peut surseoir à y statuer jusqu'à interprétation par l'autorité compétente d'actes qui n'ont aucun caractère administratif, ou dont le sens ne présente aucune obscurité, ou de tous autres actes pouvant conserver le litige et que l'arrêt ne précise pas (*C. de cass.*), VII, 943.

— (25) Rectification de route nationale. — (*Ville de Montargis.*)

— Promesse de subvention par une commune. — Caractère d'une lettre ministérielle. — C'est au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître des contestations entre une ville et l'Etat au sujet d'une convention passée pour déterminer leur contribution respective aux frais de rectification d'une route nationale. — Cette convention a pour objet l'exécution d'un travail public. — La décision, par laquelle le ministre des travaux publics invite le ministre des finances à poursuivre le recouvrement de ce qu'il prétend être dû par la ville, n'est pas susceptible d'un recours au contentieux. — Cette lettre ne fait pas obstacle à ce que la ville porte le litige devant le conseil de préfecture (*C. d'Et.*), VI, 1025.

— (26) Séparation des pouvoirs.

— Travaux d'utilité communale.

— Défaut d'autorisation administrative. — Ouvrages non publics. — Compétences des tribunaux ordinaires. — Cassation

Ordre de juridictions. — Moyen compliqué d'une question de fait non soumise aux premiers juges. — Irrecevabilité. — Ap-

pel civil. — Conclusions primitives. — Moyen nouveau. — Demande nouvelle à tort prétendue. — Cassation. — Action communale. — Formalités légales non observées. — Moyen à tort invoqué. — Irrecevabilité du moyen invoqué pour la première fois en cassation. — (*Sieurs Viviant.*) — Des travaux destinés à recueillir des eaux de source, quoique ayant un but d'utilité communale, ne sont pourtant pas des ouvrages publics, dans le sens de la loi du 28 pluviôse an VIII, s'ils n'ont pas été autorisés par l'administration. — Un moyen nouveau, quoique touchant à l'ordre des juridictions, ne peut être soulevé pour la première fois devant la cour de cassation, s'il est compliqué d'une question de fait qui n'a pas été soumise aux juges du fond. — Ce n'est pas former en appel une demande nouvelle que d'invoquer pour la première fois, dans un intérêt purement individuel, sans changer d'ailleurs l'objet de la demande primitive, la qualité d'habitant d'une commune. — Un moyen nouveau tiré de la violation de l'article 49, § 3, de la loi du 18 juillet 1837, est non recevable devant la Cour de cassation, si, en fait, les demandeurs n'ont pas voulu agir et n'ont pas agi (à tort ou à raison) au nom de la commune (*C. de cass.*), VI, 585.

— (27) Sous-traitant. — Conflit négatif. — (*Sieur Sébelin contre sieurs Montessuy et Chomer.*) — L'autorité judiciaire est seule compétente, à l'exclusion du conseil de préfecture, pour sta-

tuer sur les difficultés pouvant s'élever entre un entrepreneur de travaux publics et son sous-traitant, qui lui réclame le prix des travaux qu'il a exécutés à forfait pour son compte. — Il ne s'agit pas d'une contestation entre l'administration et un entrepreneur au sujet d'un marché passé entre eux : dès lors, l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII cesse d'être applicable. — Dans l'espèce, objection tirée de ce que, d'après les termes du sous-traité, le paiement ne pouvait être exigé des entrepreneurs que lorsque l'administration aurait déclaré le travail recevable (un pont) et déchargé ces derniers de toute responsabilité : il en résultait seulement que l'autorité administrative avait seule compétence pour prononcer sur cette question préjudicielle, mais non que l'autorité judiciaire dût se déclarer incompétente sur l'objet du litige (*C. d'Et.*), IX, 1507.

- (28) Subvention promise en vue d'un travail public. — Concession conditionnelle de terrains pour l'exécution d'une rigole navigable. — Refus d'exécution par les héritiers. — Conflit. — Compétence administrative. — Deux conflits successifs dans une même instance. — Pas de chose jugée au fond. — Recevabilité. — (*Sieur de Chargère contre l'Etat.*) — Un particulier a pris l'engagement de concourir à l'établissement d'une rigole navigable au moyen d'une concession gratuite de terrains, et ce concours a été accepté par l'Etat. — C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de

connaître des contestations auxquelles peut donner lieu ce contrat ainsi formé. — Ce contrat a pour objet l'exécution d'un travail public : et il n'y a pas à distinguer, sous ce rapport, entre l'engagement de payer une somme d'argent et l'abandon gratuit de terrains. — Application de la règle d'après laquelle le conflit peut être élevé tant qu'il n'a été rendu sur le fond de la contestation ni arrêt définitif, ni jugement acquiescé. — Simple arrêt de compétence. — Précédent conflit annulé pour vice de forme. — Nouveau conflit recevable dans le cours de l'instance (*C. d'Et.*), VIII, 541.

COMPÉTENCES MIXTES. Intervention des Ingénieurs en chef des mines chargés d'un service de contrôle de chemin de fer (*Circ.*), X, 526.

COMPOINVILLE, IX, 604.

COMPTABILITÉ. Réduction du format des pièces à 0^m,21 sur 0^m,34, VII, 166.

COMPTABILITÉ PUBLIQUE. — Trésorier-payeur général. — Inscription à son débit d'une somme payée par la Banque de France sur un reçu faux. — Annulation. — (*Sieur Lepic.*) — Le ministre des finances n'a pas pu maintenir au débit d'un compte d'un trésorier-payeur général une somme payée en son acquit par la Banque de France sur un récépissé dont la fausseté a été ultérieurement établie dans une instance criminelle, en se fondant sur ce que la banque aurait refusé de retrancher cette somme du compte-courant du trésor. Cette somme ne peut être portée au compte d'un agent

COMPTABILITÉ PUBLIQUE (suite) :

qui ne l'a jamais encaissée, le droit des parties, de discuter à la charge de qui devra être mise cette somme, reste réservé (*C. d'Et.*), VII, 771.

COMET, VI, 97.

CONCESSION d'une carrière de pierres à ciment au profit de la Société Vicat et C^e, VI, 1191.

— (Rachat de) de ponts, département de la Charente, VI, 879.

— Création de village. — Obligation de l'État. — Inexécution. — Indemnité. — Rejet par interprétation de l'acte de concession. — (*Sieur Trémaux contre Ministre de l'Intérieur.*) — Décidé que l'État, ayant rempli tous ses engagements, ne devait pas d'indemnité au concessionnaire d'un territoire sur lequel devait être créé un village, à raison du préjudice que ce concessionnaire prétend résulter pour lui de la lenteur de certains travaux et des difficultés de la colonisation (*C. d'Et.*), VII, 904.

— Eaux minérales. — Bien d'hospice. — Bail à ferme. — Compétence. — Travaux à exécuter. — Délai. — Clause pénale. — Mise en demeure. — Notification. — Résiliation. — (*Commission administrative de l'hospice de Bourbon-Lancy contre sieurs Duquaire et Fassy.*) — Application du traité de concession et d'une transaction entre l'hospice propriétaire des eaux et les concessionnaires. — Résiliation prononcée par le conseil de préfecture pour défaut d'achèvement des travaux dans le délai fixé, sauf à l'hospice à tenir compte aux concessionnaires évincés du prix des

travaux utiles effectués par eux.

— Recours pour l'hospice et recours incident. — Décidé que le délai, au terme duquel la clause pénale prévue par le traité aurait pu être appliquée, n'était pas expiré avant l'achèvement des travaux, attendu qu'il n'avait commencé à courir que du jour où les concessionnaires avaient eu connaissance de l'approbation, par la commission administrative de l'hospice, du projet des travaux, et non pas du jour de la notification d'une lettre informant les concessionnaires de cette approbation ; la preuve que cette lettre, qui aurait pu constituer une mise en demeure, était parvenue à la date indiquée, ne pouvait résulter d'un récépissé incomplet produit par l'hospice. — Dès lors, il n'y avait pas lieu de prononcer la résiliation. — La juridiction administrative était-elle compétente pour statuer sur ce litige, relatif à l'exécution d'un bail à ferme d'eaux minérales appartenant à un hospice (*C. d'Et.*), VIII, 782. Voir chemins de fer.

CONDUCTEURS des ponts et chaussées. (Nouvelle organisation du corps des), VI, 281, 282.

— Modification au programme du concours, VII, 167 ; Expropriation pour cause d'utilité publique. Incompatibilité, IX, 93 ; Conditions à remplir pour faire partie du cadre auxiliaire des travaux de l'État, X, 985 ; Modifications des dispositions de l'arrêté relatif aux examens de conducteur (*Circ.*), X, 1263.

— Travaux publics. — Compétence. — Dommages. — Ou-

vrier blessé. — Action contre un conducteur des ponts et chaussées représentant l'État. — Intervention de l'État. — Compétence administrative. — (*Sieurs Bruno et Barra contre sieur Bijon (Haute-Savoie)*). — L'action en dommages-intérêts que des ouvriers intentent contre un conducteur des ponts et chaussées, à raison de blessures reçues dans l'exécution d'un travail public fait par un entrepreneur pour le compte de l'administration représentée par ce conducteur, ne peut être appréciée que par la juridiction administrative, à l'exclusion de l'autorité judiciaire. — Dans le sens de la compétence judiciaire, les demandeurs soutenaient qu'il s'agissait d'un délit de blessures involontaires ; mais le tribunal des conflits constate que l'action n'a été introduite qu'après une enquête qui n'a abouti à aucune poursuite correctionnelle. — Le préfet avait déclaré intervenir au nom de l'État dans l'instance engagée contre le conducteur, son agent, et accepter les conséquences de cette intervention au point de vue de la responsabilité civile : il avait, en outre, réclamé la disjonction de l'action dirigée contre le conducteur de celle qui s'adressait à l'entrepreneur des travaux. — Conflit confirmé en ce qui touche la demande dirigée contre le sieur Bijon (*C. d'Et.*), X, 1096.

CONFLIT, VII, 42, 844 ; VIII, 541, 546, 965, 968.

— (1) (Procédure en matière de). — Déclinatoire admis en première instance. Appel. — Conflit non élevé dans la quinzaine. — Ju-

gement réformé. — Conflit élevé devant la cour sans déclinatoire préalable. — Nullité. — Refus de la cour d'ordonner le sursis.

— (2) Arrêt annulé. — (*Sieur de Chargère contre l'État*). — Lorsque le déclinatoire soumis au tribunal a été suivi d'un jugement d'incompétence et que le préfet a laissé passer le délai de quinzaine depuis l'acte d'appel sans élever le conflit, il ne peut plus valablement l'élever devant la Cour, après l'arrêt qui a réformé le jugement sur la question de compétence, s'il n'a pas présenté au préalable un nouveau déclinatoire. (Le mémoire en déclinatoire prescrit par l'ordonnance du 1^{er} juin 1828 est une formalité substantielle à laquelle il ne saurait être suppléé ni par le mémoire présenté par le Préfet en première instance, ni par les conclusions prises en appel au nom de l'État ; le préfet n'en aurait été dispensé que si, sur l'appel interjeté par les parties, il avait élevé le conflit dans le délai de quinzaine, conformément à l'article 8, deuxième alinéa de l'ordonnance précitée). — Lorsqu'une Cour, après avoir réformé un jugement qui avait admis le déclinatoire d'un préfet, et avoir renvoyé l'affaire pour être jugée au fond devant un autre tribunal du ressort, est saisie d'un arrêté de conflit qui n'a pas été précédé d'un nouveau déclinatoire, elle ne peut pas refuser d'ordonner au tribunal de surseoir, soit parce qu'elle se trouverait dessaisie du litige, soit parce que le conflit serait irrégulier (*C. d'Et.*), VII, 898.

CONFLIT (*suite*) :

— (3) négatif. — Requête en règlement de juges. — Conclusions et jugement au fond. — Chose jugée. — Requête sans objet. — Cours d'eau non navigables. — Droits des riverains. — Limites. — Intérêt privé. — Compétence. — *Commune de Bussang contre sieur Tocquaine et consorts.*) — — Lorsqu'une partie, après avoir formé une demande en règlement de juges devant le Conseil d'État sur conflit négatif, a posé des conclusions à fin de sursis et des conclusions au fond devant le tribunal civil qui y a statué par des jugements ayant acquis l'autorité de la chose jugée, la requête en règlement des juges doit être rejetée comme étant devenue sans objet (*C. d'Et.*), VII, 1172.

— Chemin vicinal. — Démolition d'office. — Sécurité publique. — Arrêté préfectoral. — Exécution. — Agent-voyer. — Faits personnels. — Dommages. — Indemnité. — Questions préjudicielles. — Actes administratifs. — Ordres des supérieurs. — Interprétation. — (*Sieur Lecoq contre sieur Louis; Eure-et-Loir.*) — Il n'appartient pas au conseil de préfecture de connaître d'une demande en indemnité pour dommage résultant de l'exécution d'un arrêté préfectoral, qui a ordonné la démolition d'une maison pour cause de sécurité publique. L'arrêté sus-énoncé constitue un acte de police administrative, et, dès lors, le préjudice auquel son exécution a pu donner lieu ne rentre pas dans la catégorie des dommages occasionnés par des tra-

vaux publics. — L'abrogation de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII ne fait pas obstacle à ce que, dans une instance judiciaire en dommages-intérêts dirigés par un particulier contre un agent de l'administration et ayant pour cause l'exécution des ordres qui ont été donnés à celui-ci par ses supérieurs hiérarchiques (démolition d'une maison pour sécurité publique), l'administration revendique par la voie du conflit la connaissance des questions qui, en vertu des principes de la séparation des pouvoirs, lui paraissent devoir échapper à l'appréciation de l'autorité judiciaire. Cette abrogation a pour effet de supprimer la fin de non-recevoir qui pouvait être tirée du défaut d'autorisation, de poursuivre et de rendre aux tribunaux toute liberté d'action dans les limites de leur compétence; mais elle n'a pas eu pour conséquence d'étendre leur juridiction et de supprimer la prohibition qui leur est faite par d'autres textes de lois, de connaître des actes administratifs. — Décidé que, si l'autorité judiciaire est compétente pour connaître de la demande en dommages-intérêts dirigée contre le fonctionnaire, à raison de ses faits personnels, elle est incompétente pour interpréter les actes administratifs, et spécialement l'arrêté préfectoral dont il vient d'être parlé. C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de déterminer préjudiciellement le sens et la portée de cet arrêté, à l'occasion duquel des faits personnellement imputables à

un agent de l'administration ont pu être commis, ou des ordres supérieurs de l'agent (*C. d'Et.*), VIII, 808.

CONSEILS DE PRÉFECTURE. — (Affaires contentieuses soumises aux). Intervention des ingénieurs des mines, VII, 169.

CONSEIL D'ÉTAT. — Loi modifiant et complétant son organisation, X, 1019; rapport sur ses travaux accomplis, X, 1021.

CONSERVATOIRE des arts et métiers de Paris. Création d'une école sous le nom d'*Institut agronomique*, VII, 364.

CONSTANT, TURMEAU et autres, VIII, 851.

CONSTANTINE (département de). — Personnel des ponts et chaussées. Fonds de concours, VI, 840; VII, 389, 1322.

CONSTANTINE (ville de), X, 352.

CONSTANTINE à Sétif (établissement d'un chemin de fer de), VII, 33'.

CONTRAVENTIONS. Voir canaux, chemins de fer, cours d'eau, dommages, voirie.

— (1) Immondices. — Arrêté municipal. — Jet par-dessus les parapets. — Resel. — Excuses inadmissibles. (*Sieur Le Moan.*) Le juge de simple police saisi d'une contravention à un arrêté municipal, qui défend « de jeter des immondices au pied des parapets... ni par-dessus les parapets, » ne peut prononcer le relaxe, en se fondant sur ce que la substance appelée resel ne rentrerait pas, quand elle ne renferme point de débris de poissons, dans la catégorie des immondices. — Est également inadmissible l'excuse tirée soit de ce que l'endroit où le jet a

été opéré se trouvait le plus rapproché du magasin de l'inculpé, soit de ce qu'une quantité très minime de la substance aurait été laissée sur le parapet, soit enfin de ce que la fusion du resel dans l'eau peut empêcher la formation d'un dépôt d'immondices dans le port (*C. de Cass.*), VI, 617.

— (2) Foi due aux procès-verbaux. — Police du roulage. — Allégation de force majeure. — Preuve non offerte ni administrée. — Excuse illégale. — (*Sieur Loyau*). — Est illégal, comme violant la foi due, jusqu'à preuve contraire, à un procès-verbal dressé par un gendarme contre un voiturier qui n'était pas à la tête de ses chevaux, le jugement qui, sur une simple allégation, admet l'excuse de la force majeure, sans que la preuve en ait été administrée ni même offerte. (*C. de cass.*), VI, 592.

— (3) Simple police. — Allégation de force majeure. — Preuve déjà faite. — Preuve nouvelle déclarée inutile. — Notoriété résultant des débats et non de renseignements extrinsèques. — Pas de procès-verbal. — Régularité. — Jugement de relaxe. — Transcription du texte de la loi non nécessaire. — Jugement. — Mention du premier ou dernier ressort. — Omission ou erreur. — Pas de nullité. — Aucun obstacle à la recevabilité du pourvoi. — Pas de grief. — Jugements et arrêts. — Motifs suffisants et juridiques. — Adjonction d'un motif critiquable. — Décision non viciée. — Contravention. — Voiture. — Rapacité. — Procession. — Cheval

CONTRAVENTIONS (suite) :

emporté. — Détonations. — Impossibilité de maîtriser le cheval sans danger. — Force majeure suffisamment établie. — Constatations du jugement. — Article 475, § 4, du Code pénal reconnu inapplicable. — Règlements locaux non invoqués par le ministère public. — Jugement déclarant qu'il n'en existe point.

— Circonstance indifférente. — (*Sieur Joseph Busquet*). — Le juge de police peut déclarer inutile la preuve offerte par le prévenu de l'excuse de force majeure, si cette force majeure, lui paraît établie d'après une enquête et les explications du prévenu. Il n'y a là aucune violation de l'article 154 du Code d'instruction criminelle. — Le juge peut faire découler cette preuve de la notoriété du fait; la notoriété en effet, est (ou peut être) celle même qui est résultée pour lui des débats, et non celle qui serait due à des renseignements extrinsèques, sur lesquels il lui est interdit de baser sa décision. Il en est surtout ainsi dans une affaire où il n'existait pas de procès-verbal.

— La prescription de l'article 163 du Code d'instruction criminelle portant que les termes de la loi appliquée doivent être transcrits dans le jugement, à peine de nullité, ne s'applique pas aux jugements de relaxe. — La peine de la nullité n'est pas attachée à l'inobservation du même article résultant de ce que l'indication du premier ou dernier ressort a été omise ou est erronée. Il n'en pourrait résulter un grief que si un obsta-

cle eût été apporté à la recevabilité du pourvoi. — Une décision suffisamment appuyée sur des motifs juridiques ne peut être viciée par l'adjonction d'un motif critiquable. — En matière de contravention au sujet de la trop grande rapidité d'une voiture, la force majeure alléguée par le prévenu est suffisamment établie par le jugement qui constate que le cheval s'est emporté tout à coup pendant le passage d'une procession, et que son conducteur ne pouvait le maîtriser sans danger, quant à la fin du passage, il avait entendu la détonation de boîtes placées très près de lui et masquées par un faible talus. — Lorsque le juge de police reconnaît que l'article 475, § 4, du Code pénal n'est pas applicable dans l'espèce, il importe peu qu'il déclare, à tort ou à raison, l'inexistence de règlements locaux sur la trop grande rapidité des voitures; règlements dont, s'ils existent, le ministère public n'a pas requis l'application (*C. de cass.*), VII, 687.

CONTRIBUTIONS, patente. Voir chemin de fer.

— (1) directes. — Réclamation. — Notifications au domicile réel. — Mandataire. — Expert. — Conducteurs des ponts et chaussées. — (Pat.) — Libraire. — Commerce distinct. — Même local. — (*Demoiselle Beaulteu*). — L'administration n'est pas tenue de faire les notifications exigées par la loi au domicile du mandataire. — Il suffit qu'elles soient faites au domicile réel. — Un conducteur des ponts et chaussées peut être dé-

signé comme expert de l'administration dans une instance relative à la réclamation d'un contribuable qui se prétend indûment imposé. — Contribuable ayant exercé la profession de libraire pour son compte et en vertu d'un brevet personnel, quoique dans le même local où son père exerçait le commerce de mercerie: il soutenait que son commerce était l'accessoire de celui de son père (*C. d'Et.*), VI, 260.

— (2) directes (patentes). — Centimes additionnels. — Loi du 24 juillet 1873. — Chemins de fer. — Exemption. — Droit fixe. — Droits proportionnels dans diverses communes. — (*Ministre des finances contre compagnie Paris-Lyon-Méditerranée*). — Une compagnie de chemin de fer qui paye au siège de son principal établissement (à Paris) un droit fixe supérieur à 8 francs, et qui, dans plusieurs autres communes, paye divers droits proportionnels inférieurs chacun à cette somme, n'a pas droit à l'exemption accordée aux patentables autres que ceux du tableau A, dont les taxes en principal n'excèdent pas 8 fr. — Les droits proportionnels imposés dans les diverses communes sont le complément du droit fixe acquitté au lieu du principal établissement (*C. d'Et.*), VII, 1403.

— (3) Patente (Algérie). — Droit proportionnel. — Locaux imposables. — Citernes. — Logement du chef de gare. — Désistement. — Non-lieu à statuer. — Appréciation de valeur locative. — Frais d'expertise. — Procédure.

— Double degré de juridiction. — (*Ministre de l'intérieur contre compagnie du chemin de fer de Paris-Lyon-Méditerranée*). — Les citernes destinées à remplir un réservoir auxquels s'alimentent les locomotives font partie de l'établissement industriel et doivent être imposées à raison du 80^e de leur valeur locative. — Mais il y a lieu de tenir compte, dans l'appréciation de cette valeur, de ce que les citernes sont en même temps affectées à l'usage des agents de la gare. — Réduction en conséquence. — Les frais d'expertise doivent être mis à la charge du Trésor, quand le contribuable obtient une réduction (*C. d'Et.*), VIII, 128.

— (4) Distribution d'eau par une ville. — Abonnements particuliers. — Service public. — Décharge. — 1^{re} espèce, ville de Poitiers; 2^e espèce, ville de Blois). — N'est pas soumis à l'impôt des patentes la ville qui fait elle-même une distribution d'eaux au moyen de bornes-fontaines, de conduites particulières, etc., moyennant une redevance annuelle, et ce, alors même qu'elle consentirait des abonnements aux particuliers. — Il s'agit là d'un service communal et non d'une opération commerciale (1^{re} et 2^e espèces) (*C. d'Et.*), VIII, 836.

— (5) Chemin de fer. Compagnie étrangère exploitant une ligne française. — Entreprise à forfait de transport et des travaux d'entretien. — Profession non classée. — Arrêt d'assimilation. — Renvoi devant le préfet. — (*Compagnie des chemins de fer de la*

CONTRIBUTIONS (suite) :

Suisse occidentale et compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée).

— Une compagnie étrangère de chemin de fer qui exploite en France pour le compte de la compagnie française, une partie de son réseau, ne peut être imposée en qualité de concessionnaire du chemin de fer ; mais cette compagnie ayant traité à forfait du service des transports et des travaux d'entretien, il y a lieu à imposition à la patente par voie d'assimilation, bien que la compagnie française concessionnaire soit déjà imposée à la patente de concessionnaire de chemin de fer pour cette ligne. — Le Conseil d'Etat, tout en reconnaissant que la profession imposée n'est pas exercée, se borne à renvoyer le réclamant devant le conseil de préfecture, pour être statué sur la demande, après qu'il aura été procédé par le préfet au classement de la profession exercée par voie d'analogie. — Rés. aff. (C. d'Et.), VIII, 1063.

— (6) (patentes). — Exploitant du moulin. — Paire de meules chômant plus de quatre mois par manque ou crue d'eau : demi-droit. — Droit proportionnel : valeur locative non exagérée. — Droit proportionnel applicable à l'habitation d'un employé chargé de la direction. — (Sieur Chéry). (C. d'Et.), IX, 393.

— (7) (Patentes). — Distribution d'eau par une ville. — Abonnements particuliers. — Service public. — Décharge. — (Ville de Carpentras) (C. d'Et.), IX, 410.

— (8) (patente). — Chemin de fer. — Compagnie faisant exploiter

par une autre compagnie, mais pour son compte personnel, la ligne dont elle est concessionnaire : imposition due. —

— Procédure. — Double degré de juridiction : chef non soumis au conseil de préfecture : irrecevabilité. — (Compagnie du chemin de fer de Vassy à Saint-Dizier). — Une compagnie de chemin de fer n'est pas fondée à demander décharge de la contribution de patentes à laquelle elle a été imposée, en qualité de concessionnaire de chemin de fer avec péage, par le motif qu'elle aurait cédé l'exploitation dudit chemin de fer à une autre compagnie, lorsque, en vertu même de son traité, elle reste directement intéressée dans l'exploitation de la ligne qui a lieu pour son compte personnel (C. d'Et.), IX, 724.

— (9) Valeur locative. — Ingénieur des ponts et chaussées. — Habitation personnelle. — Bureaux. — Cabinet de travail. — Frais d'expertise. — (Sieur Boyeldieu). — Le cabinet de travail d'un ingénieur des ponts et chaussées étant établi dans une habitation personnelle, sa valeur locative ne doit pas, comme celle des bureaux affectés au service public, être déduite de la valeur locative de l'habitation pour l'établissement de la cote mobilière. — Les frais d'expertise doivent être en entier à la charge de l'administration si le réclamant obtient une réduction sur le montant de sa cote (C. d'Et.), VIII, 1646.

CONTRIBUTIONS indirectes (Administration des), VII, 682.

COPIN (faillite Liandier), IX, 160.

COQUELET, VIII, 1521.

CORBIE, VII, 675.

CORCELET, BARTHÉLEMY et BERNARD, IX, 92.

CORDIER, IX, 23.

CORENC (commune de), VIII, 1380.

CORNAIL et v^e DECUGIS, X, 979.

CORPET, TESTE et autres, VII, 801.

CORTE (ville de), VI, 472.

COSTA, VI, 472.

COSTE, VIII, 80.

COTTIN, VII, 634.

COTTIN (héritiers), X, 1107.

COUESNON. Travaux d'amélioration, VI, 703.

COUGNET, VI, 34.

COUGNY, IX, 1527.

COULON-DERUELLE, VII, 890.

COURS D'EAU. Voir Bac, pont à péage. Tarif, Conflit.

I. — COURS D'EAU NAVIGABLES ET FLOTTABLES.

— Loi relative au classement et à l'amélioration des voies navigables, IX, 1541.

— et non navigables. Instructions des règlements d'eau; nivellement; modification du programme annexé à la circulaire du 23 octobre 1851 (*Circ.*), X, 360.

1^o Travaux d'amélioration et autres.

— Aa, VI, 217; X, 645; (construction d'une dérivation de la rivière d'), IX, 500.

— Aa, Escaut, Scarpe. Établissement d'un service de halage par chevaux, VI, 946.

— Allier. Établissement d'une échelle à poissons, X, 1187.

— Armençon, VII, 1091.

— Authie (rivière d'). Prolongement de la digue du chenal, IX, 1525.

— Authion (assainissement du val de l'), VIII, 883.

— Bienne. Bac de Chancia, VI, 895.

— Charente, VII, 236.

— Douves, VIII, 883.

— Garonne, IX, 1014; mise en adjudication d'un système de touage, VI, 917.

— Gironde. Le chenal de Plassac est déclaré navigable, VII, 112.

— Isère (fixation du lit de l'), X, 890.

— Marne (travaux de dragage de la), VIII, 535.

— Mayenne (Basse-). Achèvement d'écluses, VI, 189.

— Meuse (élargissement du lit de la), VII, 237; (rivière de la). Organisation d'un service de touage à vapeur dans le souterrain de Ham, X, 507.

— Migron (canalisation du), VIII, 333.

— Mons à Paris (ligne navigable de), X, 1162.

— Nièvre (rivière de la). Établissement d'un réservoir de pêche en aval du barrage des Settons, X, 469.

— Rhône, VI, 702, 775, 1259, 1356; VIII, 339, 1443; IX, 301, 477, 1013, 1022, 1023, 1131, 1465, 1466, 1676; X, 885.

— Saône. Service du touage; substitution de concessionnaire, VI, 776.

— Sarthe, IX, 1021.

— Scarpe inférieure (rachat de la concession de la), IX, 1417; droits de navigation à percevoir, IX, 1624.

— Scarpe supérieure, VI, 217; X, 645, 1184.

— Seine. Bac de pose, VI, 862; VIII, 1440; IX, 1002; X, 49.

— Tarn (rivière du). Établisse-

COURS D'EAU (*suite*) :

ment d'échelles à poissons, X, 49.

— Var (affluents de la rive gauche du). Curage des lits, entretien des digues et ouvrages d'art, VI, 739.

— Vilaine, IX, 1681.

2^e *Établissement de ponts, barrages, etc.*
Déclaration d'utilité publique.

— (1) Aff. Construction d'un débarcadère et d'un mur de quai, VI, 1321.

— (2) Aisne (rivière de l'). Reconstruction du barrage d'Hérant, X, 54.

— (3) Armançon. Construction d'un réservoir, VII, 1091.

— (4) Bidassoa. Construction d'un tablier métallique au pont international de Béhobie, VIII, 133

— (5) Brivet, construction d'un pont en maçonnerie à Pont-Château, VI, 1278.

— (6) Charente. Rachat du péage d'un pont à Basseau, VII, 234; établissement d'une rigole destinée à conduire dans la rivière de l'Arrat une partie des eaux de la Neste, 236; Établissement d'une passerelle à péage à Saintes, X, 147.

— (7) Cher. Construction d'un pont en maçonnerie, VII, 1262.

— (8) Couesnon. Exécution d'une coupure, VI, 703.

— (9) Dordogne. Construction d'un pont en maçonnerie, VII, 1324.

— (11) Drôme. Construction d'un pont en maçonnerie entre Alex et Grâne, VII, 231.

— (12) Endiguement du Doubs, VII, 230.

— (13) Garonne. Construction d'un

pont à Port-Haut, VI, 840.

— (14) Gironde. Défense de la pointe de Grave contre la mer, VII, 1212.

— (15) Hérault. Travaux de défense de la ville de Florensac contre les inondations, VI, 705.

— (16) Isle. Construction d'un pont en maçonnerie au Sablembre (Dordogne), VIII, 537.

— (17) Leyre (la). Construction d'un pont à Belin, VI, 1256.

— (18) Loire. Construction d'un pont à Nantes, VII, 1093; établissement d'un déversoir à Jargeau, 1231; construction d'une digue à Chamblay, VIII, 1331; établissement d'un déversoir (Lolret), IX, 301; établissement d'un déversoir et exhaussement de levées (Loir-et-Cher), 1018; établissement d'un pont (Allier et Saône-et-Loire), 1468.

— (19) Mayenne. Construction d'un pont métallique à Grez-Meuville, VII, 991.

— (20) Meuse. Élargissement du lit, VII, 237.

— (21) Moselle. Construction d'un pont en maçonnerie, VII, 307.

— (22) Rhône. Travaux divers d'amélioration, VI, 702, 775; construction d'une digue, 1259; construction de ponts, 1356. — (travaux de défense contre les inondations et les corrosions du), IX, 475; (déclassement d'une portion du), 1295.

— (23) Saône. Construction d'un barrage éclusé à Lyon, VI, 1257; remplacement du tablier en bois du pont d'Auxonne par un tablier métallique, VII, 1094; construction d'un quai avec bas port, VIII, 402.

- (24) Seine. Création d'un bas port et d'un quai et construction d'un pont (traversée de Paris), IX, 477; (grosses réparations des digues de la), 1013.
- (25) Tagnouc. Construction d'un barrage, VII, 234.
- (26) Tarn. Construction d'un pont en maçonnerie à Saint-Lieux-lès-Laveur, VII, 214.
- (27) Taurion. Construction d'un pont au Moulin-des-Lilas, IV, 807.
- (28) Travaux de défense contre les inondations, Cinq-Mars, VII, 210; Chambéry, Langeais, VIII, 356, 401.
- (29) Vienne. Construction d'un pont à Bonnes, VI, 895; construction d'un pont en maçonnerie à Ports, VII, 211.

Décisions judiciaires et contentieuses.

3° Délimitation. Propriété.

- (1) Barrage sur rivière. — Décompte. — Demande d'indemnité. — (*Sieurs Bru et Plantade*). — Pierres de taille et moellons atteints par la gelée; demande d'indemnité; dommage imputable au retard apporté par l'entrepreneur à l'exécution des ordres de service : rejet. Art. 28, § 1^{er}, des clauses et conditions générales. — Changements ordonnés en cours d'exécution une plus-value ayant déjà été allouée par des décomptes partiels acceptés sans réserve; non lieu à indemnité supplémentaire. — Augmentation de la surface prévue des perrés; prix insuffisant : compensation opposée par le ministre avec la diminution de surface de travaux ana-

logues; expertise nécessaire; renvoi devant le conseil de préfecture. — Ajournement des travaux; durée inférieure à un an : pas d'indemnité. — Emploi d'une quantité de béton supérieure à celle prévue; cause de l'augmentation; dimensions d'un ouvrage connues au moment de l'adjudication, non modifiées en cours d'exécution; demande non recevable. — Rejointement de moellons smillés; — Pose de moellons gênée par les crues; réclamation tardive non recevable (*C. d'Ét.*), IX, 399.

- (2) Chemin de halage. — Travaux autorisés par le préfet. — Annulation de l'autorisation par le ministre. — Recours non recevable. — Intervention. — Dépens. — (*Sieur Ménier contre sieur Carteron*). — On ne peut pas déférer au Conseil d'État, pour excès de pouvoir, une décision par laquelle le ministre des travaux publics s'est borné à annuler des arrêtés pris par un préfet, sous l'autorité dudit ministre. — L'intervention d'un propriétaire intéressé au maintien de la décision ministérielle, doit être admise (*C. d'Ét.*), VIII, 1604.

- (3) Colonies (la Réunion). — Domaine public. — Concession. — Sources sur les bords d'une ravine. — Exception de propriété. — Compétence. — Conseil privé. — Confirmation au fond de la décision attaquée, sauf recours au profit des usiniers. — Procédure : conseil privé : suppression du contrôleur colonial; substitut du procureur général faisant fonction de ministère public; régularité. —

COURS D'EAU (suite):

(*Sieur Guy-Lesport contre commune de Saint-Leu.*) — Aux termes de l'article 160, § 6, de l'ordonnance royale du 21 août 1825, il appartient au conseil privé (à la Réunion) de statuer sur les demandes en concession de l'usage des eaux de sources sises dans des ravines, et, en conséquence, il est incompétent pour reconnaître si les eaux desdites sources, faisant partie des cours d'eau, pouvaient être l'objet de concessions, comme aussi pour apprécier les droits qui seraient résultés, en faveur des opposants, de concessions antérieures. Décidé au fond que les sources devaient être considérées comme faisant partie des cours d'eau; qu'elles n'avaient pas été antérieurement concédées aux opposants à la demande en concession, auxquels d'ailleurs certains droits d'usage étaient réservés (*C. d'Ét.*), IX, 39.

- (4) Colonies (la Réunion). — Domaine public. — Concession. — Sources sur les bords d'une ravine; partie du cours d'eau. — Exception de propriété. — Compétence. — Conseil privé. — Procédure. — Décision incidente ou définitive. — Recours. — (*Crédit foncier colonial contre commune de Sainte-Marie (Réunion).*) — On ne doit pas considérer comme décision incidente, non susceptible de recours avant la décision définitive, celle qui rejette une opposition à une demande en concession d'eau, cette opposition étant fondée sur un droit de propriété et introduisant ainsi

une contestation sur laquelle il a été statué au fond par la décision attaquée. — Il appartient au conseil privé (à la Réunion): 1° de statuer sur les demandes en concession d'eau, non seulement des rivières, mais aussi des sources qui naissent sur leurs bords, quand, d'après la configuration des lieux, ces sources, situées sur la partie inférieure du rempart de la ravine, doivent être regardées comme faisant partie du cours d'eau, alors même que les riverains se prétendraient propriétaires, par titres de droit ou par prescription, du sol sur lequel naissent les sources; 2° d'interpréter les actes de concession antérieurs qu'un riverain pourrait invoquer et d'en apprécier les effets. — (En conséquence, dans l'espèce, le conseil privé était compétent et il n'y avait pas lieu pour lui de surseoir à statuer) (*C. d'Ét.*), IX, 382.

- (5) Colonies. — Compétence administrative. — Jugements et arrêts. — Clôture des débats. — Production. — (*Mademoiselle Prévile*). — L'autorité administrative a seule compétence, dans l'île de la Martinique, pour procéder aux règlements de toutes les eaux courantes. — Mais, dans les colonies comme dans la métropole, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître, entre les simples particuliers, des actions qui naissent des conventions privées par lesquelles ils ont déterminé leur mode de jouissance des eaux même domaniales dont ils usent sans concession régulière pour le mouvement de leurs usines

respectives. — Les juges ne peuvent faire état, dans leur sentence, de pièces produites pour la première fois dans la cause, après l'audition du ministère public et pendant le délibéré en la chambre du conseil, alors qu'il n'est pas établi que ces pièces aient été préalablement communiquées à toutes les parties en cause (*C. de Cass.*), IX, 173.

- (6) Délimitation. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Bélamy*). — L'arrêté préfectoral qui fixe la limite du lit d'une rivière navigable (la Loire), au devant d'une propriété, à un niveau supérieur à celui des plus hautes eaux navigables avant tout débordement, — et la décision du ministre des travaux publics qui confirme cet arrêté, doivent être annulés pour excès de pouvoirs (*C. d'Ét.*), VII, 654.

- (7) Délimitation de la mer à l'embouchure de l'Odé, VI, 810; à l'embouchure du Rhône, IX, 1142.

- (8) Désignation des parties réservées pour la reproduction du poisson, VI, 111; modifications relatives à l'Adour, VI, 980.

- (9) Fleuve. — Endiguement. — Alluvions. — Jouissance. — Propriété. — Droit des riverains. — Pouvoirs de l'administration. — Procédure. — Recours au ministre. — Absence de décision dans les quatre mois. — Recours au Conseil d'État. — (*Dame Levescher*). — Le refus par le Ministre des travaux publics de délivrer immédiatement au propriétaire riverain d'un cours d'eau navigable (la basse Seine), des terrains que ce propriétaire

prétend être des alluvions définitivement formées, par suite de travaux d'endiguement que l'État a fait exécuter, — ne constitue pas un acte susceptible d'être déféré au Conseil d'État par la voie contentieuse. — Il n'appartient qu'à l'administration d'apprécier si les travaux doivent être considérés comme terminés, et si les terrains conquis sur le lit du fleuve peuvent être remis aux particuliers. — Mais ce refus ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire exerce sa revendication, en vertu de l'article 556 du Code civil devant l'autorité compétente s'il s'y croit fondé (*C. d'Ét.*), VII, 837.

- (10) Endiguement de la basse Seine. — Terrains conquis sur le fleuve. — Valeur. — Bases d'estimation. — (*Ministre des finances, endiguement de la basse Seine.*) — Valeur de l'hectare comparé à des alluvions de nature analogue et à d'anciens herbages situés en arrière des alluvions. — Difficultés d'accès et d'exploitation : vente des herbes. — Possibilité essentielle d'accidents par défaut d'entretien ou enlèvement des digues. — Produit des alluvions. — Date de l'entrée en jouissance. — Plus-value donnée aux terrains en dehors des anciennes limites du fleuve. — Questions non soumises à la commission spéciale et non comprises dans l'instruction. — Non-recevabilité. — Commissions spéciales chargées d'apprécier la valeur des terrains conquis sur un fleuve. — Forme de la procédure. — Instruction écrite. — Observations

COURS D'EAU (*suite*) :

- orales non nécessaires en cette matière. — Examen du dossier constaté au procès-verbal de la commission et suffisant, alors que, d'ailleurs, le dossier contient les observations des parties (*C. d'Ét.*), IX, 1347.
- (11) Débarcadère provisoire sur le quai de la Gironde. — Domaine public. — Pouvoirs du préfet. — Intervention des intéressés. — Frais de timbre et d'enregistrement. — (*Sieurs Provençal, Tassel et autres contre sieur Worms.*) — L'arrêté par lequel un préfet autorise, sur l'avis ou la proposition de l'ingénieur en chef, l'établissement à titre temporaire et provisoire d'un débarcadère sur le bord d'un fleuve, est pris dans la limite des pouvoirs que lui confèrent les décrets des 25 mars 1852, articles 4, et 13 avril 1861, §§ 2 et 9, du tableau D. — Aucun règlement ou instruction ministérielle en vigueur ne lui prescrit de faire précéder son autorisation d'une enquête. — Les réclamants soutenaient qu'il fallait un décret et une enquête préalable (*C. d'Ét.*), VII, 814.
- (12) Dérivation concédée en vue de l'irrigation. — Interruption des travaux. — Décision ministérielle prononçant la déchéance de la concession. — Acte d'administration. — Recours pour excès de pouvoirs non recevable. — Compétence du conseil de préfecture. — (*Sieurs de Preigne, Rougier et Harouel, contre ministre des travaux publics.*) — Procédure. — Conseil d'État. — Pourvois soulevant la même question et ayant donné lieu à une seule instruction. — Jonction. — Recours contre une décision du ministre des travaux publics prononçant la déchéance d'une concession d'eau à dériver du Rhône : le dit recours fondé sur ce que : 1° la seule mise en demeure qui ait été adressée aux concessionnaires avait été suivie d'une reprise immédiate des travaux ; 2° cette mesure aurait dû être prise par les deux ministres de l'agriculture et des travaux publics, sur le rapport desquels était intervenu le décret de concession. — Rejet : — La décision attaquée n'est qu'un acte d'administration non susceptible d'être déféré au Conseil d'État pour excès de pouvoirs : elle ne fait pas obstacle à ce que les concessionnaires saisissent le conseil de préfecture, seul compétent (loi de pluviôse an VIII, art. 4) pour connaître des contestations entre l'administration et les entrepreneurs de travaux publics sur le sens ou l'exécution des clauses de leurs marchés (*C. d'Ét.*), IX, 1345.
- (13) Rivières navigables. — Pont d'un chemin de fer détruit par l'autorité militaire. — Reconstruction sans enlèvement des débris. — Perte d'un bateau par suite d'un choc contre ces débris. — Responsabilité. — Compétence. (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Piketti.*) — La compagnie concessionnaire d'un chemin de fer ne peut pas être déclarée responsable de la perte d'un bateau, qui s'est heurté contre les débris d'un pont détruit par l'autorité mili-

taire dans l'intérêt de la défense, alors qu'elle n'était tenue ni par son cahier des charges, ni par l'acte qui l'a autorisée à reconstruire le pont, d'enlever les débris de l'ancien pont. — L'Etat peut être déclaré responsable de la perte à raison de ce qu'il n'aurait pas ordonné le déblaiement de la rivière (non résolu). — L'action en responsabilité intentée contre l'Etat ne serait pas de la compétence du conseil de préfecture. — (Elle n'a pas pour objet la réparation d'un dommage causé par des travaux publics: elle tend seulement à faire déclarer l'Etat responsable de l'insuffisance des travaux de déblaiement de la rivière et ne peut pas donner lieu à un recours contentieux (*C. d'Ét.*), VIII, 115.

- (14) Règlement administratif. — Compétence judiciaire. — (*Sieur Prestrot.*)—L'ordonnance royale qui a réglé le régime de deux usines établies sur une rivière navigable et flottable, et spécialement qui a déterminé la dimension de leurs vannes respectives, ne perd pas le caractère de règlement d'intérêt public, par cela seul que depuis qu'elle a été rendue, la rivière sur laquelle sont établies ces usines a été déclassée et a cessé d'être navigable et flottable. — Par suite, les tribunaux saisis de contestations entre les propriétaires des deux usines, relativement à l'usage des eaux, ne peuvent autoriser ni prescrire des ouvrages qui modifient le régime établi par cette ordonnance (*C. de Cass.*), VII, 932.

— (15) Règlement par arrêté préfectoral. — Convention. — Nullité. — (*Dame veuve Goussard.*) — Les arrêtés pris par l'autorité administrative pour régler l'usage des cours d'eau dans l'intérêt général de l'agriculture et de l'industrie sont la loi des riverains, et leurs prescriptions se substituent de plein droit à tous les modes de jouissance des eaux précédemment établis soit par titres, soit de toute autre manière. — En conséquence, n'est pas opposable aux autres riverains la convention par laquelle l'un d'eux aurait stipulé qu'il pourrait se servir des eaux en dehors des époques réglementaires (*C. de Cass.*), VII, 668.

— (16) Règlement. — Contestation privée pendante devant l'autorité judiciaire. — Demande d'interprétation par l'une des parties. — Préfet. — Déclaration. — Droits des tiers réservés. — Pas d'excès de pouvoirs. — (*Sieur Choppard.*)—Un préfet ne commet pas un excès de pouvoirs lorsqu'à l'occasion d'une contestation privée, sur la demande d'une des parties en cause devant un tribunal civil, mais sans qu'il y ait eu renvoi par ce tribunal, à fin d'interprétation du règlement d'eau par l'administration, il déclare, sous la réserve des droits des tiers, qu'un cours d'eau a toujours été considéré comme public par l'administration.—Cette déclaration ne constitue pas une décision susceptible d'être déférée au Conseil d'État, par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872. — Elle ne fait pas obstacle à ce que la partie qui

COURS D'EAU (*suite*):

se prétend lésée fasse valoir ses droits sur le cours d'eau dont il s'agit (*C. d'Ét.*), IX, 44.

- (17) Travaux défensifs. — Syndicat de l'Isère et de l'Arc. — Taxes. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre syndicat de l'Isère et de l'Arc.*) — Réclamation tendant à l'élévation du coefficient attribué aux propriétés bâties, implicitement comprise dans une demande tendant à la diminution du coefficient attribué aux propriétés du réclamant : recevabilité. — Degré d'intérêt fixé au moyen de deux coefficients de danger et de valeur : prise en considération du danger de corrosion : régularité. — Coefficient exact de la valeur des propriétés bâties. — Coefficient de la valeur du chemin de fer bien établi par la commission et les experts, diminué à tort par le conseil de préfecture, relevé par le Conseil d'État. — Procédure ; jonction. — Frais d'expertise à la charge du réclamant. — Dépens ; non-lieu à les accorder ; assimilation aux contributions directes (*C. d'Ét.*), IX, 30.

- (18) Syndicat d'irrigation. — Frais d'intervention du syndicat dans un procès en appel et cassation. — Frais du même procès soutenu par des membres de l'association dans l'intérêt de tous. — Répartition de ces frais. — Prétendue chose jugée. — Arrêt antérieur. — Interprétation. — (*Syndicat de Sablet contre sieurs Doux et autres*). — Un syndicat prétend que les frais d'un procès soutenu par

quelques-uns de ses membres, mais dans l'intérêt général de l'association, tant en première instance qu'en appel et en cassation, doivent être supportés par tous indistinctement, — et que le conseil de préfecture a eu tort de ne laisser à la charge de tous que les frais de l'intervention personnelle du syndicat en appel et en cassation : il invoque la chose jugée qui résulterait, suivant lui, d'un précédent arrêt du Conseil d'État (18 juillet 1873, *Annales* 1875, page 835). — Décidé que l'arrêt invoqué a uniquement statué sur les frais d'intervention du syndicat, qui avait eu lieu sur la demande des membres de l'association et avec approbation du préfet ; qu'ainsi il n'y avait pas chose jugée en ce qui touche les autres frais exposés, tant en instance qu'en appel, par quelques-uns de ces membres ; — mais que le syndicat ayant reconnu que ceux-ci, en soutenant le procès, ont agi dans l'intérêt général de l'association, — avait admis avec raison la répartition desdits frais entre tous les propriétaires arrosants, et que cette répartition devait être maintenue (*C. d'Ét.*), IX, 34.

- (19) Syndicat de la Durance à Puyvert. — Taxes syndicales. — Bases de la répartition. — Inobservation des règles. — Décharge. — (*Sieur Rey*). — Décidé que, si le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur la révision générale du classement des propriétés indiquées, il est compétent pour accorder à un de ces propriétaires décharge d'une taxe illégalement établie.

— Décidé que lorsqu'un syndicat a été divisé par décret en plusieurs associations syndicales distinctes, et que le décret impose à celles-ci l'obligation de dresser un plan parcellaire, de déterminer le périmètre et la classification des terrains, et de soumettre le tout à une enquête, l'inexécution de ces conditions entache d'irrégularité les taxes arrêtées par un des syndicats nouveaux d'après les bases précédemment établies pour l'ancien syndicat général (*C. d'Ét.*), IX, 51.

- (20) Syndicats. — Difficultés avec l'ancien directeur, tendant à des remises de pièces, à la vérification de travaux et à l'examen de comptes. — Compétence. — (*Sieurs de Lagarde et Chaptive.*) — Le conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur un litige existant entre un ancien directeur de syndicat et les nouveaux directeurs au sujet de la remise des plans, devis et livres appartenant à ces syndicats, et ordonner la vérification, par experts, de l'état et de la valeur des travaux, en dehors de toute contestation de la part des entrepreneurs ou des syndicats relative à leur exécution. — Le conseil de préfecture, statuant dans les formes établies pour le jugement des affaires contentieuses, n'est pas compétent pour examiner le compte administratif du directeur des syndicats, alors qu'il n'est même pas allégué que, par son ingérence dans le manie- ment des deniers, il se soit constitué comptable (*C. d'Ét.*), IX, 1519.

4^e Dommages, Usines.

- (1) Destruction de pêcheries : mesure de salubrité et de sécurité publiques ; recours ; commune sans qualité. — Interprétation ; renvoi par l'autorité judiciaire ; recevabilité du recours des parties en cause ; délégation faite à un maire par arrêté préfectoral ; caractère non permanent (*Commune de Biscarosse contre sieur Bonard.*) — Une commune n'a pas qualité pour attaquer, pour excès de pouvoirs, la décision par laquelle le ministre des travaux publics invite un préfet à rapporter un précédent arrêté, qui a prescrit la destruction de barrages-pêcheries établis sur des cours d'eau non navigables. — Cet arrêté a été pris dans un but de sécurité et de salubrité publiques. — Mais lorsqu'une commune est en cause dans une instance pendante devant le tribunal civil et à l'occasion de laquelle celui-ci a renvoyé à l'autorité administrative l'interprétation de divers arrêtés préfectoraux, elle est recevable à demander au Conseil d'État la réformation de la décision du ministre qui a statué sur le caractère temporaire ou permanent des dispositions contenues auxdits arrêtés. Décidé que, dans l'espèce, la désignation faite, par ces arrêtés, du maire de la commune, comme commissaire pour l'exécution des mesures ordonnées en vue du libre écoulement des eaux, n'avait pas le caractère d'une délégation permanente et générale (*C. d'Ét.*), VIII, 157.
- (2) Dommages aux usines. —

COURS D'EAU (suite) :

- Canal Saint-Denis.—Prise d'eau par la ville de Paris.—Distribution d'eau, fontaines publiques, arrosage.—Territoires annexés.—Indemnité.—Actes primitifs de concession.—Compagnie concessionnaire de la ville.—Navigation et usines.—Indemnités.—Interprétation.—(*Sieurs Veyrassat et autres contre ville de Paris.*)—Décidé, par interprétation de diverses clauses du traité passé entre la ville de Paris, concessionnaire primitive du canal, et la société du canal à laquelle la ville de Paris a transmis sa concession, que la ville n'a pas limité l'emploi de l'eau qu'elle s'est réservée, à certains usages, et ne s'est pas engagée à n'en user que dans les limites de son territoire tel qu'il existait au jour du traité ; elle peut s'en servir même hors de son territoire, si, employant à l'intérieur de la ville la quantité qui lui est réservée, elle remplace par des eaux d'une autre provenance la portion, que, pour la facilité de ses services, elle envoie hors de son enceinte ; la ville n'est pas obligée d'employer d'une manière continue la quantité d'eau débitée en vingt-quatre heures par l'orifice de 4,000 pouces qui règle le volume d'eau auquel elle a droit ; les traités passés par la compagnie avec la ville, avant les concessions faites par la compagnie du canal aux réclamants, ne peuvent être contestés par ceux-ci.—Conclusions sur les conditions de l'expertise : rejet comme étant sans objet, VII, 741.
- (3) Rivière navigable.—Usine.

- Chômage temporaire.—Travaux dans l'intérêt exclusif de la navigation.—Propriétaires et fermiers.—Indemnités distinctes.—Procédure : conseil de préfecture.—Arrêté : caractère contradictoire vis-à-vis des parties qui ont introduit l'instance : opposition non recevable.—(*Compagnie des moulins de Moissac.*)—Fixation de l'indemnité due aux propriétaires et aux fermiers de moulins mis en chômage dans l'intérêt exclusif de la navigation, en tenant compte de l'avantage que l'abaissement des eaux a procuré aux réclamants pour l'exécution de certains travaux faits à l'usine.—Les arrêtés du conseil de préfecture sont contradictoires vis-à-vis de la partie qui a introduit le recours, alors même qu'elle n'aurait pas pris de nouvelles conclusions après l'expertise (à laquelle elle a assisté), et qu'elle n'aurait pas présenté d'observations orales à l'audience (*C. d'Ét.*), VIII, 677.
- (4) Rivières navigables.—Dommages aux usines.—Établissement d'un barrage sur la Seine.—Diminution de force motrice.—Indemnité allouée d'après la force utilisée, et non d'après l'accroissement de force que le moulin aurait pu obtenir ultérieurement.—Fixation d'un chiffre annuel de dommage et allocation de ce chiffre capitalisé à 5 p. 100 : règlement annuel d'indemnité, prescrit à tort par le conseil de préfecture : double emploi.—Inondation de prairies et construction d'une passerelle : indemnités déclarées suffisantes.—Dépréciation du surplus des

prairies et travaux d'appropriation à l'usine: demande d'indemnité non justifiée. — Expertise motivée par l'exagération de la demande: principe d'indemnité non contesté par l'administration: frais partagés. — Intérêts: point de départ, pour partie, du jour de l'arrêt attaqué, et pour partie, du jour de l'expiration du bail de l'usine. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Baudry.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 838.

- (5) Dommages aux usines. — Existence légale. — Prise d'eau. — Alimentation de canaux et d'une ville. — Utilité publique. — (*Sieur Pommier contre ville de Paris.*) — Le propriétaire d'une usine établie en 1845 seulement sur un cours d'eau navigable n'a pas droit à indemnité à raison de dommages résultant de travaux exécutés sur ce cours d'eau dans un but d'utilité publique, alors d'ailleurs que les décrets déclarant cette utilité, ont été régulièrement rendus. — (Avant de statuer sur cette demande, le conseil de préfecture a donc dû s'assurer de la légalité de l'existence de l'usine.) (*C. d'Ét.*), VIII, 1636.

- (6) Dommages. — Diminution de force motrice. — Indemnité. — Point de départ des intérêts. — Erreur matérielle. — Demande en interprétation d'un précédent arrêt du Conseil d'État. — Pas d'ambiguïté. — Non-lieu à interprétation. — (*Ministère des finances contre sieur Baudry.*) (*C. d'Ét.*), IX, 50.

- (7) Travaux publics. — Ville de Paris. — Prise d'eau dans la Marne. — Moulin. — Existence

légale. — Diminution de force motrice et chômages. — Locataire. — Propriétaire. — Indemnité. — Intérêts. — (*Sieur Guerrier-Bonnet contre ville de Paris et sieurs Berson frères.*) — La ville de Paris ne peut pas contester devant le Conseil d'État la légalité de l'existence d'un moulin, alors qu'après l'avoir contestée dans ses premières conclusions devant le conseil de préfecture, elle s'est ensuite bornée à discuter au fond la question d'indemnité et qu'elle a même exécuté l'arrêt. — Le locataire d'un moulin situé sur la Marne ayant subi un préjudice par suite de la diminution de force motrice et des chômages résultant des prises d'eau faites dans cette rivière par la ville de Paris, est fondé à soutenir que cette ville lui doit une indemnité, et que si le propriétaire a été obligé de lui consentir une réduction du loyer, l'indemnité pour chômage n'en doit pas moins être allouée au locataire et non au propriétaire qui a, d'ailleurs, reçu d'autre part une indemnité pour dépréciation de la valeur de l'établissement (*C. d'Ét.*), IX, 394.

- Seille (rivière). Règlement sur le curage, signé entre la France et l'Allemagne, IX, 494.
- Vezouze (rivière) (curage et établissement du lit de la), IX, 1459.

II. — COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES.

1^o Propriété.

- Tillet et de la Plonge (Savoie); travaux d'amélioration, X, 897.

COURS D'EAU (*suite*) :

— (1) Dommage. — Pont et barrage. — Niveau exhaussé. — Lavoir public. — (*Sieur Brice et dame veuve Thouvenot contre commune de Montauville.*) — Demande d'indemnité formée contre une commune, par le propriétaire de terrains voisins d'un cours d'eau, à raison du préjudice que lui causerait l'établissement d'un pont et d'un barrage destiné à alimenter un lavoir communal (plan d'eau relevé, obstacle au drainage des terres). — Rejet : le remous résultant de la fermeture du barrage est insignifiant (3 centimètres : aucune dénivellation ne s'est produite, pendant les plus hautes eaux, par l'effet du pont établi sur le ruisseau (*C. d'Ét.*), VI, 376.

— (2) Propriétaire non riverain. — Possession légale. — Action possessoire. — (*Sieur Sallaberry.*) — L'usage d'un cours d'eau considéré comme accessoire utile du fonds au service duquel il est attaché est, comme les autres natures de biens, susceptible de possession légale. — Des actes de jouissance et de l'établissement des travaux permanents par lesquels s'exerce la possession d'un cours d'eau résulte au profit du possesseur, indépendamment de la qualité de propriétaire riverain, le droit de former la plainte possessoire, en cas de trouble et d'entreprise (*C. de cass.*), VI, 571.

— (3) Régime des eaux. — Arrêté préfectoral. — Sanction. — Article 471, 15°, du Code pénal. — Propriétés riveraines. — Point de dommage. — Article 16 de la

loi du 6 octobre 1791 non applicable. — Circonstance indifférente. — (*Sieur André Blaise.*) — Un arrêté préfectoral légalement pris, concernant le régime des eaux d'une rivière non navigable ni flottable, a pour sanction la pénalité édictée par l'article 471, 15°, du Code pénal. — Cette pénalité doit être prononcée lors même que la contravention constatée (dans l'espèce, le maintien des eaux, par le garde d'un moulin, à une élévation supérieure au point de repère fixé par l'arrêté) n'aurait occasionné aucun dommage aux propriétés riveraines et ne porterait pas, par suite, l'application de l'article 16 de la loi du 6 octobre 1791 (*C. de cass.*), VI, 596.

— (4) Ruisseau. — Conduit ouvert en tout temps. — Passage à travers une propriété. — Arrêté préfectoral. — Interdiction de coupure des berges. — Ancien règlement de police. — Irrigation. — Textes non applicables. — Pas d'infraction. — (*Sieur Hardouin Tarbé de Vauxclairs.*) — Le fait de laisser entrer l'eau d'un ruisseau, par un conduit ouvert en tout temps, dans une pièce d'eau dépendant d'une propriété, ladite eau étant rendue à sa sortie au cours du ruisseau, ne constitue une infraction ni à un arrêté préfectoral (arrêté du préfet de l'Yonne du 30 octobre 1860), qui prévoit exclusivement les coupures aux berges du ruisseau pratiquées sans autorisation, ni à un ancien règlement de police (règlement de la baronnie de Nailly du 12 mai 1750), qui a seulement

pour objet l'irrigation des prés appartenant aux riverains (*C. de cass.*), VI, 612.

— (5) Cours d'eau non navigables.

— Compétence judiciaire ou administrative. — Rigole de dérivation pour alimentation de locomotives dans une gare. — Propriété prétendue du cours d'eau. — Dommages. — (*Sieur Cottin.*) — Lorsque les travaux de dérivation d'une partie des eaux d'un cours d'eau ont été autorisés par décision ministérielle et exécutés par une compagnie concessionnaire d'un chemin de fer pour conduire au réservoir d'une gare l'eau nécessaire à l'alimentation des machines locomotives, — l'autorité judiciaire n'est pas compétente soit pour ordonner la destruction de ces travaux, soit pour statuer sur l'indemnité réclamée par un propriétaire pour le préjudice que lui cause le détournement des eaux. — Les ouvrages exécutés forment une dépendance de la gare et ont ainsi le caractère de travaux publics (*C. d'Ét.*), VII, 634.

— (6) Cours d'eau. — Rivières

non navigables ni flottables. — Droit de jouissance. — Action en complainte. — Compétence. — Appel des jugements de justice de paix. — Demande reconventionnelle. — (*Sieur Lautel.*) — L'usage des cours d'eau non navigables ni flottables constitue, non pas une jouissance promiscue avec les autres riverains, mais un droit individuel pouvant servir de base à une action en complainte. — Lorsqu'un tribunal de première instance statue sur un appel formé

contre un jugement de justice de paix, sa compétence est renfermée dans les mêmes limites que celle du juge de paix. — Spécialement, il ne peut connaître d'une demande en dommages-intérêts, si cette demande excédait le quantum prévu par la loi du 25 mai 1838, et n'était pas fondée exclusivement sur la demande principale (*C. de cass.*), VII, 941.

— (7) Cours d'eau non navigables.

— Existence ancienne. — Curage. — Arrêté préfectoral. — Lit primitif. — Pas d'excès de pouvoirs. — (*Sieur de Nédonchel.*) — Décidé : que, à cours d'eau dont il s'agissait se trouvait comblé depuis plusieurs années sur divers points de son parcours, son existence était cependant suffisamment démontrée ; — que le préfet, en ordonnant le rétablissement du lit primitif dans toute son étendue, au moyen d'un curage à vieux fonds et vieux bords, n'avait fait qu'user des pouvoirs qu'il tient de la loi du 14 floréal an XI (*C. d'Ét.*), VII, 1348.

— (8) Cours d'eau non navigables.

— Redressement des rives. — Propriété des alluvions. — Incorporation au lit de la rivière. — Dépossession. — Indemnité. — Conflit. — Compétence judiciaire. — (*Sieurs Ancel, Husse- not et Michaut contre la commune de Longeville.*) — L'autorité administrative, compétente pour ordonner le curage des rivières non navigables ni flottables et ordonner le redressement de leur lit, n'a pas le pouvoir d'incorporer au lit d'une rivière, sans les formalités de

COURS D'EAU (*suite*) :

l'expropriation, les terrains dont l'occupation lui semblerait nécessaire pour le libre écoulement des eaux, ni de se constituer juge des droits de propriété qui pourraient appartenir aux riverains. — L'autorité judiciaire est compétente pour reconnaître les droits de propriété invoqués devant elle et pour régler, s'il y a lieu, les indemnités de dépossession (*C. d'Ét.*), VIII, 419.

— (9) Cours d'eau non navigables.

— Action pétitoire. — Cumul du possessoire et du pétitoire. (*Sieur Faraldo.*) — Il y a cumul du possessoire et du pétitoire de la part du juge statuant au possessoire qui, pour écarter une demande en complainte tendant à faire cesser le trouble apporté à la jouissance d'un cours d'eau, se fonde uniquement sur ce que le défendeur a agi en conformité d'un usage local et n'a fait qu'user d'un droit facultatif et imprescriptible rendant irrecevable toute action possessoire (*C. de cass.*), VIII, 242.

— (10) Cours d'eau. — Réunion

de quatre chutes en une chute unique. Autorisation sous certaines conditions : inaccomplissement de ces prescriptions. —

— Prétendu droit de propriété.

— Loi du 16 juin 1854. — Con-

travention. — (*Sieur Ricci.*) —

Le fait par un usinier de ne s'être pas conformé aux prescriptions administratives pour l'installation de vannes de décharge, prescriptions moyennant lesquelles il a été autorisé à réunir quatre chutes qu'il

possédait sur un cours d'eau en une chute unique, comportant l'établissement d'un canal de dérivation destiné à l'alimentation d'une nouvelle usine à turbine hydraulique, constitue une contravention de grande voirie (*C. d'Ét.*), VIII, 4149.

— (11) Procédure. — Conseil d'État. — Recours contre une décision du ministre des travaux publics confirmative d'arrêtés préfectoraux rendus en matière de cours d'eau, ladite décision notifiée depuis plus de trois mois. — Déchéance. — (*Sieur Charamaule.*) (*C. d'Ét.*), X, 67.

2^e Police. — Usines, dommages. — Règlement d'eaux, etc.

— (1) Usine. — Prise d'eau. —

Chômage. — Force motrice —

Débit. — (*Ville de Castres contre sieurs Gary et Combes.*)

— Demande d'indemnité formée par les propriétaires d'une usine, à raison de la force motrice et des chômages qu'aurait occasionnés une dérivation de cinquante litres d'eau pour l'alimentation d'une ville. Rejet : pour apprécier le dommage allégué, il faut tenir compte non pas du débit actuel de l'usine dont la retenue a été exhaussée, sans autorisation, au-dessus de son niveau légal, mais uniquement du débit qu'elle eût été susceptible d'utiliser si l'exhaussement n'avait pas eu lieu. — Or, il résulte de l'instruction que la dérivation opérée par la ville laisse à la disposition de l'usine, en temps d'étiage, un débit supérieur à celui qu'elle a

droit d'utiliser, abstraction faite des modifications irrégulièrement apportées à ses ouvrages régulateurs (*C. d'Et.*), VI, 368.

— (2) Canalisation de la Marne.

— Diminution de force motrice.

— Hauteur d'eau. — Indemnité.

— Dommages éventuels. — Réserves. — (*Sieur Gatellier*).

— Décidé qu'un usinier dont la force motrice a été diminuée par suite de travaux publics, est fondé à réclamer une indemnité calculée sur la totalité de la force motrice dont il disposait légalement au moment de l'exécution des travaux qui lui ont causé un dommage, bien qu'à l'époque où les projets de travaux ont été mis à l'enquête il ait utilisé une force moindre.

— (Dans l'espèce, les projets, plusieurs fois modifiés, n'ont reçu leur exécution qu'après un intervalle de dix-neuf années (*C. d'Et.*), VI, 441.

— (3) Chômages d'usine. — (*Société du canal de jonction de la Sambre à l'Oise contre sieur Devillers et consorts*).

— Etablissement et alimentation d'un canal.

— Force motrice.

— Chute. — Débit. — Plus-value

procurée. — Exhaussement de

la chute. — Compensation ad-

mise. — Intérêts. — Intérêts

des intérêts. — Périodes diverses

pour les indemnités et pour les

intérêts. — Expropriation. —

Décision du jury. — Indemnité

éventuelle pour un cas qui ne

s'est pas réalisé. — Chose jugée

par un précédent arrêt du conseil d'Etat. — Frais d'expertise

et dépens (*C. d'Et.*), VI, 445.

— (4) Barrage d'irrigation auto-

risé en amont d'une usine. —

Absence d'intérêt général. —

Décision judiciaire, chose jugée.

— Excès de pouvoirs. — (*Sieurs*

Julian, Roquer, Imer frères

et autres contre Michaëlis et

autres.) — Recours formé par

des usiniers, pour excès de

pouvoirs, contre un arrêté pré-

fectoral qui a autorisé, en amont

de leur usine, l'établissement

d'un barrage au profit de rive-

raains ayant un droit de prise

d'eau sur le canal : le préfet

par l'acte attaqué s'étant borné

à reconnaître que le barrage

ne présentait aucun inconvé-

nient au point de vue de l'inté-

rêt public, qu'il ne contredit

aucune des décisions judiciaires

opposées par les réclamants, et

ayant d'ailleurs expressément

réserve les droits des tiers, jugé

que, dans ces circonstances, il

n'a pas excédé les limites des

pouvoirs qu'il tient des lois de

la matière, en ce qui concerne

les cours d'eau non navigables

ni flottables (*C. d'Et.*), VI, 463.

— (5) Usine. — Dommage. —

Existence légale. — Indemnité.

— (*Ministre des travaux publics*

contre sieur Acot.) — Moulin à

tan, situé dans le lit de l'Ousse,

rivière non navigable ni flotta-

ble. — Existence légale justifiée

par la production d'un arrêt du

Parlement de Navarre, de 1714,

portant concession. Engorge-

ment du rouet de cette usine

et diminution de la force mo-

trice, — causées par les travaux

du chemin de fer de Toulouse à

Bayonne. — Indemnité calculée

d'après le préjudice éprouvé,

sans tenir compte de l'augmen-

tation de force motrice qui a

COURS D'EAU (*suite*) :

pu être obtenue au moyen de modifications apportées au mécanisme de l'usine. Objection tirée par le ministre de ce que l'usine serait alimentée aussi par une dérivation du Gave, cours d'eau flottable (*C. d'Et.*), VI, 517.

— (6) Dommage à une usine. — Alimentation du canal de Bourgoigne. — Indemnité. — Prescription. — Point de départ. — Nécessité d'expertise. — (*Sieur Caillet.*) — Lorsque, dans une instance en indemnité pour dommage, l'Etat oppose à l'usiner la prescription acquise par trente ans écoulés depuis l'établissement de la prise d'eau, et que l'usiner répond que la prescription n'a pu courir que du jour où le dommage s'est produit à la suite des travaux d'étanchement exécutés par l'Etat dans la cuvette du canal, qui, auparavant, restituait à la rivière, par filtrations, la plus grande partie de l'eau enlevée pour l'alimentation de ce canal, le conseil de préfecture ne peut pas repousser la demande *de plano* sans qu'il ait été procédé à une expertise. — Article 56, loi du 16 septembre 1807. — Renvoi devant le conseil de préfecture (*C. d'Et.*), VI, 516.

— (7) Cantal (département du). — Répartition des eaux en temps de sécheresse, VI, 702.

— (8) Joignes (Manche). — Répartition des eaux entre l'agriculture et l'industrie VI, 703.

— (9) Usine. — Règlement. — Retenue abaissée. — Intérêt privé. — Absence d'intérêt général. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur*

Robelin.) — Annulation d'un arrêté préfectoral qui ordonnait, sur la demande d'un usinier supérieur, l'abaissement de la retenue d'un moulin, en se fondant non sur des motifs tirés de l'intérêt général, mais seulement sur ce qu'une plus grande élévation donnée à la retenue du dit moulin nuirait à l'usine supérieure (*C. d'Et.*), VI, 1021.

— (10) Barrage autorisé en amont d'une usine. — Demande en réduction de hauteur. — Compétence. — (*Sieur Turcat contre sieur Laugier.*) — La demande, formée par un propriétaire d'usine située sur un cours d'eau non navigable, et tendant : à faire reconnaître qu'il a droit à l'usage d'une profondeur déterminée de pente d'eau dans le canal de fuite de son usine ; à faire condamner le propriétaire du barrage à réduire l'élévation de ce barrage, nonobstant l'arrêté préfectoral qui en a fixé la hauteur, entre dans la compétence de l'autorité judiciaire. — (D'après les art. 644 et 645 du code civil et la loi du 25 mai 1838, il appartient à l'autorité judiciaire de connaître des contestations qui s'élèvent entre les propriétaires riverains des cours d'eau non navigables ni flottables, au sujet des droits qu'ils peuvent exercer et des entreprises qu'ils peuvent commettre sur ces cours d'eau.) — (Vainement soutiendrait-on que l'établissement et la hauteur du barrage ayant été autorisés par l'arrêté préfectoral, l'autorité judiciaire est incompétente pour ordonner la modification de cet ouvrage : les arrêtés d'au-

- torisation pris sur la demande et dans l'intérêt privé du permissionnaire, en vertu des pouvoirs de police que les lois des 12-20 août 1790 ont attribué à l'administration, n'ont pu préjudicier aux droits des tiers qui, d'ailleurs, ont été expressément réservés) (*C. d'Ét.*), VI, 1061.
- (11) Usines. — Chute d'eau concédée. — Procès-verbal d'adjudication. — Interprétation. — Compétence. — (*Sieur Lavie.*) — Décidé d'après les termes du procès-verbal d'adjudication, qu'un moulin arabe à farine avait été vendu avec une chute d'eau d'un débit de 30 mètres cubes environ par minute et non pas seulement avec une force motrice nécessaire à la marche de deux paires de meules, dont l'établissement avait été prévu dans l'acte de vente. Lorsque l'acte de vente ne contient aucune indication relative à l'importance du volume d'eau concédé, et impose seulement à l'usiner l'obligation de maintenir en activité ou d'établir à nouveau neuf paires de meules, il y a lieu de décider qu'il n'a été vendu que la force motrice nécessaire à la marche de ces neuf paires de meules dans l'état de leur fonctionnement au moment de la vente domaniale. C'est au conseil de préfecture, juge du contentieux des ventes domaniales, qu'il appartient de déterminer le volume d'eau auquel a droit le concessionnaire d'une usine vendue par l'Etat (*C. d'Ét.*), VII, 644.
- (12) Canal d'irrigation. — Contestations entre les usagers. — Compétence judiciaire. — Actes administratifs. — Interprétation. — Sursis. — Compétence administrative. — (*Sieur Larrouis contre sieur Bernis.*) — Décidé, à l'occasion d'un litige entre les riverains d'un ruisseau (l'Estéoux), et sur le renvoi prononcé par l'autorité judiciaire à fin d'interprétation d'arrêtés préfectoraux réglant les conditions d'arrosement entre les usagers d'un canal d'irrigation (le canal Alaric), que ces conditions étaient applicables au susdit ruisseau, lequel était une dépendance du canal et se confondait avec lui sur un parcours de plusieurs kilomètres. — Annulation de la décision du ministre des travaux publics, qui avait interprété autrement les arrêtés préfectoraux VII, 745.
- (13) Répartition des eaux. — Pouvoirs du préfet. — Usages locaux. — (*Sieur Bassac pour la demoiselle Larcade.*) — Annulation, pour excès de pouvoirs, d'un arrêté préfectoral approuvant une répartition nouvelle des eaux d'une rivière non navigable entre les usiniers et les arrosants sans tenir compte des usages locaux. — Décret du 13 avril 1861, article 2, § 5. — Est annulée également la décision ministérielle confirmative de l'arrêté (*C. d'Ét.*), VII, 821.
- (14) Dommage aux usines. — Dérivation d'un ruisseau. — Chemin de fer. — Indemnité. — (*Compagnie des chemins de fer de l'Ouest contre sieur Germain-Fleury.*) — Décidé que les travaux de dérivation d'un ruisseau par une compagnie de chemin de fer et les atterrisse-

JOURS D'EAU (*suite*) :

ments en résultant n'avaient pas eu pour effet de relever la pente des eaux au droit des usines réclamantes, et qu'en conséquence, cette compagnie n'était pas responsable des chômages qui avaient pu se produire. — Annulation de l'arrêté du conseil de préfecture qui avait mis à la charge de la compagnie une indemnité pour réparer le préjudice dans le passé et l'exécution de travaux pour les faire cesser dans l'avenir (*C. d'Ét.*), VII, 927.

- (15) Travaux publics. — Dom-mage à une usine. — Construc-tion d'un aqueduc communal. — Chômage temporaire. — Con-vention prétendue. — Domma-ges-intérêts. — Compétence ad-ministrative. — (*Sieur Fauides contre la ville de Bourgoin*). — C'est à la juridiction administra-tive qu'il appartient de statuer sur la demande d'indemnité for-mée par un usinier, à raison du dommage temporaire qu'il pré-tend avoir été causé à son usine par les travaux d'établissement d'un aqueduc pour l'alimenta-tion de fontaines communales, travaux dont l'utilité publique a été déclarée. — Il en est ainsi, encore bien que le demandeur allègue l'existence d'une con-vention verbale qui aurait réglé à l'avance l'indemnité. Cette allégation ne saurait changer ni le caractère de la contesta-tion, ni la compétence (*C. d'Ét.*), VII, 1174.

- (16) Pouvoirs du préfet. — Ré-partition des eaux. — Absence d'ancien règlement et d'usage : caractère d'un règlement pré-

fectoral de l'an xi. — Excès de pouvoirs. — (*Sieurs Fritsch, Bardot et autres*. — On ne peut pas considérer comme règlement ancien et, par suite, comme définitif et obligatoire, un règlement fait en l'an xi, et qui a été approuvé seulement par arrêté préfectoral. — A cette époque, il n'appartenait qu'à l'administration supérieure d'ap-prouver les règlements sur les cours d'eau. — En conséquence, l'arrêté préfectoral qui, en l'ab-sence d'usages locaux, a régle-menté les eaux d'une rivière servant à la fois aux usines et aux irrigations, — et a déclaré, tant pour la prise d'eau que pour la durée des irrigations, se référer à un règlement ap-prouvé seulement par arrêté préfectoral de l'an xi, — doit être annulé pour excès de pou-voirs (*C. d'Ét.*), VII, 1135.

- (17) Barrage établi par un usi-nier. — Autorisation adminis-trative. — Modifications ordon-nées par décisions judiciaires au profit d'un propriétaire d'u-sine. — Arrêté du préfet pres-crivant à l'usinier la remise du barrage en son ancien état. — Excès de pouvoirs. — Procé-dure. — Conseil d'Etat. — Dé-pens contre l'Etat en matière d'autorisation sur les cours d'eau non navigables. — (*Sieur Turcat*.) — Doit être annulé, comme entaché d'excès de pou-voirs, l'arrêté d'un préfet met-tant un usinier en demeure de supprimer certains ouvrages qu'il a été autorisé — par des décisions judiciaires passées en force de chose jugée — à sub-stituer d'office aux ouvrages

qu'un autre usinier avait établi sur un cours d'eau non navigable ni flottable, en vertu d'une permission administrative antérieure. — Pas de dépens contre l'Etat en matière de contestations relatives aux ouvrages autorisés dans les cours d'eau non navigables ni flottables (*C. d'Ét.*), VII, 1337.

— (18) Cours d'eau naturel. — Intérêt général; inondations: pouvoirs de police. — Roue motrice autorisée après enquête, à titre de tolérance; suppression sans enquête; régularité. — (*Sieur Bornet.*) — Décidé que le cours d'eau dont il s'agit existe, depuis un temps immémorial, à l'état de cours d'eau naturel, dont il appartenait au préfet de maintenir le libre écoulement. — Un préfet qui a autorisé, après enquête, le maintien provisoire, à titre de pure tolérance et sous certaines conditions d'une roue hydraulique pour le service d'une usine (huilerie), peut sans nouvelle enquête, prescrire certaines dispositions en vue d'assurer l'exécution de son arrêté, et même, en cas d'inexécution, ordonner la suppression complète de la dite roue et des ouvrages accessoires. — Dans l'espèce, les mesures prises par le préfet ont eu pour objet de prévenir les inondations (*C. d'Ét.*), VII, 1365.

— (19) Préfet: réparation d'une passerelle. — Absence d'intérêt général: excès de pouvoirs. — Dépens à la charge de l'Etat. — (*Dame d'Anselme de Puissaye.*) — Application de la règle d'après laquelle les pouvoirs

conférés aux préfets sur les cours d'eau non navigables ni flottables n'ont d'autre objet que de procurer leur libre écoulement, d'empêcher les inondations et de diriger les eaux vers un but d'utilité générale. — Annulation, pour excès de pouvoirs, d'arrêtés préfectoraux et des décisions ministérielles confirmatives: mettant en demeure un usinier de réparer la passerelle établie sur le canal d'amenée de son usine et ne servant qu'au passage de quelques particuliers; faisant procéder à la mise en chômage, sur le refus par l'usinier d'exécuter cette réparation. — Les recours pour excès de pouvoirs ne rentrent pas dans les hypothèses où les articles 130 et 131 du code de procédure civile sont applicables à l'Etat. — V. article 2, décret du 2 novembre 1864 (*C. d'Ét.*), VII, 1367.

— (20) Travaux publics. — Dommage aux usines. — Etablissement de barrages à hausses mobiles. — Variations imprévues de niveau. — Mise en chômage. — Pertes de temps. — Dommages. — Recours incident au nom de l'Etat. — Recevabilité. — Prétendus avantages opposés en compensation du préjudice. — Droit à indemnité. — Evaluation de l'indemnité. — Dommages postérieurs à ceux qui ont fait l'objet de l'expertise. — Refus d'y statuer. — Préjudice commercial; avaries; propriétaires des usines. — Demande en interprétation d'un décret. — Rejet. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — Frais de procès-ver-

COURS D'EAU (suite) :

baux de constat. — Procédure.

— Connexité : jonction. —

(*Sieurs Roche, Meslans et autres, usiniers de Meaux.*) —

Le défendeur peut se pourvoir incidemment en tout état de cause, alors même qu'il a notifié la décision attaquée sans faire aucune réserve. — L'établissement de barrages à hausses mobiles, sur le cours de la Marne, a causé aux exploitants des moulins de Meaux des pertes de temps et chômages résultant des variations de niveau des eaux ; il n'est pas établi que ces dommages aient trouvé une compensation dans des avantages provenant du fonctionnement des barrages ; il y a lieu à indemnité pour la période qui a suivi la mise en service des barrages. — Pour le calcul de l'indemnité, il ne doit être tenu compte que des variations de niveau exclusivement dues à l'action des barrages ; on doit évaluer la durée de la perte totale de travail, le déficit qui en est résulté dans la mouture, et fixer l'indemnité en raison de la perte de bénéfice provenant de ce déficit. Pas d'indemnité pour préjudice commercial, ni pour avaries dont il n'est pas justifié. — C'est avec raison que, l'expertise n'ayant porté que sur les dommages éprouvés jusqu'au 1^{er} décembre 1868, le conseil de préfecture a refusé de statuer sur les dommages postérieurs. — Les dommages constatés ayant uniquement consisté dans le trouble apporté à la jouissance des locataires ou exploitants, et au-

cun dommage éprouvé par les propriétaires n'étant établi, il n'y a lieu à indemnité au profit de ceux-ci. — Les réclamants ne justifiant pas que l'administration ait pris contre eux aucune décision ensuite de laquelle il y ait lieu de préciser le sens et la portée du décret du 16 avril 1859, qui a réglé le régime des usines, il n'y a lieu à l'interpréter. — (Désaccord entre les parties sur le sens des mots *deux pieds d'eau en rivière.*) — Les usiniers doivent seuls supporter les frais de procès-verbaux de constat dressés à leur requête en dehors de toute instruction régulière (C. d'Ét.), VII, 1404.

— (21) Dommages à une usine par le fait du syndicat d'irrigation de la basse Veyle. — Appréciation des éléments de l'indemnité. — (*Sieur Verne contre syndicat de la basse Veyle.*) — Augmentation de force motrice résultant d'un nouveau partage des eaux de la Veyle. — Impossibilité pour l'usinier de profiter de cette augmentation pendant la période des irrigations. — Supplément d'indemnité allouée par jour de chômage. — Intérêts du jour de la demande (C. d'Ét.), X, 80.

— (22) Taxe pour l'amélioration et l'entretien d'un canal. — Usine. — Force motrice non utilisée, mais utilisable (scierie de marbre tombant en ruine et ne fonctionnant plus depuis longtemps). — Contribution aux dépenses maintenue. — (*Sieur Maurel.*) — Procédure. — Opposition à un arrêt du conseil d'Etat, formé par un individu

mis en cause et n'ayant pas produit de défense : recevabilité (*C. d'Et.*), X, 608.

3° Curage.

- (1) Taxes de curage. — Réclamation. — Pourvoi au conseil d'État. — Délai. — Déchéance. (*Sieur Barrier.*) — Rejet d'un recours enregistré à la préfecture plus de trois mois après la notification de l'arrêté, établie par un certificat du maire (*C. d'Et.*), VI, 426.
- (2) Taxes de curage. — Caractère non navigable. — (*Ville de Douai c. sieur Talon et autres.*) — Les canaux dérivés de la Scarpe, à Douai, doivent être considérés comme une dépendance de cette rivière qui a été déclarée navigable sur tout son parcours dans le département du Nord (tableau annexé à l'ordonnance du 10 juillet 1835), et non comme des canaux non navigables et ayant une existence distincte. — En conséquence, les riverains de ces canaux ne peuvent être assujettis à des taxes de curage. (*C. d'Et.*), VI, 456.
- (3) Curage. — Anciens usages. — Propriétaires de moulins et usines. — Riverains. — Procédure. — Avis du jour de l'audience. — Nullité. — (*Sieur Lepoissonnier et dame veuve Poulain.*) — Application d'anciens usages qui mettent le curage d'une rivière en totalité à la charge des propriétaires de moulins et usines. — Loi du 14 floréal an XI. — Les réclamants invoquaient un arrêté préfectoral qui aurait déclaré que les riverains participeraient aux frais de curage le long de leurs propriétés. — Annulation d'un arrêté rendu sans que la partie, qui avait fait connaître son intention de présenter des observations orales, ait été avertie du jour de l'audience (*C. d'Et.*), VI, 512.
- (4) Etangs alimentés en partie par une source appartenant à une ville. — (*Héritiers Laburthe.*) — Usine. — Décret réglementaire. — Curage exécuté d'office. — Mise en demeure préalable par le maire. — Droits du préfet. — Décharge. — Il appartient à l'administration de régler le niveau et d'ordonner le curage d'étangs, alimentés en partie par une source extérieure appartenant à une ville, et qui constituent une retenue sur une eau courante. — Lorsque le décret réglementaire d'une usine a imposé aux permissionnaires l'obligation d'effectuer le curage de leur retenue, il leur a par là même laissé la faculté d'y procéder eux-mêmes et à leurs frais; — d'où il suit que le curage ne peut alors être ordonné d'office sans une mise en demeure préalable; — cette mise en demeure doit émaner du préfet à qui il appartient d'assurer le curage et le bon entretien des cours d'eau non navigables ni flottables. — Un arrêté du maire, qui n'a été précédé d'aucun arrêté préfectoral ordonnant le curage, ne peut que donner lieu à des poursuites devant le tribunal de simple police, mais non suppléer à la mise en demeure par le préfet; — en conséquence, décharge est accordée aux réclamants des frais du curage irrégulier.

COURS D'EAU (*suite*) :

gûlièrement ordonné (*C. d'Et.*),
VI, 519.

- (5) Moulin. — Règlement. — Régularisation. — Intérêt privé. — Pouvoirs du préfet. — (*Dame Etienne.*) — Endiguement. — Curage. — Manœuvre des vannes en temps de crue. — Déchéance. — Chômage. — Clause de non-indemnité. — Application du principe que les préfets sont compétents pour autoriser les établissements sur les cours d'eau non navigables, régulariser leur existence et modifier, dans l'intérêt général de la police des eaux, les règlements existants. — Décidé dans l'espèce que le préfet n'avait pas agi en vue d'un intérêt privé. — Spécialement, ne sont pas entachés d'excès de pouvoirs les arrêtés par lesquels un préfet, en autorisant l'établissement d'un moulin : oblige l'usnier à créer une digue pour empêcher les inondations qui seraient occasionnées par l'exhaussement des eaux résultant de la retenue même du moulin; prescrit que les curages se feront par les riverains et l'usnier, en proportion de leur intérêt, sauf usages anciens ou règlements contraires; dispose que si les eaux viennent à dépasser le niveau légal, l'usnier sera tenu d'ouvrir les vannes de décharge pour ramener et maintenir les eaux à ce niveau, et qu'à son défaut, l'administration ferait d'office procéder à cette manœuvre; prescrit à peine de déchéance ou de mise en chômage, que les travaux seraient exécutés dans le délai fixé par

l'arrêté d'autorisation, et qu'il n'y serait apporté aucune modification sans autorisation; stipule qu'en cas où par suite d'une mesure de police ou de répartition des eaux, l'usnier serait privé temporairement ou définitivement des avantages de l'autorisation, il n'aurait droit à aucune indemnité (*C. d'Et.*), VII, 626.

- (6) Curage. — Ruisseau comblé. Rétablissement d'office aux frais des propriétaires. — Emplacement contesté. — Compétence, — (*Ministre des travaux publics contre dame veuve Michaux.*) — L'administration ayant fait rétablir d'office, dans la traversée d'une propriété particulière, le lit d'un ruisseau qu'elle prétend y avoir existé, avant qu'il n'ait été peu à peu comblé, le propriétaire allègue que ledit ruisseau n'a jamais traversé son terrain et demande que l'administration soit tenue de le reporter ailleurs, sur son emplacement naturel. — Une semblable demande ne rentre pas dans la compétence du conseil de préfecture par application de la loi du 14 floréal an XI. — Il ne s'agit ni d'une taxe réclamée à l'occasion d'un curage, ni de difficultés soulevées par le mode d'exécution des travaux (*C. d'Etat*), VII, 1128.

- (7) Curage. — Périmètre. — Degré d'intérêt. Expertise ordonnée. Arrêté préparatoire. — Taxes imposées pour travaux de curage. Autres travaux effectués postérieurement par un propriétaire. Non-lieu à compensation. — Procès gagné contre le syndicat par un de ses membres.

- Répartition sur tous les membres du syndicat. — Constitution d'association. Syndicat libre. Formation. Majorité des membres présents. — Arrêté préparatoire. Régularité. — Non-lieu à sursis. — Réclamation par un tiers sans mandat régulier. Non recevabilité. — (*Sieur Roca.*) — Le propriétaire qui a plaidé et obtenu condamnation contre une association syndicale ne peut pas revendiquer le bénéfice de l'article 58 de la loi du 18 juillet 1837, aux termes duquel les parties ayant gagné un procès contre une commune ne sont pas passibles des charges ou contributions imposées pour l'acquittement des frais résultant de ce procès ? — Les frais doivent être répartis entre tous les membres, sans exception, qui composent l'association syndicale. — Demande en décharge motivée sur ce que l'association syndicale du canal n'aurait pas été légalement constituée. Rejet : l'association syndicale a été fondée en 1822. Depuis cette époque, jusqu'en 1874, le recouvrement des taxes a eu lieu contre les auteurs du demandeur sans opposition ; ils ont fait partie volontairement et sans réserve de l'association ; dès lors, l'héritier n'est pas fondé à demander la décharge de la taxe à lui imposée (*C. d'Et.*), VII, 1412.
- (8) Modèle de règlement d'eau, VIII, 1094.
- (9) Modèle d'arrêté portant règlement de police, VIII, 1110.
- (10) Dommage aux usines. — Moulin. Chômage. — Indemnité. — Consistance légale. — Procé-

dure. — Conseil de préfecture. — Nombre de conseillers ayant pris part à la délibération. — Nom d'un conseiller omis sur la copie délivrée. — Arrêté régulier. — (*Sieur Rioussse.*) — Les dommages causés à une usine doivent être évalués en tenant compte seulement de la consistance légale de l'usine, et, par suite, si la force motrice dont l'usine a joui depuis l'exécution des travaux, cause des dommages allégués, a été supérieure à la force motrice à laquelle elle avait droit, et si la hauteur de chute a été augmentée, la demande d'indemnité doit être rejetée. — (La consistance légale du moulin a été déterminée en 1791 par une adjudication nationale précédée d'un procès-verbal d'estimation.) — Depuis lors, une décision du Conseil d'Etat a reconnu que le requérant ne justifiait pas qu'il eût droit à une force motrice supérieure ; dès lors, l'emploi du surcroît de force motrice procuré par des travaux postérieurs à l'adjudication et non autorisés, n'ayant pas un caractère légal, ne peut donner lieu à une indemnité en cas de suppression (*C. d'Et.*), VIII, 91.

— (11) Usines. — Dommage. — Prise d'eau pour l'alimentation d'un canal. — Durée du chômage non augmentée. — Pas d'indemnité. — (*Sieur Ferrand*) (*C. d'Et.*) VIII, 175.

— (12) Anciens règlements. — Eaux du Vernet. — Ordonnance de la chambre du domaine du Roussillon. — Sanction. — Dommages-intérêts. — (*Sieur Albert Delaya.*) — Les règlements de police locale antérieurs à 1790,

COURS D'EAU (*suite*) :

sur des matières actuellement attribuées au pouvoir réglementaire de l'Administration ne peuvent recevoir d'autre sanction que celle édictée par l'article 471 du Code pénal. — Par suite, est nul le jugement de simple police qui, à raison d'infraction à une ordonnance de la chambre du domaine du Roussillon et Vallespir sur l'usage et la distribution des eaux du ruisseau du Vernet, prononce pour chaque infraction, en vertu de l'ordonnance, une amende supérieure à celle de l'article 471. — Les dommages-intérêts dus à l'association syndicale, partie civile, ne sont plus, comme d'après l'ordonnance, du tiers de l'amende, mais ils doivent être arbitrés par le juge proportionnellement au préjudice causé (*C. de cass.*), VIII, 257.

— (13) Usines. — Usagers et riverains. — Construction d'un barrage régulateur. — Arrêté préfectoral. — Excès de pouvoirs. — (*Sieurs Rivière-Neilz et autres.*) — Un arrêté préfectoral, qui, sur la requête d'un usinier sollicitant un règlement d'eaux, ordonne que le requérant construira, aux lieu et place d'une commune, de divers usagers et riverains, en tête du ruisseau, un barrage régulateur, est entaché d'excès de pouvoirs. — Cet arrêté a statué en réalité sur une contestation existant entre les usagers ou riverains et le postulant : il n'a pas été pris dans un but de police et d'intérêt général (*C. d'Ét.*), VIII, 1073.

— (14) Règlement. — Usine. — Cours d'eau limitant deux dé-

partements; préfet; compétence territoriale. — Libre écoulement des eaux. Danger des inondations. — Formalités légales. — Conditions mises au fonctionnement d'un barrage. Inexécution. Mise en chômage du barrage. Pas d'excès de pouvoirs. (1^{re} et 2^{es} espèces: *Sieur Brescon.*) Le canal Alaric forme la limite des départements du Gers et des Hautes-Pyrénées; l'usine à régler et les terrains à préserver des inondations sont situés sur le département du Gers. — Dans ces circonstances, le règlement pris par le préfet de ce département n'est pas entaché d'excès de pouvoirs, si d'ailleurs les enquêtes ont été ouvertes dans les communes des deux départements, et si les deux préfets se sont concertés (1^{re} et 2^{es} espèces). — L'usinier alléguait que la plus grande partie des bâtiments de l'usine se trouvait dans les Hautes-Pyrénées. — N'est pas non plus entaché d'excès de pouvoirs l'arrêté du même préfet qui a interdit l'usage dudit barrage jusqu'à l'exécution des conditions mises à son maintien (2^e espèce). — L'établissement d'un point de repère visible pour les tiers peut-il être ordonné par le préfet? — Sol. aff. impl. — (2^e espèce) (*C. d'Ét.*), VIII, 1199.

— (15) Barrage. — Prises d'eau. — Arrêté préfectoral. — Anciens règlements abrogés. — Pas d'excès de pouvoirs. — (*Sieur et dame Hellouin contre sieur et dame Pouyer.*) — Décidé qu'en autorisant des prises d'eau et des barrages sur la rivière d'Iton, pour l'irrigation de prai-

- ries et l'alimentation d'un canal d'eau courante, le préfet de l'Eure s'est borné à reconnaître que les ouvrages sont sans inconvénient, au point de vue de la police et de la conservation des eaux, son arrêté réservant d'ailleurs les droits des tiers ; et qu'en déterminant le mode d'exécution, il n'a pas méconnu les dispositions des anciens règlements à cet égard, ces règlements ayant été abrogés par un décret rendu en Conseil d'État qui régit aujourd'hui ladite rivière, et en conformité duquel le préfet a pris son arrêté. — Un arrêt de la cour de Rouen, ayant force de chose jugée, avait en outre reconnu au défendeur le droit d'établir les ouvrages dont il s'agit. Si celui-ci a outrepassé son droit en exécutant les travaux, les demandeurs peuvent agir ainsi qu'ils aviseront, mais ils ne sont pas fondés à demander l'annulation de l'arrêté préfectoral (*C. d'Et.*), VIII, 1203.
- (16) Moulin. — Dérivation. — Seuils fixes. — Niveau. — Pouvoirs du préfet. — (*Sieur Jacquot ; mineurs Richard*). — Le préfet n'excède pas ses pouvoirs lorsqu'il met à une permission accordée par lui, en vertu de ses pouvoirs de police, pour l'établissement d'un ouvrage dans le lit d'un cours d'eau, une condition relative au niveau à observer, ladite condition ne pouvant faire obstacle à ce que le requérant fasse valoir vis-à-vis des autres riverains les droits de possession immémoriale qu'il prétend avoir (*C. d'Et.*), VIII, 1620.
- (17) Curage. — Taxes : réclamation adressée au préfet. — Publication du rôle. — Délai : réclamation sur papier libre reproduite sur papier timbré. — Recevabilité. — (1^{re} espèce : *Sieur Charaux*). — (2^e espèce : *Ministre des travaux publics contre sieur Raville*). — Une demande en décharge ou réduction peut être formée par lettre adressée au préfet (*C. d'Et.*), VIII, 54.
- (18) Curage d'office. — Rivière reconnue navigable au droit de la propriété du requérant. — Décharge. — (*Sieur de Savignac*). — Un contribuable est fondé à demander décharge des frais du curage au droit de sa propriété, s'il est reconnu qu'en cet endroit la rivière est navigable, lors même qu'elle ne serait pas comprise dans les tableaux annexés à l'ordonnance du 10 juillet 1835 et qu'aucun acte administratif postérieur ne l'aurait légalement déclarée navigable (*C. d'Et.*), VIII, 173.
- (19) Association syndicale. — Curage. — Frais d'expertise. — Réduction obtenue. Réimposition partielle, par un rôle ultérieur, du contribuable dégreuvé. Décharge. — (*Sieur Locquin et autres ; syndicat de l'Izeure*). — Un usinier qui est membre d'un syndicat et qui a obtenu une réduction de sa part contributive dans des dépenses de curage, — ne peut pas être repris, en sa qualité d'usinier, pour une portion quelconque de la somme dont il a été dégreuvé, — lors de la répartition de cette somme au moyen d'un rôle ultérieur entre les membres

COURS D'EAU (*suite*) :

- du syndicat. Il ne peut être tenu d'y contribuer que comme propriétaire de terrains riverains du cours d'eau. — Mais il doit, au contraire, supporter une part des frais d'expertise mis à la charge du syndicat par la décision qui lui accorde la réduction. — L'article 58 de la loi du 18 juillet 1837 est inapplicable (*C. d'Ét.*), VIII, 590.
- (20) Création d'un nouveau lit. — Ancien lit. — Curage ordonné par le préfet conformément aux usages : régularité. — Contestation sur le montant de la taxe : expertise ordonnée. — (*Sieur Reynaud.*) — Décidé que le curage de l'ancien lit d'un ruisseau qui, malgré la création d'un nouveau lit, continuait à servir à l'écoulement des eaux et conservait son caractère de cours d'eau, avait pu être ordonné par le préfet, conformément aux usages locaux et exécuté d'office sur le refus du propriétaire riverain d'y procéder lui-même (*C. d'Ét.*), VIII, 680.
- (21) Usines. — Curage. — Degré d'intérêt. — Réclamation. — Compétence. — (*Sieur Lhotte.*) — Le conseil de préfecture, compétent en vertu de la loi du 14 floréal an XI pour statuer sur toutes les contestations relatives aux rôles de répartition des frais de curage et aux réclamations des imposés, méconnaît ses pouvoirs en refusant d'examiner si les bases de répartition établies par une ordonnance royale sont conformes à la loi (*C. d'Ét.*), VIII, 822.
- (22) Curage ordonné par le

- maire sur l'invitation du préfet. Intérêt général. Dépenses non communales. Maire sans intérêt pour en poursuivre le recouvrement ; non recevabilité de son recours contre l'arrêté du conseil de préfecture qui a accordé décharge des taxes imposées. — (*Commune d'Ambarès.*) — Lorsqu'un curage a été prescrit dans un intérêt général par le maire sur l'invitation du préfet, la dépense en résultant n'étant pas communale, le maire est sans intérêt, et par suite, non recevable à en poursuivre le recouvrement au nom de la commune. Le maire a agi non comme représentant de la commune, mais comme agent de l'administration supérieure, chargé d'assurer le libre cours des eaux et d'empêcher les inondations (*C. d'Ét.*), VIII, 844.
- (23) Curage. — Répartition entre les riverains. — Acquisition de propriété. — Taxe due. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — La compagnie soutenait n'être pas propriétaire, pour partie au moins, des terrains à raison desquels elle avait été soumise à la taxe. — Rejet. — La compagnie est devenue propriétaire en vertu d'une transaction (*C. d'Ét.*), VIII, 1045.
- (24) Curage. — Honoraires pour étude. — Arrêté du conseil de préfecture réduisant une condamnation prononcée contre le liquidateur du syndicat par un précédent arrêté. — Violation de la chose jugée. — Intérêts. — Capitalisation. — (*Sieur Deniel*) (*C. d'Ét.*), VIII, 1154.
- (25) Existence ancienne. — Cu-

rage. — Arrêté préfectoral. — Lit primitif. Largeur moindre. — Pas d'excès de pouvoirs. — Travaux de curage exécutés d'office. Dommages : demande en indemnité et en décharge de taxes, portée directement devant le Conseil d'État. Non recevabilité. — (*Sieur Hautcœur*. — Décidé : 1° que si le cours d'eau dont il s'agit se trouvait comblé depuis plusieurs années sur divers points de son parcours, son existence est cependant suffisamment démontrée ; que, dès lors, le préfet, en prescrivant le rétablissement du lit primitif, n'a fait qu'user des pouvoirs qu'il tient de la loi du 14 floréal an XI ; — que le préfet s'étant borné à ordonner le curage à vieux fonds et vieux bords sans prescrire aucun élargissement du lit naturel (et même en lui assignant une largeur moindre), n'a pas excédé ses pouvoirs (*C. d'Ét.*), VIII, 1205.

— (26) Curage. — Fossés d'assainissement. — Infiltrations d'un bief de moulin. — Opportunité des travaux. — Pouvoirs du préfet. — (*Sieur Leblanc*.) — Décidé que le curage de fossés, qui font partie d'un ensemble de fossés d'assainissement, destinés à conduire à une rivière les eaux provenant des infiltrations du bief d'un moulin, rentrait dans les opérations prescrites par la loi du 14 floréal an XI, et avait pu être ordonné par l'administration pour assurer le libre écoulement des eaux. — La question de savoir si ledit curage présentait de l'utilité, n'est pas de nature à être portée devant le Conseil d'État par la voie

contentieuse (*C. d'Ét.*), VIII, 1207.

— (27) Curage. — Demande d'indemnité : anticipation sur une propriété riveraine. — Dommages. Compétence. Instance devant le tribunal civil : prétendue question préjudicielle : non lieu à statuer. — (*Sieur Remery contre commune d'Auxon*.) — Lorsqu'un arrêté préfectoral, loin d'ordonner la rectification d'un ruisseau, s'est borné à en ordonner le curage suivant ses anciennes limites, le tribunal civil est compétent, au cas où un riverain prétend qu'il y a eu anticipation sur son terrain, pour déterminer les limites naturelles du cours d'eau et fixer l'indemnité de dépossession s'il en existe, et de dommages accessoires : l'autorité administrative est compétente, au contraire, pour statuer sur les dommages causés par les travaux, s'il n'y a pas eu anticipation. Par suite, le tribunal civil, saisi d'une demande en indemnité pour anticipation et dommages accessoires, n'a pas à surseoir jusqu'à ce qu'il ait été vérifié par l'autorité administrative si le curage a été exécuté conformément aux arrêtés administratifs le prescrivant, et si les dimensions naturelles du cours d'eau ont été conservées. Dès lors, il n'y a pas lieu de statuer sur la question préjudicielle faisant l'objet du renvoi devant la juridiction administrative (*C. d'Ét.*), VIII, 1208.

— (28) Curage d'un canal d'irrigation. Taxe. — Recouvrement. Réclamation. — Publication du rôle établi par un certificat du

COURS D'EAU (*suite*) :

- caissier du syndicat. Délai de trois mois : Déchéance. — (*Sieurs Drot frères (C. d'Ét.)*, VIII, 1219.
- (29) Curage. Taxes. Réclamation. — Caractère contradictoire de l'arrêté du conseil de préfecture vis-à-vis de celui qui a introduit la réclamation : opposition non recevable. — Conseil d'État. — Recours formé contre ledit arrêté plus de trois mois après la nomination : déchéance. — (*Sieur Beaupré (C. d'Ét.)*, VIII, 1520.
- (30) Curage. — Canal de dérivation. — Ancien lit abandonné. — Répartition des frais de curage. — Propriétaires riverains. — Usiniers. — Absence d'ancien règlement ou d'usage local. — Décharge. — Frais de timbre. — (*Sieurs Villedary, Dumas et autres.*) — Un canal de dérivation creusé de main d'homme, mais qui sert à l'écoulement de toutes les eaux d'un ruisseau, à l'exclusion de l'ancien lit, constitue un cours d'eau non navigable ni flottable dont le curage peut être prescrit par application de la loi du 14 floréal an XI. — Mais les propriétaires riverains sont fondés à soutenir que, en l'absence d'ancien règlement et d'usage local, le préfet n'a pas pu mettre en entier à leur charge les frais de curage dudit canal, qui a été ouvert dans l'intérêt d'usines. — (En conséquence, décharge des taxes est accordée.) — Les taxes de curage étant recouvrées comme en matière de contributions directes, les requérants ne peuvent pas réclamer le remboursement des frais de timbre (*C. d'Ét.*), VIII, 1606.
- (31) Cours d'eau. — Curage. — Réclamation : communication aux ingénieurs : avis du jour de l'audience du conseil de préfecture. — Taxe de curage établie à raison de son inexécution par le propriétaire : curage effectué par lui avant que l'entrepreneur ait commencé le travail : décharge. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Itey.*) — En matière de réclamation contre des taxes de curage, le conseil de préfecture peut-il statuer sans que la demande en décharge ait été communiquée aux ingénieurs et sans que ceux-ci aient été informés du jour de l'audience du conseil de préfecture ? Décidé que, dans l'espèce, les ingénieurs avaient eu communication de la réclamation à laquelle ils avaient d'ailleurs répondu et que l'administration étant représentée par le préfet, le ministre des travaux publics ne pouvait se plaindre de ce que les ingénieurs n'auraient pas été avertis du jour de l'audience (*C. d'Ét.*), X, 342.
- (32) Travaux d'amélioration. — Contribution à la dépense. Taxes syndicales. — Degré d'intérêt. — Moulin aliéné avant les travaux. — Ancien propriétaire déchargé de la taxe afférente à ce moulin. — (*Sieurs Cochois-Marsilly et consorts contre le syndicat de la Haute-Seine.*) — Procédure. — Conseil de préfecture. — Arrêté reconnaissant l'obligation pour chacun de contribuer à la dépense selon son intérêt, mais laissant à des experts le soin de déterminer ce degré d'intérêt

au vu des lieux et des titres. Caractère préparatoire en ce qui touche le degré d'intérêt. Discussion réservée et recevable après l'expertise jusqu'à la décision définitive; pas de chose jugée, malgré l'absence de recours contre l'arrêté préparatoire. — Expertise. — Frais. — Dépens. — Quoiqu'il ne puisse être prononcé de condamnation aux dépens en matière de contributions directes et de taxes assimilées (taxes syndicales pour amélioration d'un cours d'eau non navigable), les frais d'expertise sont à la charge de celui qui succombe. Mais celui-ci ne doit les supporter que dans la proportion de sa part contributive au paiement de la dépense. — Prétendue absence du visa des textes législatifs dans l'arrêté attaqué : grief manquant en fait. (*C. d'Ét.*), X, 1324.

- (33) Curage. — Demande en décharge. — Commune riveraine prétendant n'avoir pas la mitoyenneté, — Question préjudicielle. — Sursis par le conseil de préfecture. — (*Sieur Emmercy.*) — Lorsqu'un propriétaire, riverain d'un cours d'eau non navigable, demande décharge ou réduction d'une taxe de curage, le conseil de préfecture ne peut pas pour surseoir à statuer sur cette réclamation, se fonder sur ce que la commune, sans contester sa qualité de riveraine, prétendrait n'avoir aucun droit de mitoyenneté sur le cours d'eau et n'être pas tenue au curage, et sur ce qu'il y aurait là une question préjudicielle de propriété à faire décider par les tribunaux civils. — Les cours

d'eau ne sont pas susceptibles d'appropriation privée. — Rejet de l'objection tirée de ce que ce ruisseau, traversant autrefois la propriété du réclamant, aurait été détourné de son ancien lit dans un fossé bordant l'immeuble (*C. d'Ét.*), X, 1327.

- (34) Curage. — Taxes. — Élargissement et approfondissement. — Association syndicale antérieure à la loi de 1865. — Arrêté préfectoral. — Excès de pouvoirs. — Procédure. — Réclamation. — Conseil de préfecture. — Délai. — Paiement des taxes antérieur à la réclamation. — Recevabilité. — Conseil d'État. — 154 recours dirigé contre le même arrêté et compris dans la même instruction. — Jonction. — (*Sieurs Adam-Lescal, Belval et autres.*) — Les riverains d'un cours d'eau non navigable ne pouvaient pas, avant la loi du 26 juin 1865, être réunis en association syndicale pour l'exécution de travaux non de simple curage, mais d'élargissement et d'approfondissement, sans que tous fussent d'accord pour l'exécution des travaux et la répartition de la dépense. — En conséquence, décharge des taxes imposées dans ces conditions par arrêté du préfet. — Les riverains qui, nonobstant l'irrégularité de la constitution de l'association syndicale, ont payé les taxes sans réserves, sont-ils néanmoins recevables à demander ultérieurement la décharge de nouvelles taxes établies pour pourvoir à la dépense résultant de la décharge obtenue par des réclamants primitifs. Rés. aff. impl. (*C. d'Ét.*), X, 569.

COURS D'EAU (*suite*) :

5° Travaux défensifs, taxes, etc.

— (1) Travaux défensifs.—Syndicat. — Classement. — Périmètre. — Recours sans frais. — Pas de dépens. — (*Sieur de Bernis.*) — Le périmètre spécial à établir pour l'exécution des travaux dont l'utilité est bornée à une partie du territoire du syndicat, ne pouvant excéder les limites du périmètre général du syndicat, le requérant est fondé à demander que ses terrains situés en dehors du périmètre général ne soient pas compris dans le périmètre spécial (*C. d'Ét.*), VII, 1383.

— (2) Syndicat de Relizane. — Taxe d'irrigation. — Publication des rôles non justifiée. — Quittance des termes échus : taxe non payable par douzièmes. — Recours au Conseil d'Etat, — Défaut de justification de la notification de l'arrêté du conseil de préfecture. — (*Sieur Chabbert.*) — La réclamation du contribuable est recevable à toute époque, quand il n'est pas justifié de la publication régulière du rôle et que le contribuable ne l'a pas connu plus de trois mois avant de former sa demande. — Elle est recevable, bien que non accompagnée de la quittance des termes échus, si la taxe n'a pas été divisée en douzièmes payables de mois en mois. — Lorsqu'il n'est pas justifié de la notification de l'arrêté du conseil de préfecture plus de trois mois avant la formation du recours au Conseil d'Etat, ce recours est recevable. — Imposition du mari à raison d'une

propriété appartenant à sa femme commune en biens : régularité (*C. d'Ét.*), VII, 1381.

— (3) Division d'un syndicat général en plusieurs syndicats distincts. — Exécution des conditions du décret constitutif. — Rejet. — Procédure. — Pourvois relatifs à deux exercices. — Jonction. — (*Sieur Bernard.*) — Lorsqu'un syndicat a été divisé par décret en plusieurs associations distinctes et que ce décret impose à celles-ci l'obligation de dresser un plan parcellaire, de déterminer le périmètre et le classement des terrains et de soumettre le tout à une enquête, le fait qu'à la suite de cette enquête, le périmètre et le classement sont restés les mêmes que ceux adoptés par l'ancien syndicat général, n'est pas de nature à entacher d'irrégularité les taxes arrêtées par un des syndicats nouveaux d'après ces bases (*C. d'Ét.*), VII, 1425.

— (4) Travaux défensifs.—Digue. — Syndicat. — Répartition de dépenses. — Réclamation. — Compétence. — Expertise demandée devant le conseil de préfecture. — Renvoi devant ce conseil. — Dépens. — (*Compagnie des chemins de fer du Nord contre syndicat du Mollenel.*) — Les taxes résultant de la répartition des dépenses effectuées par un syndicat pour la réparation et la reconstruction d'une digue devant être recouvrées comme en matière de contributions directes, et les réclamations y relatives devant être portées devant le conseil de préfecture (Lois des 16 septembre 1807 et 21 juin 1865, c'est

- à tort que ce conseil a rejeté la réclamation de la réclamante sans faire procéder à l'expertise demandée par celle-ci. — L. 24 avril 1832, art. 9. — Pas de dépens en cette matière : recours sans frais (*C. d'Ét.*), VIII, 122.
- (5) Amélioration et entretien d'un canal. — Usine. — Force motrice non utilisée, mais utilisable. — Contributions aux dépenses. — Recours d'un associé. — Recevabilité. — (*Sieur Vassal.*) — Décidé par interprétation du décret d'organisation de l'association syndicale du canal de Vernet et Pla, et sur le recours de l'un des membres de l'association contre un arrêté qui accordait décharge à un autre associé, — que l'usiner dont la force motrice, bien que non utilisée, était utilisable, devait contribuer aux dépenses d'entretien et d'amélioration du canal. — Scierie de marbre tombant en ruine et ne fonctionnant plus depuis longtemps (*C. d'Ét.*), VIII, 589.
- (6) Irrigation. — Partage des eaux entre deux syndicats. — Arrêté préfectoral. — Intérêt privé. — Excès de pouvoirs. — (*Syndicat du canal de Nivolas.*) — Les préfets ont le droit et le devoir de diriger, autant qu'il est possible, toutes les eaux vers un but d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation, mais il ne leur appartient en aucun cas de statuer sur des contestations d'intérêt privé. — En conséquence, annulation, pour excès de pouvoir, d'un arrêté préfectoral pris sur la demande des propriétaires compris dans un syndicat d'irrigation et qui a eu pour objet d'enlever, pendant certains jours de chaque semaine aux propriétaires faisant partie d'un autre syndicat, l'usage des eaux qu'ils dérivent de la même rivière, sans qu'aucune raison d'intérêt général ait motivé ce règlement (*C. d'Ét.*), VIII, 567.
- (7) Syndicat de la Durance à Pertuis. — Taxes. — Bases de la répartition. — Inobservation des règles. — Procédure. — Demande tardive. — (*L'Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — Les taxes ne sont pas régulièrement établies quand un syndicat n'a pas observé pour leur répartition les formalités prescrites par le décret constitutif et s'est borné à appliquer les bases précédemment adoptées par un autre syndicat dont il n'est qu'un démembrement. — Mais on doit allouer seulement la réduction de taxe d'abord demandée devant le conseil de préfecture, et non celle qui a été demandée devant ce conseil, après l'expiration du délai de réclamation, ni la décharge entière demandée devant le Conseil d'Etat (*C. d'Ét.*), VIII, 797.
- (8) Taxe d'entretien établie, d'après un usage immémorial, proportionnellement à la contenance. — Ordonnance constitutive maintenant l'usage. — Classification nouvelle inutile. — Répartition des dépenses par une commission spéciale nommée en exécution de l'ordonnance constitutive. — Payement des taxes pendant plusieurs années : recours contentieux désormais non recevable. — Revi-

COURS D'EAU (*suite*) :

- sion générale réservée. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Demande nouvelle. — Non-recevabilité. — (*Sieur Baciocchi.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 843.
- (9) Syndicat. — Classement. — Arrêté comprenant une propriété dans le syndicat. — Arrêté ordonnant une expertise sur une demande en réduction de taxe : droits du syndicat au fonds réservés. — Chose jugée non violée. — Dépens : recours sans frais. — (*Syndicat de Saint-Fromond contre sieur Boivin.*) — L'arrêté qui se borne à ordonner une expertise, tous droits des parties réservés, sur une demande en réduction de taxe, pour cause d'inexécution de certains travaux protecteurs à la charge du syndicat, et sans remettre en question le classement, ne viole pas la chose jugée par la décision qui a compris une propriété dans ce syndicat (*C. d'Ét.*), VIII, 1497.
- (10) Syndicat de l'Emboulas. — Taxes. — Réclamation sans mandat devant le conseil de préfecture (1^{re} espèce). (*Dames Massip et Brunet.*) — Recours au Conseil d'Etat par des personnes qui n'étaient pas parties devant le conseil de préfecture : non-recevabilité (2^e espèce). — (*Sieurs Guinounet, Seveignes et autres.*) — Taxes supérieures à 30 francs; réclamation collective sur une seule feuille de papier timbré; réclamation du premier en nom seule recevable (3^e espèce). — (*Sieurs Fabre, Colombié et autres.*) — Commission syndicale : composition irrégulière : allégation non justifiée. — Taxes syndicales : rôle dressé par un ingénieur nommé par le préfet sur le refus de la commission syndicale de le faire : application du décret constitutif du syndicat : régularité. — Montant du rôle : justification. — Rejet — Pourvois connexes : jonction. — Lorsque le conseil de préfecture a rejeté pour absence de qualité la demande en décharge de taxes syndicales, formée par des personnes n'ayant pas reçu mandat des contribuables, ceux-ci ne peuvent pas attaquer devant le Conseil d'Etat l'arrêté du conseil de préfecture (1^{re} espèce) (*C. d'Ét.*), VIII, 1515.
- (11) Travaux d'assainissement. — Syndicat. — Taxe. — Rôle de répartition. — Contestation sur l'utilité des travaux. — Régularité du rôle. — Proportionnalité des taxes. — Dépense payée à l'aide d'un emprunt. — Somme mise en recouvrement. — (*Sieur Le Conte.*) — Lorsque les travaux ont été exécutés par un syndicat d'assainissement en vertu d'ordres réguliers et après l'accomplissement des formalités prescrites par l'acte constitutif du syndicat, un particulier ne peut pas demander décharge de la contribution qui lui a été imposée à raison de ces travaux en se fondant sur leur prétendue inutilité. — Lorsque l'état de répartition des taxes a été dressé par un syndicat conformément aux dispositions du décret constitutif de ce syndicat, un particulier ne peut pas réclamer contre sa taxe s'il ne justifie pas que, eu égard aux avantages procurés à sa propriété, elle

n'a pas été établie dans une juste proportion avec celles réclamées aux autres contribuables.

— Lorsque le syndicat n'a mis en recouvrement qu'une somme inférieure à la part qui demeure à sa charge dans la dépense des travaux exécutés, un particulier ne peut pas se dispenser d'acquitter sa quote-part en se prévalant de ce que le syndicat aurait pourvu à cette dépense au moyen d'un emprunt (*C. d'Ét.*), VIII, 1647.

- (12) Travaux défensifs. — Répartition de la dépense. — Régularité. — Prescription de trois ans. — (*Sieur Moutet-Thoré.*) — La part de dépense de travaux défensifs mise à la charge des intéressés ayant été répartie entre ceux-ci, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi et le réclamant n'alléguant pas que la somme répartie excède celle qui avait été fixée en vertu de la loi, et ne précisant pas les irrégularités qui auraient été commises dans la répartition, la réclamation est rejetée. — La prescription de trois ans établie par l'article 149 de la loi du 3 frimaire an VII, s'applique exclusivement aux poursuites exercées contre les contribuables en retard d'acquitter leurs contributions (*C. d'Ét.*), VIII, 1665.

- (13) Ingénieurs. — Travaux ordonnés. — Taxes assimilées. — Frais de séjour et de voyage à la charge du propriétaire. — Décharge accordée à tort. — Annulation dans l'intérêt de la loi. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Lemoigne-Dutail-*

lis.) — Lorsqu'en exécution d'un arrêté préfectoral, un particulier a dû faire certains travaux (dans l'espèce, travaux nécessaires pour donner aux ouvrages établis sur une rivière les dimensions réglementaires), les allocations dues aux agents des ponts et chaussées qui sont venus procéder au récolement des dits travaux, doivent être supportées par celui qui les a exécutés, et ce encore bien qu'ils lui aient été imposés par l'administration sur la réclamation d'un tiers. — Mais ces allocations comprennent seulement les frais de voyage et de séjour, sans honoraires ni vacations. — Décret du 10 mai 1854, article 2. — Est annulé, sur le recours du ministre des travaux publics, dans l'intérêt de la loi, un arrêté du conseil de préfecture qui avait accordé décharge de la taxe au propriétaire, auteur des travaux (*C. d'Ét.*), X, 575.

5° Syndicat, classement, etc.

- (1) Association syndicale. — Taxe : conseil de préfecture. — Prétendue omission de statuer. — Rectification par le Conseil d'Etat d'une erreur matérielle dans le montant de la réduction accordée par le conseil de préfecture. (*Sieur Foriel.*) — Lorsqu'un conseil de préfecture ordonne que la cotisation d'un membre d'un syndicat soit établie d'après les bases arrêtées par la commission spéciale instituée par le décret constitutif de l'association et que cette commission a tenu compte de la contenance des propriétés, on ne

COURS D'EAU (suite) :

peut prétendre que ce conseil a omis de statuer sur une demande en réduction pour erreur de contenance (*C. d'Et.*), X, 344.

- (2) Association syndicale. — Propriété comprise dans le syndicat. — Demande en décharge fondée sur le non usage de l'eau pendant l'année : absence d'ancien usage prononçant une dispense de taxe pour le cas : rejet de la demande en décharge. — (*Sieur Genis-Mons (C. d'Et.)*), X, 345.

- (3) Dommages. — Syndicat d'endiguement. — (*Syndicat de Saint-Pierre-le-Vieux*). — Engagement pris par l'Etat de contribuer à la dépense des travaux. — Travaux exécutés sous la direction des agents de l'Etat. — Accidents et avaries dus à la modification des projets. — Responsabilité de l'Etat. — Réparations urgentes faites par le syndicat. — Contribution de l'Etat à la dépense. — Lorsque des travaux d'endiguement déclarés d'utilité publique sont exécutés avec le concours de l'Etat sous la direction de ses agents, l'Etat n'est pas responsable pour la totalité des frais de réparation des accidents et avaries qui se seraient produits par suite de modifications apportées au projet primitif, et qui ont été acceptées sans protestation ni réserve par les délégués du syndicat chargés de la surveillance des travaux, mais seulement dans la limite de la part qu'il s'est engagé à supporter dans la dépense. Il est tenu, dans la même proportion, de contribuer aux frais des répara-

tions urgentes que le syndicat a fait exécuter lui-même pour prévenir la ruine de l'ensemble de l'entreprise, alors que les experts ont déclaré que ces travaux commandés par la nécessité, avaient été faits dans des conditions satisfaisantes (*C. d'Et.*), VI, 499.

- (4) Syndicat. — Recours contre l'estimation par classes arrêtée par la commission spéciale et l'approbation du périmètre des classes donnée par le préfet. — Pas de recours contentieux. — (*Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (syndicat de Moirans)*). La décision pour laquelle une commission spéciale, chargée de la revision du périmètre et du classement des propriétés comprises dans un syndicat, a homologué le procès-verbal d'estimation par classes, et l'arrêté préfectoral qui a approuvé le plan du périmètre des diverses classes, ne peuvent pas être l'objet d'un recours direct pour excès de pouvoirs devant le Conseil d'Etat. — Ces actes ne font pas obstacle à ce que les parties portent leurs réclamations devant le conseil de préfecture, et, en appel, devant le Conseil d'Etat (*C. d'Et.*), X, 817.
- (5) Cours d'eau. — Irrigations. — Syndicat. — Taxes pour intérêts et amortissements d'emprunts. — Taxes d'entretien. — Chômage. — Arrosages irréguliers. — (1^{re} espèce : *sieur Privat de Garilhe*; 2^e espèce : *sieur Gauthier*). — Décidé qu'une taxe annuelle de 30 francs par hectare, exigible, d'après les actes constitutifs du syndicat et les engagements pris, à partir de la première an-

née où les eaux auront été introduites utilement dans les canaux, était due à partir de cette époque alors même que les arrosages auraient été insuffisants ou irréguliers (1^{re} et 2^e espèces).

— Décidé que la taxe annuelle proportionnée à la quantité d'eau réclamée par chaque souscripteur, et destinée à subvenir aux dépenses d'entretien du canal, sans pouvoir excéder 5 francs par hectare, était due par le réclamant qui avait reçu une quantité d'eau supérieure à celle à laquelle il avait droit pour l'arrosage des terres à raison desquelles il avait souscrit (2^e espèce). — Les chômages prescrits par le préfet et en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le décret constitutif du syndicat, en vue de travaux à exécuter par une ville, ne peuvent pas motiver une demande en réduction de la taxe. — Sauf au syndicat à former contre la ville une demande en indemnité pour les préjudices qui lui auraient été causés par ses chômages (1^{re} espèce) (*C. d'Et.*), X, 936.

6^e Police. — Usines, dommages, Règlement d'eau, etc.

- (1) Mesures de police. — Compétence. — Lavoir. — Démolition ordonnée par le maire. — Excès de pouvoir. — 1^{re} espèce : (*Sieur Bassecourt.*) — Démolition d'un mur ordonnée par le préfet. — Arrêté rapporté par le préfet. — Non lieu à statuer. — 2^e espèce : (*Sieur Bassecourt.*) — Il appartient seulement au préfet de prendre les

mesures applicables au cours d'eau non navigables, et par suite, un maire excède ses pouvoirs en ordonnant la démolition d'un bâtiment construit sur un cours d'eau (*C. d'Et.*), IX, 153.

- (2) Usines. — Curage. — Usiniers. — Anciens règlements non régulièrement modifiés : décharge d'une taxe excédant les obligations de l'usinier. — (*Dame veuve Rouzé.*) — Un usinier qui, en vertu d'anciens règlements, est tenu d'effectuer le curage d'un cours d'eau sur une étendue déterminée, ne peut pas être astreint au curage en dehors de ces limites, alors qu'il n'est pas justifié d'un ancien usage antérieur à la loi du 14 floréal an XI, ou d'un règlement d'administration publique postérieur modifiant ces anciens règlements (*C. d'Et.*), IX, 726.

- (3) Usine. — Curage. — Taxe. — Degré d'intérêt. — (*Sieur Le Rat de Magnitot.*) — Un usinier ne peut pas demander décharge d'une taxe de curage, par le motif qu'elle n'aurait pas été calculée d'après les bases adoptées par le syndicat, si elle n'est pas exagérée, eu égard à son degré d'intérêt et comparative-ment à celles qui sont imposées aux autres usiniers (*C. d'Et.*), IX, 1040.

- (4) Usine. — Chômage occasionné par les déperditions résultant du mauvais état d'un vannage établi par l'agence administrative du dessèchement des marais méridionaux du Laonnais. — (*Marais méridionaux du Laonnais contre sieurs Morlet et Gadiffert.*) — Demande

COURS D'EAU (*suite*) :

de l'usinier en indemnité. — Objection tirée d'une prétendue augmentation de force motrice résultant, suivant l'agence, de l'écoulement des eaux jadis stagnantes, que ses propres travaux auraient eu pour effet de déverser dans la rivière. Rejet : le débit de la rivière n'est ainsi augmenté par le fait de l'agence que pendant la saison d'hiver, où il n'est pas profitable à l'usinier. — Rejet d'une autre objection tirée de ce que les chômages du moulin proviendraient d'une diminution de l'achalandage et des événements de 1870-1871 : ce fait allégué n'est pas établi. — Mais le tiers expert n'ayant pas assez tenu compte des fuites existant dans le bief du moulin, fuites non imputables à l'agence, ni de ce que la diminution du volume de la rivière n'était pas dommageable à l'usinier pendant toute l'année, le Conseil d'Etat réduit l'indemnité accordée. — Intérêts du jour de la demande, à 5 p. 100 et non à six, comme le demandait l'usinier (*C. d'Et.*), IX, 1715.

- (5) Usine. — Passerelle. — Reconstruction ordonnée sur la demande du conseil municipal. — Servitude de passage. — Police des eaux. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Barrier.*) — Annulation, pour excès de pouvoirs, d'un arrêté préfectoral qui, sur la demande du conseil municipal, a prescrit à un usinier de reconstruire et d'élargir à ses frais la passerelle de son moulin, cet arrêté n'ayant pas été pris dans un but de police et de bonne répartition des

eaux, mais en vue d'assurer l'exercice d'une servitude de passage prétendue par la commune sur ladite passerelle ; il n'était d'ailleurs pas allégué que l'usinier ait enfreint, dans la construction de cet ouvrage, les dispositions de l'arrêté antérieur qui avait réglementé l'usine (*C. d'Et.*), 1056.

- (6) Communes. — Dommage à une usine. — Prise d'eau pour le service d'une ville. — Appréciation de l'indemnité due à l'usinier. (*Sieur Avice contre ville du Mans.*) — Objection tirée de ce que l'usinier aurait surélevé indûment son barrage, et aurait ainsi trouvé une compensation de la perte de force motrice occasionnée par les travaux de la ville. Rejet : cette surélévation n'a eu lieu que postérieurement à l'établissement des prises d'eau, et d'ailleurs l'administration a contraint l'usinier à la supprimer (*C. d'Et.*), IX, 733.

- (7) Dommages. — Usine. — Construction d'un chemin de fer par l'État. — Expertise. — Tiers expert. — Ingénieur en chef chargé du service spécial du chemin de fer en construction et non du service de la grande voirie. — Désignation par le conseil de préfecture. — Récusation proposée. — (*Sieurs Rousille frères.*) — Dans un litige pendant entre un particulier et l'État, à l'occasion de dommages causés à une usine par les travaux de construction d'un chemin de fer, le conseil de préfecture a ordonné qu'en cas de désaccord des experts il serait procédé à une tierce ex-

partise par l'ingénieur en chef du département. — Le désaccord s'étant produit, le dossier a été envoyé à l'ingénieur en chef chargé du service dudit chemin de fer. — Sur l'opposition du propriétaire contre l'interprétation donnée à l'arrêté du conseil de préfecture, ce conseil décide qu'en désignant comme tiers expert l'ingénieur en chef du département, il a effectivement entendu désigner, non l'ingénieur chargé du service de la voirie, mais bien l'ingénieur chargé du service du chemin de fer. — Cette dernière décision ne peut pas être considérée comme violant l'autorité de la chose jugée résultant de la précédente. — Elle ne fait qu'assurer l'exécution et appliquer sagement l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807. — Un ingénieur en chef nommé tiers expert peut-il être récusé, par application des articles 213 et 310 du Code de procédure civile, comme ayant déjà émis un avis administratif sur la réclamation ? — Résolu négativement implicitement (*C. d'Et.*), IX, 776.

- (8) Dommages aux usines. — Sources détournées pour l'alimentation d'une ville. — Dommages nés et actuels : demande en indemnité recevable : expertise. — (*Sieurs Viviant, Rigoulet et autres contre ville de Lons-le-Saunier*). — Décidé que les travaux exécutés, en vue de capter une source pour l'alimentation d'une ville, étaient suffisamment avancés pour qu'il soit possible d'en apprécier les effets ; que, dès lors, le droit à indemnité

était ouvert et l'action recevable. — (La presque totalité de la source était détournée de son cours). — Renvoi, en conséquence, des réclamants devant le conseil de préfecture pour être statué après expertise. — Procédure. — Recours de deux personnes contre un même arrêté statuant sur leurs deux réclamations : jonction (*C. d'Et.*), IX, 856.

- (9) Étang communiquant avec la mer. — (*Dame veuve et sieur Méhouas contre commune de la Fresnais, de Saint-Pères et autres*). — Dommage causé à une usine par l'exécution de travaux sur un chemin vicinal d'intérêt commun. — Chaussée incorporée au chemin. — Payement de travaux par les communes intéressées. — Subvention du département. — Responsabilité de ces communes. — Communes. — Chemin vicinal d'intérêt commun. — Classement régulier et non attaqué. — Incorporation d'une chaussée d'usine au sol du chemin, et par suite d'un accord avec les propriétaires, sans acquisition, ni expropriation. — Travaux. — Dommages à l'usine. — Responsabilité des communes. — Demande d'indemnité dirigée contre plusieurs communes à raison du dommage causé à une usine par les travaux exécutés aux ouvrages d'art dépendant de la chaussée de l'usine. Les communes prétendent n'avoir encouru aucune responsabilité, parce qu'elles n'ont jamais acquis la propriété de la chaussée et qu'elles n'ont ni autorisé, ni payé les travaux. Elles sont

COURS D'EAU (*suite*) :

néanmoins déclarées responsables : en effet, la chaussée a été incorporée, avec le consentement des propriétaires, à un chemin vicinal régulièrement classé et les travaux ont été ordonnés par le préfet et payés, en partie, par les communes. Les subventions accordées par le département n'ont pas changé le caractère de ces travaux. — Appréciation de l'indemnité due. — Reconstruction du pont-portier rendue nécessaire. — Réduction des dimensions du déversoir. — Fausses manœuvres ayant prolongé le chômage de l'usine. — Diminution de clientèle non justifiée. — Plus-value compensatoire résultant de la reconstruction à neuf et en bon état du pont-portier. — Appréciation de l'indemnité due. — Intérêts. — Frais d'expertise. — Les communes n'ayant offert aucune indemnité, les frais d'expertise sont mis en entier à leur charge (*C. d'Et.*), IX, 1169.

- (10) Moulin. — Irrigations. — Arrêté préfectoral. — Intérêt privé : excès de pouvoirs. — (*Sieur Villon.*) — Annulation, pour excès de pouvoirs, d'un arrêté préfectoral enjoignant à un usinier, sous peine de mise en chômage, de fermer les vannes du bief de son moulin à des époques déterminées, en vue de faciliter à certains propriétaires l'irrigation de leurs terres. — Aucune disposition des actes réglementaires de l'usine n'oblige l'usinier à fermer ses vannes pendant les heures d'arrosage, et le préfet a ainsi tranché

une contestation privée dont la connaissance appartient à l'autorité judiciaire (*C. d'Et.*), IX, 33.

- (11) Rétablissement des chaussées d'une rivière. — Exécution d'office par une commune en vertu de condamnations judiciaires. — Recouvrement. — Oppositions. — Compétence. — Dépens. — (*Ville d'Issoudun contre dames Aludenize et consorts.*) — Lorsqu'une ville, en vertu d'un rôle dressé par le maire et approuvé par le préfet, poursuit le recouvrement des frais d'entier rétablissement des chaussées d'une rivière, que le tribunal de police a condamné les riverains à exécuter, et que la ville a dû faire exécuter d'office, faute par eux de l'avoir fait dans le délai imparti par le tribunal, le conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur l'opposition au rôle formée par les riverains. — L'état dressé par le maire avait pour objet de poursuivre, dans les termes de l'article 63 de la loi du 18 juillet 1837, le recouvrement des sommes dues à la ville, et de procurer au receveur municipal un titre exécutoire. L'approbation du rôle par le préfet n'a pu autoriser la ville à recouvrer dans les formes établies pour les contributions directes ou les taxes assimilées, des sommes dues en vertu de décisions judiciaires. — La réclamation s'étant produite devant le conseil de préfecture, par application de la loi du 14 floréal, an XI, il n'y a pas lieu d'allouer des dépens (*C. d'Et.*), IX, 1173.

7^e Rivières. — Travaux divers.

- Brande (amélioration du chenal), VIII, 1038.
- Couesnong, VI, 703.
- Creusot (Le). Dérivation des eaux du Rançon, VI, 1302.
- Nicot (approfondissement du chenal du), VIII, 334.
- Rançon. Dérivation des eaux pour les besoins de la ville du Creusot, VI, 1302.
- Souloise. Dérivation pour l'établissement d'un canal d'arrosage, VI, 1302.
- Vallan. Irrigation des prairies riveraines, VI, 792.
- Vernazobres (élargissement et endiguement du), VIII, 1333.
- COUR DES COMPTES (installation de la) dans le pavillon de Marsan, VI, 192.
- COURAGE DU PARC, VIII, 1572.
- COURAU, VII, 758.
- COURCELLES (Denis), VIII, 242.
- COURCHATON (commune de), IX, 1719.
- COURMONT, X, 805.
- COURRENT, VII, 828.
- COURTES (commune de), VIII, 155.
- COURTIN-PIERRARD, VIII, 1076.
- COUSSA (fabrique de la paroisse), VIII, 829.
- COUTET, VI, 462.
- COUTURIER, SAVIGNY et autres, VI, 610.
- CRAVIO, IX, 1753.
- CRÉDITS (ouverture de). Voir Budget, Fonds de concours.
- (Reports de), IX, 523, 530, 565
- 1127, 1128, 1129, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1275, 1276, 1277, 1294, 1305, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1315, 1336, 1337, 1504, 1505, 1590, 1591, 1597, 1643, 1647, 1686, 1700, 1701; X, 186, 189, 200, 203, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 478, 479, 480, 481, 482, 488, 506, 510, 514, 515, 516.
- CRÉDIT AGRICOLE (compagnie du), VII, 939.
- CRÉDIT COMPANY LIMITED, IX, 408; X, 961.
- CRÉDIT COMPANY (canal de la Sienne et du Loup), X, 973.
- CRÉDIT FONCIER OF ENGLAND, VIII 726.
- CRÉDIT FONCIER colonial, IX, 382.
- CREISSAC et ARMORIN, X, 1392.
- CREST (ville de), VIII, 561.
- CROIX-ROUSSE (agrandissement de la gare de la), VI, 703.
- CROZE, PINCHON et DURIF, VIII, 1668.
- CROZE, PINCHON et autres, VII, 823.
- CROUZET, VIII, 96.
- CRUSSARD, VIII, 1661.
- CUITOT-CHEMINON, X, 781.
- CURAGE des affluents de la rive gauche du Var, VI, 739; de la Seille. Règlement signé entre la France et l'Allemagne, IX, 494.
- CURE (amélioration de la rivière de), VII, 231.
- CURIÈRE et BONAFE, VI, 228.
- CUSY (commune de), VII, 1145.
- CUVIER (Léon), VIII, 202.
- CUYAUDÈRE, VI, 681.

D

- DACHER et autres, IX, 81.
- DAGNEAUD et TRUFFAU, VII, 616.
- DALBY, VIII, 1687.
- DALIFOL et HUET, VII, 839; IX, 60

DALIPHARD, RUEL et autres, IX, 103.

DALLEMAGNE et OUACHÉE, VIII, 695.

DALMAS, ISSERT et RAYNAUD, VII, 685.

D'ANSELME DE PUISAYE, VII, 1367.

DARNIEULLES (commune de), VII, 629.

DARNIS, X, 958.

DAUBE, GAZALOT et DULOUT, VIII, 237.

DAUMAS et LONG, X, 1228.

DAUREL (les époux), VI, 582.

DAVID, VII, 916 ; IX, 964.

DAX (ville de). Défense contre les inondations du quartier de Sablar, VII, 1218.

DEBARD (François), VIII, 236.

DE BARRUELS SAINT-PONS, IX, 1530.

DEBAX et STRAPP, IX, 911.

DÉCHÉANCE.— Canal de dérivation.

— Inexécution d'une partie des travaux. — Mise en demeure. — Caractère de cette mesure. — Recours non recevable. — Intervention. — (*The Credit foncier of England contre sieur de Panisse.*) — L'intervention doit être admise quand elle est justifiée par un intérêt, mais seulement à l'égard des intéressés nominativement désignés dans le mémoire en intervention. — Décret du 22 juillet 1806, article 1^{er}. — Une décision par laquelle le ministre se borne à mettre une compagnie en demeure d'exécuter certains travaux, n'est pas susceptible d'être déferée au conseil d'État par la voie contentieuse. — Cette décision ne fait pas d'obstacle à ce que la compagnie fasse valoir ses droits devant l'autorité compétente, et soumette au conseil de préfecture les questions sou-

levées sur le sens et l'exécution du cahier des charges (*C. d'Ét.*), VIII, 726.

DÉCHOSAL et **SALOMON** (frères), VIII, 240.

DÉCISIONS ministérielles (*Voir à la table chronologique.*)

DÉCOMPTES.

Voir **Entrepreneurs**, **Architectes**, **Responsabilité**, **Dommages**, **Compétence**, **Résiliation**.

— (1) Port d'Alger. — (*Ministre de l'intérieur contre sieur Mayoux.*)

— Expiration du bail des travaux. — Réclamations. — Délai de dix jours. — Conditions générales de 1833, art. 32. — Demande de déchéance. — Chose jugée. — Rejet. — Approvisionnements effectués par ordre des ingénieurs. — Produits de mines non triés, laissés, sur les carrières considérées comme chantiers, utilisables pour la continuation des travaux après main-d'œuvre. — Travaux non continués à la fin du bail. — Refus par l'État de reprendre ces approvisionnements. — Condamnation de l'État à les reprendre au prix du bordereau sous déduction du prix de la main-d'œuvre nécessaire pour les utiliser et du rabais consenti par l'entrepreneur. — Retard dans la reprise de ces approvisionnements. — Pas de préjudice. — Frais de garde et loyer des carrières mis pour moitié à la charge des parties. — Intérêts. — Capitalisation des intérêts. (*C. d'Ét.*), VII, 639.

— (2) Port d'Alger. — **Clauses** et **conditions** générales de 1833. — (*Sieur Mayoux contre le ministre des travaux publics.*) — **Chômage**. — Demande d'indemnité: **Rejet**: travaux indiqués en quan-

tité suffisante ou en temps opportun : absence de justification de chômage imputable à l'administration. Emmétrage de moellons, non exigé ni rendu nécessaire par le fait de l'administration, ni même justifié : emploi et paiement de ces moellons comme matériaux transportés à pied d'œuvre : pas d'indemnités pour emmétrage. — Transport des matériaux. — Distance prétendue supérieure à celle prévue. — Pas d'indemnité : indication simplement approximative, erreur dans la composition des prix du bordereau : non-recevabilité : article 11 des clauses et conditions générales ; gêne momentanée dans les transports alléguée, mais non justifiée : prix de transport déclarés invariables au bordereau. — Carrières. — Exploitation : difficultés et déchets prétendus imprévus : demande de suppléments du prix indiqué au bordereau : non-recevabilité (art. 11) ; ouverture d'une carrière non prévue supplément de prix accordé par l'administration, comprenant tous les frais : établissement d'un plan incliné pour l'exploitation ; absence d'ordres : pas d'indemnité ; allongement de parcours : carrière prévue au devis : prix des matériaux rendus à pied d'œuvre : demande en supplément de prix non recevable (art. 11). Grue à vapeur. — Demande en paiement de la valeur et des frais de son installation : rejet (art. 10) : conclusions dans une instance antérieure, à fin de reprise de cet engin par l'État ; droits réservés. — Blocs de 1^{re} catégorie brisés : application du prix des blocs de 2^e catégorie. — Lançage des blocs.

— Interdiction du lançage par la grue à vapeur, justifiée par les inconvénients de ce procédé ; droit de l'administration : pas d'indemnité pour la substitution de procédé, le chômage, la lenteur ou la perte d'une chaloupe.

— Force majeure et avarie de mer, déclarées applicables seulement aux travaux, et non au matériel flottant. — Régie : emploi d'une grue à vapeur de l'entrepreneur par l'administration ; prix de location accordée et non-application du prix prévu pour l'emploi des engins que l'entrepreneur était tenu de fournir. — Chaux.

— Changement de provenance autorisé sur la demande de l'entrepreneur : évaluation de la quantité d'après les bases du devis : pas d'indemnité ; mise en sac non prescrite ; remise des sacs offerte par l'administration : pas d'indemnité. — Voies accessoires : droits de reprise réservés à l'entrepreneur. — Ordre de service non exécuté : chômage et dépense en vue de son exécution non justifiés. — Puits de mines : allocation des prix de forage : refus de les laisser charger : pas de préjudice. — Intérêts du jour de la demande : capitalisation pour ceux dus depuis plus d'un an. (*C. d'Ét.*), IX, 783.

— (3) Algérie. — Travaux du port de la Calle. — Résiliation. — (*Sieurs Michel, Société Rossi, Bourgiugnon et Cie.*) — Rejet d'une demande de provision : par suite des avances et paiements déjà faits aux entrepreneurs, ils ont reçu plus qu'il ne leur serait dû par l'État. — Délai pour réclamer. Rejet de réclamations non formulés dans les vingt jours qui

DÉCOMPTES (*suite*) :

ont suivi la présentation du décompte et des pièces : le décompte est réputé accepté (art. 41, conditions générales de 1866). — Résiliation prononcée par l'administration : indemnité due à l'entrepreneur : elle ne comprend que la perte des bénéfices enlevés à l'entrepreneur par l'inexécution des travaux compris dans l'adjudication (art. 34) et ne peut porter sur des travaux supplémentaires qu'on prétend être nécessaires pour l'achèvement du port.

— Reprise par l'État du matériel qui eût été nécessaire à la continuation des travaux, en tenant compte de la dépréciation, si elle est imputable à l'entrepreneur. Expertise portant sur ces points.

— Importance et prix du matériel à reprendre : évaluation au jour de la résiliation et non au jour où les entrepreneurs ont demandé la reprise (art. 34 à 43). — Approvisionnement de ciment de la Méditerranée : pas d'exagération : obligation pour l'État de le reprendre. — Retard apporté par l'expert du réclamant dans l'accomplissement de sa mission : demande en réduction des intérêts pendant le temps qu'a duré ce retard ; rejet : aucun délai n'était assigné aux experts, et l'administration ne justifie d'aucune diligence à l'effet d'en faire fixer un. (*C. d'Ét.*), IX, 1194.

- (4) Achèvement du bassin Bérigny à Dieppe. — Conditions générales du 25 août 1833. — (*Sieur Moutet.*) — Déblais exécutés en régie et par suite non dus à l'entrepreneur. — Transport de déblais, distance prévue au bordereau. — Bittes pour drainage, maçonneries

de mortier, fournitures comprises au décompte général. — Marne étendue sur la partie supérieure du gravier des remblais, comptée au prix du gravier : accord sur ce point entre l'entrepreneur et l'ingénieur. — Régala et pilonnage du gravier, compris dans le prix du mètre cube de gravier. — Maçonneries des parements ; briques cuites au charbon ; briques cuites à la houille, mais fabriquées à la main, qualité prétendue supérieure à celle du devis : aucune distinction à faire, toutes les briques devant être de premier choix : aucun engagement par l'administration de payer la différence. — Délai pour réclamer, article 32 des conditions générales de 1833 : rejet de réclamations formées plus de dix jours après la notification du décompte. Objection tirée d'un précédent arrêt (11 mai 1872, Moutet, Ann. 1873, p. 799) ayant disposé que les experts devaient tenir compte, dans leur travail, non seulement des travaux existant au moment où chaque chef de réclamation a été produit, mais encore des travaux de même nature exécutés ultérieurement dans les mêmes conditions. Cet arrêt n'a pas modifié le délai des réclamations, et, dans l'espèce, il ne s'agit pas de travaux de même nature que ceux qui ont été compris dans l'expertise (parements vus de pierre de taille, d'une part, et, d'autre part, jointoiments sur parements vus de briques, portés au bordereau sous des articles différents). — Approvisionnements de bois de hêtre par ordre et non employés, suivant l'entrepreneur : rejet : l'em-

ploi a été supérieur aux ordres d'approvisionnements : si l'entreprise a eu un excédant, le fait n'est pas imputable à l'administration.

— Demande d'intérêts pour retard dans le paiement de la retenue de garantie : rejet ; ce retard a été motivé par le refus de l'entrepreneur de produire les pièces justificatives, malgré deux mises en demeure. — Expertise : frais partagés par moitié. (*C. d'Ét.*), IX, 1198.

- (5) Travaux d'endiguement du Var. — Décompte non critiqué par l'entrepreneur. — Demande d'indemnité pour emploi par l'administration de matériaux appartenant à l'entrepreneur. — Recevabilité. — Renvoi devant l'administration et, en cas de contestation, devant le conseil de préfecture. — (*Sieurs Sarlin et Rabattu.*) — Décidé que, si des réclamations ne peuvent être formées contre le décompte après le délai fixé par l'article 32 du cahier des clauses et conditions générales de 1833, applicable à l'entreprise, aucune fin de non-recevoir tirée de cet article ne peut être opposée à une réclamation qui, n'ayant pour objet que de demander le prix de matériaux appartenant à l'entrepreneur, ne porte pas sur le décompte. (*C. d'Ét.*), VIII, 14.

- (6) Barrages. — Conditions générales de 1853. — Expertise. — (*Seur Dupond.*) — Expertise nouvelle déclarée inutile. — Dragages : difficultés exceptionnelles : acceptation de mètres tardive non-recevable ; acceptation du mètre sous réserves ; difficultés d'exécution constatée par l'expertise : indemnité. (Article

32 du cahier des charges.) — Retards imputables à l'administration : remise des plans ; indemnité. — Mode de mesurage des palplanches ; déchets non comptés : application du devis. — Travail de nuit : absence d'ordres. — Dressage des palplanches : travail compris dans le prix de vannage. — Modifications au système de fermettes. — Compensation de la perte et du gain en résultant pour l'entreprise. — Exploitation des carrières. — Prétendues difficultés imprévues. — Épaisseur des pierres employées excédant de 0^m03 celle prévue : pas d'indemnité. — Carrière prétendue à tort non indiquée au devis ; exploitation autorisée sur la demande de l'entrepreneur. — Bardage et pose des pierres ; difficultés exceptionnelles ; absence d'augmentation des charges de l'entreprise au point de vue du bardage ; indemnité précédemment allouée pour perte de temps. — Réclamation du prix d'un travail de maçonnerie et d'un travail d'ébauche des joints de pierre de taille : travail payé. — Travail de maçonnerie nécessaire au jeu des fermettes. — Prix compris dans celui de la maçonnerie. — Taille moulurée de la corniche ; travail non prévu : indemnité. — Encastrement des crapaudines dans les longrines ; travail accessoire de la mise en place ; fourniture des aiguilles : difficultés exceptionnelles. — Façon de coins en bois de chêne : article 11 des clauses et conditions générales. — Falcination. — Surcroît d'épaisseur. — Indemnité. — Ponts de ser-

DÉCOMPTES (*suite*) :

- vice ; établissement dans le seul intérêt de l'entreprise. — Réduction dans la fourniture des fers ; Réduction inférieure au sixième du montant de l'entreprise : article 39 des clauses et conditions générales ; demande en résiliation rejetée : non-lieu à indemnité ; fourniture par des tâcherons : indemnité à l'entrepreneur. — Prolongation de la durée de l'entreprise ; travaux non suspendus ; article 36 des clauses et conditions générales ; droit, en cas de cessation ou d'ajournement indéfini, de requérir la réception provisoire des ouvrages exécutés. — Pertes causées par une crue ; cas de force majeure non signalé dans les dix jours. — Demande non recevable. — Prix du battage des pieux et palplanches ; erreur par le conseil de préfecture dans l'application des prix du devis. — Frais d'expertise : répartition. (*C. d'Ét.*), VIII, 1677.
- (7) Curage et rectification d'une rivière. — Contestations entre l'entrepreneur et le syndicat. — (*Sieur Langlade contre syndicat de l'Emboulas.*) — Prix unique prévu pour les déblais de curage et pour ceux provenant de la rectification du lit : aucune distinction entre ces deux sortes de déblais dans le cahier des charges ; non-lieu à fixer un prix nouveau. — Arrachages de souches, racines et plantations : opération se rattachant à l'exécution des fouilles ; pas de prix spécial prévu ni à suppléer ; conditions générales du 25 août 1833, article 11. — Prétendu consentement donné par le directeur du syndicat à l'allocation d'une indemnité supplémentaire ; défaut d'approbation par le préfet : consentement non avenu et retiré avant la décision du conseil de de préfecture. Travaux distraits de l'entreprise et exécutés en régie par le syndicat ; droit réservé au profit du syndicat dans le devis et dans l'affiche de l'adjudication ; usage de ce droit dans les limites prévues. — Frais de l'adjudication à la charge de l'entreprise, par application de l'article 41 des conditions générales, auquel le devis se réfère : droit proportionnel d'enregistrement sur le montant de l'adjudication et sur le cautionnement. — Procédure. — Arrêté ne constatant pas que le commissaire du gouvernement ait donné des conclusions. — Nullité prononcée. — Décret du 12 juillet 1865, art. 13. — Affaire en état. Evocation. (*C. d'Ét.*), IX, 66.
- (8) Dérivation de la rivière la Gimone. — (*Sieur Lapierre.*) — Fouilles ; débordements ; cas de force majeure non signalé dans les dix jours : réclamations non recevable. — Epuisement prétendus imprévus : plus-value comprise au prix du bordereau ; rejet. — Déblais : difficultés prétendues imprévues ; prix établi à forfait sans classification de déblais ; plus-value allouée par le devis en prévision des difficultés rencontrées ; rejet. — Changement de matériaux effectué par l'entrepreneur ; absence d'ordre écrit ; pas d'indemnité. — Prétendue augmentation de plus d'un sixième sur les prix de main-d'œuvre ; grief non justifié ; rejet (*C. d'Ét.*), IX, 594.
- (9) Barrage sur la Seine à Melun.

- Transaction. — Décision du ministre rectifiant une erreur matérielle. — Pourvoi devenu sans objet. — Désistement. — Non-lieu à statuer. — (*Sieur Varangot.*) (*C. d'Et.*), IX, 728.
- (10) Décompte. — Approfondissement d'un canal maritime. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Clément.*) — Extraction de déblais de rochers. — Obligations de l'entrepreneur. — Devis. — Réception générale provisoire sous réserve. — Remboursement du cautionnement. — Entreprise non terminée. — Décidé, par interprétation des clauses du marché, qu'un entrepreneur était tenu d'opérer l'extraction de rochers existant à l'extrémité du canal maritime que les travaux avaient pour but d'approfondir, et que, dès lors, le conseil de préfecture avait à tort considéré l'entreprise comme terminée : la réception générale provisoire, l'établissement du décompte définitif et le remboursement du cautionnement *ayant été accompagnés de réserves*, n'ont pu avoir pour conséquence de réduire les obligations de l'entrepreneur vis-à-vis de l'État (*C. d'Et.*) VI, 339.
- (11) Décompte. — Canal du Forez. — Département. — (*sieurs Leglos et Moret contre département de la Loire.*) — Déblais. — Classifications. — Déblais de gor. — Absence d'attachements contradictoires. — Refus par l'administration de faire constater la présence du gor. — Allocation du prix du gor. — Application de l'article 42 du devis. — Fouilles supplémentaires. — Acceptation du décompte sous réserves. — Mo-
- tifs déduits dans les 20 jours. — Cavaliers de dépôt. — Obligation d'employer les moellons en provenant. — Déblais sous l'eau. — Fin de non-recevoir. — Motifs des réserves non déduites dans les 20 jours. — Articles 32 et 41 des conditions générales de 1866. — Substitution de la maçonnerie de moellons smillés à la maçonnerie ordinaire des voûtes. — Indemnité due. — Changement de carrières. — Augmentation de la distance. — Moellons plus durs et plus difficiles à extraire. — Frais d'expertise, y compris les frais de fouilles ordonnées par les experts. — Intérêts. — Intérêts des intérêts (*C. d'Et.*), VI, 531.
- (12) Décompte. — Canal de Bourgogne. — Agrandissement d'un réservoir. — Demande d'indemnités diverses. — (*Sieur Démonet.*) — Remblais. — Rouleaux compresseurs substitués au pilon. — Cloche réglementaire posée sur les chantiers par les ingénieurs. — Retards apportés au commencement des travaux par le fait de l'administration. — Chemins établis par l'entrepreneur pour conduire les matériaux à pied d'œuvre et ayant profité au nouvel entrepreneur après la résiliation. — Travaux faits pour l'ouverture de carrières. — Ragréage du talus d'un chemin périmétrique. — Excédant de mortier dans les maçonneries. — Épuisements. — Intérêts du jour de la demande. — Cahier de 1833. (*C. d'Et.*), VI, 1032.
- (13) Entretien du canal de Marseille et distribution d'eaux. (*Sieurs Mergoud et Mayen.*) — Il est accordé à l'entrepreneur diffé-

DÉCOMPTES (*suite*) :

rentes sommes pour : 1° transport des matières fournies par la ville par application du prix du devis ; 2° travaux omis audé-compte ; 3° empierrement exécuté sur les ordres de l'administration dans des conditions différentes de celles du devis ; 4° fournitures de tuyaux de plomb non comprises dans le prix fixé au devis pour la pose desdits tuyaux, fournitures comprises (on décide par interprétation du devis que ces derniers mots ne comprennent que les fournitures accessoires de la pose et non le prix des tuyaux eux-mêmes) ; 5° préjudice causé par les fournitures en régie des journées d'ouvriers, dépassant notablement les prévisions du devis, et auxquelles le rabais consenti par l'entrepreneur était applicable ; 6° privation de récoltes des talus ; 7° travaux distraits de l'entreprise et exécutés directement par la ville (indemnité de 10 p. 100 évaluée sur la perte de bénéfices éprouvée par l'entrepreneur) ; 8° retenues de garantie indûment faites sur les travaux exécutés en régie par la ville. — Rejet de demandes relatives à des omissions au décompte, non justifiées ; au prix de tuyaux de poteries (le prix du devis comprend la fourniture de ces tuyaux) ; à des travaux non exécutés ; à des travaux distraits de l'entreprise, mais conformément aux réserves faites par l'administration ; à des retenues de garantie n'excédant pas les conditions du devis ; aux frais d'adjudication afférents aux travaux exécutés par la ville, et à une indemnité de résiliation (les sommes

et indemnités accordées plus haut en tiennent compte). — Demande nouvelle ; non-recevabilité. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. (*C. d'Et.*), VII, 749.

— (14) Entrepreneurs. — Canal. — Déblais mouillés et exécutés dans la vase. — Prétendus retards apportés aux travaux. — Délais d'exécution. — Transports omis. — Extraction de souches et fascines. — Obligation imposée de commencer les déblais dans une direction qui les a rendus plus onéreux. — Frais de régalage de remblais. — Déblais employés en remblais ; prix spécial demandé. — Frais d'expertise. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Défaut de motifs prétendu. — (*Sieur Haudost-Sauvage.*) — Est suffisamment motivé l'arrêté d'un conseil de préfecture sur le décompte d'un entrepreneur de travaux publics, qui alloue exactement au réclamant le montant des sommes proposées par le tiers expert sur les chefs qui n'ont pas été écartés, encore bien que l'arrêté ne mentionne pas expressément qu'il a adopté les propositions du tiers expert (*C. d'Et.*), VII, 1072.

— (15) Canal d'assainissement. — Fin de non-recevoir tirée de l'acceptation d'un décompte. — Changements aux prévisions du devis. — Travaux imprévus. — Demande d'indemnité pour inexécution de travaux prévus. — Article 32 des clauses et conditions générales. — Non-recevabilité du recours portant sur un chef renvoyé à l'examen d'experts. — Intérêts. — Non-lieu à capitalisation. — (*Sieur Redon.*) — Décidé que le conseil de préfecture a à

- tort déclaré non recevables des réclamations portant sur des faits postérieurs à l'établissement d'un décompte accepté par l'entrepreneur. En conséquence renvoi devant ce conseil pour y être statué après expertise contradictoire sur la demande d'indemnité pour difficultés imprévues dans des travaux de fouille, en tant que cette réclamation serait relative à des travaux exécutés postérieurement à l'établissement du décompte. — Décidé, en fait, qu'il n'y a pas eu de changement aux prescriptions du devis concernant la disposition des cavaliers et l'emplacement des remblais. — Décidé que d'après le cahier des charges il n'est pas dû d'indemnité pour frais d'étayage et d'épuisement. — Sur la question d'inexécution de travaux prévus, application de l'article 32 des clauses et conditions générales de 1866, la quantité de travaux exécutés ne différant pas d'un tiers de celle des travaux prévus (*C. d'Et.*), VIII, 56.
- (16) Travaux d'étanchement de biefs de canaux. — Dettes de l'État. — Demande de paiement par un entrepreneur de travaux publics. — Déchéance opposée. — Loi du 9 janvier 1831, articles 9 et 10. — (*Sieur Quéret.*) — Durée du broyage du béton. — Exécution de remblais; ordres de services contradictoires; préjudice, indemnité allouée. — Prix du transport de la chaux par voie de fer; erreur des ingénieurs dans l'estimation du poids de la chaux; erreur dans la composition des prix du sous-détail; réclamation non recevable, article 11 des conditions générales du 25 août 1833.
- Terrassements exécutés dans des conditions imprévues. — Augmentation du prix de la main-d'œuvre. — Fourniture de pouzolane; mesurage, mélange. — Fourniture de moellons au lieu de craie. — Intérêts. — La déchéance quinquennale ne peut être opposée à un entrepreneur de travaux publics, créancier de l'État, qui, — bien qu'il n'ait pas saisi de ses réclamations, dans le délai de cinq ans, la juridiction compétente, — les a portées devant le ministre qui lui a accordé certains suppléments de prix, dont le paiement effectué depuis moins de cinq ans n'a été reçu qu'avec les réserves les plus formelles des droits de l'entrepreneur (*C. d'Et.*), VIII, 571.
- (17) Canal de la Haute-Marne. — Conditions générales de 1833. — Procédure. — Règle de deux degrés de juridiction. — Demande en suppression d'un rapport comme injurieux et diffamatoire. — (*Sieurs Croze, Pinchon et Durif.*) — Déblais de diverses natures imprévus; classification: prix fixés par les experts pour les diverses classes de déblais. — Foisonnement dans le transport des déblais imprévus; dressage des talus dans ces déblais; rigoles dans le rocher: supplément de prix. — Rigole, travail indépendant de l'entreprise: prix du travail et indemnité pour faux frais. — Dommages causés par une inondation: cas de force majeure signalé en temps utile: indemnités. — Moellons smillés; moellons demi-piqués: absence d'ordres; prix du devis. — Épuisements: travail à forfait; retard imputable à l'administration

DÉCOMPTES (*suite*) :

non-lieu à retenue sur le prix stipulé. — Béton employé sans ordre, et dans l'intérêt de l'entreprise : pas d'indemnité. — Indemnité à la veuve d'un ouvrier ; décès par suite d'une maladie occasionnée par les travaux : arrêté ministériel du 15 octobre 1848, article 6. — Indemnité à la charge de l'entreprise. — Décompte de régies : contestations non soumises au conseil de préfecture. — Règle des deux degrés de juridiction. — Erreur matérielle dans le tableau des sommes touchées par l'entrepreneur : rectification à faire lors de la liquidation définitive. — Dommages-intérêts : allocation maintenue. — Intérêts : article 34 des clauses et conditions générales du 25 août 1833. — Intérêts des intérêts. — Frais d'expertise. — Dépens. — La suppression non demandée devant le conseil de préfecture d'un rapport comme injurieux et diffamatoire, ne peut l'être devant le Conseil d'État (*C. d'Et.*), VIII, 1668.

- (18) Décompte. — Construction de route. — Augmentation du cube des déblais rocheux. — Diminution des déblais ordinaires. — Frais de transport de la pierre. — Aggravation. — Indemnité accordée. — Déchéance. — Erreur ou omission. — Demande d'interprétation d'un arrêté du conseil de préfecture. — Procédure. — Délai du pourvoi. — Mention en marge de la minute de la transmission à l'ingénieur de l'arrêté du conseil de préfecture. — Notification non prouvée. — (*Sieur Roques, faillite Minet.*) — Lorsque, d'après les

prévisions de l'avant-métré, le cube des déblais à exécuter dans le rocher ne devait pas excéder un certain nombre de mètres cubes, et qu'en réalité ce chiffre a été notablement dépassé (23.000 mètres cubes au lieu de 12.000), — l'entrepreneur est fondé à réclamer une indemnité si le prix fixé par le bordereau pour le mètre cube de déblais rocheux avait été réduit à raison du bénéfice présumé qu'il devait retirer sur les déblais ordinaires : — la proportion entre les deux natures de fouilles ayant été changée, les conditions du marché se sont alors trouvées modifiées au préjudice de l'entrepreneur. — C'est avec raison que le conseil de préfecture refuse de faire droit à une demande en interprétation d'un précédent arrêté qui n'a rien d'ambigu. — Dans l'espèce, cette demande tendait en réalité à faire réformer l'arrêté. — La preuve de la notification d'un arrêté du conseil de préfecture ne saurait résulter de la mention inscrite par le secrétaire-greffier en marge de la minute pour constater la transmission d'une expédition à l'ingénieur (*C. d'Et.*), VI, 261.

— (19) Construction de route. — Conditions générales du 16 novembre 1866. — (*Ministre de l'intérieur contre sieur Beretta.*) — Travaux de terrassement et de déblais notablement différents de ceux prévus (augmentation de 26 p. 100). — Déblais de nature imprévue (11 p. 100 du cube total). — Axe de la route sensiblement modifié (38 p. 100 de la longueur de la route). — Inapplicabilité des prix moyens du bordereau. — Prix nouveaux, article 29. —

- Rabais sur les terrassements et déblais. — Inapplicabilité aux terrains de nature imprévue. — Matériaux. — Changement de carrières imposé. — Prix nouveaux. article 29. — Façons de maçonnerie. — Absence d'ordre écrit, article 10. — Maintien du prix du bordereau. — Bois de charpente. — Changement de forêt après abatage. — Indemnité. — Carrière. — Changement sur la demande de l'entrepreneur sans demande de prix supplémentaire. — Maintien du prix du bordereau. — Retard dans les paiements. — Pas de dommages-intérêts autres que les intérêts, trois mois après réception définitive. — Demande en capitalisation d'intérêts dus pour moins d'un an : rejet. — En matière de décompte de travaux publics, les ministres ne peuvent pas demander que l'entrepreneur soit condamné aux dépens envers l'État. — Ils peuvent former leur pourvoi sans frais. — En ce qui touche l'entrepreneur, décidé que, dans l'espèce, il n'y avait pas lieu de lui allouer les dépens. — Procédure. — Recours incident. — Double degré de juridiction. — Répartition des frais d'expertise entre l'État et l'entrepreneur. — Dépens (*C. d'Et.*), VII, 601.
- (20) Entretien des routes. — Distance du lieu d'extraction. — Approvisionnements. — Préjudice. — Intérêts. — Double degré de juridiction. (*Commune d'Orvilliers contre sieur Gillet.*) — Décidé, par interprétation du devis, que le prix de transport des matériaux devait se calculer d'après la distance réellement parcourue.
- Décidé que l'approvisionnement des matériaux dont le prix était réclamé avait été fait par ordre du maire. — Rejet du recours incident tendant à une indemnité : 1° pour retard dans les paiements (les intérêts représentant le préjudice causé de ce chef) ; 2° pour avances faites aux ouvriers : ce chef de demande, n'ayant pas été produit devant le conseil de préfecture, est non recevable, VII, 784.
- (21) Entretien de route. — (*Sieur Rouzaud.*) — Décomptes arriérés. — Délai de vingt jours. — Réclamations tardives. — Déchéance. — Supplément de prix réclamé par jet de pelle. — Retenue par mètre cube de pierres pour défaut de passage au râteau. — Quantités de cailloux déduite du montant des fournitures. — Indemnité réclamée pour substitution d'entrepreneur. — Fournitures de pierres. — Indemnité pour retards dans la notification des états d'indication. Indemnité à raison de cylindrages exécutés en régie. — Plus-value pour chevaux et voitures fournis par l'entrepreneur à l'administration (*C. d'Et.*), VIII, 585.
- (22) Route. — Attache-ments. — Acceptation. — Article 32 des clauses et conditions générales. — Plus-value pour un travail utile. Augmentation de plus d'un sixième dans la masse des travaux. — Pas d'indemnité. — Ajournement indéfini. — Résiliation. — Indemnité. — Remboursement des frais d'adjudication. — Procédure. — Allocation supérieure au montant de la demande. — (*Ministre des tra-*

DÉCOMPTES (suite) :

vaux publics contre sieur Gianoli.) — Annulation d'une partie de la décision par laquelle le conseil de préfecture a alloué à l'entrepreneur une somme supérieure au montant de la demande — Terrassements supplémentaires. — Attachements acceptés sans réserves par l'entrepreneur. — Non-recevabilité d'une réclamation ultérieure. — Article 31 du cahier des clauses et conditions générales de 1833. — Plus-value pour un travail qui a profité à l'État en augmentant la solidité des ouvrages. — Décidé qu'en cas d'augmentation de plus d'un sixième dans la masse des travaux, l'entrepreneur peut seulement demander la résiliation de son entreprise et n'a droit à aucune indemnité pour les travaux excédant le sixième. — Indemnité due à raison de la résiliation prononcée par suite de l'ajournement indéfini d'une partie des travaux. — Remboursement des frais d'adjudication. — Intérêts et intérêts des intérêts (*C. d'Él.*), VIII, 1611.

— (23) Entretien de routes. — Clauses et conditions générales de 1866 inapplicables. — Application du cahier des charges spécial à l'entreprise. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Sieurs Divert frères contre ville d'Angers.*) — Décidé que l'entreprise de l'entretien des voies publiques de la ville d'Angers avait pour objet principal la fourniture des matériaux nécessaires pour l'entretien des chaussées pavées et empierrées, mais qu'elle ne comprenait pas nécessairement les travaux neufs, de réfection totale

ou partielle ou d'amélioration, tels que ceux de fourniture de marches de schistes pour la montée d'une rue, de terre végétale pour les plantations d'arbres, de bordures de trottoirs et bouches d'égouts. — Appréciation des quantités de fournitures indûment faites par la ville et du préjudice en résultant pour l'entrepreneur. — Décidé que, dans l'espèce, la ville n'est pas fondée à revendiquer l'application des clauses et conditions générales de 1866, qui modifieraient profondément les conditions de l'entreprise telles qu'elles sont établies au cahier des charges spécial (*C. d'Él.*), IX, 873.

— (24) Construction d'un pont et rectification d'une route nationale. — (*Sieurs Ladouceur et Salamand.*) — Déblais. Transport: prix fixé d'après le parcours qu'aurait nécessité le transport à la brouette, et non d'après le trajet réellement effectué: l'entrepreneur n'a augmenté le trajet qu'afin de profiter d'un chemin de fer qu'il avait établi pour ses travaux. — Maçonnerie: rejointoiements faits sans se conformer aux sujétions imposées au devis: réduction du prix prévu. — Démolition ordonnée: indemnité allouée suffisante. — Matériaux: emploi de pierre de taille de grand appareil au lieu de petit appareil: substitution non prescrite par un ordre de service: non-lieu à supplément de prix. — Inondation: dommage, indemnité suffisante. — Remblais, modification apportée par les ingénieurs touchant les lieux d'extraction des déblais; indemnité allouée à raison des

sujétions, dépense et retard en résultant. — Frais d'expertise : en totalité à la charge de l'État. — Intérêts et capitalisation : application des articles 1153 et 1154 du Code civil (*C. d'Ét.*), IX, 860.

— (25) Décomptes. — (*Sieur Sogno.*)

— Frais, faux frais et réparations de dommages. — Déblais par la mine. — Route nationale obstruée par les débris. — Obligation pour l'entrepreneur d'y maintenir la circulation et de prévenir les accidents. — Dépense à la charge de l'entreprise en vertu des articles 18 et 19 des clauses et conditions générales. Difficultés imprévues pour extraction dans le roc vif. — Demande en supplément de prix. — Expertise ordonnée : droits et moyens réservés, arrêté préparatoire : recours non recevable. — Arrêté ordonnant une expertise et prescrivant qu'elle ne devra porter que sur les extractions effectuées pendant une certaine période, ce qui exclut la période antérieure et constitue une solution définitive sur ce point : recours recevable ; arrêté annulé. — Décidé au fond que l'entrepreneur n'a pas renoncé à demander un supplément de prix même pour la période antérieure, et que dès lors l'expertise portera aussi sur les extractions effectuées dans le roc vif pendant cette période (*C. d'Ét.*), X, 1311.

— (26) Route départementale. — Déblais. — Cube et classification. — Calcul. — État de piquetage et attachements. — Expertise ; mission et pouvoirs des experts ; arrêt du Conseil d'État ; interprétation. — Tiers expert. — Arbitre,

révocation par décisions judiciaires de sa fonction d'arbitre ; nouvelle tierce expertise. — Demande de provision nouvelle ; rejet. — Dépens réservés. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Gonthier.*) — Demande d'une nouvelle expertise qui, pour l'évaluation du cube des déblais et leur classification tiendrait compte des états de piquetage et des attachements acceptés par l'entrepreneur. — Rejet par application d'un précédent arrêt du Conseil d'État. — Une nouvelle tierce expertise est ordonnée à raison de décisions judiciaires ayant révoqué le premier tiers expert des fonctions d'arbitre qui lui avaient été confiées sur un litige existant entre les parties (*C. d'Ét.*), VII, 797.

— (27) Routes départementales et chemins vicinaux de grande communication. — (1^{re} espèce, *préfet du Loiret contre sieur Gallon père et fils* ; 2^e espèce, *sieur Baclard contre département du Loiret* ; 3^e espèce, *département du Loiret contre sieur Malâtre.*)

— Recours formé par le préfet agissant au nom du département et des communes intéressées. — Quantité de matériaux approvisionnés. — Manquants constatés dans les fournitures par une instruction judiciaire poursuivie correctionnellement contre les entrepreneurs. — Constatations contradictoires portées au procès-verbal de réception. — Réduction proportionnelle du décompte acceptée par les entrepreneurs : aucune justification pouvant servir de base à une nouvelle réduction ; inefficacité des constatations émanant des commissions

DÉCOMPTES (*suite*) :

- cantonales instituées par le préfet : impossibilité de soumettre actuellement à une vérification sérieuse des matériaux approvisionnés en 1873. — (Rapporté les cinq espèces.) — Vérification non faite contradictoirement : insuffisance d'un avertissement oral donné par les ingénieurs au lieu d'une convocation par écrit (2^e espèce). — Poursuites correctionnelles exercées contre les sous-entrepreneurs pour tromperie sur la quantité des matériaux vendus. — Déficit constaté par l'instruction judiciaire. — Responsabilité des entrepreneurs acceptée par eux jusqu'à due concurrence, mais ne pouvant être étendue au delà. — (Voir la 1^{re} espèce). — Intérêts, intérêts des intérêts (1^{re} espèce). — Frais de régie laissés à la charge de l'entrepreneur (2^e espèce). — Procédure. — Deux arrêtés attaqués concernant plusieurs entreprises soumissionnées par les mêmes entrepreneurs. — Jonction (1^{re} espèce) (*C. d'Ét.*) IX, 738.
- (28) Chemins vicinaux. — Dommages-intérêts pour retard d'exécution par le fait de l'administration et réadjudication de l'entreprise. — (*Sieur Montamat.*) — Rejet d'une demande de supplément de prix : 1^o pour débit et enlèvement d'arbres sur une portion de chemin qui a fait l'objet d'un devis supplémentaire (il a été tenu compte du changement de tracé, pour l'établissement des prix, par le devis supplémentaire) ; 2^o pour ragrément de terrassements (le prix alloué pour ce travail non prévu au devis et celui qui avait été accepté par l'entrepreneur) ; 3^o pour construction de la chaussée (les prix fixés par le devis supplémentaire spécial à ce travail ont été exactement appliqués.) — Frais d'entretien de la chaussée, à la charge de l'entrepreneur, d'après le cahier des charges, jusqu'à réception définitive des travaux. — Les retards dans l'exécution des travaux n'étant imputables qu'à l'entrepreneur, et la réadjudication des travaux à la folle enchère de l'entrepreneur n'ayant eu lieu que par application des dispositions du cahier des charges, la demande d'indemnité à raison de ces faits n'est pas fondée (*C. d'Ét.*), VIII, 43.
- (29) Chemins vicinaux. — Articles 32 des clauses et conditions générales du 25 août 1833 applicables à l'entreprise. — Décompte. — Refus. — Motifs non déduits dans le délai de dix jours. — Non-recevabilité de la réclamation. — (*Sieur Jigouzo contre la ville de Nantes.*) — Un entrepreneur mis en demeure de prendre connaissance du décompte a refusé, sans déduire dans le délai de dix jours les motifs de ce refus, et en s'en référant simplement à des conclusions antérieurement prises par lui devant le conseil de préfecture, mais dans lesquelles les motifs du refus n'étaient pas indiqués, sa réclamation contre le décompte n'est pas recevable (*C. d'Ét.*), VIII, 98.
- (30) Construction et entretien des chemins vicinaux et promenades publiques de Nantes. — Procédure. — Omission de statuer. — Suppression d'un passage de mémoire. — (*Sieur Jigouzo contre ville de Nantes.*) — Retards

dans l'exécution des travaux, non imputables à la ville. — Indemnité pour approvisionnement de gravier, indûment réclamée en vertu de la disposition y relative du cahier des charges. — Répartition des déblais en trois catégories. — Transport des déblais; pas de supplément de prix pour prétendue augmentation de parcours et difficulté de transport. — Fourniture de sable sur les promenades publiques; fouilles; fournitures de gravier; demandes non recevables par suite d'acceptation sous réserves des décomptes. — Fournitures de sable; prix payé, indûment réclamé. — Fourniture d'éclats de pavés; moellons de granit fournis sans obligation; pas de supplément de prix. — Fourniture de gravier; application de la série des prix. — Matériaux approvisionnés, pris par la ville; payement effectué. — Abatage des haies; prix alloué suffisant. — Travaux distraits de l'entreprise; indemnité pour privation de bénéfices; chef non justifié. — Procédure. — Prétendue omission de statuer; demande rattachée à une autre, sur laquelle il a été statué. — Suppression ordonnée par le conseil de préfecture, d'un passage de mémoire contenant des imputations injurieuses pour plusieurs agents de la commune. (Art. 1036 du Code de procédure civile.) (*C. d'Et.*), VIII, 714.

- (31) Chemins vicinaux. — Retenues pour prétendues malfaçons; réception définitive tardive; délai de garantie écoulé; arrêté annulé. — (*Sieur Bernasse.*) — Un entrepreneur qui a fait, après l'achèvement de ses travaux (dans

l'espèce, un chemin), toutes diligences pour obtenir la réception définitive de ses travaux ne peut pas être déclaré responsable de prétendues malfaçons constatées après huit ans d'usage, alors que, d'ailleurs, il n'est pas établi qu'elles existassent avant l'expiration du délai de garantie. (*C. d'Et.*), IX, 598.

- (32) Construction d'un chemin vicinal de grande communication. — (*Sieur Battle.*) — Déblais à la mine : difficulté exceptionnelle et non prévue au devis : allégation en contradiction avec les termes du devis et de l'avant-métré; réclamation non recevable contre les prix, sous prétexte d'erreur ou d'omission dans leur composition au sous-détail (article 11 des clauses et conditions générales concernant les chemins vicinaux dans le département des Pyrénées-Orientales). — Changements apportés dans la proportion des différentes catégories de déblais prévus au devis : modification importante des bases du marché; droit à indemnité reconnu éventuellement pour le cas où un préjudice aurait été causé de ce chef : renvoi à l'expertise. — Demande d'un supplément d'allocation pour murs de soutènement; rejet : ce travail rentre dans la maçonnerie en pierres sèches dont le prix est prévu au devis. — Ouvrages omis dans le règlement et erreurs de métré : mission des experts sur ces points, non contestée par l'administration; non-lieu à statuer. — Impossibilité de prendre la chaux dans le lieu porté au devis : prix des maçonneries augmenté suffisamment à

DÉCOMPTES (*suite*) :

- raison de ce fait. — Grieffs divers non justifiés. — Rabais de l'entreprise, inapplicable aux prix nouveaux. Aucun prix nouveau n'étant à établir, conclusions sans objet. — Sommes restant dues à l'entrepreneur. Demande d'intérêts à partir de l'achèvement des travaux. Allocation seulement après la réception définitive et à partir de l'expiration du délai de garantie (article 33 des conditions générales applicables à l'entreprise). — Allocation des intérêts à partir du jour de la demande desdits intérêts devant le conseil de préfecture, en ce qui touche l'indemnité qui serait due pour changements dans la proportion des diverses catégories de déblais (*C. d'Et.*), IX, 1731.
- (33) Décompte. — Communes. — Construction d'église. — Transaction intervenue. — Pourvoi sans objet. (*Sieur Riodel.*) (*C. d'Et.*), VI, 1024.
- (34) Construction d'une église. — Substitution régulièrement approuvée de chaux hydraulique à la chaux grasse, prévue au devis. — Dommages-intérêts à la charge de l'entrepreneur pour retard dans l'exécution. — Retenue du matériel de l'entrepreneur. — Résiliation. — Demande de remboursement des droits d'enregistrement. — Dépens. — (*Sieur Séraïl contre commune de Gigean.*) — La substitution de chaux hydraulique à la chaux grasse prévue au devis ayant été régulièrement autorisée, l'excédant de dépense qui en est résulté doit être alloué à l'entrepreneur. — L'entrepreneur ayant suspendu ses travaux et demandé à plusieurs reprises la résiliation de son entreprise, à laquelle il n'avait pas droit et qui ne lui a pas été accordée, ayant abandonné ses chantiers après n'avoir effectué qu'une faible partie des travaux, la demande de dommages-intérêts formée contre lui par la commune est fondée. — Appréciation du préjudice souffert par la commune. — Dans les circonstances de l'affaire, l'entrepreneur n'est pas fondé à se plaindre de ce que la commune a retenu, pendant le cours de l'instance, le matériel de construction réuni sur le chantier de l'église, ni à demander que les droits d'enregistrement applicables à la portion des travaux qu'il n'a pas exécutés lui soient remboursés (*C. d'Et.*), VIII, 40.
- (35) Construction d'église. — Décompte approuvé par le conseil municipal : délibération prise sans les plus imposés : validité. Paiement ordonné. — (*Commune de Giscos contre sieur Descamps.*) — Une commune ne peut pas se refuser au paiement du solde d'un décompte de travaux définitivement approuvé par son conseil municipal, en se fondant sur ce que le conseil aurait délibéré sans adjonction des plus imposés. — La délibération pour être régulière n'avait pas besoin d'être prise en cette forme (*C. d'Et.*), VIII, 1078.
- (36) Construction d'église. — Régularité de l'expertise. — Procédure. — 1° Composition du conseil de préfecture. — Membre du conseil général. — 2° Réserves relatives à des faits indéterminés. Refus de donner acte. — Frais

d'expertise. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Gaggione contre commune de Champagne.*) — Procédure. — Conseiller général régulièrement appelé à compléter le conseil de préfecture par application de l'article 3 de l'arrêté du 19 fructidor an IX. — Expertise : Serment préalable ; parties entendues ; régularité. — Retard dans l'indication de l'emplacement de l'église : allégation non fondée. — Anciennes murailles rencontrées dans les fouilles : travail imprévu ; indemnité accordée. — Modifications aux dessins de la charpente, opérées avant la préparation des bois : pas de préjudice. — exhaussement du sol de l'église : allégation non fondée. — Plans modifiés par suite d'une demande de l'entrepreneur de changer la qualité des matériaux : engagement de ne pas réclamer d'indemnité. — Démolition de deux piliers : travail non exécuté ; matériaux provisionnés refusés avec raison. — Perte sur des pierres recommandées et non employées : proposition de l'architecte, repoussée par l'entrepreneur ; changement de divers matériaux prévus au devis non effectué. — Indemnité pour l'outillage pris par la commune : défaut de justification. — Demande de dommages-intérêts ; préjudice non justifié. — Décompte ; réduction opérée à tort aux divers articles ; prestation des habitants ; estimation des experts maintenue. — Frais d'enregistrement du procès-verbal d'adjudication ; résiliation à la demande et dans l'intérêt des deux parties : partage de frais par moitié. — Le conseil d'Etat

peut-il donner acte de réserves relatives à des faits indéterminés (dans l'espèce, de réserves contre toutes personnes ayant géré sans mandat les affaires de la commune) ? — Résolu négativement. — D'ailleurs, ces réserves n'ajouteraient rien aux droits qui peuvent appartenir au requérant.) (*C. d'Et.*), VIII, 1631.

— (37) Construction d'église. — Expertise : prestation de serment régulière. — Procédure : conseil de préfecture. — Désistement oral à l'audience. (*Commune de la Bastide.*) — Décompte établi sans tenir compte du rabais consenti ; réduction en conséquence. — Indemnité proposée par les experts pour travaux supplémentaires non justifiés et non autorisés : rejet. — Réfection du clocher attribuée à l'agrandissement des fenêtres, opéré dans le cours des travaux, en vertu d'une délibération du conseil municipal non approuvée par le préfet ; travaux non commandés : responsabilité de l'entrepreneur. — Dommages-intérêts réclamés à l'entrepreneur : rejet. — Retards causés par augmentation de travaux : vices de construction suffisamment compensés et réparés au moyen de la réfection du clocher, mise en totalité à la charge de l'entrepreneur, (*C. d'Et.*), IX, 21.

— (38) Décompte. — (*Sieur Loiselot contre commune de Fays-Billot.*) — Acceptation sous certaines réserves. — Droit de réclamation quant aux articles réservés. — Expertise ordonnée. — Dommages-intérêts. — Préjudice non établi. — Provision accordée. — Droit aux intérêts

DÉCOMPTES (*suite*) :

réservés. — Lorsque des entrepreneurs ont déclaré n'accepter un décompte que sous réserve du droit de présenter des réclamations, concernant des articles omis ou des erreurs matérielles, dans les trente jours à partir de la mise des comptes à leur disposition, c'est à tort qu'un conseil de préfecture déclare non-recevable la réclamation produite dans ce délai, en tant qu'elle porte sur les points expressément réservés par l'acte d'acceptation (*C. d'Et.*), VI, 13.

— (39) Décompte. — Restauration d'église. — Travaux supplémentaires. — Ordres de l'architecte. — Autorisation du conseil municipal. — Nécessité reconnue en cours d'exécution. — Cahier des charges. — Malfaçons prétendues. — Expertise. — Provision allouée. — Demande de sursis. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Sursis. — (*Commune de Chabris contre sieur Martinet.*) — Sont admis au décompte d'un entrepreneur des travaux supplémentaires ordonnés par l'architecte, dans les conditions prévues par le cahier des charges, et autorisés par le conseil municipal. — Lorsque des conclusions à fin de sursis ont été présentées devant le conseil de préfecture pour l'appel en cause d'un garant, c'est avec raison que le sursis est refusé si l'affaire était en état au moment où cette demande a été formée (*C. d'Et.*), VI, 1084.

— (40) Entrepreneurs. — Réparations à un presbytère. — Caractère de travaux publics. — Compétence du conseil de préfecture.

— Dépense supplémentaire; souscriptions volontaires; devis convenu avec le maire. — Nécessité urgente. — Travaux bien exécutés. — Obligation de payer. — Intérêts alloués en l'absence de demande. — (*Commune de Naves contre sieur Nadal.*) — Décidé qu'une commune était tenue de payer à l'entrepreneur ses travaux supplémentaires exécutés par ordre du maire, bien faits, d'une nécessité urgente et dont la commune avait profité, sauf à elle à poursuivre le recouvrement des souscriptions particulières qui, en vertu d'une délibération du conseil municipal, devaient être demandées et auraient été régulièrement consenties (*C. d'Et.*), VII, 1077.

— (41) Eglise. — Restauration. — (*Sieur Pupin contre commune d'Octeville.*) — Nouvelle expertise demandée: rejet; expertise régulière: carnets de l'entrepreneur signés de lui seul non opposables. — Travaux omis au décompte: absence d'exécution ou exécution par suite de malfaçon; rejet. — Prix et métrés exacts application du devis. — Travaux ordonnés en cours d'exécution: application du prix prévu au devis supplémentaire. — Moulures: mesurage à la ficelle. — Démolitions: prix imprévu [fixé par assimilation. — Jointolement: travail compris dans le prix de la maçonnerie. — Vieilles pierres réemployées: évaluation du cube. — Malfaçons ne constituant pas des vices de construction: non-lieu à retenue: emploi de matériaux inférieurs à ceux prévus: réduction. — Frais d'expertise: répartition. — Intérêts: capitalisa-

- tion. — Procédure: pourvois relatifs à la même entreprise; jonction. — Prétendu *ultrâ petita*: projet de décompte non accepté: réduction: allocation inférieure à celle du décompte primitif: régularité (*C. d'Et.*), VIII, 683.
- (42) Église. — Déggradations. Entrepreneur. — Responsabilité. — Adjudication régulière. — Travaux exécutés conformément aux prescriptions du cahier des charges: pas de malfaçons; entrepreneur non responsable. — Retards dans les paiements: intérêt du jour de la demande; pas de dommages-intérêts. — (*Fabrique de la paroisse de Coussa.*) — L'entrepreneur est déclaré non responsable des dégradations qui ont pu se produire à l'édifice: les travaux avaient été exécutés conformément aux prescriptions du cahier des charges et étaient en état d'être reçus au moment de leur achèvement. — Un entrepreneur n'est pas fondé à réclamer, pour le préjudice résultant des retards apportés dans le règlement de son décompte, des dommages-intérêts autres que les intérêts fixés par la loi. (Art. 1153 C. civ.) — La demande de dommages-intérêts, formulée dans des conclusions prises devant le conseil de préfecture peut du moins être regardée comme constituant une demande suffisante des intérêts (*C. d'Et.*), VIII, 829.
- (43) Communes. — Église. — Fournitures de moellons par la fabrique. — Application des prix du cahier des charges. — Matériaux de démolition. — Reprise obligatoire par l'entrepreneur. — Application, en exécution des clauses du cahier des charges, du prix fixé avant l'adjudication. — Fourniture des briques par la fabrique. Évaluation suffisante. — Travaux non achevés. — Allégation inexacte. — Exécution du carrelage dans d'autres conditions que celles prévues. — Accord des parties. — Prix alloué non exagéré. — Sommes restant dues à l'entrepreneur; expertise contradictoire ordonnée à l'effet d'établir le montant; fixation conforme à l'avis du tiers expert; à-compte prétendus supérieurs à ceux admis par le conseil de préfecture: allégation non justifiée. — (*Fabrique de la paroisse d'Avésines.*) (*C. d'Et.*), VIII, 1174.
- (44) Église. — Demande d'expertise pour vérifier la solidité d'une partie des fondations: expertise antérieure ayant porté sur l'ensemble des fondations: décision du conseil d'État ayant statué sur le résultat de l'expertise: rejet de la nouvelle demande par l'exception de chose jugée. — Décompte: mission des experts étendue, — pour le décompte des travaux exécutés, — à la totalité des travaux. (*Fabrique de l'église de Notre-Dame d'Oloron-Sainte Marie.*) (*C. d'Et.*), IX, 53.
- (45) Expertise. — Arrêté interlocutoire. — Recours. — (*Sieur Chambrouty contre commune de Bona.*) — Grief fondé sur la mauvaise qualité des pierres indiquées par le devis et sur la difficulté d'exploitation. — Pierres de taille de mauvaise qualité et de taille défectueuse; refus de réception par l'architecte. — Réduction ordonnée de l'épaisseur des murs de la haute nef; changement autorisé par le devis;

DÉCOMPTES (*suite*) :

d'ailleurs, pas de préjudice causé à l'entrepreneur; aggravation de la responsabilité de l'entrepreneur; réserve du recours contre l'architecte qui a modifié les plans. — Mode de mesurage de la pierre moulurée. — Travaux imprévus en béton; retard d'exécution imputable à l'entrepreneur; mode de mesurage nécessité par la nature du sol; supplément de main-d'œuvre compensé par le bénéfice résultant du foisonnement. — Moellons piqués substitués, par ordre, à des moellons bruts; changement autorisé par le devis; pas de préjudice pour l'entrepreneur. — Mètre et prix de maçonnerie en pierre; expertise ordonnée; procédure; bases d'évaluation fixées par l'arrêté. Arrêté interlocutoire, susceptible de recours. Rejet au fond. — Non-lieu à statuer sur un chef réservé par l'arrêté attaqué (*C. d'Et.*), IX, 403.

— (46) Église. — Fabrique. — Travaux de sculpture. — Modifications et augmentations apportées au cours des travaux par ordre de la fabrique: prix du travail augmenté en conséquence. Déduction admise pour erreur de calcul et de mesure et pour un travail compté en double. — Expertise déclarée contradictoire; parties présentes, explications fournies par elles. — (*Fabrique de Notre-Dame de Joinville contre sieur Forgeot.*) (*C. d'Et.*), IX, 1044.

— (47) Église. — (*Sieur Blondin contre commune d'Albens.*) — Travaux ne restant pas visibles; absence d'attachements. — Ouvrage imprévu: rabais. — Em-

placement de l'église changé, mais avant l'adjudication; non lieu à indemnité. — Carrières non indiquées par le cahier des charges; premières pierres fournies de mauvaise qualité et rebutées par l'architecte; obligation de recourir à une carrière plus éloignée; pas d'indemnité due. — Substitution ordonnée de pierres mollasses aux briques pour nervures de voûtes; allocation supplémentaire suffisante. — Recours incident de la commune; malfaçons dans la toiture; aggravation depuis l'expertise; erreurs matérielles; demande d'expertise supplémentaire: renvoi devant le conseil de préfecture: intérêts dus à partir de la réception définitive, par application du cahier des charges, et non du jour de la prise de possession; non-lieu à d'autres dommages-intérêts. — Un entrepreneur n'est pas fondé à réclamer une indemnité pour travaux supplémentaires nécessités par la présence de l'eau dans les fondations, lorsqu'il n'a pas tenu les attachements prescrits par le cahier des charges pour les travaux qui ne devaient pas rester visibles. — Le rabais consenti par l'entrepreneur est applicable au prix d'un ouvrage imprévu, composé d'après les prix de matériaux compris au détail estimatif (*C. d'Et.*), IX, 1058.

— (48) Commune. — Église. — Décompte. — Travaux supplémentaires. — Retenue de garantie. — Intérêts. — (*Commune de Colombier-le-Vieux.*) — Lorsqu'un entrepreneur modifie les plans et substitue des matériaux à ceux prévus, sans que ces chan-

gements aient été régulièrement autorisés ou soient justifiés par aucune nécessité, il n'a pas droit à un supplément de prix à raison de l'augmentation de dépense qui en résulte. (Application du cahier des charges.) — Valeur des travaux et des fournitures faites par les habitants et prises en compte par l'entrepreneur, non exagérée. — Entrepreneur déclaré créancier d'une somme inférieure à celle que la commune pouvait retenir comme dixième de garantie sur les travaux et cinquième sur les matériaux approvisionnés : paiement du solde différé jusqu'après réception définitive, et ne pouvant produire intérêt que trois mois après cette réception. (Article 44 des clauses et conditions générales.) — Frais d'expertise mis pour un tiers à la charge de la commune et deux tiers à la charge de l'entrepreneur (C. d'Et.), X, 1383.

- (49). Asile d'aliénés. (*Sieur Giroux contre le département des Basses-Pyrénées.*) — Déduction des vides dans les maçonneries. — Prix de la pierre substituée à celle prévue au devis. — Maçonnerie en libage. — Taille des saillies des pilastres et des plinthes. — Couvertures en dalles non prévues. — Prix des lambourdes. — Prix des bois de chêne, sans distinction de longueur. — Prix convenu des calages pour solives. — Prix, suivant convention spéciale, des fiches à noix et des serrures. — Frais d'établissement de puits ; conventions spéciales. — Démolition d'une couverture en zinc, non nécessitée par la faute de l'administration. — Dégradations commises et car-

reaux brisés par les aliénés que l'administration s'était réservé d'employer aux travaux. — Chemins d'accès utilisés par l'administration ; indemnité. — Cintres des voûtes des bâtiments des bains, non prévus au devis. — Peintures des saillies des toitures. — Fournitures de gonds. — Objets de serrurerie restés sans emploi ; chef non justifié. — Recrépissage ; replanissage des parquets ; non justifié qu'ils aient été nécessités par le fait de l'administration. — Loyer et chauffage du bureau de l'architecte. — Frais d'hospice d'un ouvrier blessé ; accident ne provenant pas d'une faute de l'administration (C. d'Et.), VII, 1384.

- (50) Asile d'aliénés. — (*Département du Rhône contre sieur Salebert.*) — Attachements. Bétons. Quantités. Acception de l'entrepreneur. — Revision possible de la part de l'administration, pour inexactitude (art. 41.) — Qualité inférieure à celle prévue : préparation défectueuse ; réduction de prix. — Sondages. — Mal-façons nombreuses constatées : frais à la charge de l'entreprise. — Maçonneries ordinaires exécutées suivant les prescriptions du devis : non-lieu à réduction de prix. — Garnissage non effectué : déduction de la valeur. — Régie. — Heures de régie comptées au prix moyen. — Matériaux approvisionnés. — Augmentation proposée par le tiers expert et accordée. — Résiliation prononcée par l'administration au cours des travaux : sous la réserve, par l'entrepreneur de la faire déclarer à son profit. — Augmentation des prix au cours de l'entreprise

DÉCOMPTES (*suite*) :

n'augmentant pas d'un sixième la dépense totale des ouvrages à exécuter, rabais non déduit. — Lorsqu'un entrepreneur demande la résiliation de son entreprise pour augmentation de plus d'un sixième des ouvrages restant à exécuter (art. 33 du cahier 1866), l'augmentation doit être calculée par rapport aux estimations du projet, et non déduction faite du rabais de l'adjudication. Sécheresse exceptionnelle. Grève des maçons admise comme cas de force majeure donnant lieu à indemnité (art. 28 du cahier de 1866), allouée sous forme de plus-value des travaux exécutés postérieurement à ces événements. Rejet des indemnités supplémentaires accordées par le conseil de préfecture pour suspension des travaux pendant la grève, préjudices divers subis pendant la guerre, change de billets de banque. — Matériel. Ordre de le maintenir sur le chantier après résiliation. Ordre ultérieur de le liquider dans un délai insuffisant; indemnité; usure et frais d'installation; indemnité. — Travaux exécutés par l'entrepreneur et profitant au département après la résiliation. Indemnité allouée. — Frais d'expertise partagés: pour trois quart à la charge du département et un quart à la charge de l'entreprise: paiement de l'un des experts par l'entrepreneur; restitution, s'il y a lieu, de ce qu'il a pu payer en excédant du quart des frais totaux. — Honoraires du mètre. Métrage à la charge de l'entreprise comme constituant des frais généraux: chiffre des

honoraires non contestés pendant l'exécution des travaux. — Dommages causés par les contestations soulevées par le département: pas d'indemnité supplémentaire de ce chef. Intérêts alloués conformément au cahier des charges, trois mois après l'époque où la réception définitive devait avoir lieu (art. 49.) — Intérêts du jour de la demande pour l'indemnité due à raison des matériaux repris par le département (Comp., art. 49) Capitalisation pour les intérêts dus depuis plus d'une année (art. 1154, C. civ.) — Procédure. Pourvois connexes: jonction. Recours incident recevable nonobstant la demande faite postérieurement au recours principal, en paiement des condamnations prononcées par le conseil de préfecture: le recours au conseil d'État n'est pas suspensif. Annulation partielle d'un arrêté par voie de conséquence de la réformation prononcée d'un précédent arrêté. (*C. d'Ét.*), IX, 882.

— (51) Construction de pont. — (*Sieur Grias*). — Hauteur des batardeaux; épuisement; accumulation de vases par l'effet des marées; responsabilité prétendue de l'administration. — Pose des moellons d'enrochement substitués au moellon ordinaire; demande nouvelle. — Cube des déblais de vieilles maçonneries. — Enlèvement de pieux et madriers trouvés dans les fouilles. — Location de sonnettes. — Pertes et avaries causées par un ouragan. — Perte prétendue sur la vente de la chaux approvisionnée. — Transport de moellons d'enrochement, frais supplémentaires

- Mode de mesurage du béton. Changement apporté dans la quantité et le dosage du béton. — Perte de mortier enlevé par les courants. — Intérêts et intérêts des intérêts. — Expertises et enquêtes inutiles; arrêtés relatifs aux comptes d'une même entreprise; jonction (C. d'Et.), VIII, 594.
- (52) Construction d'un pont. — Substitution d'un siphon au pont et à l'aqueduc entraînant l'établissement d'un remblai provisoire. Travail imprévu. Indemnité pour frais supplémentaires. — Pont à cinq arches substitué à un pont à une arche. Cintrages imprévus. — Indemnité. — Parements vus : demande de supplément de prix rejeté par l'arrêté attaqué : recours sans fondement sur ce pont. — Transport de déblais et ouverture d'un puits. Travaux non compris au bordereau des prix : droit au prix de ce travail. — Ralentissement des travaux imputables à la commune. — Indemnité reconnue suffisante. — Mise en régie. Traité passé avec un autre entrepreneur. Résiliation prononcée avec raison au profit de l'entrepreneur. — Frais d'expertise et de tierce expertise à la charge de la commune. — (*Commune de Martigues contre sieur Barnay.*) — Lorsque l'exécution des travaux a été retardée par suite de faits imputables à la commune, celle-ci n'est pas fondée à se plaindre de ce que le conseil de préfecture a prononcé la résiliation de l'entreprise au profit de l'entrepreneur (C. d'Et.), VIII, 1160.
- (53) Ouverture d'un souterrain. — Travaux imprévus. — Expertise. —
- Clauses et conditions générales (1^{re} espèce, *sieur Serratrice*; 2^e espèce *sieur Sarlat.*) — Boilage. — Prix compris dans celui des travaux. — Application du cahier des charges et de l'article 42 des clauses et conditions générales. — Travail imprévu; prix nouveau. — Éboulement à la charge de l'Etat; stipulations particulières; article 28 des clauses et conditions générales non applicable. — Vérification à faire. — Déblais. — Prix réclamés à tort pour déblais effectués au delà du profil. — Prix dû pour déblai résultant d'éboulements. — Sujétion par suite d'encombrement d'une tranchée. — Prévisions du devis. — Maçonnerie exécutées au delà de l'extradossement des voûtes. — Renvoi à l'expertise. — Excédant de maçonneries; modification du projet par l'entrepreneur. — Article 23, clauses et conditions générales. — Ouvrages imprévus. Question soumise à l'expertise par le conseil de préfecture. — Maçonneries exécutées par ordre, dans des conditions non prévues au devis. — Prix nouveau. — Maçonnerie de briques. — Prétendue sujétion. — Prix du bordereau. Éboulement non justifié. — Maçonneries de briques excédant de plus d'un tiers la quantité prévue au devis. — Supplément de prix; même pour celles à ciel ouvert. — Irruption d'eaux dans une tranchée. — Cas de force majeure signalés dans les déblais. — Classification des déblais. — Roches de nature imprévues. — Vérification ordonnée. — Recevabilité devant le Conseil d'État de réclamations

DÉCOMPTES (suite) :

sur lesquelles le conseil de préfecture à omis de statuer. — Cintage de voûte en ciel ouvert. — Prix nouveau à fixer par expert. Boisage pour reprise en sous-œuvre de déblais pour pieds-droits. — Dérogations aux prescriptions du devis. — Expertise (C. d'Et.), VIII, 1578.

— (54) Construction d'un pont sur un chemin vicinal de grande communication. — (*Sieur Primet.*) — Échafaudages établis pour arrêter l'éboulement des terres. — Surcroît de main-d'œuvre non prévu pour l'exécution des déblais. — Supplément de prix. — Fourniture de bois. — Bois utilisé ensuite pour les cintres du pont. — Indemnité. — Changement de matériaux effectué sans ordre. — Pas de supplément de prix. — Défaut de piquage de moellons. — Exécution du travail meilleure que celle prévue au devis. — Retenue opérée à tort. — Moellons. — Rejointement. — Prix compris dans celui de la maçonnerie. — Avances faites à la régie. — Convention pour indemnité. — Non-lieu à l'application de l'article 24 des clauses et conditions générales. — Travail omis dans le décompte, mais réglé par un mémoire spécial. — Intérêts (C. d'Et.), VIII, 1621.

— (55) Construction d'un pont. — Règlement définitif. — Précédent arrêt du Conseil d'État. — Renvoi. — Lenteurs imputées aux agents de l'administration. — Termes d'un certificat de capacité délivré par un ingénieur. — Demande en indemnité. — Compétence. — Intérêts des intérêts ; omission par le

conseil de préfecture, allocation par le Conseil d'État : points de départ admis, voir en note l'avis du ministre. — (*Sieur Letestu.*) Demande d'indemnité par un entrepreneur pour préjudice résultant, suivant lui, de ce que, un précédent arrêt du Conseil d'État (9 janvier 1874, Ann. 1875, p. 331) l'ayant renvoyé devant le ministre des travaux publics et, en cas de contestations, devant le conseil de préfecture, pour procéder au règlement de diverses difficultés, la solution aurait été retardée par l'inaction et les lenteurs des agents de l'administration. — Grief non justifié : pas de négligences commises pouvant engager la responsabilité de l'État : pas d'indemnité due en dehors des intérêts alloués pour retard dans le paiement de solde de l'entreprise (article 49 des conditions générales). — L'appréciation des énonciations contenues dans un certificat de capacité délivré par un ingénieur à un entrepreneur (article 3 des conditions générales), et de la responsabilité qui peut en résulter soit pour l'État, soit pour l'ingénieur, ne rentre pas dans les difficultés relatives à l'exécution des travaux publics dont la loi du 28 pluviôse an VIII attribue la connaissance aux conseils de préfecture. — L'entrepreneur soutenait que les imputations inexactes contenues dans ce certificat l'avaient fait exclure de plusieurs adjudications (C. d'Et.), IX, 1510.

— (56) Chemin de fer construit pour le compte de l'État. — Prix des déblais de diverses classes. — Arrêt antérieur ; motifs et dispo-

sitif. — Expertises ; réserves ; pas de chose jugée. — Réclamation tardive ; déchéance. — (*Sieur Nercam.*) — Le Conseil d'Etat, interprétant un de ses précédents arrêts, rendu sur les réclamations de l'entrepreneur relatives au prix des déblais de 2^e et 3^e classe, décide qu'en ne statuant que sur le prix des déblais de 2^e classe, il n'avait pas écarté la réclamation relative à ceux de 3^e classe ; l'expertise n'ayant porté que sur les déblais de 2^e classe, le réclamant avait fait, au sujet de ceux de 3^e classe des réserves dont acte lui avait été donné par le conseil de préfecture, et devant le Conseil d'Etat aucune conclusion n'avait été prise sur ce chef de réclamation. — Décidé que la réclamation au sujet des déblais de 4^e classe n'était pas recevable. — Article 32, conditions générales de 1833. — Aucunes réserves n'avaient été faites lors des décomptes de 1863 et 1864 ; celles faites en 1865 étaient insuffisantes et celles de 1866, tardives (*C. d'Et.*), VII, 793.

— (57) Construction d'un chemin de fer au compte de l'Etat. — Chômage. — Demande de dommages-intérêts. — (*Sieur Coquelet.*) — Chômage de wagons et de voie : approvisionnement inutile et non prescrit. — Indemnités allouées par le conseil de préfecture pour divers chefs, déclarées insuffisantes : chômage du matériel ; nourriture et logement des chevaux ; salaires des employés ; remplacement des traverses ; — dérangement des chantiers ; pas de préjudice justifié ; — ralentissement des travaux ; retard de

sept mois sur toute la durée de l'entreprise ; travaux importants donnés par l'Etat à l'entrepreneur en compensation ; — supplément de paye promis en vue d'un avancement des travaux ; inachèvement dans le délai ; rejet ; — indemnité allouée par le conseil de préfecture pour augmentation de salaires ; circonstance ne pouvant justifier que la réailiation ; recours incident du ministre des travaux publics ; annulation ; — conditions générales de 1866, article 33 ; — frais d'expertise partagés par moitié ; intérêts ; — intérêts des intérêts (*C. d'Et.*), VIII, 1521.

— (58) Construction du chemin de fer de Toulouse à Auch. — (*Sieur Maille.*) — Tranchée et chantiers ouverts par l'entrepreneur simultanément des deux côtés du faite d'Auch dans l'intérêt de la bonne exécution de son entreprise, sans aucun ordre des ingénieurs. Allocation de l'indemnité de fourniture à pied-d'œuvre du matériel de voie et accessoires nécessaires aux transports par wagon, d'après le bordereau des prix, mais seulement pour l'ouverture d'un seul chantier. — Prix des déblais mis en œuvre : nature des déblais différents de celle que prévoyait le devis : difficultés plus grandes. Sondages prétendus suffisants pour éclairer l'entrepreneur. Rejet de la demande en supplément de prix : prix fixé à forfait et devant rester invariable, quelle que soit la répartition des déblais. — Sondages suffisants, et reconnus tels par une déclaration signée de l'entrepreneur. — Augmentation de plus d'un tiers dans la

DÉCOMPTES (*suite*) :

- masse des maçonneries en moellons. — Décidé que l'entrepreneur avait pu utilement présenter en fin de compte une demande en indemnité de ce chef (art. 32 des conditions générales de 1866), encore bien qu'il ait accepté sans réserve les décomptes définitifs partiels des divers ouvrages d'art, dressés avant la confection du décompte définitif général (art. 41), et quelque bénéfice qu'il ait pu faire d'ailleurs sur d'autres ouvrages prévus au devis et non modifiés en cours d'entreprise. — Renvoi devant le ministre et, s'il y a lieu, devant le conseil de préfecture pour faire fixer l'indemnité due. — Substitution d'une espèce de sable à une autre dans la construction des ouvrages d'art. Indemnité refusée par le motif que l'entrepreneur a accepté sans réserves les décomptes définitifs partiels concernant ces ouvrages. Application de l'article 41 des conditions générales (*C. d'Ét.*), X, 70.
- (59) Algérie. — Commune. — Conduite d'eau. — Décompte. Allocation par le conseil de préfecture d'un prix supérieur à celui prévu au bordereau. — Article 42 des clauses et conditions générales de 1866. — Procédure. — Conseil d'État. — Pourvoi formé par un ministre. Dépens au profit de l'État. — (*Ministre de l'intérieur c. sieur Vidal.*) — Annulation de la décision d'un conseil de préfecture qui a alloué à un entrepreneur un prix supérieur à celui porté au bordereau; bien qu'aux termes de son marché, l'entrepreneur ait dû, dans l'espece, s'adresser à un fournisseur déterminé qui lui a fait subir des conditions désavantageuses, l'article 42 du cahier des clauses et conditions générales du 16 novembre 1866, applicable à l'entreprise, qui interdit de revenir, sous aucun prétexte, sur les prix du marché, n'en doit pas moins être observé. — Les ministres ayant été dispensés de tous frais pour l'introduction de leurs pourvois devant le conseil d'État (art. 16 et 17 du décret du 22 juillet 1806), ne sont pas fondés à demander l'allocation de dépens, alors même qu'ils auraient eu recours au ministère d'un avocat (*C. d'Ét.*), VI, 397.
- (60) Décompte. — Communes. — Travaux d'élévation et de distribution. — (*Ville d'Agen c. sieurs Boigues, Rambourg et Cie.*) — Galerie des eaux arrêtée par la ville à une longueur moindre que celle prévue. — Cahier des charges. Forfait. — Travaux d'épuisement (*C. d'Ét.*), VI, 1052.
- (61) Dérivation et distribution d'eau. — (*Sieur Coste contre commune de Laudun.*) — Modifications au projet primitif; augmentation de la distance et, par suite, des terrassements; modification à la construction d'un viaduc; supplément de prix. — Substitution d'une pierre à une autre; non-lieu à allouer un supplément de prix. — Travaux d'épuisement non prévus; défaut d'attache-ments et de justification. Indemnité à raison du service de la distribution. — Malfaçons; appréciation. — Frais d'expertise. (*C. d'Ét.*) VIII, 80.
- (62) (*Sieur Mollard contre la ville de Chambéry.*) — Prix des ouvrages imprévus; mode de ré-

glement; assimilation aux ouvrages analogues; prix courants. — Dommages-intérêts réclamés par l'entrepreneur pour retard dans l'achèvement des travaux. — Fin de non-recevoir tirée d'une prétendue transaction; rejet. — Retard ne provenant pas du fait de la ville. — Entretien des planchers; détérioration; poutres pourries; substitution de poitrails en fer ordonnée à tort; simple réfection dans les conditions prévues au devis. — Intérêts; point de départ. — Recours incident. — Tassements. — Prétendues malfaçons. — Frais d'expertise et de tierce expertise. — On ne peut pas opposer à l'entrepreneur une transaction qui serait intervenue à une audience antérieure du conseil de préfecture, alors qu'il n'a accepté cette transaction par aucune conclusion écrite produite devant ce conseil. — (Les conseils de préfecture ne sont appelés à statuer que sur les requêtes et conclusions écrites des parties. — D. du 12 juillet 1865 (*C. d'Et.*), VIII, 25.

- (63) (*Sieur Mollard contre commune de Saint-Pierre-d'Albigny*). — Rabais d'adjudication appliqué avec raison à des travaux supplémentaires par application d'une convention spéciale. — Erreurs dans les prix, mesures et quantités. — Glaçage au plâtre, dernière façon, prévue au devis. — Frais d'expertise (*C. d'Et.*), VIII, 28.

- (64) Ville de Vernon. — Décompte. — Dépens. — Recours incident. — Frais d'expertise. — (*Sieur Hughes contre ville de*

Vernon.) — Transport de sable provenant des fouilles sur les promenades de la ville : supplément de prix dû seulement pour les quantités qui auraient pu être employées sur place en remblais, mais non pour celles qui devaient être transportées au compte de l'entreprise pour être pilées aux décharges : évaluation des quantités : prix du transport par mètre cube. — Maçonnerie des voûtes : supplément de prix pour moellons formant parpaings substitués aux moellons équarris du devis. — Demande en supplément de prix pour l'entretien extraordinaire de pavage : réfection par travail d'ensemble au lieu du travail à plusieurs reprises : pas de dépense plus lourde : rejet. — Déblais dans des terrains non prévus au devis : constructions anciennes : gravier très compact; couche de glaise; main-d'œuvre plus considérable; supplément de prix. — Déblais employés en remblais à une certaine distance de l'extraction au lieu de l'être immédiatement sur la voûte de l'égout; obligation de reprendre les terres et de les transporter; ordre de service constaté; supplément de main-d'œuvre et de prix. — Transport des déblais aux décharges : extension de la longueur des tranchées; supplément dû. — Augmentation des frais d'éclairage, de clôture et d'étayement à raison de la longueur des tranchées : fournitures à la charge de l'entreprise et comprise dans les prix du devis; rémunération suffisante. — Dépens à la charge de l'entrepreneur, sauf ceux du recours incident laissés à la charge de la

DÉCOMPTES (*suite*) :

ville. — Répartition des frais d'expertise (*C. d'Et.*), X, 800.

— (65) Décompte. — Communes.

— (*Sieur Alauzet contre ville de Rodez.*) — Application du rabais, en vertu du cahier des charges, même aux travaux imprévus reconnus nécessaires pendant le cours de l'entreprise. — Rejet d'une demande d'indemnité pour renchérissement dans le prix des matériaux et de la main-d'œuvre, à raison du ralentissement des travaux imputable à la commune : pas de délai obligatoire pour la commune ; faculté réservée de répartir les travaux sur plusieurs années ; interdiction générale pour l'entrepreneur de réclamer aucune augmentation de prix. — Travaux supplémentaires excédant le quart du montant du marché. Résiliation prononcée au profit de l'entrepreneur et sur sa demande par l'application du cahier des charges (*C. d'Et.*), X, 942.

— (66) Travaux supplémentaires.

— Rabais. — Procédure. — Décision *ultra petita*. — Indemnité à raison des conditions d'exécution des travaux supplémentaires. — Recevabilité de la demande. — Expertise. — (*Département de Seine-et-Marne contre sieur Bourguignon.*) — L'entrepreneur ayant demandé que à raison du préjudice que lui avaient causé les conditions défavorables dans lesquelles il avait effectué des travaux supplémentaires, le rabais de l'adjudication ne fût pas appliqué à ces travaux, le conseil de préfecture n'a pas statué *ultra petita*, en ordonnant une expertise à l'effet de rechercher l'indemnité

qui pourrait être due à l'entrepreneur. — Décidé que, le cahier des charges n'imposant pas à l'entrepreneur l'obligation de présenter sa demande d'indemnité avant l'exécution des travaux supplémentaires, cette demande était recevable, bien que formée après l'époque où le montant de ces travaux a dépassé le cinquième de la dépense prévue (*C. d'Et.*), IX, 154.

— (67) Hôtel de ville. — Dé-

compte. — Architecte et entrepreneur. — Responsabilité. — (*Sieur Ozanne contre sieur Lasserre et ville d'Aire.*) — Décompte. — Acceptation prétendue implicite. — L'inscription par une ville à son budget de somme suffisante pour le payement intégral d'un décompte ne constitue pas une acceptation de ce décompte. — Travaux non prévus mais utiles, ou nécessaires pour l'exécution du plan adopté, ou autorisés postérieurement à l'approbation du plan, ou rentrant dans les détails d'exécution. — Architecte déclaré non responsable de ces dépenses. — Dépenses retranchées du décompte par application des prix et conditions du marché ; non-lieu d'en mettre une partie à la charge de l'architecte. — Dépense imprévue acceptée devant le conseil de préfecture par l'architecte et l'entrepreneur comme devant rester à leur charge : donné acte : non-recevabilité de l'architecte et de l'entrepreneur à revenir devant le Conseil d'Etat sur leur consentement. — Conclusions de l'entrepreneur à faire remettre à la charge de l'architecte les dépenses retranchées du décompte. —

- Lorsqu'un entrepreneur ne s'est pas pourvu contre les dispositions d'un arrêté qui retranche certaines sommes de son décompte, il n'est pas fondé à demander que l'architecte soit déclaré responsable, vis-à-vis de lui, de ces retranchements par le motif qu'il lui aurait alloué ces dépenses en vérifiant son décompte, alors du moins qu'il est décidé qu'aucune de ces dépenses n'est de nature à engager la responsabilité de l'architecte (*C. d'Et.*), X, 953.
- (68) Digues. — interruption des travaux par suite de la guerre de 1870. — Impossibilité réciproque d'exécuter les engagements pris (article 28 des conditions générales de 1866). — Non-lieu à indemnité. — (*Sieurs Lobereau et autres*). — Demande d'indemnité par l'entrepreneur, fondée sur le ralentissement des travaux, après leur reprise, par suite de la réduction des crédits alloués ; aucune durée d'exécution imposée à l'administration par le devis ; conditions essentielles du marché non modifiées : rejet. — Cube de déblais employés en remblais : calcul d'après la dimension des remblais sans tenir compte du foisonnement ou du retrait des terres par l'effet du pilonnage ; non-lieu à supplément de prix ; application du devis. — Demande de plus-value pour transports en rampe d'une partie des déblais ayant servi à construire une digue ; rejet ; prix à forfait pour tous les transports indistinctement. — Prix des perrés comprenant le déblai de leur encaissement ou de leur forme, l'enlèvement des terres en excès, et le dessèchement de la surface des talus recouverts par la maçonnerie. — Non-lieu à supplément de prix. — Trois carrières indiquées au devis pour la fourniture des moellons : deux de ces carrières reconnues inexploitable ; mais l'entrepreneur ne justifie pas qu'il ait été obligé d'extraire des matériaux dans d'autre carrières : article 29 des clauses et conditions générales, inapplicable ; indemnité accordée à titre gracieux par le ministre pour surcroît de frais de transport. — Procédure. — Conseil d'État. — Arrêté statuant définitivement sur le principe du droit à indemnité. — Caractère interlocutoire. — Pourvoi recevable (*C. d'Et.*), IX, 1742.
- (69) Construction d'une prison départementale à Saint-Etienne. — (*Sieur Demeure contre département de la Loire.*) — Travaux ajournés sans que l'entrepreneur ; en soit prévenu indemnité, 1. 6. 8. 11. 38. 42. 43. — Déblais ; plus-value à raison de la dureté, de la profondeur, de la présence de boue, de la distance des jets de pelle, et de l'éten-dage sur place, 3. 5. — et non à raison de la distance du transport, 4. — Maçonnerie ; plus-value pour exigence d'exécution, 9 ; — substitution, dans la composition du mortier, de la cendre de houille au sable du pays, 10. 17 ; — emploi de pierre de grande taille, 13 ; — emploi de pierre de taille au lieu de dalle, 19, 21. — Grievs non justifiés, 7. 16. 35. 40. 49. 55. — Travaux exécutés sans ordre ; non-lieu à indemnité, 12. 25. 44. 48. 80 ; — non autorisés, mais profitable ; indemnité, 28. — exécutés d'après ordre ; prix nouveau, 27. 86 ; — impré-

DÉCOMPTES (*suite*) :

vus ; fixation du prix, 36. — Prix du borderau ; réclamation contre sa composition ; non recevabilité, 14. 22. 30. — Rectification de métrés, 15. 20. 23. 26. 70 ; — d'omission, 24 ; — d'erreurs matérielles, 50. 59. 65. — Prix accepté, 54 ; — appréciations exactes, 18. 27. 32. 39. 41. 45. 46. 47. 52. 53. 58. 60. 64. 69. 72 ; — prix convenu : non-lieu à prix nouveau, 31 ; — application à des travaux de même nature, 37. 57. 73. 74 ; — prix comprenant des travaux divers : non-lieu à prix spécial, 33. 34. 42. 51. 56. 61. 63. 66. — Travaux constituant des charges de l'entreprise ; non-lieu à payement, 62. 67. 68. 71. — Rabais : application aux travaux compris au devis, 44, mais non aux travaux postérieurs à la règle, 72. — Reprise de matériaux restant sur le chantier et compris en un inventaire ; pas d'obligation de les prendre, 75. 78 ; — irresponsabilité de leur perte, 77, ou du préjudice résultant de leur vente, 76. 79. — Ajournement ; pas de préjudice, 81. — Malfaçon ; responsabilité de l'entrepreneur, 82 à 85. — Retenue de garantie ; intérêts du jour où sa restitution est due, 87. — Intérêts, 88. — Frais d'expertise et dépens ; répartition, 89 (*C. d'Et.*) VII, 1427.

— (70) Décompte. — Travaux supplémentaires. — Baraques sur le Trocadéro. — Expertise. — Expert unique. — (*Waaser c. Ville de Paris*). — Appréciation du caractère de divers travaux que l'entrepreneur soutient avoir été exécutés en supplément. — Tasseaux pour volets. — Pose et re-

pose de platines en zinc. — Consoles. — Rangement des baraques. — Couverture en papier goudronné, substituée à la toile. — Changement dans les cloisons séparatives. — Réparation. — Calage. — Numérotage des clefs. — Fourniture de drapeaux. — Dépose des treillages des parterres. — Transport des cloisons. — Lessivage. — Nivellements. — Malfaçons. — Lorsqu'une expertise a été opérée par un seul expert nommé par le conseil de préfecture en vue de faciliter la solution d'un litige relatif à un décompte de travaux publics, et lorsque ni l'une ni l'autre des deux parties, présentes à cette expertise, n'en ont contesté la régularité devant le conseil de préfecture, elles ne sont pas fondées à la critiquer devant le Conseil d'État (*C. d'Et.*), VI, 371.

— (71) Baraquements pour logement de l'armée allemande. — (1^{re} espèce, *sieur Péquart contre le ministre de la guerre* ; 2^e espèce, *sieur Perraton*). — Planches de revêtement : non-lieu de tenir compte d'un excédent de hauteur que n'exigeait aucun ordre de service et que ne nécessitait pas l'exécution des plans et dessins remis à l'entrepreneur (1^{re} et 2^e espèces) ; ni de la plus-value résultant de l'emploi de planches de premier choix pour des travaux principaux ou secondaires : cet emploi est contraire à un ordre de service relatif aux travaux principaux, rejet de l'objection tirée de l'autorisation du conducteur des travaux (2^e espèce). — Empierrements en gravier : non-lieu à l'application du prix prévu pour l'établissement des

mément aux prescriptions du cahier des charges) du prix prévu pour les travaux de la place de Verdun : rejet de l'objection tirée de l'emploi de matériaux inférieurs à ceux faisant l'objet du prix appliqué : il a été accepté sans protestation. — Empierrements en pierres cassées : travaux de rechargement de chaussées ; application du prix de ce travail et non de celui relatif à leur construction. — Exécution d'une chaussée : cube exact. — Maçonneries en pierres sèches : absence de travaux de cette nature ; simple arrangement à la main des matériaux, des pierrées et puisards ; prix des matériaux et de la main-d'œuvre et non de maçonnerie à pierres sèches. — Droits d'octroi sur les matériaux destinés aux baraquements ; droits à la charge de l'entrepreneur à lieu de restitution. — Frais d'expertise : frais de l'expert mis à la charge de l'Etat. — Capitalisation d'intérêts. — Dépens par moitié (*C. d'Et.*), IX, 751.

- (72) Décompte. — Acceptation. — réclamation antérieure. — (*Sieur Agustinetty.*) — Un entrepreneur, après avoir adressé au conseil de préfecture une réclamation basée sur l'augmentation du cube des fouilles (article 32 des conditions générales de 1866), — a accepté sans réserves nouvelles, quant à ce chef, le décompte dressé lors de la réception définitive des travaux : il a seulement déclaré qu'il se réservait de suivre un pourvoi déjà formé devant le Conseil d'Etat contre un précédent arrêté. — Cet entrepreneur

à la réclamation sus-énoncée. — La renonciation ne résulte pas des termes de son acceptation (*C. d'Et.*), VI, 232.

- (73) Décompte. — Mode de calcul des déblais. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Beynel.*) — Il n'y a pas lieu d'allouer d'autre indemnité à un entrepreneur à raison du retard dans les paiements, des pertes d'intérêts alléguées et des frais de négociation d'effets de commerce et autres, que les intérêts des intérêts des sommes qui lui étaient dues (*C. d'Et.*), VI, 1044.
- (74) Commune. — Construction de théâtre. — (*sieur Aubert contre ville d'Angers.*) — Changement d'architecte au cours des travaux. — Décompte des travaux exécutés sous la direction du premier architecte. — Taille de pierres. — Fixation du prix ajournée jusqu'au règlement des travaux de la deuxième période. — Provision. — Fouilles et terrassements. — Cube contesté. — Absence d'attachements régulièrement pris. — Faute de l'entrepreneur. — Frais d'expertise (*C. d'Et.*), VIII, 577.
- (75) Résiliation réclamée pour augmentation des prix et modifications. — Décompte. — Déblais. — Maçonnerie. — Absence de préjudice causé à l'entrepreneur : pas de dommages-intérêts. — Cahier de 1866, articles 33 et 42. — (*Syndicat du canal de la Soulaise contre le sieur Miallot.*) — Rejet de la demande en résiliation : si les prix de la main-d'œuvre ont été supérieurs à ceux prévus au devis, cette différence

DÉCOMPTES (suite) :

est antérieure à l'adjudication, article 33. — Aucune modification essentielle n'a été apportée à l'exécution du tunnel et des maçonneries. — Décompte. — Ouverture d'un tunnel. Déblai dans la roche calcaire : nature du terrain prévue ; dureté exceptionnelle de la roche n'ouvrant pas de droit à indemnité, article 29. — Sable et moellons extraits de carrières non prévues au devis : changement ni prévu, ni imposé : pas d'indemnité, article 42 (*C. d'Et.*), X, 969.

- (76) Délais. — Difficultés imprévues. — Demande de prix nouveaux. — Renonciation antérieure. — Expertise ordonnée. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Dameveuve Jiarobbi.*) — Retenue de garantie. — Absence de réception définitive. — Non-lieu à restitution. — Chefs de demande réservés devant le conseil de préfecture. — Réserves maintenues. — Lorsque des travaux de déblais s'effectuent dans des conditions et avec des difficultés d'extraction, essentiellement différentes de celles prévues, il y a lieu à l'application d'un prix nouveau. — Articles 29 et 42 du cahier des charges de 1866. — Décidé qu'une renonciation à demander un prix nouveau ne pouvait être opposée à l'entrepreneur lorsqu'elle était antérieure à l'exécution des travaux. — Renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué au fond après expertise. — La restitution de la retenue de garantie ne peut avoir lieu qu'après la réception définitive des travaux. — Articles 47 et 48 du cahier des

charges de 1866 (*C. d'Et.*), VII, 622.

- (77) Procédure ; fins denon-recevoir. — (*Ministre de l'intérieur contre sieur Guide.*) — Déblais supplémentaires reconnus nécessaires et ordonnés en cours d'exécution, postérieurement à l'acceptation des avant-mètres ; prix accordés pour frais de déblais, de régalage et de transport. — Fixation du cube de divers travaux. — Exécution de travaux non prévus ni ordonnés ; pas d'indemnité. — Travaux imprévus ; distance de transport excédant la moyenne prévue au devis ; indemnité. — Prix de transport de moellons ; carrière changées sans autorisation ; pas de supplément de prix. — Cintres ; fournitures et main-d'œuvre à la charge de l'entreprise : pas d'indemnité. — Transports supplémentaires par suite de modification de tracé : augmentation du prix. — Travaux en régie ; fixation du solde du décompte. — Déblais dans le schiste dur sans le secours de la poudre : prix prévu au devis. — Dommages causés par une crue : force majeure : indemnité. — Taille de moellons réglée d'après la surface. — Fourniture de béton non prévue : indemnité. — Procédure. — Réclamation relative à un travail dont le décompte a été accepté sans réserve : non-recevabilité. — Conseil d'Etat, recours : copie de l'arrêté attaqué délivrée à l'entrepreneur, sur sa demande, par le greffe du conseil de préfecture, aucune notification, délai de trois mois, recours du ministre recevable. — Arrêté ordonnant une expertise : recours

recevable en même temps que contre la décision sur le fond. (*C. d'Et.*), VII, 1356.

- (78) Déblais dans le rocher. — Prix du bordereau. — Difficultés imprévues. — Appréciation du supplément du prix dû à l'entrepreneur. — (*Dame veuve Giacobbi.*) — (*C. d'Et.*), IX, 1167.

- (79) Pierres de granit. — Déchet. — Mesurage. — Prix du cube. — Taille; prix basé sur la surface réelle. — Travaux non prévus ordonnés, pas de résiliation, mais limitation des travaux. — Malfaçons: examen renvoyé après achèvement des travaux, pas de dommages-intérêts. — Pas de délai pour l'achèvement des travaux. — Procédure. — Acquiescement. — Conseil d'État. — Pourvoi non suspensif. — Exécution sans réserves. — (*Fabrique de la paroisse de Pludual contre le sieur Tréhen.*) — Le fait d'avoir acquitté, sans protestation ni réserves, les condamnations prononcées par un conseil de préfecture ne peut être considéré comme un acte d'exécution volontaire de nature à rendre non recevable le pourvoi au Conseil d'État. — Le pourvoi n'est pas suspensif (*C. d'Et.*), VII, 726.

- (80) Remblais. — Prix du bordereau. — Lieu d'extraction. — Analyse des prix. — Prix du bordereau maintenu. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Truffau et Dagneaud.*) — Le devis n'indiquant pas le lieu d'extraction des remblais dont le prix était établi par mètre dans le bordereau, une certaine distance ayant été seulement prévue dans l'analyse des prix; décidé qu'il n'y avait pas lieu

à augmentation de prix pour extraction et transport, alors même que les matériaux n'auraient pu être trouvés qu'au delà de cette distance. — Conditions du 16 novembre 1866, article 41 (*C. d'Et.*), VII, 616.

- (81) Moellons de qualité et prix supérieurs à ceux du devis. Emploi facultatif et non obligatoire. — Entrée en compte, mais seulement pour la quantité fournie. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Montalon.*) — Décidé, par interprétation du devis, que l'entrepreneur qui, en vue de donner plus de célérité aux travaux, a été autorisé à employer, jusqu'à concurrence du tiers au maximum, des moellons de qualité supérieure à celle prévue au devis, n'a droit au prix de ceux-ci que dans les limites de l'usage qu'il en a fait, et non dans la proportion du tiers des fournitures (*C. d'Et.*), VII, 1372.

- (82) Prix de la taille de parement vu; omission au devis: fixation par comparaison avec les prix du pays. — Renvoi. — (*Sieur Henry contre département de la Haute-Vienne.*) — Décidé que, si le prix des moulures est un élément du prix du mètre cube de maçonnerie porté au devis, le prix de la taille du parement vu, qui ne peut être confondu avec les moulures, n'y est pas compris. Renvoi en conséquence devant l'administration et, en cas de contestation, devant le conseil de préfecture pour la fixation du prix de ce travail non prévu au devis (*C. d'Et.*), VIII, 1083.

- (83) Décompte. — Droits d'octroi

DÉCOMPTES (suite) :

sur les matériaux. — Augmentation de prix. — Demande en remboursement. — Difficultés imprévues de transport. — Sol d'une route exhaussée. — Arrêté ordonnant une expertise tous droits réservés. — Caractère préparatoire. — Recours non recevable. — (*Administration de l'assistance publique contre sieurs Roche et de Launay.*) — Décidé, par application du cahier des charges de l'entreprise (hospice des incurables d'Yvry), que l'entrepreneur n'avait pas droit au remboursement des sommes représentant les taxes d'octroi établies en cours d'exécution et acquittées par lui sur les matériaux employés : le cahier des charges excluait toute augmentation des prix à raison des variations de la valeur des matériaux ou de la main-d'œuvre (*C. d'Et.*), X, 1315.

— (84) Appréciation de prix. — Intérêts. — (*Ville de Bergerac contre sieurs Marionet père et fils* (*C. d'Et.*), VIII, 70.

— (85) Remblais. — Prix. — Silence du cahier des charges et du devis. — Supplément d'expertise. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Hunebelle contre ville de Paris.*) — Décidé que la ville de Paris était tenue de payer à l'entrepreneur les déblais par lui exécutés, bien qu'il n'en soit question ni dans le cahier des charges ni dans le devis. — Renvoi devant des experts pour la fixation du prix. — Experts désignés par le préfet de la Seine et par l'entrepreneur, sinon d'office par le président de la section

du contentieux, qui désignera aussi le tiers expert, s'il y a lieu. — Serment à prêter devant le secrétaire de cette section. — Réduction accordée, sur l'avis conforme de l'entrepreneur, de l'indemnité allouée par le conseil de préfecture pour le remaniement d'une partie des remblais (*C. d'Et.*), IX, 12.

— (86) Mode de mesurage interprétation du cahier des charges. — Rabais. — Intérêts ; point de départ. — Réception définitive non faite ; retard imputable à la commune ; intérêts du jour de la demande. — Procédure. — Conseil de préfecture ; composition ; conseiller général ; juge suppléant ; incompatibilité. — (*Commune de Gorron.*) — Décompte opéré en prenant pour base du mesurage des travaux la méthode géométrique prévue par le cahier des charges, et en opérant sur la totalité des travaux un rabais de 11 p. 100, consenti par l'entrepreneur. — Les intérêts des sommes restant dues à l'entrepreneur courent du jour de la demande, et avant même la réception définitive, bien qu'il ait été stipulé qu'ils ne courraient qu'à partir de cette réception, si le retard de la réception est imputable à la commune qui a pris possession des travaux sans contester leur bonne exécution. — Un conseiller général, juge suppléant d'un tribunal civil, ne peut pas être appelé à siéger dans le conseil de préfecture en cas d'insuffisance du nombre des membres nécessaires pour délibérer. — L'incompatibilité établie par l'arrêté du 19 fructidor an IX, à l'égard des membres des

— (87) Demande de supplément de prix et de plus-value. — Demande d'indemnités pour frais d'épuisement, fourniture de platras, de lambourdes ; pour augmentation de droits d'octroi. — Malfaçons. — Procédure : conseil de préfecture. — Conclusions significées par huissier. — Arrêté contradictoire : opposition non recevable. — Avertissement du jour de l'audience donné au domicile du mandataire constitué ; régularité. — Conclusions orales ; irrégularité ; non-recevabilité. — Conseil d'Etat. — Désistement ; donné acte. — Demandes nouvelles, non-recevabilité. — (*Sieur Martin et héritiers Bourdillon.*) — L'arrêté d'un conseil de préfecture est contradictoire vis-à-vis de la partie qui a saisi le Conseil par voie d'assignation. — L'avertissement du jour de l'audience publique est régulièrement donné au domicile élu, et en la personne du mandataire de la partie. — Un conseil de préfecture n'est pas régulièrement saisi et ne peut pas connaître d'une demande qui lui est seulement présentée à l'audience dans des conclusions orales. — Décidé qu'aux termes du cahier des charges il n'était pas dû de supplément de prix pour la pose des pierres de taille en saillie, — qu'il était dû une indemnité pour la substitution d'une pierre de prix supérieur à celui de la pierre prévue ; que les épuisements de fondations ayant été faits dans les conditions prévues au devis, il n'était pas dû d'indemnité de ce chef ;

aux entrepreneurs des fournitures de lambourdes et de platras pour planchers ; qu'il n'était pas justifié d'un préjudice par suite d'augmentation des droits d'octroi. — Fixation du montant des malfaçons mises à la charge de l'entreprise (*C. d'Et.*), VII, 1147.

— (88) Demande en supplément de prix. — Compétence du conseil de préfecture sauf appel au Conseil d'Etat. — Décision du ministre de la marine refusant de faire droit à la demande. Non-recevabilité du recours au Conseil d'Etat contre cette décision. — (*Sieur Roussel.*) — (*C. d'Et.*), VIII, 1082.

— (89) Transaction, détermination de son étendue, arrêté ordonnant une expertise : caractère préparatoire : recours immédiat non recevable. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Dignat frères.*) — L'arrêté, par lequel un conseil de préfecture s'est borné à prescrire une expertise contradictoire à l'effet de rechercher, tous droits et moyens des parties réservés, si des chefs de demande ont été réglés par une convention antérieure, ne prescrivant qu'une mesure d'instruction, a le caractère d'arrêté préparatoire et n'est pas susceptible d'un recours immédiat (*C. d'Et.*), VIII, 1156.

— (90) Transaction ; réception définitive. — Retenue de garantie : acceptation du décompte. — Intérêts de plein droit. — Capitalisation. — (*Sieurs Maille et Rodière.*) L'article 49 du cahier des clauses et conditions générales de 1866, qui fait courir de plein droit, au

DÉCOMPTES (suite) :

- profit des entrepreneurs les intérêts des sommes qui ne leur sont pas payées dans les trois mois de la réception définitive de leurs travaux est applicable aux sommes qui sont ajoutées à leur décompte par suite d'une transaction. — Aux termes du même article, la retenue de garantie devient de plein droit productive d'intérêts trois mois après l'acceptation du décompte définitif (*C. d'Et.*), VIII, 1532.
- (91) Travaux non prévus. — Point de départ des intérêts. — (*Sieurs Gazal et C^{ie} contre ville d'Alais.*) — Communes. — Abattoir. Travaux supplémentaires. — Faculté de libération par prolongation de concession. — Calcul sur le revenu actuel et non sur le produit existant lors de la concession primitive; interprétation du cahier des charges. — Les concessionnaires d'un abattoir ont obtenu condamnation contre la ville pour le montant des travaux supplémentaires qu'ils ont exécutés. — avec intérêts du jour de la demande, — ne peuvent pas soutenir qu'à raison de la nature spéciale de leur contrat, les intérêts étaient dus de plein droit du jour de l'ouverture de l'abattoir, ou, subsidiairement, du jour de leur demande au préfet. — L'obligation de la ville se bornant au paiement d'une somme d'argent, les intérêts ne sont dus que du jour de la demande (art. 1153, C. civ.) (*C. d'Et.*) VIII, 1534.
- (92) Contestation entre une commune et son entrepreneur; responsabilité éventuelle de l'architecte: expertise ordonnée: architecte ayant intérêt à y être représenté: un expert nommé par chacune des trois parties. — En cas de désaccord des experts, rédaction de rapports séparés: pas de décision à prendre à la majorité: régularité. — (*Sieur Boillot.*) — Capitalisation d'intérêts demandée: absence de conclusions actuelles en condamnation au fond: donné acte de la demande de capitalisation (*C. d'Et.*), IX, 731.
- (93) Expertise et tierce expertise ordonnées par le Conseil d'Etat. — Expertise nouvelle irrégulièrement ordonnée par le conseil de préfecture, au lieu de la tierce expertise. — (*Dame veuve Giacobini.*) — Une décision du Conseil d'Etat ayant renvoyé la requérante devant le conseil de préfecture pour y être statué après expertise contradictoire et tierce expertise, en cas de désaccord des experts, le conseil de préfecture n'a pas pu, après avoir constaté que les premiers experts n'étaient pas d'accord, se dispenser d'ordonner la tierce expertise et faire procéder à une nouvelle expertise. — L'administration n'est pas fondée à soutenir que l'arrêté attaqué étant purement préparatoire, le recours n'est pas recevable (*C. d'Et.*), VIII, 943.
- (94) Demande d'expertise préalable; rejet de griefs sans expertise. — Procédure. — Arrêté visant les articles du cahier des clauses et conditions générales; motifs suffisants. — (*Sieur Chêne.*) — Déblais de tranchées et de souterrains; demande en revision des prix pour insuffisance de sondages, difficultés imprévues, augmentation de dépenses: non-

devis : de souterrain résultant d'éboulements ou de la constitution du rocher ; maçonneries de remplissage : pas d'indemnité : faits prévus au devis. — Ouvrages d'art : perfectionnement imprévu du travail, absence de réclamation dans les trois jours de la notification de l'ordre de service : rejet, art. 29 des conditions générales. — Maçonneries de fondation d'un viaduc : non-lieu à l'application de la plus-value prévue pour les travaux en contre-haut du sol naturel. — Carrières non épuisées ; refus de substitution : rejet. — Supplément de prix réclamé pour fabrication de chaux et mortier : rejet par application de l'article 42. — Galerie à ciel ouvert : pas de plus-value applicable : prix réglé par assimilation avec les ouvrages à ciel ouvert prévus au bordereau. — Résiliation refusée avec raison par suite du rejet de tous les griefs (*C. d'Et.*), IX, 747.

— (95) Article 41 des clauses et conditions générales de 1866. — Résiliation par suite d'augmentation dans la distance moyenne des transports. — Indemnité. — Faits personnels reprochés aux agents de l'administration. — Incompétence du conseil de préfecture. — (*Sieur Dalby.*) — Réclamation au sujet de travaux portés dans des décomptes acceptés sans réserves par l'entrepreneur : non-recevabilité, (article 41 des clauses et conditions générales). — Transport de matériaux : distance moyenne : transports effectués d'abord aux distances les plus longues ; résiliation ; pas de transports aux

augmentation de la distance moyenne ; réclamation présentée contre le décompte en temps utile ; recevabilité ; droit à un supplément de prix ; renvoi devant l'administration pour la liquidation. — Valeur de matériaux déduits des quantités portées en compte, et employés ensuite par l'administration ; allégation non fondée ; retenue opérée avec raison pour rebut de matériaux demeurés sans emploi. — Indemnité pour retards de confection et inexactitudes des états de situation ; réclamation tardive (article 41 des clauses et conditions générales). — Indemnité pour faits personnels aux agents de l'administration ; incompétence du conseil de préfecture. — Rabais opéré à tort sur fournitures en régie ; défaut de justification. — Prix de fournitures, demande fondée. — Intérêts. — Intérêts d'intérêts — Enquête déclarée inutile (*C. d'Et.*), VIII, 1687.

— (96) Travaux imprévus. — Conditions d'exécution. — Application des prix du bordereau, etc. — (*Sieur Varangot.*) — Expertise préalable ordonnée devant le Conseil d'État, quoiqu'elle n'ait pas été demandée par le conseil de préfecture. — Tiers expert laissé à la nomination du président de la section du contentieux (*C. d'Et.*), VII, 656.

— (97) Interprétation d'une précédente décision du Conseil d'État. — Profondeur des fouilles ; fouilles imprévues ; distinction relative aux intérêts des sommes dues ; travaux postérieurs à la première introduction d'instance.

DÉCOMPTES (suite) :

- *Sieur Grelault contre ville de Poitiers (C. d'Et.)*, VII, 1159.
- (98) (*Héritiers Didier contre commune de Moustiers-sur-Saux.*) — Fin de non-recevoir tirée d'un prétendu acquiescement au décompte ; lettres relatives à une indemnité gracieuse et non à la réclamation contentieuse : rejet.
- Cube de terrassement ; augmentation imprévue ; devis supplémentaire rédigé et accepté au cours des travaux ; allocation du prix fixé à ce nouveau devis.
- Ravalements ; prix de ce travail compris dans celui fixé au devis pour le mètre superficiel de façade en pierre de choix « de toutes tailles » ; pas de supplément de prix. — Travaux prétendus à tort omis au devis ; pas d'indemnité. — Intérêts ; frais d'expertise compensés (*C. d'Et.*), IX, 1713.
- DECOURT et AUFÈRE**, IX, 187.
- DECUGIS**, veuve et **CORNAIL**, X, 979.
- DEFOER**, VII, 610.
- DE GONTAUT DE SAINT-BLANCARD**, VII, 784.
- DEHARBES-RADIX**, 1390.
- DEHAYNIN**, VIII, 1514.
- DELAAGE**, IX, 196.
- DELAFOY et JOLLY**, IX, 158.
- DELAUREBEIRETTE**, VIII, 1184.
- DELARASSE**, VII, 881.
- DE LA TOUR DU BREIL et Cie**, VIII, 865.
- DELATREMBLAIS et autres**, VII, 1421.
- DELAUNE (Constant)**, VIII, 196.
- DELAUVIGNE et MERCIER**, VII, 1116.
- DELAYA**, VIII, 257.
- DELER**, X, 1251.
- DELESTRE (dame)**, VI, 246.
- DELHON (Emilien)**, VIII, 194.

- DELIGNAT-LAUAUD et dame MASSY**, VI, 380.
- DELIGNE et LEMAIRE (dames)**, VI, 530.
- DELIGNY (veuve)**, VII, 952.
- DÉLIMITATION DE LA MER :**
 - à l'embouchure de l'Odette, VI, 810.
 - dans la presqu'île de Saint-Laurent (Finistère), VII, 868.
 - dans le havre de Saint-Lô-d'Ourville, VII, 1023.
 - à l'entrée de la Seudre, VII, 1264.
 - dans les communes de Port-Vendres et de Collioure, VIII, 415.
 - de cours d'eau, VII, 654.
 - du lit d'une rivière *Voir* (voirie grande), VIII, 1079.
- DELINIÈRE**, VIII, 681.
- DELLOYE-TIBERGNIEN**, VI, 573 ; IX, 767.
- DELORME**, VIII, 834.
- DE L'HOPITAL, FLEURY et autres**, IX, 1352.
- DELPONT**, VI, 394.
- DENEURE**, VII, 1427.
- DENION (héritiers)**, X, 1303.
- DÉMONET**, VI, 1032.
- DENIEL**, VIII, 1154.
- DENIZE**, VI, 1065.
- DENOBI**, VIII, 663.
- DE PREIGNE, ROUGIER et HAROUËL**, IX, 1345.
- DEROUEN**, IX, 1529.
- DERVILLÉ et ACCARY**, IX, 1209.
- DESCAMPS**, VIII, 1078.
- DESCHATEAUX**, VII, 821.
- DESCLAUX**, IX, 176.
- DESLANDES**, IX, 398.
- DESORTES**, IX, 1207.
- DESPREZ**, IX, 191.
- DESPREZ (héritiers) et LEPEUPLE-LECOUFFLE**, IX, 771.
- DESSEIGNET**, X, 1249.
- DESSINS. Procédés de reproduction (Circ.)**, X, 832.

DESSOLIERS, VII, 767.

DETCHEVERRY, IX, 1176.

DÉTAT, VII, 1377.

DETTES DE L'ÉTAT :

— (1). Voirie (grande). Chemin de fer. — Garantie d'intérêt. — (*Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans*). — Frais annuels d'entretien et d'exploitation. Calcul du revenu net. — Prélèvements pour dépréciation et renouvellement du matériel roulant. — Valeur des matériaux retirés des voies. — Prélèvement pour détaxes. Intérêts des sommes reversées à tort. — Contestation entre une compagnie de chemins de fer et l'État relativement à la justification annuelle des dépenses d'exploitation et des recettes pour l'application de la garantie d'intérêts accordée par l'État ; — Décidé qu'il y a lieu de porter au compte annuel des dépenses de l'exploitation une somme représentant la valeur de la partie du matériel roulant qui a été effectivement réformée et remplacée pendant l'année, et non une somme représentant par évaluation l'usure et la dépréciation de ce matériel pendant l'année ; et de déduire des recettes le montant des détaxes reconnues justifiées avant la clôture de l'exercice, à l'exclusion de celles qui ne seraient constatées que dans le cours des exercices suivants ; comme aussi et corrélativement de ne comprendre parmi les recettes d'un exercice que les recouvrements non litigieux et assurés, alors même que l'encaissement aurait été différé, en retranchant seulement les créances dont la réalisation est incertaine (*C. d'Et.*), VI, 426.

— (2) Voirie (grande). — Chemins de fer. — Garantie d'intérêts. — (*Compagnie du chemin de fer d'Orléans*). — Produit net. — Ancien réseau. — Frais annuels d'exploitation. — Matériel roulant. — Usure et dépréciation. — Renouvellement. — Détaxes à opérer. — Précédent arrêté et décision ministérielle. — Longueur kilométrique de l'ancien réseau. — Revenu kilométrique. — Nouveau réseau. — Partie exploitée, VI, 502.

— (3) Chemin de fer de l'Est. — Service des postes. — Traité à forfait : interruption pendant la guerre 1870-1871. — Non-lieu à réduction du forfait. — Question non réglée par la convention intervenue à la suite du traité de Francfort. — (*L'Etat contre la compagnie des chemins de fer de l'Est.*) — Décidé que la convention du 11 juin 1859 qui assure à l'État la gratuité du service des postes sur les lignes de l'Est, moyennant 21 annuités de 300.000 francs, constituait un forfait, et qu'en conséquence l'État n'était pas fondé à soutenir qu'il ne devait pas les portions d'annuités correspondant à l'interruption du service par suite des événements de guerre. — Décidé que la convention du 21 juin 1873, intervenue à la suite du traité de Francfort, n'avait eu pour objet que d'indemniser la compagnie de la cession de lignes ou portions de lignes et de tous autres dommages résultant pour elle de ce traité, et non de modifier les obligations résultant de la convention de 1859 (*C. d'Et.*), VII, 1370.

— (4) Voirie (grande). — Ports

DETTES DE L'ÉTAT (suite) :

- maritimes. — Police. — Mise à sec des bassins. — Échouement d'un navire. — Responsabilité du préjudice. — *Sieurs Pesarési et Léva (navire Maria S").* — Décidé que l'État ne peut être déclaré responsable des avaries éprouvées par un navire, par suite de la mise à sec des bassins d'un port, lorsque le capitaine a été prévenu en temps suffisant par le maître de port et a négligé d'opérer dans le chargement l'allègement indispensable pour permettre à son navire de se réfugier dans le bassin laissé à flot (*C. d'Et.*), VII, 1061.
- (5) Accident causé par la chute d'un poteau télégraphique. — Force majeure. — (*Sieur Leborgne.*) — La chute d'un poteau télégraphique causée par la violence du vent, sans qu'il soit justifié d'une faute ou négligence des agents de l'administration des lignes télégraphiques, n'engage pas la responsabilité de l'État (*C. d'Et.*), VII, 1392.
- (6) Travaux de pavage par réquisition. — Compétence. — (*Sieur Barret.*) — Des travaux de pavage exécutés dans les rues de Paris sur la réquisition des officiers du génie, ont le caractère de travaux publics, quoiqu'ils n'aient pas fait l'objet d'un marché. — Compétence du conseil de préfecture, à laquelle ne saurait faire obstacle la décision du ministre de la guerre qui refuse à l'entrepreneur le paiement de son mémoire, VI, 250.
- (7) Faits de guerre. — Démolition d'un pont par ordre de l'autorité militaire. — Suspension du péage. — Demande d'indem-
- nité par la compagnie concessionnaire. — Force majeure. — (*Compagnie des ponts de Billancourt et du Bas-Meudon.*) — Un pont à péage ayant été démoli par ordre de l'autorité militaire pendant la guerre, et reconstruit ensuite, la compagnie concessionnaire du péage n'est pas fondée à réclamer une indemnité à raison de la suspension de ce péage, alors que son cahier des charges ne lui donne aucun droit à indemnité à raison des faits de force majeure et que la démolition constitue un fait de guerre nécessitant immédiate de la lutte). — (Il n'y a lieu d'examiner la question posée par le ministre de savoir si le cahier des charges de la concession autorisait la compagnie à exercer une action contre l'État, bien que le pont fût destiné seulement à desservir des chemins vicinaux et que l'État n'eût concouru à sa construction que par une subvention.) (*C. d'Et.*), VIII, 106).
- (8) Construction d'une caserne. — Effondrement d'un mur. — Homme tué. — Indemnité. — Compétence. — (*Dame veuve Dumas et sieur Léonard Dumas.*) — Il appartient au conseil de préfecture, en vertu de l'article 4 de la loi de pluviôse an VIII, de statuer sur une demande tendant à faire condamner l'État au paiement d'une indemnité à raison de la mort d'une personne survenue par le fait d'exécution de travaux publics entrepris pour le compte du génie militaire. — La décision du ministre de la guerre, qui a rejeté cette demande, n'est pas susceptible d'être déférée au Conseil d'État. — Elle

ne fait pas obstacle à ce que les réclamants saisissent le conseil de préfecture. (*C. d'Et.*), IX, 606.

- (9) Travaux publics. — Territoires cédés par le Piémont. — Endiguement du Var. Liquidation de l'entreprise. — Sommes retenues par l'État français. — Intérêts. — Précédentes décisions. — Exécution. — Ministre chargé de représenter l'État; Travaux publics, finances. — Procédure. — Conseil d'État. — Étendue du recours ouvert dans le cas où le ministre n'a pas statué dans les quatre mois. — Réclamations contre des décisions d'autorités subordonnées au ministre. — Décret du 2 novembre 1864, article 7. — (*Dames Villain-Moisnel et de Massongue.*) — Lorsque dans des contestations sur lesquelles le Conseil d'État a déjà rendu plusieurs décisions (dans l'espèce, en vue de régler les suites d'une entreprise de travaux publics), c'est le ministre des travaux publics qui a représenté l'État, le ministre des finances n'a pas qualité pour connaître de l'exécution de ces décisions et soumettre au Conseil les difficultés qu'elles font naître. — Ce droit n'appartient qu'au ministre des travaux publics, seul chargé d'assurer l'exécution. — L'article 7 du décret du 2 novembre 1864, qui permet aux parties de présenter au Conseil d'État des réclamations sur lesquelles les ministres n'ont pas statué dans le délai de quatre mois, s'applique-t-il au cas où les ministres ont à statuer sur des réclamations dont ils sont directement saisis par

les parties, ou bien seulement au cas où ils doivent prononcer sur des recours contre des autorités qui leur sont subordonnées?

— Résolu dans le dernier sens. (*C. d'Et.*), IX, 735.

- (10) Sommes dues à l'entrepreneur. — Prescription au profit de l'État. — Suspension des délais pendant la guerre de 1870. — (*Sieurs Pinchon, Croze et autres.*) — Les décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870, qui ont suspendu toutes les prescriptions et péremptions pendant la durée de la guerre, sont applicables aux délais spéciaux fixés par la loi du 29 janvier 1831, déclarant prescrites et définitivement éteintes les créances qui n'auraient pas été liquidées, ordonnées et payées dans le délai de cinq ans à partir de l'ouverture de l'exercice auquel elles appartiennent. — Ces décrets ont eu pour effet de suspendre le délai même dans le cas où il ne serait expiré qu'après la guerre. — Applications de ces décrets et de la loi du 26 mai 1871, qui a fait courir à nouveau les délais, à une créance appartenant à l'exercice 1869, et dont le réordonnement demandé le 21 mars 1874 avait été à tort refusé par le ministre des travaux publics. — Il s'agissait de travaux exécutés en 1869. (*C. d'Et.*), VII, 823.
- (11) Travaux publics. — Sommes dues pour avances de fonds. — Ordonnement en 1868. — Prescription. — Suspension des délais pendant la guerre de 1870. — Demande de réordonnement postérieure à l'expiration du nouveau délai. — Rejet. — (*Sieurs Gény et Dormont, liqui-*

DETTES DE L'ÉTAT (suite) :

dateurs de la société Guyard, Gény et C^{ie}). — Application de la loi du 29 janvier 1831, article 9. — Déchéance opposée à la demande de réordonnement d'une somme ordonnancée en 1868 et non touchée, ladite demande formée seulement après l'expiration du délai de cinq ans à partir de l'ouverture de l'exercice, fixé par la loi précitée, augmenté de la durée de la prorogation résultant des décrets du gouvernement de la Défense nationale des 9 septembre et 3 octobre 1870 (*C. d'Et.*) VIII, 94.

- (12) Travaux publics. — Conseil de préfecture. — Ministres. — Travaux de défense d'une place de guerre. Chute d'un échafaudage. — Ouvrier tué. Action en responsabilité pour faute d'agents de l'administration. Compétence. — (*Dame veuve Zeig*). — Le conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur une action qui a pour objet de faire déclarer l'État civilement responsable de la faute et de la négligence imputée à des officiers du génie, chargés de surveiller son entrepreneur de travaux à une citadelle, et de réclamer en conséquence une indemnité pour préjudice résultant de la mort d'un ouvrier tué par la chute d'un échafaudage. Cette demande ne rentrait pas dans celles dont l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII a réservé la connaissance au conseil de préfecture ; il n'appartenait qu'au ministre de la guerre d'y statuer, sauf recours au Conseil d'État (*C. d'Et.*), VI, 1010.

- (13) Chute d'un échafaudage. —

Ouvrier tué. — Responsabilité. — Procédure. — Expertise non obligatoire. — (*Dame veuve Zeig*). — L'expertise prescrite par l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807 n'est obligatoire que dans les instances dont la connaissance est attribuée aux conseils de préfecture, par la loi du 28 pluviôse an VIII. — Chose jugée à cet égard par un précédent arrêt. Décidé que la responsabilité de l'accident qui avait causé la mort d'un ouvrier ne pouvait incomber à l'État : d'une part, l'échafaudage, qui s'était écroulé devait être entretenu par l'entrepreneur des travaux ; d'autre part, les agents du service du génie n'ont donné à l'entrepreneur ou à ses ouvriers aucun ordre ou instruction pouvant engager la responsabilité de l'État. (*C. d'Et.*), VII, 902.

- (14) Monopole des poudres. — Insuffisance des approvisionnements. Dommages pour un entrepreneur de travaux publics. — Indemnité. — Pas de recours contentieux. — (*Sieur Blanc*). — Un entrepreneur de travaux publics, auquel l'administration aurait causé un dommage en n'ayant pas en entrepôt des approvisionnements de poudre suffisants pour assurer l'exécution des travaux soumissionnés (construction d'une route), n'est pas recevable à demander une indemnité par la voie contentieuse. — (Si l'État a le droit exclusif de fabriquer et de vendre les poudres à feu, il n'appartient qu'à l'administration de régler le nombre et l'approvisionnement de ses entrepôts.) (*C. d'Et.*), VII, 620.

DEULE (haute). Syndicat d'entretien des travaux de dessèchement des marais, VI, 522. — Société de dessèchement de la vallée, VI, 525, 526, 529.

DEVEY-BERTRAM (Sieur et dame) VIII, 1658.

DEVILLERS et consorts, VI, 445.

DIDIER (héritiers), IX, 1713.

DIEPPE (quais du port de): Exploitation de cinq ponts-bascules, VII, 208.

— Établissement de grues, X, 397.

DIEULAPOI, IX, 1531.

DIEUSY et CLÉRET, VI, 31.

DIGEON, X, 783.

DIGNAT frères, VIII, 1156.

DIGONNET-THIANGE, VIII, 568.

DINARD (port de): Construction d'un quai d'embarquement, VIII, 907.

DISTRIBUTION D'EAUX :

— (1) Interprétation. — (*Ville du Havre contre compagnie anonyme des eaux.*) — Décidé par interprétation du cahier des charges : 1° que la ville du Havre n'est pas fondée à exiger de la compagnie des eaux qu'elle substitue un plus grand nombre de fontaines de moindre dimension au système actuel de distribution d'eau, ou que, du moins, elle ne pourrait avoir cette exigence qu'en prenant un nouvel abonnement aux conditions indiquées par le traité ; 2° qu'elle ne peut renoncer à tout ou partie des abonnements supplémentaires qu'elle a pris successivement, ces abonnements devant durer aussi longtemps que la concession elle-même, VI, 1090.

— (2) Interprétation du cahier des charges ; Partage des bénéfices. — Procédure. — Exécution sans

réserve de l'arrêté attaqué ; Pourvoi non suspensif ; Pas de fin de non-recevoir. — (*Sieur Fortin-Hermann et compagnie contre la ville de Laon.*) — Décidé par interprétation du cahier des charges, que les entrepreneurs sont tenus d'exécuter dans la ville de Laon, les faubourgs exceptés, tous les travaux de distribution réclamés par l'administration, même dans les rues dont la canalisation n'était pas prévue au projet, et sans augmentation du forfait stipulé. Décidé aussi que le produit des abonnements dans ces rues n'appartient pas exclusivement aux entrepreneurs et qu'ils doivent venir en atténuation de la garantie d'intérêts accordée par la ville. — L'exécution sans réserves d'un arrêté du conseil de préfecture ne fait pas obstacle à la recevabilité du pourvoi contre cet arrêté, le recours au conseil d'État n'étant pas suspensif. (*C. d'Et.*), VII, 4169.

— (3) Distribution d'eau dans la ville de Brest. — Concession. — Interprétation du cahier des charges. — Expertise ordonnée ; condamnation de la ville aux dépens. — Intérêts et intérêts des intérêts. (*Sieur Branellec contre ville de Brest.*) — Décidé qu'en stipulant que, pendant la durée de la concession, l'eau des fontaines publiques ne ferait l'objet d'aucun trafic et que les habitants ne pourraient y puiser qu'au seau ou à la cruche, et en accordant au concessionnaire le droit d'établir des comptoirs pour la vente de l'eau, la ville n'avait pas subordonné à l'établissement d'un certain nombre de comptoirs réclamer par elle l'exécution de

DISTRIBUTIONS D'EAU (*suite*) :

son obligation d'empêcher tout trafic de l'eau : renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué, après expertise, sur l'indemnité pouvant résulter pour le concessionnaire du dommage causé par l'inobservation de cette obligation. — Décidé que le monopole de la concession était limité aux quartiers connus sous le nom de l'annexion et aux parties murées de la ville (rive gauche) et que l'autorisation donnée par le maire et le préfet, d'établir des conduites d'eau en dehors de ce périmètre ne constituait pas pour le concessionnaire un droit exclusif : elle n'était qu'une simple permission de police. — Interruption de service par défaut de surveillance et mauvais état des appareils : Faits ne constituant pas un cas de force majeure : Amende régulièrement prononcée. — Expertise ordonnée par le Conseil d'État : Dépens. Lorsque le conseil d'État ordonne une expertise, la partie qui la repoussait doit être condamnée aux dépens de l'incident. (*C. d'Ét.*), X, 1338.

- (4) Provision allouée à l'entrepreneur en obligations au porteur. — Exécution vicieuse des travaux. — Qualité et quantité insuffisante des eaux. — Garantie d'un minimum de recettes. — Procédure. — Expertise. — Formalités substantielles. — Expert unique. — Parties non mises en demeure. — (*Ville de la Châtre contre sieurs Dalifol et Huet.*) — L'entrepreneur ayant déjà exécuté une partie importante des travaux dont la bonne confection n'est pas con-

testée, on décide que la ville sera tenue de lui remettre une provision sous la forme d'obligations au porteur remboursables d'après le mode prévu au cahier des charges, et que, faute par la ville d'avoir livré ces obligations dans la quinzaine de la notification du présent arrêt, la provision allouée portera intérêt à 5 p. 100. — Sursis à statuer sur la réception des travaux jusqu'à nouvelle expertise, l'instruction ne permettant pas de savoir si les travaux ont été exécutés dans les conditions prescrites. — Lorsqu'une expertise, sans être obligatoire, est reconnue nécessaire, les parties doivent, à peine de nullité, être mises en demeure de s'entendre sur le choix d'un expert unique ou de désigner elles-mêmes leurs experts. — Le conseil de préfecture doit observer les formalités substantielles en matière d'expertise. (*C. d'Ét.*) VII, 839.

- (5) Dans la ville de Pau. — Exécution vicieuse. — Trouble des eaux et insuffisance du débit. — Responsabilité de l'entrepreneur et de ses représentants après son décès. — Possibilité, reconnue par les experts, de réparer les malfaçons. — Simple indemnité en argent allouée à la ville dans ce but. — Résiliation prononcée à tort par le conseil de préfecture. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Escarraquel contre ville de Pau.*) — Lorsqu'un entrepreneur vient à décéder après avoir été déclaré responsable de l'installation défectueuse d'une conduite d'eau et avant d'avoir réparé les malfaçons signalées à sa charge, ses représentants sont

- soumis aux mêmes obligations que leur auteur et responsables au même titre que lui. — Mais ils sont fondés à soutenir qu'ils ne sauraient être tenus d'exécuter les travaux personnellement et qu'en leur qualité d'héritiers, ils sont seulement tenus d'indemniser la ville du préjudice résultant pour elle de l'inexécution des obligations incombant à leur auteur, par application de l'article 36 des clauses et conditions générales. (*C. d'Et.*), IX, 1722.
- (6) Communes. — Rupture de conduites d'eau. — Lavoir particulier. — Branchement. — Domage. — Incompétence du conseil de préfecture. — (*Ville de Paris contre sieur Verbois.*) — Il n'appartient pas au conseil de préfecture de statuer sur la demande d'indemnité formée par un particulier à raison du dommage que lui aurait causé la rupture d'un branchement servant à mener les eaux de la conduite publique à un lavoir particulier. — Le fait que ce branchement a été autorisé par l'administration et installé par les agents de la compagnie fermière des eaux ne saurait conférer le caractère de travail public à un ouvrage établi dans le seul intérêt d'un particulier et à ses risques et périls. (*C. d'Et.*), VIII, 828.
- (7) Dans la ville de la Châtre. — Exécution du marché. — Résultat d'une expertise ordonnée par le Conseil d'État. — Dimension insuffisante des conduits. — Qualité suffisante de l'eau. — Garantie d'un minimum de recettes. — Réception ajournée des travaux.
- Provision allouée néanmoins à l'entrepreneur sous forme d'obligations au porteur. — Frais d'expertise partagés. — Entrepreneurs condamnés aux dépens. — (*Ville de la Châtre contre sieurs Dalifol et Huet.*) (*C. d'Et.*), IX, 60.
- (8) Alignement de fontaines publiques. — Disparition partielle des eaux. — Entrepreneur et architecte. — Malfaçons. — Retard dans l'exécution. — Responsabilité. — Intérêts des intérêts. — Point de départ. — *Commune de Courchaton contre sieurs Vergnory et Siblot.* — Appréciation de la part de responsabilité incombant à la commune, à l'entrepreneur et à l'architecte, à raison de la disparition partielle des eaux et de fuites, qui se sont manifestées dans les conduits et fontaines établis pour l'alimentation d'une commune. — Malfaçons imputables soit à l'architecte, soit à l'entrepreneur. — Indemnité allouée à la commune. — Fuite imputable à la construction d'un ponceau par la commune dans le voisinage d'une fontaine. — Les intérêts des intérêts ne peuvent courir, alors même qu'ils ont fait l'objet d'une demande spéciale, que si, au moment où cette demande a été formulée, il était déjà dû des intérêts pour une année entière. (*C. d'Et.*), IX, 1719.
- (9) Dans la ville de Nantes. — (*Compagnie générale des eaux contre la ville de Nantes.*) — Obligation de remplacer les tuyaux devenus impropres à leur usage. — Compagnie chargée d'exécuter les traités antérieurs.

DISTRIBUTIONS D'EAU (*suite*) :

- Emploi de matériaux défectueux dès le principe. — Droit de rachat par la ville. — Frais de premier établissement. — Procédure. — Conclusions nouvelles devant le Conseil d'État. — Double degré de juridiction. — Non-recevabilité. — Décidé, par application du cahier des charges : 1° que la compagnie étant chargée de l'exécution et de l'entretien à ses frais des travaux de toute nature, nécessaires pour assurer l'élévation et la distribution des eaux de la ville de Nantes, devant en outre remettre à la ville en bon état d'entretien, à l'expiration de la concession l'établissement et tous ses accessoires, se trouvait obligée de maintenir tous les ouvrages en bon état pendant la durée de la concession, et spécialement de remplacer les tuyaux devenus impropres à leur usage ; 2° que la compagnie s'étant trouvée substituée à l'administration municipale dans tous les traités antérieurement passés, ne saurait se plaindre de ce que l'emploi de tuyaux d'une certaine nature lui aurait été imposé, alors surtout que la compagnie n'allègue pas qu'elle ait été induite en erreur sur les marchés conclus, ni qu'on l'ait forcée de prendre livraison de marchandises défectueuses. (*C. d'Et.*), IX, 1747.
- (10) Ville de Paris. — Distribution des eaux d'égout dans les plaines voisines (Clichy, Asnières, Gennevilliers). — Ensemble de travaux adjugés à un entrepreneur. — Travaux en faisant partie, concédés ensuite à un autre

entrepreneur. — Indemnité. — (*Sieur Varangot contre ville de Paris.*) — Jugé que les travaux litigieux confiés par la ville à un autre entrepreneur ne se trouvaient pas compris dans les prévisions du marché qui avait fait l'objet de la précédente adjudication. A l'égard de quelques-uns, la ville avait expressément réservé ses droits : — Quant aux autres, leur exécution n'a été décidée que postérieurement au premier marché. Non-lieu à indemnité. — Rejet d'une demande en indemnité fondée sur l'article 34 des conditions générales de 1866, il n'y a eu ni cessation, ni ajournement des travaux par le fait de la ville. Si la substitution de conduites en pierre meulière aux rigoles en maçonnerie de briques a diminué l'importance des travaux, le cahier des charges stipulait que le montant de l'entreprise serait indéterminé. (*C. d'Et.*), X, 76.

- (11) Communes. — Application d'un traité pour la distribution des eaux dans la ville de Melun. — (*Ville de Melun contre compagnie des eaux.*) — Sont déclarés suffisants, pour assurer l'expédition des clauses relatives au temps de repos et au jaillissement des eaux, les travaux prescrits par le conseil de préfecture. — Décidé que la ville n'a pu augmenter le nombre des appareils de distribution sans augmenter de son abonnement, le débit général de l'eau étant stipulé au traité ainsi que le débit spécial des bornes-fontaines et des bouches sous trottoir. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Arrê-

té préparatoire. — Recours au conseil d'État non recevable. — La disposition par laquelle un conseil de préfecture se borne à disjoindre de la cause, pour faire l'objet d'une instruction et d'une décision spéciales, un chef de demande, ne peut pas être déferée immédiatement au Conseil d'État.

— Elle n'est que préparatoire. (*C. d'Et.*), X, 356.

- (12) Communes. — Service de distribution d'eau : arrosage. — Ville de Cannes. — Concession du canal de la Siagne. — Interprétation du cahier des charges. — (*Ville de Cannes contre « the Crédit company ».*) — Arrêté ordonnant une expertise, tous droits et moyens réservés. Caractère préparatoire. Recours au Conseil d'État non recevable. — Décidé, en conséquence de l'article 3 de la convention qui dispose que la compagnie concessionnaire du canal en aura propriété pendant les 50 premières années de l'exploitation, à la charge d'établir et entretenir le canal sans indemnité pendant cette période : 1° que la compagnie n'était pas tenue de prendre à sa charge les frais du déplacement des conduites du canal résultant des changements opérés par la ville dans le sol des voies publiques ; 2° que la ville n'avait pas le droit d'exécuter elle-même, en ne laissant à la compagnie qu'un droit de contrôle, la réparation des appareils destinés au service public dont l'entretien devait, aux termes du contrat, être mis pour moitié à la charge de la ville. — Décidé que la compagnie ne serait fondée à réclamer à la ville le paiement des eaux des

puits de la ville qu'autant qu'elle ne les emploierait pas exclusivement au nettoyage des égouts, ainsi que le prévoyait le contrat de concession. (*C. d'Et.*), X, 961.

- (13) Distribution d'eau. — Approbation préfectorale. — Marché ne devenant définitif que par l'approbation sans réserves des parties. — Point de départ du délai d'exécution. — Travaux non abandonnés : pas de dommages-intérêts pour retard dans l'exécution. — (*Sieur Lalou.*) — Entrepreneur fondant sa demande en nullité du traité qu'il a passé avec une ville, sur un prétendu défaut d'approbation préfectorale. Rejet : Ce traité a été approuvé d'abord implicitement par l'autorisation donnée à la ville d'emprunter la somme nécessaire pour l'exécution du travail, et ensuite expressément : de plus, il a reçu un commencement d'exécution. — Un traité passé entre une commune et des entrepreneurs n'est définitif que du jour où il a été accepté et signé par toutes les parties. — En conséquence, si le traité est subordonné à la résiliation d'un emprunt dans le délai d'un an, le point de départ du délai court, non pas du jour où le traité n'a été accepté par l'entrepreneur qu'avec une réserve contraire aux dispositions du traité, mais seulement du jour où il a été signé purement et simplement. Décidé, dans l'espèce, que l'emprunt avait été réalisé dans le délai imposé. — Quand les travaux n'ont pas été abandonnés et que la ville ne justifie d'aucune diligence à l'effet de contraindre l'entrepreneur à

DISTRIBUTIONS D'EAU (suite) :

leur achèvement, elle n'est pas fondée à réclamer des dommages-intérêts pour retard dans l'exécution. — Procédure : Conseil d'Etat. Recours incident contre une partie qui n'est pas appelante. — Un recours incident peut-il être formé contre une partie qui ne s'est pas pourvue et par voie de conséquence seulement, contre une autre partie qui s'est pourvue ? — Non résolu. (*C. d'Et.*), X, 1086.

- (14) Contributions directes (patente). — Entrepreneur. — Distribution entreprise par une ville. — Assainissement des rues et alimentation des habitants. — Service communal non impossible à la patente. — Décharge. — (*Ville de Lille.*) (*C. d'Et.*), IX, 1212.

DIVE (assainissement de la vallée de la) — Formation d'une association syndicale, VI, 922.

- (Syndicat de la), VII, 1416.

DIVERT (frères), IX, 873, 878.

DODÉ et BURDY, VIII, 186.

DODUN, (veuve), VIII, 965.

DODUN DE KÉRONAN (héritiers), VIII 849.

DOMAINE public maritime. Procédure à suivre pour l'instruction des demandes en autorisation :

- 1° d'extraire des matériaux (*Circ.*), VII, 691 ;
- 2° d'enlever des amendements marins (*Circ.*), VII, 696.

DOMAINE public fluvial et terrestre. Etat des permissions accordées. — Instructions (*circ.*), X, 105.

DOMAINE public. — Action possessoire. — Imprescriptibilité. — (*Sieur Méau.*) L'action possessoire portant sur une dépendance

du domaine public et dirigée, non contre le domaine, mais contre un particulier, ne peut être repoussée par l'unique motif que le domaine public est imprescriptible. Le domaine ou ses représentants peuvent seuls opposer cette défense. (*C. de Cass.*), VIII, 973.

DOMAINE NATIONAUX. — Vente par l'Etat de terrains domaniaux joignant la plage de Trouville. — Interdiction d'amodier les emplacements situés du côté du large au-devant des terrains vendus. — Interprétation. — (*Ministre des finances contre dame veuve Tarbé des Sablons.*) — Décidé, par interprétation d'une clause additionnelle insérée au cahier des charges joint à l'adjudication de lots de terrains joignant la plage de Trouville, que cette clause avait eu pour objet d'annoncer l'engagement pris par l'Etat au regard des acquéreurs, de ne souffrir la formation sur la plage d'aucun établissement particulier au-devant des terrains mis en vente. — L'administration des domaines soutenait qu'elle n'avait entendu prendre aucun engagement de cette nature et restait libre d'amodier les emplacements sur la plage, conformément à la loi du 20 novembre 1872, article 2. (*C. d'Et.*) X, 95.

DOMBES (Compagnie des) et **MAY**, VI, 567.

DOMBES et SUD-EST (Compagnie des), IX, 48.

DOMMAGES. Voir chemins de fer, cours d'eau, entrepreneurs, Indemnités, voirie (grande).

- (1). Dommages aux personnes. — Chemins de fer. — Chambres d'emprunt. — Fièvres d'accès. —

- Indemnité. — Compétence du conseil de préfecture. — Fixation de l'indemnité due. — (*Sieur Lambert*), VI, 346.
- (2) Dommages. — Chemin vicinal. — Travaux de chemin de fer. — Commune. — Expertise ordonnée. — Transaction. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris - Lyon - Méditerranée c. commune de Saint-Michel.*) — Pourvoi devenu sans objet par suite de transaction intervenue sur la contestation pendante entre une commune et une compagnie de chemin de fer. — Arrêté du 21 frimaire an XII, VI, 377.
- (3) Dommages. — Communes. — Chemins de fer. — Chemin vicinal soumis à des submersions plus fréquentes. — Frais d'exhaussement. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Fin de non-recevoir rejetée. — Motifs suffisants. — (*Commune d'Osselle.*) Une compagnie de chemin de fer a été condamnée à payer une indemnité à une commune à raison de submersions plus fréquentes auxquelles ce chemin est exposé depuis la construction de la voie ferrée. — Recours fondé sur ce que les travaux de déviation du chemin exécutés par la Compagnie ont été opérés conformément aux prescriptions d'un arrêté du ministre des travaux publics, et reçus par le maire. — Rejet par le motif que l'indemnité n'a pas été demandée, dans l'espèce, à raison de la déviation du chemin, mais à raison de submersions auxquelles est exposée une partie du chemin qui n'a été l'objet d'aucune modification, submersions résultées de la construction d'un pont sur un canal pour le passage de la voie ferrée, VI, 1073.
- (4) Dommage. — Expropriation. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris - Lyon - Méditerranée contre sieur Souleyran et dame Rogues.*) — Dépossession d'une parcelle. — Décision du jury. — Dommage non prévu. — Droit à indemnité nouvelle. — Déviation et nivellement d'un chemin vicinal. — Remblai. — Mur de soutènement et fossé d'écoulement suffisants. — Ni poussée des terres ni infiltrations à craindre : mais dépôt de terres contre un mur pendant l'exécution des travaux : solidité compromise, obligation de reconstruire : évaluation de l'indemnité due de ce chef. — Prétendue modification des accès à un jardin : escaliers déjà établis à l'intérieur : exhaussement du chemin : escaliers rétablis et facilement praticables : pas de dommage appréciable. — Jardin d'un couvent exposé aux regards des passants par suite dudit exhaussement : préjudice ne donnant pas ouverture au droit à indemnités. (*C. d'Et.*), X, 580.
- (5) Dommage. — Chemin de fer. — Moulin. — Supplément d'expertise confié d'office aux premiers experts. — Grief sans objet. — Procédure. — Compensation de plus-value. — Question réservée. — Arrêté préparatoire. — Pourvoi non recevable. — *Sieur L'abbé c. compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée.*) VI, 458.
- (6) Dommage. — Extraction de matériaux. — Compagnie de chemin de fer et entre-

DOMMAGES (suite) :

preneurs. — Responsabilité. — Expertise. — Procédure. — Arrêté interlocutoire. — Expertise. — Pourvoi recevable. — (*Demoiselle Pichard contre la compagnie des Charentes*). — Lorsque sur la demande d'un particulier tendant à obtenir réparation des dommages qui lui ont été causés, tant par une compagnie de chemins de fer que par les entrepreneurs, le conseil de préfecture décide que l'expertise portera seulement sur les dommages occasionnés par la compagnie elle-même, l'arrêté est susceptible d'un recours immédiat devant le Conseil d'Etat — Cet arrêté préjuge le fond. — Lorsqu'aux termes du cahier des charges, annexé au décret de concession, une compagnie de chemin de fer est tenue de supporter les indemnités pour occupation temporaire ou détérioration de terrain, elle ne peut décliner la responsabilité des dommages que causent à des particuliers les extractions de matériaux opérées par des entrepreneurs pour son compte. — Les conventions de la compagnie avec des tiers pour l'exécution de ses travaux ne sauraient priver les propriétaires de la garantie que leur assure le cahier des charges, VI, 1082.

- (7) Dommage causé à un bateau. — Chemin de fer. — Imprudence de la compagnie. — Irresponsabilité de l'Etat. — Indemnité. — Référé. — Dépens. — Point de départ des intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Compagnie du chemin de fer du Nord contre sieurs Billuart,*

Lizot et C^{ie}). — Une compagnie de chemin de fer ne peut s'affranchir de la responsabilité qui lui incombe, à raison d'un accident causé à un bateau, par suite de son imprudence dans la construction d'un pont, en excipant de ce que le pont aurait été construit conformément au projet arrêté par le ministre. — Il n'appartient pas au Conseil d'Etat de statuer sur la répartition des dépens faits devant l'autorité judiciaire. — (Dans l'espèce, frais du rapport d'un expert nommé en référé pour examiner l'importance du dommage causé à un bateau échoué, rapport qui a servi de base au travail des experts ultérieurement nommés par le conseil de préfecture) — Les intérêts ne sont dus que du jour de la demande régulière (dans l'espèce, ils avaient été d'abord demandés devant le conseil de préfecture par simple lettre adressée au président). (*C. d'Et.*), VII, 717.

- (8) Inondations imputables à une compagnie de chemin de fer. — Destruction d'un mur de défense contre une rivière. — Indemnité. — Intérêts. Expertise déclarée suffisamment complète. — Dommages successifs, évalués ensemble. — Conseil de préfecture; arrêté; référence à l'avis du tiers expert; motifs suffisants. — (*Sieurs Neirac et Combal contre compagnie des chemins de fer du Midi.*) (*C. d'Et.*), VII, 816.

- (9). Dommages. — Chemin de fer. — Bâtiments d'exploitation. — Accès sur deux chemins. — Suppression de l'un des accès. — Indemnité. — (*Com-*

pagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre sieur Calvet.)

— Les travaux d'une voie ferrée ont eu pour conséquence de supprimer un chemin d'exploitation par lequel se faisait, antérieurement aux travaux, le service d'un bâtiment d'exploitation rurale.

— Décidé que, bien que ce bâtiment eût issue sur une autre voie, la suppression de cet accès, dans les conditions où elle a eu lieu, est de nature à ouvrir le droit à indemnité. (*C. d'Et.*), VII, 833.

- (10) Dommage. — Chemin de fer. — Avenue d'une gare. — Fermeture à l'une de ses extrémités; diminution de largeur; accès et niveau non modifiés: circulation et communication non changées. — Pas d'indemnité. — Expertise. — Expert mandataire. — Allégation non justifiée. — (*Sieur et dame Eynard contre compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — L'ancienne avenue d'une gare a été interceptée à l'une de ces extrémités; mais la maison des requérants n'a pas été privée de ses accès sur la voie publique dont le niveau n'a pas même été modifié; la circulation des voitures et la communication de la maison avec la ville sont restées les mêmes. — Dans ces circonstances, la dépréciation que l'immeuble aurait pu éprouver n'est pas de nature à donner droit à indemnité. (*C. d'Et.*), VII, 835.

- (11) Dommages. — Désaccord des experts. Nécessité d'une tierce expertise. — (*Compagnie du chemin de fer du Nord.*) — Lorsque les experts sont d'accord sur le chiffre des dommages,

mais en désaccord sur la question de savoir dans quelle mesure ils doivent être supportés par les parties, le conseil de préfecture ne peut statuer sans recourir à la tierce expertise prescrite par l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807. (*C. d'Et.*), VII, 917.

- (12) Dommages. — Chemin de fer. — Locataire de carrières; difficultés d'accès. — Expropriation. — Décision du jury. — Interprétation judiciaire. — Dommage éventuel réservé. — Indemnité. — (Compétence administrative). — (*Compagnie des chemins de fer de P.-L.-M. contre sieur Guglielminoti.*) — Une décision du jury, fixant l'indemnité due au locataire d'une carrière pour dépossession de terrains nécessitée par l'établissement d'un chemin de fer, a été interprétée par l'autorité judiciaire en ce sens que le dommage résultant du rétrécissement des chantiers et de la privation d'accès sur une route nationale, avait été réservé par le jury pour être statué par l'autorité compétente en matière de dommages provenant de l'exécution des travaux publics. — Décidé que les travaux avaient privé le locataire de ladite carrière de l'accès direct qu'il avait précédemment à la route et avait rendu les transports plus difficiles et plus onéreux. Droit à indemnité reconnu en conséquence. (*C. d'Et.*), VII, 1105.

- (13) Remblai de chemin de fer. — Dommage à un immeuble. — Inondation. — Dépréciation. — Chose jugée invoquée à tort. — Dommage nouveau: fixation de l'indemnité. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon*

DOMMAGES (suite) :

- et à la Méditerranée contre sieur Bonnaud.) — Décidé que l'arrêté, qui avait alloué une indemnité à un propriétaire pour dommage permanent causé à sa propriété par des remblais de chemins de fer avait réservé le droit à indemnité pour dommages ultérieurs, et que ceux résultant d'une inondation postérieure audit arrêté et de l'obstacle apporté par ces remblais au libre écoulement des eaux, étaient de nature à justifier la nouvelle indemnité qui avait été accordée, tant pour le préjudice matériel éprouvé que pour la dépréciation de l'immeuble qui en était la conséquence (cave exposée à des dangers d'inondation.) (C. d'Et.), VII, 1353.
- (14) Chemin de fer. — Dépôt de déblais. — Dépréciation du terrain. — Pas de nécessité d'enlever les déblais. — Privation du revenu annuel. — Point de départ des intérêts. — (*Compagnie du Nord contre sieur Villecot de Rincquesent.*) — Évaluation de l'indemnité due pour dépréciation du terrain recouvert par les déblais en tenant compte des travaux à faire pour réparer les dommages, travaux comprenant l'enlèvement d'une petite partie des déblais seulement et non de la totalité. L'indemnité pour privation de jouissance ne doit comprendre que le revenu annuel dont le propriétaire a été privé pendant la durée de l'occupation de son terrain. Intérêts du jour où la demande en a été faite en justice. (C. d'Et.), VIII, 5.
- (15) Chemin de fer. — Maison. — Rétablissement de la maison dans son état ancien. — Indemnité à raison de cette dépense, de la privation de jouissance et des frais de toute nature. — Appréciation. — (*Compagnie du chemin de fer du Nord contre sieur Bollaert.*) (C. d'Et.) VIII, 47.
- (16) Chemin de fer. Maison et ateliers. — Travaux de reconstruction et de remaniement. — Frais de déménagement et privation de jouissance pendant l'exécution de ces travaux. — Plus-value acquise par suite des mêmes travaux. — Appréciation exacte par le conseil de préfecture. — Recours incident. — Intérêts et intérêts des intérêts. — Dépens. — (*Compagnie du chemin de fer du Nord contre sieur Petyt.*) (C. d'Et.), VIII, 48.
- (17) Chemin de fer. — Travaux d'agrandissement d'une gare. — Jardin et pépinière. — Chute de matériaux. — Danger. — Dégât. — Perte de clientèle. — Recours incident. — Dépens. — (*Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Nougaret.*) — Appréciation du dommage résultant pour un jardinier fleuriste et pépiniériste du trouble apporté à ses travaux, par suite du danger auquel étaient exposées les personnes qui se trouvaient dans son jardin. — Défaut de justification de la perte définitive d'une partie de la clientèle et des dégâts matériels au jardin. (C. d'Et.), VIII, 49.
- (18) Raccordement d'une gare avec un quai. — Remblai. — Propriété placée en contre-bas. — Décision du jury d'expropriation. — Dommage compris dans l'indemnité fixée par le jury. — (*Compagnie du chemin de fer*

du Nord contre dame veuve Lé-tendant.) — Décidé que le conseil de préfecture avait accordé à tort une nouvelle indemnité pour le dommage dont il s'agissait, lequel était déjà entré en ligne de compte dans une indemnité allouée par le jury, le degré d'avancement des travaux ayant permis, dès lors, d'apprécier le préjudice qui devait résulter du remblai (C. d'Et.), VIII, 560.

— (19) Chemin de fer. — Indemnité. — Territoire cédé. — Compétence territoriale du conseil de préfecture. — (*Compagnie du chemin de fer de l'Est contre sieur Stchelin.*) — La compétence des conseils de préfecture est essentiellement territoriale; par suite, en matière de dommages causés par l'exécution de travaux publics, c'est la situation des lieux où les travaux ont été exécutés qui fixe cette compétence (C. d'Et.), IX, 600.

— (20) Arbres abattus; démolition et reconstruction d'un mur; dépréciation d'une propriété par la perte d'ombrage et de vue résultant de l'élévation d'une voie ferrée. — Durée et importance du dommage. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre sieur Detcheverry.*) — Occupation de terrains. Indemnité comprenant la privation de jouissance pendant l'occupation; non-lieu à indemnité supplémentaire. Intérêts du jour de la demande. Frais d'expertise compensés. (C. d'Et.), IX, 1176.

— (21) Allongement de parcours. — Droit à indemnité. — Procédure. — Expertise, tous droits réservés. — Arrêté préparatoire.

— Recours au Conseil d'Etat non recevable. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Reboux, Bray et Fantin.*) — L'arrêté du conseil de préfecture ordonnant, tous droits et moyens réservés, une expertise, à l'effet de rechercher si les dommages allégués, qui résulteraient, pour une propriété, de l'établissement d'un chemin de fer, sont de nature à donner ouverture au droit à indemnité, n'est pas susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat. — Cet arrêté est purement préparatoire. La compagnie soutenait que le dommage consistait seulement dans un allongement de parcours entre les habitations et les prés des réclamants (C. d'Et.), IX, 1506.

— (22) Expertise. — Travaux exécutés par l'Etat. — Chemin de fer. — Ingénieur en chef tiers expert de droit (dans l'espèce, l'ingénieur en chef directeur des travaux du chemin de fer). — Autres tiers expert désigné. — Nullité. — Renvoi. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Pomiès.*) (C. d'Et.), IX, 1728.

— (23) Dommages. — Chemin de fer. — Ouverture d'une tranchée dans un rocher protecteur. — Inondations. — Dommage momentané. — Dépréciation permanente. — Frais d'expertise. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre sieur Salomon.*) — Décidé que, si la propriété du réclamant avait éprouvé certains dommages devant donner lieu à indemnité par suite de l'envahissement des eaux d'une rivière contre lesquelles elle se trouvait

DOMMAGES (suite) :

précédemment protégée par un rocher que la compagnie du chemin de fer de Lyon a supprimé pour ouvrir une tranchée, il n'est pas établi que ladite propriété ait subi une diminution de valeur et soit exposée à un danger permanent d'inondation, alors surtout que la compagnie a commencé des travaux à l'effet d'endiguer la rivière. Réserve du droit à indemnité pour le cas où un nouveau dommage se produirait (*C. d'Et.*), X, 346.

- (24) Dommage. — Rectification du talus d'une tranchée de chemin de fer pour élargir la voie. — Propriété limitrophe de la crête du talus: conditions d'exploitation modifiées. — Appréciation de l'indemnité due. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Imbert.*) (*C. d'Et.*) X, 796.

- (25) Dommage. — Chemin de fer d'intérêt local. — Ligne de Gisors à Pont-de-l'Arche. — Cave sous la voie ferrée. — Infiltrations. — Indemnité. — Responsabilité. — Département. — Compagnie concessionnaire. — Interprétation du cahier des charges. — (*Département de l'Eure contre la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons et le sieur d'Houdemare.*) — Aux termes du cahier des charges régissant la concession dudit chemin de fer, le département, qui était tenu d'acheter, de payer et de remettre gratuitement à la compagnie concessionnaire tous les terrains nécessaires pour l'exécution des travaux, s'est borné à acheter la superficie

d'un terrain par suite d'une convention passée entre lui et le propriétaire devant le jury d'expropriation, et il n'a payé que cette superficie. — Le propriétaire, possesseur d'une cave sous le terrain exproprié, ayant à se plaindre d'infiltrations, doit-il s'adresser au département ou à la compagnie pour obtenir réparation du préjudice? — Le département est seul responsable de l'indemnité, dans ce cas, malgré la clause du cahier des charges qui impose d'une manière générale à la compagnie le paiement de toutes indemnités pour occupations temporaires, détériorations, chômage et dommages quelconques résultant des travaux. — Procédure. — Dépens réservés. — Instance non terminée. — Lorsqu'un arrêt du Conseil d'Etat a réservé les dépens, l'une des parties ne saurait demander que ces dépens soient mis à la charge de l'autre, tant qu'il n'intervient pas une décision qui termine définitivement le litige (*C. d'Et.*), X, 796.

- (26) Dommages. — Expertise. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieur Sollier.*) — Inondation d'une propriété par suite d'éboulements d'une voie ferrée. — Allocation d'une indemnité après visite des lieux par le conseil de préfecture, mais sans qu'il ait été procédé à l'expertise contradictoire prescrite par la loi de 1807. Arrêté annulé. Renvoi devant le conseil de préfecture. Défendeur condamné aux dépens. (*C. d'Et.*), X, 1112.
- (27) Dommages. — Sources particulières détournées par les tran-

chées d'un chemins de fer. — Exercice d'un droit. — Non-lieu à l'indemnité. — Frais d'expertise mis à la charge des propriétaires réclamtants. — (*Compagnie du chemin de fer Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Chamboredon et Brahic.*) X, 1337.

- (28) Dommage. — Pont et remblais de chemin de fer. — Ligne d'Alais au Pouzin. — Obstacle à l'écoulement des eaux. — Propriétés déjà exposées aux débordements. — Pas de dépréciation; pas d'indemnité due. — Propriétés atteintes par le remous; dommages aux immeubles; pertes d'effets et de marchandises; fixation de l'indemnité due. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre les sieurs et dame Arnoux et autres.*) — Arrêté du conseil de préfecture allouant des indemnités à des particuliers pour dommages résultant de travaux publics. — Exécution poursuivie. — Annulation par le Conseil d'État. — Restitution des sommes payées. — Intérêts. — Lorsque des particuliers ont poursuivi l'exécution d'un arrêté du conseil de préfecture qui leur allouait des indemnités, et lorsque ensuite ledit arrêté vient à être réformé par le Conseil d'État, ces particuliers ne doivent pas être condamnés à restituer les sommes qu'ils se trouvent avoir touchés en trop, avec les intérêts du jour où elles leur ont été payées (*C. d'Et.*), X, 329.

- (29) Dommages. — Chemin de fer. — Tunnel ouvert sur un terrain exproprié. — Détournement de source alimentant les fontaines

d'une commune. — Droit de la commune à une indemnité. — Appréciation du chiffre. — Caractère communal des fontaines. — Question de propriété. — Compétence. — Expropriation. — Indemnité allouée par le jury. — Réserve de l'indemnité pour le détournement éventuel des eaux. — Compétence. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée contre commune de Fix-Saint-Geney.*) — Le caractère communal des fontaines étant non contesté et aucun habitant de la commune ne s'en étant prétendu propriétaire, c'est à tort que la compagnie, auteur du dommage, soutenait qu'il y avait lieu, pour le conseil de préfecture, de renvoyer préalablement les parties devant l'autorité judiciaire une question de propriété qui n'a pas été soulevée dans l'affaire. — C'est également à tort que la compagnie demande le renvoi à l'autorité judiciaire de la question de savoir si la décision du jury d'expropriation ne fait pas obstacle à ce qu'il soit accordé une nouvelle indemnité pour le détournement des sources. — Le dommage pouvant éventuellement résulter de cette cause a fait l'objet de réserves expresses devant le jury (*C. d'Et.*), X, 349.

- (30) Dommages. — Viaduc de chemin de fer. — Inondation. — Brèches dans une digue. — Cause déterminante. — Responsabilité. — (*Sieurs Meissonnier et autres, contre compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.*) — Décidé que l'envahissement d'une pro-

DOMMAGES (suite) :

priété par les eaux de la Durance a été causé non par l'établissement d'un pont-viaduc de chemin de fer, mais par l'existence de larges brèches dans les digues protectrices (dont la réparation incombe à un syndicat), et que les dommages résultant du séjour de l'eau sur les terres n'ont pas été aggravés par la levée qui relie le pont-viaduc à la station voisine (*C. d'Et.*), X, 605.

- (31) Dommages. — Propriétés voisines d'une gare de chemin de fer. — Ébranlement causé par le passage des trains. — Appréciation de l'indemnité due. — Stationnement des machines sur la fosse à piquer le feu : bruit et fumée : aucune atteinte aux conditions d'habitation des maisons ; refus d'indemnité. — Frais d'expertise et dépens. — *Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Ville, Pillet et autres.* — Procédure. — Conseil d'État. — Ordonnance de soit communiqué signifiée dans le délai légal. — Absence de mention de la date de la signification sur la copie remise au défendeur. — Pas de nullité, ni déchéance. — On invoquait l'article 64, Code de procédure civile (*C. d'Et.*), X, 808.

- (32) Dommages. — Gêne momentanée. — Interruption complète. — (*Sieurs Lesouple et Joumelle.*) — La gêne momentanée causée à la circulation d'un chemin pendant l'exécution des travaux d'un chemin de fer, en partie du reste à raison des intempéries, n'est pas de nature à donner droit à indemnité à un

industriel voisin. — Décidé que l'interception même complète du chemin pendant un jour ne lui donnait droit à aucune indemnité, le réclamant ne justifiant en fait d'aucun préjudice (*C. d'Et.*), X, 1114.

- (33) Dommages. — Exhaussement d'une rue. — Mur écroulé. — Occupation de terrain. — Indemnité. — Compétence. — (*Dame Delestre contre ville de Rouen.*) — Demande d'indemnité ayant pour cause : 1° l'écroulement d'un mur occasionné par les remblais effectués sur une voie publique pour en diminuer l'inclinaison ; 2° l'éboulement de talus et la privation de jouissance d'une parcelle de terrain. — Compétence du conseil de préfecture reconnue malgré les objections soulevées (V. l'arrêt.) — Appréciation des indemnités dues. VI, 246.

- (34) Dommages. — Ville de Paris. — Rue surélevée. — Marchand de vins et limonadier. — Difficultés d'accès. — (*sieur Benaud contre ville de Paris.*) — Indemnité représentant le préjudice résultant de la surélévation et des travaux éventuels de raccordement. — Raccordement non effectué à l'expiration du bail. — Indemnité réduite. — La surélévation du sol d'une rue, ayant gêné les accès d'une maison dont le rez-de-chaussée était occupé par un marchand de vins et un limonadier, le conseil de préfecture a accordé à ces commerçants une indemnité représentant à la fois le préjudice résultant de la modification des accès, et celui qui devait entraîner ultérieurement les travaux

de raccordement de la maison avec le nouveau sol de la voie publique ; ces travaux ayant été différés et ne se trouvant pas commencés au moment de l'expiration des baux des deux commerçants, le Conseil d'État réduit l'indemnité qui leur avait été accordée, à la réparation du préjudice qu'ils ont éprouvé à raison de la difficulté des accès, indemnité qui ne saurait se confondre avec les réductions de loyer accordées par le tribunal civil (*C. d'Et.*), VI, 364.

- (35) Dommages. — Rectification et exhaussement d'une route départementale. — Ecoulement des eaux intercepté. — (*Département du Gard c. sieur Comandré*). — Indemnité précédemment allouée. — Chose jugée. — Travaux prescrits par le conseil de préfecture à la charge de l'administration. — Un conseil de préfecture ne viole pas l'autorité de la chose jugée, lorsqu'après avoir accordé à un propriétaire une indemnité, pour le dommage résultant de la modification des accès de sa maison, par suite de l'exhaussement du sol d'une route, il décide, par un arrêté ultérieur, que les droits du même propriétaire à une indemnité pour suppression de l'écoulement des eaux, demeureraient réservés jusqu'au moment où l'administration aurait exécuté des travaux de nature à faire cesser ce dommage. — Il n'appartient pas à un conseil de préfecture de prescrire à la charge de l'administration l'exécution de travaux destinés à protéger un propriétaire contre le reflux des eaux (dans l'espèce, construction d'un aqueduc sous

le sol de la route exhaussée), alors même que ces travaux auraient été antérieurement ordonnés par l'administration, VI, 420.

- (36) Dommages. — Ville de Paris. — Exhaussement d'un boulevard. — Maison en contre-bas. — Travaux de raccordement exécutés sur la demande du propriétaire. — Trouble à la jouissance et perte de loyers. — Point de départ de l'indemnité. — Moins-value de l'immeuble, réduction de la hauteur des boutiques. — Compensation avec les avantages directs et immédiats résultant des travaux. — Indemnité annuelle pour pertes de loyers. — Intérêts de la somme, double emploi. — Intérêts des intérêts. Procédure. — Conseil d'État. — Signification de l'ordonnance de soit communiqué. — (*Ville de Paris contre sieur Firino*.) — Domicile rendu inaccessible par l'inondation. — Copie remise au maire. — Conseil de préfecture. — Note contenant des conclusions nouvelles remise après les conclusions du ministère public. — Lorsque la portion de la rue habitée par l'une des parties en cause est envahie par l'inondation et inaccessible, l'huissier agit régulièrement en remettant au maire de la commune la copie de l'ordonnance de soit communiqué qu'il était chargé de signifier. — C'est avec raison qu'un conseil de préfecture écarte du débat, comme tardive, une note remise par l'une des parties, après que le commissaire du Gouvernement a été entendu, et qui contient des conclusions nouvelles. — Lorsqu'un conseil

DOMMAGES (suite) :

de préfecture accorde à un propriétaire une indemnité annuelle pour perte de jouissance pendant le temps qu'ont duré des travaux de raccordement rendus nécessaires par les opérations de voiries exécutées par une ville, — il ne doit pas en même temps allouer les intérêts de la somme totale concédée à titre d'indemnité : ces intérêts feraient double emploi avec l'indemnité annuelle. VI, 542.

- (37) Dommage (ville de Paris) exhaussement d'une rue. — Difficultés d'accès. — Diminution de la circulation. — Durée des travaux. — Boutiques. — Local non loué. — Appréciation d'indemnité. — Plus-value. — Intérêts capitalisés. — Frais d'expertise. — Dépens. — (*Ville de Paris contre sieur Godin.*) — Il est accordé une indemnité pour le rétablissement de l'accès d'une boutique, la diminution de sa valeur locative, la perte de loyers et le remaniement des accès de la porte cochère. — Décidé qu'il n'en est pas dû pour d'autres boutiques qui ont conservé des accès faciles sur un trottoir maintenu à leur niveau ; décidé que la diminution de circulation sur ce trottoir conservé n'ouvre pas de droit à indemnité. — Pas d'indemnité pour le préjudice causé au commerce ; il est compensé par l'indemnité accordée pour diminution de valeur locative ; et les inconvénients résultant des travaux n'ont pas dépassé la mesure de ceux que les riverains des voies publiques sont tenus de supporter sans indemnité. Pas d'indemnité pour l'absence de

location résultant des difficultés d'accès de la porte cochère ; des travaux peu dispendieux eussent remédié à cet inconvénient. — Décidé qu'il n'y aurait de plus-value pour l'immeuble du requérant, qu'après sa démolition et sa reconstruction, et qu'en conséquence elle ne pouvait entrer en compensation du dommage causé. — Tous les frais d'expertise et de tierce expertise sont laissés à la charge de la ville qui avait toujours refusé de reconnaître tout droit à indemnité. — Les autres dépens sont mis à la charge du réclamant (*C. d'Et.*), VII, 787.

- (38) Raccordement des niveaux de deux rues : Gêne momentanée : pas d'indemnité (2^e espèce). — Exhaussement du sol d'une rue : trottoir mis en contre-bas. — Accès des maisons rendu difficile : indemnité fixe pour dommage passé, et annuelle pour l'avenir jusqu'à exécution de travaux (1^{re} et 2^e espèce). — Intérêts des intérêts. — (1^{re} espèce, *sieur Saint-Jorès* ; 2^e espèce, *sieur Jesson contre ville de Paris.* (*C. d'Et.*), VII, 1340.
- (39) Commune. — Voies publiques. — Travaux d'exhaussement. — Dommages. — Rétablissement des accès. — Dépréciation de valeur locative. — Réparation équitable accordée par le conseil de préfecture. — Recours incident. — Dépens. — (*Dame veuve et sieur Azémard contre ville de Pontoise* (*C. d'Et.*), VIII, 51.
- (40) Voirie (grande). — Rues de Paris. — Exhaussement du sol de la voie publique. — Poussée des terres. — Mur de clôture. — Précédent arrêt du Conseil d'État.

- Conseil de préfecture, droit d'interprétation. — Décision au fond. — (*Sieur Grandjean contre ville de Paris.*) (C. d'Et.), VIII, 657.
- (41) Rue exhaussée: rue basse: maison en contre-bas de la nouvelle chaussée: difficultés d'accès: indemnité. — Vue sur un boulevard: pas de plus-value immédiate. — Rue Amelot et boulevard Voltaire. — (*Ville de Paris contre sieur de Saint-Jorès.*) (C. d'Et.), VIII, 1048.
- (42) Ville de Paris. — Rue exhaussée. — Difficulté d'accès. — Indemnité. — Travaux de raccordement à effectuer. — Sursis à statuer sur l'indemnité y afférente. — (*Sieur Bonnefous. C^{ie} l'Urbaine contre ville de Paris.*) — Allocation d'une indemnité à raison du préjudice causé par une difficulté d'accès résultant de l'exhaussement d'une voie publique au-devant d'un immeuble. — Le trottoir situé au-devant d'un immeuble devant être exhaussé, on doit surseoir à statuer sur la fixation de l'indemnité due à raison de cet exhaussement jusqu'à ce que les travaux aient été effectués. — (Ce n'est qu'après l'exécution des travaux que le dommage pourra être apprécié et évalué.) (C. d'Et.), VIII, 1593.
- (43) Compétence. — Remblai sur une voie publique. — Mur de jardin renversé. — Acte de vente. Interprétation. — Question préjudicielle. — Compétence judiciaire. — (*Sieur Neumager contre le maire de Guingamp.*) — Un particulier demande à une ville la réparation du préjudice que lui aurait causé des remblais exé-
- cutés sans précaution suffisante sur les bas-côtés d'une avenue dont il est riverain (chute d'un mur de jardin en contre-bas.) — La ville répond qu'en vertu d'un acte passé entre le maire et le réclamant pour la cession d'une parcelle retranchée de la voie publique, celui-ci était tenu de donner à son mur de clôture une solidité suffisante pour résister à la poussée des remblais. — Contestations entre les parties sur le sens dudit acte. — Le conseil de préfecture devait, avant d'ordonner une expertise, renvoyer préalablement les parties à se pourvoir devant l'autorité judiciaire pour faire déterminer la portée des clauses litigieuses de l'acte de vente. — Cet acte constitue un contract de droit commun, dont l'interprétation appartient aux tribunaux civils. — (La ville objectait que lesdites clauses avaient été édictées par l'administration municipale en vertu de son pouvoir de police, pour assurer la facile exécution des remblais; qu'ainsi elles avaient un caractère administratif.), (C. d'Et.), IX, 63.
- (44) Matériaux de démolition déposés près d'une maison. — Exhaussement du sol. Humidité. — Marchandises avariées. — Impossibilité de pratiquer des ouvertures au rez-de-chaussée. — Dommage à l'immeuble. — Souscription par un particulier en vue d'un travail public (la démolition complète d'une maison voisine). — Exécution partielle du travail. — Restitution de la souscription. — Procédure. — Omission de statuer sur un chef de demande. — Renvoi devant le

DOMMAGES (suite) :

conseil de préfecture. — Chef de demandé non soumis au conseil de préfecture. — Double degré de juridiction. — Non recevabilité devant le conseil d'Etat. — (*Sieur Labro*). — Indemnités diverses réclamées par un propriétaire pour dommages causés à sa maison, par suite de l'exhaussement de la voie publique, résultant d'un dépôt de matériaux de démolition. — Appréciation de l'indemnité pour marchandises avariées : en ce qui touche certaines marchandises, non présentées aux experts, nécessité de saisir le conseil de préfecture d'une nouvelle réclamation. — Le conseil de préfecture ayant omis de statuer sur des conclusions tendant soit à faire disparaître l'exhaussement, soit à faire condamner la commune à une indemnité à raison de l'impossibilité d'ouvrir des portes au rez-de-chaussée de la maison, le propriétaire est renvoyé devant le même conseil non pour faire ordonner des travaux de voirie, ce qui ne rentrerait pas dans les pouvoirs de la juridiction contentieuse, mais pour être statué, ce qu'il appartiendra sur l'indemnité. — Autre demande d'indemnité pour préjudice causé à la maison elle-même et pour réduction du chiffre des affaires : chef non soumis au conseil de préfecture et, dès lors, non recevable directement devant le conseil d'Etat. — Un propriétaire a pris part à une souscription faite en vue de la démolition totale d'une maison voisine : la commune a laissé subsister un pan de mur formant saillie à l'angle de la

maison du réclamant et le prive des avantages en vue desquels il a traité. — Dans ces circonstances, le propriétaire est fondé à réclamer la restitution de sa souscription. — (Si mieux n'aime la commune achever la démolition de la maison (*C. d'Et.*), IX, 743.

— (45) Dommages. — Commune. — Abaissement du niveau de la rue. — Maison riveraine. — (*Sieur et dame Mouren et demoiselle Chabert c. ville de Marseille.*) — Servitude de passage de maisons situées en arrière. — Difficultés d'accès. — Indemnité due par la ville. — Contestations entre une ville et les propriétaires de maisons, par suite de l'abaissement considérable du niveau d'une rue qui a privé ces immeubles de leur accès sur la voie publique ; la ville prétend que l'indemnité payée par elle au propriétaire de la maison riveraine, à la suite de convention amiable l'a dégagée de toute obligation à l'égard de propriétaires d'immeubles situés en arrière, et qui avaient un droit de passage par le rez-de-chaussée de la maison riveraine : annulation de l'arrêté du conseil de préfecture qui a admis la prétention de la ville : d'une part, la convention intervenue entre la ville et le propriétaire riverain n'est pas opposable aux tiers, et, d'autre part, l'autorité judiciaire a reconnu que l'indemnité payée par la ville ne représentait que le dommage causé au propriétaire indemnisé personnellement, VI, 423.

— (46) Dommages. — Ville de Paris. — Abaissement du sol des voies publiques. — (*Jacquet c. Ville de Paris.*) — Accès mo-

diffés. — Addition de marches. — Abaissement par le propriétaire du sol sur les caves du rez-de-chaussée. — Limite des obligations de l'administration. — Privation temporaire de jouissance. — Dépréciation générale prétendue. — Plus-value générale. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — Lorsqu'à la suite de l'abaissement du sol des voies publiques au devant d'une maison, le propriétaire, pour éviter l'addition de marches au seuil des diverses entrées, fait abaisser le niveau du rez-de-chaussée sur caves de l'immeuble, la ville ne saurait être tenue de rembourser le prix de ses travaux dispendieux; elle doit seulement le prix du rétablissement des accès au moyen des marches d'escalier, en tenant compte toutefois du dommage qui serait résulté pour les boutiques de cette modification des niveaux, VI, 477.

- (47) Dommages. — Rues de Paris. — Abaissement d'une rue — (*Ville de Paris c. sieur Giroudon.*) — Accès modifiés. — Hôtel garni et débit de vin. — Indemnité payée au sous-locataire. — Indemnité au locataire principal. — Point de départ. — Le locataire principal d'une maison qui, par suite de travaux de voirie, se trouve élevée de quinze marches au-dessus de la voie publique, ne peut recevoir une indemnité à raison de la diminution de la valeur locative de l'immeuble, pour le temps de la durée du bail d'un sous-locataire qui a lui-même reçu une indemnité de la ville à raison du préjudice causé à son industrie par la modification des accès, alors qu'il ne jus-

tifie pas que l'abandon des lieux loués par le sous-locataire, avant l'expiration de son bail, ait été la conséquence des travaux; — l'indemnité annuelle pour diminution de valeur locative ne peut courir au profit du locataire qu'à partir de l'expiration du bail du sous-locataire, VI, 506.

- (48) Dommages. — Ville de Paris. — Abaissement du sol des voies publiques au devant des deux façades d'immeuble. — Difficulté d'accès. — Indemnité. — Frais d'expertise. — Dépens. — (*Sieur Lefèvre contre la ville de Paris.*) — L'abaissement du sol des voies publiques qui bordent un immeuble apportant des difficultés à l'accès de deux façades de cet immeuble, le propriétaire est fondé à réclamer une indemnité. — Ainsi décidé, bien que la ville de Paris opposât que, la maison n'ayant pas de porte cochère il importait peu que les voitures ne pussent pas en approcher (*C. d'Et.*), VII, 1401.
- (49) Abaissement du boulevard Saint-Martin à Paris. — Renvoi devant le conseil de préfecture. Procédure. — Immeuble appartenant à un failli. Indemnité réclamée par le failli pour dommages résultant de travaux publics. — Recevabilité de l'action. — (*Sieur Jarry*) — Un failli, dont la faillite a été déclarée close pour insuffisance d'actif, par application de l'article 527 du Code de commerce, est recevable à intenter lui-même devant le conseil de préfecture l'action en indemnité qui peut lui appartenir pour dommages occasionnés à un de ses immeubles par l'exécution de tra-

DOMMAGES (*suite*) :

vau public (C. d'Et.), IX, 1164.

— (50) Dommages. — Voirie (Grande). — Nivellement donné. — Caractère obligatoire. — Niveau abaissé partiellement. — Rue basse et étroite. — Indemnité. Expertise. — (*Ville de Paris contre sieur Bercieux.*) — Postérieurement à un arrêté indicatif du nivellement pour les constructions à élever sur un terrain limitrophe d'une voie publique, la ville de Paris a fait abaisser le sol sur une largeur de deux mètres, à un niveau projeté, mais non encore régulièrement arrêté pour l'ensemble de cette voie, niveau placé à 3 mètres en contre-bas du niveau existant. — En l'absence d'un plan de nivellement approuvé l'abaissement partiel du sol a obligé le propriétaire limitrophe à construire à un niveau ainsi créé en fait par la ville. — Dès lors, une expertise a pu être ordonnée sur la demande du propriétaire dont la construction s'est trouvée n'avoir plus d'accès que sur la ruelle basse formée de la partie abaissée entre ladite construction et la portion de l'ancienne rue dont le sol est resté plus élevé. La demande d'indemnité a pour cause l'exécution d'un travail public, l'abaissement de l'ancien niveau. Le nivellement primitif donné par le préfet était-il, même en l'absence d'un plan de nivellement régulièrement approuvé, obligatoire pour le propriétaire, et l'inexécution par la ville des travaux en vue desquels il avait été donné, peut-elle ouvrir le droit à indemnité? — Question résolue affirmativement par le conseil de préfecture de la Seine

mais écartée par le conseil d'État comme ne ressortant pas de l'état du litige (C. d'Et.), VI, 348.

— (51) Dommages. — Rues de Paris. — Nivellement. — Appréciation de l'indemnité due. — (*sieur Chéreau c. Ville de Paris.*), VI, 508.

— (52) Dommages. — Ville de Paris. — Nivellement. — Maison privée d'air et de lumière. — Non-écoulement des eaux. — Droit à indemnité. — (*Sieur Trémaux c. ville de Paris.*) — Demande d'indemnité pour dommages causés à une maison, par suite de travaux de nivellement opérés par la ville de Paris : Rejet par le motif que les remblais auxquels le réclamant attribue le non-écoulement des eaux existaient au moment où il a bâti, et que le dommage doit être attribué non à la ville, mais aux constructions élevées par les propriétaires voisins, de même que la privation d'air et de lumière alléguée (C. d'Et.), VI, 1059.

— (53) Rues de Paris. — Travaux de nivellement. — Indemnité. — Engagement pris par le concessionnaire des travaux. (*Sieur Georget contre ville de Paris.*) — Appréciation de l'indemnité due à un propriétaire à raison d'un déchaussement de ses immeubles, par suite de travaux de nivellement. La ville de Paris est-elle responsable du défaut d'exécution d'un contrat intervenu entre le propriétaire d'un immeuble endommagé par des travaux de voirie et le concessionnaire de ces travaux? — Rés. nég. (C. d'Et.), VIII, 1617.

— (54) Plus-value. Compensation. — (*Commune de Martigny con-*

tre sieurs Marchand et Leleux.)

- Décidé que les travaux de nivellement effectués au devant des immeubles des requérants, leur causaient, par l'amélioration de la viabilité, une plus-value immédiate devant se compenser avec le dommage causé dans la mesure admise par le conseil de préfecture (*C. d'Et.*), VIII, 1571.
- (55) Nivellement. — Renonciation préalable à indemnité. — Retard dans l'exécution. — Responsabilité de la commune et de l'entrepreneur. — (*Sieur Lejeune contre sieur Veirane et ville de Marseille*). — Le propriétaire qui s'est engagé à ne pas réclamer d'indemnité à raison de travaux de nivellement à exécuter dans une rue dont il est riverain, a néanmoins droit à indemnité si les travaux ne sont pas effectués dans les conditions prévues). Alors notamment que les travaux qui devaient être terminés en dix mois, ont duré cinq ans, avec interruption pendant deux ans, sans que le propriétaire ait pu rétablir pendant ce temps les accès de son immeuble. Toutefois on doit tenir compte, pour le calcul de l'indemnité, de ce que l'immeuble avait conservé un libre accès sur une autre rue.) — On ne peut pas objecter au propriétaire qu'il n'a pas acquitté la subvention promise par lui en vue de l'exécution des travaux, alors qu'il avait été invité par le maire à ne pas l'acquitter. (Mais il y a lieu de déduire le montant de la subvention non payée du chiffre de l'indemnité allouée.) — Les retards dans l'exécution des travaux étant imputables en partie à la ville, en

partie à l'entrepreneur, celui-ci doit être tenu seulement pour partie de garantir la ville de la condamnation prononcée contre elle (*C. d'Et.*), VIII, 776.

- (56) Nivellement de la rue. — Abaissement du sol. — Rez-de-chaussée placé en contre-haut. — Mode de réparation du dommage. — Plus-value alléguée. — Intérêts: omission de statuer par le conseil de préfecture: allocation par le Conseil d'Etat, du jour où ils ont été demandés. — (*Ville de Rennes contre sieurs Coclin et Fauvel.*) — Décidé: 1° que les indemnités accordées aux propriétaires par le conseil de préfecture et représentant les travaux proposés d'un commun accord par les deux experts comme indispensables pour raccorder les immeubles avec le nouveau sol de la voie publique, n'étaient pas exagérées; 2° que le dommage n'était pas compensé par une plus-value appréciable; 3° qu'il qu'il n'y avait pas lieu d'adopter le système du tiers expert consistant à réduire les indemnités au moment du dommage qui subsisterait après l'exécution par la ville des travaux nécessaires au rétablissement des accès des bâtiments déchaussés (au moyen d'un perron et des marches en saillie sur la rue) (*C. d'Et.*), IX, 773.
- (57) Nivellement et abaissement du sol d'une rue pour régulariser les abords d'une gare. — Travaux s'arrêtant à 100 mètres de l'immeuble: pas d'indemnité. — Nouvel abaissement déchaussant l'immeuble de 0^m.22: indemnité allouée. Impossibilité éventuelle de surélever l'immeu-

DOMMAGES (suite) :

ble d'un étage : non-lieu à indemnité. — Procédure : pourvois connexes : jonction. — (*Sieur Radiguet contre ville de Paris.*) (C. d'Et.), IX, 843.

— (58) Dommages. — Commune.

— Nivellement du chemin de ronde d'une église. — Accès des propriétés riveraines rendu plus difficile. Nécessité de consolider les façades. — Indemnités non exagérées. — Frais d'expertise.

— Intérêts. — (*Commune du Chesne contre sieurs Dureteste-Petitpas et consorts.*) — Caractère de ce chemin de ronde. — Exception préjudicielle de propriété, soulevée par la commune. — Compétence. — Ni titres produits, ni faits de possession allégués : aucune instance judiciaire engagée : chemin à l'état de voie publique depuis un temps immémorial : rejet de l'exception (C. d'Et.), X, 945.

— (59) Dommages. — Commune.

— Rectification de route dans la traversée d'une ville. — Maison démolie. — Damage causé à la maison contiguë. — (*Dameveuve Chauvin contre Commune d'Arbois.*) — Responsabilité de la ville. — Indemnités réclamées par le propriétaire pour les locataires. — Intérêts. — Appréciation de l'indemnité due au propriétaire d'une maison où des détériorations se sont produites par suite de la démolition d'une maison contiguë, effectuée par une ville sans que des mesures de précautions suffisantes aient été prises. — Un propriétaire dont l'immeuble a subi des dommages par suite des travaux d'une ville, n'a pas qualité pour réclamer, au

nom de ses locataires et de leur chef, des indemnités à raison du trouble apporté à leur jouissance. VI, 418.

— (60) Damage. — Modification du niveau des voies publiques au devant d'un immeuble par suite de la construction d'un pont. — Immeuble placé en contre-bas. — Difficulté d'accès. — Appréciation d'indemnité. — (*Sieur Bazin contre sieur Séguin et C^{ie}.*) (C. d'Et.), X, 1323.

— (61) Expertise portant sur la responsabilité de la ville et l'importance du préjudice. — (*Ville de Mauriac contre le sieur Tervat.*) — Lorsqu'un particulier réclame une indemnité pour travaux de voirie exécutés par une ville, et que celle-ci décline toute responsabilité, il y a lieu d'ordonner que l'expertise prescrite par la loi du 16 septembre 1807 portera non seulement sur le chiffre de l'indemnité, mais aussi sur le point de savoir si les dommages allégués ont été causés par les travaux de la ville et si, par suite, elle doit être déclarée responsable (C. d'Et.), IX, 839.

— (62) Verrerie. — Poussière. — Humidité. — Expertise. — Dommages non établis. — Intérêts des intérêts. — (*Dames Rivière, Hersant et autres contre le département de la Seine.*) — Une voie publique ayant été ouverte auprès d'une verrerie, la gêne apportée à la fabrication du verre par la poussière qui en provient; constitue-t-elle un damage direct et matériel de nature à donner droit à une indemnité (non résolu par arrêt) mais refus d'indemnité motivé sur ce qu'il n'est pas établi qu'un damage ait

- été causé par l'introduction de la poussière dans les ateliers, non plus que par l'humidité provenant de l'exhaussement du chemin de halage. — Indemnité jugée suffisante pour les autres causes de dommages. — Refus de nouvelle expertise: il a été procédé à une expertise et à une tierce expertise, et l'état de l'instruction permet de statuer immédiatement (*C. d'Et.*) VIII, 803.
- (63) Ouverture du cours Lieutaud à Marseille: cause directe, immédiate et déterminante des dommages éprouvés par une propriété voisine: appréciation de l'indemnité. — Indemnités pour condamnations prononcées contre le propriétaire au profit de ses locataires: intérêts. Frais de réédification des constructions. — Intérêts refusés comme faisant double emploi avec les loyers alloués. — Intérêts alloués à partir du jour où le double emploi a cessé. — Intérêts des intérêts. — (*Ville de Marseille contre sieur Arnold*). (*C. d'Et.*), IX, 72.
- (64) Travaux de prolongement d'une rue. — Riverain non propriétaire à l'époque de l'exécution des travaux. — Demande d'indemnité. — Défaut de qualité. — (*Commune de Tlemcen contre sieur Monnier*). — Celui qui n'était pas propriétaire d'un immeuble riverain d'une rue à l'époque où des travaux de voirie y ont été exécutés, et qui n'a pas acquis de ses vendeurs, par une clause spéciale de l'acte de vente le droit à l'indemnité qui pouvait leur appartenir n'a pas qualité pour réclamer cette indemnité. — (Par suite, annulation de l'arrêté du conseil de préfecture qui a alloué une indemnité.) (*C. d'Et.*), VIII, 1624.
- (65) Impasse livrée à la circulation et entretenue par la ville. — Nivellement. — Indemnité. — Plus-value. — Appréciation. — (*Ville de Marseille contre sieurs Chabrier, Vitalis, et autres*). — Les propriétaires riverains d'une impasse depuis longtemps livrée à la circulation, entretenue et éclairée par la ville, ne peuvent pas être tenus de supporter les frais de travaux de nivellement que la ville a effectués sans avoir procédé à l'expropriation, et sans avoir passé aucune convention avec les riverains, qui, d'ailleurs n'ont pas élevé de prétention à la propriété du sol. — Ils sont au contraire, fondés à réclamer une indemnité pour le dommage causé à leurs immeubles par lesdits travaux (*C. d'Et.*), VIII, 1636.
- (66) Ville de Paris. — Rue transformée en impasse. Dommages. — Absence de dépréciation de l'immeuble: maintien du revenu ancien: pas d'indemnité. — Préjudice industriel. — (*Sieur Becquet contre ville de Paris*). — Demande d'indemnité fondée sur les difficultés d'accès par suite de la transformation d'une rue (la rue des Noyers) en impasse. Rejet: par la même opération de voirie (l'ouverture du boulevard Saint-Germain) une autre voie parallèle a été créée et les magasins des requérants ont sur cette nouvelle voie un accès direct et plus facile qu'il n'existait sur la rue modifiée (*C. d'Et.*), VIII, 1211.
- (67) Dommages. — Route transformée en impasse. — Difficulté

DOMMAGES (suite) :

clintrement. — (*Compagnie du pont de Saint-Jean de Blagnac contre sieur Barthélemy.*) — Nécessité d'expertise préalable. — Annulation de l'arrêté rejetant sans expertise une demande basée sur des faits qui, s'ils étaient prouvés, seraient de nature à donner droit à une indemnité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Dépens réservés (*C. d'Ét.*), X, 1834.

— (76) Dommages. — Algérie. — Aqueduc. — Eaux déversées. — Aggravation de servitude. — Dommage éventuel. — Réserve. — Constatation d'urgence. — Référé. — Conseil de préfecture. — (*Ville d'Alger contre Brinval.*) — Le conseil de préfecture peut ordonner qu'il sera procédé d'urgence à une expertise pour constater l'existence de dommages résultant de travaux publics. — Loi du 16 septembre 1867, article 56. — Si aucun dommage ne s'est encore produit, le conseil de préfecture peut réserver le droit des parties pour le cas où le dommage surviendrait ultérieurement, VI, 356.

— (77) Dommages. — Algérie. — Maison détruite par le débordement d'une rivière et la rupture d'un barrage. — (*Ministre de l'intérieur contre Perrin.*) — Force majeure et crue accidentelle alléguées par l'État. — Eaux retenues à une hauteur excessive pendant la saison des pluies. — Digue inachevée. — Responsabilité de l'État reconnue. — Frais d'expertise laissés à sa charge. — Indemnité due, VI, 674.

— (78) Dommages. — Travaux communaux. — Rupture d'une conduite d'eau. — Destruction de maison. — Appréciation des indemnités dues. — vétusté des constructions, vice des fondations. — Intérêts. — Dépens. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Dépens faits devant l'autorité judiciaire. — Incompétence du conseil de préfecture. — (*Sieur Choiselat contre Société des eaux de Meaux.*) — Dans l'appréciation de l'indemnité à allouer au propriétaire d'une maison qui a dû être démolie comme menaçant ruine, à la suite des infiltrations causées par la rupture d'une conduite d'eau, il doit être tenu compte de l'ancienneté des constructions et des conditions dans lesquelles étaient établies les fondations, lorsque ces circonstances ont rendu plus désastreux l'effet des infiltrations. — Un conseil de préfecture ne peut, en prononçant sur un litige qui a donné lieu, sur certains chefs, à des décisions judiciaires, statuer sur les dépens faits devant la juridiction civile (dans l'espèce, frais d'une ordonnance de référé et de l'expertise qu'elle a prescrite), VI, 391.

— (79) Dommage. — Rupture d'un barrage. — Indemnité. — Expertise. — Désaccord des experts. — Tierce expertise nécessaire. — Article 56 de la loi du 16 septembre 1867. — (*Sieur Raveaud.*) (*C. d'Ét.*), VII, 906.

— (80) Nécessité d'une expertise préalable. — Dérivation des sources de la Vanne par la ville de Paris. — (*Sieur Regnier contre ville de Paris.*) — Pour ap-

en indemnité à raison de dommages causés par l'exécution de travaux publics, le conseil de préfecture est tenu de faire procéder à l'expertise prescrite par la loi du 16 septembre 1807. — (On alléguerait en vain que les faits allégués ne constituent pas un dommage de nature à donner droit à indemnité.) (*C. d'Ét.*), VIII, 78.

- (81) Communes. — Construction d'égoûts. — Appréciation du dommage. — Indemnité. — Frais d'expertise. — (*Demoiselle Jollivet.*) — Rejet des conclusions tendant à l'augmentation de l'indemnité allouée par le conseil de préfecture. — Décidé que la ville devra supporter la totalité des frais d'expertise et de tierce expertise, et la moitié des dépens faits devant le Conseil d'État (*C. d'Ét.*), VIII, 1601.
- (82) Dommages. — (*Commune d'Aubagne.*) — Canal. — Rupture d'une berge. — Réparation. — Infiltrations nouvelles. — Expertise. — Expert d'office. — Expert désigné par l'avoué de la partie. — Frais d'expertise. — Appréciation du dommage causé au locataire de terrains marais et potagers par des infiltrations d'eau postérieures à la réparation de la berge d'un canal, qui s'était rompue. — Expertise arguée de nullité, par le motif que la commune n'aurait pas été mise en demeure de désigner son expert. — Rejet : l'expert a procédé non comme expert d'office, mais bien comme ayant été désigné par l'avoué de la commune, VI, 1027.
- (83) Dommage. — Département. —

sance. — Fabrique inondée par les eaux. — Force majeure. — Responsabilité. — Expertise. — Régularité. — (*Rohart contre Coignet et le département de la Seine.*) — Appréciation de l'indemnité due pour dommage causé à une fabrique de produits chimiques et d'engrais par suite de l'invasion des eaux provenant d'une rigole départementale (à Aubervilliers). — L'exception de force majeure (pluies exceptionnelles) invoquée par le département est écartée, et le partage de responsabilité, tel qu'il avait été admis par le conseil de préfecture, est maintenu. — Mise hors de cause de l'État et des entrepreneurs de l'égoût collecteur. — Grief tiré de ce que le département n'aurait pas été représenté à l'expertise. — Rejet : le préfet a désigné son expert et il lui en a été donné acte, VI, 1070.

- (84) Communes. — Travaux destinés à assurer l'écoulement des eaux d'une rue. — Maison riveraine. — Aggravation de la servitude. — Dommages. — Indemnité. — Appréciation du conseil de préfecture maintenue. — (*Commune de Maisons-Laffitte contre sieur Redon de Jacquemin.*) — Les travaux exécutés par une commune pour assurer l'écoulement des eaux pluviales et ménagères dans les deux rues ayant eu pour conséquence l'accumulation des dites eaux au droit d'une propriété, d'endommager le mur de clôture et les plantations, d'aggraver ainsi la servitude d'écoulement des eaux résultant de la situation, le pro-

DOMMAGES (suite) :

cintrement. — (*Compagnie du pont de Saint-Jean de Blagnac contre sieur Barthélemy.*) — Nécessité d'expertise préalable. — Annulation de l'arrêté rejetant sans expertise une demande basée sur des faits qui, s'ils étaient prouvés, seraient de nature à donner droit à une indemnité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Dépens réservés (C. d'Ét.), X, 1334.

— (76) Dommages. — Algérie. — Aqueduc. — Eaux déversées. — Aggravation de servitude. — Damage éventuel. — Réserve. — Constatation d'urgence. — Référé. — Conseil de préfecture. — (*Ville d'Alger contre Brinval.*) — Le conseil de préfecture peut ordonner qu'il sera procédé d'urgence à une expertise pour constater l'existence de dommages résultant de travaux publics. — Loi du 16 septembre 1807, article 56. — Si aucun dommage ne s'est encore produit, le conseil de préfecture peut réserver le droit des parties pour le cas où le dommage surviendrait ultérieurement, VI, 356.

— (77) Dommages. — Algérie. — Maison détruite par le débordement d'une rivière et la rupture d'un barrage. — (*Ministre de l'intérieur contre Perrin.*) — Force majeure et crue accidentelle alléguées par l'État. — Eaux retenues à une hauteur excessive pendant la saison des pluies. — Digue inachevée. — Responsabilité de l'État reconnue. — Frais d'expertise laissés à sa charge. — Indemnité due, VI, 674.

— (78) Dommages. — Travaux communaux. — Rupture d'une conduite d'eau. — Destruction de maison. — Appréciation des indemnités dues. — vétusté des constructions, vice des fondations. — Intérêts. — Dépens. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Dépens faits devant l'autorité judiciaire. — Incompétence du conseil de préfecture. — (*Sieur Choisselat contre Société des eaux de Meaux.*) — Dans l'appréciation de l'indemnité à allouer au propriétaire d'une maison qui a dû être démolie comme menaçant ruine, à la suite des infiltrations causées par la rupture d'une conduite d'eau, il doit être tenu compte de l'ancienneté des constructions et des conditions dans lesquelles étaient établies les fondations, lorsque ces circonstances ont rendu plus désastreux l'effet des infiltrations. — Un conseil de préfecture ne peut, en prononçant sur un litige qui a donné lieu, sur certains chefs, à des décisions judiciaires, statuer sur les dépens faits devant la juridiction civile (dans l'espèce, frais d'une ordonnance de référé et de l'expertise qu'elle a prescrite), VI, 391.

— (79) Dommages. — Rupture d'un barrage. — Indemnité. — Expertise. — Désaccord des experts. — Tierce expertise nécessaire. — Article 56 de la loi du 16 septembre 1807. — (*Sieur Ravnaud.*) (C. d'Ét.), VII, 906.

— (80) Nécessité d'une expertise préalable. — Dérivation des sources de la Vanne par la ville de Paris. — (*Sieur Regnier contre ville de Paris.*) — Pour ap-

en indemnité à raison de dommages causés par l'exécution de travaux publics, le conseil de préfecture est tenu de faire procéder à l'expertise prescrite par la loi du 16 septembre 1807. — (On alléguerait en vain que les faits allégués ne constituent pas un dommage de nature à donner droit à indemnité.) (*C. d'Ét.*), VIII, 78.

— (81) Communes. — Construction d'égoûts. — Appréciation du dommage. — Indemnité. — Frais d'expertise. — (*Demoiselle Jollivet.*) — Rejet des conclusions tendant à l'augmentation de l'indemnité allouée par le conseil de préfecture. — Décidé que la ville devra supporter la totalité des frais d'expertise et de tierce expertise, et la moitié des dépens faits devant le Conseil d'État (*C. d'Ét.*), VIII, 1601.

— (82) Dommages. — (*Commune d'Aubagne.*) — Canal. — Rupture d'une berge. — Réparation. — Infiltrations nouvelles. — Expertise. — Expert d'office. — Expert désigné par l'avoué de la partie. — Frais d'expertise. — Appréciation du dommage causé au locataire de terrains maraîchers et potagers par des infiltrations d'eau postérieures à la réparation de la berge d'un canal, qui s'était rompue. — Expertise arguée de nullité, par le motif que la commune n'aurait pas été mise en demeure de désigner son expert. — Rejet : l'expert a procédé non comme expert d'office, mais bien comme ayant été désigné par l'avoué de la commune, VI, 1027.

— (83) Dommages. — Département. —

sance. — Fabrique inondée par les eaux. — Force majeure. — Responsabilité. — Expertise. — Régularité. — (*Rohart contre Coignet et le département de la Seine.*) — Appréciation de l'indemnité due pour dommage causé à une fabrique de produits chimiques et d'engrais par suite de l'invasion des eaux provenant d'une rigole départementale (à Aubervilliers). — L'exception de force majeure (pluies exceptionnelles) invoquée par le département est écartée, et le partage de responsabilité, tel qu'il avait été admis par le conseil de préfecture, est maintenu. — Mise hors de cause de l'État et des entrepreneurs de l'égoût collecteur. — Grief tiré de ce que le département n'aurait pas été représenté à l'expertise. — Rejet : le préfet a désigné son expert et il lui en a été donné acte, VI, 1070.

— (84) Communes. — Travaux destinés à assurer l'écoulement des eaux d'une rue. — Maison riveraine. — Aggravation de la servitude. — Dommages. — Indemnité. — Appréciation du conseil de préfecture maintenue. — (*Commune de Maisons-Laffitte contre sieur Redon de Jacquemin.*) — Les travaux exécutés par une commune pour assurer l'écoulement des eaux pluviales et ménagères dans les deux rues ayant eu pour conséquence l'accumulation des dites eaux au droit d'une propriété, d'endommager le mur de clôture et les plantations, d'aggraver ainsi la servitude d'écoulement des eaux résultant de la situation, le pro-

DOMMAGES (suite) :

priétaire a droit à une indemnité (*C. d'Ét.*), VIII, 1667.

— (85) Agrandissement d'un égoût.

— Excavations sur les trottoirs d'une rue; infiltrations des eaux dans les fondations d'une maison; ébranlement. — Fixation de l'indemnité. (*Sieur et dame Joubert-Celle contre commune d'Ysingeaux.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 1212.

— (86) Dommages. — Eudiguement.

— Usines. — Canal de fuite encombré de graviers en cas d'inondation. — Plus-value opposée en compensation. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Mars, Michel et Marcel.*) — Recours du ministre contre des arrêtés du conseil de préfecture qui ont condamné l'État à payer une indemnité aux usiniers. — Plus-value alléguée; expertise suffisante; rejet. — Locataire : intérêt distinct. — Location postérieure aux travaux, cause du dommage, mais antérieure à la résolution de l'administration d'interrompre un déblaiement qui l'aurait évité; indemnité maintenue (*C. d'Ét.*), VII, 1067.

— (87) Canal. — Filtrations. — Procédure. — Conseil de préfecture.

— Demande d'indemnité pour détérioration de récoltes par suite de travaux publics. — Arrêt antérieur du Conseil d'État opposé par l'administration au réclamant. — Difficulté d'interprétation. — Sursis à statuer prononcé par le conseil de préfecture jusqu'à interprétation par le Conseil d'État. — Recours du ministre en interprétation. — Compétence du conseil de

préfecture. — (*Ministre des travaux publics contre sieur de La Loyère.*) — Il appartient à un conseil de préfecture, — saisi d'une demande d'indemnité pour dommages résultant de travaux publics, — d'interpréter un précédent arrêt du Conseil d'État que l'administration oppose au réclamant comme ayant statué définitivement sur le préjudice allégué. — (Le conseil de préfecture chargé de connaître de la demande est par là même compétent pour statuer sur l'exception de chose jugée opposée par l'État à la réclamation, sauf aux parties à interjeter appel devant le conseil d'État contre l'arrêté du conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), VIII, 852.

— (88) Déchéance quinquennale. — Délai. — Avis adopté par le Conseil d'État. — Sections réunies.

— Sur la question de savoir à partir de quel exercice court le délai de la déchéance quinquennale en matières de dommages causés à des usiniers par l'établissement des prises d'eau pour l'alimentation d'un canal de navigation, VI, 20.

— (89) Canal établi par une ville. —

Infiltration d'eau. — Maison rendue humide. — Privation de location. — Demande d'exécution de travaux prévus par les experts; incompétence de la juridiction contentieuse. — Intérêts et intérêts des intérêts. — Frais d'expertise et dépens à la charge de la ville qui a contesté le droit à indemnité. — (*Sieur Ollagnier contre ville de Marseille.*) — Il n'appartient pas à un conseil de préfecture, ni en appel au Conseil d'État, de pres-

crire à une ville — à laquelle un propriétaire réclame une indemnité à raison de l'humidité occasionnée à sa maison par l'établissement d'un canal, — des travaux d'assainissement sur la voie publique indiqués par un rapport d'expert, — s'il n'est pas possible d'évaluer immédiatement le dommage permanent que pourra causer la non-exécution de ces travaux et la dépréciation qui en résultera pour la maison, il y a lieu seulement de réserver les droits du propriétaire à réclamer de nouvelles indemnités pour les dommages qui lui seraient ultérieurement causés (*C. d'Ét.*), VIII, 654.

- (90) Accès d'une ferme interceptée par la construction d'un canal. (*Ministre des travaux publics contre sieur Baldon.*) — Nouveau chemin établi aux frais de l'administration. — Impossibilité d'en user immédiatement par suite d'un dépôt de gazon fait par le propriétaire à l'embranchement du nouveau chemin avec la partie ancienne conservée. — Réduction de l'indemnité allouée par le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), IX, 1737.

- (91) Dommage. — Travaux de redressement du canal de Luçon (Vendée). — Propriété envahie par les eaux de la mer (commune de Triaize). — Appréciation de l'indemnité due par l'Etat. — (*Sieur de Monts.*) — Allocation des intérêts du jour de la demande (art. 1153 du Code civil), et les intérêts des intérêts dus pour une année entière, ayant fait l'objet d'une

demande spéciale (art. 1154 (*C. d'Ét.*), X, 92.

- (92) Dommage. — (*Compagnie générale des canaux contre commune d'Artignosc.*) — Compagnie concessionnaire d'un canal d'irrigation. — Dommages causés à une commune. Responsabilité de la compagnie. — Suppression d'un certain nombre d'abreuvoirs. — Difficulté plus grande d'extraction du sable sur un banc de sable situé dans la rivière. — Suppression d'un gué et allongement de parcours. Inondation d'un terrain communal. — Appréciation des indemnités dues. — La compagnie générale des canaux et des travaux publics soutient que, n'étant pas propriétaire, mais simplement concessionnaire du canal du Verdon et n'ayant fait qu'exécuter les travaux sur des plans à elle imposés par l'administration, elle n'est pas responsable des dommages provenant de l'exécution de ces plans : qu'elle ne serait responsable que de leur mauvaise exécution. — Rejet de cette prétention : un décret ayant concédé à perpétuité à la ville d'Aix l'établissement et l'exploitation d'un canal dérivé du Verdon pour l'irrigation des terres, et la ville ayant concédé à ladite compagnie l'exploitation de ce canal pour 99 ans, à la condition d'exécuter les travaux à ses frais, risques et périls, la compagnie est concessionnaire d'un travail public, et, par suite, responsable de tous les dommages pouvant en résulter. — Une commune n'est pas fondée à demander une indemnité pour le dommage causé à

DOMMAGES (*suite*) :

ses habitants par un travail public qui aurait pour effet de les priver de la faculté d'abreuver leurs bestiaux à divers plages naturelles situées sur une rivière et d'extraire du sable, alors qu'elle n'allègue pas avoir fait aucun travail en vue de s'approprier l'usage des eaux, ni posséder sur le banc de sable aucun droit privatif. — La suppression d'un gué qui était la suite de chemins publics (suppression qui a eu pour résultat un allongement de parcours), constitue un dommage dont la commune est fondée à demander la réparation (*C. d'Ét.*), X, 791.

- (93) Usine et établissement hydrothérapique traversés par un ruisseau. — Ouverture par l'État d'une rigole pour l'alimentation du canal de l'Est; travaux de terrassement : altération de la limpidité du ruisseau. — Demande d'indemnité : expertise préalable reconnue nécessaire pour apprécier la nature du dommage : renvoi des parties devant le conseil de préfecture, tous droits réservés. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Pagelot.*) — Le conseil de préfecture n'a pas pu, sans attendre le résultat de l'expertise qu'il ordonnait, décider préjudiciellement que le propriétaire de l'usine et de l'établissement hydrothérapique dont il s'agit avait souffert un dommage dont il était fondé à demander réparation. — Le ministre des travaux publics soutenait de son côté, que le dommage allégué n'était pas de nature à ouvrir le droit à indemnité, par le motif que

l'État n'avait fait qu'user du droit qui appartient à tout propriétaire de pratiquer des fouilles sur le terrain qui lui appartient, et n'avait pas engagé sa responsabilité (*C. d'Ét.*), IX, 1216.

- (94) Eboulements par suite d'infiltrations. — Ville de Marseille.

— Procédure. — Désistement du recours de la ville moyennant réduction, consentie par le propriétaire, de l'indemnité allouée par le conseil de préfecture. — Non-lieu à statuer. — (*Ville de Marseille contre sieurs Estrine, Tiron et autres* (*C. d'Ét.*), VIII, 1510.

- (95) Dommage. — Infiltration des eaux d'une ville : responsabilité de la ville; aggravation par le fait du propriétaire; irresponsabilité de la ville. — (*Sieur Keunig contre ville Marseille.*) — Une ville est responsable du dommage causé à une propriété par l'exécution défectueuse et le défaut d'entretien d'un travail public (dans l'espèce, inondation d'une cave par les eaux d'un canal d'alimentation). Mais l'aggravation du dommage résultant du fait du propriétaire (refus de laisser pénétrer les ouvriers dans la cave et d'enlever les marchandises inondées) n'engage pas la responsabilité de la ville (*C. d'Ét.*), IX, 865.

- (96) Infiltration des eaux d'une fontaine et d'une citerne communale dans une cave; indemnité allouée. — Inondations postérieures dues à l'humidité naturelle du sol et à la construction défectueuse de la cave : pas d'indemnité. — (*Sieur et dame Cabaud.*) — Intérêts du jour de

la demande. — Capitalisation demandée une première fois avant le délai d'un an et une seconde fois après plus d'une année entière; allocation des intérêts des intérêts de cette dernière date. — Frais d'expertise mis en totalité à la charge de la commune qui contestait tout droit à indemnité (*C. d'Ét.*), X, 977.

- (97) Compétence. — Arrosage d'une promenade publique. — Infiltrations. — Conflit négatif. — Dépens réservés. — (*Sieur Donnadieu contre ville de Narbonne.*) — C'est au conseil de préfecture, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, qu'il appartient de connaître de la demande en indemnité dirigée par un propriétaire contre une ville, à raison d'infiltrations résultant du mode d'arrosage pratiqué sur une promenade publique, mode d'arrosage qui consiste à élever les eaux d'un canal à l'aide d'une machine hydraulique, à déverser ces eaux dans plusieurs lacs artificiels et à les distribuer dans un certain nombre de canaux. Ce système d'arrosage, régulièrement voté par le conseil municipal, constitue dans son ensemble un travail public (*T. des conflits*), IX, 718.

- (98) Dommages. — Rupture de conduite d'eau : infiltration. — Maison démolie : faute de la commune : responsabilité de la compagnie des eaux. — Intérêts capitalisés dans les termes de l'article 1154 du Code civil. — (*Compagnie des eaux d'Arras contre sieur Trannin-Harba-ville.*) — Lorsque les infiltrations

résultant de la rupture d'une conduite d'eau ont nécessité, par mesure de sécurité publique, la démolition d'une maison dont la solidité était compromise par ces infiltrations, la compagnie qui a posé la conduite ne peut pas, pour dégager partiellement sa responsabilité, se prévaloir de l'état des fondations de la maison qui aurait aggravé le dommage, de la vétusté de l'immeuble, ou du vice du sol, s'il est d'ailleurs constaté que la compagnie déjà condamnée précédemment pour un dommage semblable, n'a pris aucune des précautions qui nécessitaient la nature du terrain et les dangers d'une nouvelle rupture (*C. d'Ét.*), X, 1125.

- (99) Travaux de curage. — Dommage causé à des digues. — Propriétés envahies par les eaux de la mer. — Indemnité accordée par le ministre. — Dommages nouveaux. — Droit de réclamer. — Nécessité d'une expertise. — (*Sieur de Senneville.*) — Une décision du ministre des travaux publics a alloué une indemnité à un particulier pour dommages causés à sa propriété par suite de travaux de curage qui y ont amené les eaux de la mer : ladite décision stipulait que moyennant le paiement de l'indemnité ainsi fixée, le propriétaire ne pourrait adresser à l'administration aucune nouvelle demande à raison de dommages causés à ses immeubles. — Le seul fait du paiement ne suffit pas pour que ce propriétaire soit considéré comme ayant renoncé pour lui et ses ayants cause au droit de réclamer des indemnités pour

DOMMAGES (*suite*) :

dommages ultérieurs par le motif qu'il n'est pas établi que le propriétaire ait reçu notification de la décision et ait eu connaissance des conditions ou réserves qui y étaient insérées.

— La demande d'indemnité pour dommage résultant de travaux de curage et d'entretien d'un havre doit nécessairement faire l'objet d'une expertise contradictoire. — Loi du 16 septembre 1807, article 56 (*C. d'Ét.*), VIII, 800.

- (100) Inondation d'un immeuble en temps de crue : aggravation prétendue par suite de la construction d'un pont. — Expertise ayant porté, pendant dix ans, sur le régime de la rivière. — Influence insignifiante du remous, causé par le rétrécissement du lit au passage du pont : constatations de l'expertise et de l'instruction non infirmé par le demandeur : non-lieu à nouvelle expertise : rejet. — (*Sieur Brunier contre commune d'Aiguebelle, sieurs Rendens et autres.*) (*C. d'Ét.*), IX, 760.

- (101) Établissement thermal. — Irruption des eaux du canal de la Durance dans les sources minérales. — Discrédit et dépréciation de l'établissement. — Droit à indemnité. — Mission donnée aux experts. — (*Sieur Ziem contre ville de Marseille.*) — La dépréciation qu'un établissement thermal éprouve, par suite de la rupture de l'une des branches d'un canal et de l'invasion des eaux dans les sources minérales, est de nature à ouvrir un droit à indemnité. — Accident susceptible, suivant le de-

mandeur, d'altérer les propriétés médicales desdites sources.

— Dès lors, c'est à tort que le conseil de préfecture a limité la mission des experts à l'examen du dommage causé par l'envasement des eaux et a écarté de l'expertise (comme s'appliquant à un dommage indirect) la question du discrédit dans lequel serait tombé l'établissement. — Mission des experts modifiée dans ce sens (*C. d'Ét.*), IX, 849.

- (102) Dommages causés à des conduites de gaz et fuites occasionnées par les travaux de canalisation des eaux dans la ville de Joigny : indemnité. Appréciation. Augmentation dans la consommation de la houille par suite des pertitions de gaz. — (*Sieur Lebon contre ville de Joigny.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 1510.
- (103) Dommage causé à un champ par le dépôt des vases provenant d'un réservoir d'eau établi dans une gare de chemin de fer. — Compétence. Conflit. — (*Sieur Gagneur contre compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.*) — Un particulier demande à une compagnie de chemin de fer la réparation du préjudice résultant de ce que sa propriété aurait été couverte par les vases provenant du curage d'un réservoir d'eau établi pour l'alimentation des locomotives dans une gare. — Cette contestation doit être portée devant la juridiction administrative. Ce réservoir est une dépendance de la gare et les travaux exécutés pour sa construction ou son entretien ont le caractère de travaux publics (*T. des Conflits*), IX, 721.

(104) Dépôt de matériaux sur un quai à Dieppe, pour les travaux du port. — Suppression d'accès. — Gêne pour la location d'un immeuble. — Expertise déclarée nécessaire : renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Sieur Boucher contre sieurs Roche et Letellier.*) — (Pour écarter la nécessité de l'expertise, on alléguait : 1° l'irrecevabilité de la demande en principe, en tant que formée par un propriétaire dont la maison aurait été louée en totalité au moment du dommage; 2° la possibilité toujours conservée de passer devant la maison et d'y accéder en voiture. — Le ministre faisait observer, dans le sens de l'arrêt, qu'il y avait lieu de rechercher d'abord si, en fait, le dommage existait avant la location de l'immeuble ou n'est survenu qu'après.) (*C. d'Ét.*), IX, 1203.

(105) Dommages postérieurs à l'expropriation. — Droit à indemnité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Non-lieu à statuer quant à présent sur une demande d'intérêts. — (*Sieur Tambon.*) — Malgré l'allocation d'une indemnité par le jury, un propriétaire est fondé à réclamer devant le conseil de préfecture une nouvelle indemnité pour le dommage postérieur à l'expropriation et occasionné par l'exécution défectueuse d'un chemin d'exploitation que l'expropriant s'était engagé devant le jury à établir, sans en indiquer les conditions. — Renvoi des parties devant le conseil de préfecture pour être statué après expertise préalable (*C. d'Ét.*), X, 1090.

(106) Dommages. — Qualité pour réclamer. — Évaluation du dommage causé. — Dommage éventuel. — Intérêts du jour de la demande. — Capitalisation demandée d'intérêts échus depuis moins d'une année : rejet. — (*Sieur Pichard contre commune de Bauliac.*) — Frais d'expertise et de tierce expertise partagés par moitié à raison de l'absence de toute offre de la part de la commune qui a fait les travaux, et de l'exagération de la demande du particulier. — Dépens devant le Conseil d'État mis pour un cinquième à la charge de la commune et pour les quatre cinquièmes à la charge du particulier. — Lorsqu'un propriétaire a aliéné sa propriété postérieurement aux dommages que lui a causés l'exécution de travaux publics, l'acquéreur n'a pas qualité pour réclamer une indemnité à raison de ces dommages, si aucune clause spéciale de l'acte de vente ne lui fait cession du droit à indemnité qui s'était ouvert au profit de son vendeur. — Les dommages éventuels n'ouvrent pas un droit à indemnité (*C. d'Ét.*), X, 1122.

(107) Dommages. — substitution du mode d'exploitation d'une forêt communale. — Carrière; allongement du parcours. — Dommage à un pont non établi. — Intérêts capitalisés (art. 1154). — Frais d'expertise à la charge de la compagnie qui n'a pas offert d'indemnité. — Dépens mis en masse et répartis pour un tiers à la charge du demandeur et deux tiers du défendeur. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.*)

DOMMAGES (suite) :

Procédure : arrêté ordonnant une expertise : simple mesure d'instruction : droits réservés : recours recevable contre l'arrêté qui statue au fond et contre le principe même de l'indemnité. — Lorsque les travaux ont eu pour conséquence de nécessiter la substitution de l'exploitation à blanc étoc d'une forêt à l'exploitation antérieure par jardinage, le propriétaire de la forêt peut avoir droit à une indemnité. — L'allongement de parcours résultant de la suppression de l'accès direct d'une carrière à un chemin n'est pas de nature à ouvrir droit à indemnité. — La communication entre la carrière et la route avait été rétablie de deux autres côtés (*C. d'Ét.*), X, 1119.

(108) Dommages. — (*Ministre des finances contre sieur Revon*). — Vues droites supprimées; privation d'air et de lumière par suite de la construction d'une maison d'écluser sur un terrain domanial situé entre une propriété particulière et la Saône, précédemment affecté au service de l'écluse et de la navigation. — Non-lieu à indemnité. — Rejet des objections tirées par le propriétaire réclamant de diverses décisions judiciaires desquelles il prétendait faire résulter un droit de vue illimité sur ledit terrain. — Procédure. — Conseil d'État. — Qualité pour se pourvoir. — Ministre des finances. — Ministre des travaux publics. — Intervention et conclusions par ce dernier fonctionnaire devant le Conseil d'État. — Recevabilité. — Le ministre des

finances n'a pas qualité pour se pourvoir au nom de l'État contre un arrêté du conseil de préfecture qui a statué sur une demande d'indemnité pour dommages résultant de l'exécution d'un travail public entrepris par l'administration des ponts et chaussées (dans l'espèce); construction d'une maison d'écluser sur un terrain domanial affecté au service de la navigation. — C'est au ministre des travaux publics seul qu'il appartient de se pourvoir. — Lorsque le ministre des finances s'est pourvu au Conseil d'État dans une instance où son collègue le ministre des travaux publics avait seul qualité pour se pourvoir au nom de l'État, et que ce dernier fonctionnaire a pris dans l'instance devant le Conseil d'État des conclusions tendant à l'annulation de l'arrêté attaqué, il y a lieu de statuer sur ces conclusions. — Domaines nationaux. — Terrain contigu à la Saône. — Vente d'une parcelle voisine. — Réserves au profit de l'État. — Droits de vue. — Droit de construire. — Décidé qu'un terrain contigu à la Saône, dont l'État est propriétaire, faisait autrefois partie du lit de la rivière, et qu'à l'époque où la parcelle voisine avait été vendue nationalement à un tiers, en l'an IV, le susdit terrain avait été réservé par l'État en vue du service d'une écluse et comme assise d'un pont; qu'il n'avait jamais eu le caractère de voie publique et que l'administration avait pu remplacer par une maison éclusière le bâtiment servant de bureau et de magasin

à l'éclusier : le propriétaire voisin, ne saurait donc se plaindre de la privation de vue, d'air ou de lumière que la nouvelle construction peut occasionner (*C. d'Ét.*), X, 1318.

(109) Compétence. — (*Ville de Béziers contre demoiselle Gouzy et Babiot fils.*) — Travaux de nivellement exécutés par l'ancien propriétaire sur des terrains vendus par lui à une ville, et destinés à être transformés en voies publiques, mais non encore classés, ni même livrés à la circulation. — La demande en indemnité pour dommage causé à une propriété voisine par l'exécution de ces travaux, qui a eu lieu en vertu d'engagements pris par le vendeur envers la ville, ne rentre pas dans la compétence du conseil de préfecture. — Ces travaux ne présentent pas le caractère de travaux publics (*C. d'Ét.*), IX, 1736.

(110) Algérie. — Dommages. — Expertise. — Désaccord des experts sur le partage de la responsabilité. — Nécessité d'une tierce expertise. — Expertise nouvelle sans désaccord sur une demande ultérieure. — Arrêté annulé. — Renvoi. — Procédure. — Descente sur les lieux. — Débats non rouverts. — (*Sieurs Brossette-Gaillard et autres contre compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — En matière de dommages causés par des travaux publics, la tierce expertise est indispensable lorsque les premiers experts, tout en reconnaissant l'existence et l'importance du préjudice éprouvé par

les réclamants, se sont trouvés en désaccord sur le point de savoir si la responsabilité devait incomber en totalité à une compagnie de chemin de fer ou en partie à l'État. — Rejet de l'objection tirée de ce que dans une seconde expertise concernant des dommages causés par une nouvelle inondation, aucun désaccord ne s'était produit entre les experts sur l'entière responsabilité de la compagnie, ni sur le chiffre de l'indemnité due. — Un conseil de préfecture est-il obligé de rouvrir les débats après avoir effectué une descente sur les lieux ordonnée par un arrêté rendu pendant le délibéré, article 299, Code de procédure civile? — Non résolu (*C. d'Ét.*), X, 601.

(111) Indemnité. — Appréciation. (*Sieur Sénac contre ville de Toulouse et ministre de la guerre.*) — Voie publique en remblai; irruption des eaux dans la maison et sur les murs de clôture. — Murs renversés. — Arbres fruitiers cassés; terrains en culture; indemnité allouée par le conseil de préfecture déclarée suffisante. — Perte de chevaux; grief soumis aux experts; conseil de préfecture suffisamment saisi; rejet de la demande comme non justifiée. — Exhaussement des voies publiques; terrain en contre-bas sur certaines rues et de niveau sur d'autres; prétendue interprétation d'une décision du jury; amélioration générale des accès; dommage ne donnant pas droit à indemnité. — Nouvelle expertise inutile. — Recours en garantie de la ville contre l'État;

DOMMAGES (*suite*) :

rejet; travaux effectués par l'Etat d'accord avec la ville et dans son intérêt; nivellement insuffisamment indiqué par le maire; ville seule responsable (*C. d'Ét.*), VIII, 181.

(112) Travaux de grande voirie. — Expertise. — Ingénieur en chefs-tiers-expert est de droit. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Gouaux.*) — En cas de désaccord entre les experts chargés d'évaluer le dommage résultant de travaux de grande voirie exécutés par l'Etat, le tiers-expert est de droit l'ingénieur en chef (*C. d'Ét.*), VIII, 674.

(113) Alignement modifié; demande d'indemnité. — Maison mise en contrehaut d'une voie publique nouvelle; indemnité. — Intérêts du jour de la demande; capitalisation. — (*Sieur Cornail et dame veuve Decugis contre ville de Nice.*) — La modification des alignements d'une voie publique qui a pour conséquence de séparer de la nouvelle voie un immeuble construit antérieurement à l'alignement de l'ancien boulevard, n'est pas de nature à donner droit à indemnité. — Un propriétaire dont l'immeuble est, par suite de travaux nouveaux, mis en contre-bas de la voie publique, et ne se raccorde avec elle qu'au moyen d'une rampe de 1^m,20 accédant à la rue haute, ménagée le long de l'immeuble et sur laquelle les voitures ne peuvent tourner, a droit à indemnité. — Lorsque la capitalisation d'intérêts est demandée avant qu'ils ne soient dus pour une année

entière, y a-t-il lieu de les allouer du jour où l'année sera expirée ou seulement de l'époque où ils auront été réclamés à nouveau après l'expiration de l'année? — Résolue dans le dernier sens (*C. d'Ét.*), X, 979.

(114) Perte d'un train de flottage brisé sur l'estacade d'un pont construit par une compagnie de chemin de fer. — Demande en indemnité. — Expertise. — Manœuvre régulière du train. — Construction vicieuse de l'estacade. — Responsabilité de la compagnie. — Indemnité allouée, avec intérêts du jour de la demande. — Condamnation de la compagnie aux dépens. — (*Sieur Labrosse contre la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne.*), (*C. de préf.*), VII, 46.

(115) Effondrement d'un mur : ouvrier tué : demande d'indemnité par la veuve contre l'Etat : compétence du conseil de préfecture. — Refus par le ministre. Recours au Conseil d'Etat non recevable. — (*Dame veuve Lefort contre le ministre de la guerre.*) — Les conseils de préfecture sont compétents pour statuer sur les demandes en indemnités pour dommages causés aux personnes lorsque ces dommages résultent directement d'un travail public ou d'un fait inhérent à son exécution. — Dès lors, la décision du ministre qui refuse d'accorder une indemnité, ne faisant pas obstacle à ce que la demande soit portée devant cette juridiction, n'est pas susceptible d'être déférée au Conseil d'Etat (*C. d'Ét.*), VIII, 1537.

(117) Compétence. — Domaine de l'État. — Expropriation. — Cession amiable. — Interprétation. — Compétence judiciaire. — Dommage. — Compétence administrative. — Procédure : jonction. — (*Ministres de la marine et des finances contre ville de Brest.*) — Il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur le sens et l'exécution des contrats ayant pour objet la cession des terrains dont l'expropriation a été déclarée d'utilité publique, et spécialement la cession de terrains faite par le domaine de l'État à une ville dont les formes indiquées par les articles 13 et 56 de la loi du 3 mai 1841. — Mais si l'autorité judiciaire vient à déclarer que le contrat n'a pas déterminé par qui doit être supportée une dépense rendue nécessaire par l'exécution des travaux, c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de régler l'indemnité due pour le dommage résultant de cette exécution. — C'est donc avec raison que le conseil, sans se déclarer incompétent, a sursis à statuer sur la demande jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait interprété le contrat (*C. d'Ét.*), VIII, 793.

(117) Dommage. — Auberge. — Difficulté d'accès. — Appréciation de l'indemnité. — (*Sieur Lucq-Rosa contre compagnie du Nord.*) (*C. d'Ét.*), VII, 638.

(118) Terrain vendu par la ville de Paris. — Obligation de procurer accès. — Interprétation. — Compétence. — Raccordement. — Création d'une impasse. — Nécessité d'expertise préalable. — *Sieur Defoër, contre ville de*

Paris. — Lorsque l'auteur d'un terrain, qui lui a été vendu par une ville, se plaint du tort que lui cause l'inexécution du contrat (inexécution de travaux nécessaires pour permettre un accès en voiture aux propriétés nouvelles), c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître du litige. — Il s'agit de l'application d'un contrat de droit civil : Le conseil de préfecture est incompétent. — Mais si ce même propriétaire fonde, en outre, sa demande en indemnité sur ce qu'un dommage lui serait causé par la création d'un mur de soutènement entre la voie publique et son immeuble, le conseil de préfecture est seul compétent pour apprécier ce chef de réclamation. — Seulement il ne peut statuer qu'après expertise. — L., 16 septembre 1807, art. 56 (*C. d'Ét.*), VII, 610.

(119) Dommages. — Conséquences de travaux antérieurs. — Banquettes d'accès. — Suppression. — Locataire. — Bail. — Location verbale. — (*Ville de Paris contre demoiselle Allen.*) — Appréciation de l'indemnité due au locataire d'un immeuble pour le dommage causé par certains travaux de raccordement avec la voie publique, qui étaient la conséquence d'autres travaux exécutés avant l'entrée en jouissance de ce locataire. — Rejet d'une demande d'indemnité ayant sa cause dans les travaux exécutés et terminés avant l'époque à laquelle un bail enregistré a fait remonter l'entrée en jouissance du locataire demandeur ; celui-ci s'est volon-

DOMMAGES (suite) :

tairement soumis à la diminution des facilités d'accès qui a pu en être la suite. — Le locataire alléguait, qu'au moment des travaux, il occupait déjà l'immeuble en vertu de locations verbales, VI, 353.

- (120) Dommages. — Remblai. — Responsabilité de l'État et de la ville. — Intervention. — Précédent propriétaire. — Cession. — Adjudication. — (*Ville de Marseille contre sieurs Sol et Barbe.*) — Demande en indemnité pour dommages causés par suite des travaux de transformation du quartier d'Arenc, à Marseille, exécutés avec le concours et dans l'intérêt commun de l'État et de la ville. — Rez-de-chaussée remblayé. — L'État et la ville sont déclarés solidairement responsables, chacun pour une part proportionnelle à leur contribution dans les dépenses d'exécution des travaux exécutés par eux conjointement. — Le conseil de préfecture est régulièrement saisi de la demande en indemnité par celui qui était propriétaire lors de l'introduction de l'instance, bien qu'il ne le fût pas au moment où les dommages ont été causés et qu'il ait cessé de l'être depuis sa réclamation. — Il n'appartient pas au conseil d'État de statuer sur la contestation soulevée par des intervenants qui prétendent avoir droit à l'indemnité, soit en vertu d'une cession consentie avant la vente par le précédent propriétaire, soit en vertu d'un jugement d'adjudication qui aurait transféré la propriété de l'im-

meuble endommagé, VI, 361.

- (121) Courants d'air souterrains interceptés dans une cave servant à la fabrication du fromage de Roquefort. — Réserve expresse faite par le jury d'expropriation. — Indemnité. — Procédure. — Intérêts. — Conseil de préfecture. — Intérêts non demandés dans les mémoires écrits, mais oralement à l'audience. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi contre sieur Bergonnier.*) — Décidé que, — dans les circonstances de l'affaire et en présence d'une décision du jury d'expropriation qui a expressément réservé le droit à l'indemnité du réclamant, — le dommage résultant pour un propriétaire de ce qu'une compagnie de chemin de fer, en creusant une tranchée, a intercepté les conduits souterrains aérant une cave à fromages de Roquefort qui est devenue, par suite, impropre à l'usage en vue duquel elle avait été construite, — est de nature à donner lieu à l'allocation d'une indemnité par le conseil de préfecture. — Lorsque les intérêts d'une indemnité n'ont pas été réclamés dans les mémoires écrits produits devant le conseil de préfecture et que la demande en a été seulement faite oralement à l'audience par l'avocat de la partie, — ces intérêts ne peuvent pas être alloués par le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), VIII, 580.
- (122) Responsabilité. — Compétence. — Route thermique. — Travaux de canalisation. — Chute d'un bloc de rocher. — Dommages. — Indemnité allouée

par le conseil de préfecture. — Recours de l'État. — Mise en cause de la commune. — Cause des dommages étrangère aux travaux publics. — Non-lieu à indemnité de ce chef. — Frais d'expertise. — Dépens. — (*Ministre des travaux publics contre commune des Eaux-Bonnes et les époux Battault.*) — Dans les circonstances de l'affaire, la mise en cause de la commune a été valablement demandée et ordonnée. — Décidé en fait que les dommages allégués ne proviennent pas de travaux publics exécutés soit par l'État, soit par la commune. Mais les réclamants conservent à l'égard de la commune, s'ils la croient responsable du dommage, comme propriétaire du fonds supérieur et en vertu des dispositions du Code civil, la faculté de faire valoir devant les tribunaux compétents les droits à indemnité qu'ils prétendraient leur appartenir à ce titre (*C. d'Ét.*), VIII, 19.

DONJEU à Pontallier (canal à ouvrir de), IX, 1001.

DONNADIEU, IX, 718.

DORDOGNE (Construction d'un pont en maçonnerie sur la) VII, 1324.

DOREILLAC, VII, 1052.

DORMONT et GÉNY, VIII, 94.

DOUAI (ville de), VI, 456.

DOUBS (endiguement du), VII, 230.

DOUILLET, IX, 200.

DOUVES (rivière de) : Travaux d'amélioration entre Beuzeville et le pont du chemin de fer, VIII, 883.

DOUX et autres, IX, 34.

DOZEVILLE et consorts, VIII, 858.

DREUX, MASSION et DELATREMBLAIS et HOUDAILLE, VII, 1421.

DREYFUS, DUPONT et autres, X, 557.

DROITS DES CRÉANCIERS sur le montant de la retenue de garantie imposée aux entrepreneurs de travaux publics, VII, 1191.

DROME (rivière) : Construction d'un pont entre Alex et Grâne, VII, 231.

DROT, VIII, 947, 1219.

DUBAIL (D^r), IX, 910.

DUBOIS, VIII, 1650.

DUBOS, CAPY et C^{ie}, X, 1309.

DUBOSCQ, VIII, 203.

DUBREIL, VI, 621, 1128.

DUCARDON, X, 1237.

DUCHÉMIN, VI, 159.

DUCHÉNE et MANUEL, VIII, 1500.

DUCHÉZ, X, 560.

DUGREY (Dame), VIII, 214.

DUFAUR, VI, 673; VIII, 1542.

DUFOUR, LECESNE et autres, VIII, 1630.

DULAC et CLUZEL, X, 1389.

DULIN, IX, 585.

DULOUT, DAUBE et GAZALOT, VIII, 237.

DULUAT et Compagnie, VI, 549.

DUMAS, VILLEDARY et autres, VIII, 1606.

DUMAS (Dame) et Léonard, IX, 606.

DUMAYARD et THIBON, VI, 456.

DUMESNIL, VII, 736.

DUN-SUR-MEUSE (reconstruction du pont de la Tour à), VII, 237.

DUNKERQUE (ville de) : Établissement d'un réseau de tramways, VI, 1373; VIII, 373.

DUNKERQUE (port de) : — Avance à l'État pour restauration du port, VI, 875, 1183; Fonds de concours, VII, 75, 1012, 1309; VIII, 493. — Établissement d'une cale de halage, VI, 762. — Établissement et exploitation de grues roulantes, VII, 575.

DUPIN et **VARANGOT**, X, 1309.
DUPONCHEL, VIII, 1524.
DUPOND, VIII, 1677.
DUPONT, VII, 930.
DUPONT, **DREYFUS** et autres, X, 557.
DUQUAIRE et **FASSY**, VIII, 782.
DURANCE (Réparation du pont de Bonpas sur la), VIII, 357.
DURAND, VI, 1102.
DURANTON, VII, 1378.
DUREL, VII, 1062.
DURENNE, VI, 174; VIII, 780.
DURETESTE-PETITPAS et consorts, X, 945.
DURIF, **PINCHON** et **CROZE**, VIII, 1668.
DURILLON, VII, 1108.
DUTERTE, **BÉCHET** et autres, IX, 105.
DUVAL, VI, 402.
DYNAMITE :
 Loi relative à la fabrication, VI, 187. — Fixation du prix de vente VI, 839. — Fixation du droit intérieur, VI, 967. — Décret relatif à la fabrication et à la vente en Algérie, VII, 478. — Emploi dans les mines et carrières : Mesures de précaution (*Circ.*), X, 986.
Ain. Établissement d'une fabrique sur le territoire de Corvessiat, VI, 337.
Allier. Établissement de deux dépôts sur les territoires de Nérès et de Montvicq, X, 1184.
Ardennes. Établissement d'un dépôt, à Étion, IX, 380.
Ariège. Établissement d'un dépôt, à Saint-Jean de Verges, X, 896.
Calvados. Établissement d'une fa-

brique au plateau d'Ablon, VII, 1012.
Gard. Établissement de deux dépôts à Vernarède, IX, 1656 et à Meyrannes, X, 1188.
Hérault. Établissements de deux dépôts à Lunas, VIII, 490.
Isère. Établissement de deux dépôts à Saint-Pierre d'Allevard, X, 386.
Loire. Établissement d'une fabrique sur le territoire de Saint-Just-la-Pendue, X, 1190.
Maine-et-Loire. Établissement d'un dépôt dans la commune de Trélazé, IX, 1250.
Manche. Établissement d'une fabrique de nitroglycérine, à Airel, IX, 494.
Nord. Établissement d'un dépôt à Bruay, VIII, 1366.
Puy-de-Dôme. Établissement de trois dépôts sur les territoires de Saint-Pierre-le-Châtel, Bromont-Lamothe et Chapdes-Beaufort, X, 1184.
Pyrénées (Hautes-). Établissement d'un dépôt à Tarbes, VIII, 1356.
Pyrénées-Orientales. Établissement d'une fabrique de dynamite et d'une fabrique d'acide nitrique, près Port-Vendres, VI, 334. — Nouvelle fabrique à Paulilles, VIII, 384.
Saône-et-Loire. Établissement d'un dépôt central et de sept dépôts secondaires, à Montceau-les-Mines, IX, 1033.
Seine. Établissement d'un dépôt dans la redoute de Montreuil, VIII, 1331.

EAUX. Voir Dommages, Egouts, Irrigations.
— pluviales et ménagères, VII, 673.

EAUX :

(1) Ville de Paris. — Compagnie pour la vente et la distribution. — Société civile. — Arrêt. — Caractère civil ou commercial d'une société. — Motifs suffisants. — Faillite. — Contestation entre un créancier et le syndic. — Fournitures faites avant la faillite. — Compétence du tribunal de commerce. — Fourniture d'eaux. — Absence de privilège. — (*Société Billoir et C^e.*) — La compagnie générale des eaux, établie dans le but de vendre et de distribuer pour le compte de la ville de Paris les eaux dont celle-ci est propriétaire, constitue une société civile. — Est suffisamment motivé l'arrêt qui, pour décider qu'une société est civile et non commerciale, se fonde sur ce que le caractère civil de cette société résulte de son titre et de son but. — La contestation qui s'élève entre un créancier et le syndic d'une faillite sur le point de savoir si les fournitures faites au failli, avant la faillite, par ce créancier, doivent être intégralement payées, nonobstant la faillite, ou s'il doit suivre le sort commun des autres créanciers, est une contestation qui concerne la faillite, et qui est dès lors de la compé-

tence du tribunal de commerce. La compagnie générale des eaux de Paris n'a ni privilège ni droit de préférence pour le prix des eaux qu'elle a fournies au failli antérieurement à sa faillite; et le refus qu'elle ferait de continuer la fourniture des eaux à la faillite, si elle n'était pas intégralement payée du prix des eaux par elle antérieurement fournies au failli, n'autorise pas le syndic à effectuer ce paiement au préjudice de la masse des créanciers, VI, 166.

(2) Arrêté municipal. — Mesure temporaire. — Fléau calamiteux. — Force obligatoire. — (*Sieur Prodhomme.*) — Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui, à titre de mesure temporaire de police et en vue de prévenir les accidents pouvant résulter pour les personnes et les animaux de la sécheresse de la saison, interdit aux habitants de détourner, pour l'arrosage, les eaux de la rivière et des ruisseaux traversant la commune; le principe que la réglementation des cours d'eau appartient exclusivement à l'autorité préfectorale souffrant exception quand il s'agit de mesures urgentes et temporaires à prendre en vue de prévenir des fléaux calamiteux (*G. de cass.*), VIII, 231.

(3) Travaux d'épuration. — Ingénieur en chef chargé de diriger

EAUX (suite) :

les travaux pour le compte d'une ville. — Dépenses personnelles. Interruption des travaux : dommages-intérêts. — (*Sieur Duponchel contre ville de Marseille.*) — Décidé que le requérant n'avait exécuté certains travaux d'épuration et de clarification des eaux de la ville de Marseille que pour le compte de cette ville, qui devait dès lors lui rembourser ses dépenses personnelles, mais qu'il ne pouvait demander des dommages-intérêts pour interruption des travaux, la ville ayant le droit de se refuser à la continuation de ces essais après épuisement des crédits votés (*C. d'Et.*), VIII, 1524.

(4) Distribution. — Établissement d'une fontaine. — Filtre prévu par le devis, non établi : condamnation de l'entrepreneur sans garantie contre l'architecte. — Canaux : obstruction par des dépôts calcaires provenant de la nature des eaux : Irresponsabilité de l'entrepreneur. — (*Sieur Monachon contre la commune de Villaroux.*) (*C. d'Et.*), VIII, 1526.

(5) Minérales. — Établissement d'un périmètre de protection. — Travaux antérieurs. — Continuation. — Demande d'autorisation. — Rejet. — Recours pour excès de pouvoirs. — (*Sieur Dubois.*) L'article 3 de la loi du 14 juillet 1856 qui interdit de faire, sans autorisation ou déclaration préalable suivant les cas, aucun sondage, travail souterrain, fouilles ou tranchées dans le périmètre de protection des sources minérales déclarées

d'intérêt public, s'applique sans distinction aux travaux nouveaux et à ceux qui ne seraient que la continuation de travaux entrepris avant l'établissement du périmètre de protection. (Par suite, c'est avec raison que le ministre a observé les formalités prescrites par ledit article et non celles prescrites par l'article 4, pour statuer sur une demande d'autorisation de continuer, dans le périmètre de protection, des travaux qui n'avaient pas encore été autorisés; sa décision n'est pas susceptible de recours et n'est pas entachée d'excès de pouvoirs.) (*C. d'Et.*) VIII, 1650.

EAUX-BONNES (commune des), VII, 1143; VIII, 19.

ÉCHALLON (commune d') et BOSSAN, VI, 383.

ÉCLAIRAGE AU GAZ :

(1) Traités. — Droit de prononcer les retenues. — Réclamations. — Clause attribuant compétence au maire. — Conseil de préfecture. — Inexécution des conditions. — Injonctions obéies. — Retenues non applicables. — Procédure. — Conseil d'État. — Recours introduit sans le ministère d'un avocat au conseil. — Intervention d'un avocat postérieure à l'expiration des délais. — (*Ville de la Ferté-sous-Jouarre contre compagnie du gaz.*) — Lorsqu'une des clauses d'un traité entre une ville et une compagnie d'éclairage au gaz dispose que le maire prononcera en dernier ressort sur l'application des retenues pour inexécution des conditions, il n'en résulte pas que le conseil de préfecture ne puisse connaî-

la loi du 28 pluviôse an VIII, des contestations auxquelles donnent lieu les infractions reprochées à la compagnie. — Retenues appliquées à une compagnie d'éclairage au gaz pour inexécution des prescriptions du traité : décidé que la compagnie ayant satisfait aux injonctions de la ville aussitôt qu'elles s'étaient produites, ces retenues ont été ordonnées sans droit. — Un recours formé par simple requête signée du maire d'une commune et enregistré au secrétariat du conseil d'État dans le délai légal, a-t-il pu être régularisé par l'intervention d'un avocat au conseil d'État postérieurement à l'expiration du délai du recours ? Question non résolue explicitement, VI, 410.

(2) Traité. — Contestation sur le sens et l'exécution du cahier des charges. (*Compagnie du gaz de la ville de Châlons contre ladite ville.*) — Chambre d'essai à l'hôtel de ville. — Présence du directeur aux expériences. — Forme du bec brûleur. — Bec type non employé. — Erreur du traité au sujet de la dimension des flammes. — Retenues. — Frais d'entretien de pavage. — Frais de canalisation. — Participation de la caisse municipale. — Renvoi au conseil de préfecture, VI, 1016.

(3) Faculté de fournir le gaz aux particuliers après la fin de la concession. — Obstacle apporté par la ville. — Indemnité. — (*Sieur Boyard contre ville de Châlons-sur-Marne.*) — Fixation de l'indemnité due au concessionnaire de l'éclairage au gaz dans une

par cette ville (conduite coupée) à ce que l'entrepreneur continuât, après l'expiration de sa concession, ainsi que le traité lui en donnait le droit, de fournir le gaz aux particuliers en payant une redevance annuelle pour le passage de ses tuyaux (5 francs par 100 mètres courants). — Indemnité basée sur le bénéfice que ladite fourniture aurait pu lui procurer, VI, 1006.

(4) Traité. — Canalisation supplémentaire. — Règlement. — Travaux commis par erreur. — Rectification. — Nombre de becs. — Dérogation au cahier des charges. — Pouvoir éclairant. — Grief non justifié. — (*Sieur de Briqueville contre ville de la Roche-sur-Yon.*) — Décidé que des travaux supplémentaires ont été exécutés conformément au cahier des charges ; que le prix en est dû, bien que, par suite de changements arrêtés par la ville, ils aient été reconnus inutiles et abandonnés ; l'entrepreneur, lors du règlement de ces travaux supplémentaires, n'a pas renoncé à réclamer le paiement des portions de canalisation qui, par erreur, n'y auraient pas été comprises. — Décidé que la ville n'était pas tenue de payer les travaux exécutés à la demande et aux frais des particuliers. — Décidé que l'entrepreneur avait consenti à une réduction sur le nombre de lanternes qu'il pouvait exiger, eu égard à la longueur de la canalisation du deuxième réseau et qu'il ne pouvait demander à en établir sur les travaux supplémentaires abandonnés par la ville comme

ECLAIRAGE AU GAZ (suite) :

inutiles. — Recours incident fondé sur ce que les becs n'auraient pas le pouvoir éclairant exigé par le cahier des charges. — Grief non justifié (*C. d'Et.*), VII, 612.

(5) Traité. — Droit d'octroi sur les matières premières. — Redevance en tenant lieu. — Ville de Neuilly. — Territoire annexé. — Interprétation. — (*Commune de Neuilly-sur-Seine contre compagnie parisienne du gaz.*) — Décidé que par suite de l'annexion à la ville de Paris de la partie du territoire de Neuilly sur laquelle se trouvait l'usine de la compagnie, celle-ci avait cessé de devoir à la commune de Neuilly la redevance annuelle stipulée au traité pour tenir lieu des droits d'octroi sur les matières premières servant à la fabrication du gaz. — Ces matières ne sont plus soumises à l'octroi de Neuilly, et le gaz fabriqué dans l'usine n'est soumis à aucun droit d'octroi dans cette commune (*C. d'Et.*), VII, 649.

(6) Expiration du traité. — Effet quant au droit à l'éclairage privé. — Interprétation d'une disposition du traité. — (*Ville de Crest contre sieur Tacussel.*) — La clause d'un traité pour l'éclairage au gaz passé entre une ville et un entrepreneur, portant « qu'à l'expiration du privilège de vingt années accordé par la ville à la compagnie, celle-ci aura le droit de disposer de son terrain, construction et matériel, à moins qu'elle ne traite de nouveau avec la ville pour la prolongation de son privilège », doit s'entendre en ce sens que

la ville ne s'est engagée à procurer à l'entrepreneur l'établissement et le maintien des tuyaux destinés à l'éclairage des particuliers que pendant la durée de l'éclairage public (*C. d'Et.*), VIII, 561.

(7) Traité. — Durée de l'éclairage. — Interprétation du cahier des charges. — (*Compagnie centrale d'éclairage et de chauffage par le gaz contre communes de Saint-Servan et de Saint-Malo.*) — Le cahier des charges détermine la durée minima de l'éclairage d'une manière générale par jour d'allumage et non pas spécialement par chaque jour d'allumage. — Décidé, en conséquence : 1° que la durée de l'éclairage ne peut descendre, pour chaque bec allumé, au dessous de cinq heures par jour d'allumage pendant l'année entière (le traité ayant, d'ailleurs, été exécuté en ce sens pendant dix-sept ans) (1^{re} espèce); — 2° que le nombre total des heures d'éclairage, pendant l'année, divisé par le nombre des jours d'allumage et par celui des becs allumés, doit donner un chiffre au moins égal à cinq (les parties ayant d'ailleurs entendu le traité en ce sens avant de le passer, et l'ayant ainsi exécuté pendant dix-sept ans (2^e espèce) (*C. d'Et.*), VIII, 709.

(8) Traité. — Contrôle du pouvoir éclairant. — Avertissement du jour et de l'heure des expériences. — (*Ville d'Amiens contre compagnie du gaz.*) — Décidé, par application du traité, que les essais que la ville d'Amiens ferait du pouvoir éclairant du gaz fourni par les concession-

nautes, seraient considérées comme non avenues et ne pourraient motiver ni réclamations ni retenues, s'ils étaient faits sans que le directeur de la compagnie du gaz ait été averti du jour et de l'heure des expériences (C. d'Et.), VIII, 820.

- (9) Interprétation du traité. — Hauteur de la flamme : retenues. — Procédure : double degré de juridiction : demande non soumise au conseil de préfecture : non-recevabilité devant le conseil d'Etat. — (*Ville de Lyon contre la compagnie du gaz de Perrache.*) — Maintien de retenues faites par la ville à raison de l'insuffisance de hauteur des flammes dans les appareils servant à l'éclairage public, hauteur prévue au traité, sans avoir égard au volume de gaz fourni. — Annulation de l'arrêté qui avait substitué à cette obligation celle d'une quantité de gaz à brûler par bec et par heure. — (Objection tirée de ce que la ville n'aurait pas présenté à la compagnie, ainsi qu'elle y était obligée par le traité, un modèle de bec dûment approuvé et qui permette de déterminer si la flamme avait le volume exigible. — Rejet : l'exécution de cette dernière disposition ne saurait dispenser la compagnie de se conformer à la clause distincte qui règle la hauteur de la flamme (C. d'Et.), VIII, 1192.)

- (10) Traité. — Droit d'octroi sur les matières premières. — Redevance en tenant lieu. — Ville de Saint-Mandé. — Territoire annexé. — Interprétation. — (*Commune de Saint-Mandé contre compagnie parisienne du*

gaz). — Décide que par suite de l'annexion à la ville de Paris de la partie du territoire de Saint-Mandé sur laquelle se trouvait l'usine de la compagnie, celle-ci avait cessé de devoir à la commune de Saint-Mandé la redevance annuelle stipulée au traité, pour tenir lieu des droits d'octroi sur les matières premières servant à la fabrication du gaz. — Ces matières ne sont plus soumises à l'octroi de Saint-Mandé et le gaz fabriqué dans l'usine n'est soumis à aucun droit d'octroi dans cette commune (C. d'Et.), VIII, 1513.

- (11) Interprétation du traité. — Infractions. — Retenues. — Résiliation. — (*Compagnie du gaz Riche contre ville de Pamiers.*) — Décidé que les infractions commises n'ayant pas un caractère de gravité suffisant pour constituer l'exonération du contrat, il y avait lieu à l'application de retenues et non à la résiliation. (Annulation de l'arrêté qui avait, après expertise, prononcé la résiliation. — Condamnation de la ville aux dépens.) (C. d'Et.), VIII, 1544.

- (12) Interprétation du traité. — Minimum de consommation par bec et par année. — Directeurs d'usine mandataire de la compagnie concessionnaire. — Renonciation, pour deux années, au droit d'exiger le minimum de consommation. — Droit à indemnité pour la période postérieure. — (*Compagnie centrale du gaz contre ville de Bli-dah.*) — Décidé, par interprétation du cahier des charges, que la ville était tenue de faire brûler chaque bec pendant un

ECLAIRAGE AU GAZ (suite) :

nombre déterminé d'heures par année. — Les directeurs de l'usine, agissant à l'égard de la ville en qualité de mandataires de la compagnie, ayant accepté, pour deux années, une consommation inférieure au minimum fixé par le traité, ladite compagnie doit être considérée comme ayant renoncé à exiger, pour lesdites années, que la consommation atteignît ledit minimum. — Cette renonciation n'a pas eu pour effet de lui faire perdre le droit de réclamer à l'avenir l'exécution du traité. — (Par suite, la compagnie a droit à indemnité, à raison du refus de la ville de se conformer au traité, à partir de l'époque où elle en a fait la demande. — Renvoi devant le conseil de préfecture pour l'évaluation de l'indemnité.) (C. d'Et.), VIII, 1626.

- (13) Traité. — Prorogation de la concession. — Stipulation au profit de la ville d'une participation aux bénéfices : interprétation et application de cette clause. — Conflit. Compétence administrative. — (*La ville de Lyon contre la compagnie du gaz de la Guillotière.*) — Le traité par lequel une ville accorde à une compagnie d'éclairage par le gaz la prorogation de sa concession, moyennant un certain prix et à certaines conditions stipulées au profit de la ville, constitue un marché de travaux publics, impliquant la compétence de l'autorité administrative. (Loi du 8 pluviôse an IV, article 8.) — La clause de ce traité qui a réglé la participation éventuelle

de la ville aux bénéfices de l'exploitation, constitue une condition essentielle du marché. Par suite, l'autorité administrative est seule compétente pour fixer entre les parties le sens de cette clause et les conditions de son application (C. d'Et.), VIII, 1662.

- (14) Théâtre. — Interprétation du cahier des charges. — Application du tarif consenti pour les établissements publics. — (*Ville de Nice contre compagnie du gaz.*) — Décidé que le théâtre était au nombre des établissements considérés comme publics au point de vue du tarif à appliquer (C. d'Et.), IX, 5.

- (15) Traité de gré à gré. — Concurrent évincé. — Recours pour excès de pouvoirs. (*Compagnie du gaz de Wazemmes.*) — L'inobservation des dispositions de l'ordonnance du 14 novembre 1837, prescrivant que toutes entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes soient données avec publicité et concurrence, sauf certaines exceptions, ne peut pas ouvrir, au profit des tiers et spécialement au profit d'un concurrent évincé, un recours devant le Conseil d'Etat, par application des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872. Ces dispositions ont seulement pour objet d'établir des garanties dans l'intérêt des communes (C. d'Et.), IX, 27.

ECLUSE des chasses (restauration de l'). — Port-des-Sables (Vendée), VI, 739.

— des Fontinettes. — Doublement des sas, 1298.

— de la basse Mayenne (achèvement des), 189.

ÉCOLES polytechnique et forestière. — Règlement d'administration publique relatif aux assimilations des grades à donner aux anciens élèves de ces écoles, VII, 290.

ÉCOLE polytechnique. — Ouverture d'un crédit pour l'agrandissement des bâtiments, IX, 1434.

- (1) Décret qui place hors cadres les officiers d'artillerie de réserve ou de l'armée territoriale, anciens élèves de cette école, attachés aux chemins de fer, X, 187.

ÉCOLE des ponts et chaussées. — Classement des élèves et prix décernés, VI, 695; VIII, 1257; IX, 1102; X, 865.

ÉMIGRÉS. — Légion d'honneur. — Actions du canal du Midi affectées à la Légion d'honneur. — Conditions de la remise. — Époque de la restitution. — Décision de la commission. — Chose jugée. — Arrérages. — Point de départ. — (*Sieur Rouxel, succession Riquet de Caraman.*) — Les anciens propriétaires ou leurs représentants, à qui il est fait restitution — en vertu de la loi du 5 décembre 1814, relative aux biens non vendus des émigrés, — d'actions des canaux de navigation affectées aux dépenses de la Légion d'honneur, n'ont pas droit à la restitution des arrérages à partir du jour où la condition imposée à la remise s'est trouvée réalisée, mais seulement à partir du jour où la remise des actions a été par eux demandée, VI, 413.

- (2) Loi du 5 décembre 1814. — Actions du canal du Midi affectées à la Légion d'honneur. —

Conditions et époque de la remise. — Chose jugée. — Point de départ des arrérages. — Intérêts du jour de la demande, capitalisés à diverses époques où ils étaient dus pour une année entière. — (*Grand chancelier de la Légion d'honneur contre héritiers de Caraman.*) — Lorsqu'il s'agit de juger si l'époque fixée par l'article 10 de la loi du 5 décembre 1814 pour la restitution aux ayants droit des actions du canal du Midi affectées aux dépenses de la Légion d'honneur est arrivée, il faut rechercher si ces actions ont cessé d'être nécessaires pour couvrir les dépenses calculées d'après les bases indiquées par l'ordonnance du 19 juillet 1844, qui a eu pour but de réduire ces dépenses, et, par suite, ne pas tenir compte des dépenses inscrites au budget de l'ordre en vertu de la législation postérieure. — Décidé que des décisions antérieures avaient jugé définitivement que l'époque de la restitution n'étaient pas arrivée en l'exercice 1845. — Décidé par le présent arrêt que, dès 1846, les recettes de la Légion d'honneur étaient suffisantes pour faire face aux dépenses prévues par l'ordonnance de 1814, et que la commission, dont la décision était attaquée, avait eu tort de faire entrer dans ces dépenses celles qui n'avaient été inscrites aux budgets de l'ordre que par des lois postérieures (traitement des légionnaires, création de nouvelles maisons d'éducation). — Procédure. Pourvois connexes : jonction. — Noms des juges. —

ÉMIGRÉS (suite) :

L'omission dans l'expédition des décisions de la commission instituée par la loi du 5 décembre 1814 relative aux biens non vendus des émigrés, des noms des membres qui les ont rendues, ne constitue pas une irrégularité entraînant la nullité des décisions elles-mêmes. — Il suffit que ces noms soient inscrits au procès-verbal de la séance de la commission. — Jugement sur pièces non produites, documents officiels. — La commission instituée par la loi du 5 décembre 1814, a pu recourir aux budgets et aux comptes de la Légion d'honneur, réglés et publiés en la forme et comme annexes des budgets et compte de l'Etat, bien qu'ils n'aient pas été produits devant elle (*C. d'Et.*), X, 1353.

EMMERY, X, 1327.

EMPLOYÉS SECONDAIRES. — Augmentation de traitement, X, 222. — Leur affectation dans l'armée du génie, X, 747.

EMPRUNTS :

Autorisations d'emprunts.

Département de l'Ain, IX, 1560. — Aisne, VI, 219, 651, 652. — Alençon (ville d') IX, 1436. — Allier, VIII, 619; X, 652. — Alpes (Basses-), VIII, 621; IX, 1548. — Alpes (Hautes-), IX, 1556, 1560. — Alpes-Maritimes, IX, 1560; X, 653. — Ardèche, VI, 1137; VIII, 621. — Ariège, VI, 193; VIII, 1440; IX, 1556. — Aube, IX, 1560. — Aude, VI, 326; VII, 860; IX, 1560. — Aveyron, VII, 861; VIII, 619; X, 647. — Beauvais (ville de), VIII, 331. — Besançon (ville de), VI, 306. —

Bouches-du-Rhône, VI, 327; IX, 1436. — Boulogne (chambre de commerce de), VII, 68. — Calais (chambre de commerce de), VII, 103. — Calvados, X, 651. — Cantal, IX, 1556. — Charente-Inférieure, VI, 191, 327; IX, 1557. — Charleville (ville de), X, 656. — Cher, IX, 1557. — Constantine, IX, 998. — Corrèze, X, 647. — Corse, VIII, 620. — Côtes-du-Nord, X, 650. — Creuze, VII, 859; X, 657. — Dordogne, VIII, 622; IX, 1453, 1557; X, 658. — Doubs, X, 288, 653. — Drôme, X, 460. — Eure, IX, 1561; X, 653. — Eure-et-Loir, VI, 305; X, 653. — Gard, X, 654. — Gers, X, 647. — Gironde, VIII, 1443; IX, 1453, 1010; X, 648. — Granville (ville de), X, 656. — Haute-Loire, VIII, 330; X, 654. — Haute-Marne, VI, 190; IX, 1436. — Hérault, VI, 220. — Ille-et-Vilaine, VII, 361; IX, 1561. — Inde (colonie française), IX, 1022. — Indre, VIII, 331; IX, 1558. — Indre-et-Loire, VII, 859; IX, 1010; X, 657. — Isère, IX, 1558. — Landes, VI, 328; IX, 1564. — Limoges (ville de), VIII, 330. — Loire, VIII, 622; X, 652. — Loir-et-Cher, IX, 1562. — Loire-Inférieure, X, 289. — Loiret, VI, 303; VII, 361, 861; IX, 1561. — Lot, IX, 1011. — Lot-et-Garonne, VIII, 622. — Lozère, VI, 306; IX, 1558. — Maine-et-Loire, VI, 192. — Manche, VI, 304; X, 654. — Marne, IX, 1436. — Marne (Haute-), IX, 1558. — Mayenne, VI, 189; VIII, 620. — Meurthe-et-Moselle, VII, 860; IX, 1558. — Meuse, IX, 1559; X, 654. — Morbihan, IX, 1562. — Oise, X, 655. — Orne, VII, 861; X, 655. — Paris (ville de), VII, 360. — Pas-de-Calais, IX, 1562. — Perpi-

de-Dôme, VII, 861; IX, 468, 1559; X, 655. — Pyrénées (Basses-), VI, 301. — Pyrénées (Hautes-), X, 460. — Pyrénées-Orientales, VI, 301; VIII, 621. — Rochefort (ville de), X, 657. — Rhône, IX, 1547. — Sarthe, IX, 1559; X, 652, 655. — Saint-Denis (ville de), X, 651. — Saint-Etienne (ville de), IX, 1547. — Saône-et-Loire, X, 648. — Saint-Quentin (ville de), X, 658. — Savoie, IX, 1547, 1548. — Savoie (Haute-), IX, 1549. — Seine, VII, 859. — Seine-et-Marne, VIII, 331; X, 656. — Sèvres (Deux-), IX, 1563. — Tarn, IX, 1563. — Tarn-et-Garonne, IX, 1563. — Tours (ville de), X, 658. — Var, X, 656. — Vaucluse, IX, 1564. — Vienne, VIII, 622. — Vienne (Haute-), X, 656. — Vosges, VI, 248; IX, 1563; X, 456. — Yonne, X, 651.

ENJALRIC, IX, 84.

ENTREPRENEURS (clauses et conditions générales imposées aux).

— Revision et modification d'instructions, VII, 704.

ENTREPRENEUR. Voir Compétence.

Décompte. Extraction de matériaux. Procédure. Responsabilité.

- (1) Ajournement des travaux. — Résiliation. — Indemnité. — (*Sieur Ladouceur*.) — Application des articles 34, 36 et 43 des conditions générales de 1866. — Travaux interrompus pendant plus d'une année. — Insuffisance de ressources. — Pertes éprouvées et bénéfices manqués. — Reprise par l'Etat du matériel et des outils existant sur les chantiers et qui eussent été nécessaires à l'achèvement des travaux. — Renvoi devant

d'Et.), VI, 9.

- (2) Ajournement des travaux. — Cessation absolue. — Résiliation. — Application de l'article 34 des clauses et conditions générales. — Intérêts des intérêts. — (*Sieurs Jolly et Delafoy*.) — Application de l'article 34 des clauses et conditions générales : l'entreprise avait d'abord été simplement suspendue, ce qui eût donné à l'entrepreneur, après les délais et dans les conditions prévues, le droit de demander la résiliation; la cessation absolue des travaux, entraînant la résiliation de plein droit, a été ordonnée à une époque postérieure, à partir de laquelle seulement courent les effets de la résiliation (*C. d'Et.*), IX, 158.

- (3) Algérie. — Construction de phare. — Résiliation pour ajournement des travaux. — Clauses et conditions générales de 1866, article 34. — Indemnité. — Frais de transport et d'emmagasinage du matériel. — Bourriquets, frais de nourriture et de garde. — Intérêts des intérêts. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Pourvoi formé par un ministre. — Dépens au profit de l'Etat. — (*Ministre de l'intérieur contre sieur Beretta*.) — La résiliation d'une entreprise ayant été prononcée sur la demande d'un entrepreneur pour ajournement de plus d'une année de travaux qui n'ont pas reçu de commencement d'exécution, sans que cet ajournement ait été déterminé par un cas de force majeure, c'est à bon droit que le conseil de préfecture a accordé à l'entrepreneur une indemnité à raison du préjudice que

ENTREPRENEURS (suite) :

cette mesure lui a causé (art. 34 des clauses et conditions générales du 16 novembre 1866). — Ne peut être considéré comme cas de force majeure, le retard provenant de ce que l'administration a fait procéder à l'adjudication, sans s'être assurée qu'elle serait en mesure de livrer en temps utile à l'entrepreneur les terrains qui n'étaient pas alors expropriés. — Le transport et l'emmagasinage du matériel destiné à l'entreprise, effectués à la suite de la remise par l'administration des plans et dessins, avec la mention « bon pour exécution », constituent une mesure préparatoire des travaux qu'il est du devoir de l'entrepreneur de prendre, et, dès lors, c'est avec raison que l'État, en cas de résiliation prononcée au profit de l'entrepreneur, est condamné à en rembourser les frais. — Les ministres ayant été dispensés de tous frais pour l'introduction de leurs pourvois devant le Conseil d'État (art. 16 et 17 du décret du 22 juillet 1806), ne sont pas fondés à demander l'allocation de dépens, alors même qu'ils auraient eu recours au ministère d'un avocat (*C. d'Ét.*), VI, 405.

- (4) Construction d'un barrage éclusé. — (*Sieurs Caillat Tissier.*) — Agrandissement du projet primitif. — Refus de l'entrepreneur. — Conséquences. — Mise en régie. — Résiliation. — Indemnité. — Reprise du matériel. — Délai de garantie. — Cautionnement. — Retenue de garantie. — Décidé que l'agrandissement du projet primitif d'un barrage éclusé

n'impliquait pas la substitution d'un projet nouveau à celui qui avait fait l'objet de l'entreprise, quoique cet agrandissement ait été décidé par décret et après enquête. — Dès lors, en admettant que l'augmentation dans la masse des travaux autorisât l'entrepreneur à demander la résiliation, il ne pouvait, aux termes des articles 30 et 43 des clauses et conditions générales de 1866, réclamer ni la reprise du matériel ni une indemnité. — Délai de garantie. — Ordre de suspendre les travaux. — Réception provisoire ne pouvant remonter au delà de l'époque à laquelle l'entreprise a pris fin, époque qui doit seule servir de départ au délai de garantie. — Indemnité réservée pour le cas où l'administration refuserait de procéder à la réception définitive (art. 47). 1^{re}, 2^e et 3^e espèces (*C. d'Ét.*), VI, 453.

- (5) Construction d'une digue. — Résiliation par le fait de l'administration. — Indemnité due à l'entrepreneur. — Intérêts. — (*Sieur Rodarie.*) — La résiliation de l'entreprise ayant eu lieu par le fait de l'administration, l'entrepreneur a droit à une indemnité à raison de la privation de bénéfices, des pertes et faux frais de toute nature provenant de la résiliation. — Appréciation de l'indemnité due pour remboursement des frais d'adjudication, perte d'intérêts sur le cautionnement, frais de transport du matériel, frais de séjour de l'entrepreneur sur le lieu des travaux, d'après l'invitation des ingénieurs, pour y être à la disposition de l'administration,

ces. — L'entrepreneur, qui a refusé de toucher une indemnité insuffisante allouée par le ministre a droit aux intérêts, du jour de la demande, pour le montant total de l'indemnité accordée (*C. d'Ét.*), VIII, 61.

- (6) Construction d'un port. — Résiliation. — Indemnité. — Privation de bénéfices. — Reprises du matériel par l'Etat. — Intérêts ; point de départ. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Ladouceur.*) — Calcul de bénéfices présumés d'après le prix de revient des enrochements à fournir et à employer, avec réduction moyenne pour cause d'augmentation de la main-d'œuvre, et d'après le prix des couronnements en pierre de taille dans les conditions du devis, sans tenir compte de changements allégués, mais non justifiés. — Décidé que l'Etat était tenu de reprendre le matériel et les outils existants sur les chantiers et qui eussent été nécessaires pour l'achèvement des travaux, mais non pas de payer une indemnité, à raison de la dépréciation de ce matériel. — Application d'un précédent arrêt du Conseil d'Etat et de l'article 43 des conditions générales du 16 novembre 1866 (*C. d'Ét.*), VII, 1000.

- (7) Port d'Ajaccio. — Suspensions. — Résiliation. — (*Sieur Redon-Lionnet.*) — Demandes d'indemnité à raison de suspension des travaux, par suite d'insuffisance de crédits. — Rejet : faits rentrant dans les prévisions du devis. — Indemnité allouée pour résiliation de l'entreprise : refus d'in-

tant des suspensions antérieures à la résiliation. — Ordre d'enlèvement d'une voie ferrée posée par les entrepreneurs pour amener les matériaux des carrières au port : pas d'indemnité : l'administration, en ordonnant l'enlèvement de cette voie autorisé par tolérance, n'a fait qu'user de son droit. — Erreur matériellement dans le montant des sommes à rembourser desquelles l'Etat a été condamné comme constituant une retenue : rectification. — Procédure : demande nouvelle : non recevabilité (*C. d'Ét.*), IX, 1188.

- (8) Travaux à une place forte. — Accélération des travaux. — Renchérissement de la main-d'œuvre. — Résiliation par suite de la présence de l'ennemi. — Indemnité. — Condition de renonciation à toute réclamation ultérieure. — (*Sieur Morel.*) — Un entrepreneur n'est pas fondé à réclamer une indemnité pour renchérissement de la main-d'œuvre et exécution rapide de travaux, lorsque la nature et la destination des ouvrages (travaux de fortification) l'avaient averti de l'urgence de l'exécution, et qu'il était d'ailleurs tenu de se conformer aux ordres du génie militaire pour la marche à suivre et les moyens à employer. — La disposition de l'article 58 du devis général des travaux du service du génie, aux termes duquel le ministre de guerre se réserve d'accorder un dédommement à l'entrepreneur dont l'entreprise a été révoquée par suite de l'état de guerre ne fait pas obstacle à ce que

conseil de préfecture soit saisi, par l'entrepreneur qui conteste les appréciations du ministre, du règlement de l'indemnité qu'il réclame. — Le ministre de la guerre, alors qu'il accorde une indemnité à un entrepreneur de travaux de fortifications, à raison de la résiliation de l'entreprise prononcée par suite de l'état de guerre, ne peut pas subordonner le paiement de cette indemnité, à la condition que l'entrepreneur renoncera à toute réclamation ultérieure pour le préjudice qui lui a été causé (*C. d'Ét.*), VI, 1047.

- (9) Ajournement. — Résiliation. — Perte de temps. — Indemnité. — Absence de tierce expertise. — Chef de demande déjà compris dans une précédente indemnité. — (*Sieur Foucaux.*) — Un conseil de préfecture, saisi de la demande en indemnité formée par un entrepreneur pour la perte de temps que lui aurait causé la suspension des travaux, a pu, sans ordonner au préalable une expertise, examiner si en droit le réclamant était fondé à demander une indemnité de ce chef. — Décidé que l'indemnité pour privation de bénéfices précédemment, accordée en principe, comprenait celle pour perte de temps actuellement réclamée, et qu'il d'ailleurs n'était pas justifiée. — Demande d'indemnité basée sur ce que, par suite de l'ajournement des travaux, l'entrepreneur aurait été empêché d'utiliser son temps et son industrie pendant la période écoulée entre la date de cet ajournement et la résiliation. —

Rejet par le motif que ladite indemnité se trouve nécessairement comprise dans celle à laquelle le Conseil d'Etat a décidé que le réclamant pouvait avoir droit pour privation de bénéfices. — D'ailleurs, l'ajournement n'excède pas le temps qui aurait dû être consacré à l'exécution totale de l'entreprise (*C. d'Ét.*), VI, 1087.

- (10) Résiliation; reprise du matériel nécessaire pour l'achèvement des travaux; frais de garde, d'entretien et de magasinage. — Expertise. — Matériel non utilisable; reprise non obligatoire. — (*Sieur Dessoliers.*) — Décide, par application des articles 34, 36 et 43 des conditions générales de 1866, que, par suite de la suspension absolue et indéfinie des travaux, il y avait lieu de prononcer la résiliation au profit de l'entrepreneur, de condamner l'Etat à la reprise du matériel nécessaire à l'achèvement des travaux, et de tenir compte à l'entrepreneur des frais de garde et d'entretien dudit matériel, du jour de la cessation des travaux. — Expertise ordonnée sur ces points. — Mais l'Etat ne pouvait être tenu à reprendre une partie du matériel inutilisable par suite de modifications apportées aux projets; ces modifications, lorsqu'elles portent sur plus d'un tiers des prévisions, ouvrent seulement un droit à indemnité art. 38., (*C. d'Ét.*), VII, 767.
- (11) Construction de l'hospice général de Pellegrin à Bordeaux. — Ajournement indéfini des travaux. — Résiliation; conséquences. — Indemnités diverses :

ranties; intérêts; intérêts des intérêts. — Conditions générales de 1866. — (*Commission administrative des hospices civils de Bordeaux contre divers entrepreneurs.*) — Résiliation accordée sur la demande des entrepreneurs pour cause de désorganisation des ateliers et d'ajournement indéfini des travaux par suite du transport des varioleux d'un autre hospice dans l'un des bâtiments déjà construits. — (1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e espèces). — Le droit réservé par le cahier des charges de réduire jusqu'à concurrence d'un sixième les travaux en cours d'exécution, n'a pas pu être exercé après la cessation absolue des travaux et postérieurement à la demande de résiliation formée par les entrepreneurs. — Conditions générales de 1866, art. 30 et 31. — (1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e espèces). — Au point de vue de l'indemnité due aux entrepreneurs dans le cas de résiliation, il n'y a pas lieu de déduire du montant des travaux compris dans l'adjudication les travaux imprévus de même nature, qui auraient été ordonnés en cours d'exécution. — (1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e espèces). — Annulation de l'arrêté attaqué en tant qu'il a accordé une indemnité à certains entrepreneurs pour le préjudice qui serait résulté pour eux des lenteurs et de l'irrégularité dans la direction des travaux antérieurement à la date de la suspension des travaux qui a motivé la résiliation : ce grief n'était pas justifié. — (1^{re} espèce.) — Cer-

mé, par des conclusions déposées au conseil de préfecture, une indemnité à raison desdites lenteurs et irrégularités, on décide que le conseil de préfecture n'a pas statué *ultra petita* [en ordonnant aux experts de rechercher s'il y avait eu préjudice et dans quelle mesure. — Renvoi des parties devant le même conseil. — (2^e et 6^e espèces.) — Décide que le conseil de préfecture avait pu autoriser les experts à tenir compte des dépenses que les entrepreneurs justifieraient avoir faites pour les dispositions, outillages et approvisionnements extraordinaires nécessités par l'entreprise. — (4^e espèce.) — Demande d'indemnité fondée sur les pertes et dépenses que les entrepreneurs auraient subies jusqu'au jour où la résiliation a été prononcée par le conseil de préfecture. — Rejet. — Les entrepreneurs ne justifient pas qu'ils aient fait des dépenses et subi des pertes pouvant motiver une indemnité distincte de celle qui leur est accordée à raison de la résiliation prononcée à leur profit. — (1^{re} et 5^e espèces.) — Décide que les pertes d'intérêts, frais de commission et d'agio rentrent dans les frais généraux que les entrepreneurs étaient tenus de supporter. — (3^e, 4^e, 5^e et 7^e espèces.) — L'entrepreneur n'est pas fondé à réclamer la restitution de la portion des frais d'enregistrement afférente aux travaux non exécutés. — La résiliation a été prononcée dans des conditions telles que l'entrepreneur a été placé

ENTREPRENEURS (suite) :

dans la même situation que s'il avait exécuté les travaux. — (3°, 4°, 5° et 7° espèces.) — Décidé que l'administration des hospices doit payer le solde des travaux, tel qu'il sera établi d'après les états de situation faits ou à faire. — (1° espèce.) — L'entrepreneur a droit à la restitution de son cautionnement à partir du jour de la résiliation, et au paiement, à partir de la demande qui en a été faite, de la différence entre les intérêts servis par la caisse des dépôts et consignations et l'intérêt légal à 3 p. 100. — (1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7° espèces.) — La prise de possession d'un bâtiment ne peut pas être assimilée à une réception provisoire des travaux, lorsque les entrepreneurs ne justifient pas d'ailleurs qu'ils aient mis l'administration en demeure de procéder à cette réception. — D'où il suit que les entrepreneurs n'ont pas droit au paiement de retenues de garantie. — (1° espèce.) — Allocation des intérêts à partir du jour de la demande et des intérêts des intérêts dus pour une année entière. — (1° et 4° espèces.) — Pourvois connexes. Une seule décision. — (1° espèce.) (C. d'Ét.), VII, 1041.

- (12) Résiliation. — Vérification des travaux. — Convocation des parties. — Réception des travaux. — Demande d'expertise non produite devant le conseil de préfecture; vérification nouvelle inutile. — Demande en dommages-intérêts non justifiée. — (Sieur Bertin contre commune de Cusy.) — Lorsqu'un conseil de préfecture se borne, avant de

statuer, à faire procéder à une vérification des travaux, et dresser un décompte, l'entrepreneur n'est pas fondé à se plaindre de ce que cette mission ait été confiée à un architecte, en dehors des formes ordinaires de l'expertise. — La réception des travaux peut être confiée à un architecte autre que celui qui a dirigé les travaux, notamment lorsque celui-ci a abandonné ses fonctions (C. d'Ét.), VII, 1145.

- (13) Résiliation par suite d'interruption. — Interprétation du cahier des charges. — Infirmité. — (Ministre de la guerre contre sieur Raskin.) — Le cahier des charges ayant stipulé que, dans le cas d'interruption imprévue des travaux, l'administration pourrait exiger la prolongation de l'entreprise jusqu'au 31 décembre 1877, c'est à tort que la résiliation a été fixée au 1° janvier 1877, par le conseil de préfecture (C. d'Ét.), VII, 1158.

- (14) Communes. — Construction d'une halle. — Augmentation du prix des matériaux. Résiliation. — Retards dans l'exécution : faute commune. — Expertise déclarée inutile. — (Commune de Samatan contre sieur Durantou.) — Résiliation prononcée en vertu de l'article 33 du cahier des charges : la hausse du prix des matériaux avait augmenté de plus d'un sixième la valeur des travaux restant à exécuter. — Retards dans l'exécution imputables à l'entrepreneur et à la commune : rejet des demandes réciproques d'indemnité de ce chef : responsabilité de l'archi-

(15) Ville de Paris. — Construction du collège Chaptal. — Intérêts des deux dixièmes du montant des mémoires. — Recours incident. — Intérêts des sommes dues à l'époque de la résiliation. — Dépens. — (*Sieurs Michau père et fils contre ville de Paris.*) — D'après le cahier des charges, les deux derniers dixièmes du montant des mémoires n'étaient exigibles qu'à l'époque de la réception définitive des travaux; ces sommes n'ont pu porter intérêts qu'à partir du 27 octobre 1874, jour de la réception définitive. — En prononçant la résiliation de l'entreprise, le maire de Paris n'a pas pu disposer que les sommes restant dues ne porteraient pas d'intérêts, et priver ainsi l'entrepreneur d'un droit qui lui était reconnu par le cahier des charges (*C. d'Ét.*), VIII, 33.

(16) Ville de Paris. — Construction de l'église Saint-François-Xavier. — Résiliation. — Demande d'indemnité. — Intérêts de sommes dues; point de départ. — Recours incident. — Intérêts de la retenue de garantie. — Dépens. — (*Sieurs Michau père et fils contre ville de Paris.*) — Après une interruption des travaux, l'entrepreneur a refusé de les reprendre et a demandé à plusieurs reprises la résiliation qui a été prononcée sous certaines conditions dont il a demandé l'exécution aussitôt que l'ont permis les événements survenus à Paris en 1874. Dans ces circonstances, la demande d'une indemnité à raison de la rési-

demande d'intérêts présente seulement comme condition d'une transaction à intervenir n'est pas susceptible de faire courir ces intérêts. — La ville de Paris n'est pas fondée à réserver les intérêts de la retenue de garantie, alors que, par un engagement pris en son nom, le maire de Paris, et dont elle ne conteste pas la validité, il a été stipulé que les sommes retenues à titre de garantie seraient productives d'intérêts à partir de l'acceptation du règlement des mémoires (*C. d'Ét.*), VIII, 36.

(17) Communes. — Église. — Retard dans l'exécution. — Résiliation au profit de l'entrepreneur. — (*Sieur Monge.*) — Il est décidé que le retard de neuf années apporté par la commune à l'exécution des travaux en avait complètement modifié les conditions et justifiait ainsi la demande en résiliation formée par l'entrepreneur (*C. d'Ét.*), VI, 1616.

(18) Engagement pour la construction d'une église : ajournement : demande en résiliation. — Compétence. Chose jugée. (*Commune de Cadeilhan contre sieur Monge.*) — La décision par laquelle les tribunaux ont statué sur la validité d'un engagement et l'acquiescement donné à cette décision ne font pas obstacle à ce qu'un entrepreneur poursuive et obtienne devant le conseil de préfecture la résiliation de son entreprise pour ajournement indéfini des travaux. — L'objet des deux actions étant différent, il n'y a pas lieu à l'application de la chose jugée. — Procédure

— Conseil d'Etat. — Arrêt par défaut. — Opposition par le défendeur qui n'a pas fourni de défense : recevabilité (*C. d'Ét.*), IX, 758.

(19) Construction de clocher. — Travaux non autorisés. — Résiliation prononcée par le conseil de préfecture. — Demande d'achèvement des travaux par la commune. — Chose jugée. — Prix des matériaux approvisionnés par ordre de l'architecte ; paiement dû. — (*Commune de Plouagat contre sieur Baratoux.*) — Confirmation d'un arrêté de conseil de préfecture qui a rejeté en se fondant sur une précédente décision par lui rendue — la demande présentée par une commune à l'effet d'obtenir qu'un entrepreneur soit obligé à achever les ouvrages commencés pour la construction d'un clocher et a condamné cette commune à lui payer le prix des matériaux approvisionnés (*C. d'Ét.*), VIII, 601.

(20) Augmentation des prix. — Demande en résiliation. — Travaux exécutés postérieurement. — Demande d'indemnité. — (*Sieur Crouzet.*) — L'entrepreneur auquel la résiliation a dû être accordée, en vertu de l'article 33 des clauses et conditions générales de 1855, à raison de l'augmentation des prix, et que l'administration avait obligé de continuer ses travaux, malgré sa demande en résiliation, est fondé à réclamer une indemnité à raison du préjudice qu'il a éprouvé par suite de cette obligation (*C. d'Ét.*), VIII, 96.

(21) Résiliation. — Chose jugée. —

Indemnité. — Intérêts simples et capitalisés. — Etat condamné à tous les dépens. — Frais d'expertise et de tierce expertise. — (*Sieurs Escarraquel et autres.*) — Une précédente décision du Conseil d'Etat ayant déclaré qu'à raison de la hausse notable des prix courants du pays depuis l'adjudication, les réclamants avaient droit à la résiliation (conditions générales de 1833, art. 29) et à une indemnité pour le préjudice qui était résulté, postérieurement, pour eux, du refus, par le ministre et par le conseil de préfecture, de la prononcer, décidé que le conseil de préfecture, devant lequel ils avaient été renvoyés pour en régler le quantum, n'avait pu leur dénier tout droit à indemnité, sans violer la chose jugée. — Intérêts alloués du jour de la réception définitive des travaux, et non du jour de la demande ; le préjudice éprouvé depuis la demande en résiliation jusqu'à la réception étant réparé par l'indemnité que le Conseil d'Etat leur accorde. — Intérêts des intérêts alloués dans les termes de l'article 1154 du Code civil ; mais renvoi devant le conseil de préfecture pour établir la taxe précise à laquelle ils ont été demandés (*C. d'Ét.*), IX, 840.

(22) Travaux du génie. — Limitation et résiliation. — Perte de bénéfices : expertise ordonnée. — (*Sieur Rouard contre le ministre de la guerre.*) — Décidé que l'entreprise des travaux de casernement à exécuter dans un camp, pendant deux exercices, n'entraînait pas l'obligation pour l'Etat de faire exécuter tous les

travaux pendant la durée de l'entreprise, mais que, dans l'espèce, le cahier des charges fixant pour l'approvisionnement et l'exécution de travaux déterminés un délai inférieur à la durée de l'entreprise, le fait d'avoir arrêté et limité les travaux prévus ouvrait à l'entrepreneur un droit à indemnité pour perte du bénéfice qu'il aurait pu réaliser dans l'exécution des travaux sur lesquels il avait le droit de compter. L'administration ne saurait, pour décliner sa responsabilité, se prévaloir des dispositions du devis, aux termes desquelles elle peut modifier les ouvrages prévus, et user de ce droit sans indemnité pour l'entrepreneur. — Expertise ordonnée pour apprécier la perte subie (*C. d'É.*, IX, 1185).

(23) Travaux à exécuter en cinq exercices. — Inapplicabilité de la faculté de résiliation après trois ans. — (*Ministre de la guerre contre sieur Guillotin.*) — Décidé que l'entreprise ne devant prendre fin, aux termes du cahier des charges spécial, qu'après cinq exercices ou par l'achèvement des travaux, le droit réciproque de résiliation, après le premier ternaire prévu par le § 1^{er} de l'article 57 du devis général arrêté par le ministre de la guerre le 7 mai 1857, était inapplicable dans l'espèce (*C. d'É.*, VII, 1157).

(24) Construction d'une route consortiale (Savoie). — Communes réunies en association consortiale. — Interruption, suspension définitive et abandon des travaux par suite d'un désaccord entre lesdites communes. — Con-

ventions particulières entre les adjudicataires ne constituant pas des sous-traités et laissant subsister au profit des communes leur responsabilité solidaire. — Résiliation au profit des entrepreneurs. — Dépens à la charge des communes. — (*Commune de Saint-Martin de Belleville et autres contre sieurs Albertazzi, Pedrino et Gianoli.*) (*C. d'É.*, IX, 728).

(25) Caniveaux d'une route nationale. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Perchez.*) — Demande en résiliation fondée sur l'augmentation de plus d'un sixième de la dépense prévue au devis par suite du renchérissement du prix des pavés et de la main-d'œuvre (article 33, conditions générales de 1866). Renvoi à l'expertise. — Procédure. — Expertise non obligatoire, mais reconnue utile. Forme. Un seul expert désigné par le conseil de préfecture. Nullité. — Lorsque le conseil de préfecture croit devoir recourir à une expertise, bien qu'aucune disposition de loi ne la rende obligatoire (spécialement dans un litige entre l'administration et un entrepreneur de travaux publics sur l'exécution du marché), est tenu de se conformer aux règles substantielles en matière d'expertise. — Il ne peut nommer d'office un seul expert sans que les parties aient été mises en demeure de désigner elles-mêmes leurs experts ou de s'entendre sur le choix d'un expert unique. — Décidé que, dans l'espèce, la vérification ordonnée

constituait une véritable expertise à laquelle, dès lors, les principes ci-dessus posés étaient applicables. — Expertise annulée et renvoi devant le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), IX, 1740.

- (26) Abattoir. — Inexécution du marché par l'entrepreneur. — Abandon des chantiers. — Mise en demeure par le maire. — Abréviation du délai pour urgence. — Résiliation et adjudication prononcées par le préfet sans mise en régie préalable. — Article 25 des conditions générales de 1866. — Conséquences. — Indemnité. — Dépens. — (*Sieur Cravio contre ville de Toulon.*) — Lorsqu'il s'agit de travaux communaux dont la direction est confiée au maire, c'est à celui-ci qu'il appartient de mettre l'entrepreneur en demeure préalablement à la résiliation et à la réadjudication sur folle enchère. — L'article 35 des conditions générales de 1866, qui, dans l'espèce, était applicable à l'entreprise, en chargeant le préfet de cette mise en demeure, n'a eu en vue que l'exécution des travaux pour le compte de l'Etat. — Le maire a pu dans l'arrêté de mise en demeure, accorder à l'entrepreneur un délai de trois jours seulement, au lieu de dix, en se fondant sur l'urgence. — L'article 35 autorise l'abréviation du délai dans ce cas. — En fait, la résiliation et la réadjudication sur folle enchère ont été prononcées plus d'un mois après la mise en demeure. — Les clauses et conditions générales de 1866 exi-

gent-elles, pour que la résiliation puisse être prononcée, qu'une régie ait été préalablement organisée. — Aux termes de l'article 35 et par application des articles 1144 et 1184 Code civil, il appartient à l'administration, soit d'ordonner l'établissement d'une régie aux frais de l'entrepreneur dûment mis en demeure, soit de prononcer la résiliation et d'ordonner la réadjudication sur folle enchère. — En matière de travaux communaux, qui sont dirigés par le maire sous la surveillance du préfet, appartient-il au préfet, et non pas seulement au ministre, d'ordonner la résiliation de l'entreprise. — Les dispositions de l'article 35 qui déterminent les attributions respectives du préfet et du ministre, en ce qui touche les travaux de l'Etat, ne sauraient être appliquées textuellement à des travaux communaux. — Décidé qu'un marché passé pour la construction d'un abattoir municipal avait été à bon droit déclaré résilié par le préfet; retard dans l'exécution; refus d'obtempérer aux ordres des services; abandon du chantier par les ouvriers non payés et par l'entrepreneur lui-même. — Conséquences de la résiliation : demande d'indemnité par la ville : rejet : — La ville à s'imputer d'avoir admis à soumissionner à un entrepreneur ne disposant pas de ressources financières suffisantes : elle a, d'ailleurs, été couverte du préjudice qu'elle a pu éprouver par le rabais plus considérable, obtenu du nouvel adjudicataire. — Dépens mis à

(27) Mise en régie et résiliation indûment prononcées. — Perte de bénéfices. — Indemnité. — Supplément d'instruction ordonnée par le Conseil d'Etat. — (*Sieur Joret contre le département du Calvados.*) — Un préfet n'a pu ordonner la démolition d'ouvrages pour infraction aux prescriptions d'un avant-métré qui n'a pas été soumis à la signature de l'entrepreneur au moment de sa soumission, et pour des malfaçons que n'établit aucune constatation régulière et contradictoire. — Il n'a pu par suite prononcer la mise en régie et la résiliation de l'entreprise. — Décidé que l'entrepreneur avait droit à indemnité : 1° pour pertes de bénéfices ; 2° à raison des ouvrages dont la démolition a été indûment ordonnée ; 3° pour le préjudice résultant de la mise en régie et de la résiliation notamment de la dépréciation des matériaux préparés en vue d'une destination spéciale. — Renvoi pour évaluation contradictoire des indemnités dues à raison des deux derniers chefs, — devant un ingénieur dont le rapport sera déposé à la requête de la partie la plus diligente au secrétariat du Conseil d'Etat (C. d'Ét.), VII, 918.

(28) Mise en régie. — Réadjudication. — Soumissionnaires non admis. — Intérêts. — Capitalisation. — Dépens compensés. — Procédure. — Connexité : jonction. — Conseil de préfecture ; composition ; communication du dossier (V. les visas) : arrêté par

de sursis, absence de mémoire écrit : opposition recevable. — (*Sieur Guernet contre le département des Landes.*) — Mise en régie régulièrement prononcée par suite de l'abandon des travaux par l'entrepreneur, de l'inexécution des ordres de transport à lui donnés par le préfet, et son impossibilité reconnue de reprendre les travaux. Objection tirée de ce que ces faits seraient la conséquence de retenues indûment faites par l'administration : grief mal fondé. Application des articles 35, 44, 49 des conditions de 1866. — Matériaux approvisionnés non déposés sur les chantiers : reprise non obligatoire (art. 43). — Pierres reprises. — Cube. Augmentation sur le cube des pierres brutes et cassées en tenant compte de leur tassement du jour de la mise en régie au jour de l'expertise, et de la présence de matières terreuses dont ces pierres n'étaient pas débarassées contrairement à l'article 16. — Pierres non cassées reprises, déduction du prix effectif du passage payé par la régie. — Pose et dépose de rails fournis par le département ; plus-value accordée à raison de leur mauvaise qualité reconnue sur une partie des fournitures, et impossible à vérifier sur le surplus. — Crampons et chevillettes : sursis pour expertise ; indemnité allouée après expertise. — Dépenses de régie prétendues exagérées : conséquence de la régie régulièrement prononcée. — Pont et voie ferrée ; mauvais état dû à la faute de

ENTREPRENEURS (suite) :

l'entrepreneur : responsabilité maintenue, mais réduite. — Réadjudication sur folle enchère : conditions ; de l'adjudication ; pas de modifications de nature à être portées à la connaissance des soumissionnaires : refus d'admettre les promesses de caution de deux soumissionnaires ; pouvoir discrétionnaire de l'administration. — Procédure. Le défendeur qui n'a produit devant le conseil de préfecture aucun mémoire écrit, qui s'est borné dans ses observations orales à demander un sursis, est fondé à considérer l'arrêté qui intervient comme rendu par défaut et peut y former opposition (*C. d'Ét.*), VII, 1117.

(29) Egout. — Marché sur série de prix et non à forfait. — Décompte. — Travaux prévus au devis. — Travaux non prévus au devis exécutés en régie : nécessité reconnue en cours d'exécution. Autorisation donnée par les architectes, maire et commission municipale. — Non-lieu à résiliation au profit de l'entrepreneur, mais déchéance des travaux ou malfaçons restant à exécuter à raison de prise de possession sans réception provisoire. — Intérêt des intérêts. — Procédure ; demande nouvelle ; non-recevabilité. (*Ville d'Arcachon contre sieur Cailhava et C^{ie}.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 163.

(30) Suspension des travaux ; reprise ordonnée : non-lieu à résiliation. — Indemnité réclamée pour désorganisation de l'entreprise par suite des suspensions. — Mémoire non soumis à la ville : règlement par un expert

en dehors de sa mission. — Paiement des acomptes. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Hunebelle contre ville de Paris.*) — Décidé que l'entrepreneur n'était pas fondé à demander la résiliation, à raison de la suspension des travaux pendant un an. — Sur la mise en demeure de l'entrepreneur, la ville a ordonné la reprise du travail dans les délais que lui accordait le cahier des charges. — Rejet de la demande en indemnité pour le dommage qu'auraient occasionné les suspensions des travaux et la désorganisation de l'entreprise qui en aurait été la conséquence : la première suspension des travaux n'a été, de la part de la ville, que l'exercice de son droit, la seconde a été le fait volontaire de l'entrepreneur. — Demande en paiement de la différence existant entre le montant des sommes reçues et le règlement des mémoires par l'expert, et d'une indemnité de retard dans le paiement des acomptes calculés sur le montant dudit règlement. — Rejet : l'expert n'avait pas mission pour régler les mémoires qui n'avaient pas été soumis à la ville (*C. d'Ét.*), IX, 15.

(31) Entrepreneur. — Ordre de service lui enjoignant de suspendre les travaux. — Ajournement n'ayant pas duré plus d'un an. — Ralentissement des travaux : aucun délai fixé pour leur achèvement. — Non-lieu à résiliation ni à indemnité. — Article 34, conditions générales de 1866. — (*Sieur Catani.*) — Procédure. — Conseil de préfecture. — Deux requêtes déposées

concernant la même entreprise, mais ayant des objets distincts. — Arrêté statuant séparément sur l'une d'elles, la seule dont l'instruction fût complète : régularité : jonction non obligatoire (*C. d'Ét.*), X, 789.

(32) Décompte. — Compte de travaux exécutés en régie. — Ville de Paris. — Ouverture de la rue Gay-Lussac. — Subvention payée par la ville à l'entrepreneur. — Conditions. — Point de départ des intérêts. — Sommes payées par la ville pour intérêts d'indemnité d'expropriation. — Contestation au sujet des intérêts d'indemnité. — Compétence. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Arrêté ordonnant une expertise. — Caractère préparatoire. — Recours non recevable. — (*Sieur Legrand contre ville de Paris.*) — Application pour le règlement du compte de régie d'un entrepreneur qui avait soumissionné l'ouverture d'une rue, moyennant subvention de la ville, des conditions des marchés intervenus entre les parties (*C. d'Ét.*), VI, 343.

(33) Décompte. — Palais de justice. — Travaux distraits de l'entreprise. — Privation de bénéfices. — Indemnité. — (*Sieur Berneau.*) — L'entrepreneur affirmant que des travaux de menuiserie compris dans son entreprise en ont été distraits indûment, il est donné mission aux experts de vérifier l'exactitude du fait et d'évaluer, dans ce cas, l'indemnité due pour les bénéfices dont l'entrepreneur a été privé. — Dépens réservés. — Rejet de la même demande en ce qui touche l'ameublement

des salles et leur décoration ; ces objets n'étaient pas mentionnés dans le devis estimatif et sont restés en dehors de l'adjudication (*C. d'Ét.*), VII, 1130.

(34) Décompte. — Entretien d'une route. — Mise en régie. — Ordre de service. — (*Sieur Pianelli.*) — Mise en régie pour inexécution d'ordre de service, prononcée à la suite d'un arrêté de mise en demeure : régularité (rejet, comme mal fondée, d'une objection tirée de ce que ces ordres de service auraient complètement modifié les conditions du contrat). — Article 35 des clauses de 1866. — Travail du cylindrage supprimé : droit de l'administration : pas d'indemnité : non-lieu à l'expertise ordonnée par le conseil de préfecture. — Décompte. Réclamations formées après acceptation du décompte sans réserves : déchéance (article 41 des clauses de 1866). — Réclamation formée en temps utile : expertise ordonnée par le conseil de préfecture : renvoi. — Procédure. Recours de l'entrepreneur et du ministre contre le même arrêté : jonction (*C. d'Ét.*), IX, 857.

(35) Syndicat. — Décompte. — Réception provisoire. — Délai de garantie. — Réception définitive. — Mandat délivré. — Refus de paiement. — Intérêts. — Compétence. — (*Sieurs Currière et Bonafe.*) — Lorsqu'il n'est pas établi que des travaux aient été mis en état de réception définitive, leur réception provisoire ne fait nécessairement pas courir le délai de garantie. — Le conseil de préfecture peut ordonner une

ENTREPRENEURS (suite) :

expertise pour vérifier l'état des travaux et les causes du retard apporté à la réception définitive. — C'est au conseil de préfecture et non à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur une demande tendant à faire condamner un syndicat au paiement d'un mandat délivré par son directeur sur la caisse syndicale pour travaux effectués, tant pour le capital que pour les intérêts. — Décidé que, dans l'espèce, il n'était pas dû d'intérêts à raison du non-paiement dudit mandat, attendu qu'il n'avait pas encore été statué sur la réception définitive et qu'aux termes de l'article 34 des conditions générales du 25 août 1833, les paiements ne peuvent être faits pendant le cours des travaux, qu'au fur et à mesure des fonds disponibles (C. d'Ét.), VI, 228.

- (36) Endiguement du Var. — Reprise du matériel de l'entreprise par l'administration. — Expertise non obligatoire. — Appréciation de la valeur du matériel. — Moins-value. — Etats dressés avant l'établissement de la régie et acceptés par les parties. — Pourvois généraux relatifs à la tierce-expertise et à la valeur d'une grue à vapeur. — Frais d'estimation. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Sarlin et Rabattu.*) — La contestation n'était pas de celles où une expertise est nécessaire aux termes de la loi du 16 septembre 1807, et le conseil de préfecture a pu pulser les éléments de sa décision dans une estimation contradictoire du matériel. — Il

n'est pas établi qu'il ait fait une appréciation inexacte des circonstances de l'affaire. — Il appartenait au conseil de préfecture, juge des difficultés sur l'exécution du marché, de régler les frais de l'estimation contradictoire du matériel à la fin de l'entreprise, prescrite par le cahier des charges, et de décider par qui ils seraient supportés (C. d'Ét.), VIII, 9.

- (37) Endiguement du Var. — Reprise par l'Etat d'une grue à vapeur. — Valeur primitive. — Moins-value estimée conformément au cahier des charges. — Appréciation de la moins-value. — Connexité : jonction. — *Ministre des travaux publics contre sieurs Sarlin et Rabattu* (C. d'Ét.), VIII, 13.
- (38) Retard dans l'ordre de commencer les travaux. Exécution pendant l'hiver. — Préjudice. — Frais d'expertise. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Agustinetty contre le département des Alpes-Maritimes.*) — Décidé que l'indemnité due à l'entrepreneur pour retard dans l'ordre de commencer les travaux devait avoir seulement pour base la perte des intérêts du capital conservé disponible par l'entrepreneur et l'impossibilité d'employer son temps et son industrie pendant une saison. — Rejet des autres éléments d'indemnités invoqués (V. l'arrêt). — Allocation d'une indemnité pour préjudice causé par l'exécution des travaux en hiver (C. d'Ét.), VII, 617.

- (39) Nouvel Hôtel-Dieu de Paris. — Délai d'exécution non opposable à l'administration. — Ra-

lentissement et suspension des travaux : expertise pour en déterminer les causes. — Procédure : chef de demande devenu sans objet par suite de la résiliation de l'entreprise. — Indemnité pour retards et dommages du fait de l'administration : renonciation prétendue : vérification de faits devant le Conseil d'Etat : rejet. — (*Sieur Violet contre l'Assistance publique.*) — Décidé, par interprétation du cahier des charges (art. 49), que le délai d'exécution imposé à l'entrepreneur ne liait pas l'administration, mais que celle-ci pouvait être responsable du ralentissement et de la suspension des travaux. — Expertise maintenue à l'effet d'en rechercher les causes et d'apprécier l'importance du préjudice. — Décidé, à la suite d'une vérification de faits à laquelle il a été procédé devant le Conseil d'Etat, que l'administration ne justifiait pas que l'entrepreneur eût renoncé à une indemnité de ce chef (*C. d'Et.*), VII, 1162.

- (40) Marché pour une distribution d'eau. — Inexécution : clause pénale ; dommages-intérêts. — Droit pour la ville de reprendre l'usine ; délai. — Expertise : experts nommés d'office : nullité. — Frais d'expertise. — Dépens. — (*Ville de Marquise.*) — Décidé : 1° que la clause pénale stipulée pour le cas d'interruption dans la distribution des eaux n'était pas applicable au cas de résiliation ; — 2° que la jouissance gratuite des appareils de l'entrepreneur constituerait une indemnité suffisante pour le dommage éprouvé par

la ville en tenant compte du tort qu'elle avait elle-même causé à l'entrepreneur en n'exécutant qu'imparfaitement le traité. — Délai de trois ans accordé à la ville pour déclarer si elle entend user du droit, qui lui appartient d'après le traité, de reprendre l'usine du requérant au prix d'estimation. — Annulation d'un arrêté du conseil de préfecture qui avait nommé d'office, sans avoir préalablement mis les parties en demeure de le faire, les experts chargés de procéder à cette estimation. — Les frais de l'expertise sont mis à la charge de la partie qui l'a rendue nécessaire par sa faute (*C. d'Et.*), VII, 1345.

- (41) Nouvel Hôtel-Dieu de Paris. — Travaux exécutés : règlement tardif des mémoires : expertise ordonnée. — Délai d'exécution des travaux non opposable à l'administration. — Ralentissement et suspension : expertise pour en déterminer les causes. — Expertise ajournée par le conseil de préfecture à la fin des travaux, ordonnée immédiatement par le Conseil d'Etat. — Question d'intérêt et de dépens réservés. — Procédure : conclusions tendant à une condamnation immédiate : expertise acceptée sous réserves de tous droits : non-lieu à en donner acte. — (*Divers entrepreneurs contre l'administration de l'Assistance publique de Paris.*) — Décidé, par interprétation du cahier des charges (art. 49) que le délai d'exécution imposé à l'entrepreneur ne liait pas l'administration, mais que celle-ci pouvait être responsable du ra-

484 ENTREPRENEURS (suite) :

lentssement et de la suspension des travaux : expertise maintenue à l'effet d'en rechercher les causes et d'apprécier l'importance du préjudice (*C. d'Et.*), VIII, 695.

- (42) Expertise demandée : rejet par une précédente décision. Simple vérification confiée par le Conseil d'Etat à l'ingénieur en chef du département. Serment non obligatoire, vérification faite contradictoirement. — Accélération des travaux ordonnée et exécutée par suite d'une fausse interprétation du cahier des charges : pas de préjudice, pas d'indemnité. — Matériel de l'entrepreneur employé par les ouvriers travaillant directement pour le département. Appréciation de l'indemnité. — (*Sieur Giroux contre département des Basses-Pyrénées (C. d'Et.)*, VIII, 958.

- (43) Travaux exécutés en régie, compris dans l'entreprise : indemnité ; ateliers de charité non compris dans l'entreprise : pas d'indemnité. — Intérêts et intérêts des intérêts du jour des demandes. — Frais d'expertise répartis par moitié. — Dépens à la charge de la ville. — (*Sieurs Divert frères contre ville d'Angers.*) — Lorsque l'administration fait exécuter en régie des travaux compris dans un marché, l'entrepreneur a droit à une indemnité pour la perte de bénéfice qui en est la conséquence. Indemnité fixée dans l'espèce au dixième. — Mais on ne doit pas considérer comme compris dans le marché des travaux exécutés par des ateliers de charité or-

ganisés annuellement suivant un usage connu des entrepreneurs, — ni ceux exécutés par des ateliers établis extraordinairement en 1870-1871 pour occuper des ouvriers sans ouvrage et leur procurer des secours sous forme de salaires, ces travaux ne pouvant être considérés comme faisant partie de l'adjudication (*C. d'Et.*), IX, 878.

- (44) Port ; construction d'une jetée. — Perte du matériel ; ras de marée ; cas de force majeure ; cahier des clauses et conditions générales de 1866, article 28 ; dérogation à cet article. — Pas d'indemnité. — (*Sieur Grégoire.*) — Décidé que l'entrepreneur n'était pas fondé à réclamer une indemnité pour la destruction de son matériel qui serait résultée, suivant lui : 1° de modifications apportées aux plans primitifs ; 2° d'un ras de marée (cas de force majeure). — Les prétendues modifications étaient antérieures à l'adjudication et n'avaient donné lieu à aucune réclamation. — Une disposition du devis a dérogé, pour la perte du matériel, à l'article 28 des clauses et conditions générales de 1866, qui reconnaît en principe le droit à indemnité pour les pertes résultant de cas de force majeure (*C. d'Et.*), VII, 776.

- (45) Entreprise de dragages dans le port de Dunkerque. — Nature de déblais et quantité d'envasement imprévues. — Vérification ordonnée par le Conseil d'Etat. — (*Sieur Leborgne et dame Louvet.*) — Décidé que les entrepreneurs de dragage du port de Dunkerque pourraient avoir droit à une indemnité s'ils établissent

filis dressés contradictoirement avec les ingénieurs acceptés et signés par les entrepreneurs et dont ceux-ci ne seraient plus recevables à contester les constatations : 1° qu'ils ont rencontré des déblais d'une nature imprévue et d'une difficulté exceptionnelle; 2° que le cube de l'envasement naturel et annuel d'un bassin a excédé dans une proportion considérable et imprévue le cube estimé au devis. — Une vérification, en présence des parties, ou elles dûment appelées, est ordonnée avant faire droit par le Conseil d'Etat; elle est confiée à un inspecteur général des ponts et chaussées en retraite, que l'arrêt désigne, et qui déposera son rapport au secrétariat du contentieux. — Dépens réservés (*C. d'Et.*), X, 1109.

(46) Algérie. — Prolongement d'une jetée. — Régie. — Détermination du matériel à reprendre par l'Etat. — (*Sieur Mayoux.*) — Nouvelle expertise demandée par le ministre. — Enrochement des cales d'embarquement. — Frais de ballast et pose de la voie mobile du môle. — Pont et glissières du chaland à clapets. — Frais de garde et d'entretien du matériel. — Accessoires des engins. — Ustensiles et engins nécessaires à la continuation des travaux. — Intérêts au taux de l'Algérie. — Intérêts des intérêts (*C. d'Et.*), VI, 482.

(47) Prolongement d'une jetée. — (*Sieur Compoinville.*) — Ajournement de l'entreprise avant tout commencement d'exécution. — Indemnité calculée sur

privation des bénéfices. — Art. 34. Conditions générales de 1866. — Clause particulière permettant à l'administration de ralentir les travaux sans que l'entrepreneur puisse se plaindre, et pouvant diminuer les bénéfices. — Appréciation du chiffre de l'indemnité due. — Capitalisation des intérêts (*C. d'Et.*), IX, 604.

(48) Construction d'un pont pour le service d'un chemin vicinal. — Sommes dues et dixième de garantie. — Intérêts. — Réception provisoire. — Prix de travaux en dehors de l'entreprise. — Intérêts des intérêts échus. — (*Héritiers Bossu et Rugis contre commune d'Aouste.*) — Décidé, par application du cahier des charges de l'entreprise, que les sommes dues pour prix des travaux devaient produire intérêts à partir de la réception provisoire, mais que cette disposition du cahier des charges ne concernait pas le prix des travaux exécutés en dehors de l'entreprise et payés sur un mandat spécial deux jours après la présentation du mémoire. — Décidé que les intérêts du dixième de garantie étaient également dus à partir de la réception provisoire, en vertu de l'article 35 des conditions générales de 1833. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Dépens. — Il n'y a pas lieu de condamner une partie aux dépens d'une instance devant le conseil de préfecture. — Il résulte de la loi du 21 juin et du décret du 12 juillet 1865 que la procédure est sans frais. — Allocation des dépens faite

ENTREPRENEURS (suite) :
devant le Conseil d'Etat (*C. d'Et.*),
IX, 1726.

(49) Pont. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Bouchet.*)
— Mise en régie. Délai obligatoire. Irrégularités : conséquences. — Prise de possession par l'Etat du matériel de l'entrepreneur sans inventaire contradictoire préalable : conséquences. — Retenues de garantie. Arrêté du conseil de préfecture ordonnant leur restitution, bien que ne les ayant pas déduites au décompte : double emploi : arrêté réformé. — Payements faits par l'Etat à des fournisseurs de l'entrepreneur sur la demande de celui-ci, ou à raison de la garantie exigée de l'Etat par les entrepreneurs ; Déduction régulièrement opérée au décompte. — Reprise de matériaux par l'Etat à la suite d'une régie après inventaire contradictoire accepté sans réserves : contestation sur son exactitude non recevable. — Ouvrages préparatoires, cintres et couchis, frais d'adjudication. Ces dépenses constituent des faux frais à la charge de l'entreprise (art. 18). — Cautionnement : intérêts à 5 p. 100 réclamés du jour de la régie indûment prononcée : rejet : le cautionnement reste affecté à la garantie des engagements contractés par l'entrepreneur jusqu'à la liquidation définitive des travaux (art. 4, § 3). — Intérêts alloués du jour de la demande, et non de la date du décompte, le délai de garantie n'étant pas expiré et le décompte ne pouvant produire les effets d'une réception définitive (art. 49). —

Intérêts des intérêts dus pour plus d'une année capitalisés aux époques où ils ont été demandés. — Frais d'expertise mis à la charge de l'Etat à raison de l'irrégularité de la mise en régie. — Doivent être laissés à la charge de l'administration les frais d'une mise en régie prononcée avant l'expiration du délai imparti à l'entrepreneur par l'arrêté de la mise en demeure, et avant l'expiration du délai minimum de dix jours à dater de la notification de l'arrêté de mise en demeure, prescrit par l'article 35 du cahier des clauses générales de 1866. — La prise de possession par l'Etat du matériel de l'entrepreneur sans qu'il ait été procédé contradictoirement à son inventaire (prescrit par l'article 35, § 2, du cahier des conditions générales de 1866) ne donne pas à l'entrepreneur le droit d'en réclamer le prix, alors même que cette prise de possession serait la suite d'une régie indûment ordonnée par l'administration, elle permet seulement à l'entrepreneur de contester l'exactitude de l'inventaire. — Dans l'espèce, l'Etat est condamné à payer une partie du matériel figurant à l'inventaire et non restitué. — L'irrégularité de la régie a pour conséquence de décharger l'entrepreneur de ses conséquences, mais ne lui donne pas droit à une indemnité pour absence de bénéfices, pertes subies ou dommages-intérêts, s'il ne justifie pas que l'entreprise eût dû lui donner un bénéfice, que les travaux par lui exécutés fussent plus onéreux que ceux exécutés en régie et

(50) Route nationale. — Rectification. — Augmentation d'une certaine nature de travaux. — Article 32 des clauses et conditions générales de 1866. — Supplément de prix : article 42. — Retard dans les paiements : article 49. — Insuffisance des crédits. — Suspension des travaux. — Pas d'indemnité. — Procédure. — Ministre. — Dépens. — (*Sieur Chevalier.*) — Application de l'article 32 des clauses et conditions générales qui ne reconnaît le droit de l'entrepreneur à une indemnité dans le cas où l'importance de certaines natures d'ouvrages excède de plus d'un tiers les quantités prévues, que si ces modifications sont le résultat des ordres donnés par l'administration au cours des travaux (augmentation résultant, dans l'espèce, de ce que la classification définitive des déblais, opérée par les ingénieurs et approuvée par l'entrepreneur, avait donné un résultat supérieur à la classification provisoire de l'avant-mètre). — Application à la réclamation sur le prix des déblais de l'article 42 desdites clauses. — L'entrepreneur ne peut réclamer une indemnité à raison de l'insuffisance du crédit alloué pour une année, alors que, d'une part, il n'y aurait pas droit pour retard dans les paiements, et que, d'autre part, le crédit n'a pas été entièrement employé. — il ne peut pas réclamer une indemnité à raison de l'insuffisance des crédits et de la suspension des travaux, alors qu'aucun délai n'avait été

vaux, que les suspensions de travaux n'ont pas eu la durée d'une année, et qu'ainsi l'on ne peut soutenir que les travaux aient été prolongés au delà de délais prévus par les parties (C. d'Et.), VIII, 1692.

(51) Route départementale. — Rechargement. — Adjudicataire. — Fourniture des matériaux. — Vente au département. — Louage d'ouvrage. — Contrat mixte. — Extraction des cailloux. — Arrêt du conseil du 7 septembre 1755. — Décrets des 16 septembre 1807 et 8 février 1868. — Assignment des carrières. — Prohibition de changement de destination. — Circonstances indifférentes. — Tromperie sur la nature des matériaux. — Application de l'article 423 du Code pénal. — Acte administratif. — Interprétation. — Administration. — Compétence. — Tribunaux. — Obligation de surseoir. — Dispositions claires. — Routes départementales. — Rechargement. — Adjudicataire. — Matériaux à fournir à titre de vente. — Arrêt. — Constatation. — Appréciation et exécution de contrat. — Pas lieu à interprétation. — Magistrat. — Limite d'âge. — Successeur nommé. — Fonctions continuées jusqu'à la prestation du serment et à l'installation. — (*Sieurs Auguste Poiget et Gallon père et fils.*) — Lorsque par un marché de rechargement d'une route, un entrepreneur s'est rendu adjudicataire à la fois de la fourniture au département du caillou et du sable, et du travail, de l'emploi des matériaux et du cylindrage des parties rechargées,

le marché constitue un contrat mixte, louage d'ouvrage ou d'industrie quant au travail, et vente quant aux matériaux, que l'adjudicataire achète à ses risques et périls et revend au département, lequel en devient propriétaire par la livraison. — Il en est ainsi, quoique les carrières d'où les cailloux devront être extraits soient assignées à l'adjudicataire en vertu de l'arrêté du conseil du 7 septembre 1755, des décrets des 16 septembre 1807 et 8 février 1868, et de la décision ministérielle du 16 novembre 1866, et encore quoiqu'il soit interdit à l'adjudicataire de détourner ces cailloux de leur destination. — En effet, la première de ces circonstances n'empêche pas l'adjudicataire d'être obligé d'acheter les cailloux à leurs propriétaires, et la seconde suppose précisément qu'ils sont vendus à l'avance au département. — L'article 423 du Code pénal, qui punit la tromperie sur la nature de la chose vendue, est général et s'applique à l'adjudicataire de travaux publics comme à toute autre personne, dans la limite où cet adjudicataire est vendeur de matériaux. — L'interprétation d'un acte administratif n'appartient qu'à l'autorité administrative, et les tribunaux doivent surseoir jusqu'à ce qu'elle l'ait expliqué. — Mais cette règle ne peut s'appliquer à l'exécution des actes dont les dispositions claires et le sens et la portée sans obscurité ni ambiguïté ne peuvent donner lieu à interprétation. — A cette catégorie appartient un devis de recharge-

ment d'une route départementale, qui stipule avec évidence la fourniture par l'adjudicataire, et à titre de vente, des matériaux du rechargement. L'arrêté qui constate cette stipulation n'interprète pas le devis; il apprécie le contrat au point de vue légal et en assure l'exécution. — Un magistrat qui a atteint la limite d'âge est apte à continuer à remplir ses fonctions jusqu'à la prestation de serment et à l'installation de son successeur. (*C. de cass.*), VI, 1109.

(52) Entrepreneur. — Commune.

— Route forestière communale.

— (*Ville de Corte contre sieur Costa.*) — Réception des travaux.

— Article 48 des clauses et conditions générales de 1866. — Caractère de réception définitive contesté. — Dixième de garantie. — Remboursement. — Intérêts des intérêts. — Maintien de l'arrêté d'un conseil de préfecture qui a condamné une commune à payer à l'entrepreneur des travaux de construction d'une route forestière communale le dernier dixième de la somme à lui due; — aux termes de l'article 48 des clauses et conditions générales 1866, le dernier dixième doit être payé à l'entrepreneur après la réception définitive, réception qui, dans l'espèce, a eu lieu (*C. d'Et.*), VI, 472.

(53) Communes. — Chemins vicinaux. — Pont. — Poutrelles.

— (*Commune de Jonvelle contre sieur Roy et C^{ie}.*) — Longueur

insuffisante. — Travaux supplémentaires d'appropriation occasionnés par des erreurs dans la rédaction des cotes des dessins.

— Partage de responsabilité. — Acompte alloué d'après le degré d'avancement des travaux. — Intérêts des intérêts (*C. d'Ét.*), VI, 540.

(54) Chemin vicinal de grande communication. — Conditions générales du 16 novembre 1866, articles 30 et 34. — (*Sieur Blanc.*) — Simple ordre d'ajournement et non pas de cessation de travaux. — Non-lieu à prononcer la résiliation par application de l'article 34. — Ajournement, par le fait de l'administration, des travaux d'un pont qui formaient la majeure partie de l'entreprise; indemnité due à l'entreprise en cas de préjudice résultant de ce retard; renvoi devant le conseil de préfecture. — Modifications apportées au projet primitif; augmentation de plus d'un sixième; résiliation accordée à l'entreprise en vertu de l'article 30; renvoi devant le conseil de préfecture pour faire statuer sur les conséquences de cette résiliation (*C. d'Ét.*), VIII, 556.

(55) Réquisition par l'Etat, pour les travaux de ballastage, du matériel des entrepreneurs. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Harcl et C^{ie}.*) — Frais de réparation du matériel requis. Appréciation. — Indemnité pour location du matériel en état de fonctionner et employé. — Indemnité pour outillage manquant et matières premières consommées. — Défaut d'inventaire dressé par l'Etat. Appréciation. — Indemnité pour perte de trois wagons. — Fixation du prix des wagons et rec-

rielle. — Indemnité pour pertes éprouvées sur les frais généraux de l'entreprise et chômage de l'industrie des entrepreneurs par suite de la réquisition. — Interprétation des conventions. — Compétence. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — Dépens. — Décidé que l'indemnité pour location du matériel réquisitionné n'est due que pour les locomotives et wagons qui étaient en état de fonctionner au moment de la réquisition et qui ont été employés; qu'elle est due pour le temps qu'ont duré les travaux et pour le temps nécessaire à la constatation et à la réparation du matériel, mais que sur ce dernier point il faut tenir compte de ce que le matériel n'a pas éprouvé d'usure pendant ce temps et, en outre, de ce qu'une partie des dégradations provenait du fait des entrepreneurs et a été laissée à leur charge; que l'indemnité n'est pas due pour le temps pendant lequel le matériel est resté sous séquestre, le séquestre ayant été nécessité par le refus des entrepreneurs de reprendre possession du matériel. — Il n'appartient pas au Conseil d'Etat de connaître des conventions entre les entrepreneurs et la compagnie concessionnaire. — Par suite décidé que, en l'état de l'instruction, les requérants ne sont pas fondés à réclamer une indemnité pour pertes éprouvées sur les frais généraux et pour chômage de l'industrie par suite de la réquisition, alors que celle-ci a eu pour cause le retard dans la livraison de la voie ferrée, que la

compagnie a prétendu que ce retard était imputable aux entrepreneurs, et que, par suite, la solution du litige dépend de l'application des conventions entre la compagnie et les entrepreneurs. — Décidé que, en l'absence de conventions contraires, les intérêts des sommes dues pour location du matériel, doivent courir seulement du jour où la location a pris fin. — Intérêts des intérêts (*C. d'Et.*), VIII, 64.

- (56) Construction d'église. — Dépenses excédant les prévisions du devis. — Responsabilité. — Entrepreneur et architecte. — Provision. — Intérêts, question réservée. — Procédure. — Arrêté de simple mise en cause. — Mesure préparatoire. — Recours non recevable. — (*Commune de Colombier-Saugnieu contre sieur Duchez.*) — L'arrêté qui, avant de prescrire une expertise relativement au décompte d'une entreprise de travaux publics, ordonne la mise en cause de l'architecte, n'est que préparatoire, et ne préjuge pas la question de savoir si la commune se trouve engagée vis-à-vis de l'entrepreneur dans la limite des ordres donnés par l'architecte; dès lors, en l'état, le pourvoi contre cet arrêté n'est pas recevable. — Décidé qu'en présence de la contestation sur la responsabilité d'une commune envers un entrepreneur, à l'égard de sommes dépassant le devis, la provision allouée à l'entrepreneur ne devait pas, dans l'espèce, excéder le montant du devis. — Réduction de la provision allouée par

le conseil de préfecture (*C. d'Et.*), X, 560.

- (57) Malfaçons. — Réception définitive. — Modicité des ressources allouées. — (*Fabrique de l'église de Romans contre sieur Bergeron.*) — Décidé que l'entrepreneur de la construction d'une église ne pouvait être recherché en vertu de l'article 1792 du Code civil, à raison d'imperfections qui étaient apparentes au moment de la réception définitive, qui avaient pour cause la modicité des ressources mises à la disposition de cet entrepreneur ou auxquelles il avait été remédié, depuis plusieurs années au moyen d'un chaînage en fer (*C. d'Et.*), VI, 11.

- (58) Compétence. — Communes. Restauration d'une église. Caractère de travaux publics. — Instruction insuffisante. Renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Sieur Sénard contre ville de Brionne.*) — Les réparations faites à une ancienne église pour la mettre en état d'être rendue au culte, ont le caractère de travaux publics, alors même qu'aucun décret ne l'aurait encore rattachée au culte de la paroisse (*C. d'Et.*), VIII, 1172.

- (59) Palais de justice d'Ajaccio. — Mise en régie. — Régularité. — Procédure. — Pourvoi. — Délai. — Fin de non-recevoir non justifiée. — (*Sieur Blunc contre le département de la Corse.*) — La disposition de l'article 35 des clauses et conditions générales, qui exige l'approbation du ministre de l'intérieur pour les arrêtés de mise en régie n'est pas applicable aux travaux payés sur les fonds des départements.

apporté une suffisante activité dans ses travaux, bien qu'il eût reçu en temps utile toutes les pièces nécessaires, que les acomptes prévus par le cahier des charges, lui eussent été payés, et qu'il eût été régulièrement mis en demeure, c'est avec raison que la mise en règle a été ordonnée, une première fois, et qu'elle l'a été ensuite une seconde fois après mise en demeure, pour abandon à peu près complet des chantiers (*G. d'Et.*), VIII, 855.

(60) Restauration de la salle des pas-perdus du palais de justice de Paris. — Incendie de 1871 ayant entraîné la résiliation de l'entreprise et la perte du matériel de l'entrepreneur : cas de force majeure : pas d'indemnité. — Destruction des matériaux approvisionnés : perte à la charge de l'entreprise. — (*Sieur Petit contre ville de Paris.*) — La perte, par cas de force majeure, de matériaux approvisionnés pour des travaux publics doit être laissée à la charge de l'entrepreneur, à défaut de clause spéciale dans le cahier des charges, alors qu'ils n'ont pas été reçus, et que l'administration n'a pas été mise en demeure de les recevoir. — Dans l'espèce, l'objet du contrat était d'ailleurs la confection d'un travail et non la fourniture de matériaux (*G. d'Et.*), VIII, 1158.

(61) Algérie. — Fortifications de Bougie. — Devis général des travaux du génie rendu applicable à l'entreprise. — Indemnités diverses. — Procédure. — Pourvois connexes : jonction. — (*Ministre*

bre.) — Ordre d'employer des moellons appartenant à l'Etat de préférence à ceux que l'entrepreneur avait approvisionnés ; perte subie par suite de ce changement imposé dans des proportions considérables (plus des deux tiers de l'ensemble de la fourniture) ; assimilation à un changement apporté au projet en cours d'exécution ; indemnité due. — Indemnité pour pertes sur les installations et le matériel de l'entreprise. — Perte : 1° sur un personnel d'ouvriers et chefs de chantiers qu'il a fallu congédier après les avoir réunis par ordre ; — 2° à raison de l'écroulement d'un baraquement, de l'augmentation du prix de l'eau, du sable et de la chaux. Intérêts du jour où ils ont été demandés, au taux de l'Algérie, et non à partir d'une époque antérieure (*G. d'Et.*), VIII, 550.

(62) Travaux du génie. — Fort de Dampierre. — Déblais imprévus. — Emploi imprévu de déblais de rocs. — Demandes de prix nouveaux. — (*Sieur Guillotin contre le ministre de la guerre.*) — Déblais imprévus. — Lorsque les déblais ont été classés dans la prévision qu'ils seraient de nature analogue à ceux révélés par des travaux antérieurement exécutés, et que l'entrepreneur soutient que cette prévision ne s'est pas réalisée et que les déblais étaient d'une nature imprévue, il peut lui être due une indemnité : renvoi des parties devant les experts. — Emploi imprévu de déblais de roc. — Lorsqu'un entrepreneur, tenu d'employer sur l'ordre de l'ad-

ministration, des matériaux appartenant à l'Etat, soutient qu'il a reçu l'ordre d'employer comme moellons des déblais de roc nécessitant un travail imprévu de triage, tranchage, façon et un emploi imprévu de mortier, il peut avoir droit à une indemnité; renvoi des parties devant les experts. — Prix nouveaux. — Non recevabilité de demandes de prix nouveaux (pour mortier et mesurage des voûtes) fondées sur des erreurs ou omissions dans la composition du prix du bordereau. — Cintrage des arcs et des voûtes; maçonneries ordinaires et de sujétion: prix unique stipulé et applicable. — Emploi de soldats, par mesure d'économie: droit de l'Etat, pas d'indemnité. — Expert décédé. — Compétence du conseil de préfecture pour remplacer (*C. d'Et.*), X, 1375.

- (63) Erreur matérielle contenue dans la copie du cahier des charges. — Travaux de pavage obligatoires pour l'entrepreneur d'après le texte originel. — (*Sieur Legrand.*) — L'entrepreneur ne peut pas se prévaloir d'une erreur matérielle commise dans la copie du cahier des charges qui lui a été remise après l'adjudication, pour se dispenser d'accomplir les obligations imposées par ce cahier des charges et dont il a d'ailleurs eu connaissance avant l'adjudication. — Interprétation du cahier des charges. — Fourniture de sable et frais de fouilles pour l'encaissement du pavage, laissés à la charge de l'entrepreneur (*C. d'Et.*), VIII, 724.

tion administrative. — Hypothèque. — Demande en radiation. — Compétence. — (*Sieur Chérel contre le département de l'Eure.*) — Un entrepreneur, sur les immeubles duquel un département a pris inscription hypothécaire pour sûreté de condamnations prononcées à son profit par le conseil de préfecture, n'est pas recevable à demander devant le Conseil d'Etat la radiation des dites inscriptions. — Il n'appartient qu'aux tribunaux ordinaires de statuer sur une réclamation de cette nature (*C. d'Et.*), VII, 887.

- (65) Entrepreneurs. — Responsabilité décennale. — Déggradations aux perrons d'un hôtel de préfecture. — Procédure. — Omission à statuer sur un chef de conclusions. — Renvoi à se pourvoir devant le conseil de préfecture. — (*Sieur Boijard contre département de la Haute-Marne.*) — La garantie décennale imposée aux entrepreneurs par les articles 1792 et 2270 du Code civil ne s'applique pas à des dégradations partielles qui ne sont pas de nature à compromettre la solidité de l'édifice. — Le conseil de préfecture ayant omis de statuer sur un chef de conclusions, et l'état de l'instruction ne permettant pas de rendre une décision, l'entrepreneur est renvoyé à se pourvoir devant le conseil de préfecture, s'il s'y croit fondé (*C. d'Et.*), VIII, 1608.
- (66) Couverture de marchés à Bordeaux. — Retards dans l'exécution. — Absence de mise en demeure. — Non lieu à dommages-intérêts. — (*Ville de Bordeaux*

- contre sieurs Bergeron, Compagnon et Patault.) — Clause du cahier des charges stipulant une indemnité à la charge de l'entrepreneur en cas d'inexécution dans un certain délai. — Simple préfectoral, d'avoir à terminer les travaux sous peine d'exécution par voie de régie. — Aucune notification faite par la ville aux entrepreneurs en vue de l'application de la clause susnoncée. Clause déclarée en conséquence inapplicable (C. d'Et.), VIII, 153.
- (67) Communes. — Interruption des travaux non imputable à l'entrepreneur. — Augmentation survenue dans les prix. — Augmentation proportionnelle des prix du devis. — Procédure. — Travaux imprévus. Question réservée. — Arrêté préparatoire. Pourvoi non recevable. — (Sieur Loiselot contre la commune de Poinson-les-Fayt.) — La clause du cahier des charges, portant que l'entrepreneur ne peut réclamer aucune augmentation à raison des variations que la valeur des matériaux ou la main-d'œuvre auraient pu éprouver pendant l'exécution des travaux, n'est pas applicable dans l'es-pèce; les travaux n'ont pas été exécutés dans le délai prescrit au devis, sans que le retard soit imputable à l'entrepreneur, celui-ci n'a repris les travaux que sous toutes réserves, son de l'augmentation sur les prix. — La décision par laquelle le conseil de la commune a chargé l'entrepreneur d'exécuter les travaux exécutés
- prévisions du devis et ment préparatoire, et n'est pas recevable taquer en l'état (C. d'Et.), 1390.
- (68) Ajournement des travaux cours d'exécution. — Indemnité allouée. — Fin de non-recevoir en raison de l'absence de demande en résiliation (art. 34 des conditions générales) : pas de renonciation : rejet. — Intérêts. — (Sieur Gasc contre commune Parisot.) (C. d'Et.), VIII, 168.
- (69) Compétence. — Conseil de préfecture. Communes. — Ecroutement d'un réservoir. Demande en remboursement des frais de reconstruction. — Responsabilité. — Décision judiciaire. — (Sieur La décision judiciaire : une instance introduite par un ouvrier blessé dans un réservoir, dont l'entrepreneur avait la charge, et qui n'avait pas été réparé, a été rejetée. — (C. d'Et.), VIII, 168.)

ENTREPRENEURS (suite) :

domnité à laquelle peuvent prétendre les entrepreneurs pour retard dans les paiements ne saurait consister que dans la condamnation aux intérêts moratoires; décidé en conséquence que le requérant ayant, sans réserve, reçu le solde de son entreprise n'avait droit à aucune somme lorsqu'il a porté sa réclamation devant le conseil de préfecture. Dès lors il ne lui était dû aucune allocation à titre d'intérêt. — Art. 52 du cahier des charges de l'entreprise (C. d'Et.), VIII, 681.

(71) Adjudication. — Retrait d'une partie des travaux soumissionnés. — Indemnité. — (*Ministre de l'intérieur contre sieur Gérard.*) — Décidé, par interprétation du cahier des charges, que l'entreprise comprenait tous les travaux à exécuter dans le district, sur les fonds des budgets de l'Algérie, du département et de la commune chef-lieu, et que, une partie de ces travaux en ayant été distraite, elle a droit à une indemnité à raison des bénéfices dont elle a pu être privée par suite de l'adjudication qui a été faite, au profit d'autres entrepreneurs, des travaux soumissionnés par elle (C. d'Et.), VIII, 945.

ESBLY (commune d'), VI, 1042.

ESCARRAGUEL frères, VII, 773; VIII, 1065; IX, 840, 1722; X, 578.

ESPAGNAC (époux), VI, 1098.

ESPÉRAZA (commune d'), VII, 828.

ESPITALIER, VIII, 789.

EST (compagnie des chemins de fer de l'), VII, 1370; IX, 95.

Estr (canal de l'). Loi concernant l'achèvement, IX, 1702.

ESTANCELIN et consorts, VII, 632.

ESTRINE, TIRON et autres, VIII, 1510.

ETABLISSEMENTS INSALUBRES. —

Autorisation. — Autorité municipale. — Mesures de salubrité. — Tanneurs. — Défense d'élever des ponts et de laver dans les eaux d'un canal. — Usage immémorial. — Excuses inadmissibles. — Cassation. — Amende. — Arrêt et moyen uniques. — Deux amendes consécutives. — Restitution de l'une. — (*Sieurs Félix Déchosal et Jacques et Joseph Sulomon.*) — Les propriétaires d'établissements insalubres régulièrement autorisés ne sont pas dispensés de se conformer aux règlements de police pris par l'autorité municipale dans l'intérêt de la salubrité. Cette autorité a notamment le droit d'interdire aux tanneurs comme aux autres habitants de la commune d'établir des ponts volants sur un canal et d'y tremper des matières pouvant salir ou altérer les eaux. Les industriels qui ont enfreint ces prohibitions ne peuvent s'excuser ni sur ce que les faits à eux reprochés seraient une condition de leur exploitation légalement établie, ni sur ce qu'ils n'auraient fait que se conformer à un usage immémorial. Lorsque deux amendes ont été consignées par deux demandeurs en cassation contre un même arrêt attaqué par le même moyen, une seule amende doit être prononcée, en cas de rejet du pourvoi, et l'autre restituée (C. de cass.), VIII, 240.

ETAT (l'), VI, 843.

ETAT (l'), VII, 48, 898, 965, 966
1370; VIII, 965, 968; IX, 1354.

ÉTIENNE (dame), VII, 626.

ETIER de vue (curage et redresse-
ment), IX, 531.

ETION (commune). Dépôt de dyna-
mite, IX, 380.

ETRETAT, agrandissement de la
plage, VII, 1233.

EURE (département de l'). Etablis-
sement d'un réseau de tramways
dans l'arrondissement des Ande-
lys, VII, 589.

EXCÈS DE POUVOIRS. — V. aligne-
ments, canal, chemins de fer,
chemins vicinaux, cours d'eau,
curage, délimitation. — Dom-
mages, étangs, expropriations,
indemnités, rivières navigables,
mers.

(1) Voirie (grande). — Domaine
public. — Rivage de la mer. —
Nodules de phosphate de chaux.
— Concession. — Révocation
dans un intérêt privé. — Préfet.
— Excès de pouvoirs. — Com-
pétence. (*Sieur Astier, Société
générale des phosphates.*) — Est
entaché d'excès de pouvoirs l'ar-
rêté par lequel le préfet révoque
la concession qu'il avait accordée
à un particulier du droit
d'enlever les nodules de phos-
phate de chaux répandus sur
une plage, — alors qu'il n'est
pas allégué que ledit arrêté ait
été pris dans l'intérêt de la con-
servation et de la police du do-
maine maritime, mais qu'il ré-
sulte des termes de la décision
ministérielle confirmative de
l'arrêté préfectoral, qu'il a eu
pour but de permettre à l'Etat
de mettre en adjudication le
droit d'exploitation des phos-

phates de chaux et d'accorder
ainsi une redevance plus élevée
que celle qui était payée par le
réclamant. — Ce n'est pas aux
tribunaux judiciaires qu'il ap-
partient de connaître d'une ré-
clamation formée à l'occasion
de la révocation par un préfet
de l'autorisation par lui accordée
antérieurement d'enlever
des nodules de phosphate de
chaux répandus sur le rivage de
la mer. — (L'autorisation ne
constituait pas un contrat de
vente d'objets mobiliers faisant
partie du domaine privé de l'E-
tat, mais une simple permission
de police : — l'autorité adminis-
trative seule peut connaître des
difficultés résultant du retrait
de cette permission.) (*C. d'Et.*),
VI, 236.

(2) Voirie (grande). — Ligne sé-
parative de la mer et de riviè-
res. — Réserve du droit des tiers.
— Recours pour excès de pou-
voirs non recevable. — (*Sieurs
Labbé et Jouy*). — Un décret,
rendu sur le rapport du minis-
tre des travaux publics, le con-
seil d'Etat entendu, se borne à
établir la ligne séparative de la
mer et d'une rivière, sous la ré-
serve des droits des tiers, sans
délimiter le rivage au droit des
propriétés riveraines. — Les ri-
verains ne sont pas recevables
dès à présent à déférer ce dé-
cret au conseil d'Etat pour excès
de pouvoirs. — Ce décret devra
être complété par un second
ayant pour but de délimiter le
rivage, et tant qu'il n'aura pas
été procédé à cette opération,
le premier décret ne saurait
avoir d'effet par lui-même à
l'égard des riverains, ni mettre

Excès de pouvoirs (suite) :

obstacle à ce qu'ils fassent valoir les droits qu'ils prétendraient avoir, soit aux alluvions, soit à la pêche. — Procédure : deux recours contre un même décret : jonction (*C. d'Et.*), X, 607.

(3) Occupation temporaire. — Chemin de fer. — Agrandissement de gare. — Caractère permanent de l'occupation. — Besoin de l'exploitation. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Monnier contre compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — Les travaux d'agrandissement d'une gare, régulièrement autorisés, présentent le caractère de travaux publics : — il en résulte que le préfet, en autorisant l'occupation temporaire de terrains pour faciliter l'exécution de ces travaux, et le ministre en maintenant l'arrêté rendu par le préfet, n'excèdent pas la limite des pouvoirs qui leur sont conférés par l'article 1^{er} du décret du 8 février 1868 (*C. d'Et.*), VI, 474.

(4) Marais. — Ecoulement des eaux d'un étang. — Canaux d'assainissement sous des chemins ruraux, comblés par une commune. — Refus par l'administration d'exécuter des travaux pour assurer l'écoulement. — Excès de pouvoirs. — Recours non recevable. — (*Sieur Bellot.*) — La décision par laquelle le ministre des travaux publics refuse de prescrire, sur la demande d'un propriétaire, d'étangs, pour l'écoulement des eaux de ces étangs, des mesures qui ne lui semblent pas commandées par l'intérêt général, ne peut pas être déléguée au Conseil d'Etat par application

des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872. — Le ministre n'a fait qu'user des pouvoirs qui lui appartiennent en cette matière (*C. d'Et.*), X, 940.

(5) Chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. — Commission de surveillance cantonale. — Conseiller général président. — Révocation. — Préfet. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Graux.*) — Décidé qu'un préfet peut, sans excéder ses pouvoirs, révoquer les membres des commissions cantonales de surveillance des chemins vicinaux, soit qu'il les ait individuellement nommés, soit qu'ils en fissent partie à raison de leurs fonctions : ces commissions organisées par des arrêtés préfectoraux qui n'ont pas été pris en vertu du pouvoir réglementaire que le préfet tient de l'article 21 de la loi du 21 mai 1836, n'ont qu'un caractère purement consultatif et leurs membres n'agissent que sous l'autorité du préfet et en vertu de sa délégation, VI, 1008.

(6) Travaux publics. — Dépossession définitive d'un terrain en vertu d'un arrêté autorisant l'occupation temporaire. — Excès de pouvoirs. — Expropriation nécessaire. — (*Sieur Remize.*) — Un préfet ne peut pas sans excès de pouvoirs autoriser l'occupation temporaire d'un terrain en vue non seulement d'étudier le tracé d'un chemin de fer, mais d'y commencer des travaux (dans l'espèce un tunnel) faisant partie d'un projet définitif dudit chemin. — Dans ces circonstances, la prise de possession ne pouvait avoir lieu

-

/



EXPERTISE (suite) :

vaux d'élargissement d'une route thermale. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Menvielle*). — Annulation de l'arrêté du conseil de préfecture nommant un tiers expert autre que l'ingénieur en chef (*C. d'Et.*), VIII, 34.

- (8) Entrepreneur. — Avis du jour de la tierce expertise. Communication du rapport. Observation du requérant. Pas d'irrégularité. — Construction de croix. — Scellement défectueux. — Mal-façons constatées. Responsabilité de l'entrepreneur. Reconstruction à ses frais. — Procédure. — Conseil d'Etat. Délai du pourvoi. Nécessité de notification entre parties. — (*Sieur Collin contre commune des Paroches*). — Dans les affaires entre parties, le délai de recours devant le Conseil d'Etat ne court que du jour de la notification faite par l'une des parties à l'autre (*C. d'Et.*), VIII, 1170.

- (9) Travaux pour le compte de l'Etat. — Extraction de matériaux. — Désaccord des experts. — Ingénieurs en chef tiers expert de droit. — (*Sieur Almérass*). (*C. d'Et.*), IX, 11.

- (10) Expertise. — Récusation d'un expert. — Rejet. — Caractère définitif de l'arrêté. — Tiers expert nommé par le conseil de préfecture. — Ingénieur en chef des ponts et chaussées. — (*Sieur Copin; faillite Liandier contre le ministre de la guerre*). — L'arrêté qui rejette les conclusions à fin de récusation d'un expert, n'a pas un caractère purement préparatoire. — (Il peut, en conséquence, être délégué au

Conseil d'Etat avant la décision au fond.) — Dans une instance ayant trait au règlement du décompte de travaux effectués pour le ministère de la guerre, le conseil de préfecture a pu désigner pour tiers expert l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé du service du département (*C. d'Et.*), IX, 160.

EXPOSITION universelle de produits agricoles et industriels en mai 1878, VII, 309, 363.

— Ouverture d'un crédit, VII, 1214.

EXPROPRIATION de terrains pour l'établissement d'un port sec à Lambadère (Hautes-Pyrénées), VI, 894 ; à Castres, 954.

EXPROPRIATION pour cause d'utilité publique. Désignation des avocats et des avoués de l'administration, X, 831. (*Circ.*)

— Loi autorisant, dans certains cas, l'augmentation des jurés, X, 1143.

(1) Jury. — Serment préalable non prêté. — Décision. — Nullité. — (*Compagnie des Dombes et des chemins de fer du Sud-Est*). — La décision rendue par le jury d'expropriation est nulle, si les jurés ont commencé leurs opérations avant d'avoir prêté le serment prescrit par l'article 36 de la loi du 3 mai 1841 (*C. de cass.*), VI, 1110.

(2) Jury. — Serment. — (*Sieur Abel Milhé*). — La décision rendue par le jury d'expropriation est nulle si les jurés ont commencé leurs opérations avant d'avoir prêté le serment prescrit par l'article 36 de la loi du 3 mai 1841 (*C. de cass.*), VII, 955.

(3) Cassation. — Pourvoi formé par un mandataire. — Ratifica-

— Jury. — Composition. — Serment. — Juré excusé. — Remplacement contraire à la loi. — § 2. — Irrégularité dans la constitution du jury. — Silence et comparution des parties — (*Sieur Samazeuilh*). — Le pourvoi en cassation est valablement formé par un mandataire verbal, ou par un tiers se portant fort dont le fait est ratifié par le demandeur en cassation. — § 1^{er}. Le jury d'expropriation constitué par la présence de douze jurés est acquis aux parties. Il doit fonctionner sans modification tant que les jurés restent au nombre de neuf. — § 2. Le vice de la composition du jury n'est pas couvert par le silence ou la comparution des parties. (*C. de cass.*), VI, 580.

(4) Expropriation pour cause d'utilité publique. — Citation. — Heure de la réunion du jury. — Défaut d'indication précise sur la citation notifiée à l'exproprié. — Nullité. — (*Sieur Comtet*). — L'expropriant est tenu de mettre l'exproprié en demeure de se présenter en temps utile devant le jury chargé de régler les indemnités (*C. civ.*), VI, 97.

(5) Lavoir. — Désignation du jury. — Loi du 3 mai 1841. — (*Sieur Borda*). — Lorsque l'expropriation pour cause d'utilité publique est poursuivie pour l'établissement d'un lavoir, le jury spécial chargé de régler l'indemnité doit être désigné conformément à l'article 30 de la loi du 3 mai 1841, par la Cour d'appel ou le tribunal du chef-lieu judiciaire, et non pas par le jugement du tribunal d'arrondissement qui

présente l'expropriation (*C. de cass.*), VI, 564.

(6) Cassation. — Incompatibilité. — Magistrat directeur. — Jury. — Nombre de jurés. — (*Sieurs Saleil et autres*). — Ne peut donner ouverture à cassation la décision prise par le magistrat directeur d'un jury pour déclarer qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de juré pour une expropriation poursuivie par l'État, et celle de conducteur des ponts et chaussées au service de l'État, et ordonner, en conséquence, la radiation du nom du dixième juré de la liste de cession. L'article 32 de la loi du 3 mai 1841, qui donne ce pouvoir au magistrat, n'est pas compris parmi ceux dont la violation peut, aux termes de l'article 42 de la même loi, être déférée à la Cour suprême. — Le jury de jugement n'est, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, régulièrement constitué que s'il est composé de douze jurés (*C. de cass.*), IX, 93.

(7) Liste du jury. — Maximum dépassé. — Choix fait par la cour. — Nullité d'ordre public. — (*Sieur Pierre-François Marqués*). — Le jury désigné par l'autorité judiciaire n'est pas valablement composé lorsqu'il a été choisi sur une liste comprenant un nombre de noms supérieur au maximum fixé par la loi. — Cette nullité, touchant à la constitution des juridictions, est d'ordre public et ne peut être couverte ni par les actes ni par le silence des parties devant le jury (*C. de cass.*), VI, 1097.

EXPROPRIATION (suite) :

(8) Désignation des membres du jury. — Jonction d'affaires distinctes. — Lieu des délibérations. — Délibération secrète et sans désemparer. (*Compagnie du Crédit agricole et autres.*) — Aucune disposition de loi n'oblige les jugements et arrêts contenant désignation des membres du jury d'expropriation, à dire *expressément* que ces désignations ont eu lieu d'après la dernière liste dressée par le conseil général du département. Il suffit que l'ensemble des énonciations ne laisse pas de doute sur l'observation de la loi. — De même, aucune formule sacramentelle n'est prescrite pour l'avertissement que le magistrat directeur du jury doit donner aux parties, concernant la jonction de plusieurs affaires distinctes et la constitution d'un jury unique pour les juger. — Il n'importe qu'on puisse relever dans le procès-verbal des mentions équivoques ou même contradictoires, relativement au lieu où le jury d'expropriation a délibéré, s'il est constant que la délibération a été secrète et a eu lieu sans désemparer (*C. de cass.*), VII, 939.

(9) Composition du jury. — (*Sieur Blanc et consorts.*) — L'affirmation d'un juré, qu'il s'est présenté au palais de justice à l'heure indiquée par sa convocation, même quand elle aurait paru suffisante au magistrat directeur du jury pour faire décharger le juré de l'amende prononcée contre lui, ne saurait former preuve légale de sa

comparution et, par suite, servir de base à un moyen de cassation pris de ce que, vu l'absence dudit juré, le jury aurait été irrégulièrement composé. (*C. de cass.*), VII, 950.

(10) Jury. — Liste ancienne. — (*Sieur Garnier, 1^{er} arrêt; sieur Nicolas, 2^e arrêt.*) — Le renouvellement de la liste prescrit par l'article 29 de la loi du 3 mai 1841 a pour objet de faire cesser les pouvoirs des jurés portés sur la liste de l'année précédente. En conséquence, il y a nullité de la décision d'un jury pris sur cette dernière liste et procédant après le renouvellement (*C. de cass.*), VII, 956.

(11) Défaut de notification. — (*Sieur Dupont.*) — La décision du jury qui fixe l'indemnité d'expropriation est nulle, s'il n'est pas justifié que l'exproprié ait été cité à comparaître devant le jury pour débattre cette indemnité. (Art. 31 et 42 de la loi du 3 mai 1841.) (*C. de cass.*), VII, 930.

(12) Cours d'eau. — Dommage aux usines. — Compétence judiciaire ou administrative. — Canal Saint-Martin. — Mise en chômage en vue de l'exécution de travaux déclarés d'utilité publique. — Jugement d'expropriation. — Jury spécial convoqué. — Trouble à la jouissance antérieure au jugement d'expropriation. — Conseil de préfecture incompétent. — (*Ville de Paris contre sieur Digonnet-Thiange.*) — Ce n'est pas au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître d'une demande en indemnité formée par le locataire d'une usine à raison d'un arrêté de mise en chômage

- du canal Saint-Martin, pris par le préfet de la Seine pour procurer l'exécution d'un décret qui a déclaré d'utilité publique l'abaissement du plan d'eau de ce canal, alors que ce décret a été suivi d'un jugement d'expropriation dans les formes de la loi du 3 mai 1841, et qu'un jury spécial a été convoqué pour régler les indemnités dues aux riverains dépossédés. — (Le châtelet de l'exécution des travaux qui ont entraîné la prise de possession définitive de l'usine, c'était à l'autorité chargée de régler l'indemnité principale à laquelle le locataire pouvait avoir droit, qu'il appartenait aussi de régler l'indemnité accessoire par lui demandée pour le trouble apporté à sa jouissance antérieurement au jugement d'expropriation) (C. d'Ét.), VIII, 568.
- (13) Indemnité inférieure aux offres. — Cassation totale. — Connexité. — (Sieur Laumonier-Carriol.) — Le jury ne peut, dans aucun cas, allouer une somme inférieure aux offres de l'expropriant. — Bien que l'irrégularité ait porté seulement sur l'un des chefs de la demande, la décision totale doit être annulée, si la demande, quoique divisée en plusieurs chefs, n'avait en réalité qu'un objet unique, comprenant tous ces chefs, à savoir la fixation d'une indemnité totale, formée des indemnités diverses réclamées distinctement (C. de cass.), VIII, 193.
- (14) Remise des pièces au jury. — (Sieur Jenart.) — Doit être déclarée nulle la décision rendue par un jury d'expropriation pour cause d'utilité publique, si le procès-verbal ne constate pas que le tableau des offres et demandes, le plan parcellaire et les titres ou autres documents produits par les parties ont été remis aux jurés (C. de cass.), VIII, 197.
- (15) Jury. — Délibération sans déssemparer. — (M^{me} V^e Monnier.) — Un jury d'expropriation pour utilité publique, après qu'il a été donné lecture à l'audience de sa décision, allouant à l'exproprié une indemnité supérieure au chiffre de la demande, ne peut pas, sur l'observation du magistrat directeur, rentrer dans la chambre de ses délibérations et en rapporter une nouvelle décision n'accordant qu'une somme inférieure à celle réclamée. — Il y a, dans ce cas, violation de la règle qui exige que les jurés délibèrent sans déssemparer (C. de cass.), VIII, 198.
- (16) Expropriation du sol. — Substructions. — Offres. — Indemnités. — Mode de calcul. — Orfres. — Délai pour délibérer. — (Sieur Adolphe Boulland.) — Quand un jugement a déclaré purement et simplement un terrain exproprié, le jury ne saurait être tenu d'évaluer à part les substructions de ce terrain. — Pour qu'il y ait lieu d'affirmer que l'allocation du jury à l'exproprié est inférieure à l'offre de l'expropriant, il est nécessaire que l'allocation et l'offre correspondent exactement au même objet; ce qui n'a pas lieu si le jury n'a pas suivi la même méthode de calcul que l'administration expropriante. — Et "

EXPROPRIATION (suite) :

ter de la méthode employée par l'administration pour régler ses offres, du moins en l'absence de conclusions repoussant, explicitement ou implicitement, cette manière différente de procéder.

— L'obligation pour l'expropriant de laisser à l'exproprié un délai de quinzaine pour délibérer n'existe que relativement aux offres faites pour la première fois ou qui portent sur un objet nouveau (*C. de cass.*), VIII, 199.

- (17) Publicité des débats. — (*Sieur Duboscq.*) — Il y a violation des articles 37, 38 et 42 de la loi du 3 mai 1841, lorsque le jury d'expropriation, s'étant retiré pour délibérer après la clôture des débats et de l'instruction, appelle dans la chambre de ses délibérations, même avec l'autorisation du magistrat directeur, une personne à laquelle il demande des renseignements (*C. de cass.*), VIII, 203.

- (18) Question préjudicielle. — Indemnité alternative. — (*Sieur Brunot.*) — Lorsqu'en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique il s'élève entre l'administration et la partie expropriée un litige sur le fond du droit, le jury doit fixer une double indemnité alternativement applicable selon l'attribution à faire par le juge compétent (*C. de cass.*), VIII, 211.

- (19) Travaux d'intérêt commun. — Offres. — Convocation des parties. — Signification. — (*Commune de Rodez.*) — Si les travaux en vue desquels une expropriation est faite intéressent à la fois l'État et une commune, les offres notifiées par le préfet

au nom de la commune sont valables, alors surtout que le défaut de qualité du préfet n'a pas été relevé pour les expropriés, et qu'il résulte des circonstances de la cause que les offres avaient été concertées avec la commune et ont été, devant le jury, soutenues par le maire, son représentant légal. — Dans la même hypothèse, la convocation des expropriés à comparaître devant le jury pouvant avoir lieu aussi bien par le maire au nom de la commune que par le préfet au nom de l'État, ce dernier a pu, sans violer la loi, se présenter dans l'assignation donnée aux expropriés, comme agissant dans l'intérêt de la commune. — L'expropriant est autorisé, dans les significations diverses que la loi prescrit, à se conformer aux indications que lui fournit la matrice des rôles. Notamment si la matrice indique le nom d'un propriétaire décédé, l'administration a le droit de faire signifier collectivement, au dernier domicile du défunt, les actes de la procédure, telles que les offres et l'assignation devant le jury (*C. de cass.*), VIII, 215.

- (20) Indemnité en nature. — Arbres. — (*Sieur Ferrey.*) — L'indemnité d'expropriation doit consister en une somme d'argent, et le jury ne peut allouer une indemnité en nature qu'autant que les parties sont d'accord à cet égard. — Spécialement, en cas d'expropriation d'un terrain sur lequel se trouvent des arbres, le jury ne peut allouer une indemnité, consistant en une somme d'argent, inférieure à celle qui était deman-

de par l'exproprié, en lui laissant les arbres qu'il devait couper, alors que, loin de consentir à recevoir ces arbres comme complément de l'indemnité, il avait fait figurer leur valeur dans le montant de l'indemnité en argent par lui réclamée (*C. de cass.*), VIII, 974.

(21) Rétrocession. — Evaluation. — (*Epoux Abeille.*) — En cas de rétrocession aux anciens propriétaires de terrains expropriés, mais non entièrement utilisés, le prix de rétrocession ne saurait excéder la somme allouée pour indemnité. — Toutefois le jury doit tenir compte de toutes les circonstances de nature à assurer une plus-value à la partie de terrain restituée, et ne pas rechercher exclusivement, comme base d'évaluation à faire, le rapport de l'étendue de la parcelle rétrocédée avec celle de la totalité du terrain exproprié, et cela alors même que l'indemnité aurait été fixée à raison d'un prix déterminé par mètre de terrain (*C. de cass.*), IX, 184.

(22) Liste des jurés. — Renouvellement. — Désignation du jury. — Sursis. — (*Sieurs Daliphard, Ruel et autres.*) — Les pouvoirs des jurés portés sur la liste dressée à la session ordinaire du conseil général n'expirent qu'au renouvellement suivant; la liste dressée existe légalement tant qu'elle n'a pas été remplacée. — La juridiction saisie d'une demande en désignation de jury ne peut surseoir à cette opération sous prétexte qu'il y a doute sur la validité de la liste (*C. de cass.*), IX, 103.

(23) Désignation du jury. — Sursis. — (*Sieurs Duterte, Béchet et autres.*) — La juridiction saisie d'une demande en désignation du jury devant laquelle sont produites les pièces établissant l'accomplissement des formalités préalables, ne peut ordonner un sursis, sous prétexte d'attendre le résultat d'un pourvoi formé contre une décision précédente (*C. de cass.*), IX, 105.

(24) Jury. — Désignation des membres. — Notification des offres. — (*Sieur de Mark de Panisse-Passis.*) — Il n'est pas indispensable que la délibération par laquelle un tribunal désigne les membres d'un jury d'expropriation, mentionne expressément que ces membres ont été choisis sur la liste générale dressée par le conseil général du département en exécution de l'article 29 de la loi du 3 mai 1841. — Pour satisfaire à la prescription de l'article 37 de ladite loi, il est nécessaire que les offres et demandes dont le tableau est placé sous les yeux des jurés aient été dûment signifiées. — La notification de ces offres constitue une formalité substantielle à laquelle il ne peut pas être suppléé. — Doit, en conséquence, être annulée la décision du jury, rendue sur la simple production d'un certificat du maire constatant qu'il a fait notifier à l'exproprié une ampliation d'un arrêté préfectoral par lequel la somme de 1 franc lui était offerte pour toute indemnité (*C. de cass.*), IX, 907.

(25) Jury. — Jurés supplémen-

EXPROPRIATION (suite) :

taires. — (*Sieur Fabrier.*) — Les jurés supplémentaires ne doivent pas être portés sur la liste au rang des jurés titulaires qu'ils remplacent, mais à la fin de la liste. Ces jurés ne doivent donc entrer dans la composition du jury de jugement formé par le retranchement des derniers noms inscrits, qu'au cas où le nombre des jurés titulaires aptes à y figurer n'est pas suffisant (*C. de cass.*), IX, 175.

- (26) Jury spécial. — Nomination. — Redressement de chemins vicinaux. — Magistrat directeur. — Signature. — (*Préfet du département de l'Orne.* — Lorsqu'il y a lieu de recourir à l'expropriation pour des travaux d'ouverture ou de redressement de chemins vicinaux, les jurés désignés pour composer le jury spécial appelé à fixer les indemnités des lieux expropriés doivent nécessairement être choisis sur la liste annuelle dressée par le conseil général du département; mais il n'est pas indispensable que le jugement qui les nomme énonce expressément qu'ils ont été pris sur la liste dont il s'agit. — Est, en conséquence, régulier le jugement qui se borne à viser la requête par laquelle le ministre public demandait qu'il fût procédé à la nomination d'un jury, conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 31 mai 1836. — On doit conclure de ce visa que le tribunal a entendu se référer aux énonciations de la requête et qu'il s'est, par conséquent, conformé aux prescriptions de la loi. —

En matière d'expropriation pour redressement de chemins vicinaux, le magistrat directeur est en même temps président du jury et doit concourir à la délibération; il est, par suite, nécessaire qu'il appose sa signature sur la minute de ladite délibération. L'omission de cette formalité entraîne la nullité de la décision du jury (*C. de cass.*), X, 1403.

- (27) Chemin privé. — Propriétaires non indiqués sur le plan cadastral. — Formalités de publicité. — Délai imparti aux intéressés. — Déchéance. — (*Sieur Sardou et consorts.*) — La déchéance prononcée par l'article 21, § 2, de la loi du 3 mai 1841 s'applique à tous les intéressés autres que ceux qui doivent être indiqués sur le propriétaire inscrit sur la matrice des rôles, VI, 93.

- (28) Chemins vicinaux. — Jury. — Composition illégale. — Nullité. — (*Sieur Caumon.*) — Est nulle la décision rendue par un jury qui n'a pas été composé conformément aux prescriptions de la loi, spécialement lorsque le magistrat directeur, en réduisant le nombre des jurés à quatre, ne s'est pas borné à retrancher les derniers noms inscrits sur la liste, et a écarté, au contraire, un des quatre premiers inscrits, bien que le juré ainsi éliminé n'ait été ni absent, ni récusé, ni mentionné sur le procès-verbal comme légalement empêché (*C. de cass.*), VI, 1407.

- (29) Chemins vicinaux. — Délibération du jury. — Présence nécessaire du magistrat directeur. — Voix délibérative. —

Nullité. — (*Sieur Cardes.*) — En matière d'expropriation pour ouverture ou redressement des chemins vicinaux, le magistrat chargé de présider le jury doit assister à la délibération de celui-ci; il a voix délibérative s'il n'y a point de majorité. — Les jurés appelés à statuer en cette matière spéciale doivent prêter le serment prescrit par l'article 36 de la loi du 3 mai 1841 (*C. de cass.*), VI, 1112.

(30) Chemins vicinaux. — Composition du jury. — Visite des lieux. — (*Sieurs Chollet frères.*) — Le jury qui fixe une indemnité à raison d'une expropriation pour cause d'utilité publique prononcée en exécution de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, ne doit être composé que du nombre de jurés déterminé par cette loi. — Bien que le procès-verbal porte que la visite du jury sur les immeubles expropriés sera officielle, elle est, en réalité, officielle, si elle a été faite par le jury tout entier, accompagné du magistrat directeur et des parties intéressées. Cette mesure d'instruction est, en conséquence, nulle, si elle n'a pas été précédée de la prestation de serment des jurés, et sa nullité entraîne celle de la décision du jury (*C. de cass.*), VIII, 222.

(31) Droit de récusation. — Tableau des offres. — Redressement de chemins vicinaux. — Visite des lieux. — Magistrat directeur. — Déclaration du jury. — (*Sieur Chdalles des Etangs.*) — Si le magistrat di-

recteur a le droit de récusation péremptoire que la loi leur accorde, le grief tiré du non-avertissement ne saurait être invoqué par la partie qui a, en fait, complètement exercé ce droit de récusation. — Lorsque le jury n'a à statuer que sur un seul règlement d'indemnité, il n'est pas indispensable que l'offre et les demandes soient portées à la connaissance du jury sous forme de tableau. — Dans les procédures d'expropriation régies par la loi du 21 mai 1836, si le procès-verbal énoncé énonce qu'une opération a été faite par le jury, cela doit s'entendre du jury complet et régulièrement constitué par l'adjonction du magistrat directeur. — Lorsque la décision du jury formule un refus d'indemnité en termes purs et simples, on ne peut se prévaloir d'un *donné acte* contenu dans l'ordonnance d'envoi en possession pour soutenir que le refus d'indemnité était conditionnel et que, par conséquent, une indemnité éventuelle aurait dû être fixée pour le cas d'inaccomplissement de la condition (*C. de cass.*), X, 1397.

(32) Dommage direct. — Compétence du jury. — (*Sieur Fontaneau.*) — Le jury est compétent pour apprécier le dommage certain et immédiat dont l'expropriation est la cause directe. C'est donc à tort qu'un jury se déclare sans pouvoirs, afin de fixer l'indemnité réclamée par l'exproprié pour une portion restante de sa propriété qui se trouve enclavée par le fait de

EXPROPRIATION (suite) :

l'expropriation (*C. de cass.*), VII, 931.

(33) Compétence judiciaire. — Arrêté de cessibilité. — (*Ville de Versailles et autres.*) — Il n'appartient pas au tribunal saisi d'une demande d'expropriation de la rejeter sous prétexte que le plan parcellaire et l'arrêté de cessibilité ne seraient pas conformes aux prévisions de la loi déclarative de l'utilité publique, alors que ces actes, sans sortir des limites des territoires et localités indiqués par ladite loi, et sans substituer un projet à un autre, se bornent à déterminer les parcelles qui doivent être cédées pour la confection de l'œuvre projetée et de ces accessoires nécessaires (*C. de cass.*), VII, 937.

(34) Agrandissement d'un cimetière. — Désignation du jury. — Tribunal de première instance. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Auclair et autres.*) — Le tribunal de première instance, chargé de prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique et de désigner le magistrat directeur du jury, n'a le droit de désigner en outre les membres du jury que quand l'expropriation est requise pour ouverture ou redressement de chemins vicinaux, par application de la loi du 21 mai 1836. En toute autre hypothèse, et notamment en matière d'expropriation pour agrandissement d'un cimetière, il commet un excès de pouvoir s'il désigne les membres du jury; aux termes de la loi du 3 mai 1841, c'est à la cour ou au tribunal du chef-

lieu du département qu'il appartient de faire cette désignation (*C. de cass.*), VI, 1109.

(35) Magistrat directeur. — Excès de pouvoir. — Plus-value. — Domage éventuel. — Indemnité additionnelle. — (*Sieur Galonnier de Miremont et sieur Grousset (Pierre).*) — Le magistrat directeur du jury commet un excès de pouvoir lorsque, en statuant sur des conclusions de l'expropriant relatives à la plus-value pouvant résulter de l'expropriation seulement partielle pour le restant de la propriété, il exprime, dans les motifs de son ordonnance, une opinion contraire aux principes, et susceptible d'induire le jury en erreur sur les règles qui doivent servir de base à la fixation de l'indemnité et à la compensation de la plus-value avec les éléments de cette indemnité. — Est entachée d'excès de pouvoir la décision du jury qui alloue éventuellement une indemnité additionnelle, dans la prévision du cas où les travaux à exécuter sur la partie du terrain atteinte par l'expropriation entraîneraient la disparition d'une source existant sur la portion restant en dehors de l'emprise. Et dans ce cas l'annulation à prononcer doit s'étendre à la décision du jury en son entier (*C. de cass.*), X, 1255.

(36) Fabrique d'allumettes chimiques. — Indemnités. — Questions distinctes. — Décision unique. — Excès de pouvoir. — Nullité. — (*Sieur Choisy.*) — Est nulle, comme entachée d'excès de pouvoir, la décision du jury qui, mis en demeure de

déterminer séparément l'indemnité éventuelle due pour la résiliation du bail, et pour l'expropriation de l'immeuble, statue par la fixation d'une indemnité définitive et unique (*C. de cass.*), VI, 1114.

- (37) Jugement. — Jonction du plan parcellaire à la minute, — Excès de pouvoir. — (*Sieurs Dacher et autres.*) — Un tribunal, statuant en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, ne peut pas ordonner qu'un exemplaire certifié du plan indicateur des parcelles expropriées restera annexé à la minute de son jugement, sous prétexte que ce plan est nécessaire pour expliquer et compléter ledit jugement et déterminer exactement les points sur lesquels porte l'expropriation (*C. de cass.*), IX, 81.

- (38) Agrandissement des ateliers d'un chemin de fer. — Déclaration régulière d'utilité publique. — Recours pour excès de pouvoirs. — Travaux dans la limite de l'arrondissement. — Durée de l'enquête et nombre des commissaires. — Dépens. — Dispense du timbre et de l'enregistrement. — (*Sieurs de l'Hôpital, Fleury et autres, contre compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — Lorsqu'un décret, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'agrandissement d'ateliers affectés au service d'un chemin de fer, a été précédé de toutes les formalités légales, les intéressés ne sont pas fondés à demander au Conseil d'Etat l'annulation de ce décret, pour excès de pouvoirs, en vertu des lois des 7-14 octo-

bre 1790 et 24 mai 1872. — Les réclamants soutenaient : 1° qu'en réalité ce décret donnait satisfaction bien plutôt à l'intérêt privé et commercial de la compagnie qu'à l'utilité publique ; 2° que l'enquête était entachée de nullité pour vices de forme. — Application des articles 9 et 10, ordonnance du 18 février 1834, aux termes desquels, pour les travaux pouvant être autorisés par décret et situés dans les limites d'un arrondissement, l'enquête peut n'être que de vingt jours et la commission d'enquête composée de sept membres seulement. — Sont inapplicables à ces travaux les dispositions des articles 4 et 5, qui exigent une commission de neuf à treize membres et un délai d'un mois à quatre mois. — Un recours pour excès de pouvoirs en matière d'expropriation pour utilité publique ne peut pas donner lieu à une condamnation aux dépens. — L'article 58, loi du 3 mai 1841, contient dispense des frais de timbre et d'enregistrement, les seuls qui soient à exposer en matière d'excès de pouvoirs, d'après l'article 1^{er}, décret du 2 novembre 1864. La condamnation aux dépens serait donc sans objet (*C. d'Et.*), 1352.

- (39) Jury. — Indemnité. — Domages futurs et incertains. — Cassation. — (*Héritiers Triadon.*) — Le jury en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ne peut accorder d'indemnité que pour les dommages futurs et incertains, qui ne seraient pas une conséquence directe de l'expropriation ; par

exemple, pour ceux qui pourraient résulter de l'exécution de travaux projetés (*C. de cass.*)

VI, 278.

- (40) Dommages directs. — Indemnité. — Fixation éventuelle. — Renvoi. — Indemnités distinctes. — Complexité. — [*Commune de Pleudihen (Côtes-du-Nord)*]. — Il appartient au jury de fixer l'indemnité représentative des dommages qui sont la conséquence directe et nécessaire d'une expropriation opérée en vue de travaux d'utilité publique. — Lorsque des litiges sur le foud du droit ou des difficultés étrangères à la fixation de l'indemnité sont soulevés devant le jury d'expropriation, les parties doivent être invitées à se pourvoir devant qui de droit pour la solution de ces difficultés, et le jury doit fixer éventuellement l'indemnité, sous la réserve de la décision à intervenir. — Plusieurs indemnités distinctes, doivent être fixées lorsque les dommages prétendus dépendent de plusieurs droits contestés au sujet desquels des solutions différentes peuvent intervenir (*C. de cass.*), X, 1243.

- (41) Pourvoi. — Décision du jury seule visée. — Vice propre à l'ordonnance du magistrat directeur. — Recevabilité. — Tableau des offres et des demandes. — Mise sous les yeux du jury. — Procès-verbal. — Mention erronée indifférente. — (*Epoux Daurel.*) — Quand même le pourvoi formé en matière d'expropriation publique ne viserait expressément que la dé-

cision du jury, néanmoins il s'étend à l'ordonnance du magistrat directeur, si la déclaration du pourvoi relève un vice exclusivement propre à cette ordonnance. — En conséquence, si ce vice est reconnu existant, l'ordonnance doit être cassée et les parties renvoyées devant un autre magistrat directeur, sans que la décision du jury soit atteinte. — La mention par laquelle un procès-verbal constate que le magistrat directeur a placé sous les yeux du jury le tableau des offres et demandes n'est point contredite par cette circonstance que, dans son ordonnance d'envoi en possession, le même magistrat directeur a considéré par erreur les indemnités comme n'ayant notifié aucune demande (*C. de cass.*), VI, 582.

- (42) Jury. — Appréciation d'un dommage éventuel. — Nullité. — (*Sieur Magne.*) — Le jury d'expropriation n'a pas mission d'apprécier d'autres dommages que ceux qui sont une suite directe de l'expropriation. — Spécialement, alors qu'un moulin n'est pas atteint par l'expropriation, le jury ne peut allouer une indemnité fondée sur la suppression d'un passage qui conduit de ce moulin à un hameau voisin (*C. de cass.*), VI, 678.

- (43) Parcelle employée aux travaux en vue desquels l'expropriation avait été prononcée. — Demande de rétrocession. — Rejet par le ministre. Pas d'excès de pouvoirs. — Loi du 3 mai 1841, articles 60 et 61. — (*Sieur Courtin-Pierrard contre*



EXPROPRIATION (suite) :

des délais, et particulièrement ceux qui sont consacrés par les articles 1033 du Code de procédure civile et l'article 9 de la loi des 2, 3 juin 1862, sont applicables aux délais fixés par la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. En conséquence, le délai de quinze jours accordé par l'article 42 de la loi du 3 mai 1841 au propriétaire exproprié pour se pourvoir contre la décision du jury et l'ordonnance du magistrat directeur se compose de jours francs dans lesquels ne doit pas être compris celui ou a été formé le pourvoi, et si le jour de l'échéance de ce délai est un jour férié, il doit être prorogé au lendemain. — Les articles 20 et 42 de la loi du 3 mai 1841 ne prononcent pas la déchéance pour les cas où les pièces relatives au pourvoi n'ont pas été adressées au greffe de la cour de cassation, dans le délai de quinzaine à partir de la notification de ce pourvoi. — L'indemnité d'expropriation doit, aux termes de l'article 39 de la loi du 3 mai 1841, consister exclusivement en une somme d'argent, et le jury ne saurait y faire entrer une servitude de passage, qu'il établirait sur la portion de propriété expropriée au profit de celle qui resterait entre les mains du propriétaire dépossédé (*C. de cass.*), VII, 953.

- (50) Construction d'un tunnel. — Dommages aux propriétés supérieures. — Tréfonds non expropriés. — Compétence. — Conflit négatif. — (*Sieur Badin.*) — C'est à l'autorité judi-

ciaire qu'il appartient de décider si des propriétaires ont droit à une indemnité à raison de la dépossession définitive du sous-sol de leur propriété, occupé par un tunnel de chemin de fer et de procéder au règlement de cette indemnité. — (Par suite, annulation de l'arrêt d'une cour d'appel qui a déclaré le tribunal de première instance incompétent pour statuer à cet égard, et renvoi de la cause devant ce dernier tribunal (*Trib. des confl.*), VII, 42.

- (51) Compétence. — Déclaration d'utilité publique. — Jugement d'expropriation. — Production des pièces. — Enquête préalable. — Rues de Paris. — (*Sieur Hainque de Saint-Senoch.*) — Les juges saisis d'une demande d'expropriation pour cause d'utilité publique n'ont pas à apprécier au fond l'acte de l'autorité compétente qui déclare l'utilité publique des travaux. — La loi sur l'expropriation n'exige pas que chacune des pièces produites pour constater l'accomplissement des formalités qu'elle prescrit dans l'article 2 et dans le titre II soit l'objet, par le jugement d'expropriation, d'une désignation individuelle et spéciale. Il suffit que le jugement ne laisse pas de doute sur la production et l'examen desdites pièces. — L'article 12 de la loi du 3 mai 1841 est applicable à la ville de Paris comme dans toute autre commune de France (*C. de cass.*), VIII, 187.

- (52) Publicité. — Défaut de constatation. — (*Sieur Baumot.*) — En matière d'expropriation pour

blicité est une formalité substantielle dont l'accomplissement doit, à peine de nullité, être constaté par le procès-verbal des opérations du jury (*C. de cass.*), VII, 935.

- (53) Alignement. — Indemnité. — (*Sieur Bertucat.*) — Aux termes de l'article 50 de la loi du 16 septembre 1807, en cas de retranchement partiel d'une propriété pour cause d'alignement, l'indemnité due à la partie intéressée doit être restreinte à la valeur du terrain cédé à la voie publique. En conséquence, est nulle la décision du jury qui accorde une indemnité, non-seulement pour la valeur du terrain délaissé, mais encore pour toutes dépréciations et toutes choses (*C. de cass.*), VII, 946.
- (54) Travaux accessoires. — Acquisitions postérieures au jugement. — (*Sieurs Roudières.*) — Le décret qui reconnaît à une entreprise le caractère d'utilité publique peut être appliqué à des travaux qu'il ne désigne pas explicitement, pourvu qu'ils soient la conséquence immédiate du travail principal qu'il autorise; mais il ne saurait être rendu à des ouvrages qui ne sont pas un accessoire et une suite nécessaire de ce travail. — L'effet de l'acte déclaratif de l'utilité publique se trouve épuisé par le jugement qui prononce l'expropriation des parcelles indiquées dans l'arrêté préfectoral de cessibilité et par la décision du jury qui fixe les indemnités de dépossession. — Dans le cas où l'expropriant veut obtenir l'expropriation d'autres

ratif de l'utilité publique est indispensable, et le tribunal est tenu de constater l'existence de cet acte (*C. de cass.*), VIII, 220.

- (55) Désignation des ayants droit. — (*Sieur Jacquier dit Duclos.*) — Remplit suffisamment le vœu de la loi (loi du 3 mai 1841, art. 21) l'acte par lequel un propriétaire exproprié fait connaître à l'Administration que parmi les locataires ou ayants droit sur les terrains objet de l'expropriation se trouve l'acquéreur d'un certain four à chaux, en tant seulement que cet acquéreur ou ses vendeurs pourraient élever prétention de droit. — L'emploi de cette formule dubitative n'autorise pas l'Administration à prétendre que l'acquéreur ainsi désigné (ayant droit, en fait, à exercer une servitude sur le fonds exproprié) devant prendre l'initiative d'une demande d'indemnité et que cela n'ayant pas eu lieu, elle était dispensée de lui notifier les offres (*C. de cass.*), VIII, 227.
- (56) Jugement d'expropriation. — Signification. — Pourvoi. — Recevabilité. — Acquiescement. — Jugement d'expropriation. — Noms des parties. — (*Veuve Agulhon.*) — La notification d'un jugement d'expropriation ne peut faire courir les délais du pourvoi lorsque, faite conjointement à deux expropriés, elle n'énonce ni si elle a été faite par une seule ou par plusieurs copies, ni si elle a été faite nommément à la personne qui s'est pourvue en cassation contre ce jugement. — Le concours du demandeur en cassation du juge-

EXPROPRIATION (suite) :

ment d'expropriation, à la procédure de règlement d'indemnité, ne le rend pas non recevable dans son pourvoi, s'il est établi par les pièces et le procès-verbal des opérations du jury que, dès le jour de la signification de l'extrait du jugement, et à toutes les phases de la procédure, il a fait des protestations et réserves au sujet de la nullité dont il prétend que le jugement est affecté. — Est nul le jugement qui prononce l'expropriation de parcelles de terrain en déclarant qu'elles appartiennent à une personne qui ne figure pas sur la matrice des rôles comme propriétaire, alors qu'en réalité ces parcelles sont la propriété d'une autre personne qui figure en son nom propre sur cette matrice. (*C. de cass.*), IX, 106.

(57) Jugement. — Désignation des terrains. — (*M. le préfet de la Somme et la compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Vélizy-Bertincourt à Saint-Quentin*). — Le jugement prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique doit constater que les formalités préalables exigées par l'article 2 de la loi du 3 mai 1841 ont été accomplies, et notamment que la désignation des localités ou territoires sur lesquelles les travaux doivent avoir lieu a été faite par le préfet, lorsqu'elles ne résultent pas du décret déclaratif d'utilité publique. (*C. de cass.*), IX, 916.

(58) Indemnité alternative. — (*Compagnie des chemins de fer de l'Ouest*). — Est nulle la décision du jury d'expropriation qui, ayant à statuer sur une de-

mande d'indemnité alternative, n'accorde qu'une seule indemnité (*C. de cass.*), X, 1239.

(59) Pourvoi. — Signification. — Domicile élu. — (*Sieur Moncharville, syndic de la faillite de la compagnie du chemin de fer de Lille à Valenciennes*). — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, le pourvoi doit être notifié au domicile réel du défendeur. La notification faite simplement au domicile élu au cours de la procédure d'expropriation pour en faciliter l'instruction, est irrégulière et entraîne la nullité du pourvoi. (*C. de cass.*), X, 1234.

(60) Dommages directs. — Chose jugée. (*Héritiers Cénac*). — En matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité fixée par le jury comprend nécessairement tous les dommages résultant du fait même de l'expropriation. — En conséquence, un exproprié ne peut demander ultérieurement aux tribunaux ordinaires une indemnité nouvelle pour un dommage de cette nature, dans l'espèce, l'état d'enclave d'une portion de sa propriété non atteinte par l'expropriation, sous le prétexte que cette cause de dommage aurait été inaperçue à l'époque où le jury a statué, et que le jury aurait été induit en erreur à cet égard par le fait ou la faute de l'expropriant en dehors d'un dol personnel imputable à ce dernier. — Le jugement ou l'arrêt qui, dans ces circonstances, condamne l'expropriant à payer une nouvelle somme à titre de dommages-intérêts pour réparation du dommage signalé, est

entache de violation de l'autorité de la chose jugée par la décision du jury, et de violation, par fausse application, de l'article 1382 du Code civil (*C. de cass.*), X, 1229.

(61) Visite de lieux. — Cas de force majeure. — Offres. — Notification irrégulière. — (*Compagnie du chemin de fer de Tulle à Clermont-Ferrand.*) — Le jury d'expropriation pour cause d'utilité publique peut surseoir à la visite sur les lieux jugée par lui nécessaire lorsqu'un obstacle momentané empêche qu'il y soit procédé immédiatement. — La copie de l'exploit de notification d'offres remise au domicile du demandeur en cassation, bien que n'indiquant pas le nom de la personne à laquelle elle a été laissée, est valable, si le demandeur fait réponse à cette notification, s'il comparait sans protestation et s'il conclut au fond sur la fixation de l'indemnité (*C. de cass.*), X, 1395.

(62) Décret. — Vices de formes. — Recevabilité du recours. — Délai. — Publication. — Jugement passé en force de chose jugée. — Intervention. — Dépens. — (*Sieur Garret contre commune de Marchenoir.*) — Un propriétaire n'est pas encore recevable à déférer au Conseil d'Etat un décret déclaratif d'utilité publique, après qu'un jugement passé en force de chose jugée a prononcé l'expropriation. — Le délai du pourvoi au Conseil d'Etat contre ce même décret court-il du jour de sa publication? — Non résolu mais voir les arrêts cités en note. — Est recevable l'intervention d'une commune

dans une instance tendant à faire annuler le décret qui a déclaré d'utilité publique l'agrandissement d'une maison d'école. — La commune intervenante dans cette instance ne peut obtenir des dépens contre le demandeur dont la requête est rejetée. — En vertu de l'article 58 de la loi du 3 mai 1841, elle a été dispensée de payer les frais de timbre et les droits d'enregistrement, seuls dépens qu'elle eût à exposer en matière d'excès de pouvoirs. Décret du 2 novembre 1864, VI, 358.

EXTRACTION DE MATÉRIAUX. (Voir Carrières en exploitation, Compétence, Dommages.)

(1) Carrière en exploitation. — Valeur des matériaux extraits. — Dépens. — Frais d'expertise. — (*Sieur Manessier contre ville de Saint-Malo.*) — Décidé que le terrain fouillé devait être considéré comme carrière en exploitation : il s'agissait d'une parcelle située à quelques mètres seulement d'autres terrains sur lesquels les requérants avaient déjà ouvert une exploitation. — En conséquence, il y a lieu d'allouer une indemnité calculée sur la valeur des matériaux extraits et non sur la dépréciation du terrain, VI, 1068.

(2) Carrière en exploitation. — (*Sieurs Roubière contre sieurs Lesca et Villenave.*) — Une carrière ouverte par un entrepreneur ne devait pas être considérée, vis-à-vis d'un autre entrepreneur qui a succédé au premier dans l'exécution des mêmes travaux, comme carrière en exploitation dans le sens de l'article 55 de la loi de 1807. — Le

EXTRACTION DES MATÉRIAUX (suite) :
 propriétaire fondait sa prétention sur ce que le second entrepreneur n'aurait été régulièrement autorisé à exploiter que plusieurs mois après le départ du premier. En fait, la carrière a toujours été occupée par les deux entrepreneurs, et le propriétaire ne justifie pas qu'il en ait pris possession à un moment quelconque, soit par lui, soit par un fermier. — En conséquence, pas d'indemnité sur la valeur des matériaux extraits (*C. d'Et.*), VII, 781.

(8) Entretien d'une route nationale. — Carrière en exploitation. — Application de la loi du 16 septembre 1807, article 53. — Prix courants du pays, abstraction faite de l'existence et des besoins de la route. — Intérêts. — (*Sieur Pradelle contre sieur Reynaud.*) (*C. d'Et.*), VIII, 72.

(4) Construction d'un chemin de fer. — Dommages. — Carrière en exploitation. — Indemnité. — Valeur des matériaux. — (*Sieur Bertrandon.*) — Décidé en fait que l'extraction a eu lieu dans un terrain précédemment exploité comme carrière et que l'indemnité doit comprendre la valeur des matériaux; que cette valeur a été équitablement fixée par le conseil de préfecture (*C. d'Et.*), VIII, 124.

(5) Carrière en exploitation. — Valeurs des matériaux extraits. — Convention privée. — Compétence judiciaire. — (*Sieur Abougit contre sieurs Brunet, Vartgard et C^e.*) — Décidé en fait que le propriétaire ne justifiait pas de l'existence d'une carrière en exploitation sur son

terrain au moment où l'entrepreneur a été autorisé administrativement à l'occuper. La valeur des matériaux extraits ne devait donc pas entrer en compte dans le montant de l'indemnité. — Lorsqu'un propriétaire soutient que la valeur des matériaux extraits lui est due en vertu d'une convention passée entre lui et l'entrepreneur, ce n'est pas au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître de la demande basée sur ce prétendu engagement (*C. d'Et.*), VIII, 554.

(6) Extraction de matériaux pour l'établissement d'un chemin de fer. — Indemnité. — Appréciation. — (*Sieurs Clausse. C. d'Et.*), VII, 760.

(7) Extraction de matériaux pour la construction d'un chemin de fer par l'Etat. — Indemnité. — Expertise. — Ingénieur en chef tiers-expert de droit (article 56, loi du 17 septembre 1807). — Conducteur des ponts et chaussées désigné à tort. — Nullité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Sieur Callat.*) (*C. d'Et.*), IX, 1062.

(8) Compétence. — Valeur des matériaux extraits sur un terrain non exploité comme carrière. — Intérêts. — Intérêts des intérêts. — (*Commune de Gamaches contre sieur Abt et C^e.*) — Lorsque l'extraction de matériaux a été régulièrement autorisée et n'a été commencée qu'après notification de l'arrêté d'autorisation (décret du 8 février 1868), c'est le conseil de préfecture qui est compétent pour statuer sur le règlement de l'indemnité. — Appli-

cation de la régie d'après laquelle le montant de l'indemnité due ne comprend la valeur des matériaux extraits que dans le cas où il s'agit d'une carrière déjà exploitée. — Il résultait de l'instruction que, si des déblais avaient été antérieurement enlevés par la commune propriétaire du terrain, cet enlèvement n'a jamais eu le caractère d'une exploitation régulière; qu'à l'époque où les extractions autorisées ont commencé, il n'y avait pas de carrière en exploitation; qu'en outre, les extractions ont eu lieu sans interruption jusqu'au jour où l'exploitation a cessé. La commune n'est donc pas fondée à réclamer la valeur des matériaux. — Appréciation de l'indemnité. — Intérêts, du jour de la demande. — Les intérêts échus peuvent produire des intérêts, pourvu qu'ils soient dus au moins pour une année entière, et qu'il en soit fait une demande spéciale (*C. d'Et.*), VII, 1396.

- (9) Extraction de matériaux. — Fournisseur du pavé de Paris. Autorisation; compétence du préfet du département du lieu d'extraction. — Formalités du décret de 1868. — Visa du devis et du rapport de l'ingénieur en chef. — Entrepreneur de fournitures. — Marché sans adjudication. — Procédure. — Conseiller de préfecture n'ayant pas assisté à toutes les audiences; pièces produites tardivement. — (*Sieur Juigné*). — L'autorisation d'extraction peut être donnée par le préfet du département du lieu d'extraction sans qu'un arrêté préalable au préfet du

département ou devaient exécuter les travaux, ait été rendu. — Aucune loi n'exige cet arrêté préalable. — Les fournisseurs de pavés destinés à l'entretien du pavé de Paris jouissent du privilège accordé par l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755 aux entrepreneurs de ce pavé. — Le fait que ce fournisseur continuerait son marché avec la ville de Paris par suite d'une prorogation consentie sans concurrence ni publicité n'est pas de nature à le priver du privilège de l'arrêt de 1755. — Est nul l'arrêté auquel a pris part un conseiller qui n'a pas assisté à toutes les audiences, et rendu sur le vu de pièces produites après la clôture des débats. (*C. d'Et.*), VII, 891.

- (10) Arrêté du préfet autorisant l'occupation. — (*Sieur Denise contre sieur Tardif*). — Désignation erronée des parcelles. — Interprétation. — Action en dommages-intérêts contre l'entrepreneur. — Compétence. — Un arrêté préfectoral autorisant l'occupation de terrains pour extraction de matériaux a désigné sous des numéros erronés les parcelles cadastrales à occuper; par suite, une action en dommages-intérêts a été introduite devant le tribunal contre l'entrepreneur par le propriétaire; un second arrêté du préfet a rectifié la désignation faite par son précédent arrêté; l'autorité judiciaire est incompétente soit pour interpréter le premier arrêté, soit pour apprécier la régularité du second (*C. d'Et.*), VI, 1065.

- (11) (*Compagnie des chemins de fer*

EXTRACTION DES MATÉRIAUX (suite):

du Midi contre sieur de Monda et autres.)—Décret du 8 février 1868, article 8. — Evaluation partielle de l'indemnité, sens de ces mots. — Carrière mise antérieurement en exploitation par la même compagnie de chemin de fer. — Remise au propriétaire qui n'a pas exploité. — L'indemnité, pour une occupation de terrains qui doit se prolonger pendant plusieurs années, doit être réglée à la fin de chaque campagne et comprendre la réparation totale des dommages causés qui peuvent être appréciés dès ce moment, et ne doit pas simplement consister dans un dédommagement pour privation de jouissance (art. 8 du décret du 8 février 1868). — On doit considérer comme carrière en exploitation, dans le sens de l'article 55 de la loi du 16 septembre 1807, un terrain qui a été une première fois occupé par une compagnie de chemin de fer et dont il a été extrait du ballast, et que la même compagnie est ensuite autorisée à occuper de nouveau, bien que le propriétaire remis en possession dans l'intervalle, sans changer d'ailleurs la destination du terrain, ne l'ait pas lui-même exploité comme carrière (*C. d'Ét.*), VI, 1055.

- (12) Indemnité calculée à raison de la valeur réelle des matériaux d'après leur destination naturelle (pierre de taille), et non d'après l'emploi qui en a été fait dans les travaux (ballast). — Indemnité comprenant les dommages accessoires et notamment l'occupation, pendant la

durée des fouilles, d'un terrain dépendant de la carrière et non exploité. — Frais d'expertise partagés. — Capitalisation des intérêts au taux de l'Algérie. — (*Sieurs Villenave frères contre sieur Poiré.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 668.

- (13) Chemin vicinal. — Propriété close. — Terres labourables appartenant à l'habitation. — Exemption. — (*Sieur Dozeville et consorts.*) — La servitude d'extraction de matériaux ne peut pas être appliquée à une terre labourable qui forme partie d'une propriété entourée d'une clôture continue, et qui est située le long de l'avenue conduisant à la maison d'habitation, dont elle constitue ainsi une dépendance (*C. d'Ét.*), VIII, 858.

- (14) Propriété privée. — Compétence. — Route départementale. — Inobservation des formalités. — Agents subalternes des ponts et chaussées. Indemnité. Action en garantie contre le département. Conflit. — (*Sieur Gagne contre sieurs Joubert et Veysseyre et l'Etat.*) — Lorsque des agents subalternes de l'administration des ponts et chaussées (un cantonnier et un voiturier) ont, sur l'ordre de leurs chefs hiérarchiques, pour l'entretien d'une route départementale, enlevé des pierres sur le terrain d'un particulier, sans qu'il y ait eu accomplissement préalable des formalités prescrites par le décret réglementaire du 8 février 1868, la connaissance de l'action en indemnité formée par le propriétaire contre ces agents, ne peut pas être revendiquée par l'autorité adminis-

trative. — L'autorité administrative n'est pas du moins compétente pour statuer sur l'action en garantie dirigée contre le préfet comme représentant le département. — (A la condition toutefois que l'examen de la demande ne puisse engager le juge civil dans l'interprétation ou la connaissance d'aucun acte ou règlement administratif.) — La compétence reste judiciaire, alors même que l'enlèvement des pierres, qui sert de base à la demande, a été le fait non d'un entrepreneur, mais d'agents subalternes exécutant les ordres verbaux qu'ils ont reçus de l'administration des ponts et chaussées (*Trib. des confl.*), VIII, 968.

(15) Extraction de matériaux dans un domaine clos, en vertu d'une autorisation rapportée. — Indemnité. — Incompétence du conseil de préfecture. — Dépens, frais d'expertise et de tierce expertise à la charge des demandeurs. — (*Dame et héritiers Ledoux contre la compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons.*) — Lorsqu'une compagnie de chemin de fer a été autorisée à extraire des matériaux dans une propriété close, si l'arrêt d'autorisation a été annulé ultérieurement par le Conseil d'Etat, le conseil de préfecture n'est pas compétent pour fixer l'indemnité due au propriétaire. — Les frais d'expertise et les dépens sont à la charge de celui qui a saisi l'autorité compétente (*C. d'Et.*), VIII, 1085.

(16) Autorisation. — Recours pour excès de pouvoirs. — Non-recevabilité. — Compétence du con-

seil de préfecture. — (*Sieur Baroux.*) — Le recours pour excès de pouvoirs formé entre une décision ministérielle refusant d'annuler des arrêtés préfectoraux, autorisant l'occupation de terrains et l'extraction de matériaux en vue de la confection ou de l'entretien de chemins vicinaux, doit être déclaré non recevable. — Cette décision ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire porte devant le conseil de préfecture, compétent pour en connaître, son opposition aux arrêtés dont il s'agit (*C. d'Et.*), VIII, 1656.

(17) Pierres destinées aux travaux des chemins vicinaux. — Galets. — Carrière ouverte. — Valeur des matériaux. — (*Sieur Cordier contre commune de Fours.*) — L'enlèvement des galets déposés par la mer doit être assimilé à l'extraction des matériaux dans une carrière ouverte et le prix de ces matériaux est dû en conséquence au propriétaire, si avant l'arrêt d'occupation le propriétaire utilisait ces galets pour l'entretien de sa propriété ou en autorisait l'enlèvement par une commune ou par des particuliers. — Renvoi devant les mêmes experts à l'effet de vérifier les faits et de fixer, s'il y a lieu, le prix des matériaux (*C. d'Et.*), IX, 23.

(18) Retrait de l'arrêt d'autorisation. Pas de recours contentieux. — (*Compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons.*) — La décision par laquelle le ministre des travaux publics refuse d'annuler un arrêté préfectoral rapportant l'autorisation précédemment accordée à un entrepre-

EXTRACTION DE MATÉRIAUX (suite) :
neur de travaux publics d'occuper temporairement une propriété pour y extraire des matériaux, n'est pas susceptible d'un recours par la voie contentieuse (*C. d'Et.*), IX, 1162.

- (19) Arrêté préfectoral autorisant le ramassage de cailloux à la surface du sol, sur le territoire de plusieurs communes, pour l'entretien d'une route nationale et d'un chemin vicinal de grande communication. — Inaccomplissement de formalités spéciales. — (*Sieur Baroux.*) — Un préfet peut, par application de l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755, autoriser un adjudicataire des travaux d'entretien des routes et chemins vicinaux à pénétrer sur les propriétés particulières pour y ramasser les cailloux nécessaires à l'exécution de son entreprise. — Mais cette autorisation n'a

pu être accordée qu'à la charge par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions de l'article 17 de la loi du 21 mai 1836 et du décret du 8 février 1868, qui ont réglé les formes à suivre pour l'occupation temporaire des terrains et l'extraction des matériaux. — L'obligation imposée par le préfet à l'entrepreneur de justifier préalablement de sa qualité aux maires des communes sur lesquelles il est autorisé à ramasser des cailloux et de remettre à ses ouvriers et préposés une carte destinée à les faire reconnaître, ne saurait suppléer aux formalités prescrites par les textes précités. — Annulation de l'arrêté. — Dépens mis par moitié à la charge de l'Etat et des communes intéressées à l'entretien du chemin vicinal (*C. d'Et.*), IX, 1757.

EYNARD (Dame), VII, 835.

F

FABRE, VIII, 550.

FABRE, COLOMBIÉ, VIII, 1517.

FABRIER, IX, 175.

FABRIQUE de l'église de Notre-Dame-d'Oloron - Sainte-Marie, IX, 53.

FAIDIDES, VII, 1174.

FALAISE (ville de), X, 326.

FANTIN, BRAY et REBOUX IX, 1506.

FARALDO, VIII, 212.

FASSY et DUQUAIRE, VIII, 782.

FAUVEL et COCLIN, IX, 773.

FAVIERS (de), X, 63.

FAYOLLE, VIII, 1186.

FAYS-BILLOT (commune de), VI, 13.

FÉNÉLON et fils et MILLIAUD, IX, 1522.

FERLET, BAUDOIN et autres, IX, 29.

FERRAND, VI, 679; VIII, 175.

FERREY, VIII, 974.

FILEO et HATET et C^e, IX, 901.

FILLIOL, IX, 90.

FIRINO, VI, 542.

FIRMIN-DIDOT et C^e, IX, 914.

FIVEL, X, 599.

FIX-SAINT-GENEYS (commune de), X, 349.

FLAMENT, VI, 154.

FLORENAS. Travaux de défense contre les inondations de l'Hérault, VI, 705.

du 19 septembre 1870. — Abrogation de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII. — Effet rétroactif. — (*Sieur Flament.*) — Le décret du 19 septembre 1870, qui abroge l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, est applicable aux faits antérieurs à sa promulgation. — En conséquence, lorsqu'une sentence rendue avant ce décret avait déclaré l'action intentée contre un fonctionnaire non recevable, quant à présent, pour défaut d'autorisation préalable du Conseil d'Etat, le tribunal saisi de l'appel de cette sentence, postérieurement à la promulgation du décret, doit rejeter la fin de non-recevoir accueillie par le premier juge, VI, 154.

FONDS DE CONCOURS :

- Sommes versées au Trésor par des départements, des communes, des chambres de commerce, des compagnies de chemins de fer, des particuliers pour l'exécution de travaux publics, VI, 758, 951, 983; VII, 105, 442, 479, 555, 1025, 1310; VIII, 369, 490, 1314, 1369; IX, 343, 484, 691, 1278, 1644; X, 190, 489, 1052.
- Algérie. Divers travaux publics, VII, 601; IX, 528; X, 1085. — Travaux de la route de Batna à Biskra, VII, 1237; VIII, 1042; X, 1180. — Achèvement du port de Philippeville, VII, 494, 601; VIII, 402. — Port d'Alger, X, 914. — Frais d'étude de la conduite d'eau de l'Oued Mokta, IX, 343. — Constantine : frais du personnel des ponts et chaussées, VI, 840; VII, 389, 1322; IX, 343, 1338; X, 1192. — As-

Bône, IX, 680. — Reconstruction d'un petit barrage sur l'Oued Tlélat, IX, 1126. — Travaux au chemin de Mascara à l'Hillil, X, 519. — Remboursement du prix du matériel cédé du chemin de fer de Bône à Guelma, X, 1178. — Percement du tunnel de Teffaha, X, 1191. — Oran (ville d'). Ouverture d'une route, VIII, 382.

- Ardèche (département de l'). Rectification de la route nationale n° 103 de la Voulte au Puy, VII, 553, 1010; VIII, 1333; IX, 582, 681; X, 199, 1218.
- Bordeaux (chambre de commerce). Achèvement du bassin à flot et construction d'une forme de radoub, VI, 777, 995; VII, 367, 1011, 1327.
- Bruay (compagnie des mines de). Exécution des travaux de chemins de fer, VIII, 500.
- Caen (ville de). Approfondissement du canal de Caen à la mer, IX, 1296.
- Calais (chambre de commerce). Amélioration du port, VII, 1011; VIII, 490, 1332, 1355, 1367; IX, 531, 1610; X, 477, 504.
- Dunkerque (chambre de commerce de). Indemnités aux officiers et maîtres de port, VII, 552; VIII, 373. — Amélioration du port, VII, 553. Restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque, VIII, 1367; IX, 526, 1257, 1615; X, 204, 483, 1048.
- Dunkerque (ville de). Amélioration du port, VI, 875; VII, 75, 1012, 1309; VIII, 493, 1367; IX, 359, 1625; X, 1050.
- Eure (département de l'). Exécution de travaux de chemins de fer, VIII, 500.

FONDS DE CONCOURS (suite) :

- Haute-Vienne (département de la). Exécution de travaux de chemins de fer, VII, 1259; VIII, 500.
- Havre (chambre de commerce du). Agrandissement de l'avant-port, VI, 84, 774, 978, 995. Amélioration du port, VII, 479, 554, 1011, 1238; VIII, 500, 1331, 1368, 1376; IX, 530, 1124, 1624; X, 62, 396, 1049.
- Honfleur (chambre de commerce de). Amélioration du port, VII, 553, 1012, 1238, 1309, 1327, 1328; VIII, 492, 1335, 1356, 1367; IX, 530, 1000, 1123, 1339, 1611; X, 164, 310, 395, 1220.
- Loire-Inférieure (département de la). Achèvement du bassin de Penhoët, VI, 1002; VII, 367, 1010, 1328; VIII, 1331, 1375; IX, 679, 1613; X, 163. — Rachat du pont de Feurs, sur la Loire, IX, 1122.
- Marseille (chambre de commerce de). Amélioration du port, VI, 777; VII, 479, 1011, 1328; VIII, 1332, 1375; IX, 670, 1614; X, 434.
- Midi (compagnie des chemins de fer du). Construction des lignes de Port-Vendres à la frontière d'Espagne, de Rodez à Millau et de Carcassonne à Quillan, VI, 85; — Condom à Port-Sainte-Marie, VI, 86; diverses lignes, VII, 554, 1259; VIII, 500, 1357; IX, 524, 526, 1254, 1255, 1635; X, 1186, 1219.
- Nord (département du). Amélioration de la rivière d'Aa et des canaux de Neufossé et de Bourbourg, VII, 367, 1327; VIII, 1332, 1375; IX, 681, 1297, 1306; X, 165, 517. — Restauration des ports de Gravelines et de Dunkerque, VII, 554, 1037, 1309; VIII, 490.
- Nord (compagnie des chemins de fer du). Construction des chemins de fer d'Épinay à Luzarches et d'Arras à Etaples, avec embranchement sur Béthune et Abbeville, VI, 107, 953; VII, 553, 1012, 1258; VIII, 503, 1356, 1357; IX, 378, 711, 1681.
- Paris (ville de). Construction du pont Saint-Germain, VII, 81.
- Paris-Lyon-Méditerranée (compagnie des chemins de fer). Construction de la ligne de Vichy à Thiers, de Thiers à Ambert et d'Annecy à Annemasse, VII, 1259; VIII, 499, 1357; IX, 489, 711, 1253, 1683; X, 311, 1185.
- Pas-de-Calais (département du). Amélioration du canal de Calais, VII, 554. Amélioration de la Scarpe supérieure et du canal de Calais, VII, 1010, 1239; VIII, 1332, 1356; IX, 582, 1121, 1612; X, 162, 309, 1222.
- Rouen (chambre de commerce). Amélioration du port, VII, 1016, 1329; VIII, 1331, 1368; IX, 670, 1598.
- Syndicat du canal de l'Est. Construction du canal, VI, 774, 849, 953, 969, 1003; VII, 104, 366, 555, 1032, 1238, 1328; VIII, 500, 1042, 1330, 1366, 1375; IX, 357, 380, 584, 677, 689, 1031, 1314, 1340, 1682; X, 188, 322, 1051, 1221.
- Vichy. Exécution de travaux dans l'établissement thermal; entretien des routes, du parc et de la prise d'eau, VI, 783, 994; VII, 218, 994; VIII, 941, 1366.
- Vienne (département de la).

Exécution de travaux de chemins de fer, VIII, 500.

FONTAINE et **CASSIER**, X, 935.

FONTANEAU, VII, 931.

FORGEOT, IX, 1044.

FORIEL, X, 344.

FORME de radoub de Rochefort, VI, 779.

FORNER, VIII, 1641.

FORTIN-HERMANN et **C^e**, VII, 1169.

FOSSAT, VI, 576.

FOSSES D'AISANCE. — Police sanitaire. — Ville de Paris. — Préfet de la Seine. — Injonction de supprimer certains appareils. — Arrêté non suivi d'exécution. — Non-lieu à statuer. — (*Héritiers Hallé.*) (*C. d'Et.*), VIII, 950.

FOUCAUX, VI, 1087; X, 1329.

FOUGÈRE, VII, 944.

FOUQUES DE WAGNONVILLE, VII, 818.

FOURAS (commune de), IX, 23.

FOURNIER, VII, 912.

FOURQUET, VI, 570.

FOUSSIER, VIII, 666.

FRAIS DE VIABILITÉ. — Subrogation des entrepreneurs aux droits de la ville de Paris. — (*Sieurs Tétu, Brunot et Brosse*) contre ville de Paris. — Traité passé entre la ville de Paris et les entrepreneurs, aux termes duquel ces entrepreneurs prenaient à leur charge les dépenses résultant des travaux de viabilité exécutés par l'ouverture de la vole nouvelle.

Subrogation des entrepreneurs dans le droit qu'avait la ville de Paris de se faire rembourser par les riverains certains frais de viabilité. — Les entrepreneurs n'ont pas le droit de réclamer à la ville l'écart entre ce qu'ils ont obtenu des riverains et la somme payée à la ville de Paris pour l'exécution des frais de viabilité. — Les termes du traité ne permettent pas de considérer le versement de la somme représentant le prix des travaux exécutés par la ville comme une simple avance de fonds, comme l'existence d'un forfait; la subrogation consentie par la ville n'a eu ni pour but ni pour effet de garantir à la société le remboursement intégral de la somme versée, mais seulement d'abandonner aux entrepreneurs le produit des taxes auxquelles les riverains pourraient être astreints en vertu des règlements en vigueur (*C. d'Et.*), VII, 1037.

FRANCHINEAU, X, 340.

FRESNAIS (commune de la), IX, 1169.

FREYCINET (de.) (Sa nomination au poste de ministre des travaux publics), VIII, 448.

FRITSCH, **BARDOT** et autres, VII, 1135.

FROIDEVILLE (commune de), X, 771.

FURENS. — Dérivation des eaux pour l'alimentation des réservoirs, VII, 865.

GAGNEUR, IX, 721.

GALINIER, VIII, 1173.

GALONNIER DE MIREMONT, X, 1255.

GALLET, CARON et autres, VIII, 1195.

GALLOIS, RICHARD et autres, VIII, 1527.

GALLON père et fils, IX, 738.

GALLONI D'ISTRIA, VIII, 246.

GALTIER (l'abbé), IX, 197.

GAMACHES (commune de), VII, 1396.

GARANTIE décennale. Voir *Entrepreneur*.

GARDES, VI, 1112.

GARDES-MINES, VI, 281, 282.

GARE d'eau de Vaise. Etablissement d'une rampe pour le tirage des bois, VI, 1344.

GARES. Voir *Chemins de fer*.

GARANTIE. — Jugement signifié au garanti et non au garant. — Droit d'appel du garant. — Délais. — (*Sieurs Laumonnier et fils*). — Le demandeur principal, qui a obtenu gain de cause en première instance et qui a fait signifier le jugement au garanti, doit, en outre, le signifier au garant pour faire courir contre celui-ci, à son égard, les délais de l'appel. — A défaut de cette signification, le garant peut interjeter appel contre le demandeur principal, bien que le garanti n'ait pas lui-même appelé du jugement dans les deux mois de la signification qui lui a été faite, VI, 23.

GARIVIER, VIII, 1539.

GARNIER, VII, 956, 1066.

GARONNE (rivière).

— Mise en adjudication d'un service de touage, VI, 917.

— Construction d'un pont en maçonnerie à Port-Haut, VI, 840.

— (amélioration de la navigation de la), IX, 1014.

GARRET, VI, 358.

GARY et COMBES, VI, 368.

GASC, VIII, 168.

GASQUET (Martial) et autres, VII, 963.

GATELLIER, VI, 441.

GAUDET frères, VIII, 706.

GAUSSERN et BALAYET, VIII, 204.

GAUTHIER, X, 936.

GAUTHIER DE SAINTE-CROIX, X, 1255.

GAVE de Pau (établissement d'un canal dérivé du), IX, 1021.

Gaz :

— (compagnie du), VI, 410; VIII, 820.

— (compagnie parisienne du), VII, 649.

— (éclairage au). Voir *Eclairage au gaz*.

— (compagnie centrale d'éclairage et de chauffage par le), VIII, 709, 1513, 1626.

— (compagnie de Wazemmes), IX, 27.

— de la ville de Nice (compagnie du), IX, 5.

GAZAL et C^{ie}, VIII, 1534.

GAZALOT, DAUBE et DULOUT, VIII, 237.

GENEST, VIII, 1155.

GENIS-MONS, X, 345.

GEFFROY-CHATEAU et dame CHAUCHAT, VI, 1004.
GEORGET, VIII, 1617.
GÉRARD, X, 1373.
GERMAIN-FLEURY, VII, 927.
GERMAIN et autres, X, 771.
GÉRARD, VIII, 176, 945.
GHIGHINI, VIII, 816.
GIACOBBI (veuve), VII, 622; VIII, 943.
GIANOLI, VIII, 1611.
GIANOLI, PÉDRINO et ALBERTAZZI, IX, 729.
GIBIAT (tramways de Sèvres à Versailles), VII, 549.
GIGEAN (commune de), VIII, 40.
GIGNOUX, IX, 415.
GILLET, VII, 784.
GIRAUDIER-BOOTEZ, IX, 1052; X, 947.
GIRBAL et CAMBON, VIII, 234.
GIRARD et consorts, IX, 86.
GIRONDE (rivière de) : navigabilité du chenal de Plassac, VII, 112.
GIROUDON, VI, 506.
GIROUX, VII, 1384; VIII, 958.
Giscos (commune de), VIII, 1078.
GIVAUDAN, VIII, 249.
GLAIZE, X, 597.
GOACOLON, VIII, 126.
GOBY et LAVELLE, VI, 1099.
GODEFROY, POULIN et BAILLY, VI, 435.
GODIN, VII, 787.
GOEYTES et BREIL, VII, 1043.
GONFREVILLE (maire de), VI, 234.
GONTHIER, VII, 797.
GOODCHILD, IX, 1166.
GORRON (commune de), VII, 732.
GOSSE, X, 1233.
GOUAUX, VIII, 674.
GOULDEN et compagnie des chemins de fer de l'Est, IX, 95.
GOULLENCOURT (veuve de), et MERCIER, VIII, 1603.
GOUIRAND et SCHFFOLTZ, VIII, 205.
GOURRON (Etienne), VIII, 194.

GOZZEN (veuve), XI, 880.
GOUZON (Gilbert), IX, 1528.
GOUZY (demoiselle) et BABIOT fils, VIII, 1736.
GRANDJEAN, VIII, 657, 1215, 1215.
GRAEFF (sa nomination au poste de ministre des travaux publics), VIII, 448.
GRANDMAISON (de), VI, 460.
GRAND CHANCELIER de la Légion d'honneur, X, 1353.
GRANET (dame veuve), VI, 1095.
GRANGES à Gérardmer (chemin de fer d'intérêt local de), VII, 6.
GRANVILLE (port de). Exploitation de grils de carénage, VII, 398.
GRARD et C^{ie}, X, 966.
GRATALOUP, VI, 156.
GRAUX, 1008.
GRAVE (défense de la pointe de), VII, 1212.
GRAVELINES. Avance à l'Etat pour la restauration du port, VI, 1183.
GRÉGOIRE, VII, 776.
GRELAULT, VII, 1159; X, 778.
GRIAS, VIII, 594.
GRIL de carénage de Brest, VI, 1364.
GROS (dame), VIII, 773.
GROUSSET, X, 1255.
GRUE fixe (établissement d'une) aux Sables-d'Olonne, VI, 1298.
GRUES ROULANTES à vapeur. Port de Dunkerque, VII, 575.
GUÉ (passage à), VII, 55.
GUERNET, VII, 1117.
GUÉRET-DELAMARRE, IX, 80.
GUÉRIN, VIII, 190.
GUERRIER-BONNET, IX, 394.
GUGLIELMINOTI, VII, 1105.
GUIDE, 1356.
GUILLEMIN, VI, 584.
GUILLIOTIÈRE (compagnie du gaz de la), VIII, 1662.
GUILLLOTIN, VII, 1157; X, 815, 1375.
GUINGAMP (maire de), IX, 63.

GUINOT, IX, 854.

GUINOUNET, SEVEIGNES et autres,
VIII, 1516.

GUY-LESPORT, IX, 39.

GUYARD, GÉNY et C^e, VIII, 94.
GUYOT-SIONNEST, 83.

H

HACHE, VII, 1115.

HAINQUE de SAINT-ENOCH, VIII,
187.

HALAGE (Établissement d'un service de) par chevaux sur les voies navigables qui mettent en communication Paris avec le nord de la France et la Belgique, VI, 946.

— (Service de) sur le canal de Bourgogne. Prorogation du délai de mise en activité, 1344.

HALES et BIJEAN, IX, 88.

HALLÉ, VIII, 950.]

HANRIAU, X, 1299.

HARDY-LEBÈGUE fils, 1391.

HAREL et C^e, VIII, 64.

HAROUËL, DE PREIGNE et ROUGIER,
IX, 1345.

HATET, FILHO et C^e, IX, 901.

HAUCHECORNE, VIII, 702.

HAUDOST-SAUVAGE, VII, 1072.

HAUSER et autres, 676.

HAUTCŒUR, VIII, 1205.

HAUTE-GARONNE (préfet de la), VII,
946.

HAUTE-MARNE (département de la):
VIII, 1608.

— Établissement d'un chemin de fer d'intérêt local avec embranchements, X, 18.

HAUTE-SAÔNE (département de la):

— Établissement d'un chemin de fer d'intérêt local, VI, 1235.

HAUTE-SAVOIE (département de la):

— Réduction du cautionnement fixé par le cahier des charges

du chemin de fer d'intérêt local de Moutiers à Albertville, VII,
1323.

HAVRE (ville du), contre la compagnie des eaux, VI, 1091.

— Établissement d'une voie ferrée à traction de chevaux, VII,
365.

— Établissement de nouvelles lignes de tramways, VI, 1348.

— (Avant-port). Fonds de concours, 84, 774, 978, 995.

— (Amélioration du port), VII,
479, 554, 1011, 1238; VIII, 500,
1331.

— Elargissement de l'entrée du port, VII, 77.

— Reconstruction et transformation des ponts, VI, 738.

HELLOUIN, VIII, 1203.

HENRY, 1083.

HÉRAULT (département de l') :

— Établissement d'une ligne de tramways, VIII, 386, 1031.

HÉRAUD, IMBERT et autres, IX,
852.

HERSANT, VI, 229.

HÉSENT, RIVIÈRE et autres, VIII,
803.

HESPEL (d') et autres, VI, 536.

HEURLIER, 1042.

HEUZÉ, IX, 1181.

HÉZARD, VIII, 693.

HINSLING, VI, 157.

HOLKER (dame veuve), IX, 42.

HONORAIRES :

(1) — (d'expert). — Réduction

par le conseil de préfecture. — Rémunération insuffisante. — Intérêts. — Procédure. — Pourvoi tardif. Fin de non-recevoir écartée. — Jonction. — (*Sieur Pélessier contre commune de Saint-Paul-d'Espis.*) — On ne peut opposer une fin de non-recevoir tirée de ce que le recours serait tardif, alors qu'on ne justifie pas d'une notification régulière des arrêtés attaqués, laquelle ferait courir le délai de recours (décret du 22 juillet 1806, art. 11). — Décidé, en fait, que le conseil de préfecture a alloué une somme insuffisante à titre d'honoraires d'expert. Intérêts alloués du jour où ils ont été demandés (*C. d'Et.*), VIII, 17.

(2) — (d'expert). — Réduction par le conseil de préfecture ; rémunération insuffisante ; augmentation par le Conseil d'Etat. — (*Sieur Borrel.*) (*C. d'Et.*), 23.

(3) Agent voyer. — Construction d'école : premier projet : chiffre trouvé trop élevé par la commune : aucun maximum ni programme imposés au rédacteur du plan. — Deuxième projet réduit. — Honoraires basés sur la moyenne entre les deux projets. — Plans incomplets ; déduction à l'agent voyer, qui les avait dressés, des honoraires alloués à un conducteur des ponts et chaussées chargé de les compléter. — Chemin vicinal transformé en boulevard. — Travaux rentrant dans les attributions d'agent voyer. — Pas d'honoraires. — (*Héritiers Sauger contre commune de Châteaurenault.*) — Un agent voyer,

chargé des études relatives à un projet de rectification et d'élargissement d'un chemin vicinal n'est pas fondé à demander une rétribution spéciale, si ledit chemin, sans avoir perdu son caractère de voie vicinale, a été transformé en boulevard. — En sa qualité d'agent voyer, il est chargé de tous les travaux qui concernent la voirie vicinale et par suite n'a droit à aucune indemnité spéciale (*C. d'Et.*), 671.

(4) Eglise. — Devis dépassé : travaux supplémentaires non autorisés. — Architecte. — Honoraires limités aux travaux autorisés. — (*Sieurs Bossan et Léo contre commune de Régnv.*) — Lorsqu'un devis d'église accepté par le conseil municipal est considérablement dépassé, par suite de travaux nouveaux ordonnés par l'architecte conformément aux instructions du maire et du curé, sans autorisation régulière du conseil municipal, l'architecte ne peut prétendre à des honoraires pour les travaux qui ont excédé le devis. — Mais décidé que, dans l'espèce, l'architecte n'avait pu être condamné, à titre de dommages-intérêts envers la commune, à la perte de ses honoraires afférents aux travaux ne dépassant pas le montant du devis (*C. d'Et.*), 1528.

HÔTEL des postes (reconstruction de l'), X, 8.

HOUDAILLE, VII, 1424.

HOUDENARRE (d'), VI, 451.

— et compagnie du chemin de fer d'Orléans à Châlons, X, 796.

HOURNON (dame), IX, 872.

HUET et DALIFOL, 60 ; VII, 839.

HUGHES, X, 800.

HUMANN, VIII, 226.
HUMBERT, 155.
HUMMEL, VI, 27.
HUNEDELLE, IX, 12, 15.

HURET et **SCHMITTELIN**, VIII, 214.
HUSSENOT, **ANCEL** et **MICHAUT**, 119.
HUSSON, **ROHÉE** et **LAFFETAT**, 208.
HYÈRES (ville d'), VI, 252.

I

IGNEY-AVRICOURT. Agrandissement de la gare, IX, 328.

ILE DE LA RÉUNION. Création d'un port à la Pointe-des-Galets et établissement d'un chemin de fer, VIII, 305.

IMBERT, X, 795.

IMBERT, **HÉRAUD** et autres, IX, 852.

IMER (frères) **ROQUER** et **JULIAN** et autres, VI, 463.

IMMATRICULATION sur les sommiers des domaines des immeubles acquis par l'Etat. Exécution de la loi du 29 décembre 1873 (*Circ.*), X, 745.

IMPÔTS EXTRAORDINAIRES. Sont autorisés à s'imposer extraordinairement les départements et les villes suivants :

Ain, IX, 467; X, 283. — Aisne, VI, 219; IX, 467; X, 652. — Allier, VIII, 619; X, 652. — Alpes (Basses-), VIII, 621. — Alpes (Hautes-), IX, 1560. — Alpes-Maritimes, VII, 860; IX, 1435. — Ardèche, VIII, 621. — Ardennes, IX, 1010. — Ariège, 1556. — Aube, IX, 467, 1560. — Aude, VI, 326; IX, 1560. — Aveyron, VII, 861; IX, 1435. — Beauvais (ville de), VIII, 331. — Besançon (ville de), VI, 306. — Bouches-du-Rhône, VI, 327; IX, 1561. — Caen (ville de), IX, 453. — Calvados, IX, 467, 1437. — Cantal, 467. — Charente-Inférieure, VI,

191, 327; IX, 468, 1557. — Corse, VIII, 620. — Côtes-du-Nord, VIII, 330. — Creuse, X, 657. — Dordogne, IX, 1548, 1557; X, 658. — Drôme, VIII, 330. — Eure, IX, 1561. — Eure-et-Loire, VI, 305; VIII, 620; IX, 975. — Granville (ville de), X, 656. — Hérault, VIII, 620. — Ille-et-Vilaine, IX, 1557. — Indre, VIII, 331; IX, 1558. — Indre-et-Loire, IX, 1010; X, 657. — Landes, VI, 328. — Limoges (ville de), VIII, 330. — Loir-et-Cher, IX, 1562. — Loire (Haute-), VIII, 621. — Loire-Inférieure, VIII, 621. — Loir-et-Vier, VI, 303; VII, 361; IX, 1561. — Lozère, VI, 306. — Maine-et-Loire, VI, 192, Manche, VI, 304; IX, 468. — Mayenne, VIII, 620. — Meuse, IX, 468, 1559. — Nancy (ville de), VII, 860. — Nièvre, VIII, 330; IX, 1548. — Orne, VII, 861. — Pas-de-Calais, IX, 468. — Puy-de-Dôme, IX, 1559. — Pyrénées (Basses-), VIII, 620. — Saint-Denis (ville de), X, 651. — Saint-Etienne (ville de), IX, 1547. — Saint-Quentin (ville de), X, 658. — Saône-et-Loire, X, 648. — Sarthe, VIII, 331; IX, 1559; X, 652, 655. — Savoie, IX, 1548, 1562. — Savoie (Haute-), IX, 1549. — Seine, IX, 453, 1419. — Seine-Inférieure, IX, 1562. — Sèvres (Deux-), 1563. — Tarn, IX, 1563. — Var, IX, 1419. — Vendée, VII, 362. —

Vienne, 859; X, 651. — Vosges, — IX, 975. — Yonne, X, 651.

INDEMNITÉS. Voir Dommages, Entrepreneur.

— plus-value (basse Seine). Jurisdiction des commissions spéciales (*C. d'Et.*), VII, 431.

INGÉNIEURS :

— des mines. Leur intervention dans les affaires contentieuses soumises aux conseils de préfecture, VII, 169.

— des ponts et chaussées. Arrêté ministériel relatif aux propositions d'avancement, 311.

— Tableau d'avancement aux divers grades pour le 1^{er} semestre de 1877, 314.

— (Frais de tournées des) (*Circ.*), X, 618, 749; frais fixes, 223.

— et des mines (Société amicale de secours des) : décret approbatif des nouveaux statuts de l'œuvre, VII, 202.

— des poudres et salpêtres (Organisation du corps des), 472.

— auxiliaires et chefs de section des travaux de l'Etat, IX, 210.

INONDATION. Voir Marais.

— (Travaux de défense contre les). Ville de Chalabre, VII, 867.

— (Travaux de défense contre la). Ville de Dax, 4218.

— (Défense de la ville de Chambéry contre les), IX, 1014; de la ville de Pont-l'Evêque, 1015.

— (réparations des dommages causés aux travaux publics et aux chemins vicinaux par les), VI, 325, 327.

INSTITUT agronomique; création à Paris, VII, 364.

IRRIGATION (règlement pour l') des prairies des bords du Vallan (Yonne), VI, 792.

ISÈRE (département de l').

— Etablissement d'un chemin de fer destiné à relier les mines d'Allevard à la station de Cheylas, VII, 218.

— Etablissement d'un chemin de fer d'intérêt local, IX, 1152.

— Ouverture d'un canal d'assainissement de la plaine de l'Isère, VIII, 335.

ISLE (rivière d'). Construction d'un pont en maçonnerie, 537.

ISSERT, RAYNAUD et DALMAS, VII, 685.

ISSOUDUN (ville d'), IX, 1173.

ITEY, X, 342.

IRON (syndicat de l'), VI, 399.

J

JACQUET, VI, 477.

JACQUIER dit Duclos, VIII, 227.

JACQUIER, IX, 109.

JACQUOT (mineurs Richard), VIII, 1620.

JALLA, VI, 513.

JARRAULT, IX, 157.

JARRIAU (V^e), VI, 614.

JARRY, IX, 1164.

JAUBERT et ESCARRAGUEL, X, 578.

JEANTIEU, VIII, 1658.

JENART, 197.

JESSON, VII, 1340.

JIGOUZO, VIII, 98, 714.

JOHANNESEN et ALIBERT, VI, 1077.

JOIGNES (La). Répartition de ses eaux entre l'agriculture et l'industrie, 703.

JOIGNY (ville de), VIII, 1510.

JOLLIVET (demoiselle), 1601.

JOLLY et **DELAFOY**, IX, 158.
JONCOURT, 1738.
JONVELLE (commune de), VI, 540.
JORET, VII, 918.
JOUBERT-CELLE, VIII, 1212.
JOUBERT et **VEYSSEYRE**, 968.
JOUEY (héritiers), 1060.
JOUY et **LABBÉ**, X, 607.

JUIGNÉ, VII, 891.
JULIAN, **ROQUER**, **IMER frères** et autres, VI, 463.
JULLIAN et ville de **BÉZIER**s, IX, 895.
JULLIEN, VII, 895.
JUMELLE et **LESOUPLÉ**, X, 1114.
JUTEAU, IX, 98.
JUTGÉ, VI, 562.

K

KEUNIG, IX, 865.

| **KRONN** et ville de **Nice**, X, 1344.

L

LABBÉ, VI, 35, 458.
LABBÉ et **JOUY**, X, 607.
LABORDE, VII, 1055.
LABRO, IX, 743.
LABROSSE, VII, 46.
LABRUYÈRE et C^e, VIII, 832.
LABURTNE (héritiers), VI, 519.
LADOUCEUR, 9; VII, 1100.
LADOUCEUR et **SALAMAND**, IX, 860.
LADOGUE et **CAPMARTY**, IX, 584.
LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE (ville de), VI, 410.
LAFFETAY, **ROHÉE** et **HUSSON**, VIII, 208.
LAFFITTE, IX, 189.
LAFOSSÉ, VI, 37.
LAGACHE, VIII, 224.
LAGARDE (de) et **CHAPTIVE**, IX, 1519.
LAGARRIGUE (héritiers), VII, 659.
LAINÉ et **VESPIER**, VIII, 76.
LALANNE, VIII, 1505.
LALOU, X, 1086.
LAMBERT, VI, 346.
LAMBERT (dame), IX, 157.
LAMBON, **ANLOT** et **BRAUM**, VII, 680.
LAMOTHE, **LANDEAU** et autres, IX, 1219.

LANCESSEUR, IX, 42.
LANCIEN et **BERTIN**, X, 1095.
LANDEAU, **LAMOTHE** et autres, IX, 1219.
LANDES (préfet du département des), VI, 673.
LANDES (département des), VII, 1117; VIII, 1505.
— Etablissement d'un chemin de fer d'intérêt local, VII, 274.
— Construction d'un port sur l'Adour et défense contre les inondations du quartier de Salar, 1218.
LANGEAIS (travaux de défense de la ville de) contre les inondations de la Loire, VIII, 401.
LANGLADE, conflit de Tarn-et-Garonne, VI, 265.
LANGLADE, IX, 66.
LANTHIER et C^e, 414.
LAON (ville de), VII, 1169.
LAPIERRE, IX, 594.
LAPORTE, **CHAZETTE** et **COCHELIN**, VIII, 256; IX, 203.
LAPRÈGUE, VI, 172.
LARCADE (demoiselle), VII, 821.
LARDERET et **Ogier**, 31.

LA ROCHE-SUR-YON (ville de), VII, 612.
LAROUVERADE (de), VIII, 1508.
LARROUTIS, VII, 745.
LASSERRE et ville d'**AIRE**, X, 953.
LAUDUN (commune de), VIII, 80.
LAUGIER, VI, 1061.
LAUMONNIER, et fils, 23.
LAUMONNIER-CARRIOL, VII, 911 ; VIII, 193.
LAUNAY (de) et **ROCHE**, X, 1315.
LAUTEL, VII, 941.
LAVELLE et **GOBY**, VI, 1099.
LAVIE, VII, 644.
LAVIEILLE, VI, 561.
LEBATTEUX, 26.
LEBLANC, VIII, 1207.
LEBLOND, 1197.
LEBON, 1510.
LEBORGNE, VII, 1392.
LEBORGNE et dame **LOUVET**, X, 1100.
LE BOUCHER, VII, 1344.
LE BRAS, VIII, 239.
LECARPENTIER, VI, 602.
LECESNE, **DUFOR** et autres, VIII, 1630.
LECLERC D'OSMONVILLE, héritiers **MÉTAIRIE** et autres, X, 948.
LECOMTE, VI, 574.
LE CONTE, VIII, 1647.
LECOQ, 808.
LEDOUX (dame et héritiers), 1085.
LEDUC et autres, VII, 1416.
LEFÈVRE, 1401 ; X, 805.
LEFÈVRE-DEUMIER (veuve), VII, 1143.
LEFORT (veuve), VIII, 1537.
LÉGION D'HONNEUR. — Droit au traitement. — Marine. — Conducteur des travaux hydrauliques. — (*Sieur Durel.*) — Les conducteurs des travaux hydrauliques de la marine dans un établissement situé hors des ports ne peuvent pas réclamer

ration de la Légion d'honneur par les articles 33 et 34 du décret du 16 mars 1852, lorsqu'ils ne justifient pas que la décoration leur a été conférée pour des services militaires (*G. d'Et.*) VII, 1062.
LEGLOS et **MORET**, VI, 531.
LEGRAND, VI, 343 ; VIII, 724 ; IX, 1212.
LEGROS, X, 787.
LEGRU et C^e, VIII, 1062.
LEGUEL et dames **VAUQUELIN**, 954.
LEHOMME, VII, 671.
LEJEUNE, VIII, 776.
LELEUX et **MARCHAND**, 1571.
LE MAIGRE (demoiselle), X, 573.
LEMAIRE et **DELIGNE** (dames), VI, 530.
LE MOAN, 617.
LEMOIGNE-DUTAILLIS, X, 575.
LEMOINE, 1402.
LÉO et **BOSSAN**, VIII, 1526.
LEPALLEC (dame) épouse du sieur **Lepinée**, VI, 555.
LEPETIT (héritiers), VIII, 1046.
LEPIC, VII, 771.
LEPINÉE (dame), VI, 555.
LEPOISSONNIER et dame veuve **POULAIN**, 541.
LE RAT DE MAGNITOT, IX, 1040.
LEROY, VIII, 791.
LESCA et **VILLENAVE**, VII, 781.
LESOUPLE et **JUMELLE**, X, 1114.
LE SUND (sloop la *Clarté*), 813.
LE TAROUILLY, VIII, 846.
LETELLIER, **MARTIN** et autres, VII, 1110.
LETELLIER et **ROCHE**, IX, 1203.
LÉTENDART (veuve), VIII, 560.
LETESTU, IX, 1510.
LEVA et **PESARÉSI**, VII, 1061.
LEVACHER (dame), VII, 837.
LEVAILLANT, 431 ; VIII, 771.
LEVASSEUR-BOUCHEZ, VII, 947.
LÉVY, 935.

LEVY (heritiers) et GALS, VII, 606.
LETRE (rivière de). Construction d'un pont métallique à Bellin, VI, 1256.
LEHERNE, 553.
L'HOPITAL (de), IX, 1352.
LEHOTTE, VIII, 822.
LILLE (ville de), IX, 1215; X, 1232.
 — Etablissement de lignes de tramways, VI, 790; VIII, 1283.
LILLE A VALENCIENNES (compagnie de), VII, 965, 966; VIII, 1574.
LIMITE D'AGE. Un magistrat qui a atteint la limite d'âge est apte à continuer à remplir ses fonctions jusqu'à la prestation du serment et à l'installation de son successeur (*G. de cass*), VI, 1119.
LIZOT, BILLUART et C^e, VII, 717.
LOBEREAU et autres, IX, 1742.
LOCQUIN et autres, VIII, 590.
LOGEMENTS occupés dans les bâtiments de l'Etat (*Circ.*) X, 829.
LOIRE (département de la), VI, 531; VII, 1427.
LOIRE (fleuve de la). Etablissement d'un déversoir en amont de Jarreau, VII, 1231.
 — (débarcadère de Mindin sur la). Concession des droits de péage, VIII, 644.
 — Construction d'une digue à Chamblay, VIII, 1330.
 — Etablissement d'un déversoir (Loiret), IX, 301.
 — Bac de Briare, tarif, IX, 357.
 — Etablissement d'un déversoir et exhaussement de levées (Loir-et-Cher), IX, 1018.

— Construction d'un pont entre Dion (Allier) et Gilly-sur-Loire (Saône-et-Loire), IX, 1468.
LOIRET (préfet du), IX, 738.
LOIRET (département du) :
 — Etablissement d'une ligne de tramways dans la ville d'Orléans, 979.
LOISELOT, VI, 13; VII, 1390.
LOIZEL, VIII, 74.
LONGE, VII, 946.
LONGEVILLE (commune de), VIII, 119.
LONGUEVILLE (agrandissement de la gare de), VII, 1211.
LONS-LE-SAULNIER (ville de), IX, 856.
LORIENT (balisage de la rade de), VI, 1297.
LOUIS, VIII, 808.
LOUVET (dame)] et **LEBOGNE**, X, 1109.
LOUVIERS (ville de), VIII, 108.
LOYAU, VI, 592.
LOYÈRE (de la), VIII, 652.
LUÇON (ville de). Embranchement de chemin de fer destiné à relier le port avec la gare, IX, 712.
LUCQ-ROSA, VII, 638.
LULZ-LAMOTTE, VAUSSAN, BARBIGNAC et BOYER, IX, 920.
LUNAS. Etablissement d'un dépôt de dynamite, VIII, 490.
LYON (ville de), VIII, 1192 1662; IX, 9.
LYON (Société de l'exposition universelle de), VII, 624.
LYON à Saint-Genix d'Aoste (chemin de fer de) avec raccordement à la ligne de Lyon à Genève, VIII, 907.

MACHINE à mâter, de Brest, VI, 1364.

MAGE-BOITÉ, IX, 169.

MAGNE, VI, 678.

MAHIEU et **PAUCHET**, VII, 736.

MAILLE, X, 70.

MAILLE et **RODIÈS**, VIII, 1532.

MAISONS-LAFFITTE (commune de), VIII, 1667.

MAITRES de port, VI, 283.

MALATRE, IX, 742.

MANS (ville du), IX, 733.

MANCEL, **MARS**, **MICHEL**, VII, 1067.

MANCEL, **PRADINES** et autres, VII, 844.

MANDEMENT, VIII, 1079.

MANDUEL (commune de), VIII, 825.

MANESSIER, VI, 1068.

MANUEL, et **DUCHÈNE**, VIII, 1500.

MARAI (dessèchement de) :

— (1) Syndicat d'entretien. — Haute-Deule. — (*Syndicat d'entretien des travaux de dessèchement des marais de la Haute-Deule contre dame veuve Pitoux, sieurs Preux et consorts*). Périmètre primitif régulièrement établi. — Périmètre supplémentaire. — Propriétaires intéressés pouvant y être compris. — Taxes d'entretien imposées à la fois pour plusieurs années. — Délai pour réclamer. — Les taxes d'entretien d'un dessèchement de marais sont dues seulement par les propriétaires dont les terrains ont été compris dans le périmètre primitif, qui ont payé des indemnités de plus-value et ont dès lors intérêt à l'entretien des tra-

vaux. — Loi du 16 septembre 1807. — Décharge accordée des frais d'entretien du périmètre supplémentaire. — Les réclamations doivent être présentées dans les trois mois de la publication des rôles, sans distinguer si le réclamant conteste ou non la légalité même des taxes. — (Assimilation aux contributions directes.) — Aucune disposition du décret constitutif du syndicat n'exigeant que les taxes à percevoir soient divisées par année, — décidé que les taxes relatives à l'entretien de plusieurs années ont pu être imposées en totalité sur ceux qui étaient propriétaires des terrains au moment de la publication des rôles, VI, 522.

— (2) Haute-Deule. — Taxes de plus-value. — (*Société de dessèchement de la vallée de la Haute-Deule*). — Périmètre primitif, établi conformément au décret de concession et avec toutes formalités exigées par la loi du 16 septembre 1807. — Périmètre supplémentaire adjoint sur simple autorisation du préfet : nécessité d'un décret : illégalité : décharge des taxes de plus-value accordée aux propriétaires compris dans ce dernier périmètre. — 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e es-pèce. — Réclamant non propriétaire des parcelles portées en son nom au cadastre et pour lesquelles il a été imposé. Décharge des indemnités de plus-value. — Loi du 16 septembre

MARAIS (suite) :

1807, article 9. — 1^{re} espèce. — Les intérêts des indemnités de plus-value ne sont pas dus de plein droit à partir du même jour que les indemnités, c'est-à-dire du jour de la réception définitive des travaux. — Loi du 16 septembre 1807. — 1^{re} et 2^e espèce. — Propriétaires soutenant qu'ils n'ont pas profité des travaux de dessèchement. Les frais de la vérification supplémentaire, ordonnée sur ce point, sont mis à la charge de ceux des propriétaires qui ont succombé dans leur prétention. — 3^e espèce. — Recevabilité de réclamations formées dans les trois mois de la publication des rôles. — 1^{re}, 3^e et 4^e espèce, VI, 525.

— (3) Travaux publics. — Rigoles d'écoulement. — Canal de la Haute-Deule, propriété de l'État. — Surélévation des eaux. — Inondations. — Dommage. — Responsabilité. — (*Sieur Schotsmans*.) — Décidé, par application du décret autorisant une association syndicale de dessèchement, que l'État n'était pas responsable des inondations produites par le débordement des rigoles qui traversent une partie du périmètre des marais de la Haute-Deule et se jettent dans le canal du même nom après avoir servi à l'écoulement des eaux provenant de divers dessèchements. L'État n'avait pas pris à sa charge les travaux nécessaires pour isoler du canal les dites rigoles (*C. d'Ét.*), VII, 826.

— (4) Salubrité publique. — Syndicat de la Dives. — Taxes. —

Réclamation ; délai de trois mois ; déchéance. — Annualité ; paiement d'un premier rôle : recevabilité de la réclamation contre les rôles postérieurs. — Conditions du décret constitutif. Enquête. Inexécution. Décharge. — 78 recours tendant aux mêmes fins et ayant été l'objet d'une même instruction. — Jonction. — (*Sieur Leduc et autres contre syndicat de la Dives*.) — En matière de taxes syndicales, les réclamations des propriétaires doivent, à peine de déchéance, être formées dans les trois mois de la publication des rôles, alors même qu'ils soutiendraient ne pas habiter la commune et n'y avoir pas de représentant. — Le paiement sans contestation de taxes antérieures ne fait pas obstacle à la réclamation contre les taxes nouvelles. — Les rôles sont annuels. — Les propriétaires syndiqués pour l'exécution de travaux de salubrité d'une vallée ne peuvent pas se prévaloir de ce que les terrains à assainir sont en nature de marais, pour réclamer l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 16 septembre 1807, en matière de dessèchement et pour repousser l'application des articles 35, 36 et 37. — Le rôle émis sans que, conformément aux conditions du décret constitutif, le plan parcellaire et le rapport du syndicat aient été soumis à une enquête n'est pas régulier. — L'enquête faite avant l'achèvement des travaux n'a pu permettre d'apprécier les avantages retirés des travaux par chaque propriétaire. — En conséquence, décharge est ac-

cordée, sauf au syndicat à émettre un nouveau rôle après accomplissement des formalités prescrites (*C. d'Ét.*), VII, 1416.

- (5) Classification des fonds desséchés. Expertise. — Tiers expert ayant procédé seul. — (*Syndicat des marais de Beuvry contre sieurs Dufour, Lecesne et autres.*) — Le conseil de préfecture ne peut pas, après qu'il a été procédé par les experts et le tiers expert, de concert avec les ingénieurs, à la classification des terrains desséchés, ordonner que le tiers experts procédera seul à une nouvelle classification. — (Par suite, la violation des formes établies par la loi (du 18 septembre 1807, article 18) pour la procédure de l'expertise, doit entraîner l'annulation de l'arrêté (*C. d'Ét.*), VIII, 1630.

- (6) Rigoles d'écoulement. Surélévation des eaux. Inondations. — Dommage. — Associations syndicales. Observations des prescriptions prévues par le décret de dessèchement. Dommage antérieur aux travaux. Absence de délai pour les exécuter. Irresponsabilité des associations. Expertise préalable inutile. — Travaux prévus au décret de dessèchement non exécutés. Inondations. Dommages. Demande d'indemnité. Nécessité d'une expertise. — (*Sieur Schotsmans contre les syndicats de la Haute-Deule et du flot-de-Wingles.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 1165.

- (7) Marais mouillés des Deux-Sèvres. — Demande en restitution de taxes. — Compétence. — (*Sieurs Martin de Beaucé et*

Bonnaud.). — Un propriétaire demande la restitution des taxes recouvrées sur une section des marais mouillés des Deux-Sèvres, en se fondant sur ce que le montant de ces taxes a été employé à des travaux auxquels cette section n'était pas tenue de contribuer d'après l'acte constitutif de l'association. — Le conseil de préfecture est compétent. — La contestation porte sur la répartition et la perception des taxes et l'exécution des travaux entrepris. — Loi du 16 septembre 1807, art. 46, et 21 juin 1865, art. 16 et 26 (*C. d'Ét.*), X, 65.

- (8) Marais de Floirac. — Nomination des syndics. — Propriétaires les plus imposés. — Terrains à imposer et travaux à exécuter. — Mode de recours. — Excès de pouvoirs. Voie contentieuse. — (*Sieur Balgueria.*) — Les syndics que le préfet est chargé de nommer en exécution de l'article 7 de la loi du 16 septembre 1807, doivent-ils être nécessairement les propriétaires les plus imposés de l'association, ou suffit-il qu'ils soient pris parmi les plus imposés à raison des marais à dessécher? — Résolu dans ce dernier sens. — Dès lors, le préfet qui se conforme à cette règle n'excède pas ses pouvoirs. — Rejet du recours dirigé contre une décision du ministre des travaux publics confirmative d'un arrêté préfectoral, qui avait repoussé les demandes du requérant tendant à faire imposer aux taxes syndicales divers terrains d'alluvion, à faire ramener toutes les taxes à une quotité uniforme par hectare et exécu-

MARAI (suite) :

ter certains travaux pour l'entretien des ouvrages. — Un propriétaire n'est pas recevable à demander par la voie contentieuse l'exécution des travaux qu'il croit utiles. — D'ailleurs, la décision attaquée ne fait pas obstacle à ce que le requérant poursuive devant le conseil de préfecture la décharge ou la réduction des taxes auxquelles il serait personnellement imposé (*C. d'Ét.*), X, 769.

- (9) Étang de Froideville. — Curage d'un ruisseau formant fossé. — Interprétation, sur renvoi de l'autorité judiciaire, de l'arrêté préfectoral de dessèchement. — Arrêté interprétatif. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Germain et autres contre commune de Froideville.*) — Procédure. — Conseil d'État. — Intervention d'une commune. — Intérêt justifié. — Recevabilité. — Recours pour excès de pouvoirs. — Rejet. — Frais de timbre et d'enregistrement. — Un arrêté préfectoral a ordonné, pour cause d'insalubrité, le dessèchement d'un étang particulier. — Dans une instance pendante entre les propriétaires de l'étang et la commune, au sujet des mesures d'exécution et spécialement de la nécessité du curage du ruisseau formant le fossé de l'étang, la Cour d'appel a sursis à statuer jusqu'à ce que l'autorité administrative ait interprété l'arrêté de dessèchement. — Le préfet a pu, sans excès de pouvoirs, déclarer, par interprétation et par application du précédent arrêté, que le curage du ruisseau n'était

pas nécessaire (*C. d'Ét.*), X, 771.

MARAI méridionaux du Laonnais, IX, 1715.

MARANS à la Rochelle (prolongement du canal de), IX, 1459.

MARCARIGNAN. Agrandissement de la station, VI, 1322.

MARCET, VI, 608.

MARCHAND et LELEUX, VIII, 1571.

MARCHANDISES dangereuses (transport par eau des), VI, 981.

MARCHENOIR (commune de), VI, 358.

MARCHÉS de gré à gré et adjudications restreintes (*Circ.*), 620.

— Passés par l'État pour la construction de chemins de fer. — Droits d'enregistrement (*Circ.*), VII, 435; X, 523.

MARCHESSEAU, VI, 563.

MARENNE (canal de), VII, 862.

— (commune de). Limites du rivage de la mer, VII, 1264.

MARINICHI (Toussaint), VII, 962.

MARIONET père et fils, VIII, 70.

MARK DE PANNISSE-PASSIS, IX, 907.

MARNE (rivière de) : Travaux de dragage entre Dizy et la Seine, VIII, 535.

MAROT, X, 1387.

MARQUÈS, VI, 1097.

MARQUISE (ville de), VII, 1345.

MARS, MICHEL et MANCEL, VII, 1067.

MARSEILLE (ville de), VI, 361, 423, VIII, 654, 776, 1510, 1524, 1571, 1638; IX, 72, 849, 865; X, 83, 1295.

MARTIGUES (commune de), VIII, 1160.

MARTIN, VII, 888; X, 1253.

MARTIN-LETELLIER et autres, VII 1110.

MARTIN DE BEAUCÉ et BONNAUD, X, 65.

MARTIN et héritiers BOURDILLON, VII, 1147.

MARTINET, VI, 1084.

MARYN, VIII, 583.
MASSION et autres, VII, 1421.
MASSIP et **BRUNET** (dames), VIII, 1515.
MASSONGUE et **VILLAIN - MOISNEL** (dames), IX, 735.
MASSY (dame) et **DELIGNAT-LAVAUD**, VI, 380.
MATHIEU (sieur et dame), VIII, 244.
MAUGER (héritiers), VII, 925.
MAUJAN, VIII, 796.
MAUREL, X, 608.
MAURIAC (ville de), IX, 839.
MAUSS, **POT** et autres, X, 1295.
MAUVAGES (commune de), IX, 767.
MAYBON, **BAPTISTE** et C^e, X, 83.
MAYEN et **MERGOUD**, VII, 749.
MAYENNE (rivière de). Construction d'un pont fixe à péage, VII, 991.
MAYENNE (Basse). Achèvement d'écluses, VI, 189.
MAYOUX, VI, 482; VII, 639; IX, 783.
MAZURIÉ, VIII, 853.
MÉAU, VIII, 973.
MEAUX (société des eaux), VI, 391.
MÉHOUS (dame), VI, 509; IX, 1169.
MEISSONNIER et autres, X, 605.
MEISTER, X, 352.
MELUN (ville de), X, 356.
MÉNIER, VIII, 1604.
MENNESSON et C^e, VI, 274.
MENVIELLE, VIII, 31.
MERCIER, VII, 1064.
MERCIER et C^e, IX, 898.
MERCIER et **DELAVIGNE**, VII, 1116.
MERCIER et v^{re} **DE GOULLENCOURT**, VIII, 1603.
MERGOUD et **MAYEN**, VII, 749.
MER Méditerranée. Sa délimitation à l'embouchure du Rhône, IX, 1142.
MÉRITENS, IX, 847.
MERLE et **ROBERT**, X, 610.
MESSAGERIES maritimes. Approba-

tion d'une convention passée avec l'État, VI, 1135.
MÉTAIRIE (héritiers), **LECLERC D'OSMONVILLE** et autres, X, 948.
MEURET et **CHAMPENOIS**, X, 1380.
MEUSE. Organisation d'un service de touage à vapeur dans le sous-terrain de Ham, X, 507.
MEUSE (préfet de la), IX, 847.
 — Alimentation du bief de Mauvages sur le canal de la Marne au Rhin, VII, 1092.
MEYER, VII, 782.
MEYER et **SCHANENBERG**, VI, 87.
MÉXIDON à **DIVES** (chemin de fer de). Ap probation d'une délibération transmettant la concession, VIII, 1023.
 — Approbation d'une délibération relative à la rétrocession, IX, 339.
MIALLOT, X, 969.
MIANDRE et **MONTAGNY**, VI, 383.
MICHAELIS et autres, VI, 463.
MICHAUX (v^{re}), VII, 1128.
MICHAU père et fils, VIII, 33, 36.
MICHAUT, **HUSSENOT** et **ANCEL**, VIII, 119.
MICHEL, **SOCIÉTÉ ROSSI**, **BOURGIGNON** et C^e, IX, 1194.
MICHEL, **MARS**, **MANCEL**, VII, 1067.
MICHON, VIII, 819.
MIDI (canal du), VIII, 592.
MIDI (compagnie des chemins du), VII, 816; IX, 79, 96, 101, 102, 415, 1176.
MIGNON (canalisation du), VIII, 333.
MIGNOT et consorts, VI, 597.
MIGNONNEAU, VII, 1058.
MILHAC **D'AUBEROCHE** (commune de), VIII, 833.
MILHAU et **ALAUX**, VI, 467.
MILHÉ (Abel), VII, 955.
MILLIAUD, **FÉNELON** et fils, IX, 1522.
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Organisation de l'administration centrale, VIII, 1355.

MINISTRE DES FINANCES, VI, 1038 ; VII, 1403 ; VIII, 793, 805 ; IX, 48, 50, 1347 ; X, 95, 557, 1318.
MINISTRE DE LA GUERRE, VII, 1157, 1158 ; VIII, 161, 181, 550, 824, 1499, 1537 ; IX, 160, 751, 1185 ; X, 1375.
MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, VIII, 681.
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, VI, 397, 405, 671 ; VII, 601, 1356 ; VIII, 128, 791, 945 ; IX, 1041.
MINISTRE DE LA MARINE, VIII, 793.
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.
 Nomination de MM. Caillaux, VI, 790 ; Christophe, VII, 151 ; Paris, Graeff, de Freyclinet, VIII, 396, 448 ; Varroy, Carnot (Sadi), X, 697, 1228.
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, VI, 234, 244, 245, 254, 339, 394, 435, 517, 551, 1014 ; VII, 40, 616, 624, 721, 738, 797, 890, 1067, 1079, 1100, 1110, 1112, 1115, 1116, 1128, 1132, 1355, 1372, 1377 ; VIII, 9, 19, 31, 54, 64, 74, 76, 126, 178, 583, 652, 664, 674, 838, 846, 849, 1071, 1147, 1155, 1156, 1602, 1611, 1661 ; IX, 74, 157, 381, 584, 602, 765, 783, 1046, 1216, 1345, 1728, 1737, 1738, 1740 ; X, 342, 573, 575, 587, 773, 781, 813, 932, 973, 1095, 1115, 1380.
MODANE (commune de), IX, 56.
MODESTE MAY et C^e des *Dombes*, VI, 567.
MOHON (agrandissement de la gare de), sur la ligne de Reims à Charleville, VII, 388.
ONCHARVILLE. Syndic de la faillite de la compagnie du chemin de fer de Lille à Valenciennes, X, 1234.
MONGE, VIII, 1616 ; IX, 758.
MONISTROL (commune de), X, 773,

MOLLARD, VIII, 25, 28.
MOLLENEL (syndicat du), VIII, 122.
MONS A PARIS (amélioration de la ligne navigable de), X, 1162.
MONACHON, VIII, 1526.
MONDA (de), héritiers, VIII, 859.
MONDA (de) et autres, VI, 1055.
MONJALON (frères), VIII, 22.
MONNIER, VI, 474.
MONNIER (v^o), VIII, 198, 1624.
MONT (de), X, 92.
MONTAGNY et MIANDRE, VI, 383.
MONTALIEU - VERIEU et d'AMBLAGNIEU (communes de), VII, 651.
MONTALON, VII, 1372.
MONTAMAT, VIII, 43.
MONTARGIS (ville de), VI, 1025 ; VIII, 178.
MONTAUVILLE (commune de), VI, 376.
MONTBÉLIARD à Conflandey (établissement d'un canal de), IX, 1009.
MONTCEAU-LES-MINES (commune).
 Dépôt central de dynamite et sept dépôts secondaires, IX, 1033.
MONTÉSSUY et CHOMER, IX, 1507.
MONTLUÇON (ville de), VI, 1012.
 — Reconstruction du pont de Saint-Pierre, VII, 1219.
MONTPERNEY et NOEL, VI, 272.
MONTREUIL-BELLAY (commune de), IX, 1357.
MONTREUIL (redoute de). Établissement d'un dépôt de dynamite, VIII, 1331.
MORA, IX, 900.
MORACIN, VII, 1393.
MOREAU, VI, 456.
MOREAU et RENAN, IX, 765.
MOREL, VI, 1047 ; VIII, 563.
MOREL et C^e, VI, 404.
MORELIÈRE et ANDRÉ, VI, 566.
MORELLI, VI, 600.
MORET et LEGLOS, VI, 531.

MORLET et **GADIFFERT**, IX, 1745.
MOSELLE (rivière de). Construction d'un pont, VII, 307.
MOSENIER, VIII, 88.
MOULINS de **Molssac** (compagnie des), VIII, 677.
MOUREN (dame) et **CHABERT** (demoiselle), VI, 423.

MOUSTIERS-sur-Saux (commune de), IX, 1713.
MOUTET, IX, 1198.
MOUTET-THORÉ, VIII, 1665.
MOUX. Agrandissement de la station, VI, 1347.
MOZERET, VII, 1355.
MUSTAPHA (commune de), X, 339.

N

NADAL, VII, 1077.
NANCY. Agrandissement de la gare, VI, 1260; VII, 82. 1191.
NANTES (ville de), IX, 1747.
NANTES à **Brest** (canal de). Construction d'un débarcadère et rectification du chemin de halage, IX, 487. — Agrandissement du terre-plein du débarcadère du Pont-du-Roi, IX, 565. — Établissement de trois débarcadères, IX, 568.
NARBONNE (ville de), IX, 718.
NAVES (commune de), VII, 1077.
NAVIGATION (service de). Voir messageries maritimes.
NAVIGATION INTÉRIEURE (suppression immédiate des droits de), X, 453. Bateaux de plaisance (*circ.*), X, 982. Bateaux à vapeur : Application des art 80 et 58 des ordonnances de 1843 et 1846, X, 989.
NÉDONCHEL (de), VII, 1348.
NEIGE. Voir plantations.
NEIRAC et **COMBAL**, VII, 816.
NERCAM, VII, 793.
NESTE (rivière de la). Établissement d'une rigole de dérivation, VII, 236.
NEUFFOSSÉ (amélioration du canal de), VI, 217; VII, 367.

NEUILLY-sur-SEINE (commune de), VII, 649.
NEUMAGER, IX, 63.
NEUVES-MAISONS (raccordement du port de) avec le chemin de fer de Nancy à Vezelise, VII, 464.
NICARD (dame), VII, 1450.
NICE (ville de), X, 5; X, 979.
NICE (ville de) et **KROHN**, X 1344.
NICOLAS, VII, 956.
NICAULAU, **VILAR** et autre, X, 949.
NICOLET, 1238.
NIÈVRE (rivière de). Établissement d'un réservoir de pêche, X, 469.
NIGON, VII, 738.
NIMES (ville de). Établissement d'un réseau de voies ferrées, IX, 1033.
NISSAU (agrandissement de la station), VI, 1297.
NITROGLYCÉRINE. Voir poudre dynamite.
NIVELLEMENT général de la France
 Conservation des repères. Révision, VII, 440.
 — Commissions locales. Établissement des lignes de base (*circ.*), X, 524.
NIZEROLLE, VI, 589.
NOEL, VI, 245.
NOEL et **MONTPERNEY**, VI, 272.
NOGENT-sur-SEINE (ville de), VI II, 780.

NOMAIN (commune de), IX, 771.
NONTRON (gare de). Fixation de son emplacement et du tracé du chemin de fer aux abords VIII, 1334.
NORD (compagnie du chemin de fer du), VII, 48, 638, 717, 917, 1330; fonds de concours: construction de lignes, IX, 376, 711, 1681.

NOTRE-DAME-DE-JOINVILLE (fabrique), IX, 1044.
NOUGARET, VIII, 49.
NOUVELLE (commune de la), VII, 606.
NOUZON. Élargissement de la plateforme de la gare, VII, 1093.
NOVELLE, VIII, 815.
NOYER-AVILA, IX, 592.

OCCUPATION TEMPORAIRE. Voir Ex- traction de matériaux.

— (1) Du domaine public. — In- struction des demandes, VIII, 1387.

— (2) Pour passage. — Propriété close. — Usage du pays. — Fleuve limitrophe. — Servitude de contre-halage. — Dépens. —

(*Sieur Busquet de Caumont.*)

— Doit être considérée comme clause, et par suite non sus- ceptible d'être occupée tempo- rairement pour l'exécution de travaux publics, une propriété en nature de jardin potager, attenant à l'habitation et ren- fermant la maison du jardinier, entourée de toutes parts, soit par un parapet en terre ou en pierres sèches, soit par une haie vive, qui constituent des clôtures équiva- lentes à un mur, selon les usages du pays, soit par la Seine. — La servitude de contre-halage qui la grève dans l'intérêt exclusif de la navigation, ne saurait em- pêcher la propriété d'être close dans le sens des arrêts du Con- seil de 1755 et 1780. — Sont annulés l'arrêté préfectoral au-

torisant l'occupation et l'arrêt du conseil de préfecture statuant sur la réclamation. — L'Etat est condamné aux dépens (C. d'Et.), VII, 846.

— (3) Compétence. — Caractère définitif. — Indemnité. — In- compétence du conseil de pré- fecture. — Expropriation. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris - Lyon - Méditerranée contre sieur Espitalier.*) — C'est avec raison que le conseil de préfecture se déclare incom- pétent pour statuer sur l'indem- nité due à un propriétaire à rai- son de l'occupation de son ter- rain par une compagnie de chemins de fer, alors qu'il ré- sulte des circonstances de l'af- faire que l'occupation a eu lieu en vue d'une prise de possession définitive Depuis l'introduction du pourvoi, l'expropriation avait été prononcée à la requête de la compagnie et l'indemnité ré- glée par le jury (C. d'Et.), VIII, 789.

— (4) Compétence. — Améliora- tion et rectification d'un cours d'eau. — Dépossession. — Con-

ventions amiables sur l'indemnité. Conflit. (*Dame veuve Dodun contre l'Etat*). — Un décret a autorisé certains travaux d'amélioration et de rectification d'un cours d'eau (l'Yonne). — Pour l'exécution de ce décret et pour l'élargissement d'un ruisseau communal, l'administration a dû occuper, en partie, une propriété privée et y établir des fossés. Ces travaux, reconnus nécessaires pour protéger, pendant un temps illimité, les propriétés voisines du canal de rectification contre les infiltrations et submersions, ont un caractère permanent et indéfini : ils constituent une dépendance des travaux ordonnés par le décret, quoiqu'ils n'y aient pas été prévus; et le propriétaire ne saurait être autorisé à rétablir les lieux dans leur état primitif, ni à reprendre possession de ses terrains. — Dans de telles circonstances, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur la demande d'indemnité dirigée contre l'Etat à raison de cette occupation, qui n'a d'ailleurs été précédée ni des formalités de l'expropriation, ni d'un arrêté préfectoral d'occupation temporaire. — Mais elle ne pourrait ordonner ni la suppression des travaux, ni le rétablissement des lieux dans leur ancien état. — L'autorité judiciaire, compétente pour régler l'indemnité de dépossession, est aussi compétente pour apprécier les conventions amiables qui auraient pu intervenir au sujet de cette indemnité, et spécialement le sens et la portée d'un acquiescement que le propriétaire aurait donné

soit par lui-même, soit par son fermier tant aux travaux exécutés qu'à l'indemnité réglée avec ce fermier pour destruction de récoltes (*Trib. des Conf.*), VIII, 965.

— (5) De terrains et prise d'eau. — Prix et jouissance. — Indemnité. — Double emploi. — Travaux non autorisés. — Compétence. — Intérêts. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre sieurs Drot.*) — Une compagnie de chemins de fer ayant été autorisée à prendre de l'eau dans un réservoir appartenant à des particuliers, n'a pas pu valablement être condamnée à leur payer une indemnité représentant à la fois le prix de l'eau enlevée et le préjudice résultant de la privation de jouissance de cette eau. — Mais elle ne saurait se refuser à payer une indemnité pour privation de jouissance. — Il n'appartient pas aux conseils de préfecture et au Conseil d'Etat de connaître du préjudice (disparition d'une source) qui aurait pu être occasionné aux propriétaires de cette source par des travaux non autorisés (travaux exécutés à l'orifice de la source pour en augmenter le débit (*C. d'Et.*), VIII, 947.

— (6) Extraction de matériaux. Indemnité. Responsabilité de l'entrepreneur et de l'Etat. — 1^{re} espèce (*sieurs Saint-Rames et Champclos*), 2^e espèce (*ministre des travaux publics contre sieur Le Tarouilly.*) — L'article 3 de l'arrêt du Conseil du 7 septembre 1755, réglant la réparation du préjudice causé, en cas d'oc-

OCCUPATION TEMPORAIRE (suite):
 cupation temporaire, pour extraction de matériaux, s'il impose aux propriétaires l'obligation de s'adresser d'abord aux entrepreneurs, ne saurait avoir pour effet de décharger l'Etat de la responsabilité qui doit lui incomber en cas d'insolvabilité de l'entrepreneur, alors que l'extraction des matériaux a été ordonnée par le préfet pour pourvoir à l'exécution d'un travail public. — 1^{re} et 2^e espèce. — Renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué après expertise (1^{re} espèce). — Appréciation du dommage reconnue exacte (2^e espèce) (*C. d'Et.*), VIII, 846.

- (7) Extraction de matériaux. — Carrières de ballast. — Prix du ballast. Dommages accessoires. — Indemnités spéciales. — Intérêts. — Frais d'expertise. — Dépens. — (*Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne contre héritiers de Monda et sieur de Cardeillac.*) — On doit tenir compte, pour la fixation du prix des matériaux extraits d'une carrière, de l'influence qu'auraient exercée sur les prix-courants l'exploitation et la mise en vente par les propriétaires, dans un laps de temps très court, d'une quantité de matériaux égale à celle extraite par la compagnie des chemins de fer. — La privation de récoltes sur des terrains voisins de la carrière, non exploités par la compagnie, mais occupés par elle, donne lieu à l'indemnité. — S'il n'est pas dû d'indemnité à raison de l'arrachage de souches,

piquets et clôtures, qui est la conséquence nécessaire de l'exploitation, la compagnie doit cependant restituer les bois arrachés ou payer une indemnité représentative de leur valeur. — De même, si la compagnie emploie à son profit, au lieu de les remettre aux propriétaires, des terres et galets dont l'enlèvement est la conséquence de l'exploitation, elle doit une indemnité spéciale à raison de ce fait. — La carrière étant encore occupée et le dommage résultant de sa détérioration ne pouvant dès lors être évalué, c'est avec raison que le conseil de préfecture a suris à statuer. — Les intérêts sont dus du jour de la demande seulement, et non à partir de la fin de chaque campagne pour l'indemnité afférente à cette campagne (*C. d'Et.*), VIII, 859.

- (8) Surface occupée. — Arbres abattus. — Relèvement du pavage d'une promenade. — Bâtiment détérioré. — Frais d'expertise. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre ville de Sisteron.*) — Indemnité fixée en tenant compte seulement de la surface occupée et non de toute celle dont l'occupation était autorisée, et de l'augmentation du dommage résultant pour un bâtiment communal des travaux de l'occupant. — Non-lieu à indemnité pour arbres abattus : pas de dommage pour la ville qui a reçu de la compagnie le bois desdits arbres et a fait procéder à un abatage général pour établir une plantation nouvelle. — Appréciation de l'indemnité

pour relevement partiel du pavage d'une promenade. Partage des frais d'expertise (C. d'Et.), VIII, 961.

- (9) Extraction de ballast. Fixation de l'indemnité à 0^e,15 par mètre et par an. Appréciation exacte. — Rectification d'une erreur sur la contenance occupée : réduction de l'indemnité. — Intérêts du jour de la demande. — (*Sieur Toutain contre compagnie des chemins de fer de l'Ouest.*) (C. d'Et.), VIII, 1177.

- (10) Évaluation de l'indemnité. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Mémoire produit avant l'audience. — Recevabilité. — Vice de forme. — Frais d'expertise. — (*Sieur Jeantieu contre sieur et dame Devey-Bertram.*) — Le conseil de préfecture ne peut pas écarter, sans les examiner, des observations produites après le délai qu'il a fixé, pour la production des défenses, par application de l'article 4 du décret du 12 juillet 1865, mais avant le jour de l'audience. — (En conséquence, l'arrêté est annulé pour vice de forme). — Appréciation du préjudice causé par l'occupation en tenant compte de la perte des récoltes pendant la durée du bail. — Insuffisance de l'indemnité offerte : frais d'expertise partagés (C. d'Et.), VIII, 1658.

- (11) Matériaux extraits : fixation du prix d'après les prix courants dans le pays. — Demande d'indemnité pour privation de jouissance d'une carrière ; arrêt de l'industrie ; détournement de clientèle : pas d'exploitation régulière : rejet.

Intérêts du jour de la demande : Intérêts alloués supérieurs à ceux dus. — Indemnité annuelle : compte d'une année omise : erreur rectifiée. — Arbres abattus non remis en nature : indemnité. — Demande d'indemnité pour creusement d'un canal : écoulement naturel et suffisant des eaux : rejet. — Frais de remise en culture : indemnité suffisante en la supposant due. — Demande d'indemnité pour retard apporté par l'occupation à des projets de construction du requérant : dommage n'ouvrant pas droit à indemnité. — (*Sieur Lalanne contre le département des Landes.*) (C. d'Et.), VIII, 1505.

- (12) Expertise. — Serment. — Défaut de procès-verbal de prestation de serment : formalité constatée. — Décision au fond. — (*Sieur Bernard contre sieur Périé et autres.*) — La circonstance qu'il n'a pas été dressé procès-verbal de la prestation de serment par les experts, ne suffit pas à entraîner l'annulation de l'expertise, si d'ailleurs il est constaté par le procès-verbal d'expertise et par un certificat du maire que le serment a été prêté. — (En conséquence, l'arrêté qui a prononcé l'annulation de l'expertise est annulé, et, l'affaire étant en état, il est statué au fond d'après les éléments fournis par l'expertise) (C. d'Et.), IX, 419.

- (13) Arrêté d'autorisation. — Recours pour excès de pouvoirs. — Compétence. — (*Compagnie des Salins du Midi.*) — Un particulier n'est pas recevable à déférer, au Conseil d'Etat, pour

OCCUPATION TEMPORAIRE (suite) :
 excès de pouvoirs, un arrêté préfectoral autorisant un entrepreneur de travaux publics, à occuper temporairement pour le transport de ses matériaux une chaussée appartenant au réclamant. — Ces sortes de contestations entre les entrepreneurs et les particuliers sont de la compétence des conseils de préfecture, et les arrêtés préfectoraux d'autorisation ne font pas obstacle à ce que la légalité de l'occupation soit contestée devant eux (*C. d'Et.*), IX, 1729.
 — (14) En vue de la refection partielle d'un tunnel de chemin de fer. — Indemnité fixée contrairement à l'avis des experts, mais conformément à celui du directeur des contributions directes. — Offre d'indemnité par l'occupant postérieure à l'expertise : totalité des frais à sa charge. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre dame veuve Canel.*) (*C. d'Et.*), X, 572.
OCTEVILLE (commune d'), VIII, 683.
ODER (délimitation de la mer à l'embouchure de l'), VI, 810.

OFFICIERS de port, VI, 283.
OGIER et LARDERET, VII, 31.
OLLAGNIER, VIII, 654.
OLMETO (commune d'), VIII, 53.
OLORON-SAINTE-MARIE (fabrique de l'église), IX, 53.
ORBEC (hospice d'), VIII, 176.
OPÉRA-COMIQUE (ouverture d'un crédit pour réparer les bâtiments de l'), IX, 1450.
ORLÉANS (compagnie du chemin de fer d'), VII, 761; agrandissement de la gare, VI, 788.
ORLÉANS A CHALONS-SUR-MARNE (compagnie du chemin de fer d'), VII, 46; VIII, 1085, 1539.
ORLÉANS A ROUEN (compagnie des chemins de fer d'), IX, 914.
ORAN (port de). Loi qui autorise l'offre faite par la chambre de commerce d'Oran d'avancer une somme à l'Etat pour l'achèvement des travaux du port, X, 1157.
ORVILLIER (commune d'), VII, 784.
OSSELLE (commune d'), VI, 1073.
OUDENOT père et fils, VII, 1053.
OUEST (compagnie des chemins de fer de l'), VII, 927, 1364; IX, 102.
OULLINS (agrandissement des ateliers d'), VII, 1234.
OZANNE, X, 953.

P

PAGÈS-VILLE, VII, 678.
PAIMPOL (port de). Création d'un bassin à flot, VIII, 1425.
PAIMBOEUF (construction d'un quai au port de), IX, 565.
PAGELÔT, IX, 1216.
PAMIER (ville de), VIII, 1544.
PANISSE (de), VIII, 726.

PANISSE-PASSIS, X, 973.
PARDIAC et RIVES, IX, 919.
PARENT-PÉCHER et RICHE frères, X, 594.
PARIS, sa nomination au poste de ministre des travaux publics, VIII, 396.
PARIS (ville de), VI, 343, 348, 353,

1059; VII, 610, 736, 741, 787, 1037, 1056, 1340, 1364, 1401, 1421, 1450; VIII, 33, 36, 78, 83, 100, 186, 187, 568, 657, 666, 773, 790, 819, 828, 950, 951, 1048, 1069, 1158, 1164, 1184, 1186, 1197, 1211, 1593, 1617, 1636; IX, 12, 15, 394, 843, 1209, 1212; X, 76, 88, 1107, 1303. — Exposition universelle de produits agricoles et industriels en mai 1878, VII, 309, 363. — (Conservatoire des arts et métiers de). Création d'un Institut agronomique, VII, 364; — Rachat des canaux de l'Ourecq et de St-Denis, VII, 389. — Modification du règlement d'administration publique du 27 décembre 1858, relatif aux rues de Paris, VII, 539.

— (Assistance publique de), VIII, 695.

— Compagnie des entrepôts et magasins généraux de), VIII, 1188.

PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE (compagnie de), VII, 31, 835, 1105, 1141, 1153, 1353, 1403; IX, 30, 46, 56, 162, 904, 1352

PARIS à Orléans et de l'Ouest (compagnies des chemins de fer de), IX, 90.

PARISET, VII, 909.

PARIBOT (commune de), VIII, 168.

PART-DIEU (agrandissement de la gare de), VII, 871.

PAROCHES (commune des), VIII, 1170.

PASCAL (dame), VIII, 100; IX, 192.

PASSAGE D'EAU. Voir **BACS**.

PATAULT, BERGERON et COMPAN, VIII, 153.

PATENTE. Voir **Chemin de fer**. — Contribution.

PAU (ville de), IX, 1722.

PAULHAN (agrandissement de la station de), VII, 238.

PAULILLES. Établissement d'une nouvelle fabrique de dynamite, VIII, 384.

PAVAGE (taxe de), VII, 722, 784, 801, 912, 1071, 1364.

— (1) Rues de Paris. — Taxes. — Réclamation. — Publication du rôle. — Délai. — Déchéance. — Contribution non divisée en douzièmes. — Quittances des termes échus non exigée. — Payement des trois termes à échoir. — Sursis aux poursuites pour le surplus. — Validité des poursuites. — (Ville de Paris contre sieur Leblond.) — Les dispositions de la loi du 21 avril 1832, d'après lesquelles le contribuable doit joindre à sa réclamation la quittance des termes échus et n'est ensuite tenu jusqu'à la décision à intervenir de payer que les trois premiers termes venant à échoir, sont corrélatives à la division en douzièmes payables par mois. — Les taxes de pavage à Paris n'étant pas divisées par douzièmes, la quittance des termes échus n'est pas exigée à l'appui des réclamations et, d'un autre côté, l'administration n'est pas tenue de surseoir aux poursuites qui peuvent avoir lieu malgré la réclamation formée contre ses taxes (*C. d'Ét.*), VIII, 1197.

— (2) Ville de Paris. — Taxe payable par annuités. — Réclamation. — Délai. — Impossibilité de justifier de la publication du rôle par suite de l'incendie de l'Hôtel de Ville en 1871 et du long temps écoulé. Preuve de la connaissance acquise, résultant

PAVAGE (suite) :

du paiement de plusieurs annuités. Déchéance encourue. — (*Ville de Paris contre sieur Delarebeirette*) (C. d'Ét.), VIII, 1184.

- (3) Frais de premier pavage. — Ville de Paris. — Largeur normale. — But d'embellissement. (*Sieur Fayolle*). — Les frais du premier pavage, mis par les anciens usages à la charge des riverains, doivent être calculés seulement d'après la largeur des voies publiques fixées suivant les besoins de la circulation, et non d'après la largeur qui leur est donnée dans un but d'embellissement et pour leur attribuer le caractère de promenades. — (Application aux avenues de Ségur et de Suffren, qui ont 40 mètres de large et comprennent, outre la chaussée centrale et les trottoirs, des contre-allées plantées et sablées. — Le Conseil d'État réduit à 20 mètres la largeur normale devant servir de base à l'établissement des taxes de pavage. — Décharge de la différence). — Procédure : recours contre le même arrêté : jonction (C. d'Ét.), VIII, 1186.

- (4) Premier pavage. — Mutation de propriété après l'exécution des travaux. — (*Sieur Desportes*). — Sur un rôle dressé pour le recouvrement de frais de premier pavage, la taxe due à raison d'un immeuble riverain a été inscrite au nom de celui qui en était propriétaire au moment de l'achèvement des travaux. — L'immeuble ayant été ensuite vendu sur saisie et adjugé à un nouveau propriétaire, — la circonstance que la

ville n'avait pas recouvré, antérieurement à l'aliénation, la taxe due par le précédent propriétaire, n'autorise pas l'administration à émettre un nouveau rôle au nom de l'acquéreur. — Dès lors, celui-ci est fondé à demander sa décharge (C. d'Ét.), IX, 1207.

- (5) Ville de Paris. — Insuffisance des revenus municipaux. — Frais de viabilité. — Promenades publiques. — Largeur normale. — Terrains non bâtis. — (*Sieurs Accary et Deroillé contre ville de Paris*). — Demande en décharge fondée sur ce que la ville de Paris n'établissait pas que, pendant l'année 1874, ses recettes ordinaires aient été insuffisantes pour subvenir aux dépenses ordinaires et même aux frais de pavage. Rejet : les réclamants ne justifient pas que les revenus ordinaires fussent suffisants, après paiement des dépenses, pour couvrir les frais de premier pavage exécutés pendant ladite année. — Les anciens usages en vigueur à Paris ne permettent pas de distinguer entre les terrains bâtis et non bâtis, en ce qui concerne l'obligation pour les propriétaires de payer les frais de premier pavage. — Appréciation de la largeur à raison de laquelle doivent être établies les taxes de pavage à la charge des propriétaires riverains des avenues de Suffren et de Ségur, qui ont reçu une largeur de 40 mètres avec deux contre-allées plantées d'arbres, dans un intérêt d'embellissement, pour en faire des promenades publiques, et non pas seulement dans



PAVAGE (suite) :

— Interprétation. — (*Ville de Falaise contre faillite Colace.*)

— Décidé, par interprétation du cahier des charges et marchés relatifs à l'entreprise du pavage de la ville de Falaise, et après renvoi par l'autorité judiciaire à fin d'interprétation, qu'aucune disposition des actes précités n'attribuait à la ville sur les matériaux approvisionnés dans les chantiers une garantie spéciale ou un droit de rétention en cas d'inexécution des conditions du marché (*C. d'Ét.*), X, 326.

PAYRAC (commune de), VII, 943.

PAZYKOUSKI, IX, 402.

PÉAGE-DE-ROUSSILLON (agrandissement de la gare du), VII, 1237.

PÉAGE. — Sanction pénale. —

Pont. — Construction. — Autorisation. — Conseil d'État en assemblée générale. — Passage à gué. — Circonstances caractérisées. — Jugements et arrêts.

— Appel de simple police. —

Motifs. — Référence. (*Sieur Émilien Pradès.*) — 1° Le droit du gou-

vernement d'imposer un péage pour la traversée des cours d'eau est général et s'applique à tous les cours d'eau, navigables ou non, sous la même sanction pénale. — 2° Le décret qui autorise l'établissement d'un pont, avec ou sans péage n'est point subordonné à l'avis préalable du Conseil d'État rendu en assemblée générale. — 3° Le passage à gué est celui qui s'opère sur le lit même du cours d'eau, sans interposition d'aucune base artificielle. En conséquence, tout passage à l'aide de bateaux ou de voitures constitue une contra-

vention. — Quand il n'y a eu en cause d'appel aucune contestation sur les faits délictueux expressément constatés en première instance, il n'y a pas lieu d'annuler pour défaut de motifs le jugement qui, sans adopter en termes exprès les motifs du premier juge relativement à ces faits, s'y réfère et en fait la base de ses propres déductions (*C. de cass.*), VII, 55.

PÉCARDIÈRE (établissement d'une gare à la), VIII, 503.

PÊCHE FLUVIALE :

— Nouvelle réglementation. — Adjudication. Nouveau modèle d'adjudication, VI, 44, 56.

— Modifications des parties réservées dans le département des Landes, VI, 980.

— Renseignements périodiques à fournir sur la marche de cette partie du service, VIII, 608. — modifications du décret du 10 août 1875. — Envoi du décret du 18 mai 1878, VIII, 1088.

— Importance et transport du poisson pendant les périodes supplémentaires d'interdiction de la pêche, IX, 1659.

— Empoisonnement des cours d'eau au moyen de la montée d'anguilles, IX, 1661 et 1693.

— Canal de l'Est. Désignation des parties où la pêche est interdite en vue de la reproduction du poisson, IX, 1697.

— Décret qui désigne les parties des fleuves, rivières et canaux navigables et flottables réservées pour la reproduction du poisson, X, 894.

— Création d'écluses en pierres ou pêcheries à poissons sur certaines parties du rivage des Sables-d'Olonne, X, 54.

plication de l'art. 1^{er} du décret du 10 août 1875, (*circ.*), X, 1275.

— (1) Désignation des parties des fleuves, rivières et canaux navigables et flottables réservées pour la reproduction du poisson, VI, 111.

— (2) Voirie (grande). — Rivières navigables. — Adjudication du droit de pêche dans la traversée de Paris. — Réquisition pendant le siège. — Pêche rendue libre. — Dommage. — Demande d'indemnité. — Compétence. — (*Sieur Duval.*) — Ce n'est pas à l'autorité administrative qu'il appartient de statuer sur une contestation entre l'État et un adjudicataire du droit de pêche sur une rivière navigable, dans le cas où ce dernier réclame une indemnité pour le préjudice résultant d'une réquisition temporaire faite par l'administration à la suite de circonstances de guerre (siège de Paris) et de la liberté absolue de la pêche fluviale qui a été concédée. — (Aux termes de l'art. 4 de la loi du 15 avril 1829, les contestations entre l'administration et les adjudicataires de droits de pêche, relatives à l'exécution des conditions des baux et adjudications, doivent être portées devant les tribunaux), VI, 402.

— (3) Adjudicataire du droit de pêche dans le Tarn. — Établissement de réserves : interdiction temporaire de la pêche dans certaines parties de la rivière. — Loi du 31 mai 1865; décret du 20 septembre 1868. — Indemnité due. — Évaluation non exagérée. — Procédure. — Intervention du sous-fermier. —

vaut publics contre sieurs *Ladougue et Capmarty.*) (*C. d'Ét.*), IX, 584.

— (4) Barrage. — Obstacle à la remonte du poisson. — Liberté de passage sur d'autres points. — Relaxe illégale. — (*Sieurs Auguste Thiennot et David Seraine.*) — Lorsqu'un procès-verbal régulier constate qu'un riverain a établi un barrage faisant obstacle à la remonte du poisson dans une boire communiquant avec un cours d'eau, la juridiction saisie de ce délit ne peut relaxer le prévenu sur le motif que le passage du poisson était laissé libre sur d'autres points ou par d'autres canaux ou saignées (*C. de cass.*), VII, 683.

PÊCHER, VIII, 1147.

PÉCOURT, VII, 928.

PÉDRINO, GIANOLI et ALBERTAZZI, IX, 729.

PEIGNÉ (veuve), VI, 616.

PEINES. — Circonstances atténuantes. — Lois spéciales. — Saint-Pierre et Miquelon. — Défense de faire jeter du lest dans la rade. — Arrêté du 20 mars 1874. — Article 463 du Code pénal non réservé. — Inapplicabilité. — (*Sieur Édouard David.*) — Les tribunaux de répression ne peuvent accorder les circonstances atténuantes qu'à l'égard des délits prévus par le Code pénal ou des délits pour lesquels les lois spéciales qui les ont prévus ont expressément réservé l'application de l'article 463 du Code pénal. — De ce nombre n'est pas l'arrêté colonial du 20 mars 1874 (Saint-Pierre et Miquelon), défendant sous peine

PEINES (suite) :

d'une amende de 50 à 100 francs et d'un emprisonnement de trois à quinze jours, de faire jeter du lest dans la rade (*C. de cass.*), VII, 964.

PÉLISSIER, VIII, 17.

PÉNILLARD-CHARDONNAY, X, 586.

PENSIONS CIVILES :

— (1) Algérie. — Piqueur et conducteur auxiliaire des ponts et chaussées en Algérie. — Services de piqueur non admissibles. — Services de conducteur admis. — Services hors d'Europe. — Bonifications. — (*Sieur Talairach.*) — Décidé que les fonctions de piqueur auxiliaire des ponts et chaussées en Algérie n'ayant été exercées, par le requérant, qu'à titre temporaire, ne donnaient pas droit à pension, mais que les services de conducteur auxiliaire y donnaient droit. — Ces derniers services rendus en Algérie sont comptés au double de leur durée effective, le requérant ayant trente ans de services effectifs (*C. d'Et.*), VIII, 1074.

— (2) Décès par naufrage ou par suite d'un acte de dévouement. — Veuve. — (*Dame veuve Hournon.*) — Décidé qu'un éclusier ayant péri avec la barque qu'il montait, par suite de la violence du vent et du courant, alors qu'il allait opérer la levée d'un barrage, devait être considéré comme ayant péri par suite d'un naufrage. — Dès lors, sa veuve avait droit à la pension prévue par le premier paragraphe de l'article 14 de la loi de 1853 et non à celle prévue par le § 2 (*C. d'Et.*), IX, 872.

— (3) Veuve d'un éclusier mort

noyé par suite d'un acte de dévouement accompli dans un intérêt public, en vue de prévenir une inondation. — Droit exceptionnel à pension en vertu des articles 11 et 14, loi du 9 juin 1853 (les deux tiers de la pension qu'aurait obtenu le mari). — (*Dame veuve Legros.*) (*C. d'Et.*), X, 787.

— (4) Démissionnaire pour refus de serment en 1851, réintégré dans ses fonctions en vertu du décret du 12, septembre 1870. — (*Sieur Tarenne.*) — Pension allouée. — Retenues effectuées sans droit par le ministre sur les émoluments non touchés par le démissionnaire depuis 1852 jusqu'en 1870. — Annulation de la décision du ministre ordonnant ces retenues (*C. d'Et.*), X, 1307.

PÉQUART, IX, 751.

PERCHEZ, IX, 1740.

PÉRIER, VII, 1132.

PÉRIÉ et autres, IX, 419.

PERRACHE (compagnie du gaz de), VIII, 1192.

PERRATON, IX, 756.

PERRIN, VI, 671.

PERSONNEL :

— Administration centrale. Fixation de l'âge pour la mise à la retraite des chefs et employés, VIII, 1282; — Modification du décret relatif à l'organisation de l'administration centrale, VIII, 1355.

— Service militaire. Emplois qui pourront être donnés aux anciens élèves de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole forestière, VI, 811.

— Arrêté ministériel relatif au tableau d'avancement des Ingé-

meurs, VII, 311; — Tableau, VII, 311; — Mandat de conseiller municipal, VIII, 131; — Admission des conducteurs dans le corps des ingénieurs, VIII, 131; — Mariage, VIII, 603; — Augmentation du nombre des inspecteurs généraux, IX, 210; — Maintien en activité de services des ingénieurs en chef ayant atteint le terme de la carrière active, IX, 216; — Frais fixes, X, 223; Frais de tournées, X, 618, 749; — Etat des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines en retraite et des veuves pensionnées, X, 996.

- Nouvelle organisation du corps des conducteurs et gardes-mines, VI, 281.
- Concours de 1877 pour l'admission à l'emploi de conducteurs, VII, 1465; — Admission dans le corps des conducteurs; Abaissement de la limite d'âge, VIII, 272; — Conducteurs au service de la voirie départementale considérés comme en service détaché, VIII, 745; — Sous-ingénieurs, conducteurs et gardes mines; conditions de mise à la retraite, VIII, 980.
- Admission à l'emploi d'agent

- secondaire : Abaissement de la limite d'âge, VIII, 449.
- Augmentation du traitement de la 1^{re} classe, X, 222; — Affectation des employés secondaires à l'arme du génie, X, 747.
- Officiers et maîtres de ports. Leurs attributions, VI, 283.
- Agents temporaires. Approbation des emplois, VIII, 1239.
- Rétablissement du tableau n° 1 donnant les renseignements généraux sur le personnel et la tenue des bureaux, VIII, 604; — Contrôle des fonctionnaires et agents des services des ponts et chaussées et des mines non disponibles en cas de mobilisation, VIII, 732; — Service militaire : les fonctionnaires et agents de l'armée territoriale, recevront l'intégralité de leur traitement, VIII, 980; — Exécution des prescriptions concernant les non disponibles, VIII, 1221; — Interdiction aux fonctionnaires et agents des ponts et chaussées de concourir aux adjudications publiques, IX, 1658; — Cumul de la solde militaire avec les traitements civils en temps de paix, X, 830.

PERSONNEL.

INGÉNIEURS.

CONDUCTEURS.

1^{er} Classement d'élèves ingénieurs.

VI, 636.
VIII, 1257.
IX, 1102.
X, 865.

2^e Nominations.

VI, 99, 179, 286, 487, 965, 1261, 1384.
VII, 188, 317, 519, 849, 968, 1081, 1329.

VI, 79, 103, 183, 295, 496, 636, 691, 817, 963, 1130, 1269, 1388.
VII, 60, 194, 325, 443, 527, 713, 854, 1085, 1199, 1458.

PERSONNEL (*suite*).

INGÉNIEURS.

2° Nominations.

CONDUCTEURS.

VIII, 451, 746, 1135, 1410, 1554, 1697.

IX, 266, 436, 627, 1072, 1230, 1663.

X, 238, 361, 436, 536, 1129, 1278.

VIII, 610, 756, 877, 989, 1139, 1250, 1419, 1563, 1702.

IX, 146, 274, 447, 632, 964, 1096, 1242, 1390, 1538, 1669, 1771.

X, 131, 263, 369, 442, 541, 636, 762, 859, 1011, 1136, 1283, 1415.

3° Avancements.

VI, 179, 488, 625, 956.

VII, 519, 1453.

VIII, 452, 983, 1135, 1241.

IX, 266, 437, 627, 944, 1073, 1230, 1533, 1663, 1763.

X, 125, 238, 436, 758, 850, 1002, 1129, 1279, 1408.

VI, 104, 296, 495, 638, 818.

VII, 326, 445, 527, 714, 854, 971, 1199, 1334, 1459.

VIII, 756, 989, 1139, 1251, 1419, 1563, 1702.

IX, 276, 448, 633, 964, 1097, 1243, 1390, 1538, 1670, 1772.

X, 442, 542, 636, 763, 859, 1012, 1136, 1283, 1415.

4° Décorations.

VI, 178, 285, 955, 1261.

VII, 317, 1193, 1452.

VIII, 451, 872, 983, 1242, 1410, 1697.

IX, 436, 944, 1230, 1381, 1533, 1763.

X, 125, 758, 1001, 1129, 1408.

VII, 443, 1085, 1199, 1458.

VIII, 610, 1250.

IX, 274, 1390.

X, 368, 441, 1011.

5° Services détachés.

VI, 286, 683, 814, 957, 1262.

VII, 57, 318, 521, 968, 1081, 1330, 1453.

VIII, 1136, 1241, 1411.

IX, 137, 437, 628, 1381, 1533, 1763.

X, 126, 239, 361, 624, 759, 850, 1130.

VI, 80, 104, 297, 495, 638, 692, 830, 964, 1131, 1270, 1389.

VII, 195, 445, 528, 855, 977, 1086, 1200, 1459.

VIII, 612, 765, 878, 989, 1139, 1251, 1419, 1563, 1703.

IX, 148, 276, 448, 645, 965, 1243, 1391, 1670.

X, 264, 370, 445, 550, 638, 764, 859, 1012, 1284, 1415.

6° Congés.

VI, 75, 99, 179, 286, 488, 625, 683, 814, 1262, 1385.

VII, 58, 188, 318, 521, 709, 850, 1081, 1193, 1330.

VIII, 747, 1136, 1411, 1535.

IX, 137, 1231.

X, 239, 362, 536, 1003, 1408.

VI, 81, 104, 183, 297, 496, 638, 692, 830, 964, 1131, 1270, 1389.

VII, 60, 195, 337, 445, 528, 714, 853, 976, 1086, 1200, 1334, 1460.

VIII, 610, 765, 878, 989, 1140, 1251, 1419, 1564, 1703.

IX, 148, 277, 448, 645, 965, 1097, 1243, 1538, 1670, 1773.

X, 134, 264, 370, 638, 1012, 1416.

7° Congés renouvelables.

X, 126, 239, 361, 437, 536, 623, 758, 851, 1130.

X, 265, 371, 446, 550, 638, 764, 860, 1013, 1136, 1416.

8° Disponibilité.

VI, 179, 488, 625, 958.
 VII, 709, 850, 969.
 VIII, 1411, 1555.
 IX, 1664.
 X, 243, 624, 851, 1280.

VI, 101, 297.
 VII, 196, 977, 1460.
 IX, 148, 1773.
 X, 267, 372, 446, 553, 640, 1013, 1137, 1284.

9° Démissions.

IX, 1763.

X, 243, 437, 624, 1003.

VI, 104, 297, 692, 964, 1270, 1389.
 VII, 61, 196, 714, 1461.
 VIII, 765, 878, 990, 1140, 1251, 1420, 1564.
 IX, 148, 277, 448, 646, 965, 1097, 1244, 1538, 1670, 1773.
 X, 134, 267, 372, 448, 553, 640, 764, 860, 1013, 1137, 1284, 1417.

10° Retraits d'emploi.

VI, 81, 496.

11° Révocations.

VI, 638.
 X, 765.

12° Retraites.

VI, 179, 625, 663, 815, 958, 1262, 1385.
 VII, 58, 189, 318, 521, 850, 1082, 1193, 1330, 1453.
 VIII, 274, 452, 873, 983, 1136, 1241, 1411, 1555, 1698.
 IX, 267, 437, 628, 944, 1073, 1231, 1382, 1534, 1664, 1763.
 X, 244, 362, 536, 624, 759, 851, 1004, 1130, 1280, 1409.

VI, 81, 104, 184, 298, 496, 638, 693, 830, 965, 1131, 1271, 1389.
 VII, 61, 196, 337, 446, 529, 715, 855, 977, 1086, 1201, 1335, 1461.
 VIII, 612, 766, 878, 990, 1140, 1252, 1420, 1564, 1704.
 IX, 148, 277, 448, 646, 1098, 1244, 1391, 1538, 1773.
 X, 135, 268, 372, 448, 553, 640, 766, 861, 1013, 1137, 1285, 1417.

13° Décès.

VI, 99, 286, 488, 626, 815, 958, 1263, 1385.
 VII, 58, 189, 318, 522, 709, 850, 1193.
 VIII, 275, 873, 983, 1136, 1698.
 IX, 138, 267, 438, 945, 1231, 1534, 1664.
 X, 127, 244, 437, 760, 852, 1004.

VI, 81, 104, 185, 298, 497, 639, 693, 831, 965, 1131, 1271.
 VII, 61, 196, 337, 446, 529, 715, 855, 977, 1201, 1335, 1461.
 VIII, 612, 766, 878, 990, 1144, 1253, 1421, 1565, 1706.
 IX, 149, 278, 449, 646, 1098, 1244, 1391, 1539, 1671, 1778.
 X, 135, 268, 372, 448, 553, 641, 766, 861, 1014, 1137, 1290, 1417.

14° Décisions diverses.

VI, 75, 100, 179, 286, 488, 626, 684, 815, 958, 1263, 1385.
 VII, 58, 189, 319, 522, 709, 850, 969, 1082, 1193, 1331, 1453.
 VIII, 275, 453, 747, 873, 983, 1136, 1241, 1411, 1555, 1698.
 IX, 138, 267, 438, 629, 797, 945, 1073, 1231, 1382, 1534, 1664, 1764.
 X, 127, 244, 363, 438, 537, 624, 760, 852, 1004, 1130, 1280, 1409.

VI, 82, 104, 185, 198, 497, 639, 693, 831, 965, 1132, 1271, 1390.
 VII, 61, 197, 338, 446, 530, 715, 855, 977, 1087, 1201, 1335, 1462.
 VIII, 613, 766, 878, 990, 1144, 1253, 1421, 1565, 1706.
 IX, 149, 278, 449, 646, 965, 1098, 1244, 1391, 1539, 1671, 1779.
 X, 135, 269, 372, 448, 554, 641, 766, 861, 1014, 1138, 1290, 1418.

PESARÉSI et **LEVA**, VII, 1061.
PETIT (Dominique), VI, 1124 ;
 VIII, 1158.
PETYT, VIII, 48.
PÉZENAS. Agrandissement de la
 station, VI, 739.
PHARE (construction d'un) dans l'île
 aux Moutons (Finistère), VI, 1321.
PIANELLI, VIII, 53 ; IX, 857.
PICHARD. (demoiselle), VI, 1082 ;
 X, 1122.
PIGANEAU et fils, VI, 594.
PIKETTI, VIII, 115.
PILLET, **VITTE** et autres, X, 808.
PINCHON, **CROZE** et **DURIF**, VIII,
 1668.
PINCHON, **CROZE** et autres VII, 823
PINGUET, VII, 40.
PINSARD, VI, 568.
PISANI, VI, 1108.
PISTON, VII, 813.
PITEL et autres, VII, 1071.
PITHIVIERS-LE-VEILL (commune de),
 VIII, 105.
PITOUX (dame), **PREUX** et consorts,
 VI, 522.
PLANACASSAGNE, VII, 829.
PLANTADE et **BRU**, IX, 399.
PLANTATIONS (établissement de),
 contre l'accumulation des neiges
 dans la tranchée de Montredon,
 VI, 657.
PLEUDIHEN (commune de), X,
 1243.
PLOUAGAT (commune de), VIII, 601.
PLUDUAL (fabrique de la paroisse
 de), VII, 726.
POIGET père et fils, VI, 1119
POINSON-LÈS-FAYL (commune de),
 VII, 1390.
POIRIÉ, VIII, 668.
POISSON. Désignation des parties
 des fleuves, rivières, etc., navi-
 gables et flottables réservées
 pour sa reproduction, VI, 111.
POITIERS à **Saumur** (compagnie de

chemin de fer de), IX, 413,
 1357.
 — (ville de), VII, 1159 ; VIII, 836 ;
 X, 778.
POLICE des voies navigables. —
 Mesures à prendre pour le re-
 couvrement des amendes, *Circ.*,
 X, 121.
POMIÈS, IX, 1728.
POMMIER, VIII, 1636.
PONDICHÉRY (chemin de fer de).
 Abandon de la subvention à la
 colonie de l'Inde française, IX,
 456.
PONT. Voir **Canal**.
PONTS :
 — métalliques. — Revision des
 circulaires du 26 février 1858 et
 du 15 juin 1869 relative aux
 épreuves, VII, 1176.
 — Démolition (des) par suite de
 faits de guerre, VIII, 106.
 — Construction de ponts en ma-
 çonnerie : sur l'Agout, à Saint-
 Lieux-les-Laveurs, VII, 214 ; sur
 l'Aisne, à Chavonnes et à Pon-
 tarcy, IX, 545, 566 ; sur le Bri-
 vet, à Ponchâteau, VI, 1278 ; sur
 la Charente, à Saintes, VI, 661 ;
 sur le Cher, VII, 1262 ; VIII,
 1040 ; sur la Dordogne, VII,
 1324 ; IX, 1139 ; sur la Drôme,
 VII, 231 ; sur la Garonne, à Port-
 Haut, VI, 840 ; sur l'Isle (Dordo-
 gne), VIII, 537 ; sur la Moselle
 (Vosges), VII, 307 ; sur le Taurion,
 VI, 807 ; sur la Vienne, VI, 895,
 VII, 210.
 — Sur la Seine à Paris, ponts de
 St-Germain, VII, 81. — Sur la
 Loire (bras de la Madeleine, à
 Nantes, VII, 1093 ; d'un aqueduc
 pour la dérivation des sources
 du Maroy, IX, 504 ; d'arches de
 décharge sous la levée de Jarnac
 (Charente), VIII, 357 ; d'une pas-

- Métallique : sur la Garonne (Gironde), IX, 542; sur la Leyre, VI, 1256; sur la Mayenne, VII, 991; sur le ravin du Pin (Basses-Alpes), VII, 512.
- Suspendus : sur l'Isère, VI, 663; sur le Lot, VI, 699.
- Reconstruction et transformation des ponts, au port du Havre, VI, 738; reconstruction de trois ponts sur l'Aisne et sur les bras de décharge de cette rivière, VII, 79; reconstruction du pont de la Tour à Dun-sur-Meuse, VII, 237; du pont de St-Pierre à Montluçon (Allier), VII, 1219; du pont de St-Chamant (Cantal), VIII, 332; du pont de Bonpas, sur la Durance (Vaucluse), VIII, 357; du pont de Mazères, sur l'Hers (Ariège), IX, 469; du pont de la Ferté à Maintenon (Eure-et-Loir), IX, 487; du pont des Augustins sur le Doubs, à Pontarlier, IX, 1490; restauration du pont des Invalides, IX, 1675; reconstruction : des ponts de Rimelze et de Chirac (Lozère), X, 889, 898; du pont sur la Sambre à Maubeuge (Nord), X, 889; du tablier du pont de Pont-sous-Avranches (Manche), X, 202; du pont Rouge, sur la rivière d'Oise (Oise), X, 203; du Pont-au-Double, sur la Seine, à Paris, X, 199; élargissement du pont de pierre, à Rouen, X, 467; restauration et élargissement du viaduc de Sedan (Ardennes), X, 54; du tablier du pont de la Landelle, sur la route nationale, n° 162 (Calvados), X, 1178; rema-

pont sur la Saône, à Auxonne, par un tablier métallique, VII, 1194; substitution d'un tablier métallique au tablier en charpente au pont international de Behobie, sur la Bidassoa, VIII, 1330.

- Rachat de concessions de ponts (Charente), VI, 879; du pont suspendu du Fourneau, IX, 530.

PONTS SUSPENDUS :

→ (1) Procédure. — Travaux supplémentaires. — Arrêté du conseil de préfecture les laissant à la charge de l'Etat et mettant hors de cause le département et les communes. — Non recevabilité du recours adressé au Conseil d'Etat par le ministre de l'intérieur plus de trois mois après que ledit arrêté lui a été transmis par le préfet. — (*Ministre de l'intérieur contre le département du Puy-de-Dôme et le sieur Auger.*) — Autre arrêté statuant sur la liquidation de la somme due à l'entrepreneur pour travaux supplémentaires. — Non recevabilité du recours formé par le ministre, qui, sans contester les chiffres fixés par le conseil de préfecture, tend en réalité à faire déclarer les communes et le département responsables des condamnations prononcées contre l'Etat, et à remettre ainsi en question la chose définitivement jugée par le premier arrêté. — Recours incident : sa recevabilité est subordonnée à celle du recours principal (*C. d'Etat*), IX, 1041.

PONTS A PÉAGE. Tarifs :

- sur l'Agout (Tarn), VII, 214;

PONTS À PÉAGE (suite) :

— le Cher, VII, 1262; VIII, 1042; — la Dordogne, VII, 1324; — l'Isère, VI, 668; — le Lot, VI, 699; — le Taurion, VI, 807; — de Chavanay (Loire), VII, 207; — la Vienne, VII, 211; — rachat du péage d'un pont sur la Charente, à Basseau, VII, 234.

— (1) **Durée de la concession.** —

Travaux de la voirie projetés lors de l'adjudication; inexécution. — Demande d'indemnité. — Rejet. — (*Sieurs Escarraquel frères contre ville de Toulouse.*)

— Décidé que les concessionnaires d'un pont, qui s'étaient engagés à sa construction et à son entretien, moyennant une subvention et le droit de péage pendant trenteans, ne pouvaient prétendre faire courir la durée de ce droit du jour où le pont avait été livré à la circulation.

— Il était expressément stipulé au cahier des charges que la durée de la concession commencerait du jour de l'adjudication. —

Décidé que les concessionnaires ne sont pas fondés à demander une indemnité, pour inexécution de travaux de voirie devant, d'après les projets, se raccorder avec le nouveau pont, par cela seul que le cahier des charges obligerait les concessionnaires à disposer leurs travaux de manière à les raccorder avec les projets d'embellissements; ces projets n'étaient pas adoptés en principe au jour de l'adjudication; la ville n'avait pas pris l'engagement de les exécuter, ainsi que les adjudicataires l'avaient eux-mêmes reconnu implicitement, soit en faisant à la ville des propositions de réduction

tion du tarif de péage pour obtenir leur prompt exécution, soit en attendant la fin de la concession pour produire leur réclamation (*C. d'État*), VII, 773.

— (2) **Pont faisant suite à un chemin vicinal de grande communication.** —

Prorogation de la concession primitive. — Inexécution des conditions. — Déchéance prononcée par arrêté préfectoral. — Extinction du péage. — Demande d'indemnité contre l'État. — (*Sieur Escarraquel.*) — Décidé que l'État, bien qu'ayant autorisé la construction d'un pont et fourni une subvention, ne pouvait, à raison de ces circonstances, être responsable du dommage résultant pour les concessionnaires de la suppression du péage, ordonnée par le préfet avec approbation du ministre, et basée sur l'inexécution des conditions imposées. L'État n'est engagé que jusqu'à concurrence de la subvention promise. — Ledit pont ayant d'ailleurs été remis aux communes intéressées à l'entretien du chemin vicinal de grande communication dont il est la suite, ce n'est pas contre l'État que l'action en indemnité doit être dirigée (*C. d'État*), VIII, 1065.

— (3) **Destruction.** — Force majeure. — Responsabilité. —

(*Sieurs Escarraquel et Jaubert.*) — Lorsqu'aux termes de son cahier des charges l'entrepreneur d'un pont à péage doit supporter les frais de construction et même, le cas échéant, ceux de reconstruction, cette obligation s'étend même au cas de chute du pont résultant

tant d'un cas de force majeure. — Une inondation qui atteint des proportions que l'expérience du passé ne permettait pas de prévoir, doit être considérée comme un cas de force majeure. — Décidé que, dans l'espèce, la chute du pont de la Magistère, sur la Garonne, ne pouvait pas être attribuée à un vice du plan imposé par l'administration, ledit plan ayant été conçu en prévision de crues supérieures à la plus grande inondation connue (celle de 1835). — En conséquence, les frais de reconstruction sont laissés à la charge de l'entrepreneur (*C. d'État*), X, 578.

- (4) Rachat. — Dépense d'entretien. — Délibération municipale. — Avis contraire du ministre. — Recours contentieux. — (*Ville de Lyon.*) — Une délibération de la commission municipale de Lyon, portant que divers ponts, dont le péage a été racheté, seraient remis à l'État pour être entretenus par lui, a été communiquée par le ministre de l'intérieur au ministre des travaux publics, qui, dans une lettre adressée à son collègue, a émis un avis contraire aux prétentions de la commission municipale. — Cette simple lettre ne constitue pas une décision susceptible d'être déférée au Conseil d'État. — Aucune réclamation n'a été adressée par la ville au ministre des travaux publics à l'effet de faire trancher la question d'entretien des dits ponts (*C. d'État*), IX, 9.
- (5) Etablissement d'un bateau particulier. — Recours pour excès de pouvoirs. — Non receva-

ble. — Demande d'indemnité. — Compétence. — (*Sieur Lanthier et C^e.*) — Les décisions par lesquelles l'administration se borne à autoriser, au point de vue de la police et de l'intérêt de la navigation, l'établissement sur un cours d'eau, dans le voisinage d'un pont à péage, d'un bateau particulier pour la traversée de la rivière, ne sont pas susceptibles d'un recours pour excès de pouvoirs. — Elles ne font pas obstacle à ce que le concessionnaire du pont fasse valoir ses droits soit contre l'administration en vertu de l'acte de concession, soit contre le propriétaire du bateau. — La demande d'indemnité formée contre l'administration ne peut pas être portée directement devant le Conseil d'État. — (Elle doit être soumise au conseil de préfecture) (*C. d'État*), IX, 411.

- (6) Bacs. — Concession par l'État. — Pont nouveau. — Préjudice. — Indemnité. — Distance. — Zone de la concession. — Procédure. — Intervention admise des concessionnaires du nouveau pont. — (*Sieurs Roux et autres (pont de Parentignat) contre sieurs Auger et Cohade.*) — Demande d'indemnité par les concessionnaires d'un pont à péage et d'un bac, à raison du préjudice que leur cause l'établissement d'un nouveau pont. Rejet : le cahier des charges de la concession n'interdit pas la concession d'un autre pont dans un rayon déterminé ; il n'est pas établi d'ailleurs que ce dernier ouvrage soit situé dans une partie de l'Allier où les fermiers du bac auraient le droit exclusif

PONTS A PÉAGE (suite) :

d'entretenir un passage d'eau avec péage (*C. d'État*), VII, 831.

PONTS-BASCULES (exploitation de) sur les quais du port de Dieppe, VII, 208.**PONTS ET CHAUSSEES (fonctionnaires et agents des) logés dans des bâtiments de l'État, IX, 351, 529, 703, 1137, 1335, 1341, 1494.****PONT-L'ÉVÊQUE (ville de). Travaux de défense contre les inondations, IX, 1015.****PONTOISE (ville de), VIII, 51.****PORTS :**

— de Thourotte, sur le canal latéral à l'Oise. Travaux d'agrandissement, VI, 1257.

— canal de Saint-Quentin. Restauration du port Gayant, VII, 68.

— de Nantes. Élargissement du quai dit des Constructions, X, 1178.

— Adour (construction d'un port sur la rive droite de l') et défense contre les inondations du quartier de Sablar (Landes), VII, 1218.

— construction d'un port à Royan, dans l'anse du Fossillon, à l'embouchure de la Gironde, X, 1160.

PORTS DE COMMERCE ET VOIES NAVIGABLES. Institution de commissions techniques et administratives, VIII, 264.

— Projet de règlement général pour la police des ports maritimes de commerce, IX, 608; — classement des travaux à exécuter dans les ports maritimes, IX, 1443; — (police des). Mesures à prendre pour le recouvrement des amendes (*circ.*), X, 118.

PORTS maritimes de commerce :

Voir Fonds de concours, contraventions, voirie (grande).

— Alger (travaux du port d'). Avance à l'État, X, 452.

— Beni-Saff (construction d'un port à), VII, 533; ouverture du port aux opérations de commerce avec les pays étrangers, VII, 1322.

— Bône (travaux du port de). Avance à l'État, X, 451.

— Bordeaux. Mise en adjudication du service d'amarrage des navires, VI, 939; — concession du service d'amarrage des navires, VII, 301; — concession de l'établissement et de l'exploitation des magasins-docks le long des quais du bassin à flot, IX, 517; — travaux d'amélioration du port, X, 380.

— Boucau. Etablissement de deux grues à vapeur, IX, 578.

— Boulogne. Construction et exploitation d'un bâtiment destiné aux voyageurs et à la visite des marchandises en provenance ou destination de l'Angleterre, VI, 107; — achèvement et construction de quais, VI, 1255; — création d'un port en eau profonde, IX, 455.

— Brest. Etablissement de grils de carénage, machines à mâter et grues, VI, 1364.

— Calais. Restauration de la jetée ouest, VIII, 337; — travaux d'amélioration du port, avance à l'État, VI, 1185.

— Cette. Travaux d'agrandissement, VIII, 1430; — établissement d'un barrage isolateur métallique, X, 1175; — construction d'une entrée profonde et d'une rade, X, 1161.

— Cherbourg. Travaux d'amélioration, X, 455.

ANALYSE DES MATIÈRES PAR ORDRE ALPH.

- Dieppe. Travaux d'amélioration et d'agrandissement, X, 649; — établissement et exploitation de grues, VIII, 646; X, 397.
- Dunkerque. Etablissement et exploitation de halage, VI, 762; — éta- blissement et travaux à vapeur, VII, 575; — roulantes à vapeur, VII, 575; — travaux d'amélioration et d'extension, IX, 1450.
- Dunkerque et Gravelines (Res- tauration des ports de). Avance à l'Etat, VI, 1183.
- Etretat. Travaux d'améliora- tion ou port, VII, 1233.
- Fécamp. Travaux d'améliora- tion, X, 1141.
- Fresne. Amélioration du port et de l'étier, IX, 1016.
- Granville. Exploitation des grils de carénage, VIII, 398; — établis- sement d'une grue, IX, 1587; — construction d'une forme de ra- doub, X, 891.
- Havre. Construction d'un neu- vième bassin à flot et de deux formes de radoub, IX, 1541; — reconstruction et transforma- tion de ponts, VI, 738; — élargisse- ment de l'entrée du port, V, 77; — établissement et exploi- tion de hangars, VIII, 493.
- Honfleur. Construction du quatrième bassin à flot, IX, 1541; — Ile de la Réunion. Créati- on d'un port à la pointe des G- fer, VIII, 305.
- Joinville (Vendée). C- de passerelles de ha- de l'avant-port (Noirmoutier. loration, IX, 1541; — Oran. Achève- Avance à l'E-
- Paimbeuf. Co- quai, IX, 565.
- Paimpol. Création à flot, VIII, 1425.
- Philippeville. Ach- travaux. Avance 1190.
- Pointe-du-Chap- d'un môle abri d'un bassin 742.
- Port-Maria- ration, X, 1541.
- Port-Ver- VIII, 44.
- Roche- liorat, VI, 7.
- Ro- troi- er f

PORTS MARITIMES (suite) :

- Saint-Nazaire. Achèvement des bassins, IX, 1452.
- Saint-Valéry-en-Caux. Travaux d'amélioration, X, 867.
- Toulon. Exécution de trois jetées en maçonnerie, VIII, 433 ; — travaux de mise en communication de la vieille darse et du bassin de la Rode, VIII, 1296.
- Tréport. Travaux d'amélioration, X, 650.
- Trouville. Elargissement du quai de la rive droite de la Touques, IX, 1493.

PORT-EN-BESSIN. Construction d'un bassin intérieur d'échouage, VI, 742.

PORT SEC (expropriation pour l'établissement d'un) à Laubadère (Hautes-Pyrénées), VI, 894.

— A Castres (Tarn), VI, 954.

— (Etablissement d'un) sur le chemin de fer de la Roche-sur-Yon à Bressuire, IX, 474.

PORTIER, ROZÉ et SAUNIER, IX, 387.

POSTES (Union générale des). Décret qui approuve le traité de création, VII, 70.

POT, MAUSS et autres, X, 1295.

POTERLET, VI, 554.

POUCHAIN, VI, 162.

POUDRE (monopole). Insuffisance des approvisionnements, VII, 620.

POUDRE DE MINE. Fixation des prix de vente, VI, 990.

POUDRE DYNAMIQUE, (Voir Dynamite.)

POUDRES ET SALPÊTRES (organisation du corps des ingénieurs des), VII, 472.

POULAIN (dame) et LEPOISSONNIER, VI, 511.

POULENC et BESSIÈRE, VIII, 232.

POULIN, BAILLY et GODEFROY, VI, 435.

POURCHOT, X, 823.

POUYER, VIII, 1203.

PRADELLE, VIII, 72.

PRADÈS, VII, 55.

PRADINES, MANCEL et autres, VII, 844.

PRÉFET des Landes, VI, 673.

PRÉFET de la Haute-Garonne, VII, 916.

PRÉFET de l'Orne, X, 1403.

PRÉFET du département du Pas-de-Calais, X, 966.

PRESCRIPTION. — Action. — Voiturier. — Perte de marchandises. — Réclamation verbale. — Interruption à tort adm. — (Sieur Poterlet.) — Une réclamation purement verbale, restée sans effet de la part du créancier, n'a pas pour effet d'interrompre la prescription de six mois qui, aux termes de l'article 180 du Code de commerce, court au profit du voiturier à partir du jour où le transport aurait dû être effectué (C. de cass.), VI, 554.

PRESTROT, VII, 932.

PREUX, dame Piroux et consorts, VI, 522.

PRÉVILLE, IX, 173.

PRIMET, VIII, 1621.

PRISES D'EAU. — Dommage à une usine. — Indemnité. — Prescription. — Fixation du dommage causé par une autre prise. — Intérêts capitalisés. — Demande nouvelle. — Dommage éventuel : non lieu à réserves. — (Bergeret [héritiers].) — Rejet d'une demande en indemnité pour le dommage qui aurait été causé à une usine par une prise d'eau pratiquée depuis plus de trente ans pour l'alimentation d'un canal, et qui n'a subi aucune aggravation depuis moins de

trente ans. — Appréciation du nombre de paire de meules dont le chômage correspond à la portion de force motrice supprimée (*C. d'Et.*), VII, 1374.

PRIVAT DE CARILME, X, 936.

PROCÉDURE :

— (1) Cassation. — Pourvoi formé au nom d'une compagnie de chemin de fer. — Directeur de l'exploitation. — Recevabilité. — Expropriation pour cause d'utilité publique. — Liste du jury. — Maximum dépassé. — Choix de l'autorité judiciaire. — Nullité. — (Dame veuve Granet.) — Est recevable le pourvoi en cassation formé, au nom d'une compagnie de chemin de fer, par le directeur de l'exploitation, régulièrement substitué aux pouvoirs du directeur général. — Lorsque la liste du jury dressée par le conseil général comprend un nombre de noms supérieur au maximum fixé par la loi, les choix faits par l'autorité judiciaire sur cette liste sont irréguliers. — La nullité qui en résulte, touchant à la constitution des juridictions, est substantielle et d'ordre public, et ne peut être couverte par les actes et le silence des parties devant le jury (*C. de cass.*), VI, 1095.

— (2) Cassation. — Pourvoi recevable. — Acquiescement tacite invoqué. — Fin de non-recevoir inadmissible. — Prescription. — Suspension pendant la durée de la guerre. — Loi du 26 mai 1871. — Délais expirés. — Exception rejetée. — Nullité. — (Sieurs Robert et Bouvet.) — Si l'acquiescement tacite à un jugement peut résulter du paiement, par la partie condamnée,

du montant des condamnations prononcées par ledit jugement, il faut néanmoins : 1° que ce paiement émane de la partie elle-même ou d'un mandataire ayant pouvoir d'acquiescer; 2° qu'il n'ait pas été précédé d'un commandement tendant à saisie-exécution. — En présence de la loi du 26 mai 1871, qui a rétabli le cours des prescriptions suspendues pendant la guerre, les événements de cette guerre n'ont pu suspendre la prescription de six mois, établie par l'article 108 du Code de commerce, au delà du 11 juin 1871; ou, du moins, cette suspension prolongée devrait être justifiée par la constatation de faits particuliers (*C. de cass.*), VI, 557.

— (3) Cassation. — Pourvoi. — Déclaration. — Mandat. — Syndic d'une corporation. — Non-recevabilité. — Voitures. — Arrêté préfectoral. — Tarif. — Obligation de transporter les voyageurs. — Arrêté préfectoral. — Illégalité. — (Sieur Jean Sylva.) — Le pourvoi en cassation formé par un syndic d'une corporation de caléchiers ou loueurs de voitures, tant en son nom personnel qu'au nom des autres membres de la corporation, est non-recevable en ce qui concerne ces derniers. — Est illégal comme pris en dehors des attributions du préfet et en violation du principe de la liberté de l'industrie, l'arrêté préfectoral qui prescrit aux loueurs de voitures de place de transporter les voyageurs à toute réquisition et suivant un prix administrativement réglé dans un certain nombre de communes désignées par l'ar-

PROCÉDURE (suite) :

- rété (*C. de cassation*), VI, 603.
- (4) Cassation. — Requête civile. — Eaux pluviales et ménagères. — Voie publique. — (*Sieur Barilly.*) — On ne saurait prétendre qu'il y a lieu à requête civile et proposer une fin de non-recevoir contre un pourvoi, lorsque l'arrêt n'a pas statué *ultra petita*, mais a seulement fait une appréciation inexacte du caractère légal du droit réclamé. — Le droit d'écoulement d'eau sur la voie publique appartient, aux termes de l'article 681 du Code civil, à chacun, et comprend tant les eaux pluviales tombant des toits que les eaux ménagères, sous les conditions déterminées par les règlements de police. — Ces eaux peuvent s'écouler de la voie publique sur une autre propriété privée, sans qu'il en résulte des rapports de servitude entre les deux propriétaires (*C. de cass.*), VII, 673.
 - (5) Pourvoi. — Fin de non-recevoir. — Réception des dépens. — Acquiescement. — Terrains affectés à des travaux d'utilité publique. — Occupation sans transmission de propriété. — Époque de l'évaluation de l'indemnité. — (*Sieur Regis Cély.*) — La partie qui, ayant obtenu les dépens contre son adversaire, touche personnellement, sans aucune réserve, le montant de ces dépens, doit être réputée acquiescer aux divers chefs de la décision, si ces chefs ont entre eux un lien nécessaire. — Lorsque l'administration en dehors des formes légales de l'expropriation, a occupé des terrains privés et y a

construit des ouvrages d'utilité publique, le propriétaire ne peut réclamer devant les tribunaux judiciaires autre chose qu'une indemnité pécuniaire, et cette indemnité doit être calculée d'après la valeur des terrains non au jour de leur occupation par le domaine et de leur affectation à des travaux publics, mais à l'époque du règlement de l'indemnité qui consomme la transmission de propriété (*C. de cass.*), VII, 663.

- (6) Expertise. — Dommages. Minute d'arrêt incendiée. — Arrêté nouveau. — Caractère préparatoire. — Recours au Conseil d'État non recevable. — (*Sieurs Mahieu et Pauchet contre ville de Paris et sieur Duménil.*) — La décision par laquelle un conseil de préfecture ordonne qu'il sera procédé, sous la réserve expresse de tous les droits des parties, à l'expertise prescrite par un précédent arrêté, dont la minute a été incendiée, mais dont la mention s'est retrouvée sur les registres du greffe, ne peut pas être déferée au Conseil d'État avant qu'il ait été statué, après expertise, sur le fond du litige. — Cette décision, ne préjugant en rien la solution, a un caractère purement préparatoire, VII, 736.
- (7) Expertise. — Entrepreneurs. — Décompte. — Département. — Hôtel de gendarmerie. — Contestation relative aux prix et aux métrages. — Désignation d'un expert unique par le conseil de préfecture. — Parties non appelées à s'entendre pour cette désignation. — Absence

de consentement écrit. — Irrégularité. — (*Sieur Mercier contre le département des Deux-Sèvres.*) — Lorsque dans le cours d'une instance relative au règlement du décompte d'un entrepreneur de travaux publics, une expertise est reconnue nécessaire, — bien qu'aucune loi ne la rende obligatoire, — le conseil de préfecture ne peut pas, sans avoir mis les parties en demeure de désigner elles-mêmes leurs experts ou de s'entendre sur le choix d'un expert unique, et par cela seul que les parties présentes à l'audience n'y font pas d'opposition, nommer d'office cet expert. — (Le conseil de préfecture doit se conformer aux dispositions substantielles, en matière d'expertise, de l'article 305 du Code de procédure civile, et l'on ne saurait opposer au réclamant qu'il a consenti à l'audience à cette désignation, si ce consentement n'a pas été donné dans des conclusions écrites) (*C. d'Ét.*), VII, 1064.

— (8) Contravention. — Recours au Conseil d'État par l'administration. — Délai. — Point de départ. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Weler.*) — Le délai de recours au Conseil d'État contre un arrêté d'un conseil de préfecture, rendu, en matière de contravention, sur les poursuites de l'administration, court, pour elle, du jour de la décision attaquée. Dans ce cas, les parties ne sont pas tenues de notifier l'arrêté à l'administration : l'article 11 du décret du 22 juillet 1806 est inapplicable. Loi du 30 mai 1851, art. 25 (*C. d'Ét.*), VII, 637.

— (9) Contravention. — Chemin de halage. — Pourvoi du ministre dans l'intérêt de la loi. — Délai. — Recevabilité. — (*Sieur Mignonneau.*) — Le ministre n'est recevable à se pourvoir, dans l'intérêt de la loi, contre un arrêté du conseil de préfecture (dans l'espèce, en matière de contravention de grande voirie), qu'autant que cet arrêté n'a pas été attaqué par les parties dans les délais du règlement (*C. d'Ét.*) VII, 1058.

— (10) Questions préjudicielles — Tribunal de simple police. — Docks de Marseille. — Interprétation du cahier des charges. — Dispositions administratives. — Sursis jusqu'à la décision du conseil de préfecture. — Régularité. — Cahier des charges. — Dispositions législatives et réglementaires. — Interprétation. — Compétence des tribunaux ordinaires. — Absence d'exception préjudicielle. — (*Sieurs Reynaud Issert et Dalmas.*) — C'est à l'autorité administrative qu'il appartient d'interpréter les dispositions du cahier des charges d'une concession de docks qui déterminent les rapports du gouvernement et du concessionnaire et qui ont le caractère d'un acte administratif. Par suite, c'est à bon droit que le tribunal de simple police se déclare incompétent pour interpréter une disposition ayant ce caractère. — C'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient d'interpréter les dispositions du cahier des charges d'une compagnie concessionnaire de docks quand elles ont un caractère législatif et réglementaire. — C'est donc

PROCÉDURE (suite) :

à tort que le tribunal de simple police se déclare incompétent pour cette interprétation (*C. de cass.*), VII, 685.

- (11) Travaux publics. — Entrepreneurs. — Construction d'un canal. — Difficultés sur l'exécution de conventions avec l'État concernant l'allocation de subventions et la garantie du paiement des ouvrages. — Compétence du conseil de préfecture. — Double degré de juridiction. — Recours direct au Conseil d'État. — Non recevabilité. — (*Sieur Garnier.*) (*C. d'Ét.*), VII, 1066.

- (12) Rues de Paris. — Trottoir. — Dégradation. — Amende; prescription. — Réparation matérielle; condamnation. — Procédure. — Conseil d'État. — Recours formé par lettre au préfet. — Régularité. — (*Sieur Boulanger.*) — La prescription d'un an établie par l'article 640 du Code d'instruction criminelle est applicable aux amendes pour contravention de grande voirie. Cette prescription ne peut pas être opposée aux amendes en réparation du dommage causé. — Intérêt toujours subsistant de la grande voirie. — En matière de contravention, le recours au Conseil d'État peut être formé par simple réclamation adressée au préfet ou au sous-préfet. — Loi du 21 juin 1865, art. 12 (*C. d'Ét.*), VII, 791.

- (13) Travaux de l'État. — Recours du ministre. — Conclusions prises par le préfet au nom de l'État devant le conseil de préfecture. — Rejet. — Lorsque, sur une instance en indemnité pour dommage intentée par un particulier contre l'État, le préfet a pris au nom de l'État, devant le conseil de préfecture des conclusions tendant à l'allocation d'une certaine somme, le ministre n'est pas fondé à demander au Conseil d'État la réduction de cette indemnité. — Le conseil de préfecture ne pouvait accorder une indemnité inférieure à celle proposée (1^{re} et 2^e espèces). — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Tournier, Délat, Rozet.*) — Mais s'il a conclu devant le conseil de préfecture au partage des frais d'expertise, le Conseil d'État peut, sur le recours du ministre, modifier l'arrêté qui a mis la totalité des frais à la charge de l'État (2^e espèce) (*C. d'Ét.*), VII, 1377.

PRODHOMME, VIII, 231.

PROJETS de loi relatifs aux grands travaux (dossiers à produire à l'appui des) (*Circ.*), X, 744.

PROVENZAL, TASTEL et autres, VII, 814.

PUPIN, VIII, 683.

PUY-DE-DOME (département du), et AUGER, IX, 1041.

PUY00, VI, 244.

Q

- QUAIS.** (1) Construction d'un quai sur le canal de Caen à la mer, VIII, 1030.
- (2) D'un quai d'embarquement au port de Dinard, VIII, 907.
- (3) D'un quai au port de Palm-bœuf, IX, 565.
- (4) D'un quai avec bas-port sur la rivière de Saône, VIII, 402.
- (5) D'un mur de quai à Arques (Pas-de-Calais), X, 887.
- (6) Achèvement de quais à Boulogne, VI, 1255.
- (7) Reconstruction d'un quai au port des Sables, VI, 739.
- (8) Pavage et élargissement des quais de la rive gauche du bassin du port de Rouen, X, 892.
- (9) Élargissement du quai de la rive droite de la Touques au port de Trouville, IX, 1493.
- QUARANTE et CAPESTANG** (communes de), 332.
- QUÉRÉT, VIII, 571.**

R

- RABATTU et SARLIN, VIII, 9, 13, 14.**
- RACINE, VII, 1138.**
- RADÉ de Lorient** (balisage de la), VI, 1297.
- RADIGUET, VII, 1059; IX, 843; X, 811.**
- RAGIS et héritiers Bossu, IX, 1726.**
- RAIGNOUX et consorts, VII, 953.**
- RAILS en acier** (autorisation accordée à la compagnie de l'Ouest d'employer des) du poids de 30 kilog., VI, 918.
- RANÇON. — Dérivation des eaux, VI, 1302.**
- RANDENS et autres et commune d'Aiguebelle, IX, 760.**
- RASKIN, VII, 1158.**
- RAVEAUD, VII, 906.**
- RAVILLE, VIII, 54.**
- RAVILLAT et WERLEIN frères, X, 1245.**
- RAYMOND BABUEL, IX, 1525.**
- RAYNAUD, ISSERT et DALMAS, VII, 685.**
- RÉ (île de). Travaux d'amélioration de cheneaux, VI, 738.**
- REBOUX, BRAY et FANTIN, IX, 1506.**
- RECENSEMENT de la circulation sur les routes, VI, 88, 40.**
- REDON, VIII, 56.**
- REDON DE JACQUEMIN, VIII, 1667.**
- REDON-LIONNET, IX, 1188.**
- RÉGIS CÉLY, VII, 668.**
- RÈGLEMENT d'administration publique sur la délimitation de la zone frontière et la réglementation des travaux mixtes, IX, 651.**
- REGNIER, VIII, 78.**
- RÉGNY (commune de), VIII, 1526.**
- REIMS. Agrandissement de la gare, VII, 1091.**
- REMERY, VIII, 1208.**
- REMIZE, X, 959.**
- RENAN et MORRAU, IX, 765.**
- RENAUD, VI, 364; VIII, 1164.**
- RENNES (ville de), IX, 773.**
- RÉROLLE et BAYET, VII, 884.**

RÉSILIATION. Voir Entrepreneur, décompte.

— (1) Entreprise résiliée. — Indemnités distinctes accordées à l'entrepreneur : 1° pour pertes résultant de la résiliation ; 2° pour privation de bénéfices. — Appréciation des chiffres. — Intérêts et capitalisation. — (*Sieur Foucaux.*) — Frais d'expertise et tierce expertise mis en totalité à la charge de l'administration qui avait refusé toute indemnité pour privation de bénéfice. Partage des dépens faits devant le Conseil d'Etat (*C. d'Et.*), X, 1329.

— (2) Résiliation. — Algérie. — Articles 30, 34, 43 des clauses et conditions générales. — (*Sieurs Champenois et Meuret contre le ministre des travaux publics.*) — Demande d'indemnité et de reprise de matériel pour résiliation et suspension de travaux. Rejet : la résiliation a été prononcée sur la demande des entrepreneurs par application de l'article 30 (travaux exécutés dépassant de plus d'un sixième le montant de l'adjudication); la suspension des travaux, justifiée par l'insuffisance des crédits, rentrait dans les prévisions du devis et n'a pas dépassé les limites prévues; le retard dans les paiements ne pouvait ouvrir un droit à indemnité (*C. d'Et.*), X, 1380.

RESPONSABILITÉ :

— (1) Commune. — Eglise. — Architecte. — Entrepreneur. — Résiliation. — Dépenses non approuvées. — Malfaçons. — Expertise. — Etablissement de décompte. — Frais d'expertise. — Dépens. — (*Sieur Bossan et commune d'E-*

challon contre sieurs Miandre et Montagny.) — Contestation entre une commune, les entrepreneurs et l'architecte, au sujet de la part de responsabilité imputable à chacun dans l'excédant des dépenses, les désordres survenus dans les constructions et les malfaçons. — Détermination, après expertise ordonnée par le Conseil d'Etat, des ouvrages devant rester au compte des entrepreneurs ou de l'architecte, et des dépens et frais que la commune doit supporter (*C. d'Et.*), VI, 383.

— (2) Dégagements. — Eglise. — Architecte et entrepreneur. — Frais d'expertise. — Honoraires d'architecte. — (*Commune de la Nouvelle contre Héritiers Lévy et sieur Cals.*) — Maçonneries des façades intérieures et extérieures. Emploi de pierres se détériorant au contact de l'air et non prises à la carrière indiquée. Choix des pierres mal surveillé par l'architecte. Aggravation par suite des retards dans l'exécution, imputables à la commune qui n'avait pas disponibles les fonds nécessaires. Travaux de réfection. Partage de responsabilité entre l'architecte (un quart), l'entrepreneur (un autre quart) et la commune (la moitié). — Partage des frais d'expertise dans la même proportion. — Décidé que l'architecte a droit à l'intégralité des honoraires stipulés au cahier des charges (*C. d'Et.*), VII, 606.

— (3) Commune. — Entrepreneur et architecte. — Restauration d'église. — Mise en régie. — Malfaçons non constatées. — Absence d'inventaire des matériaux et du

Ciers Lalande contre sieurs Milhau et Alaux. — Lorsqu'un maire a prononcé la mise en régie de travaux communaux (dans l'espèce, travaux de restauration d'église), conformément aux dispositions du cahier des charges de l'entreprise, mais sans avoir fait constater les malfaçons reprochées à l'entrepreneur et sans avoir dressé aucun inventaire des matériaux et du matériel laissés sur les chantiers, il n'y a pas lieu de mettre à la charge de l'entrepreneur un supplément de prix pour des travaux qu'il n'a pu discuter, et pour la réparation des malfaçons prétendues, et la commune doit tenir compte à l'entrepreneur du prix des matériaux qu'elle a utilisés et de la valeur du matériel qu'elle a laissé déperir après en avoir fait usage (*C. d'Ét.*), VI, 467.

- (4) Malfaçons ; vices de plan et d'exécution. — Rivière du jardin de la préfecture à Versailles. — Maçonneries défectueuses ; réparation et revêtement en plomb ; travail différent du travail primitif ; condamnation de l'entrepreneur et de l'architecte aux dépenses de maçonnerie et de son enlèvement sous déduction de la valeur des matériaux. — Expertise : responsabilité méconnue en principe par les architecte et entrepreneur ; frais mis à leur charge. — Procédure : pourvois connexes ; jonction. — (*Sieurs Manuel et Duchêne contre le département de Seine-et-Oise. C. d'Ét.*), VIII, 1500.
- (5) Église. — Malfaçons ; réfections ordonnées ; inexécution ;

architecte. — (*Sieur Humbert contre commune de Courtes et de Vernoux.*) — Décidé que l'entrepreneur et l'architecte d'une église n'ayant pas, malgré une mise en demeure régulière, exécuté les travaux de réfection ordonnés par un précédent arrêté, la résiliation avait été justement prononcée. — Décidé que l'entrepreneur avait droit aux prix des matériaux employés et des travaux susceptibles d'être conservés. Dommages-intérêts prononcés contre l'architecte et l'entrepreneur limités à la restitution des sommes reçues par eux comme à compte ou honoraires (*C. d'Ét.*), VIII, 155.

- (6) Entrepreneur et architecte. — Commune. — Construction de mairie. — Dépenses supplémentaires. — Ouvrages nouveaux demandés par le conseil municipal — Modifications non autorisées et non nécessaires. — Ordres de l'architecte. — (*Commune de Souvigné.*) — Architecte déclaré partiellement responsable de dépenses supplémentaires (résultant de modifications apportées sans nécessité au devis des travaux de construction d'une mairie, modifications non autorisées par le maire, étant d'ailleurs tenu compte dans une certaine mesure des avantages que la commune retire des travaux) ; — l'entrepreneur qui, d'après le cahier des charges, devait se conformer aux ordres de l'architecte, est déclaré non responsable de ces augmentations de dépenses ; — les dépenses résultant de travaux supplémentaires demandés par le conseil

RESPONSABILITÉ (suite) :

municipal sont laissées à la charge de la commune (*C. d'Ét.*), VI, 469.

— (7) Communes. — Entrepreneur et architecte. — Conduite d'eau, rupture. — Dommages intérêts.

— (*Jalla contre commune de Viserny.*) — Entrepreneur déclaré responsable de la rupture d'une conduite d'eau à raison des malfaçons et des imprudences par lui commises : — l'architecte restant subsidiairement responsable (en cas d'insolvabilité de l'entrepreneur) jusqu'à concurrence de moitié des frais de réparation des ouvrages, à raison du défaut de surveillance de l'entrepreneur (*C. d'Ét.*), VI, 513.

— (8) Entrepreneur et architecte. — Commune. — Mur du cimetière.

— (*Sieur Amé contre sieur Viniatier et commune d'Anglards.*)

— Écroulement. — Modifications du plan demandées par le maire.

— Clause du marché donnant la surveillance et la direction des travaux au maire et à l'architecte. — Partage des responsabilités. — Lorsqu'un marché de travaux communaux dispose que tous les travaux auxquels donnera lieu la construction « seront exécutés sous la surveillance et la direction de l'architecte et du maire, et qu'à l'expiration du délai fixé par le traité, il sera procédé par eux à la visite et à la reconnaissance des travaux en présence de l'entrepreneur », — il n'en résulte pas que l'architecte soit déchargé de la responsabilité des malfaçons qu'il aurait pu prévenir par une surveillance plus

active, la disposition dont il s'agit ne fait que reconnaître au maire les droits qui lui sont conférés par l'article 10, § 5, de la loi du 18 juillet 1837 ; — alors même que des modifications auraient été apportées sur la demande du maire au plan primitif, l'architecte n'en est pas moins responsable des vices du plan, s'il a consenti aux modifications demandées et a dressé le nouveau devis qui était nécessaire (*C. d'Ét.*), VI, 537.

— (9) Architecte. — Construction de maison d'école. — Dégénéralisations. — Frais de réfection. — Avance du solde de l'entreprise. — Dommages-intérêts envers la commune. — Etat de frais. — Expertise antérieure à la mise en cause d'une partie ; frais ne pouvant être mis à sa charge. — Expertise annulée ; frais réservés. — (*Sieur Colombier contre commune d'Arzens.*) — Détermination de l'étendue de la responsabilité de l'architecte envers une commune et envers l'entrepreneur, à raison des dégradations survenues à une maison d'école, construite sous sa direction, par suite des vices du plan ; — des dommages-intérêts sont alloués à la commune qui n'a pu employer la maison d'école à l'usage auquel elle était destinée ; mais on ne peut en même temps faire supporter à l'architecte l'état des frais occasionnés à la commune, qui ferait double emploi avec les dommages-intérêts (*C. d'Ét.*, VIII, 648).

— (10) Architecte. — Désordres dans les fondations dus à un vice du plan (*Sieur Barbou contre*

l'hospice d'Orbec et le sieur Gérard.) — Décidé que les désordres graves qui s'étaient produits dans les fondations des bâtiments, étaient exclusivement imputables au vice du plan et à l'emploi d'un système de pilotis en bois, insuffisant à raison de la nature du sol et de l'essence des bois employés. L'architecte est déclaré responsable et condamné à payer une indemnité de 10,000 francs à la commission administrative de l'hospice, qui reste chargée de l'exécution des réparations (*C. d'Ét.*), VIII, 176.

- (11) Architecte. — Imprudence (homicide par). — Voûte. — Ecroulement. — Mort d'homme. — Plan et exécution. — Insolidité présumée et défaut de vigilance. — Constatations souveraines. — Délit personnel. — Architecte ayant cessé d'être employé. — Tiers. — Imprudences ultérieures. — Conclusions de l'architecte contre les tiers. — Vice de construction. — Cause déterminante de l'accident. — Constatations de l'arrêt. — Rejet des conclusions. — Motifs suffisants. — (*Sieur Dominique Petit*). — C'est à bon droit qu'un arrêt met à la charge d'un architecte un délit personnel d'homicide par imprudence, lorsqu'il constate que cet architecte a conçu dans des conditions d'insolidité présumée le plan d'une voûte dont l'écoulement a amené la mort d'un ouvrier, et que ledit architecte a exécuté ce travail sans apporter à sa confection toute la vigilance nécessaire. — Ces constatations sont souveraines, et la responsabilité pénale

qu'elles créent à la charge de l'architecte ne peut être détruite par la simple allégation de faits d'imprudence ultérieurs imputables à des tiers et se plaçant à une époque où le prévenu n'était plus l'architecte du propriétaire, dussent même ces faits engendrer à leur tour la responsabilité de ceux-ci. — Il est suffisamment répondu à des conclusions de l'architecte, tendant à faire rejeter sur les auteurs des dernières imprudences toute la responsabilité de l'accident, par l'arrêt qui, pour rejeter ces conclusions, constate que sans le vice de construction imputable à l'architecte, l'accident n'eût pas eu lieu (*C. de cass.*), VI, 1124.

- (12) Architecte. — Conduites d'eaux. — Travaux conformes aux projets. — Réception définitive. — Travaux supplémentaires autorisés. — Non responsabilité. — Intérêts des intérêts. — (*Sieur Adam contre commune de Darnieulles*). — Lorsque des travaux exécutés conformément à un projet régulièrement approuvé, ont été définitivement reçus, l'architecte qui a dressé le projet et conduit les travaux ne peut pas être déclaré responsable de ce que le résultat prévu (alimentation de fontaines publiques) n'a pas été complètement atteint, si ce fait provient non d'un défaut de surveillance, mais d'une disposition vicieuse des plans, que la commune a adoptés par mesure d'économie. — Inclinaisons variables des pentes, substituées à une inclinaison constante.) — Des travaux supplémentaires ne peu-

RESPONSABILITÉ (suite) :

- vent être mis à la charge de l'architecte qui ne les a exécutés qu'en vertu d'une délibération du conseil municipal approuvée par le préfet (*C. d'Ét.*), VII, 629.
- (13) Rupture d'un barrage d'irrigation. — Chemin de fer. — Crue. — Force majeure. — (*Compagnie d'Orléans contre sieur Chapuis et autres.*) — Décidé que le barrage des requérants avait été détruit par la violence d'une crue, et non par suite des travaux que la compagnie aurait fait exécuter, soit sur le lit du cours d'eau, soit sur le barrage lui-même. En conséquence, le Conseil d'État déclare la compagnie déchargée de toute responsabilité (*C. d'Ét.*), VII, 761.
- (14) Captage d'une source. — Malfaçons. — Reconfec-tion des travaux. — Vices des plans successivement imposés par l'architecte à l'entrepreneur. — Entrepreneur non responsable. — Pourvois connexes; jonction (*Sieur Martin contre commune de Cemboing*), VII, 888.
- (15) Digue. — Destruction causée par des malfaçons et aggravées par des pluies torrentielles et une inondation. — (*Héritiers Mauger contre département du Calvados.*) — Décidé que, si les dégâts occasionnés à la digue exécutée par l'auteur des requérants et non définitivement reçue devaient être attribués, pour la majeure partie, à des malfaçons qu'il avait refusé de réparer, ces causes de destruction avaient été aggravées par des pluies exceptionnelles et une inondation. — L'entrepreneur est déclaré responsable jusqu'à concurrence

des trois quarts (*C. d'Ét.*), VII, 925.

- (16) Distribution d'eaux. — Vices des plans. — Exécution défectueuse et malfaçons. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Membre remplacé. — Droit de siéger jusqu'à installation du successeur. — (*Ville de Nogent-sur-Seine contre sieur Durenne.*) — Le conseiller de préfecture remplacé dans ses fonctions, peut siéger jusqu'à l'installation de son successeur. — L'entrepreneur d'une distribution d'eau n'est pas responsable des défectuosités dans la quantité et la qualité des eaux, lorsqu'elles proviennent de la disposition adoptée dans un but d'économie, sans le fait de l'entrepreneur, et contrairement aux prévisions du projet primitif, et que d'autre part les travaux ne présentent que des malfaçons insignifiantes (*C. d'Ét.*), VIII, 780.
- (17) Construction d'un pont. — Destruction. — Expertise. — (*Sieur David contre préfet de la Haute-Garonne.*) — Expertise préalable ordonnée par le Conseil d'État à l'effet de rechercher si la chute d'un pont a eu pour cause le vice des prescriptions contenues dans le cahier des charges, et, en cas d'affirmative, d'évaluer le préjudice qu'elle a occasionné. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — Dépens réservés (*C. d'Ét.*), VII, 916.
- (18) Architecte. — Fontaines; débit insuffisant; vice du plan. — Indemnité réduite. — (*Héritiers Servas contre sieur Hézard et la commune d'Autrey-les-Cerre.*) — Décidé que l'insuffi-

sance du débit des fontaines de la commune étant exclusivement due à un vice du plan, n'engageait que la responsabilité de l'architecte. — Indemnité fixée d'après les travaux à faire pour fournir un rendement d'eau en rapport avec le débit des sources et les conditions de la pente (*C. d'Ét.*), VIII, 693.

— (19) Communes. — Construction d'un abattoir. — Procédure. Expertise non obligatoire. — Visite des lieux. — Défaut de procès-verbal régulier. — Nullité. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Ville de Louviers.*) — L'expertise demandée n'étant pas obligatoire, le conseil de préfecture pouvait ordonner telle mesure d'instruction qu'il jugeait convenable et notamment la visite des lieux par l'un des membres du conseil. — Mais, en ce cas, le procès-verbal de l'opération devait être rédigé par écrit et communiqué aux parties. — (Il n'a pu être suppléé à cette formalité essentielle par un rapport verbal présenté en chambre du conseil (*C. d'Ét.*), VIII, 108.

— (20) Civile. — Tramway. — Conducteur. — Exécution d'un service. — (*Sieur Raymond Baduel.*) — Le soin d'assurer la circulation de la voiture et de lever les obstacles matériels qui s'y opposent rentrant, aux termes des règlements imposés à ses employés par une compagnie de tramways, dans le service du conducteur de chaque voiture, la compagnie est civilement responsable de l'accident occasionné par l'imprudence d'un conducteur qui a ouvert

la barrière du passage à niveau d'un chemin de fer, sans attendre l'intervention du garde-barrière (*C. de cass.*), IX, 1525.

— (21) Chemins de fer. — Avaries. — (*Sieur Hardy-Lebègue fils.*) — Le voiturier n'est pas responsable de l'avarie des marchandises lorsque l'avarie est antérieure à la remise qui lui a été faite (*C. de cass.*), X, 1391.

— (22) Accident. — Faute commune. — (*Société anonyme des tramways du département du Nord.*) — L'imprudence qu'a pu commettre la victime d'un accident peut bien atténuer, mais ne saurait effacer les conséquences de la faute de celui qui, ayant l'obligation de prévenir cette faute, a négligé les précautions nécessaires (*C. de cass.*), X, 1394.

— (23) Communes. — Etablissement d'une fontaine; modification de système, fonctionnement interrompu. — Faute. — (*Commune de Bailly-Romainvilliers contre sieur Hanriau.*) — Retenue demandée par la commune pour garantie du bon fonctionnement pendant dix ans; réception constatant l'exécution des travaux conformes au marché; non-lieu à accorder cette garantie non stipulée. — Compte; erreur de calcul alléguée, mais non établie; rejet. — Intérêts alloués du jour de la demande pour les seules sommes échues à cette date. — Capitalisation des intérêts dus pour plus d'une année, accordée du jour de la demande. — Décidé que l'entrepreneur ayant exécuté son contrat dans sa

RESPONSABILITÉ (suite) :

partie essentielle conformément aux besoins et aux intentions de la commune, n'était pas responsable des dépenses occasionnées par les travaux de soutènement d'une cabane destinée à abriter les appareils ou par les travaux de réparation; d'une part, la substitution au système Héron d'un système de chaîne à chapelets a été acceptée par la commune qui n'en éprouve pas de préjudice; d'autre part, la commune a pris à sa charge et exécuté la construction de la cabane, dont l'exécution défectueuse a causé les tassements, et de plus, elle a, par son défaut de curage des ruisseaux aboutissant à la fontaine et l'absence de surveillance des appareils, causé des interruptions signalées dans le fonctionnement desdits appareils (*C. d'Et.*), X, 1299.

- (24) Communes. — Hôtel de ville de Poitiers. — Malfaçons. — Retards. — Frais d'expertise. (*Sieur Grelault contre ville de Poitiers.*) — Prétendue mauvaise qualité des plâtres; grief non établi; plâtres conformes au devis; solidité suffisante. — Malfaçons et moins-value des corniches; emploi de plâtre mélangé de pierres; démolition et réfection des ouvrages, conformément aux ordres de service donnés par l'architecte. — Lambourdes devant être scellées à bain de plâtre pur et maintenues par des solives, d'après un ordre de service, que l'entrepreneur devait exécuter, sauf à demander un supplément de prix: simple mur hourdé en plâtre au-dessous de ces lam-

bourdes; démolition et réfection obligatoires; condamnation de l'entrepreneur au paiement de la dépense évaluée, si mieux il n'aime refaire lui-même le travail. — Retard dans l'exécution, imputable tant à la ville qu'à l'entrepreneur. — Pas d'indemnité due. — Frais d'expertise: fixation par le conseil de préfecture, non exagérée. — Répartition de ces frais (*C. d'Et.*), X, 778.

RETENUE de garantie, VII, 622, 749.

REVON, X, 1318.

REY, IX, 51.

REYNAUD, VIII, 72, 680.

REYNAUD, BRUYAS et autres, VIII, 1652.

REYRAN (syndicat des digues du), VII, 895.

RHÔNE :

— Travaux d'amélioration dans les départements de la Drôme et de l'Ardèche, VI, 702; — Construction d'une digue pour l'amélioration du régime du fleuve, VI, 1259; — Construction de ports sur la rive droite, VI, 1356; — Travaux d'amélioration entre Lyon et la mer, VIII, 1443; — IX, 301, 477, 1013, 1022, 1023, 1131, 1465, 1466, 1676; travaux de défense contre les inondations et corrosions, 475; déclassement d'une portion classée parmi les rivières navigables, 1295; délimitation de la mer à l'embouchure du Rhône, 1142.

— (Département du), IX, 882; — Ouverture de deux routes départementales, VI, 775.

RIBOULET, VIII, 975.

RICCI, VIII, 1149.

RICHARD (mineurs), VIII, 1620.

RICHARD, GALLOIS et autres, VIII, 1527.
RICHE frères et **PARENT-PÉCHER**, X, 594.
RICHE (compagnie du gaz), VIII, 1544.
RICQUET DE (veuve), VII, 431.
RIGAUD frères et C^{ie}, X, 1118.
RIGOLE de dérivation de la Meste à l'Arrats, VII, 236.
RIGOLET, VIVIAN et autres, IX, 856.
RIGUET, X, 1405.
RIQUET DE CARAMAN VI, 413.
RIONDEL VI, 1024.
RIOUSSE, VIII, 91.
RIVAGE de la mer. Voir voirie (grande).
RIVE-DE-GIER (ville de), X, 1106.
RIVES et **PARDIAC**, IX, 919.
RIVET, X, 563.
RIVIÈRE et **BLAIRVILLE** (communes de), X, 967.
RIVIÈRE, **HERSENT** et autres, VIII, 803.
RIVIÈRE-NEILX et autres, VIII, 1073.
RIVIERE et C^{ie} des chemins de fer du Midi, IX, 96.
RIVIÈRES. Voir Cours d'eau.
ROAILLAN. Conversion de la halte en station, VI, 704.
ROBELIN, VI, 1021.
ROBERT (Eug.), VII, 929.
ROBERT et **MERLE**, X, 610.
ROBERT et **BOUVET**, VI, 557.
ROCA, VII, 1412.
ROCCASERRA (Noël), VI, 1126.
ROCHE, **MESLANS** et autres usiniers de Meaux, VII, 1404.
ROCHE et **LETELLIER**, IX, 1203.
ROCHE et **DE LAUNAY**, X, 1315.
ROCHEFORT. Restauration et amélioration de la forme du radoub, VI, 779.
RODARIE, VIII, 61.
RODEZ (commune de), VIII, 215.

— (ville de), X, 942.
RODIÈS et **MAILLE**, VIII, 1532.
ROHART, VI, 1070.
RONÉE, **LAFFETAY** et **HUSSON**, VIII, 208.
ROQUES (dame) et **SOUTEYRAN**, X, 580.
ROMANS (fabrique de l'église de), VI, 11.
ROMY, VII, 721.
ROQUER, **JULIAN**, **IMER** frères et autres, VI, 463.
ROQUES (époux), IX, 199.
ROQUES (faillite Minet), VI, 261.
ROSBRAS (bac de). Tarif, VI, 740.
ROUARD, IX, 1185.
ROUBAIX (ville de), IX, 1354.
 — Etablissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux, VII, 84.
 — (canal de). Fixation des droits de navigation intérieure à percevoir, VII, 1009.
 — (canal de). Modification du décret du 21 juillet 1861, IX, 1130.
ROUBIÈRE, VII, 781.
ROUCHAND, VI, 91.
ROUDIÈRES, VIII, 220.
ROUEN (ville de), VI, 246.
 — Avance à l'État d'une somme de 3,000,000 de francs pour l'amélioration du port, VI, 1186.
 — Etablissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux, VII, 423. — Etablissement d'un réseau de voies ferrées, VIII, 416.
ROUEZ-EN-CHAMPAGNE (commune de), VIII, 851.
ROUGIER, **DE PREIGNE** et **HAROUËL**, IX, 1345.
ROULLIÉ et **BOURCIER** VIII, 191.
ROUSILLE (frères), IX, 776.
ROUSSEAU et **ADLER**, VI, 1100.
ROUSSEL, VIII, 1189.
ROUSSET, VIII, 1082; IX, 168.
ROUSSET et autres, IX, 74.

ROUSTEAUX, BOUTIN et BRIÈRE, VI, 1115.

ROUTES. Alignements des traverses, VI, 74.

— (Circulation sur les). Recensement, VI, 38, 40.

ROUTES NATIONALES. Consommation des matériaux d'entretien, VII, 700.

— Qualité des matériaux, VIII, 1222. — Entretien des chaussées d'empierrement, 1224. — Travaux neufs et crédits d'entretien, 1230. — Devis général d'entretien. — Instruction pour l'interprétation de l'art. 27, 1695.

— Modifications apportées à divers tableaux des comptes de tournées d'inspection, X, 98.

1° Construction.

— D'un embranchement annexe de la route nationale n° 21 destiné à faciliter l'accès du sanctuaire de Notre-Dame-de-Lourdes, VI, 1348.

Ouverture d'un crédit pour la réparation des dommages causés aux routes par les intempéries de l'hiver 1878-1879, IX, 1458.

2° Classement.

— Comme prolongement de la route nationale n° 83, de la voie communale dans la traversée de Besançon (Doubs), IX, 478.

— De nouvelles routes nationales en Algérie, IX, 999.

— D'une voie comme annexe de la route nationale, n° 204 (Alpes-Maritimes), IX, 1491.

— Meuse. Affectation d'une parcelle de terrain à la route nationale n° 47, X, 17.

— Hautes-Pyrénées. Substitution de la ville d'Arreau aux droits de l'État dans la construction de la route nationale n° 129, X, 598.

3° Rectification.

— Ain. Des routes nationales n° 92, VI, 1255; n° 79, IX, 302.

— Alpes (Basses-). De la route nationale n° 100, VIII, 498.

— Alpes (Hautes-). De la route nationale n° 94, VII, 216; IX, 473.

— Ardèche. De la route nationale n° 103, VIII, 381.

— Ardennes. De la route nationale n° 77, IX, 469.

— Aude. Des routes nationales n° 119, VII, 1237; n° 117 et 118, VIII, 405.

— Des routes nationales n° 19, de Paris à Bâle, et n° 83, de Lyon à Strasbourg, VI, 1254.

— Cantal. Des routes nationales n° 122, VIII, 332; n° 120, X, 893.

— Corse. De la route nationale n° 197, IX, 479.

— Côtes-d'Or. Des routes nationales n° 6, VI, 1258; n° 77 bis, VII, 863; n° 70, IX, 1462.

— Côtes-du-Nord. De la route nationale n° 167, VII, 870.

— Drôme. De la route nationale n° 92, IX, 472.

— Eure. De la route nationale n° 138, X, 467.

— Finistère. Des routes nationales n° 164 et 169, VI, 1320.

— Garonne (Haute-). De la route nationale n° 20, IX, 1463.

— Ille-et-Vilaine. Des routes nationales n° 155, VI, 1304; n° 137, VI, 1381; n° 12, VIII, 335.

— Indre. De la route nationale n° 143, VIII, 646, 884.

— Jura. De la route nationale n° 1, IX, 1017.

- Loire. De la route nationale n° 88, X, 1172.
- Loire-Inférieure. De la route nationale n° 163, IX, 1460.
- Lot. De la route nationale n° 140, VIII, 358.
- Maine-et-Loire. De la route nationale n° 161, IX, 516.
- Marne (Haute-). Des routes nationales n° 60 et 74, VII, 1235, 1236; IX, 1677.
- Meuse. De la route nationale n° 3, VIII, 381.
- Meurthe-et-Moselle. De la route nationale n° 74, IX, 568.
- Orne. De la route nationale n° 24 bis, VII, 1212.
- Pas-de-Calais. De la route nationale n° 16, VII, 868, VIII, 941.
- Puy-de-Dôme. De la route nationale n° 9, X, 896.
- Pyrénées (Basses-). De la route nationale n° 134, VII, 1094.
- Saône (Haute). De la route nationale n° 67, VIII, 338.
- Saône-et-Loire. De la route nationale n° 18, VII, 290.
- Seine. De la route nationale n° 189, VIII, 1352.
- Var. De la route nationale n° 98, VIII, 1313.
- Vosges. De la route nationale n° 66, VI, 1339.
- Yonne. Des routes nationales n° 85, VIII, 416; n° 65 et 77, IX, 472, 328.
- Promesse de subvention par une ville. — Excédant des dépenses prévues, mise à la charge de l'État : expertise préalable. — (*Ministre des travaux publics contre ville de Montargis.*) — Une ville a soutenu devant le conseil de préfecture que l'engagement pris par elle de supporter, dans les travaux de rectification d'une route nationale,

aux abords et dans la traversée de cette ville, l'excédant de la dépense au delà d'une certaine somme fournie par l'État, ne s'applique qu'aux plans et devis soumis au conseil municipal, et non aux augmentations de dépenses, quelles qu'elles fussent, provenant de modifications ultérieures apportées aux travaux par l'État. — En présence de cette prétention, le conseil de préfecture n'a pas pu, sans attendre le résultat de l'expertise qu'il ordonnait, décider que l'État devait seul supporter l'excédant de la dépense effectuée, et restreindre la mission des experts à la recherche de l'importance des modifications apportées au projet. — L'expertise était nécessaire pour établir même le caractère des travaux exécutés en modification des prévisions du devis. — Annulation de l'arrêté qui avait cru pouvoir mettre *de plano* l'excédant à la charge de l'État sans réserver à celui-ci le droit de discuter, après expertise, le caractère des travaux (*C. d'Ét.*), VIII, 178.

ROUTES DÉPARTEMENTALES :

1^{re} Construction.

- De la nouvelle route départementale n° 26 (Doubs), VIII, 942.
- D'une partie de la route départementale d'Alleverd à Pontcharra (Isère et Savoie), IX, 1468.
- De la route départementale d'Alais à Florac (Gard), X, 1177.
- De la route départementale n° 115 (Loire), VI, 1302.
- Prolongement de la route dé-

ROUTES DÉPARTEMENTALES (suite) :
 départementale n° 23 (Manche),
 X, 53.

- D'un nouvel embranchement de la route départementale de la Mayenne, n° 1, VI, 661.
- De deux routes départementales destinées à relier la vallée de la Tambouze à la gare de Saint-Victor (Rhône), VI, 775.
- De la route départementale n° 7, VIII, 340.
- Des routes départementales n° 75 et 20 (Seine), VI, 1380; X, 892.

2° Rectification.

- Ain. Des routes départementales n° 5, 23 et 12, IX, 1467, 1680, X, 294, 887.
- Alpes (Hautes-). De la route départementale n° 4, VII, 1234.
- Ardèche. Des routes départementales n° 1 et 5, VI, 660, 1340.
- Ariège. Des routes départementales n° 3, VI, 1280; n° 4, VII, 1232.
- Bouches-du-Rhône. De la route départementale n° 20, IX, 473.
- Charente. Des routes départementales n° 10 et 11, IX, 1019 et 1020.
- Côte-d'Or. De la route départementale n° 8, VIII, 339.
- Creuse. De la route départementale n° 5, VI, 1280.
- Doubs. Des routes départementales n° 10, VI, 1306; n° 8, VIII, 941; n° 18, X, 289.
- Drome. Des routes départementales n° 2, VII, 78; n° 14, VIII, 403; n° 1, X, 1461.
- Finistère. Des routes départementales n° 1, VI, 1363, VIII, 942, IX, 1492, 1677; n° 2, VIII, 405.

- Gard. Des routes départementales n° 25, VI, 1305; n° 2, VII, 869; n° 13, VIII, 337; n° 3, IX, 1018.
- Garonne (Haute-). De la route départementale n° 77, VII, 1232.
- Gers. Des routes départementales n° 1, 7, 17, VII, 1095, 217, 238; n° 2 (côtes et courbe de Phéhaut), VIII, 336; n° 19 (côtes de Rouilhac), VIII, 336.
- Hérault. De la route départementale n° 11, VII, 78.
- Isère. De la route départementale n° 7, VIII, 403; n° 6, IX, 1464.
- Jura. De la route départementale, n° 18, X, 466.
- Loire. De la route départementale n° 4, VII, 868.
- Loir-et-Cher. De la route départementale n° 13, X, 1177.
- Lot. De la route départementale n° 13, VI, 659; n° 1 et 4, IX, 474.
- Lot-et-Garonne. De la route départementale n° 2, VI, 1303.
- Lozère. De la route départementale n° 21, VIII, 1271.
- Manche. Des routes départementales n° 23, IX, 1460; n° 3, X, 292.
- Marne (Haute-). De la route départementale n° 2, VII, 869.
- De la route départementale de Chaumont (Oise) à Vernon (Eure), X, 898.
- Mayenne. Des routes départementales n° 3, VI, 1307; n° 2 et 8, X, 295 et 899.
- Meurthe-et-Moselle. Des routes départementales n° 4 et 18, VII, 1095, 1233; n° 11 et 14, IX, 330, 479.
- Meuse. De la route départementale n° 15, VI, 1303.
- Nièvre. De la route départementale n° 8, X, 290.

- Puy-de-Dôme. De la route départementale n° 3, VI, 1256.
 - Pyrénées (Basses-). Des routes départementales n° 16, VI, 1322; n° 2, VII, 77; n° 6, X, 57, 290.
 - Rhône. Des routes départementales n° 4, 13, VII, 1235, 533; n° 9, VIII, 884.
 - Saône (Haute-). De la route départementale n° 18, VI, 1279; IX, 547.
 - Saône-et-Loire. Des routes départementales n° 18, VII, 237; n° 21, IX, 1489; n° 9, X, 293, 465.
 - Seine. Des routes départementales n° 54, VII, 867, VIII, 356; n° 7, IX, 330.
 - Seine-Inférieure. Des routes départementales n° 3 et 21, VI, 782, 1279; n° 22, VIII, 1041.
 - Seine-et-Oise. De la route départementale n° 47, VIII, 334.
 - Tarn. De la route départementale n° 31, VIII, 404.
 - Tarn-et-Garonne. Des routes départementales n° 11 et 20, VI, 758, 782.
 - Vaucluse. De la route départementale n° 3, X, 294.
 - Yonne. Des routes départementales n° 6 et 7, VI, 660, VII, 865; n° 24, VIII, 404.
- ROUTE THERMALE, VIII, 19, 31.
ROUX, IX, 99.
ROUX et autres, VII, 831.
ROUXEL (succession Riquet de Caraman, VI, 418.
ROUXAUD, VIII, 585.
ROUZÉ (dame), IX, 726.
ROY, VII, 724.
ROY et C^{ie}, VI, 540.
ROZÉ, SAUNIER et PORTIER, IX, 387.
ROZET, VII, 1377.
ROZIER et C^{ie}, VII, 1051.
ROZIÈRES (dame de), VIII, 170.
RUEL, DALIPHEARD et autres, IX, 103.
RUES DE PARIS. Modification du règlement d'administration publique du 27 décembre 1858, VII, 539.

S

- SABLES** (les). Restauration de l'écluse des Chasses et reconstruction de quais, VI, 739.
- Établissement d'une grue fixe, VI, 1298.
 - (Amélioration du port des), VII, 866.
- SAHORRE** (rivière de). Établissement d'un canal dérivé, IX, 1012.
- SAINTES**. Construction d'un pont fixe sur la Charente, VI, 661.
- SAINT-BONNET** (chenal de). Déclaration de navigabilité, VI, 1338.
- SAINT-CHAMANT** (reconstruction du pont de), VIII, 332.
- SAINT-CIERS LALANDE** (commune de), VI, 467.
- SAINT-DENIS** (commune de), X, 958.
- SAINT-DIDIER-DE-FORMANS** (commune de), VII, 884.
- SAINT-ÉTIENNE**. Agrandissement de la gare, VI, 1296.
- SAINT-FROMOND** (syndicat de), VIII, 1497.
- SAINT-JORES** (de), VII, 1340; VIII, 1048.
- SAINT-LOUIS DU SÉNÉGAL** (ville de), X, 610.
- SAINT-MALO** (ville de), VI, 1068.

- SAINT-MALO et SAINT-SERVAN** (communes de), VIII, 709.
SAINT-MANDÉ (commune de), VIII, 1518.
SAINT-MARTIN-DU-FRESNE (commune de), X, 599.
SAINT-MARTIN DE BELLEVILLE (commune) et autres, IX, 728.
SAINT-MAURICE (augmentation du tirant d'eau du canal de), VII, 1218.
SAINT-MÉLOIR-DES-ONDES (fabrique de l'église de), VIII, 563.
SAINT-MICHEL (commune de), VI, 377.
SAINT-NAZAIRE AU CROISIC (chemin de fer de). Nouveau délai accordé pour l'exécution de cette ligne, VII, 1023.
SAINT-PAUL-D'ESPIS (commune de), VIII, 17.
SAINT-PÈRE (commune) et autres, IX, 1169.
SAINT-PIERRE LE VIEUX (syndicat de), VI, 499.
SAINT-PIERRE-D'ALBIGNY (commune de), VIII, 28.
SAINT-QUENTIN (agrandissement de la cour des voyageurs de la gare de), VII, 1211.
SAINT-QUENTIN (canal de). Restauration du port Gayant, VII, 68.
SAINT-RAMÉS et CHAMPCLOS, VIII, 846.
SAINT-SERVAN et SAINT-MALO (communes de), VIII, 709.
SAINT-MARIE (commune de), IX, 382.
SAINTEMARIE, VII, 39.
SAINT-JUNIEN (commune de), IX, 854.
SAINT-JUST-SUR-LOIRE (commune de), IX, 162.
SAINT-LEU (commune de), IX, 39.
SALAMAND et LADOUCEUR, IX, 860.
SALEBERT, IX, 882.
SALEIL et autres, IX, 93.
- SALINS DU MIDI** (compagnie des), VI, 239.
SALLABERRY, VI, 571.
SALOMON, X, 346.
SALOMON frères et DÉCHOSAL, VIII, 240.
SAMATAN (commune de), VII, 1378.
SAMAZEUILLE, VI, 580.
SANDOUVILLE (commune de), VIII, 546.
SAONE. Construction d'un barrage éclusé à Lyon, VI, 1257. — Substitution de concessionnaires pour le service du tonnage, VI, 776. — Construction d'un quai avec bas port à Gray, VIII, 402.
SAONE-ET-LOIRE (département de), X, 594.
SARDON et consorts, VI, 93.
SARLAT, VIII, 1578.
SARLIN et RABATTU, VIII, 9, 13, 14.
SARTHE (rivière de). Travaux d'amélioration dans la traversée de la ville du Mans, IX, 1021.
SAUGER (héritiers), VIII, 671.
SAUMUR (ville de), IX, 413.
SAUNIER, PORTIER et ROZÉ, IX, 387.
SAURY, IX, 906.
SAUTEYRAND, IX, 899.
SAUVIGNON, VI, 378.
SAVALLE, IX, 398.
SAVIGNAC, VIII, 173.
SAVIGNY, COUTURIER et autres, VI, 610.
SAVOIE (HAUTE-). Assainissement de bâtiments et de la plaine de Magland, X, 468.
SCARPE inférieure. Rachat de la concession, IX, 1417; droits de navigation à percevoir, IX, 1624. — supérieure (amélioration de la), VI, 217; X, 645.
 — Achèvement des travaux d'amélioration, X, 645.
SCHANENBERG et MEYER, VI, 87.
SCHFOLZ et GOUIRAND, VIII, 205.
SCHNID, IX, 86.

SCHMITTELIN et **HURET**, VIII, 214.
SCHOTSMANS, VII, 826; VIII, 1165
SÉBELIN, IX, 1507.

SÉCLIN A LA DEULE (canal de).
 Droits de navigation intérieure
 à percevoir, VII, 1213.

SÉGUIN et **C^e**, X, 1322.

SEILHAN, X, 1248.

SEILLE (curage de la), IX, 494.

SEINE (département de la), VI, 1070.

SEINE (fleuve de). Travaux d'amélioration entre Paris et Rouen, VIII, 1440.

— Création d'un bas port et d'un quai sur la rive droite et d'un pont dans la traversée de Paris, IX, 477; — travaux d'amélioration entre Marcilly et Montereau, 1002; — travaux de grosses réparations des digues, 1013; — travaux d'amélioration, X, 49.

SEINE-INFÉRIEURE (département de la), VII, 921.

SEINE-ET-MARNE (département de), IX, 154.

SEINE-ET-OISE (département de), VIII, 1500.

SÉNAC, VIII, 181.

SÉNARD, VIII, 1172.

SENNEVILLE (de), VIII, 800.

SÉQUESTRE du chemin de fer de Lagny à Villeneuve-le-Comte et aux carrières de Neufmoutiers, et son prolongement de Villeneuve-le-Comte à Mortcerf, IX, 677.

SÉQUESTRE administratif des chemins de fer (compte intitulé) et ouverture d'un crédit de 5,500,000 fr., VIII, 1425.

SÉRAIL, VIII, 40.

SÉRAINE et **THIENNOT**, VII, 683.

SERRATRICE, VIII, 1578.

SERRES, VI, 252.

SERVAS (héritiers), VIII, 693.

SERVITUDE, VII, 738, 829, 846.

SEVEINES, **GUINOUNET** et autres, VIII, 1516.

SÉVERIN-FROT, IX, 194.

SISTERON (ville de), VIII, 961.

SIBILY et **THOMAS**, VII, 763.

SOCIÉTÉ de dessèchement de la Haute-Deule, VI, 525.

— du **CANAL DE CRILLON** contre syndicat dudit canal, VI, 1028.

— du canal de jonction de la Sambre à l'Oise, VI, 445.

— générale des phosphates, VI, 236.

— amicale de secours des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. Décret approubatif des nouveaux statuts de l'œuvre, VII, 202.

— de l'exposition universelle de Lyon, VII, 624.

— des mines d'Anzin, VII, 681.

— de la Vieille-Montagne, IX, 602.

SOCIÉTÉ ROSSI, **BOURGUIGNON** et **C^e**, IX, 1194.

SOCIÉTÉ anonyme des tramways du département du Nord, X, 1394.

SOGNO, X, 1311.

SOLLIER, X, 1112.

SOL et **BARBE**, VI, 361.

SOMME (préfet de la), IX, 916.

SOUGHAY (veuve), VII, 1056.

SOULIÉ (demoiselle), IX, 206; VIII, 247.

SOULOISE. Dérivation pour l'établissement d'un canal d'arrosement, VI, 1802.

SOUTEYRAN et dame **ROGUES**, X, 580.

SOUVIGNÉ (commune de), VI, 469.

STRAPP et **DEBAX**, IX, 911.

STABLE et **C^e**, VII, 960.

STCHELIN, IX, 600.

SUBVENTIONS des chemins de fer, VIII, 1049.

— (1) Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spécia-

SUBVENTIONS (*suite*):

les. — (*Sieur Guillot.*) — Chemin porté sur le tableau des chemins entretenus à l'état de viabilité: absence de réclamations; état contraire non établi. Expertise déclarée non tardive, quoique n'ayant eu lieu qu'à la fin de 1876, pour des dégradations remontant à 1875, les experts ayant eu des moyens suffisants d'appréciation. — Subvention établie en tenant compte des transports opérés par d'autres industriels et des réparations faites directement par le requérant. — Réclamation sans frais: pas de dépens (*C. d'Ét.*), X, 845.

— (2) Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions spéciales. — Maire d'une commune intéressée, nommé tiers expert; nullité. — Nouvelle expertise impossible: subvention fixée au chiffre que le réclamant reconnaît devoir. — (*Sieur Giraudier Bootz.*) (*C. d'Ét.*), X, 947.

— (3) Communes. — Chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun. — Subventions spéciales. — Arrêté du conseil de préfecture. — Recours des communes. — Point de départ du délai. — (1^{re} espèce *préfet du Pas-de-Calais contre sucrerie centrale de Cambrai*, 2^e espèce *contre sieurs Grard et Cie.*) — Lorsque le préfet, agissant au nom des communes intéressées à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun, se pourvoit au Conseil d'État contre l'arrêté du conseil de préfecture qui a statué sur les

demandes de subventions spéciales, le délai court à son égard du jour même de l'arrêté attaqué (1^{re} et 2^e espèce). — Procédure. — Arrêté ordonnant un supplément d'expertise: caractère préparatoire: non-lieu à statuer sur les frais d'expertise avant la décision du fond (1^{re} et 2^e espèce). — Arrêté posant les bases de l'expertise: recours recevable immédiatement (2^e espèce). — Transport de betteraves à une sucrerie: caractère industriel sans distinguer si le transport est effectué par l'industriel ou le cultivateur dans les limites de la commune de production ou hors du territoire de la commune et sans avoir égard à l'époque des marchés ou à leur forme: appréciation du montant de la subvention (2^e espèce). — Transport des pulpes: non-lieu à subvention (2^e espèce) (*C. d'Ét.*), X, 966.

— (4) Communes. — Chemins vicinaux. — Subventions extraordinaires. — (*Sieur Leclerc d'Osmonville, héritiers Métairie et autres.*) — Procédure. — Conseil de préfecture. — Observations produites sous forme de lettres contenant les motifs du refus de paiement opposé par les industriels à la demande de subvention: caractère contradictoire de l'arrêté rendu dans ces circonstances: opposition non recevable. — Industriel ayant assisté à l'expertise et ayant présenté des observations; décès avant la décision du conseil de préfecture; caractère contradictoire de l'arrêté vis-à-vis des héritiers. — Conseil d'État. — Pourvois contre un même

- arrêté : connexité. — Jonction (*C. d'Ét.*), X, 948.
- (5) Construction de chemin vicinal. — (*Sieurs Rigaud frères et Cie.*) — Subvention promise par un particulier sous la condition que les travaux seraient commencés dans le délai d'un an à partir du jour de la promesse; travaux non entrepris dans le délai : souscription non due. — Décharge (*C. d'Ét.*), X, 1118.
- (6) Communes. — Subventions spéciales. — Transports effectués pour une usine. — Annuité. — Exagération alléguée. — Constatations et mode d'évaluation. — (*Sieur Brunheaut.*) — Rejet du grief tiré de ce que les dégradations afférentes à deux années auraient été évaluées dans une seule expertise : les experts ont procédé séparément pour chacune de ces deux années. — Rejet de l'objection fondée sur ce que les experts n'auraient pas constaté directement les dégradations : les experts ont visité le chemin et ont pu se renseigner soit par eux-mêmes, soit par les documents qui leur ont été fournis, sur l'importance des dégradations; ils ont tenu compte des objets transportés, du nombre et du poids des voitures, du parcours, des saisons et autres circonstances (*C. d'Ét.*), X, 613.
- (7) Communes. — Subventions spéciales. — (*Sieur Adol.*) — Désaccord des experts. — Absence de tierce expertise. — Nullité. — Rapports d'experts ne contenant que des allégations contradictoires et dénuées de preuves sur l'existence ou l'importance des dégradations.
- Long temps écoulé. — Impossibilité de procéder utilement à une expertise nouvelle. — Décharge (*C. d'Ét.*), X, 1306.
- SUCRERIE centrale de Cambrai, X, 966.
- SUISSE OCCIDENTALE (compagnie des chemins de fer de la), VIII, 1063.
- SURIRAY, VI, 1014, VII, 1079.
- SYLVA, VI, 603.
- SYNDICAT. Voir Cours d'eau non navigables.
- de l'Arc et de l'Arvan, X, 819.
- de Cabedan-Neuf, VI, 675.
- du Canal-de-Crillon, VI, 1028.
- de la Grande-Camargue, VI, 239.
- de la Dives, VII, 1416.
- des marais de Beuvry, VIII, 1630.
- des marais de Bois-de-Céné et de Châteauneuf, X, 1371.
- du canal de l'Est. Voir Fonds de concours.
- de l'Emboulas, IX, 66.
- de Saint-Fromond, VIII, 1497.
- de la Haute-Deule et du Flot-de-Wingles, VIII, 1165.
- de la Haute-Seine, X, 1324.
- de l'Isère et de l'Arc, IX, 30.
- de l'izeure, VIII, 590.
- de Moirans, X, 817.
- du canal de Nivolas, VIII, 567.
- de Saint-Pierre-le-Vieux, VI, 499.
- des digues du Reyran, VII, 895.
- de Sablet, IX, 34.
- du canal de la Soulaise, X, 969.
- du canal de Thuir, X, 949.
- de la basse Veyle, X, 80.
- (1) Cours d'eau. — Syndicat d'irrigation. — Constitution irrégulière. — Voies de recours. — (*Sieurs de Vilar, Nicoleau et autres contre le syndicat du canal de Thuir.*) — L'arrêté par

SYNDICAT (suite) :

lequel un préfet constitue une association syndicale d'irrigation sans le consentement unanime des divers propriétaires, qui y sont compris, est entaché d'excès de pouvoirs. — Il en est encore ainsi, alors même que le syndicat aurait aussi pour objet l'exécution des travaux de curage et autres prévus aux n^{os} 1 et 2 de l'art. 1^{er} de la loi du 21 juin 1865. — Le préfet commet également un excès de pouvoirs en imposant aux propriétaires qui refuseraient d'adhérer à l'association, la condition de renoncer à l'arrosage dont ils jouissaient antérieurement en vertu d'anciennes chartes ou de titres. — Voies de recours : le recours spécial par la voie administrative, ouvert par l'article 13 de la loi du 21 juin 1865 contre les arrêtés préfectoraux,

organisant les associations syndicales ne fait pas obstacle au recours direct devant le Conseil d'État pour excès de pouvoirs contre les arrêtés. — Dépens. — Les recours pour excès de pouvoirs ne sont soumis qu'aux frais de timbre et d'enregistrement (*C. d'Ét.*), X, 949.

— (2) Marais. — Ordonnance constitutive d'un syndicat l'obligeant à soumettre tous projets de travaux neufs et autres que ceux d'entretien et de conservation à l'approbation de l'administration supérieure. — (*Syndicat des marais de Bois-de-Céné et de Châteauneuf.*) — Décision du ministre subordonnant son autorisation à certaines conditions jugées par lui nécessaires pour l'écoulement des eaux. — Acte de police administrative : pas de recours contentieux (*C. d'Ét.*), X, 1371.

T

TACCUSSEL, VIII, 561.

TADDEI, X, 567.

TAGNOUC (construction d'un barrage sur le), VII, 234.

TALAIRACH, VIII, 1074.

TALON et autres, VI, 456.

TAMBON, X, 1090.

TARBÉ DES SABLONS (dame), X, 95.

TARBÉ DE VAUXCLAIRS, VI, 612.

TARBES (ville de), VIII, 170.

TABBIF, VI, 1065.

TARENNE, X, 1307.

TARIFS. Voir Bacs, Canaux, Chemins de fer, Ponts à péage.

TARN (rivière). Établissement d'échelles à poissons, X, 49.

TARN-ET-GARONNE (département de), VI, 265.

TASTEL, PROVENÇAL et autres, VII, 814.

TAURION (construction d'un pont à péage sur le), VI, 807.

TAXES. Voir Balayage, Curage, Pavage, Cours d'eau non navigables.

— (1) Réclamation. Instance pendante. Effet suspensif. — Pour-suites postérieures à la récla-

mation. Frais à la charge de la ville. — (*Ville de Paris contre dame veuve Nicard.*) — En matière de taxe de balayage (taxe assimilée aux contributions directes, mais dont le recouvrement ne se divise pas par douzièmes), la ville de Paris peut, malgré le dépôt d'une réclamation au conseil de préfecture, exiger du contribuable le paiement de la taxe à laquelle il est imposé pour l'année. — Mais c'est à ses risques et périls que la ville agit dans ce cas, et dès lors, si le contribuable vient ensuite à obtenir décharge ou réduction de la taxe exigée, c'est la ville qui doit supporter seule les frais de poursuite (*C. d'Ét.*), VII, 1450.

- (2) Ville de Paris. — Taxe exagérée relativement à la valeur de l'immeuble. — Voies sablées et non balayées. — (*Sieur Bertin.*) — Ni la loi du 26 mars 1873, qui a autorisé l'établissement d'une taxe de balayage, ni le tarif établi pour la perception de la taxe et approuvé par décret du 24 décembre 1873, n'ont établi de distinction entre les parties de la voie publique qui sont pavées ou empierrées, et celles qui sont simplement sablées. — (Aux termes de la loi, articles 1^{er}, les taxes doivent être établies sans tenir compte de la valeur des immeubles, mais seulement des nécessités de la circulation, de la salubrité et de la propreté de la voie publique) (*C. d'Ét.*), VIII, 31.

- (3) Application exacte du tarif régulièrement établi pour cinq ans. Loi du 26 avril 1873, art. 1^{er}.

— [*Sieur Jouet (héritiers)*] (*C. d'Ét.*), VIII, 1060.

- (4) Ville de Paris. — Carrefour. — Taxe excédant le montant de la dépense. — (*Sieur Chabrière.*) — Un propriétaire dont la maison forme l'angle de deux voies publiques, est tenu d'acquitter la taxe de balayage à raison de la surface angulaire comprise entre les prolongements des façades de sa maison. — (D'après les anciens usages, le balayage était à sa charge). — Le montant de la taxe étant conforme au tarif régulièrement arrêté et approuvé, le propriétaire n'est pas fondé à en demander réduction sous prétexte qu'il excéderait le montant de la dépense du balayage (*C. d'Ét.*), IX, 391.

- (5) Ville de Paris. — Application exacte du tarif régulièrement établi pour cinq ans. — Absence d'intérêt et de qualité pour contester le mode d'exécution du balayage. — Rejet. — (*Sieur Heuzé.*) (*C. d'Ét.*), IX, 1181.

- (6) Travaux défensifs. — Syndicat des digues de la Camargue. — Salins du midi. — Cessation d'exploitation. — Taxe. — Demande en décharge. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Jour de l'audience. — Avertissement donné. — Observations orales. — Taxes assimilées aux contributions directes. — Intérêts des taxes non payées. — Dépens. — (*Syndicat de la grande Camargue contre compagnie des salins du Midi.*) — Demande en décharge des taxes imposées par un syndicat de travaux de défense contre les inondations (syndicat de la grande Camargue) à une compagnie qui a cessé l'explo-

TAXES (suite) :

tation du salin en raison duquel elle était inscrite sur les rôles de l'association : — Décidé que la compagnie a été déchargée à bon droit des taxes afférentes aux dépenses ordinaires d'entretien, mais qu'elle doit être maintenue au rôle en ce qui concerne la portion des taxes représentant l'amortissement des emprunts contractés à l'origine de l'association et dont elle a profité pendant que le salin était en exploitation. — Aucune disposition de loi ou de règlement n'autorise un syndicat à réclamer d'un des membres de l'association, l'intérêt des taxes par lui dues. Le recours d'un syndicat contre l'arrêté d'un conseil de préfecture qui a accordé décharge à l'un des membres de l'association pouvant être introduit sans frais (art. 3 de la loi du 14 floréal an XI et art. 3 de la loi du 21 avril 1832), il n'y a pas lieu de condamner aux dépens la partie qui succombe. Lorsqu'une partie a été avertie (art. 12, décret, 12 juillet 1865) du jour où son affaire serait appelée à la séance publique du conseil de préfecture, la circonstance qu'elle n'aurait pas été préalablement invitée à faire connaître si elle entend présenter des observations orales (art. 6), ne suffit pas pour entraîner l'annulation de la décision, VI, 239.

- (7) Syndicat de l'Arc et de l'Arvan : taxes. — Réclamation recevable dans les trois mois de la publication du rôle, encore bien qu'elle n'ait pas été produite lors de l'enquête prescrite

par les statuts. — (*Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée (syndicat de l'Arc et de l'Arvan.)*) — Procédure. — Conseil d'État. — Pourvois connexes : jonction. — Double degré de juridiction. Demande en décharge devant le Conseil d'État substituée à une demande en réduction, seule soumise au conseil de préfecture : non-recevabilité. — Travaux d'endiguement contre des rivières. — Propriétaires syndiqués par arrêtés préfectoral, et non par décret, antérieurement à la loi du 21 juin 1865, bien qu'ils ne fussent pas d'accord sur la répartition des dépenses : excès de pouvoirs : syndicat irrégulièrement constitué, décharge des taxes imposées par ce syndicat. — Décret du 25 mars 1852. — Demande en restitution des taxes indûment versées dirigée contre les percepteurs, le préfet ou l'État : non-lieu à statuer actuellement sur cette question ; la demande ne tendait qu'à obtenir décharge ; elle est prononcée contre le syndicat, qui est condamné à rembourser, sauf au réclamant à se pourvoir devant qui de droit en cas de difficulté sur l'exécution (*C. d'Ét.*), X, 819.

- (8) municipales. — Droits de voirie. — Ville de Paris. — Réclamations. — Délai. — Poursuites. — Prescription. — Compétence judiciaire. — (*Sieur Mosnier.*) — Le recouvrement des droits de voirie ayant lieu, à Paris, dans les mêmes formes qu'en matière de contributions directes (décret du 27 octobre 1808), les réclamations doivent être présentées dans le même

délai, et lorsqu'il n'est pas établi que le contribuable ait reçu plus de trois mois avant sa réclamation un avertissement ou une sommation portant à sa connaissance les droits de voirie imposés, la réclamation est recevable.

— Le contribuable ne peut pas, pour se refuser à payer les droits, invoquer la prescription édictée par l'article 640 du Code d'instruction criminelle. — (Les droits de voirie constituent une taxe municipale, et c'est à ce titre qu'ils étaient réclamés, et non à titre de réparation civile de contraventions qu'il aurait commises.) — La confection des états, tenant lieu de rôles, des sommes à recouvrer pour droits de voirie, ne doit pas avoir lieu, à peine de déchéance, dans un délai déterminé. — Mais si le contribuable prouve que les poursuites dirigées contre lui sont tardives, en vertu des articles 149 de la loi du 3 frimaire an VII et 17 de l'arrêté du 16 thermidor an VIII, il peut s'adresser à l'autorité judiciaire pour en demander la nullité (*C. d'Ét.*), VIII, 88.

- (9) De pavage. — Ville de Paris. — Avenue. — Largeur exceptionnelle dans un but d'embellissement. — Limite de l'obligation des riverains. — Largeur normale. — (*Ville de Paris contre sieur Coutet.*) — La ville de Paris a fait ouvrir une avenue d'une largeur de 37^m,80 comprenant, outre la chaussée centrale et les trottoirs, deux contre-allées sablées et plantées d'arbres : les propriétaires riverains ne peuvent pas, en pareil cas, par application des anciens règlements en

vigueur, être imposés à des taxes de pavage calculées d'après la largeur totale de la voie. — (Dans l'espèce, la largeur exceptionnelle donnée à la voie n'a pas eu pour but unique l'intérêt de la circulation, mais l'embellissement de la ville et la création d'une promenade publique; la ville ne justifie pas que la largeur de 20 mètres à laquelle le conseil de préfecture a évalué la largeur normale de la rue, soit insuffisante (*C. d'Ét.*), VI, 462.

- (10) Ville de Paris. — Carrefour. — Avenue nouvelle. — Largeur exceptionnelle. — But d'embellissement. — (*Sieur Geoffroy-Chateau et dame Chauchat.*) — Maison située à l'angle d'une rue ancienne de la ville de Paris et d'une avenue nouvelle dont la largeur a été fixée à 30 mètres, dans un but d'embellissement : — décidé que la ville ne peut, en vertu de l'ancien usage, imposer au propriétaire de la maison le pavage d'une bande de terrain de 3 mètres au delà de l'ancienne rue bordant l'immeuble et qui était déjà pavée sur une largeur de 12 mètres (*C. d'Ét.*), VI, 1004.

- (11) Boulevard nouveau traversant une rue pavée. — Carrefour projeté, mais incomplètement exécuté. — (*Sieur de Biencourt et autres.*) — Une voie nouvelle doit, d'après les projets de l'administration, traverser une rue déjà pavée, et former un carrefour au point d'intersection des deux voies. — Le propriétaire d'un immeuble n'ayant de façade que sur la rue préexistante, n'est pas tenu de contribuer

TAXES (suite) :

soit aux frais des travaux exécutés sur le sol de sa rue soit aux frais de mise en état de viabilité de la voie nouvelle, alors que cette voie inachevée s'arrête à son point de rencontre avec l'ancienne rue, et que, par suite, le carrefour projeté, sur lequel ledit immeuble doit avoir sa façade après l'exécution complète du projet, n'existe pas encore (*C. d'Ét.*), VII, 722.

- (12) Rue Saint-Dominique et boulevard Saint-Germain prolongé. — Carrefour projeté au point de rencontre. — Premiers frais de viabilité. — Immeuble n'ayant sa façade que sur la rue Saint-Dominique déjà pavée. — Décharge. — (*Sieur de Gontaut de Saint-Blancard*) (*C. d'Ét.*), VII, 784.

- (12) Paris, rue élargie d'un seul côté par suite d'alignement. — Participation du riverain opposé. — (*Compagnie des chemins de fer de l'Ouest contre ville de Paris.*) — L'obligation pour les propriétaires riverains des rues de Paris, de supporter les frais de premier pavage chacun en droit soi, à raison de la façade de leurs héritages, s'étend aux élargissements successifs des rues déjà pavées, de quelque côté qu'ils aient lieu (*C. d'Ét.*), VII, 1364.

- (13) Répartition. — Légalité. — Répartition du conseil municipal. — Commandement de payer antérieur à la publication des rôles. — Insuffisance des revenus. — Avenue. — Largeur normale. — But d'embellissement. — Promenade publique. — (*Ville de Paris contre sieurs*

Corpet, Teste et autres.) — Le conseil municipal de Paris a suffisamment autorisé la mise en recouvrement des taxes de premier pavage d'une voie publique (l'avenue Philippe-Auguste), en approuvant le traité passé pour l'ouverture de cette voie, qui contenait une clause d'après laquelle les frais de pavage devaient être mis à la charge des riverains, conformément aux usages et règlements en vigueur, et en inscrivant aux budgets de la ville les taxes à recouvrir pour travaux de premier pavage. — Lorsqu'il existe déjà un tarif général établi par le conseil municipal pour ces taxes et approuvé par décret, c'est à l'administration qu'il appartient de dresser le rôle d'après ledit tarif, sans que le conseil municipal ait à faire une répartition spéciale pour chaque voie nouvelle — Les riverains d'une voie publique ne peuvent pas pour obtenir décharge des taxes de pavage comprises dans un rôle régulièrement approuvé et publié, se prévaloir de ce que le commandement de payer leur aurait été signifié avant la publication du rôle. — Ce fait leur donnait seulement le droit de discuter devant l'autorité compétente la régularité des poursuites exercées contre eux. — La faculté pour une ville (dans l'espèce, pour la ville de Paris), de mettre les frais de pavage à la charge des riverains est, aujourd'hui encore, subordonnée à l'insuffisance des revenus ordinaires de cette ville. — Les revenus ordinaires de la ville de

Paris devaient être considérés comme insuffisants dans le sens de l'avis du Conseil d'Etat du 25 mars 1807, pendant l'année 1867, année dans laquelle les travaux de viabilité dont il s'agissait avaient été exécutés. — Durant cette année, la ville a dû recourir à diverses ressources extraordinaires (second décime sur l'octroi et emprunt). — Lorsqu'une avenue ayant une largeur de 30 mètres, comprenant une chaussée et deux contre-allées plantées d'arbres, n'a pas été établie seulement dans l'intérêt de la circulation, mais aussi dans un but d'embellissement et pour créer une promenade publique, la ville de Paris ne peut pas en vertu des anciens usages, mettre à la charge des riverains des taxes de premier pavage calculées d'après la largeur totale de l'avenue. — Décidé que, dans l'espèce, ces taxes devaient porter sur une largeur de 20 mètres et non de 30, comme le soutenait la ville, ou de 12, comme le demandaient les riverains (*C. d'Ét.*), VII, 801.

- (14) Ville de Paris. — Prescription triennale. — Insuffisance des revenus. — Largeur de la voie à la charge des riverains. — Prix des travaux de premier pavage. — (*Sieur Fournier.*) — Le riverain d'une rue nouvellement pavée à Paris (avenue de de la Reine-Hortense), ne peut opposer à la demande en paiement de sa part contributoire dans les frais de premier pavage, la prescription de trois ans édictée par l'article 149 de la loi du 3 frimaire an VII, en se fondant sur ce que le rôle n'aurait été

émis que plus de trois ans après l'exécution des travaux. — Décidé qu'en 1861 les revenus de la ville de Paris étaient insuffisants pour subvenir aux travaux de premier pavage exécutés dans l'année. — Lorsqu'une largeur exceptionnelle est donnée à une voie publique dans un but d'embellissement et non dans le seul intérêt de la circulation, les riverains ne sont pas tenus des frais de premier pavage dans toute la largeur. — La largeur à la charge des riverains n'était pas à Paris d'après les anciens usages de 12 mètres au maximum. — Largeur de 13 mètres admise dans l'espèce, les contre-allées plantées d'arbres étant déduites de la largeur totale. — Le prix des travaux exécutés étant supérieur au prix réclamé, rejet de la demande tendant à une réduction fondée sur ce que les travaux auraient coûté moins cher que le prix réclamé (*C. d'Ét.*), VII, 912.

- (15) Recouvrement par la ville au profit des entrepreneurs. — Rôles régulièrement émis. — Prescription triennale. Point de départ. — Emission d'un rôle partiel : délai de trois mois : recours postérieur d'un contribuable non compris au rôle : recevabilité. — Largeur de la voie : boulevard Haussmann. Avenue Duquesne. — Jonction. — (1^{re} et 2^e espèce. *Ville de Paris contre sieurs Dreux, Massion et Delatremlais ; et sieur Houdaille.*) — Une ville est fondée à poursuivre le recouvrement de taxes de pavage, alors même que, d'après une convention intervenue avec l'en-

TAXES (*suite*) :

trepreneur de travaux publics chargé de l'ouverture de la voie, la ville doit lui tenir compte des recouvrements par elle effectués, si d'ailleurs ce recouvrement a lieu en vertu d'un rôle régulièrement émis (1^{re} espèce). — Pour faire courir le délai de trois ans, pendant lequel les percepteurs doivent à peine de déchéance, poursuivre le recouvrement de taxes de pavage (L. du 3 frimaire an VII, art. 149), il ne suffit pas que les ingénieurs aient dressé l'état des sommes à mettre à la charge des propriétaires et que la société concessionnaire en ait réclamé le paiement, bien qu'elle fût sans qualité à cet effet. — Le délai ne court qu'à partir de la remise au receveur municipal du rôle arrêté par le préfet (1^{re} espèce). — L'émission d'un rôle partiel ne saurait faire courir le délai de réclamation contre le contribuable qui n'est pas compris dans le rôle (2^e espèce). — Décidé que la largeur de 30 mètres donnée au boulevard Haussmann était justifiée par les besoins de la circulation (1^{re} espèce); qu'au contraire, l'élargissement de l'avenue Duquesne n'avait pour objet que l'embellissement du quartier (2^e espèce); en conséquence, maintien de la taxe dans le premier cas, décharge dans le deuxième (C. d'Et.), VII, 1421.

— (16) Avis du Conseil d'Etat du 25 mars 1807, approuvé par l'Empereur. — Anciens usages. — Insuffisance des revenus ordinaires. — Procédure. — Onze pourvois semblables; jonc-

tion. — (*Ville de Vannes contre sieurs Pilel et autres, dames Cloirec et autres.*) — Une commune ne peut pas se prévaloir d'anciens usages mettant les frais de pavage à la charge des propriétaires riverains, lorsque ses revenus ordinaires ont, pendant l'année où les travaux ont été exécutés et pendant les trois précédentes, présenté un excédant sur les dépenses qu'ils étaient destinés à couvrir. — Il résulte de l'instruction que pendant la période de 1869 à 1872, en tenant compte de l'ensemble de toutes les recettes et de toutes les dépenses, le budget de la ville de Vannes s'est soldé par un excédant de recettes dépassant notablement la somme de 1.536 fr. réclamée aux riverains (C. d'Et.), VII, 1071.

— (17) Ville de Paris. — Insuffisance de revenus. — Voie élargie d'un seul côté. — Obligation du riverain opposé. — Elargissement dans un but d'embellissement. — Intérêt de la circulation. — Procédure. — Décision sur les conclusions subsidiaires à fin de réduction. Affaire en état. — Examen du moyen de forme sans intérêt. — (1^{re} et 2^e espèce. *Ville de Paris contre sieur Guyot-Sionnest et dame veuve Baudran.*) — Les ressources de la ville de Paris étaient au moment de l'ouverture du boulevard Ornano, de 1867 à 1869, insuffisantes pour subvenir aux frais de premier pavage et, dès lors, ces frais devaient être mis à la charge des propriétaires riverains, conformément aux anciens usages. (1^{re} espèce). —

L'obligation du propriétaire riverain s'étend même au cas où la voie publique est élargie du côté opposé à sa propriété, et doit, en conséquence, supporter la moitié des frais du premier pavage de l'élargissement. (1^{re} et 2^e espèces). — Mais si l'élargissement a lieu dans un but d'embellissement, il y a lieu de tenir compte de cette circonstance et de n'imposer la taxe qu'à raison de la largeur que comporte l'intérêt de la circulation. (1^{re} et 2^e espèces) (boulevard Ornano.) (*C. d'Ét.*), VIII, 83.

- (18) Ville de Paris. — Publication du rôle plusieurs années après l'exécution du pavage. — Réclamation. — Délai. — Changement de propriétaire. — Contribuable devenu propriétaire après l'achèvement des travaux. — Décharge. — (*Ville de Paris contre dame Pascal.*) — Le rôle de répartition des frais de premier pavage d'une rue ayant été publié plus de treize ans après les travaux de premier pavage, et, d'autre part, le propriétaire imposé n'étant devenu acquéreur de l'immeuble riverain de la rue, que plusieurs années après l'achèvement de ces travaux, la ville de Paris n'est pas fondée à soutenir que, dans ces circonstances, la publication des rôles puisse faire courir le délai de réclamation. — On doit admettre que le délai ne court que du jour où le réclamant a eu connaissance de son imposition. — Si l'obligation du pavage par les riverains a été transformée en taxe, il ne s'ensuit pas que la ville puisse différer la réclama-

tion de cette taxe et l'imposer à l'un des propriétaires successifs de l'immeuble, non à celui qui était propriétaire lors de l'exécution des travaux. — C'est ce dernier qui doit être imposé. Décharge est accordée au propriétaire porté au rôle qui n'avait acquis l'immeuble que plusieurs années après l'achèvement des travaux de pavage (*C. d'Ét.*), VIII, 100.

- (19) Ville de Paris. — Insuffisance des revenus. — Carrefour. — (*Dame Gros.*) — Les revenus ordinaires de la ville de Paris étant reconnus insuffisants, dans le sens de l'avis du Conseil d'État du 25 mars 1807, au moment où les travaux de viabilité ont été effectués, les frais de pavage doivent être supportés par les riverains. — Il y a lieu de maintenir la taxe établie sur un immeuble qui est reconnu se trouver sur le carrefour formé par une rue élargie et une rue nouvelle, alors qu'il a été tenu compte de ce que la rue élargie avait été anciennement pavée aux frais des riverains, ainsi que des règles relatives à la répartition des frais de pavage des carrefours (*C. d'Ét.*), VIII, 773.
- (20) Ville de Paris. — Trottoirs. — Réclamation sur papier non timbré, reproduite sur timbre après l'expiration du délai de trois mois, mais avant la décision du conseil de préfecture. — Recevabilité (*Ville de Paris contre sieur Maujan*) (*C. d'Ét.*), VIII, 796.
- (21) Réclamation. — Délai de trois mois. — Paiement d'annuités. — Connaissance acquise. — Déchéance. — (*Ville de Paris*

TAXES (*suite*) :

contre sieur Michon.) — Application à une taxe de pavage payable en dix annuités, de la déchéance encourue pour les réclamations présentées plus de trois mois après la publication du rôle ou la connaissance acquise de l'imposition. — Dans l'espèce, à raison de l'incendie de l'Hôtel-de-Ville en 1871, la ville de Paris ne pouvait justifier de la date de la publication du rôle; mais le contribuable reconnaissait avoir eu connaissance de son imposition et en avoir acquitté les premières annuités plusieurs années avant le dépôt de sa réclamation. La taxe était payable dans un délai de dix ans par annuités égales (*C. d'Ét.*), VIII, 819.

- (22) Rôle émis plus d'un an après l'achèvement des travaux. — Prescription triennale. — Insuffisance des revenus. — Recouvrement par la ville au profit des entrepreneurs. — Largeur normale de la voie : intérêt de la circulation : boulevard de la Tour-Maubourg. — (*Dame Truchot.*) — Le riverain d'une rue contre lequel est poursuivi le recouvrement d'une taxe de pavage en vertu d'un rôle émis plus de trois ans après l'exécution des travaux, ne peut pas opposer à la demande la prescription triennale établie par l'article 149 de la loi du 3 frimaire an VII. — Cette prescription ne s'applique qu'au cas où les percepteurs n'ont pas exercé de poursuites dans les trois ans qui ont suivi l'émission du rôle. — Décidé, qu'en 1863, les revenus de la ville de Paris étaient

insuffisants pour subvenir aux dépenses du premier pavage. — La ville a dû recourir à diverses ressources extraordinaires. — Une ville est fondée à poursuivre le recouvrement d'une taxe de pavage, — alors même que, d'après une convention intervenue avec l'entrepreneur chargé de l'ouverture de la voie, la ville doit lui tenir compte des recouvrements par elle effectués, si, d'ailleurs, le recouvrement a eu lieu en vertu d'un rôle régulier (*C. d'Ét.*), VIII, 951.

- (23) Réclamation. — Publication du rôle; délai de trois mois; déchéance. — Qualité pour réclamer. — Propriété indivise entre plusieurs héritiers. — Rôle ne portant que le nom de l'un des cohéritiers. — Recours des autres cohéritiers non recevable. — (*Sieurs Ferlet, Baudoin et autres*) (*C. d'Ét.*), IX, 29.
- (24) Ville de Troyes. — Procédure. — Moyen non produit devant le conseil de préfecture. — Recevabilité. — Anciens usages. — Suffisance des ressources ordinaires. — Décharge. — (*Sieurs Portier, Rozé et Saunier contre ville de Troyes.*) — Les contribuables sont-ils recevables à se prévaloir pour la première fois devant le Conseil d'État de ce que les ressources ordinaires de la ville ne sont pas insuffisantes pour pourvoir aux frais de pavage, et de ce que, par suite, ces frais ne doivent pas être mis à la charge des riverains? — Rés. aff. impl. — (C'est là un moyen nouveau à l'appui de la demande en décharge, et non pas une demande nouvelle.) — La ville n'ayant pas

entendu réclamer l'application des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 juin 1845, mais bien celle de l'article 5, relative au maintien des anciens usages, n'est pas fondée à se prévaloir des anciens usages mettant les frais de pavage à la charge des riverains, s'il résulte de ses budgets et comptes que, déduction faite des dépenses extraordinaires obligatoires auxquelles il est pourvu par des ressources spéciales, les revenus ordinaires ont présenté des excédants sur les dépenses qu'ils sont destinés à couvrir (*C. d'Ét.*), IX, 387.

- (25) Rues de Paris. — Publication du rôle. — Poursuites exercées après plus de trois ans. — Demande en nullité. — Prescription. — Compétence. — (*Sieur de Béarn.*) — Lorsqu'un contribuable, — pour demander la nullité de poursuites dirigées contre lui par voie de commandement, en paiement de taxes de pavage, — se fonde sur ce que le receveur municipal est déchu de toute action, faute d'avoir agi dans le délai de trois ans fixé par l'article 149, L. 3 frimaire an VII, le conseil de préfecture n'est pas compétent pour statuer sur la réclamation. — C'est aux tribunaux compétents pour apprécier la validité des poursuites qu'il appartient de statuer aussi sur l'application de la déchéance (*C. d'Ét.*), IX, 1205.

- (26) Trottoirs. — Pavés. — Communes annexées. — *Ville de Paris contre héritiers Cottin.*) — La loi du 16 juin 1859 a eu pour effet de rendre applicable au territoire des communes annexées à Paris les anciens usa-

ges existants dans cette ville en ce qui concerne le pavage. — Les anciens usages de Paris ne mettent pas à la charge des propriétaires riverains les frais de reconstruction des trottoirs. — Ils ne mettent à leur charge que ceux de premier établissement de pavage (*C. d'Ét.*), X, 1107.

- (27) Réclamation. — Délai. — Publication du rôle. — Connaissance acquise. — (*Ville de Paris contre héritiers Demion.*) — Alors même que la ville ne justifie pas de la publication du rôle rendu exécutoire, la réclamation du propriétaire imposé à une taxe de pavage cesse d'être recevable trois mois après qu'il a eu connaissance de son imposition par avertissement individuel, par commandement, et qu'il a acquitté des annuités. — La publication ultérieure du rôle n'a pas pour effet de relever ce contribuable de la déchéance précédemment encourue (*C. d'Ét.*), X, 1303.

- (28) Trottoirs. — Réclamation. — Délai. — Déchéance. — Pas de dépense en cette matière. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris - Lyon - Méditerranée contre ville de Rive-de-Gier.*) — En matière de taxe de pavage, même lorsque le rôle est émis avant le 1^{er} janvier, les réclamations doivent-elles être formées à peine de nullité, dans les trois mois de sa publication, ou peuvent-elles l'être dans les trois mois, à partir du 1^{er} janvier? — Résolu dans le premier sens (*C. d'Ét.*), X, 1106.

TENUE DES BUREAUX des Ingénieurs.
Modifications dans les formules en usages, VII, 152.

TERUAT, IX, 839.
TESSEIDRE (veuve Peigné), VI, 616.
TESTE, CORPEL et autres, VII, 801.
TÊTU, BRUNOT et BROSSONNEAU, VII, 4037.
THÉBAUT et autres, IX, 89.
THIBON et DUMAYARD, VI, 456.
THIENNOT et SERAINE, VII, 683.
THIERS (ville de), X, 67.
THIOLLIER, VII, 666.
THOMAS et SIBILY, VII, 763.
THOUROTTE. Travaux d'agrandissement du port, VI, 4257.
THOUVENOT (Dame) et BRICE, VI, 376.
TIMOLÉON D'ORTOLI, VI, 256.
TIRON, ESTRINE et autres, VIII, 4510.
TISSIER et CAILLAT, VI, 453.
TLEMEN (commune de), VIII, 4624.
TOCQUAINE et consorts, VII, 4172.
TOLEDANO, IX, 4180.
TOMATIS, IX, 904.
TOINET, VII, 4137.
TONY-BENON, IX, 471.
TOUAGE à vapeur (adjudication d'un service de) sur le canal latéral à l'Oise, VI, 849.
 — à vapeur. — Canal de Caen à la mer. — Substitution de concessionnaires pour l'exploitation, VI, 866.
 — sur chaîne noyée (mise en adjudication d'un service de) sur la Garonne, VI, 917.
 — à vapeur sur chaîne noyée dans le bief de Mauvages (canal de la Marne au Rhin), IX, 488.
 — à vapeur dans le souterrain de Ham, sur la Meuse ardennaise, X, 507.
 — (service de) sur la Saône. — Substitution de concessionnaires, VI, 776.
TOULON (port de). — Exécution de trois jetées en maçonnerie, VIII, 433.

— Mise en communication de la vieille darse et du bassin de la Rode, VIII, 1296.
TOULON (ville de), IX, 1753.
TOULOUSE (ville de), VII, 773; VIII, 181, 592, 1173.
TOURS (ville de). — Etablissement d'un réseau de tramways, VII, 871.
TOURNÉES D'INSPECTION. — Renseignements à fournir sur les ingénieurs, les conducteurs des ponts et chaussées et les gardes-mines en service détaché ou en congé illimité, VII, 4189.
TOURNIER, VII, 1377.
TOURROU (fils), IX, 478.
TOUTAIN, VI, 4041; VIII, 4177.
TRAINS de bois flottés. Voir Approvisionnement de Paris.
TRAMWAYS. — Instructions.
 — Modèle de cahier des charges et formule type de traité, VII, 474.
 — Modification de l'article 15 dudit cahier et des articles 1 et 2 de la formule type de rétrocession, IX, 922. — Emplacement des voies. Ouverture d'une enquête spéciale de *commodo* et *incommodo*, VII, 518. — Instructions relatives aux enquêtes, IX, 242. — Comptes moraux et tournées d'inspection. Renseignements statistiques, VII, 1182.
 — Comptes rendus trimestriels des résultats de l'exploitation, IX, 417. — Loi relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways établis par des départements ou par des communes, X, 870.

Construction de lignes, modifications de tracés, cessions, approbation de traités, etc., dans les villes et départements suivants :

— *Alger*, VI, 867.
 — *Bordeaux*, IX, 1262.

- *Boulogne-sur-Mer*, VIII, 358.
- *Boulogne-sur-Seine*, IX, 547.
- *Calais*, prolongation d'une ligne, IX, 1696; établissement d'une seconde voie, X, 323.
- *Dunkerque*, VI, 1373; approbation du traité, VIII, 373.
- *Eure* (département). Arrondissement des Andelys, VII, 589.
- *Havre*, VI, 1348; VII, 365; prolongement d'une ligne; IX, 1635; X, 1056.
- *Hérault* (département). Entre Montpellier et Castelnau-le-Lez, VIII, 1031; entre Béziers et la plage de Sérignan, IX, 1024.
- *Lille*, VI, 790; VIII, 1283; cession et fusion en une seule entreprise, X, 307.
- *Lyon*, IX, 1599; cession du réseau, X, 421.
- *Marseille*. Cession du réseau, VII, 497.
- *Meurthe-et-Moselle* (département). Cession de la ligne de Bon-Secours au chemin de Gentilly, VII, 495; modification du cahier des charges de ladite ligne, VIII, 1038.
- *Montpellier*, VIII, 386, 1031; approbation de délibérations relatives à la cession de la construction de lignes, X, 1214, 1215.
- *Nantes*, VIII, 993; prolongement d'une ligne, X, 50.
- *Nice*, VI, 1356; VII, 1016; nouveau tracé, X, 155.
- *Nîmes*, IX, 1033.
- *Nord* (département). De Valenciennes à Vicoignes et à Bruay, VIII, 433.
- *Orléans*. Cession de la concession des voies à établir, VIII, 396.
- *Paris*. Etablissement de nouvelles lignes, VIII, 1004; IX,

- 375, 553, 560; prolongements et modifications de lignes, VIII, 638, 1282; X, 12, 298, 423, 724, 1078; approbation du traité d'exploitation de la ligne de l'Etoile à la barrière du Trône, VII, 1392.
- *Pas-de-Calais* (département), VIII, 1297.
- *Reims*, X, 1196.
- *Roubaix*, VII, 84; X, 926.
- *Rouen*, VII, 423; approbation de traité, VIII, 416; cession du réseau, X, 483.
- *Saint-Etienne*. Etablissement de deux lignes, X, 147.
- *Seine* (département). Modification du tracé des lignes de Paris à Villejuif, VII, 66; du Château-d'Eau à Pantin et à Aubervilliers, VII, 1304; de Saint-Germain-des-Prés à Clamart et de Châtillon à Fontenay-aux-Roses, VII, 1321; du cimetière de Saint-Ouen à la Bastille et prolongement de la ligne: du Cours de Vincennes à la rue aux Ours, IX, 1250; de Charenton à la rue de Lyon jusqu'à la Bastille, VIII, 638; du boulevard de la gare d'Ivry, VIII, 1282; raccordement de la ligne de Suresnes à la place de l'Etoile avec celle de Neuilly à Saint-Augustin, VII, 551; approbation du traité passé entre le département et la ville, VI, 880; fixation du prix de transport (Louvres à Vincennes), VI, 919.
- *Seine-et-Oise* (département). Entre Villiers-le-Bel et la station du même nom, VII, 563; cession de ladite ligne, VIII, 1011; IX, 1502. Entre Versailles et Epone, IX, 1564.
- *Sèvres à Versailles*. Substitution de la Compagnie générale

TRAMWAYS (suite) :

des omnibus dans les droits et charges de la concession, X, 734 ; substitution au sieur Gibiat de la Compagnie anonyme pour ladite ligne, VII, 549.

— *Tourcoing*, X, 915.

— *Tours*. Etablissement d'un réseau et approbation du traité de rétrocession, VII, 871 ; approbation d'une délibération relative à la cession des lignes, IX, 681 ; entre Thizy (Rhône) et Saint-Victor (Loire), X, 166.

TRANSPORT MARITIMES. — Mandat.

— Dommages-intérêts. — (*Sieurs Pardiac et Rives*.) — L'expéditeur de marchandises par voie de mer a le droit de donner contre-ordre au transporteur et de changer la destination de la marchandise. — Ce contre-ordre peut être donné par lettre missive (*C. de cass.*), IX, 919.

TRANSPORT. — Voir prescription.

— (1) Marchandises. — Commissionnaires successifs. — Faute imputable au premier. — Responsabilité mise à la charge du second. — Nullité. — (*Sieur Grataloup*.) — Le commissionnaire intermédiaire ne peut être actionné par le destinataire à raison des fautes imputables à un commissionnaire précédent qu'autant qu'il résulte des faits constatés dans la cause qu'il s'est substitué aux obligations de ce commissionnaire, et qu'il a ainsi accepté la responsabilité d'une faute qui n'est pas la sienne (*C. de cass.*), VI, 156.

— (2) Marchandises. — Refus de réception. — Recours de l'expéditeur contre le transporteur. — Expiration des délais de la signification de la protestation

et de la demande en justice. — Nullité. — (*Sieur Rouchand*.) — Le refus par un destinataire de recevoir des marchandises qui lui sont adressées constitue, lorsqu'il est motivé sur l'état de la marchandise, une protestation formelle dans le sens de l'article 435 du Code de commerce, et l'action de l'expéditeur contre le transporteur n'est susceptible de recevoir aucune suite lorsque les délais de l'article 436 du même code sont expirés (*C. de cass.*), VI, 91.

— (3) Voiturier. — Marchandises. — Retard. — Destinataire provisoire. — Réception de la marchandise et paiement des frais de transport sans réserves. — Extinction de l'action. — Connexité. — Demande principale. — Demande en garantie. — Jugement. — Cassation pour le tout — (*Sieurs Bordet et Boston*.) — L'article 105 du Code de commerce ne cesse pas d'être applicable parce que le destinataire indiqué dans la lettre de voiture ne serait qu'un destinataire provisoire, chargé de réexpédier la marchandise. — Lorsqu'il y a connexité entre la demande principale et les demandes en garantie, le jugement rendu sur les diverses demandes doit être cassé à l'égard de toutes les parties, quand bien même il aurait condamné directement le dernier appelé en garantie vis-à-vis du demandeur principal (*C. de cass.*), VI, 276.

— (4) Commissionnaire de transport. — Colla. — Perte. — Action en responsabilité. — Prescription. — Exception péremptoire. — Interruption inadmis-

sible. — (*Sieurs Hummel.*) — La prescription de six mois, édictée par l'article 108 du Code de commerce, forme une exception péremptoire et absolue, qui ne peut être écartée que pour les causes et dans les cas déterminés par la loi. — L'interruption de cette prescription ne saurait résulter de simples inductions, notamment du seul fait que la compagnie aurait connu la perte du colis litigieux et l'aurait vainement recherché VI, 27.

TRANSPORT par eau des marchandises dangereuses, VI, 981.

TRANNNIN-HARBAVILLE, X, 1125.

TRAVAUX de l'Etat (création d'un cadre auxiliaire d'ingénieurs et de chefs de section des). IX, 210.

TRAVAUX mixtes (règlementation des), IX, 651.

TRÈBES. — Agrandissement de la gare, VI, 1383.

TRÈHEN, VII, 726.

TRELAZÉ (commune de). — Dépôt de dynamite, IX, 1250.

TRÉMAUX, VI, 1059; VII, 904.

TRÉPORT à Abancourt (Compagnie du chemin de fer du), VII, 921.

TRIADOU (héritiers), VI, 278.

TROTTOIRS :

— (1) Ville de Paris. — Revers des rues. — Frais de premier établissement. — Anciens usages. — (*Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris.*) — Lorsque la ville de Paris établit des trottoirs sur les revers d'une rue qui n'ont jamais été pavés antérieurement, elle est fondée à réclamer des propriétaires riverains, suivant le tarif établi pour le pavage ordinaire, les frais de mise en état de viabilité des revers bordant leur

immeubles. Les anciens usages en vigueur à Paris s'appliquent aussi bien aux revers de la voie publique qu'à la chaussée centrale. (L'arrêt constate d'ailleurs que la taxe réclamée ne comprenait pas les frais de mise en état de viabilité du revers bordant l'immeuble, sis à l'opposite) (*C. d'Ét.*), VIII, 1188.

— (2) Frais de premier établissement. — Revers du cours à Limoges. — Insuffisance des ressources ordinaires. — (*Sieur Roussel.*) — La loi du 7 juin 1845 ne subordonne pas à l'insuffisance des ressources ordinaires des villes le droit de mettre à la charge des riverains une partie des frais de premier établissement des trottoirs. — L'établissement de trottoirs dans certaines rues de Limoges ayant été régulièrement voté par le conseil municipal et approuvé par le préfet, décidé que des taxes avaient pu être réclamées d'un propriétaire riverain, pour construction de trottoirs le long de son immeuble sur le revers d'un cours. (Bien que le vote et l'approbation remontassent à une époque déjà ancienne, ils n'avaient jamais été suivis d'exécution en ce qui touche ce cours, dont les revers étaient restés en terre, et aucune taxe n'avait encore été demandée aux riverains.) Réserve des droits du requérant quant à la discussion ultérieure du chiffre même de la taxe après qu'il aura été procédé à l'expertise ordonnée par le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), VIII, 1189.

— (3) Arrêté municipal. — Entretien à la charge des riverains.

— Mesure de police municipale.

— Ancien usage reconnu par l'administration. — Livre de règlement de police. — Contravention non administrative. — Compétence judiciaire. — (*Sieur Pascal*). — 1° L'autorité municipale puise dans les lois des 16-24 août 1790, 16-22 juillet 1791 et 18 juillet 1837 le droit de mettre l'entretien des trottoirs à la charge des propriétaires riverains, pour assurer une bonne viabilité. L'arrêté, pris en ce sens en conformité d'un ancien usage reconnu par le préfet et non attaqué, à force de règlement de police. — 2° L'infraction à cet arrêté est une contravention de police et non une contravention administrative (*C. de cass.*), IX, 192.

— (4) Route nationale. — Répartition des frais par le préfet : absence de délibération du conseil municipal. — Excès de pouvoirs. — (*Sieurs Imbert, Héraud et autres*). — Un préfet excède ses pouvoirs, lorsqu'il répartit entre les riverains d'une rue les frais de réfection des trottoirs au moyen d'un rôle dressé par lui, sans que le conseil municipal ait été appelé à en délibérer, il s'agit là de taxes municipales uniquement destinées à pourvoir à l'insuffisance des revenus des villes. — Les riverains ne peuvent pas être tenus aux frais de trottoirs des rues qui sont le prolongement de routes nationales (*C. d'Et.*), IX, 852.

— (5) Colonies. — Sénégal. — Conseil du contentieux. — Communes. — Rues et places. — Trottoir formant terre-plein au-devant

d'une maison. — Droit de le conserver. — (*Sieurs Merle et Robert contre ville de Saint-Louis du Sénégal*). — Le propriétaire d'une maison, à Saint-Louis (Sénégal), demande l'annulation d'une décision par laquelle le conseil d'administration, constitué en conseil du contentieux administratif, a rejeté, sans qu'il ait été procédé à une expertise, sa demande en autorisation de conserver un trottoir formant terre-plein au-devant de l'immeuble; il soutient qu'il a été autorisé à établir ce trottoir afin de prévenir l'ébranlement qui devait résulter de l'abaissement de la voie publique, et que le retrait de cette autorisation, accordée à titre onéreux, doit avoir pour effet de faire revivre à son profit le droit à indemnité.

— Rejet : — le requérant n'invoque aucune convention qui justifie sa prétention : il ne produit même pas l'autorisation alléguée. — D'ailleurs, la simple éventualité d'un dommage devant résulter de travaux dont l'étendue et l'existence même est incertaine, ne saurait, en l'état, ouvrir un droit à indemnité. La réclamation a donc pu être rejetée sans expertise. — Procédure aux colonies. — Sénégal. — Conseil du contentieux administratif. — Recours au Conseil d'État. — Délai. — Application de l'ordonnance du 31 août 1828. — Faut-il appliquer dans la colonie du Sénégal, article 140 de l'arrêté local du 9 août 1842, reproduisant l'article 140 de l'ordonnance du 31 août 1828, aux termes duquel toute déclaration de recours au Conseil d'État

contre une décision du conseil du contentieux administratif, doit, à peine de déchéance, être faite dans les deux mois à compter de cette décision ? — Non résolu expressément par l'arrêt, qui cependant repousse le recours en déclarant qu'il n'est

pas besoin de statuer sur la fin de non-recevoir opposée par la ville (*C. d'Ét.*), X, 610.

TRUCHOT (dame), VIII, 951.
TRUFFAU et **DAGNEAUD**, VIII, 616.
TURCAT, VI, 1061; VII, 1337.
TURNEAU, **CONSTANT** et autres, VIII, 851.

U

URBAINE (C^e l'), VIII, 1593.

| **USINES.** Voir Cours d'eau.

V

VAILLANT, X, 88.

VAISE (gare d'eau de). Établissement d'une gare pour le tirage des bois, VI, 1344.

VALERGUES. Agrandissement de la gare, VI, 787.

VALETTE et **CHAMPEVAL**, VIII, 664.

VALLAU. Irrigation, VI, 792.

VALOGNE vers Barfleur (chemin de fer de), VIII, 886.

VAN GENDT et C^e, X, 1240.

VANNES (ville de), VII, 1071.

VARANGOT, VII, 656; IX, 728; X, 76.

VARIGARD, **BRUNET** et C^e, VIII, 554.

VARROY (sa nomination au poste de ministre des travaux publics), X, 697.

VASSAL, VIII, 589.

VAUQUELIN (dames) et **LEGUEL**, VIII, 954.

VAUSSAN, **BARBIGNAC**, **BOYER** et **LUBOC-LAMOTTE**, IX, 920.

VEIRANE, VIII, 776.

VÉLU-BERTINCOURT à Saint-Quentin, IX, 916.

VENTURI POMPILIO, X, 1247.

| **VERBOIS**, VIII, 828.

VERDOUBLE (canal du), VII, 240.

VERGNORY et **SIBLOT**, IX, 1719.

VERNARÈDE (commune de). Dépôt de dynamite, IX, 1656.

VERNAZOBRES (élargissement et endiguement du lit du) dans la traversée de Saint-Chinian, VIII, 1333.

VERNE contre syndicat de la Basse-Veyle, X, 80.

VERNON (ville de), X, 800.

VERNOUX (commune de), VIII, 155.

VÉRON (veuve), VIII, 1179.

VERSAILLES (ville de) et autres, VII, 937.

VESPIER et **LAINÉ**, VIII, 76.

Vésubie (rivière de la). Établissement d'un canal dérivé, IX, 1397.

VEYRASSAT et autres, VII, 741.

VESSEYRE et **JOUBERT**, VIII, 968.

VEZOUZE (curage et rétablissement du lit de la), IX, 1459.

VIAS. Agrandissement de la station, VI, 1260.

| **VIAUD**, VIII, 207.

VICAT, VI, 1191.

VICHY (établissement thermal de), VII, 218, 1325.

VIDAL, VI, 397, 591.

VIEILLARD (veuve), X, 565.

VIEILLE MONTAGNE (Société de la), IX, 602.

VIENNE (construction d'un pont en maçonnerie sur la), VI, 895 ; (construction d'un pont à péage sur la), VII, 211.

VIENNE (département de la), IX, 585.

VIGÉ, X, 1250.

VILAR, NICOLAU et autres, X, 949.

VILLAIN-MOISNEL et DE MASSONGUE, IX, 735.

VILLAROUX (commune de), VIII, 1526.

VILLECOT DERINCQUESENT, VIII, 5.

VILLEDARY, DUMAS et autres, VIII, 1606.

VILLENAVE et LESCA, VII, 781.

VILLENAVE (frères), VIII, 668.

VILLIERS-LE-BEL. Établissement d'une ligne de tramway, VII, 563.

VILLON, IX, 33.

VINATIER et commune d'Anglards, VI, 537.

VINCENT (dame), VIII, 1046.

VINCENT (entrepôts et magasins généraux de Paris), IX, 763.

VIOLET, VII, 1162.

VISERNY (commune de), VI, 513.

VITALIS, CHABRIÉ et autres, VIII, 1638.

VITTE, PILLET et autres, X, 808.

VIVET et FARNOUX, VII, 651.

VIVIAN (les sieurs), VI, 585.

VIVIAN, RIGOLET et autres, IX, 856.

VOGUÉ, VIII, 1071.

VOIES NAVIGABLES (classement et amélioration des), IX, 1541.

VOIES DE COMMUNICATION. Institution d'un conseil supérieur au

ministère des travaux publics, VIII, 1360.

VOIE PUBLIQUE :

— (1) (Instruments et machines abandonnés sur la). — Échelles. — Cour non close communiquant avec la voie publique. — Corde reliant l'échelle à un échafaudage. — Article 471, 7°, du Code pénal. — Contravention. — Gêne pour les constructeurs. — Excuse illégale. — (*Sieur François Debard.*) — Les échelles, pour la facilité qu'elles peuvent donner aux malfaiteurs de franchir les clôtures, rentrent essentiellement dans la catégorie des instruments ou machines dont l'abandon sur la voie publique est punissable aux termes de l'article 471, 7°, du Code pénal. — Il y a contravention, alors même que l'objet se trouve hors de la voie publique, mais dans un local y communiquant et non clos (par exemple, une cour ouverte). — Il y a également contravention, *lors même* que l'échelle abandonnée aurait été liée à un échafaudage par une corde, facile à dénouer ou couper. — Enfin la gêne imposée aux constructeurs par la nécessité de rentrer chaque soir leurs échelles, gêne que des précautions faciles peuvent d'ailleurs atténuer ou même faire disparaître, est une excuse illégale de la contravention, et ne peut motiver le relâxe (*C. de Cass.*), VIII, 236.

— (2) Nettoyement. — Traité pour l'enlèvement des boues. — Préjudice causé par l'industrie des chiffonniers. — Réstitution. — Indemnité. — (*Ville de Brest contre sieur Mazurié.*)

- L'entrepreneur de l'enlèvement des boues dans une ville prétend avoir droit à la résiliation de son marché et à une indemnité, à raison de ce que l'administration municipale n'aurait pas interdit l'industrie des chiffonniers. — Rejet. — L'existence de cette industrie était connue du réclamant au moment où il a passé son marché; l'administration a d'ailleurs veillé à ce qu'elle se pratiquât dans les conditions déterminées par les règlements de police, et elle a même poursuivi devant le tribunal de police les chiffonniers qui y contrevenaient. — Il n'est pas établi que le traité n'ait pas reçu l'exécution qui était dans les prévisions des parties (*C. d'Ét.*), VIII, 853.
- (3) Embarras. — Cafés. — Autorisation de l'autorité municipale. — (*Sieurs Lulx-Lamotte, Vaussan, Barbignac et Boyer.*) — Les concessions de stationnement ou location de partie de la voie publique faites par l'autorité municipale, en vertu de la loi du 18 juillet 1837, mettent ceux qui les ont obtenues à l'abri de l'article 471, n° 4, du Code pénal. — Ainsi c'est à bon droit qu'un jugement a relaxé des propriétaires de cafés prévenus d'avoir embarrassé la voie publique en plaçant des tables et des chaises sur le trottoir devant leurs établissements, s'il est établi que ce fait a eu lieu conformément à l'autorisation de l'autorité municipale (*C. de cass.*), IX, 920.
- (4) Embarras. — Excuse illégale. — (*Sieur Gilbert Gouzon.*) — La contravention d'embarras de la voie publique constatée à la charge d'un forgeron pour avoir ferré des chevaux sur la rue, devant son domicile, ne peut être excusée par des motifs tirés de l'exiguïté de la forge de l'inculpé, des inconvénients qui résulteraient du ferrage dans l'intérieur de la forge, de l'usage suivi dans les localités voisines et du préjudice que la suppression de cet usage entraînerait pour les loueurs de chevaux du pays (*C. de cass.*), IX, 1528.
- (5) Embarras. — Excuse tirée de la nécessité. — Appréciation souveraine en fait. — (*Sieur Jean Cougny.*) — Il appartient au juge du fait de résoudre souverainement la question de savoir si l'embarras momentané de la voie publique doit être excusé, à raison de la nécessité (*C. de cass.*), IX, 1527.
- (6) Embarras. — Excuse tirée de la nécessité. — (*Sieur Derouen.*) — Il appartient au juge du fait de reconnaître et de déclarer si l'embarras de la voie publique doit être excusé à raison de la nécessité (*C. de cass.*), IX, 1529.
- (7) Excavation. Article 479, n° 11, du Code pénal. — Entrepreneur de travaux publics. — Excuse illégale. — (*Sieur Séverin-Frot.*) — Lorsqu'il est constaté par un procès-verbal régulier que le prévenu a pratiqué sur un chemin vicinal une excavation dangereuse pour la sûreté publique, le juge de simple police ne peut refuser d'appliquer l'article 479, n° 11, du Code pénal, en admettant d'office un moyen de justification non présenté par le prévenu et tiré de

VOIE PUBLIQUE (*suite*) :

ce que ce dernier, en qualité d'entrepreneur de travaux publics, était autorisé à faire les ouvrages incriminés (*C. de cass.*), IX, 194.

VOIRIE. Voir Alignements, Canal, Cours d'eau, Ports de mer, Chemin de fer.

VOIRIE :

I. — ROUTES ET RUES.

— (1) Travaux joignant la voie publique. — Absence d'empiétement. — Refus d'ordonner la démolition. — Juste application de la loi. (*Sieur Lafosse.*) — Le juge de simple police, en prononçant la peine de l'amende à raison de constructions faites sans autorisation joignant la voie publique, refuse à bon droit d'ordonner la démolition, lorsqu'il n'est pas allégué qu'il est fait un empiétement sur la largeur légale du chemin (*C. de cass.*), VI, 37.

— (2) Rues de Paris. — Plan d'alignement modifié. — Réclamation d'un riverain. — Conseil municipal non appelé à en délibérer. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur De Grandmaison.*) — Le décret qui approuve un plan d'alignement est un acte de pure administration non susceptible de recours par la voie contentieuse si ce n'est pour violation ou inobservation des formalités prescrites par la loi. — Bien qu'aux termes de l'article 4, § 2, de l'ordonnance du 23 août 1835, le conseil municipal doive être appelé à délibérer sur les déclarations contraires à l'adoption d'un projet

d'alignement consignées sur le registre de l'enquête qui est ouverte sur ce projet, les protestations et réserves qui seraient notifiées au préfet, n'étant pas des réclamations à l'enquête, ne doivent pas être nécessairement soumises au conseil municipal (*C. d'Et.*), VI, 460.

— (3) Travaux le long de la voie publique. — Absence de plan d'alignement. — Autorisation néanmoins nécessaire. — Travaux non autorisés. — Ouvriers et entrepreneurs. — Condamnation. — Propriétaire. — Responsabilité distincte. — Excuse illégale. — (*Sieur Vidal.*) — La nécessité d'une autorisation pour tout travail à faire le long de la voie publique est absolue. Elle existe même quand il n'y a point de plan d'alignement. — La responsabilité pénale des ouvriers et entrepreneurs en cette matière n'exclut pas celle du propriétaire (*C. de cass.*), VI, 591.

— (4) Travaux faits sans autorisation. — Démolition. — Plan d'alignement. — Approbation du préfet. — (*Jean-Evangéliste Alexandre Lecarpentier.*) — En matière de petite voirie, c'est à bon droit que le juge refuse d'ordonner la démolition des travaux faits sans autorisation, lorsqu'il n'existait pas, au moment où la contravention a été commise, de plan d'alignement approuvé par le préfet (*C. de cass.*), VI, 602.

— (5) Alignements. — Mur construit sans autorisation et sur une partie du sol dépendant de la voie publique. — Simple police. — Exception de propriété. — Titres applicables à un autre

- terrain. — Décision par le juge de police. — Pas de sursis pour décision par la juridiction civile. — *Légalité.* — (*Dame Tesseidre, veuve Peigné.*) — En matière d'infraction aux règlements sur l'alignement (construction d'un mur sur une ruelle sans avoir au préalable pris l'alignement, et sur une partie du sol de cette ruelle dépendant de la voie publique), le juge de police a le droit, lorsqu'une exception de propriété est opposée, d'examiner les titres produits, et de décider, en fait, qu'ils s'appliquent à un terrain autre que le terrain litigieux. Il n'est pas obligé de surseoir pour la décision de cette question par la juridiction civile (*C. de cass.*), VI, 616.
- (6) Alignement. — Travaux non autorisés. — Amende. — Plan d'alignement non approuvé. — Pas lieu à démolition. — Cassation. — Simple police. — Voirie. — Alignement. — Démolition refusée à bon droit. — Pourvoi. — Rejet. — Motifs du jugement. — Pas lieu à examen. — (*Veuve Bouffaré.*) — En matière d'alignement la démolition des travaux faits sans autorisation ne doit être ordonnée que lorsqu'ils ont été exécutés sur un terrain soumis au reculement par un plan d'alignement régulièrement approuvé. — La Cour de cassation, en rejetant le pourvoi contre la décision du juge de police qui, dans ces conditions a refusé d'ordonner la démolition, n'a pas à examiner les motifs par lesquels le juge déclare avoir été déterminé (*C. de cass.*), VI, 1123.
- (7) Constructions faites sans autorisation. — Plan d'alignement suivi. — Amende prononcée. — Démolition non ordonnée. — (*Sieur Bailly.*) — La démolition des travaux faits sans autorisation le long de la voie publique ne doit être ordonnée qu'autant qu'ils ont été exécutés en dehors de l'alignement fixé par un plan régulier, VII, 690.
- (8) Rues de Paris. — Alignement. — Interdiction de construire et de louer. — Arrêté préfectoral rapporté. — Non lieu à statuer sur le recours — (*Sieur Pécourt.*) (*C. d'Et.*), VII, 928.
- (9) Constructions joignant la voie publique. — Défaut d'autorisation. — Refus d'ordonner la démolition. — Absence de plan d'alignement. — (*Sieurs Louis Gazalot, Dominique Daube et Jacques Dulout.*) — Le juge de simple police, en prononçant une amende contre les individus inculpés d'avoir, sans avoir obtenu l'autorisation par écrit du maire, reconstruit sur les anciens fondements un mur joignant la voie publique, refuse à bon droit d'ordonner la démolition des travaux lorsqu'il n'existe aucun plan d'alignement général ou partiel. — Il n'y a pas même lieu de prononcer un sursis jusqu'à décision de l'autorité administrative, lorsqu'il n'a pas été allégué et qu'il ne ressort d'aucune pièce du procès qu'il y ait lieu, du fait des prévenus, usurpation sur la voie publique (*C. de cass.*), VIII, 237.
- (10) Alignement. — Permission

VOIRIE (*suite*) :

donnée par le maire. — Contravention. — Démolition. — Plan d'alignement. — Projet de modification. — (*Sieur Forner.*) — Le propriétaire qui construit le long d'une route nationale, sans avoir demandé l'alignement au préfet, commet une contravention et doit être condamné à l'amende, alors même qu'il aurait sollicité et obtenu du maire qu'il croyait compétent l'autorisation de construire. — La démolition a été à tort ordonnée si la construction n'est pas en saillie sur l'alignement résultant du plan en vigueur, alors même qu'il existerait un projet de modification de ce plan. (*C. d'Et.*), VIII, 1641.

- (11) Communes. — Dommage. — Alignement et nivellement donnés. — Modifications. — Constructions. — Traité entre propriétaire et constructeur. — Résiliation judiciairement prononcée. — Conséquences à la charge de la ville de Marseille. — Sommes remboursées. — Intérêts. — (*Sieurs Mayhon, Baptiste et C^e contre la ville de Marseille.*) — Appréciation des indemnités dues par la ville à des propriétaires à raison des dommages résultant pour eux de la résiliation d'un traité passé avec un entrepreneur pour la construction de diverses maisons, résiliation occasionnée par les changements que la ville a apportés aux nivellements déjà donnés. — Double droit d'enregistrement du traité, payé par les propriétaires qui avaient omis de faire enregistrer dans les délais prescrits. La ville ne

doit leur rembourser que le droit simple. — Honoraires payés aux architectes pour les plans et devis qui restent utilisables moyennant certaines modifications. La ville ne doit rembourser que le supplément de dépense nécessité par ces modifications. — Indemnité due : 1^o pour dépréciation des menuiseries préparées pour les constructions ; 2^o pour privation de revenus pendant une année ; 3^o pour différence entre le prix d'achat et le prix de la cession de terrains par les propriétaires à l'entrepreneur, terrains dépréciés par le fait de la résiliation. — Décidé que les sommes déboursées par les propriétaires pour droits de voirie, droit simple d'enregistrement, honoraires d'architecte, frais d'instance en résiliation, frais d'expertise et de procédure, et que la ville est condamnée à leur rembourser, doivent produire des intérêts du jour où ils justifieront en avoir effectué le paiement ; ils ont été privés de la jouissance de ces sommes à partir de ce jour. — Intérêts des autres sommes allouées du jour de la demande (*C. d'Et.*), X, 83.

- (12) Communes. — Voie publique. — Alignement. — Limites actuelles. — Parcelle limitrophe. — Propriété contestée. — Refus d'alignement. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Taddei.*) — Un maire n'a pas pu, conformément, d'ailleurs, aux instructions du ministre de l'intérieur, rapporter un arrêté d'alignement précédemment délivré par lui, en se fondant sur

ce qu'une parcelle dépendant de la place publique de la commune en aurait été distraite par l'effet de cet alignement. — En fait, l'allégation de la commune ne paraissait pas établie par l'instruction: la parcelle litigieuse était désignée au cadastre comme propriété privée et comme telle imposée à la contribution foncière. — L'alignement devait donc être donné sur la ligne séparative de cette parcelle et de la voie publique, sans qu'il y eût lieu de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la question de propriété, que la commune était toujours libre de porter devant l'autorité judiciaire, malgré l'arrêté d'alignement ainsi délivré (*C. d'Ét.*), X, 567.

- (13) Rues de Paris. — Travaux confortatifs. — Contravention. — Démolition ordonnée. — (*Sieur Radiguet.*) — Décidé que l'adjonction d'un dossier en pierre dure de 0^m,30 de largeur à une pile de porte cochère constituait un travail confortatif. — (Le conseil de préfecture avait renvoyé le contrevenant des fins du procès-verbal en s'appuyant sur le résultat de l'expertise. Le Conseil d'Etat adopte l'avis contraire du conseil général des bâtiments civils.) (*C. d'Ét.*), VII, 1059.

- (14) Rues de Paris. — Alignement. — Mur en façade. — Construction d'un dossier en pierre à côté de la pile de la porte cochère. — Vide existant entre ce dossier et le sommet du poitrail. — Ensemble non consolidé. — Travail non confortatif. — Non lieu d'ordonner

la démolition. — (*Sieur Radiguet.*) Contravention. — Recours au Conseil d'Etat. — Qualité. — Ministre de l'Intérieur ou préfet de la Seine. — Procédure. — Conseil d'Etat. — Arrêt par défaut. — Opposition dans le délai de deux mois. — Recevabilité. — Décret du 2 novembre 1864. — Arrêté rapporté après instruction nouvelle et visite des lieux par le maître des requêtes, rapporteur, en vertu d'une ordonnance du président de la section du contentieux. — En matière de contravention de grande voirie (rues de Paris), c'est le ministre de l'Intérieur qui a qualité pour se pourvoir et représenter l'administration devant le Conseil d'Etat. — Le préfet de la Seine a seulement le droit de poursuivre la répression de ces contraventions devant le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), X, 811.

- (15) Contravention. — Rues de Paris. — Mur de face sujet à reculement. — Travaux confortatifs exécutés au lieu d'un simple ravalement autorisé. — Amende et démolition. — (*Sieurs Dodé et Burdy.*) (*C. d'Ét.*), VIII, 186.

- (16) Route nationale. — Alignement. — Constructions différentes de celles autorisées, et faisant saillie. — Condamnation du propriétaire et de l'entrepreneur chacun à une amende distincte et à la démolition. — (*Sieurs Fontaine et Cassier.*) (*C. d'Ét.*), X, 935.

- (17) Maison en saillie sur une route nationale. — Réparations. — Autorisation. — Contravention. — Amende. — Démolition.

VOIRIE (*suite*) :

— Entrepreneur. — (*Ministre des travaux publics contre demoiselle Le Maigre.*) — Le fait d'avoir, sans autorisation, fait resceller dans le mur de refend nouvellement construit — d'une maison en saillie sur une route nationale — l'extrémité libre d'un ancien tendeur en fer qui avait toujours relié la façade de la maison sujette à reculement à l'ancien mur de refend, ne constitue pas un travail confortatif dont la démolition doit être ordonnée. — Il y a lieu seulement à la condamnation à l'amende pour l'exécution du travail non autorisé. — Le Conseil d'Etat ne peut pas condamner à l'amende l'entrepreneur de travaux exécutés sans autorisation, alors que le procès-verbal de contravention ne relève pas ce grief contre lui et qu'un autre chef de contravention à lui personnellement imputé (la pose d'étais sur la voie publique sans autorisation) a été abandonné devant le conseil de préfecture par l'administration (*C. d'Et.*), X, 573.

— (18) Travaux confortatifs. — Révocation d'autorisation. — Suppression des travaux exécutés. — (*Demoiselle Mariette Soulié.*) — Est obligatoire, comme constituant un retour à la légalité, l'arrêté municipal qui révoque une autorisation, précédemment accordée à un propriétaire, d'exécuter des travaux confortatifs sur la façade d'un bâtiment sujet à retranchement suivant le plan général d'alignement. — Le refus d'obéir à la disposition de cet arrêté pres-

crivant de démolir les travaux déjà exécutés en vertu de l'autorisation révoquée doit être réprimé par application de l'article 474 du Code pénal (*C. de cass.*), VIII, 247.

— (19) Chose jugée. — Travaux confortatifs. — Premier jugement. — Absence de faits nouveaux. — Suppression de travaux. — Demande accessoire. — Action principale non recevable. (*Sieur Firmin Acary.*) — 1° Lorsque, par un jugement devenu définitif, le tribunal de simple police a condamné à une amende l'auteur de travaux confortatifs faits sans autorisation et refusé d'ordonner, en l'absence de tout plan régulier d'alignement, la démolition des travaux, l'autorité de la chose jugée s'oppose à ce que le même individu soit poursuivi une seconde fois, tant en vue de l'application des travaux, s'il n'a été constaté aucun fait nouveau indûment accompli depuis la rédaction du premier procès-verbal. — 2° La démolition des travaux irrégulièrement accomplis ne peut être poursuivie devant le juge de simple police, qu'accessoirement à une contravention et non par voie d'action principale (*C. de cass.*), VIII, 254.

— (20) Contravention. — Immeuble sujet à reculement. — Travaux confortatifs. — Procédure. — Notification sans réserves et recours par la même partie. — Recevabilité. — Pas de dépens. — (*Ministre de l'intérieur contre sieur Leroy.*) — Le ministre de l'intérieur n'est pas recevable à attaquer devant

le Conseil d'État un arrêté que l'administration a fait notifier à la partie, sans aucune réserve. — Décidé, en effet, que la démolition des travaux ne devait pas être ordonnée, le procès-verbal d'examen des lieux par le conseiller de préfecture délégué à cet effet établissant que lesdits travaux n'étaient pas confortatifs. — Les recours en matière de grande voirie étant jugés sans frais, il n'y a lieu d'allouer de dépens (*C. d'Ét.*), VIII, 791.

- (21) Sursis jusqu'après décision de l'autorité administrative. — Travaux non autorisés. — Autorisation au cours de l'instance. — Amende. — Démolition. — Travaux confortatifs. — Compétence de l'autorité administrative. — (*Demoiselle Soulié.*) — Le jugement par lequel un tribunal surseoit à statuer jusqu'après décision par l'autorité administrative, sur le caractère confortatif des travaux qui font l'objet de la prévention, est un jugement interlocutoire, et le pourvoi en cassation doit être formé dans le délai ordinaire sans attendre le jugement du fond. — 1° Le refus d'obtempérer à un arrêté municipal interdisant les travaux précédemment autorisés sur la façade d'une maison sujette à reculement et ordonnant de démolir les travaux déjà exécutés doit donner lieu à l'application de l'amende, alors même qu'au cours de l'instance d'appel lesdits ouvrages ont été autorisés par un nouvel arrêté. — Mais il n'y a lieu en pareil cas d'ordonner la démolition de l'œuvre, l'autori-

sation administrative intervenue avant le jugement établissant que les travaux incriminés ne causent à la voirie aucun préjudice. — 2° En matière de voirie urbaine, il appartient au maire de permettre ou d'interdire les travaux à faire aux façades sujettes à reculement, selon qu'il les juge confortatifs ou non confortatifs. Le juge de police ne peut, sans excès de pouvoirs, contrôler le mérite de cette décision, et apprécier si les travaux ont ou n'ont pas réellement un caractère confortatif (*C. de cass.*), IX, 206.

- (22) Route nationale. — Aqueduc bouché. — Contravention. — (*Dame veuve Denobili.*) — Confirmation d'un arrêté de conseil de préfecture qui a condamné un propriétaire à 25 fr. d'amende et aux frais du procès-verbal, pour avoir bouché l'ouverture d'un aqueduc placé sous une route nationale par une accumulation de fumiers (*C. d'Ét.*), VIII, 663.

- (23) Domaine public. — Routes nationales. — Autorisation d'y établir une canalisation souterraine pour le gaz. — Redevances réclamées. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Dehaynin.*) — L'autorisation, accordée à un particulier par le ministre des travaux publics, d'établir sous le sol de diverses routes nationales des tuyaux ou conduits, ne peut pas n'être ensuite maintenue par le préfet agissant en vertu d'instruction du ministre des finances, que sous la condition que le permissionnaire payerait à l'État une redevance annuelle par mètre courant de

VOIRIE (suite) :

- conduits. — Si le préfet avait le droit, dans l'intérêt de la conservation et de la police du domaine public, de retirer l'autorisation précédemment donnée d'occuper une partie de ce domaine, il ne pouvait, sans excès de pouvoirs, user de ce droit dans l'intérêt financier de l'Etat, pour exiger une redevance dont on contestait la légalité. — Le ministre des finances peut bien réclamer cette redevance, s'il s'y croit fondé, et en poursuivre le recouvrement par les voies de droit, mais sauf au redevable à en contester la légalité devant l'autorité judiciaire (*C. d'Ét.*), IX, 1514.
- (24) Route nationale. — Chemin de fer. — Déviation d'une route. — Parcelles déclassées et vendues. — Attribution du prix à l'Etat. — Procédure. — Arrêté par défaut. — Lettre ministérielle. — Opposition. — Dépens. — (*Ministre des finances contre la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée.*) — La lettre par laquelle un ministre, sans produire de défense, se borne à faire connaître au président du conseil de préfecture son intention de faire défaut, ne saurait avoir pour résultat de donner à la décision le caractère contradictoire: par suite est déclarée recevable l'opposition formée par le ministre. — Le prix de vente de terrains provenant du déclassement d'une route nationale déviée par l'établissement d'une voie ferrée doit être attribué à l'Etat. — Les terrains n'auraient pas été compris, au

moment de l'approbation des travaux, parmi les dépendances du chemin de fer, et aucune disposition du cahier des charges n'attribuait à la compagnie concessionnaire les parcelles déclassées des routes. — Il ne peut pas être alloué des dépens à l'Etat dans les instances devant le Conseil d'Etat. — L'Etat n'a pas de frais à exposer devant cette juridiction (*C. d'Ét.*), VIII, 805.

- (25) Rue servant de traverse à une route nationale. — Contravention. — Compétence. — (*Sieur Ferdinand Astié contre dame Dieulafoy.*) — Les rues qui servent de traverse aux routes nationales sont soumises aux règlements pris par l'autorité municipale dans l'intérêt de la sécurité publique et de la sûreté du passage dans les rues. En conséquence, les tribunaux de police sont compétents, à l'exclusion des conseils de préfecture, pour réprimer les contraventions à ces règlements, IX, 1531.
- (26) Route nationale. — Dépôt de matériaux. — Propriétaire et entrepreneur. — Responsabilité du propriétaire. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Valette et Champeval.*) — La répression d'une contravention de grande voirie, consistant à avoir étendu, hors des limites tracées par l'acte d'autorisation, un dépôt de matériaux de construction sur l'un des côtés d'une route nationale, peut être poursuivie directement contre le propriétaire de la maison, alors même que le dépôt indûment effectué serait imputable exclusivement

- à l'entrepreneur (*C. d'Ét.*), VIII, 664.
- (27) Grande voirie. — Occupation de terrain. — Désaccord des experts sur l'évaluation de l'indemnité. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — Agent voyer désigné à tort par le conseil de préfecture; absence de réclamation des parties; moyen d'ordre public; annulation. Refus d'évocation. — Renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué après nouvelle tierce expertise. — (*Dame veuve Holker contre sieur Lancesseur*). — En matière d'indemnité pour dommages résultant de travaux publics, lorsque le Conseil d'État annule un arrêté du conseil de préfecture rendu après une tierce expertise irrégulière (dans l'espèce, agent-voyer ayant procédé au lieu de l'ingénieur en chef, tiers expert de droit), ne peut pas évoquer le fond et statuer de suite (*C. d'Ét.*), IX, 42.
- (28) Route nationale. — Plantation de bornes dans le fossé. — Contravention. — Démolition. Procédure. — Amende. — Délai d'un an. — Prescription. — (*Ministre des travaux publics contre héritiers Dodun et Kérouan*). — La prescription de l'action publique à fin d'amende ne fait pas obstacle à ce que le contrevenant soit condamné à enlever les ouvrages établis par lui (*C. d'Ét.*), VIII, 849.
- (29) Police du roulage. Route nationale. Deux voitures à deux roues attelées chacune de six chevaux. Contraventions distinctes. Double amende. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Genest*). — Celui qui fait circuler sur une route deux voitures à deux roues attelées chacune d'un nombre de chevaux supérieur au maximum autorisé par l'article 3 du décret du 10 août 1852, commet deux contraventions distinctes donnant lieu à deux amendes, bien qu'il n'ait été dressé qu'un procès-verbal (*C. d'Ét.*), VIII, 1155.
- (30) Terrain communal formant le prolongement d'une promenade. — Voie publique. — (*Sieur de Barruel Saint-Pons*). — Doit être considéré comme faisant partie de la voie publique et, par conséquent, comme assujéti aux règlements pris par l'autorité municipale pour assurer la propriété des rues, le terrain communal qui, formant le prolongement d'une promenade, est bordé de maisons, est accessible aux voitures d'un côté et sert, de jour et de nuit, de passage aux piétons (*C. de cass.*), IX, 1530.
- (31) Voirie (grande). — Communes. — Traité pour l'ouverture de rues dans Paris. — Quartier Rollin. — Inexécution. — Résiliation. — Subvention de la ville. — Cession de terrain. — Conditions. — (*Ville de Paris contre sieur Vaillant*). — Conséquence de la résiliation d'un traité passé par la ville de Paris avec un entrepreneur pour l'ouverture de plusieurs rues dans le quartier Rollin avec obligation d'élever des constructions en bordure dans un certain délai. Inexécution. Dommages-intérêts laissés à la charge de l'entrepreneur, malgré la pré-

VOIRIE (*suite*) :

tendue dépréciation résultant pour ses terrains du déplacement du collège Rollin, ce déplacement n'ayant eu lieu qu'après l'expiration des délais accordés pour élever les constructions.

— Même obligation concernant d'autres rues. Inexécution partielle. Dommage non appréciable : simple retard : clause pénale inapplicable. Retenue sur la solde de la subvention, proportionnelle à l'étendue des façades restant à bâtir. — L'entrepreneur ayant cédé à la ville un terrain en vue de la régularisation et de l'augmentation des dépendances du collège Rollin, et pour que ce collège se trouve en façade, à l'alignement sur la rue projetée, ou décide que le déplacement du collège Rollin ne saurait faire obstacle à ce que ladite cession soit maintenue. — L'énonciation insérée dans l'acte n'a eu pour objet que de faire connaître la destination et les limites du terrain cédé (*C. d'Ét.*), X, 88.

— (32) Routes départementales.

— Déclassement général. —

Classement comme chemins vicinaux de grande communication de première classe. —

Concert préalable avec les départements intéressés. — Recours d'une commune imposée d'office pour contribution aux frais d'entretien des chemins.

— (*Ville de Bayeux*). Le conseil général n'est pas tenu de faire procéder à une enquête avant de prononcer le déclassement des routes départementales, ou le classement des routes déclassées comme chemins vicinaux de

grande communication. — (Il suffit que pour le classement comme chemins vicinaux il ait pris l'avis des conseils compétents. — La circonstance que le conseil général a classé les voies en question sous la dénomination de chemins de grande communication de 1^{re} classe, ne peut pas motiver l'annulation de la mesure, alors que la délibération ajoute que ces chemins seront administrés conformément aux lois et règlements, en vigueur pour les chemins de grande communication. — Une commune ne peut pas se prévaloir de ce que le classement d'une route départementale et son classement comme chemin de grande communication aurait fait partie d'une mesure générale applicable à toutes les routes départementales, pour soutenir que cette opération ne peut avoir pour effet de la soumettre aux obligations résultant pour elle de l'article 7 de la loi du 21 mai 1836. — Elle ne peut se prévaloir de ce que le conseil général aurait omis de ce concerter avec les conseils généraux des départements voisins pour le déclassement des routes se prolongeant sur leur territoire (*C. d'Ét.*), VIII, 1596.

— (33) Éboulement d'un chemin de halage par suite d'irrigations. — Absence d'injonction de relever les terres ébouées ; pas de contravention ; renvoi sans dépens. — (*Sieur Aguiré*.) — Le riverain d'un fleuve auquel un procès-verbal se borne à imputer d'avoir, par suite des irrigations pratiquées sur sa propriété, entraîné l'éboulement

d'une partie d'un chemin de halage dans le fleuve ne peut pas être considéré comme ayant contrevenu à l'article 4 de l'arrêt du 24 juin 1777. — En l'absence de toute mise en demeure de relever les terres éboulées, ce particulier ne saurait non plus tomber sous l'application de l'article 3 du même arrêt (*C. d'Ét.*), IX, 845.

- (34) Chemins ruraux. — Reconnaissance. — Maires et préfets. Pas de droit exclusif. — Publicité antérieure. — Négation. — Juge de police. — Chemin dégradé ou intercepté. — Compétence. — Classement par arrêté municipal pris en conseil. — Approbation préfectorale. — Arrêté non réformé. — Pas de décision de la justice civile. — Négation de la publicité. — Excès de pouvoir. — (*Sieur Robert Bouton.*) — Les maires et les préfets n'ont pas le droit exclusif de reconnaître l'existence des chemins ruraux. Leur publicité étant antérieure à l'acte de reconnaissance, le juge de police, juge de l'action fondée sur cette publicité, par exemple pour dégradation ou interception du chemin, est aussi, en principe, le juge de l'exception fondée sur sa négation. — Mais il n'en est plus de même si, en fait, la reconnaissance résulte d'un classement par un arrêté municipal pris en conseil et approuvé par le préfet. Cet arrêté rentrant dans les attributions des municipalités et des préfets, le juge de répression ne peut, sans excès de pouvoir, nier la publicité qu'il déclare, à moins que ledit arrêté n'ait été régulièrement réformé,

ou, s'il s'agit d'une question de propriété, que la négation de cette publicité ne résulte d'une décision de la justice civile (*C. de cass.*), VI, 619.

- (35) Chemin public impraticable. — Dommage. — (*Sieur Gosse.*) — Lorsqu'un chemin public est impraticable, le voyageur qui passe sur la propriété riveraine n'est débiteur d'aucune indemnité envers le propriétaire; celui-ci n'a un droit d'action en dommages-intérêts que contre la commune (*C. de cass.*), X, 1233.
- (36) Usurpation sur un chemin public. — Décision du juge de simple police. — Excès de pouvoir. — (*Sieur Galloni d'Istria.*) — Le juge de simple police saisi d'une contravention d'usurpation sur un chemin public ne peut, sans excès de pouvoir, déclarer après enquête que les travaux dénoncés n'usurpent pas sur la voie publique. La solution de cette question appartient exclusivement à l'autorité administrative, et le juge doit surseoir jusqu'à la décision de cette autorité (*C. de cass.*), VIII, 246.
- (37) Chemins vicinaux. — Réparation des dommages. — Compétence des conseils de préfecture. — Destruction de haies. — Réquisition du ministère public. (*Sieur Douillet.*) — 1° C'est seulement lorsqu'il s'agit de faits d'anticipation ou d'usurpation sur les chemins vicinaux que les conseils de préfecture sont compétents pour fixer la réparation des dommages causés auxdits chemins et pour ordonner le rétablissement des lieux dans l'état primitif. — 2° Le juge de

VOIRIE (*suite*) :

simple police peut ordonner, sans qu'il y ait eu réquisition expresse du ministère public, la destruction des haies plantées au bord d'un chemin vicinal (*C. de cass.*), IX, 200.

- (38) Contravention. — Abattage et enlèvement d'arbres sur le talus d'une route nationale. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Loizel.*) — Décidé que le terrain sur lequel étaient plantés les arbres coupés fait partie de la route et en est une dépendance nécessaire. — (Le défendeur soutenait qu'il était propriétaire de ce terrain.) — Condamnation du contrevenant à l'amende par application des lois des 28 septembre-6 octobre 1791, art. 43, et 29 floréal an X, art. 1^{er} (*C. d'Ét.*), VIII, 74.

- (39) Boues. — Enlèvement. — Entrepreneur. — Preuve à faire. — (*Sieur Louis Bédry.*) — Lorsqu'un procès-verbal a été dressé pour défaut d'enlèvement des boues et immondices d'une ville, contre un individu en tant qu'entrepreneur de l'enlèvement, le relaxe est justifié, s'il n'a pas été fait la preuve que le prévenu eût ladite qualité, ni que le traité en vertu duquel il serait devenu sous-entrepreneur eût été ratifié par l'autorité municipale (*C. de cass.*), VIII, 230.

- (40) Boues et immondices (enlèvement des). — Maire. — Traité. — Force de règlement de police. — Enlèvement quotidien. — Nombre de contraventions. — Par jour et non par tas. — (*Sieur Desprez.*) — 1^o A force de règlement de police un traité passé avec le maire et approuvé par

le préfet, pour l'enlèvement des boues et immondices d'une ville.

— 2^o Lorsque ce traité comporte l'enlèvement quotidien, l'obligation est indivisible par chaque jour. Il faut compter les contraventions par le nombre de jours où l'obligation n'a pas été accomplie, et non par le nombre de tas d'immondices non enlevées (*C. de cass.*), IX, 191.

- (41) Service des boues et vidanges. — Marché passé avec l'adjudicataire. — Retard dans la livraison par la ville d'un champ de voirie. — Bases de l'indemnité réclamée : dépenses occasionnées par le retard ; trouble causé à l'industrie de l'entrepreneur et privation de bénéfices. — (*Sieur Anoll contre ville de Béziers et sieur Jullian.*) — Intérêts et intérêts des intérêts. Procédure Conseil d'État : mise hors de cause de l'ancien concessionnaire de la voirie, contre lequel la ville n'avait pris aucune conclusion en garantie devant le Conseil d'État, bien qu'il eût été déclaré garant pour partie par le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), IX, 895.

- (42) Carrière (de sable et de cailloux en exploitation). — Interdiction administrative de la carrière. — Indemnité due. — Compétence du conseil de préfecture. — Procédure. — Motifs suffisants. — (*Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée contre commune de Modame.*) — Le conseil de préfecture est-il compétent pour apprécier l'indemnité réclamée par une commune, pour le préjudice que lui aurait causé l'interdiction d'exploiter une car-

rière de sable et de cailloux lui appartenant, et située sur le flanc d'une montagne au-dessous de l'entrée d'un tunnel de chemin de fer (souterrain du Mont-Cenis)?—Rés. aff. impl. Lorsque le préfet interdit l'exploitation d'une carrière, sur la demande d'une compagnie de chemin de fer et dans l'intérêt exclusif de la conservation de ses ouvrages, le propriétaire de cette carrière, qui, dans l'espèce, était en pleine exploitation avant l'établissement de la voie ferrée, a droit à une indemnité,—par application de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1845. — (Voir sur ce point la note sous la décision du Tribunal des conflits du 5 mai 1877, dans le recueil des arrêts du Conseil d'État, page 444). Décidé que, dans l'évaluation de l'indemnité, il y avait lieu de tenir compte de ces deux faits : 1° que les matériaux à extraire devaient être épuisés dans un certain nombre d'années; — 2° qu'à raison des sujétions résultant de la position de la carrière sur le flanc d'une montagne, l'exploitation ne pourrait être continuée jusqu'à l'épuisement des matériaux (*C. d'Ét.*), IX, 56.

- (43) Algérie. — Contravention. — Dépôt de marchandises sur une route nationale. — Relaxe. — (*Sieur Tolédano*). — Lorsqu'il résulte d'un procès-verbal que son rédacteur n'a pas constaté personnellement que la contravention ait été commise par celui à qui on l'impute, ce procès-verbal ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire. — Renvoi du prévenu; il n'est pas établi que

la contravention lui soit imputable (*C. d'Ét.*), IX, 1180.

- (44) Rue de Paris. — Nivellement donné en vue de l'abaissement du sol d'une rue. — Niveau non modifié. — Dommage. — Demande en indemnité. — (*Sieur Poussier contre ville de Paris*). — Un arrêté de nivellement, délivré par le préfet de la Seine à un propriétaire, en vue de l'abaissement de niveau d'une rue conformément à un plan non approuvé par l'autorité compétente, n'était pas, quels que fussent les termes employés dans l'arrêté préfectoral, obligatoire pour le permissionnaire qui demeurerait libre de construire d'après le niveau existant: en conséquence, il ne pouvait avoir pour effet d'obliger la ville et motiver contre elle une demande en indemnité fondée sur le retard apporté à l'exécution des travaux de nivellement (*C. d'Ét.*), VIII, 666.

- (45) Déclassement. — (*Sieur Chamonin et ville de Lille*). — Une voie publique déclassée et vendue par la ville à un riverain devient propriété privée. Le droit de passage peut y être interdit aux autres riverains qui accédaient à leur propriété par cette voie avant le déclassement (*C. de cass.*), X, 1232.

- (46) Urbaine. — Règlements administratifs. — Caractère obligatoire jusqu'à l'abrogation. — Plan d'alignement. — Modification demandée. — Pas d'excuse de la contravention. — 1° Bâtiments sujets à reculement. — Reconstruction sans autorisation. — Inondation. — Prétendue force majeure. — Demande d'alignement toujours possible. — 2° Pro-

VOIRIE (suite) :

- priétaire et constructeur. — Contravention. — (*Sieurs Poulenec et Bessière.*) — Les règlements administratifs demeurent obligatoires tant qu'ils n'ont pas été légalement abrogés. — Par exemple, le fait qu'une instance administrative est engagée pour obtenir une modification à un plan d'alignement ne saurait dispenser un propriétaire de s'y conformer et de demander un alignement en conséquence. — 1° En cas de reconstruction, sur les anciennes fondations et sans alignement obtenu, d'un bâtiment sujet à reculement, on ne peut alléguer comme excuse une prétendue force majeure qui aurait consisté dans la nécessité de reconstruire immédiatement ledit bâtiment, qui s'était écroulé à la suite d'une inondation. Car le propriétaire était demeuré libre de demander l'alignement. — 2° Dans cette situation il y a contravention à charge tant du propriétaire que du constructeur (*C. de cass.*), VIII, 232.
- (47) Règlements administratifs. — Caractère obligatoire jusqu'à modification. — 1° Plan d'alignement. — Pétition pour reconstruire en dehors du plan. — Maire et conseil municipal. — Avis favorable. — Prétendue autorisation implicite. — Point de valeur. — 2° Arrêté municipal. — Voie publique. — Maisons contiguës. — Défense de réparer les façades sans autorisation. — Prohibition absolue. — Démolition, vétusté ou inondation. — Pas de distinction. — 3° Propriétaire et constructeur. — Contravention. — (*Sieurs Armand Girbal et*

- Firmin Cambon.*) — Les règlements administratifs demeurent obligatoires jusqu'à modification légale. — 1° A supposer que l'avis favorable du maire et du conseil municipal sur une pétition à fin de reconstruire un bâtiment en dehors de l'alignement pût être considérée comme équivalant à une autorisation implicite en ce sens, cette autorisation ne ferait pas disparaître la contravention de défaut d'alignement, le maire ne pouvant ni implicitement ni explicitement déroger aux décret et arrêté municipal déterminant le plan d'alignement. — 2° Lorsqu'un arrêté municipal (dans l'espèce arrêté du maire d'Espalion du 8 novembre 1829) interdit toute réparation, sans autorisation, aux façades des maisons contiguës à la voie publique, la prohibition est générale, et l'on ne peut distinguer, pour l'appliquer ou non, suivant qu'il s'agirait ou d'édifices volontairement démolis ou tombés par vétusté ou s'étant écroulés par accident, par exemple à la suite d'une inondation. — La contravention existe, quelle que soit la cause des réparations ou reconstructions. — 3° Dans cette situation il y a contravention à la charge tant du propriétaire que du constructeur (*C. de cass.*), VIII, 234.
- (48) Réparations. — Autorisation municipale. — Conditions stipulées dans l'arrêté. — Mesures de sûreté publique. — (*Dame et sieur Mathieu.*) — L'autorité municipale, en accordant l'autorisation de construire ou réparer un mur de face sur une rue, peut subordonner, dans un inté-

ret de sécurité publique, cette autorisation aux conditions nécessaires pour assurer la solidité des constructions ou réparations, notamment à la condition de descendre jusqu'au bon sol les parties de façade à réparer. Le juge de simple police ne peut, sans nullité, refuser de réprimer l'infraction à cette condition stipulée dans l'arrêt d'autorisation (C. de cass.), VIII, 244.

- (49) Recrépissage. — Autorisation de badigeonner. — Relaxe. — Excès de pouvoir. — (*Sieur Charles Givaudan.*) — L'individu qui ayant été autorisé à badigeonner la façade de sa maison, y a fait un crépissage, ne peut être relaxé par le juge de simple police, sur ce double motif, d'une part, que l'autorisation n'aura pas été dépassée, et, d'autre part, que le travail de crépissage ne serait pas confortatif. La solution de ces deux questions appartient à l'autorité administrative et excède la compétence de l'autorité judiciaire (C. de cass.), VIII, 249.

- (50) Urbaine. — Marché pour l'entretien des voies publiques en asphalte : développement des surfaces à entretenir pendant la durée du marché, inférieur aux prévisions de l'entrepreneur : non-lieu à indemnité. — Procédure. — Arrêté ordonnant une expertise, tous droits et moyens réservés : demande en annulation : absence d'intérêt : non-recevabilité. — (*Sieur Chabrier, société générale des Asphaltes contre ville de Paris*) (C. d'Ét.) VIII, 1069.

- (51) Constructions intérieures. — Hauteurs et dimensions. — Dé-

cret. — Contravention. — Amendes. — Préjudice. — Démolition nécessaire. — (*Sieurs Chazette, Laporte et Cochevin.*) — Lorsque le juge de police prononce une amende pour contravention à un décret déterminant, dans un intérêt de sûreté et de salubrité, les hauteurs et dimensions des constructions élevées, en dehors de la voie publique, dans les cours et espaces intérieurs, il ne peut refuser d'ordonner, à titre de dommages-intérêts et par application du principe de de l'article 161 du Code d'instruction criminelle, la démolition des ouvrages ou parties d'ouvrages faits en contravention (C. de cass.), VIII, 256.

- (52) Démolition de travaux. — Compétence respective du tribunal de simple police et du conseil de préfecture. — Chemin vicinal. — Absence d'arrêté d'alignement. — (*Sieur Louis Le-Bras.*) — L'article 8 de la loi du 29 ventôse an XIII n'attribue compétence au conseil de préfecture pour ordonner la suppression de travaux que si ces travaux anticipent ou usurpent sur un chemin vicinal. — Cette compétence appartient au tribunal de simple police s'il s'agit de travaux effectués, sans autorisation, par un propriétaire sur un terrain qui est encore le sien quoique compris dans le parcours futur d'un chemin vicinal. — Le juge de police doit d'ailleurs, tout en condamnant le propriétaire à l'amende, s'abstenir d'ordonner la démolition des travaux s'il n'existait, au moment de la contravention, aucun arrêté déterminant l'aligne-

VOIRIE (suite) :

ment et la largeur dudit chemin
(*C. de cass.*), VIII, 239.

- (53) Voirie. — Voie publique. — Construction sans autorisation. — Aveu. — Ministère public. — Conclusion à fin d'amende et de démolition. — Juge de police. — Doute de l'empiètement. — Droit de surseoir. — Condamnation à l'amende. — Refus d'ordonner la démolition. — Constatation de l'absence d'empiètement. — Examen personnel. — Excès de pouvoir. — Cassation. — (*Sieur Noël Roccaserra.*) — Simple police. — Transport sur lieux. — Article 41 du Code de procédure civile. — Application. — Pas de jugement préparatoire. — Ministère public non présent. — Parties non appelées. — Nullité. — Moyens de preuve. — Articles 153, 154 et 155 du Code d'Instruction criminelle. — Limitation. — Examen personnel. — Preuve illégale. — Cassation. — 1° L'article 41 du Code de procédure civile est applicable en matière de simple police. — Le juge de police ne peut, à peine de nullité, se transporter sur les lieux qu'après l'avoir ordonné par un jugement préparatoire, et en présence du ministère public et des parties, ou elles appelées. — 2° Le juge de police ne peut fonder sa conviction que sur les moyens de preuve autorisés par les articles 153, 154 et 155 du Code d'Instruction criminelle. La sentence basée sur son examen personnel, en des règles posées par ces articles, est sujette à cassation. — Lorsqu'il est reconnu par le prévenu qu'il a

construit sur la voie publique sans autorisation préalable, et lorsque le ministère public a conclu tant à l'application de la peine qu'à la démolition de la construction en vertu de l'article 161 du Code d'Instruction criminelle, le juge peut, s'il croit avoir des raisons de douter qu'il y ait empiètement sur la voie publique, surseoir à statuer tant sur la contravention que sur la réparation civile, jusqu'à justification d'un alignement régulier; mais il ne peut pas, sans excès de pouvoir, condamner le prévenu à l'amende pour avoir construit sans autorisation, et, en même temps refuser d'ordonner la démolition, en se fondant sur ce que, d'après son examen personnel, l'empiètement prétendu n'existerait pas (*C. de cass.*), VI, 1126.

- (54) Actes administratifs. — Interprétation. — Tribunaux. — Nécessité de surseoir. — Dispositions régulières. — Pas lieu à sursis. — Simple police. — Alignement. — Mur réparé sans autorisation. — Arrêté préfectoral. — Chemin classé comme vicinal. — Traverse de la commune. — Doute impossible. — Chemin bordant le mur réparé. — Constatation du jugement. — Principe de la séparation des pouvoirs non violé. — Application régulière de l'arrêté de classement. — (*Dame Brossard, veuve Jarriau.*) — Lorsqu'il y a lieu à interpréter un acte administratif, les tribunaux auxquels son exécution est confiée doivent surseoir à prononcer jusqu'à la décision de l'autorité administrative. — Mais il n'en est

- pas de même lorsque les dispositions de l'acte sont claires, et que son sens et sa portée ne présentent ni obscurité ni ambiguïté. — Par exemple, en matière d'infraction aux règlements sur l'alignement (réparation sans autorisation d'un mur de face d'une maison longeant un chemin vicinal dans la traverse d'une commune), lorsqu'il existe un arrêté préfectoral de classement des chemins vicinaux, et qu'il ne peut y avoir de doute sur le caractère vicinal du chemin dont il s'agit, et sur la partie de la voie publique qu'il comprend dans la traverse, on ne peut considérer comme interprétant un arrêté préfectoral et violent, par suite, le principe de la séparation des pouvoirs, le jugement qui se borne à constater que ce chemin longe la propriété de la prévenue et borde le mur qu'elle a fait réparer sans autorisation. — En statuant ainsi, le juge de police ne fait qu'appliquer l'arrêté préfectoral (*C. de cass.*), VI, 614.
- (55) Démolition de travaux indûment faits. — Sursis. — Excès de pouvoir. — (*Sieur Delaage*) — Le juge de simple police, en prononçant une condamnation à raison de constructions empiétant sur la voie publique, ne peut refuser d'ordonner la démolition immédiate des constructions indûment établies. — Est nul le jugement qui accorde au prévenu un délai d'une année pour justifier d'un arrangement entre lui et la commune au sujet desdites constructions (*C. de cass.*), IX, 196.
- (56) Maison sujette à recule-
- ment. — Construction en retraite. — Nécessité de l'autorisation. — (*L'abbé Galtier.*) — Le propriétaire d'une maison sujette à reculement ne peut élever des constructions, même en retraite, sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation de l'Administration (*C. de cass.*), IX, 197.
- (57) Arrêté municipal. — Autorisation. — Destruction de la besogne mal plantée. — Démolition totale. — (*Époux Roques.*) — Lorsque le propriétaire d'une maison dont les façades sont soumises à reculement, répare et consolide ces façades, en violation d'un arrêté municipal qui l'autorise seulement à les recrépir, le tribunal doit ordonner la destruction de la besogne mal plantée, c'est-à-dire des travaux faits en contravention, mais non la démolition totale des façades (*C. de cass.*), IX, 199.
- (58) Maison joignant la voie publique. — Nécessité d'une autorisation écrite et préalable. — Permission verbale donnée au cours des travaux. — (*Sieur Calvet.*) — Doit être condamné à l'amende portée par l'article 471, n° 5, du Code pénal celui qui sans une autorisation écrite et préalable a fait des travaux à la façade d'une maison donnant sur la voie publique, quand même il produirait une autorisation régulière donnée par le maire au cours des travaux (à plus forte raison si cette autorisation est purement verbale) (*C. de cass.*), IX, 202.
- (59) Mitoyenneté. — (*Sieur Vigé.*) — La ville qui achète et démolit une maison sujette, par

VOIRIE (suite) :

suite d'une ordonnance et d'un plan d'alignement, à reculement pour l'élargissement d'une rue, d'un côté, et d'une rue prolongement d'une route nationale, de l'autre, conserve la copropriété d'un mur mitoyen qui sépare cette maison d'une maison sujette comme elle à reculement, et le propriétaire de cette dernière maison ne peut pratiquer des ouvertures dans ce mur mitoyen, alors même qu'il y aurait été autorisé par le préfet du département (*C. de cass.*), X, 1250.

— (60) Hauteur des maisons. — Ville de Paris. — Démolition. — (*Sieurs Chazette Laporte et Cochelin.*) — Le défaut de notification d'un pourvoi en cassation à la partie contre laquelle il est dirigé, donne à celle-ci le droit de former opposition à l'arrêt rendu en son absence. — Le jugement qui constate une infraction à l'article 5 du décret du 27 juillet 1859, portant règlement sur la hauteur des maisons dans la ville de Paris, ne peut se dispenser d'ordonner la démolition *parte in quâ* des bâtiments surélevés en se fondant sur l'absence de dommage appréciable. — En cas d'annulation d'un jugement en matière de voirie pour refus d'ordonner la destruction des ouvrages faits en contravention, la cassation doit être prononcée pour le tout, et le tribunal de renvoi est appelé à statuer tant sur l'existence de la contravention et sur l'application de la peine que sur la démolition (*C. de cass.*), IX, 203.

— (61) Communes. — Pouvoirs du maire. — Route nationale. — Traversée d'une ville. — Réparations confortatives. — Contravention déférée au conseil de préfecture. — Contrevenant non condamné. — Pourvoi de la ville. — Non-recevabilité. — Procédure. — Conseil d'État. — Qualité pour se pourvoir. — (*Ville d'Hyères contre sieur Serres.*) — L'autorité municipale n'ayant pas qualité pour poursuivre les contraventions de grande voirie, le maire d'une ville n'est pas recevable à se pourvoir contre l'arrêt d'un conseil de préfecture qui a renvoyé un particulier des fins d'un procès-verbal pour réparations confortatives à une maison en saillie sur l'alignement d'une route nationale, dans la traversée de cette ville (*C. d'Ét.*), VI, 252.

— (62) Lois et règlements. — Arrêté municipal. — Désuétude. — Contravention. — Relaxé. — Nullité. — Travaux confortatifs. — Appréciation. — Incompétence de l'autorité judiciaire. — Tribunal de simple police. — Renseignements pris par le juge. — 1° Enquête par le juge de paix. — Nullité. — 2° Expert. — Serment. — Défaut de constatation. — Nullité. — Ministère public. — Tribunal de simple police. — Condamnation aux dépens. — Excès de pouvoir. — (*Sieur Bousinescq.*) — Le juge de simple police ne peut refuser d'appliquer un arrêté municipal sous prétexte que cet arrêté serait tombé en désuétude. — L'autorité judiciaire n'a pas qualité pour apprécier si des travaux faits sur la voie publique sont

ou non confortatifs. Cette question ne peut d'ailleurs être soulevée lorsqu'il s'agit de travaux faits illégalement sur une maison sujette à retranchement. — Le juge de simple police ne peut, pour contester la force exécutoire d'un arrêté municipal, se fonder sur des renseignements qu'il a pris personnellement sur les lieux. — Est nul le jugement du tribunal de simple police qui fait état du rapport d'un expert dont la prestation de serment n'est pas régulièrement constatée. — Le tribunal de simple police commet un excès de pouvoir lorsqu'il condamne le ministre public aux dépens (*C. de cass.*), VI, 606.

- (63) Voirie. — Dépôt de matériaux ou autres choses. — Interdiction absolue. — Permission de l'autorité municipale. — Excuse illégale. — Maire de Saint-Nazaire. — Arrêté du 10 mai 1858. — Saillies sur la voie publique. — Étalage de marchandises. — Pas d'application à la voie publique elle-même. — (*Sieur Dubreil.*) — L'article 471, n° 4, du Code pénal, qui punit d'une peine de police le dépôt sur la voie publique de matériaux ou choses quelconques est absolu. — Est illégale, et ne saurait faire disparaître la contravention, l'excuse tirée d'une autorisation administrative accordée par l'autorité municipale. — L'arrêté municipal du maire de Saint-Nazaire, du 10 mai 1858, sur les dépôts de matériaux, n'est relatif qu'aux saillies sur la voie publique, que le maire peut autoriser pour l'étalage des marchandises de-

vant les magasins et boutiques, et non aux dépôts opérés sur la voie publique elle-même (*C. de cass.*, VI, 621).

- (64) Voie publique (dépôt de matériaux sur la.) — Jeu de paume. — Commissaire de police. — Procès-verbal. — Contravention non appliquée. — Débats. — Relaxe. — Appréciation souveraine. — (*Sieurs Martial, Gasquet et autres.*) — L'établissement d'un jeu de paume n'implique pas le dépôt de choses inanimées pouvant empêcher ou diminuer la liberté ou la sûreté du passage, et prévu par l'article 471, 4°, du Code pénal. — Lors donc qu'un procès-verbal d'un commissaire de police a simplement constaté la réunion de jeunes gens se livrant à ce jeu sur la voie publique, le juge de police peut relaxer les prévenus en déclarant souverainement, en fait, que l'embarras de la voie publique ne résulte ni du procès-verbal ni des débats (*C. de cass.*), VII, 963.
- (65) Dépôt de matériaux sur la voie publique. — Contestation sur la propriété. — Plan d'alignement. — Nécessité de surseoir. — (*Sieur Denis Courcelles.*) — Lorsqu'un individu prévenu d'avoir déposé sur un terrain faisant partie de la voie publique des objets de nature à gêner la liberté de passage excipe de ce que ce terrain n'était pas compris dans les limites de la place publique, le juge de simple police ne peut, sans excès de pouvoir, se dispenser de surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'autorité administrative sur l'interprétation du plan

d'alignement produit par le maire à l'appui de la prévention (*C. de cass.*), VIII, 242.

- (24) Dépôt gênant la circulation. — Absence de nécessité constatée. — Foi due au procès-verbal. — Relaxe non justifié. — (*Sieur Étienne Dubreil.* — Lorsqu'un procès-verbal régulier constate qu'un dépôt a été fait sur la voie publique de manière à gêner la circulation, le tribunal de simple police ne peut, sans méconnaître la foi due au procès-verbal, prononcer le relaxe, en déclarant que le procès-verbal n'indiquait pas, et qu'il ne résultait d'aucun autre moyen de preuve, que le dépôt effectué sans nécessité eût empêché ou diminué la liberté ou la sûreté du passage (*C. de cass.*), VI, 1128.

- (67) Dégradations. — Barrage et rigole pratiqués sur la voie publique. — Contravention existante. — Prescription. — Dégradation d'un chemin public. — Pluralité des faits. — Prescription reconnue à l'égard de l'un d'eux seulement. — (*S^r Labbé.*) — Le fait d'avoir, dans le but d'amener les eaux pluviales dans un jardin, pratiqué un barrage et une rigole dans le fossé d'un chemin communal et sur ce chemin constitue par lui-même un dommage pour la voie publique. Le juge, après avoir constaté l'existence du fait, ne peut prononcer le relaxe en se fondant, après vérification des lieux, sur l'absence de dégradation et de détérioration. — Lorsque deux faits sont relevés à la charge de l'inculpé, savoir : d'avoir pra-

tiqué une rigole sur un chemin vicinal et d'avoir établi un barrage sur ce chemin, le juge ne peut accueillir la prescription en se fondant uniquement sur ce que le premier de ces faits remonterait à plus d'une année sans s'expliquer relativement au second, VI, 35.

- (68) Voirie. — Voitures. — Conduite des chevaux. — Article 479, § 2, du Code pénal. — (*Sieurs Dieusy et Cléret.*) — Le fait d'avoir, par suite de la rapidité ou de la mauvaise direction d'une voiture, blessé un animal appartenant à autrui est réprimé par l'article 479, § 2, du Code pénal, sans que la contravention soit subordonnée à l'existence d'un règlement municipal pris en vertu de l'article 475, § 4, du même code (*C. de cass.*), VI, 31.
- (69) Éclairage des voitures. — Voitures ne servant pas au transport des personnes. — Pénalité. — (*Sieur Bonnin.*) — L'article 5 de la loi du 30 mai 1851 ne concerne que l'éclairage des voitures ne servant pas au transport des personnes. Si un arrêté préfectoral a prescrit l'éclairage des véhicules d'une autre espèce, l'infraction ne peut donner lieu qu'à l'application de la peine édictée par l'article 471, § 15, du Code pénal (*C. de cass.*), VI, 33.
- (70) Plaque de voiture. — Caractères illisibles. — Constata-tions du procès-verbal. — Foi due. — (*Sieur Cougnet.*) — Le procès-verbal de la gendarmerie constatant que les caractères inscrits sur la plaque d'une voiture étaient illisibles doit faire foi jusqu'à preuve contraire. Cette constatation ne peut être

infirmée par une simple déclaration du juge de police, après inspection de la plaque dont l'identité n'était pas établie (*C. de cass.*), VI, 34.

— (71) Roulage (police du). — Loi du 30 mai 1851. — Charretier. — Abandon de voiture. — Voie publique n'étant ni une route ni un chemin de grande communication. — La loi de 1851 non applicable. — Contravention à l'article 475, 3°, du Code pénal. — (*Don Louis Benedetti.*) — Le fait, par un charretier, d'abandonner sa voiture sur une voie publique d'un bourg, laquelle n'est ni une route nationale ni départementale, ni un chemin vicinal de grande communication, constitue une contravention, non pas à la loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage, mais à l'article 475, 3°, du Code pénal (*C. de cass.*), VI, 599.

— (72) Roulage (police du). — Loi du 31 mai 1851. — Décret réglementaire du 10 août 1852. — Voiture sans lanterne. — Voie qui n'est ni une route ni un chemin vicinal de grande communication. — Pas d'infraction à la loi de 1851. — Absence d'arrêté spécial. — Pas de contravention. — Cassation. — Simple police. — Fait non punissable. — Condamnation ou relaxe illégal. — Annulation sans renvoi. — (*Sieur Jean Morelli.*) — L'article 15 du décret réglementaire du 10 août 1852, rendu en exécution de la loi sur la police du roulage du 30 mai 1851, dispose que « aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi ne pourra circuler pendant la nuit sans être pourvue d'un fa-

lot ou d'une lanterne allumée. » — Cette disposition et la pénalité qui en est la sanction ne sont applicables qu'aux voitures circulant sur une route nationale ou départementale, sur un chemin vicinal de grande communication ou sur les voies publiques d'une commune qui en sont le prolongement. — Si, d'autre part, il n'existe ni arrêté municipal ni arrêté préfectoral portant la même prohibition, le fait de faire circuler une voiture non pourvue de lanterne ne tombesous l'application d'aucune loi. — Par suite, il y a lieu de casser sans renvoi le jugement par lequel le tribunal de police a ou prononcé une condamnation (*Rés. implic.*), ou relaxé par des motifs illégaux à un autre point de vue (*C. de cass.*), VI, 600.

— (73) Voirie urbaine. — Loi des 16-14 août 1790. — Maires. — Commodité et sûreté du passage. — Chemins locaux ou autres. — Pas de distinction. — Arrêtés ne contredisant ni la loi générale, ni la loi du 30 mai 1851 sur le roulage, ni le règlement d'administration publique du 10 août 1852. — Validité. — Chemin de grande communication. — Traverse d'un village. — Défense de circuler autrement qu'au pas. — Légalité. — (*Sieur Caylan.*) — Le pouvoir conféré aux maires par la loi des 16-24 août 1790, pour assurer la commodité et la sûreté du passage sur la voie publique, s'applique à tous les chemins faisant partie de la voirie urbaine, sans distinction entre les chemins locaux et ceux qui commencent ou se conti-

VOIRIE (suite) :

nuent en dehors de la commune.

— Les arrêtés pris par les maires sur les objets confiés à leur vigilance par la loi précitée sont légaux s'ils ne contredisent ni la loi générale, ni la loi spéciale du 30 mai 1851 sur la police du roulage, ni le règlement d'administration publique du 10 août 1852, rendu pour l'exécution de cette loi. — Satisfait en particulier à ces conditions l'arrêté municipal qui défend de circuler autrement qu'au pas sur un chemin de grande communication dans la traverse d'un village (*C. de cass.*), VI, 623.

- (74) Voitures. — Abandon. — Voie publique. — Nécessité. — Excuse illégale. — (*Sieur Cuyaubère.*) — Le fait du voiturier qui a abandonné sa charrette et son cheval sur la voie publique ne comporte pas, comme la contravention résultant de l'embaras de la voie publique par dépôt de matériaux, l'excuse de nécessité (*C. de cass.*) VI, 681.

II. — CHEMINS DE FER.

- (1) Introduction de bestiaux sur la voie. — Chemin ne traversant pas les bois. — Absence de dommage. — Contravention. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Bernard.*) — Le fait d'avoir laissé des bestiaux se répandre sur une voie ferrée, — même lorsqu'il n'a pas eu lieu dans la traverse d'un bois, — constitue, indépendamment de tout dommage causé à la voie, une contravention de grande voirie atteinte par l'arrêt du Conseil, du 16 décembre 1759,

déclaré applicable aux chemins de fer par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1845. — Amende réduite par application de la loi du 23 mars 1842 (*C. d'Ét.*), VI, 254.

- (2) Contravention. — Droit de poursuite. — Chemin de fer. — Bris de clôture. — Terrain usurpé. — Irrégularité du procès-verbal. — (*Sieur Dutuat et C^{re}.*) — Il n'appartient qu'à l'autorité administrative de poursuivre la répression des contraventions de grande voirie, commises sur les chemins de fer. — La compagnie concessionnaire ne peut qu'intervenir pour demander la réparation du dommage causé. — Décidé que le terrain, sis à l'intérieur d'une clôture, établie pour déterminer les limites et les dépendances de la voie ferrée, devait être considéré comme dépendant de la grande voirie; par suite, le bris de la clôture et l'occupation de ce terrain constituaient une contravention de grande voirie. — Mais à l'égard d'une parcelle, située hors de cette clôture, et ne faisant pas partie de la voie ferrée, décidé que la question de propriété a été réservée avec raison par le conseil de préfecture. — Lorsque les faits constitutifs d'une contravention de grande voirie sont établis par les rapports des ingénieurs et par les aveux de la partie, y a-t-il lieu de s'attacher aux irrégularités qui sont alléguées par la partie touchant la rédaction ou l'affirmation du procès-verbal? — Décidé dans l'espèce qu'il n'y avait pas lieu d'examiner ces griefs (*C. d'Ét.*), VI, 549.

— (3) Voirie. — Chemin de fer. — Viaduc sous rails. — (*Ville de Montluçon.*) — Dimensions primitives. — Modifications autorisées pas décret. — Allongement prétendu. — Absence d'enquête préalable. — Excès de pouvoirs. — Dommage. — Double degré de juridiction. — Recours d'une ville : 1° contre un décret qui aurait, suivant elle, autorisé une compagnie de chemin de fer à modifier la largeur et la longueur d'un viaduc sous rails exécuté selon les projets primitivement approuvés, et dont la remise à la ville avait été prononcée par arrêté préfectoral ; — 2° contre la décision ministérielle qui a rejeté son opposition à l'exécution des travaux. — Rejet : Ces travaux n'ont pas eu l'effet que la ville leur attribue : le décret et la décision ministérielle qui en ont approuvé et réglé les conditions ne sont pas susceptibles d'un recours contentieux. — La demande subsidiaire en indemnité ne pouvait être portée directement devant le Conseil d'État (*C. d'Ét.*), VI, 1012.

- (4) Voirie. — Domaine public. — Chemins de fer. — Gare et embranchement ayant cessé d'être affectés à l'exploitation. — Droit de disposition des terrains et constructions inutiles. — (*Ministre des finances contre compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne (gare de Ségur).*) — Une compagnie de chemin de fer qui a exécuté, suivant les prescriptions de son cahier des charges, un embranchement ayant pour effet de rendre

inutiles une gare et une section de chemin où tout service a été supprimé, en conserve la libre et absolue disposition, et l'État n'a aucun droit à exercer sur les terrains et constructions qui ont cessé d'être affectés à l'exploitation (*C. d'Ét.*), VI, 1038.

- (5) — Chemin de fer. — Contravention prétendue. — Bestiaux. — Barrières non brisées. — Pommiers broutés. (*Ministre des travaux publics contre sieur Suriray.*) — Le fait d'avoir laissé des bestiaux brouter les tiges des pommiers plantés en arrière des barrières en bois établies à la limite même de la voie ferrée, ne constitue pas une contravention de grande voirie, alors que d'ailleurs il n'est pas allégué que ces bestiaux aient brisé les barrières, ni pénétré sur la voie ferrée. — Lesdits pommiers, dans les conditions où ils sont plantés, ne peuvent être considérés comme faisant partie de la clôture de la voie. — 1°, 2° et 3° espèces (*C. d'Ét.*), VI, 1014.

- (6) Voirie (grande). — Dommage. — Chemin de fer. — Mine de houille. — Périmètre interdit. — Indemnité. — Parcelle exploitée. — Propriété du tréfonds. — Intérêts des intérêts. — Frais d'expertise. — Honoraires d'experts. — (*Sieurs Ogier et Larderet contre compagnie Paris-Lyon-Méditerranée.*) — Demande d'indemnité formée contre une compagnie de chemin de fer par des propriétaires tréfonciers, à raison du dommage que leur cause l'interdiction d'exploiter, dans une zone de 100 mètres de chaque côté d'un tunnel, les

VOIRIE (suite):

couches de houilles existant dans leur tréfonds. — Pour déterminer cette indemnité, il y a lieu de prendre en considération la différence entre la valeur vénale de la propriété, au moment où l'interdiction a été prononcée et celle qu'elle a conservée depuis. — Les demandeurs soutenaient qu'il fallait uniquement rechercher quelles redevances leur auraient été payées par les concessionnaires de la mine, si l'exploitation n'avait pas été interdite dans le périmètre sus-énoncé. — Appréciation des divers éléments de l'indemnité: accidents géologiques, difficultés d'exploitation, nombre et puissance des couches, hausse du prix de la houille, modification éventuelle de la zone d'interdiction. — Question de savoir si les requérants ont conservé le tréfonds de parcelles expropriées sur eux par l'État et si, en conséquence, ils ont droit à indemnité à raison de l'interdiction d'exploiter les couches situées sous ces parcelles? — Décidé que les demandeurs n'auront droit à cette indemnité qu'autant qu'ils rapporteront, soit une reconnaissance de l'État, soit une décision judiciaire établissant que le jugement d'expropriation ne s'appliquait pas au tréfonds. — Intérêts du jour de la demande et intérêts des intérêts capitalisés (art. 1154, C. civ.). — Non-lieu à réduire les honoraires des experts (C. d'Ét.), VII, 31.

- (7) Contraventions. (Grande voirie. — Chemins de fer.) — Obstacles à la circulation. — Contravention à un arrêté préfecto-

ral pris en exécution du cahier des charges. — Condamnation à l'amende réduite au minimum et aux dépens. — (*L'État contre la compagnie de Lille à Valenciennes*) (C. de préf.), VII, 965.

- (8) Contraventions. — Grande voirie. — Chemins de fer. — Passage à niveau (défaut de gardiennage des). — Contravention à un arrêté préfectoral pris en exécution du cahier des charges. — Condamnation à l'amende et aux dépens. — (*L'État contre la compagnie de Lille à Valenciennes*) (C. de préf.), VII, 966.

- (9) Chemins de fer. Contravention. Commissaire de surveillance administrative. Officier de police judiciaire. Procès-verbal. Affirmation non prescrite. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Renaud.*) — Les commissaires de surveillance administrative ne doivent pas, à peine de nullité, affirmer dans les trois jours, devant le juge de paix ou le maire, les procès-verbaux dressés par eux pour constater les contraventions de grande voirie sur les voies ferrées. — D'une part, l'article 3 de la loi du 29 février 1850 a donné aux commissaires de surveillance administrative les pouvoirs d'officiers de police judiciaire pour la constatation des contraventions commises dans l'enceinte des chemins de fer et de leurs dépendances; d'autre part, l'article 24 de la loi du 15 juillet 1845 n'a pas compris les officiers de police judiciaire parmi les officiers publics et agents qui doivent affirmer leurs procès-verbaux (C. d'Ét.), VIII, 1164.



prévus par une convention intervenue entre la compagnie et l'État, aurait évalué ladite dépense à un chiffre trop faible. — (L'évaluation faite par ce décret n'est qu'approximative; c'est au ministre, sur l'avis de la commission de vérification, qu'il appartient d'en arrêter le montant, sauf recours au Conseil d'État, et la mention insérée dans le décret ne fait pas obstacle à l'exercice de ce pouvoir du ministre.) (*C. d'Ét.*), VIII, 1643.

— (14) Chemin de fer. — Bestiaux sur la voie ferrée. — Clôture. — Contravention. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Crussard.*) — Celui qui laisse des animaux pénétrer sur une voie ferrée dont la clôture, conforme au mode admis par l'administration supérieure, n'a pas cessé de recevoir un entretien suffisant, commet une contravention de grande voirie (*C. d'Ét.*), VIII, 1661.

— (15) Concession d'un chemin de fer d'intérêt local. — Inexécution des obligations imposées au concessionnaire. — Plans non produits, malgré des mises en demeure réitérées; travaux à peine commencés, puis entièrement abandonnés. — Déchéance prononcée à bon droit par le préfet. — Arrêté préfectoral déclarant à tort que les travaux exécutés deviendront la propriété du département. — Nécessité d'une nouvelle adjudication de la concession. — (*Sieurs Parent-Pécher et Riche frères contre département de Saône-et-Loire.*) (*C. d'Ét.*), X, 594.

— (1) Port maritime. — Navire. — Dommage à une jetée. — Tempête. — Force majeure. — Responsabilité. — (*Sieur Beck.*) — Le propriétaire d'un navire ne peut être déclaré responsable des avaries que le choc de ce navire a fait éprouver à la jetée d'un port, lorsqu'il est établi que le navire a été poussé par un vent violent qui soufflait avec une force irrésistible. — Le dommage causé est le résultat d'un fait de force majeure (*C. d'Ét.*), VI, 1076.

— (2) Ports maritimes. — Navire. — Dommage à une jetée. — Jetée endommagée par un navire. — Force majeure. — Réparation du dommage. — Intérêts. — (*Sieurs Johannesen et Alibert.*) — Le capitaine de navire qui prend un pilote à l'entrée d'un port n'est pas tenu de lui remettre le commandement, et par suite reste responsable des manœuvres de son navire. — Décidé que les avaries causées aux ouvrages d'un port par le choc d'un navire doivent être mises à la charge du capitaine, attendu qu'il n'était pas justifié qu'elles fussent le résultat d'un fait de force majeure (*C. d'Ét.*), VI, 1077.

— (3) Ports maritimes. — Tempête. — Navire. — Dommage à une jetée. — Force majeure. — Responsabilité. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Maryn; navire le Jean-Bart.*) — Le capitaine d'un navire ne peut pas être déclaré responsable des avaries que le choc de ce navire a fait éprouver à la jetée d'un

port, lorsqu'il est établi que le navire a été poussé par un vent violent qui soufflait avec une force irrésistible. — (Le dommage causé est le résultat d'un fait de force majeure) (*C. d'Ét.*), VIII, 583.

— (4) Abandon d'un navire échoué dans un chenal. Relèvement. — Offre de concours du capitaine et des armateurs. — Exécution par les ingénieurs de l'État. — Absence de mise en demeure. — Pas de contravention. — (*Sieurs Gaudet frères.*) — L'échouage d'un bateau dans un chenal ne constitue pas une contravention de grande voirie, si le capitaine s'est immédiatement mis à la disposition de l'administration et si celle-ci a procédé elle-même au relèvement du bateau sans avoir mis le capitaine ou les armateurs en demeure d'y procéder, par voie de conséquence ceux-ci ne peuvent être condamnés aux frais auxquels a donné lieu cette opération (*C. d'Ét.*), VIII, 706.

— (5) Port du Havre. — Occupation temporaire. — Procédure. — Tierce expertise irrégulière. — Ingénieur en chef tiers expert de droit. — Annulation. — Renvoi devant le conseil de préfecture. — (*Sieur Deslandes contre sieur Savalle*) (*C. d'Ét.*), IX, 398.

— (6) Port maritime. — Dépôt de charbons. — Abandon de charrette dételée. — Contravention. — Compétence. — Amende non édictée. — Absence de dommage. — Frais de procès-verbal. — (1^{re} et 2^e espèces, *Ministre des travaux publics contre sieur Moreau et sieur Renan*). — Le fait d'avoir déposé des charbons sur le quai du bassin à flot du port des Sa-

bles-d'Olonne (1^{re} espèce), ou d'avoir abandonné une charrette dételée sur le quai de l'Aiguillon (2^e espèce), de façon à intercepter la circulation, constitue une contravention de grande voirie de la compétence du conseil de préfecture. — Mais, d'une part, ce fait n'étant pas puni d'amende par les lois ou règlements sur la grande voirie, et l'application de l'article 471 du Code pénal ne pouvant être faite par le conseil de préfecture, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du 29 floréal an X; d'autre part, aucun dommage n'étant constaté dans l'espèce, les contrevenants n'encourent aucune condamnation : par suite, ils ne doivent pas supporter les frais du procès-verbal, qui ne pourraient être mis à leur charge qu'accessoirement à une autre condamnation (*C. d'Ét.*), IX, 765.

— (7) Police des ports. — Amarrage des navires. — Contravention. — Frais d'amarrage. — Location des engins d'amarrage. Compétence administrative et judiciaire. — (*Sieur Large.*) — Le refus d'obéir à l'ordre qu'un officier de port donne au capitaine d'un navire de l'amarrer à un corps-mort, dans l'intérêt de la sécurité du port et de la navigation, constitue une contravention de grande voirie, de la compétence du conseil de préfecture, qui peut condamner le contrevenant aux frais du procès-verbal et aux frais de corvée nécessités par l'exécution d'office de l'ordre du capitaine de port. — Mais la demande en paiement des droits de location

VOIRIE (suite) :

des engins d'amarrage qui peuvent être dus aux concessionnaires de ces engins, à raison de l'amarrage du navire, est de la compétence des tribunaux ordinaires : il s'agit d'une taxe indirecte (*C. d'Ét.*), IX, 867.

- (8) Port. — Navire entrant. — Refus de déclaration. — Contravention. — Compétence — Amende. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Le Sund (sloop la Clarté).*) — Le refus, par le commandant d'un navire, de faire dans les vingt-quatre heures au bureau du port la déclaration prescrite par l'ordonnance de 1681 constitue une contravention de grande voirie dont il appartient au conseil de préfecture de connaître. — Loi du 29 floréal an X. — En faisant connaître aux officiers du port le chargement du navire, cette mesure leur permet d'indiquer à chaque bâtiment sa place et d'assurer ainsi la conservation des ouvrages publics dépendant du port, ainsi que la liberté de la navigation. — Le Conseil d'État annule l'arrêté du conseil de préfecture qui s'était déclaré incompétent, et condamne le contrevenant à 16 francs d'amende (*C. d'Ét.*), X, 813.

- (9) Dettes de l'État. — Travaux publics. — Dommages. — Pieux laissés dans le chenal d'un port de mer. — Navire avarié. — Indemnité. — Compétence. — (*Sieur Goodchild.*) — Le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur la demande d'indemnité formée contre l'État par le propriétaire d'un navire qui a subi des avaries en tou-

chant sur des pieux laissés dans le chenal d'un port, et faisant partie d'anciens ouvrages de défense devenus inutiles. — Il ne s'agit pas là de dommages résultant de l'exécution de travaux publics ; c'est au ministre des travaux publics qu'il appartient de statuer, sauf recours au Conseil d'État (*C. d'Ét.*), IX, 1166.

- (10) Domaine public. — Rivages de la mer. — Baie de la Seine. — Travaux exécutés par une commune. — Contravention. — Absence d'actes de délimitation. — Dépendance du domaine maritime non justifiée. — (*Ministre des travaux publics contre le maire de Gonfreville.*) — Pour suites exercées contre une commune à raison de travaux exécutés sur des terrains qui, d'après les procès-verbaux de contravention et les prétentions de l'administration, seraient partie du rivage de la mer : — Décidé qu'en l'absence de tout acte de délimitation intervenu dans les formes du décret du 21 février 1852, et alors qu'en fait il n'est pas établi que les terrains sur lesquels les travaux ont été exécutés soient une dépendance du domaine public maritime, la contravention reprochée au maire de la commune n'est pas justifiée (*C. d'Ét.*), VI, 234.

- (11) Rivages de la mer. — Travaux d'endiguement. — Contravention. — Exception de propriété. — Compétence. — Sursis. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Périet.*) — Lorsqu'un particulier, poursuivi pour avoir exécuté des travaux sans autorisation, sur un terrain qui, suivant l'administration, serait partie du

rivage de la mer, soutient que ce terrain est sa propriété, le conseil de préfecture ne peut pas surseoir à statuer sur le procès-verbal de contravention, en se fondant sur ce qu'aucun acte de délimitation (décret du 21 février 1852) n'aurait compris ledit terrain dans le rivage maritime. — Le conseil de préfecture, juge de la contravention, a qualité pour reconnaître si le terrain litigieux fait partie du rivage de la mer, aux termes de l'ordonnance d'août 1861, titre VII, livre IV, article 1^{er}. — Renvoi devant le même conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), VII, 1132.

— (12) Rivages de la mer. — Délimitation des limites actuelles. — Question préjudicielle. — Propriété ou possession des terres riveraines. — Conflit : compétence administrative. — *Commune de Sandouville contre l'État.*) — La détermination du rivage actuel de la mer par les autorités administratives est une question préjudicielle à toute décision des tribunaux de l'ordre judiciaire, qui porterait sur la propriété ou la possession des terres riveraines. — L'autorité judiciaire n'est pas compétente pour rectifier ou annuler des actes de délimitation du domaine public, mais seulement pour reconnaître les droits invoqués devant elle par les particuliers et régler, s'il y a lieu, les indemnités de dépossession (*C. d'Ét.*), VIII, 546.

— (13) Domaine maritime. — Contravention. — Cabanes sur les grèves. — Redevance réclamée par l'État. — Refus de payer. —

Incompétence du conseil de préfecture. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Joncour.*) — Le refus d'acquitter, à raison de cabanes mobiles posées sur la grève, la redevance fixée par un arrêté préfectoral rendu en exécution de la loi du 20 décembre 1872, qui autorise la perception de redevance au profit de l'État pour occupation temporaire ou location de plages et autres dépendances du domaine maritime, ne constitue pas une contravention de grande voirie dont il appartient au conseil de préfecture de connaître (*C. d'Ét.*), IX, 1738.

— (14) Ligne de séparation de la mer et de rivières. — Réserve du droit des tiers : recours non recevable. — (*Sieur Courage Du Parc*) — Un décret rendu sur le rapport du ministre des travaux publics seulement, le Conseil d'État entendu, s'est borné à établir la ligne de séparation de la mer et des rivières; il réserve les droits des tiers et ne contient ni délimitation du rivage de la mer, ni fixation du caractère des alluvions au regard des propriétaires riverains. — Ce décret ne peut pas être attaqué par la voie contentieuse. — Il ne fait pas obstacle à ce que les tiers soutiennent devant qui de droit que les terrains litigieux ne sont pas compris dans le domaine maritime (*C. d'Ét.*), VIII, 1572.

— (15) Fleuves. — Lit de la Loire. — Délimitation. — (*Sieurs Beauchot, Beausire et autres.*) — Propriété privée. — Alluvions. — Excès de pouvoirs. — Vérification avant faire droit. — Recours contre un arrêté pré-

VOIRIE (*suite*) :

fectoral délimitant le lit de la Loire et contre un arrêté du conseil de préfecture condamnant des particuliers à l'amende pour avoir coupé des plantations sur des terrains que l'administration prétend être compris dans ce lit. — Le Conseil d'État ordonne qu'il sera procédé avant faire droit à une vérification par un inspecteur général des ponts et chaussées, en présence du maire et des intéressés, pour reconnaître si les terrains litigieux sont recouverts, pendant les crues d'hiver, par les plus hautes eaux coulant à pleins bords et font partie du lit du fleuve (*C. d'Ét.*), VI, 1036.

- (16) Contravention. — Fleuve. — Arbustes coupés et brisés par un cheval. — Maître responsable. — Amende. — Dommages-intérêts. — Procédure. — Procès-verbal non notifié dans le mois de sa date. — (*Sieur Durillon.*) — Des pousses d'acacias excrues sur la levée de la Loire ont été coupées et brisées par un cheval que conduisait un domestique. — Le propriétaire de ce cheval doit être condamné à l'amende et à des dommages-intérêts : — Arrêt du Conseil, 23 juillet 1783, titre II, article 16; loi des 19-22 juillet 1791. — Les formes établies par l'article 23 de la loi du 30 mars 1851 (nécessité de notifier le procès-verbal dans le mois de sa date), sont spéciales à la police du roulage, et, par suite, inapplicables à la contravention dont il s'agit. L'arrêt constate d'ailleurs que les prescriptions de l'article 8, décret du 12 juillet 1865, avaient

été observées (*C. d'Ét.*), VII, 1108.

- (17) Contravention. — Dépendances de la Loire. — Plantation. — Arrêté préfectoral d'abatage; décision ministérielle confirmative. — Excès de pouvoirs. — (*Dame veuve de Rozières.*) — Est entachée d'excès de pouvoirs la décision par laquelle le ministre des travaux publics, au lieu de se borner à mettre un propriétaire en demeure d'abattre les plantations par lui élevées sur les bords d'un cours d'eau navigable, décide en outre qu'à défaut de ce faire, il y serait procédé d'office, — bien que le conseil de préfecture, auquel seul il appartient de reconnaître la contravention, n'ait pas encore statué (*C. d'Ét.*), VIII, 170.
- (18) Fleuve. — Bords de la Loire. — Contravention. — Plantations. — Injonctions de les supprimer. — Suppression ordonnée par le conseil de préfecture. — Amende. — Prescription. — Point de départ. — Frais du procès-verbal. — (*Sieur Yvonneau.*) — Application de l'article 640 Code instruction criminelle, à une contravention de grande voirie. — Lorsqu'un arrêté préfectoral a enjoint à un particulier de détruire les plantations faites par lui ou ses auteurs sur des terrains dépendants du lit d'un fleuve (art. 10 et 11, arrêt du Conseil du 23 juillet 1783), l'amende est prescrite après une année écoulée, sans qu'il soit intervenu de condamnation, depuis l'expiration du délai de deux mois imparti au contrevenant pour obtempérer à l'injonction. — Mais c'est avec raison

que le contrevenant est condamné, même dans ce cas, à la destruction de ces plantations et aux frais du procès-verbal (*C. d'Ét.*), IX, 1751.

- (19) Fleuve. — Délimitation du lit de la Loire. — Précédent arrêt du Conseil d'État. — Violation de chose jugée et excès de pouvoirs. — Arrêté préfectoral rapporté. — Non lieu à statuer sur le pourvoi. — (*Sieur Bélamy.*) (*C. d'Ét.*), IX, 27.

- (20) Plantations d'arbres sans autorisation sur un chantier de la Loire : terrain situé entre les bords et les digues du fleuve et susceptible d'être submergé par les crues ordinaires ; contravention ; amende ; ordre d'abatage sans indemnité préalable. — Arrêt du conseil du 23 juillet 1783. (*Sieur Béhic.*) — Objection tirée par le contrevenant de ce que, en 1783, ledit terrain aurait été en nature de bois : aux termes de l'arrêt précité, ce fait ne saurait ouvrir, en faveur du propriétaire actuel, un droit à l'indemnité, alors qu'il est établi que le terrain a été ultérieurement défriché par ses auteurs et mis en culture (*C. d'Ét.*), IX, 761.

- (21) Rivières navigables. — Chantiers de la Loire. — Arrêté autorisant une construction. — Qualité pour attaquer. — Danger d'inondation. — (*Sieur Boitard.*) — Un particulier n'a pas qualité pour attaquer, pour excès de pouvoirs, l'arrêté préfectoral qui autorise une construction sur une dépendance du lit de la Loire. — Il n'appartient qu'à l'administration d'assurer l'exécution de l'arrêt du 23 juil-

let 1783, et, d'autre part, l'arrêt attaqué n'est rendu que sous la réserve du droit des tiers (*C. d'Ét.*), X, 1117.

- (22) Contravention. — Dépenses d'un fleuve. — Coupe d'herbes et d'osiers. — Prescription d'un an. — Dépens. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Martin, Letellier et autres.*) — Application à une contravention de grande voirie, de l'article 640 du Code d'instruction criminelle, aux termes duquel l'action publique pour une contravention de police est prescrite après une année révolue depuis le jour où elle a été commise (faits accomplis en 1869 ; procès-verbal dressé en 1871 ; arrêté rendu en 1873). — En cette matière, alors même que les prévenus sont renvoyés des fins du procès-verbal, il n'y a lieu de prononcer contre l'État aucune condamnation aux dépens (*C. d'Ét.*), VII, 1110.

- (23) Contravention. — Rives et berges d'un fleuve. — Coupes d'herbes. — Question de propriété. — Sursis. — Pas d'amende. — Dommages-intérêts. — Frais. — (1^{re} et 2^e espèces.) — Le propriétaire riverain d'un fleuve, qui coupe des herbes accrues sur des terrains recouverts par les hautes eaux avant tout débordement, commet une contravention de grande voirie. — Loi du 29 floréal an X. — Ces coupes d'herbes étaient de nature à occasionner des détériorations sur les berges du fleuve. — Ladite contravention peut être poursuivie et réprimée administrativement, sans qu'il y ait lieu de surseoir à statuer jus-

VOIRIE (*suite*) :

qu'à ce que l'autorité judiciaire, saisie de la question de propriété, ait rendu sa décision. — Cette contravention n'est pas punie d'une amende. — Décidé, en fait, après une vérification complémentaire ordonnée par le Conseil d'État et effectuée par les ingénieurs, que les terrains, sur lesquels ont eu lieu les coupes d'herbes, sont recouverts par les hautes eaux du fleuve avant tout débordement. — L'instruction n'établissant pas la quotité du dommage causé, les contrevenants sont condamnés seulement aux frais du procès-verbal (*C. d'Ét.*), VII, 1112.

— (24) Contravention. — Dépenses d'un fleuve. — Digue. — Coupes d'herbes plantées. — Amendes et frais. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Delavigne et Mercier.*) — Application de l'article 11, arrêt du Conseil du 24 juin 1877 et article 1^{er}, loi du 28 mars 1842, à des propriétaires ayant coupé, au droit de leurs domaines les herbes plantées par l'administration sur le talus d'une digue construite pour l'élargissement et la régularisation d'un bras de la Seine. — Condamnation à l'amende réduite au minimum de 16 francs et aux frais des procès-verbaux (*C. d'Ét.*), VII, 1116.

— (25) Dégâts aux travaux sur les ports et quais du Rhône. — Contravention. — Réparation des dommages. — (*Ministre des travaux publics contre la Société de l'exposition Universelle de Lyon.*) — Indemnité à fixer par état. — Dépenses faites. — Condamnation. — Réserve pour les dépen-

ses restant à faire. — Un conseil de préfecture qui condamne l'auteur d'une contravention de grande voirie à l'amende et aux frais de réparation des dégâts, a pu ne pas fixer immédiatement le montant de ces frais et décider qu'ils seraient établis par états, alors que d'ailleurs les travaux de réparation ne sont pas achevés et qu'il n'en a été fait qu'une évaluation approximative. — Le contrevenant est condamné à payer la dépense déjà faite, le surplus restant à payer par états (*C. d'Ét.*), VII, 624.

— (26) Fleuves. — Arrêté préfectoral de délimitation partielle. — Excès de pouvoirs prétendu. — Propriété d'arbres. — Arbres coupés ou élagués. — Contravention. — Amende. — (*Sieurs Beauchot, Beausire et autres.*) — Recours pour excès de pouvoirs contre un arrêté préfectoral portant délimitation partielle du lit de la Loire, formé par un certain nombre de propriétaires riverains du fleuve : Rejet, par le motif qu'il résulte d'une vérification ordonnée par une précédente décision du Conseil d'État, que tous les terrains compris dans cette délimitation sont couverts par les eaux de la Loire coulant à pleins bords sans débordement, et qu'ainsi l'arrêté du préfet a été pris dans la limite des pouvoirs qui lui appartenaient en vertu des lois des 22 décembre 1789 et 22 novembre-1^{er} décembre 1790. — Il n'appartient pas au Conseil d'État de connaître de la question de propriété d'arbres excrus sur des terrains qu'un arrêté de dé-

limitation a déclaré faire partie du lit du fleuve.—Le fait d'avoir coupé ou élagué des arbres venus sur des terrains faisant partie du lit d'un fleuve, coupes qui étaient de nature à y occasionner des détériorations, constitue une contravention aux termes de la loi du 29 floréal an X : il en résulte que c'est avec raison que le conseil de préfecture a condamné les contrevenants à des dommages-intérêts et aux frais ; mais ni cette loi, ni les anciens règlements n'ont prononcé d'amende pour le fait dont il s'agit (*C. d'Ét.*), VIII, 659.

- (27) Fleuve ; construction sur ou longeant le lit ; contravention.—Nécessité d'une délimitation et d'un examen des règlements sur le halage ; annulation de l'arrêté et renvoi devant le conseil de préfecture.—Recours contentieux et excès de pouvoirs ; invitation du ministre au préfet de transmettre au conseil de préfecture un procès-verbal de contravention ; décision ne faisant pas obstacle à ce que les moyens de défense soient présentés devant le conseil de préfecture.—Refus du ministre de statuer sur une question de propriété ; droits de propriété réservés devant le juge compétent ; pas de recours pour excès de pouvoirs.—Refus du ministre d'autoriser des travaux sur ou longeant le lit du fleuve ; de délimiter le lit du fleuve : actes d'administration ; pas de recours contentieux.—Procédure.—Contravention pour construction sur un terrain longeant le lit d'un fleuve ; intervention de l'ancien propriétaire : non-rece-

vabilité.—Pouvoirs connexes : jonction.—(*Dame veuve Véron.*)

— La démolition de constructions, par application de l'arrêté du 24 juin 1777, ne peut pas être ordonnée par le seul motif qu'elles seraient élevées sur un terrain qu'une décision ministérielle déclarerait être au-dessous du point atteint par les plus hautes eaux avant débordement du lit du fleuve.—Le conseil de préfecture, juge de la contravention, doit examiner si le terrain est compris dans les limites du fleuve, et si la construction constituait une contravention aux règlements de voirie.—Annulation de l'arrêté et renvoi devant le conseil de préfecture.—Le vendeur du terrain sur lequel a été élevée la construction, objet de la contravention, n'est pas recevable à intervenir devant le juge de répression.—L'acte constitutif de la contravention est le fait personnel de l'acquéreur (*C. d'Ét.*), VIII, 1179.

- (28) Avertissement.—Plantation et coupe d'arbres par un riverain.—Contravention.—Amende.—Réparation du préjudice.—(*Sieur Saintemarie.*)—Le fait par un riverain d'un fleuve d'avoir, sur un atterrissement couvert par les plus hautes eaux avant tout débordement, fait des plantations et coupé des arbres plantés par l'administration avec le concours des riverains pour améliorer le cours du fleuve, constitue une contravention de grande voirie (*C. d'Ét.*), VII, 39.
- (29) Rivières navigables.—Rupture d'un barrage.—Force

VOIRIE (*suite*) :

Insuffisante. — Dommage causé au propriétaire d'une île. — Responsabilité de l'État reconnue. — Procédure. — Conseil de préfecture. — Décision fondée sur des faits allégués dans le débat oral et sur lesquels n'a pas porté l'instruction. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Delport*). — Recours du ministre des travaux publics contre un arrêté du conseil de préfecture motivé, en la forme, sur ce que la décision aurait pris pour base des faits allégués dans le débat oral et sur lesquels n'aurait pas porté l'expertise ordonnée par le Conseil : — ce moyen est reconnu non fondé en fait (*C. d'Et.*), VI, 394.

— (30) Rivières navigables. — Bateau coulé par un fait de guerre. — Injonction de relever les débris. — Refus d'obtempérer. — Procédure. — Conseil d'État. — Contrevenance de grande voirie. — Dépens. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Bailly, Poulin et autres.*) — Le refus d'obtempérer à l'injonction d'avoir à relever les débris et le chargement d'un bateau coulé dans une rivière navigable ne constitue pas une infraction à l'article 3 de l'arrêté du Conseil du 24 juin 1777, alors que l'accident provient d'un fait de guerre imputable à l'État (tir des chaloupes canonnières françaises.) — (Dans ces circonstances, les propriétaires du bateau ne sont pas responsables de l'obstacle à la navigation). — Les recours au Conseil d'État étant jugés sans frais en matière de contraventions de grande voirie, il n'y

a pas lieu d'allouer de dépens (*C. d'Et.*), VI, 435.

— (31) Contravention. — Rivière canalisée. — (*Sieurs André, Carré et C^e.*) — Amende. — Réparation. — Compétence. — Prescription. — Délais suspendus pendant la guerre. — Dommages-intérêts. — Lenteur de la procédure. — Moyens de défense. — Mise en demeure. — Régularité de l'expertise. — Le conseil de préfecture peut, sans excès de pouvoirs, après avoir reconnu l'existence d'une contravention de grande voirie, et en décidant que la peine est prescrite, — statuer sur la réparation du dommage. — En cette matière, la prescription d'un an établie par l'article 640 du Code d'instruction criminelle s'applique seulement aux amendes à prononcer, et est inapplicable aux poursuites exercées contre les contrevenants à fin de réparation des dommages causés, dans l'espèce, aux ouvrages d'un canal, à raison de l'imprescriptibilité de ces ouvrages et de l'intérêt toujours subsistant de la navigation. — La prescription édictée par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, a-t-elle été suspendue par les décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 ? — Non résolu. — Mais décidé que, dans l'espèce, la prescription, en ce qui touche l'amende, était acquise aux contrevenants, attendu que, au moment où l'arrêté définitif a été rendu, plus d'une année s'étant écoulée depuis le jour où les délais, qui auraient pu être suspendus par les décrets susénoncés, auraient recommencé à courir en vertu

de la loi du 1^{er} juin 1874. —
— Objection tirée par les contre-
venants de l'inobservation de
l'art. 3 de la loi du 29 floréal
an X : les dommages auraient
été réparés par l'administration
sans qu'ils aient été mis en de-
meure de faire valoir leurs
moyens de contestation et de dé-
fense. — Autres objections tirées
de ce que les experts n'auraient
pas constaté directement les
dégradations. — Grièfs non
fondés en fait. Appréciation des
dommages causés aux ouvrages
de dérivation de la Moselle par
une société industrielle qui,
pendant l'hiver de 1870-1871,
avait obtenu des autorités alle-
mandes la permission de re-
mettre en eau cette dérivation
(*C. d'Ét.*), VI, 664.

- (32) Rivière navigable. — Con-
travention. — Marche-pied. —
Quai projeté et décrété, mais
non exécuté. (*Sieur Planacas-
sagne.*) — Application de l'ar-
ticle 7, titre 28, de l'ordonnance
d'août 1869 à un propriétaire
riverain du Lot dans la ville de
Cahors, qui avait cru pouvoir
clore son terrain sans laisser
libre un espace de 10 pieds cor-
respondant au marche-pied du
contre-halage sur la rive oppo-
sée à celle où les bateaux se
tirent. — Ce propriétaire sou-
tenait que la servitude avait
disparu par suite de l'établisse-
ment d'un quai au-devant de
son terrain. — Ce quai avait,
en effet, été décrété et exécuté
en partie; mais les travaux
étaient suspendus et n'avaient
pas encore atteint la partie de
la berge au-devant du dit ter-
rain (*C. d'Ét.*), VII, 829.

— (33) Rivière navigable. — Bras
non navigable. — Déplacement
sans autorisation d'ouvrages au-
torisés. — Contravention. — (*Sieur
Dufaur.*) — Le déplacement et
la reconstruction sans autorisa-
tion d'une pêcherie baros établie
sur le bras non navigable d'un
cours d'eau navigable, constitue
une contravention de grande
voirie. — Les dépendances des
cours d'eau navigables et flot-
tables sont soumises aux mêmes
règles que les cours d'eau eux-
mêmes quant à la police des
eaux. — Ces pêcheries sont des
ouvrages interdits. — Ordon-
nance d'août 1669 et arrêt du
Conseil du 24 juin 1777. — (On
soutenait dans l'espèce que, ne
nuisant pas à la navigation du
lit principal, ce travail ne pou-
vait constituer une contraven-
tion (*C. d'Ét.*), VIII, 1542.

- (34) Contravention. — Port.
— Dépôt de bois autorisé pour
un temps déterminé. — Vente
des bois et défaut d'enlèvement
avant l'expiration du délai. —
Contravention non commise par
le vendeur. — Défaut de pour-
suites contre l'acheteur. — (*Min-
istre des travaux publics contre
sieur Goacolon.*) — Le pro-
priétaire de bois qui a obtenu
l'autorisation de les déposer sur
un quai jusqu'à une époque
déterminée, et qui les a vendus
avant l'expiration du délai, ne
peut pas être poursuivi comme
coupable d'une contravention à
raison de ce que les bois n'au-
raient pas été enlevés à l'époque
fixée. L'acheteur n'ayant été
l'objet d'aucune poursuite ne
devait pas être mis en cause par

VOIRIE (*suite*) :

le conseil de préfecture (*C. d'Ét.*), VIII, 126.

- (35) Port. — Refus de ranger un bateau; contravention : amende non édictée. — Absence de dommage. — Frais de procès-verbal. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Pécher.*) — Le refus de ranger un bateau en déchargement, qui fait indirectement obstacle à la navigation, constitue une contravention de grande voirie de la compétence du conseil de préfecture. — Mais ce fait n'est pas puni d'amende par l'arrêt du Conseil du 24 juin 1777, auquel il a été contrevenu, et, en l'absence de dommage, le contrevenant n'ayant encouru aucune condamnation ne peut être condamné aux frais du procès-verbal (*C. d'Ét.*), VIII, 1147.
- (36) Domaine public. — Rivières navigables. — Terrain d'alluvion. — Compétence judiciaire. — Plus-value. — Commission spéciale. — Question de propriété. — (*Sieur Levailant et dame de Caraman.*) — La décision par laquelle le ministre des travaux publics a rejeté la prétention des requérants d'être mis immédiatement en possession d'alluvions, et a déclaré que l'administration entendait réclamer une indemnité de plus-value pour les terrains conquis sur le lit du fleuve ne fait pas obstacle à ce que les dits requérants fassent valoir devant l'autorité judiciaire les droits de propriété qu'ils pourront tenir de l'article 556 du code civil et fassent juger par la commission spéciale, instituée en vertu de

l'article 2 du décret du 15 janvier 1853, si les terrains litigieux sont de ceux à raison desquels ils doivent une indemnité de plus-value, et par suite cette décision ne constitue pas un acte susceptible d'être déféré au Conseil d'État (*C. d'Ét.*), VIII, 771.

- (37) Dépôt de remblai sur un terrain compris dans les limites de la Seine. — Contravention. — Exception de propriété : sur-sis. — Prescription de l'amende: condamnation limitée au rétablissement des lieux dans leur état primitif et aux dépens. — (*Sieur Vincent, Entrepôts et Magasins généraux de Paris.*) — Des dépôts de matériaux et des travaux de remblai ayant été faits sur un terrain compris, par arrêté préfectoral, dans les limites d'un fleuve habituellement couvert par les hautes eaux navigables coulant sans débordement, c'est avec raison que le conseil de préfecture, compétent pour statuer sur la contravention, refuse de s'arrêter devant l'exception de propriété (*C. d'Ét.*), IX, 763.
- (38) Palissade établie sur la propriété du requérant à plus de 3^m,25 du lit du fleuve : servitude de marche-pied pour le contre-halage seulement (et non de halage), établie sur cette rive : pas de contraventions. — (*Sieur Canard*) (*C. d'Ét.*), IX, 25.
- (39) Contravention. — Rivière navigable. — Plantation. — Arrêté préfectoral d'abatage : excès de pouvoirs. — Délimitation administrative : pas d'excès de pouvoirs. — (*Sieur Mandement.*) — C'est aux conseils de pré-

fecture seuls qu'il appartient de prononcer, sauf appel au Conseil d'État, sur les contraventions de grande voirie. — En conséquence, est entachée d'excès de pouvoirs l'arrêté du préfet qui ne se borne pas à mettre les riverains d'un cours d'eau navigable en demeure d'abattre leurs plantations, faute de quoi il serait procédé contre eux dans les formes prévues par la loi du 29 floréal an X, mais qui décide en outre que, faute par eux d'exécuter ses prescriptions, l'abatage des arbres aurait lieu d'office, bien que la répression de la contravention n'ait pas été ordonnée par la juridiction compétente. — N'est pas entaché d'excès de pouvoirs l'arrêté par lequel un préfet se borne à délimiter le lit d'une rivière, d'après la ligne des plus hautes eaux navigables avant tout débordement (*C. d'Ét.*), VIII, 1079.

— (40) Dommages. — Tiers expert de droit. — Ingénieur en chef. — Application de l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807 (*C. d'Ét.*), IX, 157.

— (41) Rivières navigables. — Bassin de la Seine. — Gardes-ports. — Nomination. — Révocation. — Excès de pouvoirs. — Arrêté ministériel annulé. — Dépens. — (*Compagnie des Petites-Rivières.*) — Lorsqu'à la suite de la révocation d'un garde-port par le ministre des travaux publics, un autre a été nommé en remplacement après accomplissement des formalités prescrites par l'article 35 du décret du 21 août 1852 sur le service des ports et voies navigables ou flottables du bassin de la

Seine, le ministre ne peut pas réintégrer dans ses fonctions le garde révoqué, sans procéder à une nomination nouvelle suivant les mêmes formalités. — L'arrêté de révocation a reçu sa complète exécution et est devenu définitif. Annulation pour excès de pouvoirs de l'arrêté de réintégration. — Les intéressés qui font annuler par le Conseil d'État, pour excès de pouvoirs, un arrêté ministériel réintégrant dans ses fonctions un garde-port révoqué, ne sont pas fondés à demander que l'administration soit condamnée aux frais de timbre et d'enregistrement nécessaire par le pourvoi. La contestation ne rentre pas dans celles auxquelles s'applique l'art. 2 du décret du 2 novembre 1864 (*C. d'Ét.*), IX, 779.

— (42) Rivière navigable. — Délimitation. — (*Sieurs Amiot, Barbereau et autres.*) — Recours pour excès de pouvoirs contre un arrêté préfectoral délimitant la rive gauche de la Sèvre Niortaise, sur le territoire de la commune de Sansais, et comprenant, d'après le demandeur, des propriétés privées que ne recouvraient pas les plus hautes eaux coulant à pleins bords, avant les travaux d'approfondissement et de rectification exécutés par l'État. — Vérification préalable ordonnée par le Conseil d'État et confiée à l'inspecteur général des ponts et chaussées de la circonscription, en présence du maire et des propriétaires des terrains litigieux. — Arrêté préfectoral prétendu non signé. — Grief démenti par la production d'une expédition au-

VOIRIE (*suite*) :

- thentique (*C. d'Ét.*), X, 1093.
- (43) Rivières navigables. — Arbres coupés, saules et osiers. — Contravention. — Absence de pénalité. — Réparation de dommage. — Frais du procès-verbal. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Bresnu.*) — Le fait d'avoir coupé des saules plantés par l'administration pour protéger les berges de la Seine sur des terrains produits par des dépôts de dragage exécutés pour l'approfondissement du chenal, constitue une contravention de grande voirie. — Le riverain se prévaudrait en vain de l'autorisation qu'il aurait obtenue, antérieurement à la plantation des saules, de couper les herbes et osiers sur les berges de la Seine. Cette autorisation ne comprend que les herbes et osiers croissant naturellement et ne s'étend pas aux plantations faites par l'administration à une date postérieure. — Mais à défaut de pénalité prononcée par les anciens règlements ou la loi de floréal an X, le contrevenant ne peut être condamné qu'à la réparation du dommage et aux frais du procès-verbal (*C. d'Ét.*), X, 1115.
- (44) Bacs. — Abordages. — Avarie. — Construction. — Compétence. — Conseil d'État. — Dépens. — (*Sieur Sauvignon.*) — Les dommages causés à un bac à vapeur servant à réunir deux tronçons d'une route départementale ne constituent pas une contravention de grande voirie dont il appartient au conseil de préfecture de connaître. — Les bacs ne sauraient être considérés

comme partie intégrante des tronçons de route qu'ils relient.

— La partie qui se pourvoit au Conseil d'État contre un arrêté du conseil de préfecture intervenu sur un procès-verbal de contravention de voirie, et qui fait annuler cet arrêté ne peut pas obtenir des dépens. — Ces recours sont jugés sans frais (*C. d'Ét.*), VI, 378.

- (45) Chemin de halage coupé pour l'établissement d'une buse. — Contravention. — Amende. — Minimum. — Conseil d'État. — Recours dans l'intérêt de la loi. — (*Sieur Meyer.*) — Un conseil de préfecture n'a pu réduire au-dessous de 16 francs l'amende encourue pour la construction d'une buse sur un chemin de halage, sur le recours du ministre des travaux publics, dans l'intérêt de la loi. — L'amende laissée à l'arbitraire du juge par l'arrêt du 24 juin 1777, ne peut aujourd'hui varier que de 16 à 300 fr. — Loi du 23 mars 1842, article 1^{er} (*C. d'Ét.*), VII, 782.

- (46) Rivière navigable. — Amarage. — Contravention à l'arrêt de 1777 et non à l'ordonnance d'août 1681. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Lancien et Bertin.*) — Le fait d'avoir amarré un chaland à un faisceau de pieux supportant un fanal constitue une contravention de grande voirie. — Ce fait est de nature à dégrader et à ébranler l'ouvrage. — Ledit faisceau de pieux se trouvant dans la Seine, à 35 kilomètres en aval du port de Rouen, y a-t-il contravention de voirie maritime ou de voirie fluviale ? — Résolu dans le dernier sens. — Condamnation du

patron à 16 francs d'amende et aux frais du procès-verbal : armateur déclaré civilement responsable (*C. d'Ét.*), X, 1095.

— (47) Contravention. — Chemin de halage : Hangar : travaux non confortatifs : distance légale : démolition. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Mozeret.*) — Annulation dans l'intérêt de la loi d'un arrêté de conseil de préfecture, qui avait refusé d'ordonner la démolition d'un hangar formant saillie sur un chemin de halage sous prétexte que les travaux exécutés n'auraient rien de confortatif. (*C. d'Ét.*), VII, 1355.

— (48) Rivière de Bièvre. — Étendue des servitudes. — Largeur de la berge. — Travaux en arrière de l'alignement sans autorisation. — Pas de contravention. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Baudoux (1^{re} espèce) et contre sieur Nigon (2^e espèce).*) — L'ordonnance du 20 juillet 1840, qui a déclaré d'utilité publique les travaux à exécuter pour l'assainissement des eaux de la Bièvre dans l'intérieur de Paris, n'a pas eu pour objet d'étendre ou d'aggraver les obligations qui sont imposées aux riverains par les articles 26 et 42 de l'arrêt du Conseil du 26 février 1732, portant règlement général pour la police et la conservation des eaux de la Bièvre. — En conséquence, le riverain qui élève des constructions sans autorisation, sur sa propriété, à une distance de 1^m,55 du bord de la Bièvre, et par suite en dehors des limites de la berge, fixées par l'article 42, ne commet pas une contravention aux arti-

cles 26 et 42. — Le riverain n'est pas tenu de demander l'alignement pour élever des constructions qui ne joignent pas immédiatement la berge, VII, 738.

— (49) Dommages causés à un riverain de la rivière de Bièvre par le déversement des eaux de voirie dans ce cours d'eau. — Demande d'indemnité dirigée contre la ville de Paris et le département de la Seine. — Rejet par le conseil de préfecture sans expertise. — Expertise obligatoire (loi de 1807). Arrêté annulé. — (*Sieur Grandjean*) (*C. d'Ét.*), VIII, 1214.

— (50) Écoulement des eaux de voirie. — Cours d'eau non navigables. — Curage. — Rivière de Bièvre. — Taxes. — Réclamation : délai : suspension des délais pendant la guerre 1870-1871. — Confection des rôles. — Nombre et nomination des commissaires. — (*Sieur Grandjean.*) — Déchéance d'une réclamation formée plus de trois mois après la publication des rôles. — Recevabilité d'une autre réclamation formée dans le délai en tenant compte de la suspension des délais pendant la guerre. — Décrets des 9 septembre et 4 octobre 1870 ; loi 26 mai 1871. — Décharge accordée des taxes recouvrées en vertu des rôles établis par deux commissaires seulement au lieu de trois (Arrêt du Conseil du 26 février 1732. Arrêté des consuls du 25 vendémiaire an IX), sauf à l'administration à mettre de nouveau lesdites taxes à la charge des riverains au moyen de rôles régulièrement dressés (*C. d'Ét.*), VIII, 1215.

— (51) Navigation. — Contraven-

VOIRIE (*suite*) :

tions. — Pêcheries établies sans autorisation sur un bras non navigable ni flottable d'une rivière navigable. — Caractères des bras non navigables d'une rivière navigable. — Dépendance de la grande voirie. — Compétence. — Prescription de l'amende. — Condamnation aux frais. — Sursis à statuer sur la démolition des pêcheries. — (*Le préfet des Landes contre le sieur Dufaur*). — (*C. de préf. des Landes*) VI, 673.

— (52) Contravention. — Canal. — Feu de paille allumé sur le trottoir de la levée. — Battoir à blé. — Préposés. — Responsabilité. — (*Sieur Beuchot*.) — Le propriétaire d'un battoir à blé a pu être déclaré responsable d'une contravention à l'article 4 de l'arrêt du Conseil du 25 juin 1777, commise par des ouvriers préposés par lui à la conduite du battoir qu'il met à la disposition du public. — Ces ouvriers avaient allumé un feu de paille sur le trottoir de la levée du canal : ils déclaraient avoir agi d'après les ordres de leur maître et dans l'accomplissement de leur service (*C. d'Ét.*), VI, 481.

— (53) Canal. — Rupture d'un batardeau — Amende. — Réparation du dommage. — (*Sieur Boucher*). — En matière de contravention de grande voirie, une amende peut être prononcée lorsqu'il s'est écoulé plus d'une année depuis la date de la contravention. — La peine est prescrite. — Article 640 du Code d'instruction criminelle. — Appréciation du dommage causé aux rives et ouvrages d'art d'un

canal par suite de la coupure d'un batardeau établi en temps de crue dans ce canal dérivé de la Moselle. — Le contrevenant soutenait qu'il avait pratiqué cette coupure sous la pression d'une nécessité de force majeure pour préserver de l'inondation sa propriété et celle des autres riverains; que d'ailleurs le batardeau était mal installé (*C. d'Ét.*), VI, 17.

— (54) Contravention. — Dépendances d'un canal navigable. — Plantation. — Arrêté préfectoral d'abatage; décision ministérielle confirmative. — Excès de pouvoirs. — (*Sieur Fouque de Wagnonville*.) — C'est aux conseils de préfecture seuls qu'il appartient de prononcer, sauf appel au Conseil d'État, sur les contraventions de grande voirie. — En conséquence, est entaché d'excès de pouvoirs l'arrêt du préfet qui ne se borne pas à mettre les riverains d'un cours d'eau navigable ou de ses dépendances en demeure d'abattre leurs plantations, faute de quoi il serait procédé contre eux dans les formes prévues par la loi du 29 floréal an X, mais qui décide en outre que, faute par eux d'exécuter ses prescriptions, l'abatage des arbres aurait lieu d'office, bien que la contravention n'ait pas été régulièrement constatée. — Arrêté annulé ainsi que la décision ministérielle confirmative (*C. d'Ét.*), VII, 318.

— (55) Canal latéral à la Marne. — Passage en voiture. — Contravention. — Compétence. — Condamnation. — (*Ministre des travaux publics contre sieur Vogué*.) — Le conseil de préfecture

est compétent pour statuer sur les contraventions aux dispositions d'un arrêté préfectoral qui interdisait, en exécution de l'article 11 de l'arrêté du Conseil du 24 juin 1777, le passage de chevaux et voitures sur les digues, levées et franc-bords d'un canal de navigation et d'empêcher la dégradation des ouvrages. — Annulation de l'arrêté du conseil de préfecture qui s'était déclaré à tort, incompétent, et condamnation du contrevenant au minimum de l'amende pour avoir fait passer une voiture sur le chemin de halage du canal latéral à la Marne, contrairement aux dispositions précitées (*C. d'Ét.*), VIII, 1071.

- (56) Canaux. — Cinq radeaux accouplés. — Contravention. — Absence de pénalité portée par des lois spéciales. — Article 471 du Code pénal. — Dommages. — Réparation. — Compétence. — Renvoi des fins du procès-verbal. — (*Ministre des travaux publics contre sieurs Rousset et autres.*) — Le fait d'avoir accouplé cinq radeaux en marche dans le bief d'un canal de navigation n'est pas puni d'une amende par les lois ou règlements spéciaux sur la matière. — Aucune amende n'étant édictée par ces lois ou règlements, c'est à l'autorité judiciaire, et non au conseil de préfecture, qu'il appartient de faire, s'il y a lieu, l'application des peines portées dans l'article 471 du Code pénal. — Dans ce cas, la loi du 29 floréal an X autorise seulement le conseil de préfecture à prononcer la réparation du dommage qui a pu

être causé aux rives ou aux ouvrages d'art du canal. — Aucun dommage n'étant constaté dans l'espèce, — le contrevenant n'ayant ainsi encouru aucune condamnation, soit à titre d'amende, soit pour réparation de préjudice causé, le conseil de préfecture devait renvoyer les contrevenants des fins du procès-verbal, — et non pas se borner à déclarer qu'il n'y avait lieu de statuer. — Le contrevenant peut-il, dans ce cas, être condamné aux dépens? — Rés. nég. impl. (*C. d'Ét.*), IX, 74.

- (57) Contravention. — Canal. — Interdiction de manœuvrer les ventelles des écluses. — Amende. — Arrêt du 24 juin 1777. — (*Sieur Rousset.*) — Le particulier qui a manœuvré les ventelles d'une écluse, malgré la défense de l'éclusier et contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral, portant règlement de police d'un canal en exécution de l'arrêt du Conseil du 24 juin 1777, doit être condamné à l'amende édictée par l'article 4 du dit arrêt, sauf à réduire le montant à raison des circonstances de l'affaire (*C. d'Ét.*), IX, 168.
- (58) Canal de navigation concédé. — Cession par une ville à l'État — Contestation sur l'obligation d'entretenir. — Perception des revenus. — Interprétation du décret autorisant la cession. — Compétence. — Décision au fond. — (*Ville de Roubaix contre l'État.*) — Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur les difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution d'un décret qui a autorisé l'État à accepter l'abandon, à lui offert par

VOIRIE (*suite*) :

une ville, d'un canal de navigation primitivement concédé à une compagnie, aux droits de laquelle la ville s'est ensuite substituée, difficultés portant sur l'obligation d'entretenir les portions du canal déjà ouvertes à la navigation. — Les engagements respectivement pris par l'État et par la ville sont relatifs à l'exécution d'un travail public. — Décidé, par interprétation des conventions respectivement prises et approuvées par le décret d'acceptation, que la ville, en abandonnant à l'État la propriété du canal, et en stipulant que jusqu'à son entier achèvement, aux frais du Trésor, elle continuerait à percevoir tous les revenus des parties déjà ouvertes à la navigation, était restée soumises aux obligations de réparation et d'entretien qui, d'après le cahier des charges, étaient la condition de cette jouissance (*C. d'Ét.*, IX, 1354).

- (59) Canal. — Chemin de halage. — Passage avec des chevaux de halage. — Monopole. — Contravention. — Compétence. — (1^{re} espèce, *sieur Bocquet*; 2^e espèce, *ministre des travaux publics* [canal de la Sensée].) — Le fait d'avoir halé des bateaux avec des chevaux étrangers au service de halage organisé en monopole par un décret qui l'a rendu obligatoire, pour la bat-

tellerie sur canal, ne constitue pas une contravention de grande voirie dont il appartient au conseil de préfecture de connaître. Ce décret rendu pour l'exécution de l'entreprise à laquelle le monopole a été concédé n'a pas été pris en vue de la conservation des ouvrages du canal (*C. d'Ét.*, X, 932).

- (60) Canal dérivé d'une rivière. — Digue. — Servitude de halage. — Domaine public. — (*Sieur Digéon*.) — Le préfet de la Somme a pu, sans excès de pouvoirs, comprendre dans le domaine public les digues d'un canal dérivé de la Somme, malgré la prétention d'un riverain soutenant qu'il était propriétaire de ces digues comme les ayant achetées de la compagnie du chemin de fer qui a exécuté le canal de dérivation, et qu'elles sont seulement soumises à la servitude de contre-halage. — Les textes qui établissent la servitude de halage et contre-halage ne s'appliquent qu'aux fleuves et rivières navigables et non aux terrains riverains d'une dérivation artificielle, dont les digues construites pour ce service sont une dépendance nécessaire. — Réserve des droits du riverain à faire valoir devant l'autorité judiciaire contre la compagnie qui lui a vendu le terrain (*C. d'Ét.*, X, 783).

VORS, VIII, 251.

W

- | | |
|--|--|
| WAASER , VI, 371. | WERLEIN (fr.) et RAVILLAT , X, 1245. |
| WATTIGNIES (commune de), VI, 529. | WETER , VII, 637. |
| | WORMS , VII, 814. |

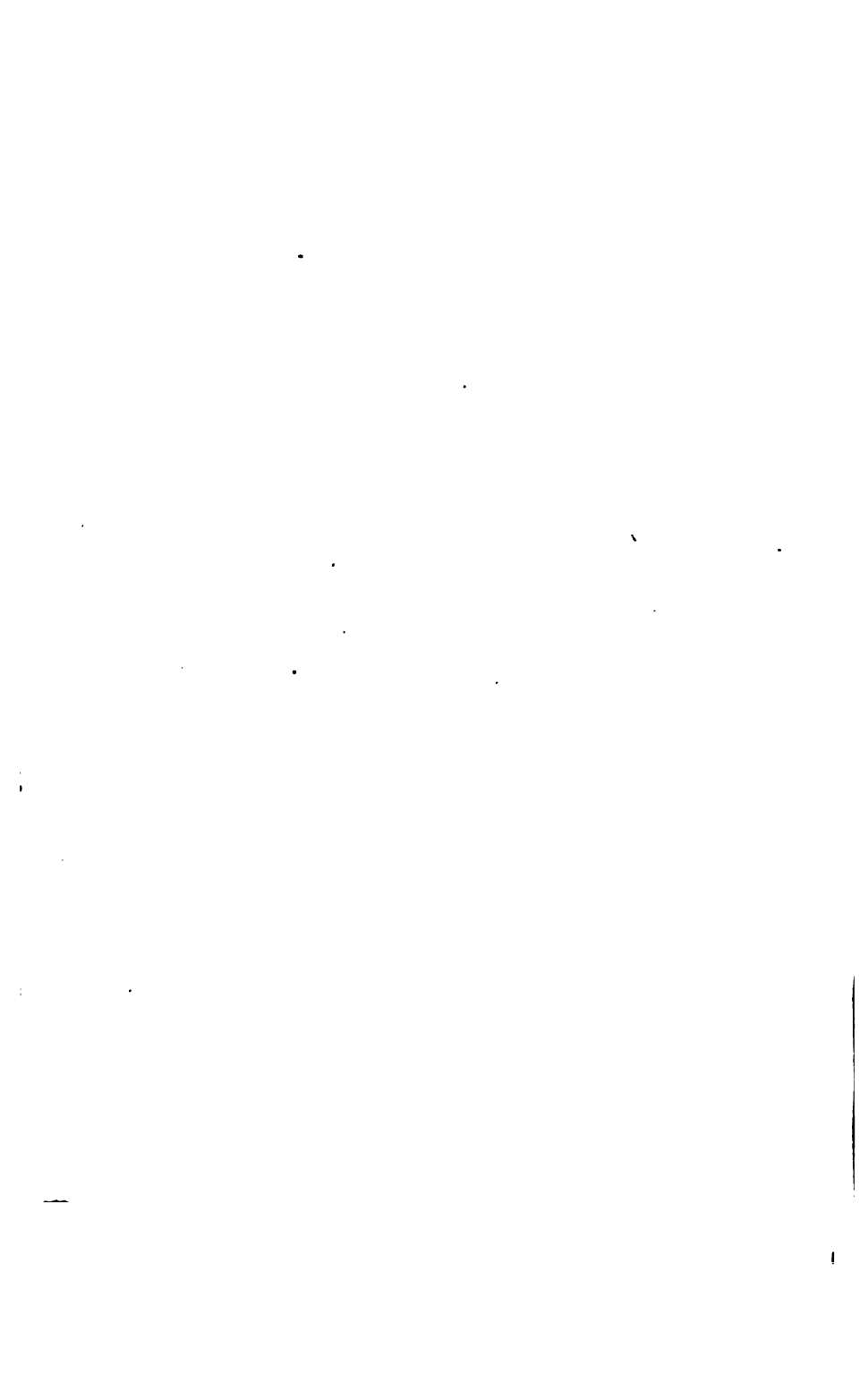
Y

- | | |
|---|--|
| YCHOUX . Agrandissement de la station, VI, 1319. | Canal du Nivernais et de la Haute-Yonne , VII, 231. |
| YONNE et NIÈVRE (départements de). | YSSINGEAUX (comm. d'), VIII, 1212. |
| — Amélioration de la Cure, du | YVONNEAU , IX, 1751. |

Z

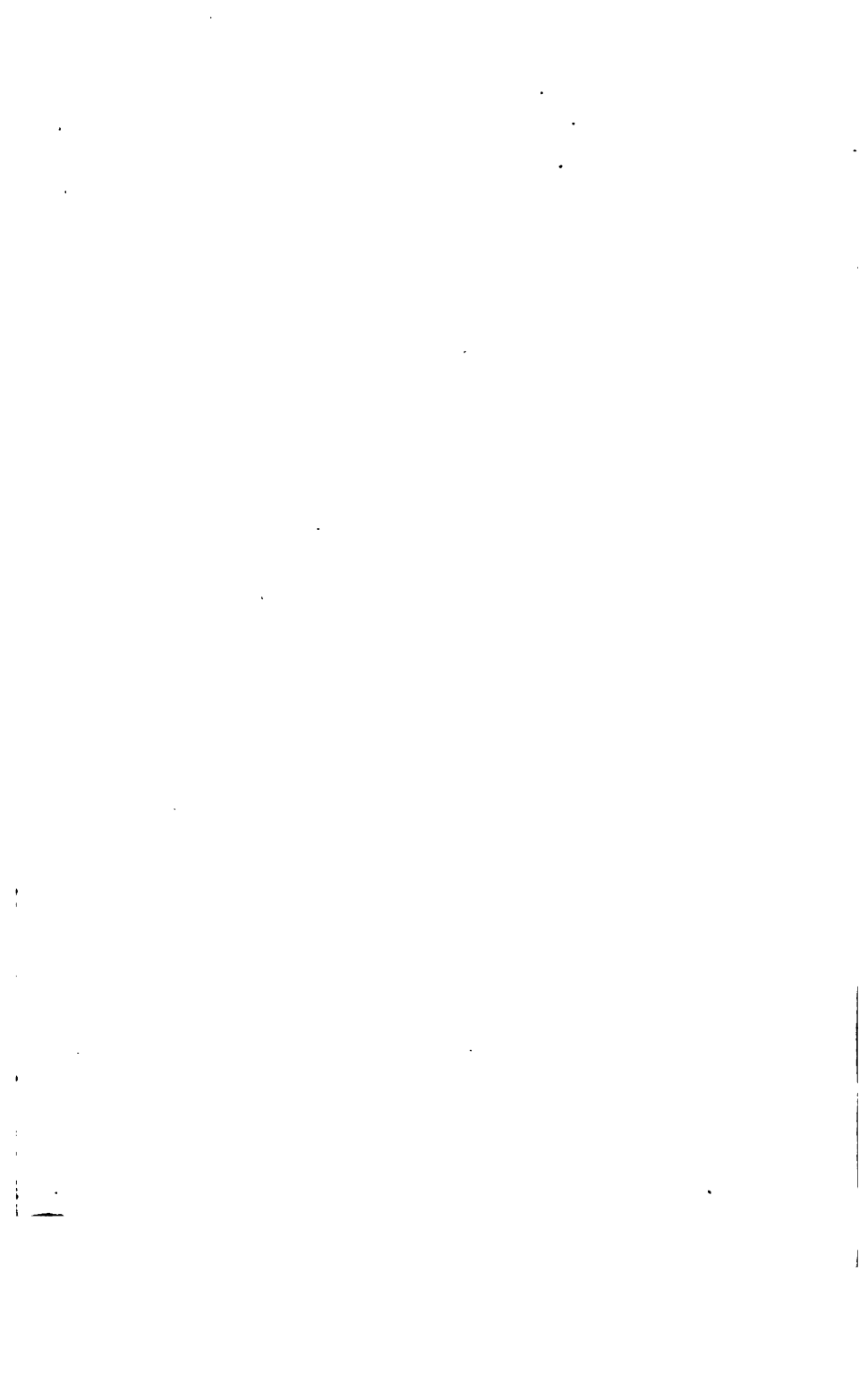
- | | |
|---|--|
| ZEIG (dame veuve), VI, 1010; VII, 902. | mixte des travaux publics en Algérie, VII, 399. |
| ZIEM , IX, 849. | — (Délimitation de la) et réglementation des travaux mixtes, |
| ZONE . Frontière et commission | IX, 651. |

FIN DE LA DEUXIÈME TABLE DES LOIS, DÉCRETS, ETC.



**Tableau propre à faciliter les recherches relatives aux chemins de fer
dans la Table analytique des lois, décrets, etc.**

§ I. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.	
	PAGES.
Chemins de fer internationaux.	262
Classement dans le réseau d'intérêt général de chemins de fer d'intérêt local.	261
Déclaration d'utilité publique.	262
Approbation de travaux et de dépenses.	266
Modifications de tracés, prolongations de délais, prise de possession de terrains, expropriations, rachats, autorisations diverses.	268
Exploitation de lignes par l'État et les Compagnies, séquestres, rachat, lois diverses.	270
Décisions judiciaires et contentieuses.	271
Instructions administratives.	276
Exploitation commerciale. Transports : { Tarifs, 276. — Délais, avaries, 288. — Camionnage, 303. — Police, contraventions, 304.	
 § II. — CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL.	
Lignes actuellement concédées à titre d'intérêt local.	282
Déclaration d'utilité publique.	306
Prorogations de délais, fixations de tracés, etc.	308
Cession de lignes.	308
Fixation des termes de paiement de subventions, résiliations, etc. . . .	309
Décisions judiciaires et contentieuses.	309



SOMMAIRE

DES TABLES RELATIVES AUX LOIS, DÉCRETS, ETC.

	PAGES.
1 ^o Lois.	1
2 ^o Décrets.	29
3 ^o Arrêts du Conseil d'État.	119
4 ^o Tribunal des conflits.	203
5 ^o Arrêts de la Cour de cassation { chambre civile.	205
{ chambre criminelle.	221
6 ^o Circulaires et arrêtés ministériels.	229

